

RECHERCHES
SUR LA
SEIGNEURIE RURALE
EN LORRAINE

D'APRÈS LES PLUS ANCIENS CENSIERS
(IX^e - XII^e SIÈCLE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CH. -EDMOND PERRIN

MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

COMMISSION DES PUBLICATIONS
DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE STRASBOURG
1935

RECHERCHES
SUR LA
SEIGNEURIE RURALE
EN LORRAINE

D'APRÈS LES PLUS ANCIENS CENSIERS
(IX^e-XII^e SIÈCLE)

RECHERCHES
SUR LA
SEIGNEURIE RURALE
EN LORRAINE

D'APRÈS LES PLUS ANCIENS CENSIERS
(IX^e - XII^e SIÈCLE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CH. - EDMOND PERRIN

MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

COMMISSION DES PUBLICATIONS
DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE STRASBOURG
1935

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le présent ouvrage a pour origine un ensemble de recherches qui, dans la pensée de l'auteur, devaient aboutir à une histoire de la seigneurie rurale en Lorraine — en comprenant sous ce terme la région formée par la réunion du duché de Lorraine, des Trois-Evêchés et du comté de Bar — depuis le IX^e siècle, époque où quelques rares documents permettent de découvrir les premiers linéaments de cette histoire, jusqu'à la fin du XII^e siècle qui vit l'apparition des plus anciennes chartes d'affranchissement ⁽¹⁾. Les raisons d'ordre personnel qui ont retardé l'exécution d'un programme auquel l'auteur n'a pas complètement renoncé, ne sont d'aucun intérêt pour le lecteur ; en revanche il ne lui sera sans doute pas indifférent de connaître par suite de quels détours ce projet primitif s'est limité à une étude fondée sur une seule catégorie de documents.

Quel que soit le caractère complexe des droits multiples revendiqués par le seigneur sur ses sujets, la seigneurie rurale du moyen âge est fortement fixée au sol ; elle a pour base territoriale la *villa* ou *curtis*,

⁽¹⁾ Les recherches de l'auteur ont porté principalement sur les dépôts suivants : Archives Nationales à Paris, qui n'ont fourni que quelques rares documents ; Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale à Paris (Fonds français, Fonds latin, Nouvelles acquisitions françaises, Nouvelles acquisitions latines, Collection de Lorraine, Collections Baluze et Moreau) ; Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, des Vosges ; Bibliothèques municipales d'Epinal, de Metz, de Nancy, de St-Dié, de Verdun et de Trèves. Quelques sondages ont été faits aux Archives départementales du Bas-Rhin et au Preussisches Staatsarchiv de Coblenze.

et, plus souvent, à partir du X^e siècle, un *predium*, réduit à une portion de l'antique *villa*. Quelle que soit leur étendue, la *villa* et le *predium* sont constitués par un ensemble de terres de nature variée, qu'on peut grouper sous le terme de *domaine*, pour reprendre une expression qui se rencontre couramment sous la plume des historiens français. On sait que, dès une époque ancienne, certainement antérieure au IX^e siècle, les grands domaines du *regnum Francorum*, divisés en deux parts, la réserve seigneuriale et les tenures, furent soumis à un système d'exploitation qu'on peut qualifier de domanial et dont la caractéristique essentielle est de faire collaborer les exploitants des tenures à la mise en valeur de la réserve. Toutefois, si le domaine est la base solide sur laquelle s'est édifiée la seigneurie rurale, il reste que quantité de droits exercés aux XI^e et XII^e siècles par le seigneur sur les hommes de sa seigneurie sont étrangers aux pratiques domaniales ; contrairement aux affirmations d'une théorie qui fut longtemps classique en Allemagne et qui a trouvé en France son expression la plus complète et la plus originale dans l'ouvrage de M. H. Sée, ces droits, qui sont de nature extradomaniale, supposent l'exercice par le seigneur du droit de ban, qui lui-même dérive en fin de compte de l'autorité publique.

Cherchant à tracer la démarcation, dans la mesure où il est possible de le faire, entre les droits qui sont étroitement liés à l'exploitation du domaine et ceux qui trouvent leur justification dans l'exercice du ban seigneurial, notre attention devait se porter tout spécialement sur les censiers qui constituent des documents d'un intérêt capital pour l'histoire du régime domanial. Ces recueils, dénommés anciennement *polyptycha*, ont ce caractère commun qu'ils se proposent d'inventorier les différents domaines relevant d'un même seigneur, de fixer pour chacun d'eux sa composition (réserve et tenures) et de préciser les charges diverses qui, en vertu de la coutume du domaine, incombent aux exploitants des tenures. Ce type d'inventaire se rattache probablement au cadastre du Bas-Empire ; il procède en tout cas de traditions qui sont antérieures à l'acquisition du droit de ban par les *potentes* laïques et ecclésiastiques. Dans ces conditions, il nous a semblé que l'examen du contenu des censiers devait nous mettre en mesure de délimiter avec netteté les droits domaniaux traditionnels et, du même coup, de faire apparaître en pleine lumière les droits seigneuriaux d'acquisition plus ou moins tardive.

A l'épreuve, l'étude des différents censiers dont nous avons à faire état, devait se révéler plus délicate que nous ne l'avions supposé au premier abord. Les censiers des abbayes de Prüm, de Metlach,

de St-Maximin de Trèves, dont certains chapitres intéressent des domaines situés en pleine Lorraine, ont été soumis jadis par Lamprecht à un examen attentif, mais les conclusions de l'historien allemand sur l'âge et la composition des censiers de la région rhéno-mosellane se sont révélées si contestables, qu'il a fallu reprendre à pied d'œuvre l'étude de notre prédécesseur. En ce qui concerne les censiers proprement lorrains, plusieurs d'entre eux ont eu les honneurs d'une publication, mais aucun des éditeurs n'a songé à résoudre, ni même parfois à poser les différents problèmes que soulève un tel type d'inventaire. Au total, avant de pouvoir exploiter les censiers dont nous disposons, il convenait de soumettre chacun d'eux à une critique aussi poussée que possible. En cours de route, ces études, conçues à l'origine comme une simple introduction à une histoire de la seigneurie rurale en Lorraine, ont pris un développement tel, qu'elles ont fini par constituer un ouvrage qui se suffit à lui-même ; c'est cet ouvrage que nous présentons aujourd'hui au public.

* * *

Le nombre des censiers réunis dans ce volume et qui tous proviennent d'archives ecclésiastiques n'est pas inférieur à vingt. Ce nombre, relativement élevé, s'explique par le fait que l'auteur a étendu son enquête à tous les censiers qui, à un titre quelconque, intéressaient la Lorraine ; il a donc tenu compte à la fois des censiers établis au profit d'établissements religieux lorrains et de ceux qui, rédigés en dehors des limites de la Lorraine, inventorient dans quelques-uns de leurs chapitres des seigneuries rurales comprises dans ces mêmes limites. Les différentes études qui composent l'ouvrage se trouvent ainsi encadrées entre deux chapitres consacrés à des censiers de la région rhéno-mosellane ; l'un est le célèbre polyptyque de l'abbaye de Prüm de 893, l'autre est un censier de l'abbaye de St-Maximin de Trèves, qui, par ses additions les plus récentes déborde sur les premières années du XIII^e siècle. Entre ces limites chronologiques, les différents censiers, affectés d'un numéro d'ordre, ont été étudiés à la place que leur assignait leur date de rédaction. Il a semblé que ce mode de présentation était le plus rationnel, le plus apte en tout cas à rendre perceptibles au lecteur les innovations introduites peu à peu dans la technique des censiers. Les quatre premiers livres de l'ouvrage ont été consacrés respectivement aux censiers des IX^e, X^e, XI^e et XII^e siècles. Ces derniers étant de beaucoup les plus nombreux, on a pris la précaution, afin d'éviter un déséquilibre trop marqué entre les différents livres

de l'ouvrage, de faire entrer dans le Livre III deux censiers (nos 11 et 12), dont la date de rédaction reste incertaine et qui peuvent appartenir aussi bien aux premières années du XII^e qu'à la fin du XI^e siècle. Ce faisant, on a rompu de parti pris avec le principe communément admis, selon lequel ces deux documents auraient dû figurer à la place que leur attribuait la date la plus basse.

Les limites géographiques et chronologiques de l'ouvrage étant ainsi fixées, il convient de signaler qu'on a laissé de côté deux censiers qui cadrent exactement avec le sujet. L'un est un polyptyque de l'abbaye alsacienne de Wissembourg qui nous est connu par une copie exécutée sur l'ordre de l'abbé Edelin vers la fin du XIII^e siècle et dont certaines parties remontent jusqu'aux dernières années du IX^e siècle. L'abbaye de Wissembourg possédait des biens en Lorraine ; mais, pour des raisons encore mal élucidées, le polyptyque leur accorde une place si restreinte et il soulève d'autre part des problèmes si complexes, qu'à vouloir les aborder, on aurait inutilement surchargé un volume déjà fort étendu. D'ailleurs, l'étude rapide mais pénétrante dans laquelle Harster a cherché à retracer la genèse du polyptyque, confirme sur certains points le résultat de nos propres recherches, en révélant le manque d'homogénéité du recueil et en dégagant de la masse de son texte des chapitres qui diffèrent profondément par la forme et la date de leur rédaction. D'autre part, les domaines lorrains du prieuré de St-Quirin, qui dépendait d'une autre abbaye alsacienne, celle de Marmoutier, ayant été compris dans un polyptyque général que cette abbaye fit rédiger au XI^e siècle, ce polyptyque aurait dû, lui aussi, prendre place dans la présente étude ; mais, comme il est impossible de séparer ce polyptyque d'un ensemble de documents analogues qui, rédigés à l'abbaye de Marmoutier, s'échelonnent du X^e au XII^e siècle, il a paru préférable de réserver à l'ensemble de ces documents un mémoire spécial, auquel le lecteur voudra bien se reporter ⁽¹⁾.

Dans chacune des études qui traitent des différents censiers, on a donné dès l'abord et en guise d'introduction une double série de renseignements destinés à faciliter l'intelligence du texte. On a cherché à replacer le censier dans le cadre naturel de son histoire, en consacrant à l'établissement religieux qui l'a fait rédiger une notice aussi succincte, mais aussi exacte que possible. De plus, on a communiqué au lecteur tous les renseignements qu'on a pu recueillir sur

(1) Ch.-Edmond PERRIN, *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles*, Strasbourg, 1935.

le mode de transmission du censier ; dans la plupart des cas, ces renseignements ont été présentés sous la forme d'un appareil critique conforme aux traditions des diplomatistes français. On ne s'est écarté que sur un point de l'usage reçu ; on n'a prévu aucune rubrique spéciale pour l'original, dans tous les cas où, celui-ci étant perdu, on n'a pu, par ailleurs, découvrir le moindre renseignement à son sujet.

Les problèmes qu'on a eu à résoudre dans chaque cas particulier peuvent se grouper sous deux chefs principaux : les uns sont en relation avec l'étude critique proprement dite du texte, les autres ont trait à l'ensemble des particularités qui relèvent de la technique des censiers.

L'étude critique porte sur l'établissement du texte, sur la date du censier et sur l'identification des domaines qui s'y trouvent inventoriés. L'établissement du texte impose une tâche particulièrement délicate, en raison des conditions défectueuses qui ont présidé à la transmission de la plupart des censiers, en raison aussi des termes techniques qui s'y rencontrent et qui ont induit les copistes à commettre de fréquentes bévues⁽¹⁾. Pour les censiers qui avaient déjà fait l'objet d'une édition critique, on s'est contenté en principe de signaler dans le corps du chapitre quelques améliorations au texte de ces éditions ; toutefois, il en est deux qu'on a jugé bon de rééditer entièrement, cependant qu'on publiait d'autre part quatre censiers restés jusqu'à ce jour inédits. Ces différentes publications de textes ont été rejetées en appendice à la fin de l'ouvrage (Pièces justificatives. — Appendices I-VI). En ce qui concerne la date de chaque censier, on s'est attaché à la déterminer avec le maximum de précision possible, en confrontant de manière incessante les données du censier avec les renseignements de toute sorte qu'on a pu réunir sur l'établissement religieux auquel il se rapporte. Tâche ardue, car certains fonds d'archives ecclésiastiques sont fort pauvres en documents anciens et, d'autre part, certains censiers se sont accrus, postérieurement à leur rédaction, de plusieurs groupes de chapitres additionnels, de telle sorte qu'il faut dater non seulement le texte primitif, coulé d'un seul jet, mais encore les diverses couches de rédactions successives. Dans l'ensemble, d'ailleurs, nos efforts ont été couronnés de quelque succès, puisque, dans leur très grande majorité, les censiers étudiés ont pu être datés avec une

(1) On trouvera à la fin du volume un index de tous les termes techniques concernant l'exploitation et l'administration de la seigneurie rurale qui figurent dans les documents cités au cours de l'ouvrage.

approximation inférieure à un quart de siècle. Enfin l'identification des domaines a été déterminée avec autant de minutie que la date elle-même. C'est seulement si l'on est certain d'avoir touché juste en matière d'identification qu'on peut se prononcer sur les lacunes du censier, déterminer les écarts relevant d'une même *curtis*, dessiner sur la carte les groupes de domaines qui souvent ont servi de base au travail des enquêteurs, mettre enfin en lumière certaines particularités locales du régime domanial ⁽¹⁾.

On a cherché d'autre part à dégager les principes qui ont présidé à l'élaboration de chaque censier. A cet égard les principales questions qu'on a eu à examiner sont les suivantes. Selon quelle procédure ont été menées les enquêtes préliminaires à la mise en œuvre du censier ; quel plan et quel formulaire ont été suivis par le rédacteur ; quelle autorité s'attache à un tel recueil dans les contestations entre le seigneur et ses tenanciers ; quelle valeur documentaire convient-il de lui reconnaître. reproduit-il la réalité des faits ou au contraire modifie-t-il sur quelque point le régime traditionnel qu'il prétend décrire et du même coup légitimer ? Si tels sont les problèmes qui se posent d'une manière générale à l'occasion de tout censier, il convient d'ajouter que leur importance varie selon la nature du censier considéré. S'agit-il d'un *censier général*, s'étendant à l'ensemble des domaines relevant d'un même seigneur ? Ce sont le mode d'établissement du censier, sa rédaction, son enrichissement progressif par l'apport d'additions successives qui doivent surtout retenir l'attention. S'agit-il au contraire d'un *censier particulier* s'appliquant à un seul domaine ou d'un *censier restreint*, valable pour un groupe de domaines ? Dans ce cas, comme le censier nous a été fréquemment transmis par l'intermédiaire d'un acte de donation ou de confirmation, c'est la question de l'authenticité de l'acte qui prend le pas sur toutes les autres et c'est du même coup la valeur juridique du censier qui est mise en cause.

Les conclusions auxquelles aboutissent ces études particulières

(1) Pour tout renseignement concernant l'emplacement exact des localités citées dans l'ouvrage, on voudra bien se reporter à la Table des noms de lieu qui se trouve en fin de volume.

On a dû, pour des raisons d'ordre matériel, renoncer à accompagner l'ouvrage d'une carte ; mais, à l'occasion de chaque étude particulière, on a indiqué les feuilles de la carte au 200 000^e sur lesquelles se trouvent situés les domaines inventoriés au censier correspondant. Les différentes feuilles ainsi mentionnées au cours de l'ouvrage sont celles de Châlons-sur-Marne, Coblenz, Cologne, Liège, Longwy, Maubeuge-Bruxelles, Mayence, Metz, Mézières, Nancy, Saverne, Strasbourg.

ont été résumées dans un dernier livre (Livre V), où l'on a cherché à déterminer les caractères généraux des censiers lorrains, le rôle qu'ils ont joué dans l'administration des seigneuries rurales, les modifications qu'ils ont subies durant la période envisagée. Le fait qui a retenu tout particulièrement notre attention, c'est l'entêtement des seigneurs à attribuer quelque valeur à des censiers vieux de plusieurs siècles et dont le texte n'avait subi entre temps aucune révision. Rien de plus significatif à cet égard que l'exemple des moines de Prüm, qui, en plein XIII^e siècle, pensaient assurer au mieux l'administration de leurs domaines en faisant transcrire un censier remontant à la fin du IX^e siècle. C'était d'ailleurs de leur part une illusion fort naïve, car, à s'en tenir aux données mêmes des censiers, il apparaît, à l'évidence, comme on a essayé de le montrer dans un chapitre du dernier livre de cet ouvrage, que l'antique régime domanial a subi, du IX^e au XII^e siècle, une évolution qui a porté atteinte à quelques-unes de ses pratiques essentielles. Dans ces conditions, les censiers ne pouvaient garder quelque valeur pratique qu'à condition d'être fréquemment renouvelés, de manière à suivre au plus près les incessantes modifications du régime qu'ils prétendaient décrire.

Si les seigneurs ecclésiastiques, et à plus forte raison les seigneurs laïques, n'ont pas pris cette précaution élémentaire, il faut en chercher la cause, non seulement dans des pratiques administratives franchement défectueuses, mais aussi, très probablement, dans ce fait que de bonne heure les censiers cessèrent de répondre aux besoins de la seigneurie rurale. Enfermés dans les cadres d'un formulaire traditionnel, ils avaient le tort de négliger complètement l'ensemble des droits seigneuriaux qui peu à peu étaient venus se superposer aux profits proprement domaniaux et qui, prenant leur origine dans le droit de ban, devaient donner lieu à des contestations incessantes entre les seigneurs ecclésiastiques et leurs avoués. Dès le début du XII^e siècle, certains seigneurs ecclésiastiques cherchèrent à remédier à cette lacune regrettable en accordant quelques brèves mentions dans leur censiers à certaines de ces ressources d'un caractère nouveau, cependant que d'autres, plus audacieux, s'essayaient à fixer dans des coutumiers seigneuriaux les droits de toute nature qu'ils revendiquaient en face des exigences de leur avoué. Le coutumier seigneurial n'était qu'une œuvre de codification privée, mais, du jour où il prit la forme d'une déclaration solennelle faite par les sujets de la seigneurie, il connut en Lorraine comme en Allemagne, où le nom de *Weistum* (« rapport de droits ») lui fut appliqué, une fortune brillante, au point de devenir le document administratif par excellence d'un grand nombre de seigneuries

rurales. Cette substitution qui se produisit dans les dernières années du XII^e ou tout au début du XIII^e siècle, devait porter le coup de grâce au censier et consacrer son irrémédiable déchéance ⁽¹⁾.

* * *

Au moment de livrer au public le résultat de ces études, ce nous est un agréable devoir d'assurer de notre gratitude les personnes qui, de quelque manière, ont allégé notre tâche. Nous savons en particulier tout ce que nous devons à MM. d'Arbois de Jubainville, Duvernoy et Philippe, qui, au cours de nos recherches dans les Archives départementales de la Meuse et de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, se sont ingéniés à nous faciliter la communication des documents confiés à leur garde et qui, avec une inlassable complaisance, ont répondu à nos demandes de renseignements ou de vérifications. M. Marichal nous a fait profiter à plusieurs reprises de sa compétence en matière de toponymie et nous avons eu l'heureuse fortune de pouvoir consulter en bonnes feuilles le *Dictionnaire topographique du département des Vosges* dont il est l'auteur. Nos collègues MM. Bruneau, Hœpffner, E.-H. Lévy nous ont apporté le secours précieux de leurs conseils en matière de philologie romane ou germanique et c'est en toute circonstance que M. Marc Bloch nous a donné le témoignage de sa fidèle amitié. Qu'ils veuillent bien trouver ici, les uns et les autres, l'expression de nos sincères remerciements.

Nous ne saurions enfin oublier tout ce que nous devons à l'enseignement de nos maîtres. Celui qui fut notre initiateur en matière d'histoire médiévale est mort trop tôt, hélas !, pour assister à l'aboutissement de nos efforts et c'est avec une poignante mélancolie que nous adressons à la chère mémoire de Christian Pfister l'hommage de notre reconnaissance émue. Notre vénéré maître avait accueilli jadis avec sa bienveillance habituelle notre projet d'écrire une histoire de la seigneurie rurale en Lorraine au moyen âge ; il n'avait cessé

(1) Afin d'alléger les références dans les notes de l'ouvrage, on s'est contenté, pour les actes qui figurent dans des répertoires du type des régestes, de renvoyer le lecteur au numéro d'ordre du répertoire. Les actes qui ne rentrent pas dans cette catégorie ont été cités d'après l'édition la plus correcte : pour les actes dont il existe seulement des éditions anciennes et defectueuses (c'est le cas en particulier pour quantité de chartes qui figurent aux preuves de l'*Histoire de Lorraine* de D. Calmet ou de l'*Histoire de Metz* par les Bénédictins), on s'est astreint à indiquer non seulement l'ouvrage qui les édite, mais encore la cote soit de l'original, soit, à défaut, celle de la meilleure copie qui a pu être retrouvée. C'est au texte de cet original ou de cette copie que l'auteur s'est référé en toute circonstance.

de nous encourager dans nos recherches et il en avait suivi, avec un intérêt mêlé de quelque inquiétude, le lent achèvement. Quant à M. F. Lot, depuis l'époque déjà lointaine, où nous avons été son élève à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, il nous a manifesté, à travers les épreuves de la vie, une sollicitude si constante, une sympathie si cordiale, qu'il nous est difficile d'exprimer en quelques mots la dette de reconnaissance que nous avons contractée à son égard. Nous souhaitons du moins que le présent ouvrage ne paraisse indigne ni de son enseignement ni de son affectueuse estime.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

I. — RECUEILS DE DOCUMENTS IMPRIMÉS

- ALBON (Marquis d'), *Cartulaire général de l'ordre du Temple* (1119?-1150), Paris, 1913-22, 2 vol. in-4°.
- Aufzeichnung der Rechte und Gerechtigkeiten der Abtei Metloch*, édit. L. F. Höfer ; *Zeitschrift für Archivkunde, Diplomatik und Geschichte*, II (1835), p. 119-132.
- BLOCH (H.), *Die älteren Urkunden des Klosters S. Vanne zu Verdun ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, X (1898), p. 336-449 et XIV (1902), p. 48-150.
- BONNARDOT (F.), *Documents pour servir à l'histoire du droit coutumier à Metz aux XIII^e et XIV^e siècles ; Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, IX (1885), p. 206-232 et 335-367.
- Cartulaire de l'abbaye de Gorze*, publié par d'Herbomez (*Mettensia*, II), Paris, 1898-1901, in-8°.
- Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège*, publié par Bormans et Schoolmeesters, I, Bruxelles, 1893, in-4°.
- Chronique et chartes de l'abbaye de St-Mihiel*, publiées par A. Lesort (*Mettensia*, VI), Paris, 1909-1912, in-8°.
- S. DELAVILLE LE ROULX (J.), *Cartulaire général de l'ordre des Hospitaliers de S. Jean de Jérusalem* (1100-1310), I (1100-1200), Paris, 1894, in-f°.
- Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges*, Epinal, 1869-96, 11 vol. in-8°.
- DUVERNOY (E.), *Charte du XI^e siècle pour Morville-sur-Seille ; Bulletin mensuel de la Société d'archéologie lorraine*, VI (1906), p. 41-43.

(1) Cette bibliographie n'a d'autre prétention que d'offrir au lecteur un répertoire de tous les ouvrages cités au cours du volume. Ces ouvrages ont été classés en quatre catégories : Recueil de documents imprimés. — Ouvrages traitant de la seigneurie rurale, des censiers et des *Weistümer*, soit du point de vue général, soit du point de vue régional. — Ouvrages concernant la Lorraine et les pays voisins. — Ouvrages divers. Dans cette dernière catégorie ont été rangés les ouvrages qui, par la nature ou par les limites du sujet traité, échappent aux cadres dans lesquels s'enferment les ouvrages classés dans les catégories II et III.

- GUDENUS (V. F. de), *Codex diplomaticus anecdotorum res moguntinas, francicas, tre-virenses, hassiacas... illustrantium*, Francfort et Leipzig, 1743-68, 5 vol. in-4^o.
- HALKIN (J.) et ROLAND (C.-G.), *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmedy*, I, Bruxelles, 1909, in-4^o.
- HONTHEIM (J. N. ab), *Historia Trevirensis diplomatica*, Augsburg, 1750, 3 vol. in-f^o.
- [HUGO (Abbé)], *Sacri et canonici ordinis Praemonstratensis annales*, Nancy, 1736, 2 vol. in-f^o.
- LAUER (Ph.), *Recueil des actes de Louis IV roi de France (936-954)*, Paris, 1914, in-4^o.
- Leibnitii opera omnia*, édit. Dutens, VI³ (*Collectanea etymologica*), Genève, 1768, in-4^o.
- LEIBNITZ, *Collectanea etymologica, cum prefatione J. G. Eccardi*, Hanovre 1717, in-12.
- MARTÈNE (Dom E.) et DURAND (Dom U.), *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 1717, 5 vol. in-f^o.
- Musée des Archives départementales*, Paris, 1878, in-f^o.
- PARDESSUS (J. M.), *Diplomata, chartae, epistolae, leges aliaque instrumenta ad res gallo-francicas spectantia*, Paris, 1849, 2 vol. in-f^o.
- PFLUCK-HARTTUNG (J. von), *Acta pontificum romanorum inedita*; Tübingen et Stuttgart, 1881-86, 3 vol. in-4^o.
- Polyptyque de l'abbé Irminon*, publié par B. Guérard, I (*Prolégomènes*) et II (*Polyptyque*), Paris, 1844, 2 vol. in-4^o.
- Polyptyque de l'abbaye de Saint-Remi de Reims*, publié par B. Guérard, Paris, 1853, in-4^o.
- Rheinische Urbare*, II. Band, *Die Urbare der Abtei Werden an der Ruhr*. A) *Die Urbare vom 9-13. Jahrhundert* (Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde, XX, 2), Bonn, 1906, in-4^o.
- Salzburger Urkundenbuch*, édit. Hauthaler, Salzbourg, 1916, 2 vol. in-8^o.
- Schenkungsbuch des Klosters St. Emmeram zu Regensburg*, édit. Wittmann; *Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*, I, Munich, 1856, p. 3-146.
- SCHÖPFLIN (J. D.), *Alsatia aevi merovingici, carolingici, saxonici, salici, suevici diplomatica*, Mannheim, 1772-75, 2 vol. in-f^o.
- Traditionen des Hochstifts Freising (Die)*, édit. Bitterauf, Munich, 1905-09, 2 vol. in-8^o.
- Traditionen des Hochstifts Passau (Die)*, édit. Heuwieser, Munich, 1930, in-8^o.
- Traditiones possessionesque Wizenburgenses*, édit. C. Zeuss, Spire, 1842, in-4^o.
- TRIBOUT (H.), *Cartulaire de l'abbaye de Bouzonville*; *Revue Mabillon*, 1933, p. 133-141 et 233-246.
- Urkundenbuch der früheren freien Reichstadt Pfeddersheim*, édit. Bonin, Francfort-sur-Main, 1911, in-8^o.
- Urkundenbuch zur Geschichte der jetzt die preussischen Regierungsbezirke Coblenz und Trier bildenden mittelrheinischen Territorien*, édit. H. Beyer, L. Eltester, A. Gærz, Coblenz, 1860-65, 2 vol. in-8^o.
- WICHMANN (K.) et GRIMME (F.), *Die Metzzer Bannrollen des dreizehnten Jahrhunderts*, Leipzig et Metz, 1908-1916, 4 vol. in-4^o.
- WOLFRAM (G.), *Ungedruckte Papsturkunden der Metzzer Archive*; *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, XV (1903), p. 278-323.
- WOPFNER (H.), *Urkunden zur deutschen Agrargeschichte*, Stuttgart, 1925, in-8^o.
- WÜRDTEIN (S. A.), *Nova subsidia diplomatica ad selecta juris ecclesiastici Germaniae et historiarum capita elucidanda*, Heidelberg, 1772-92, 14 vol. in-12.

II. — OUVRAGES SUR LA SEIGNEURIE RURALE, LES CENSIERS ET LES RAPPORTS DE DROITS (WEISTÜMER)

- ABEL (Ch.), *Des institutions communales dans le département de la Moselle*, Metz, 1859, in-8°.
- BELOW (G. von), *Probleme der Wirtschaftsgeschichte* (Chap. II, *Die Haupttatsachen der älteren deutschen Agrargeschichte*), 2^e édit., Tübingen, 1926, in-8°.
- BLOCH (Hermann) und WITTICH (W.), *Die jura curiae in Munchwilare*; *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XV (1900), p. 391-431.
- BLOCH (Marc), *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1931, in-8°.
- *Les « colliberti ». Etude sur la formation de la classe servile*; *Revue historique*, CLVII (1928), p. 1-48, et 225-263.
- *Liberté et servitude personnelles au moyen-âge, particulièrement en France*; *Anuario de Historia del Derecho español*, X (1923), p. 19-115 (p. 5-101 du tirage à part).
- BONVALOT (E.), *Le Tiers Etat d'après la charte de Beaumont et ses filiales*, Paris, 1884, in-8°.
- CARO (G.), *Zur Urbarforschung*; *Historische Vierteljahrschrift*, IX (1906), p. 153-173.
- CHATTON (Abbé E.), *Interprétation du mot quarterium (quartier) employé au moyen-âge, en Lorraine, pour désigner une terre d'une certaine étendue et d'une certaine condition*; *Bulletin de la Société d'archéologie lorraine*, III (1903), p. 149-158.
- DOPSCH (A.), *Die Ebersheimer Urkundenfälschungen und ein bisher unbeachtetes Dienstrecht aus dem 12. Jahrhundert*; *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, XIX (1898), p. 577-614.
- *Die Herausgabe von Quellen zur Agrargeschichte des Mittelalters, ein Arbeitsprogramm*; *Deutsche Geschichtsblätter*, VI (1905), p. 145-67; reproduit dans *Verfassungs- und Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*, Vienne, 1928, in-8°, p. 516-541.
- *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit vornehmlich in Deutschland*, 2^e édit., Weimar, 1921-22, 2 vol. in-8°.
- DÖRING (O.), *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bisthums Metz*, Innsbrück, 1886, in-8°.
- FEHR, *Ueber Weistumsforschung*; *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, XIII (1916), p. 556-561.
- FLACH (J.), *Les origines de l'ancienne France*, Paris, 1886-1917, 4 vol., in-8°.
- FORST (H.), *Zur Erläuterung des Prümer Urbars vom Jahre 893*; *Westdeutsche Zeitschrift*, XXIII (1904), p. 194-229.
- GABRIEL (Abbé), *Les campagnes dans le Verdunois au XI^e siècle*; *Mémoires de la Société des Lettres, des Sciences et des Arts de Bar-le-Duc*, 2^e série, I (1882), p. 115-165.
- GANSHOF (F. L.), *Une étape de la décomposition de l'organisation domaniale classique à l'abbaye de Saint-Trond*; *Fédération archéologique et historique de Belgique*, XXIX^e Session (1932), p. 22-40.

- HANAUER (Abbé). *Les constitutions des campagnes de l'Alsace au Moyen-Age*. Paris, 1864, in-8°.
- HERR (E.). *Gesammelte Bruchstücke elsässischer Weistümer aus dem 11-14. Jahrhundert*; *Elsässische Monatsschrift für Geschichte und Volkskunde* (1913), p. 62-67 ; 108-114 ; 181-187 ; 201-208 ; 265-272 ; 316-320 ; 348-352 ; 397-401 ; 449-454.
- INAMA-STERNEGG (K. Th. von), *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, I (2^e édit.) et II (1^{re} édit.), Leipzig, 1909 et 1891, in-8°.
- *Ueber die Quellen der deutschen Wirtschaftsgeschichte*; *Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Classe der kaiserlichen [Wiener] Akademie der Wissenschaften*, LXXXIV (1876), p. 135-210.
- *Ueber Urbarien und Urbarialaufzeichnungen*; *Archivalische Zeitschrift*, II (1877), p. 26-52.
- et HERZSOHN (P.), *Rheinisches Landleben im 9. Jahrhundert*; *Wandalberts Gedicht über die 12 Monate*; *Westdeutsche Zeitschrift*, I (1880), p. 277-290.
- KÜHN (J.). *Zur Kritik der Weistümer*; *Festgabe Seeliger zum 60. Geburtstage dargebracht*, Leipzig, 1920, in-8°, p. 29-50.
- LAMPRECHT (K.), *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, Leipzig, 1885-86, 3 vol. in-8°.
- LUZZATTO (G.), *I servi nelle grandi proprietà ecclesiastiche italiane dei sec. IX e X*, Pise, 1910, in-8°.
- MARKGRAF (B.), *Das moselländische Volk in seinen Weistümern (Geschichtliche Untersuchungen)*, herausgegeben von K. Lamprecht, IV), Gotha, 1907, in-8°.
- MORIN (O.), *Les avoueries ecclésiastiques en Lorraine*, Nancy, 1907, in-8°.
- PATZELT (E.), *Entstehung und Charakter der Weistümer in Oesterreich*, Baden-Wien, 1924, in-8°.
- *Grundherrschaft und bauerliches Weistumsrecht*; *Archiv für Kulturgeschichte*, XX (1930), p. 1-15.
- PERGAMENI (C.), *L'avouerie ecclésiastique belge des origines à la période bourguignonne*, Gand, 1907, in-8°.
- *L'avouerie ecclésiastique en Lotharingie. Abus et remèdes*; *Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles*, XX (1906), p. 391-417.
- PERRIN ([Ch.]-E.), *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1350*; *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*, XXXIII (1924), p. 269-413.
- *De la condition des terres dites ancingae*; *Mélanges F. Lot*, Paris, 1925, in-8°, p. 619-40.
- PERRIN (Ch.-E.), *Sur le sens du mot « centena » dans les chartes lorraines du moyen âge*; *Bulletin du Cange*, V (1929-1930), p. 167-198.
- *Une étape de la seigneurie : l'exploitation de la réserve, à Prüm, au IX^e siècle*; *Annales d'histoire économique et sociale*, VI (1934), p. 450-466.
- RINALDI (A.), *Valore storico-giuridico dei cabrei e delle platee*; *Archivio giuridico*, XLVIII (1892), p. 311-371.
- SAUERLAND (H. V.), *Die Immunität von Metz von ihren Anfängen bis zum Ende des elften Jahrhunderts*, Metz, 1877, in-8°.
- SÉE (H.), *Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge*, Paris, 1901, in-8°.
- SEELIGER (G.), *Die soziale und politische Bedeutung der Grundherrschaft im früheren Mittelalter. Untersuchungen über Hofrecht, Immunität und Landleihen*; *Abhandlungen der philologisch-historischen Klasse der königlich sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, XXII (1904), p. 1-204.

- SEELIGER (G.), *Forschungen zur Geschichte der Grundherrschaft im früheren Mittelalter*; *Historische Vierteljahrschrift*, VIII (1905), p. 305-361 et X (1907), p. 305-354
- SPITZER, *Französisch pouillé « Register der geistlichen Stiftungen »*; *Archivum romanicum*, IX (1925), p. 72-73.
- ŠUSTA (J.), *Zur Geschichte und Kritik der Urbarialaufzeichnungen; Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Klasse der kaiserlichen [Wiener] Akademie der Wissenschaften CXXXVIII* (1897), p. 1-72.
- TAYLOR (Ch.-H.), *Note on the origin of the polyptychs*; *Mélanges d'histoire offerts à H. Pirenne*, Bruxelles, 1926, II, p. 475-481.
- VANDERKINDERE (L.), *Les tributaires ou serfs d'église en Belgique au moyen âge*; *Bulletin de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, 3^e série, XXXIV (1897), p. 409-483.
- VERRIEST (L.), *Le régime seigneurial dans le comté de Hainaut du XI^e siècle à la Révolution*, Louvain, 1916-17, in-8^o.
- *Le servage dans le comté de Hainaut. Les sainteurs. Le meilleur catel*, Bruxelles, 1910, in-8^o.
- WAITZ (G.), *Deutsche Verfassungsgeschichte*, V (2^e édit. revue par K. Zeumer), Berlin, 1893, in-8^o.
- WARICHEZ (J.), *Une « descriptio villarum » de l'abbaye de Lobbes à l'époque carolingienne*; *Académie royale de Belgique, Bulletin de la Commission royale d'histoire*, LXXVIII (1909), p. 245-267.
- WIESSNER (H.), *Sachinhalt und wirtschaftliche Bedeutung der Weistümer im deutschen Sprachgebiet*, Baden bei Wien, 1934, in-8^o.
- WILLWERSCH (M.), *Die Grundherrschaft des Klosters Prüm* (Teil I und II), Berlin, 1912, in-8^o.

III. — OUVRAGES CONCERNANT LA LORRAINE ET LES PAYS VOISINS

(HISTOIRE RÉGIONALE — HISTOIRE LOCALE
HISTOIRE DES SEIGNEURIES LAÏQUES ET ECCLÉSIASTIQUES).

- AIMOND (Ch.), *Le nécrologe de la cathédrale de Verdun publié avec une introduction critique et des notes*, Strasbourg, 1910, in-4^o.
- Alten Territorien (Die) des Bezirks Lothringen nach dem Stande vom 1. Januar 1648, herausgegeben vom statistischen Bureau des kaiserlichen Ministeriums für Elsass-Lothringen, Strasbourg, 1898, 2 vol. in-8^o.
- BÉCOURT (E.), *Andlau. Son abbaye. Son hôpital. Ses bienfaiteurs*, Strasbourg, 1914-21, in-4^o.
- BEISSEL (S.), *Geschichte der Trierer Kirchen, ihrer Reliquien und Kunstschatze*, Trèves, 1888-89, 2 vol. in-8^o.
- BELHOMME (Dom H.), *Historia Mediani in monte Vosago Monasterii*, Strasbourg, 1724, in-4^o.
- BENOIT-[PICART] (R. P.), *Histoire ecclésiastique et politique de la ville et du diocèse de Toul*, Toul, 1704, in-4^o.
- *La vie de Saint Gérard, évêque de Toul*, Toul, 1700, in-12.
- *L'origine de la très illustre maison de Lorraine avec un abrégé de l'histoire de ses princes*, Toul, 1704, in-12.
- BERTHOLET (R. P. J.), *Histoire ecclésiastique et civile du duché de Luxembourg et comté de Chiny*, Luxembourg, 1742-43, 8 vol. in-f^o.

- BOUDET (P.). *Le chapitre de Saint-Dié en Lorraine des origines au seizième siècle ; Annales de la Société d'émulation des Vosges*, XC-XCVII (1914-21), p. 1-109 et XCVIII (1922), p. 111-274.
- BOUTEILLER (E. de), *Notice sur la commanderie de Saint-Jean de Jérusalem à Metz ; Mémoires de l'Académie impériale de Metz*, XLVII (1865-66), Littérature-Histoire, p. 265-294.
- *Notice sur les anciennes abbayes de Saint-Pierre et de Sainte-Marie de Metz et sur la collégiale royale de Saint-Louis ; Mémoires de l'Académie impériale de Metz*, XLIV (1862-63), Deuxième partie, p. 25-128.
- BRESSLAU (H.). *Ueber die älteren Königs- und Papsturkunden für das Kloster St. Maximin bei Trier ; Westdeutsche Zeitschrift*, V (1886), p. 20-65.
- [BROUILLY], *Défense de l'Eglise de Toul*, Toul, 1727, in-4°.
- BROWERUS (C.) et MASENIUS (J.), *Antiquitatum et annalium Trevirensium libri XXV*, Liège, 1670, 2 vol. in-f°.
- *Metropolis ecclesiae Trevericae*, édit. Christianus de Stramberg, Coblenz, 1855-56, 2 vol. in-8°.
- CALMET (Dom A.), *Histoire de l'abbaye de Senones*, édit. F. Dinago, St-Dié, [1878-80], in-8°.
- *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine*, 1^{re} édit., Nancy, 1728, 3 vol. in-f°, 2^e édit., Nancy, 1745-57, 7 vol. in-f°.
- CHATELAIN (Abbé V.), *Le comté de Metz et la vouerie épiscopale du VIII^e au XIII^e siècle ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, X (1898), p. 72-119 et XIII (1901), p. 245-311.
- CHATTON (Abbé E.), *Notice sur Relécourt, commune de Moriviller ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, LII (1902), p. 22-66.
- CHAUSSIER (Abbé F.), *L'abbaye de Gorze*, Metz, 1894, in-8°.
- CLOUET (Abbé L.), *Histoire ecclésiastique de la province de Trèves*, Verdun, 1844-51, 2 vol. in-8°.
- *Histoire de Verdun et du pays verdunois*, Verdun, 1867, 3 vol. in-8°.
- DEDENON (Chanoine A.), *L'abbaye de Beaupré, Sa place et son rôle dans le pays de Lunéville*, Nancy, 1933, in-8°.
- DIDELOT (Abbé), *Remiremont. Les saints. Le chapitre. La révolution*, Nancy, 1887, in-8°.
- DIDIER-LAURENT (Abbé A.), *L'abbaye de Remiremont. Contribution à l'histoire critique des cinq premiers siècles de ce monastère ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, XLVII (1897), p. 259-498.
- DIGOT (A.), *Mémoires sur les établissements de l'ordre du Temple en Lorraine ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, Seconde série, X (1868), p. 258-291.
- DOPSCH (A.), *Die falschen Karolinger-Urkunden für St. Maximin (Trier) ; Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, XVII (1896), p. 1-34.
- DURAND (G.), *L'église Saint-Pierre des Dames de Remiremont ; Annales de la Société d'émulation des Vosges*, CII-CIV (1926-28), p. 1-229 et CV-CVI (1929-30), p. 1-227.
- DUVERNOY (E.), *Le duc de Lorraine Mathieu I^{er} (1139-1176)*, Paris, 1904, in-8°.
- *Catalogue des actes des ducs de Lorraine de 1048 à 1139 ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, LXII (1912), p. 99-172 (n^{os} 1-90).
- *Catalogue des actes des ducs de Lorraine de 1176 à 1220 ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, LXIV (1914-1919), p. 121-308 (n^{os} 91-382).
- EBNER (A.), *Der liber vitae und die Nekrologien von Remiremont in der Bibliotheca Angelica zu Rom ; Neues Archiv*, XIX (1893), p. 49-83.

- FABRICIUS (W.), *Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz*, VI, Bon., 1914, in-8° (*Publikationen der Gesellschaft für rheinische Geschichtskunde*, XII, 6).
- FORST (H.), *Die territoriale Entwicklung des Fürstentums Prüm; Westdeutsche Zeitschrift*, XX (1901), p. 251-288.
- FRANCOIS (M.), *Histoire des comtes et du comté de Vaudémont; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, LXX (1932), p. 181-408.
- GÆRZ (A.), *Mittelrheinische Regesten*, Coblenz, 1876-79, 2 vol. in-8°.
- GRANDIDIER (Abbé Ph.-A.), *Histoire ecclésiastique, militaire, civile et littéraire de la province d'Alsace*, Strasbourg, 1787, 2 vol. in-4°.
- *Œuvres historiques inédites*, Colmar, 1865-67, 6 vol. in-8°.
- GRAVIER (N.-F.), *Histoire de la ville épiscopale et de l'arrondissement de Saint-Dié*, Epinal, 1836, in-8°.
- GROSDIDIER DE MATONS (M.), *Le comté de Bar des origines au traité de Bruges (Vers 950-1301)*, Bar-le-Duc, 1922, in-8°.
- *Catalogue des actes des Comtes de Bar de 1022 à 1239*, Paris, 1922, in-8°.
- GUILLAUME (Abbé), *Notice historique sur l'ancien prieuré de Flavigny-sur-Moselle; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, XXVII (1877), p. 223-328.
- GUINOT (A.), *Etude historique sur l'abbaye de Remiremont*, Paris, 1859, in-8°.
- HAMMERSTEIN (H. von), *Der Besitz der Tempelherren in Lothringen; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, VII, 1 (1895), p. 1-29.
- HARSTER (W.), *Der Güterbesitz des Klosters Weissenburg i. F., Programm zum Jahresbericht des K. Humanistischen Gymnasiums Speier für das Schuljahr 1892-93 und 1893-94*, Spire, 1893-94, 2 vol. in-8°.
- Histoire de Metz par des religieux Bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne*, Metz, 1769-1790, 6 vol. in-4°.
- HONTHEIM (J. N. ab), *Prodromus historiae Trevirensis*, Augsburg, 1757, 2 vol. in-f°.
- HUGUENIN (A.), *Notice historique sur les Ordres militaires et religieux dans la ville de Metz; L'Union des Arts*, II (1852), p. 25-40.
- IDOUX (Abbé M. C.), *Etudes sur l'abbaye d'Étival. Relations d'Étival avec les monastères alsaciens d'Andlau et de Hohenbourg; Annales de la Société d'émulation des Vosges*, LXXXIX (1913), p. 1-108.
- JEANTIN, *Les chroniques de l'Ardenne et des Woëpvres*, Paris et Nancy, 1851-52, 2 vol. in-8°.
- *Manuel de la Meuse. Histoire de Montmédy et des localités meusiennes de l'ancien comté de Chiny*, Nancy, 1861-63, 3 vol. in-8°.
- JÉRÔME (Abbé L.), *L'abbaye de Moyenmoutier. I (L'abbaye au moyen âge)*, Paris, 1902, in-8°.
- JERRFS (P.), *Die 6656 Hufen der Abtei St. Maximin; Westdeutsche Zeitschrift*, VIII (1889), p. 232-241.
- JOLIBOIS (E.), *La Haute-Marne ancienne et moderne*, Chaumont, 1858-61, in-4°.
- KENTENICH (G.), *Geschichte der Stadt Trier von ihrer Gründung bis zur Gegenwart*, Trèves, 1915, in-4°.
- KLIFFEL (H.), *Metz cité épiscopale et impériale (Dixième au seizième siècle)*, Bruxelles, 1867, in-8°.
- LACER (J. C.), *Die Abtei Gorze in Lothringen; Studien und Mitteilungen aus dem Benediktiner- und Cisterzienserorden*. VIII (1887), p. 32-56; 182-192; 328-347; 540-574.

- *Urkundliche Geschichte der Abtei Mettlach*, Trèves, 1875, in-8°.
- LAINÉ (P.-L.), *Généalogie de la maison de Briey*, 2^e édit., Paris, 1911, in-8°.
- LEHMANN (J.-G.), *Urkundliche Geschichte der Grafschaft Hanau-Lichtenberg*, Mannheim, 1862-63, 2 vol. in-8°.
- LE MERCIER DE MORIÈRE (L.), *Catalogue des actes de Mathieu II, duc de Lorraine*, Nancy, 1893, in-8°.
- LEPAGE (H.), *Les communes de la Meurthe*, Nancy, 1853, 2 vol. in-8°.
- *Notice sur quelques établissements de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, situés en Lorraine ; Annuaire de la Meurthe pour 1853* ; Nancy, 1852, p. 11-74.
- MARICHAL (P.), *Remarques chronologiques et topographiques sur le Cartulaire de Gorze (Metzensia, III)*, Paris, 1902, in-8°.
- MARX (J.), *Geschichte des Erzstifts Trier*, Trèves, 1858-64, 5 vol. in-8°.
- MAUJEAN (M.), *Histoire de Destry et du pays Saulnois*, Metz, 1913, in-8°.
- MAXE-WERLY, *Numismatique de Remiremont et de Saint-Dié ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, XXIX (1879), p. 204-282.
- MEURISSE (R. P.), *Histoire des évêques de l'Eglise de Metz*, Metz, 1634, in-f°.
- MÜSEBECK (F.), *Die Benediktinerabtei S. Arnulf von Metz in der ersten Hälfte des Mittelalters ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertums-kunde*, XIII (1901), p. 164-244.
- *Zoll und Markt in Metz in der ersten Hälfte des Mittelalters ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertums-kunde*. XV (1903), p. 1-32.
- PANGE (M. de), *Ferri de Bitche ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, XLII (1892), p. 51-81.
- PARISOT (R.), *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens (843-923)*, Paris, 1898, in-8°.
- *Les origines de la Haute-Lorraine et sa première maison ducale (959-1033)*, Paris, 1909, in-8°.
- PERRIN (Ch.-E.), *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles (Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace, X)*, Strasbourg, 1935, in-8°.
- *La chronique de Chaumousey. Contribution à l'histoire ancienne de l'abbaye de Remiremont ; Annuaire de la Fédération historique lorraine*, IV (1931-32), p. 265-280.
- [PETIT DE BARONCOURT], *Histoire de la ville d'Etain (Meuse)* ; Verdun et Etain, 1835, in-8°.
- PFISTER (Chr.), *Les légendes de saint Dié et de saint Hidulphe ; Annales de l'Est*, III (1889), p. 377-408 et 536-588.
- *Les revenus de la collégiale de Saint-Dié au X^e siècle ; Annales de l'Est*, II (1888), p. 514-542.
- QUINTARD (L.), *La commanderie de Xugney (Vosges) ; Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, XXVII (1877), p. 355-369.
- Reichsland Elsass-Lothringen (Das)*, herausgegeben von dem statistischen Bureau des Ministeriums für Elsass-Lothringen, III (*Ortsbeschreibung*), Strasbourg, 1903, in-8°.
- RIGUET (Fr. de), *Mémoires historiques et chronologiques pour la vie de Saint Dié évêque de Nevers et fondateur de l'Insigne église collégiale de St-Dié en Lorraine*, Nancy, 1680, in-8°.

- REUMONT (H.), *Zur Chronologie der Gorzer Urkunden aus karolingischer Zeit ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, XIV (1902), p. 270-289.
- ROBINET (N.) et GILLANT (P.), *Pouillé du diocèse de Verdun*, Verdun, 1888-1910, 4 vol. in-8°.
- ROUSSEL (Chanoine N.), *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, 1^{re} édit., Paris, 1745, in-4° ; 2^e édit., Bar-le-Duc, 1863-64, 2 vol. in-4°.
- RUPERTI (F.), *Bischof Stephan von Metz (1120-1162) ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, XXII, 1 (1910), p. 1-96.
- RUYR (J.), *Recherches des saintes antiquitez de la Vosge*, Epinal, 1634, in-4°.
- SAVE (G.), *Le diplôme de l'impératrice Richarde à Etival en 886 ; Annales de la Société d'émulation des Vosges*, LXX (1894), p. 529-547.
- SOMMIER (J.-C.), *Histoire de l'Eglise de Saint Diez*, St Dié, 1726, in-12.
- VANDERKINDERE (L.), *La formation territoriale des principautés belges au Moyen Age*. Bruxelles, 1902, 2 vol. in-8°.
- [VIGNIER (J.)], *La véritable origine des très-illustres maisons d'Alsace. de Lorraine, d'Autriche*, Paris, 1649, in-f°.
- WARICHEZ (J.), *L'abbaye de Lobbes depuis les origines jusqu'en 1200*, Louvain et Paris, 1909, in-8°.
- WASSEBOURG (R. de), *Les antiquitez de la Gaule Belgique*, Paris, 1549, in-f°.
- WICHMANN (K.), *Adalbero I. Bischof von Metz 929-962 ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, III (1891), p. 104-174.
- *Adelberos I. Schenkungsurkunde für das Arnulfkloster und ihre Fälschung ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, II (1890), p. 306-319.
- WIEGAND (H.), *Ein Nonnen-Verzeichnis der Abtei Ste. Marie in Metz ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde* I (1889), p. 269.
- WITTE (H.), *Genealogische Untersuchungen zur Geschichte Lothringens und des Westrich ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, V, 2 (1893), p. 26-107 et VII, 2 (1895), p. 79-127.
- WOHLTMANN (H.), *Die Entstehung und Entwicklung der Landeshoheit des Abtes von Prüm ; Westdeutsche Zeitschrift*, XXVIII (1909), p. 369-464.
- WOLFRAM (G.), *Kritische Bemerkungen zu den Urkunden des Arnulfklosters ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, I (1889), p. 40-80.
- *Die Urkunden Ludwigs des Deutschen für das Glossindenkloster in Metz ; Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, XI (1890), p. 1-27.
- WÜRTH-PAQUET (Fr.-X.), *Wormeldange, notice statistique et historique ; Publications de la Société pour la recherche et la conservation des monuments historiques dans le Grand-Duché de Luxembourg*, XXI (1865), p. 216-279.
- ZUIDEMA (W.), *Zur Geschichte des Templerordens in Lothringen ; Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, III (1891), p. 408-412.

IV. — OUVRAGES DIVERS

- BRUNNER (H.), *Zeugen- und Inquisitionsrecht der karolingischen Zeit ; Forschungen zur Geschichte des deutschen und französischen Rechtes*, Stuttgart, 1894, in-8°, p. 88-247.

- CHIFLET (J.-J.), *Opera politico-historica ad pacem publicam spectantia*, Aenvers. 1650, 4 parties en 1 vol. in-f^o.
- DANNENBERG (H.), *Die deutschen Münzen der sächsischen und fränkischen Kaiserzeit*, Berlin, 1876-1906, 4 vol in-4^o.
- DU CHESNE (Fr.), *Histoire des chanceliers et gardes des sceaux de France*, Paris, 1680, in-f^o.
- DÜMMLER (E.), *Kaiser Otto der Grosse*, Leipzig, 1876, in-8^o.
- *Geschichte des ostfränkischen Reiches*, 2^e édition, Leipzig, 1887-1888, 3 vol. in-8^o.
- EWALD (W.), *Siegelmissbrauch und Siegelfälschung im Mittelalter*; *Westdeutsche Zeitschrift* (1911), p. 1-100.
- KÖHNCKE (O.), *Wibert von Ravenna (Papst Clemens III)*, Leipzig, 1888, in-8^o.
- LAMPRECHT (K.), *Initial-Ornamentik des VIII. bis XIII. Jahrhunderts. Vierundvierzig Steindruck-Tafeln meist nach rheinischen Handschriften nebst erläuterndem Text*, Leipzig, 1882, in-4^o.
- LESNE (E.), *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, Lille, 1910-1928, 3 vol. in-8^o.
- *La dîme des biens ecclésiastiques aux IX^e et X^e siècles*; *Revue d'histoire ecclésiastique*, XIII (1912), p. 477-503, 659-673; XIV (1913), p. 97-112, 489-503.
- *L'indominicatum dans la propriété foncière des églises à l'époque carolingienne*; *Revue d'histoire ecclésiastique*, XXVII (1931), p. 74-85.
- LEVILLAIN (L.), *Contribution à la chronologie des rois mérovingiens*; *Moyen Age*, 1903, p. 1-11.
- LOT (F.), *Etudes critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, Paris, 1913, in-8^o.
- *Le premier capitulaire de Charlemagne*; *Annuaire de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes*, 1924-1925, p. 7-16.
- *Les derniers Carolingiens, Lothaire, Louis V. — Charles de Lorraine (954-991)*, Paris, 1891, in-8^o.
- *L'impôt foncier et la capitation personnelle sous le Bas-Empire et à l'époque franque*, Paris, 1928, in-8^o.
- LÜTTICH (R.), *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert*, Berlin 1910, in-8^o.
- MABILLON (Dom J.), *Annales ordinis S. Benedicti... ab ortu S. Benedicti ad annum 1157*, Lucques, 1739-45, 6 vol. in-f^o.
- MEYER von KNONAU (G.), *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV. und Heinrich V.*, Leipzig, 1890-1909, 7 vol. in-8^o.
- MÜHLBACHER (E.), *Die Urkunden Karls III.*; *Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Klasse der Kaiserlichen [Wiener] Akademie der Wissenschaften*, XCH (1878), p. 331-515.
- REDLICH (O.), *Ueber bairische Traditionsbücher und Traditionen*; *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, V (1884), p. 1-82.
- SACKUR (E.), *Die Cluniacenser in ihrer kirchlichen und allgemeingeschichtlichen Wirksamkeit bis zur Mitte des elften Jahrhunderts*, Halle, 1892-1894, 2 vol. in-8^o.
- SOETBEER (A.), *Beiträge zur Geschichte des Geld- und Münzwesens in Deutschland*; *Forschungen zur deutschen Geschichte*, IV (1864), p. 241-354 et VI (1866), p. 1-112.
- STEINITZ (E.), *Die Organisation und Gruppierung der Krongüter unter Karl den Grossen*; *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, IX (1911), p. 317-372 et p. 481-560.
- TANGL (M.), *Das Testament Fulrads von St Denis*; *Neues Archiv*, XXXII (1907), p. 167-217.
- VOGEL (W.), *Die Normannen und das fränkische Reich bis zur Gründung der Normandie (799-911)*, Heidelberg, 1906, in-8^o.

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

EMPLOYÉES AU COURS DE L'OUVRAGE

AA. SS. — *Acta Sanctorum*, édités par les Bollandistes.

A. E. — *Annales de l'Est*.

A. S. E. V. — *Annales de la Société d'émulation des Vosges*.

BEYER, MR, UB. — *Urkundenbuch zur Geschichte der . . . mittelhheinischen Territorien*, édit. Beyer, Eltester et Gœrz.

B. M. — Böhmer-Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern 751-918*, 2^e édit. par Lechner (1908). Le nombre écrit aussitôt après l'abréviation est le numéro d'ordre de l'acte dans la réédition de Lechner ; le nombre écrit à sa suite entre parenthèses est le numéro d'ordre de l'acte dans la 1^{re} édition de l'ouvrage.

B. N. ; Fr. ; Lat. — Bibliothèque Nationale, Paris ; Fonds français ; Fonds latin.

B. N. ; N. a. fr. — Bibliothèque Nationale ; Nouvelles acquisitions françaises.

B. N. ; N. a. l. — Bibliothèque Nationale ; Nouvelles acquisitions latines.

B.-R. — Département du Bas-Rhin.

B. S. A. L. — Bulletin de la Société d'archéologie lorraine.

CALMET, H. L. — Calmet (Dom), *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine*. Sauf avis contraire, les références renvoient à la première édition de l'ouvrage.

Coll. — Collection.

D.-L. — Didier-Laurent (Abbé), *L'abbaye de Remiremont* ; M. S. A. L., 1897, p. 259-458.

D. R. I. V. — *Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges*.

DUVERNOY, C. A. D. L. — Duvernoy (E.), *Catalogue des actes des ducs de Lorraine de 1048 à 1139* ; M. S. A. L., 1912 et *Catalogue des actes des ducs de Lorraine de 1176 à 1220* ; M. S. A. L., 1914-1919. La numérotation des chartes est continue d'un volume à l'autre.

E. L. O. — *Das Reichsland Elsass-Lothringen*, III (*Ortsbeschreibung*).

G. — Gœrz, *Mittelrheinische Regesten*, I. — Cette abréviation a été employée uniquement dans les notes qui accompagnent le Tableau des p. 93-98. Dans le reste de l'ouvrage on a usé de l'abréviation qui suit.

Gœrz, MR. Reg. — Gœrz, *Mittelrheinische Regesten*.

H. M. B. — *Histoire de Metz* par des religieux Bénédictins de la Congrégation de St-Vanne.

H.-R. — Département du Haut-Rhin.

J. G. L. G. — *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertums-kunde* ; continué à partir du tome XXIX (33^e année, 1920) sous le titre de : *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine*.

J. L. — *Regesta pontificum romanorum* par Jaffé, 2^e édit. par Læwenfeld.

L. — Lamprecht (K.). *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, II. — Cette abréviation est employée uniquement dans les notes qui accompagnent le Tableau des p. 93-98. Dans le reste de l'ouvrage on s'est servi du signe abrégatif qui suit.

LAMPRECHT, D. W. L. — Lamprecht (K.), *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*.

M. — Département de la Meuse ou Archives départementales de la Meuse.

Mett. — *Mettensia*, Mémoires et documents publiés par la Société Nationale des Antiquaires de France, Fondation Auguste Prost. — Les volumes mentionnés au cours de l'ouvrage sont les tomes II (*Cartulaire de l'abbaye de Gorze*, édit. d'Herbomez) et VI (*Chronique et chartes de l'abbaye de St-Mihiel* édit. Lesert).

M. G. H., DD — *Monumenta Germaniae historica* ; *Diplomata regum et imperatorum Germaniae*. Selon l'usage courant, on a fait suivre cette abréviation de l'initiale et du numéro d'ordre du souverain auteur de l'acte ; une abréviation du type de DD. O¹, doit donc se lire : *Diplomata Ottonis I*. Le numéro qui suit le nom du souverain est celui de l'acte dans l'édition des M. G. H.

M. G. H., SS. — *Monumenta Germania historica, Scriptores* (édition in-f^o).

Migne, P. L. — Migne (Abbé), *Patrologie latine*.

M. I. Ö. G. — *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*.

M. M. — Département de Meurthe-et-Moselle ou Archives départementales de Meurthe-et-Moselle.

Mos. — Département de la Moselle ou Archives départementales de la Moselle.

M. S. A. L. — Mémoires de la Société d'archéologie lorraine.

N. A. — *Neues Archiv*.

Pal. bav. — Palatinat bavarois.

Parisot, O. D. H. L. — Parisot (R.), *Les origines de la Haute-Lorraine et sa première maison ducale*.

Parisot, R. L. C. — Parisot (R.), *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens*.

Pr. rh. — Prusse rhénane.

Stumpf. — Stumpf-Brentano, *Die Reichskanzler*, II (*Die Kaiserurkunden des X., XI., XII. Jahrhunderts*).

V. — Département des Vosges ou Archives départementales des Vosges.

W. Z. — *Westdeutsche Zeitschrift*.

Waitz, D. V. G. — Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*.

LIVRE I

LE IX^e SIÈCLE

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE PRÜM DE 893

(Censier n° 1)

LIVRE I

LE IX^e SIÈCLE

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE PRÜM⁽¹⁾ DE 893 (Censier n^o 1)

(1) L'abbaye St-Sauveur de Prüm fut fondée en 721 par Bertrada et son fils Chairibertus, qui paraissent avoir été en relations étroites avec Willibrord, abbé d'Echternach. En 752 la nouvelle abbaye, qui, au lendemain de sa fondation, était tombée dans une complète décadence, fut restaurée par Pépin I^{er}, dont la femme Bertrada était probablement la fille ou la petite-fille des fondateurs ; en 762 un diplôme de Pépin reconstitua à l'abbaye restaurée son riche patrimoine et lui accorda le privilège d'immunité. A partir de cette date et durant tout le IX^e siècle, l'abbaye ne cessa d'être comblée de biens et de faveurs par les souverains carolingiens, cependant que de nombreux précaristes contribuaient de leur côté à l'accroissement de sa fortune immobilière. Cette prospérité fut brusquement mise en péril dans le dernier quart du IX^e siècle par les invasions normandes. En janvier 882 les envahisseurs normands pillèrent le monastère, puis l'incendièrent ; en février 892 ils mirent à sac de nouveau l'abbaye, qu'abbé et moines avaient quittée en toute hâte. Il appartenait à Réginon, élu abbé au lendemain de cette seconde invasion, de restaurer l'abbaye ; ce fut lui qui fit rédiger et le censier objet de la présente étude et peut-être aussi le cartulaire connu à l'époque moderne sous le nom de *Liber aureus*.

L'abbaye royale de Prüm allait connaître aux X^e et XI^e siècles une ère nouvelle de prospérité. Bien que les donations ne se soient pas poursuivies durant toute cette période à la même cadence qu'au IX^e siècle, la puissance territoriale des abbés de Prüm ne semble pas inférieure à la fin du XI^e siècle à celle de la plupart des évêques rhénans. Cette puissance devait se consolider à la fin du XII^e et au commencement du XIII^e siècle, quand la masse compacte des domaines de l'abbaye se transforma en un « territoire », sur lequel l'abbé exerça désormais en qualité de « prince » les droits de souveraineté. Ce « territoire », qui correspondait en gros au Carosgau de l'époque carolingienne, englobait en outre une faible partie du Bidgau ainsi qu'une vaste forêt, qui, comprise entre les rivières de l'Our et de la Prüm, avait été donnée à l'abbaye par les premiers Carolingiens.

L'accession de l'abbé de Prüm à la souveraineté dans les limites de cette principauté devait avoir comme contre-partie une diminution de la richesse foncière

ORIG. *A.* Perdu ; existait encore au XVII^e siècle ⁽¹⁾.

COP. *B.* Copie exécutée en 1222 par l'ex-abbé de Prüm Césaire [de Myllendonk] et accompagnée d'un commentaire détaillé ; Coblenz, Preussisches Staatsarchiv, Abteilung 18, n° 2087, d'après *A* (?) ⁽²⁾. — *C.* Copie du XIV^e siècle ; Bibl. munic. de Trèves, Ms 1708 ⁽³⁾ (copie très médiocre), d'après *B.*

EDIT. *a.* Leibnitz, *Collectanea etymologica*, p. 409-544, d'après une copie de Eckhart, secrétaire de Leibnitz, faite d'après une copie de Gr. Overham, tirée elle-même d'une copie de Brouwer, cette dernière d'après *C* ⁽⁴⁾ (édition défec-

de l'abbaye, la plupart des domaines excentriques de l'abbaye ayant été donnés en fief à des vassaux ou des *ministeriales*, souvent même usurpés par des seigneurs laïques. A partir du XIII^e siècle l'histoire de l'abbaye est remplie en partie par une série de luttes poursuivies par les abbés contre leurs avoués et contre l'archevêque de Trèves, qui finit par obtenir en 1575, après des péripéties multiples, l'incorporation de l'abbaye à son archevêché.

Pour la période qui intéresse la présente étude, c'est-à-dire celle qui s'étend depuis les origines jusqu'en 1222, date où fut exécutée la copie du censier de 893, on consultera Willwersch, *Die Grundherrschaft des Klosters Prüm*, p. 27-34 et Forst, *Die territoriale Entwicklung des Fürstentums Prüm* ; *W. Z.*, XX (1901), p. 251-288 ; on trouvera une carte de la principauté de Prüm dans l'article de Wohltmann, *Die Entstehung und Entwicklung der Landeshoheit des Abtes von Prüm* ; *W. Z.*, XXVIII (1909), p. 369-464.

⁽¹⁾ D'après un renseignement fourni par un moine de Prüm, Servatius Otler, auteur d'une chronique de l'abbaye, l'original du censier se trouvait encore à Trèves en 1623, date à laquelle le moine composait sa chronique ; toutefois ce renseignement ne m'est connu que par Forst, *W. Z.*, XX, p. 258, n. 35.

⁽²⁾ Sur la question de savoir si Césaire a eu entre les mains l'original de 893 lui-même ou une copie ancienne, voir la présente étude, p. 72 et sq.

⁽³⁾ Voir une description de ce manuscrit dans *Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, XI (1853), p. 446, n. 5.

⁽⁴⁾ Sur les conditions dans lesquelles furent composés et édités les *Collectanea etymologica*, on trouvera quelques renseignements dans la préface écrite par Eckhart pour ce recueil (Praefatio, p. 4-6) et dans la biographie de Leibnitz par le même Eckhart (Eckhart, *Lebensbeschreibung des Freyherrn von Leibnitz* dans Murr, *Journal zur Kunstgeschichte und zur allgemeinen Litteratur*, VII. Theil (1779), p. 183-184 ; voir aussi quelques indications complémentaires sur la genèse du recueil dans Davillé, *Leibnitz historien. Essai sur l'activité et la méthode historique de Leibnitz*, Paris, 1908, p. 292-294.

Les *Collectanea* comprennent des notes, mémoires et documents divers d'intérêt philologique rédigés ou rassemblés par Leibnitz ; l'auteur comptait éditer le recueil en le faisant précéder d'une préface, mais surpris par la mort (1716), il ne put donner suite à son projet. Les *Collectanea* parurent seulement en 1717 grâce à Eckhart, ancien secrétaire de Leibnitz, passionné lui aussi pour les questions de philologie et d'étymologie.

Il est à noter que Dutens, éditeur des œuvres complètes de Leibnitz, a publié

tueuse) ⁽¹⁾. — *b.* Hontheim, *Historia Trevirensis diplomatica et pragmatica*, III, n° 459, p. 660–698, d'après *a* ⁽²⁾. — *c.* Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte der ...mittelrheinischen Territorien*, I, n° 135, p. 142–201, d'après *B* (édition passable) ⁽³⁾. — *d.*

dans *Leibniti opera omnia*, VI, pars II, p. 6 et suivantes, sous le titre de *Collectanea etymologica*, un ensemble de mémoires et de lettres écrits par Leibnitz, se rapportant à des questions d'étymologie et dont plusieurs figurent dans le recueil édité en 1717 par Eckhart sous le même titre ; toutefois le censier de 893 n'a pas été reproduit par Dutens.

⁽¹⁾ Le censier est édité sous le titre : « *Registrum antiquum honorum ecclesiae Prumiensis cum explicatione rerum et verborum*, autore Caesario Heisterbacensi ». L'œuvre de Césaire est reproduite en entier, mais les fautes sont nombreuses, surtout dans la transcription des noms propres ; les notes de Césaire sont introduites à la suite du chapitre auquel elles se rapportent sans qu'aucun artifice typographique les distingue du texte. Quant aux notes de l'éditeur, elles concernent uniquement le sens et l'étymologie des mots non latins rencontrés, soit dans le texte du censier, soit dans le commentaire de Césaire ; ces notes n'offrent plus aujourd'hui pour l'étude du censier le moindre intérêt.

⁽²⁾ Hontheim s'est contenté de transcrire purement et simplement l'édition de Leibnitz, dont il reproduit le titre, les fautes, les notes et la disposition matérielle ; de même les quelques renseignements fournis par Hontheim sur la copie de Césaire, son auteur et son mode de transmission sont empruntés à la préface mise par Eckhart en tête des *Collectanea*.

⁽³⁾ Beyer, *MR. UB.*, I, p. V, donne une courte description de la copie *B* qu'il a utilisée pour l'établissement du texte du censier. Quant à l'édition elle-même, elle est loin de répondre aux exigences de la critique moderne ; toutefois elle marque un tel progrès sur l'édition de Leibnitz que le jugement porté sur elle par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 60, pourra paraître d'une sévérité exagérée ; en dépit de ses défauts l'édition de Beyer reste encore aujourd'hui utilisable. Elle a le mérite d'être complète et correcte dans l'ensemble ; en particulier les noms propres et les mots techniques sont correctement transcrits ; il en va de même pour les chiffres du censier, réserve faite des fractions qui parfois n'ont pas été notées par l'éditeur. Les défauts les plus frappants de l'édition sont les suivants. Beyer ne distingue pas nettement du texte les gloses interlinéaires du copiste ; les notes marginales de ce dernier sont imprimées au bas des pages en caractères typographiques distincts de ceux du texte, mais l'ordre des notes n'est pas toujours respecté et parfois plusieurs notes sont comprises par Beyer sous un même numéro ; l'éditeur ne signale pas les blancs du manuscrit ou plutôt il le fait selon un système de notation tel, qu'on ne sait s'il s'agit d'une lacune ou d'un mot indéchiffrable. Les abréviations du manuscrit ne sont pas toujours résolues ; quand elles le sont, ce n'est pas selon des règles constantes, ainsi *fac*, est rendu tantôt par *facit*, tantôt par *faciunt* ; enfin le texte est édité sans aucune ponctuation.

Si l'on veut améliorer l'édition Beyer, on tiendra compte des observations et corrections présentées par Lamprecht et Willwersch et que nous groupons ci-dessous.

Pour l'établissement du texte des chap. 24, 28, 45, 46, 47 et de la note B de la p. 184 de Beyer tenir compte des corrections de Willwersch, *Die Grundherrschaft des Klosters Prüm*, p. 19, n. 3 ; p. 26, n. 2 ; p. 11, n. 1. — Pour les chap. 23, 24 et 65 voir les corrections de Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 65, n. 1 ; p. 62, n. 1 ; p. 60-61.

Wopfner, *Urkunden zur deutschen Agrargeschichte*, n° 54, p. 60-96, d'après B (édition partielle excellente) (1).

FAC-SIMILÉ. Chroust, *Monumenta paleographica*, Serie II, Lieferung VI (Tafel 294 des Gesamtwerkes). Cette planche donne sous

On tiendra compte également de menues observations faites par le même auteur p. 63, n. 3 ; p. 68, n. 1 et 3 ; p. 73, n. 1 et 3 ; p. 78, n. 1 et 2 ; p. 88, n. 2 ; p. 94, n. 2 ; p. 95 et n. 2 ; p. 101, n. 3.

Signalons enfin quelques fautes ou lacunes relevées par nous dans l'édition de Beyer et que les deux auteurs précédents ne semblent pas avoir remarquées.

Chap. 25, Beyer, p. 158, 5^e ligne. Au dessus de « tonnam I » on lit en interligne : « De tonna expositum est supra in tercio folio ». — Même chapitre, f° 17 R°, sous la dernière ligne du texte : « qui faciunt carradas V » (Beyer, p. 158, 26^e ligne), on lit les mots suivants, écrits en caractères minuscules probablement par un scribe autre que Césaire : « s[cilicet] 30 (*sic*) modia pro carrata ».

F° 17 V°, dans la marge externe du folio, en face des derniers mots du chap. 25 (Beyer, p. 159) une note du XV^e siècle.

F° 20 V°, Beyer, p. 163, note D. Cette note écrite dans la marge inférieure du folio est de la main de Césaire, sauf les derniers mots (« Sciendum... Sebrich ») qui sont une addition du XIV^e siècle.

Chap. 42 et 43, Beyer, p. 165. La leçon *Eleincurt* paraît préférable à la leçon *Elemcirt* adoptée par Beyer.

Chap. 45, Beyer, p. 167, 10^e ligne, lire : « et de cervisa sextarios II ». — *Ibidem*, Beyer, p. 167, 25^e ligne, lire : « corvadam I per denarios VIII ».

Chap. 65 ; au f° 35 R°, ligne 9 un blanc a été laissé par le copiste pour introduire un titre, mais c'est à tort que Beyer, p. 180, se substituant à Césaire, intitule le paragraphe « De ara » ; ces mots ne sont pas dans le manuscrit.

Chap. 68 ; Beyer, p. 181, 9^e ligne, au-dessus de : « Witerghe tenet idem Hubertus » Césaire a écrit la glose interlinéaire suivante : « De mansis prescriptis Huberti unus jacet Witerghe ».

F° 38 R°, Beyer, p. 184, on trouve dans la marge externe du folio une note du XV^e siècle, qui s'intercale entre les notes A et B publiées par Beyer.

Chap. 111 et 112. Entre ces deux chapitres il n'y a dans le manuscrit aucune solution de continuité, comme le laisserait croire la disposition typographique de l'édition Beyer (p. 195 et 196).

F° 50 V° et 51 R°, Beyer, p. 200 et 201. Le folio 50 V° se termine par la phrase suivante incomplètement reproduite par Beyer : « Habemus itaque in eadem villa ...tocius Frisie. *Finito libro benedicamus Domino* ». Le passage « Multos census... cum effectu » est une note marginale. — Le fin de l'œuvre de Césaire (« Notandum ...poterit reperire ») occupe les douze premières lignes du f° 51 R°.

(1) Edition tout à fait remarquable par sa correction et le soin qu'elle apporte à situer exactement les notes de Césaire ; Wopfner n'édite que les f°s 5-16 R° du manuscrit ; encore ne reproduit-il pas la table des chapitres (f°s 6-7 du manuscrit).

le n° 4 *a* la reproduction phototypique du f° 4 R° et sous le n° 4 *b* celle du f° 5 R° du manuscrit *B* ⁽¹⁾.

INDIQ. ⁽²⁾ Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, II, p. 59-105. — Willwersch, *Die Grundherrschaft des Klosters Prüm*, p. 8-27. — Forst, *Zur Erläuterung des Prümer Urbars vom Jahre 893*; *W. Z.*, XXIII (1904), p. 194-229 ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Dans les explications qui accompagnent cette reproduction Chroust donne quelques renseignements sur le manuscrit de 1222 (*B*) (nombre des cahiers, réglage des folios, disposition des marges, caractère de l'écriture).

⁽²⁾ Nous indiquons sous cette rubrique uniquement les études spéciales qui ont été consacrées au censier de 893.

⁽³⁾ Cet article est plus spécialement consacré à l'identification des localités mentionnées au censier.

CHAPITRE I^{er}

LA COPIE DE CÉSAIRE ; SON EXÉCUTION MATÉRIELLE ET SA VALEUR

La seule copie utile qui nous soit parvenue du censier de 893 est la copie *B* ; aux termes mêmes de la préface qui précède la copie du censier, celle-ci aurait été exécutée en 1222 ⁽¹⁾ par l'ex-abbé de Prüm Césaire, alors retiré au couvent cistercien d'Heisterbach, pour répondre à l'invitation qui lui avait été adressée par l'abbé Friedrich de Stein son successeur à la tête de l'abbaye de Prüm ⁽²⁾. Dans cette préface Césaire nous fait en outre connaître les règles suivies par lui dans la transcription du censier original et la méthode d'édition à laquelle il s'est conformé. Notre premier devoir au début de cette étude critique est donc de dégager la valeur de cette méthode dans son esprit et son application pratique ; du même coup nous serons fixés sur la fidélité de la copie *B*. Toutefois, avant d'aborder ce problème, il convient de donner une rapide description du manuscrit de Césaire, en insistant sur les particularités qui peuvent nous renseigner sur les procédés de travail du copiste dans l'exécution matérielle de sa tâche.

Le manuscrit de Césaire est constitué par 54 folios de parchemin, mesurant uniformément 174 mm. de largeur sur 254 mm. de hauteur et groupés en 7 cahiers, qui, à de rares exceptions près, ont reçu un

(1) Beyer, p. 142 « Noverint cuncti ipsum [librum] in primis anno verbi incarnati DCCCXCHII conscriptum et apud vallem S. Petri a me ejusdem incarnationis MCCXXII anno rescriptum ». La date de 1222 a été reproduite au f^o 54 R^o par un scribe du XV^e siècle dans une note marginale, qui n'a par elle-même aucune valeur.

(2) Césaire de Myllendonk fut abbé de Prüm de 1212 à 1216 ; il renonça à cette date à la dignité abbatiale et se retira à l'abbaye cistercienne de *Vallis S. Petri*, ou Heisterbach, au diocèse de Cologne, alors dirigée par son homonyme l'abbé Césaire d'Heisterbach ; il y a intérêt, pour éviter des confusions créées par l'homonymie, à ne jamais appeler l'ex-abbé de Prüm Césaire d'Heisterbach. L'abbé Friedrich de Stein (*Fridericus de Petra*) fut le second successeur de Césaire à Prüm et gouverna l'abbaye de 1220 à 1236 (*Gallia Christiana*, XIII, col. 597 et Forst, *W. Z.*, XX, p. 264).

numéro d'ordre ⁽¹⁾ ; le foliotage du manuscrit exécuté au crayon date de l'époque moderne. Parmi les 54 folios notons que le f^o 1, resté blanc au recto et au verso, forme feuillet de garde et que le f^o 54 V^o a été collé sur le plat de la reliure ; au total 105 pages seulement ont été utilisées. Le censier de 893, encadré dans une préface et un épilogue, qui sont l'œuvre personnelle de Césaire, ne remplit pas entièrement ces 105 pages, dont la répartition se fait de la manière suivante. Les f^{os} 2 V^o, 3 R^o et 4 R^o sont décorés de miniatures à pleine page ⁽²⁾, contemporaines de la copie de 1222 et qui ont été exécutées, soit par Césaire lui-même ⁽³⁾, soit sous sa direction ; les f^{os} 2 R^o, 3 V^o et 4 V^o formant l'envers des dites miniatures sont vierges de tout dessin ou inscription. La préface de Césaire, présentée sous la forme d'une lettre adressée à l'abbé Friedrich de Stein, occupe le f^o 5 R^o et le f^o 5 V^o en partie ⁽⁴⁾, la table des chapitres du censier les f^{os} 6 et 7 R^o ⁽⁵⁾ ; le f^o 7 V^o étant entièrement réservé au commentaire de Césaire, le texte du censier proprement dit ne commence qu'au f^o 8 pour se poursuivre sans interruption jusqu'au folio 49 V^o ⁽⁶⁾ ; les f^{os} 50 et 51 R^o donnent une liste des vassaux et *ministeriales* de l'abbaye de Prüm et un épilogue qui sont l'un et l'autre l'œuvre de Césaire ⁽⁷⁾. Cette partie finale ne remplissant que le haut du f^o 51 R^o, le reste de ce même folio et les derniers folios du manuscrit (f^{os} 51 V^o-54 R^o) ont été utilisés au XV^e siècle par un scribe qui y a transcrit un « Weistum » de 1288 concernant les droits de l'abbaye de Prüm à Rommersheim ; bien que ce village soit un des plus anciens domaines de l'abbaye et que sa description occupe le premier chapitre du censier de 893, on n'entrevoit aucun rapport direct entre ce « Weistum » d'une part et la copie ou le commentaire

⁽¹⁾ Font exception à cette règle les cahiers V et VII ; il est vrai que le verso du dernier folio du cahier VII est collé sur le plat de la couverture et que la cote qui pouvait s'y trouver est aujourd'hui invisible. La répartition des folios entre les cahiers se fait ainsi : cahier I (f^{os} 1-5) ; II (f^{os} 6-14) ; III (f^{os} 15-22) ; IV (f^{os} 23-30) ; [V] (f^{os} 31-38) ; VI (f^{os} 39-46) ; [VII] (f^{os} 47-54). On notera que deux feuillets ont été arrachés du cahier I.

⁽²⁾ Au f^o 2 V^o Pépin et Charlemagne offrent l'abbaye de Prüm à Dieu qui apparaît à mi-corps dans un médaillon. Au f^o 3 l'empereur Lothaire I^{er} est enseveli par les moines de Prüm. Au f^o 4 R^o un abbé (Friedrich de Stein, abbé de Prüm) et un moine (Césaire de Myllendonk) sont tournés dans l'attitude de la prière vers St Benoît. Cette dernière miniature est reproduite dans Chroust, *op. cit.*, Tafel 294.

⁽³⁾ En tout cas, les légendes qui accompagnent les miniatures et les inscriptions des banderoles sont de l'écriture de Césaire.

⁽⁴⁾ Beyer, p. 142.

⁽⁵⁾ Beyer, p. 142-144.

⁽⁶⁾ Beyer, p. 144-199.

⁽⁷⁾ Beyer, p. 200 et 201.

de Césaire d'autre part; c'est un pur hasard qui a amené ce document à cette place.

Le manuscrit constitué par Césaire en 1222 ne nous est pas parvenu en entier; on remarque, en effet, qu'entre les folios 1 et 2, il manque deux folios, qu'on pourrait pour la commodité de la description désigner respectivement par les numéros *1 bis* et *1 ter*; ces feuillets ont été détachés du cahier auquel ils appartenaient au moyen de ciseaux et il n'en subsiste qu'une bien faible partie. Toutefois, ce qui reste du folio *1 ter* est suffisant pour qu'on puisse affirmer, grâce aux traits du réglage, que ce folio était décoré, comme les trois suivants, d'une miniature à pleine page; pour le f° *1 bis* on ne peut se prononcer avec certitude; toutefois comme la copie *C*, exécutée au XIV^e siècle d'après *B*, renferme seulement quatre miniatures, dont trois reproduisent les miniatures de *B* ⁽¹⁾, il paraît peu vraisemblable, contrairement à l'opinion de Lamprecht, que le manuscrit de 1222 ait renfermé une cinquième miniature; il vaut mieux admettre que le folio *1 bis* formait second feuillet de garde ou que plutôt il donnait le titre du manuscrit ⁽²⁾. Le fait n'est d'ailleurs que d'un intérêt secondaire pour l'étude critique du censier proprement dit et ne porte nullement atteinte à l'intégrité de ce dernier. Etant donné, en effet, que la copie de Césaire s'insère entre une préface et une conclusion et que rien ne permet de supposer l'absence d'un ou de plusieurs feuillets, d'un ou de plusieurs cahiers, on peut tenir pour assuré que nous possédons intégralement la copie du censier exécutée en 1222 par Césaire et le commentaire rédigé par celui-ci pour en faciliter l'intelligence.

Seuls les folios utilisés par Césaire, soit les f°s *1 ter*–51 R° ont été réglés par le copiste; comme le dernier folio réglé (51 R°) contient la fin de l'œuvre de Césaire, il en résulte que celui-ci a réglé les feuillets du manuscrit au fur et à mesure de son travail. Comme nous n'avons pas à décrire ici les fort belles miniatures qui décorent les premiers feuillets du manuscrit, il est inutile d'indiquer le système de réglage qui leur a été appliqué; en ce qui concerne les folios destinés à recevoir le texte,

(1) Les miniatures des f°s 2 V°, 3 R° et 4 R° du manuscrit de 1222 sont imitées par les miniatures qui décorent les f°s 2, 3, 4 de la copie du XIV^e siècle aujourd'hui conservée à la Bibl. munic. de Trèves (copie *C*). Le f° 6 de ce dernier manuscrit renferme une quatrième miniature représentant le pape Innocent II confirmant l'abbé Adalbéron et le bénissant. On est amené à penser que la miniature du f° *1 ter* du manuscrit de 1222 traitait le même sujet.

(2) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 52, n. 2. L'auteur admet que les sujets des deux miniatures perdues des f°s *1 bis* et *1 ter* auraient été fondues en un seul par l'auteur de la miniature qui décore le f° 6 du manuscrit de Trèves.

soit du censier, soit de l'œuvre personnelle du copiste-commentateur, notons qu'ils ont été réglés avec beaucoup de soin et d'une manière uniforme. Deux groupes de traits verticaux rubriqués délimitent sur chaque folio une colonne centrale de 100 mm. de largeur réservée en principe au texte et laissent disponible à droite et à gauche une marge latérale d'environ 20 mm. de largeur ⁽¹⁾ ; d'autre part il a été réservé une marge supérieure de 60 mm. et une marge inférieure de 20 mm. ⁽²⁾ et la partie restée disponible de la colonne centrale a été réglée au crayon à 20 lignes. Cette disposition générale n'a reçu de légères modifications qu'aux f^{os} 6 et 7 destinés à la table des chapitres ; dans ce dernier cas, un trait vertical au centre du feuillet détermine deux colonnes de 50 mm. de largeur, chacune réglée à 20 lignes ; c'est sur ces lignes qu'ont été inscrits les numéros et les titres affectés aux différents chapitres.

L'exécution matérielle du travail révèle le même souci de perfection de la part du copiste que la préparation et le réglage des cahiers ; elle est dans son ensemble très soignée, ainsi qu'en témoigne du premier coup d'œil l'écriture, une élégante minuscule gothique qui est bien dans la tradition des premières années du XIII^e siècle ⁽³⁾ ; plus grosse dans le corps du texte, plus menue dans les notes du commentaire, elle offre des caractères paléographiques constants ; rien en particulier ne permet de supposer qu'il y ait eu substitution de scribe ou même interruption prolongée au cours du travail de transcription ; celui-ci a dû être mené à bonne fin dans un temps relativement court.

En ce qui concerne la division du texte du censier, on notera que celui-ci se présente sous une forme compacte sans autres alinéas que ceux correspondant à l'introduction d'un chapitre ou exceptionnellement d'un paragraphe nouveau ; il est d'ailleurs visible que même dans ce cas le scribe a usé de la plus stricte économie. En ce qui concerne les

(1) Au recto la marge latérale de gauche est délimitée par deux traits rubriqués distants d'environ cinq millimètres, cet intervalle est destiné à recevoir les initiales des têtes de chapitre ; la marge latérale de droite est délimitée par trois traits rubriqués distants de cinq millimètres, le bord du folio étant souligné par un dernier trait rubriqué ; au verso la disposition est la même, mais inversée. Pour éviter toute confusion dans l'emploi des mots droite et gauche, nous emploierons le terme de marge latérale externe pour la marge voisine du bord du folio et celui de marge latérale interne pour la marge opposée.

(2) En général la marge latérale externe est avec la marge inférieure réservée au commentaire de Césaire.

(3) Voir la reproduction du f^o 5 R^o dans Chroust, *op. cit.*, Tafel 294. Voir également quelques fac-similés de lettres isolées dans Lamprecht, *Initial-Ornamentik des VIII. bis XIII. Jahrs.*, Tafel 40 b.

chapitres ⁽¹⁾. en effet, le dispositif adopté est le suivant. Tout chapitre débute par une majuscule en couleur, celle-ci s'appuie au trait vertical qui limite la marge latérale (marge interne au recto, marge externe au verso) ; les initiales sont alternativement rouges et bleues ; en regard de l'initiale, mais dans la marge, se trouve écrit en chiffres romains rubriqués le numéro d'ordre du chapitre. Quant au titre du chapitre, il est lui aussi écrit en caractères rubriqués, mais il n'occupe pas à lui seul une ligne comme on pourrait s'y attendre ; une telle disposition, qui aurait eu l'avantage de séparer avec beaucoup de netteté les divers chapitres et d'« aérer » le texte, n'a pas été adoptée par Césaire ; celui-ci visant à l'économie a encadré le titre dans le texte, utilisant au mieux la place disponible. Tantôt il insère le titre à la suite des derniers mots du chapitre précédent ⁽²⁾ ; tantôt, après avoir écrit les premiers mots du nouveau chapitre, il réserve à l'extrémité de la ligne un blanc pour le titre ⁽³⁾. Toutefois dans ce dernier cas, il arrive au scribe de mal calculer la place nécessaire et quand il inscrit le titre, il lui faut ruser pour utiliser au mieux l'étroit espace disponible ; ou bien il rejette les derniers mots du titre dans la marge ⁽⁴⁾, ou bien il les partage entre les deux premières lignes du chapitre ⁽⁵⁾ ; quand, au contraire, Césaire a

⁽¹⁾ Dans toute cette étude nous réserverons le nom de chapitre aux divisions du texte affectées d'un numéro d'ordre dans la copie de Césaire et le nom de paragraphe aux subdivisions des chapitres, ces subdivisions étant notées dans la copie ou introduites par nous.

Les chapitres sont marqués dans Césaire d'un numéro d'ordre en chiffres *romains* ; pour la commodité des références nous imprimons ce numéro en chiffres *arabes*.

⁽²⁾ Au f° 19 V° le contact entre les chap. 33 et 34 (Beyer, p. 162) se fait de la manière suivante (dans cette note et dans les trois notes qui la suivent immédiatement, on a cherché à reproduire aussi fidèlement que possible la disposition des lignes du manuscrit et on a imprimé en italique le titre des chapitres).

Est ibi venna I et farinarium I. *De Lullingen*

XXXIII Est in Lullingen mansum indominicum ubi potest seminare
unoquoque anno....

⁽³⁾ Au f° 21 R° le chap. 39 (Beyer, p. 164) est ainsi introduit :

XXXIX In terciā villa que dicitur Bovelicurt sunt mansa *De Bovelicurt*
II et unus indominicatus....

⁽⁴⁾ Voir au f° 21 R° le chap. 41 (Beyer, p. 164) (les mots ou syllabes qui débordent dans la marge latérale ont été mis entre crochets).

XLI Habemus in Vico qui est in Salninsē ocinas II *De Wihe quod est in episcopatu Metensi*

id est casa II in qua sunt ine III que vulgo nuncupantur pa-
telle....

⁽⁵⁾ Voir au f° 21 R° le chap. 40 (Beyer, p. 164).

XXXX In quarta villa que vocatur Wans est mansus .I. que solvit lonzi
denarios XX et de lino fusa XX. *De Vuans et de Ho-*

calculé trop largement ses besoins, il s'ingénie après coup à amplifier le titre au moyen d'entrelacs ⁽¹⁾. Quel que soit le système adopté, un fait est certain : le scribe va régulièrement à la ligne pour introduire un nouveau chapitre.

Les titres des paragraphes à l'intérieur d'un même chapitre sont eux aussi écrits en lettres rouges, mais, comme dans ce cas le scribe n'avait pas à établir de concordance entre un numéro d'ordre et le titre, celui-ci est écrit à sa place naturelle à la suite du paragraphe qui le précède et immédiatement en tête du paragraphe qu'il annonce; les deux premières lettres de ce dernier sont non pas rubriquées, mais relevées de quelques traits rouges. Exceptionnellement certains titres de paragraphes ont été entièrement sortis du texte et écrits dans la marge latérale ⁽²⁾. Qu'il s'agisse des titres des chapitres ou de ceux des paragraphes, la façon de procéder du copiste reste la même ; au moment où il transcrit le texte du censier il laisse en blanc un espace qui doit par la suite recevoir le titre rubriqué ; comme assez souvent il a mal calculé la place qui lui était nécessaire, on peut conclure que d'une manière générale Césaire ne savait pas exactement à l'avance la longueur du titre à inscrire et que par suite le manuscrit original qu'il avait sous les yeux ne lui a pas fourni les titres que nous lisons aujourd'hui dans sa copie.

On sait déjà que Césaire ne s'est pas contenté de transcrire le texte du censier de 893, il l'a muni d'un commentaire détaillé ; réservons la question de la valeur et des tendances de ce commentaire et ne nous occupons pour l'instant que de son exécution matérielle. A cet égard, les remarques de Césaire se présentent sous deux formes ; les unes très courtes sont écrites entre les lignes du texte immédiatement au-dessus du mot qu'elles commentent ⁽³⁾, les autres, plus ou moins développées, occupent la marge latérale externe et la marge inférieure du folio ; en général un appel de notes établit la concordance entre le commentaire et le texte. Enfin, les notes de Césaire étant fort abondantes au début de la copie, tout un folio (f^o 7 V^o) leur a été exceptionnellement réservé de manière à les situer en face du premier chapitre du censier qu'elles

(1) Au f^o 20 R^o le titre *De Montini* du chap. 36 (Beyer, p. 163) a été écrit dans un espace libre à l'extrémité de la dernière ligne du chap. 35 ; le mot est suivi de volutes rubriquées destinées à remplir le vide.

(2) Au f^o 14 R^o, chap. 23 (*De Trimparden*) ; l'édition Beyer étant fautive en cet endroit, voir le texte correct dans Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 65, n. 1 ou dans Wopfner, p. 87. — Au f^o 15 R^o, chap. 24 (Beyer, p. 155-156) « Hec est familia superioris curie » et « Hec est familia curie inferioris ». Ces titres écrits dans la marge interne des folios sont rubriqués.

(3) Ces notes interlinéaires qui peuvent comprendre un ou plusieurs mots sont imprimées dans l'édition Beyer en italique et entre parenthèses.

doivent commenter. Toutes les notes sont de la main même de Césaire ; et elles ont été écrites d'un seul jet sans ratures ni surcharges ⁽¹⁾, ce qui suppose, semble-t-il, la rédaction préalable d'un brouillon. Quand on étudie à travers le manuscrit la disposition relative des notes et des numéros de chapitre, on se convainc facilement que Césaire a conduit son travail de la manière suivante. Il a transcrit le texte du censier en laissant de place en place des blancs destinés à recevoir les initiales et les titres rubriqués, puis il a écrit les différentes notes de son commentaire et c'est seulement une fois ce travail terminé qu'il a exécuté les rubriques. Pour cela il a commencé par dresser la table des chapitres, puis il a noté en leurs lieu et place les numéros d'ordre et les titres que celle-ci lui fournissait, enfin il a dessiné ou décoré les initiales ⁽²⁾. Au total Césaire a apporté à l'exécution matérielle de son travail un soin méticuleux ; le manuscrit qu'il a composé se fait remarquer du premier coup d'œil par l'élégance de son écriture, l'agrément de ses rubriques et l'habile disposition des notes ; reste maintenant à rechercher si la conscience du copiste dans le travail de transcription est égale à l'habileté professionnelle du scribe.

Dans son introduction Césaire a pris soin de définir en termes succincts mais précis les principes suivis par lui au cours de son travail ; il déclare qu'il a reproduit tel quel le texte qu'il avait sous les yeux, qu'il n'a rien changé au style de l'original malgré ses incorrections et qu'il s'est contenté de traduire et de commenter en note les termes rares et peu intelligibles du censier ⁽³⁾. Dans leurs études Lamprecht et

(1) Plusieurs notes de Césaire parmi celles qui signalent des domaines inféodés présentent des passages raturés, mais Willwersch, p. 26-27, a prouvé que ces ratures, se retrouvant exactement aux mêmes places sur la copie C, sont postérieures au XIV^e siècle et ne sauraient être attribuées à Césaire.

(2) Certains faits permettent d'établir que le commentaire a été écrit avant les rubriques, tout au moins avant les numéros d'ordre des chapitres. Certaines notes un peu longues se développent dans la marge en face de plusieurs chapitres, or les numéros de ces chapitres ont été reportés faute de place dans un interligne du texte ou dans la marge opposée (chap. 9 et 10 au f^o 11 V^o ; chap. 16 et 17 au f^o 12 V^o ; chap. 25 au f^o 16 V^o).

(3) Beyer, p. 142 : « librum antiquum jura et redditus vestri monasterii continenter pro posse et nosse, in nullo a veritatis tramite exorbitans, transcripsi et pro mei modulo ingenioli minus trita nomina seu vocabula que in eo repperi, ut communi magis paterent intellectui, in usitatiorum quasi glossando latinitatem transfudi, mirabili tamen et quodam inaudito quo idem conscriptus est grammaticæ stilo, ob antiquitatis reverentiam, permanente illeso ; verumtamen villarum vocabula, que ex longevitate quasi barbara videbantur, nominibus que eis modernitas indidit, commutavi... »

Willwersch ⁽¹⁾ ont recherché si dans la pratique le copiste avait suivi ces excellents principes ; leurs conclusions concordent pour apporter en sa faveur un témoignage décisif. En fait Césaire ne s'est pas appliqué, semble-t-il, à corriger le latin très défectueux du texte qu'il transcrivait, il a reproduit les blancs du manuscrit, même quand il lui était facile de restituer le mot absent ⁽²⁾ ; quelques autres détails signalés par Lamprecht (rectifications ou hésitations dans la manière de résoudre une abréviation) prouvent la minutie scrupuleuse apportée par Césaire dans l'exécution de sa copie. D'autre part, il semble bien au premier abord que le copiste se soit imposé pour règle de ne rien ajouter au texte qu'il transcrivait ; quand par exemple des redevances domaniales, certainement anciennes et encore perçues par l'abbaye au début du XIII^e siècle, sont passées sous silence par le censier, Césaire se contente de signaler le fait en note ⁽³⁾, mais se garde bien de changer quoi que ce soit à l'original. On peut se demander cependant si l'ex-abbé de Prüm n'a pas sur certains points enfreint les règles rigoureuses qu'il s'était imposées au début de son travail ; son désir d'ordonner le texte du censier avec clarté, son souci d'expliquer les passages d'interprétation délicate ne l'ont-ils pas parfois entraîné, sinon à modifier le texte de l'original, du moins à le compléter ? Avant de tenter de répondre à cette question, il convient d'examiner ce qu'est le commentaire de Césaire et les tendances qui s'y dessinent.

Le commentaire de Césaire, qui se présente, on le sait, sous la forme de notes interlinéaires très brèves ou de gloses marginales plus ou moins développées, poursuit un triple but. Il cherche d'abord à fixer le sens de certains mots rares, soit qu'il les définisse par une périphrase latine ⁽⁴⁾, soit qu'il donne leur équivalent en langue vulgaire ⁽⁵⁾. Les explications apportées par le commentateur sont parfois assez détaillées pour fournir indirectement un aperçu fort intéressant sur le régime domanial du

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.* 11, p. 61-62 et Willwersch, p. 14.

⁽²⁾ Ainsi au chap. 99 (Beyer, p. 191) le manuscrit de Césaire donne le texte suivant : « Est ibi unum territorium capiente semente modios XXX ; illo (blanc) quo seminatum fuerit, solvit denarios XII, quando seminatum non fuerit, nichil solvit ». Le mot laissé en blanc par Césaire est certainement *anno*, que Beyer a restitué dans son édition.

⁽³⁾ Voir la note correspondant au chap. 9 (*De Birensbure*) (Beyer, p. 150, n. C). Comme le texte du censier ne signale ni *angariae* ni *tunnae* à Birresborn, Césaire fait la déclaration suivante : « Nichil enim in ipso textu scribere volumus, nisi quod in veteri libro scriptum legimus ; idcirco de angariis et tunnis mentionem in textu non facimus. »

⁽⁴⁾ Chap. 1 (Beyer, p. 144) « Sualis idem est quod porcus et dicitur sualis a sue ».

⁽⁵⁾ Chap. 4 (Beyer, p. 147), le mot *wronide* est écrit en interligne au-dessus de *absa*.

XIII^e siècle⁽¹⁾; de telles notes sont surtout fréquentes dans les premiers folios, au point d'occuper à elles seules le f^o 7 V^o; par la suite Césaire se contente au moyen d'une remarque interlinéaire de renvoyer à une explication antérieure⁽²⁾. D'autres notes sont destinées à préciser l'emplacement d'une localité d'identification délicate; dans tous les cas, elles témoignent de l'ingéniosité et du bon sens de Césaire⁽³⁾. Enfin le commentaire de Césaire est surtout destiné à fixer les pertes subies par le temporel de l'abbaye de Prüm depuis l'époque lointaine de la rédaction du censier; les domaines qui ont échappé à l'administration directe de l'abbaye, ont pu être usurpés⁽⁴⁾, concédés à un établissement religieux moyennant le paiement d'un cens⁽⁵⁾, la plupart du temps ils ont été inféodés⁽⁶⁾. Sur ces inféodations Césaire apporte des renseignements si précis et si nombreux qu'il paraît difficile d'admettre qu'il ait rédigé son commentaire en utilisant ses seuls souvenirs; il a dû avoir communication d'un livre des fiefs de l'abbaye de Prüm, auquel il a emprunté non seulement les éléments de son information, mais encore la liste des vassaux et des *ministeriales* de l'abbaye ajoutée par lui à sa copie⁽⁷⁾. Préoccupé avant tout de noter les domaines inféodés, Césaire dans son commentaire ne fournit que de manière exceptionnelle des renseignements sur les domaines qui, à travers les siècles, étaient restés la propriété de son ancienne abbaye. Quand il se risque à donner quelque indication à leur sujet, c'est pour lui en général l'occasion de signaler des redevances ignorées du censier de 893; dans quatre cas seulement, parlant du régime domanial de son temps, il fait connaître le nombre des tenures dans trois domaines différents⁽⁸⁾, or il est remarquable que pour deux d'entre eux il reproduit tel quel le chiffre du

(1) Beyer, p. 151, n. 1; 155, n. 6; 161, n. 4 et surtout p. 178, n. 1. Cette dernière note est un véritable censier du domaine de Kesseling rédigé par Césaire. — D'autres notes exposent certains principes du droit domanial appliqués au début du XIII^e siècle sur les terres de l'abbaye (Beyer, p. 149, n. B; 157, n. 2; 176, n. 1).

(2) Ces renvois présentés sous forme de notes interlinéaires n'ont pas été en général signalés par Beyer; la formule en est d'ordinaire: «Hoc expositum est supra» (Voir édit. Wopfnér aux chap. 6, 10, 23.)

(3) Voir Beyer, p. 159, n. 1; 160, n. 1 et 161, n. 1.

(4) Beyer, p. 166, n. 2.

(5) Beyer, p. 176, n. 1; 186, n. 4; 187, n. 2, 3; 189, n. 1; 196, n. 1. — Il peut arriver qu'un domaine inféodé à un laïque ait été illégalement donné par celui-ci à un établissement religieux (Beyer, p. 198, n. 1).

(6) C'est le cas de beaucoup le plus fréquent; au sujet des remarques présentées par Césaire à l'occasion de ces inféodations, voir Willwersch, p. 22 et 23.

(7) Beyer, p. 200; pour les *ministeriales* Césaire n'indique que les principaux.

(8) Chap. 24 (Beyer, p. 154, n. 1); chap. 45 (p. 166, n. 1 et 170, note du bas de la page); chap. 62 (p. 178, n. 1); chap. 65 (p. 180, n. B).

censier⁽¹⁾, alors que de toute évidence celui-ci ne devait plus correspondre aux données statistiques du XIII^e siècle. Ce dernier trait achève de nous révéler l'attitude de Césaire en face du texte ancien qu'il transcrivait ; à ses yeux le censier de 893 n'était pas un texte de simple intérêt historique ; exprimant les droits de l'abbaye vis-à-vis de ses tenanciers, il gardait toute sa vertu juridique à travers les siècles ; ses données étaient susceptibles d'être complétées, mais elles ne pouvaient être corrigées en aucun cas.

Le commentaire de Césaire n'est pas seulement une mine de renseignements fort utiles pour l'interprétation du régime domanial, décrit au censier de 893, il offre, en nous faisant connaître le vocabulaire usuel du copiste, des points de repère précieux pour déterminer ce que celui-ci a pu ajouter au texte même du censier. A cet égard, signalons d'abord l'aveu que fait Césaire dans son introduction d'une innovation dont il est responsable. Il ne s'est pas contenté de commenter en note les termes rares du texte, il déclare que pour faciliter l'intelligence du censier, il a remplacé les noms de lieu anciens par les noms modernes ; autant qu'on en puisse juger, ce travail a été fait par Césaire avec sa conscience habituelle⁽²⁾ ; de plus, dans les cas où il a eu des doutes sur l'exactitude de l'identification proposée, il a très honnêtement indiqué en interligne la forme ancienne rencontrée par lui dans l'original ; cette précaution nous laisse soupçonner dans un cas au moins que l'ingéniosité de Césaire pouvait avoir des défaillances⁽³⁾. De toute manière on ne peut que regretter le parti adopté par Césaire de moderniser les noms de lieu ; quelle que fût sa connaissance des archives de son ancienne abbaye, il est bien évident qu'il a pu commettre des erreurs et de toute manière on aurait été heureux de connaître dans tous les cas la forme donnée par l'original,

(¹) Chap. 24 et 45.

(²) Voir les nombreuses notes de Césaire consacrées à des questions de toponymie dans Beyer, p. 152, note du bas de la page avec astérisque ; p. 153, n. 7 ; 154, n. C ; 156, n. 4 ; 158, n. 1 ; 159, n. 1 ; 161, n. 3 ; 163, n. B et n. C ; 174, n. 2 ; 175, n. 2 ; 176, n. 3 ; 177 n. 3, 4 et 5 ; 178, n. 2 ; 181, n. 1, 2 et 3 ; 182, n. 1 et 2 ; 183, n. 1 ; 185, n. 1 ; 186, n. 2, 3 et 4 ; 187, n. 1, 2 et 3 ; 188, n. 1, 2 et 3 ; 189, n. 1, 2 et 3 ; 192, n. 2 ; 195, n. A ; 198. n. 1.

(³) Au chap. 44 (Beyer, p. 166) on lit : « Sunt etiam in Luncin (Fruncinas) mansa X... ». *Fruncinas* est une localité qui doit être cherchée dans la région de Liège ; pas plus que Lamprecht nous n'avons pu déterminer quelle est cette localité ; il n'y a en tout cas aucune raison pour l'identifier, comme l'a fait Césaire, avec Loncin ; Belgique, prov. et arr. Liège.

Cet exemple et d'autres du même ordre permettent d'affirmer que des deux noms de localité, qui se doublent dans le manuscrit de Césaire, celui qui est en interligne reproduit la forme ancienne de l'original ; c'est le contraire qui se produit pour les noms communs glosés par Césaire.

les variations dans la forme d'un même nom de lieu pouvant, au moins en théorie, servir à dépister des remaniements ou des interpolations.

D'autre part, une erreur commise par Césaire en établissant la table des chapitres prouve que le numérotage des chapitres est son œuvre personnelle ⁽¹⁾ ; le fait est d'ailleurs de médiocre intérêt et on ne saurait en tirer de conclusion pour l'étude critique du censier. D'une tout autre importance, pour quiconque veut déceler les innovations du copiste, est la question de l'origine des titres qui annoncent chapitres et paragraphes ; les uns et les autres sont-ils l'œuvre de Césaire ou bien celui-ci les a-t-il empruntés tels quels à l'original qu'il copiait ? ⁽²⁾ Pour ce qui est des titres de chapitres qui se contentent de donner le nom du domaine inventorié, précédé de la préposition *de*, ils sont évidemment, sous leur forme actuelle, l'œuvre du copiste, puisqu'ils modernisent le nom du domaine ; mais il n'est pas interdit de penser que la division en chapitres a été suggérée à Césaire par la disposition même du texte qu'il transcrivait et que parfois le libellé des titres lui a été imposé par l'original lui-même. Ce qui le laisse supposer c'est le fait suivant ; d'une manière générale les titres de Césaire reproduisent purement et simplement, en le faisant précéder de la préposition *de*, le nom de la localité par lequel débute l'inventaire du domaine consigné au chapitre correspondant, réserve faite de quelques mots complémentaires destinés à situer ladite localité et qui sont certainement de Césaire lui-même ⁽³⁾ ; or, dans deux cas, au chap. 16 (*De alio Wihc*) et au chap. 49 (*De Wardanc*), rien n'indique dans le texte que les domaines inventoriés soient situés dans l'une ou l'autre de ces localités ; sans le titre nous resterions à cet égard dans l'ignorance la plus complète. Comme Césaire n'a

⁽¹⁾ En dressant la table des chapitres au f° 6 V^o, Césaire a oublié d'inscrire entre *LXII De Keslighe* et *LXIII De Crucelergh* le chapitre *De Linde*, qui dans le texte du censier s'insère entre ces deux chapitres ; s'étant aperçu de son erreur, il a écrit après coup *De Linde* à droite de *LXII De Keslighe* et ne pouvant changer toute la numérotation, il a donné au chapitre ainsi intercalé le n° LXIII ; il y a ainsi deux chapitres, qui, tant à la table que dans le corps même du censier, portent un même numéro.

⁽²⁾ L'intérêt de ce problème pour l'étude critique du censier n'a pas échappé à Lamprecht, qui cependant ne propose qu'une solution superficielle et incertaine (*D. WL.*, II, p. 62-63).

⁽³⁾ Chap. 41 (*De Wihc quod est in episcopatu Metensi*) et en tête du groupe 112-118 (« Incipit de possessionibus quas habemus in episcopatu Wormacensi »). En dehors de ces deux titres la localisation d'après le diocèse ne se rencontre jamais dans le censier, tandis que le commentaire de Césaire en offre des exemples (Beyer, p. 163, n. B et D ; p. 181, n. 3).

Notons que dans le titre du chap. 22 (*Item de Wihc juxta Malberhc*) les deux derniers mots sont une addition du XIV^e siècle.

certainement pu déterminer par ses seuls moyens l'emplacement des domaines décrits dans un censier vieux de plus de trois siècles, force est bien d'admettre que les indications nécessaires lui ont été fournies par le manuscrit lui-même. Si de plus on étudie attentivement la composition des chapitres qui avoisinent le n° 49, on se convaincra facilement que le titre *De Wardanc* ne se trouve pas à sa véritable place ; il a été introduit à tort dans le texte final du chapitre précédent (n° 48), auquel il convient de rattacher tout le début du n° 49 (« Olgaudus... jornaes XXX »). Le chap. 49 ne commence vraiment qu'avec les mots « Est ibi basilica... » ; ainsi réduit, il se décompose en un certain nombre d'éléments qui répondent parfaitement au type de rédaction des chapitres qui l'encadrent. Il faut admettre, pour expliquer l'erreur de Césaire, que le manuscrit qu'il copiait portait en marge à hauteur des derniers mots du chap. 48 le mot *Wardanc*, qui convenait au chapitre suivant. Cette indication a été mal interprétée par Césaire, ce qui l'a amené à reporter trop haut dans le texte la coupure entre les deux chapitres.

En étudiant les sous-titres qui divisent le texte des chapitres en plusieurs paragraphes, on saisit sur le vif certaines innovations de Césaire. Au chap. 45 un paragraphe est intitulé « De Luncin » du nom de la localité avec laquelle Césaire a identifié à tort le *Fruncinas* de l'original ⁽¹⁾ ; au chap. 43 le titre *Actio antiqua* est écrit en caractères rubriqués dans un espace insuffisant et la fin du titre a dû être reportée dans l'interligne ⁽²⁾ ; enfin plusieurs titres de paragraphes ne concordent pas parfaitement avec le texte qu'ils commentent. Au chap. 24 (Mehring) on trouve deux sous-titres : *Hec est familia superioris curie* et *Hec est familia curie inferioris*, qui par exception ont été rejetés par Césaire dans la marge latérale et qui ont été malencontreusement fondus dans le texte par l'édition Beyer. Ces deux sous-titres, en caractères rubriqués, sont certainement de Césaire, comme suffirait à l'établir le mot *curia* dont il fait un fréquent usage dans son commentaire et qu'on chercherait en vain dans le texte du censier ⁽³⁾. Or le chap. 24 ne parle nullement de deux domaines à Mehring ; il distingue dans un même domaine deux catégories de tenanciers, dont les redevances diffèrent légèrement, les tenanciers du groupe le moins lourdement chargé étant cités en

(1) Voir plus haut, p. 17 n. 3.

(2) Ce petit détail rend certaine l'attribution à Césaire du titre « *Actio antiqua* », restée douteuse pour Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 66, n. 1. D'ailleurs la notice transcrite sous ce titre relatant des événements de 886-892, on comprendrait mal le mot *antiqua* sous la plume du rédacteur de 893.

(3) Voir l'emploi du mot dans le commentaire de Césaire aux notes suivantes : Beyer, p. 148, n. 1 ; 151, n. 1 ; 157, n. 1 ; 166, n. 2 ; 184, n. 2 et B.

second lieu sont dits *inferiores* par rapport aux premiers mentionnés, qui sont dits *superiores* ; les deux termes doivent s'entendre de la place accordée par le censier dans son énumération aux deux groupes de tenanciers et non de la situation géographique des domaines auxquels ils se rattachent ⁽¹⁾. Une faute plus grave consiste à grouper sous le titre assez fréquent de *De feodis ministerialium* des biens concédés *in beneficium* ; dans ce dernier cas la terminologie du XIII^e siècle fait nettement contraste avec le mot technique du IX^e siècle ⁽²⁾, de plus il arrive que le sous-titre, qui par lui-même constitue déjà un anachronisme, soit placé à contretemps par le copiste et qu'il sépare fâcheusement en deux tronçons un groupe de tenures du même type ⁽³⁾.

Enfin signalons deux cas où Césaire a présenté, sous la forme anodine d'un sous-titre de paragraphe, une interprétation strictement personnelle de deux passages, dont la rédaction est fort énigmatique et qui se lisent à la fin des chap. 44 et 58. Le premier de ces passages, inscrit à la suite immédiate du chap. 44, consacré au domaine d'Awans, se présente sous la forme suivante :

« *Summa angariarum de Monasterio ad Prumiam. Ducunt de vino carrados (sic) XCIIII. De annona modios MMMCCL.* »

La seconde partie du passage (« Ducunt... MMMCCL ») fait allusion à des transports de vin et de blé, dont le point de départ et la destina-

(1) Willwersch, p. 18, admet également que ces deux sous-titres proviennent de Césaire.

(2) Au chap. 45 (Beyer, p. 169) on saisit sur le vif l'opposition entre la terminologie de Césaire et celle du rédacteur de 893 : « De feodis ministerialium. Amalbertus habet in beneficium mansos II et jorales VIII. Seihardus mansum I et dimidium... » Voir aussi chap. 25 (Beyer, p. 158).

(3) Voici quelques exemples typiques de sous-titres placés à contre-temps. Au chap. 6 (Beyer, p. 148) le sous-titre « De feodis ministerialium » introduit le paragraphe sur les *scararii* ; la disposition adoptée par Césaire laisserait supposer que les obligations inscrites en fin de chapitre (« Vinum et sal, si eis precipitur, omnes vendunt. Duos boves... in hostilicio ») ne s'appliquent qu'aux *scararii*, alors qu'elles concernent indifféremment les tenanciers de toutes catégories, comme le prouve l'emploi du mot *omnes* et la rédaction des chapitres du même groupe.

Au chap. 25 (Beyer, p. 158) le titre « De feodis ministerialium » convient, réserve faite de l'anachronisme des termes, à six individus dénommés comme tenant « in beneficium » des vignes ; par contre la fin du paragraphe (« ad Quintam (Quint) est vinea I. De centena pictura I. ») doit être rattachée aux mentions suivantes, que Césaire a d'ailleurs arbitrairement groupées sous le titre : « Summa de villis circumjacentibus. »

Au chap. 33 (Beyer, p. 162) il faut rattacher la mention « Ewardus habet... ad Bridenes » au groupe « Lutgaudus... mansum I », dont elle est séparée par le sous-titre.

tion ne sont pas indiqués ; de plus, le total relativement élevé des *angariae* à fournir par les tenanciers de l'abbaye de Prüm ne trouve sa justification, ni dans le chapitre même consacré à Awans, ni dans l'ensemble des chapitres qui le précèdent, ni dans ceux qui le suivent immédiatement. Ce passage a visiblement dérouté Césaire qui a cherché une explication ; c'est cette explication qu'il présente dans le titre qui introduit la note mystérieuse (*Summa angariarum de Monasterio ad Prumiam*). Que ce titre soit l'œuvre du copiste, c'est ce que suffirait à prouver l'emploi du mot *Monasterium* appliqué à Münstereifel, alors que le rédacteur du censier emploie régulièrement *Monasterium* pour l'abbaye de Prüm et *Novum Monasterium* pour Münstereifel ⁽¹⁾ ; de plus cette attribution est pleinement confirmée par le commentaire que Césaire a annexé au passage en question, commentaire qui met en évidence le lien très étroit qui unit le sous-titre final du chap. 44 et celui qui se rencontre également au chap. 58 ⁽²⁾.

A la fin de ce chapitre, à la suite du dernier paragraphe intitulé : « De beneficiis », on lit :

« *Summa angariarum illarum curiarum que sunt circa Monasterium et Aram et fines illos. Ducunt ad Prumiam de vino seu de annona carradas CCL, ad Novum Monasterium similiter carradas CCL.* »

Cette fois encore, il s'agit de transports de vin et de blé dirigés par moitié sur Prüm et sur Münstereifel. La question délicate, c'est de déterminer exactement quels sont les domaines soumis à l'obligation de cette double *angaria*. C'est à cette question que répond le titre : *Summa angariarum... et fines illos*, mais les renseignements apportés par ce titre ne sont certainement pas de première main et tout dans sa rédaction dénonce l'œuvre de Césaire. Notons, en effet, qu'il est écrit en caractères rubriqués, qu'il rompt, manifestement cette fois, avec les habitudes du censier en employant *Monasterium* au lieu de *Novum Monasterium* et qu'enfin l'expression *curiarum que sunt... et fines illos* se retrouve presque mot pour mot dans le commentaire qui

(1) Sur l'emploi, par Césaire du mot *Monasterium* pour désigner Münstereifel, voir Beyer, p. 188, n. 1 ; 195, n. B et la note interlinéaire du chap. 57. — Dans le texte même du censier *Monasterium* désigne toujours l'abbaye de Prüm ; voir chap. 19, 23, 24.

(2) Beyer, p. 166, n. 2 « *Summam angariarum istarum in illis diebus adimplere tenebantur curie ecclesie ex illa parte Kile circa Monasterium (Münstereifel) et Arwilre (Ahrweiler) et Arre (Altenahr?) et Rembach (Rheinbach) et Viterche (Wichterich) et fines illos constitute, que modo dicuntur esse infeodate... Summam istarum angariarum in secundo quaterno quod sequitur (au chap. 58) multo copiosiore et ampliorem invenietis* ».

accompagne la note finale du chap. 44 ⁽¹⁾. Césaire a pensé, à la suite d'un rapprochement certainement arbitraire, que dans l'un et l'autre passage les *angariae* incombaient aux manses de la même région (région Münstereifel—Ahrweiler), et, sans chercher à expliquer la différence relevée d'un passage à l'autre dans le total des *angariae*, il s'est contenté de remarquer que ce total était beaucoup plus élevé dans la seconde note que dans la première ⁽²⁾.

Si d'ailleurs la plupart des titres des paragraphes doivent être portés au compte de Césaire, on ne peut affirmer qu'il en soit ainsi pour tous ; les polyptyques de l'époque carolingienne ne sont pas dépourvus de paragraphes avec titres ⁽³⁾ et il n'y a aucune raison pour penser que l'original du polyptyque de 893 ait échappé à la règle générale. C'est ainsi que la division en paragraphes du chap. 24 et le libellé même de ces paragraphes ont été empruntés par Césaire à l'original qu'il transcrivait ; le fait est certain pour le titre *De beneficiis*, puisque ce terme du IX^e siècle n'appartient pas au vocabulaire de Césaire, et il en va de même pour le paragraphe intitulé *Ratio quo modo servire debeant*. En effet, à la place qu'il occupe actuellement, au milieu de l'énumération des redevances et services imposés aux manses de Mehring, ce titre n'a proprement aucun sens ; normalement il devrait précéder cette énumération et l'annoncer. Sa place insolite dans la copie de Césaire s'explique si l'on admet que, dans le manuscrit utilisé par celui-ci, le titre en question se trouvait dans une marge latérale, formant accolade pour l'ensemble du paragraphe concernant le *servitium*. Dans un cas comme dans l'autre, on peut tenir pour assuré que le copiste de 1222 n'est pas responsable du titre recueilli par sa copie ; toutefois ce n'est là qu'un cas exceptionnel ; en général c'est à lui que revient le mérite d'avoir divisé en paragraphes le contenu en apparence mal ordonné des chapitres les plus étendus du censier.

En dehors des titres qui, tant pour les chapitres que pour les paragraphes, représentent des innovations du copiste, on peut se demander

⁽¹⁾ Voir la note précédente.

⁽²⁾ Au chap. 58 les *angariae* comportent 250 charretées de vin ou de blé à destination de Prüm et 250 autres à destination de Münstereifel ; au chap. 44 les tenanciers doivent transporter 94 charretées de vin et 3250 muids de blé, soit environ 108 charretées (à raison de 30 muids par charretée). Césaire semble avoir voulu résoudre la contradiction en admettant que la note du chap. 44 ne tenait compte que des *angariae* à destination de Prüm et qu'elle passait sous silence celles à destination de Münstereifel, mais dans ce cas le total des charretées à transporter, soit 202 (108+94), est encore fort éloigné des 250 charretées mentionnées au chap. 58.

⁽³⁾ Voir surtout le polyptyque de St-Germain-des-Prés qui est conservé en original.

si, dans son zèle à commenter et à rendre intelligibles aux moines de Prüm les passages obscurs de l'antique censier, Césaire n'a pas été entraîné à insérer dans le texte même des gloses qui au premier abord s'en distinguent difficilement. Voici tout au moins un cas dans lequel on peut être affirmatif. Le chap. 24 consacré à Mehring, localité de la vallée de la Moselle, située en pleine région viticole, est un des plus développés du censier et peut-être celui dont l'interprétation soulève le plus de difficultés, comme l'avait déjà noté Lamprecht ⁽¹⁾. Le chapitre se termine par un paragraphe intitulé *Summa*, qui débute de la manière suivante :

« Sunt mansa duo et dimidium et *LVIII feoda*. *LVII solvunt jura que sunt in summa et I feodum remanet ministro nostro*. Ex his solvunt XXX de vino modios CCCCL et alii XXVII modios CCCLI... ».

Le passage en italique est écrit en interligne ; d'autre part, les mots *feoda* et *minister noster* sont du vocabulaire courant de Césaire ; dans ces conditions, il faut considérer tout ce passage comme un commentaire personnel du copiste. Si l'on restitue le texte dans son état primitif, on comprend sans peine l'embarras de l'ex-abbé en présence d'une arithmétique ahurissante, en vertu de laquelle 2 manses et demi se décomposent en 30 manses d'une part et en 27 de l'autre, de manière à former un total de 57 manses. Comme au début du chap. 24 le censier compte à Mehring 58 pièces de vigne dites *picturae* ⁽²⁾, tenures couramment qualifiées de *feoda* au XIII^e siècle, Césaire a pensé résoudre la contradiction en supposant que les 57 tenures dénombrées dans la *summa* n'étaient pas des manses, mais qu'elles correspondaient aux *feoda*, c'est-à-dire aux *picturae* inventoriées au début du chapitre ; puis, remarquant que ce nombre est inférieur d'une unité au total primitif de 58, il a admis que la 58^e tenure représentait le fief de service du maire de Mehring ⁽³⁾ et que pour cette raison elle n'avait pas été re-

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 71.

⁽²⁾ La *pictura*, si l'on s'en rapporte aux explications de Césaire lui-même (Beyer, p. 157, n. 2) et à l'interprétation judicieuse de Willwersch, p. 36, est une pièce de vigne prélevée sur la réserve domaniale et remise au tenancier d'un manse avec charge de la cultiver et d'en verser la récolte au propriétaire. Au XIII^e siècle la récolte en vin de la *pictura* est fixée à une quantité forfaitaire ; le tenancier abandonne les deux tiers de cette récolte fictive au propriétaire et lui verse en outre une redevance fixe prélevée sur le dernier tiers qui reste sa propriété.

⁽³⁾ Au chap. 44 Césaire donne la même explication (Beyer, p. 166, n. 1) pour rendre compte de ce fait que, le chapitre dénombrant à Awans 49 manses, les redevances inscrites dans le *Summa* sont calculées en prenant pour base un total de 48 manses ; il explique la différence en supposant que le maire jouit du 49^e manse à titre gratuit.

tenue par la *summa*. Nous n'avons pas pour l'instant à rechercher si l'ingéniosité de Césaire a touché juste ; qu'il nous suffise d'avoir séparé du texte du censier une glose du copiste et d'en avoir expliqué l'origine.

En conclusion. le censier de Prüm nous a été conservé par l'intermédiaire d'une copie qu'on peut qualifier d'excellente. L'ex-abbé Césaire qui l'a exécutée a pratiqué les archives de son ancienne abbaye ; il connaît bien le régime domanial de son temps ; il est intelligent et d'une exactitude qui confine à la minutie ; au total il possède un ensemble de qualités qu'on rencontre rarement chez les scribes du moyen âge. N'oublions pas toutefois que ces qualités très sérieuses ont leur contre-partie : Césaire n'est pas un simple copiste soucieux de reproduire tel quel le manuscrit qu'il a sous les yeux ; ce qu'il veut, c'est procurer aux moines de son ancienne abbaye une *édition* intelligible et pratiquement utilisable de l'antique censier conservé dans leurs archives. Comme ce censier est à ses yeux un document infiniment précieux, puisqu'il garantit à l'abbaye l'exercice de ses droits domaniaux, on peut tenir pour assuré qu'il a cherché à en donner une transcription fidèle et intégrale. Mais, d'autre part, ce document, il a voulu le comprendre et le rendre accessible à ses lecteurs ; de là les gloses nombreuses dont il enrichit le texte. De ces gloses, les unes, et c'est le plus grand nombre, se présentent sous forme de notes marginales, nettement séparées du texte, et ne peuvent prêter à confusion, d'autres se dissimulent sous la forme de titres en tête des chapitres et des paragraphes, d'autres enfin sont mêlées au texte, dont elles ne se différencient que par une disposition paléographique spéciale, et encore n'est-on pas sûr qu'il en soit toujours ainsi. Dans ces conditions, toute étude critique du censier de Prüm doit soigneusement faire le départ entre le texte et le commentaire de l'*éditeur*, quelles que soient les formes qu'il revêt ; cette distinction essentielle s'impose en particulier à qui veut retracer la genèse du polyptyque de 893.

CHAPITRE II

HISTOIRE DE LA FORMATION DU POLYPTYQUE DE 893

EXPOSÉ ET CRITIQUE DE LA THÉORIE DE LAMPRECHT

Il suffit de lire avec quelque attention les 119 chapitres ⁽¹⁾ entre lesquels se répartit la matière du polyptyque de Prüm, pour être frappé de certains défauts, qui portent atteinte à l'unité générale de l'œuvre ; d'un chapitre à l'autre les procédés de rédaction varient, parfois même le vocabulaire ; à l'intérieur de certains chapitres on relève entre les éléments constitutifs de l'inventaire des divergences qui portent, soit sur la forme, soit, ce qui est plus grave, sur le fond lui-même ; au total il apparaît rapidement que le censier de 893 n'est pas une œuvre coulée d'un seul jet. Lamprecht, à qui ce défaut de cohésion n'a pas échappé ⁽²⁾, s'est appliqué à noter avec soin les passages qui détruisent fâcheusement l'unité de la composition ; les anomalies nombreuses relevées par lui peuvent en fin de compte se ramener à quelques types généraux.

Il est d'abord à l'intérieur d'un même chapitre des passages qui signalent les changements survenus dans la situation juridique de certains manses ainsi que dans l'ensemble des charges qui leur incombent ; la rédaction de ces passages, la place insolite à laquelle ils s'insèrent dans le chapitre, permettent de reconnaître en eux à coup

(1) Le censier compte dans la copie de Césaire 118 numéros, mais on a vu (p. 18, n. 1) qu'un même numéro est affecté à deux chapitres consécutifs ; il y a donc au total 119 chapitres.

(2) Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 75, écrit, en parlant de la composition du chap. 23, l'un des plus complexes de tout le censier : « sicher ist bis jetzt nur, dass wir hier eine Aufzeichnung aus einem Gusse nicht vor uns haben. »

sûr des compléments plus ou moins tardifs au texte primitif du censier. De ces compléments le chap. 8 nous offre un excellent exemple. Les éléments constitutifs de ce chapitre s'ordonnent conformément au schéma suivant :

- 1) Sunt in Sarensdorpt mansa servilia XI et dimidium.
- 2) Est ibi mansum indominicatum I.
- 3) Munifridus habet mansum I ; solvit sualem... aliud servitium faciunt sicut superiores.
- 4) Sunt ibi scararii VII. Willefridus habet mansum I scararium ; facit jugera II ; ..., in adventu regis friskingam I et de farina modium I.
- 5) Est ibi molendinum I.
- 6) Vinum et sal vendunt. *Tedricus habet mansum servilem qui modo scaram facit. Erkengerus II et dimidium. Liudulfus II. Redolfus dimidium. Welolfus I. Geroldus dimidium. Hugibaldus nichil facit qui scaram facere debuissest sicut Willifridus, similiter Agilfridus et Erkengerus necnon et Liudulfus. Duos boves debent et carrum in hostilicio.*

Si l'on supprime par la pensée le passage du par. 6, imprimé par nous en italique, on reconnaîtra sans peine dans le chap. 8 un type de rédaction qui est commun aux premiers chapitres du censier. A Sarresdorf, comme dans les domaines environnants, le rédacteur distingue deux catégories de manses, les uns dits *mansa servilia*, les autres *mansi scararii* ⁽¹⁾, et, pour cataloguer les redevances et services de chaque catégorie de manses, il se contente, selon un procédé fréquent dans les censiers, de renvoyer le lecteur à un manse-type, désigné par le nom du tenancier exploitant. Après avoir mentionné le moulin du domaine, il rappelle en terminant un ensemble d'obligations qui incombent à tous les manses, aussi bien à ceux de la première qu'à ceux de la seconde catégorie. Les différents éléments de l'inventaire sont ainsi présentés dans un ordre satisfaisant ; tout au plus, la place accordée au moulin domanial peut-elle causer quelque surprise au lecteur, mais, comme cette anomalie apparente se retrouve dans d'autres chapitres du même groupe ⁽²⁾, il faut en rendre responsable le rédacteur même du censier et non un interpolateur postérieur. Il n'en va pas de même pour le

(1) Le mot *scararius* désigne à la fois l'individu soumis au service de la *scara* et le manse qu'il cultive, ainsi qu'il ressort du texte même du chap. 8.

(2) Voir chap. 7, 10 ; au chap. 4 par contre la mention du moulin est rejetée à la fin de l'inventaire.

passage imprimé en italique, qui coupe en deux de façon bizarre l'énumération des charges communes à l'ensemble des manses ; ce passage donne le nom de plusieurs tenanciers de manses serviles qui ont obtenu de substituer au service propre à ce type de manses celui de la *scara*, réservé en principe aux manses de la seconde catégorie ; comme le nombre de ces *scararii* incidemment mentionnés ne correspond pas à celui indiqué précédemment au par. 4⁽¹⁾, il faut admettre que nous avons affaire à des *mansi scararii* de création récente, qui ont été constitués au détriment des manses serviles, postérieurement à la date où fut rédigé le censier ; il faut admettre en d'autres termes que le passage en italique représente une addition au texte primitif et qu'il appartient à une couche de rédaction postérieure⁽²⁾.

D'ailleurs le passage incriminé n'a pas lui-même une parfaite unité ; dans sa première partie il dénombre, comme on vient de le dire, des individus entrés dans la catégorie des *scararii* ⁽³⁾, dans la seconde il cite plusieurs *scararii*, qui régulièrement devraient assurer le service de la *scara*, mais qui, pour des raisons qu'on ne nous fait pas connaître, ne s'acquittent plus de cette obligation⁽⁴⁾ ; or deux individus du premier groupe réapparaissent dans le second⁽⁵⁾ ; de ce fait on peut conclure que le passage en question comporte deux additions successives au texte primitif.

Des additions du même type, signalant la substitution de la *scara* au service habituel des manses serviles, ne sont pas rares au polyptyque

(1) Au par. 6 du chap. 8 le passage interpolé compte 6 individus assurant le service de la *scara* et exploitant en tout 7 manses et demi, tandis qu'au par. 4 figurent 7 *scararii*, exploitant un nombre de manses non indiqué.

(2) Sur les interpolations concernant les *scararii*, voir Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 67 et 68 et surtout Willwersch, p. 16 et 18. Ce dernier auteur, partant de ce fait qu'au chap. 6 le nombre des *scararii* inscrits au paragraphe qui leur est spécialement consacré (« Sunt ibi *scararii* XII ») est égal au nombre des manses serviles (« Sunt in Walmersheym *mansa servilia* XII »), a pensé que les manses de la première catégorie n'étaient autres que ceux de la seconde après substitution de la *scara* au service servile ; le passage « Rotcandus . . . mansum et dimidium *servilia* » nous ferait assister à quelques épisodes de cette substitution progressive et le paragraphe consacré aux 12 *scararii* appartiendrait à la rédaction finale du censier et noterait le terme de ce processus de substitution. Willwersch donne une explication analogue pour les *scararii* des chap. 3, 6, 7, 8, 23, mais cette explication nous paraît controuvée. Nous pensons, comme d'ailleurs Lamprecht, que les paragraphes sur les *scararii* appartiennent au texte primitif et que les passages notant la substitution d'un régime à l'autre sont des interpolations de date postérieure à cette première rédaction.

(3) C'est le passage : « Tedricus habet mansum . . . Geroldus dimidium. »

(4) « Hugibaldus nichil facit qui scaram facere debuisset . . . nec non et Liudulfus. »

(5) Erkengerus et Liudulfus.

de 893 : d'une manière générale elles se rencontrent dans les premiers chapitres de l'œuvre, dans ceux qui décrivent les domaines les plus proches de l'abbaye ⁽¹⁾. Le fait n'est pas pour surprendre ; les *scararii* étant en principe chargés de porter au loin et rapidement les messages de l'abbé ou encore de lui assurer un service de garde personnelle, on comprend que les moines aient travaillé à développer le service de la *scara* dans les domaines voisins de Prüm, de manière à se constituer aux portes mêmes de l'abbaye une réserve de sergents à cheval.

En dehors de ces notes additionnelles, on remarque des contradictions plus ou moins frappantes entre les données d'un même chapitre. Quand la contradiction porte sur des données numériques, elle saute immédiatement aux yeux. Au chap. 23, par exemple, le rédacteur compte 44 manses, qui, répartis entre plusieurs localités, sont rattachés au centre administratif commun de Mötsch, qui a donné son titre au chapitre ; or, à la fin de ce même chapitre la *Summa*, récapitulant l'ensemble des biens possédés à Mötsch par l'abbaye de Prüm, compte 46 manses. Comme les chiffres donnés par la *Summa* diffèrent dans le détail de ceux du texte ⁽²⁾, on ne peut admettre, selon la remarque de Lamprecht, qu'il y ait là une de ces erreurs de calcul, dont sont coutumiers les scribes du moyen âge ; il faut supposer un désaccord entre des données numériques différentes. Il en va de même au chap. 106 (*De Nasteden*) ; les chiffres indiqués dans le corps du texte diffèrent de ceux consignés dans la *Summa* rejetée à la fin du chap. 111 ⁽³⁾.

Dans d'autres cas la contradiction est moins frappante et il faut une analyse assez poussée pour la découvrir. Au chap. 43 (*De Puzol*) l'inventaire du domaine de Puzieux ⁽⁴⁾ est coupé en son milieu par un passage assez long auquel Césaire de sa propre initiative a donné le titre d'*Actio antiqua* ⁽⁵⁾. Ce morceau, qui vient rompre la suite naturelle de la rédaction, est une notice qui relate la restitution faite à l'abbaye de Prüm au temps de l'abbé Farabert de biens situés à Puzieux et

⁽¹⁾ Chap. 2, 6, 8, 15, 22 ; d'une manière générale d'ailleurs Lamprecht admet (p. 77) que les interpolations et traces de remaniement deviennent de moins en moins nombreuses au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la région de l'Eifel, dont les domaines sont décrits dans les 23 premiers chapitres du censier.

⁽²⁾ Voir le tableau de comparaison dans Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 65.

⁽³⁾ Le chap. 106 indique à Nastätten : *Mansa ledilia*, 28, dont 13 sont dits *integra*, les 15 autres étant exploités par demi-manse ; la *Summa de Nasteden* (Beyer, p. 194) dénombre : *mansa ledilia (integra)* 18, *mansa dimidia* 16 (cest-à-dire 8 manses entiers fractionnés par moitié), soit au total 34 *mansa ledilia*.

⁽⁴⁾ Sur cette localité et d'une manière générale sur le chap. 43, voir p. 83 l'étude spéciale que nous consacrons aux biens de l'abbaye de Prüm situés en Lorraine.

⁽⁵⁾ Voir p. 19 les remarques au sujet de l'origine de ce titre.

dans plusieurs localités avoisinantes. La présence parmi les témoins de la notice du prévôt Liutwin, qui, aux termes du chap. 45 ⁽¹⁾, remplit les fonctions prévôtales au temps de l'abbé Ansbald (860-886) ⁽²⁾, ne permet aucun doute sur l'identité de l'abbé mentionné dans la notice de l'*Actio antiqua* et par suite sur la date de cette dernière : Farabert ne peut être que le successeur immédiat d'Ansbald à la direction de l'abbaye de Prüm ; son abbatiat se place de 886 à 892 ⁽³⁾. Etant donné cette date, il peut déjà sembler étrange qu'un censier, rédigé en 893 et fondé en principe sur les déclarations orales des tenanciers, insère un document diplomatique antérieur de quelques années seulement ; mais l'étonnement s'accroît quand on remarque que les biens restitués sous l'abbé Farabert ne figurent pas tous au censier ⁽⁴⁾ ; cette fois encore il n'y a pas concordance entre les éléments d'un même chapitre.

Enfin les symptômes de désordre ne se rencontrent pas seulement à l'intérieur des chapitres, il en est qui affectent des groupes de chapitres tout entiers dans des conditions qui laissent supposer un dérangement dans le plan primitif du censier. En effet, comme Lamprecht l'a montré, les domaines inventoriés au censier ne se suivent pas au hasard ; d'une manière générale le rédacteur les a disposés selon l'ordre géographique, ainsi qu'il ressort du tableau de concordance ci-dessous ⁽⁵⁾ :

Région de l'Eifel (domaines proches de Prüm) et	
vallée moyenne de la Kyll.....	Chap. 1-23
Vallée de la Moselle en aval de Trèves	» 24-29
Vallée de la Glahn et de la Nahe ; région du Rhin	
moyen	» 30-32

(1) Chap. 45 (*De Vilantia*), par. *De Fagi* (Beyer, p. 168).

(2) Ce fait paraît avoir échappé à l'attention de Lamprecht ; voir *D. WL.*, II, p. 66, n. 2.

(3) La *Gallia Christiana*, XIII, col. 595, fait mention comme abbé de Prüm de Farabert II, qui serait resté peu de temps à la tête de l'abbaye (946-947) ; mais la présence du prévôt Liutwin dans l'*Actio antiqua* ne laisse aucun doute sur la date de la notice.

(4) Le censier ne tient pas compte des biens restitués à *Aron* et à *Treiner*.

(5) Ce tableau est établi en tenant compte des indications qui sont éparses dans l'étude de Lamprecht ; nous donnerons plus loin un tableau plus détaillé de la répartition géographique des domaines et toutes indications utiles sur la localisation exacte de ces domaines.

Pour faciliter l'intelligence du tableau qui est ici présenté, on se reportera à la carte de Lamprecht, *D. WL.*, II (*Organisation des Grundbesitzes der Abtei Prüm gegen Ende des neunten Jahrhunderts*). Pour une étude plus détaillée, voir la carte de France et des frontières au 200000^e (feuilles Metz, Mézières, Longwy, Mayence, Maubeuge-Bruxelles, Liège, Coblenze, Cologne).

Vallée de la Moselle en amont de Trèves	Chap.	33
Groupe des biens du sud (Luxembourg et Lorraine)	»	34-43
Groupe de l'Ouest (Belgique et nord du Luxembourg)	»	44-54
Groupe au nord de l'Eifel (région de Münstereifel et Ahrweiler)	»	55-65
Région rhénane entre Bonn et Cologne	»	66-72
Zone de Cologne	»	73-75
Zone Juliers - Zülpich - Euskirchen	»	76-96
Région du Rhin inférieur	»	97-103
Région du Rhin moyen (zone entre le Rhin et la Nahe)	»	104-111
Région du Rhin moyen (zone Worms—Mannheim) ..	»	112-118

Si dans l'ensemble les chapitres du censier se répartissent par groupes régionaux, comme le prouve le tableau précédent, il est cependant deux passages où l'ordre géographique n'a pas été respecté. D'une part, le groupe formé par les n^{os} 76-96 présente pêle-mêle des domaines souvent fort éloignés les uns des autres ⁽¹⁾ et, ce qui est plus grave, on y rencontre une série de chapitres (n^{os} 90-93) qui, à tous points de vue, tant par la situation des domaines décrits que par le type de rédaction adopté, se rattachent évidemment au groupe du nord de l'Eifel (chap. 55-56). D'autre part, les derniers chapitres du censier (n^{os} 112-118), consacrés à un ensemble de domaines qui s'échelonnent de Bingen à Mannheim, en général sur la rive gauche du Rhin, devraient normalement se placer dans le censier après les chap. 30-32, qui décrivent les domaines de la vallée de la Nahe, rivière qui vient confluer dans le Rhin précisément près de Bingen. Si l'on réunit par la pensée les n^{os} 90-93 aux n^{os} 55-56 d'une part, les n^{os} 112-118 aux n^{os} 30-32 d'autre part, on obtient un plan de composition qui se conforme de manière rigoureuse à l'ordre géographique auquel le rédacteur est resté fidèle à ces deux exceptions près ; de là à penser que l'ordre primitif a été dérangé, il n'y a qu'un pas.

Au total le censier de Prüm présente des traits déconcertants ; un inventaire de cette sorte devrait donner l'état des manses à la date de 893, or il signale des modifications survenues au régime qu'il décrit ; rédigé d'un seul jet, il devrait fournir sur l'étendue de la réserve et la statistique des manses des données numériques concordantes, or il en est de contradictoires ; empruntant ses éléments d'information à une enquête menée sur place par des commissaires et sa valeur juridique à la déclaration orale des tenanciers, il devrait écarter tout document écrit, or le rédacteur enchâsse dans sa description une notice,

(1) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 93.

comme l'*Actio antiqua*, antérieure de quelques années au censier. Comment expliquer ces anomalies? Le fait que plusieurs chapitres ont été manifestement déplacés, comme on vient de le voir, a probablement amené Lamprecht à concevoir l'hypothèse d'un remaniement opéré en 893 sur un censier plus ancien ⁽¹⁾, hypothèse qu'on peut formuler en ces termes. L'abbaye de Prüm a fait rédiger antérieurement à 893 un censier qui ne nous est pas parvenu sous sa forme primitive. Ce censier a été révisé, renouvelé en 893; à cette date on s'est contenté de recopier le texte de la précédente rédaction, en lui incorporant tant bien que mal un certain nombre d'additions. En 1222, quand Césaire entreprit la copie de ce censier, l'original qu'il avait sous les yeux devait présenter une unité paléographique parfaite et rien dans son aspect ne pouvait déceler des remaniements, que seule une analyse pénétrante du texte aurait pu dépister; grâce à la copie de Césaire le censier révisé en 893 nous est parvenu dans son intégrité.

L'hypothèse d'un remaniement étant admise, il restait à déterminer la date de la rédaction du censier primitif; engagé dans cette recherche Lamprecht n'a pas tardé à s'apercevoir que ce censier avait subi, non pas un, mais deux remaniements successifs, dont le dernier en date est celui de 893 ⁽²⁾. Une preuve décisive, à son sens, de cette double «rénovation» est fournie par la suite des chapitres 14-17 ⁽³⁾, dont il est nécessaire de mettre le texte sous les yeux du lecteur:

De Wihe (juxta Sefferne)

XIII. Sunt in Wihe mansa III qui omne servicium similiter faciunt.

De Hellenbuhc.

XV. Est in Hellenbuhc mansus I, quem tenet Erkembertus, qui ante servilem servicium faciebat et modo scaram facit. In adventu regis friskingam I et de farina modium I. Similiter omnes presbiteri et scarii (*sic*) faciunt.

De alio Wihe.

XVI. Sunt etiam mansa XIII, que Madalwinus dedit, qui omne servicium faciunt excepto sualem non solvunt... et inter tres ducunt ad monasterium de vino carradam.

De tercio Wihe.

XVII. Sunt in alio Wihe mansa III qui similiter solvunt sicut isti XIII quos Madalwinus dedit.

Cet ensemble de chapitres appartient au groupe de la vallée de la Kyll, dont le centre est à peu près Bitburg; les domaines qu'ils

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 66.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 79.

⁽³⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 79-81.

concernent sont situés à Heilenbach (chap. 15) et dans trois localités dénommées par le censier *Wihc* ; la première est certainement Sefferweich ⁽¹⁾, les deux autres ont été identifiées par Lamprecht avec Ober- et Niederweiler ⁽²⁾, identification qu'il n'y a pas lieu de discuter pour l'instant ; ajoutons qu'au chap. 14 l'expression *similiter* fait allusion au régime appliqué aux manses de Badem et décrits au n° 11.

Le chap. 17 présente entre le libellé de son titre et son contenu une contradiction singulière ; le titre parle d'une *troisième* localité du nom de *Wihc*, alors que dans le texte cette même localité est dite le *second Wihc* ⁽³⁾, entendez un *Wihc* différent de celui qui a été cité plus haut et qui ne peut être que le *Wihc* du chap. 14, autrement dit Sefferweich. Ce libellé devient intelligible, si l'on admet que, dans la rédaction antérieure à celle de 893, le chap. 16 n'existait pas ; introduit après coup, il a reçu au moment de la rédaction définitive son titre actuel (*De alio Wihc*), tandis que le *Wihc* du n° 17 se voyait attribué le troisième rang, tout au moins dans le libellé du titre inscrit en tête du chapitre.

Mais il y a plus, le chap. 16 introduit après coup détermine les obligations des manses donnés par Madalwinus à *Wihc* en usant de l'expression un peu vague « omne servitium faciunt », expression qui renvoie certainement au chap. 11 (*De Badenheym*), dont la description détaillée a servi de type aux chap. 12, 13 et 14 ; on trouve ainsi un ensemble de domaines groupés au censier sous les numéros 11, 12, 13, 14 et 16 qui sont unis par la communauté du régime domanial, toutefois l'homogénéité du groupe est fâcheusement compromise par l'insertion du chap. 15. Comme, de plus, ce chapitre mentionne un seul manse, passé du régime des manses serviles à celui de la *scara* et qu'un tel changement de régime se traduit d'ordinaire dans le censier par une addition, on a de fortes raisons de penser que, sous sa forme actuelle, le chap. 15 représente une couche de rédaction plus récente que le censier primitif, et, comme ce même chapitre est postérieur à l'introduction du chap. 16, on voit qu'on a affaire à deux remaniements successifs. L'histoire compliquée

(1) Sefferweich est voisin du village de Seffern, où se trouve un domaine de Prüm décrit au chapitre précédent (chap. 12).

(2) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 136 ; l'auteur présente d'ailleurs cette identification sous réserve. — Forst, *W.Z.*, XXIII, p. 199, pense que les domaines décrits aux chap. 16 et 17 sous le nom de *Wihc* sont des parties soit de Sefferweich, soit de Malbergweich.

(3) Nous admettons avec Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 79, que, conformément à un usage constant du censier, le mot *aliud* dans l'expression *aliud Wihc* a le sens d'*alterum*.

des chapitres 12-17 peut donc se retracer comme suit dans l'hypothèse de Lamprecht.

A la première rédaction du censier de Prüm appartiennent les chap. 12, 13, 14, 15 et 17 qui renvoient pour le régime des manses au régime-type de Badem (chap. 11). A l'occasion d'une première révision, le rédacteur du nouveau censier intercale, entre les n^{os} 15 et 17, le chap. 16 qui décrit un domaine donné par Madalwinus depuis l'époque de la première rédaction, les 14 manses qui le composent doivent le service des manses du type Badem, sauf quelques restrictions que note avec précision le rédacteur ; on profite de l'occasion offerte par cette révision pour faire bénéficier les anciens manses du second *Wihc* (n^o 17) du régime particulier aux manses donnés par Madalwinus. Enfin, quand en 893 on entreprend une seconde et dernière révision, le rédacteur modifie le chap. 15, afin de tenir compte du changement de catégorie dont a bénéficié entre temps le manse unique de Heilenbach ⁽¹⁾. De cet exemple Lamprecht croit même pouvoir déduire le caractère des deux remaniements successifs, disons pour éviter toute ambiguïté des rédactions II et III : la rédaction III se contente d'interpoler ou de gloser le texte offert par la rédaction II : celle-ci au contraire introduit des modifications profondes dans le texte de la rédaction I ⁽²⁾.

Il reste à déterminer la date des trois rédactions successives. Pour la dernière (III), pas de difficulté ; il n'y a pas de raison de mettre en doute la date de 893, qui nous a été transmise par le copiste de 1222 ⁽³⁾. Pour la rédaction II, Lamprecht croit pouvoir utiliser les points de repère suivants. D'une part il fait état du nom de Madalwinus, le bienfaiteur de Prüm, auquel le chap. 16 (rédaction II) attribue la donation des 14 manses situés à *Wihc* ; ce nom, fort rare dans les documents de la région mosellane, ne se rencontrerait, en dehors du passage en question, que dans un diplôme de Lothaire I^{er} du 17 février 841 ⁽⁴⁾, confirmant à l'abbaye de Prüm l'ensemble de ses biens et délivré à la requête d'un moine du nom de Madalwinus. En raison de la singularité de ce nom, Lamprecht conclut à l'identité des deux personnages ; il admet que Madalwinus, après avoir donné son domaine de *Wihc* à l'abbaye de Prüm, a revêtu l'habit de moine dans cette même abbaye et que par

(1) Dans l'hypothèse de Lamprecht le chap. 15 devait être rédigé primitivement ainsi : « Est in Hellenbuhc mansus I quem tenet Erkembertus qui *omne servitium facit* ».

(2) C'est en effet à l'occasion de la rédaction II qu'aurait eu lieu l'assimilation des manses du chap. 17 à ceux du chap. 16 ; il s'agirait donc d'une modification profonde apportée au régime de tout un groupe de manses.

(3) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 79.

(4) B. M. 1082 (1028) ; le diplôme est édité dans Beyer, *MR. UB.*, I, n^o 67.

suite cette même donation est antérieure à 841, date du diplôme de Lothaire I^{er} (1). D'autre part, Lamprecht ayant étudié de très près le chap. 24, dont on a déjà signalé les difficultés d'interprétation, croit pouvoir affirmer que la mention dans ce chapitre d'une donation de vignes faites à l'abbaye par un certain Adelbertus appartient à la rédaction III ; il établit, à la suite de déductions plus ingénieuses que solides, que cette donation a eu lieu aux environs de 870 (2) ; au total c'est entre les années 841 et 870 que se placerait la rédaction II.

Lamprecht ne s'en tient pas d'ailleurs à cette approximation ; il est frappé du fait qu'un capitulaire de Charles le Chauve de 853 prescrit aux abbés de faire dresser un inventaire détaillé des biens de leur église au moment de leur entrée en fonctions. Il remarque, d'autre part, qu'en cette même année 853 l'abbé Egilo succéda sur le siège abbatial de Prüm à l'abbé Markward. Du rapprochement de ces deux faits il conclut que la rédaction II a été entreprise sur l'ordre d'Egilo, peu de

(1) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 81.

(2) Les pages, consacrées par Lamprecht (p. 71-76) au chap. 24, sont les plus confuses de toute son étude ; l'ingéniosité de l'historien allemand s'y exerce en quelque sorte à vide pour aboutir en fin de compte et par des voies singulièrement détournées à des conclusions inadmissibles.

En ce qui concerne la donation faite par Adelbertus à l'abbaye de Prüm, qui seule nous intéresse pour l'instant, notons que celle-ci est mentionnée dans l'inventaire de la réserve de Mehring dans les termes suivants : « Est ibi broil..., sunt ibi picturas LVIII, plantati dominicati VIII et pecioles que Adelbertus dedit ». On ne sait rien de précis sur cette donation d'Adelbertus, mais d'une charte d'échange passée entre l'abbaye de Prüm et ses tenanciers de Mehring entre 866 et 880 (ÉDIT. Beyer, *MR. UB.*, I, n° 98) Lamprecht conclut que l'abbaye de Prüm possédait à cette date à Mehring, en totalité ou tout au moins en très grande partie, un canton de vignes dénommé *Pecioles* et que ses droits sur ce canton de *Pecioles* remontaient à une donation faite à l'abbaye par Adelbertus, à une date que Lamprecht place assez arbitrairement aux environs de 870. Aux termes de la charte de 866-880, le canton de *Pecioles* renfermait des vignes de deux catégories : les unes étaient exploitées directement par l'abbaye, les autres étaient concédées par elle à plusieurs de ses tenanciers de Mehring moyennant le paiement d'un cens annuel. Dans ces conditions, le canton de *Pecioles*, faute d'être entièrement soumis au système de l'exploitation directe, ne devait pas normalement être mentionné au chap. 24 dans l'inventaire de la réserve. Le passage « et pecioles que Adelbertus dedit » constituant une anomalie, Lamprecht voit dans ce passage une addition introduite dans le texte du censier lors de la rédaction de 893. Si l'on débarrasse l'inventaire de la réserve à Mehring de cette addition, on obtient le texte de la rédaction immédiatement antérieure ; celle-ci, ne renfermant aucune allusion à la donation d'Adelbertus, serait antérieure à cette donation, c'est-à-dire à 870.

Si même on acceptait le raisonnement de Lamprecht, la seule conclusion à en tirer serait que le chap. 24, remanié en 893, figurait dans une rédaction antérieure à la rédaction III et que cette rédaction était antérieure à 870, mais rien n'établit que cette rédaction soit la rédaction II, ce peut être la rédaction I.

temps après son élévation à la dignité abbatiale et pour se conformer aux prescriptions du capitulaire de 853 ⁽¹⁾ ; comme Lamprecht classe dans les chapitres de la rédaction II le n° 44, consacré au domaine d'Awans, qui fut donné à Prüm le 10 juillet 854 ⁽²⁾, il date en fin de compte la dite rédaction de l'automne 854 ⁽³⁾.

En ce qui concerne la rédaction primitive ou rédaction I, Lamprecht ne parvient pas à la dater avec une exactitude aussi surprenante ; toutefois, frappé de la similitude de rédaction entre les chapitres du censier de Prüm et le fragment d'inventaire du domaine de Staffelsee qui figure dans le *Brevium exempla* de 810(?) ⁽⁴⁾, il place la rédaction du censier de Prüm sous sa première forme dans les années qui suivent immédiatement 810.

En somme, si l'on en croit Lamprecht, trois censiers ont été rédigés à l'abbaye de Prüm au cours du IX^e siècle ; un premier censier, postérieur de peu à 810, est l'œuvre d'un moine de langue française, probablement originaire de la vallée du Rhône ⁽⁵⁾ ; entrepris sur l'ordre de l'abbé

⁽¹⁾ *Capitulare missorum Suessionense* (853) ; *M.G.H., Capitularia regum francorum*, II, n° 259, p. 266.

⁽²⁾ Donation par l'empereur Lothaire I^{er} du 10 juillet 854 ; B. M. 1165 (1131).

⁽³⁾ Lamprecht remarque (p. 82-83) que deux domaines donnés à l'abbaye l'un le 28 janvier 855, l'autre le 19 septembre 855 n'ont pas été inscrits au censier ; la rédaction du censier se placerait donc entre le 10 juillet 854 (donation d'Awans) et le 28 janvier 855 ; Lamprecht adopte comme époque précise de la rédaction l'automne 854 sous le prétexte que parfois le rédacteur énumère les redevances et services des domaines en les présentant dans l'ordre : décembre, mai, août (Lamprecht, p. 83, n. 2). Cet argument ne mérite pas de retenir l'attention ; si l'ordre choisi pour les dates de paiement répond à une intention quelconque, il faudrait en demander le secret, non au rédacteur du censier général, mais aux rédacteurs des inventaires particuliers, dont il sera question plus loin.

Il n'y a pas lieu de retenir davantage le rapprochement que Lamprecht établit (p. 82) entre l'hypothétique rédaction II et le fait que, vers le milieu du IX^e siècle, les moines de Prüm s'intéressèrent vivement aux travaux de la campagne. Lamprecht voit la preuve de cet intérêt dans le poème que composa en 848 un moine de Prüm, Wandalbert, sur le cycle annuel des occupations rurales (*De mensium duodecim nominibus, signis, culturis, aerisque qualitatibus*). Ce poème est édité par Dümmler ; *M.G.H., Poetae latini aevi carolini*, II, p. 605-616 ; il a été traduit en partie en vers allemands et rapidement commenté par Inama-Sternegg et Herzsohn, *W.Z.*, I, p. 277-290.

⁽⁴⁾ *Brevium exempla ad describendas res ecclesiasticas et fiscales* ; *M. G. H., Capitularia regum francorum*, I, n° 128.

⁽⁵⁾ Déjà Césaire, frappé du fait que le censier emploie parfois des mots romans latinisés, avait émis l'hypothèse (Beyer, p. 144, n. 2), que le rédacteur du censier devait être un Français. Lamprecht reprend l'hypothèse pour son compte personnel, mais il la précise et, sous prétexte que le rédacteur au chap. 24 a employé le terme *canaverae*, qui serait propre à la région lyonnaise exclusivement, il donne pour pays

Tancrad, à la suite de l'envoi à l'abbaye par Charlemagne des *Brevium exempla*, il a été exécuté d'après le modèle fourni par cet inventaire officiel. Ce censier a été remanié une première fois à l'automne de 854, puis une seconde fois en 893 ; ces deux révisions entreprises, l'une par l'abbé Egilo, l'autre par l'abbé Régino, au lendemain de leur élévation à la dignité abbatiale, ont leur origine, comme le premier censier lui-même, dans les prescriptions de la législation carolingienne. Avec la dernière rédaction qui nous est parvenue, celle de 893, se clôt l'histoire des censiers de Prüm au IX^e siècle ; le censier copié par Césaire est le dernier terme d'un travail qui s'est poursuivi pendant près d'un siècle et, comme il emprunte au censier de 810 une partie de ses éléments constitutifs, on voit que le régime économique qu'il décrit, les faits sociaux qu'il évoque se situent dans la période qui va de 810 à 893.

La théorie de Lamprecht gagnerait en vraisemblance et en intérêt historique si l'auteur pouvait déterminer avec précision les chapitres et, dans l'intérieur d'un même chapitre, les passages qui appartiennent à chacune des trois rédactions successives et par suite reconstituer au moins *grosso modo* le schéma de chacune d'entre elles. Malheureusement Lamprecht avoue son impuissance à réaliser ce véritable tour de force ; c'est qu'en effet la rédaction de 893 offre très rarement des interpolations qui se conditionnent, comme c'est le cas pour celles des chap. 15 et 16 ; dès lors, il faut renoncer à reconstituer la rédaction de 810 et se contenter, en prenant pour base le texte de 893, de le débarrasser des additions qui l'encombrent pour retrouver la rédaction II ; quant à « épurer » cette rédaction à son tour pour obtenir la rédaction la plus ancienne, c'est là une tentative à peu près chimérique ⁽¹⁾.

C'est donc à tracer la limite entre les deux dernières rédactions (II et III) que s'est employée l'ingéniosité de Lamprecht ; il l'a fait malheureusement d'une manière discursive souvent confuse ⁽²⁾, et on regrette vivement qu'il n'ait pas traduit le principal de ses conclusions sous la forme d'un tableau de consultation facile. Nous avons cherché à réparer cet oubli dans un tableau annexé à cette étude, dans lequel nous avons

d'origine à ce rédacteur la région du Rhône. Contentons-nous de remarquer que les mots romans latinisés peuvent être le fait des rédacteurs des inventaires qui sont entrés dans la composition du censier et qu'en tout cas le mot *canavera* n'est pas spécial à la région lyonnaise ; on le rencontre dans bien d'autres régions, en particulier en Lorraine.

(¹) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 90.

(²) L'exposé de Lamprecht est en outre vicié par de nombreuses fautes d'expression, en particulier dans la quatrième partie de son étude (p. 92-104), dont la lecture est déjà par elle-même fort ardue.

noté les chapitres, paragraphes ou passages isolés, classés par Lamprecht dans l'une ou l'autre des trois rédactions ⁽¹⁾. La colonne de la rédaction I étant à peu près vide de tout renseignement, pour les raisons exposées plus haut, on a cru rester fidèle à la pensée de Lamprecht en y portant les numéros des chapitres du censier qui décrivent les domaines anciens de Prüm, ceux qui, entrés dans le temporel de l'abbaye avant 810, devaient selon toute vraisemblance être compris dans le censier de première rédaction. Ce tableau permet de saisir ce que fut dans l'esprit de Lamprecht le travail des réviseurs de 854 et de 893 ; ceux-ci paraissent à l'occasion de chaque remaniement avoir exercé leur activité dans trois directions principales. Leur premier souci devait être de noter les domaines acquis par l'abbaye depuis la dernière rédaction et d'en dresser l'inventaire. Une comparaison attentive poursuivie par Lamprecht entre les censiers de 854 et 893 et les actes conservés par le plus ancien cartulaire de Prüm, le *Liber aureus* ⁽²⁾, l'ont convaincu qu'il en était bien ainsi dans la majorité des cas. Le domaine d'Awans, donné le 10 juillet 854 ⁽³⁾ à l'abbaye, figure dans le censier de seconde rédaction ; il en est de même de Villance entré dans le temporel de l'abbaye entre 839 et 842 ⁽⁴⁾ ; le chap. 58, qui traite de Nöthen et qui appartient à la rédaction la plus ancienne, a été remanié en 854 de manière à tenir compte de la donation faite en 846 par Lothaire de trois manses et demi à Gilsdorf ⁽⁵⁾, qui, en raison de leur proximité de Nöthen ⁽⁶⁾, avaient été rattachés à ce dernier centre domanial ; enfin la rédaction III a remanié dans le chap. 24 le paragraphe consacré à la réserve, afin d'y introduire les vignes données vers 870 par Adelbertus ⁽⁷⁾ et a inséré entre les nos 112 et 114 de rédaction ancienne le censier du domaine de Neckarau acquis en 882 ⁽⁸⁾. D'ailleurs cette comparaison entre les censiers de rédaction II et III et les documents d'archives trouve très vite sa limite et cela pour plusieurs raisons. Parmi les domaines acquis par l'abbaye de Prüm.

⁽¹⁾ Voir ce tableau, p. 93.

⁽²⁾ Sur la constitution de ce recueil célèbre, voir Willwersch, p. 1-8. La partie la plus ancienne du cartulaire, qui en principe ne devait renfermer que des actes royaux, a été composée en 920, la plus récente, constituée surtout par des actes privés, date de 1103-1106.

⁽³⁾ Voir sur cette donation, p. 35, n. 2.

⁽⁴⁾ Le 26 juin 839 Louis le Pieux restitue à Richard la *villa* de Villance (B. M. 995 (964)) et le 12 novembre 842 Lothaire I^{er} confirme la donation de Villance faite par Richard à l'abbaye de Prüm (B. M. 1094. (1060)).

⁽⁵⁾ Donation de Lothaire I^{er} du 6 décembre 846 (B. M. 1129 (1095)).

⁽⁶⁾ Gilsdorf est un hameau de la commune de Nöthen.

⁽⁷⁾ Sur cette donation voir plus haut, p. 34, n. 2.

⁽⁸⁾ Donation de Charles le Gros du 22 mai 882 (B. M. 1638 (1595)).

certains sont restés ignorés des censiers, preuve que les révisions successives étaient faites avec une négligence dont Lamprecht est bien obligé de convenir ⁽¹⁾ ; d'autres de médiocre étendue, c'est le cas pour les manses de Gilsdorf, ont été rattachés au centre domanial le plus proche ; inventoriés au censier sous son nom, ils ont les plus grandes chances de passer inaperçus ; des manses enfin situés dans une *villa*, possédée déjà en partie par l'abbaye, ont été rapidement admis au régime des manses anciens, cette fois encore ils risquent fort, même s'ils sont compris dans le total donné par l'inventaire, d'échapper à nos investigations.

En même temps qu'ils faisaient place aux domaines d'acquisition récente dans leur nouvelle rédaction, les réviseurs avaient soin de noter les modifications survenues entre temps dans le régime des manses. On sait déjà que, dans l'intervalle compris entre deux rédactions, certains manses sont passés de la catégorie des manses serviles dans celle des manses soumis au service de la *scara* ; les additions qui correspondent à ces changements de régime sont surtout nombreuses dans les premiers chapitres du censier et concernent un ensemble de domaines, acquis par l'abbaye dès une époque ancienne et situés au voisinage immédiat de Prüm. Malheureusement tout élément fait défaut pour déterminer la révision qui les a incorporés dans le texte du censier. D'autres manses se sont morcelés ; c'est ainsi que Lamprecht croit trouver dans le chap. 91 des traces de remaniements consécutifs à un fractionnement général des manses de Mahlberg survenu après 854 ⁽²⁾. Il arrive enfin que des manses soient inféodés ⁽³⁾, qu'une église soit détruite ⁽⁴⁾, que la réserve s'enrichisse ⁽⁵⁾ ; autant d'incidents dont il est tenu compte lors de la prochaine révision.

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 88.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 94.

⁽³⁾ Chap. 10 « Rabertus habet ad Munzebelt mansa VI que similiter serviunt et solvunt sicut in Ettellendorph », Lamprecht (*D. WL.*, II, p. 71) tient tout ce passage pour une addition ; le chiffre élevé des manses exploités par Rabertus laisse tout au moins supposer qu'il s'agit d'un groupe de manses concédés en bénéfice. On notera à ce propos que la langue du censier, en raison de sa pauvreté, distingue mal les manses concédés en bénéfice de ceux qui sont exploités par les tenanciers de l'abbaye à charge pour ceux-ci d'acquitter les redevances et services traditionnels ; dans un cas comme dans l'autre le censier emploie indifféremment l'expression « tenet » ou « habet ».

⁽⁴⁾ Chap. 49 « Est ibi basilica (destructa a paganis) ». Le passage entre parenthèses est tenu par Lamprecht pour une addition.

⁽⁵⁾ Chap. 50. La réserve comprend un pré de 5 charretées de foin ; une interpolation enrichit la réserve d'un autre pré de 10 charretées de foin.

En dernier lieu l'acquisition de nouveaux domaines, lorsque ceux-ci s'étendaient sur une assez vaste région, devait avoir pour conséquence la constitution d'un censier partiel ; celui-ci inséré dans le censier général révisé a dérangé parfois de façon assez malencontreuse l'ordre primitif des chapitres ; chacune des rédactions II et III nous offre, au dire de Lamprecht, un exemple frappant d'un accident de cette nature. Il y a tout lieu de supposer, en effet, que dans la rédaction I les domaines de la région de Worms étaient, comme le demande l'ordre géographique, décrits aussitôt après ceux de la vallée de la Nahe, soit après les n^{os} 30-32, de manière à former un ensemble qu'on pourrait appeler le groupe du Rhin moyen. Entre les années 823 et 844, les possessions de Prüm dans la région de Worms furent entièrement bouleversées ; certains domaines furent cédés, d'autres acquis ⁽¹⁾ ; lors de la révision de 854, on détacha du groupe du Rhin moyen les chapitres consacrés aux biens du pays de Worms, ce censier partiel fut remanié conformément aux échanges de 823—844 et le nouveau censier fut délibérément rejeté à la fin du censier, où il occupe les n^{os} 112, 114-118 ⁽²⁾. De même, l'abbaye de Prüm reçut en 871 par un acte de donation, suivi de reprise en précaire ⁽³⁾, l'église de Güsten et l'ensemble des domaines en dépendant ; ceux-ci s'étendaient principalement sur deux régions, celle de Güsten-Juliers au nord, celle de Münstereifel-Ahrweiler au sud. Dans cette seconde région, où l'abbaye avait déjà des biens décrits aux n^{os} 63 et suivants de la rédaction II, certains de ces domaines s'enrichirent de nouveaux manses à la suite de la donation de 871. Lors de la révision de 893 on établit un censier partiel pour l'ensemble des biens constituant la dotation de l'église de Güsten, ce censier fut inséré dans le censier général après le chap. 75 ; on profita de l'occasion pour détacher du groupe de Münstereifel-Ahrweiler les chapitres à modifier et on les incorpora au censier de Güsten ; de la sorte, les n^{os} 91-96 furent définitivement isolés de leur groupe d'origine et l'ordre géographique primitif fut une fois de plus bouleversé ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 85.

⁽²⁾ On sait que le titre donné à cet ensemble de biens (« de possessionibus, quas habemus in episcopatu Wormacensi ») est l'œuvre de Césaire (voir p. 18, n. 3). La localisation « in episcopatu Wormacensi » est d'ailleurs inexacte pour certains des domaines inventoriés.

⁽³⁾ Confirmation par Louis le Germanique de la donation avec reprise en précaire faite par Otbert à l'abbaye de Prüm des chapelles Ste-Justine de Güsten et Ste-Marie de Bachem avec tous les biens qui en dépendent ; 871, 20 octobre (B. M. 1490 (1448)).

⁽⁴⁾ Voir le récit de ces remaniements successifs dans Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 97-98.

Telle est la thèse de Lamprecht ; si elle a soulevé quelques critiques il ne semble pas cependant qu'elle ait jamais été l'objet d'une réfutation systématique ; Willwersch, qui a renouvelé par quelques remarques judicieuses l'étude critique du censier de Prüm, semble bien accepter l'hypothèse de trois remaniements successifs, qui reste la pièce centrale du système de Lamprecht ⁽¹⁾ et, si Dopsch a formulé de graves réserves au sujet de la prétendue rédaction de 810, il ne paraît mettre en doute, ni la rédaction de 854, ni le remaniement de 893 ⁽²⁾. Or, c'est le principe même d'explication invoqué par Lamprecht, c'est l'hypothèse de remaniements successifs opérés consciemment sur un texte ancien qui paraît inadmissible. Bien que la théorie de Lamprecht se prête difficilement à une réfutation systématique, en raison même des procédés d'exposition de l'auteur, nous essayerons de formuler les raisons d'ordre général qui lui enlèvent toute autorité.

Encore que Lamprecht n'en fasse pas l'aveu, il est visible qu'il a été hanté, peut-être à son insu, par le désir de vieillir le polyptyque de Prüm pour le mettre en relation avec la législation carolingienne. Sans l'avouer expressément, Lamprecht se range à la théorie longtemps classique d'Inama-Sternegg, qui fait honneur à Charlemagne de la réorganisation administrative et de la prospérité économique des grands domaines de son empire. Selon cette théorie, on le sait, l'activité inlassable de l'empereur serait parvenue à faire pénétrer sur les grands domaines des *potentes*, tant laïques qu'ecclésiastiques, les perfectionnements techniques prescrits pour les *fisci* royaux dans le *Capitulaire de villis* : groupement des *villae* autour d'un centre administratif commun, application de nouvelles méthodes de culture, mise en valeur de nouvelles terres, comptabilité régulière, pratique des inventaires fréquents selon des modèles établis par les soins de l'autorité royale. En fixant à 810 la date de la rédaction la plus ancienne du polyptyque de Prüm, Lamprecht n'a eu d'autre souci que de la mettre en rapport directe avec les *Brevium exempla*, qu'il date précisément de cette année ; dans sa pensée ce recueil d'inventaires devait établir la liaison entre la législation carolingienne sur l'administration des *fisci* et le censier, œuvre privée, mais d'inspiration royale. Malheureusement, la théorie d'Inama-Sternegg, adoptée par Lamprecht, est aujourd'hui sapée à sa

(1) Willwersch a eu le mérite d'attirer l'attention sur les espaces laissés en blanc sur l'original du censier et sur les additions qui ont pu y être insérées ; mais il n'adresse pas la moindre critique à Lamprecht et semble bien admettre sa théorie des remaniements successifs. On voit mal comment cette théorie peut se concilier avec l'hypothèse d'additions interlinéaires ou marginales.

(2) Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit*, 2^e édition. I. p. 82-84

base ; il est communément admis que les *Brevium exempla*, qu'on ne peut d'ailleurs dater exactement, sont un formulaire sans valeur officielle ⁽¹⁾ et quant aux analogies de rédaction signalées par Lamprecht entre le censier de Prüm et le premier de ces inventaires, celui du domaine de Staffelsee, elles n'ont aucune valeur de preuve ; quand les termes employés dans les deux documents concordent, il s'agit d'expressions usuelles qui doivent naturellement se présenter à l'esprit de tout rédacteur d'inventaire ; on ne peut dès lors tirer aucun argument de leur emploi ⁽²⁾.

La tentative faite par Lamprecht pour mettre en rapport la prétendue révision de 854 avec le Capitulaire de Soissons de 853 n'est pas mieux réussie ; les prescriptions du capitulaire n'étaient, en effet, exécutoires que dans les limites du royaume de Charles le Chauve, elles ne pouvaient s'appliquer à l'abbaye de Prüm comprise, comme d'ailleurs la très grande majorité de ses domaines, dans le royaume de Lothaire ⁽³⁾. L'abbaye possédait, il est vrai, quelques domaines en *Francia occidentalis*. Supposer, comme le fait Lamprecht, que l'inventaire prescrit pour ces domaines par le capitulaire de 853 a été l'occasion pour l'abbaye de faire rédiger un censier général de tous ses biens, est une hypothèse plausible, mais qui aurait besoin de s'appuyer sur quelques arguments sérieux, d'autant plus que, par une coïncidence assez troublante, les domaines de la *Francia occidentalis* font précisément défaut au censier de 893. Pour étayer sa théorie, Lamprecht a cherché à établir que chacun des censiers révisés tenait compte des domaines entrés dans le temporel de l'abbaye depuis la dernière révision, qu'il reflétait avec fidélité l'histoire du temporel durant la période correspondante. Textes en mains, Lamprecht apporte ses preuves, mais comme le procédé

(1) Boretius, l'éditeur des Capitulaires a daté les *Brevium exempla* de 810, en faisant d'ailleurs toutes réserves sur cette date ; en réalité on manque de toutes données pour fixer avec précision la date à laquelle cette collection d'inventaires a été constituée. La tentative faite par Dopsch, *op. cit.*, p. 93 et sq., pour mettre les *Brevium exempla* en relation avec la réforme monastique de 817, soulève à son tour bien des réserves. En tout cas, il est aujourd'hui admis qu'il s'agit là d'une œuvre privée et non de modèles délivrés par l'autorité royale aux *missi*, chargés de dresser l'inventaire des biens royaux ou ecclésiastiques.

(2) Dopsch, *op. cit.*, p. 82-83, montre que la terminologie du censier de Prüm diffère de celle des *Brevium exempla* ; quand il y a identité de vocabulaire, il s'agit d'expressions si générales qu'on n'en peut rien conclure.

(3) Sur les destinées politiques de l'abbaye au cours du IX^e et X^e siècles, on trouvera l'essentiel dans Forst, *W. Z.*, XX, p. 256-260. L'abbaye royale de Prüm et l'immense majorité de ses domaines étant situés dans le royaume constitué à Lothaire I^{er} en 843, suivirent les destinées du *Lotharii regnum* et furent définitivement rattachés au royaume de Germanie en 925.

employé est vicié dans son principe, ces preuves, pour nombreuses qu'elles soient, sont sans aucune valeur. On peut bien, en effet, par une comparaison poursuivie entre les chapitres du censier de 893 et les actes conservés au *Liber aureus*, déterminer l'origine des biens décrits au censier, dénombrer ceux que le rédacteur de 893 a négligé d'inventorier, établir que le censier ne cite aucun domaine acquis postérieurement à cette date, de tels rapprochements sont légitimes et intéressants; mais vouloir prouver, comme le fait Lamprecht, qu'une *villa*, comme Awans, donnée en juillet 854, a bien été inscrite au censier de première révision (rédaction II), en invoquant le fait qu'elle figure dans le texte reconstitué de ce censier, c'est commettre une pétition de principe; en effet, c'est uniquement parce que le dit censier renferme un chapitre consacré à la *villa* d'Awans qu'il a été daté par Lamprecht de l'automne 854. La tentative de Lamprecht de trouver dans chacun des censiers hypothétiques le miroir des transformations économiques subies entre temps par le temporel de l'abbaye aurait un sens, si les auteurs des deux révisions avaient pris soin de rejeter à la fin du censier, qu'ils étaient chargés de réviser, les domaines de nouvelle acquisition; dans ce cas le censier de 893, dernier en date, devrait se décomposer en trois parties et la suite des 119 chapitres qui le composent devrait présenter au point de vue géographique un désordre extrême. Or, il n'en est rien; s'il y a eu remaniements successifs, comme le veut Lamprecht, les chapitres nouveaux ont été, sauf exceptions, insérés à leur place dans la masse des chapitres anciens; le chap. 44 consacré à Awans a été inscrit par l'hypothétique réviseur de 854 en tête d'un groupe de chapitres empruntés à la rédaction de 810 et consacrés aux domaines de Prüm, qui sont les plus proches d'Awans (chap. 46-48). Fait plus troublant, non seulement ce même réviseur a intercalé le chap. 45 consacré à Villance, acquis entre 839 et 842, exactement à la place que lui assigne sa situation géographique, mais il s'est inspiré pour sa rédaction du modèle que lui offraient les chapitres 46-48, modèles vieux d'une quarantaine d'années ⁽¹⁾.

Si le chap. 45 nous offre un exemple d'un pastiche exécuté avec un art suprême, au point que le raccordement est invisible, il faut avouer qu'ils s'agit là d'un cas tout à fait exceptionnel, car le censier abonde

(1) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 90, explique ce fait par la persistance des modèles d'inventaire du temps de Charlemagne; il pense probablement, sans le dire, aux *Brevium exempla*. L'usage général des anciens formulaires se traduirait, selon Lamprecht, par l'uniformité de rédaction dans les trois censiers successifs; il serait tout au moins très difficile d'invoquer des différences de forme pour tracer la limite entre deux rédactions successives; c'est cependant ce qu'a fait parfois l'auteur (p. 69-71).

en bizarreries de tout genre, qui prouvent à l'évidence l'étrange maladresse des rédacteurs successifs. Ces anomalies qui défigurent le texte du censier de 893, cette maladresse des rédacteurs à opérer les remaniements nécessaires, voilà bien en fin de compte l'argument décisif qui ruine la théorie de Lamprecht. Sans doute celui-ci n'a jamais confié à ses lecteurs comment il se représentait l'exécution matérielle du travail de révision de 854 et 893, mais il n'importe ; qui dit « rénovation », puisque tel est le terme cher à Lamprecht, dit effort pour adapter une œuvre périmée à un état de choses nouveau, pour supprimer les parties devenues caduques, pour noter au fur et à mesure et en bonne place les modifications apportées au régime décrit. Que les rédacteurs de censiers ne se soient pas toujours préoccupés d'ordonner avec une parfaite rigueur les paragraphes d'un même chapitre, qu'il y ait parfois enchevêtrement de deux paragraphes, qu'on observe souvent de maladroits rappels en fin de chapitre, on l'admet sans peine ; mais que deux rédacteurs, travaillant à quarante ans de distance, aient également multiplié les discordances, qu'ils se soient ingéniés à hérissier la rédaction de rugosités comme pour signer leur œuvre et déconcerter leurs futurs lecteurs, voilà qui dépasse les limites du possible. En fait, si nous reprenons le tableau des trois rédactions admises par Lamprecht, nous constatons que les remaniements proprement dits sont très rares et qu'en général les rédacteurs se sont contentés de juxtaposer des éléments contradictoires. Contentons-nous de citer les exemples les plus caractéristiques. S'agit-il de mentionner des individus admis au régime des *scararii* ? Non seulement la mention en est faite à une place insolite, mais, ce qui est plus grave, les mêmes individus sont signalés à quelques lignes de distance comme soumis à des services différents ⁽¹⁾. De même, il arrive qu'un rédacteur totalise dans un même chapitre pour un même domaine le nombre des tenures de deux manières différentes ⁽²⁾. Quand un réviseur a besoin d'introduire un nouveau chapitre, il fait preuve d'une rare maladresse ; c'est ainsi que l'auteur de la rédaction II, voulant insérer au censier de 854 le chap. 22, ne trouve rien de mieux que de le glisser au milieu du chap. 21 dont les éléments se trouvent ainsi dissociés ⁽³⁾. Mais il y a des bévues plus fortes ; le rédacteur du censier de 854 trouve dans le censier de première rédaction un chapitre concernant le domaine de Münchhausen dans la région au nord de

(1) Voir le chap. 8 et p. 27, n. 5.

(2) Voir p. 28.

(3) Le chap. 22 a été inséré au censier de rédaction I de si malencontreuse façon que la fin du chap. 21 (« Est etiam Denesbure molendinum l ») a été détachée et rejetée à la fin du chap. 22.

l'Eifel (chap. 67), il le transcrit correctement, puis notant les manses dits *absi*, manses rattachés à la réserve faute de tenanciers pour les exploiter, il écrit à la fin du chapitre : « Et Munihhusen sunt mansa V absa ». ce qui donne un texte satisfaisant ; au moment de la seconde révision le rédacteur déplace la note finale de son prédécesseur et, par suite d'une bévue dont Lamprecht ne peut donner aucune explication ⁽¹⁾, il la rejette à la fin du chap. 98 qui appartient au groupe du Rhin inférieur. Sans prétendre à un pareil record d'incohérence, le remaniement opéré dans l'ordre des chapitres par le même rédacteur à la suite de la donation de Güsten déconcerte par la complexité des opérations qu'il suppose. Que ce rédacteur ait jugé bon d'établir pour l'ensemble des biens donnés en 871 ⁽²⁾ un censier partiel, on l'admet ; qu'il ait déplacé les chapitres d'ancienne rédaction qui réclamaient un remaniement par suite de la dite donation et qu'il ait ainsi brisé l'unité primitive du groupe Müstereifel-Ahrweiler, on l'admet à la rigueur ; du moins ce censier partiel des domaines acquis en 871 devrait-il présenter une réelle unité, or, il n'en est rien. Le rédacteur transcrit le début de ce censier partiel, soit les chap. 76-83, puis il intercale à la suite les chap. 84-85 qu'il emprunte tels quels à la rédaction de 854, après quoi il reprend la transcription du censier partiel, mais il n'est pas au bout de son travail de rafistolage, car, avant d'atteindre le n° 96 qui marque la fin du dit censier, il insère après le n° 89 un chapitre entièrement nouveau (n° 90 *De Sconouhe*), ce qui l'oblige à remanier profondément le n° 91. On pourrait penser que le rédacteur a voulu proposer à notre ingéniosité un véritable casse-tête chinois, si l'on ne savait que toute cette construction savante est sortie entièrement de l'imagination de Lamprecht ⁽³⁾ et qu'elle n'a même pas le mérite de la vraisemblance.

⁽¹⁾ Lamprecht, p. 101, se contente de déclarer que cette addition était rattachée au chap. 57 dans la rédaction II par un lien si lâche que le réviseur de 893 a pu, par suite d'une étourderie, la rejeter à la suite du chap. 98, « où le dit passage n'a absolument aucun sens ».

⁽²⁾ On notera d'ailleurs, que les biens donnés par Othbert ont été repris en précaire par lui ; or, il n'est pas du tout certain que les biens ainsi repris en précaire aient été immédiatement inventoriés ; il semble bien, à en juger par plusieurs exemples cités par Lamprecht, que les biens de cette catégorie ne figuraient au censier que si l'abbaye après la mort du précariste entrait réellement en possession des biens donnés. Il est en particulier assez troublant de constater qu'aucun des domaines donnés à l'abbaye avec reprise en précaire par un acte de 886 (Lamprecht, p. 91), ne figure au censier de 893.

⁽³⁾ Lamprecht, effrayé des désordres causés à l'occasion de chaque révision par l'introduction de nouveaux inventaires, en arrive à se féliciter de la négligence des rédacteurs qui souvent n'ont pas tenu compte des domaines d'acquisition récente (p. 99) ; s'ils s'étaient montrés trop scrupuleux, en effet, leur œuvre aurait été à peu près inutilisable pour l'histoire économique.

Nous connaissons en effet avec précision par l'acte de 871, sinon le détail des biens donnés à Prüm, du moins les localités où ces biens étaient situés ; parmi celles-ci figure une seule localité du groupe Münstereifel-Ahrweiler, c'est Iversheim ; or, le chapitre correspondant (n° 55) se trouve à la place que lui assigne l'ordre géographique, assez loin du prétendu censier partiel de Güsten.

De l'étude entreprise par Lamprecht il reste cependant un fait bien acquis, c'est que le texte du censier, qui nous a été transmis par Césaire et qui est daté par celui-ci de 893, n'est pas une œuvre parfaitement homogène ; à l'intérieur des chapitres on rencontre des additions bizarrement introduites, des contradictions singulières, bref une série d'anomalies dont il faut rendre compte. De la critique à laquelle nous avons soumis la théorie de Lamprecht, il ressort que ces anomalies ne sauraient s'expliquer que par les remaniements successifs d'un censier de première rédaction ; il y a dans le censier des symptômes de désordre tels qu'ils ne peuvent être que l'effet du hasard ; c'est dans cette voie, semble-t-il, qu'il faut chercher la solution du problème qui nous intéresse.

CHAPITRE III

COMPOSITION, RÉDACTION ET DATE DU CENSIER

Puisqu'il est établi que le censier de Prüm, sous sa forme actuelle, renferme des passages qui ne font pas corps avec les chapitres dans lesquels ils se trouvent enchâssés, il nous paraît d'une bonne méthode de faire abstraction pour l'instant de tout passage suspect et en particulier d'écarter jusqu'à nouvel ordre les nombreuses additions décelées par l'ingénieuse critique de Lamprecht, pour rechercher si le texte du censier, ainsi débarrassé de ses impuretés, présente une unité véritable, ou s'il est formé de morceaux disparates, plus ou moins raccordés et correspondant à des rédactions successives. A ce problème nous apporterons une solution, si nous étudions la composition, la rédaction et la date du censier ainsi épuré.

En ce qui concerne la composition, on ne peut manquer d'être frappé d'une observation qui n'a pas échappé à Lamprecht, mais dont celui-ci n'a pas senti l'intérêt véritable. Les chapitres qui décrivent et inventorient les divers domaines de l'abbaye, loin d'être disposés au hasard au gré de la fantaisie du rédacteur, s'ordonnent suivant un plan géographique assez fidèlement observé ; rappelons, en précisant les remarques déjà présentées précédemment ⁽¹⁾, les groupes entre lesquels se répartissent les différents chapitres :

I. Groupe de l'Eifel, vallées de la Prüm et de la Kyll 1-23

a) Groupe autour de Prüm (1-9) ⁽²⁾

⁽¹⁾ Voir p. 29.

⁽²⁾ Rommersheim (chap. 1) ; Wetteldorf (chap. 2) ; Niederhersdorf (ou Oberhersdorf) (chap. 3).

La localité dénommée *Gundensdorft* au chap. 4 est identifiée par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 129, avec Giesdorf et par Forst, *W. Z.*, XXIII, p. 195, avec Gondelsheim

b) Groupe autour de Bitburg (10-23) ⁽¹⁾

II. Groupe de la vallée de la Moselle en aval de Trèves ⁽²⁾	24-29
III. Groupe des vallées de la Glahn et de la Nahe ⁽³⁾ ...	30-32
IV. Groupe de la vallée de la Moselle en amont de Trèves ⁽⁴⁾	33
V. Groupe de la Chiers-Semoy ⁽⁵⁾	34-40
VI. Groupe lorrain du Saulnois ⁽⁶⁾	41-43
VII. Groupe de la Meuse (région de Liège) ⁽⁷⁾	44
VIII. Groupe de l'Ardenne belge et luxembourgeoise ⁽⁸⁾ ..	45-54
IX. Groupe en bordure nord de l'Eifel	55-65 et (90-93)

(ces deux localités en Pr. rh., Trèves, Prüm). Sur les raisons qui plaident pour la première identification, voir p. 57, n. 3.

Dingdorf (chap. 5); Wallersheim (chap. 6); Kalenborn (chap. 7); Sarresdorf (chap. 8); Birresborn (chap. 9).

⁽¹⁾ Etteldorf (chap. 10); Badem (chap. 11); Schleid (chap. 12); Seffern (chap. 13); Sefferweich (chap. 14); Heilenbach (chap. 15); Sefferweich (chap. 16); Malbergweich (chap. 17) (sur ces deux dernières identifications voir *infra*, p. 72).

Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 130, identifie *Hovesteden* (chap. 18) avec Hosten (Pr. rh., Trèves, Bitburg); Forst, *W. Z.*, XXIII, p. 130, propose Huscheid (Pr. rh., Trèves, Prüm). La première identification est plus vraisemblable.

Fliessem (chap. 19); Nattenheim (chap. 20); Densborn (chap. 21); Malbergweich (chap. 22); Mötsch (chap. 23).

⁽²⁾ Mehring (chap. 24); Schweich (chap. 25); Föhren (chap. 26).

Salmene (chap. 27) est identifié par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 134, d'ailleurs sous réserves, avec Salmrohr; Forst, *W. Z.*, XXIII, p. 205, propose Hetzerath; ces deux localités en Pr. rh., Trèves, Wittlich.

Clüsserath, Trittenheim (chap. 28); Trittenheim (chap. 29) (sur ce second domaine possédé par l'abbaye dans la localité, où elle possédait un autre groupe de manses inventoriés au chap. 28, voir p. 50).

⁽³⁾ Odenbach (chap. 30 et 31) (d'après Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 129); Weinsheim (chap. 32).

⁽⁴⁾ Remich (chap. 33).

⁽⁵⁾ Pour les localités comprises dans ce groupe, voir p. 83.

⁽⁶⁾ Pour ces localités, voir l'étude consacrée aux possessions lorraines de l'abbaye de Prüm, p. 85 et sq.

⁽⁷⁾ Awans (chap. 44).

⁽⁸⁾ Villance (chap. 45). — Au centre de Villance sont rattachés les domaines de Libin, Haut-Fays, Anloy, Transinnes et ceux d'*Ulci*, de *Muczi*, de *Fins* et de *Hogemunt*, dont l'identification n'a pu être déterminée avec certitude. Le village de *Lizze*, également mentionné dans ce chapitre, est probablement une localité, qui, située sur les bords de la Lesse, a disparu ou a changé de nom.

Mabonpré (chap. 46); Tavigny (chap. 47); Bastogne (chap. 48); Wardin (chap. 49); Longvilly (chap. 50); Noville-lès-Bastogne (chap. 51). — Sur le *Bure* du chap. 52, voir p. 51.

Weiswampach (chap. 53); Holler, comm. Weiswampach (chap. 54).

- a) Groupe autour de Münstereifel (55-58) ⁽¹⁾
- b) Groupe autour d'Ahrweiler (59-65) ⁽²⁾
- c) Groupe de Schönau-Mahlberg à intercaler entre les groupes a et b (90-93) ⁽³⁾
- X. Groupe de la région rhénane entre le confluent de l'Ahr et Cologne 66-72
 - a) Groupe de la rive droite (66) ⁽⁴⁾
 - b) Groupe de la rive gauche (67-72) ⁽⁵⁾
- XI. Groupe de la région de Cologne 73-75
 - a) A l'est du Rhin (73-74) ⁽⁶⁾
 - b) A l'ouest du Rhin (75) ⁽⁷⁾
- XII. Groupe de la région Juliers - Zülpich - Euskirchen ⁽⁸⁾ 76-89
94-96
- XIII. Groupe de la région du Rhin inférieur ⁽⁹⁾ 97-103

⁽¹⁾ Iversheim (chap. 55); Weingarten (chap. 56); Eicherscheid, comm. Münstereifel (chap. 57); Nöthen (chap. 58).

⁽²⁾ Hospelt, comm. Mudscheid (chap. 59); Effelsberg (chap. 60); Pützfeld (chap. 61); Kesseling (chap. 62); Lind (chap. 63); Kreuzberg (chap. 63 bis); Ahrweiler (chap. 64); Vischel, comm. Berg (chap. 65).

⁽³⁾ Schönau (chap. 90); Mahlberg (chap. 91); Rodert, comm. Münstereifel (chap. 92) (d'après Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 134); Rohr (chap. 93).

⁽⁴⁾ Elsaff (chap. 66).

⁽⁵⁾ Münschhausen, comm. Adendorf (chap. 67); Meckenheim (chap. 68); Rettersdorf (chap. 69) (cette localité détruite occupait en partie l'emplacement de Rolands-eck, comm. Oberwinter, d'après Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 101, n. 1); Niederbachem (chap. 70); Unkel (chap. 71); Villip (chap. 72).

⁽⁶⁾ Einle (chap. 73) serait d'après Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 128, Gross- und Kleineigen, comm. Overath. — Volberg, comm. Rösrath (chap. 74).

⁽⁷⁾ Bachem (chap. 75).

⁽⁸⁾ Güsten (chap. 76); Gevelsdorf (chap. 77); Baal (chap. 78); Bedburg (chap. 79); Kirchherten, comm. Pütz (chap. 80); *Bundenede* (chap. 81), non identifié; Keyenberg (chap. 82); Linnich (chap. 83).

Langenaccher (chap. 84); cette localité, qui n'a pu être identifiée, serait selon Césaire (Beyer, p. 186, n. 2) voisine de Kerpen.

Jüchen (chap. 85); Lütxheim (chap. 86); Kerpen (chap. 87); Wissersheim (chap. 88); Enzen (chap. 89).

Wichterich (chap. 94); Grossbüllesheim (chap. 95); Rheinbach (chap. 96).

⁽⁹⁾ Duisburg (chap. 97); Arnheim (chap. 98); Oldenzaal (chap. 99); Dreumel (chap. 100); Wamel (chap. 101).

Le *Teisterbant*, qui donne son titre au chap. 102, est un *pagus* franc compris entre la Meuse et le Lek et qui s'étend sur une partie des actuelles provinces néerlandaises de Gueldre, de Brabant septentrional et de Hollande méridionale. Quant à la localité de *Linguini*, dans laquelle le censier situe le domaine de l'abbaye de Prüm, elle n'a pu être identifiée.

Voorst (chap. 103).

XIV. Groupe de la Saxe Parag. final de 103

XV. Groupe de la région du Rhin moyen..... 104-118

a) Groupe entre Rhin, Lahn et Taunus (104-111) ⁽¹⁾

b) Groupe de Hesse Rhénane entre Bingen, Mayence
et Mannheim (112-118) ⁽²⁾

Du tableau qui précède ressortent deux faits intéressants ; d'une part, les domaines d'une même région sont rassemblés dans un même groupe et, d'autre part, les groupes géographiques ainsi constitués se succèdent dans l'ordre même des points cardinaux. Le rédacteur du censier commence par décrire les possessions centrales du couvent, celles qui sont situées à proximité de Prüm, puis il descend vers le sud-est, poursuit vers le sud, remonte vers l'ouest et quand la description des domaines de l'Ardenne luxembourgeoise l'a ramené à proximité de Prüm, il s'oriente nettement vers le nord. Après avoir groupé les domaines qui s'étendent en bordure de l'Eifel et les avoir dénombrés en allant de l'ouest à l'est ⁽³⁾, il atteint le Rhin et désormais le plan s'ordonne par rapport à la vallée du fleuve, le rédacteur se réservant de rattacher aux groupes proprement rhénans des domaines qui en sont parfois assez éloignés. C'est ainsi que, arrivé à hauteur de Cologne et après avoir décrit les domaines qui s'étendent autour de cette ville, il insère le censier des biens de la région Juliers-Zülpich, ce qui le ramène vers le sud dans des localités voisines de celles du groupe VIII ; de même au censier du Rhin inférieur il juxtapose le minuscule censier,

⁽¹⁾ Gemmerich (chap. 104) ; Bögel (chap. 105) ; Nastätten (chap. 106) ; Burgschwalbach (chap. 107) ; Oberneisen (chap. 108) ; Flacht (chap. 109) ; *Wenestre* (chap. 110), localité détruite près de Schupbach d'après Lamprecht. *D. WL.* II, p. 136 ; Nochern (chap. 111).

⁽²⁾ Dienheim (chap. 112) ; Neckarau (chap. 113).

Le chap. 114 a été intitulé par Césaire *De Geinheim* ; cette localité a été identifiée par Lamprecht, *D. WL.* II, p. 134, avec Rheingönheim (Pal. bav., Spire). Il est à noter toutefois que les manes inventoriés au chap. 114 se répartissent entre les localités de *Geinheim*, *Hildesheim* et *Farenheim*, ce qui suppose que ces trois localités n'étaient pas très éloignées l'une de l'autre. Si *Hildesheim* est Hillesheim (Hesse rhénane, Oppenheim), comme le prétend Lamprecht, on ne peut identifier *Geinheim* avec Rheingönheim, situé à 40 kilomètres plus au sud. Il faut admettre, ou bien que *Hildesheim* désigne une localité proche de Rheingönheim, et aujourd'hui disparue, ou qu'inversement, les domaines décrits se trouvant dans la région de Hillesheim, *Geinheim* correspond à un village détruit. On ne peut malheureusement identifier *Farenheim*, ce qui faciliterait la solution du problème.

Wilre (chap. 115) est un des Weiler de la région de Kirchheimbolanden ; Albiheim (chap. 116) ; Ockenheim (chap. 117) ; Bingen (chap. 118).

⁽³⁾ Groupe de Münstereifel à l'ouest, d'Ahrweiler à l'est.

réduit à un seul paragraphe, des revenus de la *Saxonia* ⁽¹⁾. Comme le censier de Prüm compte de très nombreux domaines (la copie de Césaire ne comprend pas moins de 119 chapitres) répartis en des groupes multiples, on ne saurait exiger un ordre géographique strict et on peut tenir pour très satisfaisant le plan observé par le rédacteur.

Toutefois ce plan ne se dessine avec netteté, qu'à la condition de faire abstraction de quelques manquements sur lesquels il convient de nous expliquer. Remarquons d'abord que plusieurs domaines inscrits au censier sont d'une identification délicate et qu'on peut hésiter sur l'attribution à tel ou tel groupe géographique des chapitres correspondants. C'est le cas pour le chap. 29 qui se trouve au contact de deux groupes géographiques distincts. Le chap. 28 qui le précède immédiatement est intitulé *De Clutterche et Trittenheim*, les manses qu'il dénombre se trouvent répartis entre Clüsserath et Trittenheim, localités voisines, toutes deux sur la rive gauche de la Moselle et qui appartiennent sans hésitation possible au groupe II ; quant au chap. 30 (*De Glene*), il fait partie du groupe III. Le chapitre intermédiaire (chap. 29) est intitulé *De alio Trittenheim* et débute ainsi : « Sunt etiam in alio Trittenheim quam dedit Albricus mansa XX ». S'il s'agit d'une *villa* différente de celle dont fait mention le chap. 28, il faut avouer que nous sommes incapables d'en préciser l'emplacement et on peut supposer dès lors que le domaine, situé par le censier *in alio Trittenheim*, se trouve dans une région fort éloignée de la Moselle et de la Nahe, hypothèse qui romprait fâcheusement l'unité du groupe II et l'enchaînement normal des groupes II et III. Toutefois il est probable, étant données la juxtaposition des chap. 28 et 29 et la formule employée par le rédacteur de 29 (« Sunt in alio Trittenheim quam dedit Albricus... »), qu'il s'agit dans l'un et l'autre chapitre de la même localité et que l'abbaye de Prüm possédait dans le village de Trittenheim deux domaines, provenant de deux donations distinctes, et encore soumis en 893 à des régimes assez différents pour qu'un double inventaire fût jugé nécessaire ⁽²⁾.

C'est encore un problème d'identification que soulève le chap. 52,

(1) C'est le dernier paragraphe du chap. 103, intitulé, sans doute par Césaire, « De familia S. Salvatoris que est in Saxonia ».

(2) Une note de Césaire (Beyer, p. 159, n. 2) prouve que celui-ci, sans s'expliquer sur ce second Trittenheim, le place du moins dans la même région que le premier. Selon Forst, *W. Z.*, XXIII, p. 206, qui reproduit une opinion de Bärsch, l'expression « aliud Trittenheim » désignerait la partie de Trittenheim située sur la rive droite de la Moselle. Lamprecht paraît admettre qu'il s'agit d'une seule et même localité (Lamprecht, *D. W. L.*, II, p. 135 v^o *Trittenheim* ; lire Reg. 28, 29 et non 27, 28).

compris par nous dans le groupe VIII ; celui-ci décrit un ensemble de domaines qui s'étirent depuis Villance au nord de la Semoy jusqu'à Holler, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Prüm. Le chap. 52 est intitulé *De Bure* et cette localité a été identifiée par Lamprecht avec Beuren ⁽¹⁾, village entre Moselle et Sarre, à une dizaine de kilomètres à l'est de Remich ; c'est d'ailleurs l'identification proposée par Césaire qui situe *Bure* non loin de Remich ⁽²⁾. Si l'identification est juste, il faut noter un nouveau manquement à l'ordre géographique strict, car le chap. 52 devrait normalement prendre place après le chap. 33, qui est consacré au domaine considérable et assez dispersé de Remich. Toutefois l'identification mise en avant par Césaire ne s'impose pas ; au fond l'ex-abbé n'en savait pas beaucoup plus que nous et, de la note qu'il consacre à *Bure*, il faut seulement retenir que l'abbaye de Prüm avait au début du XIII^e siècle des biens à Beuren près de Remich, biens acquis à une date que nous ignorons, mais qui peut être postérieure à 893 et que d'autre part Césaire a rapproché de ce Beuren la localité de *Bure* du chap. 52. Or, il n'est pas impossible de découvrir, dans la région à laquelle appartiennent les domaines du groupe VIII, des localités dont le nom moderne représente la forme médiévale *Bure* ; à trois kilomètres au sud de Tavigny, dont il est longuement question au chap. 47 (*De Tevenihc*), on trouve deux hameaux, Beur et Buret ⁽³⁾, qui répondent l'un et l'autre de manière satisfaisante aux termes du problème. Dans ces conditions il n'y a pas de raison pour distraire le chap. 52 du groupe VIII, d'autant plus que ce chapitre se rattache étroitement par son type de rédaction aux chap. 53 et 54.

La dissociation du groupe IX en deux éléments, l'un formé des chap. 55-65, l'autre des chap. 90-93 complètement isolés des premiers, soulève un problème beaucoup plus délicat. Les chap. 55-65 énumèrent des domaines qui s'alignent en bordure de l'Eifel et qui forment deux groupes géographiques, ayant leur centre l'un à Münstereifel (chap. 55-58), l'autre à Ahrweiler (chap. 59-65) ; les chap. 90-93 mentionnent des domaines qui viennent très exactement s'intercaler entre les deux groupes précédents ; de plus, pour trois d'entre eux, le rédacteur renvoie au chap. 55, placé en tête du groupe ⁽⁴⁾. Il paraît évident dans ces conditions que les chap. 90-93 ont été accidentellement détachés du groupe IX ; c'est la conclusion à laquelle était arrivé de son côté

(1) Beuren, Pr. rh., gouv. et cercle Trèves.

(2) Note de Césaire dans Beyer, p. 174, n. 2.

(3) Beur ; Buret, comm. Tavigny ; Belgique, Luxembourg, Bastogne.

(4) Chap. 90, 92, 93.

Lamprecht. Cherchant à reconstituer l'état du censier à la suite du remaniement de 854, Lamprecht devait être frappé, non seulement par le rapport évident qui unit les chap. 90-93 aux chap. 55-65, mais encore par une indication du censier, dont l'interprétation soulève de sérieuses difficultés. A la fin du chap. 58, alors qu'il n'a encore été question que des quatre premiers domaines du groupe IX, on trouve la note suivante sur laquelle on a déjà eu l'occasion d'appeler l'attention des lecteurs :

« *Summa angariarum illarum curiarum que sunt circa Monasterium et Aram et fines illos. Ducunt ad Prumiam de vino seu de annona carradas CCL. ad Novum Monasterium similiter carradas CCL* »

Il n'y a pas lieu de tenir compte de la première partie de la mention, puisque ce titre-commentaire est certainement l'œuvre de Césaire ⁽¹⁾ ; quant à la seconde partie, elle trouve son explication, mais pour une part seulement, dans les chap. 55-65 et 90-93. Il ressort de ces chapitres que les manses des domaines inventoriés doivent annuellement deux charrois (*angariae*), l'un d'Ahrweiler à Münstereifel, l'autre de Münstereifel à Prüm, chaque charroi comportant indifféremment le transport de vin ou de blé ; il paraît également établi que l'unité de transport, la *carrada*, est due par deux manses associés ⁽²⁾. Dès lors l'ensemble des manses, dont le service annuel en matière d'*angariae* a été totalisé dans la note précédente, doit s'élever au chiffre de 500, et, d'autre part, ces 500 manses doivent s'étendre dans une région pas trop éloignée de Münstereifel ni d'Ahrweiler, points de départ des convois. Si l'on déplace le groupe 90-93, pour le juxtaposer aux chap. 55-65, on a un ensemble de domaines qui répondent parfaitement à l'une des conditions énoncées, mais on est très loin de retrouver les 500 manses sous-entendus par la récapitulation ⁽³⁾. Lamprecht, persuadé que l'ensemble des chap. 76-96 avait subi de profonds remaniements lors de la rédaction III, et cherchant à reconstituer l'état de cette partie du censier à la date de 854, a pensé qu'il suffisait pour arriver au but de grouper à partir du chap. 55 un ensemble de chapitres tels que le nombre des manses inventoriés représentât un total approximatif de 500 et que l'obligation du double charroi y fût mentionnée de manière plus ou moins explicite. Raisonnant ainsi, il est arrivé à la conclusion que la note en question

(1) Voir p. 21.

(2) Voir la *Summa* du chap. 55 qui compte au total 13 charretées et demie pour 27 manses ; voir aussi chap. 59, 61, 62. Au chap. 59 on lit : « *Angariam faciunt II. Inter duos lectum I in orto* », il faut probablement corriger et lire : « *Angar[ias] faciunt II inter duos. Lectum I in orto* ».

(3) On n'arrive qu'à un total de 214 manses.

s'appliquait aux domaines décrits dans les chap. 55-65, 67, 68, 70, 72, 86, 88, 89, 91-96, et que l'ordre de succession primitif de ces chapitres avait été dérangé par l'insertion de nouveaux chapitres opérée lors du remaniement de 893. Malheureusement, si dans les chapitres en question on note l'obligation de deux *angariae* ⁽¹⁾, sans que la destination en soit d'ailleurs toujours précisée, le total des manses ne s'élève qu'à 343 et c'est par suite d'une erreur de calcul que Lamprecht en a compté 500.

Il faut avouer que, dans l'état actuel du manuscrit, la note en question ne peut recevoir d'interprétation satisfaisante. Si l'on suppose, en effet, comme l'admet Lamprecht, qu'elle s'insère de manière insolite dans un groupe de chapitres dont elle prétend récapituler certaines données numériques, il faut, pour obtenir un total qui approche de 500 manses, faire état des manses inventoriés dans les chap. 55-95 ⁽²⁾, c'est-à-dire comprendre dans le total, non seulement les domaines des groupes IX, X et XI, mais encore ceux du groupe XII, pour lesquels il est fait mention expresse d'une seule *angaria*, en prenant soin toutefois de s'arrêter au chap. 95 et d'exclure ainsi le chap. 96, dernier chapitre du même groupe ⁽³⁾. Il est à peine besoin de faire remarquer ce qu'un tel groupement a d'arbitraire et combien il répond mal aux conditions du problème. Si, au contraire, on suppose que la note mystérieuse récapitule les données numériques d'un groupe de chapitres qui la précèdent, il faut pour trouver 500 manses remonter assez haut dans le censier et englober ainsi des chapitres qui à l'exception des nos 55-58 ne soufflent mot des deux *angariae* ⁽⁴⁾. Quoi qu'il en soit, les chap. 90-93 sont certainement en relation très étroite avec les chap. 55-65 ; les domaines décrits sont situés dans la même région, les charges sont de même type, surtout en ce qui concerne la double *angaria* ; enfin à trois reprises différentes, le rédacteur renvoie à Iversheim (chap. 55). Il paraît donc bien établi que nous nous trouvons en présence d'un groupe géographique dont l'unité primitive a été brisée ; pour rendre compte de la place insolite qu'occupent aujourd'hui dans le censier

(1) Encore convient-il de remarquer que pour les manses d'Ahrweiler (chap. 60) le censier indique une seule *angaria*.

(2) On obtient ainsi un total qui est exactement de 498 manses.

(3) Le domaine de Rheinbach, décrit au chap. 96 est exceptionnellement étendu, puisqu'il ne comprend pas moins de 49 manses ; si l'on tenait compte de ces 49 manses, on arriverait à un total de 547 manses.

(4) Il faudrait en particulier englober quelques domaines du sud de l'Eifel, et ceux de la Lorraine, pour lesquels cette double *angaria* se comprendrait mal, puisque ces domaines se trouvent très éloignés de Münstereifel et d'Ahrweiler, points de départ des charrois.

les chap. 90-93, le mieux est encore d'admettre qu'un accident matériel, le déplacement par exemple d'un feuillet dans un manuscrit en mauvais état, est responsable de la dissociation d'un groupe primitivement homogène.

Il nous reste à expliquer et à justifier le second manquement à l'ordre géographique qu'on relève dans la rédaction de 893. L'ensemble des biens du Rhin moyen est décrit dans le groupe XV, qui comprend deux catégories de domaines ; les uns (sous-groupe XVa, chap. 104-111) s'étendent sur la rive droite du Rhin entre Lahn et Taunus, les autres (sous-groupe XVb, chap. 112-118) sont situés sur la rive gauche du fleuve entre Bingen et Mannheim. Ce groupe XV a été rejeté par le rédacteur à la fin du censier à une place qui ne manque pas de surprendre, et cela pour deux raisons. D'abord il semble que le rédacteur, parti de l'Eifel pour se diriger successivement vers l'est, le sud, l'ouest et le nord, aurait dû mettre le point final après le paragraphe consacré à la lointaine *Saxonia* ; en outre l'emplacement réservé au groupe XV est d'autant plus surprenant que le groupe III, qui paraît devoir amorcer la description des biens du Rhin moyen, comprend des domaines de la région de la Nahe, qui sur la carte viennent précisément rejoindre les *villae* du sous-groupe XVb. Ce dernier fait avait déjà retenu l'attention de Lamprecht et on sait que, admettant la juxtaposition primitive des groupes III et XVb, il supposait que ce dernier groupe avait été rejeté à la fin du censier à la suite du remaniement de 854, pour tenir compte des bouleversements apportés dans les domaines de cette région par une série d'actes de donation et d'échanges au cours des années 823-844.

En réalité point n'est besoin, pour rendre compte de cette infraction au plan général du censier, de supposer que des chapitres ont été déplacés à l'occasion des hypothétiques remaniements de 854 et de 893 ; une explication beaucoup plus simple se présente à l'esprit. Dans le groupe XVa, comme dans le groupe XVb, il est à remarquer que l'exploitation des domaines inventoriés s'ordonne par rapport à deux centres qui sont St-Goar dans un cas, et Altrip dans l'autre ; or, il existait anciennement dans chacune de ces localités un prieuré dépendant de l'abbaye de Prüm. Celle-ci devait à la générosité du roi Pépin I^{er} ces deux *cellae* ⁽¹⁾, dont quelques actes, malheureusement bien rares,

(1) La donation du prieuré d'Altrip (« cellam..... in loco qui dicitur Altripio super fluvium Reni in pago Spirinse, qui est constructa in honore S. Medardi ») est comprise dans le diplôme de Pépin pour Prüm du 13 août 762 (B. M. 95 (93)) ; quant au prieuré de St-Goar, il aurait été donné par Pépin probablement en 765 (B. M. 100 c (98)).

conservés au *Liber aureus*, nous permettent d'entrevoir l'histoire au cours du IX^e siècle. Il est naturel dans ces conditions de penser que chacun des groupes en question représente la dotation des prieurés de St-Goar et d'Altrip et que les censiers partiels correspondants ont été établis par les soins des moines de ces prieurés. Si le rédacteur du censier général les a reportés à la fin de son œuvre, ce peut être par désir de leur assurer une place indépendante ou simplement à cause du retard apporté dans l'envoi de ces deux documents. En tout cas l'emploi du mot *monasterium* pour désigner Prüm dans le groupe XVa semble indiquer que l'un des deux inventaires au moins, celui de St-Goar, a été dressé sur place par les moines du prieuré intéressé (1).

Cette explication trouve sa justification dans le fait que certains services incombant aux manses des domaines sont exécutés dans la localité qui est le siège du prieuré. Dans le groupe des chapitres 104-111 les manses de tous les domaines doivent annuellement une *angaria*, dont le point de destination est St-Goar, ce qui peut à la rigueur s'expliquer par la situation de St-Goar comme port d'embarquement sur le Rhin, mais dans le second cas, (chap. 112-118) le doute n'est pas possible. Cette fois, en effet, ce sont des travaux variés que les manses doivent accomplir sur les terres de la réserve d'Altrip et à cette obligation n'échappent même pas certains domaines fort éloignés du prieuré (2) ; la centralisation de certains services au profit d'Altrip confirme l'unité économique ancienne du groupe, d'autant plus qu'un domaine échappe à cette subordination étroite, celui de Neckarau, *fiscus* royal entré en possession du prieuré à une date tardive, quelques années avant la rédaction du censier (3).

(1) Pour le prieuré de St-Goar cette hypothèse avait déjà été formulée par Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 102 et n. 2. L'auteur remarque avec raison que les rédacteurs des inventaires emploient d'ordinaire le terme de *Prumia* pour désigner le siège de l'abbaye, réserve faite de quelques chapitres consacrés à des domaines très proches de l'abbaye qui substituent à *Prumia* le mot *monasterium* (cf. p. 21, n. 1).

(2) Les manses des chap. 112, 113, 114 doivent des charrois de vin à Altrip, ceux des chap. 112, 113 conduisent jusqu'à cette localité leurs redevances de vin, bois, ou bardeaux ; les tenanciers des manses de Dienheim (chap. 112) et d'Albisheim (chap. 116) doivent venir couper le foin dans les prés de la réserve d'Altrip, dont ces deux localités sont distantes l'une de quarante, l'autre de trente kilomètres à vol d'oiseau. Naturellement ces services au profit de la réserve centrale du groupe laissent subsister les habituels services exécutés sur la réserve du domaine, auquel les manses sont directement rattachés ; dans toute cette partie du censier (chap. 112-118) la réserve n'est pas inventoriée, mais elle est sous-entendue.

(3) Sur cette donation qui est de 882, cf. p. 37, n. 8.

L'explication admise, un problème subsiste touchant l'étendue et le mode d'administration des biens des deux prieurés. On peut se demander si à la date de 893 chaque prieuré gérait, sous la haute direction de l'abbé, l'ensemble des domaines constituant sa dotation, ou si, dès cette époque, un partage avait été effectué entre l'abbaye et ses *cellae*, si, par suite, l'inventaire de 893 s'applique à la masse totale des biens ou s'il se restreint à la portion affectée à l'abbaye-mère. Lamprecht, qui ne s'est posé le problème que pour le prieuré de St-Goar, s'est prononcé pour la seconde solution ⁽¹⁾. Frappé de ce fait que des biens donnés en précaire à St-Goar en 881 ne figurent pas au censier ⁽²⁾, surpris également de l'absence de toute réserve sur les domaines décrits aux chap. 104-111, il en arrive à énoncer cette théorie déconcertante que la portion laissée au prieuré devait comprendre non seulement plusieurs domaines non inscrits au censier, mais encore la réserve de tous les domaines abbatiaux ⁽³⁾. Toutefois il est invraisemblable que le partage d'un domaine ait pu s'effectuer dans les conditions imaginées par Lamprecht ; un tel partage serait la négation des liens indissolubles qui dans le régime domanial unissent les manses-tenures à la réserve. Quant aux lacunes signalées par Lamprecht, qu'elles intéressent des domaines entiers ou seulement les terres formant la réserve, elles n'ont rien d'exceptionnel et le censier en offre d'autres exemples ⁽⁴⁾ ; on ne peut donc en tirer aucun argument valable en faveur de la théorie exposée. Aussi, jusqu'à preuve du contraire, admettons-nous que les

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 102-103.

⁽²⁾ Voir la charte correspondante dans *MR, UB.*, I, n° 119. Le contrat de précaire étant de 881 et l'abbaye n'étant pas sans doute entrée en possession des biens énumérés au contrat à la date de 893, il n'est pas étonnant que le censier rédigé cette même année ne tienne pas compte de ces biens.

⁽³⁾ Lamprecht pense que la répartition des biens de la *cella* de St-Goar entre le prieuré et l'abbaye se serait faite selon deux masses géographiquement distinctes ; l'abbaye aurait reçu les *villae* comprises entre le Rhin et la Lahn, en aval de St-Goar, le prieuré conservant les domaines situés plus au sud, en amont de St-Goar (Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 102). Mais, outre qu'un tel principe de répartition ne paraît guère dans les habitudes du IX^e siècle, on ne voit pas que Lamprecht puisse invoquer d'argument bien sérieux en faveur de cette hypothèse.

⁽⁴⁾ Sur les lacunes du censier, voir plus loin, p. 61. En ce qui concerne l'absence de la réserve, on notera qu'elle est, sinon passée sous silence, du moins très négligée dans la description des domaines du groupe géographique I (chap. 1-23).

On remarquera également que les deux censiers partiels correspondant aux groupes XVa et XVb ne renferment aucun chapitre consacré à St-Goar ou à Altrip ; le fait, pour surprenant qu'il soit, n'est pas isolé, il n'y a pas en effet de chapitre « Prüm » au censier. Il est possible que l'abbaye et les prieurés aient été entourés d'une réserve d'étendue considérable sans manses-tenures correspondants.

groupes XV *a* et XV *b* comprennent l'ensemble des biens des deux prieurés de St-Goar et d'Altrip, étant entendu que, sur les domaines administrés par chaque prieuré et exploités à son profit, l'abbaye de Prüm gardait son droit de propriété souveraine et se réservait le bénéfice de certains services ⁽¹⁾.

En conclusion les chapitres du censier sont ordonnés suivant un plan qu'il est facile de justifier, ce qui plaide déjà en faveur de l'unité de composition de l'œuvre ; ce point bien établi, il faut reconnaître qu'à l'intérieur de chaque groupe, règne le plus grand désordre, ou que, tout au moins, les différents chapitres sont classés selon des principes qui nous échappent la plupart du temps. On constate dans certains cas que le rédacteur a pris soin de rapprocher les domaines soumis au même régime domanial ⁽²⁾ ; parfois il est possible qu'il ait juxtaposé des domaines de même origine ⁽³⁾, dans la plupart des cas il semble bien que les inventaires particuliers classés par groupe aient été à l'intérieur de chaque groupe distribués par le rédacteur un peu au hasard, faute de connaissances géographiques précises ⁽⁴⁾.

Après avoir étudié la composition du censier, voyons les remarques que suggère sa rédaction. Si l'on tient compte moins de la terminologie adoptée, qui change peu dans un document de caractère aussi technique, que de la nature des éléments inventoriés dans chaque

(1) Dans les domaines des deux groupes l'abbaye se réserve en principe des services de transport qui ont Prüm pour point de destination.

(2) Les chap. 2, 3, 4, 5 renvoient au chap. 1 (Rommersheim) ; les chap. 12, 13, 14 au chap. 11 (Badem) ; le chap. 26 au chap. 25 (Schweich) ; le chap. 60 au chap. 59 (Hospelt).

(3) Ce doit être le cas, en particulier, quand on trouve l'un à la suite de l'autre des chapitres consacrés à des domaines de même régime ; bien souvent il doit s'agir de domaines provenant de la générosité d'un même donateur, groupés depuis longtemps et soumis à un même régime d'exploitation. Il est vraisemblable que les domaines de Hersdorf (chap. 3) et Dingdorf (chap. 5), rattachés par l'inventaire à Wetteldorf (chap. 21), ne formaient primitivement avec ce dernier domaine qu'une seule *villa*, désignée dans la donation de Pépin I^{er} de 762 du terme de *Whathilentorp* ; les manses de cette *villa*, démembrée dès 893 en plusieurs domaines distincts, restaient soumis aux mêmes charges que ceux de Rommersheim, compris dans la même donation de 762. Les observations qui précèdent incitent à identifier le *Gundesdorphi* du chap. 4 plutôt avec Giesdorf qui est proche de Wetteldorf, qu'avec Gondelsheim, situé beaucoup plus au nord.

(4) Le principe de la juxtaposition des domaines de même régime, dont l'application paraît si simple, n'a pas toujours été suivi fidèlement par le rédacteur. Ainsi, bien que les chap. 18 et 20 se réfèrent pour la description des redevances et services au régime d'Etteldorf (chap. 10), les domaines correspondants n'ont pas été groupés au censier, comme on pourrait s'y attendre.

chapitre et de l'ordre dans lequel ils sont présentés, on remarque que le type de rédaction ne varie pas d'un chapitre à l'autre, qu'il reste constant dans un ensemble de chapitres ; à cet égard les chapitres du censier peuvent facilement se répartir en plusieurs groupes de rédaction dont nous donnons ci-dessous les caractéristiques principales :

Groupe 1-23 et 26-29.

Sunt in N. mansa....

Ille habet mansum I ; solvit...

Ex his mansis tenet ille... (Bénéfices)

Sunt ibi scararii...

Ille habet mansum I scararium, facit...

Ibi est molendinum I.

Vinum et sal omnes vendunt ; duos boves debent et carrum in hostilium (charges incombant à toutes les catégories de manses).

Groupe 30-32.

In N. est terra dominicata ad seminandos modios... ; vineae ad carradas... ; broil I.

Sunt ibi mansa... ; solvit unusquisque... (Redevances et services).

Groupe 34-43.

Est in N. mansus indominicatus, ubi aspicit terra arabilis ad seminandos modios... ; pratum ad carradas... ; silva ad porcos saginandos... — Est ibi ecclesia... — Est ibi molendinum...

Sunt ibi mansa..., qui solvunt in totum... (Evaluation globale pour les redevances, individuelle pour certains services).

Groupe 45-47.

Est in N. mansus indominicatus ; aspiciunt ad eum culture (indication exacte de l'emplacement et de la contenance des *culture*) ; pratum ad carradas... ; silva ad saginandum porcos... — Est ibi molendinum... — Est ibi ecclesia.

Sunt ibi mansi ingenuiles...

Ille tenet mansum I., solvit...

Ille habet in beneficium...

Homines ex familia...

Groupe 48-51.

Est in N. terra dominicata, ubi potest seminare... ; pratum ad carradas... ; — Est ibi ecclesia I., ubi aspicit de terra jornales...

De decima...

De censu regali...

Ille tenet jornales XV (ou quartarium I) ; solvit...

Terra absa...

Groupe 52-54.

Sunt in N. mansa... Solvit unusquisque...

Est ibi de terra indominicata ⁽¹⁾ mansa... ; prata ad carradas. — Est ibi cambia...

Groupe 55-96.

Sunt in N. (ou Invenimus in N.) mansa... ; solvit unusquisque...

Terra dominicata jugera... ; pratum ad carradas... ; silva ad porcos... ; vineae ad situlas...

Ex mansis denominatis habet ille... (Bénéfices).

Groupe 97-103.

Sunt in N. mansa...

Solvit unusquisque...

Groupe 104-118.

Sunt in N. mansa (ou curtiles)... ; solvit unusquisque...

Haistaldi (ou censales).

Moulins ou vignes ⁽²⁾.

Enfin, pour être complet, indiquons le type de rédaction propre à quelques chapitres isolés qui paraissent au premier abord se différencier à cet égard des chapitres qui les encadrent.

Chap. 24

Sunt in Merreghe mansa...

Réserve.

Ex supradictis mansis habet N.
mansum I et picturam I ; solvit...

De beneficiis.

Qualis prebenda detur illis ⁽³⁾.

Chap. 25

Sunt in Sueyghe mansa...

Solvit unusquisque...

Réserve.

Bénéfices.

Cens des forêts et des pâturages.

⁽¹⁾ La réserve n'est mentionnée qu'à titre exceptionnel (seulement au chap. 54).

⁽²⁾ Mentionnés seulement à titre exceptionnel.

⁽³⁾ Le caractère tout à fait exceptionnel de ce paragraphe laisserait supposer au premier abord qu'il s'agit d'une interpolation ; toutefois cette hypothèse est à rejeter, car le chap. 115, dans un passage que rien ne fait suspecter, fait allusion à la *prebenda* du n° 24.

Chap. 33

Sunt in Remeghe mansa... (Répartition des manses entre les différents domaines dépendant du centre de Remich).

Redevances et services d'une première catégorie de manses.

Redevances et services d'une seconde catégorie de manses.

Redevances et services d'une troisième catégorie de manses.

Bénéfices.

Réserve.

Chap. 44

Sunt in Awans mansa...

cum manso indominico...

Solvit unusquisque...

De l'examen de ces différents tableaux quelles conclusions peut-on tirer?

Si l'on met en parallèle les différents types de rédaction et les groupes géographiques qu'on a distingués plus haut, on constate que la concordance entre eux s'établit de la manière suivante :

Groupes I et II	Chap. 1-23, 24, 25, 26-29.
Groupe III	Chap. 30-32.
Groupe IV	Chap. 33.
Groupes V et VI	Chap. 34-43.
Groupe VII	Chap. 44.
Groupe VIII	Chap. 45-47, 48-51, 52-54.
Groupes IX, X, XI, XII	Chap. 55-96.
Groupes XIII-XIV	Chap. 97-103.
Groupe XV	Chap. 104-118.

Il ressort à l'évidence de ce tableau qu'il y a une coïncidence remarquable entre les groupes géographiques et les types de rédaction. Sans doute, il arrive qu'un même type de rédaction soit commun à deux ou plusieurs groupes ou encore qu'à l'intérieur d'un même groupe les chapitres se répartissent entre plusieurs modèles d'inventaire, mais jamais on ne relève de chevauchement ; autrement dit, jamais un même type de rédaction ne s'étend sur deux groupes consécutifs sans les englober entièrement.

Il faut en conséquence admettre que le soin de dresser les inventaires, préparatoires à la rédaction du censier, a été confié à des commissions d'enquêteurs travaillant dans les limites d'un ou de plusieurs des groupes géographiques qui ont été étudiés plus haut. Il faut également supposer que chaque commission d'enquête a poursuivi son travail en toute indépendance et a adopté au moment de mettre au net ses inventaires le type de rédaction qui lui paraissait le mieux approprié. Le fait même que les éléments inventoriés varient selon les groupes incite à penser que les commissions ont travaillé sans plan d'ensemble ; en tout cas, on voit mal les raisons pour lesquelles la réserve minutieusement décrite dans certains groupes est passée sous silence dans quelques autres.

Qui dit types de rédaction différents ne dit pas forcément commissions d'enquêteurs distinctes ; sinon il faudrait supposer que les domaines à inventorier ont été répartis de manière très inégale entre les commissions, certains auraient dû étendre leurs investigations à une région très vaste (groupes IX, X, XI et XII), d'autres auraient borné leur activité à décrire un seul domaine. Il est possible que les mêmes enquêteurs, travaillant dans les limites d'un groupe géographique distinct, aient cru bon en cours de route de rompre avec le type de rédaction habituel, de manière à tenir compte de certains éléments qui pouvaient varier d'un domaine à l'autre : nature des cultures, modalités du régime domanial, types de tenures particuliers, redevances de caractère exceptionnel, mode de groupement des domaines rattachés à un centre administratif commun, sans parler de maints facteurs historiques qui nous échappent totalement. C'est ainsi que, avec les domaines de Mehring (chap. 24) et de Schweich (chap. 25), nous pénétrons dans la région des vignobles mosellans ; l'exploitation des vignes de la réserve réparties entre les tenanciers sous le nom de *picturae* ⁽¹⁾, la présence près de Schweich d'une grande forêt, source de revenus pour l'abbaye, sont des faits qui ont pu amener les rédacteurs à modifier le procédé de description jusqu'alors suivi. Dans un cas même, on note de légères différences de rédaction entre deux chapitres consécutifs d'un même groupe ; il s'agit des chap. 36 et 37, intitulés l'un *De Montini* et l'autre *Item de Montini*. Les expressions dont se sert le rédacteur du chap. 37 (« Est item in Montini » ; Est ibi ecclesia I. ...ut supra dixi ») prouvent qu'il s'agit d'une seule et même localité et que les deux chapitres sont

(1) Les *picturae* ne représentent en réalité qu'une partie des vignes de la réserve de Mehring ; celle-ci compte en outre des *plantati*, qui sont mis en culture au moyen de réquisitions en travail exigées de l'ensemble des tenanciers.

l'œuvre d'un même rédacteur; il n'y a aucune raison décisive pour admettre que l'un des deux chapitres ait été introduit après coup et corresponde à un remaniement ou à une mise au point de l'autre. La présence de ces deux inventaires, disposés l'un à la suite de l'autre sous le même titre, s'explique probablement par l'existence à Montigny en 893 de deux domaines distincts, qui, acquis par l'abbaye de Prüm à des dates et dans des conditions différentes, n'étaient pas encore complètement unifiés au moment où fut entrepris le censier de 893; dans cette hypothèse les différences dans le régime d'exploitation des deux domaines justifieraient l'emploi de deux types de rédaction qui ne se recouvrent pas exactement.

Il est vraisemblable que les commissions chargées des inventaires partiels ont procédé par enquête auprès des tenanciers, mais il n'est fait aucune allusion à cette procédure dans tout le censier, qui néglige, à la différence d'autres documents analogues ⁽¹⁾, de donner le nom des témoins interrogés. Certains indices laissent supposer que, en dehors de cette procédure par enquête, le rédacteur ou les auteurs des inventaires partiels ont, dans des cas exceptionnels, utilisé soit un censier antérieur, soit un registre de comptes de l'abbaye; c'est ainsi qu'au chap. 103 le paragraphe sur la « familia S. Salvatoris... in Saxonia » donne le total des revenus, que normalement l'abbaye aurait dû tirer de ses tenanciers et censitaires de Saxe, alors qu'en réalité à la date où fut rédigé le censier ces revenus étaient réduits à peu près à néant ⁽²⁾.

Faute de renseignements fournis par le censier, nous ne pouvons nous représenter avec précision et de manière concrète le détail des opérations poursuivies par les enquêteurs. Voici du moins les suppositions qu'on peut faire à cet égard. Les commissions devaient dresser des inventaires correspondant, soit à un seul domaine, quand celui-ci était considérable, soit à une série de domaines, quand ceux-ci étaient de moindre importance; une négligence du rédacteur qui a composé le censier général de 893 nous permet de reconstituer un de ces inventaires. Les chap. 36-40 traitent tour à tour du double domaine de Montigny (chap. 36 et 37) et des manses éparpillés dans les localités de *Nivenru*, *Bovelicurt*, *Wans* et *Holonzi* (chap. 38, 39 et 40); or, pour chacune de ces localités le rédacteur emploie respectivement l'expression

(1) Voir Polyptyque de St-Germain-des-Prés, IX, 294-295; XIII, 111; XIV, 89; XXIII, 28 et Polyptyque de St-Remy de Reims, IX, 19; XII, 6; XXVIII, 64.

(2) Comme le rédacteur note que les hommes de St-Sauveur de Prüm habitant la Saxe doivent six journées de travail durant l'été au profit de l'abbaye, on peut penser qu'il a emprunté ce renseignement à un censier antérieur plutôt qu'à un livre de comptes.

« Sunt in alia villa ; in tercia villa, in quarta villa, in quinta villa ». Ces expressions prouvent que nous avons affaire ici à un censier partiel, dont la numérotation a été conservée telle quelle dans le censier général. Si l'on voulait adopter pour l'édition du censier une numérotation rationnelle, il faudrait, contrairement à Césaire qui a dédoublé le chapitre Montigny, ou bien grouper les domaines épars dans ces cinq localités sous un seul numéro affecté à Montigny, ou bien attribuer un numéro particulier à chacun de ces cinq domaines distincts. Ces inventaires, établis sur les feuillets de parchemin séparés, mais groupés par commission, ont été centralisés à l'abbaye de Prüm. On comprend dans ces conditions que les groupes géographiques correspondant aux districts attribués à chacune des commissions, aient été respectés par le rédacteur du censier général, mais on s'explique facilement que dans chaque groupe, les inventaires des différents domaines se soient présentés sans aucun ordre et que même parfois un inventaire, sorti par hasard d'un groupe, ait été replacé à tort dans un groupe différent ; c'est peut-être à un incident de cet ordre qu'il faut attribuer le déplacement des chap. 90-93 isolés dans l'œuvre finale de leur groupe naturel.

Les inventaires établis par les soins des enquêteurs ont été transcrits tels quels par le rédacteur du censier, qui s'est contenté probablement de remplacer par la formule *Sunt in N.* la formule propre aux inventaires *Invenimus in N.*, dont il a laissé pourtant subsister quelques traces ⁽¹⁾ ; en tout cas, et c'est le point essentiel, il n'y a aucune raison pour admettre que les types de rédaction définis plus haut correspondent à des inventaires chronologiquement distincts et que le censier de Prüm, commencé en 893, se soit constitué par la juxtaposition de censiers partiels s'échelonnant sur une période plus ou moins longue. Contre une telle interprétation plaident et le fait que le censier est ordonné suivant un plan rationnel et l'unité de langue et aussi l'uniformité du régime domanial décrit tout au long des chapitres ; s'il n'y a pas unité de rédaction à proprement parler, il y a du moins unité de composition.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de changer quoi que ce soit à l'opinion communément admise, qui place en 893 la rédaction du censier de Prüm, selon l'indication donnée par le copiste de 1222 dans son prologue ; d'ailleurs cette date cadre parfaitement avec ce que nous savons de l'histoire de l'abbaye et avec les données du censier lui-même. Par deux fois, dans le dernier quart du IX^e siècle, l'abbaye eut à souffrir des Normands, qui en janvier 882 et en février 892 parvinrent jusqu'à Prüm, pillèrent l'abbaye et ravagèrent tout sur leur passage ⁽²⁾. Au

(1) Voir chap. 41, 57, 58, 62, 63, 63bis, 65, 67, 70, 91.

(2) Vogel, *Die Normannen und das fränkische Reich*, p. 284 ; 369-370.

lendemain de telles épreuves les moines devaient tout naturellement songer à dresser l'inventaire général de leurs biens afin de ne pas laisser prescrire leurs droits. En effet, à la suite de ces deux invasions, les archives de l'abbaye avaient été détruites en partie ⁽¹⁾ ; d'autre part le passage des Normands n'avait pas été sans bouleverser l'exploitation normale des domaines du monastère ; population réduite, tenures abandonnées, appauvrissement général, autant de faits qui rendaient urgent l'établissement d'un censier. Si la date de 893 s'applique, comme nous le pensons, à la mise en forme des inventaires, à la rédaction proprement dite du censier, on peut hésiter sur la date à laquelle les commissions d'enquête commencèrent leurs travaux préparatoires. L'abbé Farabert ayant renoncé à la dignité abbatiale au lendemain de l'invasion de 892, sans doute parce qu'il ne se sentait pas à hauteur de sa tâche ⁽²⁾, on est tenté d'attribuer à son successeur Régino l'initiative du projet qui devait aboutir à la mise en œuvre d'un censier général et cela d'autant plus que les Normands quittèrent à l'automne de 892 leur camp de Louvain et se rembarquèrent pour l'Angleterre, abandonnant définitivement l'ancien royaume de Lothaire II, qui allait vivre désormais à l'abri de leurs incursions. Toutefois, on ne peut manquer de remarquer que dans ce cas le travail des enquêteurs et la rédaction du censier auraient été menés à bien dans un temps extrêmement court ⁽³⁾. Dans ces conditions, peut-être vaut-il mieux admettre que les enquêtes préliminaires au censier avaient commencé dès 882, au lendemain même du traité d'Elsloo, qui, en établissant les Normands de Gottfried dans la Frise occidentale, paraissait devoir marquer pour le *Lotharii regnum* le prélude d'une ère de paix. Dans cette hypothèse, les enquêteurs auraient poursuivi leurs investigations de 882 à 892, période durant laquelle les domaines de l'abbaye, réserve faite des plus septentrionaux, n'eurent à souffrir qu'assez peu des incursions normandes ⁽⁴⁾.

(1) Un diplôme de Charles le Simple du 20 août 920 nous apprend que seule une partie des archives avait échappé aux désastres de 882 et de 892 ; les actes qui avaient pu être sauvés, ou tout au moins les plus importants d'entre eux, prirent place au *Liber aureus*, cartulaire dont la rédaction fut entreprise en 920 (cf. Willwersch, p. 4).

(2) Forst, *W. Z.*, XX, p. 257.

(3) Si les enquêtes ont commencé après l'embarquement des Normands à l'automne de 892, c'est un an au maximum qu'auraient demandé la préparation et la rédaction du censier ; ce délai bien court est augmenté de quelques mois seulement, si l'on admet que les enquêteurs se sont mis au travail après que les bandes normandes eurent quitté la région de Prüm, soit vers le printemps 892.

(4) Vogel, *Die Normannen und das fränkische Reich*, p. 294 et sq.

Qu'on fixe à 882 ou à 892 le début de l'entreprise, qu'on admette même que les inventaires des prieurés de St-Goar et d'Altrip soient parvenus au siège central de l'abbaye avec un léger retard, de toute manière les travaux préparatoires à l'établissement du censier se sont étendus sur un espace de temps relativement court et entre les différentes parties de l'œuvre il ne saurait y avoir de différences chronologiques bien sensibles.

La date de 893, d'autre part, n'est infirmée par aucune des données historiques que renferme le censier et il n'y a pas lieu en principe de suspecter les passages qui rappellent des événements antérieurs à cette date. Si, par exemple, le Madalwinus, auquel le chap. 16 attribue la donation de 14 manses dans l'un des *Wihc*, est, comme le croit Lamprecht, le personnage de haut rang qui, entré à l'abbaye de Prüm, sollicite de Lothaire I^{er} le diplôme de 841 en faveur de son abbaye ; si la donation des *pecioles* de Mehring par Adelbertus se place vers 870, il n'est pas étonnant que mention de ces donations soit faite dans un censier composé en 893. D'une part, en effet, le rédacteur pouvait avoir intérêt à noter le nom d'un donateur ⁽¹⁾, en particulier dans le cas où l'abbaye se trouvait posséder deux domaines différents dans la même *villa* ⁽²⁾, et d'autre part, quand il s'agissait d'une donation déjà ancienne, oubliée par la tradition orale, le rédacteur avait beau jeu de puiser dans les archives de son abbaye les éléments de son information ⁽³⁾. Enfin, on remarquera qu'à plusieurs reprises le censier fait allusion aux ravages causés par les *pagani*, à la fuite des populations, à l'abandon des tenures,

(1) On trouvera également aux chap. 7, 29 et 97 le rappel d'une donation faite au couvent, mais rien dans les passages en question ne permet de préciser la date de la donation.

(2) Ce serait le cas pour le *Wihc* des chap. 14 et 16 ; voir sur ce cas particulier p. 72.

L'indication du nom du donateur répond au besoin de distinguer, soit deux domaines différents au sein d'une même *villa* (*Wihc*), soit deux domaines situés dans des *villae* de même nom. Ainsi l'abbaye possédait des biens dans deux localités appelées toutes deux *Bacheym* et situées, l'une (Niederbachem) dans le Bonngau (chap. 70), l'autre (Bachem) dans le Kölngau (chap. 75) ; le rédacteur désigne la première du terme de « *Bacheym Otbertis (sic)* » en souvenir de la donation, qui en avait été faite par Otbert à l'abbaye de Prüm en 871 (Diplôme de confirmation de Louis le Germanique du 20 octobre 871 ; B. M. 1490 (1448)).

(3) Au chap. 45, par. *De Fagi*, le censier rappelle, à propos d'un certain Waleram-nus qui exploite un quartier et demi, que ce demi-quartier lui a été accordé par les prévôts Warnarius et Liudwinus sur l'ordre de l'abbé Ansbald (886-892) ; dans le cas présent il est possible qu'il s'agisse d'une interpolation ; c'est du moins l'avis de Lamprecht, p. 90.

à un ensemble de faits qu'on mettra tout naturellement en relation avec les invasions normandes ⁽¹⁾.

Si telles sont les conclusions auxquelles conduit l'étude du censier, il reste que celui-ci est, de place en place, défiguré par la présence de passages qui paraissent étrangers au texte primitif. Ce sont ces anomalies qu'il nous reste à expliquer. Puisque nous refusons de souscrire à l'hypothèse de remaniements successifs, il ne reste qu'une interprétation possible, c'est de voir dans ces passages suspects et mal raccordés au reste du texte des additions au censier primitif. Dans l'hypothèse de Lamprecht, le censier de 893 marque un point d'aboutissement ; dans notre hypothèse, il est un point de départ ; son texte fixé par écrit en 893 s'est enrichi par la suite d'interpolations diverses jusqu'au jour où Césaire, en fondant dans sa copie texte et additions, leur a donné l'homogénéité paléographique qui dissimule à l'œil leur origine différente.

Pour concevoir que de telles additions soient matériellement possibles, il ne faut pas se représenter le censier original de 893 sous

(1) Chap. 49 (*De Wardanc*) « Est ibi basilica destructa a paganis » et chap. 103 à propos des hommes de l'abbaye qui habitent la Saxe « Modo a paganis devastatum est et nunc de illis partibus amplius non venit nisi solidi. V. et denarii .VI. ».

La première mention concerne l'église de Wardin, dans la région de Bastogne, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Prüm. Faute de connaître avec exactitude l'itinéraire suivi par les bandes normandes au cours de leurs incursions, il est difficile de préciser la date de leur passage à Wardin ; celui-ci a pu avoir lieu aussi bien en 882 qu'en 892.

En 882, en effet, dès le début de l'année, les Normands quittent Elsloo, où ils ont établi leur camp en 881 et, ravageant l'Eifel, s'avancent jusqu'à Prüm en février pour regagner de là Elsloo. Ils quittent à nouveau leur camp la même année au printemps, se dirigent sur Coblenz, remontent la vallée de la Moselle jusqu'à Remich, en amont de Trèves, où le 10 avril 882 ils défont une armée franque, pour reprendre au lendemain même de leur victoire le chemin d'Elsloo. Si l'on admet avec Vogel, *Die Normannen*, p. 287-288, que les Normands, en février et en avril 882, ont regagné leur camp par la voie la plus rapide, ils n'ont pu, ni dans un cas, ni dans l'autre, traverser la région de Wardin ; mais le même auteur admet que durant l'été de 882 des bandes normandes poussèrent des incursions vers le sud jusqu'à Mouzon, ce qui rendrait possible le passage des Normands à Wardin à cette époque.

En février 892, les Normands, partis de leur camp de Louvain, s'avancent jusqu'à Prüm, puis, se dirigeant vers l'ouest, ils traversent l'Ardenne, et prennent au passage une forteresse édifiée pour servir de refuge à la population de la région. Selon Parisot, *R. L. C.*, p. 498, les Normands de là auraient regagné directement Elsloo ; selon Vogel, p. 370, ils auraient rejoint leur flotte à Boulogne. Aucun des deux itinéraires supposés n'exclut le passage des Normands à Wardin en 892.

Quant à la Saxe, elle fut ravagée par les Normands au début de l'année 880, dans l'hiver 883-884 et en 885 (Vogel, *Die Normannen*, p. 275, 300, 306).

la forme d'un manuscrit au texte continu, comme l'est la copie de Césaire, qui d'ailleurs est pourvue de marges spacieuses ; il faut imaginer que ce texte était morcelé en chapitres, peut-être même en paragraphes séparés par de larges espaces blancs, ménagés pour recevoir des additions. Cette disposition se rencontre fréquemment dans les censiers du moyen âge et on la trouve dès le IX^e siècle dans le polyptyque de St-Germain-des-Prés, qui nous est parvenu sous sa forme originale (1). Ce fait paraît avoir échappé à Lamprecht, mais il a retenu l'attention de Willwersch (2), qui pourtant n'en a pas compris l'intérêt capital pour qui veut retracer la genèse du polyptyque de Prüm.

Il serait vain de vouloir reconstituer le censier de 893 dans son état primitif et de chercher à reproduire exactement la répartition des « pleins » et des « blancs » du manuscrit original ; pourtant on imagine facilement dans quelles conditions matérielles se sont faites les additions au texte primitif. Celles-ci ont pu être inscrites dans les marges, entre les lignes au-dessus du texte déjà écrit, dans les espaces blancs ménagés entre les chapitres de première rédaction ; parfois même, quand il s'agit de passages un peu étendus, il est possible que des feuillets de parchemin aient été introduits entre les folios du manuscrit ancien. Si l'on reprend les passages suspectés par Lamprecht, on verra que tous

(1) B. N., Lat. 12832. — B. Guérard, *Polyptyque d'Irminon, Prolégomènes*, p. 33, donne quelques renseignements succincts sur les espaces réservés du manuscrit du polyptyque.

En général les scribes, qui ont travaillé à la rédaction ou à la transcription du polyptyque de St-Germain-des-Prés, ont serré les paragraphes d'un même chapitre les uns contre les autres, en ménageant de place en place une ou deux lignes laissées en blanc ; mais à la fin des chapitres ils ont réservé la valeur d'une, de deux ou de trois colonnes, chaque folio du manuscrit étant divisé en deux colonnes. Ce sont ces espaces disponibles, qui ont reçu des documents postérieurs au polyptyque ; ces documents n'ont pas toujours été soigneusement distingués par Guérard du texte même du polyptyque ; en revanche dans la réédition du polyptyque procurée par Longnon, ils sont régulièrement imprimés en italique. Les lignes réservées entre les paragraphes à l'intérieur d'un même chapitre ont été rarement utilisées pour des additions postérieures ; quant aux inscriptions marginales elles sont exceptionnelles.

Au contraire ce sont les inscriptions marginales qui tiennent la place d'honneur dans le polyptyque de St-Maur-des-Fossés du X^e siècle. Les folios de grand format qui contiennent le texte original du polyptyque (B. N., Lat. 3, f^{os} 407 V^o et 408 R^o) sont divisés en deux colonnes et seule l'une de ces colonnes a reçu les chapitres du censier ; des scribes de date postérieure ont porté dans la seconde colonne des additions au censier et de préférence des listes de *censuales* et des actes d'asservissement volontaire. Ces différentes additions n'ont pas été distinguées par Guérard dans l'édition qu'il a donnée du polyptyque de St-Maur (B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, II, p. 283-88).

(2) Willwersch, p. 14-15.

sans exception peuvent s'interpréter comme des additions et se ranger dans l'une ou l'autre des catégories précédentes.

Les additions marginales sont les plus faciles à dépister ; assez développées parfois, quand la place s'y prêtait, elles ont ce caractère commun de rompre brusquement l'enchaînement naturel des éléments du chapitre. Le chap. 6 offre deux bons exemples d'interpolations marginales sous la forme de deux passages (« Rotcaudus... mansum et dimidium servilia » et « Omnes enim... sed non ducunt ») insérés dans un paragraphe qui dénombre les *scararii* de Wallersheim et énumère leurs obligations ; le premier note les tenanciers de manses serviles passés dans la catégorie des *scararii* ; le second, qui n'a aucun rapport avec le premier, commente l'expression du texte « Ducit de feno carras (sic) X et secat ». Ces deux mentions ont dû être portées dans la marge en regard du paragraphe sur les *scararii* ⁽¹⁾. Les additions interlinéaires, plus courtes que les précédentes, ne provoquent pas en général dans le texte du chapitre qui les a recueillies des troubles aussi profonds ; il s'agit plutôt de notes brèves qui rectifient ou complètent les données du censier. Au chap. 22, à propos de deux *mansi scararii*, l'addition précise le nom des tenanciers d'un des manses et remarque que l'autre est donné en bénéfice ⁽²⁾ ; au chap. 54 une courte mention de la réserve a été ajoutée probablement sous forme d'interpolation interlinéaire au-dessus du nombre des manses ⁽³⁾ ; au chap. 65 une addition du même ordre a pour but de rectifier la contenance de la réserve ⁽⁴⁾. Enfin les additions inscrites dans les espaces blancs ménagés entre les chapitres et qu'on pourrait dénommer « additions juxtaposées » sont probablement les plus nombreuses et aussi les plus difficiles à découvrir, toutes les fois qu'elles ne sont pas en contradiction formelle avec le texte, comme c'est le cas au chap. 23, où la récapitulation finale donne des chiffres différents de ceux qu'on lit dans le corps même du chapitre ⁽⁵⁾.

(1) Il est également possible que la première interpolation (« Rotcaudus... servilia ») étant portée dans la marge latérale externe du folio, l'autre addition (« Omnes enim... sed non ducunt ») ait été écrite dans la marge latérale interne en regard d'un passage du chap. 3 qui parle des travaux à exécuter par les manses de Hersdorf dans le pré seigneurial de *Merbahc* (sans doute lieu-dit, non identifié) ; l'addition semble, en effet, avoir été provoquée par le passage en question.

(2) « Sunt in Wihe scararii II, unus dat porcum in altero anno, alter non facit (id est Odacar. Unus est in beneficio) ; facit unusquisque jugera II... ».

(3) « Sunt in Godingen mansus III (excepto terra indominicata et broil I) qui similiter solvunt... ».

(4) « Ex his mansis habet Benno I cum vinea ad carradas II. (In dominico vinea ad carradas VIII) Est in Arwilre terra dominicata jugera L... ».

(5) Voir p. 28.

Parmi les additions juxtaposées faciles à reconnaître, signalons encore celles qui se rattachent à un chapitre antérieur et souvent assez éloigné ; évidemment le scribe a utilisé le premier espace blanc qu'il a rencontré sans se soucier d'établir un lien entre la note et le texte auquel elle se rapporte ⁽¹⁾.

Si nous avions la bonne fortune de posséder le censier de Prüm sous sa forme originale, si nous pouvions encore consulter le manuscrit que l'ex-abbé Césaire eut entre les mains en 1222, nous distinguerions du premier coup d'œil les additions insérées après 893 dans les espaces libres du manuscrit ; ces additions, il serait même possible de les dater de manière relative en tenant compte de leurs caractères paléographiques. En fait nous disposons d'une copie tardive qui a incorporé ces additions au texte ; il est dès lors difficile de les reconnaître et à peu près impossible de les dater. Quand il s'agit de détacher du texte les passages interpolés, on est enclin à considérer comme tel tout passage qui rompt l'ordre traditionnel de la description ou qui paraît apporter un complément aux données du chapitre ; au fond, dans un cas comme dans l'autre, c'est une anomalie de rédaction qui éveille l'attention ; or, il ne faut pas oublier que cette rédaction n'est jamais d'un type rigide, il faut compter avec les négligences et la maladresse du rédacteur qui peut réparer en fin de chapitre un oubli et couper ainsi en deux des éléments réunis d'ordinaire en un même paragraphe. La fantaisie du rédacteur empêche de formuler un criterium indiscutable pour séparer le texte de ses impuretés et le rétablir en son premier état ; voici du moins quelques observations d'ordre général qui se tiennent, nous l'espérons, dans les limites d'une saine critique.

On peut d'abord considérer comme interpolation tout passage qui, interrompant de manière accidentelle l'enchaînement habituel des paragraphes, renferme des données qui sont en contradiction formelle avec celles du censier ⁽²⁾ ou qui, tout au moins, opposent le régime actuel au régime normal du censier, en notant par exemple l'entrée des manses serviles dans la catégorie soit des *mansi scararii*, soit des bénéfices ;

(1) Le chap. 13, qui traite de Seffern, se termine par la note suivante « Regimburtus habet in Badenheym mansa IIII et dimidium, que similiter serviunt sicut superiores » ; cette note se rapporte à Badem, auquel est consacré le chap. 11.

L'étendue de l'*Actio antiqua* qui coupe en deux le chapitre *De Fagit* (nos 42 et 43) ne permet pas de la ranger dans la catégorie des interpolations interlinéaires ou juxtaposées ; il faut admettre que cette notice a été écrite dans la marge inférieure ou supérieure d'un folio ou même sur un feuillet de parchemin inséré entre deux folios consécutifs du manuscrit.

(2) Voir p. 27.

dans l'un et l'autre cas, il s'agit en général d'interpolations d'origine marginale ⁽¹⁾. On rangera également dans la catégorie des interpolations les passages qui apportent un complément à la statistique du domaine ou qui précisent le nom du détenteur actuel d'une tenure ; l'interpolation se laisse parfois reconnaître à l'emploi des expressions *id est, etiam* ; elle se présente en général sous une forme concise qui laisse supposer une origine interlinéaire ⁽²⁾. Enfin on peut se montrer aussi affirmatif en ce qui concerne les passages placés en fin de chapitre, qui se rapportent à une localité décrite dans un chapitre antérieur ou qui portent atteinte à l'ordre géographique admis par le censier. Les additions de ce type sont surtout nombreuses dans le groupe X ; on les rencontre juxtaposées au dernier paragraphe qui indique la répartition des bénéfices. Ainsi le chap. 70 (*De Bacheym*) se termine normalement par l'énumération des biens constituant le bénéfice concédé au curé de Niederbachem, après quoi vient la phrase suivante : «*Brunfridus habet inter Ratalisvillam (Rettersdorf) et Willipe (Villip) jugera XL et in Arwilre (Ahrwiller) vineam ad situlas XIII*» ; or, les domaines correspondant à ces trois localités sont décrits dans trois chapitres différents (chap. 65, 69 et 72) ; c'est donc dans l'un ou l'autre de ces chapitres que devrait se rencontrer le passage en question ⁽³⁾. Si l'on tient compte des observations qui

(1) Nous indiquons entre parenthèses les principales interpolations de ce type. Chap. 2 (*Franco tenet... ceteri scararii*) ; chap. 4 (*que similiter servire debuissent... absa est*) ; chap. 6 (*Rotcaudus tenet mansum... servilia*) ; chap. 8 (*Tedricus... et Liudulfus*) (double interpolation) ; chap. 15 (*Est in Hellenbuhe... modium I*) et (*similiter omnes presbiteri et sca[ra]rii faciunt*).

(2) Chap. 4 (*Vidua Radulfi tenet jugera*) ; chap. 6 (*Est ibi camba... modios C*) ; chap. 22 (*id est Odacar, unus est in beneficio*) ; chap. 24 (*absque Hadaboldo... et trias III*) et (*Hadebaldus... Benzo I*) ; chap. 43 (*Actio antiqua... Rainardus. Durast*) ; chap. 46 (*Est ibi silva... sine censu*) ; chap. 50 (*pratium... carrade X*) ; chap. 54 (*excepto.. et broil I*) ; chap. 55 (*Est in Wiere mansum I*) ; chap. 58 (*Habet etiam in Bure mansum et dimidium*) ; chap. 65 (*in dominico vinea ad carradas VIII*) et (*Sunt in totum... LXXVI*) ; chap. 89 (*Terra dominicata... jugera XXXVIII*).

Les chap. 77, 78 et peut-être 81 qui mentionnent des domaines, en partie décrits aux chap. 80 et 83, et qui surtout se contentent d'énumérer dans chaque cas particulier un certain nombre de manses suivis de la remarque « *etiam absa* » ou « *que adhuc sunt absa* » représentent, en totalité ou en partie, des additions correspondant à une révision des domaines de la région de Juliers.

(3) A ce dernier type se rattachent les interpolations suivantes : chap. 6 (*Omnes enim de Rumersheym... sed non ducunt* (interpolation marginale)) ; chap. 13 (*Regimburtus... superiores*) ; chap. 22 (*Est etiam Denesbure molendinum 1*) ; chap. 68 (*In Vintre... jugera IIII. Hec que superius descripta sunt... mansa XXIIII*) (double interpolation) ; chap. 71 (*Focco habet... ad carradas III*) ; chap. 82 (*In Betbure... dimidium*) ; chap. 98 (*et in Wilippe... V absa*).

précédent, on arrivera à retirer du texte du censier une trentaine de passages certainement interpolés ⁽¹⁾, de médiocre étendue, et surtout nombreux dans les 23 premiers chapitres qui forment le groupe I.

Après avoir confessé notre impuissance à dater les additions apportées au texte primitif de 893, il nous reste à dire quelques mots de certaines additions qui paraissent se conditionner ; ce sont elles, on le sait, qui ont permis à Lamprecht d'affirmer que certains chapitres se plaçaient sur des plans chronologiques différents et l'ont amené en fin de compte à échafauder sa théorie des remaniements successifs du censier de 810. Lamprecht a pris pour point de départ les chap. 14-17, dont il a cru justifier les singularités de rédaction en admettant que le chap. 16 était postérieur à l'ensemble du groupe 14, 15, 17 et que le chap. 15 avait été modifié après introduction du chap. 16 ⁽²⁾. Reprenons à notre tour l'étude de ces chapitres et voyons comment il convient de les interpréter dans l'hypothèse que nous avons formulée.

Pour raisonner correctement, il faut oublier pour un temps le libellé des titres de chapitres, puisqu'il est prouvé qu'ils sont l'œuvre de Césaire. Le chap. 16 débutant par « Sunt etiam mansa XIII, que Madalwinus dedit... », sans indiquer la localité où se situe le domaine donné par Madalwinus, il paraît évident que nous avons là un paragraphe détaché d'un chapitre précédent. Comme le chap. 15 concerne un manse de Heilenbach (*Hellenbuhc*) soumis récemment au régime de la *scara* et représente, selon toute vraisemblance, une addition, il faut admettre que le chap. 16 ne faisait qu'un primitivement avec le chap. 14. Entre ces deux paragraphes d'un même chapitre, consacrés à deux domaines différents situés l'un et l'autre à Weich, existait sur le manuscrit un intervalle qui fut utilisé plus tard pour l'inscription du n° 15 ; à ce moment le scribe responsable de l'addition reproduisit en face du second paragraphe séparé ainsi malencontreusement du premier le nom du domaine (*Wihc*). Césaire transcrivant le censier copie les chap. 14, 15, 16 dans l'ordre où il les rencontre sur l'original, puis, au moment de rédiger les titres des chapitres, il pense que l'inscription portée en regard du n° 16 sur l'original concerne un autre *Wihc* que celui du n° 14 ; et il se décide en conséquence pour les titres suivants :

⁽¹⁾ Aux interpolations qui viennent d'être indiquées il faut en ajouter quelques autres d'un type très spécial, dont il sera question plus loin ; de plus le chap. 1 (*femina Alduini... denarios IIII*) et le chap. 25 (*Ad Quintam est vinea l.... In angaria inter totos boves VII*) paraissent renfermer des interpolations enchevêtrées dont la genèse est difficile à retracer.

⁽²⁾ Voir p. 31 et sq.

De Wihc (n° 14), *De Hellenbuhc* (n° 15), *De alio Wihc* (n° 16). *De tercio Wihc* (n° 17). Arrivé au n° 22, qui traite encore d'un *Wihc*, le bon abbé ne manque pas de s'étonner de ce nombre insolite de localités de même nom, il n'ose risquer *De quarto Wihc* et évite de se compromettre en adoptant la formule *Item de Wihc*.

Il est facile de donner une explication analogue des bizarreries de rédaction constatées en 21-22, dans lesquelles Lamprecht avait cru trouver la preuve de deux remaniements successifs. Le texte actuel représente trois couches de rédaction différentes. Dans le texte de l'original comprenant les chap. 21 et 23, un premier scribe intercale le n° 22 («*Sunt in Wihc scararii... ad vindemiam mancipia II*»), puis un second scribe, manquant de place pour noter en appendice au n° 21 «*Est etiam Denesbure molendinum I.*», porte cette addition à la suite du n° 22. Ces explications étant admises pour l'un et pour l'autre groupe de chapitres, la question de l'identification des quatre *Wihc* se simplifie du tout au tout ; les chap. 14 et 16, d'une part, 17 et 22 d'autre part, concernent deux localités du nom de Weich ; c'est Sefferweich dans un cas et Malbergweich dans l'autre.

Il nous reste à traiter une dernière question que nos prédécesseurs ne se sont même pas posée : comment l'original de 893 nous a-t-il été transmis ? On admet couramment que cet original nous est parvenu par un seul intermédiaire, par la copie de Césaire, et jusqu'alors, pour simplifier notre exposé, nous avons toujours raisonné comme si ce point était acquis ; toutefois on est en droit de se demander s'il en est bien ainsi.

Césaire ne nous a donné aucune description du manuscrit qu'il a eu entre les mains, il l'appelle *liber vetus* ou *authenticum* ; le texte qu'il a copié se présentait donc sous la forme d'un polyptyque (et non d'un rouleau) et avec des signes d'ancienneté tels que Césaire pouvait le prendre pour l'original de 893, mais la question reste entière de savoir si ce manuscrit était l'original ou une copie ancienne. Plusieurs indices plaident en faveur de cette seconde hypothèse. Si même on ne tient pas compte des incorrections graves qui défigurent le latin du censier, il reste au total, dans le texte qui nous est parvenu, un certain nombre de lacunes ou fautes de lecture, dont certaines sont surprenantes de la part du copiste de 1222, si attentif et si scrupuleux par ailleurs ; de même, on rencontre dans le texte des titres qui semblent mal placés parce qu'ils ne correspondent pas exactement à au chapitre ou paragraphe qu'ils doivent introduire, parfois un chapitre est coupé en deux tronçons par le titre, d'autres fois le titre groupe des éléments

empruntés à des chapitres manifestement différents ⁽¹⁾. Que Césaire ait commis des faux sens, qu'il ait interprété les institutions carolingiennes en fonction du régime social de son temps, le fait est certain ; mais qu'il soit l'auteur de pareilles bévues, on a quelque peine à le croire. D'ailleurs l'hypothèse d'un copiste de première main, antérieur à Césaire, va se préciser et prendre plus de vraisemblance, si nous examinons certaines additions d'un type très particulier dont nous n'avons pas encore fait état jusqu'alors.

De place en place on rencontre à la fin des chapitres du censier une récapitulation des redevances à payer par l'ensemble des manses inventoriés au chapitre ; les récapitulations de cette sorte, désignées dans la copie de Césaire du titre de *Summa*, sont au nombre de douze pour l'ensemble du manuscrit ; en réalité dix-neuf chapitres ont ainsi leurs redevances totalisées, les totaux des chapitres 104-111 étant groupés et rejetés en bloc à la fin du chapitre 111 ⁽²⁾. Ces totaux partiels n'ont retenu qu'assez peu l'attention de Lamprecht, qui attribue quelques-uns d'entre eux au prétendu remaniement de 854, sans se prononcer sur les autres ⁽³⁾. Willwersch rapproche ces récapitulations de celles du polyptyque de St-Remy de Reims et voit dans cette similitude une nouvelle preuve des liens de parenté qui unissent le censier de Prüm aux polyptyques de la France occidentale ⁽⁴⁾. Le rapprochement est exact ⁽⁵⁾ ; toutefois les totaux du censier de Prüm ne sont pas sans présenter quelques anomalies. Non seulement ils reproduisent servilement le texte du chapitre auquel ils sont adjoints — ce qui est le propre d'une *summa* — mais leur auteur, qui commet d'ailleurs

(1) Voir les exemples cités p. 20 ; on notera également que le chap. *De Fagit* a été coupé arbitrairement en deux (chap. 42 et 43). La rédaction du chap. 43 (« Sunt in prefato Fagit.. ») prouve que ce chapitre ne faisait primitivement qu'un avec le chap. 42.

(2) Chap. 1, 24, 25, 33, 44, 45, 46, 47, 54, 55, 76, 111 (104-111).

(3) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 77.

(4) Willwersch, p. 13.

(5) En ce qui concerne le polyptyque de St-Remy de Reims, on ne sait si les totaux qu'on rencontre à la fin de certains chapitres appartiennent au texte primitif, puisque le polyptyque ne nous est connu que par une copie. Si l'on examine le manuscrit original qui nous a conservé le polyptyque de St-Germain-des-Prés, on constate que la somme de chaque bref est rejetée à la fin, de manière à ménager entre le texte et la somme un espace disponible pour recevoir les additions ; en général le paragraphe récapitulatif est de la main du scribe qui a écrit le texte du *breve* ; parfois il a été écrit par un scribe sensiblement postérieur, c'est le cas pour les brefs nos V, VI, VII, VIII, XIX ; dans un cas (no XVII) la somme finale a bien été écrite par le scribe de première main, mais elle a été ajoutée après coup.

de fréquentes erreurs de calcul⁽¹⁾, est manifestement incapable de parfaire les données du chapitre, quand celles-ci sont incomplètes ; de plus, les totaux sont régulièrement obtenus en multipliant la redevance de l'unité par le nombre global des tenures, sans tenir compte des tenures soumises à un régime spécial⁽²⁾. Enfin, ce qui est plus grave, il est des cas où la *summa* présente des fautes et même des absurdités ; de ces bévues graves la *summa* du chap. 24 nous offre un exemple décisif.

Le chap. 24, consacré au domaine de Mehring, a subi des interpolations multiples qui en rendent l'interprétation particulièrement délicate ; en son premier paragraphe il dénombre 2 manses et demi et une réserve qui comprend en particulier 58 *picturae* ou pièces de vigne réparties entre les tenanciers à charge de les mettre en culture. Pour le dénombrement des redevances et services, le rédacteur prend pour type la tenure d'Euric, qui comprend un manse et une *pictura* de vigne. L'énumération des charges nombreuses imposées à cette tenure-type et qui comportent en particulier une redevance de 15 muids de vin⁽³⁾, est coupée par une longue interpolation qui donne l'état nominatif des tenanciers de Mehring, en les classant en deux catégories ; dans la première on trouve 30 ménages qui « servent » aux mêmes conditions qu'Euric, dans la seconde 28 individus, qui, ne disposant pas d'une chènevière comme les précédents, voient le montant de leur redevance

(¹) Au chap. 44, la *summa* compte un total de 49 manses, conformément aux données du texte, mais elle calcule toutes les redevances pour un chiffre de 48 manses ; l'erreur a frappé Césaire qui l'explique, comme au chap. 24, en supposant que le 49^e manse est concédé au maire à titre gratuit.

Au chap. 104 (Beyer, p. 194) la *summa* compte pour les 6 demi-manses un total de muids à transporter s'élevant à 30 au lieu de 36.

Au chap. 107 (Beyer, p. 194) 19 manses serviles sont inscrits dans la *summa* pour un total de 180 bœufs (au lieu de 190) et pour 90 muids d'*angaria* (au lieu de 95).

Une erreur plus singulière et pour laquelle on n'entrevoit pas d'explication satisfaisante se rencontre au chap. 106. L'inventaire compte 28 manses lidiles, dont 13 entiers et 15 exploités par demi-manses, la *summa* énonce 18 manses entiers et 16 manses fractionnés, soit au total 34 manses.

(²) L'exemple le plus curieux est fourni par le chap. 45 ; non seulement la *summa* calcule les totaux sur un chiffre de 47 manses, sans faire aucune différence entre les manses « vêtus » et les manses *absi*, mais elle ne tient aucun compte des variations que subissent les charges du manse, selon que celui-ci est exploité par un seul tenancier ou par plusieurs associés.

(³) De ces 15 muids de vin, il en est 5 qui sont acquittés à titre de cens par le manse d'Euric, les 10 autres représentent la récolte de la *pictura*, récolte fixée à un chiffre forfaitaire. Cette redevance est versée par la femme d'Euric, chargée spécialement de mettre en culture la *pictura* de vigne.

en vin diminué de deux muids et acquittent ainsi 13 muids au lieu de 15 ⁽¹⁾.

La *summa* récapitule ainsi les données du chap. 24 : « Sunt mansa duo et dimidium et *LVIII feoda*, *LVII solvunt jura que sunt in summa et I feodum remanet ministro nostro*. Ex his solvunt... ». Suit la liste des principales charges incombant aux tenures ; celles-ci, au nombre de 57, se répartissant en deux groupes qui sont soumis aux mêmes charges à une exception près : les tenures de la première catégorie, soit 30, acquittent au total 450 muids de vin, celles de la seconde, soit 27, ne doivent que 351 muids, le tarif est donc de 15 muids dans un cas et de 13 muids dans l'autre. Du rapprochement de ces chiffres avec ceux inscrits dans le texte même du chapitre, il ressort à l'évidence que, pour établir ses totaux, l'auteur de la *summa* a combiné les éléments que lui fournissait le tableau des charges imposées à la tenure d'Euric avec les données numériques empruntées à l'état nominatif des tenanciers, qui constitue une ample addition insérée dans le texte primitif du censier. Le simple fait que la *summa* utilise ainsi des données de date différente exclut l'idée que le rédacteur du censier pourrait être l'auteur de cette même *summa* ; d'ailleurs de lourdes bévues échappées à la plume du « totalisateur » confirment pleinement cette conclusion.

Si l'on fait abstraction du passage de la *summa*, que dans la citation précédente nous avons imprimé en italique, passage qui est certainement un commentaire de Césaire ⁽²⁾, on voit que l'auteur de la *summa* dénombre à Mehring 2 manses et demi et décompose ce minuscule domaine en 57 tenures ; ce faisant, il commet une double erreur. D'une part, il est impossible que le domaine de Mehring ait compris en tout et pour tout 2 manses et demi ; sans doute cette donnée numérique a été fidèlement reproduite d'après le texte même du chap. 24, mais il est évident que dans le passage en question ce texte est tronqué ⁽³⁾. Si l'on songe

(1) Ces deux catégories de tenanciers ont été distingués soigneusement par Césaire sur sa copie (voir p. 19).

Il est probable que cette interpolation n'est pas postérieure de beaucoup à la rédaction du censier, à supposer que la coïncidence entre le nombre total des tenanciers et celui des *picturae* (58) ne soit pas un pur hasard. Il y a d'ailleurs un 59^e tenancier, mais il est soumis à un régime spécial.

(2) Voir p. 23.

(3) Le passage a en outre subi une interpolation manifeste, car on lit : « sunt mansa II et dimidium ubi resident homines LIII » et il est invraisemblable que deux manses et demi aient pu faire vivre 53 ménages. L'interpolation « ubi resident homines LIII » doit être consécutive à un recensement des tenanciers de Mehring, postérieur au recensement qui a donné lieu à l'insertion au censier de l'état nominatif dont il a été question plus haut.

qu'en principe les 58 *picturae* de la réserve étaient réparties entre les tenanciers à raison d'une *pictura* par manse ⁽¹⁾, il faut admettre que le nombre des manses de Mehring en 893 devait être d'une cinquantaine environ et que seul un accident a pu défigurer le nombre inscrit sur le manuscrit original du censier. En second lieu il est absurde que 2 manses et demi puissent se décomposer en 57 tenures ; l'auteur de la *summa* a si bien senti la difficulté du problème qu'il a pris soin de ne pas dénommer ces 57 tenures. Il a ainsi préparé la voie au commentaire de Césaire ; celui-ci, comme on le sait, pour justifier les données contradictoires de la *summa* a supposé que ces 57 tenures étaient des *picturae* détachées des manses et dénommées au XIII^e siècle *feoda* et, pour rendre compte de la différence numérique entre ces 57 tenures et les 58 *picturae* de la réserve signalées dans l'inventaire du chap. 24, il a imaginé que seules 57 tenures étaient productives, la 58^e étant concédée au maire à titre de fief de service ⁽²⁾. Commentaire ingénieux sans doute, mais qui ne résout pas la contradiction numérique incluse dans la *summa* puisque, au moment de la rédaction du censier, le nombre des manses devait être à peu de choses près égal à celui des *picturae*, dénommées *feoda* par Césaire. Ainsi la *summa* qui clôt le chap. 24 date d'une époque où le manuscrit original du censier avait déjà subi des interpolations et des mutilations, elle ne peut donc avoir pour auteur le rédacteur du censier, et, comme d'autre part ses bévues ont provoqué le commentaire de Césaire, on ne saurait l'imputer au copiste de 1222.

Ce ne sont pas seulement les totaux des redevances que le récapitu-

(1) Cela semble bien résulter du fait que le rédacteur du chap. 24 prend pour type une tenure qui comporte manse et *pictura*. Par la suite, des *picturae* se détachèrent du manse auquel elles étaient primitivement rattachées et furent concédées en bénéfice ; plusieurs figurent à ce titre dans l'interpolation du chap. 24 qui a pour titre « De beneficiis » (Beyer, p. 156).

(2) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 74, a reconnu dans la phrase « et LVIII feoda... et I feodum remanet ministro nostro » une addition introduite dans le texte de la *summa* par Césaire, mais il pense que l'interprétation proposée par celui-ci est exacte. Comme la *summa* reproduit seulement certaines des charges imposées par le chap. 24 à la tenure d'Euric, qui comporte un manse et une *pictura*, Lamprecht pense que les charges totalisées par la *summa* s'appliquent aux 57 *picturae* du domaine à l'exclusion des manses. Mais cette interprétation est inadmissible. Dans une telle hypothèse, en effet, la *pictura*, qui suppose une exploitation exclusivement viticole, acquitterait des charges écrasantes, elle devrait en particulier exécuter des corvées de labour et des charrois, dont le manse serait exempt. En réalité, si l'on en juge par un passage du chap. 25 (Schweigh), il est infiniment probable que la *pictura* devait en tout et pour tout une redevance de 10 muids ; d'autre part, c'est une habitude constante chez l'auteur des *summae* de faire seulement état de quelques-unes des charges incombant aux tenures et non de leur ensemble.

lateur s'est ingénié à calculer à la fin de quelques chapitres. Il faut aussi lui attribuer très probablement certains totaux jetés à même le texte ; dans un cas au moins on peut établir que le total n'appartient pas au texte primitif.

Le chap. 65 est ordonné selon un plan très satisfaisant qu'on peut ainsi reconstituer :

« Sunt in Arwilre mansus XXVIII, solvit unusquisque... Ex mansis supradictis sunt mansa servilia V, solvit unusquisque... jugera III.
Ex his mansis habet Benno I cum vinea ad carradas II
In dominico vinea ad carradas VIII
 Est in Arwilre terra dominicata... *Sunt in totum carrade LXXVI.*
 Ex mansis denominatis habet Erleboldus I (Bénéfices) ».

Des deux passages en italique le premier est probablement une addition, le second en est certainement une, l'interpolation ayant pour but de compléter l'inventaire de la réserve. Celle-ci est constituée presque uniquement par des vignes, dont la contenance est évaluée d'après le rendement exprimé en charretées de vin ; or, le total de 76 charretées ne peut être atteint que s'il englobe les 8 charretées de la vigne mentionnée après coup ; ce total représente donc lui aussi une interpolation.

Etant admis que les *summae* et les chiffres qui, de place en place, totalisent certaines données numériques, ne sont pas l'œuvre du rédacteur, mais doivent être tenues pour des passages ajoutés, on peut penser que ceux-ci, selon la règle générale, ont été portés dans les espaces blancs du texte ; un fait pourtant, un seul, il est vrai, nous porte à croire que l'auteur des *summae* est un copiste antérieur à Césaire qui a inscrit les totaux calculés par lui au moment où il transcrivait le texte original du censier. Le chap. 27 indique 7 manses et demi à *Salmene* ; pour dénombrer les redevances le rédacteur emploie un procédé tout à fait insolite, il donne pour chaque catégorie de redevances le chiffre global. Sans doute au groupe 34-43 le rédacteur, au lieu d'indiquer les redevances par unité de tenure, en calcule le montant global, mais entre les chapitres de ce groupe et le chap. 27 il y a une différence essentielle ; dans ceux-là le rapport entre le chiffre global et le total des tenures ne s'exprime jamais par un nombre entier, au chap. 27 au contraire le chiffre de la *summa* est 7 et demi ou un multiple de 7 ; quand le montant de la redevance s'élève à une unité (un porc, une charretée), le rédacteur tient compte du demi-manse, dans tous les autres cas il redoute une multiplication difficile et néglige la fraction ; notons enfin que pour certaines fournitures il donne la quantité par unité de tenure. Cette triple manière de calculer les redevances dans un passage rela-

tivement court est tout à fait dans les habitudes de l'auteur des *summae* ; nous serions donc disposés à admettre que, transcrivant le chap. 27, un copiste de première main s'est ingénié à calculer la « somme » des redevances et a modifié en conséquence le texte qu'il avait sous les yeux⁽¹⁾.

Si l'on admet qu'un copiste de première main s'intercale entre 893 et 1222, à une date que rien ne permet de préciser, c'est à ce copiste qu'il faut attribuer les lacunes du texte qui nous est parvenu, les fautes de lecture et probablement aussi la disposition matérielle des chapitres et paragraphes, qui a guidé Césaire pour le choix de ses titres ; c'est lui enfin qui a fondu ensemble le texte et les notes, ce qui n'exclut pas que sa copie ait pu à son tour s'enrichir de quelques rares additions avant d'être transcrite par Césaire⁽²⁾.

Le mode de transmission du censier de 893 pose enfin une dernière question : le texte nous en est-il parvenu intégralement ? Déjà Césaire notait dans son commentaire les lacunes de l'antique manuscrit qu'il copiait. Celles-ci sont de deux sortes ; certains chapitres passent sous silence des charges imposées aux manses et encore acquittées au temps de Césaire. Des oublis de cette sorte sont fréquents dans les censiers, ils prouvent soit la négligence des rédacteurs, soit le souci qu'ils avaient de noter seulement certains éléments du service, sujets à contestation ou d'un intérêt particulièrement grand pour leur abbaye. Mais il y a des oublis plus graves ; des domaines entiers, certainement entrés dans le temporel de l'abbaye de Prüm avant 893, ne figurent pas au censier. On ne s'étonne pas de ne rien apprendre des grandes forêts de Prüm et de St-Goar⁽³⁾, car celles-ci pouvaient en raison de leur mode d'ex-

(1) On pourrait, il est vrai, objecter à cette hypothèse que l'auteur des *summae* a pu effacer au chap. 27 le texte primitif pour écrire en surcharge les redevances totalisées ; le manuscrit original du polyptyque d'Irminon n'est pas exempt de passages réécrits sur un emplacement gratté, toutefois il s'agit dans ce dernier cas de passages très courts, comportant quelques mots seulement.

(2) L'une de ces additions est facile à reconnaître, elle se trouve insérée entre la *Summa de Backele* et la *Summa de Nasteden* ; c'est le passage « Debent exire inter S. Goarem... de Ursele XIII ».

(3) La forêt de Prüm avait été donnée à l'abbaye par ses fondateurs en 721 (Gerz, *MR. Reg.*, I, n° 142). — Les limites de cette forêt, qui s'étendait en gros entre l'Our et la Prüm, nous sont connues par un diplôme de Louis le Pieux du 8 novembre 816 (B. M. 638 (618)).

Quant à la forêt de St-Goar, on ne sait si le prieuré établi dans cette localité la possédait déjà en partie au moment où il fut donné par Pépin I^{er} à l'abbaye de Prüm en 765. En tout cas une partie de cette ancienne forêt royale fut donnée à l'abbaye de Prüm par Louis le Pieux le 30 janvier 820 (B. M. 712 (689)) ; d'autre part, dans un acte de précaire consenti par l'abbaye de Prüm en 881 (Gerz, *MR. Reg.*, I, n° 722) la forêt est dite : « silvam communem S. Goaris, que ad ipsum monasterium pertinet. »

exploitation échapper aux enquêteurs de 893 et faire l'objet d'un inventaire spécial ⁽¹⁾ ; de même, si le censier ne fait aucune mention des domaines d'Elvenich et d'Oos, acquis par l'abbaye au cours du IX^e siècle ⁽²⁾, il est possible qu'il faille rendre responsable de cette lacune la négligence des enquêteurs ou celle du rédacteur.

Cette explication, admissible quand il s'agit de quelques domaines isolés, ne peut rendre compte de l'absence au censier d'un groupe de domaines important, nous voulons parler des biens de la France occidentale ⁽³⁾ et de ceux de la vallée moyenne de la Meuse ⁽⁴⁾. Ces domaines ont-ils été passés sous silence volontairement ou bien les censiers partiels les concernant ne nous sont-ils pas parvenus? Telle est la question qu'il nous reste à examiner.

Le groupe de la Meuse compte un seul chapitre, le n^o 44 ; la localité d'Awans qui y est mentionnée se trouve située près de Liège, à l'ouest de la Meuse, complètement isolée des autres domaines de Prüm ; par sa rédaction l'inventaire d'Awans se différencie et des chapitres qui le précèdent et de ceux qui le suivent. Or ce chapitre est suivi de l'énigmatique mention : « Ducunt de vino carrados (*sic*) XCIIII, de annona modios MMMCCL ». Mention énigmatique, parce qu'il est impossible de retrouver dans les chapitres antérieurs les *angariae* dont nous aurions ici la somme ; que d'autre part le chiffre de 3250 muids d'avoine est très élevé et qu'enfin le rapport entre les quantités de vin et de céréales à transporter est insolite. Il nous paraît évident que cette somme est l'œuvre du copiste de première main ; ce peut être un total noté par lui dans un coin de sa copie et incorporé par Césaire dans le texte ;

(1) Il ne faut pas davantage s'étonner de l'absence au censier des domaines de Bleialf, Ormont, Olzheim, qui, compris dans les limites de la forêt de Prüm, ont pu être conquis par défrichement à une date postérieure à 893 ; on sait que ces trois localités sont citées dans une interpolation du chap. 6.

(2) Elvenich fut donné à l'abbaye par Lothaire I^{er} le 19 septembre 855 (B. M. 1173 (1139)).

En ce qui concerne Oos, où l'abbaye avait des biens dès 772 (Gœrz, *MR. Reg.*, I, n^o 222), Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 87, a ingénieusement supposé que le domaine situé dans cette localité était rattaché à Büdesheim, mais le censier de 893 ignore Büdesheim comme Oos.

(3) L'abbaye possédait la *villa* de Hannapes (Aisne, Vervins, Wassigny) qui lui avait été donnée avant 861 par Nithard (Gœrz, *MR. Reg.*, I, n^o 750) ; cf. aussi Forst, *W. Z.*, XX, p. 258 et Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 130). Nithard avait reçu Hannapes en 845 de la générosité de Charles le Chauve (Gœrz, *MR. Reg.*, I, n^o 555).

(4) En 762 Pépin I^{er} avait donné entre autres biens à l'abbaye de Prüm la *cella* de Revin sur la Meuse (B. M. 95 (93)) ; au cours du IX^e siècle l'abbaye possédait un ensemble de biens répartis entre Revin, Feppin et Fumay, mais on ne sait si tous ces biens remontaient à la donation de 762 (voir Forst, *W. Z.*, XXIII, p. 224).

ce peut être aussi le dernier terme d'un paragraphe récapitulatif dont le début nous ferait défaut. Dans ce cas il faudrait admettre que la copie utilisée par Césaire avait perdu avant 1222 plusieurs de ses feuillets ; il nous manquerait un fragment assez important du censier, soit un ensemble de chapitres qui sur le manuscrit original suivaient immédiatement le chap. 44 (Awans) et dont la fin seule (« Ducunt... modios MMMCCL ») nous aurait été conservée. Il est naturel de penser dans cette hypothèse que le groupe ainsi mutilé comprenait dans son état primitif, en dehors d'Awans, les domaines de la vallée de la Meuse et les biens de la *Francia occidentalis*, dont l'absence au polyptyque est pour le moins déconcertante. Toutefois, la note finale juxtaposée au chap. 44 est de forme si succincte et de rédaction si bizarre qu'une telle hypothèse ne peut être présentée que sous toutes réserves.

C'est pourtant une explication du même ordre qui donne la solution la plus satisfaisante des problèmes soulevés par l'énigmatique « Summa angariarum » qui clôt le chap. 58. Comme on l'a signalé plus haut, il est impossible dans l'état actuel du censier de reconstituer le groupe de domaines, dont cette *summa* totaliserait les charrois. Or, une anomalie de rédaction relevée au chap. 62 (Kesseling) autorise à penser que cette fois encore nous avons à regretter l'absence de plusieurs chapitres. A en juger, en effet, par le type de rédaction auquel appartient ce chapitre, il devrait normalement prendre fin avec l'inventaire de la réserve, soit avec les mots : « forestum in Cransceit ad porcos CL ». Dans l'état actuel du censier il n'en va pas ainsi et, comme la dernière phrase du chapitre est sans aucun rapport avec ce qui précède, force est bien d'admettre qu'elle appartient à un chapitre différent et que seule une lacune a pu ainsi la juxtaposer au chap. 62. Cette lacune peut s'expliquer, soit par une faute d'inattention du copiste de première main, qui, au cours de son travail de transcription, aurait sauté tout un passage du censier, soit par la disparition d'un ou de plusieurs feuillets de la copie exécutée par celui-ci. Dans un cas comme dans l'autre, on comprend sans peine que les domaines correspondant aux chapitres disparus aient pu représenter un total de 150 manses, soit le chiffre qui fait actuellement défaut pour justifier dans une certaine mesure le total de 500 manses supposé par la *summa* ⁽¹⁾.

De l'étude qui précède se dégagent en fin de compte les conclusions suivantes :

Le polyptyque de Prüm, conservé par l'intermédiaire de la copie qu'en exécuta en 1222 l'ex-abbé Césaire, présente dans son ensemble

(1) Voir p. 52-53.

une remarquable unité de composition. Sa rédaction date de 893, elle a été entreprise à la suite des invasions normandes qui par deux fois dans le dernier quart du IX^e siècle détruisirent en partie les archives de l'abbaye et bouleversèrent complètement quelques-unes de ses possessions. Il est possible que le polyptyque ait été entrepris à l'instigation de l'abbé Régino à la suite de la seconde invasion, celle de 892 ; toutefois, il est plus vraisemblable que les travaux préparatoires à cet inventaire général aient été entrepris au lendemain de l'invasion de 882. En tout cas, il n'y a aucune raison d'admettre que le censier de Prüm daté de 893 procède d'un censier de 810, remanié en 854.

Le polyptyque de Prüm a été composé au moyen d'inventaires partiels confiés à des commissions d'enquête travaillant sur un ensemble de domaines bien délimités et formant un groupe géographique distinct ; dans le censier général ces groupes s'ordonnent suivant les points cardinaux ; toutefois les biens des prieurés de St-Goar et d'Altrip forment deux groupes qui, rejetés à la fin du censier, en rompent l'ordre géographique rigoureux. Ces inventaires partiels sont contemporains et ont été établis dans un temps relativement court ; le rédacteur du censier les a juxtaposés sans chercher à modifier leur rédaction.

Il n'y a aucune raison de penser que le censier dénombre seulement les biens d'une des deux menses entre lesquelles se répartissait le temporel de l'abbaye ⁽¹⁾. Le nombre des domaines inventoriés, la richesse foncière qu'ils supposent contredisent une telle hypothèse ; c'est un inventaire intégral des domaines de l'abbaye que prétend donner le censier de 893. Toutefois cet inventaire ne nous est pas parvenu au complet ; il est possible qu'un accident matériel (disparition d'un ou de plusieurs feuillets) nous ait privés presque totalement du censier des domaines de la Meuse et de quelques-uns des chapitres consacrés aux domaines en bordure de l'Eifel. — En ce qui concerne l'absence au censier de quelques domaines isolés, il ne faut en accuser que la négligence des enquêteurs ou des rédacteurs.

Le polyptyque de 893 a reçu postérieurement à sa rédaction des additions qu'il est impossible de dater ; ces additions introduites sous forme de notes marginales ou interlinéaires ont été fondues dans le texte par un scribe occupé à transcrire l'original ; ce scribe peut être Césaire lui-même ou un copiste intermédiaire, antérieur à Césaire. En notant dans son commentaire marginal les inféodations successives, qui de son temps avaient singulièrement réduit la richesse foncière de l'abbaye, Césaire ne faisait que reprendre une tradition ancienne ;

(1) Hypothèse présentée sous toutes réserves par Forst, *W. Z.*, XX, p. 258.

il importe peu que ce commentaire ait reçu un développement inaccoutumé et qu'il soit l'œuvre d'un homme intelligent et bien informé ; s'il lui était arrivé, au cours d'une nouvelle transcription, d'être incorporé dans le texte qu'il commente par un copiste maladroit ou distrait, le censier de Prüm se présenterait avec des incohérences capables de mettre en déroute la critique la plus ingénieuse. Que pareille aventure ne soit pas impossible, c'est ce que certaines inadvertances de l'édition Beyer prouvent suffisamment.

.

CHAPITRE IV

LES DOMAINES LORRAINS DE L'ABBAYE DE PRÜM

Il nous reste à rechercher dans quelle mesure ces conclusions de valeur générale s'appliquent aux chapitres du censier qui traitent des biens lorrains de l'abbaye. Ces domaines se trouvent répartis entre les deux groupes géographiques V et VI. Le premier de ces groupes est situé à l'ouest du groupe IV, consacré au domaine de Remich ; les domaines qui le composent s'étendent en gros entre la Chiers et la Semoy et s'avancent vers l'est jusqu'au voisinage de Luxembourg. Les localités qui donnent leur titre à chacun des chapitres sont : *Lullingen*, *Riuuata*, *Montiniacum*, *Nivenru* (ou *Nivenriu*), *Bovelicurt*, *Wans* et *Holonzeias* ; leur identification ne va pas sans présenter quelques difficultés.

Le *Lullingen* du chap. 34 est situé par Césaire dans l'évêché de Metz, mais il n'avance cette opinion qu'avec hésitation ⁽¹⁾, de sorte qu'en fin de compte on ne peut faire état du renseignement qu'il apporte. Du point de vue philologique strict, il faudrait identifier *Lullingen* avec Lullange, hameau de la commune de Beuvange, dans le nord du Luxembourg actuel. Mais cette identification est à rejeter, car le *Lullingen* du censier de 893 ne fait qu'un avec la *villa Lullingae* dans laquelle Wicbertus avait donné ses biens à l'abbaye de Prüm en 787 ⁽²⁾ ; or cette *villa* est située par la charte de donation dans le *pagus Wabrensis* et on peut douter que celui-ci se soit jamais étendu assez loin vers le nord au point d'englober Lullange. Dans les limites mêmes de l'ancienne Woëvre, deux localités répondent au vocable ancien qui est ici en question : Ludelange dans le département de la Moselle, à une dizaine de kilomètres au nord-est d'Audun-le-Roman et Leudelange à dix kilomètres au sud-ouest de Luxembourg ; c'est avec le

⁽¹⁾ Beyer, p. 163, n. B.

⁽²⁾ Gœrz, *MR. Reg.*, I, n° 310, la charte est éditée entre autres par Beyer *MR. UB.*, I, n° 33.

second qu'il faut identifier le *Lullingen* du censier. En effet, si l'on se reporte à l'acte de 787 déjà cité, on voit que Wicbertus donne à Prüm, sous condition de reprise en précaire, les biens qu'il possède « in villas qui vocantur Lullingas et Addeobace et Acaliaimo sitas in pago Wabrinse », *villae* qu'on a lieu de supposer voisines ou peu éloignées l'une de l'autre. Les deux derniers noms résistent de prime abord à toute tentative d'identification, mais le contrat de précaire de 787 n'est plus connu que par une copie défectueuse du X^e siècle insérée au *Liber aureus* de Prüm, aussi Lamprecht propose-t-il ingénieusement de corriger le texte de la copie et de lire *Ad Deobace* et *Daliaimo* ⁽¹⁾, localités qu'il identifie avec Dippach et Dalhem, distantes de Leudelage d'une dizaine de kilomètres seulement.

La localité appelée *Riuuata* par le censier et *Riuat* par Césaire a été identifiée par Lamprecht ⁽²⁾ avec Rivage dans les environs immédiats de Metz, mais Rivage est une simple ferme dont l'origine ne paraît pas ancienne ; la forme latine du mot et la situation de certaines des localités suivantes incitent à identifier *Riuuata* avec Ruette à huit kilomètres au sud-est de Virton. *Montiniacum* ou *Montini*, comme écrit Césaire, est certainement Montigny ⁽³⁾ ; comme il ne saurait s'agir de Montigny-lès-Metz, possession ancienne de l'évêché de Metz, l'identification avec Montigny-sur-Chiers s'impose ; elle paraît confirmée par une note d'ailleurs assez obscure de Césaire ⁽⁴⁾. Aucun village de

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 128, v° *Dippach* et *Dahlem*.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 134 ; l'auteur ne présente d'ailleurs cette identification que sous toutes réserves.

⁽³⁾ On sait que les domaines inventoriés aux chap. 36 et 37 sous le nom de *Montini* sont situés dans une même localité.

⁽⁴⁾ Beyer, p. 163, n. C. — Césaire, faisant état de renseignements fournis par un moine originaire de la région de Montigny, situe cette localité entre Metz et Mouzon (*Monzun*), à une distance de Metz qu'il évalue à trois milles (« et ipse [monachus] mihi dixit quod Montini situm esset inter Metis et Monzun ; de Metis distat tria miliaria »). Il résulte de deux passages du commentaire de Césaire (Beyer, p. 178, n. 2 et p. 187, n. 1) que le mille dont celui-ci se sert dans ses évaluations correspond à une longueur d'environ 10 kilomètres. Césaire comptant 30 kilomètres entre Metz et *Montini*, cette indication suffit pour écarter Montigny-lès-Metz, commune toute proche de Metz et aujourd'hui englobée dans cette ville. Montigny-sur-Chiers est bien situé entre Mouzon et Metz mais à une distance de Metz qui atteint une quarantaine de kilomètres, chiffre supérieur à celui indiqué par Césaire ; on ne saurait toutefois exiger du commentateur en cette matière une exactitude mathématique.

Ce qui enlève au commentaire de Césaire un peu de sa clarté et, par là même, de sa valeur, c'est le fait que sur le manuscrit on lit entre *Metis* et *distat* un signe d'abréviation difficile à déchiffrer ; Beyer a rendu ce signe par le mot *nempe* pour des raisons qui nous échappent ; il faut peut-être lire : *non* ou *haec* [villa].

la région considérée ne répond, à notre connaissance, au vocable ancien de *Nivenriu* ; toutefois, comme le chap. 38 indique à *Nivenriu* une église dédiée à St Pancrace, il paraît à peu près certain qu'il s'agit du village de St-Pancré à peu de distance de Ruette et de Montigny-sur-Chiers ; suivant un phénomène assez courant le nom du saint patron de l'église a dû se substituer à un moment donné au nom ancien. Pour *Bovelicurt*, Lamprecht propose, d'ailleurs sous réserves ⁽¹⁾, Burlioncourt, dans la région de Château-Salins, identification fantaisiste, à laquelle nous ne trouvons d'ailleurs rien à substituer. Le même auteur, situant sans aucune raison valable *Wans* et *Holonzeias* dans le *pagus Salinensis*, n'a découvert aucune localité de l'ancien Saulnois qui réponde à l'un ou l'autre de ces vocables ⁽²⁾ ; en réalité il a fait fausse route, car il est certain que le chap. 40 concernant ces deux domaines est étroitement apparenté aux chapitres précédents ⁽³⁾. Il faut donc chercher *Wans* et *Holonzeias* dans la région de la Chiers-Semoy ; le village de Vance sur la Semoy, à l'ouest d'Arlon, et celui d'Halanzy sur le ruisseau de la Vire, un peu à l'est de Ruette, nous paraissent répondre à toutes les données du problème. On voit qu'au total le groupe V ne comprend que deux localités lorraines, trois au plus ⁽⁴⁾ ; les autres se partagent entre la Belgique et le Luxembourg et, contrairement à l'hypothèse formulée par Césaire, aucune d'entre elles n'appartient au diocèse de Metz. En ce qui concerne le mode de rédaction, rappelons que ce groupe présente une réelle unité, que les chapitres 36-40 laissent encore deviner le schéma d'un inventaire partiel et qu'enfin on ne relève dans l'ensemble des chapitres du groupe aucune addition au texte primitif.

Le groupe VI, ou groupe du Saulnois, à la différence du précédent, ne compte que des domaines lorrains, répartis dans les limites du *pagus Salinensis* et ressortissant à l'ancien évêché de Metz. Le *Vicus* que le rédacteur du chap. 41 a éprouvé le besoin de localiser avec précision « in Salnins », afin d'éviter toute confusion avec les localités de même nom inscrites au censier ⁽⁵⁾, a été identifié par Lamprecht, pour des raisons qui nous échappent, avec Moyenvic, où l'exploitation du sel fut toujours très active et où de nombreuses abbayes possédaient dès le

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 127.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 135, v^o *Uvans* et p. 130, v^o *Holonzi*.

⁽³⁾ Voir p. 62.

⁽⁴⁾ Montigny-sur-Chiers ; St-Pancré et *Bovelicurt* en supposant que cette localité, non identifiée, se trouve en territoire lorrain.

⁽⁵⁾ Aux chap. 14, 16, 17, 22.

haut moyen âge de ces poêles à sel dont il est parlé au chap. 41 ⁽¹⁾. Toutefois Moyenvic est appelé dans les textes anciens *Medius Vicus* ⁽²⁾ et, faute de toute épithète de ce genre, il nous paraît prudent d'identifier le *Vicus* du chap. 41 avec Vic-sur-Seille, localité d'ailleurs toute proche de la précédente et célèbre comme celle-ci par ses salines.

Le groupe du Saulnois ne comptant que trois chapitres (chap. 41, 42, 43), qui correspondent seulement à deux domaines différents, celui de Vic, et celui de *Fagit*, dont il sera question dans un instant, il est naturel de penser que l'ensemble du groupe est l'œuvre d'un même rédacteur ; toutefois, l'inventaire du chap. 41 présente une rédaction d'un type assez particulier, ce qui tient avant tout à la nature même des revenus que l'abbaye tirait de son domaine de Vic. Ces revenus consistaient en effet presque exclusivement dans le produit de trois poêles à sel, exploités suivant un système de fermage assez complexe, que le rédacteur décrit chemin faisant avec quelque détail ⁽³⁾. Ajoutons que la forme subjective (*Habemus*), employée par l'inventaire et conservée par le rédacteur du censier, contribue à donner au chap. 41 une originalité assez marquée. L'énumération des revenus provenant de l'exploitation des salines est interrompue exactement en son milieu par la phrase « *Invenimus ibi fratres IIII his nominibus...*, *vidua una tenet heralem I solvit denarios IIII* », qui énumère les redevances payées par un certain nombre d'individus à titre de chevage ou à titre de cens foncier pour des tenures de faible étendue (*heralis* ou *curtilis*) ; bien que sa place au milieu du chapitre soit tout à fait insolite, il n'y a pas de raison décisive, semble-t-il, pour taxer ce passage d'interpolation.

Il n'en est pas de même pour deux autres passages du chapitre qui concernent bien l'exploitation des salines, mais qui par leur forme contrastent avec le reste du texte. Après avoir noté que chaque poêle rapporte par mois 24 *burdurae* de sel ⁽⁴⁾ et après avoir fixé la répartition de cette quantité entre l'abbé, le maire et le fermier des salines (*operator*), le rédacteur continue en ces termes :

⁽¹⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 78 ; dans un autre passage (p. 135) Lamprecht propose d'identifier *Wihc* avec Vic-sur-Seille.

⁽²⁾ Voir les formes anciennes dans *E. L. O.*, v° *Moyenvic*.

⁽³⁾ Willwersch (p. 36) a ingénieusement comparé le système d'exploitation des poêles à sel (*inae*) à celui des *picturae* de vigne. Le produit mensuel d'une poêle est fixé à une quantité forfaitaire ; le fermier exploitant la saline ne garde qu'une faible partie du sel et prélève en outre sur sa part les cens et redevances de diverses sortes qu'il doit acquitter au profit de l'abbaye.

⁽⁴⁾ Le manuscrit donne la leçon « *burduras XIII* » mais le contexte prouve qu'il faut lire « *burduras [X]XIII* ».

« De unaquaque ine exeunt in ebdomada burdure VI, id est cotidie I. Querendum est a vicinis vel a melioribus hominibus si operator noster fidelis non fuerit, sicut sepe congingit. Ideo precipimus inquirere quando vel quantum burdura ascenderit vel descenderit, que aliquando duobus constat denariis tantum, aliquando usque ad XVI denarios, aliquando usque ad unciam pervenit. »

De ce passage, déjà signalé par Lamprecht, il faut en rapprocher un autre qui n'a pas retenu l'attention de l'historien allemand ; vers la fin du chapitre le rédacteur, après avoir énuméré plusieurs redevances perçues sur chaque poêle à sel, écrit :

« De cyconia vel stadiva dominica, id est locus ubi stat (*sic*) quando aquam haurit, quot inas procuraverit, tot solidos V per annum exigere debes ».

Ces deux passages sont suspects à plus d'un titre. Le premier débute par une glose ; tandis que le rédacteur du chapitre calcule les redevances ou le rendement forfaitaire des *inae* par mois ou par année, le commentateur exprime ce même rendement par semaine et par jour. De plus, chacun des deux passages quitte brusquement le ton de la description ou de la narration pour prendre celui du commandement. Un personnage anonyme, qui ne saurait être l'auteur de l'inventaire, recommande d'une manière pressante, une fois de surveiller les fluctuations du cours du sel afin de contrôler les versements en argent faits par l'*operator*, l'autre fois d'exiger une somme annuelle de cinq sous par poêle à titre de redevance pour l'extraction de l'eau salée. Nous avons là, et c'est un cas unique dans tout le censier, des notes d'administration jetées au milieu d'un inventaire. On pourrait admettre à la rigueur que la première note a été écrite après 893 sur l'original par un moine de Prüm à titre de memento personnel, mais l'emploi du mot *debes* exclut cette interprétation pour le second passage, car ici, la personne qui commande s'adresse à un interlocuteur ou à un correspondant.

L'hypothèse qui nous semble le mieux rendre compte de ces bizarreries est la suivante. L'inventaire de Vic a été établi sur place par le prévôt de l'abbaye chargé de l'administration des biens du Saulnois ; parvenu à Prüm, cet état des droits de l'abbaye fut complété par deux remarques de ton impératif destinées à cet agent de l'abbaye, celles-ci étant inscrites en marge ou en interligne ; l'inventaire ainsi modifié fut sans doute renvoyé à Vic, mais auparavant il avait pris place avec ses surcharges dans le censier.

Les deux chap. 42 et 43 comptent parmi les plus riches au point de vue toponymique ; pour ne point s'égarer dans l'identification des noms de lieu qui y sont mentionnés, il est bon de ne pas oublier que

les deux chapitres n'en forment qu'un seul, fâcheusement dissocié, soit par Césaire, soit par le copiste de première main, et que, par suite, les biens décrits se groupent autour d'un même centre administratif. Si l'on fait en effet abstraction du paragraphe intitulé par Césaire *Actio antiqua* (« Reddiderunt Albricus et Gerbertus... Tiedricus, Rainardus, Durast »), qui est certainement une addition au texte primitif, et si l'on réunit en un seul les deux chap. 42 et 43, on voit que l'unique chapitre ainsi reconstitué se décompose en plusieurs paragraphes fort bien ordonnés :

1° Sunt in Fagit mansa integra XV.

2° Mansus indominicatus... Ad Eleincurt vinea I.

3° Sunt in ipsa villa sedilia... solidi III.

4° Hildigerus tenet mansum I; facit... excepto de Morvilla.

5° Sunt in prefato Fagit... in pratum alium. (Est in Wifilei pratum indominicatum jugera II) Ad Cavellion... jornaes V.

Si l'on adopte cette division en paragraphes et si l'on ne tient pas compte de la phrase « Est in Wifilei... jugera II », qui détruit l'harmonie générale de la rédaction, on voit que le rédacteur énumère tour à tour les manses tributaires, la réserve, les tenures dites *sedilia*, les charges des manses, puis les redevances payées par un certain nombre d'individus jouissant d'un statut personnel spécial; de plus, aussi bien pour les terres de la réserve que pour les manses, le rédacteur indique leur répartition dans des localités dépendant d'un centre administratif commun. Celui-ci est *Fagit*, c'est-à-dire Faxé à six kilomètres à l'est de Delme; le *mansus indominicatus* est constitué en très grande partie par des terres situées sur le territoire de Faxé, mais de la réserve dépendent en outre des vignes à *Puzol* et *Eleincurt*, soit Puzieux et Alaincourt, localités voisines l'une de l'autre et distantes de Faxé de huit kilomètres environ. De même, les manses ne sont pas tous groupés à Faxé; on en trouve à Puzieux et Alaincourt et en outre à *Morvilla*, qui est probablement Morville-sur-Nied et non Morville-sur-Seille; le premier de ces villages étant en effet à six kilomètres de Faxé, le second à une vingtaine de kilomètres, la première identification paraît plus vraisemblable.

La fin du par. 5 contient une phrase « Est in Wifilei pratum indominicatum jugera II », qui cadre mal avec l'ensemble de ce paragraphe. Celui-ci mentionne, en effet, les redevances perçues, soit à titre personnel, soit à titre réel, sur un certain nombre d'individus appartenant à des catégories sociales bien déterminées; ce sont des *prevendarii*, des *mundiliones*, des *femine* non autrement qualifiées, mais dans lesquelles

il faut voir probablement des femmes soumises comme les *mundiliones* à la protection (*mundium*) de l'abbaye⁽¹⁾ et enfin des *forestarii*. Les trois premières catégories paraissent avoir leur domicile à Faxe ; quant aux *forestarii*, ils exploitent une terre concédée par l'abbaye, que le censier situe *ad Cavellion*, c'est-à-dire à Chevillon, aujourd'hui simple ferme de la commune de Juville au nord de Puzieux. Dans ces conditions, on est assez surpris de rencontrer dans ce paragraphe la mention d'un pré « dominical » à *Wifilei* ; c'est beaucoup plus haut, c'est dans le par. 2, que devrait figurer une telle indication, dans laquelle il faut voir très probablement une addition postérieure ; quoi qu'il en soit, c'est en vain qu'on cherche dans la région Faxe-Puzieux une localité qui réponde au nom de *Wifilei*, nom qui ne se retrouve, à notre connaissance, dans aucun autre texte.

Le passage intitulé *Actio antiqua*, qui vient rompre l'unité du chapitre sur Faxe (chap. 42-43 réunis), se présente sous la forme d'une notice qui rappelle des restitutions opérées en faveur de l'abbaye de Prüm par Albricus et Gerbertus au temps de l'abbé Farabert, soit entre 886 et 892 ; les biens restitués sont énumérés par la notice et présentent une grande variété : *mancipia* dont le domicile n'est pas indiqué, tenures domaniales, vignes, terres non amansées et une poêle pour la fabrication du sel à Vic. Ces différents biens se répartissent entre plusieurs localités, dont certaines nous sont déjà connues (Puzieux, Alaincourt, Faxe), dont d'autres sont nouvelles. L'une, dénommée *Aron* doit être identifiée, en dépit de la faute de lecture qui a modifié la première lettre du mot, avec Oron ; l'autre (*Treiner*) est probablement Tragny ; ce village, comme d'ailleurs Oron, se trouve bien dans la région où nous avons rencontré les autres localités des chap. 42 et 43.

L'insertion d'une telle notice au milieu même d'un des chapitres du censier constitue une interpolation évidente, dont le but se laisse facilement deviner. A une date qu'on ne peut préciser, mais qui est postérieure en tout cas à 893, un moine, très au courant des archives de son abbaye, fut frappé du fait que le contenu d'une notice de restitution du temps de l'abbé Farabert n'avait pas été incorporé entièrement au censier ; pour remédier dans quelque mesure à cette lacune et pour justifier les droits de l'abbaye sur les biens de Tragny et d'Oron, ce moine nota sur le manuscrit même du censier une analyse de la notice en question. Comme cette analyse représente une interpolation trop étendue pour avoir pu trouver place dans un espace réservé entre

(1) On aura l'occasion d'apporter par la suite des précisions sur la condition juridique de cette classe d'individus.

deux paragraphes, il faut admettre qu'elle a été portée dans une marge latérale à hauteur du par. 4 ou écrite sur un morceau de parchemin intercalé entre deux feuillets du manuscrit.

En somme, bien que peu nombreux, les chapitres du censier de Prüm consacrés aux domaines lorrains de l'abbaye posent de délicats problèmes, dont la solution n'est possible qu'à condition de replacer ces chapitres dans l'ensemble de l'œuvre ; d'ailleurs ces chapitres présentent deux additions d'un type assez rare : d'une part des notes d'administration inscrites sur un inventaire particulier antérieur au censier général et d'autre part une notice relatant une restitution antérieure de peu à 893, mais insérée au censier postérieurement à cette date.

ABBAYE DE PRÜM

CENSIER GÉNÉRAL DE 893 (Censier n° 1)

ANNEXE I

TABLEAU DES TROIS ÉTATS SUCCESSIFS DU CENSIER DE PRÜM
DANS L'HYPOTHÈSE DE LAMPRECHT

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE PRÜM

TABLEAU DES TROIS ÉTATS SUCCESSIFS DU CENSIER DE PRÜM DANS L'HYPOTHÈSE DE LAMPRECHT ⁽¹⁾

(¹) Le présent tableau, destiné à faciliter l'intelligence de la théorie de Lamprecht, telle qu'elle a été exposée, p. 25 et sq., est établi en fonction de cette théorie et abstraction faite des objections auxquelles celle-ci peut donner lieu.

On a conservé aux chapitres le numéro d'ordre qu'ils ont reçu dans la rédaction définitive de 893 (rédaction III) ; il en résulte que pour les rédactions I et II ces numéros d'ordre ont simplement la valeur d'indices commodes, pour désigner des chapitres qui devaient figurer dans ces deux rédactions et qui se retrouvent sous ce numéro d'ordre dans la rédaction III.

Dans la colonne réservée à la rédaction I, on a imprimé en italique les noms des domaines entrés en la possession de l'abbaye de Prüm avant 810 et qui par suite devaient figurer dans le censier établi, au dire de Lamprecht, peu de temps après cette date. Les chapitres dont l'introduction au censier est datée de manière précise par Lamprecht ont été affectés d'un astérisque ; pour les chapitres non marqués de ce signe, et ce sont de beaucoup les plus nombreux, on se souviendra que le tableau donne pour chacun des trois censiers successifs un état de composition minimum ; dans ces conditions, du fait qu'un numéro de chapitre est inscrit dans la colonne III et non pas dans la colonne II, on ne doit pas en conclure que le chapitre en question ne figurait pas déjà dans le censier de rédaction II.

Enfin, dans les cas où Lamprecht signale des additions au texte primitif sans se prononcer nettement sur leur âge, ces additions ont été inscrites à cheval sur l'une et l'autre des colonnes II et III ; de plus, on a dans ce cas attribué à la rédaction I les chapitres qui ont reçu ces additions en avertissant toutefois par un point d'interrogation le lecteur du caractère incertain de cette attribution.

Pour les actes constitutifs du temporel, on renvoie selon les cas à Böhmer-Mühlbacher (B. M.) ou à Gærz, *Mittelrheinische Regesten*, I (G.) ; une référence du type L., p. 101 doit s'entendre Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 101.

Rédaction I (peu après 810)	Rédaction II (automne 854)	Rédaction III (893)
1 <i>Rommersheim</i> ⁽¹⁾	1	Additions (rédaction II ou III) ⁽⁴⁾
2 <i>Wetteldorf</i> ⁽²⁾	2	
3 <i>Hersdorf</i> ⁽³⁾	3	
4 ?	4	
5 <i>Dingdorf</i> ⁽⁵⁾	5	
6 <i>Wallersheim</i> ⁽⁶⁾	6	7
—	7	
8 <i>Sarresdorf</i> ⁽⁷⁾	8	Additions (rédaction II ou III) ⁽⁸⁾
9 <i>Birresborn</i> ⁽⁹⁾	9	9
10 ?	10	Additions (rédaction II ou III) ⁽¹¹⁾
11 ? ⁽¹⁰⁾	11	
—	12	12
13 ?	13	Additions (rédaction II ou III) ⁽¹²⁾
14 <i>Sefferweich</i> ⁽¹³⁾	14	14
15 Est in Hellen- buhc mansus I quem tenet Er- kembertus qui omne servitium similiter facit. ⁽¹⁴⁾	15 Forme de I ⁽¹⁴⁾	15 Forme rema- niée ⁽¹⁴⁾
—	*16 ⁽¹⁵⁾	16
17 Sunt in alio Wihe mansa III que similiter solvunt sicut superio- res. ⁽¹⁶⁾	17 Forme remaniée par suite de l'in- troduction du chap. 16 ⁽¹⁶⁾	17 Forme de II ⁽¹⁶⁾
—	—	18
19 <i>Fliessem</i> ⁽¹⁷⁾	19	19
—	—	20

(1) Donation de 762, B. M. 95 (93). — (2) Donation de 762, B. M. 95 (93). — (3) Contrat de précaire de 722, G. 222. — (4) L., p. 67-68. — (5) Donation de 801, G. 379. — (6) Donation de 777, G. 267. — (7) Donation de 762, B. M. 95 (93). — (8) L., p. 68. — (9) Donation de 762, B. M. 95 (93). — (10) Lamprecht, p. 126, v^o *Badem*, indique pour l'origine de ce domaine un acte de 800 qui n'a pu être retrouvé. — (11) L., p. 71 (lire : « 10 Etteldorf » et « 11 Badem » au lieu de « 9 Etteldorf » et « 10 Badem »). — (12) L., p. 68. — (13) Donation de 777, G. 267 ; il est possible que le Weich donné par cet acte soit Malbergweich. — (14) L., p. 79-80. — (15) L'introduction de ce chapitre correspond à la donation de 14 manses faite par Madalwinus après 841 (L., p. 80-81). — (16) L., p. 81. — (17) Acquisition par échange de biens en 804, G. 390.

Rédaction I	Rédaction II	Rédaction III
21 Inter B. et D... cansiles faciunt. Est etiam D. mo- lendum I. ⁽¹⁾	21 Inter B. et D... cansiles faciunt. ⁽¹⁾	21 Forme de II ⁽¹⁾
22 <i>Malbergweich</i> ⁽²⁾	22 Forme de I ⁽³⁾ Est etiam D. mo- lendum I.	22 Additions Est etiam D. mo- lendum I.
23 <i>Mötsch</i> ⁽⁴⁾	23 Forme remaniée pour tenir compte de l'acquisition de 844. ⁽⁵⁾	23 Forme de II ⁽⁵⁾
24 <i>Mehring</i> ⁽⁶⁾	24	24 Additions ⁽⁷⁾
25 <i>Schweich</i> ⁽⁸⁾	25	25 Additions ⁽⁹⁾
—	—	26
—	27	27 Forme de II re- maniée ⁽¹⁰⁾
—	28 Clüsserath ⁽¹¹⁾	28
—	—	29
30 ?	30 ?	30 Remanié ou in- troduit à la suite de la donation de 868 ⁽¹²⁾
31 ?	31 ?	31
32 ?	32 ?	32 Même remarque que pour 30 ⁽¹²⁾
112	Chapitres déplacés et rejetés à la fin du censier à la suite des échanges de 823- 844 ⁽¹³⁾	Comme la rédac- tion II ⁽¹³⁾
114		
115		
116		
117		
118	—	33

⁽¹⁾ L., p. 80. — ⁽²⁾ Acquisition par échange de biens en 804, G. 390. Il est possible que le Weich cédé à l'abbaye par cet acte soit Sefferweich. — ⁽³⁾ Au cours de la rédaction II, cette mention est détachée du chap. 21 et rejetée après le chap. 22 ; L., p. 80. — ⁽⁴⁾ Donation de 762, B. M. 95 (93). — ⁽⁵⁾ L., p. 65 et 87. Sur l'acte d'échange de 844, cf. G. 553. — ⁽⁶⁾ Donation de 762, B. M. 95 (93). — ⁽⁷⁾ L., p. 73-76. — ⁽⁸⁾ Donation de 762, B. M. 95 (93). — ⁽⁹⁾ L., p. 76-77. — ⁽¹⁰⁾ L., p. 77. — ⁽¹¹⁾ Domaine acquis par suite d'échange en 844, G. 553. — ⁽¹²⁾ L., p. 91. — ⁽¹³⁾ L., p. 85-86.

Rédaction I	Rédaction II	Rédaction III
34 <i>Leudelage</i> ⁽¹⁾	34	34
—	—	35
—	36 ?	36 Additions de caractère douteux ⁽²⁾
—	—	37
—	—	38
—	—	39
—	—	40
41 ?	41 Traces de remaniements datant de la rédaction II ou III ⁽³⁾ .	
—	—	42
—	43	43 Remanié pour introduire l' <i>Actio Antiqua</i> ⁽⁴⁾
—	*44 Awans ⁽⁵⁾	44
—	*45 Villance ⁽⁶⁾	45 Addition ⁽⁷⁾
46 ?	46 Addition (rédaction II ou III) ⁽⁸⁾ .	
47	47	47
48	48	48
—	49	49 Addition ⁽⁹⁾
—	—	50
—	—	51
—	—	52
—	—	53
—	—	54
—	—	55
—	—	56
—	—	57
58 Nöthen	58 Remaniements par suite de la donation de Lothaire I ^{er} de 846 ⁽¹⁰⁾	58 Forme de II ⁽¹⁰⁾

(¹) Donation avec reprise en précaire de 786, G. 310. — (²) L., p. 77. — (³) L., p. 78. — (⁴) L., p. 65-66. — (⁵) Donation du 10 juillet 854, B. M. 1165 (1131). — (⁶) Donation du comte Richard, confirmée par Lothaire I^{er} le 12 novembre 842, B. M. 1094 (1060). — (⁷) L., p. 89-90. — (⁸) L., p. 99. — (⁹) L., p. 99. — (¹⁰) Donation de trois manses et demi à Gilsdorf par Lothaire I^{er} le 6 décembre 846, B. M. 1129 (1095); selon L., p. 88, ces manses auraient été incorporés au domaine voisin de Nöthen.

Rédaction I	Rédaction II	Rédaction III
—	59	59
—	—	60
—	—	61
62 <i>Kesseling</i> ⁽¹⁾	62	62
—	63	63
—	64	64
—	65	65
—	—	66 { Additions ⁽²⁾
—	67	67 Addition à 67 re- jetée après 98 ⁽³⁾
—	68	68 Addition ⁽⁴⁾
—	69 ⁽⁴⁾	69 Remanié ⁽⁵⁾ .
—	70	70 Additions ⁽⁶⁾
—	71	71 Additions ⁽⁷⁾
—	72 ⁽⁸⁾	72
—	73	73
—	74	74
—	75	75
—	—	76
—	—	77
—	—	78
—	—	79
—	—	80
—	—	81
—	—	82
—	—	83
—	84 ⁽¹⁰⁾	84
—	85 ⁽¹⁰⁾	85
—	—	86 Suite du censier de Güsten ⁽⁹⁾
—	87 ⁽¹¹⁾	87 Forme rema- niée ⁽¹¹⁾
—	—	88 { Suite du censier
—	—	89 { de Güsten ⁽⁹⁾
—	—	90 Schönauf ⁽¹²⁾

(¹) Donation de 762, B. M. 95 (93). — (²) L., p. 99. — (³) L., p. 101. —
 (⁴) L., p. 101. — (⁵) L., p. 101. — (⁶) L., p. 101. — (⁷) L., p. 101. — (⁸) Sur les raisons
 qui militent en faveur de l'ancienneté du chap. 72, cf. L., p. 99-101. — (⁹) L., p. 97-98.
 — (¹⁰) L., p. 98. — (¹¹) L., p. 97-98. — (¹²) L., p. 96-97.

Rédaction I	Rédaction II	Rédaction III
—	91	91 Forme remaniée par suite de l'in- troduction du n ^o 90 ⁽¹⁾
—	—	92
—	—	93
—	—	94
—	—	95
96 <i>Rheinbach</i> ⁽³⁾	96	96
—	97	97
—	98	98 Addition desti- née au n ^o 67 ⁽⁴⁾
—	99	99
—	100	100
—	101	101
—	102	102
—	103	103
104	104	104
105	105	105
106	106	106
107	107	107
108	108	108
109	109	109
110	110	110
111	111	111
—	112	112 Addition ⁽⁷⁾
—	—	*113 Neckarau ⁽⁸⁾
—	114	114
—	115	115
—	116	116
—	117	117
—	118	118 Addition ⁽⁹⁾

(¹) L., p. 94. — (²) L., p. 97-98. — (³) Donation de 762, B. M. 95 (93). —

(⁴) L., p. 101. — (⁵) L., p. 101-103. — (⁶) L., p. 85-86. — (⁷) L., p. 104. — (⁸) Do-
nation par Charles le Gros le 22 mai 882, B. M. 1638 (1595). — (⁹) L., p. 104.

LIVRE II

LES CENSIERS DU X^e SIÈCLE

LIVRE II

LES CENSIERS DU X^e SIÈCLE

CHAPITRE I^{er}

CENSIER GÉNÉRAL DE LA MENSE CAPITULAIRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE VERDUN

(Second quart du X^e siècle)

(Censier n^o 2)

Sarouard (*Sarowardus*), chancelier de l'église cathédrale de Verdun, préposé à la rédaction d'un nouveau censier de la mense capitulaire, rappelle dans quelles conditions ce travail fut entrepris. A la suite d'un incendie, qui avait détruit les archives du chapitre, au lendemain d'une invasion hongroise, qui avait privé le chapitre d'une partie de ses sujets, une commission, composée du prévôt Evrard (*Ewerardus*?) ⁽¹⁾, du doyen Bertier (*Bertarius*) ⁽²⁾, des deux archidiaques Lanfroï (*Lenfredus*) et Odilon (*Odilo*) et à laquelle avaient été adjoints quelques-uns

⁽¹⁾ Dans la copie la plus ancienne qui nous soit parvenue de ce texte, le nom de ce personnage est écrit *Ewenardus*, mais il s'agit sans doute d'une leçon défectueuse pour *Ewerardus*.

Il faut voir dans le prévôt Evrard, non pas un officier administrant au nom du chapitre un groupe de *villae*, mais le plus haut dignitaire et le chef du chapitre. Au début du XI^e siècle, le titre de prévôt disparut à Verdun pour faire place à celui de primicier (Roussel, *Hist. Verdun*, 2^e édit., II, p. 132-133).

⁽²⁾ Le doyen Bertier (*Bertarius*) doit être identifié avec l'auteur des *Gesta episcoporum virdunensium*.

des tenanciers survivants. dressa l'inventaire des domaines du chapitre et réunit ainsi les documents nécessaires à l'établissement d'un nouveau censier (*pulegium*). — S. D.

ORIG. A. Perdu ⁽¹⁾.

EDIT. a. Wassebourg, *Antiquitez de la Gaule Belgique*, f° 131 Vo (édite le protocole initial et l'exposé de la charte) ⁽²⁾. — b¹. Calmet, *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine* (1^{re} édit.), I, pr., col. 541, d'après a. — b². *Ibidem* (2^e édit.), III, pr., col. 77, d'après a. — c. Waitz, Préface à l'édition des *Gesta episcoporum Viridunensium*, M. G. H., SS., IV, p. 38, d'après a. — d¹. Roussel, *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun* (1^{re} édit.), Recueil de chartes, p. 2, n° 2, d'après a. — d². *Ibidem* (2^e édit.), Recueil de chartes, p. 11, n° 2, d'après a. — e. B. Guérard, *Polyptyque d'Irminon*, I (*Prolégomènes*), p. 921, n° XIII (fragments), d'après a.

INDIQ. Šusta, *Zur Geschichte und Kritik der Urbarialaufzeichnungen : Sitzungsberichte der [Wiener] Akademie, Philos.-histor. Klasse*, CXXXVIII (1898), p. 42.

(1) Toutes les éditions de la charte-censier remontent à l'édition qu'en a donnée Wassebourg en 1549 ; il est probable que, dès le début du XVIII^e siècle, au temps où D. Calmet recueillait les preuves de son *Histoire de Lorraine*, le document n'existait déjà plus dans les archives de l'évêché de Verdun. D'ailleurs il n'est pas mentionné dans l'Inventaire des Archives de la Cathédrale de Verdun, rédigé en 1733 par les chanoines Guerrier et Guedon. De cet inventaire en deux volumes, seul, il est vrai, le tome I nous est parvenu (M., Coll. Buvignier-Clouet, vol. 32), mais c'est précisément le tome consacré à l'inventaire des archives du chapitre.

(2) Wassebourg n'apporte aucun renseignement précis sur l'origine du document qu'il publie ; dès lors on ne peut affirmer qu'il a eu à sa disposition le texte original et complet de la charte-censier ; il est possible qu'il en ait connu seulement « l'épître liminaire » qu'il met sous les yeux de ses lecteurs et qu'il extrait, selon ses propres expressions, « des plus anciens cartulaires » de l'église cathédrale. Cette expression laisse supposer que, à défaut du censier, disparu peut-être dès une époque ancienne, le protocole initial et l'exposé de la charte avaient été transcrits sur les cartulaires du chapitre. Si les chanoines avaient jugé bon de conserver cette copie, c'est probablement en raison des renseignements succincts, mais très précis, que la charte apporte sur l'histoire de l'évêché de Verdun au début du X^e siècle. Ce sont d'ailleurs ces renseignements d'ordre historique qui ont attiré sur la charte de Sarouard l'attention des différents éditeurs, à l'exception toutefois de B. Guérard, qui n'en a retenu que les indications concernant l'origine et la mise en œuvre du censier.

Réduite au protocole initial et à l'exposé, la charte-censier, rédigée sous la haute direction du chancelier Sarouard, en vue de sauvegarder les droits du chapitre de Verdun sur ses domaines, fait figure pour la Lorraine de document unique ; bien que très succinct, l'exposé apporte, en effet, des renseignements précis sur les origines, la destination et l'élaboration d'un censier, dont la perte est particulièrement regrettable. En rappelant dès l'abord les conditions qui ont présidé à la mise en œuvre du censier, l'exposé permet de dater celui-ci avec une approximation suffisante. L'incendie qui détruisit la ville de Verdun et anéantit les archives du chapitre, se serait produit, selon les indications de la charte ⁽¹⁾ sous l'épiscopat de Dadon, soit entre 880 et 923 ⁽²⁾ ; les renseignements fournis par Hugues de Flavigny ⁽³⁾ et Laurent de Liège ⁽⁴⁾ permettent de préciser que l'incendie éclata soit la trente-sixième, soit la trente-septième année de l'épiscopat de Dadon, par conséquent en 916 ou 917 ⁽⁵⁾. D'autre part l'invasion des Hongrois qui, à la suite de l'incendie, rendit plus urgente la confection d'un nouveau censier et en même temps plus délicate la tâche des rédacteurs, est datée par l'exposé de la première année de l'épiscopat de Barnoin, neveu et successeur de Dadon ⁽⁶⁾, consacré en 925 ⁽⁷⁾ ; il s'agit donc de l'invasion hongroise qui au printemps de 926 ravagea la Lorraine ⁽⁸⁾. Nous ignorons le délai qui s'est écoulé entre le reflux de l'invasion et le moment où la commission commença ses travaux, mais ce délai ne saurait de toute manière dépasser plusieurs années ; on peut dès lors admettre

(1) « ...quorum unus [casus] accidit, quando tempore venerabilis memoriae Dadonis episcopi, ignis exorsus totam pene civitatem concremavit et ecclesiam Stae Mariae solo tenus prostravit. Et proh dolor, omnia ornamenta ecclesiastica, cum armario, apostolicorum privilegiis et episcoporum decretis et cartharum rerum ecclesiasticarum instrumentis atque scriptis, vulgo pulegiis nominatis, flamma consumpsit... ».

(2) Parisot, *R. L. C.*, p. 451, n. 1 et p. 667, n. 4.

(3) *M.G.H., SS.*, VIII, p. 356.

(4) *M.G.H., SS.*, X, p. 490.

(5) Clouet, *Hist. Verdun*, I, p. 289, adopte pour cet incendie la date de 917 sans indiquer ses raisons.

(6) « Ad cumulum vero tanti mali, succedente in eodem loco nepote domni Dadonis, venerabili episcopo Barnoino, primo ejus ordinationis anno, crudelissima gens Hungarorum improvise ipsum adiit episcopium... »

(7) Parisot, *R. L. C.*, p. 501, n. 4, fait monter Barnoin sur le siège épiscopal de Verdun en 925. Rien ne permet de fixer la date exacte de la consécration de Barnoin, mais il est probable que la première année de son épiscopat empiète sur 926.

(8) Sur cette invasion cf. Lüttich (R), *Ungarnzüge in Europa im 10. Jahrhundert*, p. 72-73.

en toute certitude que la charte-censier du chapitre cathédral de Verdun, dont le début seul nous est parvenu, a été rédigée dans le second quart du X^e siècle ⁽¹⁾.

Ce censier compte donc parmi les censiers lorrains les plus anciens que nous connaissions ; composé au lendemain de l'invasion hongroise de 926, il permettrait, si le texte nous en était parvenu, d'apprécier avec exactitude les transformations provoquées dans le régime domanial en Lorraine par les incursions hongroises du X^e siècle. L'exposé nous permet du moins d'affirmer que la rédaction d'un censier n'était pas alors chose nouvelle au chapitre de Verdun. En effet, parmi les documents d'archives détruits par l'incendie de 916-917 se trouvaient des recueils analogues ⁽²⁾, et, encore qu'ils ne puissent être datés avec précision, ceux-ci méritent, à coup sûr, d'être rangés parmi les censiers lorrains les plus anciens dont le souvenir nous soit parvenu.

L'exposé de la charte-censier donne à l'inventaire issu des travaux de la commission d'enquête le nom de *pulegium* ⁽³⁾, forme latinisée du mot roman qui devait aboutir au français « pouillé ». On sait que ce dernier terme fut employé dès le XIV^e siècle pour désigner de manière exclusive un inventaire des bénéfices ecclésiastiques dans les limites d'un évêché et il semble bien que ce sens ait induit D. Calmet en erreur et lui ait dissimulé le véritable caractère du *pulegium* du chapitre de Verdun, puisqu'il écrit à propos de la signification de ce mot : « Ici, il (le mot *pulegium*) se prend pour le registre ou Cartulaire des Titres de l'église de Verdun » ⁽⁴⁾. Wassebourg, en revanche, le premier éditeur de la charte-censier et à sa suite Roussel et Guérard ne se sont pas mépris sur le véritable caractère du « pouillé verdunois », dans lequel ils ont reconnu un inventaire des domaines constituant la mense du chapitre

⁽¹⁾ On notera que la souscription du chancelier Sarouard figure au bas d'une charte rédigée à la chancellerie de l'évêque de Verdun Bérenger en 940 (EDIT, Bloch, *J.G.L.G.*, X (1898), p. 389, n° VIII). — Si l'on admet que le censier du chapitre cathédral de Verdun a été composé peu après 926, rien n'empêche de voir dans le « Bertarius decanus » de l'exposé l'auteur des *Gesta episcoporum Viridunensium*, puisque ce dernier poursuit son récit jusqu'à la mort de l'évêque Dadon (923). Du fait que l'auteur des *Gesta* figure comme doyen du chapitre de Verdun dans un texte postérieur de peu à 926, on ne saurait en conclure, comme le fait Waitz (*M.G.H.*, SS., IV, p. 38) qu'il soit mort à un âge très avancé.

⁽²⁾ Cf. p. 103, n. 1 « omnia ornamenta ecclesiastica cum... scriptis, vulgo *pulegiis* nominatis, flamma consumpsit ».

⁽³⁾ « ad communem utilitatem presentium et futurorum... hoc *pulegium* super res canonicorum condere operae pretium duxerunt ».

⁽⁴⁾ Calmet, *H. L.*, 2^e édit., III, pr., col. 77, note r.

cathédral de Verdun ⁽¹⁾. Comme le mot est attesté par plusieurs textes lorrains du X^e siècle, dont il sera fait état au cours de la présente étude ⁽²⁾, on s'étonne que Sarouard ait éprouvé le besoin de définir, au moyen des expressions *publica lex* ou *popularis lex* ⁽³⁾, un mot qui, de son propre aveu, était couramment appliqué de son temps aux inventaires des biens d'église ⁽⁴⁾. D'ailleurs, incertain de la justesse de son explication, il déclare à la fin de l'exposé qu'il abandonne à de plus compétents que lui le soin d'interpréter correctement un mot dont l'origine, sinon le sens, lui paraissait certainement mystérieux ⁽⁵⁾.

L'intérêt de ce passage n'a pas échappé à Šusta dans l'étude qu'il a consacré à l'histoire des censiers ; des expressions *publica lex* ou *popularis lex*, qui dans la pensée de Sarouard sont les équivalents de *pulegium*, Šusta tire cette conclusion qu'au X^e siècle le censier, dérivé de l'antique *polyptychum* romain, avait valeur d'acte authentique pour régler les relations entre le grand propriétaire et ses tenanciers, qu'à ce titre il faisait foi en justice (*publica lex*) et qu'en conséquence il permettait d'agir légalement contre les tenanciers (*populares*), qui ne remplissaient pas les obligations prescrites par ses articles (*popularis lex*) ⁽⁶⁾. La conclusion de Šusta, juste sur certains points, soulève cependant deux observations. Il semble bien que l'expression *popularis lex* fasse allusion, non pas à la possibilité d'une action en justice contre les tenanciers, mais bien plutôt à la procédure adoptée pour dresser les inventaires qui devaient servir à la rédaction définitive du censier. En règle générale, en effet, ces inventaires tirent leur origine et leur valeur juridique d'une déclaration orale faite par les tenanciers (*populares*) des divers domaines ⁽⁷⁾ ; or, dans le cas présent, il est nettement spécifié que la commission des dignitaires du chapitre s'est adjoint quelques-

⁽¹⁾ Wassebourg. *Antiquitez de la Gaule Belgique*, f^o 182 R^o, en marge : « Pulegium autrement terrain [pied-terrier] des rentes et revenus de l'église de Verdun... ».

⁽²⁾ Voir censiers n^{os} 6 et 8.

⁽³⁾ « *Pulegium* autem, ut mihi videtur, nil aliud significat aut latialiter sonat quam publica lex, vel popularis lex ».

⁽⁴⁾ Cf. p. 103, n. 1 (« ...et cartharum rerum ecclesiasticarum instrumentis atque scriptis, vulgo *pulegiis* nominatis... »).

⁽⁵⁾ « Si quis rectius hoc commentatus fuerit, ego Sarovardus cancellarius, jussis preceptorum meorum obtemperans, qui huic operi me praefererunt, intellectui ejus humiliter concedo ».

⁽⁶⁾ Šusta, *Zur Geschichte und Kritik der Urbarialaufzeichnungen ; Sitzungsberichte der [Wiener] Akademie, Philos.-histor. Klasse*, CXXXVIII (1898), p. 42.

⁽⁷⁾ Šusta, p. 35-36.

uns des *villani* qui, dans les domaines du chapitre, avaient survécu à l'invasion hongroise ⁽¹⁾. En l'absence de tout document ancien, seules les déclarations de ces *villani*, contrôlées dans une certaine mesure, mais dans une bien faible mesure sans doute, par les souvenirs des chanoines de la commission, pouvaient fournir à celle-ci ses éléments d'information. D'autre part, un fait paraît bien avoir échappé à l'attention de Susta : le chancelier Sarouard, en interprétant comme il le fait le mot *pulegium*, n'entend pas seulement déterminer le sens précis de ce terme, mais surtout en rechercher l'étymologie ; ce sont les éléments mêmes qui entrent dans la constitution du mot qu'il croit retrouver dans les expressions latines *publica lex* (ou mieux *publicam legem*) et *popularis lex* (ou mieux *popularem legem*) ⁽²⁾. Si l'explication risquée par le chancelier Sarouard n'est qu'un exemple, parmi beaucoup d'autres, de l'extravagante fantaisie dont pouvaient faire preuve les lettrés du moyen âge, quand ils se mêlaient d'étymologie, elle apporte cependant le précieux témoignage qu'aux yeux d'un clerc du X^e siècle le censier continuait à tirer sa principale valeur et de l'enquête menée auprès des tenanciers et du caractère exécutoire reconnu à ses articles par les tribunaux royaux.

Sur la nature des biens inventoriés par la commission et par conséquent sur la destination du censier, les termes de l'exposé ne permettent aucun doute ; il n'y est question, en effet, que des *villae* dépendant de la mense capitulaire ⁽³⁾ ; aucune allusion n'est faite aux domaines de la mense épiscopale ; la commission ne comprend aucun représentant de l'évêque et le nom de ce dernier n'est même pas prononcé. Si donc, à la suite de l'invasion de 926, les évêques de Verdun ont fait de leur côté inventorier les revenus des *villae* laissées à leur entière disposition, ce travail d'inventaire est resté indépendant de celui que poursuivait la commission de chanoines instituée par le chapitre et les résultats auxquels ce travail a pu aboutir nous sont entièrement inconnus. Quant aux anciens « pouillés », détruits par l'incendie de 916-917, auxquels l'exposé fait une rapide allusion ⁽⁴⁾, rien ne permet de déterminer s'ils se rapportaient à la mense capit-

⁽¹⁾ « congregati simul... venerabiles et majores natu canonici... cum paucis villanis, qui in fratrurn villis de praedicta vastatione remanserant... ».

⁽²⁾ L'ordre même des mots adopté par Sarouard paraît plaider en faveur de cette interprétation ; les mots qui doivent expliquer *pulegium* sont disposés dans l'ordre même des syllabes qui en rappellent le souvenir.

⁽³⁾ Voir les passages de l'exposé cités p. 104, n. 3 et supra, n. 1.

⁽⁴⁾ Cf. p. 102, n. 1.

laire seulement ou s'ils donnaient une description générale de l'ensemble des domaines appartenant à l'évêché de Verdun ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ On ignore à quelle date précise eut lieu la séparation des menses à l'évêché de Verdun ; Clouet, *Hist. Verdun*, I, p. 288, admet que ce fut sous l'évêque Dadon (880-923). Le document, sur lequel il s'appuie, est une bulle de Léon IX du 26 octobre 1049 (J.L. 4192), qui confirme au chapitre l'ensemble de ses biens. On trouve, en effet, après l'énumération détaillée des biens, la formule suivante : « ...quae omnia Dado pia memoriae episcopus Virdunensis ecclesiae ea conditione... fratribus habenda dedit ut... ». Toutefois une étude attentive du texte montre que Clouet a commis un faux sens dans l'interprétation de ce passage ; la donation de Dadon s'applique, non pas à l'ensemble des biens de la mense capitulaire, mais seulement au groupe des biens d'Ars-sur-Moselle, le dernier mentionné par la bulle.

La séparation des menses à Verdun est certainement antérieure à Dadon, car, si l'on en croit l'obituaire de la cathédrale de Verdun édité par Aimond, *Le nécrologe de la cathédrale de Verdun*, l'évêque Hatton (obit sub die kal. jan.) aurait donné aux chanoines le domaine de Moirey. Ceci suppose que les chanoines avaient une mense distincte dès le temps de l'évêque Hatton (847-870).

CHAPITRE II

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE METLACH ⁽¹⁾

(Milieu du X^e siècle avec additions du XI^e)

(Censier n^o 3)

COP. B. Copie de la fin du XI^e siècle. Rouleau formé de trois pièces de parchemin de 150 mm. de largeur et mesurant respectivement 990 mm. (I), 990 mm. (II) et 850 mm. (III) de hauteur ; la dernière de ces bandes porte encore à sa partie inférieure

⁽¹⁾ L'histoire de l'abbaye bénédictine de Metlach a été écrite par Lager, *Urkundliche Geschichte der Abtei Mettlach*, qui, pour la période antérieure au XIII^e siècle, n'a disposé que de documents très clairsemés.

Pour le XII^e siècle, notre principale source de renseignements est le rouleau-censier qui fait l'objet de la présente étude ; les notices de tradition inscrites entre les différents chapitres du censier permettent, dans une certaine mesure, de suivre les accroissements du temporel de l'abbaye au cours du XII^e siècle. Pour la période antérieure, Lager cite presque uniquement Browerus-Masenius, *Antiquitatum et annalium Trevirensium libri XXV* et du même auteur *Metropolis ecclesiae Trevericae*. Il ne semble pas, d'une manière générale, que Brower ait utilisé d'autres sources que celles dont nous disposons aujourd'hui. Ces sources sont les trois vies de St Liutwin, dont aucune n'est antérieure au XI^e siècle, et surtout les *Miracula Sti Liutwini*, rédigés vers la fin du XI^e siècle par un moine de Metlach (EDIT. *M.G.H.*, SS., XV, 2, p. 1261 et sq.).

Les faits suivants paraissent bien établis. L'abbaye a été fondée par un grand personnage d'Austrasie du nom de Liutwin à la fin du VII^e siècle, au plus tard en 695. Liutwin, s'étant retiré du monde, entra comme moine dans l'abbaye fondée par lui, puis devint évêque de Trèves vers 698. Les successeurs de Liutwin au siège épiscopal de Trèves conservèrent la propriété de l'abbaye de Metlach, jusqu'au jour où l'archevêque Robert en 941 (?) rendit à l'abbaye son indépendance et mit à sa tête un abbé. Cette réforme, qui s'accompagna, comme on le verra, d'une véritable restauration économique, fut le point de départ d'une renaissance intellectuelle, qui valut à l'école de Metlach à la fin du X^e siècle un certain éclat.

des lambeaux de fil qui devaient la réunir à une bande (IV) aujourd'hui disparue ; Coblenz, Preussisches Staatsarchiv, Abteilung 143, n° 6.

EDIT. *a.* *Zeitschrift für Archivkunde, Diplomatie und Geschichte*, II (1835), p. 119-132, d'après *B* ; bonne édition, mais qui reproduit seulement le côté interne du rouleau ⁽¹⁾. — *b.* B. Guérard, *Polyptyque de St-Remi de Reims*, Appendix. n° IV ; édite les chap. 3 et 18, d'après *a.* — *c.* Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte der ... mittelhheinischen Territorien*, II. p. 338-351 ⁽²⁾ (Nachtrag, n° 10), d'après *B* (édition intégrale et généralement correcte). — *d.* Lager, *Urkundliche Geschichte der Abtei Mettlach*, p. 172-189, d'après *b.*

INDIQ. Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, II, p. 105-109.

Il est indispensable, pour qui veut suivre dans tous ses détails la genèse du rouleau-censier de l'abbaye de Metlach, d'avoir présent à l'esprit le tableau des différents chapitres et paragraphes qui entrent dans la composition de cette œuvre complexe. Pour la commodité des

(1) Le côté externe du rouleau ayant été utilisé exclusivement pour la transcription de notices de tradition, il se trouve que le censier proprement dit, qui occupe le côté interne, est édité en entier par *a.*

(2) Beyer reproduit intégralement le texte du rouleau, tant le censier que les notices de tradition ; en ce qui concerne le censier, l'édition procurée par lui est inférieure en valeur à *a* et renferme de menues erreurs ou lacunes ; nous relevons seulement ici celles qui présentent quelque intérêt.

Beyer, p. 339, ligne 6, lire : octobre.

P. 340, ligne 8, lire : qui omnes solvunt. — *Ibidem*, lignes 20, 22, 25, les mots *oba*, *mansi*, *obe* ont été écrits en interligne par le scribe. — *Ibidem*, ligne 25, lire : unaqueque. — *Ibidem*, ligne 38, le mot *Mundelar* est écrit en interligne par le scribe. — *Ibidem*, ligne 41, lire : unaqueque.

P. 341, ligne 44, lire : habemus VII sedes.

P. 343, ligne 12. Le manuscrit porte « XII pullos XL panes » ; Beyer a cru qu'il y avait là une faute de lecture du copiste et a corrigé en « XL ova » mais cette correction ne s'impose pas et jusqu'à nouvel ordre il faut conserver la leçon du manuscrit.

P. 344, lignes 3 et 4, les mots *Lomerstorf*, et *Mundelar* sont écrits en interligne par le scribe. — *Ibidem*, ligne 11, lire : Ruoperti.

P. 345, ligne 17, les mots *apud nos* sont écrits en interligne par le scribe. — *Ibidem*, ligne 29, après *istam* un mot a été gratté. — *Ibidem*, ligne 37, lire : In natale Sti Martini III denarios et IIII solidos.

P. 346, ligne 4, le mot *facimus* est écrit en interligne par le scribe. — *Ibidem*, lignes 23 et 24. Les deux passages « presente domno Libone abbate » et « que jacet sepulta in monasterio S. Liutwini » ont été ajoutés en interligne ; le parchemin à gauche

références. nous affecterons à chacune de ces subdivisions un numéro d'ordre ou un indice particulier, en respectant, autant que possible, le système de numérotation adopté par Lamprecht ; à l'exemple de ce dernier nous emploierons les chiffres arabes pour le recto, les chiffres romains pour le verso du rouleau.

Le texte inscrit au recto se décompose de la manière suivante :

- Chap. 1 In villa Waderella..... unam sibi, aliam nobis.
 Chap. 2 Waderelle..... III libre et VI nummi.
 Chap. 3 In villa Walamonasterii..... tantum denarios solvant.
 Chap. 4 In Udera..... parafredum singule solvunt.
 Chap. 5 In Wala..... et unum simul solvunt.
 Chap. 6 In Rodena..... XV modia avene veniunt.
 Chap. 7
 7¹ In Tinkaracha..... I oba que vigilat.
 7² Ex nostra etiam procuratione..... de suo eum pascent.
 Chap. 8
 8¹ In Treveri..... ad festum S. Andree.
 8² In Wiltingen..... datur prebenda.
 8³ In villa Menneche..... V pullos.
 Chap. 9 In villa Dodonisvillare..... aut denarium dabit.
 Chap. 10 In Tuotwilre..... VI talenta et VIII solidi et II denarii.
 Chap. 11 Ad Reche..... et hoc semel.
 Chap. 12
 12¹ Walterus..... prope paludem.
 12² Rusticus quidam..... pro remedio anime sue.
 12³ Heimo..... qui dicitur Hundesdale.
 Chap. 13
 13¹ In Rodena..... equorum per noctem.
 13² De villa Inne..... S. Martini X.
 13³ De uno videlicet manso..... in medio maio XV.
 Chap. 14 Reginwiz de Losma..... in medio maio III denarios.
 Chap. 15 In villa Bliesa..... aut precio.

du premier passage ne présente aucune trace de grattage, contrairement à ce qu'indique Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 106. — *Ibidem*, ligne 25, lire : Tuntinestorf au lieu de Ruminestorf. — *Ibidem*, ligne 30. Le mot qui suit *supradicte* est à peu près illisible, toutefois la leçon *familie* donnée par Beyer ne nous paraît pas possible.

P. 348, ligne 40, lire : qui saginatus VII ebdomatibus.

P. 349, ligne 16. Le mot *terciam* est écrit en interligne par le scribe. — *Ibidem*, ligne 38, le mot *Hazeche* en interligne.

P. 350, ligne 25, lire : abstipulatione.

P. 351, ligne 12. Le mot *persolvunt* a été corrigé en *persolvant*.

- Chap. 16 Notum sit..... et presbiteri Ruoperti ejusdem ecclesie.
 Chap. 17 Lohsome..... et hoc semel in anno.
 Chap. 18 Invenimus in Lohsma..... unus denarius et obolus.
 Chap. 19 De Medelinga..... XXX denarii.
 Chap. 20 In Kirchesch..... in thalamo abbatis.
 Chap. 21 In Buodelinga..... et II modia avene.
 Chap. 22 Gumpertus de Theilna..... digne resipiscat.
 Chap. 23 In Tuntinistorfh.....[¶] II in februario.
 Chap. 24
 24¹ In eadem villa..... in festo S. Andree.
 24² Mulier quedam..... in curiam Reche.

Chap. 25 Quum generatio venit..... veritatem cognoscit.

Le verso comprend les chapitres et paragraphes suivants :

- Chap. I Hezelo de Pahta..... quod dictum est.
 Chap. II Bernewinus..... talentis duobus.
 Chap. III Hec sunt..... In villa Burgun III curtilla.
 Chap. IV Hec frater Winecho..... qui dicitur Gerorltsigun.
 Chap. V Folmarus et Herfo..... ad v carradas feni.
 Chap. VI Folmarus filius Folmari..... et Henricus frater suus.
 Chap. VII
 VII¹ Walterus et Ardo..... secari potest.
 VII² Gevehardus de Losma..... ministri ejus.
 VII³ Adalhardus..... et Adalberti abbatis.
 Chap. VIII Gerardus de Roteche..... restituatur.
 Chap. IX Reginoldus..... et Reginoldus filius ejus.
 Chap. X Ernst..... acta sunt.
 Chap. XI Bernewinus custos..... hujus rei extiterunt.
 Chap. XII Ruokerus..... et filius ejus Stephanus.
 Chap. XIII Roricus..... Lambertus clericus.
 Chap. XIV Hec sunt que pertinent..... XXX solidi et III denarii.
 Chap. XV Dominus Folmarus..... apud nos obiit.
 Chap. XVI Domina Hadewip..... cum duabus filiabus suis.
 Chap. XVII Noverit universitas..... Amen.
 Chap. XVIII Ad Beringe..... et XII rasati.
 Chap. XIX (Notice de tradition entièrement grattée et illisible).
 Chap. XX Notum sit tam futuris..... Amen.
 Chap. XXI Notum sit tam presentis..... Didericus.

Il suffit de lire attentivement le contenu de ces différents chapitres, pour s'apercevoir que ceux-ci n'appartiennent pas à une œuvre par-

faitement homogène. Vérification faite sur le rouleau lui-même, cette première impression se précise ; les chapitres, distingués par nous dans le tableau précédent, diffèrent et par leurs caractères paléographiques et par leur date de transcription. Un scribe de première main, que nous désignerons par la lettre A, a écrit l'ensemble des chap. 1-11, 13, 15, 17-19, 21, 23, qui constituent le censier proprement dit, ainsi que le chap. 16, notice rappelant la consécration en 932 de l'église d'Oudrenne par l'archevêque de Trèves Robert ⁽¹⁾ ; selon Lamprecht, le scribe A, si l'on en juge par les particularités de son écriture, aurait exécuté ce travail de transcription dans les premières années du XI^e siècle ⁽²⁾. Par la suite plusieurs scribes ont, au cours du XII^e siècle et au début du XIII^e, utilisé le verso du rouleau et les espaces réservés au recto par le scribe A, entre les différents chapitres du censier, pour noter un certain nombre de documents qui n'ont aucun rapport avec le texte ancien au milieu duquel ils s'intercalent. Ces additions sont exclusivement des notices de tradition, à l'exception toutefois des chap. 20 et XVIII qui donnent l'inventaire des biens de l'abbaye de Metlach dans les deux villages de Kirsch ⁽³⁾ et de Biringen ; de plus la notice de tradition n° 14, qui au XII^e siècle a été insérée entre les deux chapitres anciens n°s 13 et 15, relate la donation faite à l'abbaye d'un domaine sis à Zeurange et présente en même temps le tableau des redevances qui y sont perçues ; ce document rentre donc dans la catégorie des chartes-censiers.

Si l'on écarte ces diverses additions, dont les plus anciennes ne remontent pas au delà du XII^e siècle, de manière à isoler le censier du XI^e siècle, on ne tarde pas à s'apercevoir que celui-ci est formé de parties disparates. Rappelons à la suite de Lamprecht ⁽⁴⁾ les indices qui décèlent des rédactions successives ou des remaniements. Le censier transcrit par le scribe de première main (A) décrit un certain nombre de domaines situés dans des localités dont l'identification n'offre pas en général de difficultés. Ces localités, qui appartiennent à la Lorraine, à la région sarroise ou à la Prusse rhénane sont ⁽⁵⁾ :

⁽¹⁾ Sur la date de la consécration, voir Gœrz, *MR. Reg.*, I, n° 883.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 106 : « Die Hand der ersten Aufzeichnungen gehört der Wende des 10. und 11. Jahrhs ».

⁽³⁾ La localité de *Kirchesch*, mentionnée au chap. 20, est identifiée par Lamprecht, p. 152, avec Kirsch-lès-Luttange, comm. Luttange ; Mos. Thionville, Metzerrisse.

⁽⁴⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 107-108.

⁽⁵⁾ Voir Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 152-153 et la carte des domaines de l'abbaye de Metlach placée à la fin de ce même volume. On pourra également utiliser pour la localisation des domaines la carte au 200000^e (feuilles Metz et Longwy).

Wadrill⁽¹⁾, Valmunster⁽²⁾, Oudrenne⁽³⁾, Vahl⁽⁴⁾, Roden⁽⁵⁾, Tincry⁽⁶⁾, Trèves⁽⁷⁾, Wiltingen⁽⁸⁾, Mennig⁽⁹⁾, Rech⁽¹⁰⁾, Ihn⁽¹¹⁾, Bliesen⁽¹²⁾, Losheim⁽¹³⁾, Budling⁽¹⁴⁾ et Tünsdorf⁽¹⁵⁾; seule l'identification de *Dodonisvillare* et de *Tuotwilre* avec Dudweiler, mise en avant par Lamprecht, peut, comme on le verra plus loin, soulever certaines objections⁽¹⁶⁾. Parmi les domaines ainsi inscrits au censier, il en est qui font l'objet d'un double inventaire; les chap. 1 et 2 sont consacrés l'un et l'autre à Wadrill, les chap. 6 et 13 à Roden, les chap. 9 et 10 à Dudweiler, les chap. 17 et 18 à Losheim. Comme

(1) *Waderella* (chap. 1 et 2).

(2) *Walamonasterium* (chap. 3).

(3) *Udera* (chap. 4). — Aux termes du chap. 4, l'abbaye de Metlach possédait avec l'église d'Oudrenne le droit de lever la dîme sur le territoire d'un certain nombre de *villae* voisines, soit : Lémestroff, Breistroff-Petite; *Dodenhofen* (disparu); *Wrenthingen* (disparu) (toutes ces localités sur le territoire de l'actuelle commune d'Oudrenne); Petite-Hettange, comm. Malling; Hunting. La septième *villa* (*Mundelar*), citée par le chap. 4, est probablement Monneren.

(4) L'identification de *Wala* (chap. 5) avec Vahl; Mos., Château-Salins, Albestroff ne saurait faire de doute, étant donné que l'abbaye de Metlach, propriétaire de l'église de *Wala*, percevait la dîme, aux termes du chap. 5, à *Benestorf* et à *Münchinhard*. La première de ces localités est Benestroff, village proche de Vahl, la seconde est un village disparu, sur le territoire de l'actuelle commune de Vahl, et encore mentionné au XIV^e siècle (*E.L.O.*, v^o *Münchinhard*). D'ailleurs l'histoire de la seigneurie de l'abbaye de Metlach à Vahl se suit jusqu'au XV^e siècle (Lager, p. 169).

(5) *Rodena* (chap. 6 et 13) a été identifié par *E.L.O.*, v^o *Rodalben* avec Rodalbe, Mos., Château-Salins, Albestroff, mais cette identification est inadmissible. En effet, la charte de donation de *Rodena* à l'abbaye de Metlach en 995, donation dont il sera question plus loin, situe cette *villa* « in pago Sarensi, in comitatu Waldravingensi (Wallerfangen; Sarre, Sarrelouis) »; dans ces conditions il convient d'identifier *Rodena* avec Roden; Sarre, Sarrelouis.

(6) *Tinkaracha*, *Tinkracha*, *Tinkirei* (chap. 7).

(7) *In Treveri* (chap. 8¹).

(8) *In Wiltingen* (chap. 8²).

(9) *Menneche* (chap. 8³), qui dépend du domaine de Wiltingen, ne peut être que Nieder- ou Obermennig, à 5 kilomètres au nord-est de Wiltingen.

(10) *Reche* (chap. 11).

(11) *Inne* (chap. 13).

(12) *Bliesa* (chap. 15).

(13) *Lohsoma*, *Lohsma* (chap. 17 et 18).

(14) *Buodelinga* (chap. 21).

(15) *Tuntinistorfh* (chap. 23). — Au domaine de Tünsdorf sont rattachés des manses qui se trouvent répartis entre les localités voisines de Wehingen, Nohn, Büschdorf et de *Kiriedorfh*, *Bundendele* et *Nitersdorfh*; ces trois dernières localités n'ont pu être identifiées.

(16) *Dodonisvillare* (chap. 9); *Tuotwilre* (chap. 10). Sur l'identification probable de la localité à laquelle s'appliquent ces deux noms, voir *infra*, p. 129.

dans chacun de ces quatre cas, il s'agit certainement des mêmes domaines et non de deux domaines distincts au sein d'une même *villa* ⁽¹⁾, et comme, d'autre part, les deux inventaires se correspondent avec toutefois de légères divergences, qui laissent supposer un certain laps de temps entre leur rédaction, force est bien d'admettre que le censier du XI^e siècle renferme deux couches de rédaction différentes, qu'il est constitué par deux censiers enchevêtrés en quelque sorte l'un dans l'autre.

Après examen des chapitres qui se prêtent à une comparaison, Lamprecht en arrive à formuler au sujet du rouleau-censier de Metlach les conclusions suivantes. Les parties les plus anciennes du censier, soit les chap. 1, 9, 13, 18, représentent les débris d'un polyptyque rédigé à l'abbaye de Metlach durant l'époque carolingienne à une date qu'il faut probablement reculer jusqu'en plein IX^e siècle ⁽²⁾. Dans ce polyptyque carolingien les domaines de l'abbaye étaient probablement ordonnés par grandes régions géographiques ; il est en effet remarquable que les quatre inventaires conservés se rapportent à des domaines qui sont tous situés sur la rive droite de la Sarre ⁽³⁾. Au début du XI^e siècle, peut-être même dès les dernières années du X^e siècle ⁽⁴⁾, les moines de Metlach entreprirent la rédaction d'un nouveau censier ; le scribe A chargé de ce travail eut soin d'enchâsser dans l'œuvre nouvelle des chapitres empruntés au polyptyque de l'époque carolingienne ⁽⁵⁾, en faisant voisiner, autant que possible, les inventaires se rapportant à un même domaine ⁽⁶⁾ ; de ce censier du XI^e siècle seul un fragment nous est parvenu, sans que nous puissions préciser ni le nombre, ni l'étendue des chapitres perdus. Au cours du XII^e siècle,

⁽¹⁾ Ceci résulte du fait que le tableau des redevances et services est identique en gros dans les deux chapitres.

⁽²⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 109, résumant ses conclusions sur la constitution du rouleau-censier, attribue les quatre chapitres les plus anciens au IX^e siècle ; comme les deux chap. 9 et 18 emploient la formule « Invenimus... mansos ; ex his solvit N... », qu'on rencontre dans les *Brevium exempla* de 810, l'auteur ne serait pas éloigné en fin de compte, encore qu'il ne le dise pas expressément, de mettre ce fragment de polyptyque du IX^e siècle en rapport avec la législation carolingienne, comme il a tenté de le faire pour le censier de Prüm.

⁽³⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 108.

⁽⁴⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 106 et 108.

⁽⁵⁾ On interprète ici la pensée de Lamprecht, car l'auteur ne dit nulle part nettement que les chap. 1, 9, 13, 18 représentent seulement un *fragment* du polyptyque du IX^e siècle.

⁽⁶⁾ Ce résultat a été obtenu pour les chap. 1 et 2, 9 et 10, 17 et 18 ; en revanche les deux chapitres sur Roden (6 et 13) sont séparés l'un de l'autre.

sur le verso du rouleau-censier, les intervalles ménagés entre les chapitres reçurent soit des notices de tradition, soit des inventaires succincts. Au total, sous sa forme actuelle, le rouleau-censier de Metlach représente trois couches de rédaction différentes : les débris d'un polyptyque carolingien, un fragment de censier de la fin du X^e ou du début du XI^e siècle et enfin des additions qui s'échelonnent des premières années du XII^e au début du XIII^e siècle.

Le système d'explication proposé par Lamprecht n'est pas sans analogie, on le voit, avec la théorie formulée par le même auteur pour rendre compte des particularités du censier de Prüm de 893. Dans un cas comme dans l'autre, l'auteur suppose que le scribe chargé de la rédaction d'un censier a fait passer dans son œuvre le contenu d'un censier plus ancien. Toutefois les procédés d'exécution diffèrent : à Prüm, le moine chargé de la révision de 893 a retouché plus ou moins habilement les chapitres qui lui étaient offerts par l'hypothétique rédaction de 854 et les a complétés par l'inventaire des domaines acquis entre temps ; à Metlach, le rédacteur du XI^e siècle ne s'est même pas livré à ce travail de mise au point, il a incorporé tels quels dans son œuvre personnelle des chapitres qui lui étaient fournis par un polyptyque antérieur d'au moins un siècle.

Pour apprécier la valeur de cette théorie, il convient de reprendre le problème dès le début et de distinguer avec soin les groupes paléographiques, entre lesquels se partage le texte du rouleau-censier de Metlach, tant au verso qu'au recto ; les observations présentées à ce propos par Lamprecht ont besoin, en effet, d'être complétées sur certains points, corrigées sur d'autres. On trouvera dans les deux tableaux ci-après la répartition des chapitres entre les divers scribes ; ceux-ci ont été désignés par les lettres A, B, ..., G pour le recto et par les lettres h, i, ..., r pour le verso (¹). Les scribes s'ordonnent chronologiquement selon la suite même des lettres ; toutefois, en raison des difficultés qu'on éprouve à comparer les écritures du recto avec celles du verso, on a utilisé pour les deux côtés du rouleau deux séries de lettres différentes, sans essayer d'établir un rapport chronologique entre elles. Enfin, chaque fois qu'une notice a pu être datée, la date en a été indiquée à côté du numéro du chapitre qui la contient.

(¹) Le système de notation adopté ici pour distinguer les différents scribes s'éloigne sur quelques points de celui proposé par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 106-107 ; en ce qui concerne l'âge respectif des scribes, les conclusions de la présente étude concordent dans l'ensemble avec celles de l'historien allemand.

Scribes du recto.

Scribes	Chapitres									
A. XI ^e s.	1-7 ¹	— 8-11	— 13 ¹ -13 ²	— 15-18	— 21	— 23	— —			
A. Additions. . .	— —	— —	— —	— —	19	— —	— —	— —	— —	— —
B. Début XII ^e s.	— 7 ²	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
C. XII ^e s. . . .	— —	— —	— —	13 ³	— —	— —	— —	— —	— —	— —
D. XII ^e s. . . .	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	24	— —
E. Fin XII ^e s.	— —	— 12	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
F. Fin XII ^e s.	— —	— —	— —	— 14	— —	— —	22	— —	25	— —
							(1126)	(1152-60)		
G. Fin XII ^e s.	— —	— —	— —	— —	— —	— 20	— —	— —	— —	— —

Scribes du verso (Notices de tradition).

Scr. h, Début XII ^e siècle.	Chap. I (vers 1095).
Scr. i, Début XII ^e s.	Chap. II (1095).
Scr. j, 1 ^{er} quart XII ^e s.	Chap. III et IV.
Scr. k, 1 ^{er} quart XII ^e s.	Chap. V.
Scr. l, Seconde moitié XII ^e s.	Chap. VI-XIII écrits en bloc, dont les chap. VII ³ (1124-1127) et XIII (1126).
Scr. m, Seconde moitié XII ^e s. ⁽¹⁾	Chap. XIV et XX (1140).
Scr. n, Seconde moitié XII ^e s.	Chap. XV et XVI.
Scr. o, — id. —	Chap. XVIII. ⁽²⁾
Scr. p, — id. —	Chap. XVII (1127-1129).
Scr. q, ?	Chap. XIX (entièrement effacé).
Scr. r, Début XIII ^e siècle.	Chap. XXI (après 1195).

Du simple examen des tableaux précédents découlent quelques observations, qui rectifient sur certains points les affirmations de Lamprecht. D'abord, les notices qui occupent le verso du rouleau ou qui ont été insérées entre les différents chapitres du recto, ne sont pas pour la plupart des notices originales, transcrites au censier immédiatement après l'acte juridique, dont elles doivent conserver le souvenir. L'intervalle de temps, en effet, qui sépare les notices écrites par un même scribe (F par exemple) est tel, qu'il faut supposer que la transcription des plus anciennes a eu lieu assez longtemps après la rédaction de la notice originale, dont elles procèdent. D'autre part, Lamprecht a attribué au scribe de première main (A) deux passages (13³ et 7²), qui

(1) L'écriture du scribe m rappelle celle du scribe F.

(2) Il semble que la notice XVIII ait été écrite avant la notice XVII, qui la précède immédiatement sur le manuscrit.

sont certainement l'œuvre de scribes postérieurs. Le chap. 13³, qui donne sous une forme très succincte les revenus du minuscule domaine de Gross-Hemmersdorf (1), a été inscrit au rouleau-censier par le scribe C dans le courant du XII^e siècle ; de même le par. 7², qu'un lien assez lâche relie au par. 7¹, est une addition, que le scribe B a insérée au début du XII^e siècle dans un espace réservé par le scribe de première main entre les chap. 7 et 8. Comme le par. 7² est consacré à l'exploitation des salines (*sedes*), possédées par l'abbaye à Vic-sur-Seille et rattachées pour l'administration au domaine de Tincry, il est naturel que le scribe B ait annexé le paragraphe additionnel 7² au chapitre 7¹, réservé à l'inventaire de ce domaine. Enfin, si le scribe A a écrit d'un seul jet l'ensemble du censier, il a complété son travail en écrivant le chap. 19 (2) dans un espace ménagé par lui entre les chapitres 18 et 21 ; la couleur de l'encre employée pour la transcription du chap. 19 ne permet pas de mettre en doute ce fait, qui semble avoir échappé à Lamprecht.

Après avoir exactement déterminé les chapitres ou paragraphes qui sont de la main de A et qui constituent le censier proprement dit, notre premier soin sera de préciser, autant que faire se peut, la date de composition de ce censier. Il suffit de se reporter à l'original du rouleau-censier, pour s'apercevoir que Lamprecht a vieilli d'un demi-siècle environ le scribe de première main. L'écriture de celui-ci, avec ses hastes fourchues, ses *e* à la barre transversale très prononcée, ses *d* de forme généralement droite, dénote plutôt la fin que le début du XI^e siècle. Cette conclusion, à laquelle conduit l'examen de l'écriture, est d'ailleurs confirmée par l'étude du texte du censier. Le chap. 13¹ en effet, dans un dernier paragraphe (3), qui a été certainement transcrit par le scribe A, comme d'ailleurs l'ensemble du chapitre, énumère les redevances de différentes sortes acquittées annuellement par les hommes du domaine de Roden à l'avoué de l'abbaye de Metlach. La mention dans un document rédigé à l'abbaye de ce *servitium* d'avouerie sous-entend sa légitimité aux yeux des moines et suppose par suite la conclusion d'un règlement d'avouerie, qui en légitime la perception. Or, les règlements d'avouerie, à en juger par les nombreux documents de cette sorte qui nous ont été conservés, tant pour la région mosellane que pour la Lorraine, ne sont pas

(1) *De Himmerstorf* (chap. 13³).

(2) Le chap. 19 donne pour plusieurs domaines le montant total annuel des revenus en argent ; parmi ces domaines, seuls ceux de Wintrich et de Vahl ont pu être identifiés avec certitude.

(3) C'est le passage : « Ad servicium advocati... per noctem ».

antérieurs au milieu du XI^e siècle ⁽¹⁾ ; c'est donc après cette date qu'aurait été rédigé le rouleau-censier de Metlach. Quant à vouloir fixer avec précision un terme *ante* à l'œuvre du scribe A, il faut y renoncer ; on notera seulement que, selon toute vraisemblance, le censier est antérieur aux notices les plus anciennement transcrites au rouleau, c'est-à-dire aux chapitres I et II du verso. Ces deux chapitres renferment deux notices de tradition qui appartiennent à l'extrême fin du XI^e siècle et qui, à en juger par l'écriture, ont été écrites peu de temps après la donation qui est l'objet de la notice ; de ce rapprochement il résulte que l'élaboration du censier ne doit pas s'étendre sensiblement au delà de l'année 1100. Au total, on peut tenir pour assuré que l'œuvre du scribe A se place dans la seconde moitié du XI^e siècle et que Lamprecht l'a vieillie d'une cinquantaine d'années au moins en la datant des environs de l'an 1000.

Le censier du XI^e siècle, pour lui conserver cette dénomination commode, nous est-il parvenu en entier ? Il semble que non, si l'on remarque, pour reprendre une observation déjà faite par Lamprecht, qu'il manque à l'actuel rouleau au moins une des bandes de parchemin qui le composaient primitivement. A la réflexion pourtant, cet argument n'est pas aussi décisif qu'on pourrait le croire au premier abord. En effet, le scribe de première main a ménagé entre les chapitres du censier des espaces, dont la hauteur varie de 30 à 95 millimètres, hauteur suffisante pour permettre l'insertion, selon le cas, d'une notice de tradition succincte ou d'un censier particulier assez développé. Dans l'état actuel du rouleau-censier, le dernier chapitre écrit par A est le n° 23 ; or, entre la fin de ce chapitre et le bord inférieur de la dernière bande de parchemin (bande III), on compte un espace de 265 millimètres qui, laissé primitivement en blanc par A, a reçu vers la fin du XII^e siècle

(1) Pour la Lorraine, le règlement d'avouerie véridique le plus ancien qui nous soit parvenu, est une charte d'Adalbéron III, évêque de Metz, du 4 juin 1058, qui fixe les droits des avoués de l'abbaye messine de St-Clément (Orig. B. N., Coll. Lorraine, vol. 977, pièces 1 et 2. — Edit. H.M.B., III, pr., p. 91).

Pour la région mosellane, Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 1115 et sq., cite un certain nombre de chartes qui fixent avec précision les droits des avoués et qui déterminent en particulier le *servitium* qui leur est dû par les hommes d'église confiés à leur protection ; aucun de ces textes n'est antérieur à 1050. Il est juste de signaler un diplôme d'Otton II de 963 (Stumpf 554), qui promulgue l'accord intervenu entre l'abbé de St-Maximin de Trèves et l'avoué de Schwerbach ; mais ce diplôme n'est plus connu que par une copie figurée du XI^e siècle. Bien que l'éditeur de l'acte dans *M.G.H., DD. O. II*, n° 8, ne soulève aucune objection contre son authenticité, il est prudent de ne pas en faire état, en raison de son mode de transmission suspect et de son caractère tout à fait exceptionnel.

plusieurs notices ⁽¹⁾. Comme nulle part le scribe de première main n'a ménagé dans son texte un blanc de pareille étendue, on est en droit de penser que le censier du XI^e siècle se terminait avec le n^o 23 et que la quatrième bande de parchemin, aujourd'hui disparue, était destinée à la transcription soit de notices, soit de compléments apportés au censier primitif.

Tel qu'il nous est parvenu, le censier du XI^e siècle est pour une part la reproduction pure et simple d'un censier plus ancien. Sur ce point, on ne peut que souscrire aux conclusions de Lamprecht ; toutefois, quand il s'agit de déterminer le contenu de ce censier de première origine et sa date d'exécution, l'accord avec l'historien allemand ne peut se maintenir. Au polyptyque d'époque carolingienne, recueilli sous forme de fragments par le censier du XI^e siècle, Lamprecht attribue les chap. 1, 9, 13¹ et 18 ; or, ces quatre chapitres ne représentent certainement pas l'ensemble des fragments qui nous ont été conservés et, d'autre part, un de ces chapitres est de date trop récente pour être compris dans cet ensemble. La présence au rouleau-censier de deux chapitres consacrés au domaine de Roden (n^{os} 6 et 13¹) a conduit, en effet, Lamprecht à ranger le chap. 13¹, manifestement antérieur au chap. 6 ⁽²⁾, dans la même catégorie que les chap. 1, 9 et 18 ; or, le domaine de Roden a été donné à l'abbaye de Metlach en 995 seulement ⁽³⁾. Le chap. 13 ne saurait donc être antérieur à cette date ; comme d'autre part la rédaction de ce chapitre est d'un type nettement différent de celui des chap. 1, 9 et 18, il faut l'exclure du censier de première origine.

(1) Cet espace libre a été utilisé par les scribes qui ont transcrit les notices 24 et 25 ; cette dernière notice exceptionnellement très développée occupe 22 lignes, soit une hauteur de 155 mm.

(2) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 107, présente cette antériorité comme probable ; on établira plus loin qu'il s'agit là d'un fait certain.

(3) La charte de donation de Roden à l'abbaye de Metlach par Berthe en 995 (Edit. *MR. UB.*, I, p. 326, n^o 270) paraît avoir complètement échappé à Lamprecht. Par cette charte, Berthe, veuve d'un comte Folmar, donne aux moines de Metlach les biens qu'elle possède à Roden et qui lui avaient été donnés en douaire par son mari. Ces biens sont ainsi définis : « in villa Rodena vocabulo sita in pago Sarensi, in comitatu Waldravingensi, ... XV scilicet mansos preter dominicabilem terram et quicquid illuc silve, pratorum, aque sive navigii vel aquarum decursus appendet ».

La mention aux chap. 6 et 13 d'une redevance acquittée à Roden de *jure navis* ou de *usu navium* ne laisse aucun doute sur l'origine du domaine décrit aux chap. 6 et 13 du censier ; il s'agit certainement du domaine donné par Berthe. Le droit perçu sur les bateaux, dont il est fait état, tant au censier que dans la charte de donation (« et quicquid illuc... aque sive *navigii* vel aquarum decursus appendet »), est probablement un droit de péage imposé aux bateaux circulant sur la Sarre, qui coule à une faible distance du village de Roden.

Il n'est pas difficile en revanche d'enrichir ce dernier de quelques chapitres qui n'ont pas retenu l'attention de Lamprecht, en dépit de leur évidente parenté avec les n^{os} 1, 9 et 18 ; ce sont les chap. 3, 4, 5, 7¹. consacrés aux domaines lorrains de Valmunster, Oudrenne, Vahl et Tincry. Dans l'un comme dans l'autre de ces sept chapitres, on retrouve certains caractères communs : forme subjective de l'inventaire ⁽¹⁾ ; même procédé de description de la réserve, dont les terres labourables sont évaluées en corvées, charruées ou journaux ⁽²⁾ ; emploi simultanée des mots *oba* et *mansus* pour désigner l'unité de tenure, ce qui amène le rédacteur à donner à *mansus* le genre féminin ⁽³⁾ ; dans l'un et l'autre, même type de régime domanial caractérisé en particulier par l'obligation pour les tenanciers de fournir plusieurs fois par an des semaines entières de travail, dont le total annuel peut varier de deux à dix semaines ⁽⁴⁾. On notera, d'autre part, que, à l'intérieur de ce groupe de chapitres, il en est qui présentent entre eux, en plus de cet air de parenté générale, des analogies plus accentuées. Aux chap. 9 et 18 le rédacteur renvoie pour le détail des redevances et services à un manse-type ⁽⁵⁾ ; aux chap. 1, 4, 5 et 18 mention est faite de l'église et des dîmes qui en dépendent dans des termes absolument identiques ⁽⁶⁾ ; aux chap. 4 et 7¹ l'obligation pour les maisons, et non pour les manses, de fournir une main-d'œuvre supplémentaire s'exprime suivant la même formule ⁽⁷⁾. Ces analogies, qui apparentent ainsi les uns aux autres toute une série de chapitres, contribuent à renforcer l'homogénéité du groupe tout entier.

Il est possible qu'il faille attribuer au censier de première origine deux autres chapitres, qui ont été englobés dans sa copie par le scribe du XI^e siècle, nous voulons parler des chap. 21 et 23, consacrés aux domaines de Budling et de Tünsdorf ; toutefois, pour ces deux chapitres on ne peut présenter des conclusions aussi affirmatives que pour les sept chapitres qui viennent d'être étudiés. En effet, les chapitres 21

(¹) *In N. habemus* (chap. 1, 3, 4, 5, 7¹) ou bien *In N. invenimus* (chap. 9 et 18).

(²) La réserve est évaluée en *carruadas* (ou *carruades*) aux chap. 1 et 5, en *corruadas* aux chap. 3 et 4 et en *dies* au chap. 7¹. Au chap. 9, le rédacteur se contente d'écrire « De terra dominicali sufficienter » ; au chap. 18, il compte pour la réserve un manse, mais ne donne pas la contenance des terres rattachées à ce manse.

(³) Voir en particulier le chap. 3, où la confusion entre *mansus* et *oba* est constante.

(⁴) La formule est : « serviunt (ou operantur) n. ebdomadas », le service est indiqué non pas globalement, mais pour chacun des mois auxquels il est exigé.

(⁵) Ce procédé de description a été signalé par Lamprecht, voir plus haut p. 114, n. 2.

(⁶) La formule est du type : « In N... habemus ecclesiam cum una oba dotatam et cum decimatione villarum N. et N... ». On notera que, en copiant le chap. 1, le scribe du XI^e siècle a commis une faute de transcription et écrit *ditatam* au lieu de *dotatam*.

(⁷) « De unaquaque domo n. dies ad sublementum ».

et 23, qui s'inspirent d'un même modèle et qui sont l'œuvre d'un même rédacteur⁽¹⁾, sont marqués de traits originaux qui les différencient, semble-t-il, des chapitres précédents. C'est ainsi que la description est présentée sous forme objective, et que la réserve est passée sous silence; en revanche, ces deux mêmes chapitres mentionnent certains services et contiennent certaines formules qui les apparentent nettement aux chapitres les plus anciens du rouleau-censier⁽²⁾. En présence de ces caractères contradictoires, on peut hésiter à attribuer les deux chapitres en litige, soit au censier de première origine, soit à l'une des révisions qui en ont complété et précisé le texte; en adoptant la première de ces interprétations, nous ne nous dissimulons nullement ce qu'elle comporte d'incertitude.

Après avoir ainsi dégagé ce groupe de sept (ou neuf) chapitres, incorporés par le scribe A dans le censier du XI^e siècle, il nous faut préciser la date du polyptyque auquel ils appartiennent. On sait que Lamprecht en place la composition en plein IX^e siècle, en s'appuyant d'ailleurs sur des arguments de médiocre valeur⁽³⁾ et sans remarquer que la date de ce censier de première origine est comprise entre des limites chronologiques qui excluent le IX^e siècle. D'une part, en effet, puisque l'inventaire le plus ancien du domaine de Roden (chap. 13¹) semble bien devoir être exclu, en raison de son type de rédaction, du prétendu censier d'époque carolingienne, celui-ci est antérieur à 995, date à laquelle le domaine de Roden fut donnée à l'abbaye de Metlach⁽⁴⁾;

(1) La formule initiale, commune aux deux chapitres, est la suivante : « In N. sunt mansi et quarta pars unius mansi, quorum census talis est... ». Dans l'un et l'autre chapitre, le rédacteur commence le tableau des redevances et services au mois de mai.

Entre les deux chapitres, il n'y a qu'une différence; le chap. 21 fait mention d'un *servitium* acquitté par le maire de Budling, alors qu'on ne trouve rien d'analogue au chap. 23.

(2) Notons la formule « operantur n. dies » et la permutation constante des mots *mansus* et *oba*.

(3) Lamprecht s'autorise de la formule « Invenimus n. mansos, quorum N. tenet I et solvit... » pour risquer un rapprochement entre le polyptyque le plus ancien de Metlach et les *Brevium exempla*. Sur la valeur de ce rapprochement, voir les remarques que nous avons présentées au sujet du polyptyque de Prüm (p. 40).

(4) Sur cette donation, voir p. 119. On sait que le chap. 13, qui contient le censier le plus ancien du domaine de Roden, donne dans sa dernière partie la liste des redevances perçues par l'avoué de Roden sur les tenanciers de l'abbaye et que ce paragraphe ne peut guère être antérieur au milieu du XI^e siècle. Il est possible et même probable que ce dernier paragraphe représente une addition au censier de Roden. Ce qui le laisse supposer, c'est que le scribe A est allé à la ligne pour copier ce dernier paragraphe, le détachant ainsi du corps même du chapitre. Cette pratique, tout à fait contraire aux habitudes du scribe, s'explique si l'on admet que, sur le manuscrit copié par A, le passage sur le *servitium* de l'avoué avait été écrit après coup un peu au-dessous du censier primitif de Roden.

d'autre part, le chap. 4 rattache à l'église d'Oudrenne des dîmes perçues dans plusieurs villages dépendant de cette paroisse ; or, l'érection d'Oudrenne en paroisse, l'attribution à l'abbaye par l'archevêque Robert de la dîme sur le territoire des villages voisins sont des faits qui, aux termes de la notice n° 16, sont en relation directe avec la consécration de la dite église en 932 ⁽¹⁾ ; dès lors le chap. 4 (Oudrenne) et avec lui tous les chapitres du même groupe ont été rédigés à une date postérieure à 932.

Bien que nous connaissions de manière insuffisante l'histoire ancienne de l'abbaye de Metlach, il n'est pas impossible de préciser et la date du censier et les conditions de sa rédaction. Nous savons que l'abbaye, fondée par St Liutwin à la fin du VII^e siècle, resta pendant plus de deux siècles la propriété des archevêques de Trêves ; ceux-ci, se réservant la dignité abbatiale, confiaient à un prévôt l'administration de l'abbaye et disposaient entièrement de ses biens ⁽²⁾. Cet état de choses devint intolérable au temps de l'archevêque Radbod (883-915), qui paraît avoir mis largement à contribution la richesse immobilière de l'abbaye, soit pour pourvoir ses vassaux, soit peut-être aussi, comme le suggère Lager, pour réparer les ruines causées par les invasions normandes à quelques-unes des abbayes de son diocèse ⁽³⁾. Une protestation adressée à Rome par le prévôt Erkembert ne donna pratiquement aucun résultat ⁽⁴⁾ ; l'archevêque Radbod garda jusqu'à sa mort la libre

(1) Les villages rattachés à la paroisse d'Oudrenne pour la perception de la dîme sont les mêmes dans la notice (chap. 16) et dans le censier d'Oudrenne (chap. 4). On notera que le scribe A a inséré en interligne dans l'un et l'autre texte le nom du village de *Mundelar* (Monneren) ; il faut en conclure que, au moment où le scribe A mettait en œuvre le rouleau-censier du XI^e siècle, l'abbaye de Metlach avait étendu son droit de *decimatio* sur le village de Monneren. Ce simple fait, qui n'a pas été noté par Lamprecht, suffirait à prouver que, en écrivant les nos 4 et 16, le scribe A faisait œuvre de copiste et non de rédacteur. — Au chap. 16, le copiste a également écrit en interligne *Lomerstorf*, sans remarquer que ce village figurait déjà dans le texte de la notice sous la forme *Leimersthorf* (Lemestroff).

(2) Les seuls renseignements, que nous possédions à cet égard, nous sont fournis par les *Miracula Sti Liutwini*, rédigés par un moine de Metlach vers la fin du XI^e siècle et édités en partie dans *M. G. H.*, SS, XV, 2, p. 1261 et sq.

(3) Voir Lager, p. 17. Les *Miracula* toutefois affirment que Radbod « multa incommoditatis genera pro beneficiis a se jure inferendis intulit Mediolacensibus. Namque villas resque monasterii in proprios divisit... » (*Miracula*, cap. 6).

(4) *Miracula Sti Liutwini*, cap. 7 (SS, XV, 2, p. 1263). D'après le récit des *Miracula* le voyage d'Erkembert à Rome se place sous l'épiscopat de Radbod, soit de 883 à 915 ; le roi auquel le pape adresse Erkembert avec une lettre de recommandation est désigné par les mots « regi glorioso Carolo ». Il peut s'agir soit de Charles le Gros, et dans ce cas la réclamation du prévôt se placerait entre 883 et 887, soit plus vraisemblablement de Charles le Simple ; dans ce cas la date à adopter serait comprise entre 911 et 915.

disposition des biens de l'abbaye, dont la propriété lui fut confirmée en 884 par Charles le Gros ⁽¹⁾ et en 888 par Arnulf ⁽²⁾. Les *Miracula Sti Liutwini*, qui racontent, non sans une pointe d'animosité, les déboires des moines de Metlach, accordent une mention spéciale aux exactions d'un certain Wicelin, vidame de l'archevêché de Trèves sous Radbod ou sous son successeur immédiat, l'archevêque Roger (915-930). Wicelin ne se serait pas contenté de mettre au pillage les biens de l'abbaye, il se serait fait livrer pour le détruire, en le jetant au feu, après l'avoir découpé en petits morceaux, un manuscrit qui, d'après les termes employés par l'auteur des *Miracula*, devait être un polyptyque ancien ⁽³⁾.

Cette triste situation ne devait prendre fin que sous le successeur de Roger, l'archevêque Robert (930-956) ; celui-ci se décida à rendre à l'abbaye son indépendance administrative et en confia la direction en 941 au moine Ratwich ⁽⁴⁾. Cette réforme fut sanctionnée par un diplôme d'Otton I^{er}, aujourd'hui perdu, qui réglait pour l'avenir les élections abbatiales, confirmait aux moines l'entière propriété des domaines qui leur avaient été restitués par l'archevêque ou que celui-ci avait promis de leur rendre et enfin garantissait le temporel de l'abbaye ainsi reconstitué contre toute aliénation future ⁽⁵⁾. Il est probable que ce fut à l'occasion de cette réforme, par conséquent dans les années qui suivirent immédiatement 941 ⁽⁶⁾, que le nouvel abbé Ratwich fit

⁽¹⁾ B. M. 1686 (1642).

⁽²⁾ B. M. 1804 (1756).

⁽³⁾ *Miracula*, cap. 8 ... « afferri sibi librum jam notum petiit, in quo privilegii et cunctarum, que ad locum pertinebant, rerum inscriptio fuit. » Le *privilegium* dont il est ici question est probablement l'acte de fondation de l'abbaye par Liutwin.

⁽⁴⁾ Le début de l'abbatiate de Ratwich, et par suite la réforme de l'archevêque Robert est placée en 941 par Brower, *Antiquitatum et annalium Trevirensium*, I, p. 454 et *Metropolis ecclesiae Trevericae*, I, p. 504. La source utilisée par Brower paraît bien être les *Miracula*, qui pourtant n'assignent pas à la réforme la date de 941. Brower a-t-il eu à sa disposition un document aujourd'hui perdu ? Ce n'est pas impossible. Si toutefois on n'admettait pas la date de 941, on voit que de toute manière la réforme se placerait sous l'épiscopat de Robert, soit de 930 à 956, par conséquent vers le milieu du X^e siècle.

⁽⁵⁾ *Miracula*, cap. 9. « Rogavit etiam presul Deo amabilis [Ruotpertus] eundem gloriosum regem, ut de rebus monasterii ablatis, quas ipse restituerat vel tradendas in voluntate habebat, et de concessione electionis fratrum in successione abbatum cartulam fieri juberet, et ne quis extraneus eas invaderet, sed ne episcopus aut abbatum quis valeat donare, mutare, vendere sine consensu fratrum, digito suo eam assiggnaret. Quam rege jubente cicius in hec verba conscriptam et signo regie auctoritatis sigillatam presul suspiciens Ruotwico tradidit... ».

⁽⁶⁾ Sur les réserves à faire au sujet de cette date, voir plus haut, n. 4. La rédaction du censier nous paraît en tout cas postérieure au diplôme d'Otton I^{er}, dont la date se place entre 936 et 956.

entreprendre un inventaire général des domaines constituant la nouvelle dotation de son abbaye ; ce que nous savons de l'activité et de l'esprit d'initiative de Ratwich ⁽¹⁾ rend très vraisemblable une telle supposition. De ce censier rédigé vers le milieu du X^e siècle et qui devait remplacer l'ancien polyptyque détruit par Wicelin, seuls les chapitres 1, 3, 4, 5, 7¹, 9, 18 (21 et 23?) du rouleau-censier, écrit au XI^e siècle, nous ont conservé le texte ; faute de posséder le diplôme d'Otton I^{er}, faute de mieux connaître l'histoire ancienne de Metlach, on ne peut se prononcer sur l'étendue de l'œuvre primitive, ni affirmer que le censier du X^e siècle nous est bien parvenu dans son intégrité. Le scribe du XI^e siècle a-t-il eu entre les mains un manuscrit déjà fortement mutilé et privé de plusieurs de ses feuillets, ou bien a-t-il jugé bon d'en transcrire seulement certaines parties ? Nous en sommes réduits à ce sujet à des conjectures ; en tout cas, dans son état actuel, le fragment de censier du X^e siècle qui nous est parvenu ordonne ses chapitres suivant un plan qui nous échappe totalement, mais qui ne paraît pas s'inspirer d'un principe géographique bien net ⁽²⁾.

Si tel est le censier du X^e siècle, il nous reste à examiner les autres chapitres, qui sont entrés dans la composition du censier du XI^e siècle. Faut-il penser avec Lamprecht que ces chapitres forment un tout et qu'ils sont l'œuvre personnelle du scribe du XI^e siècle ; faut-il les interpréter comme des additions au censier primitif, indépendantes l'une de l'autre et correspondant à des révisions successives opérées sur ce censier ? Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus dans l'étude du censier de Prüm nous inclinent à admettre par analogie la seconde interprétation ; voyons si l'étude des faits la justifie en quelque mesure.

Les chap. 2, 6, 8, 10, 11, 13¹ et 13², 15, 16, 17, dont nous devons

(¹) Voir *Miracula*, cap. 10. Le nouvel abbé ne se contente pas de rétablir la discipline à Metlach, il agrandit l'abbaye et l'entoure d'un mur fortifié.

(²) Si l'on étudie la répartition géographique des domaines décrits aux chap. 1, 3, 4, 5, 7¹, 9 et 18, on remarque que les domaines lorrains forment un groupe nettement circonscrit : chap. 3, Valmunster ; chap. 4, Oudrenne ; chap. 5, Vahl ; chap. 7¹, Tincry et chap. 9, qui décrit le domaine lorrain de Damvillers, ainsi qu'on l'établira plus loin. En revanche, les domaines de Wadrill (chap. 1) et de Losheim (chap. 18), situés à faible distance l'un de l'autre à l'est de la Sarre, se trouvent séparés sur le rouleau-censier.

Il est possible que le groupe lorrain ait été inséré après coup dans le censier du X^e siècle et qu'il ait pris place entre les chapitres consacrés à Wadrill et à Losheim. Le nombre des chapitres conservés est trop faible pour qu'on puisse se prononcer sur la valeur d'une telle hypothèse, qui sauvegarderait la répartition des domaines par grands groupes géographiques à l'intérieur du censier du X^e siècle.

déterminer le caractère, la date et l'origine sont loin de présenter une parfaite unité ⁽¹⁾ ; ils se répartissent par leur contenu et leur mode de rédaction en un certain nombre de groupes qu'il faut examiner l'un après l'autre.

Ecartons tout de suite le n^o 16 en raison de son caractère spécial. On sait que sous ce numéro figure la seule notice qui ait pris place dans l'œuvre du scribe A ; cette notice, qui relate la consécration de l'église d'Oudrenne le 25 février 932 par l'archevêque de Trèves Robert, a-t-elle été transcrite directement d'après l'original par le scribe A dans l'hypothétique censier rédigé par lui dans la seconde moitié du XI^e siècle, ou bien le texte lui en a-t-il été fourni par le polyptyque ancien qu'il copiait ? Un argument décisif plaide en faveur de cette seconde hypothèse ; si, en effet, le rédacteur du XI^e siècle avait de sa propre initiative inséré cette notice au censier qu'il était chargé de composer, il est probable que, maître de son plan et libre d'en disposer les chapitres à sa guise, il aurait juxtaposé au chap. 4, qui dénombre les revenus de l'abbaye à Oudrenne, la notice de consécration qui légitime la perception de certains de ces revenus. La place insolite du n^o 16 ne se comprend que si la notice a été introduite dans le censier du X^e siècle après coup ; dans ce cas, la nécessité d'utiliser un espace disponible a entraîné l'insertion de la notice à une place assez éloignée du chapitre dont elle forme le complément naturel.

Les deux chap. 6 et 13¹ traitent sous le nom de *Rodena* d'un seul et même domaine sis à Roden et donné à l'abbaye de Metlach en 995 par une noble dame du nom de Berthe ; bien que les deux inventaires ne coïncident pas parfaitement, on ne saurait douter un seul instant, ni de l'identité des deux domaines inventoriés, ni de l'antériorité du n^o 13¹ sur le n^o 6. En effet, tandis que le chap. 13¹ adopte le mode d'évaluation par manse, le chap. 6 se contente, tout au moins pour les redevances en argent, d'indiquer le montant global à percevoir sur l'ensemble du domaine, usant ainsi d'un procédé qui dénote en général une rédaction de date postérieure. D'autre part, tandis que le chap. 6 dénombre seulement 12 manses à Roden, le chap. 13¹ en compte 15, ce qui représente exactement la contenance du domaine donné en 995 par Berthe à l'abbaye ⁽²⁾ ; cette coïncidence incite à voir dans le chap. 13¹ le censier le plus ancien et à penser que ce chapitre

(1) En dépit de l'opinion contraire exprimée par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 108.

(2) Voir le détail de la donation p. 119, n. 3. Le domaine donné par Berthe comportait une *dominicabilis terra*, mais celle-ci est passée sous silence dans le censier, tant au chap. 13¹ qu'au chap. 6.

a été inséré dans le polyptyque de 941 à l'occasion de la donation de 995 ou peu de temps après. Si le chap. 6 représente une mise au point du chap. 13¹, il n'y a aucune raison de penser que cette révision soit l'œuvre personnelle du rédacteur du XI^e siècle ; le fait que le chap. 6 est éloigné du chap. 13¹, tout comme la notice de consécration de l'église d'Oudrenne (n° 16) se trouve séparée du chap. 4, suffit pour mettre en garde contre une telle hypothèse.

Les chap. 2 (Wadrill), 11 (Rech) et 17 (Losheim) demandent à être étudiés ensemble en raison des analogies frappantes qu'ils présentent. Dans l'un comme dans l'autre, le rédacteur use pour sa description de la forme objective, passe complètement sous silence la réserve et désigne les tenures du terme de *mansus* à l'exclusion de tout autre mot ; surtout dans les chap. 2 et 17 l'obligation de fournir à l'abbaye des semaines entières de travail s'exprime dans les mêmes termes ⁽¹⁾, tandis que, dans les chap. 11 et 17, la communauté de rédaction se révèle dans l'emploi d'une même formule pour désigner le service annuel de l'*angaria* ⁽²⁾. Les chap. 2 et 17 doublent, on le sait, les chap. 1 et 18, qui appartiennent sans conteste au censier du X^e siècle ; aussi Lamprecht croyait-il pouvoir attribuer avec certitude les deux chapitres les plus récents au censier du XI^e siècle. Toutefois pareille attribution ne s'impose pas. Les chapitres récents, en effet, sont bien mis au contact des chapitres anciens, mais la juxtaposition se fait sans aucune règle ⁽³⁾ et de plus une faute de transcription dans le texte du chap. 11 ⁽⁴⁾ fait supposer que ce chapitre et avec lui l'ensemble des chapitres qui appartiennent au même groupe ont été copiés et non rédigés par le scribe du XI^e siècle. D'ailleurs pour l'un de ces chapitres, le n° 17, il est possible de déterminer la date et les conditions de sa rédaction de manière assez précise. Si l'on s'en rapporte, en effet, à une inscription qui figure sur un ancien

(¹) Chap. 2
Unusquisque mansus... octo septimanarum complet servitium absque estivis diebus.

(²) Chap. 11
Faciunt angariam pro annona idem (sic) pro frumento ad Walomonasterium et hoc semel.

(³) Dans le groupe 1-2, le chapitre le plus récent suit le plus ancien, ce qui paraît logique ; dans le groupe 17-18 c'est le contraire qui se produit.

(⁴) Dans le passage reproduit plus haut (*supra*, n. 2), il faut évidemment lire « pro annona *id est* pro frumento ». Cette confusion entre *idem* et *id est* a été commise une autre fois par le scribe A au cours de sa transcription du chap. 71 (« Ex nostra autem procuracione idem (sic) cum III denariis debet venire de Wich ad Tinkaracha »).

Chap. 17
Unusquisque autem mansus VI septimanarum complet servitium absque diebus quibus in estate serviunt.

Chap. 17
Faciunt angariam pro annona scilicet unusquisque mansus plaustrum 1 ad Uderam et hoc semel in anno.

reliquaire de l'abbaye de Metlach ⁽¹⁾, Losheim aurait été donné aux moines de Metlach par leur abbé Folcold, c'est-à-dire dans la première moitié du XI^e siècle ⁽²⁾. Sous cette forme le renseignement est inexact, puisque l'abbaye possédait à Losheim, dès le X^e siècle, un domaine inventorié au chap. 18, domaine qui comprenait une réserve et 16 manses et demi. La *villa* donnée par l'abbé Folcold doit être un domaine distinct de celui-là, mais situé, dans la même localité. Cette hypothèse est confirmée par les données du chap. 17 ; celui-ci indique à Losheim 23 manses ; sur ce nombre il en est 6 qui sont soumis à un régime spécial, tandis que les 17 autres payent les mêmes redevances et acquittent les mêmes services que les 16 manses et demi du chap. 18 ⁽³⁾. Evidemment il s'agit dans le second cas des mêmes tenures, et si, d'un chapitre à l'autre, on relève une légère différence dans le nombre des manses, cela tient probablement au fait que d'un inventaire à l'autre un prélèvement d'un demi-manse a été opéré sur la réserve de Losheim ; quant aux 6 manses à régime particulier du chapitre le plus récent, ils correspondent à la donation de l'abbé Folcold. Bien que la date de cette donation ne nous soit pas connue de manière précise, on ne risquera pas de commettre une grosse erreur en plaçant vers 1050 la rédaction du chap. 17 et des chap. 2 et 11 qui lui sont étroitement apparentés.

Les chap. 9 et 10 consacrés, l'un au domaine de *Dodonisvillare*, l'autre à celui de *Tuotwilre*, ont retenu spécialement l'attention de Lamprecht, qui a construit à leur propos une théorie ingénieuse mais singulièrement fragile ⁽⁴⁾. Lamprecht a été frappé par les coïncidences curieuses que révèle l'examen de ces deux chapitres et telles que l'un paraît être la réplique de l'autre ⁽⁵⁾. Sans doute la superposition ne se fait pas de manière parfaite, les deux rédactions présentant entre elles de légères différences. Le nombre des manses n'est pas exactement le même, il s'élève à 40 manses à *Dodonisvillare* et à 40 manses et quart à *Tuotwilre* ; de plus, tandis que le chap. 9 énumère toutes les charges incombant aux manses (redevances en argent, prestations en nature et

⁽¹⁾ Ce reliquaire, qui date du XIII^e siècle, a été décrit par Lager (p. 224), qui en a également donné une reproduction (Tafel V et VI). Sur une des plaques de cuivre qui constituent le reliquaire, sont gravés les noms des bienfaiteurs de l'abbaye ; c'est ainsi que sous la figure de « Rutwicus abbas » on lit l'inscription « Restaurator loci », sous celle de « Folcoldus abbas » le mot « Losma ».

⁽²⁾ Lager, p. 26.

⁽³⁾ Voir les deux tableaux dans Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 107.

⁽⁴⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 158.

⁽⁵⁾ Pour l'intelligence du texte, nous renvoyons le lecteur au tableau comparatif de la p. 140.

services), le chap. 10 ne retient que les redevances acquittées en numéraire, certains services, pour lesquels une taxe de remplacement est prévue au chap. 9, étant définitivement rachetés au chap. 10 ; enfin, tandis que le rédacteur du chap. 9 précise pour chaque redevance ou service le tarif individuel appliqué au manse, unité de tenure, celui du chap. 10 indique pour chaque catégorie de redevances le montant global acquitté par l'ensemble des 40 manses et quart du domaine de *Tuotwilre*. Faisant abstraction de ces divergences, Lamprecht découvre entre ces deux chapitres un parallélisme frappant ; *Tuotwilre* semble bien être la traduction germanique de *Dodonisvillare* ; de plus toutes les redevances en argent du chap. 9 se retrouvent au chap. 10 sous le même nom et aux mêmes termes de paiement. Toutefois si, partant des données du chap. 10, on calcule le tarif individuel de chaque redevance de manière à pouvoir comparer entre eux les chiffres des deux tableaux, on constate que ce taux individuel varie d'un tableau à l'autre ; à une redevance de 1 denier au chap. 9 correspond au chap. 10 une redevance de 0^d,87, autrement dit tout se passe comme si le taux le plus élevé avait été uniformément réduit de 13 %. Du rapprochement de ces différents faits, Lamprecht a cru pouvoir tirer les conclusions suivantes : les chap. 9 et 10 concernent un seul et même domaine ; la localité désignée du nom de *Dodonisvillare* ou *Tuotwilre* est Dudweiler ; le censier du chap. 10 est plus récent que celui du chap. 9, l'un appartient au IX^e siècle, l'autre à la fin du X^e ; la différence constatée dans le taux individuel des redevances en numéraire entre les deux censiers trouve son origine dans une mutation monétaire, qui s'est produite entre l'époque carolingienne et le temps des Ottons.

Dans quelle mesure ces conclusions sont-elles justifiées ? Remarquons d'abord qu'à poursuivre entre les chapitres en question une comparaison détaillée, on relève certaines discordances, dont Lamprecht a négligé de tenir compte. Le chap. 9 mentionne un charroi de fumier avec taxe de remplacement de 1 denier, alors que le chap. 10 passe ce service et la redevance correspondante sous silence ; le chap. 10 fait état d'une redevance de 33 deniers « *de Orna* », dont on chercherait en vain l'analogue dans le chap. 9 ; la taxe de la mi-mai, qui au chap. 9 est acquittée à titre de remplacement pour sept journées de travail (*dies*), est payée au chap. 10 *de nocte*, expression qui s'explique par une faute de copie du scribe A et qui doit se corriger en *de noctibus* ; enfin le rédacteur du chap. 10 inscrit sous le titre *pro tegulis* au terme de la St-Jean une redevance qui au chap. 9 est payée pour remplacer la

(1) Dudweiler ; Sarre, Sarrebruck-campagne.

fourniture de bardeaux (*scindelas*). Pourtant, on en conviendra sans peine, ce sont là différences bien minimes ; certaines n'affectent que la terminologie des deux inventaires ⁽¹⁾ et aucune ne porte atteinte au remarquable parallélisme signalé par Lamprecht entre les données des deux chapitres. Pour rendre compte d'une telle concordance, on peut admettre que, les noms de *Dodonisvillare* et de *Tuotwilre* désignant des localités différentes, le tarif pratiqué sur l'un des domaines a été appliqué en bloc à l'autre, après avoir subi une légère réduction. Bien qu'une telle hypothèse ne soit pas en elle-même invraisemblable ⁽²⁾, il ne semble pas que dans le cas présent elle mérite d'être retenue. Pour lui enlever toute valeur, il suffit d'attirer l'attention sur ce fait singulier que les deux domaines soumis au même régime portent le même nom et surtout sur le parti pris chez le rédacteur du chap. 10 de passer sous silence dans son inventaire les prestations en nature et les services. Si l'on avait fait bénéficier à un moment donné le domaine de *Tuotwilre* du tarif de *Dodonisvillare*, affecté d'un coefficient de réduction, il aurait été indispensable d'indiquer le montant de toutes les obligations du manse sans exception et si seules les redevances en numéraire avaient été réduites, il aurait fallu signaler, ne fût-ce que d'un mot, le régime des prestations en nature et des services. Sous sa forme actuelle, le chap. 10 n'a de sens, que s'il doit rectifier certains paragraphes du chap. 9 et si les domaines inventoriés aux deux chapitres sont identiques. Pour ces raisons, la conclusion de Lamprecht nous paraît inattaquable en ce qui concerne l'identité des deux domaines.

Ce premier problème résolu, il faut déterminer quelle est la localité à laquelle s'appliquent les noms de *Dodonisvillare* et de *Tuotwilre*. Le second de ces deux termes a incité Lamprecht à identifier cette localité avec Dudweiler, à cinq kilomètres au nord-ouest de Sarrebruck ; cette identification, qui a été admise par Förstemann ⁽³⁾, paraît au

⁽¹⁾ Le terme de *noctes* est fréquemment employé dans les censiers pour désigner une série de jours (en général sept jours ou un multiple de sept), durant lesquels le tenancier doit se tenir à l'entière disposition du *dominus* ; le terme n'a donc rien ici qui doive surprendre, sous réserve de la correction de *nocte* en *noctibus*. — D'autre part, les *scindelae* sont des planchettes de bois, utilisées soit pour la couverture des maisons, soit pour le revêtement des murs ; la substitution de *tegulae* à ce mot est fort naturelle, surtout si l'on remarque que le chap. 10 a été rédigé postérieurement au chap. 9, à une époque où l'ancienne fourniture avait fait place à une taxe de remplacement en argent.

⁽²⁾ Voir p. 237 l'exemple du domaine de Morville-sur-Nied, auquel les moines de St-Arnoul appliquèrent en 967 un tarif pratiqué sur un domaine voisin.

⁽³⁾ Förstemann, *Alteutsches Namenbuch*, II, 1. Hälfte, col. 727, v^o *Dudenwilre*. L'auteur ne donne pas d'autre référence que le rouleau-censier de Metlach.

premier abord s'imposer, d'autant plus qu'un diplôme d'Otton II de 977 donne pour Dudweiler la forme *Duodonisvillare* ⁽¹⁾. A la réflexion pourtant des doutes se présentent à l'esprit : il ne semble pas que jamais l'abbaye de Metlach ait possédé des biens à Dudweiler et d'autre part, dans l'hypothèse de Lamprecht, il est impossible de proposer une identification acceptable pour la localité dite *Orna* au chap. 10 ⁽²⁾. Les doutes se précisent, si l'on remarque que, au XIII^e siècle, l'abbaye de Metlach possédait, au moins en partie, la seigneurie de Damvillers en Lorraine. Si l'histoire ancienne de cette seigneurie ne nous est pas connue, nous avons du moins conservé la charte par laquelle en 1282 l'abbé et le couvent de Metlach d'une part, leur avoué Geoffroy III d'Apremont d'autre part, affranchissent Damvillers à la loi de Beaumont ⁽³⁾. Le fait que l'abbaye dans la charte de 1282 agit en association avec le sire d'Apremont laisse soupçonner que les moines n'ont pas su défendre contre les empiètements de leur avoué ce domaine lointain. Comme de plus la filiation *Dodonisvillare*-Damvillers est parfaitement régulière ⁽⁴⁾, on est amené à conclure que le double censier, constitué par les chap. 9 et 10, s'applique au domaine de Damvillers ⁽⁵⁾. Cette solution a l'avantage de suggérer pour *Orna* une identification plausible. Il existe, en effet, à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Damvillers, un village, Ornes, pour lequel la forme *Orna* est anciennement attestée ⁽⁶⁾ et on conçoit sans peine que les pièces de terre possédées

(1) Otton II confirme à l'abbaye messine de St-Pierre-aux-Nonnains la propriété de plusieurs églises, dont certaines lui avaient été ravies ; 977, 11 mai (Stumpf 62). Les églises restituées «...sitae sunt his locis... Madalstat cum cappella de Duodonisvillare... ». La proximité de Dudweiler et de Malstatt (comm. Sarrebruck) ne laisse aucun doute sur l'identification de la localité appelée dans ce diplôme *Duodonisvillare*.

Un diplôme d'Otton III du 26 mars 996 (Stumpf 987) confirme le diplôme précédent en le reproduisant de manière textuelle.

(2) Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 152, propose, d'ailleurs sous réserves, Ormesheim, Pal. bav., Deux-Ponts, mais cette identification est philologiquement inadmissible.

(3) E. Perrin, *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1350*, n° 147.

(4) Voir Longnon, *Les noms de lieu de la France, leur origine, leur signification, leurs transformations*, édit. Marichal et Mirot, p. 252, n° 1015. Parmi les noms de lieu dérivés de *Dodo*, l'auteur relève Doncourt (Haute-Marne, M. M.); Dancourt (Ardennes) et Dampcourt (Aisne).

(5) L'identification de *Dodonisvillare* avec Damvillers avait déjà été proposée par Lager, p. 177, n. 1 ; toutefois cet auteur identifiait *Tuotwilre* avec Dudweiler.

(6) La forme *Orna* se rencontre en particulier dans un diplôme d'Henri III pour la Madeleine de Verdun du 10 juin 1047 (Stumpf 2340a), dont l'original nous est parvenu en parfait état de conservation (M., Coll. Buvignier-Clouet, liasse 89, pièce 2).

par l'abbaye à Ornes aient été rattachées à Damvillers, centre domanial le plus proche.

Si le *Dodonisvillare* du chap. 9 est bien Damvillers, il reste à expliquer la présence au chap. 10 d'un nom de forme germanique pour désigner une localité qui, dès une époque ancienne, a dû se trouver dans la zone de langue romane ⁽¹⁾. Deux hypothèses légèrement différentes peuvent rendre compte de cette bizarrerie. On peut voir dans le chap. 10 une copie ; dans ce cas, il faut supposer que le scribe qui, à une époque indéterminée, a transcrit ce censier isolé dans un espace disponible du polyptyque du X^e siècle, immédiatement au-dessous du chap. 9, a identifié le *Dodonisvillare* qui devait figurer sur l'original avec la localité de Dudweiler qui lui était familière et que, au cours du travail de transcription il a substitué *Tuotwilre* à la forme contenue dans l'original. On peut également supposer que le chap. 10 représente un texte original écrit directement par son rédacteur sur le manuscrit du X^e siècle ; dans ce cas, il faut admettre que ce rédacteur était un moine de langue allemande qui, de sa propre autorité, a germanisé le nom de Damvillers, suivant un procédé dont les actes émanés des *scriptoria* des abbayes mosellanes offrent d'autres exemples ⁽²⁾. Ces deux hypothèses paraissent aussi vraisemblables l'une que l'autre ; toutefois l'étude détaillée du chap. 10 donne plus de crédit à la seconde.

(1) Si l'on trace la frontière linguistique actuelle entre le français et l'allemand dans la zone Briey-Arlon en utilisant les travaux de Kurth, *La frontière linguistique en Belgique et dans le Nord de la France*, Bruxelles, 2 vol., 1898, et Witte, *Das deutsche Sprachgebiet Lothringens und seine Wandlungen*, Stuttgart, 1894, ainsi que les cartes établies par ces deux auteurs, on constate que Damvillers se trouve actuellement à une quarantaine de kilomètres de la frontière linguistique. Les recherches poursuivies par Kurth sur les déplacements historiques de cette frontière ne dépassant pas la frontière belge, celles de Witte se limitant à la région lorraine, englobée en 1871 dans le Reichsland Elsass-Lothringen, il y a pour la période ancienne une lacune dans le tracé de cette frontière. Il est possible que Damvillers se soit trouvé autrefois moins éloigné qu'aujourd'hui de la limite des langues, mais il semble impossible, pour expliquer l'identification *Dodonisvillare-Tuotwilre*, d'admettre qu'à l'époque où fut rédigé le chap. 10, Damvillers se trouvait à proximité immédiate de la frontière linguistique ou que cette localité formait alors un îlot germanique en pays roman. Witte a signalé dans l'étude précitée des villages de langue germanique poussés en avant de la zone de langue allemande, sortes de sentinelles avancées en pays roman, mais il s'agit toujours de localités distantes de quelques kilomètres seulement de la limite linguistique ; de plus, l'auteur admet que ces îlots germaniques ont été romanisés dès une époque ancienne, avant la fin du X^e siècle.

(2) Pour la période postérieure au XIII^e siècle on trouvera de nombreux exemples de transcription germanique de noms de lieu romans dans Witte, *Zur Geschichte des Deutschtums in Lothringen* ; J. G. L. G., II (1890), p. 231 et sq., qui emprunte la majorité des textes cités à la chancellerie des évêques de Metz. Voir aussi l'accord passé en 1291

Le chap. 10 comparé au chap. 9 qui lui est antérieur, réserve, on le sait, plusieurs surprises. Le nombre des tenures de *Tuotwilre* est supérieur d'un quart de manse à celui qu'indique le censier de *Dodonisvillare* ; or, comme d'une manière générale le nombre des tenures constituant le domaine d'un établissement religieux est allé en diminuant en raison même de l'affaiblissement progressif du régime domanial, en raison aussi des difficultés auxquels se heurtait la pratique des remembrements, on peut s'étonner que Damvillers fasse exception à la règle. Toutefois, de cette différence numérique entre les données des deux chapitres on ne saurait tirer aucune conclusion ; il est possible qu'une faute de copie ait déformé le nombre des manses dans le censier le plus ancien ⁽¹⁾, qu'une donation postérieure à la rédaction de ce censier ait enrichi le domaine de Damvillers, ou que le nombre primitif des manses ait été augmenté à la suite d'un prélèvement opéré sur la réserve ⁽²⁾.

Il est plus surprenant que le rédacteur du chap. 10 s'intéresse uniquement aux redevances en numéraire et que le taux de ces redevances soit inférieur de 13 % à celui du chap. 9. Le fait que cette réduc-

entre l'abbé et le couvent de Prüm au sujet du partage des biens de l'abbaye entre les deux menses (EDIT. Lamprecht, *D. WL.*, III, p. 100) ; dans cet acte rédigé à Prüm le domaine de Hucquigny (comm. Flavigny-le-Grand et Beaurain ; Aisne, Vervins, Guise), situé en plein territoire de langue romane, à bonne distance de la frontière linguistique actuelle, est désigné du terme germanique de « Huginis ». Pour la période antérieure au XIII^e siècle, on notera que le même domaine est appelé « Hucquencia » dans un faux diplôme de Charles le Gros (B. M. 1683 (1639)), qui a probablement été fabriqué de toutes pièces dans les dernières années du XII^e siècle (Gœtz, *M.R. Reg.*, I, n° 740). De même dans le rouleau-censier de Metlach, la localité de Tincry est mentionnée au chap. 7¹ indifféremment sous la forme romane *Tinkerei* ou sous la forme germanique ou plutôt germanisée *Tincharaka* ; or, d'après les études de Witte, Tincry se serait toujours trouvé en zone romane, à peu de distance, il est vrai, de la frontière linguistique.

Remarquons que dès une époque ancienne on trouve le phénomène inverse ; des actes rédigés par des scribes de langue française donnent une forme romane à des localités situées en territoire germanique ; ainsi dans la charte de 1082, par laquelle l'évêque de Verdun Thierry concède plusieurs biens à l'abbaye de St-Airy (EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 479) la localité de Mülheim (Pr. rh., Trèves, Bernkastel) est désignée du terme de « Molins... in territorio Treverensi ».

⁽¹⁾ Le chap. 9 débute ainsi : « In villa Dodonisvillare invenimus de terra dominicali sufficienter XI mansos » ; la réserve se trouve ainsi accolée aux manses-tenures sans aucune conjonction pour les unir. Il est possible que le scribe A ait mal transcrit l'original qu'il avait sous les yeux et qu'il faille lire : « De terra dominicali sufficienter et L mansos ».

⁽²⁾ Cette dernière explication est suggérée par Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 158 ; une explication du même ordre a été invoquée précédemment à propos du domaine de Losheim (p. 127).

tion affecte toutes les redevances et que le coefficient en est uniforme dans tous les cas incite à demander à une mutation monétaire l'explication d'un tel phénomène. C'est dans cette voie que s'est engagé Lamprecht ; toutefois son hypothèse, pour ingénieuse qu'elle semble au premier abord, soulève de graves objections. Notons d'abord que Lamprecht a négligé de s'expliquer sur le caractère de la mutation monétaire qu'il invoque. L'explication qu'il propose ne peut avoir de sens que s'il s'agit d'une augmentation de la valeur intrinsèque de la monnaie ; dans ce cas, on conçoit à la rigueur et sous réserve des observations qui seront présentées plus loin, que les tenanciers de Damvillers aient réclamé une réduction de leurs redevances, de manière à verser à l'abbaye de Metlach, après comme avant la réforme, un poids d'argent fin à peu près équivalent. Mais en fait, si l'on se reporte aux tableaux publiés et commentés par Lamprecht lui-même, on constate que le poids des deniers royaux ou épiscopaux, ayant cours dans la région mosellane, n'a cessé de décroître au cours du X^e siècle (1). Comme rien n'indique que le titre des monnaies ait été renforcé, c'est le poids d'argent fin contenu dans les deniers, c'est la valeur de la monnaie qui se sont affaiblis au cours de la même période. Dès lors, si l'on avait adapté les redevances aux conditions monétaires nouvelles, on devrait trouver au chap. 10 des chiffres supérieurs à ceux du chap. 9 ; or, c'est précisément le contraire qui se produit.

Mais c'est le principe mis en jeu par l'explication de Lamprecht qui est sujet à caution. Si l'on admet que la réduction du taux des redevances est en rapport avec une mutation monétaire, il est étrange que cette mutation n'ait produit tous ces effets que dans un seul domaine, celui de Damvillers ; il est d'autre part déconcertant que la

(1) Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 406-407. — Pour plus de détails, voir Soetbeer, *Beiträge zur Geschichte des Geld- und Münzwesens in Deutschland ; Forschungen zur deutschen Geschichte*, IV (1864), p. 241 et VI (1866), p. 1-112 et Dannenberg, *Die deutschen Münzen der sächsischen und fränkischen Kaiserzeit*, I, p. 68 et sq., 149 et sq., 185 et sq.

Au lendemain de la réforme monétaire opérée par Charlemagne en 781, le denier royal d'argent a un poids d'environ 1 gr., 53 ; durant un siècle son poids se maintient aux environs de cette valeur, atteignant 1 gr., 70 sous les successeurs immédiats de Charlemagne, pour tomber à 1 gr., 40 sous les derniers Carolingiens. Avec Otton I^{er}, on assiste à une légère remontée (1 gr., 47), puis, sous Otton II et Otton III, le poids des deniers royaux continue à décroître lentement pour tomber à 1 gr., 13 (deniers royaux de Trèves). Sous les Ottons apparaissent les premiers deniers épiscopaux ; ils sont légèrement inférieurs en poids aux deniers royaux contemporains.

Si l'on suppose avec Lamprecht, que le chap. 9 appartient au début du IX^e siècle et le chap. 10 à l'époque des Ottons (fin X^e siècle), on voit qu'entre ces deux dates la monnaie a légèrement perdu de sa valeur intrinsèque.

réadaptation aux conditions monétaires nouvelles se soit faite sans qu'on ait cherché à fixer à un nombre entier de deniers ou d'oboles la part incombant à l'unité de tenure (manse ou fraction de manse). En fait, si l'on calcule le taux individuel des redevances du chap. 10, on trouve toujours, à une exception près, un nombre fractionnaire. On notera enfin qu'une telle réduction, si elle se vérifiait, serait un fait tout à fait exceptionnel, unique en son genre ; il est constant, en effet, que les redevances domaniales sont restées insensibles aux variations monétaires ; si elles ont parfois été réduites, c'est pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la valeur de la monnaie en cours.

Il faut donc abandonner la voie dans laquelle s'est engagé Lamprecht et poursuivre la recherche dans une autre direction. Point n'est besoin d'ailleurs de construire de savantes théories pour rendre compte de l'apparente réduction de tarif constatée au chap. 10 ; la solution du problème nous paraît beaucoup plus simple. Ce chapitre nous offre l'exemple d'une de ces *sommes*, comme il s'en rencontre dans les polyptyques anciens, en particulier dans celui de Prüm⁽¹⁾. Toutefois, il s'agit ici d'une *summa* d'un type particulier, puisqu'elle tient compte d'un élément nouveau, inconnu du chap. 9 (les revenus en argent des terres d'Ornes) et puisqu'elle suppose un nouvel inventaire, qui met en lumière l'accroissement du nombre des tenures. Disposant de ces données nouvelles, le moine qui a rédigé le chap. 10 a cherché à calculer les ressources en argent que son couvent pouvait tirer au maximum du domaine de *Dodonisvillare*, dénommé par lui *Tuotwilre*⁽²⁾. Pour établir, cette *summa*, il a appliqué au domaine de Damvillers le tarif du chap. 9, mais au lieu de multiplier par 40 1/4 les différentes redevances individuelles prévues par ce chapitre, il a visiblement procédé comme s'il n'y avait à Damvillers que 35 manses⁽³⁾. C'est la réduction du nombre des manses à ce chiffre de 35, opérée subrepticement par le rédacteur de la *summa*, qui fait du chap. 10 un véritable casse-tête. Pourquoi ce chiffre de 35 ? Pour le justifier, l'auteur de la *Summa* disposait évidemment de renseignements qui nous font totalement défaut, mais il est facile de supposer que du total de 40 manses et quart, il a déduit plu-

(¹) Voir notre étude précédente sur le polyptyque de Prüm, en particulier p. 73.

(²) Sur la germanisation de *Dodonisvillare* en *Tuotwilre*, voir p. 131 et n. 1. — Il est d'ailleurs possible que l'auteur de la *summa*, connaissant mal la répartition géographique des domaines de l'abbaye de Metlach, ait de bonne foi identifié *Dodonisvillare* avec la localité de Dudweiler, dont le nom lui était familier.

(³) Le taux des redevances du chap. 10 est exactement celui appliqué au chap. 9, si l'on admet que les redevances globales inscrites au chap. 10 sont acquittées, non pas par 40 manses et quart, mais par 35.

sieurs catégories de manses improductifs (*mansi absi*, manses concédés aux agents domaniaux ou à l'avoué en qualité de fief d'avouerie); la déduction a pu porter sur l'une ou l'autre de ces catégories ou sur plusieurs à la fois. Si l'on adopte ces conclusions, et étant admis que le chap. 9 figurait sur le censier du X^e siècle, on voit que le chap. 10, qui se propose de donner une récapitulation sommaire et révisée du chap. 9, fait corps avec ce chapitre et n'aurait pas de sens s'il en était détaché. Pour cette raison, il faut voir dans le chap. 10, non pas la copie d'un inventaire plus ou moins tardif du domaine de Damvillers, mais une sorte de memento écrit directement par son rédacteur sur le censier du X^e siècle immédiatement au-dessous du chap. 9, avec lequel il est en relation très étroite. Il n'est pas possible dans l'état actuel de nos connaissances de préciser la date de rédaction du chap. 10; toutefois celle-ci ne saurait trop s'écarter de la date de composition du censier primitif, sinon la *summa* n'aurait plus été qu'un vain jeu d'esprit; il semble dans ces conditions peu vraisemblable que le chap. 10 puisse être attribué au scribe A, qui appartient certainement à la seconde moitié du XI^e siècle.

De tous les chapitres que, dans le censier du XI^e siècle, nous avons séparés du groupe le plus ancien, il n'en reste au total que trois dont l'attribution au rédacteur du XI^e siècle ne se heurte à aucune objection sérieuse, ce qui ne signifie pas que cette attribution soit certaine: ce sont les chap. 8, 13² et 15. Le chap. 13² sur Ihn se réduit à une mention d'une sécheresse extrême, qui rappelle les notes très brèves intercalées après coup par le scribe A entre les n^{os} 18 et 21 et groupées par nous sous le n^o 19. Le chap. 8 se divise en trois paragraphes (8¹, 8² et 8³), dont l'unité ne saurait être mise en doute ⁽¹⁾; la présence dans le texte de termes empruntés à la langue vulgaire, que le rédacteur n'a pas toujours pris la peine de latiniser ⁽²⁾, assigne à ce groupe une date de rédaction récente; c'est tout ce qu'on en peut dire ⁽³⁾. Quant au chap. 15 sur Bliesen, il est encore plus difficile de préciser sa date d'inscription au censier; le détail des redevances et certaines expressions apparentent ce chapitre au chap. 13¹ qui est des dernières années du

(1) Les manses de Mennig, (par. 8³) sont rattachés au domaine de Wiltingen (par. 8²); de plus, entre les par. 8¹ et 8², le lien est établi par l'emploi de la formule « colere vineam ad III servitia » ou une formule analogue, dont le censier n'offre aucun autre exemple.

(2) Pour « eimer » le rédacteur latinise en « eimera », mais pour « pihteren », il garde la forme germanique (par. 8¹).

(3) Le par. 8¹ renferme probablement une faute de copie; sous sa forme actuelle le passage: « IIII ex illis de IIII pihteren, unusquisque solvit » est à peu près inintelligible.

X^e ou du début du XI^e siècle ⁽¹⁾ ; toutefois ce sont là des indices trop incertains pour qu'on puisse être affirmatif.

En résumé, et contrairement à l'opinion de Lamprecht, le rouleau-censier de Metlach n'est pas un censier composé de toutes pièces au début du XI^e siècle par un rédacteur qui aurait incorporé à son œuvre quelques fragments d'un polyptyque du IX^e siècle ; ce n'est pas un original, c'est une copie exécutée vers la fin du XI^e siècle par un scribe qui a transcrit des documents de date différente, mais entre lesquels l'unité d'écriture crée une apparente unité d'origine. Rappeler en terminant quels sont ces documents sera pour nous l'occasion de résumer nos conclusions sur la genèse du rouleau-censier de Metlach.

L'abbaye de Metlach, fondée à la fin du VII^e siècle, possédait dans ses archives dès le début du X^e siècle un polyptyque, dont la date de rédaction nous est totalement inconnue ; ce précieux document fut détruit par Wicelin, vidame de l'archevêque de Trèves, à une date qui est antérieure à 941. Vers le milieu du X^e siècle, l'abbaye ayant recouvré son indépendance administrative et reconstitué sa richesse foncière, au moins en partie, grâce aux libéralités de l'archevêque Robert, fit entreprendre la rédaction d'un nouveau censier général de ses biens. Le rédacteur chargé de ce travail choisit probablement, pour en consigner les résultats, un manuscrit du type *codex*, dont l'agencement permet l'intercalation de feuillets supplémentaires. Ce censier a reçu après sa rédaction et durant un siècle et demi environ des additions qui, à l'exception d'une seule notice (n° 16), se présentent sous la forme de censiers particuliers destinés à compléter ou à rectifier les chapitres du polyptyque ancien ⁽²⁾. Ces compléments ont été inscrits en règle

(1) Les tenures sont désignées du terme de *obae* à l'exclusion du mot *mansus* ; on notera dans l'un et l'autre chapitre, et dans ces deux-là seulement, la perception d'une taxe de remplacement « *pro opere* », sans qu'on puisse déterminer quel est l'*opus* qui est ainsi racheté.

(2) En dehors de ces censiers particuliers qui s'appliquent à un domaine et qui correspondent à des chapitres entiers du rouleau-censier, il faut tenir compte des compléments qui ont pu être apportés sur le manuscrit du censier de première origine à tel ou tel chapitre ; ces compléments forment autant d'interpolations comprises entre deux chapitres consécutifs.

On peut considérer comme des interpolations de cette sorte le passage sur le *servitium* de l'avoué qui termine le chap. 13¹ (« *Ad servitium advocati... et custodes equorum per noctem* ») et le passage qui au chap. 3 concerne le repas offert par l'abbé à ses tenanciers de Valmunster (« *Debent autem predictae obe... IIII tantum den. solvat* »).

Au chap. 13¹, entre le corps du chapitre primitif et l'interpolation sur le *servitium* de l'avoué, on trouve la remarque suivante : « *Hec omnia ad integritatem tocius*

générale dans les espaces réservés du texte et les scribes ont cherché autant que possible à juxtaposer tout chapitre nouveau au chapitre préexistant qui se rapportait au même domaine ; parfois, faute de place, cette juxtaposition n'a pu être obtenue. D'autre part, les nombreux chapitres introduits entre les chap. 9-18 laissent supposer l'existence d'un feuillet intercalaire, qui a reçu les diverses additions correspondant aux chap. 10-17.

Dans la seconde moitié du XI^e siècle, le polyptyque du X^e siècle, ainsi que les additions dont il s'était peu à peu enrichi, ont été transcrits sur un rouleau formé d'au moins quatre bandes de parchemin par un moine de Metlach, sans que celui-ci ait cherché à distinguer par un artifice quelconque les documents d'âge différent qu'il copiait. Il est possible que le manuscrit du X^e siècle soit parvenu mutilé au scribe du XI^e et que celui-ci n'ait pu en recueillir qu'un fragment, dont l'étendue et l'importance relatives nous échappent. Par contre, le rouleau constitué par ses soins nous a été entièrement conservé à l'exception toutefois d'une ou de plusieurs bandes de parchemin destinées à recevoir des compléments (censiers particuliers ou notices de tradition).

Comme l'extrême pénurie des documents ne permet pas de suivre dans ses détails la formation et le développement de la fortune immobilière de l'abbaye de Metlach, nous manquons de points de repère pour dater de manière même approximative les diverses additions introduites durant un siècle et demi dans le censier du X^e siècle ; seules les analogies entre plusieurs chapitres, les différences de rédaction d'un groupe à l'autre permettent de distinguer des couches d'additions successives ; on a résumé dans le tableau ci-après les résultats auxquels a conduit l'application de ce principe de classement.

Il est possible que le scribe du XI^e siècle ait de-ci de-là fait passer dans sa copie la substance d'inventaires contemporains, mais le nombre en est certainement fort restreint. Si les résultats consignés au tableau ci-joint ne présentent pas tous le même degré de certitude, si des différences de rédaction entre deux chapitres ou deux groupes de cha-

juris computata sunt, quod dicitur durcins » Cette note destinée à avertir le lecteur que le chap. 13¹ tient compte, non seulement des redevances de type domanial, mais aussi des cens qui ont leur origine dans un contrat d'acensement (Durcins), a été insérée au censier à la suite du chap. 13¹ et avant le passage sur le *servitium* de l'avoué. Il est également possible qu'il s'agisse d'une interpolation marginale fondue dans le texte du chapitre par le scribe A. En tout cas, à en juger par l'emploi du mot *Durcins*, il ne peut s'agir que d'une note de date relativement récente.

On remarquera qu'au total le censier de Metlach offre très peu d'exemples d'interpolations de cette sorte ; à cet égard il se différencie profondément et du censier de Prüm et du censier de St-Maximin de Trèves, qui sera étudié plus loin.

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE METLACH

(Censier n° 3)

ANNEXE I

Tableau comparatif des chap. 9 (*Dodonisvillare*) et chap. 10 (*Tuotwilre*)⁽¹⁾

Chap. 9 (<i>Dodonisvillare</i>)		Chap. 10 (<i>Tuotwilre</i>)	
Nombre de manses : 40		Nombre de manses : 40 et quart.	
Epiphanie :			
10 deniers	(400 d.)	350 deniers	(8 d. 75)
1 poulet, 5 œufs			
1 charretée de bois			
Février-Mars :			
7 jours de travail			
ou 2 deniers	(80 d.)	70 deniers	(1 d. 75)
Pâques :			
1 poulet, 5 œufs			
1 charretée de bois			
Mi-Mai :			
20 deniers	(800 d.)	700 deniers	(17 d. 75)
7 jours de travail			
ou 2 deniers	(80 d.)	70 deniers <i>de nocte</i>	(1 d. 75)
St-Jean :			
100 bardeaux (<i>scindelas</i>)			
ou 1 denier	(40 d.)	35 deniers <i>pro tegulis</i>	(0 d. 875)
St-Remy :			
1 charroi			
ou 8 deniers	(320 d.)	280 deniers	(7 d.)
St-Martin :			
1 poulet, 5 œufs			
1 charretée de bois			
Enclore la réserve			
Labourer la corvée et un lot individuel (<i>mensura</i>).			
Chaque trois ans voiturier du fumier ou payer 1 denier	(40 d.)		
		De Orna : 33 deniers,	
		Somme totale : 6 talents, 8 sous, 2 d.	
		soit 1538 deniers (total exact).	

(1) Nous donnons en parallèle les redevances et services inscrits aux deux chapitres ; nous indiquons entre parenthèses pour le chap. 9 la somme globale présumée et pour le chap. 10 la redevance incombant à chaque manse, compte non tenu de la fraction de manse.

CHAPITRE III

CENSIER DE L'OFFICE DE LA SECRÈTE RÉDIGÉ A L'ABBAYE DE REMIREMONT ⁽¹⁾

(Milieu du X^e siècle, avec additions des XI^e et XII^e siècles)

(Censier n^o 4)

Les censiers généraux qui font l'objet du présent ouvrage procèdent tous d'un même principe, que l'étude consacrée aux polyptyques

(¹) L'histoire de l'abbaye de Remiremont a été écrite par Guinot, *Etude historique sur l'abbaye de Remiremont* et par Didelot (Abbé), *Remiremont. Les Saints. Le chapitre. La Révolution*, mais ces deux ouvrages ne répondent plus aux exigences de la critique et pour la période ancienne on leur préférera la courte esquisse tracée par G. Durand en guise d'introduction à son étude archéologique sur l'église abbatiale de Remiremont (G. Durand, *L'église Saint-Pierre des Dames de Remiremont* ; A. S. E. V., 1926-28, p. 1-98).

L'abbaye de Remiremont (*Romaricimons*) doit son nom à son fondateur St Romary qui, vers 620, se retira sur le Mont Habend (*Castellum Habendum*, aujourd'hui St-Mont), au confluent de la Moselle et de la Moselotte et y établit un monastère double soumis à la règle de St Colomban, monastère qui reçut le nom de *Castellum*. Sous le règne de Louis le Pieux, probablement entre 814 et 821, le couvent, alors dirigé par l'abbesse Imma, abandonna son emplacement primitif pour venir s'établir dans la plaine, à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Remiremont. Le nom traditionnel de *Castellum*, qui, en dépit de ce déplacement, survécut au moins jusqu'au milieu du IX^e siècle, fut évincé par celui de *Romaricimons*, à partir du moment où l'abbaye reçut de la munificence des rois carolingiens le *palatium* qui s'élevait au confluent de la Moselle et de la Moselotte, ainsi que le *fiscus* qui avait ce *palatium* pour chef-lieu; c'était chose faite en 870, lors du traité de Meerssen, qui désigne l'abbaye fondée par St Romary sous son nouveau nom.

Le régime intérieur de l'abbaye devait subir à partir du IX^e siècle des transformations profondes. Sous l'abbesse Imma, peut-être à l'occasion de la descente du couvent dans la plaine, la règle colombaniste fut abandonnée et fit place à la règle bénédictine. D'autre part, à une date qu'on ne peut préciser, mais qui remonte peut-être jusqu'en plein IX^e siècle, l'abbaye d'hommes disparut et désormais le service

de Prüm et de Metlach nous a permis de dégager avec netteté ; les uns comme les autres, ils poursuivent un double but : d'une part, dresser la liste de toutes les *villae* exploitées au profit direct d'un même établissement religieux et, d'autre part, inventorier les biens et les revenus d'origine domaniale revendiqués par ce même établissement religieux au sein de chacune de ces *villae*. En raison même de la conception qui les inspire, les censiers généraux sont incapables de répondre à quelques-unes des questions que soulève le régime de la grande propriété au moyen âge. C'est ainsi que, laissant complètement de côté les bénéfices ⁽¹⁾, ils ignorent également en principe deux sources de revenus qui intéressent directement l'histoire de la seigneurie rurale : le cens payé par les précairistes à titre récongnitif et le « chevage » acquitté par certains groupes d'individus en signe de sujétion personnelle. D'autre part, ces mêmes censiers généraux, conçus comme des statuts de caractère traditionnel et de valeur définitive, ne nous font pas pénétrer dans l'administration quotidienne du patrimoine des établissements religieux et nous laissent ainsi ignorer les difficultés que pouvait rencontrer cette administration dans la pratique. C'est parce qu'il apporte sur ces différents points des compléments utiles aux censiers généraux, qu'un livre de traditions provenant de l'abbaye de Remiremont mérite de retenir l'attention. On peut pour la commodité des références donner le nom de *Traditiones Romaricenses* à ce recueil, qui n'a pas encore été exploité comme il le mériterait, encore qu'il soit pour la Lorraine le seul document de cette sorte qui nous ait été conservé.

Les *Traditiones Romaricenses* représentent une masse considérable d'environ 800 notices de tradition, qui nous ont été transmises par un seul manuscrit ; celui-ci, rédigé à l'abbaye de Remiremont, est au-

religieux fut assuré à l'abbaye de femmes de Remiremont par des prêtres, appelés dès la fin du XI^e siècle *canonici* ou *hebdomadarii*. Enfin l'abbaye de femmes qui jouissait du privilège de relever directement du St-Siège dès le pontificat de Léon IX (1048-54), se transforma en un chapitre qui très vite se recruta exclusivement dans les familles nobles ; on a de fortes raisons de penser que la transformation de l'abbaye en chapitre s'opéra avec le consentement tacite de la papauté dans les dernières années du XI^e siècle (cf. Ch.-Edmond Perrin, *La chronique de Chaumousey. Contribution à l'histoire ancienne de l'abbaye de Remiremont ; Annuaire de la Fédération historique lorraine*, IV (1931-32), p. 265-280).

⁽¹⁾ La mise en œuvre d'un polyptyque est en règle générale accompagnée à l'époque carolingienne d'un inventaire des bénéfices, mais les résultats de cet inventaire sont consignés dans un recueil distinct du polyptyque. C'est ainsi que le polyptyque de St-Germain-des-Prés, exécuté entre 806 et 829, était accompagné d'un inventaire des bénéfices de l'abbaye, dont seuls deux feuillets nous sont parvenus ; ceux-ci ont été publiés par B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, II, p. 278.

jourd'hui conservé à la Bibliothèque Angelica à Rome ⁽¹⁾. Le contenu de ce manuscrit, qui est formé de 11 cahiers et qui compte 71 folios, se révèle à l'analyse quelque peu disparate. Le noyau primitif en est constitué par deux « livres de vie », destinés à conserver le souvenir des religieux et des religieuses du monastère double de Remiremont d'une part, les noms des bienfaiteurs du couvent ainsi que ceux des religieux associés à ses prières d'autre part. Un premier *Liber vitae*, qui date de 850 environ et qui occupe le cahier VII du manuscrit, soit les f^{os} 32-47, fut complété en 862/63 par un second recueil du même genre, mais plus étendu, puisqu'il remplit les cahiers I, II, III et IV du manuscrit, soit les f^{os} 1-5 et 10-26. A la fin du IX^e et, durant tout le X^e siècle, ces deux livres de vie, devenus insuffisants, à une époque où la pratique des associations de prières s'était puissamment développée entre les monastères, reçurent des cahiers supplémentaires, soit les cahiers V, VIII, IX et X, correspondant aux f^{os} 6-9, 48-54, 55-57, 58-64. A partir du troisième quart du X^e siècle, le recueil ainsi formé, tout en conservant son caractère liturgique primitif et tout en continuant à recevoir les noms des bienfaiteurs et associés, servit à l'inscription de mentions diplomatiques qui se répartissent en trois groupes bien distincts ⁽²⁾. Au premier groupe correspond le cahier XI (f^{os} 65-71), qui renferme de manière exclusive des mentions diplomatiques et qui, rédigé dans la seconde moitié du X^e siècle, autant qu'on en peut juger par l'écriture, a été dénommé « Premier livre des donations » par l'éditeur des *Traditiones Romaricensis*. Ce cahier, indépendant à l'origine du recueil liturgique ⁽³⁾, n'a pas tardé

(1) Bibliothèque Angelica (ancienne Bibliothèque des Ermites de St-Augustin), Manuscrit A. 2. 10. — Le manuscrit de la Bibliothèque Angelica a été décrit pour la première fois par Ebner (A.), *Der liber vitae und die Nekrologien von Remiremont in der Bibliotheca Angelica zu Rom* ; N. A., XIX (1893), p. 49-83. L'auteur s'est intéressé de manière presque exclusive aux nécrologes contenus dans le manuscrit ; quant aux notices de tradition, elles ont été éditées par Didier-Laurent (Abbé), *L'abbaye de Remiremont. Contribution à l'histoire critique des cinq premiers siècles de ce monastère* ; M. S. A. L., XLVII (1897), p. 259-498. Sur la valeur assez médiocre de cette édition qui, dans les passages qui vont suivre, sera désignée par l'abréviation D.-L., voir plus loin p. 145, n. 1.

(2) Pour tout ce qui concerne la description du manuscrit, voir Ebner, p. 53 ; Didier-Laurent, qui ne semble pas avoir eu personnellement le manuscrit entre les mains, n'ajoute rien sur ce point aux indications claires, mais parfois incomplètes de son prédécesseur.

(3) Cette indépendance est prouvée en particulier par le format du cahier XI, qui est inférieur à celui des cahiers du recueil liturgique.

à lui être annexé ⁽¹⁾ : relié avec lui, il forme aujourd'hui le dernier cahier du manuscrit de l'Angelica. D'autre part, à partir de la fin du X^e siècle, tous les espaces laissés en blanc sur les folios des deux livres de vie et de leurs cahiers complémentaires ont été remplis de mentions diplomatiques inscrites dans le plus grand désordre et cela jusqu'au début du XII^e siècle ; l'ensemble de ces mentions, réparties ainsi à travers tout le manuscrit, constitue le second groupe ou groupe intermédiaire. Enfin le troisième groupe est représenté par un livre de traditions dénommé « Second livre des donations » par l'éditeur des *Traditiones* ; ce recueil, qui occupe le cahier VI du manuscrit (f^{os} 27-31), a été commencé vers le milieu du XII^e siècle sous l'abbatiate de Judith de Vaudémont (? 1123-1157) ⁽²⁾ et poursuivi sous l'abbatiate de Mathilde (1157-? 1190) ⁽³⁾ ; il renferme des notices qui s'échelonnent depuis les premières années jusqu'à la fin du XII^e siècle ⁽⁴⁾. Ce second livre, rédigé avec beaucoup de soin, est resté indemne de toute inscription postérieure ; son dernier folio n'a même reçu à son verso aucune mention. Ainsi, à la veille du XIII^e siècle, le manuscrit de l'Angelica avait pris sa forme définitive et le travail de transcription des notices, qui s'était poursuivi à l'abbaye de Remiremont depuis deux siècles environ, était définitivement arrivé à son terme.

(1) On peut le conclure du fait que l'avant-dernier folio du cahier (f^o 70) a reçu à son recto des noms de bienfaiteurs, tout comme les feuillets du recueil liturgique ; ces noms, jetés au hasard au milieu du folio, ont été contournés par les scribes qui un peu plus tard ont utilisé le folio pour y inscrire des notices de tradition.

(2) Les 58 premières notices du Second livre, qui en compte au total 135, ont été écrites d'un seul jet par un même scribe, puis le travail a été poursuivi par des scribes différents mais contemporains, qui se sont relayés dans le travail de transcription des notices. La plupart des notices du Second livre se rapportent à l'abbatiate de Judith de Vaudémont, qui est citée pour la dernière fois dans la 102^e notice du recueil. — Judith est mentionnée comme abbesse de Remiremont pour la première fois dans une bulle de Calixte II du 29 mars 1123 (J. L. 7030) ; sur la date de sa mort, survenue fin 1157 ou début 1158, cf. D.-L., p. 426-427.

(3) Le nom de cette abbesse ne figure d'ailleurs dans aucune des 33 dernières notices transcrites au Second livre à la suite de la notice dans laquelle paraît pour la dernière fois l'abbesse Judith. D'après Didelot, *Remiremont*, p. 130, n. 1, l'abbesse Mathilde serait morte le 5 mars 1189, mais cette donnée chronologique ne s'appuie sur aucune référence. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que Mathilde est morte avant le 27 décembre 1191, date à laquelle une bulle de Célestin III (J. L. 16779) donne à Clémence d'Oiselet le titre de « electa Romaricensis ».

(4) Les notices sont rangées dans un ordre chronologique assez strict ; parmi les plus anciennes qui se rapportent à l'abbatiate de Gisle II (fin XI^e — début XII^e siècle), il en est deux qui sont respectivement datées de 1106 et de 1107. La notice la plus récente qu'on puisse dater avec quelque précision est la 115^e du recueil, elle a trait à une donation faite par le duc de Lorraine Simon II (1176-1205).

Les *Traditiones Romaricenses* n'intéresseraient pas la présente étude, si les notices de tradition qui en constituent le texte, n'étaient parsemées de place en place de notes que leur rédaction apparente aux censiers. Celles-ci affectent deux formes différentes : les unes sont des fragments de censier qui présentent un certain développement, les autres se contentent de consigner sous une forme extrêmement brève le paiement d'un cens effectué au profit de l'abbaye. Comme à travers tout le manuscrit il y a une relation étroite entre les notices de tradition proprement dites et les mentions de censier de l'un et de l'autre type, il est impossible de faire totalement abstraction des notices dans la masse desquelles ces mentions se trouvent enchâssées. Avant d'aborder l'étude de ces dernières, il est indispensable de fournir quelques renseignements sur les notices, les conditions de leur inscription et la nature de leur contenu en renvoyant le lecteur, faute de mieux, à l'édition imparfaite que l'abbé Didier-Laurent a donnée des *Traditiones Romaricenses* (1).

L'ensemble des mentions de toute nature comprises dans les trois groupes des *Traditiones Romaricenses* s'élève à 805, soit 758 notices de tradition proprement dites et 47 notes que leur rédaction apparente aux censiers ; les unes et les autres se répartissent respectivement entre les trois groupes à raison de 85 et 11 pour le Premier livre, 551 et 23 pour le groupe intermédiaire, 122 et 13 pour le Second livre. Les notices, rédigées sous une forme des plus succinctes, consignent l'acte juridique dont elles se proposent de conserver le souvenir, ainsi que les noms des témoins, qui, en cas de contestation ultérieure, peuvent être appelés à établir la réalité de l'acte juridique. En ce qui concerne les conditions dans lesquelles s'est faite l'inscription des notices, on ne saurait formuler de règle générale ; certaines d'entre elles ont été écrites directement sur le manuscrit et ont ainsi valeur d'originaux ; d'autres, et ce sont les plus nombreuses, reproduisent plus ou moins fidèlement la notice rédigée au moment même de la tradition et sont

(1) L'édition procurée par l'abbé Didier-Laurent, qui n'a eu, semble-t-il, à sa disposition qu'une copie transmise par un intermédiaire, a eu le gros mérite d'attirer l'attention des historiens lorrains sur un texte d'un intérêt capital, mais cette édition est critiquable sur bien des points. Elle est incomplète et souvent incorrecte ; de plus, les notices ont été rangées dans un ordre qui rend les recherches assez difficiles et qui ne permet pas un système de références uniforme. L'auteur du présent ouvrage, ayant eu la bonne fortune de pouvoir étudier et transcrire tout à loisir les notices du manuscrit de l'Angelica, se propose d'en donner prochainement une édition critique, accompagnée d'une étude sur la forme et le contenu des notices ; il se contentera d'indiquer ici sommairement un certain nombre de faits, sur lesquels il se propose de revenir plus longuement dans l'étude envisagée.

par suite de simples copies⁽¹⁾. Dans ce dernier cas, il faut distinguer entre les notices qui, transcrites immédiatement après la rédaction de l'original, se reconnaissent à ce signe qu'elles forment des groupes paléographiques homogènes de médiocre étendue et les notices qui, accumulées durant des années dans les archives de l'abbaye, ont été copiées en bloc et qui parfois sont assez nombreuses pour constituer un feuillet de traditions indépendant⁽²⁾ ou même un fragment d'un livre de traditions⁽³⁾. D'ailleurs, à toutes les époques le travail de transcription des notices s'est effectué d'une manière incohérente ; fréquemment le même scribe a écrit d'un seul jet à la suite l'une de l'autre une notice contemporaine et une notice qui, datant d'une époque antérieure, aurait dû normalement être comprise dans un précédent travail de transcription.

Les conditions qui ont présidé à l'élaboration des *Traditiones Romaricensis* n'offrent rien d'exceptionnel, ce sont les mêmes procédés de transcription qu'on retrouve dans les *libri traditionum* dont l'Allemagne du sud, la Bavière en particulier, nous ont conservé de si nombreux exemplaires⁽⁴⁾ ; en réalité, ce sont d'autres particularités qui font l'originalité des traditions de Remiremont. La particularité la plus remarquable, c'est la relation étroite et constante qui s'observe à toutes les époques entre le *Liber vitae* de l'abbaye et les notices. Le fait ne saurait manquer de frapper quiconque parcourt sur le manuscrit même les notices du second groupe, puisque celles-ci sont portées directement dans les espaces libres des deux livres de vie,

(1) Les notices-copies se laissent assez facilement identifier en raison des fautes qu'elles renferment et du désaccord qui s'observe parfois entre le contenu de la notice et sa date d'inscription ; au contraire il est difficile de discerner à coup sûr les notices originales. Celles-ci se reconnaissent d'ordinaire au fait que le texte a subi des surcharges et qu'il a reçu des compléments divers. Exceptionnellement certaines notices, rédigées sur une cédule de parchemin, ont été insérées telles quelles dans le manuscrit, sans qu'on ait pris la peine de les recopier ; c'est le cas pour une bande de parchemin qui a été glissée entre les f^{os} 12 V^o et 13 R^o et qui porte trois notices du XI^e siècle.

(2) C'est ainsi que le f^o 51 a été couvert tant au recto qu'au verso de notices qui forment un groupe paléographique homogène, dont l'écriture dénote le début du XII^e siècle. Ces feuillets de traditions parfois intercalés dans le manuscrit font en quelque sorte la transition entre les notices éparses du groupe II et les notices du Second livre ou groupe III.

(3) C'est le cas pour les 58 premières notices du Second livre (cf. p. 144, n. 2).

(4) Voir Redlich, *Die Privaturkunden des Mittelalters* (*Urkundenlehre* de Erben, Schmitz-Kallenberg et Redlich, III. Teil), p. 79 et sq. et pour de plus amples détails Redlich, *Ueber bairische Traditionsbücher und Traditionen* ; *M. I. Ö. G.*, V (1884), p. 1-82.

mais la même relation se retrouve aux deux autres groupes, étant donné que les deux livres de tradition n'ont pas tardé à être annexés après leur rédaction au recueil liturgique. Cette union intime entre deux recueils de nature et d'origine si différentes s'explique à première vue par le désir des religieuses de Remiremont de conserver pour les associer aux prières de leur couvent le nom des bienfaiteurs, auteurs des traditions dont les notices devaient perpétuer le souvenir. Toutefois, il s'en faut que cette explication soit pleinement satisfaisante ; il est probable que très vite l'insertion d'une notice au *Liber vitae* communiqua à celle-ci une valeur probatoire telle, que dans bien des cas la mention des témoins parut inutile et fut complètement négligée par les scribes⁽¹⁾.

Une autre singularité des *Traditiones Romaricensis* a trait à la nature des actes juridiques consignés dans les notices. Celles-ci, en effet, dans leur immense majorité constatent que tel bienfaiteur a donné pour le repos de son âme à St-Pierre de Remiremont tel et tel de ses hommes, à charge pour ceux-ci de payer chaque année à l'autel du saint un cens de quelques deniers⁽²⁾. Étant donné le nombre infime des notices qui rappellent la donation d'un bien immobilier⁽³⁾, et encore que la pauvreté des archives de l'abbaye avant le XII^e siècle ne per-

(1) L'habitude de porter dans les espaces libres d'un *Liber vitae* des notices de tradition est un fait exceptionnel, mais qui se rencontre pourtant dans d'autres établissements religieux que l'abbaye de Remiremont. C'est ainsi qu'à l'abbaye St-Pierre de Salzbourg un *Liber vitae*, commencé en 784 et poursuivi jusqu'au début du X^e siècle, reçut au cours du XI^e siècle quelques rares notices de tradition, alors que dès 1004 un *Liber traditionum*, indépendant du *Liber vitae*, avait été annexé à ce dernier (cf. *Salzburger Urkundenbuch*, I (*Traditionscodices*), p. 249). Parmi les notices inscrites sur ce *Liber vitae* de St-Pierre de Salzbourg, il en est une qui mérite de retenir particulièrement l'attention ; c'est une notice de 987, aux termes de laquelle la donatrice demande que la donation soit inscrite au *Liber vitae* « ut [deditio] stabiliior posset esse » (*Salzburger UB.*, I, p. 255. n° 2). Cet exemple prouve que l'inscription d'une notice de tradition dans un *Liber vitae* était considérée comme conférant une garantie supplémentaire à l'acte juridique.

(2) La notice comprend en outre dans certains cas le nom des témoins ; quand cet élément fait défaut, ce qui arrive en moyenne 7 fois sur 3, on trouve parfois, mais pas toujours, une formule d'anathème. L'absence de la liste des témoins dans la plupart des notices pose des problèmes délicats, qu'il n'y a pas lieu d'aborder dans le présent ouvrage.

(3) Sur l'ensemble des 805 mentions diplomatiques qui constituent les *Traditiones Romaricensis*, les notices concernant des *mancia* représentent 89 % du total, celles qui portent donation d'un bien immobilier 5 % seulement, les mentions de censier 6 % ; le pourcentage reste à très peu de chose près le même à l'intérieur de chacun des trois groupes.

mette pas une contre-épreuve ⁽¹⁾, il est évident que les notices inscrites au manuscrit de l'Angelica représentent une faible partie seulement des actes qui, durant plus de deux siècles, ont eu pour effet d'enrichir le patrimoine de l'abbaye de Remiremont. De fait, certains indices permettent d'affirmer que ces notices intéressent de manière exclusive l'office de la secrète, chargée du soin de l'autel, de l'entretien du luminaire et de la garde du trésor de l'abbaye. Il est à noter, en effet, que dans les donations les plus anciennes le cens annuel imposé aux hommes ou exceptionnellement aux terres données à St-Pierre de Remiremont est régulièrement payé en cire. La cire trouvant son emploi naturel dans l'entretien du luminaire qui incombe à la secrète, cette clause suffirait à créer une prévention en faveur de l'interprétation proposée ; mais un argument plus direct peut être tiré d'une notice qui, rédigée à l'abbaye de Remiremont vers la fin du XI^e siècle, répartit entre la mense abbatiale et les offices de l'abbaye les différentes prestations en nature exigées des religieuses par le roi de Germanie au titre du *servitium regis* ⁽²⁾. Cette notice met, en effet, à la charge de la secrète la fourniture des tablettes de cire qui doivent être livrées au souverain ⁽³⁾ ; or, le principe même qui préside à la répartition des différentes prestations entre les offices permet d'affirmer que la secrète devait encaisser tous les revenus de l'abbaye acquittés en cire ⁽⁴⁾. Enfin la

(1) Les archives de l'abbaye ne renferment pas d'acte véridique antérieur à 1099 ; les documents plus anciens qu'on y rencontre sont des faux ou des actes remaniés, qui ne remontent pas au delà du XII^e siècle.

(2) Cette répartition n'est plus connue que par un diplôme d'Henri IV du 28 septembre 1070 (Stumpf 2739), qui fixe dans quelles conditions et sous quelle forme le roi de Germanie pourra désormais exiger le *servitium regis* de l'abbaye de Remiremont. Ce diplôme est certainement un faux, mais, comme il n'est plus connu que par des copies, dont la plus ancienne ne remonte pas au delà du XIV^e siècle, il est difficile d'en faire une critique approfondie. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il est certain que le faux diplôme utilise une notice datant de l'abbatiate de Gisla II (fin XI^e – début XII^e siècle), qui devait fixer la répartition des fournitures exigées au titre du *servitium regis* entre la mense abbatiale, les dignités et les offices du chapitre. Il est peu probable que cette notice puisse remonter jusqu'à 1070, date adoptée par le faussaire pour le diplôme royal ; il est plus vraisemblable que la notice garde le souvenir d'une répartition faite après la transformation de l'abbaye en chapitre, c'est-à-dire dans les dernières années du XI^e ou les premières années du XII^e siècle.

(3) « Est autem talis determinatio illius servitiî... ad luminaria XII tabule cere... Thesauraria debet XII tabulas cere ad luminaria... ».

(4) Le froment et l'avoine sont fournis par les 32 *potestates*, c'est-à-dire par les seigneuries relevant des deux offices de la Grande et de la Petite Chancellerie, seigneuries qui, situées sur le plateau lorrain, en dehors de la région montagneuse des Vosges, procuraient à l'abbaye les céréales dont elle avait besoin pour son ravitaillement.

preuve décisive que les donations inscrites au manuscrit de l'Angelica intéressent uniquement l'office de la secrète est administrée par certaines notices qui affectent au luminaire ou au trésor de l'abbaye le cens acquitté par les biens qui sont l'objet de la tradition ⁽¹⁾. Si même une affectation aussi précise ne se rencontre pas dans les donations très nombreuses qui portent sur des *mancipia* ⁽²⁾, ces derniers ne s'en trouvaient pas moins placés en vertu de la tradition dans un état de sujétion si étroite vis-à-vis de l'autel du saint, que l'office de la secrète était tout désigné pour les prendre en charge et les administrer.

Les *Traditiones Romaricenses* sont très sobres de détail sur la condition des individus donnés à St-Pierre de Remiremont ; pourtant, des brèves formules répétées à satiété par les rédacteurs, deux observations se dégagent, qui permettent de définir avec certitude le statut juridique de ces individus. D'une part, la donation d'un *mancipium* à l'abbaye n'est jamais, sauf exceptions rarissimes, accompagnée d'une donation de terre ; la tradition faite à l'autel a pour effet de placer le *mancipium* dans un état de sujétion purement personnelle à l'égard du saint patron de l'abbaye, sujétion d'ailleurs très étroite qui exclut la juridiction de tout seigneur laïque ⁽³⁾. D'autre part, le signe visible

Les poulets, poissons, fromages, le lait et le miel, le charbon, les écuelles, marmites et broches sont mis à la charge de la *foristatura*, c'est-à-dire de l'office du grand forestier, chargé d'administrer toute la région montagneuse correspondant à la haute vallée de la Moselle, région constituée pour une grande partie par des forêts et des pâturages. A s'en tenir à ces deux exemples, on voit que chaque office fournit les denrées qui alimentent normalement ses revenus.

⁽¹⁾ La formule habituelle de donation est : « N. dedit Sto Petro... », mais il arrive parfois qu'on précise que la donation est faite « ad altare Sti Petri » (D.-L., n° 639) ; signalons dans le même ordre d'idées une notice (D.-L., n° 430), qui prononce l'anathème contre quiconque voudrait détourner le bien donné « ab altare Sti Petri ».

Un article du censier de la secrète du X^e siècle, dont il sera question plus loin, rappelle qu'à Thuillières une terre d'une contenance de 100 muids de semence a été donnée à St-Pierre « ad luminaria » ; un autre signale qu'une restitution a été faite à Lironcourt « ad luminare » (Appendice I, n°s 1 et 17, p. 696 et 701 du présent ouvrage). — Au f° 14 V° une notice rappelle une donation de vignes et de terres arables faite par Thietherus à l'autel de St-Pierre à la condition « ut, si werre fuissent, thesaurum Sti Petri Tullum (Toul) fugissent et ibi salvus fuisset » (D.-L., n° 633).

La secrète (*sacrista*), préposée au service de l'autel et à la garde du trésor, est dite aussi *thesauraria* ; les deux dénominations se rencontrent dans les *Traditiones Romaricenses* ; toutefois, passé le XII^e siècle, ce fut le terme de *sacrista* qui l'emporta.

⁽²⁾ Toutefois dans une notice (D.-L., p. 428) des « servi Sti Petri », domiciliés à Hennecourt, sont dits « respicientes ad thesaurum Sti Petri ».

⁽³⁾ Les notices insérées dans les livres de tradition de l'Allemagne du Sud insistent fréquemment sur ce fait que l'homme donné à l'autel du saint ne doit de *servitium* à aucun autre seigneur qu'au saint lui-même, ce *servitium* étant acquitté

de cette sujétion est le cens qui chaque année est déposé sous la forme de quelques « denrées » de cire sur l'autel du saint ⁽¹⁾ ; les conditions dans lesquelles s'effectue le paiement de ce cens, le nom même de *cerarius* ⁽²⁾ donné à l'individu assujetti à l'abbaye en vertu de la tradition, sont la preuve évidente du lien très fort qui rattache celui-ci à l'autel même du saint. Si l'on tient compte de ces faits, on n'hésitera pas à assimiler les *cerarii* des *Traditiones Romaricenses* aux *censuales* ou *tributarii* de l'Allemagne du sud ⁽³⁾ ou aux « sainteurs » ⁽⁴⁾ de la Belgique et à voir en eux les ancêtres des *mundiliones* mentionnés dans

sous la forme du cens annuel. On rencontre quelques formules du même type dans les notices de Remiremont (D.-L., n°s 142, 396 et 576). Il est à noter d'ailleurs que cette sujétion très étroite à l'égard du saint est considérée par les rédacteurs des notices comme une forme de la liberté (D.-L., p. 383, n. 1a ; n°s 24, 151, 344, 459, 602).

(1) Le paiement en cire, qui a dû être général à l'origine, ne se rencontre que dans quelques notices des groupes I et II ; dans les notices du groupe III le paiement du cens en deniers exclut définitivement tout autre mode de paiement. Le cens varie avec le sexe des individus, il est en général de 1 (ou 2) deniers pour les femmes et de 2 (ou 4) deniers pour les hommes ; au groupe III il y a tendance à uniformiser le cens au taux le plus bas et à le fixer pour tous les individus à 1 denier.

(2) Le terme se rencontre rarement dans les *Traditiones Romaricenses*, mais il se trouve une fois sous une forme qui prouve la généralité de l'institution des *cerarii* ; on lit, en effet, dans le censier de la secrète du milieu du X^e siècle : « Cerarios in Curvico (Crévic) et unicuique potestate cerarios habet ». Des listes de *cerarii* figurent également au Premier livre (Appendice I, n°s 1, 2, 18 ; p. 696 et 701 du présent ouvrage).

(3) Les livres de tradition les plus riches en renseignements sur les *censuales* ou *tributarii* de l'Allemagne du sud sont ceux de l'évêché de Freising (*Die Traditionen des Hochstifts Freising*, édit. Bitterauf), de l'évêché de Passau (*Die Traditionen des Hochstifts Passau*, édit. Heuwieser), de l'abbaye St-Pierre et du chapitre cathédral de Salzbourg (*Salzburger Urkundenbuch*, I (*Traditionscodices*), édit. Hauthaler, p. 252-573 et p. 583-765) et de l'abbaye St-Emmeram à Ratisbonne (*Schenkungsbuch des Klosters St-Emmeram zu Regensburg*, édit. Wittmann dans *Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*, I, p. 3-146).

Ces livres de tradition ont été largement utilisés, entre autres documents, par Waitz dans les pages qu'il a consacrées aux *censuales* (Waitz, *D. V.G.*, V (2^e édit.), p. 233 et sq.) ; ces pages restent toujours utiles à consulter, encore que l'auteur ne soit pas arrivé à définir avec une parfaite netteté le statut juridique des *censuales*.

(4) Voir sur les « sainteurs » de la Belgique : Vanderkindere, *Les tributaires ou serfs d'église en Belgique au moyen âge* ; *Bulletins de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, 3^e série, XXXIV (1897), p. 409-483 et surtout Verriest, *Le servage dans le comté de Hainaut. Les sainteurs. Le meilleur catel*, Bruxelles, 1910. — En ce qui concerne ce dernier ouvrage on tiendra compte des observations de Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles au moyen-âge, particulièrement en France* ; *Anuario de Historia del Derecho Español*, X (1933) p. 101, n. 201.

quelques chartes lorraines du XII^e siècle, qui proviennent en partie de l'abbaye de Remiremont ⁽¹⁾.

Ce qui caractérise ces hommes, quel que soit le nom que les documents contemporains leur appliquent et qui varient d'une région à l'autre, c'est qu'ils sont placés sous le *mundium* du saint patron de l'évêché ou de l'abbaye, bénéficiaire de la tradition. Assujettis directement à l'autel de ce saint, confondus avec les biens qui constituent la dotation de cet autel, désignés parfois du titre significatif d'« hommes de l'autel » ⁽²⁾, ils échappent, en théorie tout au moins, aux exactions de toutes sortes commises par les avoués au détriment des hommes qui ne jouissent pas du même statut privilégié ⁽³⁾ ; les « hommes d'avoue-

⁽¹⁾ Les *mundiliones* (dénommés parfois *mundiales* ou *mundiculi*) sont mentionnés dans quelques documents lorrains, assez rares et en général peu explicites ; ce sont soit des chartes, soit des censiers.

En ce qui concerne les censiers, on a déjà eu l'occasion de signaler le passage que le censier de Prüm consacre aux *mundiliones* de Faxe (p. 88 et 89) ; les autres censiers, dont il y a lieu de faire état, seront étudiés en leur lieu et place ; ce sont : la charte-censier du domaine de Brouch (censier n° 6), un fragment d'un censier général provenant de l'abbaye de Gorze (censier n° 7) et la charte-censier du domaine de Morville (censier n° 8). Tous ces censiers, à l'exception de celui de Prüm, appartiennent au X^e siècle.

Les documents du second groupe comprennent : une charte de l'évêque de Metz Adalbéron I^{er} de 944-945 (Edit. Wichmann, *J.G.L.G.*, III (1891), p. 306), en vertu de laquelle l'évêque donne à l'abbaye de St-Arnoul une terre dénommée *dagla*, sise dans les limites de la *villa* épiscopale de Pournoy-la-Chétive et exploitée par des *mundiliones* de St-Arnoul — une charte de confirmation de l'évêque de Metz Etienne de Bar pour l'abbaye St-Martin-de-Glandières de 1121 (Edit. Calmet, *H. L.*, II, pr., col. 265) — une bulle d'Honorius II pour le chapitre de Metz de 1128 (J. L. 7054), dont le dispositif est reproduit textuellement par une bulle d'Innocent II de 1136 (J. L. 7773) et par une bulle d'Alexandre III de 1179 (J. L. 13425) ; ces bulles confirment au chapitre de Metz ses biens « cum omnibus appenditiis supradictarum possessionum, terris cultis et incultis..., servis et ancillis, *mondilionibus*, cum omni banno integro » — une charte du duc de Lorraine Mathieu I^{er} réglant les droits des avoués de l'abbaye St-Evre de Toul (vers 1150) (Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, Catalogue, n° 22) — une charte du même duc pour l'abbaye de Remiremont de 1151-52 (*Ibidem*, Catalogue, n° 25).

⁽²⁾ Sur les « hommes dépendant de l'autel » dont il est question dans les documents du chapitre de St-Dié et de l'abbaye d'Etival, voir l'étude consacrée plus loin aux censiers provenant de ces deux établissements religieux (censiers nos 10 et 12).

⁽³⁾ Dans les notices conservées par les *libri traditionum* de l'Allemagne du sud, il est de règle que le *censualis* soit soustrait à toute domination autre que celle du saint, il en résulte que le *censualis* échappe entièrement à l'avoué et que de plus il ne peut être donné en fief par l'évêque ou l'abbé.

Les prétentions élevées par les abbayes lorraines à l'égard de leurs « protégés » sont formulées avec netteté dans une des deux rédactions qui nous ont transmis,

rie»⁽¹⁾ sont soumis au ban de l'avoué local, les « hommes de l'autel » ne relèvent que du saint patron qui est à la fois leur maître et leur protecteur.

La classe des *censuales*, à en juger par les livres de tradition de l'Allemagne du sud, se recrute d'ordinaire dans deux catégories sociales bien distinctes : les *censuales* sont à l'origine soit des libres (le plus souvent des femmes), qui, en vertu d'un acte d'asservissement volontaire, s'assujettissent avec toute leur descendance au saint patron de l'abbaye⁽²⁾, soit des *mancipia* donnés à ce saint par leur maître ; dans ce dernier cas il peut s'agir, soit d'esclaves vivant à l'intérieur de la *curtis dominica*, soit de *prebendarii*, qui, nantis d'un lopin de terre aux abords immédiats de la *curtis*, doivent au *dominus* plusieurs journées de travail par semaine contre remise d'une allocation en vivres qui constitue la *prebenda*⁽³⁾. A la différence des *censuales* de l'Allemagne

sous une forme très remaniée, la charte de l'évêque Hermann de 1090 pour l'abbaye messine de St-Clément ; dans la plus récente des deux rédactions, qui, l'une et l'autre, appartiennent au XII^e siècle (EDIT. J. G. L. G., XV (1903), p. 24), l'évêque, après avoir donné « Richardum et Aledin cum sua prole censum ad altare persolventes... », est censé faire cette déclaration de principe : « Cuncti vero qui ad altare spectare noscuntur ab omni advocato et ejus justitia sunt liberi nec advocatum eis imponere sub anathemate licet alicui ; solum modo abbas et ecclesiae subiaceant potestati ».

Il va de soi que dans la pratique les abbayes ne sont pas arrivées à réaliser le programme énoncé dans la charte interpolée de l'évêque Hermann. La charte de l'évêque Etienne de Bar de 1121 pour St-Martin-de-Glandières (cf. p. 151, n. 1.) pose en principe que les *mundiliones* ne doivent payer aucun droit à l'avoué, mais la charte reconnaît pourtant à l'avoué le tiers de l'amende quand le *mundilio* a commis certaines infractions graves. Dans la charte de Mathieu I^{er} pour Remiremont de 1151-52 (cf. p. 151, n. 1) l'officier de l'abbaye, quand il tient le plaid des *mundiculi*, est assisté de l'avoué ; le *census* acquitté par les *mundiculi* (sans doute la redevance payée à l'occasion du plaid) est entièrement versé à l'abbaye, sauf dans les seigneuries de Champ-le-Duc et d'Arches, où l'abbaye partage le *census* par moitié avec l'avoué ; quant au *questus* du plaid (sans doute le profit constitué par les amendes), il est partagé dans les mêmes conditions.

(1) C'est nous qui leur donnons ce nom qui ne figure jamais dans les documents ; quand ceux-ci opposent aux *mundiliones* les hommes ne jouissant pas du même statut privilégié, ce qui d'ailleurs n'arrive que bien rarement, ils désignent les derniers, soit du terme de « servi et ancillae » (bulles pour le chapitre de Metz, cf. p. 151, n. 1), soit de celui de « mansorum possessores » (charte de 1121 pour St-Martin-de-Glandières, cf. p. 151, n. 1).

(2) Sur les actes d'asservissement volontaire, cf. Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles au moyen-âge*, p. 93 et sq. ; l'auteur fait état surtout de documents concernant la France et la Belgique.

(3) Il est probable que la plupart des individus qui, dans les livres de tradition de l'Allemagne du sud, sont donnés à l'autel d'un établissement religieux sous le nom de *mancipia propria* ou de *servi proprii* sont, non pas des esclaves attachés à la réserve,

du sud, les *cerarii* de l'abbaye de Remiremont se recrutent pour une minorité infime dans la première catégorie ; presque tous proviennent de la classe des non-libres ⁽¹⁾ ; si donc le groupe des *mundiliones* n'a cessé à Remiremont de s'accroître du X^e au XII^e siècle, il convient de mettre ce phénomène en rapport avec la réduction progressive, durant la même période, de l'*indominicatum* sur les domaines des seigneurs laïques, puisque c'est parmi ces derniers que se recrutent de manière presque exclusive les auteurs de donations faites à l'abbaye ⁽²⁾.

En ce qui concerne l'affectation reçue par le *cerarius* à la suite de la tradition qui le place sous la protection du saint patron de l'abbaye, il faut distinguer entre deux cas. Certaines notices rattachent

mais des *prebendarii* ; certains d'entre eux doivent le *servitium quotidianum* ou *diurnum* ou *continuum*, mais d'autres ne doivent au *dominus* que quelques jours de travail par semaine. Etablis sur un lopin de terre au voisinage immédiat de la *curtis dominica*, les *prebendarii* jouissent d'une indépendance économique plus ou moins grande ; ainsi s'explique qu'ils soient en mesure d'offrir au *dominus* un cadeau pour obtenir de lui la faveur d'être donnés à l'autel d'une église. Sur les *homines proprii*, voir Waitz, *D. VG.*, V (2^e édit.), p. 208 et sq.

(1) Les termes les plus fréquemment employés pour qualifier les individus donnés à l'autel de St-Pierre de Remiremont sont ceux de *servus*, *ancilla*, *mancipium* et *homo* (sans indication de sexe). Il est à remarquer que, parmi ces mêmes individus, un tiers environ ne portent aucun titre qui puisse renseigner sur leur statut juridique, mais le fait que le donateur dispose entièrement de leur personne permet d'affirmer qu'ils appartiennent à la classe des non-libres.

(2) Beaucoup des *mancia* donnés à St-Pierre de Remiremont devaient être, non pas des esclaves attachés à la réserve, mais des *prebendarii* ; ce qui le laisse soupçonner, c'est que dans certains cas, selon une pratique dont les livres de tradition de l'Allemagne du sud offrent de nombreux exemples (cf. p. 152, n. 3), les *mancia* achètent à leur *dominus* au prix d'un *servitium* (cadeau en argent) la faveur d'entrer dans la classe des *mundiliones* (D.-L., n° 522). Toutefois, il convient de noter que les *prebendarii* ne sont presque jamais mentionnés dans les documents intéressant la Lorraine ; le seul texte, où il soit question de *prebendarii*, au sens d'individus nantis d'un lopin de terre et soumis à l'obligation du *servitium quotidianum* contre remise de la *prebenda* en nature, est un passage du polyptyque de Prüm concernant les biens de l'abbaye de Faxe (cf. p. 88). Un *prebendarius* de l'abbaye de Gorze signalé dans une charte de 1176-79 (*Mett.*, II, n° 206) est en réalité un individu de condition libre, qui a donné tous ses biens à l'abbaye de Gorze contre le versement d'une rente viagère. Il en va très probablement de même pour les *prebendarii* des chapitres de Toul et de Metz mentionnés dans une charte de l'évêque de Toul Gérard de 972 (*Édit. Gallia christiana*, XIII, instr., col. 457 ; la charte sous sa forme actuelle date probablement du XI^e siècle) et dans un diplôme d'Henri III pour le chapitre cathédral de Metz de 1056 (*Stumpf* 2494 et 2495). Ces deux documents, qui confirment aux chanoines de Toul et de Metz leurs privilèges et dont la rédaction est en certains passages identique, exemptent du ban de la cité, tant les *famuli* affectés au service du cloître ou des maisons canoniales que les *prebendarii* des différents chanoines.

le *cerarius* à l'un des *ministeria* entre lesquels se répartissaient les biens de l'abbaye situés sur le plateau lorrain, à distance plus ou moins grande des Vosges ⁽¹⁾. Dans tous les cas où il en va ainsi, soit que les notices désignent le chef-lieu de ce *ministerium* ⁽²⁾, soit qu'elles précisent le nom du maire chargé de l'administrer ⁽³⁾, on peut penser que l'ancien *mancipium* restait sur le domaine de son maître primitif qui lui concédait une tenure ⁽⁴⁾ ou qui même continuait à utiliser ses services, au moins

(1) Au XIV^e siècle, époque pour laquelle l'abondance des documents permet de fixer avec précision la répartition géographique des domaines de l'abbaye, on voit que ceux-ci se répartissaient entre quatre groupes distincts : groupe correspondant à la région montagneuse des Vosges (hautes vallées de la Moselle, de la Moselotte et de la Vologne) ; groupe du plateau lorrain, soit un ensemble de seigneuries situées au nord des Vosges entre la Mortagne à l'est et la Meuse à l'ouest et dont certaines avaient une situation assez excentrique vers le nord (Crévic) ; groupe des possessions de la haute vallée de la Saône et de ses affluents (Val-d'Ajol, Corbenay, Mersuay, Breurey, Quincey) ; groupe des domaines alsaciens (Oderen).

Autant qu'on peut en juger par les rares mentions des *Traditiones Romaricenses* touchant les *potestates* de l'abbaye, celles-ci se répartissaient dès les X^e, XI^e et XII^e siècles par groupes géographiques correspondant en gros aux groupes du XIV^e siècle. Dans le groupe de la région montagneuse des Vosges on trouve mentionnées seulement les seigneuries de Remiremont et de Longchamp. Pour le groupe du plateau lorrain, de beaucoup le plus important, on trouve cités un certain nombre de *potestates* ou *ministeria* relevant de l'abbaye, ce sont de l'ouest à l'est : Attignéville, Totainville, Remoncourt, Valfroicourt, Hagécourt, Avrainville, Escles, Hennecourt, Girancourt, Uxegney, Deinvillers et le ban de Vaudicourt qui, au XIV^e siècle s'étendait sur Aydoilles et Fontenay. Dès le X^e siècle ce groupe se prolongeait vers le nord par Crévic et Fénétrange, il s'étendait même jusqu'au pays messin, où l'abbaye possédait une seigneurie (*Augia*) qui n'a pu être identifiée, mais qui, à en juger d'après le texte d'une notice de tradition (D.-L., p. 428), devait se trouver à proximité immédiate de Chelaincourt, comm. Flévy ; Mos., Metz, Vigy (« Isti sunt homines de potestate... Augia... com-morantes in villa Scotelenicurtis »). Pour le groupe de la haute vallée de la Saône, les *Traditiones* mentionnent les seigneuries de Breurey et du Val-d'Ajol. Pour le groupe alsacien on ne rencontre aucun renseignement du même genre, mais il est probable que, dès le XII^e siècle au moins, l'abbaye avait des domaines en Alsace, autrement on s'expliquerait mal la présence dans les notices du Second livre de plusieurs donateurs alsaciens.

Pour la localisation de ces seigneuries, se reporter à la carte au 200 000^e (feuilles Nancy, Mulhouse, Metz, Vesoul).

(2) Appendice I, n° 4, p. 697 du présent ouvrage.

(3) Appendice I, nos 5, 9, 21, 27, 28, 30, 31, p. 697-703 du présent ouvrage.

(4) Ce devait être le cas pour les individus qui figurent dans cette mention assez énigmatique du Premier livre (Appendice I, n° 10, p. 699) : « Berzinda habet homines in Galneis (probablement Geney, localité disparue sur le territoire de Chamagne), respicientes ad Eborinovilla (Avrainville) nomine... ; debet masculus den. XII ».

provisoirement, en qualité de *prebendarius* ⁽¹⁾ ; quelle que fût la solution adoptée, il va de soi que le *mundialis* était justiciable du maire du *ministerium* auquel il était attaché. Mais dans la plupart des notices on ne trouve aucune indication de cet ordre et comme l'incurie extrême des scribes ne peut être rendue responsable d'un oubli aussi fréquent, le mieux est de supposer que dans les cas où le rédacteur ne prenait pas la peine de spécifier le *ministerium* dont relevait le *mundialis*, celui-ci recevait au moment de la tradition une tenure de l'abbaye ; fixé sur un de ses domaines, placé sous la surveillance directe et constante du maire, il ne courait pas le risque d'échapper au contrôle de la secrète, qui avait dans le ressort de son office l'administration des hommes dépendant de l'autel. Ce qui donne quelque vraisemblance à cette explication, c'est le fait qu'on trouve en plein moyen âge dans la haute vallée de la Moselle, qui dès une époque ancienne fut comprise dans le patrimoine de St-Pierre de Remiremont, des seigneuries composées d'hommes dits « ecclésiaux », sur lesquels l'abbaye déniait aux avoués locaux tout droit de juridiction ⁽²⁾. Cette situation privilégiée, jointe au nom donné aux hommes de ces seigneuries, suggère l'idée que quantité de *mancipia*, donnés à l'autel de St-Pierre durant les Xe, XIe et XIIe siècles, ont pris part en groupes compacts à la mise en valeur de la haute vallée de la Moselle ⁽³⁾. Cette région, avant de se morceler en une quantité de seigneuries, a dû, pendant longtemps, former un vaste et unique *ministerium* dont le chef-lieu était Remire-

(1) Dans l'Allemagne du sud il semble que le paiement d'un cens à l'autel d'une église excluait absolument les services requis d'ordinaire des *prebendarii*, mais il n'en allait sans doute pas de même en Lorraine. Ce qui le laisse supposer, c'est une notice des *Traditiones Romaricenses* datant de 1048-1070, aux termes de laquelle un certain Ridulfus (improprement appelé *Rodulphus* par D.-L., p. 386) restitue à St-Pierre de Remiremont une femme « quam pro nutrimento vocabat ancillam ». Il faut comprendre que Ridulfus, continuant à utiliser les services d'une femme donnée à St-Pierre de Remiremont en lui versant une *prebenda*, s'était autorisé de cette situation pour revendiquer cette femme pour son *ancilla*.

(2) Charte du duc Mathieu I^{er} de 1151-52 (Duvernoy, *Mathieu I^{er}* ; Catalogue, n° 25) « Clerici et ecclesiales et res eorum a duce et ab advocatis et a venatoribus non inquietabuntur sed in nobili libertate, ut dignum est, in pace remanebunt » et charte du duc Thiébaud I^{er} de 1219 (Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 310) « In ecclesialibus quoque nihil recognoscimus nos habere ». — Le Mémorial de la Doyenne du XIV^e siècle (B. N., Lat. 10017, f°s 65 et 67) signale des *eiglisaz* à Longchamp et à Saulxures.

(3) Ce qui explique la survivance du mot *ecclesiales* sous sa forme romane au détriment du terme *mundiliones* ou de termes synonymes, c'est probablement le fait que les hommes dépendant de l'autel de St-Pierre ont été établis de préférence, tout au moins dans la haute vallée de la Moselle, sur des terres constituant la dotation des églises paroissiales relevant de l'abbaye.

mont ⁽¹⁾, et par suite, dans quantité de notices qui ne précisent pas le nom du maire chargé d'administrer le *mundialis*, il faut entendre que celui-ci relevait directement de ce *ministerium*.

Les *mundiales* ne constituent pas une catégorie sociale propre à l'abbaye de Remiremont ; d'autres abbayes lorraines ont étendu également leur *mundium* sur des individus étrangers primitivement à leurs seigneuries. L'étude de deux censiers provenant du chapitre de St-Dié et de l'abbaye d'Etival ⁽²⁾ nous sera l'occasion de montrer dans la suite du présent ouvrage le rôle joué par les hommes de l'autel dans l'histoire de ces deux établissements religieux. A St-Dié comme à Etival, on trouve la même fiction juridique qui, en assimilant les *mundiales* aux biens dépendant de l'autel, tend à dénier aux avoués tout droit sur les hommes de l'autel ; on devine le même effort pour développer le nombre des *mundiliones*, leur réserver les terres devenues vacantes et les transformer ainsi en des tenanciers de situation privilégiée. Cette politique, qui visait à limiter les droits des avoués et à renforcer la juridiction des églises sur leurs « protégés », n'avait chance d'atteindre son but que si elle s'appuyait sur certaines habitudes d'ordre et de régularité dans l'administration des hommes de l'autel ; le principal intérêt des *Traditiones Romaricenses* est précisément de nous laisser entrevoir les obstacles qu'une telle politique devait rencontrer dans des pratiques administratives franchement défectueuses et de nous faire saisir les causes de son échec partiel.

Les fragments de censiers les plus étendus conservés par les *Traditiones Romaricenses* se rencontrent au Premier Livre qui occupe, on le sait, le dernier cahier du manuscrit de l'Angelica (cahier XI, f^{os} 65-71) et qui renferme au total 96 mentions de nature diplomatique, soit 85 notices de tradition proprement dites et 11 mentions de censier. Les unes comme les autres ont été transcrites dans les conditions suivantes. Un scribe de première main (scribe A) a écrit d'un seul jet les 13 mentions qui remplissent les f^{os} 65-66 R^o et les six premières lignes du f^o 66 V^o ⁽³⁾ ; puis le même scribe a couvert les folios suivants

(1) Il devait en être ainsi dans la période ancienne ; dès le XII^e siècle, non seulement la *potestas* de Longchamp est nettement distincte de celle de Remiremont, mais cette localité qualifiée de *burgus* paraît jouir d'un droit privilégié (D.-L., p. 409).

(2) Voir p. 277 et 343 ; il sera également question des *mundiales* dépendant de l'abbaye de Gorze et de l'abbaye St-Arnoul de Metz aux p. 191, 202, 213 et 237.

(3) Le Premier livre a été édité d'une façon particulièrement défectueuse par D.-L. ; pour faciliter l'intelligence des pages qui vont suivre et pour éviter au lecteur des recherches, souvent difficiles, dans l'édition Didier-Laurent, on a publié en appendice (Appendice I, p. 694-703 et sq.) les 32 premières mentions du Premier livre.

jusqu'au f° 69 V° de mentions qu'il a portées soit isolément, soit par groupes de deux mentions, sauf toutefois au f° 67 V° et au f° 68 R°, où l'on rencontre exceptionnellement deux groupes qui comptent respectivement 9 et 5 mentions (1). A partir du f° 69 V° le travail de transcription des mentions a été exécuté par des scribes différents mais contemporains du scribe A, chacun d'eux inscrivant chaque fois une ou deux mentions seulement. De l'examen des différents groupes paléographiques qu'on rencontre à travers tous les folios du cahier XI, il résulte que les notices du Premier livre sont des copies qui, d'une manière générale, ont été transcrites peu de temps après la rédaction de l'original qu'elles reproduisent ; toutefois, en vertu d'un usage qui se retrouve à toutes les époques dans les *Traditiones Romaricenses*, il arrive que les scribes entremêlent ces notices contemporaines de notices sensiblement plus anciennes (2). Si l'on fait abstraction de ces dernières notices, on constate que tous les actes datés et conservés au Premier livre se rapportent à l'abbatiate d'Ermengarde ; cette observation, qui confirme les conclusions tirées des caractères paléographiques du Premier livre, tendrait à placer l'élaboration de celui-ci dans le troisième quart du X^e siècle (3).

Le texte qui ouvre le recueil et qui a été transcrit en bloc par le scribe A, se révèle à l'analyse comme formé de mentions variées qui se présentent dans l'ordre suivant : (4)

(1) Au f° 67 V° les 9 mentions qui ont été portées en bloc par le scribe A sont les nos 24-32 de notre édition (p. 702-704).

Au f° 68 R° les 5 mentions qui ont été transcrites dans les mêmes conditions sont éditées par Didier-Laurent, p. 363 (« Arnolfus dedit Sti Petri Arduicum.... Arcummeldis propter remedium anime eorum »).

(2) Au f° 69 R° une notice qui rappelle une donation faite par un certain Arnost et qui date de l'abbatiate d'Adelsinde (D.-L., p. 365) se trouve intercalée entre des notices rédigées sous l'abbatiate d'Ermengarde.

(3) Les abbesses Adelsinde et Ermengarde occupent en gros le troisième quart du X^e siècle ; les rares personnages qualifiés qui figurent dans les notices du Premier livre appartiennent à la même époque. C'est le cas en particulier pour Odelricus qui paraît dans plusieurs notices avec les titres d'*abbas*, d'*episcopus* et d'*archiepiscopus* ; il faut voir dans ce personnage, identifié à tort par D.-L., p. 364, n. 1, avec un évêque de Bâle du second quart du XI^e siècle, le fils de Hugues, comte de Chaumontois, et de la comtesse Eve, dont une notice rappelle la générosité envers l'abbaye de Remiremont (D.-L., p. 392). On sait qu'Olry, abbé dès 942 d'un monastère inconnu, occupa de 962 à 969 le siège épiscopal de Reims (Lot, *Les derniers Carolingiens*, p. 40, 63) ; c'est donc aux alentours de l'année 962 qu'il faudrait placer la rédaction du Premier livre des donations.

(4) Voir pour le texte complet des mentions Appendice I, p. 694-700.

- N° 1 « Farinarium de Filestengas... De Sevelicurt debent cera pensa I ».
 N° 2 « Isti homines de Curvi... ira Dei et Sti Petri et omnium Storum incurrat ».
 N° 3 « De Mertiavilla... De Fontenelas XIII denarios ».
 N° 4 « In Christo nomine... ad censum persolvant unusquisque den. III ».
 N° 5 « Aielfus in Frasno... de ministerio Romulfocurt ».
 N° 6 « Normans dedit Rainerum ».
 N° 7 « Wido et Eudo... Aptatus, Arteves ».
 N° 8 « De Basilicas... et sotii eorum debent de cera pensas II ».
 N° 9 « Tertio kalendas julii... et major eorum Iddricus de Letaldivilla ».
 N° 10 « Dimidia ecclesia de Cenben... Debet masculus den. XII ».
 N° 11 « Dedit Rotradus... et femina sua Madelsinda et infantibus ».
 N° 12 « Walgenes dedit terra Sti Petri... Stephanus, Generi ».
 N° 13 « Wadinus adque Amalricus... Seirannus, Gam ».

Que cet ensemble de mentions soit une copie, comme d'ailleurs toutes les mentions du Premier livre, c'est ce que prouvent et la constance des caractères paléographiques tout au long d'un passage relativement étendu et surtout la présence dans ce passage d'un censier que la maladresse du copiste a découpé en plusieurs fragments séparés les uns des autres. Pour reconstituer ce censier sous sa forme primitive, il faut réunir par la pensée les n^{os} 1 et 8, dont la parenté saute immédiatement aux yeux, et il faut leur adjoindre très probablement le n° 3, ainsi qu'une quatrième mention, le n° 24, qui a été transcrite par le scribe A au f° 67 ⁽¹⁾. Pour comprendre qu'un censier ait pu perdre ainsi son unité primitive et se briser en des fragments isolés les uns des autres, il faut supposer qu'au moment où ce censier fut transcrit par le copiste A, il s'était enrichi de nombreuses additions étrangères à son texte. Le fait est très vraisemblable si l'on suppose que, sur le manuscrit original, les brèves mentions qui constituaient le censier étaient disposées en colonne et n'occupaient qu'une moitié du folio, laissant disponible pour des additions postérieures l'autre moitié, sans parler bien entendu des marges et des interlignes. Quand le scribe A dans le troisième quart du X^e siècle entreprit son travail de transcription, il reproduisit telles quelles, en les incorporant au texte même du censier, les nombreuses additions notées sur les espaces libres du manuscrit original. De ces additions, celles qui correspondent aux n^{os} 2, 4, 5, 6 et 7 méritent de retenir particulièrement l'attention.

(¹) Appendice I, p. 702.

car ce sont elles qui, en raison de leur étendue et de leur caractère insolite, brisent dans la copie l'unité primitive du censier. De ces additions le n° 2 est un état nominatif des *cerarii* de Crévic, les n°s 4, 5 et 6 sont des notices de tradition, le n° 7 renferme une double mention de censier qui est probablement en rapport avec le n° 5 (1). Après avoir copié le n° 8, le scribe, parvenu au bas d'un feuillet qu'il transcrivait a cru que sa tâche était terminée, il a alors copié des notices de tradition contemporaines (n°s 9-13) et c'est seulement plus tard que, retrouvant sur le manuscrit original le dernier fragment de censier, il a réparé son oubli au f° 67 V° (n° 24).

La réunion des quatre fragments qui correspondent aux n°s 1, 3, 8 et 24 du Premier livre permet de reconstituer un inventaire sommaire des biens et revenus de l'office de la secrète divisé en trois parties. La première partie, qui va de « Farinarium de Filestengas » à « Albuciano juxta Mannonocurte » (2), comprend une liste de localités avec, pour certaines d'entre elles, l'indication d'un cens de 5 sous perçu sur l'église (3) et un certain nombre de mentions qui, à en juger par leur rédaction, représentent des additions et dont il n'y a pas lieu de tenir compte pour qui veut rétablir le censier de la secrète sous sa forme primitive. La seconde partie se réduit à une seule et unique mention qui signale à Crévic et dans chacune des *potestates* dépendant de l'abbaye l'existence de *cerarii* (4). Enfin la troisième partie qui, dans la copie, se trouve répartie entre les quatre fragments, se présente de nouveau comme une liste de localités, précédées chacune de la préposition *De*

(1) Le n° 5 est une notice qui rappelle une donation de terres à Frénois, terres qui sont rattachées au *ministerium* de Remoncourt ; le n° 7, qui est séparé du précédent par une très courte mention (n° 6) donne la liste de deux groupes d'individus qui exploitent chacun une terre moyennant un cens payable en cire ; il est probable que le premier groupe est celui des tenanciers exploitant le bien donné au n° 5, le second groupe exploite un autre bien, soit à Frénois, soit à Remoncourt.

(2) *Filestengas* est Fénétrange. — *Albuciano* n'a pu être identifié et sa localisation par rapport à *Mannonocurte* n'est d'aucun secours, car il y a dans la région de l'est plusieurs localités qui répondent au nom de Manoncourt. Toutefois, il convient peut-être d'identifier *Mannonocurte* avec Mannecourt, comm. Châtenois ; V., Neufchâteau, ch.-l. c. ; dans ce cas il faudrait voir dans *Albucianum* une localité disparue de la région de Châtenois.

(3) Les deux types de mentions répondent à la rédaction « *Arufie* » (Aroffe) et « *Ecclesia de Bearvilla (Barville) solidos V* ». Pour l'identification des localités citées dans cet inventaire des biens et revenus de l'office de la secrète, et dont il serait fastidieux et inutile de reproduire la liste, on voudra bien se reporter aux notes qui accompagnent l'édition de l'Appendice I.

(4) « *Cerarios in Curvico (Crévic) et unicuique potestate cerarios habet* ».

et suivies de l'indication d'un cens ⁽¹⁾. Comme dans ce dernier cas le cens est perçu en cire, on n'hésitera pas à voir dans les biens de cette catégorie des biens concédés en précaire, à charge pour le précariste de verser à l'autel un cens récongnitif de faible montant ; au contraire le véritable caractère des biens de la première catégorie, que le rédacteur situe dans des localités nommément désignées, mais dont il néglige de déterminer la nature, pose un problème délicat. A première vue, on serait tenté de supposer que, dans chacune des localités ainsi énumérées, il existait une seigneurie rurale (*potestas*) relevant de l'office de la secrète ; mais, comme aucune de ces localités ne se retrouve dans la liste des seigneuries dépendant aux XIII^e et XIV^e siècles de l'office de la secrète, il faut renoncer à cette explication et admettre que dans chacune des localités énumérées les droits de l'abbaye, sous-entendus par le rédacteur, s'appliquaient à l'église paroissiale ⁽²⁾. Si, en effet, une note du *Liber vitae* fait honneur au duc Giselbert d'avoir restitué à l'abbaye les églises dont elle avait été dépouillée ⁽³⁾, on a tout lieu de penser que cette restitution ne fut pas totale et que le duc Giselbert, n'ayant pu faire rendre les églises inféodées par lui à ses vassaux, dut se contenter d'imposer à ceux-ci l'obligation de payer un cens récongnitif à l'abbaye. A ces deux catégories d'églises correspondrait la double rédaction adoptée dans la première partie du censier ; pour les églises rentrées définitivement dans le patrimoine de l'abbaye, le rédacteur se serait contenté de noter le nom de la localité où se situait l'église, pour les autres laissées à des laïques, à charge d'acquitter un cens récongnitif, il aurait pris soin de mentionner le montant de ce cens. Si l'on admet cette interprétation, on voit que le plus ancien censier de l'office de la secrète doit être postérieur, d'une part, aux restitutions opérées par le duc Giselbert et antérieur, d'autre part, à la mise en œuvre du Premier livre ; il daterait donc en gros du milieu du X^e siècle ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Les mentions sont du type : « De Tutenevilla (Totainville) solidos II ». Quand l'origine du cens est indiquée, on voit que celui-ci est levé sur une terre, exceptionnellement sur un moulin ou un marché, jamais sur une église. En ce qui concerne l'énumération et l'identification des localités figurant dans cette troisième partie du censier, même remarque que pour la première partie (p. 159, n. 2).

⁽²⁾ On notera que le fractionnement des droits que sous-entend le *dominium* sur l'église paroissiale est chose normale au X^e siècle ; ainsi, dans un passage du Premier livre, on trouve la note suivante : « Dimidia ecclesia de Cenben (Cemboing) » (Appendice I, n° 10, p. 699).

⁽³⁾ D.-L., p. 341.

⁽⁴⁾ Giselbert a exercé les fonctions de duc de Lorraine de 928 à 939 (Parisot, *R.L.C.*, p. 615 et Dümmler, *Kaiser Otto der Grosse*, p. 92).

Il est possible désormais de préciser le dessein qui a présidé à l'élaboration de Premier livre des donations. Au cours du troisième quart du X^e siècle la secrète de Remiremont projeta de faire dresser l'inventaire des revenus de son office et d'en consigner les résultats dans un manuscrit réservé à son usage exclusif. On prit comme base du travail un inventaire, antérieur d'un quart de siècle environ, qui figurait probablement à la suite d'un censier général de l'abbaye ; en dépit des additions qui, dans la copie du scribe A, défigurent aujourd'hui le texte de cet inventaire, il apparaît avec netteté que celui-ci classait les biens dépendant de l'office de la secrète en trois catégories bien distinctes : églises et chapelles, *cerarii*, biens immobiliers concédés en précaire. Prenant pour point de départ cet inventaire, il suffisait, pour le tenir au courant, d'inscrire à sa suite, au jour le jour, les donations appelées à enrichir la dotation primitive de l'office. Ce programme d'une extrême simplicité dans sa conception devait rencontrer dans son exécution des difficultés très sérieuses, que laissent soupçonner les mentions inscrites au Premier livre.

Un tel programme ne pouvait être réalisé que si les données du censier, entré dans la composition du nouvel inventaire, étaient encore valables au moment de la mise en œuvre de cet inventaire, si les notices de tradition étaient copiées immédiatement au fur et à mesure des donations, enfin si la liste des *cerarii* était tenue à jour ; or, il s'en faut que ces conditions aient été remplies. La négligence avec laquelle, à toutes les époques, les scribes chargés de la transcription des notices conservées dans les archives de l'abbaye, se sont acquittés de leur tâche, laisse déjà supposer que l'inscription des notices, destinée à tenir l'état des revenus au courant des acquisitions nouvelles ne s'est pas faite régulièrement. En ce qui concerne le censier inséré en tête du Premier livre, il va de soi qu'il a été copié tel quel, sans qu'on ait pris la peine de le réviser. A l'usage, un tel censier, qui ne correspondait plus exactement à l'état de choses contemporain, devait se révéler incomplet ; au lieu d'en entreprendre une refonte systématique, on se contenta d'en réparer les lacunes dans la mesure où l'occasion fut donnée de les constater. Les additions destinées à combler ces lacunes ont été portées au livre des donations dans des conditions qui varient selon les cas. Parfois l'addition a été notée directement, parfois aussi la mention complémentaire a été inscrite au hasard sur une notice de tradition et recopiée en même temps que celle-ci au livre des donations. Les n^{os} 9 et 10 offrent un exemple excellent de ce procédé : le n^o 9 est une notice qui consigne plusieurs donations de *mançipia* faites à l'abbaye de Remiremont à l'occasion de la fête du saint patron de l'abbaye ;

quant au n° 10, il comprend des mentions de censier qui se rapportent probablement à des cens acquittés le jour de cette même fête. Le scribe, chargé de tenir à jour l'état des revenus de la secrète, s'étant aperçu que l'inventaire transcrit en tête du livre des donations ne faisait pas mention de ces cens, a voulu réparer cet oubli, mais les mentions de censier correspondantes, au lieu d'être portées directement sur le livre des donations, ne l'ont été que de manière indirecte et par l'intermédiaire de la notice sur laquelle elles avaient été rapidement notées ⁽¹⁾.

En ce qui concerne les *cerarii*, il est certain qu'on a complètement négligé d'en tenir à jour le contrôle. Si l'on s'en rapporte au censier de l'office de la secrète sous sa forme primitive, on voit que celle-ci avait des *cerarii* à Crévic et dans chacune des *potestates* de l'abbaye ; or, le dénombrement de ces *cerarii* n'a été opéré que pour Crévic — et cela à une date ancienne, antérieure à l'élaboration du Premier livre, où le résultat de ce dénombrement figure sous le n° 2 — et pour les *potestates* d'Escles, de Valfroicourt et de Totainville. Dans le cas de ces trois *potestates*, la liste des *cerarii* a été transcrite au f° 67 du livre des donations, alors que cette liste avait reçu sous forme d'additions des mentions de censier qui lui sont étrangères ⁽²⁾. Enfin, en dehors de ces quatre listes de *cerarii*, qui comptent pour chaque *potestas* un nombre relativement élevé d'individus acquittant le chevage, on note de place en place au Premier livre quelques noms isolés suivis de l'indication d'un cens perçu ou à percevoir, mais sans le moindre renseignement sur le domicile des individus ou le *ministerium* auquel ils étaient rattachés. On remarquera toutefois que, dans le seul cas où un renseignement de cette nature est fourni, il s'agit d'une localité franchement excentrique à la région où étaient groupées les *potestates* de l'abbaye ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Le n° 9 rappelle que le 29 juin, à l'occasion de la St-Pierre, des fidèles sont venus à Remiremont et ont donné à St Pierre des *mancipia*, à condition pour ceux-ci de verser à l'autel un cens annuel en cire ; la notice donne en outre une brève analyse de 7 donations différentes, en indiquant pour chacune le nom des donateurs, celui des *mancipia* et le *ministerium* auquel ceux-ci sont rattachés. Le n° 10 comprend une courte note sur l'église de Cemboing et donne la liste des sujets de l'abbaye rattachés à Avrainville et domiciliés à Geney sur les terres d'une certaine Berzinda.

⁽²⁾ Appendice 1, n° 18, p. 701, « Cerarios de Erculo (Escles)... Eurat. — Cerarios de Walefridicurt (Valfroicourt)... Robertus IIII. *De Dinovilla* (Dignonville) *den. XII. De Vico* (Vic-sur-Seille ?) *söl. II, Erlesindis den. I, Eberadus den. II.* — Cerarios de Totanivilla... Humlindis, Tiethaidis ». (Le passage imprimé en italique représente des mentions de censier étrangères aux listes de *cerarii* proprement dites).

⁽³⁾ Il s'agit de la localité de *Vicus*, mentionnée dans le passage cité à la note précédente ; ce peut être Vic-sur-Seille (Moselle) ou l'un des quatre Vy du département de la Haute-Saône ; dans tous les cas, il s'agit d'une localité franchement excentrique à la masse des domaines de l'abbaye.

La rareté des listes de *cerarii* dans un recueil qui se présente comme un état général des revenus de la secrète est un fait déconcertant et que la négligence des scribes chargés de tenir à jour le recueil ne suffit pas à expliquer. Cette singularité tient probablement au fait que l'établissement des listes avait lieu et ne pouvait guère avoir lieu qu'à l'abbaye même et que l'habitude pour les hommes de l'autel de venir verser le chevage sur l'autel du saint au siège même de l'abbaye dut se perdre de très bonne heure. Ce sont les maires de l'abbaye qui dans la pratique devaient recueillir le chevage des *cerarii* dépendant de leur *ministerium*, à charge pour eux d'en effectuer le versement à la date traditionnelle sur l'autel du saint. Ce procédé, s'il avait le défaut de supprimer l'acte qui renouvelait en quelque sorte chaque année l'assujettissement du *cerarius* à l'autel, ne devait pas, tout compte fait, comporter de bien gros risques. L'homme de l'autel avait tout intérêt à acquitter régulièrement le chevage et à garantir ainsi la situation privilégiée qui lui était assurée, et tout ce que l'abbaye pouvait redouter, c'étaient les entreprises des tiers ; mais dans ce cas, le versement régulièrement opéré entre les mains du maire constituait une preuve suffisante ⁽¹⁾. Toutefois, il est probable que de telles pratiques ne jouaient que pour les *cerarii* qui, établis à proximité immédiate des *potes-tates* de l'abbaye, restaient en contact étroit avec le maire chargé de les administrer ; quant aux *cerarii* qui, fixés dans des régions lointaines, se trouvaient de ce fait très isolés, ils avaient gardé sans doute l'habitude de venir eux-mêmes déposer leur chevage sur l'autel du saint, quittes à ne s'acquitter de cette obligation que de manière irrégulière. Dans ce cas, l'intérêt de l'abbaye comme celui du *cerarius* était de noter que le cens avait été acquitté, puisque cette mention permettait, le cas échéant, de riposter aux revendications des tiers. Ainsi le Premier livre des donations, entrepris dans le troisième quart du X^e siècle et conçu comme un état des revenus de la secrète, ne nous renseigne pas seulement sur les trois grandes catégories de revenus qui alimentaient l'office de la secrète ; il a en outre l'avantage de nous faire toucher du doigt les pratiques, au total désastreuses, qui présidaient à l'adminis-

(1) Dans deux des livres de tradition rédigés à l'évêché de Freising (Codices dénommés C et D par l'éditeur Bitterauf, *Die Traditionen des Hochstifts Freising*, I, p. XXXIII-XXXVII) on trouve fréquemment des notices qui donnent pour une certaine localité la liste des *censuales* de l'évêché et qui certifient que ces *censuales* acquittent régulièrement le cens annuel. Dans plusieurs notices la liste des *censuales* est suivie d'une liste de témoins, dont le rôle reste difficile à déterminer ; on ne sait si ceux-ci sont appelés à témoigner de la *traditio* des *censuales* à l'autel ou du paiement régulier par ceux-ci du chevage.

tration et au contrôle des *cerarii*. Que ces pratiques se soient maintenues à travers tout le XI^e siècle, c'est ce que prouvent les mentions de censier comprises dans le second groupe des *Traditiones Romaricenses*.

Ce second groupe de mentions diplomatiques, de beaucoup le plus important, puisqu'il compte 574 numéros, diffère assez profondément du groupe qui vient d'être étudié. La différence essentielle entre ces deux groupes réside dans le fait qu'on a renoncé à transcrire sur un cahier spécial les notices de tradition intéressant l'office de la secrète ; c'est sur le *Liber vitae* lui-même que cette transcription a été effectuée et cela depuis la fin du X^e jusqu'aux premières années du XII^e siècle. Il faut voir dans ce fait, soit un signe de l'incurie avec laquelle fut administré l'office de la secrète durant tout le XI^e siècle, soit la preuve que de bonne heure on se proposa, en procédant à la transcription des notices, de conserver à la fois l'objet des actes de tradition et le nom de leurs auteurs, afin de les associer aux prières du couvent. Ces notices ont d'ailleurs été inscrites dans un désordre extrême par des scribes fort nombreux ⁽¹⁾, qui ont utilisé au petit bonheur et sans aucun plan d'ensemble les espaces disponibles du *Liber vitae*, ainsi que les marges du Premier livre des donations qui n'avait pas tardé à être annexé au recueil liturgique. Certaines notices rédigées directement sur le manuscrit sont de véritables originaux, mais la grande majorité sont des copies, qui sont parfois bien postérieures aux actes de tradition qu'elles reproduisent. Une autre particularité du second groupe réside dans ce fait que la proportion des donations de *mancipia* s'accroît ; les donations de terres sont même en nombre si restreint, qu'on peut se demander si, durant tout le XI^e siècle, le manuscrit de l'Angelica n'a pas été considéré comme un *Liber censualium*, dans lequel on aurait inséré parfois, à titre tout à fait exceptionnel et pour des raisons mal définies, des notices se rapportant à des biens immobiliers ⁽²⁾. Enfin

(1) Une dizaine de scribes, dont l'activité est particulièrement remarquable, ont pu être identifiés ; l'un d'entre eux, qui appartient au début du XI^e siècle, n'a pas transcrit moins de 85 notices, mais ce chiffre est tout à fait exceptionnel.

(2) Dans les évêchés et abbayes de l'Allemagne du sud l'habitude s'établit à une date d'ailleurs tardive (vers le milieu du XII^e siècle) de constituer un recueil sur lequel étaient portées toutes les notices de tradition concernant les *censuales*. Si ces *libri censualium* sont de date tardive, en revanche et à la différence des traditions de Remiremont, ils débordent très largement sur le XIII^e siècle (Redlich, *Die Privaturkunden des Mittelalters*, p. 86-87).

Les deux recueils (Codices C et D) signalés p. 163, n. 1 sont deux *libri censualium* établis à Freising vers la fin du XII^e siècle, l'un pour les *censuales* de la mense épiscopale, l'autre pour ceux de la mense capitulaire ; les notices du Codex D appartiennent à la fin du XII^e siècle, celles du Codex C remontent jusqu'au milieu du XI^e siècle et se poursuivent jusque vers 1261.

au cours du XI^e siècle les mentions de censier vont en se raréfiant et, sauf exceptions rarissimes, elles ne concernent plus que le chevage acquitté par des hommes de l'autel.

Parmi ces mentions de censier, les unes affectent la rédaction propre aux notices de tradition ; ce ne sont d'ailleurs à tout prendre que des notices, dans lesquelles le paiement du chevage est présenté comme un fait et non pas comme une condition de l'assujettissement à l'autel ; l'emploi de *solvit* au lieu de *solvat* ou *ad solvendum* traduit parfaitement le caractère propre à ces mentions qui datent de la première moitié du XI^e siècle ⁽¹⁾ et qui, à de rares exceptions près, forment un groupe paléographique homogène ⁽²⁾. Il faut voir dans ces notices, qui empruntent au censier certains procédés de rédaction, des copies introduites dans le *Liber vitae* assez longtemps après la tradition, alors que le cens prévu était régulièrement payé par les intéressés. Quant aux mentions de la seconde catégorie, elles se contentent, comme les mentions de même nature rencontrées au Premier livre, de constater que tel individu, nommément désigné, acquitte annuellement un cens de tant de deniers, ou, quand elles sont un peu plus développées, que tel individu est venu de telle localité à Remiremont pour payer le cens auquel il est assujetti. Quand le lieu d'origine des hommes de l'autel est spécifié, on constate qu'il s'agit dans tous les cas de localités lointaines et franchement excentriques par rapport au groupe principal des *potestates* de l'abbaye ⁽³⁾. Comme leurs ancêtres du X^e siècle, ces hommes de l'autel avaient un intérêt évident, quand ils venaient à Remiremont déposer leur chevage sur l'autel du saint protecteur, à faire noter sur le *Liber censualium* qu'ils s'étaient acquittés de leur obligation. Il est d'ailleurs remarquable que les mentions de cette sorte ne dépassent guère le milieu du XI^e siècle ; ce fait s'explique, soit par l'élaboration vers la même époque d'un censier de l'office de la secrète, nettement distinct du *Liber traditionum*, soit par la disparition des *cerarii* des régions lointaines qui, isolés de l'abbaye, n'ont pu défendre leur statut privilégié contre les entreprises des seigneurs du voisinage et ont cessé d'être assujettis, en fait, à l'autel de St-Pierre de Remiremont.

Le recueil qui clôt le cycle des *Traditiones Romaricenses* et qui a été dénommé par son éditeur « Second livre des donations » contraste

(1) Voir plusieurs exemples de ces deux types de rédaction dans D.-L., p. 367-368.

(2) La plupart des notices qui affectent cette rédaction ont été écrites par le scribe du début du XI^e siècle, dont on a signalé l'exceptionnelle activité (p. 164, n. 1).

(3) C'est ainsi qu'on trouve mentionnés des individus originaires de Chelaincourt, Cemboing, Lièpvre, Breurey.

par sa rédaction avec le groupe intermédiaire. Les notices, en effet, au lieu d'être notées au hasard dans les espaces libres du *Liber vitae*, devenus d'ailleurs bien rares dès la fin du XI^e siècle, sont réunies en un seul cahier qui constitue vraiment un *liber traditionum* et dont l'élaboration dénote des qualités exceptionnelles d'ordre et de méthode. Entrepris vers le milieu du XII^e siècle par un scribe de première main, qui a copié les notices accumulées depuis un demi-siècle environ dans les archives de l'abbaye, en disposant les notices sur deux colonnes et en séparant soigneusement chacune d'elles de la précédente, le Second livre des donations a été continué par des scribes qui, durant toute la seconde moitié du même siècle, ont poursuivi par saccades le travail de transcription. Si le Second livre contraste ainsi dans son principe même avec les notices du groupe intermédiaire, en y retrouve en revanche, mais fortement accentués, certains traits qu'on avait déjà relevés dans l'étude de ce dernier groupe. D'une part, le *liber traditionum* s'est transformé définitivement en un *liber censualium*, au point de ne plus comprendre aucune notice comportant donation d'un bien immobilier et, d'autre part, les mentions de censier ont pour ainsi dire complètement disparu. Tout au long du recueil on ne relève que deux mentions qui notent le paiement d'un cens personnel effectué par des hommes de l'abbaye ; il semble que chacune de ces mentions ait été inscrite sur la notice de tradition qui la précède immédiatement et copiée par l'intermédiaire de celle-ci sur le livre des donations. Dans l'un et l'autre cas, conformément à une pratique déjà relevée au Premier livre, on aurait profité de l'occasion offerte par la donation de *mancipia* originaires d'une localité éloignée pour inscrire sur la notice même de tradition le taux du chevage acquitté par des *censuales* habitant la même localité ou la même région ⁽¹⁾.

Pourtant, si le Second livre ne renferme que ces deux mentions concernant l'administration des *cerarii* de l'abbaye, il convient de remarquer qu'il se termine par un fragment de censier qui ne compte pas moins de 13 articles ⁽²⁾, mais ce fragment de censier diffère à tous égards

(1) Une donation faite par Olry de Dommartin, (probablement Dommartin-les-Toul) est suivie de la note suivante: « Et Guidricus de eodem Sto Martino census I den. » (D.-L., p. 404). Une autre donation (D.-L., p. 413) faite par « Fridericus de Sto Gregorio » (probablement le Val St-Grégoire, nom donné à la vallée de la Fecht en amont de Munster) est précédée d'une note qui rappelle qu'un certain Conon doit à l'abbaye un cens annuel de 4 deniers bâlois. La monnaie dans laquelle le cens est acquitté indique que Conon devait habiter sinon le Val St-Grégoire, du moins une région de la Haute-Alsace.

(2) D.-L., p. 416-418 (« Omnibus tam presentibus quam futuris... ad ecclesiam redditurum »).

des documents du même genre qui ont été rencontrés jusqu'à présent dans le manuscrit de l'Angelica. Ce censier, écrit immédiatement à la suite du dernier groupe de notices de tradition par un scribe différent de celui qui avait transcrit ces notices, remplit entièrement l'espace laissé disponible au bas du recto du f^o 31, dernier feuillet du cahier qui constitue le Second livre des donations. Comme le dernier article du censier s'étale sur toute la largeur de la marge inférieure du folio, il apparaît nettement que le scribe, résolu à ne pas empiéter sur le verso de ce même folio, connaissait à l'avance l'étendue du texte qu'il se proposait de transcrire ; ce détail tendrait à laisser supposer que ce fragment de censier n'est pas une œuvre originale, mais une copie. La différence capitale entre ce censier et celui du X^e siècle par lequel s'ouvre le Premier livre des donations, réside moins dans le groupement géographique des mentions, qui constitue pourtant un fait bien remarquable, que dans la nature des cens dénombrés. Tout cens, en effet, qu'il soit payé en argent, en céréales ou exceptionnellement en poulets et en œufs, est dû par des biens fonciers et est acquitté en vertu d'un contrat, dénommé *censuale*, terme qui s'applique également à la terre sur laquelle pèse le cens ; de plus, ce cens n'a pas simple valeur réognitive ; enfin, dans les cas où il n'est pas acquitté dans les conditions prévues, l'abbaye peut lever une amende, puis, si cette amende n'est pas payée, procéder à la confiscation du bien acensé.

Ce censier final est d'une étendue si restreinte, qu'il ne peut de toute évidence donner l'ensemble des cens perçus à titre contractuel par la secrète à la fin du XII^e siècle. Il faut voir dans ce fragment, plutôt qu'une œuvre originale destinée à compléter et réviser un censier plus ancien, une copie d'un censier plus étendu et interpréter sa transcription à la fin du Second livre, comme une fantaisie de scribe désireux de remplir un espace disponible. Toutefois, la présence d'un tel état de cens contractuels à la fin du dernier groupe des *Traditiones Romarienses* ne manque pas d'intérêt ; c'est la preuve, en effet, que vers l'extrême fin du XII^e siècle, au moment où le contrat de précaire était tombé depuis longtemps en désuétude, le grand mouvement qui durant deux siècles avait multiplié le nombre des *censuales* dépendant de l'autel de St-Pierre de Remiremont, était lui aussi arrivé à son terme. C'est parce qu'il savait à quoi s'en tenir à cet égard que le dernier scribe du recueil a cru pouvoir clôturer définitivement le travail de transcription des notices en insérant *in fine* un fragment de censier d'un type tout à fait nouveau et sans aucun rapport avec le texte qui le précède immédiatement.

De l'étude des fragments et mentions de censier de tout ordre

qui se trouvent disséminés dans les *Traditiones Romaricenses*, il apparaît que, dans le troisième quart du X^e siècle, la secrète de l'abbaye de Remiremont, préposée au service de l'autel et à l'administration des biens spécialement affectés à cet autel, entreprit de faire rédiger un état des revenus de son office, revenus provenant des églises et chapelles, des biens concédés en précaire et enfin du chevage acquitté par les *cerarii*, dont le nombre devait aller en augmentant au cours des deux siècles suivants. Le rédacteur prit pour point de départ un inventaire antérieur d'un quart de siècle environ, sans se donner la peine de le réviser pour l'adapter à l'état de choses de son temps; pour compléter cet inventaire et le tenir à jour, il suffisait de noter les additions correspondant aux lacunes de l'inventaire et les notices de tradition qui devaient à l'avenir enrichir la dotation de la secrète. Ce système de contrôle, fort rudimentaire, fut appliqué d'une manière défectueuse jusqu'à épuisement des feuillets du cahier primitif à la fin du X^e siècle; dès lors les notices de tradition et les mentions de censier furent portées directement sur le *Liber vitae*. Puis, à partir du milieu du XI^e siècle, une distinction paraît s'être établie entre ces deux catégories de documents jusqu'alors confondues; le *Liber vitae* et plus tard le Second livre des donations, qui lui fut annexé, tout comme l'avait été le Premier livre, furent réservés à la transcription des notices de tradition, cependant que les mentions de censier étaient portées en principe sur un cahier spécial, indépendant du *Liber vitae* et qui ne nous est pas parvenu. On peut conjecturer que sur ce censier réservé à l'office de la secrète on cessa de noter le chevage acquitté par les *censuales* à partir du jour où le produit du chevage fut versé à la secrète par l'intermédiaire des maires des *potestates* ⁽¹⁾; en revanche, on dut y inscrire

(1) Il est à noter d'ailleurs que les *mundiliones* cessèrent de former en Lorraine dès la seconde moitié du XII^e siècle une classe sociale distincte, douée d'un statut juridique particulier. Le document le plus récent qui en fasse mention est la charte du duc Mathieu I^{er} de 1151-52 pour Remiremont (p. 151, n. 1). Sans doute le terme se rencontre encore dans la bulle d'Alexandre III de 1179 pour le chapitre de Metz, mais cette bulle, qui reproduit celle d'Honorius II de 1128, a une rédaction manifestement archaïsante, dont on ne saurait faire état. Si la charte de l'évêque de Metz Etienne de Bar de 1121, pour l'abbaye St-Martin-de-Glandières renferme un article concernant les droits de l'avoué sur les *mundiliones* de l'abbaye, deux actes postérieurs qui confirment la charte de 1121, négligent, entre autres articles, de reproduire celui concernant les *mundiliones*. Ces deux actes sont : une bulle d'Alexandre III de 1180 (EDIT. Wolfram, *J.G.L.G.*, XV (1903), p. 306) et une charte de l'évêque de Metz Bertram de 1210 (COP. Mos., H. 1032).

Il est vraisemblable que les *mundiliones*, établis en dehors des seigneuries relevant de leur saint protecteur, finirent par échapper à toute sujétion à l'égard de celui-ci

de plus en plus fréquemment le produit des terres acensées, dans la mesure même où la mise en valeur de nouvelles terres et le lotissement de la réserve travaillèrent à la diffusion du contrat d'acensement. Ce sont là de simples conjectures ; du moins, de l'étude qui précède, il ressort qu'on ne saurait appliquer aux *Traditiones Romaricenses*, seul recueil de notices de tradition qui nous ait été conservé pour la Lorraine, la théorie des diplomates allemands, qui voient dans le livre de traditions un intermédiaire entre les polyptyques (*Polyptychen*) de l'époque carolingienne et les registres de cens (*Urbare*) du XIII^e siècle ⁽¹⁾ ; d'ailleurs on peut se demander si cette théorie, battue en brèche dans ce cas particulier, n'est pas de toute manière sujette à caution, car on voit mal comment des recueils aussi incohérents dans leur composition que les *Libri traditionum* auraient pu, dans la pratique, apporter une aide efficace à l'administration du temporel des établissements religieux ⁽²⁾.

et tombèrent sous la domination du seigneur laïque le plus proche ; ceux d'entre eux, au contraire, qui s'étaient fixés dans les limites de ces mêmes seigneuries, reçurent de l'établissement religieux qui exerçait sur eux le *mundium*, des terres à cultiver et ne tardèrent pas à se fondre dans la masse des « mansorum possessores », assujettis eux-mêmes entre temps aux obligations et redevances de type personnel, qui longtemps avaient été réservées aux seuls *mundiliones*.

Les *mundiliones* ne se maintinrent que dans les cas où ils formaient des groupes compacts et où des conditions particulièrement favorables leur permirent de défendre victorieusement, en face des prétentions des avoués, leur privilège d'exemption. Ce fut le cas, parmi les *mundiliones* de l'abbaye de Remiremont, pour ceux qui, établis dans la haute vallée de la Moselle sur les terres constituant la dotation des églises paroissiales, continuèrent à former, sous le nom d'*ecclesiales*, une classe sociale distincte (cf. p. 155, n. 2).

⁽¹⁾ Redlich, *Die Privaturkunden des Mittelalters*, p. 89.

⁽²⁾ Cette remarque s'applique même aux livres de tradition qui répartissent les notices par *gau* ou grandes régions géographiques ; ce procédé de classement, qui dénote chez les rédacteurs un besoin d'ordre très louable, ne saurait faciliter de manière décisive l'administration du temporel ; tout au plus permet-il de prendre une vue rapide par grandes régions géographiques des biens constituant ce temporel.

CHAPITRE IV

LES CENSIERS DE L'ABBAYE DE GORZE ⁽¹⁾

(Censiers n^{os} 5, 6, 7)

Fondée vers le milieu du VIII^e siècle par l'évêque de Metz Chrodegang, appelée à devenir l'une des abbayes les plus riches et les plus

(¹) Sur l'histoire de l'abbaye de Gorze, on consultera l'article de Lager, *Die Abtei Gorze in Lothringen; Studien und Mitteilungen aus dem Benediktiner- und Cisterzienserorden*, VIII (1887), p. 32-56; 182-192; 328-347; 540-574 et l'ouvrage plus récent, mais peu critique, de Chaussier, *L'abbaye de Gorze*. — Si l'on fait état des documents assez nombreux conservés par le cartulaire du XII^e siècle, dont il sera question plus loin, on peut retracer comme suit l'histoire ancienne de l'abbaye.

Les documents les plus anciens sur les origines de l'abbaye sont deux chartes de l'évêque de Metz Chrodegang. Par la première (B. M. 55 c), en date du 2 mai 748, et qui, réserve faite de quelques interpolations possibles, doit être tenue pour véridique, l'évêque détermine la dotation de l'abbaye fondée par lui sous le patronage des Saints Pierre, Paul et Etienne « in fine Haldiniaca, ubi Gorzia consurgit ». Par la seconde charte du 18 mai 757 (B. M. 83 a), promulguée au synode de Compiègne et souscrite par les évêques présents, Chrodegang confirme à l'abbaye sa dotation et règle ses rapports avec l'évêque de Metz. De bonne heure l'abbaye fut désignée, soit du nom de Gorze, qui rapidement se substitua au vocable ancien de *Haldiniacum*, soit du nom de St Gorgon, dont les moines avaient reçu les reliques le 15 mai 765.

Durant le siècle qui suivit sa fondation, l'abbaye de Gorze devait rester très étroitement soumise à l'autorité des évêques de Metz; ceux-ci font administrer l'abbaye sujette par un chorévêque ou cumulent les fonctions épiscopales et abbatiales, comme ce fut le cas pour Drogon de 845 à 855. C'est sous l'épiscopat de Drogon que commence la dilapidation des biens de l'abbaye par l'évêque; de plus, à la mort de Drogon en 855, l'abbaye est donnée pour la première fois par Lothaire II à un abbé laïque, le comte Bivin. En 863 l'évêque Advence, procédant à une première réforme de l'abbaye, rend aux moines l'élection de leur abbé et reconstitue leur temporel; sous les successeurs immédiats d'Advence on trouve une série d'abbés réguliers, qui restent d'ailleurs dans la dépendance étroite de l'évêque. Le dernier de ces abbés, Wigericus, devient évêque de Metz en 917 et durant son épiscopat (917-927) puise largement dans les biens de l'abbaye pour chasser ses vassaux.

Dès 922 l'abbaye a de nouveau à sa tête un abbé laïque Adelbert, fils du comte Matfrid. C'est alors la fin de la vie conventuelle à l'abbaye de Gorze, qui tombe

puissantes de toute la Lorraine, l'abbaye de Gorze ne nous a livré que des archives incomplètes et relativement pauvres pour la période antérieure au XIII^e siècle (1). Les premiers siècles de l'histoire de l'abbaye resteraient pour nous fort obscurs, si, en dehors de quelques textes narratifs (2), un heureux hasard ne nous avait conservé un cartulaire de la fin du XII^e siècle, dans lequel ont été transcrites de nombreuses chartes des VIII^e, IX^e et X^e siècles (3). C'est à ce cartulaire que nous devons de connaître trois censiers de médiocre étendue qui appartiennent tous trois au X^e siècle et que nous étudierons successivement ; deux d'entre eux, insérés dans la teneur de deux chartes datées, l'une de 913-914, l'autre de 984, concernent, l'un le domaine de Quincy, l'autre celui de Brouch ; d'autre part, une charte de donation attribuée à l'évêque Chrodegang et datée de 766 par le faussaire qui l'a composée de toutes pièces dans les trois premiers quarts du XII^e siècle, nous a transmis pour les domaines du Wormsgau un censier, qui n'est très probablement qu'un fragment détaché d'un censier général rédigé à l'abbaye de Gorze dans la seconde moitié du X^e siècle.

I. — Charte-censier du domaine de Quincy (Censier n° 5) 913-914. — Quincy.

Le comte Boson, en compensation des biens qui lui ont été concédés en précaire par l'abbaye de Gorze à Varangéville et à Voisage, fait

dans une décadence profonde jusqu'au jour où elle est réformée, en 933, par l'évêque Adalbéron I^{er} avec le concours de pieux anachorètes, parmi lesquels Einold et Jean de Vandières. L'évêque rend aux moines une partie des biens dilapidés ; mais la réforme ayant été faite en dehors de l'abbé laïque Adelbert, celui-ci refuse de rien restituer et c'est seulement à sa mort, en 944, que les moines peuvent se mettre en possession des biens jusqu'alors détenus par celui-ci.

Sous les deux premiers abbés Einold (933-959) et Jean de Vandières, dit Jean de Gorze (959-974), l'abbaye de Gorze devient un foyer de vie religieuse intense, d'où la réforme rayonne sur plusieurs abbayes lorraines (St-Arnoul de Metz, Senones. Moyenmoutier et St-Dié).

(1) Le fonds de l'abbaye de Gorze se trouve aux Archives départementales de a Moselle (H. 696-993).

(2) Les *Miracula S. Gorgonii* (M.G.H., SS., IV, p. 238) écrits après 964 par un moine de Gorze et la *Vita Johannis Gorziensis* (*Ibidem*, p. 335) ; cette biographie de Jean de Vandières, abbé de Gorze (959-974), est l'œuvre de Jean, abbé de St-Arnoul (960-984).

(3) Ce cartulaire est aujourd'hui conservé à la Bibl. munic. de Metz, Ms 826. La dernière charte transcrite au cartulaire est de 1173 ; à en juger par l'écriture, c'est peu après cette date que le cartulaire a été composé. Ce cartulaire primitif, auquel un scribe postérieur a ajouté quelques chartes, compte 202 chartes ; sur ce total il en est 121 qui sont antérieures à l'an 1000.

don aux moines de sa *villa* de Quincy par une charte, dans laquelle est inséré le censier de la dite *villa*.

COP. *B.* Cartulaire de l'abbaye de Gorze du XII^e siècle ; Bibl. munic. de Metz, Ms 826, p. 32-33, sous la rubrique « De Quintiaco villa ».

EDIT. *a.* *Histoire de Metz*, par des religieux Bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne, III, pr., p. 14, d'après *B.* — *b.* Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 98, n^o 2, d'après *B.* (édition partielle). — *c.* *Cartulaire de l'abbaye de Gorze*, édition d'Herbomez, *Mettensia*, II, p. 43, n^o 19, d'après *B.*

ANAL. Jeantin, *Manuel de la Meuse*, III, p. 1698-1699 (analyse souvent fantaisiste). — Döring, *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bistums Metz*, p. 28.

INDIQ. Seeliger, *Forschungen zur Geschichte der Grundherrschaft im früheren Mittelalter* ; *Historische Vierteljahrschrift*, X (1905), p. 354, n. 2, d'après *b.*

La charte du comte Boson est le premier exemple qui se présente à nous d'un censier inséré dans la teneur d'une charte de donation : si la date de 770, d'ordinaire attribuée à cette charte, était exacte, il faudrait compter ce document au nombre des plus anciens censiers qui nous sont parvenus. Toutefois, il s'en faut que la charte en question remonte à une époque aussi ancienne, ainsi qu'il ressort des observations présentées à son sujet par M. Marichal dans ses *Remarques sur le cartulaire de Gorze* ⁽¹⁾. Cet érudit a prouvé, en effet, que la charte du comte Boson datait, non de 770, mais de 913-914 ; il nous suffira de rappeler ici les arguments sur lesquels il appuie son opinion, en les complétant sur certains points.

La copie transcrite au cartulaire du XII^e siècle, seule source dont nous disposons, donne la date de la charte en question sous la forme suivante :

« Actum Quinciaco villa publica, in atrio Sti Martini, anno ab incarnatione Domini DCCLXX, indictione VIII, epacta XX, concurrente VIII, anno III regni Caroli regis ».

⁽¹⁾ Marichal, *Remarques chronologiques et topographiques sur le cartulaire de Gorze* ; *Mett.*, III, p. 21.

De l'analyse de ces différents éléments chronologiques, il résulte que la donation de Quincy à l'abbaye de Gorze a eu lieu la troisième année du règne de Charlemagne (9 octobre 770 — 8 octobre 771) et d'une manière plus précise durant les trois derniers mois de 770. Mais il est établi que le copiste auquel nous devons la mise en œuvre du cartulaire de Gorze, n'a pas reproduit avec une scrupuleuse exactitude la date des chartes qu'il transcrivait. Pour les chartes anciennes, datées en général d'après l'année de règne du souverain sans autres précisions, il interprète à sa guise cet unique élément de datation et le complète dans sa copie par l'année de l'incarnation, suivie de plusieurs indications de son cru ⁽¹⁾. Dans le cas présent, la charte du comte Boson sous sa forme originale devait être datée de la « troisième année du règne du roi Charles » ; le scribe a cru qu'il s'agissait du roi Charlemagne ; il a en conséquence attribué la charte à l'année 770 et l'a insérée dans le cartulaire au rang que lui assignait cette date supposée. En raisonnant ainsi le copiste s'est trompé, car il est facile d'établir que le roi Charles dont il est question ici, n'est pas Charlemagne, mais Charles le Simple et que par suite la donation de Quincy se place entre les derniers mois de 913 et les derniers mois de 914 ⁽²⁾.

Le bien donné par le comte Boson à l'abbaye de Gorze est défini en des termes qui par eux-mêmes excluent le VIII^e siècle ; la *villa Quinciaco* est, en effet, localisée par le rédacteur « in finem Wavrense, super fluvium Azenna » ; or, dans les chartes des VIII^e et IX^e siècles qui ont pris place au cartulaire de Gorze, le mot *finis* désigne régulièrement le finage d'une *villa*, c'est-à-dire une circonscription restreinte et ne s'applique jamais au territoire d'une vaste région comme la Woëvre. Il en résulte que la charte de donation du comte Boson ne peut remonter au VIII^e siècle et qu'elle a dû être rédigée à une époque, où le sens traditionnel de *finis* était en train de se perdre. D'autre part, si l'on s'en rapporte aux termes mêmes de la charte, on voit que la donation de Quincy avait été précédée d'un contrat, aujourd'hui perdu, en vertu duquel l'abbaye de Gorze concédait en précaire au comte Boson des biens situés à Varangéville et à Voisage ⁽³⁾. Or, le cartulaire

(1) Marichal, *Remarques*, p. 13 et Reumont, *Zur Chronologie der Gorzer Urkunden aus karolingischer Zeit* ; J.G.L.G., XIV (1902), p. 270 et sq.

(2) On ignore la date exacte de la cérémonie qui fit de Charles le Simple le souverain de la Lorraine à la mort de Louis l'Enfant ; toutefois cet événement se place certainement entre le 10 octobre et le 20 décembre de l'année 911 (Parisot, *R.L.C.*, p. 583).

(3) « Quod ego [Boso] dedi ad Stum Gorgonium villam unam nomine Quinciaco in finem Wavrense super fluvium Azenna propter precariam de Warengisvilla et Wasatico ».

du XII^e siècle renferme deux chartes de 910 ⁽¹⁾, par lesquelles la reine Richilde, veuve de Charles le Chauve, après avoir donné à l'archevêque de Metz Robert, seigneur temporel de l'abbaye de Gorze, divers domaines, reçoit de l'abbaye à titre de précaire lesdits domaines et en outre les deux *villae* de Varangéville et de Voisage ⁽²⁾. Si l'on observe que ces deux *villae* sont distantes l'une de l'autre d'une quarantaine de kilomètres et que par suite elles n'ont jamais dû être réunies dans un même groupe administratif, il paraîtra peu vraisemblable qu'à deux reprises et à un siècle et demi de distance ces deux *villae* aient été groupées pour être comprises dans un même contrat de précaire ; une telle répétition n'est admissible que si les deux contrats se sont succédé à quelques années d'intervalle. Ces conditions sont remplies, si l'on adopte pour la charte du comte Boson la date de 913. On conçoit sans peine qu'à la mort de la reine Richilde, qui a dû survenir peu de temps après 910 ⁽³⁾, le comte Boson ait sollicité et obtenu la concession en précaire des domaines de Varangéville et de Voisage, qui normalement auraient dû faire retour à l'abbaye en même temps que les biens donnés par ladite reine ⁽⁴⁾. Remarquons d'autre part

(1) *Mett.*, II, n^{os} 87 et 88 ; la date des deux chartes est comprise entre le 4 février 910 et le 3 février 911.

(2) Les domaines donnés par la reine Richilde à l'abbaye diffèrent d'une charte à l'autre, mais les biens concédés en précaire par l'abbaye sont les mêmes : à Varangéville 62 manses, à Voisage 5 manses.

(3) Les deux chartes du cartulaire de Gorze, n^{os} 87 et 88, sont les derniers documents qui fassent mention de Richilde (Dümmeler, *Geschichte des ostfränkischen Reichs*, III, p. 673, n. 3).

(4) L'important domaine de Varangéville avait été donné à l'abbaye de Gorze par l'évêque de Metz Angilram en 768-769 (*Mett.*, II, n^o 12) ; concédé en précaire à Richilde en 910, puis à Boson en 913, il dut faire retour à l'abbaye en 935 à la mort du détenteur. Toutefois, en dépit de la réforme de 933, l'évêque Adalbéron I^{er} inféoda à son propre frère Gozlin ce riche domaine, que les moines de Gorze eurent la plus grande peine à se faire restituer. La *Vita Johannis Gorziensis*, cap. 100-101 (SS., IV, p. 366) raconte avec détail la prise de possession de Varangéville par Jean de Gorze à la suite de cette restitution. Nous ne savons quand eut lieu cette restitution ; c'était chose faite en tout cas en 945, puisque le diplôme d'Otton I^{er} de cette année confirme Varangéville à l'abbaye ; ce domaine figure déjà dans un diplôme d'Otton I^{er} de 936, mais ce diplôme est faux (voir à ce sujet les remarques de Sickel dans son introduction à l'édition de *DD.* OI, n^o 70, p. 149). De bonne heure, certainement dès 849 (*Mett.*, II, n^o 53), les moines de Gorze avaient établi à Varangéville un prieuré.

L'histoire du petit domaine de Voisage est obscure ; dès 863/864 (*Mett.*, II, n^o 62), l'abbaye de Gorze avait des biens dans cette localité. Le domaine de Voisage, concédé en précaire à Richilde, puis à Boson, fit par la suite retour à l'abbaye, car le diplôme d'Otton I^{er} de 945 en fait mention. A partir de ce moment, il n'est plus question de Voisage dans les chartes de Gorze.

que les personnages mentionnés dans la charte de Boson ne contredisent pas la date proposée. Le comte Boson, l'auteur de la donation, est le propre fils de Richard le Justicier, duc de Bourgogne, le frère du roi de France Raoul et le neveu de Richilde ⁽¹⁾. Pourvu probablement du comté de Perthois, possessionné en Champagne et en Lotharingie, plus particulièrement dans la région de la Meuse moyenne ⁽²⁾, Boson, après une vie fort agitée, devait trouver la mort en 935 au siège de Saint-Quentin. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que, dans les années qui précédèrent immédiatement sa mort, les moines de Gorze eurent fort à se plaindre de leur ancien bienfaiteur, dont les déprédations s'exercèrent au détriment des domaines champenois de leur abbaye ; seule l'attitude énergique de Jean de Vandières, le futur abbé de Gorze, put obtenir du ravisseur la restitution du domaine de Vanault-le-Châtel ⁽³⁾. Parmi les signataires de la charte qui peuvent être identifiés, nous relevons en dehors du nom de Boson, celui du comte Isoard (*Hisewardus*) qu'on retrouve dans une des chartes de précaire de 910 ⁽⁴⁾ et celui du comte Eilbert, le propre frère de Herbert de Vermandois, le fondateur de l'abbaye de Waulsort au diocèse de Liège ⁽⁵⁾.

On n'hésite pas à identifier *Quinciacum* avec Quincy au département de la Meuse ; ce village est bien compris dans les limites de la Woëvre ⁽⁶⁾ et son église paroissiale est dédiée à St Martin ⁽⁷⁾, comme

(1) Sur Boson voir Parisot, *R. L. C.*, p. 645, n. 1.

(2) C'est dans cette région que devait se trouver le château de Durfost, dont il est plusieurs fois question dans Flodoard et dont l'emplacement exact n'a pu être déterminé.

(3) *Vita Johannis Gorziensis*, cap. 104-109 (SS., IV, p. 367-368) et *Miracula S. Gorgonii*, cap. 12 (SS., IV, p. 242). — La restitution du domaine de *Wasnau* (Vanault-le-Châtel) eut lieu entre 933, date de la réforme de l'abbaye de Gorze, et 935, date de la mort de Boson.

(4) Charte n° 87 ; notons d'ailleurs que dans cette charte *Hisowardus* ne porte pas le titre de comte.

(5) Le comte Eilbert, qui fonda l'abbaye de Waulsort vers 940, mourut avant 966 (Sackur, *Die Cluniacenser*, I, p. 181 et p. 364-366).

(6) Si la *finis Wavrensis*, dans laquelle le rédacteur localise *Quinciacum*, est bien la circonscription administrative de ce nom, on notera que Quincy se trouve compris dans les limites du *pagus Viridunensis* avec lequel se confond en totalité ou en partie au début du X^e siècle le *pagus Wavrensis* (Parisot, *R. L. C.*, p. 689-690). Il est possible toutefois que l'expression *finis Wavrensis* désigne, non pas une circonscription administrative aux limites précises, mais une grande région géographique ; dans ce cas, on remarquera que Quincy est distant de deux kilomètres du massif boisé dit Forêt de Woëvre.

(7) Robinet et Gillant, *Pouillé du diocèse de Verdun*, IV, p. 101.

celle de la *villa* donnée par Boson en 913. Toutefois, le rédacteur de la charte localise *Quinciacum* dans des termes qui peuvent surprendre au premier abord ; il situe, en effet, la *villa* du comte Boson sur le ruisseau de l'Azannes⁽¹⁾, alors que l'actuel village de Quincy se trouve sur le Loison. Mais, comme l'a déjà noté d'Herbomez⁽²⁾, il n'y a là qu'une anomalie apparente. L'Azannes est en effet le premier affluent que reçoit le Loison sur sa rive gauche et d'autre part ces deux ruisseaux prennent naissance à proximité des villages d'Azannes et de Loison, dont ils portent le nom. Pour expliquer la localisation proposée par le rédacteur du X^e siècle, il suffit de supposer que depuis cette époque un changement s'est produit dans la dénomination du ruisseau principal et que le nom de l'Azannes, s'étant effacé devant celui du Loison, est passé au second plan, supposition qui n'a rien que de légitime.

En ce qui concerne l'étendue et la composition de la *villa Quinciacum*, la charte-censier apporte des renseignements intéressants. Si l'on tient compte des éléments constitutifs de la réserve, en particulier des terres labourables, vignes et bois, dont la superficie est évaluée par l'inventaire de manière relativement précise et si l'on admet, pour chacun des 33 manses tributaires dénombrés, une moyenne de 10 hectares, on obtient une superficie totale qui ne s'éloigne pas sensiblement de celle du territoire actuel de Quincy ; de là à penser que ce territoire coïncide avec celui de l'antique *villa* du X^e siècle, il n'y a qu'un pas⁽³⁾. On ne doit pas cependant se dissimuler ce que de tels

(¹) Voir p. 173, n. 3.

(²) D'Herbomez, *Mett.*, II, p. 407.

(³) La charte donne de la *villa Quinciacum* cédée par le comte Boson à l'abbaye de Gorze l'inventaire suivant :

1^o Mansus unus indominicatus cum omnibus edificiis... ; ecclesiam unam ;
de vineis indominicatis ad vinum colligendum modios XL ;
terram indominicatam ad unam sationem seminandi modios CCL, ad aliam vero
similiter ;
cambas duas ;
farinarios II... et farinarius unus in tercio loco ;
de silva ubi possunt saginari porci CCCCCC.

2^o Mansi ingenuiles sunt XXXIII.

Si l'on adopte pour le *modius* la valeur de 68 litres proposée par Guérard et si l'on fait état pour le rendement des vignes et l'ensemencement des terres labourables des chiffres admis par cet érudit (*Prolégomènes*, p. 168-171), on obtient les résultats suivants pour la réserve.

Vignes d'un rendement de 40 × 68 litres soit 27 hl, 20 ; contenance d'environ 1 ha.

calculs ont d'approximatif et d'incertain⁽¹⁾; d'autre part, pour affirmer qu'il y a bien coïncidence, il faudrait être assuré qu'au moment de la donation du comte Boson, celui-ci était seul propriétaire à *Quinciacum* et que le domaine donné par lui à l'abbaye de Gorze était d'un seul tenant et ne comprenait pas d'écarts; or, si la rédaction de la charte incite à penser qu'il en était bien ainsi⁽²⁾, elle n'est point cependant d'une telle netteté qu'elle emporte la conviction. D'autre part, tout document fait défaut qui permette de suivre l'histoire postérieure

Terres labourables. — Dans la 1^{re} saison terre ensemencée avec 250×68 litres, soit 17.000 litres, ce qui représente une superficie de 100 ha. Dans la 2^e saison terre de même superficie, soit 100 ha. Dans la 3^e saison (jachère) terre dont la superficie est supposée équivalente à celle des deux premières, soit 100 ha.

Manses. — 33 manses d'une contenance moyenne de 10 ha., soit 330 ha.

Au total on voit que la *villa* renferme 630 hectares de terres labourables environ. Or, d'après les chiffres fournis par Jeantin, *Manuel de la Meuse*, III, p. 1700, et empruntés par lui au cadastre de 1848, la superficie du territoire de Quincy était à cette date de 978 ha.; sur cette superficie totale on comptait pour les jardins 12 ha., pour les prés 45 ha., pour les terres labourables 707 ha., pour les vignes 1 ha., pour les bois 166 ha.; notons enfin, à titre de curiosité, qu'au moment où Jeantin composait son *Manuel de la Meuse*, paru en 1864, Quincy comptait deux moulins dits l'un Moulin d'en haut et l'autre Moulin d'en bas.

Nous ne pouvons malheureusement pas évaluer l'étendue de la *silva* dépendant de la *villa Quinciacum*, ignorant le rapport admis au X^e siècle entre la contenance d'un bois et le nombre de pores qu'on peut y faire paître; toutefois, si l'on suppose que cette *silva* correspond au Bois de Fay, seul bois de quelque importance que l'on rencontre aujourd'hui sur le territoire de Quincy, si d'autre part on tient compte des terres dépendant des trois moulins et de l'église, dont on soupçonne la richesse immobilière d'après le taux relativement élevé du cens acquitté par le desservant (10 sous), si enfin on remarque que l'inventaire ne fait pas état des prés et pâquis et que le chiffre de 10 ha., admis pour la superficie du manse tributaire est certainement un minimum, on conçoit qu'au total la superficie de la *villa Quinciacum* n'ait pas sensiblement différé de celle de l'actuelle commune de Quincy.

(1) On a supposé, en effet, une valeur de 68 litres pour le *modius*, on a admis que la jachère était aussi étendue que les terres des deux autres saisons, que le coefficient d'ensemencement était le même pour le blé d'hiver et pour le blé de printemps et que la *silva* mentionnée dans la charte correspondait au bois de Fay: ce sont là autant de suppositions qui comportent une très large part d'incertitude.

On notera, en outre, qu'on a admis une superficie de 10 ha. pour le manse tributaire, or, comme on a déjà eu l'occasion de le faire remarquer, c'est là certainement un chiffre minimum. Pour l'ensemble de la France Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 159, admet pour le manse (ou plus précisément pour le manse *ingénuille*) une superficie moyenne de 13 ha.; de quelques indications, dont il sera fait état au cours du présent ouvrage, il semble bien résulter qu'en Lorraine la superficie du manse était légèrement supérieure à 10 ha.

(2) Voir la formule de donation p. 173, n. 3.

du domaine de Gorze à Quincy et d'en préciser l'étendue ⁽¹⁾. Ni le cartulaire du XII^e siècle, ni les archives de l'abbaye ne renferment la moindre indication à ce sujet. Si l'on songe au nombre relativement élevé de chartes transcrites au cartulaire, un tel silence est bien fait pour surprendre et on peut se demander en fin de compte si l'abbaye de Gorze est entrée en possession du domaine de Quincy. En tout cas, si la charte de 913 a été suivie d'effet, il y a lieu de penser que Quincy n'a pas tardé à subir le sort commun à tant de domaines de l'abbaye, qui, inféodés par les évêques de Metz à leurs vassaux dans les années précédant la réforme de 933, n'ont jamais été recouvrés par les moines ⁽²⁾.

L'inventaire du domaine suit immédiatement la formule de donation et se trouve ainsi compris dans la teneur même de la charte, à la différence de certains censiers, qui, établis dans des circonstances analogues, ont été écrits à la suite de la charte de donation, avec laquelle ils ne se confondent pas ⁽³⁾. Dans le cas présent, on notera le soin

(1) Le document le plus ancien concernant Quincy, en dehors de la charte du comte Boson, est une charte d'affranchissement de 1287 (E. Perrin, *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine*, n^o 153), en vertu de laquelle quatre seigneurs s'associent pour affranchir au droit de Beaumont leurs « villes » de Quincy, Mont-St-Martin et Chaufour. Les deux dernières de ces « villes » sont aujourd'hui des fermes dépendant de la commune de Quincy. Si le territoire de la *villa* donnée à Gorze en 913 correspond bien, comme nous sommes portés à le croire, à celui de l'actuel village de Quincy, il faut donc admettre qu'au cours des siècles la *villa* avait échappé aux moines de Gorze et que de plus elle s'était fragmentée en trois seigneuries, que la charte de 1287 devait réunir en une seule « ville ».

(2) Si nous ne savons rien des destinées ultérieures de la *villa Quinciaco*, il est possible, en revanche, que la formule de datation de la charte, apporte un renseignement intéressant sur l'origine de cette même *villa*. La date de lieu (« Actum Quinciaco villa publica, in atrio Sti Martini ») attribue, en effet, à la *villa Quinciaco* l'épithète de *publica* ; or, au IX^e siècle il est courant que les domaines royaux soient qualifiés de *villa publica* (Steinitz, *Die Organisation und Gruppierung der Krongüter unter Karl dem Grossen* ; *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, IX (1911), p. 508 et sq.). Dans ces conditions, on est tenté de voir dans la *villa Quinciaco*, donnée en 913-914 par le comte Boson à l'abbaye de Gorze, un ancien domaine royal, qui aurait gardé son appellation primitive, après être sorti de la catégorie des *fisci* royaux. Toutefois, comme la charte du comte Boson n'est plus connue que par la copie du cartulaire du XII^e siècle, peut-être faut-il admettre une faute de copie imputable au scribe du cartulaire et penser que la date de lieu était sur l'original rédigée selon l'habituelle formule : « Actum Quinciaco villa publice... » ; c'est d'ailleurs l'opinion émise par d'Herbomez, *Mett.*, II, p. 407. Les chartes transcrites au cartulaire ont été, il est vrai, révisées par un correcteur qui de place en place a rectifié certaines erreurs du copiste, mais il s'en faut que la vigilance du correcteur soit sans défaut (voir *infra*, p. 180, n. 2).

(3) Voir les censiers n^{os} 11, 15, 16, de la présente étude.

avec lequel ont été inventoriés les éléments qui entrent dans la composition de la réserve ; celle-ci comprend une église, des terres labourables, des vignes, deux brasseries, trois moulins et un bois ⁽¹⁾. Le censier qui détaille les redevances et services des 33 manses ingénuiles, qui constituent les tenures du domaine, énumère les charges individuelles du manse dans l'ordre chronologique en prenant pour point de départ le mois de mai ⁽²⁾ ; les charges sont de taux modéré et le nombre en est restreint, de plus on ne relève aucune prestation entre le mois de mai et la St-Martin, ce qui ne laisse pas de surprendre. Comme, d'autre part, la première redevance inscrite au terme de la St-Martin, redevance de caractère personnel perçue sur les femmes, est introduite dans des termes qui font soupçonner une solution de continuité dans le censier ⁽³⁾, on est autorisé à penser que le scribe du cartulaire a par inattention sauté un passage de la charte qu'il transcrivait ; il en est résulté une lacune dont nous ne pouvons apprécier l'étendue ⁽⁴⁾. Cette lacune est d'autant plus regrettable que le censier de Quincy présente un intérêt particulier : non seulement il est relativement ancien, mais surtout il concerne un domaine appartenant à un grand propriétaire laïque et on sait que les documents concernant cette catégorie de domaines sont des plus rares.

(1) Voir p. 176, n. 3.

(2) In maio.

Unusquisque [mansus] solvit den. X de victuris.

Ad missam Sti Martini.

Similiter et unaqueque mulier solvit den. III ;
de unoquoque manso de linofuseis XXX ;
unusquisque mansus solvit de lignis carratas IIII.

Ad Natale Domini.

Unusquisque mansus solvit porcum unum ;
unusquisque mansus solvit et pullos III et ova XV
et unusquisque mansus ad clausuram faciendam perticas X

In maio mense.

Unusquisque mansus solvit scindulas C.

(3) « Unusquisque [mansus] in maio mense solvit denarios X de victuris. *Similiter* et unaqueque mulier solvit ad missam Sti Martini denarios III. » — Il est probable que dans un passage omis par le copiste figurait la mention du chevage acquitté par les hommes d'où l'expression : *similiter et*.

(4) Si cette lacune est imputable au scribe du cartulaire, il est assez étrange qu'une faute de cette importance ait échappé au correcteur qui a révisé les copies transcrites au cartulaire du XII^e siècle ; aussi est-on en droit de se demander si la lacune n'existait pas déjà sur l'original de la charte-censier. Si cette hypothèse se vérifiait, il faudrait admettre que le censier annexé à la charte n'est pas l'œuvre du rédacteur de la charte, mais qu'il a été transcrit par celui-ci d'après un texte préexistant.

II. — Charte-censier du domaine de Brouch (Censier n^o 6)
984, 17 août. — Gorze.

Ermenfroï, abbé de Gorze, faisant droit à la demande des hommes du domaine de Brouch (*homines de potestate Bruoch*) ⁽¹⁾, donné à l'abbaye par le comte Rambaud au temps de l'abbé Einold, promulgue, conformément à la déclaration orale faite par ces hommes, le censier des redevances et services acquittés par ledit domaine au temps où celui-ci était propriété royale.

COP. B. Cartulaire de l'abbaye de Gorze du XII^e siècle ; Bibl. munic. de Metz, Ms 826, p. 163-165 (copie de valeur médiocre) ⁽²⁾. — C. Copie exécutée par D. Tabouillot (XVIII^e siècle) ; B. N., Collection Moreau, XIII, f^o 95, d'après B.

EDIT. a. B. Guérard, *Polyptyque d'Irminon*, II, Appendice, p. 351, n^o XVII, probablement d'après C. — b. Klipffel, *Metz, cité épiscopale et impériale*, p. 26, n. 1, d'après B (édition partielle). — c. Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 101, n. 2, d'après B (édition partielle avec commentaire). — d. *Cartulaire de l'abbaye de Gorze*, édition d'Herbomez, *Mettensia*, II, p. 211, n^o 116, d'après B ⁽³⁾.

ANAL. Döring, *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bisthums Metz*, p. 30 (analyse inexacte faite d'après b).

⁽¹⁾ Sur l'identification de *Bruoch*, voir *infra*, p. 183 et sq.

⁽²⁾ Quelques fautes ont été rectifiées par le scribe de première main, qui a corrigé *indictione IIII* en *indictione XII*, *epacta III* en *epacta XV* ; de plus la copie a été révisée par un correcteur contemporain, dont les corrections écrites d'une encre jaunie se retrouvent à d'autres folios du manuscrit. Dans les passages : « duo modia ane et unum prati » et « VIII modios prati » le correcteur restitue *avene* et *parati* ; dans le passage : « si domus indomnicata aut horreum destructum fuerit », le mot *horreum* a été ajouté dans la marge par le correcteur. Sur les modifications apportées par lui au mot *privilegium* voir plus loin, p. 190.

Faute d'avoir reçu les corrections nécessaires, un membre de phrase reste incompréhensible ; en effet, les hommes de Brouch demandent que l'abbé de Gorze leur confirme leur statut ancien « secundum legem qua ipsi regi, donec ejus fiscus erat, a predicto Raimbaldo predecessoresque ipsius servierunt ». De toute évidence, il faut lire « ac predicto Raimbaldo predecessorisque ipsius servierunt ».

⁽³⁾ Dans *Mett.*, II, p. 212, l. 15, il faut lire : « femina (au lieu de *semina*) unum diem in prato... faciet » ; à la ligne 16, il faut adopter la leçon *sortalis* au lieu de *fortalis*, comme il est indiqué dans l'édition de Sauerland.

Comme la charte de Quincy, c'est un problème de chronologie que soulève dès l'abord la charte-censier de Brouch. Celle-ci est datée dans la copie du cartulaire du XII^e siècle, qui, cette fois encore, est notre source unique, de la manière suivante :

« Actum Gorzie publice, sub die XVI^o Kalendas septembris, anno ab incarnatione Domini DCCCCLXXXIII, indictione XII, epacta XV, concurrente III, in obitu Ottonis II et in adeptione regni Ottonis tercii ; et ipso eodem anno Deoderico defuncto, Adelbero II cathedram Mettensem accepit ».

Tous ces éléments chronologiques, à l'exception toutefois du chiffre des concurrents, trop fort d'une unité, concordent pour assigner à la charte la date du 17 août 984 ; cependant, il va de soi que, dans le cas présent, le scribe du cartulaire, fidèle à une habitude constante ⁽¹⁾, a interprété à sa guise les données succinctes de l'original, qui, selon toute vraisemblance, exprimait la date en fonction de deux points de repère seulement : la mort d'Otton II et l'avènement de son successeur Otton III. C'est ce même scribe qui a très probablement introduit dans la copie du cartulaire l'année de l'incarnation et les éléments chronologiques annexes ; en tout cas c'est lui qui certainement a noté à la suite de la date primitive et la mort de l'évêque de Metz Thierry I^{er} et l'avènement de son successeur Adalbéron II, puisque ces deux événements, l'un du 7 septembre 984, l'autre du 16 octobre de la même année ⁽²⁾, sont postérieurs à la rédaction de la charte-censier.

Si la date, débarrassée de ses éléments parasites, n'offre aucune difficulté d'interprétation et peut être fixée avec certitude, la suscription de la charte présente une bizarrerie chronologique qui a déconcerté plus d'un commentateur. La charte de Brouch émane, en effet, d'un abbé de Gorze dont le nom ne se rencontre dans aucun autre document. Faut-il penser qu'Ermenfroi n'a fait que passer sur le siège abbatial de Gorze et que son court abbatat s'intercale entre celui d'Odelbert, encore mentionné en 977 ⁽³⁾, et celui d'Immon, qui figure dès 986 dans un acte conservé au cartulaire ? ⁽⁴⁾ Cette solution, qui se présente naturellement à l'esprit et qui a pour elle l'autorité des rédacteurs de la *Gallia Christiana*, ne peut cependant être prise en considération. Elle se heurte, en effet, à un document irréfutable : la *Vita Adalberonis*, biographie de l'évêque messin Adalbéron II, écrite entre 1012 et 1017 par un

⁽¹⁾ Voir plus haut p. 173.

⁽²⁾ Sur ces dates voir Parisot, *O. D. H. L.*, p. 339, n. 3 et 340, n. 1.

⁽³⁾ *Mett.*, II, n° 114 (charte du 14 sept. 977).

⁽⁴⁾ *Mett.*, II, n° 119.

contemporain Constantin, abbé de St-Symphorien de Metz. Constantin, parlant des abbés qui ont reçu de l'évêque Thierry I^{er} la bénédiction abbatiale, cite Immon et déclare en termes formels que celui-ci a succédé immédiatement à l'abbé Odelbert ⁽¹⁾ ; une assertion aussi nette, en excluant Ermenfroi de la liste des abbés de Gorze du X^e siècle, contredit la suscription de la charte, dont la date est par ailleurs sérieusement garantie, et paraît du même coup porter atteinte à son authenticité.

Cette difficulté n'a pas échappé aux historiens de l'abbaye Lager ⁽²⁾ et Chaussier ⁽³⁾, qui ont proposé de voir dans Ermenfroi un dignitaire de l'abbaye de Gorze, agissant aux lieu et place de l'abbé Immon. Pour rendre cette explication vraisemblable, il faut supposer qu'en transcrivant la charte, le scribe du cartulaire a de sa propre autorité substitué le titre d'*abbas* à celui que portait Ermenfroi dans l'acte original. Bien qu'un procédé aussi désinvolte ne soit pas à la rigueur impossible, on ne peut cependant se rallier à la solution proposée. En effet, le dignitaire qui à Gorze vient immédiatement après l'abbé, celui qui en particulier le seconde dans l'administration du temporel, c'est le prévôt ⁽⁴⁾. Si donc Ermenfroi agit par délégation ou durant une vacance du siège abbatial, ce ne peut être qu'en qualité de prévôt. Or le cartulaire du XII^e siècle nous a conservé pour le X^e siècle un nombre d'actes suffisant pour qu'on puisse établir la liste des prévôts de Gorze à partir de la réforme de 933 et dans cette liste on ne relève pas le nom d'Ermenfroi ⁽⁵⁾. Ces diverses solutions écartées, le plus simple est d'interpréter *Immo* comme le doublet d'*Ermenfridus* et de voir dans les deux abbés de Gorze, appelés de l'un et de l'autre de ces noms, un seul et même

(1) *Vita Adalberonis*, cap. 26 ; *M. G. H.*, SS., IV, p. 668 « Hic certe domnus et multum venerabilis Immo, post decessum patris Odelberti, a domno Teoderico sacro pontifice, Gurgitensibus pastor et abbas constitutus... ».

(2) Lager, *Die Abtei Gorze in Lothringen ; Studien und Mitteilungen aus dem Benediktiner- und Cisterzienserorden*, VIII (1887), p. 329.

(3) Chaussier, *Abbaye de Gorze*, p. 105.

(4) Dès les premiers temps de l'abbaye de Gorze le prévôt figure dans les chartes aussitôt après l'abbé et avant le doyen ; voir *Mett.*, II, nos 8 (762), 52 (849) ; de 884 à 922 le prévôt cède la place d'honneur au doyen, (nos 75, 76, 83, 86 et 91), mais après la réforme de 933 l'ordre ancien est rétabli au profit du prévôt (nos 102-105, 109, 111, 113-117, 119, 120 (991).

Sur le rôle du prévôt comme administrateur du temporel, voir surtout nos 102 et 103 (946) et 119 (986).

(5) De 933 à la fin du X^e siècle les prévôts sont : Odelbert, prévôt en 946 et 947 qui se démet de ses fonctions au profit de Jean de Vandières (voir charte n° 105 de 949), pour les exercer de nouveau, quand en 959 Jean devient abbé (voir charte n° 109 de 960) ; Teutherus et Constantin.

personnage ⁽¹⁾. Si *Ermenfridus-Immo* a succédé à Odelbert et a reçu la bénédiction abbatiale de l'évêque Thierry I^{er}, mort en 984, il est naturel que son nom figure en tête d'une charte datée du mois d'août 984.

Le rédacteur de la charte ayant négligé de localiser d'une manière précise la *potestas Bruoch*, l'identification de ce domaine ne va pas sans quelque difficulté. D'Herbomez ⁽²⁾ hésite entre Brouck, commune d'Uckange ⁽³⁾ et La Brocque, commune de Maizières-lès-Vic ⁽⁴⁾, identifications qui n'ont donné lieu à aucune observation de la part de l'érudit auteur des *Remarques chronologiques et topographiques sur le cartulaire de Gorze*. D'autre part, les rédacteurs de l'*Ortsbeschreibung* ⁽⁵⁾ ont attiré l'attention sur une localité du nom de *Bruch*, située entre Hampont et Obreck ⁽⁶⁾, qui paraît avoir disparu de bonne heure, mais dont le nom porté par un moulin est encore attesté en 1263 ⁽⁷⁾.

Pour se décider entre ces différentes solutions, dont aucune ne s'impose à priori, on peut faire état des renseignements que la charte-censier apporte sur l'origine de la *potestas de Bruoch* ; celle-ci aurait été donnée à l'abbaye de Gorze au temps de l'abbé Einold par un comte nommé Rambaud ⁽⁸⁾. Ces indications suffisent pour qu'on puisse fixer avec quelque précision la date à laquelle *Bruoch* est entré dans le temporel de l'abbaye de Gorze ; cette date est, en effet, antérieure à la mort d'Einold en 959 ⁽⁹⁾ et postérieure, d'autre part, à 945, puisque le diplôme d'Otton I^{er}, qui en cette année confirme aux moines de Gorze leurs biens, ne fait pas mention de ce domaine ⁽¹⁰⁾. En ce qui concerne la personnalité

⁽¹⁾ Cette interprétation, suggérée par Sackur, *Die Cluniacenser*, II, p. 127, n. 2, dans une note concluant à l'identité d'Immo et d'Ermenfridus, est confirmée par Förstemann, *Alteutsches Namenbuch*, I (*Personennamen*), col. 949.

⁽²⁾ *Mett.*, II, p. 519.

⁽³⁾ Brouck, comm. Uckange ; Mos., Thionville, Hayange.

⁽⁴⁾ La Brocque, comm. Maizières-les-Vic ; Mos., Château-Salins, Vic.

⁽⁵⁾ *E. L. O.*, v^o *Bruch*. Voir aussi *Die alten Territorien*, II. Theil, p. 39, n. 9 ; p. 40, n. 11 et p. 421, n. 4.

⁽⁶⁾ Hampont ; Obreck ; Mos., arr. et cant. Château-Salins. — Le rédacteur de *Die alten Territorien*, II. Theil, p. 40, n. 11 et p. 421, n. 4 se demande s'il ne conviendrait pas d'identifier *Bruoch* avec Obreck (anciennement Obrick), mais cette identification paraît impossible pour des raisons d'ordre philologique.

⁽⁷⁾ Ce renseignement est emprunté aux deux ouvrages cités à la note 5, qui malheureusement n'indiquent pas la référence de la charte de 1263.

⁽⁸⁾ « quod homines de potestate Bruoch, que a pie memorie Raimbaldo comite perpetuo possidenda tradita est patrono nostro Sto Gorgonio ». D'autre part l'abbé Ermenfroï, parlant du statut dont ont joui les hommes de Brouck sous ses prédécesseurs, cite Einold, Jean et Odelbert.

⁽⁹⁾ Sur la mort d'Einold, survenue le 18 ou 19 août 959, voir Dümmler, *Kaiser Otto der Grosse*, p. 302.

⁽¹⁰⁾ Stumpf 114.

du donateur, on ne peut se prononcer en toute certitude ; si l'on tient compte de la date à laquelle *Bruoch* a été donnée à l'abbaye de Gorze et si l'on fait état du titre de *comte*, dont la charte gratifie le donateur, il apparaît, en effet, que celui-ci peut être soit Rambaud l'Ancien, comte du Saulnois, mort avant 949, soit son fils Rambaud le Jeune, comte de Mortagne⁽¹⁾. Si ce dernier n'est pas encore qualifié de comte dans une charte pour l'abbaye de St-Arnoul du 16 juin 958⁽²⁾, il porte le titre comtal dans une autre charte, qui se place entre le 7 août 959 et le 6 août 960⁽³⁾ ; dans ces conditions, il est possible que Rambaud le Jeune ait donné à l'abbaye de Gorze la *potestas de Bruoch* du vivant même d'Eïnold, mort le 18 ou le 19 août 959, et alors que lui-même était déjà pourvu du comté de Mortagne.

Peu importe d'ailleurs ; un fait reste acquis, c'est que le domaine de *Bruoch* a appartenu à la famille des Rambaud. Celle-ci, qui a fourni au *pagus Salinensis* successivement deux comtes, Rambaud l'Ancien et son fils aîné Thiébert⁽⁴⁾, était certainement possessionnée dans ce même *pagus*, comme le prouvent deux donations faites par Rambaud le Jeune, l'une de 957 en faveur de Gorze⁽⁵⁾, l'autre de 958 en faveur de St-Arnoul⁽⁶⁾ ; dans l'un et l'autre cas, les domaines donnés, Vertigné-court⁽⁷⁾ et Morville⁽⁸⁾, sont localisés par le rédacteur des deux chartes dans le *pagus Salinensis*. Il est donc tout indiqué de chercher *Bruoch* à l'intérieur des limites de ce même *pagus*. Ceci admis, on peut hésiter entre deux localités qui répondent aux conditions du problème : Brouch et La Broque ; toutefois, il est facile de se prononcer entre les

(1) Sur les deux comtes Rambaud, voir Vanderkindere, *Formation territoriale*, II, p. 443-445 et Maujean, *Histoire de Destry et du pays Saulnois*, p. 63-65.

(2) Charte du 16 juin 958 par laquelle Rambaud donne son alleu de Morville à l'abbaye St-Arnoul de Metz (Orig. M. M., E. 107. — Edit. H. M. B., III, pr., p. 71).

(3) Charte du duc de Haute-Lorraine Frédéric I^{er}, promulguant le jugement rendu dans le procès entre l'abbaye de Gorze et un certain Aquinus (Edit. Mett., II, n^o 108). — La charte est datée de la 24^e année du règne d'Otton empereur (lire roi) ; elle est donc comprise entre le 7 août 959 et le 6 août 960. Rambaud souscrit la charte avec le titre de comte.

(4) Maujean, *Histoire de Destry*, p. 65.

(5) Charte par laquelle Rambaud, fils du [comte] Rambaud, donne à l'abbaye de Gorze son domaine de Vertignécourt (*predium Vitreneicurtim*) (957) (Edit. Mett. II, n^o 106).

(6) C'est la donation dont il a été question *supra*, n. 2 ; nous aurons, d'ailleurs l'occasion de revenir prochainement sur cette charte.

(7) Vertignécourt, village disparu, voisin de Puttigny. Sur ce village, détruit au cours des guerres du XVII^e siècle, voir *Die alten Territorien*, II. Theil, p. 592, n. 29.

(8) Sur l'identification du domaine de *Maurivilla* avec Morville[-sur-Nied], voir plus loin, p. 232 et sq.

deux. Rien n'indique, en effet, que l'abbaye de Gorze ait jamais été possessionnée à La Broque, tandis qu'au XVIII^e siècle elle conservait encore quelques biens à Obreck et exerçait le droit de pêche dans la Seille sur le territoire de Hampont ⁽¹⁾ ; or, c'est à proximité de ces deux localités que se trouvait le village aujourd'hui disparu de Brouch, dont le nom est encore attesté en 1263. Il est donc logique de situer à Brouch le centre de la *potestas de Bruoch*, qui, donnée à l'abbaye de Gorze avant 959, devait, soit dès l'origine, soit par suite d'acquisitions successives, englober en totalité ou en partie les territoires d'Obreck et de Hampont.

Il est intéressant de remarquer que le domaine de Brouch, ainsi localisé, prolonge vers l'est un ensemble de biens appartenant à l'abbaye de Gorze et compris à partir du XIII^e siècle sous la dénomination de seigneurie du Val de Vaxy ⁽²⁾. Cette seigneurie, située en bordure de la Petite Seille, comprenait, au moins en partie, les villages de Vertignécourt, Gerbécourt, Puttigny et Vaxy. Il est infiniment probable que cette seigneurie tirait son origine lointaine de la donation du *predium* de Vertignécourt, faite en 957 par le comte Rambaud à l'abbaye de Gorze. Il est remarquable, en effet, que le diplôme d'Otton I^{er}, qui confirme à l'abbaye l'ensemble de ses biens, ne cite, ni Vertignécourt, ni aucun des villages qui plus tard furent compris dans la seigneurie du Val de Vaxy. Toutefois, si le *predium* de Vertignécourt semble bien avoir été le noyau autour duquel s'est constituée cette seigneurie, ce serait une erreur de croire que dès 957 ce *predium* correspondait exactement au territoire de la future seigneurie. Le terme même de *predium*, que le rédacteur de la charte applique au domaine donné par Rambaud à Vertignécourt, semble par lui-même désigner une propriété d'étendue moyenne, une *villa* par exemple ou même une portion de *villa*, plutôt qu'un très vaste domaine s'étendant, tels certains *fisci* royaux, sur le territoire de plusieurs de nos villages modernes. D'autre part, dans la mesure où l'histoire ancienne du Val de Vaxy se laisse entrevoir, on soupçonne que la seigneurie de ce nom s'est constituée de pièces et de morceaux ; c'est au prix d'acquisitions répétées que la patiente politique des abbés de Gorze est parvenue à réaliser un groupe domanial étendu dans une région où la propriété était

(1) Sur les biens de l'abbaye à Obreck, voir Mos., H. 755 (plan-terrier de 1748-49) et sur le droit de pêche dans la Seille, Mos., H. 841 (contrat d'affermage de 1751).

(2) Sur l'histoire de cette seigneurie, voir *Die alten Territorien*, II, Theil, p. 590-595, dont l'article n'est pas exempt d'erreurs ou d'affirmations contestables. — La dénomination Val de Vaxy apparaît pour la première fois dans un acte de 1272 (*Ibidem*, p. 594, n. 30).

primitivement assez morcelée. C'est ainsi que le *predium* donné en 957 par le comte Rambaud ne représentait à cette date qu'une portion de la *villa* du même nom ; dans cette *villa* le prieuré de Salonnnes possédait de longue date un domaine, dont nous ignorons l'étendue, mais dont nous pouvons suivre dans quelque mesure les destinées. Ce domaine, donné par Fulrad, abbé de St-Denis, à la *cella* fondée par lui à Salonnnes à une date antérieure à 775 ⁽¹⁾, s'enrichit quelques années plus tard de biens cédés par l'abbaye messine de St-Pierre-aux-Nonnains en vertu d'un échange, que confirma Charlemagne en 781 ⁽²⁾ ; ainsi agrandi, le domaine devait être encore aux mains des moines de Salonnnes en 950, date à laquelle ceux-ci reçurent de la générosité du roi de France Louis IV l'église paroissiale de Vertignécourt ⁽³⁾. Il est probable que, dans les années qui suivirent immédiatement 950, l'abbaye de Gorze acquit du prieuré de Salonnnes et son domaine de Vertignécourt et les biens que ce même prieuré possédait dès une époque ancienne à Gerbécourt, autre village qui, lui aussi, devait entrer dans la constitution du Val de Vaxy ⁽⁴⁾. C'est par des acquisitions de ce

⁽¹⁾ Voir à ce sujet l'étude consacrée au testament de Fulrad par Tangl, *N. A.*, XXXII (1907), p. 169 et sq. On sait que la *cella* de Salonnnes et sa dotation furent données par Fulrad à l'abbaye de St-Denis, qui entra en possession de ces biens en 784 à la mort du donateur.

⁽²⁾ B. M. 245 (236).

⁽³⁾ Louis IV donne au prieuré de Salonnnes un ensemble de biens, qu'il avait jadis concédés en bénéfice à son vassal Anfroï, soit douze manses à Salonnnes, un pont [sur la Petite Seille] et l'église de Vertignécourt (« cum ecclesia in Veternegiourte, in honore Stae Mariae dicata ») (950) (EDIT. Lauer, *Recueil des Actes de Louis IV*, p. 79, n^o XXXIV).

Le diplôme ne dit rien sur l'origine des biens donnés par Louis IV. Il est surprenant, au premier abord, qu'en 950 le roi de France ait possédé des biens en Lorraine pays rattaché depuis un quart de siècle au royaume de Germanie. Il est possible que ces biens aient fait partie du douaire d'Ogive, femme de Charles le Simple, et mère de Louis IV (Parisot, *R.L.C.*, p. 658). Quoiqu'il en soit, il est intéressant de noter que les Carolingiens ont possédé dans la région de la Petite-Seille un ensemble de biens, parmi lesquels on peut compter des manses à Salonnnes, une église à Vertignécourt et un domaine d'une étendue indéterminée à Brouch.

⁽⁴⁾ La preuve que le prieuré de Salonnnes possédait anciennement un domaine à Gerbécourt est fournie par une charte de 922 au cartulaire de Gorze (*Mett.*, II, n^o 91), par laquelle un certain Hildemannus cède à l'abbaye de Gorze un manse à Gerbécourt, enclavé dans les terres de St-Denis.

Le manse possédé à Gerbécourt par l'abbaye de Gorze à la suite de l'échange de 922 a dû échapper de bonne heure aux moines, car il n'en est pas question dans la charte d'Adalbéron I^{er} de 933. Quant au domaine possédé par le prieuré de Salonnnes à Gerbécourt, il n'a pu être acquis par l'abbaye de Gorze qu'après 945, puisque le diplôme confirmatif d'Otton de cette année n'en fait pas mention.

genre qu'a dû se constituer la seigneurie du Val de Vaxy ; mais, tandis qu'à Vertignécourt, Puttigny, Vaxy et Gerbécourt les abbés de Gorze parvinrent à consolider et à étendre leur seigneurie, pour des raisons qui nous échappent, ils ne purent sauvegarder l'ensemble de leurs droits sur la *potestas de Bruoch*, qui finit par leur échapper pour une bonne part, après avoir formé pendant quelque temps l'avancée la plus orientale de ce vaste groupe domanial.

Si le *predium* de Vertignécourt ne peut correspondre au vaste territoire de la future seigneurie du Val de Vaxy, dont il n'a été que le noyau primitif, on est en droit toutefois de se demander s'il n'existe pas un rapport très étroit entre ce *predium* et la *potestas de Bruoch*. Il est à noter, en effet, que le *predium* a été donné à l'abbaye de Gorze en 957 par Rambaud, futur comte de Mortagne, et que, d'autre part, la seigneurie de l'abbaye à Brouch a pour origine la donation que lui en fit avant 959 un comte Rambaud ; de là à penser que les deux domaines proviennent d'une seule et même donation et que la *potestas* faisait partie intégrante du *predium*, il n'y a qu'un pas. Toutefois, il serait imprudent de poursuivre le rapprochement jusque-là ; pour pouvoir rattacher Brouch à Vertignécourt, il faudrait que les deux domaines aient exactement la même origine, or les deux chartes de 957 et 984 laissent place au doute. Il n'est pas certain que le comte Rambaud, mentionné dans la charte de 984, soit l'auteur de la donation de 957 ⁽¹⁾ et d'autre part, rien n'indique que le *predium* de Vertignécourt hérité par Rambaud le Jeune de ses parents ⁽²⁾ soit un ancien *fiscus* royal, au même titre que Brouch. S'il en était ainsi et si ledit *predium* comprenait, entre autres dépendances, l'écart de Brouch, il serait surprenant que seuls les hommes de ce domaine aient songé à solliciter des moines de Gorze la concession d'un régime de faveur, auquel les autres tenanciers de Vertignécourt pouvaient également prétendre.

Sur la nature de ce régime et sur les circonstances qui ont amené l'abbé et les moines de Gorze à le concéder aux hommes du domaine de Brouch, l'exposé de la charte-censier fournit des renseignements

⁽¹⁾ On a vu plus haut en effet que Brouch a pu être donné à l'abbaye de Gorze par Rambaud l'Ancien, père de Rambaud le Jeune (p. 184)

⁽²⁾ En 957 Rambaud le Jeune donne « *predium meum . . . Vitreneicurtim dictum . . . in cunctis que dici vel nominari possunt ad ipsam curtum pertinentibus, tam de concessis a parentibus quam a me adquisitis . . .* » L'existence de biens du fisc royal dans la vallée de la Petite Scille et en particulier à Vertignécourt (voir p. 186, n. 3) donne quelque vraisemblance à l'hypothèse selon laquelle le *predium* possédé par les parents de Rambaud le Jeune à Vertignécourt avait pour origine une donation royale ; toutefois on ne peut étayer cette hypothèse d'aucun argument décisif.

si précis, qu'on s'explique mal certaines erreurs commises dans l'interprétation de ce document ⁽¹⁾. L'exposé présente les faits de la manière suivante : les hommes du domaine de Brouch, ancienne propriété royale, donnée à l'abbaye de Gorze par le comte Rambaud, viennent humblement demander à l'abbé qu'on leur applique le régime auquel ils étaient soumis, au temps où le domaine dépendait du fisc royal. L'abbé, après avoir pris l'avis des moines, estimant injuste d'aggraver les charges de ses tenanciers, fait droit à leur demande et les invite à « rapporter » les articles de leur ancien statut ; toutefois la charte précise que, dans le cas où il serait établi que les hommes ont fait un rapport inexact ou incomplet, la concession qui leur est accordée serait nulle de plein droit ⁽²⁾. De cet exposé on peut dégager quelques remarques qui intéressent à la fois le mode d'établissement des censiers et l'histoire du régime domanial.

Un point, qui dès l'abord paraît hors de doute, c'est que, au moment où fut rédigé l'acte par lequel le comte Rambaud donnait à l'abbaye de Gorze son domaine de Brouch, le donateur ne s'était pas soucié de joindre à cet acte l'inventaire du domaine cédé ; si cette précaution avait été prise, la procédure de la déclaration orale par les tenanciers, à laquelle on eut recours en 984, aurait été tout à fait inutile. Notons d'ailleurs en passant, à titre de simple indication, que les deux chartes de 957 et 958, par lesquelles Rambaud le jeune donne à l'abbaye de Gorze d'une part, à l'abbaye de St-Arnoul d'autre part, les domaines de Vertignécourt et de Morville, ne renferment aucune indication sur les charges auxquelles étaient soumis les tenanciers de ces deux domaines ; si un censier, indépendant de la charte de donation, a été annexé à celle-ci, ni dans un cas, ni dans l'autre, ce censier ne nous est parvenu.

(1) Klipffel, *Metz, cité épiscopale et impériale* p. 26, n. 1, voit dans la charte de 984 une « loi adoucie » accordée par l'abbé Ermenfroï aux hommes de Brouch, ce qui n'est pas tout à fait exact. Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 102, ayant commis une faute de lecture en transcrivant la copie du cartulaire (*non... indignum* au lieu de *nos... indignum*), conclut du texte que la charte aggravait les charges des tenanciers.

(2) « ... quod homines de potestate Bruoch... nos satis humiliter petierunt quatinus ipsi firmitatem privilegii (*sic*) nostra auctoritate roboraremus, secundum legem qua ipsi regi, donec ejus fiscus erat ac predicto Raimbaldo predecessorisque ipsius servierunt. Nos vero rem hujusmodi intime pieque considerantes, indignum nimis judicavimus nostro tempore majori eos quam antea gravari servitio. Unde collaudantibus ac suggerentibus cunctis fratribus nostris, quid servitii eatenus sub dominis secularibus ac sanctis predecessoris nostris, Agenaldo scilicet, Johanne, Odelberto agerent, ab ipsis placuit sciscitari ac deinceps in reliquam etatem id eis privilegium (*sic*) certissimum firmari ea lege atque conditione ut, si quis forte eos aliquid mentitos fore ac quicquam debiti servitii que celasse convinceret, predicta eorum postulatio funditus cassaretur ».

La rédaction de l'exposé laisse d'autre part supposer que, en l'absence d'un texte écrit, les tenanciers de Brouch avaient vu leur condition empirer ou tout au moins s'étaient senti assez menacés, pour qu'à un moment donné il leur parût désirable de se faire confirmer par un acte en bonne et due forme les articles de leur ancien statut. Toutefois, on notera que la demande des hommes de Brouch s'est produite très longtemps après que ce domaine avait été détaché du fisc royal ; des indications chronologiques de la charte on peut estimer, en effet, que l'entrée du domaine dans la famille des Rambaud est antérieure d'une cinquantaine d'années au moins à l'acte de 984 ⁽¹⁾. Si les hommes de Brouch ont attendu si longtemps pour solliciter la bienveillance des moines, c'est apparemment que, durant de nombreuses années, le régime de fait auquel ils étaient soumis différait assez peu de ce qui avait été jadis leur régime de droit. Dès lors, la démarche faite par eux auprès des moines de Gorze en 984 doit s'interpréter comme une réaction contre une aggravation de charges récente, obtenue par la prière ou par la force.

Enfin l'acte qui confirme aux hommes du domaine de Brouch leur statut traditionnel se présente comme une concession gracieuse et révocable, l'abbé se réservant le droit de revenir sur sa décision dans le cas où la déclaration orale faite par les tenanciers serait taxée d'inexactitude. Il en résulte que les articles du statut reconnu aux hommes de Brouch sont rédigés au futur et non au présent, comme il est de règle dans un censier ; c'est qu'en effet un censier constate un état de fait, tandis que la charte de 984 crée vraiment un état de droit nouveau ; elle constitue à proprement parler un privilège et c'est bien ainsi que l'a interprétée le scribe du cartulaire qui en a fait précéder la copie du titre « Privilegium de Broc ». A la réflexion une telle conception peut surprendre ; elle est, en effet, en contradiction avec le principe généralement admis au X^e siècle, selon lequel le changement de propriétaire n'entraîne aucune modification dans le statut des hommes du domaine. Ce principe, certaines chartes l'énoncent en propres termes ⁽²⁾ : d'autres l'admettent tacitement en s'incorporant ou en

⁽¹⁾ La donation de Brouch à l'abbaye de Gorze a eu lieu au plus tard en 959, de plus le domaine avant d'être cédé à Gorze était resté pendant plusieurs générations dans la famille des Rambaud, ainsi qu'il ressort de l'exposé de la charte.

⁽²⁾ Charte par laquelle Raoul donne à la mense conventuelle de St-Arnoul un alleu à Til (Marthille) (952) (ORIG. Mos., H. 84. — EDIT. H. M. B., III, pr., p. 68). Le donateur stipule que « servientes etiam utriusque sexus desuper commanentes sub ipso servitio quem nobis actenus persolverunt monachis præfati monasterii serviant ».

s'annexant le censier du domaine aliéné ⁽¹⁾ ; la charte de 984 elle-même paraît en respecter les tendances conservatrices, quand elle proclame qu'il est injuste d'imposer aux tenanciers des charges plus lourdes que par le passé. Si, contrairement à ce principe de droit coutumier, la charte concédée par l'abbé Ermenfroï revêt la forme d'un acte de privilège, il faut en chercher sans doute la raison dans ce fait que les hommes du domaine de Brouch, devenus les sujets de l'abbaye de Gorze depuis longtemps déjà, ont revendiqué le bénéfice de leur ancien statut à une époque où celui-ci pouvait être considéré par les moines comme frappé de prescription.

Il nous reste à signaler le terme curieux dont se sert le rédacteur de la charte, pour désigner l'acte concédé par les moines à leurs hommes de Brouch. On a déjà noté que le scribe du cartulaire a écrit en tête de la charte de 984 la rubrique « Privilegium de Broc ». Dans le texte même de la charte, ce terme de *privilegium* revient deux fois ; d'une part, il est dit que les hommes de Brouch sont venus demander aux moines de leur garantir par un acte écrit « leur privilège » conformément au statut ancien du domaine et, d'autre part, l'abbé et les moines déclarent accorder à leurs hommes « la présente charte à titre de privilège inattaquable ». Si l'emploi du terme *privilegium* dans le second passage ne soulève aucune objection, il n'en va pas de même dans le premier, dont la rédaction, singulièrement embarrassée, paraît distinguer de la charte elle-même un privilège ancien, dont cette charte ne serait que la confirmation. Si l'on se reporte à la copie du cartulaire, parfois éditée de manière incorrecte par d'Herbomez, on trouve sans peine la solution de cette difficulté ; en effet, le scribe qui a transcrit la charte de 984 a bien écrit *privilegium* (ou *privilegii*), mais sa copie a été révisée par un correcteur, qui dans les deux passages a modifié le mot de la copie de manière à obtenir *pulegium* (ou *pulegii*). Le mot *pulegium*, synonyme de *polyptychum*, déjà rencontré par nous dans un censier du début du X^e siècle ⁽²⁾, donne un sens excellent dans le passage controversé : les hommes de Brouch demandent qu'on leur délivre une charte leur garantissant le censier qui réglait jadis leurs obligations. Il est remarquable que le terme de *pulegium*, encore employé à la fin du X^e siècle, n'ait plus été compris du scribe du XII^e siècle, qui a restitué à sa place *privilegium*.

Le censier de Brouch, inséré dans la charte de l'abbé Ermenfroï, dont il forme le texte, énumère une série de charges, qui sont comprises

(¹) Voir dans la présente étude les censiers n^{os} 5, 11, 13, 16.

(²) Voir censier n^o 2 ; p. 104 et sq.

par le rédacteur sous le nom général de *servitium*, ce terme s'appliquant aussi bien aux redevances en argent et en nature qu'aux prestations en travail. Les différents articles du censier sont répartis en deux paragraphes nettement distincts et réservés, l'un aux prestations de toute nature qui sont exigées des hommes du domaine à titre personnel, l'autre aux charges qui pèsent sur les tenures domaniales (manse ou fraction de manse). Au regard des charges de la première catégorie ⁽¹⁾ les hommes de la *potestas* de Brouch se divisent en deux groupes bien distincts : les *mundiales* et les *sortales*. On sait que les *mundiales* sont des individus placés sous la protection (*mundium*) d'un seigneur, d'ordinaire un établissement religieux ⁽²⁾. En signe de la sujétion qui les lie à leur patron, St Gorgon, les *mundiales* de Brouch acquittent à l'abbaye de Gorze un cheavage annuel, qui s'élève à 6 deniers, mais, tandis que les chartes qui assujettissent un individu à l'autel d'un saint ne lui imposent en règle générale d'autre obligation que le paiement de la redevance *pro capite*, à Brouch le cheavage des *mundiales* se combine avec des prestations en travail. C'est ainsi que le *mundialis* doit battre une certaine quantité de céréales, mettre à la disposition du *dominus* un faucheur au temps des foins ⁽³⁾, cependant que sa femme doit fournir deux journées de travail, l'une à la fauchaison, l'autre à la moisson ⁽⁴⁾.

Si telles sont les charges inscrites au compte des *mundiales*, il se pose à propos de ceux-ci un certain nombre de problèmes, auxquels la rédaction très succincte du censier n'apporte que des solutions incertaines. En ce qui concerne l'origine des *mundiales* de Brouch, on peut se demander si ceux-ci sont les descendants d'individus qui jadis se seraient placés sous le *mundium* du comte Rambaud ou de ses ancêtres, ou s'il s'agit d'individus qui, postérieurement à l'acquisition de Brouch par l'abbaye de Gorze, auraient recherché la protection de son saint patron. Si l'on songe qu'un temps assez long s'est écoulé entre la rédac-

⁽¹⁾ Unusquisque mundialium debet :

VI den. festo Sti Remigii etiam si libere sit filius,

in anno III placita observabit,

infra potestatem triturbabit duo modia avene et unum parati,

falcem unam in prato mittet

Femina unum diem in prato et unum faciet n agro.

Sortalis II falces mittet in prato.

⁽²⁾ Voir p. 150 et sq.

⁽³⁾ « Falcem unam in prato mittet ». Le mot *falx* désigne probablement la journée de travail d'un faucheur.

⁽⁴⁾ Le mot « femina » peut désigner, soit la femme du *mundialis*, soit toute femme placée sous le *mundium* de l'abbaye.

tion de la charte-censier et la donation faite par Rambaud, on se rendra compte que cette dernière hypothèse n'est nullement exclue ; par suite, on ne saurait faire état du censier de Brouch pour élucider la question controversée de savoir si les seigneurs laïques ont, à l'instar des établissements religieux, étendu leur *mundium* sur des individus en quête de protection, ou si, au contraire, la classe des *mundiales* s'est exclusivement développée dans le cadre des seigneuries ecclésiastiques ⁽¹⁾. En ce qui concerne le domicile des *mundiales*, même imprécision de la part du censier, qui ne permet pas de décider si ceux-ci se groupaient sur la *potestas* de Brouch ou s'ils vivaient dispersés en dehors des limites de son territoire : toutefois, le soin que prend le rédacteur à rappeler l'obligation pour les *mundiales* d'assister aux plaids annuels de la seigneurie, rend plus vraisemblable la seconde hypothèse. Il est possible qu'à Brouch de petits propriétaires, jouissant de la liberté personnelle, soient entrés sous le *mundium* de l'abbaye et aient vu leur alleu englobé dans la *potestas* de l'abbaye ⁽²⁾, mais ce devait être un cas exceptionnel. Quoiqu'il en soit d'ailleurs, il reste acquis qu'au moment où fut rédigé le censier de Brouch, les *mundiales* dépendant de cette seigneurie n'étaient pas pourvus de terre par les soins de l'abbaye qui étendait sur eux sa protection ; la différence, établie par le rédacteur entre le *mundialis* et le *sortalis* ou tenancier, suffirait à prouver qu'en 984 les *mundiales* rattachés à la *potestas* de Brouch étaient soumis à l'abbaye en vertu d'une sujétion strictement personnelle ⁽³⁾. Enfin,

(1) Selon Waitz, *D. VG.*, V (2^e édit.), p. 246, n. 2, les *censuales* (ou *mundiales*) dépendant de seigneurs laïques auraient été fort peu nombreux. Cette opinion est très vraisemblable ; les « protégés » des seigneurs laïques se sont liés à ceux-ci par le vasselage, cependant que les églises recueillaient sous leur *mundium*, soit des *mancipia* affranchis par leur ancien maître, soit des êtres faibles et sans défense, incapables de s'engager dans les liens du vasselage (en particulier des femmes).

(2) C'était le cas, comme on le verra plus loin, pour un certain nombre des *mundiales* dépendant de la seigneurie de l'abbaye St-Arnoul à Morville-sur-Nied (voir l'étude consacrée au censier n^o 8).

(3) Dans le paragraphe qui énumère les charges personnelles incombant aux hommes de Brouch (p. 191, n. 1), on serait tenté de comprendre que le terme *mundialis* désigne le protégé au sens propre du mot et que le mot *sortalis* s'applique au protégé, qui est pourvu d'une tenure par l'abbaye. Mais si l'on admettait cette interprétation, on aboutirait à cette conséquence que le *mundialis* pourvu d'une tenure acquittait des prestations en travail plus fortes que le *mundialis* sans tenure, ce qui est invraisemblable. Il est constant, en effet, que les *censuales* acquittent des prestations moins élevées quand ils ont leur domicile sur la *potestas* à laquelle ils sont rattachés ; il arrive même que dans ce dernier cas ils soient exempts de chevage (Voir la charte de fondation du prieuré de Bainville-aux-Miroirs de 957, connue seulement par l'édition défectueuse de la *Gallia christiana*, XIII, instr., col. 455 ; une notice de donation du comte de Bar,

en ce qui concerne le statut des *mundiales*, la charte de 984 laisse pressentir les menaces dirigées dès la fin du X^e siècle contre leurs privilèges traditionnels. On a déjà signalé que le censier met à la charge des *mundiales* de Brouch un certain nombre de journées de travail, qui représentent des innovations au regard de leur statut primitif ; on notera dans le même ordre d'idées la préoccupation chez les mêmes *mundiales* de limiter l'arbitraire de leur seigneur. C'est ainsi qu'aux termes du censier la corvée de battage des céréales n'est exigible que dans les limites de la *potestas*, preuve évidente que l'abbaye de Gorze utilisait volontiers la main-d'œuvre fournie par les *mundiales* pour les besoins de l'exploitation domaniale dans une seigneurie plus ou moins lointaine.

A la différence des *mundiales*, qu'un lien de sujétion purement personnelle rattache à l'abbaye, les *sortales* comprennent l'ensemble des individus qui cultivent les terres du domaine et qui pour la plupart sont établis dans les limites de son territoire. Au *sortalis* de Brouch incombent deux sortes de charges, les unes sont calculées selon la tradition par unité de tenure (manse ou fraction de manse) ⁽¹⁾, d'autres, qui se réduisent à l'obligation de fournir deux faucheurs au temps des foins, frappent l'individu, quelle que soit la fraction de manse qu'il

Thierry 1^{er}, de 1006 à l'abbaye de St-Mihiel dans *Mett.*, VI, n^o 32 et une charte conservée au Petit Cartulaire de St-Arnoul ; Bibl. munic. de Metz, Ms 64, p. 109, par laquelle en 1112 une dame noble Cunégonde donne à l'abbaye de St-Arnoul une femme de sa *familia* sous la réserve que « si heres de ea gigneretur, si terram teneret, liber esset a censu, sin autem, ubicumque maneret, V den. Sto Arnulpho persolveret »).

(1) Le total des tenures est évalué par la charte-censier à 21 manses trois quarts, dont le *servitium* est fixé de la manière suivante :

Aut XV dies ante festum Sti Remigii aut XV postea	}	mansus vehet VIII modia parati;	
?		mansus et dimidius vehet carradam vini et, si preceptum fuerit, unam vendent;	
?		si domus indominicata aut horreum destructum fuerit, cum carpentario nostro ipsi restaurabunt;	
Post Natale Domini		mansus quisque debet VIII den. de oblationibus;	
In Pascha		 id. pullos II et ova XV;	
In maio		integer mansus debet II carradas lignorum;	
?		mansus quisque duas perticas faciet de peitura;	
Festo Sti Johannis		mansus solvit manipulos CC harundinis;	
?		quidquid creverit in ancingis et croadis totum triturabunt.	

Certaines tenures sont soumises à un régime spécial ; un demi-manse est dégagé de toute charge, réserve faite de l'obligation de cultiver une ansange ; 7 manses doivent à Pâques 4 poulets et 30 œufs au lieu de 2 poulets et 15 œufs.

exploite ⁽¹⁾. Ainsi, bien que le terme de *sortalis* paraisse au premier abord désigner l'exploitant du manse, puisque le mot *sors* s'entend d'ordinaire des terres entrant dans la constitution de cette unité de tenure ⁽²⁾, il n'est pas douteux que dans le passage en question il s'applique à tout tenancier de l'abbaye qui exploite une parcelle de manse, quelle que soit l'étendue de celle-ci. Le mot traduisant une relation d'ordre économique ne peut nous renseigner sur la condition juridique des individus qui cultivaient les terres de l'abbaye à Brouch ; ceux-ci se répartissaient-ils en plusieurs classes sociales distinctes, ou, au contraire, confondus dès ce moment en une même classe, étaient-ils également frappés des mêmes tares serviles, c'est ce qu'on ne saurait décider. Tout ce que la charte-censier laisse entrevoir, c'est, d'une part, la tendance à confondre les *mundiales* et les *sortales* sous le terme d'*homines* qui met en relief la sujétion des uns et des autres à l'égard de leur *dominus* ⁽³⁾, et, d'autre part, le discrédit qui dès ce moment s'attachait au chevage. Si le censier insiste sur l'obligation qui incombe à tous les *mundiales* d'acquitter le chevage, même quand ils sont nés d'une mère libre, c'est la preuve que dès ce moment un préjugé défavorable frappait le chevage, acquitté désormais par des individus de plus en plus nombreux et marqués de plus en plus de la tare servile ⁽⁴⁾. Il est possible que dès 984 les *sortales* de Brouch, ou du moins certains d'entre eux aient été soumis au chevage ; si le censier ne fixe, en ce qui les concerne, ni le taux, ni les modalités de paiement de cette redevance, il ne faut en accuser que le parti pris chez le rédacteur de noter exclusivement les articles qui constituaient une innovation au regard de la coutume ou qui apportaient à son sujet des précisions indispensables.

Il s'en faut de beaucoup, en effet, que le censier nous offre un inventaire détaillé du domaine de Brouch et une énumération complète des redevances et services exigés des tenanciers. Qu'il passe sous silence

⁽¹⁾ Voir p. 191, n. 1 : « *Sortalis II falces mittet in prato* ». Il faut probablement comprendre que le *sortalis* doit mettre à la disposition du *dominus* soit deux faucheurs pendant un jour, soit un faucheur pendant deux jours consécutifs.

⁽²⁾ Voir *Mett.*, II, n^{os} 59, 69, 88 et 90 ainsi que le diplôme du 23 novembre 875 par lequel Louis le Germanique restitue à l'abbaye St-Arnoul : « *capellam ex villa Rumiliaco (Rémilly). ..cum omni sua integritate..., scilicet ecclesiis, mansis cum sortibus, terris, pratis...* » (B. M. 1515 (1473)) et une charte de 828 par laquelle l'évêque de Toul Frothaire donne à l'abbaye de St-Evre « et mansum Sti Maximini (St-Mesmin, faubourg de Toul) cum sorte ejus... » (charte connue seulement par des éditions anciennes, dont celle de la *Gallia christiana*, XIII, instr., col. 447).

⁽³⁾ Sur l'emploi du mot *homo* pour marquer ce rapport d'étroite sujétion, voir Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles*, p. 89-90.

⁽⁴⁾ Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles*, p. 93 et sq.

la réserve, on ne saurait s'en étonner, puisqu'il n'entraîne pas dans les intentions du rédacteur d'en donner la composition ; s'il fournit quelques renseignements à ce sujet, ce ne peut être que par voie d'allusion ⁽¹⁾. En revanche, que de lacunes surprenantes dans le tableau des charges réelles du manse, ordonné par ordre chronologique en prenant pour point de départ le terme de la St-Remy ! Rien sur les travaux agricoles les plus importants, labourage ⁽²⁾ et moisson ; rien sur la fauchaison qui, à prendre le texte du censier à la lettre, serait assurée par les seuls *mundiales*, alors que, selon toute vraisemblance, ceux-ci fournissent seulement une main-d'œuvre d'appoint ; rien sur les conditions dans lesquelles sont exploitées les ansanges, lots de terre labourable, détachés de la réserve et confiés aux tenanciers à charge pour eux de les mettre en culture ⁽³⁾. Mais il y a plus ; le censier connaît trois sortes de tenures : le manse (*mansus* ou *mansus integer*), le demi-manse (*dimidius mansus*) et le quart de manse (*quarta mansi*) ; dans ces conditions on serait en droit d'attendre du rédacteur, soit trois tableaux fixant pour chacune des trois sortes de tenures les charges qui lui sont propres, soit tout au moins l'indication du rapport admis entre les charges du manse et celles des tenures fractionnaires ; or, il n'en est rien. En ce qui concerne les redevances en argent ou en nature, il arrive que le chiffre de la redevance imposée au manse soit divisible par deux ou par quatre ⁽⁴⁾, on obtient ainsi pour la fraction de manse correspondante une valeur *théorique*, dont on ne peut affirmer d'ailleurs qu'elle ait été admise dans la pratique ; dans d'autres cas le fractionnement de la redevance est mathématiquement impossible ⁽⁵⁾. S'agit-il des travaux exécutés par les tenanciers, la difficulté est au moins aussi grande, puisque le principe du fractionnement est inapplicable dans la plupart des cas. Parmi ces travaux, les uns sont répartis entre tous les manses du domaine dans des conditions telles que chaque manse doit exécuter une tâche bien définie, par exemple voiturier sur un parcours donné une quantité de céréales très exactement mesurée. Le fait que dans un cas de cette

(1) Le censier mentionne incidemment une maison, un bâtiment pour engranger les récoltes (*horreum*), des terres labourables (*croadae* et *ancingae*), un pré.

(2) Si le censier ne précise pas dans quelles conditions doit s'exécuter la corvée de labourage, en revanche il indique la quantité de pain et de malt à distribuer aux hommes de corvée pour chacun des labourages.

(3) Voir E. Perrin, *De la condition des terres dites ancingae* ; *Mélanges Lot*, p. 619 et sq.

(4) C'est le cas pour la redevance des *oblaciones* (8 deniers) et pour la fourniture de roseaux (200 bottillons).

(5) Ainsi pour la fourniture de poulets, d'œufs et probablement aussi pour la fourniture du bois, car il ne semble pas que la charretée de bois soit jamais fractionnée.

sorte, celui d'un charroi de vin, l'unité d'imposition est, non pas le manse, mais le manse et demi, autorise à penser que les tenures fractionnaires pouvaient s'associer pour l'exécution de la prestation requise, chacune d'elles collaborant à l'œuvre commune de l'équipe selon son étendue ; toutefois, les modalités de cette collaboration, difficiles à régler dans la pratique, ne sont pas précisées par le censier. Il est enfin d'autres travaux qui n'admettent pas la constitution d'équipes, mais qui sont exécutés en commun par tous les tenanciers, ainsi les travaux de réfection de la maison seigneuriale, le battage et le labourage, la moisson et la fauchaison ; il est possible que, dans ce cas, les différentes tenures fournissent chacune le même nombre de travailleurs, ceux-ci restant à la disposition du *dominus* jusqu'à l'achèvement total du travail. Toutefois nous en sommes réduits à cet égard aux hypothèses, le censier se contentant d'énoncer les charges du manse sans entrer dans le détail des fractions de manse.

Des lacunes de cet ordre sont de règle dans tous les censiers ; les censiers généraux établis sur l'ordre d'un grand propriétaire et dans son propre intérêt sont loin de donner un tableau intégral de l'ensemble des droits auxquels celui-ci pouvait légitimement prétendre ; à plus forte raison ne doit-on pas s'étonner de rencontrer de pareilles lacunes dans une charte-censier, rédigée comme celle de Brouch, à la demande des hommes du domaine. De toute évidence, ceux-ci ont tenu à faire spécifier les prestations qui pouvaient donner lieu à contestation, de manière à se garantir contre les exigences de l'abbé de Gorze ou de ses agents. Bien que la charte-censier de 984 soit radicalement différente d'une charte de franchise, les procédés de rédaction dont elle use sont ceux-là mêmes qu'on retrouvera deux siècles plus tard dans les chartes d'affranchissement : le rédacteur néglige de déterminer dans tous ses détails le statut concédé ; il précise les points contestés et pour le reste il s'en remet à la tradition du soin de fixer le régime en vigueur.

III. — Censier des domaines du Wormsgau⁽¹⁾ (Censier n° 7)

Censier général du troisième quart du X^e siècle, inséré sous forme de fragment dans une fausse charte de la première moitié du XII^e siècle et datée de 766.

766, 25 mai. — Metz (Faux).

Chrodegang, évêque de Metz, faisant don à l'abbaye de Gorze des

(¹) Sur les limites du *pagus Wormacensis* ou Wormsgau voir la carte de Fabricius, *Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz*, VI, Karte 1 (*Der Nahegau und der Wormsgau vom 8.—12. Jahrhundert*).

domaines de Pfeddersheim, Flomersheim et Eisenberg, insère dans la charte de donation le censier des biens cédés et précise quelques articles du droit coutumier en vigueur dans ces domaines.

COP. B. Cartulaire de l'abbaye de Gorze du XII^e siècle, Bibl. munic. de Metz, Ms 826, p. 18-21 ⁽¹⁾.

EDIT. a. Meurisse, *Histoire des évêques de Metz*, p. 186, sans indication d'origine. — b. Chiflet, *Vindiciae hispanicae*, dans *Opera politico-historica*, I, p. 455 (fragments), d'après B. — c. Duchesne (François), *Histoire des chanceliers de France*, p. 47 (fragments), d'après B. — d¹. D. Calmet, *Histoire de Lorraine* (1^e édit.), I, pr., col. 281, probablement d'après B. — d². *Ibidem* (2^e édit.), II, pr., col. 105, probablement d'après B ⁽²⁾. — e. *Gallia christiana*, XIII, instr., col. 372, d'après B. — f. Sauerland, *Die Immunität von Metz*, Beilagen, X, p. 152, d'après B. — g. *Cartulaire de l'abbaye de Gorze*, édition d'Herbomez. *Metensia*, II, p. 24, n° 11, d'après B ⁽³⁾. — h. *Urkundenbuch der Stadt Pfeddersheim*, édition Bonin, p. 1, n° 4, d'après B.

ANAL. Sauerland, *op. cit.*, p. 86 et p. 105 (avec de légères inexactitudes dans l'interprétation ⁽⁴⁾).

INDIQ. Bréquigny, *Table chronologique des diplômes, chartes*, I, p. 103, sous la date : 765, 25 mai. — Wauters, *Table chronologique*,

(1) Le correcteur qui a révisé les copies du cartulaire a corrigé plusieurs fautes du scribe de première main ; les corrections les plus intéressantes concernent les passages suivants que nous indiquons d'après la pagination de l'édition d'Herbomez (*Mett.*, II, n° 11).

Page 25 : « ad VII[I mansos] de terra arabili... ». Les lettres entre crochets sont de la main du correcteur et ont été écrites sur un emplacement gratté.

Page 26 : « duos f[orastarios] ad custodiendos... ». Même observation que pour le passage précédent.

Le correcteur n'a pas relevé toutes les fautes du scribe de première main ; celui-ci dans la transcription des noms de lieu germaniques en *heim* ou *hem* écrit régulièrement *hei* ou *he*, négligeant de résoudre l'abréviation de l'original.

(2) La seconde édition reproduit le texte de la première, mais renferme en outre quelques notes explicatives de D. Calmet.

(3) L'édition d'Herbomez reproduit fidèlement le texte du cartulaire. L'éditeur aurait dû restituer la lettre finale des noms de lieu en *heim* et imprimer : Dagolbesheim, Flamersheim ou Flamershem.

On apportera à l'édition d'Herbomez les corrections suivantes : p. 25, lire « in Hostoven. Buodo dimidium... » ; p. 26, « vineas quoque sepire, quod vulgo dicitur *manverc*, arare... » ; p. 26, « torcular verrere et aquare, angariam usque ad flumen Sare... »

(4) Sauerland reproduit souvent de manière inexacte les chiffres qui figurent dans la charte.

I, p. 87, sous la date : 765, 25 mai. — Döring, *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bistums Metz*, p. 32. — Dopsch, *Die Herausgabe von Quellen zur Agrargeschichte des Mittelalters, ein Arbeitsprogramm ; Deutsche Geschichtsblätter*, VI (1905), p. 164. — Fabricius, *Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz*, VI, p. 217, n. 1.

La charte de l'évêque Chrodegang qui concède à l'abbaye de Gorze les domaines de Pfeddersheim, Flomersheim et Eisenberg, situés dans le *pagus* de Worms ⁽¹⁾, bien que suspectée par plusieurs auteurs ⁽²⁾, n'a encore fait l'objet d'aucun examen critique approfondi ; il convient de suppléer à cette lacune, avant d'entreprendre l'étude du censier qui est entré dans la composition de cette charte de donation.

Contre l'authenticité de cet acte on peut faire valoir deux sortes d'arguments : les uns font état des contradictions chronologiques et des anachronismes qui s'y rencontrent, les autres des maladresses que révèle l'agencement des différentes parties qui forment la teneur de la charte.

La charte de Chrodegang est datée du 25^e jour de mai de la 15^e année du règne de Pépin I^{er} ; le scribe du cartulaire, fidèle à une pratique déjà signalée ⁽³⁾, a interprété et développé le dernier de ces éléments chronologiques et, calculant de manière incorrecte le point de départ des années du règne de Pépin, il a attribué à la charte qu'il transcrivait la date de 765. Rectification faite, c'est au 25 mai 766 que se place la donation de Chrodegang, soit à une date postérieure de deux mois à la mort de cet évêque ⁽⁴⁾. On pourrait, il est vrai, pour tenter de sauver l'authenticité de la charte, supposer que le scribe a commis une erreur de copie et que l'original, dans l'énoncé des années du règne de Pépin, portait un chiffre inférieur à XV ; mais cette tentative de sauvetage désespéré n'aurait aucune chance de succès, puisque le faussaire a eu, par ailleurs, la malencontreuse idée de faire figurer, parmi les signataires de la charte, Griphon, demi-frère de Pépin, mort dès 753.

(1) Pour l'intelligence de l'étude qui va suivre, on voudra bien se reporter à la carte de France et des frontières au 200 000^e (feuille Mayence).

(2) C'est le cas pour Sauerland, Döring, d'Herbomez, Dopsch, Fabricius et Bonin ; on peut à ces auteurs ajouter Marichal, *Remarques sur le Cartulaire de Gorze*, p. 18 et Reumont, *J. G. L. G.*, XIV (1902), p. 288.

(3) Voir plus haut p. 173 et p. 181.

(4) Marichal, *Remarques, Mett*, III, p. 18.

La charte emploie en outre des termes ou fait allusion à des institutions qui font figure d'anachronismes dans un acte du VIII^e siècle. On ne rencontre pas moins de quatre mots germaniques qui ont valeur de gloses ⁽¹⁾ et qui, pour cette raison, pourraient à la rigueur être considérés comme des notes interlinéaires, introduites après coup dans l'original et fondues dans le texte de la charte par le scribe du cartulaire ; mais une telle explication ne peut justifier la présence dans la charte de passages nombreux et assez étendus qui supposent des institutions nettement postérieures au VIII^e siècle. Les *placita non jussa*, qui se tiennent trois fois par an à Flomersheim et auxquels sont tenus

(1) Ce sont d'abord les trois mots imprimés en italique par d'Herbomez : *mannwerc*, *asthelblinc*, *herdocso*.

Le mot *asthelblinc* désigne, dans la fausse charte, une redevance de 14 deniers, payée chaque deux ans par les manses de Flomersheim au moulin de Pfeddersheim. Dans ce mot le second élément (*helblinc*) est connu, c'est l'obole ou moitié (*halb*) du denier (pfennig). Quant au premier élément *ast*, nous n'avons pu en déterminer le sens.

Le mot *mannwerc*, écrit aussi parfois *manewerc* ou *mannwerc*, désigne, à l'origine, une mesure de superficie pour les vignes ; le *mannwerc* correspond pour le sens et l'étymologie à l'*hommée*, d'un emploi courant dans la Lorraine de langue française. Puis le mot *mannwerc* a été réservé à des lots de vigne, prélevés sur la réserve, d'une contenance d'une hommée et remis aux tenanciers à charge d'en assurer la culture. L'évolution du mot est donc analogue à celle du mot *ancinga*, qui, désignant à l'origine une mesure de terre arable, a fini par s'appliquer à un lot-corvée d'une superficie égale à celle de cette mesure (voir sur l'*ancinga*, p. 195). Pour l'histoire du mot *mannwerc* on trouvera plusieurs chartes intéressantes dans Lamprecht, *D. WL.*, III, Wortregister, v^o *Manewerc* ; voir aussi Beyer, *MR. UB.*, I, n^o 326 et 484, et *Mett.*, II, n^o 154. L'histoire du *mannwerc* dans la région mosellane a été esquissée par Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 409, mais les affirmations de cet auteur sont souvent contestables.

Quant à *herdocso*, la charte applique ce terme au bœuf (*ocso*) ou à la redevance en argent de valeur correspondante acquittée à titre de droit de mainmorte par tout individu qui, à Flomersheim, cultive un manse ou une *acla* appartenant à l'abbaye. C'est un droit de mainmorte réelle, qui correspond à la redevance appelée *hertrecht* dans une charte alsacienne de 1282 (Schöpflin, *Alsatia diplomatica*, II, p. 24). Dans les deux cas, la redevance est payée au décès de tout individu qui a son foyer (*herd*) dans les limites de la seigneurie, même s'il n'est pas l'homme du seigneur. De même, au XII^e siècle, les hommes habitant les seigneuries dépendant de l'abbaye de Bouzonville acquittaient le droit de meilleur catel à un double titre : les sujets de l'abbaye (*indigenae*) le payaient *capitali jure*, les étrangers (*advenae*) *aralicio jure* (voir plus loin, p. 472, n. 3).

Le quatrième terme germanique de la charte se rencontre dans le passage : « Si quis vendiderit aut cambiverit jugerum de terra que dicitur Zimsta... » (*Mett.*, II, p. 26). Il n'est pas certain que *zimsta* soit un nom de lieu, comme le suggère d'Herbomez (*Mett.*, II, p. 395), et cela d'autant moins que la lecture adoptée par d'Herbomez est sujette à caution. Vérification faite sur la copie du cartulaire, on peut lire *zinista* ; on songe à une terre tenue à cens (*zins*), toutefois le mot n'est signalé dans aucun glossaire germanique.

d'assister les *mundiliones* ⁽¹⁾ de l'abbaye, domiciliés dans toute l'étendue du pays de Worms ⁽²⁾, ne sont pas des plaids publics présidés par le comte, mais bien des plaids seigneuriaux ; sans vouloir déterminer d'une manière précise la date d'apparition de ceux-ci, il semble bien qu'ils procèdent par imitation des trois plaids annuels obligatoires tenus par le comte carolingien, dont l'institution ne remonte pas au delà des premières années du IX^e siècle ⁽³⁾. D'ailleurs la mention des *mundiliones*, hommes libres ou affranchis placés sous le *mundium* d'un grand propriétaire, en la circonstance l'abbé de Gorze, les attributions de justice ou de police dévolues par la charte à l'avoué, le partage des profits de l'administration seigneuriale entre celui-ci et l'abbé, l'exercice du droit de ban, tant sur le territoire du domaine de Flomersheim qu'à l'intérieur d'une forêt voisine d'Eisenberg, ce sont là autant d'indices qui permettent d'attribuer au faux une date qui ne peut être antérieure au X^e siècle.

Pour achever de discréditer la charte de 766, il n'est que de découvrir l'acte qui a inspiré le faussaire dans l'exécution de son travail ; ce n'est point chose malaisée. Le protocole initial, l'exposé et le protocole final sont calqués en effet sur une charte de 755, par laquelle l'évêque Chrodegang donne à l'abbaye de Gorze l'église de Pfeddersheim et les dîmes de cette paroisse ; aux formules du modèle le faussaire n'a fait subir que de très légères retouches ⁽⁴⁾. Dans le protocole initial, soucieux de relever le prestige de l'auteur de l'acte, il n'hésite pas à faire de Chrodegang un neveu de Pépin ⁽⁵⁾, conformément à une tradition qui

(1) Sur les *mundiliones*, voir p. 149 et sq.

(2) « De omnibus mundilionibus, quos in Wormacensi regione damus... ». Il est probable que le mot *regio* ne s'applique pas ici au *pagus Wormacensis* proprement dit, mais à la région voisine de Worms sans qu'on puisse fixer à cette région des limites précises.

(3) La réforme de Charlemagne, qui a réduit à trois par an le nombre des plaids généraux, auxquels étaient tenus d'assister sans convocation spéciale les hommes libres du comté (*placita non jussa*), paraît bien être en relation avec l'institution des *scabini*, substitués aux *rachimburgi* de l'époque mérovingienne dans les dernières années du VIII^e ou les premières années du IX^e siècle. La date la plus ancienne qui ait été proposée pour cette réforme de Charlemagne est 769, mais le capitulaire invoqué est faux (Lot, *Le premier capitulaire de Charlemagne* ; *Annuaire de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes*, 1924-25, p. 7-13).

(4) Voir cette charte dans *Mett.*, II, n^o 2. Réserve faite de quelques interpolations possibles, il n'y a pas de raisons sérieuses pour en suspecter l'authenticité, comme le fait d'Herbomez (*Mett.*, II, p. 373).

(5) « Ego Chrodegangus una cum voluntate illustrissimi viri Pipini senioris, incliti Francorum regis, avunculi mei... ».

n'est pas antérieure au X^e siècle ⁽¹⁾, et à le décorer du titre d'archevêque; or, bien que ce titre ait été conféré par le pape Etienne II en 754 à Chrodegang, il ne figure jamais dans la suscription des chartes véridiques émanées de la chancellerie de cet évêque. En ce qui concerne la datation qui a été rejetée à la fin de l'acte, c'est bien la charte de 755 qui a servi de modèle; mais, si la date de mois a été reproduite telle quelle, l'année de règne de Pépin a été augmentée de onze unités. A la clause pénale, menaçant de la colère divine les évêques de Metz, qui ne respecteraient pas la donation faite par leur prédécesseur à l'abbaye de Gorze, le faussaire a joint une autre clause qui prévoit le paiement d'une amende à partager entre l'abbaye et son avoué ⁽²⁾. Enfin sur les vingt et un signataires de la fausse charte, il en est quinze, dont le nom se retrouve tel quel, sauf de légères variantes de graphie, dans la charte de 755. Parmi les six autres, il en est deux, Griphon le demi-frère et Charles le fils de Pépin, qui ont été inspirés au faussaire par des souvenirs historiques; un troisième, Grimaud, a probablement été emprunté à une charte de 768-69 transcrite au cartulaire du XII^e siècle ⁽³⁾; enfin deux autres signataires, Azon et l'avoué Amédée, figurent dans une charte de l'abbé Odelbert de 977 ⁽⁴⁾; dans le second de ces personnages on n'hésitera pas à reconnaître, soit le comte du palais épiscopal de Metz, soit son fils et homonyme, avoué de l'abbaye de Gorze ⁽⁵⁾. Seuls, un des signataires (Ulradus) et le rédacteur de la charte (Adeodatus), n'ont pu être identifiés.

Si la charte de 755 a fourni à la fausse charte de 766 son double protocole, il nous faut maintenant dépister les modèles dont le faussaire s'est inspiré pour rédiger le dispositif de l'acte. Comme celui-ci a pour objet la donation à l'abbaye de Gorze des domaines de Pfeddersheim, Flomersheim et Eisenberg, le texte est logiquement ordonné en trois chapitres, correspondant chacun à l'un de ces trois domaines. A l'analyse, chacun de ces trois chapitres révèle une certaine complexité; il ne comprend pas moins de trois paragraphes, qui se correspondent parfaitement d'un chapitre à l'autre et qui comprennent: une formule

⁽¹⁾ Le texte le plus ancien qui fasse mention de cette tradition est la *Vita Chrodegangi*, cap. 7 (*M. G. H.*, SS., X, p. 556), qui a été composée entre 933 et 987; cette œuvre fait de la mère de Chrodegang la propre sœur de Pépin.

⁽²⁾ Ces clauses comminatoires ont été rejetées à la fin de l'acte entre les *signa* des témoins et la souscription du rédacteur de la charte.

⁽³⁾ *Metz.*, II, n^o 12. Dans cette charte le nom du signataire Grimaldus est suivi du titre d'*abbas*, qu'il ne porte pas dans la fausse charte de 766.

⁽⁴⁾ *Metz.*, II, n^o 114.

⁽⁵⁾ Sur ces deux personnages, voir Châtelain, *J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 290.

de donation, un censier du domaine concédé et un fragment de coutumier, qui précise certains des droits exercés par l'abbé de Gorze sur les hommes de ce domaine ⁽¹⁾. A l'intérieur d'un même chapitre, les paragraphes diffèrent autant par leur rédaction que par leur contenu. Le censier, comme il est de règle, emploie uniquement le présent de l'indicatif, alors que le coutumier, affectant une forme impérative, use de préférence du futur et du présent du subjonctif. De plus on relève entre les paragraphes de deux chapitres différents des contradictions flagrantes. Si l'on s'en rapporte au censier du chap. 2, c'est au centre administratif de Flomersheim, que sont rattachés sans exception les *mundiliones* dispersés à travers tout le pays de Worms ; c'est à cette cour qu'ils doivent se rendre trois fois par an pour assister aux plaids généraux et c'est le *ministerialis* et l'avoué de cette cour qui doivent contraindre les récalcitrants ⁽²⁾. Au contraire, d'après le coutumier du chap. 1, c'est au *ministerialis* de Pfeddersheim et à l'avoué qu'il appartient d'exiger satisfaction du *mundilio* qui ne remplit pas ses obligations vis-à-vis de l'abbaye ⁽³⁾. Cette dernière disposition suppose que les *mundiliones* du pays de Worms dépendent, en totalité ou en partie, de la cour de Pfeddersheim et la contradiction entre les deux chapitres ne peut se résoudre que si censier et coutumier se placent sur deux plans chronologiques différents. Si nous ajoutons que le rédacteur de la charte de 766 a jugé bon d'introduire dans le censier de Flomersheim une glose, qui applique le terme de *manverc* à des lots de vigne englobés par le censier dans les *ancingae* ⁽⁴⁾, nous arri-

(1) Voir les tableaux des pages 221 et sq., où nous avons mis en parallèle les éléments qui entrent dans la composition des trois chapitres.

(2) « De omnibus mundilionibus, quos in Warmacensi (sic) regione damus, veniunt V solidi et VIII denarii in missa Sti Martini et in anno tria placita non jussa in Flamersheim curte requirunt ; si neglexerint, advocatus et ministerialis ad eorum domus ibunt et constringent ». La première partie de cet article jusqu'à « requirunt » est certainement empruntée au censier ; il est possible que la seconde partie soit étrangère au censier, mais il importe peu ; ce qu'il faut retenir c'est que, pour le rédacteur du censier tous les *mundiliones* du pays de Worms doivent comparaître aux plaids de Flomersheim.

(3) « Et si quis mundilionus Sti Gorgonii de rectitudine sua quicquam facere noluerit, ab advocato et ministeriali in cippum proiciatur et sic justificare cogatur ».

(4) Comme on l'a indiqué plus haut, il faut corriger le texte de l'édition d'Herbomez et lire : « curtim sepire, vineas quoque sepire, quod vulgo dicitur manverc ; arare, semina de Isimbure adducere, metere et in horreum ducere... (au lieu de : vineas quoque sepire ; quod vulgo dicitur manverc arare...) ». Comme les *mannwer*c sont des vignes, on ne peut comprendre que les travaux de labourage et de moisson s'appliquent à ces lots de terre, comme le laisserait supposer le texte de l'édition d'Herbomez ;

verons à cette conclusion que le faussaire a utilisé des documents d'origine et de date différentes et qui étaient assez éloignés de lui dans le temps pour qu'il crût nécessaire d'en gloser certains termes.

Si l'on veut dater le faux, il est indispensable de soumettre à une étude attentive les trois catégories de documents qui constituent le dispositif de la charte ; auparavant, il n'est pas inutile de mettre sous les yeux du lecteur, en guise d'introduction à cette étude, les quelques renseignements que nous avons pu recueillir sur les domaines de l'abbaye de Gorze à Pfeddersheim, Flomersheim et Eisenberg.

En ce qui concerne Pfeddersheim, on a déjà noté que les droits de l'abbaye de Gorze sur l'église de cette paroisse, dédiée à Ste Marie, remontent à une charte de 755, par laquelle l'évêque Chrodegang donne aux moines l'église de Pfeddersheim, les terres constituant la dotation de cette église et les dîmes de la paroisse. Si même l'authenticité de la charte de 755 devait être suspectée ⁽¹⁾, il resterait acquis que l'abbaye de Gorze était en possession de l'église de Pfeddersheim depuis une époque fort ancienne, depuis au moins 790, ainsi que l'atteste une charte de cette même année ⁽²⁾. D'autre part, aucun document antérieur au X^e siècle ne permet de supposer que l'abbaye ait possédé dans cette *villa* d'autres biens que l'église et ses dépendances. Il n'en va pas de même pour Flomersheim, puisqu'un contrat de précaire de 881-882 prouve l'existence à cette date, dans cette localité, d'un domaine appartenant aux moines de Gorze, domaine dont rien ne nous permet d'évaluer l'importance ⁽³⁾. Quant aux biens possédés par l'abbaye à Eisenberg, il en est question pour la première fois dans le diplôme d'Otton I^{er} de 945 ⁽⁴⁾.

sans doute le censier du chap. 2 ne prend-il pas la peine de préciser à quelles terres s'appliquent ces mêmes travaux, mais il en va exactement de même au chap. 1.

En réalité le passage en question fait allusion à l'obligation pour les tenanciers des manses d'enclore, non seulement le jardin de la cour seigneuriale, mais encore les lots de vigne dits *mannuerc* ; ceux-ci correspondent à celles des *ancingae*, qui, signalées dans l'inventaire de la réserve, sont plantées en vigne, tandis que d'autres sont cultivées en céréales (« Ad terram indominitatam pertinent VII mansi et dimidius cum ancingis suis, unusquisque XII ancingas habet inter arabilem terram et vineas »).

(1) Sur cette charte, voir p. 200, n. 4.

(2) *Mett.*, II, n^o 32 (790-791). Heriricus donne des biens sis à Dalsheim « ad basicam Ste Marie, que est constructa in villa Paratanesaim (Pfeddersheim) et pertinet ad monasterium quod vocatur Gorzia ».

(3) *Mett.*, II, n^{os} 70 et 71 (881-882). Le prêtre Sicco donne à l'abbaye de Gorze avec reprise en précaire deux manses, sis à Flomersheim ; parmi les propriétaires voisins de ces manses figure dans l'un et l'autre cas la *ratio Sti Gorgonii*.

(4) Sur ce diplôme, cf. p. 183, n. 10.

Nous ne savons ce qu'il advint, ni de l'église de Pfeddersheim avec ses dépendances, ni du domaine de Flomersheim au cours de la crise qui, au début du X^e siècle, faillit ruiner complètement le patrimoine de l'abbaye de Gorze ; il est possible que ces propriétés lointaines aient partagé le sort des domaines lorrains de l'abbaye et qu'elles aient été inféodées à des vassaux de l'évêque de Metz. Pour avoir de nouveau des renseignements sur les domaines du Wormsgau, il faut attendre la charte de 933, par laquelle l'évêque Adalbéron I^{er} réforme l'abbaye et reconstitue son temporel ; encore cette charte est-elle très sobre de renseignements sur les domaines qui sont en cause. Elle se contente de reconnaître aux moines, dans le *pagus* de Worms, la propriété de 3 chapelles, de 18 manses et de la *decima indominicata* ⁽¹⁾, mais elle néglige de localiser de manière précise les biens restitués ou confirmés. Où étaient situées les 3 chapelles dont il est question dans la charte ? Ces 18 manses étaient-ils groupés en une seule *villa* ou se répartissaient-ils entre plusieurs domaines ? Les moines levaient-ils la *decima indominicata* dans une ou plusieurs paroisses ⁽²⁾ ? Autant de questions auxquelles il faut renoncer à trouver une réponse. Si toutefois la terminologie de la charte d'Adalbéron est exacte, le terme de chapelle ne saurait s'appliquer à l'église de Pfeddersheim, qualifiée en 790 de *basilica* ; de l'emploi de ce terme il faudrait donc conclure que ladite église ne figurait pas parmi les biens restitués par la charte de 933.

Le diplôme de 945 donne du temporel de l'abbaye un tableau qui diffère sensiblement de celui que nous offre la charte de 933 ; de ces différences on ne saurait s'étonner. Au lendemain de la réforme de 933 les moines purent entrer en possession de certains des biens restitués par l'évêque Adalbéron ; d'autres leur échappèrent et restèrent aux

⁽¹⁾ *Mett.*, II, n^o 92, p. 171 « in pago Wormocinse (*sic*) capellas III et mansos XVIII cum decima indominicata ».

⁽²⁾ L'expression « cum decima indominicata » soulève un problème d'interprétation embarrassant. Il peut s'agir, en effet, de la dîme levée par les moines sur l'*indominicum*, dont dépendent les 18 manses mentionnés dans la charte ; dans ce cas, la donation faite par l'évêque se traduirait pour les moines par l'exemption de verser au décimateur de la paroisse la dîme de leur réserve, à charge pour eux sans doute d'en affecter, selon l'usage, le produit à l'hôtellerie de l'abbaye. Mais on peut aussi entendre que l'évêque propriétaire dans la *villa*, où sont situés les 18 manses cédés à Gorze, abandonne aux moines la dîme levée sur l'*indominicum* de son propre domaine ; le fait que le diplôme de 945 confirme à l'abbaye la *decima indominicata* dans des *villae* non comprises dans son patrimoine interdit d'écarter d'emblée cette interprétation. Sur ces acceptions possibles, voir Lesne, *Les dîmes des biens ecclésiastiques aux IX^e et X^e siècles* ; *Revue d'histoire ecclésiastique*, XIII (1912) et XIV (1913), *passim*. Dans le cas présent, le premier sens paraît, à la réflexion, le plus vraisemblable.

maines des seigneurs qui les avaient jadis reçus en fief des évêques de Metz ; d'autres domaines, en revanche, ignorés de la charte de 933, furent peu à peu cédés par Adalbéron et vinrent enrichir le patrimoine reconstitué de l'abbaye ⁽¹⁾. En ce qui concerne les biens du Wormsgau, le diplôme de 945 apporte des renseignements précis ; il confirme, en effet, aux moines : à Pfeddersheim deux églises avec les manses en dépendant ; Flomersheim avec son église ; à Eisenberg l'église, un domaine correspondant au tiers de cette *villa* et un bois dont l'emplacement n'est pas indiqué, mais que, de toute évidence, il faut chercher aux abords immédiats d'Eisenberg ⁽²⁾, soit au total quatre églises, deux domaines, l'un à Flomersheim, l'autre à Eisenberg et un bois. Si l'on interprète ces données en fonction de la charte de 933 et des renseignements que nous avons recueillis sur les biens possédés par Gorze dans le Wormsgau antérieurement au X^e siècle, on est amené à formuler à leur propos les conjectures suivantes : le domaine d'Eisenberg a été donné à l'abbaye de Gorze entre 933 et 945, les 18 manses de la charte de 933 représentent la totalité du domaine de Flomersheim ⁽³⁾ ; enfin, si l'église Ste-Marie de Pfeddersheim a été restituée entre 933 et 945, c'est après cette date que le domaine de Pfeddersheim est entré dans le patrimoine de Gorze ⁽⁴⁾.

Si nous sommes mal renseignés sur l'histoire de ce dernier domaine, il n'en va pas de même pour les deux églises que le diplôme de 945 mentionne à Pfeddersheim. L'une, l'église paroissiale, dédiée à Ste Marie, est restée au moins jusqu'au XIII^e siècle la propriété de l'abbaye, qui en 1154 se vit contester par les chanoines du chapitre cathédral de Worms le droit de lever la dîme dans la paroisse de Pfeddersheim et dut à la suite d'une transaction acheter le désistement de ses adversaires ⁽⁵⁾. Quant à la seconde église, dédiée à St Georges, elle est à l'origine d'un prieuré qui fut établi à Pfeddersheim par l'abbaye de Gorze à une

(1) Voir à ce sujet Wichmann, *J. G. L. G.*, III (1891), p. 127 et sq.

(2) « Ecclesias duas in Paternivilla cum mansis ad eas pertinentibus ; Flammershem cum ecclesia una ; ecclesiam que est in villa Isemburg et terciam partem ejusdem ville et terciam partem silve et cetera que ad ipsam aspicere videntur ».

(3) Il est possible que cet ancien domaine de l'abbaye soit resté sans interruption dans le patrimoine de l'abbaye. S'il lui a échappé au moment de la dilapidation de ce patrimoine par les évêques de Metz, il est probable qu'il a été restitué aux moines avant que leur fût donné le domaine d'Eisenberg, dont on ne trouve aucune trace avant 945.

(4) En raison de la terminologie employée par les deux actes on n'ose affirmer que trois des églises du diplôme correspondent aux trois *chapelles* de la charte d'Adalbéron.

(5) *Mett.*, II, nos 162 et 163.

date qui ne peut être déterminée que de manière indirecte et approximative en faisant état d'une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, de 1152-1160 ⁽¹⁾. Cette charte mentionne par voie d'allusion un acte de l'évêque de Metz Poppon (1090-1103), accordant aux moines du prieuré de Pfeddersheim confirmation de leur patrimoine ⁽²⁾. De la charte de l'évêque Etienne on peut donc conclure que l'établissement d'un prieuré à Pfeddersheim était chose faite au temps de l'évêque Poppon et, comme cette charte ne fait allusion à aucun acte confirmatif antérieur à cet évêque, on est porté à croire que l'établissement du prieuré eut lieu sous l'épiscopat de Poppon et que la charte délivrée par celui-ci avait précisément pour objet de confirmer la fondation du nouveau prieuré et de déterminer les biens qui entrèrent dans sa dotation. Notons en terminant que la charte de l'évêque Etienne confirme en termes généraux la charte de l'évêque Poppon, à laquelle elle apporte d'ailleurs une innovation intéressante, puisqu'elle autorise les moines de prieuré à acquérir par voie de donation des terres relevant du domaine épiscopal de Pfeddersheim. Cette charte prouve qu'à la fin du XI^e siècle une partie de la *villa* de Pfeddersheim était aux mains des évêques de Metz ; comme ceux-ci, dès le IX^e siècle, étaient possessionnés dans le pays de Worms ⁽³⁾, c'est très probablement à la générosité, soit de Chrodegang, soit de ses successeurs, que les moines de Gorze devaient leurs biens du Wormsgau, en particulier les deux églises de Pfeddersheim et le domaine qu'ils possédaient dans cette localité à la fin du XI^e siècle ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ *Mett.*, II, n^o 177.

⁽²⁾ « Totum ambitum atrii apud Patreshe[e]im et cuncta que pie memorie domnus Popo, predecessor noster, vobis et fratribus ibi Deo servientibus et in perpetuum servituris concessit et confirmavit. » Il résulte du contexte que les mots « fratribus ibi Deo servientibus » ne peuvent s'appliquer qu'aux moines du prieuré de Pfeddersheim. C'est donc à tort que Fabricius, *Erläuterungen zum geschichtlichen Atlas der Rheinprovinz*, VI, p. 217, déclare que le prieuré de Pfeddersheim est mentionné pour la première fois en 1316. Remarquons d'ailleurs, que, en dehors de la charte de l'évêque Etienne, une bulle d'Adrien IV du 15 juin 1156 (J. L. 10190) confirme aux moines de Gorze leurs droits « in cella de Patresheim ».

⁽³⁾ L'évêque de Metz possédait entre autres domaines ceux de Gau-Odernheim et de Partenheim, ainsi qu'il ressort d'un diplôme de Louis le Germanique de 871 confirmant la fondation par l'évêque de Metz Advence de l'abbaye de Neumünster (B. M. 1487 (1445)).

⁽⁴⁾ La charte de l'évêque Etienne fait allusion à des biens sis à Pfeddersheim et donnés au prieuré de cette localité par l'évêque Poppon. Toutefois nous pensons que, antérieurement à Poppon, l'abbaye possédait déjà un domaine à Pfeddersheim, celui-là même qui est décrit dans le censier inséré dans la fausse charte de 766 ; on verra plus loin que la composition de ce censier est antérieure au XI^e siècle.

Ces explications vont nous aider à préciser, autant que faire se peut, l'origine des documents mis en œuvre par le faussaire pour rédiger le dispositif de la charte de 766. Pour chacun des chapitres correspondant aux trois domaines, le dispositif débute, on le sait, par une formule de donation qui, d'un chapitre à l'autre, définit dans des termes identiques, à quelques nuances près, les biens que l'évêque Chrodegang est censé donner à l'abbaye, soit dans chacune des trois *villae* l'église avec sa dotation, la totalité des dîmes et une cour seigneuriale (*curtem indominicatum*) avec ses dépendances.

On peut penser, au premier abord, que ces formules de donation ont été composées par le faussaire lui-même, mais à l'analyse on se rend compte qu'il n'en va pas ainsi ; leur rédaction suppose, en effet, des emprunts à une charte de donation ou de confirmation antérieure, fournie par les archives de l'abbaye ⁽¹⁾. Au chap. 2, par exemple, Chrodegang donne à l'abbaye de Gorze le domaine de Flomersheim « cum banno et omni servitio nobis debito, *hoc est cum tauro et verre et ariete* ». Si l'on se reporte aux prescriptions du coutumier qui forme le par. 3 du chap. 2, il paraîtra évident que les derniers mots (« hoc est... et ariete ») se rapportent à l'exercice du droit de ban. Une telle glose devrait normalement prendre place après le mot « banno », auquel elle s'applique s'il n'en est pas ainsi, si la suite logique de la pensée est brisée par la mention du *servitium*, c'est que l'expression « cum banno et omni servitio nobis debito » a été tirée par le faussaire du texte qu'il transcrivait et traitée par lui comme une formule stéréotypée, à laquelle il a juxtaposé de manière maladroite une glose, destinée à définir le droit de ban et à en garantir l'exercice à l'abbaye de Gorze. L'hypothèse d'un tel emprunt trouve sa confirmation dans la rédaction très particulière de la formule de donation qui ouvre le chap. 1 (Pfeddersheim). Cette formule comprend deux parties bien différentes ; dans l'une, Chrodegang donne l'église Ste-Marie avec les dîmes, dans la seconde, il donne une « cour » avec ses dépendances. Seule cette seconde partie est conforme au type de rédaction que nous offrent les formules de donation des chap. 2 et 3 ; la première partie reproduit tel quel le dispositif de la charte de Chrodegang de 755, qui a fourni au faussaire une partie des éléments nécessaires à la rédaction de la fausse charte. Cette anomalie s'explique, si l'on admet, d'une part, que le faussaire a emprunté les formules de donation (« damus... ») à une charte véridique qui confirmait à l'abbaye de Gorze le prieuré de Pfeddersheim avec l'ensemble de ses biens et, d'autre part, que le faux a été composé à

(1) Voir Tableau I, p. 221.

une date trop voisine de l'établissement du prieuré pour qu'il pût s'assimiler tel quel le paragraphe de cette charte concernant Pfeddersheim. Dans ce paragraphe la charte de confirmation devait, entre autres biens, mentionner, non seulement l'église paroissiale Ste-Marie mais encore l'église du prieuré et cela dans des termes que le faussaire ne pouvait reproduire dans une charte datée de 766, sous peine de commettre un grossier anachronisme, suffisant pour révéler la supercherie. La charte utilisée par le faussaire ne nous a pas été conservée ; toutefois, en raison des renseignements que la charte de l'évêque Etienne de 1152-1160 nous apporte sur la charte de son prédécesseur Poppon, on est autorisé à voir dans cette charte, aujourd'hui perdue, le modèle, dont s'est inspiré, au moins en partie, la fausse charte de 766.

Dans chacun des trois chapitres la formule de donation est suivie d'un censier qui juxtapose à un inventaire de la réserve du domaine donné par l'évêque le tableau des redevances et services des tenures (1). D'un chapitre à l'autre ces censiers particuliers se correspondent dans des conditions qui ne laissent guère de doute sur leur communauté d'origine. Non seulement les trois domaines (2) sont compris dans un même système d'exploitation économique et sont solidaires l'un de l'autre, (3) mais en outre, dans chaque domaine, les charges du manse sont du même type et s'expriment dans les mêmes termes. A constater de pareilles concordances, on serait tenté d'attribuer, cette fois encore, au rédacteur du faux la composition de ces censiers particuliers. N'est-il pas naturel de penser que le faussaire, pour appuyer les revendications des moines de Gorze, a mis en œuvre et ordonné sous forme de censiers les éléments que lui fournissait un inventaire des domaines du Wormsgau, entrepris pour les besoins de la cause ? A la réflexion pourtant une telle interprétation n'est guère admissible. Il n'est pas, en effet, dans les habitudes des faussaires d'utiliser des documents contemporains et, d'autre part, certains indices établissent que, dans le cas

(1) Voir Tableau II, p. 222.

(2) Les trois domaines ne paraissent pas comporter d'écarts, à l'exception toutefois de celui de Pfeddersheim, dont dépendent des manses ou fractions de manse à Dalsheim et Osthofen. Notons que la donation faite en 790-91 par Heriricus à l'église Ste-Marie de Pfeddersheim comprenait une toute petite exploitation rurale à Dalsheim (cf. p. 203, n. 2) ; ce peut être l'origine, en partie tout au moins, du minuscule domaine signalé dans cette *villa* par le censier.

(3) Les manses de Pfeddersheim doivent voiturier de l'avoine depuis Eisenberg jusqu'à Pfeddersheim ; c'est également à cette cour que les manses d'Eisenberg doivent fournir des charretées de bois. Les manses de Flomersheim doivent aller chercher à Eisenberg les grains nécessaires à l'ensemencement de la réserve de Flomersheim.

présent, le rédacteur de la fausse charte copie un censier ancien, qu'il interprète ou qu'il modifie parfois selon les nécessités du moment.

On a déjà noté que, rencontrant dans le censier du domaine de Flomersheim le terme de *ancingae*, au sens de lots prélevés sur la réserve et cultivés par les tenanciers partie en céréales, partie en vignes, il a jugé prudent d'introduire dans le texte à titre de glose le mot *manverc*, qui dans la région rhénane était réservé dès le XI^e siècle aux vignes de cette catégorie. Les remaniements opérés sur le texte même du censier sont encore plus significatifs. Le censier d'Eisenberg passe sous silence l'inventaire de la réserve et, pour le service des manses, se contente de renvoyer au chap. 1 (Pfeddersheim) ; l'emploi de la forme *Patersheim*, qui contraste avec la forme plus ancienne *Paternivilla*, la seule que connaisse le censier de Pfeddersheim, permet d'affirmer que l'abréviation avec renvoi au chap. 1 est le fait du faussaire qui, pour des raisons qui nous échappent, portait un intérêt moindre au domaine d'Eisenberg qu'à ceux de Pfeddersheim et de Flomersheim. Le chap. 2 nous offre un exemple typique d'un autre remaniement ; dans les censiers des deux autres chapitres, l'inventaire de la réserve est suivi immédiatement du tableau des redevances, tandis que les services sont énumérés en second lieu ; dans ce chapitre, c'est le contraire qui a lieu. Le rédacteur, voulant attirer l'attention sur les prestations en travail, les a mises au premier plan et a ainsi interverti l'ordre primitif. Un accident, qui s'est produit au cours de ce remaniement et qui se traduit par une solution de continuité dans le texte du censier, nous prévient que ce dernier ne nous est pas parvenu sous sa forme primitive. Le censier de Flomersheim, en effet, dénombre, comme « dépendant de la réserve », 7 manses et demi, suivis de la formule « quorum servitium tale est... », qui annonce le tableau des prestations en travail ⁽¹⁾. Comparaison faite avec le passage correspondant du censier de Pfeddersheim (chap. 1), on voit que ces 7 manses et demi, auxquels sont rattachées des ansanges, à raison de 12 ansanges par manse, sont, non pas, comme on pourrait le croire, des manses tributaires, mais bien les manses qui constituent la réserve elle-même. Comme la formule « quorum servitium tale est... » ne peut s'appliquer qu'à des manses tributaires et qu'il n'est pas question de ceux-ci dans le censier, il est évident que le texte primitif, au cours du remaniement opéré par le faussaire, a subi une mutilation qui a fait disparaître l'inventaire des manses tributaires.

(1) « Ad terram indominicatam pertinent VII mansi et dimidiu cum ancingis suis ; unusquisque XII ancingas habet inter arabilem terram et vineas quorum servitium tale est ... »

Le caractère le plus frappant du régime domanial imposé aux manse des trois domaines, c'est, on le sait, qu'il reste constant d'un domaine à l'autre et que, réserve faite de légères divergences, il comporte les mêmes charges ⁽¹⁾. Dans le détail, le régime en vigueur dans chaque domaine présente des traits déconcertants; tandis que les redevances en argent ou en nature sont fixées à un taux relativement bas, les services sont nombreux et variés. Certains sont remplacés par des taxes de substitution en argent, c'est le cas pour l'*angaria* et le service des 14 jours consécutifs de travail; d'autres restent exigibles dans des conditions que le censier ne détermine pas. Quand toute précision fait ainsi défaut, il faut sans doute entendre que le service est exécuté par les tenanciers soit à tour de rôle, c'est le cas probablement pour le service de guet ⁽²⁾, soit en commun jusqu'à achèvement de la tâche à accomplir, ce peut être le cas pour le labourage, la fauchaison, la moisson, les charrois et pour certaines corvées de caractère exceptionnel, (réfection de la toiture de la grange ou reconstruction de la maison seigneuriale).

Reste à préciser la date de composition du censier général, auquel a puisé le rédacteur de la fausse charte; pour résoudre ce problème nous ne disposons que de renseignements incertains. S'il est vrai cependant, que les trois domaines de Pfeddersheim, de Flomersheim et d'Eisenberg ne se sont trouvés réunis dans le patrimoine de l'abbaye de Gorze qu'à une date postérieure à 945, la composition du censier ne saurait être antérieure à la seconde moitié du X^e siècle. Veut-on préciser davantage, on songe tout naturellement à faire état de la charte de 933 et du diplôme de 945 et à dater les censiers des trois domaines en fonction de ces deux actes constitutifs du temporel de l'abbaye. A l'épreuve la comparaison se révèle inopérante. Le censier, comme les deux actes, emploie régulièrement la forme *Paternivilla*; mais, si cet élément de discrimination plaide en faveur de l'ancienneté relative du censier, il est cependant trop incertain pour qu'on en place

(¹) Pour rendre compte d'une telle uniformité de régime dans trois domaines qui sont distants l'un de l'autre d'une vingtaine de kilomètres, il faut admettre que ces domaines, groupés dans le patrimoine d'un même *dominus*, ont été soumis par celui-ci à des charges de même type. Ce *dominus* peut être soit l'abbé de Gorze, soit l'évêque de Metz, à la générosité duquel les moines de Gorze devaient très probablement les trois domaines en question.

(²) C'est le cas à Flomersheim, où chaque tenancier de manse doit assurer le service de guet et notifier au suivant son tour de garde en lui remettant une clef, sans doute la clef fermant la tour du guetteur.

la rédaction au X^e siècle et pour qu'on écarte d'emblée le XI^e siècle (1). On sait, d'autre part, que la charte de 933 dénombre entre autres biens situés dans le Wormsgau 18 manses, qui correspondent très probablement au domaine de Flomersheim ; cette indication précise pourrait donner lieu à une comparaison intéressante avec les données numériques du censier de Flomersheim, si une bévue du faussaire n'avait fait précisément disparaître de l'inventaire de ce domaine le nombre des manses tributaires (2). Dans ces conditions il faudrait renoncer à dater avec quelque précision le censier utilisé par le faussaire, si, par bonheur, une charte de 977 concernant l'administration du domaine de Flomersheim ne nous apportait une contribution précieuse à la solution de ce problème de datation.

La charte de 977, rédigée à l'abbaye de Gorze sous l'abbatiat d'Odelbert (3), nous fait toucher du doigt les difficultés que l'abbaye rencontrait dans l'administration de domaines aussi lointains que ceux du pays de Worms. A Flomersheim, les prévôts envoyés sur les lieux par l'abbé se laissaient corrompre par les hommes du domaine ; ceux-ci, grâce à quelques cadeaux, obtenaient d'eux contre promesse d'un cens annuel la concession de lots de terre prélevés sur la réserve. La charte d'Odelbert a pour objet de régulariser ces concessions anciennes et d'en étendre le bénéfice à de nouveaux tenanciers, tout en sauvegardant les droits de l'abbaye. Ainsi, tandis qu'à la date de 977 une partie de la réserve de Flomersheim était acensée aux hommes de l'abbaye, le censier inséré dans la fausse charte n'enregistre aucun revenu de ce chef ; on en peut conclure que la rédaction du censier est antérieure à 977. Cette conclusion cadre d'ailleurs parfaitement avec ce que nous savons de l'abbaye de Gorze à cette époque. Réformée en 933 par l'évêque Adalbéron, l'abbaye avait recouvré une partie de son patrimoine, dilapidé presque entièrement au début du X^e siècle. Or, il est fréquent que dans les abbayes réformées la restauration religieuse s'accompagne d'une restauration économique ; il est naturel que, rentrés en possession de leurs biens, les moines de Gorze se soient préoccupés, comme l'avaient fait après 941 les moines de Metlach (4), de dresser l'inventaire de leurs domaines et le tableau des revenus qu'ils pouvaient en attendre. La rédaction d'un censier général, s'éten-

(1) Il faut noter, en effet, que certaines chartes antérieures au XI^e siècle emploient une forme autre que *Paternivilla*, c'est le cas pour la charte de donation de Heriricus de 790 où se lit la forme *Pataranesaim* (*Mett.*, II, n° 32).

(2) Voir p. 209.

(3) *Mett.*, II, n° 114.

(4) Voir p. 123.

dant non seulement aux biens du Wormsgau, mais à l'ensemble des domaines de l'abbaye, est d'autant plus vraisemblable dans les années qui suivent 945, que l'administration du patrimoine de l'abbaye est alors en fait aux mains du moine Jean de Vandières et qu'une telle entreprise répond parfaitement aux préoccupations que Jean de St-Arnoul dans la *Vita Johannis Gorziensis* prête à son héros. Il ne nous vante pas seulement sa piété, mais aussi son ingéniosité, son zèle, son âpreté même à défendre le patrimoine de son abbaye, à accroître le rendement des domaines, à introduire des types nouveaux d'exploitation, à déjouer la ruse et la cupidité des agents domaniaux ⁽¹⁾. Jean de St-Arnoul, il est vrai, dans sa biographie pourtant bien informée et riche de détails précis, ne fait aucune allusion au censier, qui dans l'hypothèse précédente aurait été entrepris à l'instigation de Jean de Gorze ; on peut s'étonner de son silence, surtout si l'on remarque que le même auteur, dans une autre de ses œuvres, la *Vita Stae Glodesindis*, ne manque pas de signaler, de manière incidente d'ailleurs, l'existence d'anciens censiers dans les archives de l'abbaye messine fondée par Ste Glossinde ⁽²⁾. L'objection toutefois n'est pas décisive ; Jean de St-Arnoul, interrompu probablement par la mort, n'a pas mené la biographie de Jean de Gorze au-delà de l'année 956 et celui-ci, après avoir succédé à Einold sur le siège abbatial de Gorze en 959, n'est mort qu'en 974 ⁽³⁾. Il est donc possible qu'il ait entrepris seulement après 956, à une époque où la reconstitution du patrimoine de son

(1) *Vita Johannis Gorziensis*, cap. 87-90 ; SS., IV, p. 361-362.

(2) *Vita altera S. Glodesindis, Historia translationum S. Glodesindis*, cap. II, par. 35 ; AA. SS., Juillet, VI, p. 216. L'auteur, venant de raconter la translation des reliques de Ste Glossinde dans l'église de l'abbaye fondée par celle-ci au début du VII^e siècle, remarque qu'à l'époque ancienne cette église abbatiale était sous le vocable de St Sulpice et il en donne la preuve suivante : « Edicta quoque publica de possessionibus ejusdem monasterii in cunctis scriptis vel polipticis vetusto stylo et calamo editis nomen ipsius beati Sulpicii continent et total ratio juris hereditarii ipsius loci rerumque supputatio, quam abbatiam dicunt, ejus nomine appellatur ». Il résulte de ce passage que Jean de St-Arnoul, qui écrit la Vie de Ste Glossinde vers 963, a eu entre les mains des *polyptycha* de l'abbaye fondée par cette sainte, que ceux-ci donnaient la liste des domaines de l'abbaye avec l'évaluation de leurs revenus et que de plus on avait transcrit sur ces anciens polyptyques les actes les plus importants pour l'histoire du patrimoine de l'abbaye. Ces polyptyques dataient de l'époque où le nom de Ste Glossinde ne s'était pas encore substitué à celui de St Sulpice dans le vocable de l'abbaye ; or, cette substitution n'est pas antérieure à la translation des reliques de la sainte dans l'église abbatiale, translation qui eut lieu en 930. Les polyptyques, auxquels fait allusion Jean de St-Arnoul, étant présentés par lui comme des documents anciens, il est probable qu'ils remontaient au moins au IX^e siècle.

(3) Sackur, *Die Cluniacenser*, I, p. 156 et n. 2.

abbaye était terminée, l'inventaire général dont il ne subsisterait d'autres témoins que les trois censiers insérés dans la fausse charte de 766.

Dans chacun des trois chapitres que nous avons distingués, le censier du domaine est suivi d'articles dont le caractère impératif se traduit dans la rédaction par l'emploi du futur ou du subjonctif ⁽¹⁾; ce trait suffit à les distinguer du censier qui décrit un état de fait et qui use en conséquence du présent de l'indicatif. Ces prescriptions, qui concernent d'une manière générale l'exercice du droit de ban et l'administration de la seigneurie, dépassent de beaucoup par leur contenu l'horizon un peu étroit des censiers; elles constituent comme un fragment détaché d'un code seigneurial. Le nombre de ces prescriptions, leur objet et leur étendue varient d'ailleurs d'un chapitre à l'autre. A Pfeddersheim, il n'est question que du droit de contrainte de l'abbé à l'encontre du *mundilio* récalcitrant, à Eisenberg du droit de ban exercé par l'abbé dans une partie de la forêt de Stampf, ce droit devant s'interpréter comme le droit de régler l'exploitation de la forêt et de frapper d'amende les délinquants; dans l'un et l'autre cas le coutumier se réduit à une prescription unique rédigée sous une forme très concise. A Flomersheim au contraire, c'est un véritable code en miniature qui est annexé au censier du domaine et ses articles traitent des questions les plus diverses: obligation pour les tenanciers des manges d'acquitter au moulin de Pfeddersheim une redevance de nature mal déterminée ⁽²⁾, droit de mutation prélevé sur certaines terres tenues à cens de l'abbaye ⁽³⁾, droit de mainmorte ⁽⁴⁾, élection des forestiers, procédure à employer contre les *mundiliones* qui négligent de se rendre aux trois plaids annuels de la seigneurie, exercice du droit de ban conçu comme un droit de juridiction inférieure, la compétence du tribunal de l'abbé ne s'étendant qu'aux délits frappés de l'amende de cinq sous.

⁽¹⁾ Voir Tableau III, p. 224. Les articles de caractère impératif s'intercalent au chap. 1 entre le censier du domaine de Pfeddersheim et la description des écarts qui en dépendent, au chap. 3 (Eisenberg) entre la formule de donation et le censier; comme on le verra plus loin, ces articles ont dans ces deux cas particuliers valeur de glose et ont été glissés par le faussaire à la suite du passage qu'il a jugé bon d'interpréter.

⁽²⁾ C'est la redevance dite *asthelblinc* (voir p. 199, n. 1).

⁽³⁾ « Si quis vendiderit aut cambiverit jugerum de terra que dicitur Zimsta (lire plutôt *zinista* (voir p. 199, n. 1), dabit inde ad curtem XII den. et advocato sex; de illa autem terra nullus audeat alodium facere. » On songe à rapprocher ces tenures à cens des lots de terre concédés par la charte de 977 aux hommes de Flomersheim moyennant le paiement d'un cens.

⁽⁴⁾ Sur le *herdocso*, voir p. 199, n. 1.

En dépit de leur grande variété, tous ces articles ont un caractère commun : presque toujours le coutumier associe l'avoué, non seulement à l'exercice des droits de juridiction ou de police, mais d'une manière plus générale à l'administration des droits seigneuriaux reconnus à l'abbé ; il lui adjuge, soit dans les redevances, soit dans les amendes, une part qui est régulièrement la moitié de celle réservée à l'abbé. Le principe de cette proportion (deux tiers contre un tiers) se retrouve même dans la clause pénale, qui renforce les clauses comminatoires de style courant, empruntées par le faussaire à la charte de 755.

Ces prescriptions sont-elles l'œuvre personnelle du faussaire ou bien les a-t-il extraites de quelque coutumier en vigueur de son temps dans les domaines du Wormsgau ? Il est impossible de répondre à cette question en toute certitude. On ne peut manquer, pourtant, d'être frappé du fait suivant : tandis que le code seigneurial, joint aux censiers de Pfeddersheim et d'Eisenberg, se réduit à un seul article, celui de Flomersheim se fait remarquer par la richesse relative et la variété de ses prescriptions. Une telle disproportion peut s'expliquer par les conditions dans lesquelles l'abbé de Gorze exerçait en fait dans chaque domaine les droits revendiqués par la fausse charte, à l'époque même où celle-ci fut composée. On peut supposer, par exemple, que dans certains domaines, Pfeddersheim et Eisenberg, l'abbé ne se heurtait qu'à une faible résistance de la part de l'avoué, tandis qu'à Flomersheim ses droits seigneuriaux étaient directement menacés par les usurpations de ce même avoué ; dans un cas le faussaire, préoccupé de sauvegarder les droits de l'abbaye, serait entré dans des précisions minutieuses, qui dans les deux autres cas auraient été jugées superflues. L'explication pourtant n'est pas pleinement satisfaisante, car le coutumier du chap. 2 fait allusion à des institutions dont le jeu normal demandait à être réglé également dans les deux autres domaines ; c'est le cas pour le mode d'élection des forestiers et la perception des droits de mainmorte. Mieux vaut admettre que le faussaire n'a eu à sa disposition qu'un seul coutumier, celui de Flomersheim et que, manquant pour les deux autres domaines de documents analogues, il s'est contenté de joindre aux censiers de ces domaines deux articles qui, à en juger par leur contenu et leur rédaction, ont été calqués sur les prescriptions du coutumier de Flomersheim. Que le domaine de Flomersheim ait été le seul à posséder son coutumier au temps où fut composée la fausse charte de Chrodegang, on ne saurait s'en étonner. Donné à l'abbaye de Gorze dans la seconde moitié du VIII^e siècle, confirmé ou restitué aux moines en 933, ce domaine devait après cette date jouer le rôle de chef-lieu pour l'ensemble des possessions du Wormsgau. Il est pos-

sible d'ailleurs que Flomersheim ait perdu cette sorte de prééminence au profit de Pfeddersheim, à partir du jour où ce domaine devint le centre d'un prieuré dépendant de l'abbaye de Gorze ; en tout cas la fausse charte de 766 n'offre pas encore de trace bien visible de cette substitution ⁽¹⁾.

Pour dater ce coutumier de la seigneurie de Flomersheim, qui fut rédigé, soit à l'abbaye de Gorze, soit au prieuré de Pfeddersheim, on tiendra compte du fait que le partage de toutes les amendes entre l'abbé et l'avoué dans la proportion de deux tiers contre un tiers est dans l'esprit des contrats d'avouerie qui se multiplient à partir du milieu du XI^e siècle ⁽²⁾. D'autre part, la participation des hommes du domaine à l'élection des forestiers invite à ne pas assigner au coutumier une date trop ancienne ; on restera, croyons-nous, dans les limites de la vraisemblance, en datant sa rédaction des dernières années du XI^e ou des premières années du XII^e siècle.

En conclusion, la fausse charte de l'évêque Chrodegang de 766 se présente à nous comme un acte complexe en raison des documents variés qu'elle utilise et combine avec plus ou moins d'habileté. Le protocole initial et le protocole final, qui forment le cadre dans lequel s'insère le dispositif de la fausse charte, ont été calqués presque mot à mot sur une charte de l'évêque Chrodegang de 755. Pour le dispositif le faussaire a puisé à plusieurs sources : charte d'un évêque de Metz, probablement Poppon (1090-1103), confirmant à l'abbaye de Gorze le prieuré de Pfeddersheim et l'ensemble de ses biens, parmi lesquels devaient figurer en bonne place les domaines du Wormsgau ; censier général rédigé à l'abbaye de Gorze dans le troisième quart du X^e siècle ; coutumier de la seigneurie de Flomersheim de la fin du XI^e ou du début du XII^e siècle. A défaut de l'original, on peut, en tenant compte de ces divers éléments, déterminer de manière approximative la date de composition du faux. Celle-ci, antérieure à la transcription de la charte au cartulaire de Gorze et postérieure à la charte de l'évêque Poppon, se placerait dans les trois premiers quarts du XII^e siècle. Peut-être même est-il possible de resserrer dans des limites encore plus étroites

(1) Réserve faite, toutefois, du coutumier du chap. 1, qui accorde à la cour de Pfeddersheim la juridiction sur les *mundiliones* de l'abbaye, sans préciser s'il s'agit des *mundiliones* de toute la région de Worms ou seulement de ceux d'entre eux qui étaient rattachés à Pfeddersheim. On sait que le censier du chap. 2 date de l'époque où tous les *mundiliones* du pays de Worms étaient justiciables de la seule cour de Flomersheim (voir p. 202), qui jouait ainsi au X^e siècle le rôle de chef-lieu pour l'ensemble des domaines du Wormsgau.

(2) Voir p. 118, n. 1.

la date en question. On sait que la formule de donation du chap. 1 utilise en partie un passage de la charte de Chrodegang de 755 ; toutefois le faussaire n'a pas reproduit le passage tel quel. Tandis que dans la charte de 755 Chrodegang donne à l'abbaye de Gorze l'église de Pffeddersheim, les biens qui en dépendent et les dîmes de la paroisse, la fausse charte néglige le second de ces éléments et met l'accent sur les dîmes ⁽¹⁾. Comme vers le milieu du XII^e siècle la perception des dîmes à Pffeddersheim donna lieu à un procès entre l'abbaye de Gorze et les chanoines de Worms, procès qui ne prit fin qu'en 1154, c'est probablement avant cette date qu'a été composée la fausse charte de 766 ; antérieur à l'accord de 1154, postérieur à la charte de Poppon, le faux appartiendrait à la première moitié du XII^e siècle ⁽²⁾.

Les mobiles qui ont fait agir le faussaire, probablement quelque moine de l'abbaye de Gorze, sont faciles à pénétrer. La fausse donation de 766 concerne trois domaines lointains d'administration difficile, où les droits de l'abbaye de Gorze s'étaient peu à peu effrités en raison de l'inertie des tenanciers à remplir leurs obligations. Pour venir à bout de leur mauvaise volonté, l'abbaye ne pouvait compter que sur la collaboration effective de l'avoué de chaque domaine ; ainsi s'explique que le coutumier de Flomersheim assure à l'avoué une part dans le produit des amendes et de certaines redevances, inaugurant un régime d'association entre le seigneur ecclésiastique et son avoué assez analogue, toutes proportions gardées, à l'accompagnement, si fréquent dans les chartes du XIII^e siècle. On peut douter qu'une telle précaution ait atteint son but ; pour réfréner la cupidité de l'avoué, l'abbaye n'avait d'autre ressource que de s'adresser à son seigneur temporel, l'évêque de Metz. C'est afin d'agir plus sûrement sur celui-ci, c'est pour l'arracher à son apathie, que le faussaire a placé sous la

(1) Nous mettons ci-dessous en parallèle les passages correspondants des deux chartes :

Charte de 755

Donamus etiam in pago Warmacinse illam basilicam que est in Paternovilla constructa, vel quicquid ad ipsam basilicam legibus obtingit, seu et illam decimam de vino, vel de annona vel de aliis fructibus, quicquid in ipsa Paterno villa annis singulis est collectum.

Fausse charte de 766

donamus... in pago Warmaciensi basilicam unam in Paternivilla *in honore Ste Marie* conditam vel quicquid ad ipsam basilicam legibus obtingit *in omni decima*, de vino vel de annona, aliisque fructibus, quicquid in ipsa villa singulis annis fuerit collectum.

(2) Sauerland (*op. cit.*, p. 86, n. 1) attribue la fausse charte de Chrodegang à la fin du XI^e ou au début du XII^e siècle, Döring (*op. cit.*, p. 32) la date du début du XII^e siècle ; mais aucun de ces deux auteurs n'apporte le moindre argument en faveur de l'opinion qu'il avance.

haute autorité de l'évêque Chrodegang non seulement la donation des trois domaines, mais aussi tout le système d'exploitation domaniale et quelques-unes des institutions seigneuriales les plus menacées. Des documents utilisés par le faussaire l'un, le censier du X^e siècle, justifiait en théorie la restauration de pratiques tombées peu à peu en désuétude, mais il avait le défaut de ne pas englober l'ensemble des revenus de l'abbaye dans ses trois seigneuries du Wormsgau ; l'autre, le coutumier, était dépourvu de toute valeur juridique aux yeux de l'évêque, institué juge dans le différend qui mettait aux prises l'abbaye et ses avoués. Issu d'un travail de codification privé au même titre que le censier, un tel coutumier ne devait devenir moyen de preuve à l'égard des tiers qu'à partir du jour où l'habitude se prit d'en faire reconnaître les diverses prescriptions par l'ensemble des sujets de la seigneurie au moyen du rapport de droits annuel. Le procédé détourné, auquel a eu recours l'abbaye pour garantir ses droits, suffirait à établir que le rapport de droits, le *Weistum* des textes de langue germanique, n'avait pas encore pénétré dans les mœurs dans la première moitié du XII^e siècle, lorsque fut composée la fausse charte qui vient d'être étudiée. Ce n'est pas le moindre intérêt de cet acte de juxtaposer sous nos yeux deux types de documents, le censier et le coutumier, destinés l'un comme l'autre aux besoins administratifs de la seigneurie, mais dont le premier devait être peu à peu rejeté dans l'ombre par le second, quand celui-ci fut vivifié par la pratique du rapport de droits.

ABBAYE DE GORZE

CENSIER DES DOMAINES DU WORMSGAU (CENSIER N° 7)

ANNEXE I

TABLEAUX DES ÉLÉMENTS UTILISÉS PAR LE DISPOSITIF DE LA FAUSSE
CHARTRE DE L'ÉVÊQUE CHRODEGANG

CENSIER DES DOMAINES DU WORMSGAU

I. — FORMULES DE DONATION.

Formules empruntées à une charte de confirmation des biens
du prieuré de Pfeddersheim ⁽¹⁾

(Charte de l'évêque de Metz Poppon (1090—1103) ?)

Chap. 1. Pfeddersheim)	Chap. 2 Flomersheim	Chap. 3 Eisenberg.
... donamus ... in pago Warmaciensi basilicam unam in Pa- ternivilla in honore Ste Marie conditam vel quicquid ad ipsam ba- silicam legibus obtin- git in omni decima, de vino vel de annona, aliisque fructibus quic- quid in ipsa villa sin- gulis annis fuerit col- lectum.	Item damus in villa Flomershe[im] eccle- siam in honore Sti Gor- gonii conditam ad quam respicit unus mansus et tres partes vinee, solvit libram unam decimasque om- nium rerum totius ville.	Item in villa Isin- bure damus ecclesiam unam in honore Sti Gorgonii conditam cum omni decimatione to- cius parochie ad quam respicit unus mansus et II particule vinee, solvit solidos V.
Damus quoque cur- tem indominicatam cum casa et aliis edi- ficiis superpositis, cum servis et ancillis et vinearum particulis indominicatis.	curtem indominicatam cum casa et aliis edi- ficiis superpositis, cum mancipiis, cum terra indominicata culta et inculta, cum pratis ac vineis, cum banno et omni servitio nobis de- bito, <i>hoc est cum tauro et verre et ariete.</i>	curtem indomina- tam cum casa et horreo, cum terra culta et in- culta, pratum unum et quartam partem silve que dicitur Stamph, cum banno et omni rectitudine ad silvam pertinente

⁽¹⁾ On a imprimé en caractères ordinaires les passages qui proviennent, selon toute vraisemblance, de la charte de confirmation des biens du prieuré de Pfeddersheim, en caractères gras les passages empruntés à la charte de Chrodegang de 755 ; les passages en italique ont été ajoutés par le faussaire.

II. — CENSIERS DES DOMAINES DE PFEDDERSHEIM,
FLOMERSHEIM ET EISENBERG. ⁽¹⁾

(Fragments d'un censier général du X^e siècle)

Chap. I. Pfeddersheim	Chap. 2 Flomersheim.	Chap. 3 Eisenberg.
[... curtem indominica- tam] ad VIII mansos de terra arabili, ad unam sationem jurnalis XIII, ad aliam sa- tionem VII et dimi- dium exceptis ancin- gis; singuli autem man- si binas ancingas ha- bent; molendinum unum cum III journali- bus; aclam I solventem den. X.	ad terram indomi- nicatam pertinent VII mansi et dimidius cum ancingis suis, unus- quisque XII ancingas habet inter arabilem terram et vineas.	
<i>In eadem villa damus</i>		<i>In eadem parocchia damus</i>
VII mansos et dimid.; solvit unusquisque den. XXX (in summa sol. XVIII, den. VIII); angaria usque ad flu- men Sare aut pro re- demptione den. X; pro opere XIII die- rum redimendo den. VIII; pullos V, ova XLVIII; carratas lignorum V.	(Lacune) <i>quorum ser- vitium tale est</i> : unusquisque mansus solvit in Pascha den. XXX. angariam usque ad flumen Sare aut den. X; (et III den. ?) pullos V, ova XLVIII (in Pascha); in Nativitate Domini III carratas lignorum et III den.	VII mansos ad curt- tem pertinentes; solvit unusquisque den. XXX; et III carratas ligno- rum quarum II ad curt- tem Isinburc, reliquas ad Paternivillam deve- het cum palis molen- dinariis et verubus.
Debent autem cur- tem indominicatam muro circumdare, vi- neas vallo munire;	Debent curtim se- pire, vineas quoque se- pire <i>quod vulgo dicitur manverc</i> ;	

(1) On a imprimé en italique les interpolations ou les gloses qui sont l'œuvre personnelle du faussaire.

vigilare ;	omni nocte vigilare ipsasque vigalias cum clava invicem notifi- care ; lectos dare ;	
lectos dare ;	arare, semina de Isim- burc adducere, metere et in horreum ducere ;	<i>et reliquum servitium quemadmodum illi de Patersheim.</i>
arare, semina de cur- te accipere, metere et in horreum ducere at- que triturare ;	idem horreum coo- perire ;	
horreum cooperire ;	torcular verrere et a- quare ;	
in vindemiis torcu- lar verrere et aquare ;		
finum curtis in cam- poseducere, aquam mo- lendenariam mundare, palos dare ;		
domum ipsam edi- ficare et cooperire ;		
avenam de silva que ad villam Isemburc pertinet ad Paternivil- lam angariare.		

si combustum fuerit
[horreum], ad ejus res-
taurationem per unam
leugam ligna advehere
et reedificare ;
fenum secare et in
horreum ducere ;

Damus etiam

in villa Dagolbes-
heim I mansum et
II jurnalialia vinearum ;
solvit solidos V, pullos
II, ova XII et nullum
aliud servitium.

Item in ipsa villa
dimidium mansum et
III jurnalialia vinearum ;
solvit den. XXX, pul-
los II, ova XII.

Item dimidium man-
sum qui solvit den.
XV et nihil aliud.

In Ostoven Buodo
dimidium mansum te-
net qui solvit den.
XXX et nichil aliud.

De omnibus mun-
dilionibus, quos in War-
macensi regione *damus*,
veniunt V solidi et
VIII den. in missa Sti
Martini et in anno tria
placita non jussa in
Flamersheim curte re-
quirunt.

III. — FRAGMENT D'UN CODE DE LA SEIGNEURIE DE FLOMERSHEIM. (Fin XI^e — début XII^e siècle).

Chap. 1

Pfedersheim

In eadem Paterni-villa in curte indom-nicata cypus habea-tur. Et si quis mudi-lionus Sti Gorgonii de rectitudine sua quicquam facere noluerit, ab advocato et minis-teriali in cippum proi-ciatur et sic iustificare cogatur.

2 Chap.

Flomersheim

In ipsa villa Flamersheim in curte indom-nicata cippus habebatur et quia villam cum toto banno tradimus, quicumque bannum fregerit, sive in agro sive in villa, persolvat ad curtem V solid. et advocato XXX den. ; si persolvere, noluerit in cippum mittatur.

In secundo semper anno debent ad molendinum Partesheim XIII den., quod vulgo dicitur asthelblinc ; si molendinum quocunque modo defecerit, occidentalem parietem reedificare ultra rivulum in campo qui dicitur Mers.

Si quis vendiderit aut cambiaverit iugerum de terra que dicitur zinzista, dabit inde ad curtem XII den. et advocato sex; de illa autem terra nullus audeat alodium facere.

Singulis annis eligant rustici duos forestarios ad custodiendos campos fideliter et primo anno constituentur a curte, secundo ab advocato, tercio ab ipsis rusticis ; ipsique forestarii omnibus annis persolvant ad curtem XII den. et advocato VI.

Quicumque mansum vel aulam de terra nostra possederit, moriens bovem unum ad curtem dabit, quod vulgo dicitur herdooso, aut, si bovem non habuerit, XII den. persolvat.

Si quis taurum, verrem vel arietem in vinea sua vel agro invenerit, non moleste sed modeste eum eiciet ; si quis debilitaverit aut occiderit, dampnum restituat ; insuper ad curtem dabit V solid. et advocato XXX den.

De omnibus mundilionibus, quos in Warmacensi regione damus... et in anno tria placita non iussa in Flamersheim curte requirunt ⁽¹⁾ ; si neglexerint, advocatus et ministerialis ad eorum domos ibunt et constringent.

Chap. 3

Eisenberg

... si quis bannum infregerit, dabit ad curtem V solid. et ad-vocato XXX den. ; si noluerit in cippum mit-tatur.

(1) Ce passage (« De omnibus mundilionibus... in Flamersheim curte requirunt ») est probablement emprunté au censier, cf. tableau II).

CHAPITRE V

CHARTRE-CENSIER DU DOMAINE DE MORVILLE-SUR-NIED

(Fragment d'un censier général composé à l'abbaye St-Arnoul de Metz ⁽¹⁾
entre 942 et 967)

(Censier n° 8)

967, 16 août. — Metz.

Jean, abbé de St-Arnoul de Metz, affranchit les hommes du domaine de Morville-sur-Nied (*homines ex predio quod dicitur Maurivilla*),

(¹) Pour la période ancienne la meilleure étude critique sur l'abbaye de St-Arnoul est celle de Müsebeck, *Die Benediktinerabtei S. Arnulf von Metz in der ersten Hälfte des Mittelalters*; J. G. L. G., XIII (1901), p. 164-244, dans laquelle l'auteur retrace l'histoire de l'abbaye et de son patrimoine jusqu'à la fin du XII^e siècle.

Selon Müsebeck, l'abbaye de St-Arnoul aurait pour origine l'église des Apôtres, établie dès le IV^e siècle au sud et en dehors de l'enceinte de la ville de Metz. Détruite par les Huns en 451, puis reconstruite, l'église des Apôtres reçut en 643 les reliques de l'ancien évêque de Metz, St Arnoul, et jouit dès lors de la faveur de la famille carolingienne. Toutefois, l'ancienne appellation ne disparut que lentement, puisqu'une expression telle que « *basilica sancti domni Arnulphi vel sanctorum Apostolorum* » se rencontre encore dans un diplôme de Chilpéric II de 717. On ne sait à quelle date une communauté religieuse fut établie près de l'église des Apôtres; en tout cas, aux VIII^e et IX^e siècles celle-ci, qui est étroitement assujettie à l'évêque de Metz, est desservie tantôt par des moines, tantôt par de simples chanoines.

Au début du X^e siècle, ce sont des chanoines qui occupent l'abbaye, tombée, comme les autres abbayes messines, dans une décadence profonde. La réforme religieuse fut, à St-Arnoul comme à Gorze, l'œuvre de l'évêque Adalbéron I^{er}; les chanoines furent chassés et remplacés par des moines soumis à la règle bénédictine et un abbé régulier, Herbert, ancien moine de Gorze, fut placé à la tête de l'abbaye réformée (942). L'abbé Anstée (944-961) poursuivit l'œuvre de restauration économique; il put recouvrer une partie du patrimoine de son abbaye dilapidé par les chanoines, reconstruisit les bâtiments claustraux, leur adjoignit un hospice et entoura le tout d'un mur. La réforme opérée en 942 fut pour l'abbaye de St-Arnoul le point de départ d'une période de prospérité, qui ne paraît pas avoir duré plus d'un demi-siècle, car dans les premières années du XI^e siècle, l'évêque Adalbéron II confiait l'abbaye de St-Arnoul à Guillaume de St-Bénigne avec mission d'y rétablir la discipline.

jadis donné à l'abbaye par le comte Rambaud, des services arbitraires auxquels ils étaient jusqu'alors soumis et leur impose pour l'avenir des redevances et des prestations en travail strictement déterminées, conformément au régime en vigueur sur les autres domaines de l'abbaye.

ORIG. *A.* Parchemin de 490 mm. de largeur sur 490 mm. de hauteur ; M. M., E. 108. ⁽¹⁾

COP. *B.* Petit cartulaire de St-Arnoul ; Bibl. munic. de Metz, Ms 64, p. 86 (*B*¹) et p. 94 (*B*²), transcription du XIV^e siècle, qui présente des lacunes, probablement d'après *A* ⁽²⁾. — *C.* Traduction en français du XV^e siècle du Petit cartulaire de St-Arnoul ; B. N., N. a. fr. 6700, f^o 41. — *D.* Copie du Petit cartulaire de St-Arnoul exécutée au XVII^e siècle ; B. N., Coll. Baluze, vol. 47, f^o 116. — *E.* Copie non authentique sur papier du XVIII^e siècle ; M. M., E. 108, d'après *A*.

FAC-SIMILÉ. *Musée des Archives départementales*, p. 30 (fac-similé héliographique), d'après *A*.

EDIT. *a.* *Histoire de Metz*, par des religieux Bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne, III, pr., p. 78, d'après « un ancien cartulaire en parchemin de l'abbaye de St-Arnoul, p. 80 ». — *b.* *Musée des Archives départementales*, p. 30, d'après *A*. — *c.* Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 142, d'après *a*. — *d.* Abel, *Des institutions communales dans le département de la Moselle*, p. 192 (traduction en français moderne).

ANAL. Lepage, *Les communes de la Meurthe*, II, p. 69. — Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 100. — Bonvalot, *Le Tiers Etat d'après la charte de Beaumont*, p. 86. — Döring, *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bistums Metz*, p. 29.

⁽¹⁾ Pour les différentes notes portées au dos de l'original, on voudra bien se reporter aux indications données dans E. Perrin, *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine*, p. 291. — Un intérêt particulier s'attache à une mention qui a été portée au dos de l'original par le scribe qui a écrit l'ensemble de la charte ; cette mention doit se lire : « Pulegium de Maurivilla » et non « Privilegium de Maurivilla », comme il a été indiqué à tort dans le *Catalogue des chartes de franchise*.

⁽²⁾ On donne le nom de Petit cartulaire de St-Arnoul à une œuvre de caractère composite, écrite probablement vers le milieu du XIII^e siècle, et qui se présente sous la forme d'une histoire de l'abbaye depuis sa fondation ; l'auteur cite fréquemment des chartes empruntées aux archives de l'abbaye et les reproduit in-extenso à titre de pièces justificatives. La substance historique du Petit cartulaire a été éditée par Waitz sous le titre : « Ex historia S. Arnulfi Mettensis » dans *M.G.H.*, SS., XXIV, p. 527-545 ; pour les chartes qui entrecourent le récit, l'éditeur s'est contenté de reproduire le titre sous lequel elles figurent dans le Petit cartulaire sans en publier le texte.

INDIQ. E. Perrin, *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1350* ; *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine*, XXXIII (1924), p. 290, n° 1 ⁽¹⁾.

La charte de 967, communément appelée charte d'affranchissement de Morville, intéresse l'histoire des censiers à un double titre : par son objet d'abord, puisqu'elle se propose de substituer au régime en vigueur sur un des domaines de l'abbaye de St-Arnoul un statut plus libéral, dont elle détermine avec précision les différents articles ; par la rédaction de son dispositif ensuite, puisque celui-ci laisse deviner des emprunts à un censier général qui a dû être composé au lendemain de la réforme de l'abbaye par l'évêque Adalbéron I^{er}. Ce censier n'est pas sans analogie, en raison même de son origine et de sa date présumée, avec le censier général de Gorze, dont une fausse charte de 766 nous a permis d'identifier quelques fragments ⁽²⁾.

Si telle est la véritable portée de la charte de Morville, son intérêt paraîtra singulièrement restreint à ceux qui ont vu dans cet acte fameux une des chartes d'affranchissement les plus anciennes de l'Europe occidentale ⁽³⁾. Que la charte, concédée en 967 par l'abbé de St-Arnoul à ses hommes de Morville, ne soit pas une charte de franchise au sens propre du mot et qu'elle n'ait rien de commun avec une catégorie d'actes, dont les plus anciens apparaissent en Lorraine deux siècles plus tard seulement ⁽⁴⁾, il suffit, pour s'en convaincre, de lire avec attention l'exposé de la charte ; bien qu'écrit dans un style recherché, gauche et souvent obscur, celui-ci nous apporte pourtant, sur la genèse et sur l'objet de la prétendue charte d'affranchissement, des renseignements qui ne laissent pas place à l'équivoque.

De cet exposé il ressort d'abord que l'abbaye de St-Arnoul devait le domaine de Morville à la générosité du comte Rambaud, dont la charte de donation nous est parvenue sous sa forme originale ⁽⁵⁾. Aux termes de cette charte, datée de 958, Rambaud, le futur comte de Mortagne,

(1) On trouvera dans ce travail les principaux ouvrages ou articles qui mentionnent la charte de Morville ; ajouter à la liste Mabillon. *Annales ordinis S. Benedicti*, III, p. 545 sous le titre : « Manumissio per Johannem S. Arnulfi abbatem » et Waitz *D. V.G.*, V (2^e édit.), p. 300.

(2) Voir censier n° 7.

(3) Voir E. Perrin, *Catalogue des Chartes de franchise de la Lorraine*, p. 291.

(4) La plus ancienne charte d'affranchissement qui figure à notre catalogue est de 1177-1178.

(5) ORIG. M.M., E 107. — EDIT. H. M. B., III, pr., p. 71.

celui-là même, dont nous avons vu la générosité s'exercer en 957 envers l'abbaye de Gorze ⁽¹⁾, donne à l'abbaye de St-Arnoul son alleu de Morville, tant les biens hérités de ses parents que ceux acquis par lui-même ⁽²⁾, et réserve à son épouse Frédélinde la jouissance à titre viager dudit domaine, à condition de payer chaque année à l'autel de St-Arnoul un cens de dix sous. Comme Frédélinde est morte avant 965 ⁽³⁾, c'est donc entre 958 et 965 que l'abbaye de St-Arnoul est entrée en possession effective du domaine de Morville. Aux termes de la charte de 967, qui d'ailleurs reproduit en les développant les dispositions de la charte de 958, la donation consentie par le comte Rambaud comportait l'abandon au profit des moines de St-Arnoul de l'ensemble des droits exercés par le donateur et l'entrée du domaine de Morville dans le patrimoine de St-Arnoul ne devait entraîner aucun changement dans le régime auquel étaient soumis de tradition les hommes de ce domaine ⁽⁴⁾. Sur la nature de ce régime, la charte de 958 ne s'explique pas, mais d'une phrase de la charte de 967, on peut conclure que Rambaud et ses ayants droit pouvaient exiger des hommes de Morville des prestations en travail aussi nombreuses et aussi variées que bon leur semblait ⁽⁵⁾.

(¹) Voir p. 184.

(²) Rambaud donne à la mense conventuelle de St-Arnoul : « *alodum quendam proprietatis meæ... vocabulo Maurivillam in comitatu Salinse situm cum omnibus appendiciis... sicut ea predictus genitor meus in vita sua tenuit et quicquid proprio ingenio ad jam dictum alodum postea juste et rationabiliter acquisivi* ». On ne sait s'il faut prendre à la lettre le renseignement fourni par la charte sur la double origine des biens possédés par Rambaud à Morville ; notons seulement que dans la charte de 957 par laquelle Rambaud donne à l'abbaye de Gorze son domaine de Vertignécourt (cf. p. 187, n. 2), on retrouve une expression analogue. Comme les deux chartes sont rédigées par Adelard, agissant à la place du chancelier Normann, il s'agit probablement d'une pure clause de style.

(³) Parisot, *O. D. H. L.*, p. 496.

(⁴) Charte de 958

tradidi alodum quendam vocabulo Maurivilla... cumcta... eadem conditione et lege in jus et potestatem ipsius monasterii ad monachorum habenda.

Charte de 967

quoniam vir ipse... Regimbaldus quæ vivens eos lege et quolibet famulandi dominio detinuerat, eadem monasterio conditione simul cum predio toto subjecerat, id est ad quoscumque imperii jussus obsequendi.

(⁵) Le statut du domaine de Morville au temps de Rambaud est défini dans la charte de 967 par l'expression (voir la note précédente) : « *id est ad quoscumque imperii jussus obsequendi* » ; nous entendons par là l'obligation pour les hommes de Morville de répondre à toute réquisition de main d'œuvre. Il paraît inadmissible que ce droit de réquisition illimité du *dominus* se soit étendu aux redevances en argent et aux produits en nature ; en effet, d'après le contexte, les hommes de Morville demandent qu'on leur remette un texte écrit qui fixe leurs obligations de manière qu'à l'avenir

Nous ne savons en vertu de quel principe ou par suite de quelle tradition le régime domanial en usage à Morville comportait une telle part d'arbitraire. Au premier abord, tenant compte de l'opposition que la charte établit entre les domaines des établissements religieux et ceux des grands seigneurs laïques, on serait tenté de croire qu'une telle pratique était propre aux domaines de la seconde catégorie, mais de l'examen de certains censiers étudiés au cours du présent ouvrage ⁽¹⁾, il résulte qu'on ne saurait, à cet égard, formuler de règle générale. Il est d'ailleurs possible que le régime d'arbitraire encore en vigueur à Morville en 967 se soit substitué anciennement à un régime plus libéral, qui serait tombé peu à peu en désuétude et qui aurait été atteint par la prescription ; l'exemple offert par la charte-censier de Brouch ⁽²⁾ montre comment l'âpreté du *dominus* à multiplier ses exigences trouvait parfois une aide complice dans la négligence des tenanciers à défendre leurs droits traditionnels.

Que cette exploitation sans limite de la main-d'œuvre fournie par les tenanciers ait été un fait général ou exceptionnel, il reste qu'une telle pratique constituait, selon l'exposé de la charte, une anomalie au regard du droit en usage sur les domaines ecclésiastiques voisins de Morville. Sur ces domaines, sur ceux en particulier de l'abbaye de St-Arnoul, les tenanciers, protégés par la pratique traditionnelle des censiers, n'étaient tenus qu'à des services strictement déterminés ; c'est précisément ce régime de faveur, fondé sur un acte écrit, que les hommes de Morville sollicitent et obtiennent en 967 de l'abbé de St-Arnoul ⁽³⁾. Si celui-ci fait droit à leur demande en vertu d'un acte purement gracieux, ce n'est pas d'ailleurs sans s'être entouré de garanties multiples. Il ne s'est pas contenté de prendre l'avis, selon l'usage, de ses moines, de l'avoué de l'abbaye, Thiébert, comte du palais épiscopal et de ses vassaux ⁽⁴⁾, il a requis en outre le consentement unanime de ses

« obnoxii amplius quid sibi nequaquam exigi in posterum debuisset ». Il semble que l'emploi du mot *obnoxium*, qui s'applique de préférence aux services et non à l'ensemble des charges domaniales, confirme l'interprétation proposée plus haut.

(1) Voir, pour le X^e siècle en particulier, le censier n^o 5.

(2) Voir censier n^o 6.

(3) Les hommes de Morville demandent à l'abbé « ut . . . certum quid quo, more circumpositarum usibus ecclesiasticis subjacentium potestatum, inniti valerent, eis pro suæ gratie munificentia instruere dignaretur, ut eo tandem, quod presenti illius sanctione eis foret indictum, extunc deinceps in futurum obnoxii amplius quid sibi nequaquam exigi in posterum debuisset ».

(4) « Communi itaque fratrum consulto, auctore etiam viro clarissimo Teodeberto palatii comite ipsius monasterii advocato cum plurimis tam suæ dicionis quam quoquo pacto loci ejusdem fidelibus . . . »

hommes de Morville ⁽¹⁾. Formalité instructive, car elle prouve que, même quand il s'appuie sur la seule tradition orale, le régime en vigueur ne peut être modifié que du consentement des intéressés. Comme d'ailleurs la charte concédée par l'abbé Jean a été promulguée le jour même où se tenait le marché annuel de Metz ⁽²⁾, il est probable que le consentement unanime des tenanciers, dont fait état le rédacteur, n'est pas une pure formule de style et que les hommes de Morville, venus à Metz à l'occasion du marché, ont pu comparaître, sinon en totalité, du moins en grand nombre, devant l'abbé et donner leur assentiment à l'acte projeté. Après avoir pris ces précautions, l'abbé de St-Arnoul prononce la formule qui abolit les charges auxquelles les hommes de Morville avaient été jusqu'alors soumis ⁽³⁾; cet *affranchissement* est d'ailleurs conditionnel, car il comporte comme contrepartie un ensemble de redevances et de services dont le tableau inséré dans la charte définit le futur statut du domaine de Morville. Au total, si l'on ne se laisse pas leurrer par la phraséologie du rédacteur, on voit que le propre de la charte de 967 est de substituer au régime arbitraire ancien un régime dont les différents articles sont déterminés avec précision et consignés par écrit.

C'est cependant l'expression de charte d'affranchissement (*lex ingenuitatis*) ⁽⁴⁾ qui, mal interprétée par les commentateurs, les a amenés à donner à la charte de 967 une signification et une portée qu'elle est loin d'avoir. Selon les uns, son objet serait de concéder aux hommes de Morville la liberté personnelle ⁽⁵⁾; mais, vérification faite, aucune de ses clauses ne fait allusion aux charges de caractère servile dont la suppression ou la limitation est un des principaux objets des

(1) « ipsi quoque predii ipsius hominibus cunctis pariter assentientibus et grato animo suscipientibus sibi que placere fatentibus. »

(2) « Actum Mettis publice, nundinis annalibus, sub die XVII^o kalendas septembris ». Il s'agit du marché de la St-Arnoul (16 août), le plus ancien marché et le seul qui se tint à Metz au X^e siècle; il en est fait mention, pour la première fois, dans une charte d'Adalberon I^{er} de 944-45 (Müsebeck, *J. G. L. G.*, XV (1903), p. 3).

(3) « decrevit sepe jam nominatus abbas Johannes, prout possibile eis esse perscepit, more aliorum in jus monasterii consistentium hac ingenuitatis lege pristinis eos emancipare servitiis id est (suit le censier) ».

(4) Voir la note précédente. — Le terme d'*ingenuitas* revient deux autres fois dans la charte; d'une part, l'abbé décide que, moyennant les charges inscrites au censier, les hommes de Morville pourront posséder leurs tenures « nomine ac jure ingenuitatis libereque »; d'autre part, dans la formule de corroboration, la charte est désignée par l'expression « ingenuitatis libertas ».

(5) C'est l'opinion la plus répandue chez les auteurs qui analysent ou mentionnent cet acte.

chartes de franchise de la fin du XII^e et du XIII^e siècle. Selon d'autres, la charte aurait pour effet d'accorder aux tenanciers de l'abbaye de Morville la pleine propriété des terres cultivées par eux ⁽¹⁾, mais cette seconde interprétation n'est pas plus admissible que la précédente. Les manses, dont fait mention le censier inséré dans la charte, sont des tenures qui restent la propriété de l'abbaye de St-Arnoul et qu'exploitent les hommes de Morville moyennant certaines charges de type domanial ; sans doute, on trouve bien un passage où l'on peut voir une allusion à des terres qui seraient la propriété allodiale des sujets de l'abbaye ⁽²⁾, mais celles-ci sont nettement distinguées par le rédacteur des manses et ces alleux sont présentés comme d'institution ancienne, sans rapport aucun avec la charte de 967. En réalité, à l'origine de ces deux interprétations, aussi fausses l'une que l'autre ⁽³⁾, on trouve la même erreur touchant le sens du mot *ingenuitas*, qui dans la langue imprécise des documents du moyen âge est susceptible d'acceptions différentes. Dans le cas présent, le rédacteur de la charte-censier, dont on a déjà noté la maladresse à exprimer des notions abstraites, emploie le terme d'*ingenuitas* pour traduire deux idées qui ne se recouvrent pas parfaitement ; c'est, d'une part, l'acte juridique qui dégage les hommes de Morville de leurs obligations traditionnelles et qui, faisant table rase du passé, apparaît comme la condition nécessaire à l'établissement d'un régime nouveau ⁽⁴⁾ ; c'est d'autre part, ce régime lui-même qui, limitant les services exigés des tenanciers, est défini, par opposition à l'arbitraire

⁽¹⁾ Ainsi Sauerland, *Immunität von Metz*, p. 53. Cet auteur admet d'ailleurs que la charte concède également aux hommes de Morville la liberté personnelle.

⁽²⁾ « De cetero, tam terras sortium suarum quam queque ad se pertinentia nomine ... ingenuitatis habeant. » Le mot *sors* est synonyme de manse ; quant à l'expression « queque ad se pertinentia », elle semble faire allusion à des terres qui seraient la propriété des hommes de Morville ; il est possible en particulier que ces alleux appartiennent aux *mundiliones*, anciens hommes libres qui se sont placés sous le *mundium* du *dominus* de Morville.

⁽³⁾ Parmi les interprétations fantaisistes qu'ont pu donner de la charte de 967 d'excellents érudits, signalons celles de Döring et de Müsebeck. Pour Döring, *Beiträge zur ältesten Geschichte des Bistums Metz*, p. 30, la charte de 967 renouvelle le statut ancien du domaine de Morville ; pour Müsebeck, *J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 221, en concédant la liberté personnelle à leurs *censuales* (sic) de Morville, les moines de St-Arnoul ont voulu fixer les redevances dues par ceux-ci et restreindre du même coup la toute puissance du *villicus* du domaine.

⁽⁴⁾ De même, quand un individu donne un *mancipium* ou un serf à une église, il arrive fréquemment que la *traditio* soit précédée d'un affranchissement, qui annule la sujétion du *mancipium* ou du serf vis-à-vis du donateur.

ancien, au moyen du mot *ingenuitas*, dont la valeur relative ne doit pas faire illusion ⁽¹⁾.

Si l'on s'est trompé sur le véritable objet de la charte de 967, on a commis une autre erreur en ce qui touche l'identification de la *villa*, à laquelle s'applique le régime concédé par l'abbé de St-Arnoul. Dans la charte de 958, comme dans celle de 967, le domaine en question est désigné du terme de *Maurivilla*, sans autre qualificatif qui permette de l'identifier à coup sûr. La charte de donation, il est vrai, place *Maurivilla* dans le *comitatus Salinensis*, mais on ne compte pas moins de trois villages répondant au nom de Morville qui, à en juger par leur situation géographique, ont pu être compris dans les anciennes limites du Saulnois ; ces trois villages sont : Morville-lès-Vic, Morville-sur-Seille et Morville-sur-Nied. On peut écarter d'emblée Morville-lès-Vic, village dépendant de l'abbaye de Gorze, dans lequel jamais l'abbaye de St-Arnoul ne paraît avoir possédé le moindre domaine ⁽²⁾ ; en revanche, on peut hésiter entre les deux autres Morville, puisque l'abbaye de St-Arnoul a été possessionnée dans l'un comme dans l'autre, ainsi qu'il ressort, entre autres documents, d'un état des revenus de cette abbaye daté de 1315 ⁽³⁾ et de deux rapports de droits du début du XIV^e siècle, concernant, l'un la seigneurie de Morville-sur-Seille ⁽⁴⁾, l'autre la seigneurie de Morville-sur-Nied et Baudrecourt ⁽⁵⁾. Ces rapports de droits, qui énumèrent avec quelque détail les profits résultant pour l'abbé

(1) En tout cas le scribe qui a rédigé la charte de Morville ne se faisait aucune illusion sur la valeur de cet affranchissement, puisqu'il a défini l'acte écrit, et peut-être rédigé par lui, du terme de *pulegium*, qu'il a noté au dos de l'acte. On sait que ce mot est employé au X^e siècle pour désigner le censier d'un domaine ou un censier général englobant l'ensemble des domaines d'un établissement religieux. La mention *pulegium de Maurivilla*, qui figure au dos de l'original de la charte de Morville, aurait dû, depuis longtemps, avertir les historiens du véritable caractère de la charte, mais en vertu d'une fausse restitution, dont on a déjà vu un autre exemple (p. 190), on s'est entêté à lire « Privilegium de Maurivilla » et nous-mêmes avons jadis commis cette erreur (p. 226 n. 1).

(2) Voir sur cette identification E. Perrin, *Catalogue des chartes de franchise*, p. 292.

(3) ORIG. Mos., H. 207. Ce document a été publié de manière parfois incorrecte par Müsebeck, *J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 243, n° 23.

(4) « Ce sont lez droitz de Morville sur Saille que lez seigneurs de Saint Arnout y ont, escripts l'an mil CCCXXV » (Cop. M. M., E. 112, copie du XV^e siècle).

(5) « Ce sont li drois que li abbes et li couvans de St Arnou ont cu ban de Morville et de Baudrecourt ». Ce rapport de droits d'une écriture du XIV^e siècle a été édité par Bonnardot, *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1885, p. 335. L'éditeur a cru qu'il s'agissait de Morville-sur-Seille, mais la mention de Baudrecourt, voisin de Morville-sur-Nied, ne laisse pas place au doute sur l'identification de Morville.

de St-Arnoul de l'exploitation de ces deux seigneuries, paraissent susceptibles, au premier abord d'apporter une contribution intéressante au problème d'identification qui est en cause ; mais on s'aperçoit bien vite à l'épreuve que les deux catégories de documents, charte-censier et rapports de droits, sont trop éloignés dans le temps pour qu'on puisse les comparer avec profit ; d'ailleurs le rapport des droits de Morville-sur-Nied nous est parvenu dans un tel état de mutilation que tout rapprochement de ce genre devient illusoire.

Bien que l'identification de *Maurivilla* avec Morville-sur-Nied ne soit pas la plus communément admise ⁽¹⁾, c'est elle qui, en définitive, doit être retenue ⁽²⁾. En sa faveur, on peut faire valoir des arguments décisifs, tirés de l'examen des différents actes qui, postérieurement à 958, ont confirmé aux moines de St-Arnoul l'ensemble de leur patrimoine. Le premier en date de ces actes est une bulle de Léon IX ⁽³⁾, qui, sous sa forme actuelle, est un faux composé vers 1070—1080 ⁽⁴⁾ et dont la teneur est passée, réserve faite de légères modifications, dans tous les actes confirmatifs postérieurs ⁽⁵⁾. Entre autres biens, la bulle de Léon IX dénombre 30 manses avec l'église et la dîme à Rémilly, les domaines de Morville, Vic, Deyvillers, Marthille, Cheminot et Bouxières-sous-Froidmont. Tel étant l'ordre admis par la bulle dans l'énumération de ces différents domaines, on observera dès l'abord que, si *Maurivilla* était Morville-sur-Seille, il serait étrange que le rédacteur de la fausse bulle, qui respecte en gros la répartition géographique des domaines de l'abbaye, n'ait pas adjoint Morville-sur-Seille au groupe formé par les localités voisines de Bouxières et Cheminot. Mais il y a plus, la bulle d'Innocent II de 1139 ⁽⁶⁾ intercale l'église de Baudrecourt entre Morville et Vic ; la proximité de Baudrecourt et de Morville-sur-Nied, qui, dès le XIV^e siècle, forment un seul groupe domanial dépendant de l'abbaye de St-Arnoul, ne laisse pas de doute sur l'identité de *Maurivilla* et de Morville-sur-Nied. Pour rendre la démonstration tout-à-fait convaincante, il reste à montrer pour quelles raisons Morville-

(1) Voir à ce propos les observations présentées au *Catalogue des chartes de franchise*, p. 293.

(2) Au *Catalogue des chartes de franchise*, p. 294, cette identification était donnée par nous comme la plus vraisemblable, nous la tenons aujourd'hui pour certaine.

(3) J. L. 4186.

(4) Voir sur la date de la composition de la fausse bulle Wolfram, *J. G. L. G.*, I (1889), p. 70 et sq.

(5) Voir le dispositif de ces différents actes confirmatifs dans le tableau synoptique annexé par Müsebeck à son article (*J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 226).

(6) J. L. 7976.

sur-Seille ne paraît jamais dans les actes qui confirment à l'abbaye de St-Arnoul l'ensemble des biens constituant son temporel.

Si aucun document ne nous renseigne sur l'origine et la date d'acquisition par les moines de St-Arnoul de leur domaine de Morville-sur-Seille, nous pouvons du moins affirmer que cette acquisition est antérieure à 1075. En cette année, en effet, aux termes d'une charte promulguée par l'évêque de Metz Hermann ⁽¹⁾, l'abbé de St-Arnoul en contestation avec certains *ministeriales* épiscopaux de Nomeny, qui prétendaient lever un cens sur des individus dépendant du ban St-Arnoul à Cheminot, obtint leur désistement en leur abandonnant un chef-manse à *Maurivilla*, localité qui, en raison de la proximité de Nomeny, ne peut s'identifier qu'avec Morville-sur-Seille. Si ce domaine, propriété de l'abbaye de St-Arnoul dès la fin du XI^e siècle, n'est jamais cité dans les actes confirmatifs du temporel de cette abbaye, la raison doit en être certainement cherchée dans ce fait que Morville-sur-Seille était rattaché au domaine de Cheminot, vaste *fiscus* donné par Charlemagne à St-Arnoul en 783 ⁽²⁾ et qui comprenait de nombreux écarts à Bouxières-sous-Froidmont, à Villers ⁽³⁾, à Longeville-les-Cheminot, à Eply et aux Mesnils. A ces dépendances de Cheminot, il convient peut-être d'ajouter les *villae* de Secourt et de Vachières, dont une fausse charte, fabriquée de toutes pièces au XII^e siècle, attribue la donation à la reine Hildegarde et qui, d'ailleurs, ont dû échapper de bonne heure aux moines de St-Arnoul ⁽⁴⁾. Si ces différents écarts ont fait partie dès le VIII^e siècle, sinon en totalité, du moins en partie, du *fiscus* de Cheminot, on conçoit que celui-ci ait affecté la forme d'un vaste ensemble domanial correspondant au territoire de plusieurs de nos villages modernes et on comprend que, dans les actes de confirmation du temporel de l'abbaye,

⁽¹⁾ ORIG. Mos., H. 42. — EDIT. H. M. B., III, pr., p. 97.

⁽²⁾ B. M. 262 (253). Ce diplôme nous est conservé sous la forme d'une copie du début du IX^e siècle (Mos., H. 42), qui présente des traces de remaniement.

⁽³⁾ Il s'agit probablement d'une localité détruite, dont il est question dans un seul document, la charte de l'évêque Hermann de 1075 (cf. *supra*, n. 1). Selon cette charte, les *ministeriales* de l'évêque à Nomeny prétendaient lever un cens en argent sur les habitants de Cheminot « tenentes alodium, Villare dictum, quod etiam ad bannum ejusdem Caminet pertinet ».

⁽⁴⁾ La charte de donation de la reine Hildegarde du 23 mars 783 (B. M. 261 b (252 b)) est conservée sous la forme d'un pseudo-original (Mos., H. 126), qui ne date pas du X^e siècle, comme l'a cru Wolfram, *J. G. L. G.*, I (1889), p. 44, mais qui est un faux du XII^e siècle.

Vaccariae, identifié à tort souvent avec Bouxières-sous-Froidmont, est une localité disparue, qui devait se trouver à proximité du hameau actuel de Bérup, comm. Secourt.

ces dépendances de Cheminot se dissimulent sous le nom du centre administratif auquel elles étaient rattachées⁽¹⁾ et qu'il ne soit jamais fait mention en particulier du domaine de l'abbaye à Morville-sur-Seille⁽²⁾.

Si l'on étudie le censier inséré dans la charte de 967, on remarquera

(1) Le fait que les domaines rattachés à Cheminot se trouvaient englobés dans le *fiscus* de *Caminetum*, donné en 783 par Charlemagne, explique que les moines de St-Arnoul aient éprouvé le besoin de fabriquer de fausses chartes leur attribuant en termes précis la propriété de ces domaines. Parmi ces actes faux, seule la charte de la reine Hildegarde, concédant à l'abbaye Secourt et Vachières, nous est parvenue (voir p. 234, n. 4), mais on a de fortes raisons de croire que les archives de Saint-Arnoul possédaient anciennement une fausse charte au nom de la même reine et aux termes de laquelle celle-ci était censée donner à l'abbaye le domaine de Bouxières. Il est fait mention de cette donation dans la bulle de Léon IX de 1049 (qui est elle-même un faux de la fin du XI^e siècle) et cela dans des termes qui rendent la prétendue charte de donation infiniment suspecte.

L'unité primitive du *fiscus* de Cheminot ne s'est pas maintenue à travers tout le moyen âge ; dans l'inventaire des revenus de l'abbaye daté de 1315 (cf. p. 232) Bouxières est rattaché à Morville-sur-Seille, cependant que les biens de l'abbaye à Longeville, Eply et Les Mesnils sont compris dans le groupe de Cheminot. Dans cet inventaire il n'est plus fait mention ni de Secourt, ni de Vachières.

(2) En ce qui concerne Morville-sur-Seille, il n'est plus fait mention de ce village dans aucune des chartes de l'abbaye de St-Arnoul postérieures à 1075 et, pour avoir de nouveau des renseignements à son sujet, il faut attendre le XIII^e siècle. A cette époque, la seigneurie de St-Arnoul à Morville-sur-Seille voisine avec deux autres seigneuries, dont les détenteurs, Warnier, châtelain de Mousson et Thierry de Morville, affranchissent leurs sujets à la loi de Beaumont. A ces trois seigneuries il faut en ajouter une quatrième, la seigneurie dite de Fourchavigne qui, au XIV^e siècle, était tenue en fief du comte de Bar par des seigneurs locaux. Nous ignorons comment sont nées ces différentes seigneuries et les renseignements que nous possédons sur leur compte sont d'époque trop tardive pour qu'on puisse en tirer quelque conclusion sur leur origine lointaine. Toutefois, si l'on tient compte de la répartition des seigneuries dans le village voisin de Cheminot et si l'on raisonne par analogie, on peut voir dans le ban de Fourchavigne une seigneurie constituée en faveur du comte de Bar, en sa qualité d'avoué de l'abbaye St-Arnoul et dans les deux autres seigneuries des fiefs prélevés sur le domaine de l'abbaye au profit, soit de deux sous-avoués du comte, soit de deux vassaux de l'abbaye. Si le ban de Fourchavigne a persisté à Morville-sur-Seille jusqu'à l'époque moderne, il n'en va pas de même pour les deux seigneuries détenues en 1231 par Thierry de Morville et Warnier de Mousson ; la première fut achetée en 1261 par l'abbaye de St-Arnoul à Perrin de Morville, fils de Thierry. En 1335, date à laquelle fut rédigé le rapport de droits de l'abbaye de St-Arnoul à Morville-sur-Seille (cf. p. 232, n. 4), il n'existait plus, dans ce village, que deux bans, celui des seigneurs de Fourchavigne et celui des seigneurs de St-Arnoul ; il est probable qu'entre temps la seigneurie de Warnier de Mousson avait disparu à son tour, absorbée par le ban de Fourchavigne ou par le ban St-Arnoul (sur Morville-sur-Seille, voir Lepage. *Les communes de la Meurthe*, v^o *Morville-sur-Seille* ; sur Cheminot, *Die alten Territorien des Bezirks Lothringen*, II. Theil, p. 790).

dans la rédaction un défaut d'homogénéité, qui se traduit par des variations de temps et de mode dans l'emploi des verbes qui indiquent les différentes obligations imposées aux tenanciers de Morville-sur-Nied ⁽¹⁾. A cet égard, le censier peut se diviser en trois paragraphes différents ; dans un premier paragraphe l'obligation pour chaque manse de payer annuellement une once d'argent s'exprime au subjonctif ; un second paragraphe énumère plusieurs prestations en travail mises à la charge des manses et dont l'exécution est présentée par le rédacteur au futur ; enfin, dans un dernier paragraphe, le rédacteur, se conformant à l'usage constant des censiers, emploie de manière exclusive le présent de l'indicatif. De ces diversités dans le mode de rédaction, quelles conclusions peut-on tirer sur les sources utilisées par la charte-censier de Morville-sur-Nied ?

Il est remarquable que les manses de Morville acquittent une seule redevance en numéraire et que celle-ci soit présentée par le rédacteur comme la condition même de la *carta ingenuitatis* ; il faut probablement voir dans la somme d'une once, payée annuellement par le tenancier du manse, une taxe forfaitaire, qui, d'une part, englobe plusieurs impositions anciennes et qui, d'autre part, représente l'abonnement de service consenti par l'abbaye. On peut, à ce propos, se demander si les moines n'ont pas en outre perçu, au moment de la rédaction de la charte, une somme globale versée une fois pour toutes par les hommes de Morville pour obtenir le changement de régime sollicité par eux. Rien dans l'acte n'indique que la *carta ingenuitatis* ait donné lieu à un marché de cette sorte, mais, de ce silence, on ne saurait tirer aucune conclusion valable ; il est constant, en effet, que les chartes d'affranchissement, au sens propre du mot, passent soigneusement sous silence le prix auquel la franchise a été concédée. Dans le cas présent, on notera que le changement de statut a été accordé plus de deux ans après que les moines de St-Arnoul étaient entrés en possession effective du domaine donné par le comte Rambaud ⁽²⁾ ; ne convient-il pas d'expliquer un tel délai par la longueur des négociations poursuivies entre l'abbé et ses hommes, tant pour arrêter les articles du nouveau statut domanial que pour s'entendre sur le prix de la *carta ingenuitatis* ?

En ce qui concerne les travaux destinés à remplacer les services arbitraires jusqu'alors exigés, on a eu recours à un double procédé, que laisse deviner la forme même de la rédaction. Pour certains travaux, ceux-là mêmes qui sont le plus indispensables à la mise en valeur de

⁽¹⁾ Voir le tableau annexe p. 239.

⁽²⁾ Voir p. 228.

la réserve, les corvées de labourage par exemple, l'abbé a créé de toutes pièces le régime nouveau en s'inspirant des besoins du *mansus indominicatus* ⁽¹⁾; en outre, il a pris la précaution de s'assurer une réserve de main-d'œuvre en imposant aux tenanciers des manses une prestation de sept *noctes*, c'est-à-dire l'obligation de se tenir à l'entière disposition de l'abbaye durant sept jours consécutifs. Ces différents services ont été groupés par le rédacteur et les mots qui les désignent dépendent du verbe *faciet*, le futur étant destiné, dans ce cas, à marquer l'innovation de régime. Mais il est d'autres services mis à la charge des manses : charroi, battage, culture des vignes, travaux de clôture autour des terres de la réserve, vente de vin pour le compte de la taverne seigneuriale ⁽²⁾, pour lesquels le rédacteur emploie régulièrement le présent de l'indicatif, comme il est d'usage dans les censiers. Dans le cas qui nous occupe, une telle rédaction est bien faite pour surprendre, puisque le dispositif de la charte a pour objet de créer un état de droit et non de décrire un état de fait. Cette forme de rédaction ne peut s'expliquer que par un emprunt fait par le rédacteur de la charte à un censier général de l'abbaye de St-Arnoul. Si, pour certains services, les moines ont imaginé de toutes pièces un régime entièrement nouveau, pour d'autres, ils se sont contentés d'appliquer aux hommes de Morville le régime en vigueur dans un de leurs domaines, de même qu'ils ont unifié les redevances acquittées par les *mundiliones* du domaine conformément au tarif porté sur un censier préexistant ⁽³⁾.

(1) Il est à noter que le censier ne renferme aucune allusion à la moisson, alors qu'il limite la corvée de fauchaison à deux jours par manse. Il est probable que, pour la moisson, le droit de réquisition de l'abbé s'exerçait sans limite comme par le passé.

(2) L'obligation pour le tenancier du manse de vendre 8 muids de vin « *ex publica taberna* » a été mal interprétée par les différents auteurs qui ont analysé ou commenté la charte de Morville. Si l'on rapproche les expressions : « *ex publica taberna* » et « *manso publico* », il apparaît que dans ce double passage le mot *publicus* est synonyme de *indominicatus*. La *publica taberna* est un débit de vin exploité au profit de l'abbé de St-Arnoul ; le tenancier du débit remet à l'exploitant de chaque manse 8 muids de vin, que celui-ci est chargé d'écouler. — Sur ce sens particulier du mot *publicus*, voir Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 748.

(3) « *Mundiliones*, si qui extra positi sunt, masculus den. V, femina pullum I persolvit ». Il résulte de ce passage que, s'il y avait des *mundiliones* établis sur le domaine de Morville, ceux-ci n'acquittaient aucun cheveau, en vertu d'une pratique constante, qui a été signalée plus haut (p. 192, n. 3).

La charte-censier ne fait aucune allusion aux redevances personnelles acquittées par les hommes de Morville, qui n'étaient pas compris dans la catégorie des *mundiliones* ; de ce silence on ne peut conclure que les hommes de Morville n'étaient pas encore soumis à des charges de type personnel et de caractère servile ou que la charte les en affranchit par prétérition. Il est certain, en tout cas, que les hommes de l'abbaye

Si le régime appliqué aux hommes de Morville-sur-Nied en 967 s'inspire en partie d'un censier de l'abbaye de St-Arnoul, il nous reste à rechercher de quand pouvait dater cet inventaire général, dont nous avons à déplorer la perte. A cet égard, nous en sommes réduits aux conjectures. Un fait toutefois paraît certain : si en 967 on a emprunté à un chapitre d'un censier général quelques-uns de ses éléments pour rapprocher le statut des hommes de Morville de celui dont jouissaient les autres hommes de l'abbaye, c'est qu'apparemment ce censier était encore en vigueur et que, par suite, sa rédaction ne remontait pas très haut dans le passé. Si l'on songe que l'abbaye de St-Arnoul a été réformée en 942 par l'évêque Adalbéron I^{er} après une période de profonde décadence, que les premiers abbés, placés à la tête de l'abbaye réformée, Herbert (942—944) et Anstée (944—961), sortaient de l'abbaye de Gorze, que l'abbé Anstée, dans l'œuvre de restauration économique de son abbaye⁽¹⁾, paraît s'être inspiré de l'exemple de l'abbé Jean de Vandières, il ne paraîtra pas téméraire de penser qu'à St-Arnoul, comme à Gorze, la rédaction d'un censier général a été la conséquence indirecte de la réforme religieuse et qu'il faut faire honneur probablement à l'abbé Anstée de cet inventaire général, dont seule la charte de 967 nous laisse soupçonner l'existence⁽²⁾.

domiciliés à Morville, étaient dès 967 soumis à l'obligation d'épouser des femmes sujettes de l'abbaye. On voit, en effet, par une charte de l'abbé de St-Arnoul Guillaume de 1024-1031 (EDIT. *B.S.A.L.*, 1906, p. 11) que certains *ministeriales* de l'abbaye, interprétant cette obligation de la manière la plus stricte, prétendaient contraindre les hommes de Morville à prendre femme exclusivement dans les limites de cette seigneurie. La charte de l'abbé Guillaume condamne cette interprétation, reconnaît aux dits hommes le droit de se marier dans n'importe quelle seigneurie, relevant de l'abbaye, mais condamne implicitement la pratique du formariage.

(1) Sur la restauration économique opérée par l'abbé Anstée, qui avait rempli à Gorze l'office de doyen, voir *Vita Johannis Gorziensis*, cap. 66 et 67 (SS., IV, p. 355).

(2) On trouve dans les archives de St-Arnoul (Mos., H. 3) deux expéditions d'une fausse charte du 27 juin 704 (B. M. 23), par laquelle Arnoul, duc des Bourguignons (*sic*), petit-fils de Pépin II, donne différents biens à l'abbaye des Saints-Apôtres (St-Arnoul) ; cette charte a été fabriquée de toutes pièces à une époque qui se place, si l'on en juge par l'écriture des pseudo-originaux, vers la fin du XI^e siècle ou le début du XII^e siècle. Entre autres biens, Arnoul donne à l'abbaye de St-Arnoul la part d'héritage qui lui est venue de son frère Godefroy dans la *villa* de Marieulles (Mos., Metz, Verny) « id est :

Terram aratoriam indominicatam plus quam jugera CC
pratum etiam ad falces XXX
silvam minutam ad dies XC ».

Il est possible que cet inventaire de la réserve de Marieulles ait été emprunté

Charte-censier du domaine de Morville-sur-Nied de 967
(Censier n° 8)

Tableau du dispositif de la charte de 967

... decrevit sepe jam nominatus abbas Johannes, prout possibile eis perspexit, more aliorum in jus monasterii consistentium hac ingenuitatis lege pristinis eos emancipare servitiis :

id est quod inibi	Faciet preterea man-	In carropera, ex quo-
mansa esse noscuntur,	sus unusquisque an-	cumque servitio indi-
ex singulis annuatim	zingam integram ;	citur, carros II ;
uncia argenti inter fes-		
tivitatem Sti Arnulfi		
et Sti Martini pendatur.		

in corrogata dies II	terit annone cujus-
ad utramque satio-	libet generis modios V ;
nem ;	

in prato dies duos ;	mittit in vinea ho-
	mines duos ;

noctes quoque sep-	manso publico clu-
tem.	dendo perticas II, in
	corrogata perticas
	IIII, in prato perti-
	cas IIII, in vineis per-
	ticas IIII ;

pullos III, ova XV ;

vendit ex publica ta-
berna vini modios VIII ;

mundilionum, si qui
extra positi sunt, mas-
culus den. V, femina
pullum I persolvit.

par le faussaire, qui a fabriqué la charte de 704. au censier général de St-Arnoul qui aurait fourni à la charte de 967 quelques-uns de ses éléments. Le domaine de Marieulles est mentionné pour la première fois dans le diplôme d'Otton I^{er} de 948 qui confirme à l'abbaye de St-Arnoul les biens de la mense conventuelle (Stumpf 166) ; il n'est donc pas impossible que ce domaine ait figuré dans un censier général, rédigé dans les années qui ont précédé immédiatement 967.

LIVRE III

LES CENSIERS DU XI^e SIÈCLE

LIVRE III

LES CENSIERS DU XI^e SIÈCLE

CHAPITRE I^{er}

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE SAINT-VANNE DE VERDUN ⁽¹⁾
1040—1050
(Censier n^o 9)

ORIG. *A.* Perdu ; existait encore au temps de Mabillon ⁽²⁾.

COP. *B.* Cartulaire du XII^e siècle, composé entre 1135 et 1156, d'après *A.*, qu'il reproduit en le complétant par des actes postérieurs à 1040. Perdu ; existait encore en 1784 dans les archives

⁽¹⁾ L'église de St-Vanne, située sur un monticule en dehors de l'enceinte de Verdun à l'ouest de la Ville Haute ou Châtel, passe pour avoir été la première église de la communauté verdunoise. En 875 l'évêque Bérard y établit un collège de chanoines, qui, dès le milieu du X^e siècle, était tombé dans une profonde décadence. En 951-952 l'évêque Bérenger restaura l'abbaye qui devait être, un demi-siècle plus tard, sous la direction de l'abbé Richard, un des centres les plus actifs de la réforme en Lorraine. Au cours de la lutte des investitures, les moines de St-Vanne, partisans convaincus de la réforme grégorienne, eurent à subir les persécutions des évêques henriciens ; obligés de fuir à deux reprises, en 1085 et en 1111, ils allèrent, pour la plupart, chercher un refuge à St-Bénigne de Dijon, qui leur offrit l'hospitalité de 1085 à 1092 et de 1111 à 1114. Rentrés définitivement à Verdun en 1114, ils eurent à reconstituer leur temporel dilapidé durant leur absence et il leur fallut batailler pour rentrer en possession d'un certain nombre de droits seigneuriaux qui leur avaient échappé au temps des troubles. Afin d'appuyer leurs prétentions, les moines furent amenés, soit à interpoler des chartes anciennes, soit à fabriquer de toutes pièces plusieurs chartes, dont il sera question au cours de la présente étude.

⁽²⁾ D. Mabillon, *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti*, Saeculum sextum, Pars prima, VIII (édit. Venet.), p. 455.

de St-Vanne, où il a été consulté par D. Michel Colloz, sous-prieur de St-Airy, qui en a copié plusieurs chartes ⁽¹⁾.

C. Copie des dernières années du XV^e ou des premières années du XVI^e siècle, conservée sous une double forme : C¹. B. N., Collection Dupuy, vol. 244 (le censier occupe les f^{os} 46 V^o—48 R^o). — C². B. N., Lat. 5435 (le censier occupe les f^{os} 60 V^o—64 V^o). Ces deux copies, exécutées par un même scribe d'après B, sont très défectueuses et souvent inintelligibles ; elles donnent du censier deux textes qui concordent pour le nombre des chapitres, mais dont les leçons diffèrent sensiblement.

D. Copie faite en 1721 par Bouhier, d'après C², dont elle corrige parfois les leçons inintelligibles ; B. N., Lat. 17639 (le censier occupe les f^{os} 69 V^o—72 R^o). — E. Copie faite au XVII^e siècle pour Baluze ; B. N., Lat. 5214 (le censier occupe les f^{os} 193 R^o—205 R^o), d'après C². — F. Copie du XIX^e siècle faite par Ch. Buvignier ; Bibl. munic. de Verdun, Ms 184, d'après D.

EDIT. a. B. Guérard, *Polyptyque de l'abbaye de Saint-Remi de Reims*, p. 115—122, d'après D, mais indique en note les variantes de C. — Bloch (Herrmann), *Die ältesten Urkunden des Klosters St-Vanne zu Verdun* ; J. G. L. G., X (1898), p. 338—449 et XIV (1902), p. 48—150 ⁽²⁾. Bloch édite le censier au t. XIV, p. 123—130 sous le titre : « Das Polytychon des Klosters StVanne (Etwa 1040—1050) » ; il prend pour base de son édition les copies C¹ et C².

L'édition du cartulaire-censier de St-Vanne procurée par H. Bloch est faite avec méthode et intelligence ; en ce qui concerne le censier lui-même, qui seul doit retenir notre attention, la tâche de l'éditeur était d'autant plus délicate qu'il était réduit, dans la pratique, aux seules leçons des deux copies C¹ et C², souvent défectueuses et parfois inintelligibles. Une étude attentive du texte permet d'apporter quelques améliorations à l'édition Bloch ; on trouvera ci-dessous les corrections que nous³ proposons.

(1) Plusieurs des copies exécutées par D. Colloz d'après le cartulaire du XII^e siècle (B) existent encore aujourd'hui ; voir B. N., Coll. Moreau, vol. 10, f^o 48 et sq., f^o 198 et sq. ; au vol. 46, f^o 200 on trouvera une description succincte du cartulaire.

(2) Dans l'édition Bloch les chartes sont rangées par ordre chronologique ; le t. X renferme les chartes I (702) à XXXIX (1005?-1046), le t. XIV les chartes XL (1037-1048) à XCII (1142-1156).

Chap. I^{er}

Edition Bloch

Corrections proposées

In Scantia sunt mansi ad servitium XVI, LIII ad censum...

In Scantia sunt mansi ad servitium XVI et III ad censum..⁽¹⁾

Et unus cartarius solvit... in festivitate Sti Johannis falces VI; et mansus unus C scindulas in festivitate Sti Remigii ... (sic) pro granario...

.... falces VI.
Et mansus....
...Sti Remigii; XII denarios⁽²⁾
pro granario....

pullos et ova ad Pasca et festivitatem Sti Vitoni et ad nativitatem Domini; de integro manso carrum dimidium, de carropera XX den., noctes X in maio. Homo de capite suo... solvit denarios IIII. Clausuram indominicatam in vinea femorare debent dies III.

pullos et ova ad Pasca et festivitatem Sti Vitoni; et ad nativitatem Domini de integro manso carrum dimidium, de carropera XX den., noctes X. In maio homo de capite suo⁽³⁾ solvit denarios IIII. Clausuram indominicatam. In vinea femorare debent dies III.

Chap. 2

Aspiciunt ad eam [ecclesiam] III mansi in dote oblate de ecclesia

Aspiciunt ad eam III mansi in dote.

Oblate de ecclesia...

...pannus unus XII ulnarum, unus equus ad parendum dantur presbitero...

pannus unus XII ulnarum⁽⁴⁾.
Unus equus ad parendum datur⁽⁵⁾
presbitero...

Mansus unus in nativitate Domini V plaustra lignorum, XXIIII denarios in anno. VIII sedilia XXVII denarios; XIII qui jacent ultra...

Mansus unus in nativitate Domini V plaustra lignorum, XXIIII dies⁽⁶⁾ in anno. — VIII sedilia XXVII denarios. — XIII⁽⁷⁾ qui jacent ultra...

⁽¹⁾ Sur cette correction, cf. p. 256, n. 1.

⁽²⁾ C¹ et C² « Sti Remigii XII dei ».

⁽³⁾ Cette correction est suggérée par le début du chap. 1 (« census capitum in maio ») et par le fait que le polyptyque fixe en général au mois de mai le payement du cheveau; toutefois, il faut remarquer qu'au chap. 3 la redevance des *noctes* est exigible en mai, ce qui peut justifier dans une certaine mesure la leçon adoptée par Bloch.

⁽⁴⁾ Il faut entendre que cette pièce de drap est comprise dans les *oblate* de l'église.

⁽⁵⁾ C¹ « datur ».

⁽⁶⁾ C¹ et C² « XXIIII dies manno.... ».

⁽⁷⁾ Il s'agit de 13 manses distincts des 12 indiqués en tête et situés à *Funtagia* même.

Chap. 3

Edition Bloch

In Barracum

unam carratam de pascellis —
 IIII denarios in carrata, de una
 XL fasciculos — et unam de
 tremois similiter.

Corrections proposées

In Borracum

unam de pascellis, IIII denarios.
In croata ⁽¹⁾ *de wain* ⁽²⁾ XL *falci-*
culas ⁽³⁾ *et illam* ⁽⁴⁾ de tremois
 similiter.

Chap. 5

Summa denariorum in anno
 VIIII solidos et VIII denarios.

Summa denariorum *in maio* ⁽⁵⁾
 VIIII solidos et VIII denarios.

Chap. 6

Solvit mansus... XL noctes
 et II carradas, unam herbe, alte-
 ram feni; idem III carratas herbe,
 alteram feni.

Solvit mansus... XL noctes
 et II carradas, unam herbe, alte-
 ram feni; idem tertiam carratam
 herbe, alteram feni ⁽⁶⁾.

Chap. 7

Mansus integer debet... de
 lignis carratas IIII; XXXVI fal-
 ces, pullos III, ova XV...

Mansus integer debet... de
 lignis carratas IIII; XXX (noc-
 tes?); falces VI ⁽⁷⁾; pullos III,
 ova XV....

(1) C¹ « coata »; C² « croata ».

(2) C¹ et C² « unam »; il faut supposer que le manuscrit primitif portait « uain ».

(3) C¹ « falciculas »; C² « faciculos ». — Il s'agit probablement du nombre de faucilles (c'est-à-dire du nombre de moissonneurs) que les manses doivent fournir à la réserve seigneuriale aux deux saisons de *wain* (blé d'hiver) et de *trémois* (blé de printemps). Le chiffre de 40 faucilles est trop élevé pour qu'il puisse s'appliquer à l'unité de tenure; c'est en réalité le chiffre total des faucilles qui sont réquisitionnées pour le compte du *dominus* sur l'ensemble des manses du domaine. On trouve aux chap. 17 et 19 du censier de St-Vanne d'autres exemples de ce mode d'évaluation insolite.

(4) C² « illam ».

(5) C¹ et C² « maio ».

(6) Le texte des copies C¹ et C² (« et II carradas unam herbe alteram feni idem III carratam herbe alteram feni ») donne un sens à peu près satisfaisant, à condition d'admettre que la leçon donnée par la copie B, de laquelle dérivent les copies C¹ et C² était : « III, carratam », qui doit se lire : « tertiam carratam ».

(7) Les copies C¹ et C² donnent la leçon : « XXX falces VI ». Il est probable qu'il manque un mot après le premier chiffre, peut-être faut-il lire : « XXX noctes, falces VI », car il arrive parfois que le total annuel des journées de travail (*noctes* ou *dies*) exigées des manses sur les domaines de St-Vanne soit un multiple de 5 (chap. 1), encore que ce nombre soit en général un multiple de 6 ou de 7.

Chap. 13

Edition Bloch

Homo de potestate II dies in prato... (*sic*) et aliud servitium de die in diem...

Corrections proposées

Homo de potestate II dies in prato *atque* III *bannos ad dominicum granarium* ⁽¹⁾ et aliud servitium de die in diem...

Silva indominicata ad C porcos, alia communis multiplex.

Silva indominicata ad C porcos, alia communis [*ad*] *multiplices porcos* ⁽²⁾.

Chap. 15

Est ibi silva cum II mansis

Est ibi silva *in* II mansis ⁽³⁾

Chap. 18

Edition Bloch

De Liniaco exeunt V solidi... ; in festivitate Domini similiter VI solidi.

Corrections proposées

De Liniaco exeunt VI (?) solidi... in festivitate Domini similiter VI solidi

Chap. 19

Debentur etiam in Petri ad vincula et in festivitate Sti Remigii VIII sextarii frumenti ...

Debentur etiam *in fenal VIII falcature* ⁽⁴⁾ et in festivitate Sti Remigii VIII sextarii frumenti...

De l'étude approfondie à laquelle s'est livré H. Bloch sur la composition et le mode de transmission du cartulaire-censier primitif, il ressort que les deux seules copies utiles dont nous disposions (*C*¹ et *C*²) dérivent d'un cartulaire-censier du XII^e siècle (*B*) ; celui-ci utilise lui-même un cartulaire-censier plus ancien (*A*), composé dans les dernières années de l'abbatiate de Richard, mort en 1046. Bloch croit pouvoir attribuer

⁽¹⁾ Après *prato*, on lit dans *C*¹ : « qui in banno I domum granaris » et dans *C*² : « qui in banno I domini granarium ». Bloch suggère la correction : « IIII in banno vel dominico granario », mais n'ose adopter cette leçon dans le corps du texte. — Le *bannus*, mentionné également au chap. 7 (Parois), est un charroi imposé aux tenanciers par le seigneur, en vertu de son droit de ban, pour assurer le transport du foin jusqu'au grenier de la cour seigneuriale.

Quant à l'expression qui suit (« et aliud servitium de die in diem »), elle est d'interprétation délicate ; peut-être faut-il entendre que l'abbé de St-Vanne avait en outre le droit d'exiger à Laumesfeld (chap. 13) de tout homme de la seigneurie une autre journée de travail, à n'importe quelle période de l'année et sous la seule réserve d'avertir les assujettis la veille pour le lendemain.

⁽²⁾ *C*¹ et *C*² « alia communis multiplex p. » (avec tiret d'abréviation sur p).

⁽³⁾ La leçon *in* est donnée par les copies *C*¹ et *C*².

⁽⁴⁾ Les copies *C*¹ et *C*² donnent la leçon : « in fenal (*C*¹) (fenat (*C*²)) vini fune ».

à l'activité intelligente du fameux abbé de St-Vanne la mise en œuvre de trois recueils différents : un cartulaire, un censier et un nécrologe ⁽¹⁾. Le scribe du XII^e siècle, qui, entre les années 1135 et 1156, entreprit de recopier le cartulaire et le censier du XI^e siècle ⁽²⁾, compris dans un manuscrit unique, ne s'est pas soucié de reproduire son modèle tel qu'il l'avait sous les yeux ; au plan primitif il a apporté deux sortes de modifications. D'une part, il a dérangé l'ordre des chartes transcrites au cartulaire *A* ⁽³⁾, d'autre part, entre ce cartulaire et le censier rejeté à la fin du recueil, il a intercalé un certain nombre de chartes postérieures à l'abbatiate de Richard, complétant ainsi l'œuvre entreprise un siècle auparavant sous la direction de ce dernier.

Les conclusions de Bloch sont pleinement confirmées en ce qui concerne le censier, qu'une étude attentive permet de dater avec quelque précision. Le chap. 17, en effet, décrit l'ensemble des biens possédés par l'abbaye à Dommary et Baroncourt : or, ceux-ci proviennent de la libéralité de l'évêque de Verdun Richard (1039—1046) ; d'autre part, aux chap. 15 et 16 figurent les domaines d'Op-Hasselt et de Velsicque-Ruddershove, qui furent cédés par échange au comte de Flandre Baudouin V à une date voisine de 1053 ⁽⁴⁾ ; du rapprochement de ces deux faits on peut conclure que le polyptyque de l'abbaye de St-Vanne a été composé vers 1040—1050 ⁽⁵⁾.

Dans les copies *C*¹ et *C*² le polyptyque proprement dit est précédé

(1) Bloch, X, p. 340. — Le nécrologe ne nous a pas été conservé, mais les mentions qu'il renfermait ont été recueillies par un nécrologe du XIV^e siècle (Bibl. munic. de Verdun, Ms. 7) ; en utilisant le texte de ce dernier et en éliminant les mentions les plus récentes, Bloch est parvenu à reconstituer le nécrologe primitif (Bloch, XIV, p. 134—150).

(2) Bloch, X, 345. — Ce second cartulaire a été probablement exécuté durant les dernières années de l'abbatiate de Laurent, mort en 1139. Le même abbé aurait remis en honneur l'usage d'inscrire au nécrologe, commencé sous l'abbé Richard, l'obit des bienfaiteurs du couvent (Bloch, XIV, p. 131).

(3) Bloch, X, p. 346.

(4) Bloch, XIV, p. 54.

(5) Si, adoptant la date 1040—1050 pour la rédaction du polyptyque, on étudie, parmi les domaines qu'il décrit, ceux qui à cette date étaient d'acquisition récente, on constate que leur superficie évaluée en manses est la même dans les actes de donation et dans le censier ; cette concordance, qui se vérifie pour Bourray, Courrière, Fremersdorf, Laumesfeld, confirme la date proposée par Bloch. Pour les domaines d'acquisition ancienne, cette concordance ne s'observe pas ; entre temps, en effet, des remaniements territoriaux et des incidents de toutes sortes ont pu modifier le nombre primitif des manses tributaires.

Sur la date d'acquisition des domaines et sur les actes qui nous les font connaître, voir le tableau de la page 261.

immédiatement d'une liste des biens possédés par l'abbaye de St-Vanne ⁽¹⁾ ; cet inventaire sommaire, placé ainsi en tête du censier, selon une disposition qui remonte au moins au cartulaire du XII^e, peut-être même au recueil du XI^e siècle ⁽²⁾, paraît au premier abord faire corps avec le polyptyque qui le suit ; ce sont cependant deux documents de caractère et d'âge bien différents, encore que B. Guérard s'y soit trompé et les ait confondus dans son édition. La liste des biens du monastère, rédigée sous une forme très concise, sans description des domaines et sans indications des redevances et services, est dans un rapport si étroit avec le diplôme d'Otton II de 980 qui confirme au monastère l'ensemble de ses possessions, qu'on peut affirmer que cette liste, dressée par les soins des moines, a été présentée à la chancellerie d'Otton II en vue d'obtenir le diplôme de confirmation de 980 ⁽³⁾. Entre l'inventaire et le polyptyque il n'y a donc aucun rapport ; les deux documents, bien que juxtaposés dans le manuscrit primitif, sont séparés par un intervalle d'un demi-siècle environ.

Le polyptyque débute sans titre ni introduction par la description du domaine de Scance (*In Scantia*) ⁽⁴⁾ ; le texte se développe par la suite et les différents articles s'enchaînent sans qu'aucun indice, aucune disposition paléographique particulière permettent à première vue, sur les copies, de les distinguer l'un de l'autre ; pourtant, à l'analyse, l'éditeur a pu facilement découper dans ce texte uniforme 20 chapitres, qui tous débutent par le nom de la localité sous lequel sont groupés les biens à inventorier ⁽⁵⁾. Il est possible d'ailleurs qu'il faille subdiviser le chap. 19 de l'édition Bloch en deux paragraphes concernant, l'un (chap. 19¹) Maucourt (*Marculficurtis*) ⁽⁶⁾, l'autre (chap. 19²) Gincrey

(1) Cette liste est publiée par Guérard, *Polyptyque de Saint-Remi de Reims*, p. 115 ; on en trouvera une édition plus correcte dans Bloch, X, p. 447 (Anhang I).

(2) Bloch, X, p. 447 (Préambule à l'édition du catalogue des biens).

(3) Bloch, X, p. 363 et sq. — Le diplôme d'Otton II du 3 juin 980 (Stumpf 765) est réédité par Bloch, n° XX.

(4) Le ruisseau d'Escance ou de Scance (ce dernier nom figure sur la carte d'Etat-Major au 80 000^e, feuille Verdun) a sa source aux environs de Nixéville ; coulant vers le nord-est, il longe à l'ouest la citadelle de Verdun et se jette dans la Meuse en aval de cette dernière ville. Le village dit Escance ou Scance se trouvait sur les bords de ce ruisseau, à proximité de Verdun, et s'étendait à l'ouest et au nord de la citadelle ; ce village, dont le nom ne se retrouve pas, passé le XIII^e siècle, devait correspondre à peu près aux faubourg actuels de Glorieux et Jardin-Fontaine (Clouet, *Hist. Verdun*, I, p. 318).

(5) La formule d'introduction du paragraphe est d'ordinaire du type : « In Scantia » ; on trouve aussi des formules du type : « Ad Paridum ; Est in Gengeavia ».

(6) L'identification de *Marculficurtis* avec Maucourt (M., Verdun, Etain) ne fait aucun doute ; d'après une charte de l'évêque Thierry de 1046—1052 (Bloch, n° XLIII), la chapelle de Gincrey dépendait de l'église de *Marculficortis* et d'après

(*Junchereium*) ⁽¹⁾, ce qui porterait à 21 le nombre des inventaires figurant au censier. Mais, comme dans un des chapitres (chap. 17) les biens inventoriés sont situés dans deux villages voisins ⁽²⁾, le nombre total des localités mentionnées au polyptyque, entre lesquelles se répartissent les domaines de St-Vanne, s'élève à 22, dont 17 peuvent être identifiés avec certitude. Ce sont : *Scantia*, Scance (chap. 1) ; *Borracum*, Bourray (chap. 3) ; *Goloniscortis*, Gouraincourt ⁽³⁾ (chap. 4) ; *Septimoniolum*,

une autre charte du même évêque de 1046-1060 (Bloch, n° XLVIII), on voit qu'il en était de même de la chapelle de Mogeville ; or Maucourt est voisin de Gincrey et de Mogeville.

(1) Cf. la note précédente.

(2) « Inter Baroniscurtem et Domnam Mariam ». Il faut entendre que les biens de St-Vanne s'étendaient sur le territoire des deux villages de Baroncourt et Dommarmy.

(3) Gouraincourt, M., Montmédy, Spincourt. — Le nom de *Goloniscortis* ne se rencontre qu'au polyptyque et dans la fausse bulle de Nicolas II de 1065 (Bloch, n° XLVI) ; en revanche, les actes de confirmation, depuis le diplôme de 980 jusqu'à la bulle de Léon IX de 1053 (Bloch n° XLIV), citent régulièrement *Gaulinicurtem* (ou *Gaulinicotem*). Bloch ne doute pas qu'il s'agisse d'une seule et même localité (Bloch, XIV, p. 126, notes du par. 4) ; toutefois, il se refuse à identifier cette localité avec Gouraincourt, sous le prétexte que, dans le diplôme de 980, les biens de *Gaulinicurdis*, soit un demi-manse, sont présentés comme dépendant de l'église de Neuville (« ad Novam villam ecclesiam I cum tribus capellis et mansis IIII et dimidio manso ad Gaulinicurtem . . »). De ce texte, Bloch conclut que *Gaulinicurdis* doit être cherché dans le voisinage immédiat de Neuville (comm. Champneuville ; M., Verdun, Charny) et qu'on ne peut l'identifier avec Gouraincourt, éloigné de Champneuville d'une trentaine de kilomètres. Il est exact qu'en général les chapelles dépendant d'une église paroissiale, les biens immobiliers qui constituent sa dotation, se rencontrent dans un rayon peu étendu ; toutefois, l'argument n'est pas valable dans le cas présent. En effet, si l'on se reporte à la charte de l'évêque Bérenger de 951-952 (Bloch, n° XI), on voit que de l'église de Neuville dépendent des biens situés à Maucourt, village situé à une vingtaine de kilomètres vers l'est, dans la direction précisément de Gouraincourt. La charte de 951-952 donne la raison de cette anomalie en qualifiant d'*abbatia* l'église de Neuville (« ad Novam villam ecclesiam I cum duabus suis capellis et cum ecclesia I in Marculfivilla sita ad prefatam Noveville abbatiam pertinente ») ; il devait y avoir dans ce village, au moment où Bérenger entreprit la réforme de St-Vanne (951), une abbaye ou un prieuré, dont les biens entrèrent dans le temporel de St-Vanne ; parmi ces biens devait se trouver le minuscule domaine de Gouraincourt, mentionné pour la première fois par le diplôme de 980 et évalué par celui-ci à un demi-manse. Cette modeste tenure, détachée de la dotation de l'église de Neuville, a probablement été l'origine du domaine de Gouraincourt décrit par le polyptyque du XI^e siècle, mais entre temps celui-ci s'était accru de quelques manses dans des conditions qui nous échappent totalement.

D'après la fausse bulle de Nicolas II de 1065, on voit que les moines de St-Vanne revendiquaient, au début du XII^e siècle, à *Goloniscurtis*, la propriété d'un moulin et le droit de pêche ; or, le territoire de Gouraincourt est limité à l'est par l'Othain et au sud par un ruisseau, affluent de l'Othain, ce qui confirme, dans quelque mesure, l'identification proposée.

Samogneux (chap. 5) ; *Paridum*, Parois (chap. 7) ; *Gislenicortis* (Gilincourt⁽¹⁾) (chap. 8) ; *Gengeavia*, Gesves⁽²⁾ (chap. 9) ; *Betelanivilla*, Béthelainville (chap. 11) ; *Lumesvet*, Laumesfeld (chap. 13) ; *Bolrouer*, Boureuilles (chap. 14) ; *Haslud*, Op-Hasselt (chap. 15) ; *Rogericortis*, Velsicque-Ruddershove (chap. 16) ; *Baroniscortis*, Baroncourt (chap. 17) ; *Domna Maria*, Dommery⁽³⁾ (chap. 17) ; *Liniacum*, Linydevant-Dun (chap. 18) ; *Marculficurtis*, Maucourt (chap. 19) ; *Maraldicortis*, Méraucourt (chap. 20).

L'identification de cinq localités seulement offre quelques difficultés. *Funtagia* (chap. 2) a été identifié par Bloch avec Fontoy, ce qui n'est pas philologiquement impossible⁽⁴⁾, mais il est plus probable qu'il s'agit de Fentange en Luxembourg⁽⁵⁾. — Pour *Formestor* (chap. 6) Bloch propose sous réserves Fremersdorf dans le département de la Moselle⁽⁶⁾ ; mais un acte d'échange de 1189, aux termes duquel les moines de St-Vanne cèdent à l'abbaye St-Eucaire de Trèves, les biens

(1) La localité appelée dans les chartes de St-Vanne *Gislenicortem* ou *Gillanicortem* ne figure pas au *Dictionnaire topographique de la Meuse* ; il s'agit d'un village détruit, situé sur l'Aire (Bloch, n° XV) et voisin de Rarécourt (Bloch, n°s XLIV et LXXIV) ; sur cette localité voir une note de Comte dans *Mémoires de la société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc*, 1901, p. XXVI.

(2) Au centre de Gesves, en Belgique, se rattachent des biens divers sis à Sorée, Walhay et à Dinant.

(3) Baroncourt, Dommery ; comm. Bouvigny ; M., Montmédy, Spincourt.

(4) Fontoy (en allemand Fentsch) ; Mos., Thionville, ch-I. cant. — On trouve la forme *Fentanges* en 1241 (*E. L. O.*, v° *Fentsch, Df.*).

(5) Fentange, comm. Hespérange ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg. — Les raisons qui militent en faveur de cette identification sont les suivantes.

Dans une lettre adressée en 1125 au pape Honorius II (Bloch, n° LXXVIII), les moines de St-Vanne rappellent que l'abbé Rodolphe a confié jadis à Conrad comte de Luxembourg et à Albert de Longwy pour y exercer l'avouerie « duas villas que castellis eorum adjacent, Fontagiam scilicet et Baylodium ». Ce passage s'applique mieux à Fentange, situé à environ 5 kilomètres au sud-est de Luxembourg qu'à Fontoy, qui en est distant d'une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau.

D'autre part, en vertu d'un acte du mois d'octobre 1241 (EDIT. Bertholet, *Histoire de Luxembourg*, V, pr., p. 19), Ermesinde, comtesse de Luxembourg, et ses fils reconnaissent qu'ils sont obligés de défendre les biens que l'abbaye de St-Vanne possède « in villis et bannis de Fentenges et Alkezenges » et qu'ils tiennent en fief de la dite abbaye « pratum unum supra vadum inter dictas villas de Fentenges et Alkezenges, quod antiquitus pratum Sti Vitoni nominabatur... ». Il ne peut s'agir ici que de Fentange et d'Altzing, hameaux de la commune de Hespérange, séparés l'un de l'autre par le ruisseau de l'Alzette, sur les bords duquel devait se trouver le « pré St-Vanne » de la charte de 1241.

(6) Fremersdorf ; Mos., Forbach, Gros-Tenquin. — Sur cette identification, voir Bloch, XIV, p. 126, notes du chap. 6.

qu'ils possèdent à *Frumersdorf* dans le Saargau ⁽¹⁾, rend plus vraisemblable l'identification de *Formestor* avec la localité sarroise de *Fremersdorf* ⁽²⁾. — *Masmelpont* (chap. 12) est une localité qui est citée dans quelques chartes de St-Vanne sous la forme latine *Masmellipons* ⁽³⁾; tout élément fait défaut pour identifier ce village de médiocre importance, qui a disparu ou qui a changé de nom ⁽⁴⁾. — *Corires* (chap. 10) a été identifié par Bloch avec Kœur, sans que l'auteur précise s'il s'agit de Kœur-la-Grande ou de Kœur-la-Petite, localités voisines l'une de l'autre, dans la région de St-Mihiel, à une trentaine de kilomètres au sud de Verdun ⁽⁵⁾. Ce faisant, l'éditeur du polyptyque de St-Vanne n'a fait que reprendre à son compte l'identification précédemment proposée par Liénard, qui voyait dans *Corires* l'un des noms anciens portés par l'une ou l'autre de ces deux localités homonymes ⁽⁶⁾. Mais la filiation *Corires*-Kœur paraît inadmissible, d'autant plus que, dès le début du XII^e siècle, Kœur est cité dans les textes sous la forme

(1) EDIT. Beyer, *MR. UB.*, II, p. 133, n° 97. L'abbé de St-Vanne cède « quoddam alodium monasterii nostri in villa que dicitur Frumersdorf situm in pago Saroe (sic) ».

(2) Fremersdorf; Sarre, Sarrelouis. — Parmi les témoins de la charte mentionnée à la note précédente figure « Rodulfus de Marcei (Merzig), major advocatus ejusdem allodii ». La proximité de Merzig (Sarre, ch.-l. de cercle) et de Fremersdorf rend certaine l'identification proposée.

Le *pagus Saroe* (sic) de la charte de 1189 n'est pas le *pagus Saroensis inferior*, dont le souvenir s'était perdu à la fin du XII^e siècle, mais le Saargau, région située sur la rive gauche de la Sarre, entre le confluent de la Nied et Metlach et dans les limites de laquelle se trouve précisément Fremersdorf.

(3) On trouve la forme *Masmellipontem* dans des actes de 1015 (Bloch, n° XXIV), 1031 (n° XXXIII), 1053 (n° XLIV), 1122 (n° LXXV) et dans l'obituaire du XIV^e siècle qui attribue à l'évêque de Verdun Heimon la donation à St-Vanne des biens sis dans cette localité (Bloch, XIV, p. 139, sub die II kl. maii).

(4) Bloch, X., p. 423, n. 78, remarque que dans tous les textes qui mentionnent cette localité, son nom peut être lu « Masmellipontem » ou Masniellipontem »; la seconde lecture lui suggère un rapprochement avec Le Ménil, faubourg de Verdun situé sur les bords du ruisseau de Scance (Clouet, *Hist. Verdun*, I, p. 501); mais cette identification est à rejeter, puisque Le Ménil dérive de la forme latine bien connue *Masnile*. D'une charte de l'évêque de Verdun Henri datée de 1122 (n° LXXV), on peut conclure que *Masmellipons* était une localité de médiocre importance, située dans les limites de l'évêché de Verdun.

(5) Kœur-la-Grande; Kœur-la-Petite; M. Commercy, Pierrefitte.

(6) *Dictionnaire topographique du département de la Meuse*; v° Kœur-la-Grande et v° Kœur-la-Petite. L'éditeur du dictionnaire, Liénard, connaissait la forme *Corires*. grâce à la publication du censier de St-Vanne par B. Guérard; cet érudit, publiant ce censier en appendice au *Polyptyque de Saint-Remi de Reims*, n'avait cherché à identifier aucune des localités qui s'y trouvent mentionnées.

Coria ⁽¹⁾. Comme le service exigé des manses de *Corires*, service de type très spécial, est le même que celui prévu pour les manses du domaine de *Gengeavia*, décrit au chapitre précédent (chap. 9), comme d'ailleurs la rédaction du chap. 10 laisse apparaître une relation très étroite entre les deux domaines dont les inventaires se trouvent ainsi juxtaposés au censier ⁽²⁾, il en résulte que ces domaines étaient peu éloignés l'un de l'autre. Etant donné que *Gengeavia* doit s'identifier avec Gesves, dans le Condroz belge, et que, à 7 kilomètres à l'ouest de Gesves, se rencontre un village du nom de Courrière ⁽³⁾, c'est probablement dans cette localité qu'il convient de placer le domaine décrit au chap. 10 du censier de St-Vanne ⁽⁴⁾. — Enfin au chap. 19, après l'indication du total des revenus à percevoir à Maucourt, le polyptyque énumère un certain nombre de redevances provenant d'une localité que les copies appellent l'une (C¹) *Minchereio*, l'autre (C²) *Marhereio* ; Bloch admettant qu'il s'agit d'un ensemble de biens dépendant du centre administratif de Maucourt, a proposé de lire *Junchereio* et d'identifier avec Gincrey, localité située à 4 kilomètres seulement de Maucourt. Cette leçon, pour ingénieuse qu'elle soit, n'est pas certaine ;

(1) La forme *Coria* se rencontre dans une bulle de Pascal II de 1105, confirmant l'ensemble de ses biens à l'abbaye de St-Mihiel (J. L. 6036). On la trouve également dans un acte de 709, par lequel le comte Goufaud constitue sa dotation à l'abbaye de St-Mihiel (EDR. *Mett.* VI, n° 1), mais on ne saurait faire état de cette charte célèbre, acte manifestement faux, dont la date de fabrication reste d'ailleurs à déterminer.

(2) Le chap. 10 définit ainsi le service des 3 quartiers de *Corires* : « ...idem servitium faciunt quod supradicti, id est secundam feriam cum aratro aut opus manuale ». Comme on le voit, le rédacteur renvoie le lecteur au chap. 9, dont il précise, d'ailleurs, le texte, car celui-ci se contente de mentionner en ces termes le service des quartiers de *Gengeavia* : « et quartarius unusquisque solvit per annum aut secundam feriam aut opus manuum ».

A *Corires* comme à *Gengeavia*, le quartier doit chaque lundi mettre un travailleur à la disposition de la réserve ; celui-ci peut être employé à n'importe quel travail agricole, y compris le labourage.

(3) Courrière ; Belgique, prov. et arr. de Namur.

(4) Les archives anciennes de St-Vanne n'apportent aucun autre renseignement sur la localisation de *Corires*. La bulle de Léon IX de 1053 (Bloch, n° XLIV) confirme à l'abbaye : « donum Theoderici in Corregis (*sic*) tres quartarios » ; d'autre part, on lit au nécrologe (Bloch, XIV, p. 137, sub die III. nonas martii) : « Theodericus qui dedit nobis II mansos cum servis et ancillis in Corires ». Comme le chap. 10 du censier compte à *Corires* 2 manses et 2 boniers de *terra indomincata* et 3 quartiers, on voit que le petit domaine de St-Vanne dans cette localité s'est constitué à la suite de deux donations successives de Thierry.

On notera l'emploi au chap. 10 du bonier, comme unité de mesure agraire ; ce détail suffirait à faire rejeter l'identification de *Corires* avec Kœur, puisque le bonier est inconnu en Lorraine.

en effet, aucun des actes confirmatifs des biens de l'abbaye de St-Vanne ne mentionne Gincrey, et d'autre part, il est possible que les mots *In Minchereio* introduisent un nouveau chapitre ; dans ce cas le nom de lieu défiguré par le scribe de C pourrait désigner un centre domanial sans aucun rapport avec Maucourt.

Au total, le nombre des domaines inventoriés au polyptyque de St-Vanne est assez faible et en tout cas sans rapport avec la richesse territoriale que laissent soupçonner les dénombrements fournis par les actes confirmatifs du temporel. Pour rendre le fait plus saisissable on a comparé, à cet égard, les données du polyptyque avec celles des deux actes confirmatifs qui en sont le plus voisins dans le temps et entre lesquels il s'encadre en quelque sorte : le diplôme de Conrad II de 1031 ⁽¹⁾ et la bulle de Léon IX de 1053 ⁽²⁾.

Un procédé sommaire pour mettre en évidence les lacunes du polyptyque consiste à comparer, dans les trois documents placés en parallèle, le nombre des localités entre lesquelles se répartissent les biens appartenant à l'abbaye de St-Vanne. A cet égard, on a distingué entre les localités où St-Vanne possède des biens immobiliers de nature variée (domaines avec réserve, manses et dépendances ; alleux et terres de nature indéterminée ; vignes ; moulins) et celles où l'abbaye ne possède que l'  glise en totalité ou en partie. Dans les trois documents le nombre des localités de l'une et de l'autre catégorie est donné par le tableau suivant :

	Dipl. de 1031.	Censier	Bulle de 1053.
Localités où St-Vanne a			
des biens immobiliers	55	23	40
Localités où St-Vanne a			
seulement l'��glise	13	3	11
Total	68	26	51

Il ne faut pas se dissimuler ce qu'un tel procédé de comparaison a de grossier ; si même on fait abstraction des   glises isolées qui peuvent fort bien ne pas avoir été comprises dans l'inventaire du polyptyque, pour ne retenir que le groupe des biens immobiliers, les données numériques des deux catégories de documents, censier et actes diplomatiques, ne concordent pas parfaitement. Les diplômes et la bulle énumèrent, dans

⁽¹⁾ Diplôme de Conrad II du 23 avril 1031 (Stumpf 2017) ; ce diplôme est édité par Bloch, né XXXIII.

⁽²⁾ Bulle de Léon IX du 2 janvier 1053 (J. L. 4282) ; la bulle est éditée par Bloch, né XLIV, qui en admet l'authenticité, réserve faite de deux interpolations, l'une qui s'est glissée dans le texte même de la bulle, l'autre entre le protocole final et les signes de validation.

certains villages, des biens d'étendue et d'importance médiocres ; il est possible que ceux-ci aient été soumis à des modes d'exploitation d'un type spécial et que, pour cette raison, ils aient été exclus du censier.

Pour rendre la comparaison plus rigoureuse, on peut user d'un autre procédé ; au lieu de tenir compte des localités entre lesquelles se répartissent les possessions très diverses de l'abbaye, on peut ne retenir que les biens immobiliers de même nature et, de préférence, ceux qui se laissent facilement dénombrer et comparer entre eux, parce qu'évalués en unités de même ordre. C'est le cas pour les manses rattachés à un centre d'exploitation domaniale et aussi, dans une certaine mesure, pour les moulins. Toutefois, pour une comparaison de ce genre, nous en sommes réduits aux données numériques contenues dans le diplôme de 1031 ; la bulle de 1053, en effet, ne précise que très rarement, pour chaque localité, la nature et l'importance des biens possédés. Si l'on met en regard censier et diplôme, on constate que l'un compte au total 189 manses et 5 moulins et l'autre 396 manses et 35 moulins ⁽¹⁾. L'écart entre ces chiffres est si élevé qu'il semble difficile, au premier abord, de ne pas admettre le caractère fragmentaire du censier. Toutefois, cette conclusion paraîtra moins évidente, pour peu qu'on tienne compte des observations suivantes. D'abord, les données des deux documents ne sont pas parfaitement comparables, puisque dans le diplôme comme dans le censier, il est des terres qui ne sont pas évaluées en manses : ainsi trois chapitres du censier sur un total de vingt se contentent de donner le total des revenus sans faire le moindre allusion à la nature des biens possédés ⁽²⁾, tandis que le diplôme signale, de son côté, dans plusieurs localités des *alodia* ou des *terrae*, dont il néglige d'apprécier l'étendue. D'autre part, il ne faut pas oublier que les actes qui confirment leur temporel aux établissements religieux sont volontiers archaisants ; ils mettent sur le même plan les biens réellement possédés et exploités par l'établissement bénéficiaire de l'acte, ceux qui lui sont contestés, ceux même qui, ravis à une date parfois éloignée, continuent à faire l'objet de ses revendications.

Les deux procédés de comparaison qu'on vient d'indiquer aboutissent, en fin de compte, à des résultats qui pourraient paraître bien décevants, s'ils n'étaient confirmés par l'étude de quelques domaines qui, compris dans le patrimoine de St-Vanne avant 1040, n'ont pas pris place au polyptyque rédigé dans cette même abbaye entre 1040 et 1050. C'est ainsi que le diplôme de 1031 confirmant à l'abbaye quatre domaines

⁽¹⁾ Exactement 395 manses, 1 demi-manse et 4 quartiers, soit 396 manses et demi.

⁽²⁾ Chap. 18, 19, 20.

d'une importance exceptionnelle, Forbach, Buvrinnes, Flavigny-sur-Moselle et Baslieux⁽¹⁾; on s'étonne de ne rencontrer le nom de ces localités dans aucun des chapitres du censier. Il est intéressant de rechercher la raison d'un tel silence; si l'on réunit les quelques renseignements que fournissent, sur ces domaines, les chartes de St-Vanne, on peut retracer, avec quelque précision, l'histoire de chacun d'eux.

Le domaine de Forbach est entré dans le temporel de St-Vanne à la suite d'une donation faite par le comte de Verdun, Godefroy le Captif, à une date postérieure de peu à la mort de l'évêque Adalbéron II (991)⁽²⁾; il est mentionné dans les diplômes de confirmation d'Henri II (1015), de Conrad II (1031) et dans la bulle de Léon IX de 1053⁽³⁾. A une date qui se place entre 1056 et 1062, ce même domaine fut cédé par échange à la collégiale de la Madeleine de Verdun⁽⁴⁾. De l'absence de Forbach au censier on ne peut rien conclure; si l'échange a eu lieu aussitôt après 1056 et si le polyptyque a été rédigé peu de temps après l'échange, ce qui est possible⁽⁵⁾, il n'est pas étonnant qu'il passe sous silence un domaine qui venait de sortir du temporel de l'abbaye.

Le domaine de Buvrinnes au comté de Hainaut a été donné à

(1) Les domaines de Forbach, Buvrinnes, Flavigny-sur-Moselle et Baslieux comptent respectivement 20, 30, 30 et 40 manses. — En dehors de ces quatre domaines les groupes de manses les plus nombreux sont, aux termes du diplôme de 1031, ceux de Parois (16 manses), Bourray (12 manses), Op-Hasselt (30 manses) et le groupe de Rarécourt-Gilincourt (30 manses).

Le groupe de Scance soulève, en ce qui concerne son étendue et sa richesse, quelques difficultés. Le polyptyque groupe sous le nom de *Scantia* tous les biens sis à Verdun et dans ses faubourgs immédiats et dénombre les manses suivants : « mansi ad servitium XVI, LIII ad censum ». Si l'on fait le total des biens confirmés par le diplôme dans le même territoire, on trouve 14 manses plus quelques terres non amansées et d'étendue incertaine. Il y a un tel écart entre les chiffres donnés par les deux documents, 69 d'un côté, 14 de l'autre, qu'on est en droit de corriger le texte du polyptyque et de lire : « mansi ad servitium XVI et III ad censum. » Cette correction rétablirait la concordance entre le censier et le diplôme; si on l'accepte, on voit qu'il faut diminuer de 50 unités le nombre des manses inventoriés au polyptyque, ce qui rend encore plus sensible la médiocre étendue des biens décrits par ce dernier.

(2) D'après Hugues de Flavigny; *M.G.H., SS.*, VIII, p. 375.

(3) Voir ces actes dans Bloch, nos XXIV, XXXIII et XLIV.

(4) On voit par les termes d'un diplôme d'Henri IV du 14 octobre 1062 (Stumpf 2611a) qu'à cette date les moines de St-Vanne avaient déjà cédé à la Madeleine de Verdun leur alleu de Forbach (*alodium Forbach*) et que l'échange avait eu lieu après la mort d'Henri III (1056).

(5) On sait que la rédaction du polyptyque est antérieure à la cession des domaines de Op-Hasselt et Velsicque-Ruddershove, cession qui a eu lieu quelques années avant ou après 1053 (p. 248).

St-Vanne par le duc Godefroy et son frère le comte Hermann ⁽¹⁾ à une date antérieure à 1015, puisque le diplôme de confirmation générale des biens de l'abbaye, expédié en cette année par la chancellerie de Henri II, fait allusion à cette donation. On peut même préciser davantage, grâce aux données d'un autre diplôme d'Henri II, non daté, qui confirme à St-Vanne, de manière spéciale, le domaine de Buvrinnes et le garantit contre toute attaque ou revendication ultérieure ⁽²⁾; ce diplôme est faux, mais le faussaire qui l'a rédigé, vers le milieu du XI^e siècle, a très probablement utilisé la notice de tradition du domaine ⁽³⁾. Aux termes de ce diplôme, Godefroy et Hermann auraient acquis Buvrinnes à la suite d'un échange conclu avec le comte de Louvain Lambert et en auraient fait don à l'abbaye, à une époque où Godefroy portait déjà le titre de duc de Basse-Lorraine, soit après 1012. Le domaine de Buvrinnes, acquis entre 1012 et 1015, est encore confirmé à l'abbaye par le diplôme de Conrad II de 1031; après cette date il n'en est plus question dans aucun des actes transcrits au cartulaire du XII^e siècle; la bulle de Léon IX de 1053, en particulier, n'en fait pas mention. Le domaine est-il sorti du temporel de St-Vanne entre 1036 et 1053? C'est possible; toutefois, on peut se demander si jamais l'abbaye est entrée effectivement en possession des biens cédés par le duc Godefroy et le comte Hermann. Il est remarquable, en effet, que le faux diplôme d'Henri II, composé vers le milieu du XI^e siècle, soit dirigé contre les héritiers du comte de Louvain Lambert, ancien propriétaire du domaine; ce fait laisse supposer que ceux-ci avaient conservé ou réoccupé Buvrinnes, au mépris de l'échange conclu jadis entre Lambert et les deux frères, bienfaiteurs de St-Vanne. On a lieu de penser que le faux diplôme est l'œuvre du rédacteur qui, vers 1040-1050, transcrivit les chartes anciennes de l'abbaye au cartulaire de l'abbé Richard ⁽⁴⁾, preuve qu'à cette époque les moines n'avaient pas renoncé à l'espoir de recouvrer un bien dont ils se considéraient comme les légitimes propriétaires. Si le rédacteur du polyptyque n'a pas admis Buvrinnes dans son recueil, c'est probablement parce qu'il manquait de tout document sur un domaine dont l'abbaye n'avait pas pris effectivement possession; quant au silence de la bulle de 1053, on peut, pour l'expliquer, supposer, soit que les moines avaient à cette date renoncé à poursuivre leurs revendications, soit qu'entre temps ils avaient obtenu des héritiers de

(1) Il s'agit des fils de Godefroy le Captif, comte de Verdun.

(2) Stumpf 1832. Le diplôme est édité par Bloch, n° XXIII.

(3) Bloch, introduction à l'édition du n° XXII (X, p. 416-417).

(4) Bloch, X, p. 417.

Lambert quelque compensation pour prix de leur désistement. En tout cas, rien ne permet d'affirmer que l'abbaye était en possession de Buvrines, au moment où fut rédigé le cartulaire-censier du XI^e siècle et, par suite, du fait que le polyptyque ne mentionne pas ce domaine, on ne peut rien conclure.

Les deux derniers domaines nous offrent heureusement des points de repère moins incertains. Flavigny fait partie de la dotation constituée par l'évêque Bérenger à l'abbaye de St-Vanne au moment de sa réforme en 951/952 ⁽¹⁾ ; la localité est citée dans tous les actes de confirmation du temporel de 980 à 1053, ainsi que dans les deux fausses bulles de Nicolas II fabriquées de toutes pièces au début du XII^e siècle, afin de reconnaître à l'abbaye, dans certaines seigneuries, et en particulier dans celle de Flavigny, l'exercice de la haute justice ⁽²⁾. Jamais le domaine de Flavigny n'est sorti du temporel de St-Vanne, qui y établit un prieuré à une date qu'on ne peut préciser ⁽³⁾ ; à supposer même que le prieuré ait été fondé avant 1040 et qu'il ait reçu en dotation le domaine de Flavigny, celui-ci aurait dû normalement être inscrit au polyptyque ⁽⁴⁾.

(1) Bloch, n° XI, « ... et Flaviniacam villam cum ecclesia I et piscatoria et molendinis et silvis et pratis et omnibus adjacentiis..., ad quam villam aspicunt mansa XX et VI ».

(2) Bulle du 13 avril 1060 (J. L. 4453) et bulle du 25 avril 1065 (J. L. 4454); les deux bulles sont éditées par Bloch sous les nos XLV et XLVI.

(3) Un seul fait paraît certain, c'est que l'établissement du prieuré est postérieur à la translation des reliques de St Firmin qui eut lieu sous l'épiscopat de St Gérard 964-994), d'après le récit qui nous en a été fait par un contemporain (*S. Firmini Verdunensis translatio et miracula*, édit. Calmet, *H. L.*, 2^e édit., III, pr., col. 337-372; voir aussi la notice de Holder-Egger dans *M.G.H.*, SS., XV, 2, p. 803).

Selon l'abbé Guillaume, *Notice historique sur l'ancien prieuré de Flavigny*; *M. S. A. L.*, 1877, p. 236, l'abbé Richard de St-Vanne aurait édifié, dès 1020, une église à Flavigny pour recevoir les reliques de St Firmin et la construction du prieuré aurait suivi de près celle de l'église, mais l'auteur n'appuie ces renseignements d'aucune référence. Le document le plus ancien qui fasse mention du prieuré de Flavigny (*Flaviniacensis cella*) est une charte de l'évêque de Toul, Pibon, par laquelle celui-ci concède à l'abbé de St-Vanne, Rodolphe (1078-1099), pour en faire remise aux moines du prieuré de Flavigny, l'autel des églises de Flavigny, Crévéchamps et Crantenoy (Bloch, n° LXb).

(4) Dans la charte de l'évêque Pibon mentionnée à la note précédente, le prieuré de Flavigny est étroitement subordonné à l'abbaye de St-Vanne, puisque la donation est faite à l'abbé Rodolphe. La même observation s'applique à deux chartes de l'évêque de Toul Henri, qui confirment à la fois à St-Vanne et à St-Firmin de Flavigny les donations faites à St-Firmin ; l'une de ces chartes est adressée à l'abbé Laurent (1099-1139) (Orig. M. M., H. 105), l'autre à l'abbé Ségard (1139-1142) (Orig. M. M., H. 105). — EDIT. Calmet, *H. L.*, II, pr., col. 422, sous la date inexacte de 1213).

Il en va de même pour Baslieux ; donné par le comte de Longwy, Liétard, à une date inconnue, ce domaine est confirmé par le diplôme de 1015 ⁽¹⁾ ; mais cette fois encore, les moines eurent à vaincre la mauvaise volonté des héritiers du donateur. Un faux diplôme au nom de Henri II, non daté, a été composé probablement par le rédacteur du cartulaire du XI^e siècle, afin de fournir aux moines des armes pour venir à bout de cette résistance ⁽²⁾ ; à la même époque, le même faussaire fabriquait un second diplôme de formulaire identique pour arracher Buvrines aux héritiers du comte Lambert. Mais les moines obtinrent cette fois satisfaction ; ils entrèrent certainement en possession de Baslieux, comme le prouve la lettre qu'ils adressèrent en 1125 au pape Honorius II pour se plaindre des exactions de la comtesse de Namur, qui détenait l'avouerie de la dite seigneurie ⁽³⁾. C'est vers cette date et sans doute pour se garantir contre les exactions auxquelles fait allusion leur lettre, que les moines insérèrent dans la bulle de Léon IX de 1053, dont le texte se contente de confirmer la possession de Baslieux en termes généraux, un article limitant les droits de l'avoué dans cette même seigneurie ⁽⁴⁾.

Ainsi la liste des domaines décrits, le total des manses dénombrés et surtout l'absence de Flavigny et de Baslieux ⁽⁵⁾ permettent d'affirmer, avec plus d'assurance que ne l'a fait Bloch ⁽⁶⁾, que le polyptyque du XI^e siècle, sous sa forme actuelle, ne décrit pas l'ensemble des domaines

⁽¹⁾ Bloch, n° XXIV « Comes etiam Liutardus... dedit in pago Waprensi in comitatu de Custrei predium Bailodium dictum. »

⁽²⁾ Bloch, n° XXII (Stumpf 1833).

⁽³⁾ Bloch, n° LXXVIII.

⁽⁴⁾ Voir Bloch, n° XLIV et l'introduction à l'édition (XIV, p. 53-54).

⁽⁵⁾ On peut s'étonner également de ne trouver dans le polyptyque aucune allusion à Rarécourt. Les diplômes de 980, 1015 et 1031 confirment dans les mêmes termes à l'abbaye un ensemble de biens, dont 30 manses, situés à Rarécourt et Gilincourt, qui paraissent former un seul groupe domanial (« ad Rahereicurtem et ad Gillanicurtem mansa XXX cum ecclesia et capella I, terris indominicatis, molendinis, silvis, pratis, pascuis »). Dans la bulle de 1053 et les deux fausses bulles de Nicolas II, composées au début du XII^e siècle, les deux localités sont citées l'une à la suite de l'autre, mais les domaines correspondants ne sont plus confondus ; ainsi la bulle de 1053 (n° XLIV) confirme : « Rahereicortem cum his omnibus que ad eam pertinent et curtem Gilleni cum adjacentiis suis ». Or, le polyptyque a un chapitre consacré à Gilincourt (chap. 8) ; 12 manses seulement sont portés à l'inventaire, soit un chiffre très inférieur à celui des diplômes (30) ; il faut donc supposer que, dès le temps où fut composé le polyptyque, le groupe Rarécourt-Gilincourt s'était scindé en deux domaines, et que le chapitre consacré à l'un d'eux (Rarécourt) ne nous est pas parvenu.

⁽⁶⁾ Bloch, XIV, p. 124 « es kann wohl sein, dass uns dieses [das Polyptychon] nur unvollständig erhalten ist. »

de l'abbaye. Faut-il croire que le polyptyque concernait seulement l'une des deux menses ? C'est peu probable, étant donné qu'il fait suite à un cartulaire qui contient les titres généraux de l'abbaye. Sous sa forme primitive, le polyptyque devait donner l'inventaire de tous les domaines de l'abbaye sans distinction ; s'il est aujourd'hui incomplet, c'est qu'il nous est parvenu sous une forme fragmentaire et qu'il a subi des pertes dans des conditions que laisse soupçonner le mode de transmission du texte. Le manuscrit primitif, lors de sa constitution, devait comprendre deux parties : un cartulaire dans lequel étaient inscrits 35 chartes antérieures à 1040 ⁽¹⁾ et un polyptyque. Quand, un siècle plus tard, fut entreprise la rédaction d'un nouveau cartulaire, le scribe chargé du travail copia les chartes du cartulaire ancien en dérangeant d'ailleurs l'ordre primitif ⁽²⁾, ajouta à la suite 56 chartes qui, entre temps, étaient venues enrichir les archives de l'abbaye ⁽³⁾, puis transcrivit en dernier lieu le polyptyque ancien. Comme celui-ci ne nous est pas parvenu au complet, on peut rendre compte de deux manières différentes des lacunes qu'on y constate. On peut supposer que le rédacteur qui a transcrit, vers le milieu du XII^e siècle, le cartulaire-censier primitif, a eu entre les mains un manuscrit déjà privé de ses derniers feuillets ; il est également possible que ce même scribe ait été interrompu dans son travail et qu'il ait négligé de copier les derniers articles du polyptyque. Le fait que le recueil du XII^e siècle se terminait par plusieurs feuillets de parchemin, laissés primitivement en blanc et utilisés postérieurement pour recevoir la copie de quatre chartes ⁽⁴⁾, donne quelque vraisemblance à cette seconde hypothèse.

Les chapitres du censier se suivent dans un tel désordre qu'il est impossible d'entrevoir le principe qui a présidé à leur répartition. L'ordre géographique, auquel les censiers se montrent d'ordinaire fidèles, n'a pas été respecté le moins du monde dans le cas présent. Le premier chapitre décrit sous la formule *In Scantia* les biens de Verdun et de sa banlieue immédiate, ce qui semble annoncer un groupement des domaines selon leur situation topographique, les manses les plus proches

⁽¹⁾ Ce sont les 35 premières chartes des copies C¹ et C² ; voir le tableau de concordance dressé par Bloch entre la numérotation des chartes du cartulaire du XII^e siècle et celle de son édition, qui suit un ordre chronologique rigoureux (Bloch, X, p. 342).

⁽²⁾ Voir p. 248, n. 3. Il est possible que le diplôme de Conrad de 1031 (n° 37 du tableau de concordance de Bloch), qui devait normalement faire partie du cartulaire de 1040, ait été ainsi déplacé ; dans ces conditions le dit cartulaire aurait compris 36 chartes, soit les n°s 1-35 et 37 du tableau de concordance.

⁽³⁾ Ou 55, si l'on tient compte de l'observation précédente (n°s 36 ; 38-91).

⁽⁴⁾ N°s 93-96.

du monastère étant inscrits en premier lieu ; mais l'attente est rapidement déçue, puisque les chapitres suivants nous transportent à Fentange près de Luxembourg, puis à Bourray en pays messin, pour ensuite nous ramener dans la région de Verdun, à Gouraincourt et à Samogneux. On zigzague ainsi d'une région à l'autre sans raison apparente ; le désordre est tel que le groupe des possessions du Brabant qui présente une certaine unité géographique a été coupé en deux d'une manière qui semble tout-à-fait arbitraire ⁽¹⁾.

D'autre part, comme, à côté de domaines anciens, le polyptyque décrit des biens entrés à une date relativement récente dans le temporel de l'abbaye, on pourrait s'attendre à trouver les chapitres répartis en deux grandes catégories chronologiquement distinctes. Mais, il n'en est rien, ainsi que le montre le tableau suivant, dans lequel on a noté, en face de chaque chapitre, le nom de la localité et la date d'acquisition par l'abbaye du domaine correspondant.

Chap. 1	Scance	951/952 ⁽²⁾
Chap. 2	Fentange	Avant 1029 ⁽³⁾
Chap. 3	Bourray	Avant 1015 ⁽⁴⁾
Chap. 4	Gouraincourt	Avant 980 ⁽⁵⁾
Chap. 5	Samogneux	} 1031-1053 ⁽⁶⁾
Chap. 6	Fremersdorf	
Chap. 7	Parois	951-952 ⁽⁷⁾
Chap. 8	Gilincourt	963 ? -966 ⁽⁸⁾
Chap. 9	Gesves	1015-1029 ⁽⁹⁾

⁽¹⁾ Chap. 9, 10, 15 et 16. — De même, bien que Gouraincourt soit proche de Baroncourt-Dommary, les chapitres qui concernent les domaines de l'abbaye dans ces localités (chap. 4 et 17) ne se suivent pas.

⁽²⁾ Charte de l'évêque Bérenger, Bloch, n° XI.

⁽³⁾ D'après les *Gesta episcoporum Virdunensium*, cap. 9 (*M.G.H.*, SS., IV, 49), Fentange aurait été donné à l'abbaye par Godefroy, duc de Basse-Lorraine (mort en 1023) ; d'après le nécrologe (Bloch, XIV, p. 140, sub die VI Kal. junii), le donateur serait le comte Hermann, frère du précédent (mort en 1029) ; il est possible que les deux frères se soient associés pour faire cette donation.

⁽⁴⁾ Diplôme d'Henri II de 1015 (Bloch, n° XXIV). — Aux termes de ce diplôme, c'est un comte Godefroy, qui aurait donné à l'abbaye le « predium quod vocatur Borrai » ; d'après le nécrologe (Bloch, XIV, p. 145, sub die III nonas septembris), il s'agirait du comte Godefroy le Captif (mort après 997).

⁽⁵⁾ Gouraincourt est mentionné pour la première fois dans le diplôme d'Otton II de 980 (Bloch, n° XX) ; cf. p. 249, n. 3.

⁽⁶⁾ Il n'est pas encore question des biens de Samogneux, ni de ceux de Fremersdorf dans le diplôme de Conrad II de 1031 ; ils sont mentionnés pour la première fois dans la bulle de 1053.

⁽⁷⁾ Voir Scance (chap. 1).

⁽⁸⁾ Donation de l'évêque Wicfrid de 963 ?-966 (Bloch, n° XV).

⁽⁹⁾ La donation de Gesves, inconnue du diplôme d'Henri II de 1015, est attribuée par le diplôme de 1031 au comte Hermann, mort en 1029.

Chap. 10	Courrière	1031-1053 ⁽¹⁾
Chap. 11	Béthelainville	995 ⁽²⁾
Chap. 12	<i>Masmelpont</i>	991-1015 ⁽³⁾
Chap. 13	Laumesfeld	1031-1053 ⁽⁴⁾
Chap. 14	Boureuilles	1020 ⁽⁵⁾
Chap. 15	Op-Hasselt	Avant 1015 ⁽⁶⁾
Chap. 16	Velsicque-Ruddershove	Avant 1015 ⁽⁶⁾
Chap. 17	Baroncourt-Dommary	1039-1046 ⁽⁷⁾
Chap. 18	Liny-devant-Dun	951-952 ⁽⁸⁾
Chap. 19	Maucourt	951-952 ⁽⁸⁾
Chap. 20	Méraucourt	? ⁽⁹⁾

Il résulte de ce tableau que des chapitres consacrés aux domaines et acquis par l'abbaye peu de temps avant la rédaction du censier (chap. 5, 6, 10, 13, 17) sont jetés pêle-mêle au milieu de chapitres qui décrivent des biens d'acquisition ancienne. La composition du polyp-tyque est au total si désordonnée qu'on peut se demander s'il n'y a pas lieu de distinguer dans celui-ci plusieurs couches de rédactions successives. On peut supposer, par exemple, que le rédacteur du XI^e siècle, ordonnant son travail selon les principes qui, vers la fin de ce même siècle, devaient inspirer le rédacteur du censier de Metlach⁽¹⁰⁾, s'est contenté de reproduire un censier plus ancien et de transcrire de place en place, sous forme de chapitres nouveaux, la copie d'inventaires contemporains. Mais il suffit d'étudier avec attention la rédaction de ses différents chapitres, pour s'apercevoir que le censier de St-Vanne présente une indéniable unité et que, si l'on y rencontre différents types de rédaction, ceux-ci correspondent, tout comme dans

(1) Voir Samogneux, Fremersdorf (chap. 5 et 6).

(2) L'église de Béthelainville avec les manses en dépendant fut rendue aux moines par l'évêque Heimon en 995 (Bloch, n° XXI).

(3) *Masmelpont* provient, selon les termes du diplôme de 1015, d'une donation de l'évêque Heimon (991-1025).

(4) Voir chap. 5 et 6.

(5) Donation du comte Hildradus en 1020 (Bloch, n° XXVII).

(6) Les domaines d'Op-Hasselt et de Velsicque-Ruddershove sont mentionnés pour la première fois dans le diplôme d'Henri II de 1015.

(7) D'après l'obit de l'évêque Richard, qui figure au nécrologe de St-Vanne à la date du VII idus novembris (Bloch, XIV, p. 147), c'est cet évêque (1039-1046), qui aurait donné à l'abbaye l'ensemble des biens de Baroncourt-Dommary.

(8) Voir Scance (chap. 1).

(9) Nous n'avons aucun renseignement sur la date de l'acquisition des biens de Méraucourt ; la bulle de 1053 confirme à l'abbaye « in Merannicurve terras cultas et incultas cum pratis et silvis », mais il n'est pas certain qu'il s'agisse de Méraucourt, ainsi que le pense Bloch (XIV, p. 56, n. 25).

(10) Censier n° 3, voir en particulier p. 137.

le censier de Prüm, à des groupes de domaines géographiquement distincts.

Si l'on veut bien tenir compte des identifications qui ont été proposées plus haut, et si l'on reporte sur la carte les différents domaines inventoriés au censier de St-Vanne, on s'aperçoit que ceux-ci se répartissent en quatre groupes nettement délimités, conformément au tableau ci-dessous :

- Groupe I (Groupe entre Meuse et Argonne):
 Scance (chap. 1) ; Parois (chap. 7) ; Gilincourt (chap. 8) ;
 Béthelainville (chap. 11) ; Boureuilles (chap. 14) ; et
 probablement *Masmelpont* (chap. 12) ⁽¹⁾.
- Groupe II (Groupe entre Meuse et Moselle):
 Fëntange (chap. 2) ; Gouraincourt (chap. 4) ; Samogneux
 (chap. 5) ; Baroncourt-Dommary (chap. 17) ; Liny-de-
 dant-Dun (chap. 18) ; Maucourt-Gincrey (chap. 19) ;
 Méraucourt (chap. 20).
- Groupe III (Groupe des domaines de Belgique)
- a) (Groupe du Brabant):
 Op-Hasselt (chap. 15) ; Velsicque-Ruddershove (chap. 16).
- b) (Groupe du Condroz):
 Gesves (chap. 9) ; Courrière (chap. 10).
- Groupe IV (Groupe à l'est de la Moselle):
 Bourray (chap. 3) ; Fremersdorf (chap. 6) ; Laumesfeld
 (chap. 13).

Si l'on étudie, d'autre part, les procédés de rédaction mis en œuvre dans les différents chapitres du censier, on s'aperçoit que les chapitres d'un même groupe répondent à un même type de rédaction, ainsi qu'il ressort de l'examen du tableau ci-dessous, dans lequel on a cherché à mettre en lumière les caractéristiques propres à chaque type de rédaction :

- Groupe I Réserve seigneuriale presque complètement négligée ⁽²⁾. —
 Evaluation de type individuel tant pour les redevances
 que pour les services. — Point de départ du tableau des
 échéances : St-Remy ou Noël.

⁽¹⁾ On sait (cf. p. 252 et n. 4) que cette localité, qui n'a pu être identifiée, se trouvait dans les limites de l'évêché de Verdun. Le chap. 12 étant du même type de rédaction que les autres chapitres du groupe I, c'est probablement aussi à ce groupe qu'appartenait *Masmelpont*, qu'il faudrait, par suite, chercher à l'ouest de la Meuse.

⁽²⁾ Mention est faite exceptionnellement du pré seigneurial aux chap. 12 (*Masmelpont*) et 14 (Boureilles).

- Groupe II Aucune mention des éléments de la réserve. — Evaluation de type global pour les redevances en argent, de type individuel pour les redevances en nature. — Services presque complètement négligés ⁽¹⁾.
- Groupe IIIa Mention de la réserve. — Evaluation de type individuel pour les redevances en nature, seules redevances, dont le censier fasse mention. — Aucune mention d'un service quelconque.
- Groupe IIIb Mention de la réserve. — Evaluation de type individuel pour les redevances en nature, seules redevances dont le censier fasse mention. — Evaluation de type individuel pour le seul service dont le censier fasse mention ⁽²⁾.
- Groupe IV Inventaire détaillé de la réserve. — Evaluation de type individuel pour les redevances et les services. — Point de départ du tableau des échéances : Pâques ou le mois de mai.

Cette remarquable coïncidence entre les types de rédaction et les groupes géographiques est un argument décisif en faveur de l'unité de composition du censier ; si d'ailleurs il était besoin d'autres preuves, on ne manquerait pas de noter qu'un même groupe renferme des domaines acquis à des dates différentes par l'abbaye, qu'aucun chapitre n'est doublé, comme il arrive fréquemment dans les censiers formés de plusieurs couches de rédaction ⁽³⁾ et que, d'un groupe à l'autre, on retrouve la même préoccupation d'inscrire en bonne place le produit du chevage ⁽⁴⁾ à côté des revenus normaux des tenures domaniales

⁽¹⁾ Il faut probablement séparer, de l'ensemble des chapitres du groupe II, le chap. 2 consacré à Fentange, localité nettement excentrique ; ce chapitre offre, en effet, un type de rédaction un peu différent de celui des autres chapitres du groupe. La différence consiste essentiellement en ceci que le chap. 2 s'étend longuement sur les revenus de l'église et des moulins.

⁽²⁾ Sur ce service exigé des tenanciers le lundi de chaque semaine, voir p. 253, n. 2.

⁽³⁾ C'est le cas pour le censier de Metlach (censier n° 3).

⁽⁴⁾ Le chevage est mentionné aux chap. 1, 7, 12 du groupe I ; aux chap. 4 et 5 du groupe II ; aux chap. 9, 10, 15 du groupe III. Le groupe IV est le seul dont aucun chapitre ne fasse mention du chevage.

Les chap. 4, 5 et 10 se contentent de noter au passage le « census capitum », sans en indiquer le taux individuel, tandis que les autres chapitres fournissent régulièrement ce renseignement. Le taux varie d'un domaine à l'autre ; de plus, selon une pratique généralement répandue, le chevage n'est acquitté que par les individus établis en dehors des limites de la seigneurie ou par ceux qui ne tiennent pas leur terre de l'abbaye de St-Vanne. Scance est le seul domaine, où le seigneur exige le chevage de chacun de ses hommes (*homo*), qu'il soit ou non son tenancier.

(*mansi, quarterii, sedilia*) ⁽¹⁾. En somme, la genèse du censier de St-Vanne est analogue, toutes proportions gardées, à celle du censier de Prüm ; à St-Vanne, comme à Prüm, un même groupe géographique a été confié à un ou à plusieurs enquêteurs ⁽²⁾, chaque commission a travaillé de manière indépendante sans plan d'ensemble, et le rédacteur s'est borné à transcrire les inventaires particuliers, sans prendre la peine d'en disposer les éléments selon un ordre rationnel et constant.

Pourtant, il est entre le censier de Prüm et celui de St-Vanne des différences profondes. La première concerne les additions qui, au cours des siècles, se sont introduites dans le texte primitif du censier. Bien que le censier de St-Vanne soit connu par une copie de date tardive et qu'entre l'original du XI^e siècle et cette copie du XVI^e, il se soit glissé une copie intermédiaire, ce qui multiplie les chances d'interpolations ⁽³⁾, le censier de St-Vanne, à la différence du polyp-

⁽¹⁾ Ce type de tenure ne se rencontre que rarement en Lorraine et, en général, dans la région verdunoise (voir cependant sur la mention de *sedilia*, à Faxé, dans le Saulnois, p. 88). Le censier de St-Vanne signale des *sedilia* à Scance, Parois, Gilincourt, Béthelainville, *Masmelpont*, Boureuilles (groupe I), à Fentange (groupe II) et à Courrière (groupe IIIb).

A en juger par l'étymologie du mot, le *sedile* est la tenure qui comprend l'emplacement (*sedes*) de la maison ; le mot a désigné, à l'origine, dans l'ensemble des biens constituant le *mansus*, la maison et le jardin attenant, le nom de *sors* étant réservé aux terres et prés dépendant de cette maison. Ce sens est attesté par le rapprochement de deux chartes concernant l'abbaye de St-Vanne. La charte de l'évêque Bérenger de 951-52, restaurant cette abbaye, lui concède sur les biens provenant de l'ancienne abbaye de St-Amand : « *mansa X cum sedilibus ad eadem mansa pertinentibus* », cependant que le diplôme d'Otton I^{er} de 952, qui confirme la charte de l'évêque Bérenger, reproduit le passage précédent sous la forme suivante : « *sortes X cum sedilibus ad easdem sortes pertinentibus* » (voir ces deux actes dans Bloch, n^{os} XIa et XII). — Sur le sens de *sors*, voir p. 308 et 357.

La charte de l'évêque Bérenger de 951-52 et le diplôme d'Otton I^{er} de 952 laissent supposer qu'au milieu du X^e siècle, tout au moins sur certains domaines, à chaque manse était normalement rattaché un *sedile*. Il en allait différemment sur les domaines de St-Vanne, au temps où fut rédigé le censier. Le nombre des *sedilia* n'y correspond jamais à celui des manses, il est en général inférieur, quelquefois plus élevé ; c'est la preuve que, dès le milieu du XI^e siècle, les *sedilia* s'étant séparés des manses, constituaient des tenures soumises à un cens de faible montant. Le phénomène est en relation avec le démembrement du manse, comme on aura l'occasion de l'indiquer plus en détail en étudiant quelques censiers du XII^e siècle (voir en particulier les censiers n^{os} 14, 16 et 17).

⁽²⁾ A St-Vanne, la concordance entre le groupe géographique et le type de rédaction s'établit d'une manière encore plus stricte qu'à Prüm, puisqu'il arrive qu'à Prüm les chapitres d'un même groupe se répartissent entre plusieurs types de rédaction.

⁽³⁾ En augmentant le nombre des feuillets et, par suite, celui des marges propices aux interpolations.

tyque de Prüm, ne présente qu'un nombre infime d'additions. Ces additions affectent d'ordinaire la forme d'une *summa*, qui se propose, selon une pratique dont on a déjà signalé plusieurs exemples ⁽¹⁾, de totaliser les revenus d'une certaine catégorie à une date postérieure à la rédaction du censier ⁽²⁾.

L'autre différence porte sur l'ordre dans lequel se succèdent les chapitres. Dans le censier de Prüm, les groupes se juxtaposent selon un plan qui respecte soigneusement leur individualité géographique, mais, à l'intérieur de chaque groupe, le classement des domaines n'obéit à aucune règle. Le désordre, au contraire, semble présider d'un bout à l'autre à la composition du censier de St-Vanne, suivant une remarque déjà faite et dont on comprendra mieux la portée si l'on se reporte au précédent tableau de la composition des groupes ⁽³⁾. Un tel désordre suppose que les inventaires particuliers ont été établis sur des feuilles indépendantes et que les enquêteurs d'une même commission n'ont pas pris la peine, comme ceux de Prüm, de réunir en un seul dossier les inventaires établis par leurs soins ⁽⁴⁾. Mais ceci admis, comment expliquer que le rédacteur, rompant avec une pratique traditionnelle, n'ait pas cherché à introduire, dans le classement des chapitres, un ordre géographique plus ou moins satisfaisant. Supposer qu'il manquait de toute donnée précise sur la situation respective des domaines de l'abbaye, c'est invoquer en sa faveur une assez piètre excuse ; car, en l'absence de toute carte, il n'était pas sans savoir que Fentange (chap. 2), dont l'inventaire se trouve juxtaposé à celui de Scance (chap. 1), était à bonne distance de ce dernier domaine. Faut-il penser que les inventaires, transmis un à un ou par petits paquets au rédacteur, ont été recopiés et mis en forme par celui-ci dans l'ordre même de leur arrivée ? Une telle explication, déjà peu vraisemblable en elle-même, se heurte à la grave objection que certains domaines lointains ont pris place, au censier, avant des domaines beaucoup plus proches ⁽⁵⁾. Sans doute, si l'on table sur les lenteurs qui ont pu se produire dans l'acheminement

(1) Voir, pour le censier de Prüm, p. 73 et, pour le censier de Metlach, p. 134.

(2) Ces *summae* se rencontrent dans le censier de St-Vanne aux chap. 4, 5, 14, 15.

(3) Voir p. 263.

(4) Il est arrivé quelquefois que les enquêteurs ont porté sur une même feuille l'inventaire de deux domaines voisins et de régime similaire ; dans ce cas, la juxtaposition des inventaires a été respectée par le rédacteur du censier, ainsi qu'il arrive pour les chap. 7 et 8 ; 9 et 10 ; 14 et 15.

(5) Fentange et Bourray (chap. 2 et 3) précèdent Gouraincourt (chap. 4) ; Freimersdorf (chap. 6) s'intercale entre Samogneux (chap. 5) et Parois (chap. 7). Les chap. 17-20, qui sont les derniers du censier, concernent des domaines du groupe II, dont certains sont proches de Verdun.

des inventaires, il faut tenir compte, non seulement de la distance des domaines à Verdun, mais aussi des difficultés rencontrées par les enquêteurs dans l'accomplissement de leur mission. A cet égard, il est remarquable que les derniers inventaires inscrits au censier (chap. 17-20) se contentent d'une évaluation globale des redevances en argent, comme si les enquêteurs, renonçant à pouvoir fixer le nombre des tenures et le taux individuel des redevances, s'étaient décidés à transcrire tels quels les chiffres que leur offrait quelque livre de comptes plus ou moins ancien. Partant de cette observation, on est amené à supposer que les inventaires particuliers des domaines sont arrivés à Verdun avec plus ou moins de retard, selon les difficultés de l'enquête et que, dans certains cas, on a dû différer et peut-être même abandonner la tâche délicate de fixer les droits traditionnels de l'abbaye. Bien que la procédure suivie dans l'établissement de certains censiers ne permette pas d'écarter d'emblée un tel système d'explication⁽¹⁾, qui aurait l'avantage de justifier les lacunes du censier, il faut, dans le cas présent, renoncer à en faire état. En effet, les derniers chapitres du censier correspondent à un groupe géographique bien délimité et la pratique de l'évaluation globale y est trop générale pour être purement accidentelle ; d'ailleurs, et l'argument est décisif, plusieurs chapitres appartenant à ce groupe ont trouvé place en tête du censier. En désespoir de cause, pour expliquer l'in vraisemblable désordre qui gâte la composition du censier de St-Vanne, il faut admettre, soit qu'un accident a dérangé, dans l'original ou dans la copie intermédiaire, l'ordre primitif des feuillets, soit encore que la mise en œuvre du censier a été confiée à un scribe, qui, nouveau venu à l'abbaye de St-Vanne, n'avait aucune donnée sur la répartition géographique de ses domaines.

De la précédente étude sur le censier de St-Vanne, qui traite d'un certain nombre de problèmes, à peine effleurés par Hermann Bloch dans son introduction à l'édition du censier, se dégagent les conclusions suivantes.

1^o Le censier de St-Vanne doit son origine à l'initiative de l'abbé Richard qui, vers 1140, fit entreprendre trois recueils : un cartulaire, un censier et un nécrologe. Le censier a été recopié tel quel à la suite du cartulaire, qui fut entrepris un siècle plus tard ; ce cartulaire-censier ne nous est connu que par deux médiocres copies du XVI^e siècle.

(1) Voir surtout ce qui concerne l'élaboration du censier de St-Maximin (censier n^o 20).

2^o Le censier ne nous est pas parvenu en entier ; le recueil du XII^e siècle, dont dérivent nos copies, ne nous en a transmis qu'une partie. On ne peut déterminer avec exactitude l'importance des pertes subies ; en tout cas, nous avons à regretter certainement l'absence des domaines constituant la dotation du prieuré lorrain de Flavigny.

3^o Le censier, autant qu'on en peut juger par le fragment assez étendu qui en subsiste, a été composé d'un seul jet. La concordance qui s'observe entre les différents types de rédaction et les groupes géographiques qui se partagent les domaines de l'abbaye, est la preuve de l'unité de composition du censier. Toutefois, l'unité primitive des groupes ayant été brisée dans des conditions qui restent en partie mystérieuses, les domaines se suivent au censier dans un désordre, dont on chercherait en vain d'autres exemples dans le présent ouvrage.

CHAPITRE II

INVENTAIRE DES REVENUS DU CHAPITRE DE SAINT-DIÉ, PRÉSENTÉ SOUS FORME DE NOTICE-CENSIER (975-1092)

(Censier n° 10)

Les chanoines du chapitre de St-Dié⁽¹⁾, pour remédier aux inconvénients résultant de l'extrême dispersion des biens de la mense capi-

(¹) Sur l'histoire du chapitre de St-Dié au moyen âge on consultera Boudet, *Le chapitre de Saint-Dié en Lorraine des origines au seizième siècle*; A. S. E. V., 1914-1921 et 1922 (pagination continue d'un volume à l'autre); cet ouvrage dispense de recourir aux histoires anciennes de Sommier, *Histoire de l'église de Saint-Diez*, et de Gravier *Histoire de la ville épiscopale et de l'arrondissement de Saint-Dié*. Bien qu'incomplète et parfois un peu superficielle, l'étude de Boudet a l'avantage de renfermer des indications intéressantes et d'offrir au lecteur de nombreux documents correctement édités.

Sur l'histoire des origines de l'abbaye, devenue chapitre de St-Dié, les deux seuls documents utilisables, non sans quelques précautions d'ailleurs, sont la *Vita Deodati* (A. A. SS., Juin, III, p. 869), rédigée un peu avant 1048 par un moine de Moyenmoutier, et le privilège dit de Numérien, métropolitain de Trèves, qui restreint dans des limites étroites les droits de l'évêque de Toul sur l'abbaye. Sous sa forme actuelle (EDIT. Boudet, p. 203-206, d'après l'original conservé aux Arch. commun. de St-Dié. non coté), le privilège date de la fin du XI^e siècle, mais il reproduit, en la remaniant, une charte d'exemption véridique, qui a dû être délivrée par l'évêque de Toul Eborinus en 669-675; le remaniement a consisté surtout à faire d'Eborinus, auteur primitif de la charte, un destinataire et à mettre le privilège à l'actif de Numérien, métropolitain de Trèves.

Ces deux documents apportent sur les origines de l'abbaye, les renseignements suivants. L'abbaye doit sa fondation en 669 à un moine-évêque, probablement irlandais; établie dans la haute vallée de la Meurthe, au lieu dit *Juncturae*, l'abbaye reçut d'abord le nom de Galilée, puis celui de St-Dié après la mort de son fondateur, survenue le 19 juin 679. Entre 669 et 675, la nouvelle abbaye reçut le privilège d'exemption dont il a été question plus haut; de plus un diplôme de Childéric II (avant 675), qui ne nous est pas parvenu, lui concéda un vaste *fiscus* correspondant à la haute vallée de la

tulaire et afin d'empêcher la dilapidation de ces biens par le prévôt et les autres officiers, dressent l'inventaire des revenus provenant de leurs domaines. — S. D.

ORIG. A. Parchemin de 785 mm. de largeur sur 485 mm. de hauteur, écriture du XI^e siècle ; Arch. commun. de St-Dié, non coté.

La notice-censier a été écrite par un même scribe qui a exécuté son travail en deux fois. L'exposé et les quatre premiers chapitres ⁽¹⁾ (« Quia res hujus aecclesiae... in festo Sanctę Luciaę »), soit les quinze premières lignes, ont été écrits d'un seul trait ; le cinquième chapitre (« Hae sunt rectitudines vel census Medii Montis... aut [V] tritici debet »), qui remplit les huit dernières lignes, est d'une encre plus jaune et a été ajouté après coup ; dans la seconde partie de son travail le scribe a réglé le parchemin à la pointe sèche, tandis que dans la première partie le parchemin a dû subir un réglage au crayon, dont toute trace a d'ailleurs disparu. La division en chapitres a été indiquée par le scribe lui-même, qui a ménagé entre les divers chapitres des blancs de 30 mm. environ ⁽²⁾.

Le document est écrit en une minuscule caroline diplomatique influencée par la minuscule des manuscrits ⁽³⁾. Le scribe fait usage exclusivement du *d* droit et emploie régulièrement l'*e* cédillé, réserve faite de quelques rares exceptions.

A l'époque moderne le parchemin a été encadré d'une bande de papier doré, de plus il a été collé sur un papier épais. Au dos du document, Bareth, prêtre secrétaire du chapitre, a écrit

Meurthe et de ses affluents ; c'est le territoire qui, dans les textes du moyen âge, est fréquemment dénommé Val de Galilée ou Val de St-Dié. L'abbaye fut dès l'origine et resta pendant plusieurs siècles abbaye royale. Elle avait encore cette qualité en 769, date à laquelle elle fut donnée par Charlemagne à l'abbaye de St-Denis (B. M., 131 (128)) ; ce n'était alors qu'un établissement de très médiocre importance, qualifié de *monasteriolum* par le diplôme de donation et ne contenant qu'une dizaine de moines ; on ne sait à quelle date, ni dans quelles conditions le *monasteriolum* de St-Dié a été enlevé à St-Denis ; un seul fait est certain, c'est qu'en 870 au traité de Meerssen St-Dié était de nouveau abbaye royale.

⁽¹⁾ Cette division en chapitres ressort de la disposition même du texte adoptée par le scribe ; il faut toutefois remarquer que ces chapitres n'ont pas été numérotés par lui.

⁽²⁾ Le chap. 5 est écrit immédiatement au-dessous du chap. 4 sans autre séparation que l'intervalle normal entre deux lignes, mais ce chapitre ayant été ajouté après coup a une individualité bien marquée, ce qui autorise à lui donner un numéro d'ordre particulier. Le scribe, craignant de ne pas avoir assez de place pour écrire le chapitre ajouté, a juxtaposé celui-ci au chapitre précédent sans laisser entre eux d'intervalle notable.

⁽³⁾ Le scribe emploie constamment comme signe d'abréviation le tiret horizontal.

à la date du 13 décembre 1748 les indications suivantes : la cote (« Layette XII - Littera antiqua rectitudinum »), un commentaire du document avec essai d'explication de certains des termes qu'il renferme, la mention que la *Littera* a été examinée par D. Mabillon à St-Dié le 6 octobre 1683.

Le terme de *Littera antiqua rectitudinum*, qui figure dans cette note dorsale et qui est resté en usage chez les historiens de St-Dié, est antérieur à 1748 ; il devait déjà être inscrit au dos du document, avant que celui-ci eût été renforcé d'une feuille de papier protecteur, comme le prouve l'analyse que donne du censier Fr. de Riguet dans ses *Mémoires historiques et chronologiques*, écrits un peu avant 1680 ⁽¹⁾.

COP. B¹. Riguet (Fr. de), *Mémoires historiques et chronologiques pour la vie de St Dié, Evêque de Nevers et fondateur de l'insigne église collégiale de St Dié en Lorraine* (première rédaction) ⁽²⁾, Bibl. munic. de Nancy, Ms 496, p. 203-208, sous la date : « vers l'an 1049 », d'après A.

C¹. Riguet (Fr. de) *Mémoires historiques et chronologiques pour l'insigne église de St Diey en Lorraine* (rédaction définitive) ⁽²⁾ ; Bibl. munic. de St-Dié, Ms 9, 1, p. 127-129, d'après A. —

C². Copie du XVIII^e siècle, Bibl. munic. de St-Dié, Ms. 51^a, p. 129-132, d'après C¹. — C³. Copie du XIX^e siècle, Bibl. munic. de St-Dié, Ms 1^b, p. 71-73, d'après C¹. — C⁴. Copie. du XIX^e siècle, Bibl. munic. de Nancy, Ms 607, p. 84-85 d'après C¹.

D. Copie non authentique du début du XVII^e siècle ; V., G. 236, probablement d'après A.

EDIT. a. Pfister, *Les revenus de la collégiale de Saint-Dié au X^e siècle ; A. E.*, II (1888), p. 515-517 et III (1889), p. 407 ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Sur cette œuvre de Fr. de Riguet, grand prévôt du chapitre de St-Dié, voir les rubriques suivantes du présent appareil critique.

⁽²⁾ François de Riguet, grand prévôt du chapitre de St-Dié depuis 1659 (Sommier, *Histoire de l'église de St Diez*, p. 287) employa ses loisirs à accumuler des documents en vue d'écrire l'histoire du chapitre et de son saint patron ; de là sont sortis les *Mémoires historiques*, qui s'étendent jusqu'en 1667 ; une faible partie seulement fut imprimée à Nancy en 1680 (Voir Pfister, *A. E.*, II, p. 514-515) ; la rédaction des *Mémoires* se placerait en gros entre 1667 et 1680.

Le manuscrit B¹ représente une première rédaction, dont le texte diffère parfois de celui de C¹ ; on notera en particulier que le commentaire de Riguet sur la *Littera* varie sensiblement d'une rédaction à l'autre. La rédaction définitive (C¹) a reçu des notes marginales, qui ont dû être introduites après coup, puisque dans une de ces notes (p. 127) Riguet fait allusion au passage de D. Mabillon à St-Dié en 1683 et à l'opinion émise par le célèbre diplomate sur la date de la *Littera*.

⁽³⁾ Dans le second article, l'auteur corrige, dans une note placée en appendice à son étude sur *Les légendes de St Dié et de St Hidulphe*, quelques fautes d'impression qui s'étaient glissées dans l'édition procurée par lui dans le premier article.

ANAL. Riguet (Fr. de), *Mémoires historiques et chronologiques* ; B¹, p. 208-226 ; C¹, p. 129-133 ; C², p. 132-134 ; C³, p. 73-74 ; C⁴, p. 84-85 ⁽¹⁾. — Gravier, *Histoire de la ville épiscopale et de l'arrondissement de Saint-Dié*, p. 66. — Pfister, *A. E.*, II (1888), p. 517-542. — Boudet, *Le chapitre de Saint-Dié en Lorraine* ; *A. S. E. V.*, 1922, p. 117 et sq. ⁽²⁾.

§ 1^{er}. — BUT DU CENSIER ET CONDITIONS DE SA RÉDACTION.

La notice-censier du chapitre de St-Dié, ou *Littera rectitudinum* qui, à en juger par l'écriture, appartient certainement au XI^e siècle, a déjà fait l'objet, de la part de Pfister, d'une étude détaillée ; toutefois, les conclusions de l'auteur nous paraissent sur certains points contestables et comme, de plus, son commentaire reste volontairement incomplet, nous reprendrons pour notre compte l'examen des différentes questions que pose l'étude de ce document : objet de l'inventaire et but poursuivi par le rédacteur, identification des domaines décrits, composition du censier et date de sa rédaction.

L'exposé qui ouvre la *Littera rectitudinum* et qui en précise le sens exige, pour être correctement interprété, la connaissance des événements qui, dans la seconde moitié du X^e siècle, ont abouti à placer l'abbaye de St-Dié, transformée en chapitre, sous le *dominium* de l'évêque de Toul et sous l'avouerie du duc de Haute-Lorraine ; il nous faut donc, au seuil de cette étude, retracer à grands traits l'histoire de ces événements ⁽³⁾.

On sait qu'en 870, lors du traité de Meerssen, l'abbaye de St-Dié avait encore qualité d'abbaye royale ; cette qualité, elle devait la perdre par la suite, dans des conditions que nous connaissons mal, faute de documents, mais que l'histoire d'une autre abbaye vosgienne, celle de Moyenmoutier, qui dans le haut moyen âge a eu ses destinées

⁽¹⁾ Sur les *Mémoires historiques* de Fr. de Riguet et sur les différences entre les deux rédactions, voir p. 271, n. 2.

⁽²⁾ D'une manière générale Boudet adopte les conclusions de Pfister et ajoute peu de chose au commentaire de celui-ci.

⁽³⁾ Pour cette étude on consultera surtout Parisot, *O.D.H.L.*, p. 252-267, qui donne le meilleur exposé sur l'état de la question ; on le complètera par Boudet, p. 21 et sq., qui apporte quelques précisions intéressantes et par Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, II, fasc. 3, chapitre premier (*Abbayes royales et seigneuriales*), *passim*. Comme nous nous éloignons sur certains points de Parisot, nous avons dû reprendre à notre compte, dans les pages qui vont suivre, l'étude des droits du duc de Lorraine et de l'évêque de Toul sur le chapitre de St-Dié.

intimement mêlées à celles de St-Dié, nous permet du moins de soupçonner ⁽¹⁾. Comme Moyenmoutier, St-Dié tomba au X^e siècle sous la domination des ducs de Haute-Lorraine ; il est fort probable que c'est en 959 que Frédéric I^{er} reçut de la générosité royale les deux abbayes de Moyenmoutier et de St-Dié, en même temps qu'il obtenait le duché de Haute-Lorraine ⁽²⁾. Le nouveau duc, tout en conservant le *dominium* sur Moyenmoutier, ne semble pas en avoir retenu l'*abbatia* ; ce fut son frère, le comte Gilbert, qui fut abbé laïque du monastère fondé par St Hidulphe. Nous ignorons s'il en fut de même pour St-Dié ; quoi qu'il en soit, Frédéric, maître des deux abbayes, entreprit de les réformer et d'y restaurer la discipline ecclésiastique fort compromise. A Moyenmoutier, dès 959 ou 960, la réforme était opérée par Adalbert de Gorze, des moines étaient substitués aux chanoines ⁽³⁾ ; à St-Dié ce fut l'opération inverse qui eut lieu : les chanoines prirent la place des moines bénédictins à une date qui doit être sensiblement postérieure à 959 et qui se place en tout cas avant 975 ⁽⁴⁾. Bien que la substitution à l'ancien abbé laïque d'un abbé régulier à Moyenmoutier et d'un prévôt à St-Dié ne portât nullement atteinte aux droits du duc, qui gardait souveraineté pleine et entière sur les deux établissements religieux ⁽⁵⁾, il semble pourtant infiniment probable qu'une des conséquences de la réforme, ce fut l'attribution aux moines ou aux chanoines de certains

(1) Sur l'abbaye de Moyenmoutier nous avons des renseignements plus nombreux que sur l'abbaye voisine de St-Dié grâce surtout au *Liber de successoribus Sti Hidulphi* (début du XI^e siècle) et grâce à Richer de Senones, *Gesta senoniensis ecclesiae* (XIII^e siècle). Ces différents renseignements ont été rassemblés et mis en œuvre de manière critique par Jérôme, *L'abbaye de Moyenmoutier* (seul, le premier volume de l'ouvrage, consacré à l'histoire de l'abbaye au moyen âge, a paru).

(2) Sur la question longtemps controversée de savoir à quel titre Frédéric I^{er}, duc de Haute-Lorraine, acquit le *dominium* sur les deux abbayes vosgiennes, voir Parisot, *O.D.H.L.*, p. 255 et sq ; il paraît établi que ce fut en qualité de duc.

(3) Parisot, p. 256-57.

(4) Boudet, p. 26. La réforme de St-Dié est postérieure à celle de Moyenmoutier ; ce fut, en effet, un moine de l'abbaye de Moyenmoutier réformée par Adalbert, qui reçut de celui-ci mission d'opérer la réforme à St-Dié et cela à la demande du duc Frédéric I^{er} ; mais ce moine, Erkembert, s'acquitta si mal de sa mission que Frédéric chassa les moines et les remplaça par des chanoines. Le diplôme d'Otton II de 975, dont il sera question plus loin (Stumpf 646), parle de la réforme comme d'un fait accompli (« tam ipsam abbatiam [Sti Deodati] quondam cum monachis, modo vero cum canonicis provisam, quam cetera ejusdem monasteria... et omnia... ad eandem abbatiam pertinentia ac respicientia »).

(5) Lesne, p. 19 et sq. Nous ignorons quels droits le *dominium* conservé sur les deux établissements par Frédéric I^{er} conférerait à celui-ci en ce qui concerne la désignation et l'investiture de l'abbé ou du prévôt.

domaines et revenus qui constituèrent désormais leur mense, par opposition à l'ensemble des autres biens laissés à l'entière disposition du duc.

D'ailleurs le *dominium* du duc, tant sur l'abbaye que sur le chapitre, devait être de courte durée, en théorie tout au moins. A une date antérieure au mois d'août 961, peu de temps par conséquent après que la réforme venait d'y être introduite, l'abbaye de Moyenmoutier fut enlevée au duc de Haute-Lorraine par le roi Otton I^{er} pour être donnée à l'évêque de Toul Gauzlin ; le diplôme d'Otton I^{er} ne nous a pas été conservé et on se perd en conjectures sur les causes qui amenèrent le roi de Germanie à déposséder ainsi le duc de Haute-Lorraine ⁽¹⁾. Toutefois la donation de l'abbaye de Moyenmoutier à l'évêque de Toul ne devait pas être suivie d'un effet immédiat ; en 973 un diplôme d'Otton II, confirmant à l'évêque Gérard l'ensemble des biens de son évêché et rappelant la donation de Moyenmoutier faite par son père Otton I^{er} à l'évêque Gauzlin, stipula que le duc garderait jusqu'à sa mort le *beneficium* de l'abbaye, l'évêque se contentant pour l'instant de la mense conventuelle et des biens qu'il plairait au duc de lui restituer ; c'est seulement à la mort de Frédéric que l'évêque devait entrer en possession de l'ensemble du patrimoine de Moyenmoutier ⁽²⁾. Deux ans plus tard, le 18 mars 975, Otton II enlevait à Frédéric I^{er} le monastère de St-Dié et en faisait don également à l'évêque de Toul Gérard ⁽³⁾ ; mais

⁽¹⁾ Ce diplôme d'Otton I^{er} ne nous est plus connu que par la mention qu'en fait le diplôme d'Otton II de 973, dont il sera question plus loin et par la note suivante des *Gesta episcoporum Tullensium*, rédigés au début du XII^e siècle (*M.G.H.* ; SS., VIII, p. 640) « Quique [Gauzelinus] a rege Ottone adeptus est abbatiam Mediimonasterii, ea lege ut Fredericus dux, dum adviveret, advocatiam retineret, ac pontifex prae-bendam loci ordinaret, postque finem ducis tota abbatia ad episcopum perveniret ».

Sur la date probable du diplôme (960-961) et les raisons qui amenèrent Otton I^{er} à enlever Moyenmoutier à Frédéric I^{er}, nous renvoyons à Parisot, p. 258 ; p. 260 et sq.

⁽²⁾ EDIT. DD. OII, n° 62 (Stumpf 610) : « similiter abbatiam quæ vocatur Medianum Monasterium... quam antecessor ejus Gauzelinus... olim a beatae memoriae nostro genitore ad augmentum suæ ecclesiæ impetravit ; nos vero haud immemores munificentiae nostri genitoris decernimus ut Fridericus dux beneficium jam dictæ abbatiae tantum tempore vitæ suæ teneat, adicientes... ut præfatus Gerardus episcopus et ecclesia ipsius prebendam monachorum in vestitura possideat et quantum ex beneficio ipsius abbatiae a jam dicto duce consequi poterit, post autem obitum Friderici ducis cum omni integritate... dominio Tullensis ecclesiæ perpetualiter tenenda reformetur ».

⁽³⁾ EDIT. DD. OII, n° 99 (Stumpf 646). Boudet, p. 28, n. 3, signale que l'original de ce diplôme se trouve aux Arch. commun. de St-Dié ; en réalité il ne nous est connu que par des copies qui ne remontent pas au-delà du XVII^e siècle.

Le diplôme de 975 présente la cession de St-Dié à l'évêque Gérard comme un acte de restitution, l'abbaye ayant jadis été donnée par le roi Pépin I^{er} à l'évêque de Toul Jacob. Ce dernier renseignement s'accorde mal avec la donation de St-Dié à l'abbé de St-Denis Fulrad en 769 ; il est possible que l'exposé du diplôme ait été interpolé.

cette fois le diplôme ne renfermait aucune réserve au profit du duc, il accordait à l'évêque sans restriction l'abbaye, devenue chapitre de St-Dié avec toutes ses dépendances dont il donne l'énumération ; c'étaient les monastères, les *villae* et tous les biens appartenant à St-Dié et en outre la monnaie, le tonlieu et le marché, ces derniers droits d'origine publique étant sans doute limités au territoire même de la ville de St-Dié ⁽¹⁾.

Cette seconde donation, comme d'ailleurs la première, restèrent sans effet : après la mort de Frédéric I^{er}, survenue en 979, le chapitre de St-Dié, tout comme l'abbaye de Moyenmoutier, passa à sa veuve, la duchesse Béatrice, malgré les clauses des diplômes de 973 et 975. Toutefois entre la duchesse et l'évêque de Toul, un compromis fut conclu, dont un diplôme d'Otton III de 984 nous fait connaître les clauses ⁽²⁾. Sur le patrimoine des deux établissements religieux une part était prélevée qui devait être remise à l'évêque, le surplus était maintenu à titre viager à la duchesse Béatrice et à un de ses fils, que celle-ci devait désigner de concert avec l'évêque de Toul. A la mort de ce fils, tous les biens constituant le temporel, tant de Moyenmoutier que de St-Dié, devaient faire retour à l'évêque sans aucune exception ⁽³⁾.

Le diplôme d'Otton III dénombre avec quelque précision, pour chacun des deux établissements religieux, la portion du temporel dont la propriété immédiate était reconnue à l'évêque de Toul ; le

(1) « ... Includimus denique tam ipsam abbatiam quondam cum monachis, modo vero cum canonicis provisam, quam cetera ejusdem monasteria, villas, aecclesias, minores possessiones quoquo modo sitas, terrasque cultas et incultas, monetam, theloneum, mercatum, campos... et omnia jure legaliter que ad eandem abbatiam pertinentia ac respicientia... ».

(2) L'original de ce diplôme d'Otton III (984, Spire) (Stumpf 872) ne se trouve pas aux Arch. commun. de St-Dié, comme Boudet l'affirme à plusieurs reprises (p. XX et n. 1 ; p. 23, n. 1). En revanche on trouve à ces mêmes archives une copie du XII^e siècle de ce diplôme (non cotée), qui a l'avantage d'en donner le texte intégral ; les éditions anciennes et celle des *M.G.H., DD.* O^{III}, n^o 2, qui les utilise, dérivent d'une même source, qui présente une lacune importante, de telle sorte que les clauses concernant Moyenmoutier sont passées sous silence.

(3) « ... Constituens ut episcopus monasteria et que supra sunt in investitura retineat et jam dicta ductrix ejusque filius ab ipsis nominatim exprimendus ceteras partes abbatiarum jam dictarum similiter possideat, eo rationis tenore ut, post obitum jam dicte domine ejusque filii, Tullensis sedis tam idem episcopus quam omnes successores sui eas abbatias... possideant ».

En somme les clauses du diplôme de 984 rappellent celles du diplôme de 973, qui concernait Moyenmoutier seul ; toutefois, en 984, les avantages concédés au détenteur du pouvoir ducal lui sont assurés pour une période plus longue, tandis qu'en revanche la part réservée à l'évêque est à la fois plus étendue et mieux précisée.

tableau des biens ainsi réservés se correspond à peu de choses près d'un établissement à l'autre. En ce qui concerne le chapitre de St-Dié, l'accord de 984 reconnaissait à l'évêque Gérard la propriété des biens suivants : le monastère lui-même, la mense affectée à l'entretien des chanoines, la totalité des revenus provenant de l'autel de l'église de St-Dié, la dîme de la mine d'argent, le cens des hommes de l'autel et dix manses avec leurs tenanciers situés dans le val de St-Dié ⁽¹⁾. Les biens ainsi réservés à l'évêque se répartissent en trois groupes : le monastère avec l'autel et ses dépendances, la dîme de la mine d'argent et la mense capitulaire ; nous en présenterons l'étude dans cet ordre.

Le terme de *monasterium*, dont se sert le diplôme, ne peut s'appliquer qu'au chapitre de St-Dié avec l'ensemble de ses édifices (église et bâtiments capitulaires), mais l'épithète d'*indominicatum*, qui lui est accolé, soulève un problème d'interprétation que les historiens de St-Dié ne paraissent pas avoir soupçonné ⁽²⁾. Il est peu vraisemblable que l'emploi de ce mot ait pour but d'accentuer le *dominium* de l'évêque sur le chapitre, par opposition aux biens, dont la jouissance était laissée à la duchesse et à son fils. En réalité, le mot tend à distinguer le monastère de St-Dié d'autres monastères qui lui seraient subordonnés, ceux-là mêmes auxquels doit faire allusion le diplôme de 975, quand il déclare donner à l'évêque de Toul St-Dié avec les « monastères » qui en dépen-

(1) Pour faciliter l'interprétation du diplôme de 984, nous mettons en regard les clauses concernant St-Dié d'une part, Moyenmoutier de l'autre :

St-Dié.	Moyenmoutier.
indominicatum monasterium	indominicatum monasterium
et quicquid pertinet ad prebendam canonicorum	et quecumque ad prebendam mona- chorum pertinere videntur
et totum altare	
decimasque mine argenti	
censusque hominum ad altare perti- nentium	
cum decem mansis vestitis in ipsa valle cum eorum omni districto ad ipsos mansos pertinente	et decem mansos in ipso saltu Mediani Monasterii.

(2) Le fait que les différents auteurs, qui se sont occupés de la question, n'avaient à leur disposition que le texte incomplet du diplôme de 984 et l'analyse assez inexacte qu'en donne Widricus, *Vita Sti Gerardi* (M.G.H., SS., IV, p. 503) explique les erreurs qu'ils ont pu commettre sur le sens de *indominicatum* (Pfister, A.E., II, p. 519 ; Jérôme, *L'abbaye de Moyenmoutier*, p. 193, n. 1. — Parisot, O.D.H.L., p. 263 cite le texte qui est ci en question sans en faire le commentaire ; il en est de même pour Boudet, p. 29).

dent. Nous ignorons le nom de ces monastères dépendant ainsi de St-Dié au X^e siècle, mais il faut voir en eux des *cellae* monastiques, colonies de moines essaimées dans le Val de St-Dié, étroitement subordonnées à l'abbaye-mère; il est possible, pour reprendre une hypothèse déjà formulée par Ruyr ⁽¹⁾, que ces *cellae* aient été à l'origine de plusieurs des églises paroissiales du Val de St-Dié.

L'expression *totum altare* ne soulève aucune difficulté d'interprétation; les documents postérieurs prouvent, en effet, qu'il faut entendre par là l'autel de l'église abbatiale de St-Dié avec l'ensemble de ses revenus propres, soit les offrandes de toute sorte apportées par les fidèles aux grandes fêtes solennelles de l'année et les produits de certains biens spécialement affectés par les donateurs aux besoins de l'autel ⁽²⁾. Il est probable que, par cet article, l'évêque se réservait la propriété immédiate de tous les biens qui, dans l'avenir, seraient offerts au saint patron du monastère. Parmi les revenus provenant de l'autel, il en est une catégorie que le diplôme de 984 prend soin de préciser, ce sont les produits du chevage perçu sur les individus qui, par suite d'une donation faite à l'autel, dépendaient de cet autel. Il peut s'agir, soit d'hommes libres qui ont aliéné leur liberté au profit du saint, soit de non-libres donnés à l'église par leur maître; dans un cas comme dans l'autre, la donation faite devant l'autel et sous une forme symbolique qui marque l'assujettissement de l'individu à cet autel, entraîne pour l'homme de l'autel et ses descendants à perpétuité, le paiement annuel d'un cens capital. Les archives du chapitre de St-Dié nous ont conservé un seul acte faisant mention d'une telle donation, c'est une charte par laquelle une femme de naissance libre, Ermengarde, se donne elle et sa descendance à l'autel de St-Dié ⁽³⁾. Si l'on songe au rôle que paraissent avoir joué dans l'histoire du chapitre les hommes dépendant de l'autel, on s'étonnera qu'un seul acte d'asservissement volontaire à l'autel nous soit parvenu; pour comprendre cette anomalie, il faut se rappeler non seulement le misérable état des archives anciennes de St-Dié, mais aussi le fait que les traditions à l'autel donnaient lieu d'ordinaire à l'établissement non de chartes, mais de notices, qui

(1) Ruyr, *Recherches des saintes antiquitez de la Vosge* (2^e édit.), p. 208. L'auteur, dans ce passage, s'est d'ailleurs inspiré probablement de Richer, *Gesta Senoniensis ecclesiae* (cap. 12 et 13; SS., XXV, p. 263); celui-ci signale plusieurs *cellae* dépendant anciennement de Moyenmoutier, dont il attribue la fondation, de façon tout à fait arbitraire, à St Hidulphe lui-même (cf. Pfister, *A.E.*, III, p. 580).

(2) Voir ce qui a été dit plus haut, p. 147, sur les revenus de l'autel de St Pierre à Remiremont.

(3) EDIT. Boudet, p. 212, n^o 4.

ont en général disparu, sauf quand elles ont été groupées en un recueil spécial, comme ce fut le cas à Remiremont ⁽¹⁾.

Quant à la clause concernant l'attribution à l'évêque de dix manses dans le Val de Galilée, elle est rédigée en des termes d'une concision fort regrettable ; évidemment il avait dû être longuement question de ces manses au cours des négociations qui précédèrent l'accord entre la duchesse et l'évêque et le rédacteur du diplôme de 984 n'a pas cru utile de préciser leur condition ; non seulement nous ne savons rien sur l'emplacement de ces dix manses, mais nous ignorons même s'ils formaient un groupe compact ou s'ils étaient dispersés dans toute la vallée de St-Dié ⁽²⁾. Remarquant toutefois, que les dix manses en question cédés à l'évêque étaient entièrement soumis à sa juridiction temporelle, à l'exclusion de toute autre autorité, nous proposons de voir dans ces dix manses le territoire restreint, mais nettement délimité, qui devait constituer l'*atrium* de l'église de St-Dié. Ce territoire exempt, enclavé dans le ban même de la ville de St-Dié, qui est resté à travers tout le moyen âge ban ducal, est probablement à l'origine de l'agglomération qui s'est constituée autour du chapitre et sur laquelle le duc n'est jamais parvenu à étendre ses droits de souveraineté. Quant à la mine d'argent dont la duchesse et ensuite son fils devaient percevoir les produits d'exploitation, à charge d'en verser le dixième à l'évêque, nous en ignorons l'emplacement. Le texte laisse supposer qu'il n'y avait alors qu'une mine d'argent exploitée sur les domaines de St-Dié ; cette mine, qu'il faut peut-être chercher dans la région de La Croix-aux-Mines, devait alimenter, au moins en partie, l'atelier monétaire de St-Dié, dont il a été question plus haut à propos du diplôme de 975. Enfin l'expression *prebenda canonicorum* ne saurait faire de doute ; il s'agit de l'ensemble des domaines et revenus affectés à l'entretien des chanoines ; suivant une hypothèse présentée plus haut, cette mense capitulaire avait dû être constituée, ou plutôt reconstituée, au moment de la réforme, mais aucun document ne nous permet d'en déterminer la composition à la date de 984.

Ainsi, aux termes de l'accord de 984, le patrimoine de St-Dié était formé à cette date de deux parts bien distinctes ; le *beneficium* ducal, dont la constitution ne nous est pas connue, mais dont on soup-

(1) Voir p. 145, et sq. Les « homines ad altare pertinentes » de St-Dié ont le même statut que les *mundiliones* dont il a été question à l'occasion des censiers nos 4, 6, 7 et 8.

(2) Le diplôme contient une clause analogue pour Moyenmoutier, rédigée dans les mêmes termes, de sorte qu'on ne peut rien en conclure touchant la condition de ces manses. (cf. p. 276, n. 1).

çonne l'étendue formidable, si l'on raisonne par analogie avec Moyenmoutier ⁽¹⁾ et la portion laissée à l'évêque, celle-ci comprenant entre autres biens la *prebenda canonicorum*, que l'évêque, souverain temporel du chapitre, restait maître d'ordonner et de modifier à sa guise. En somme, on voit que l'évêque, s'inspirant pour une large part des principes réformistes de la fin du X^e siècle, s'est réservé, en dehors de la dîme de la mine d'argent, source de revenus élevés, et de la *prebenda canonicorum*, des biens dont le caractère sacré est particulièrement accentué : église, bâtiments monastiques et *atrium*, autel et revenus en dépendant. Dans ces conditions, il est étrange que le diplôme ne fasse aucune allusion aux églises paroissiales des *villae* comprises dans le bénéfice ducal ; c'est d'autant plus étrange qu'à Moyenmoutier la restitution de ces églises eut lieu de bonne heure, du vivant même du duc Frédéric I^{er} ⁽²⁾. Faut-il penser qu'il en fut de même à St-Dié et que ces églises rendues à l'évêque furent attribuées par lui à la *prebenda fratrum* et désormais confondues sous ce terme avec les autres biens de la mense capitulaire, ou bien que, suivant le sort du bénéfice ducal, elles ne devaient être restituées qu'à la mort du fils de Béatrice ? Il est impossible d'opter pour l'une ou l'autre de ces hypothèses.

Après 984 nous manquons de tout renseignement sur le chapitre de St-Dié et il faut attendre le milieu du XI^e siècle pour que de rares documents viennent jeter de nouveau quelque lumière sur son histoire ; toutefois, on peut affirmer que la convention de 984 ne fut pas exécutée

(1) D'après une tradition dont le *Liber de successoribus Sti Hidulphi* s'est fait l'écho (*Liber*, cap. 5 ; SS., IV, p. 89), un des Lothaire, sans doute Lothaire II, pour punir l'abbé de Moyenmoutier de son refus de fournir son contingent à l'ost royal, aurait donné l'abbaye au duc (?) de la province ; celui-ci, réduisant les moines à la misère, se serait approprié un ensemble de domaines représentant 1511 manses. C'est également à ce chiffre, que le diplôme d'Henri V du 18 mars 1114 (Stumpf 3111) fixe le bénéfice d'avouerie tenu par le duc de Lorraine, mettant ainsi en relation évidente ce *beneficium* d'avouerie avec le lot que se serait adjugé, en vertu de son *dominium*, l'hypothétique duc du IX^e siècle. Il est dès lors difficile de décider si cette évaluation de 1511 manses vaut pour le IX^e ou pour le début du XII^e siècle ; de toute manière, le chiffre paraît intéressant à retenir.

(2) Dans le diplôme de 1114 (voir la note précédente), Henri V déclare que les églises, situées dans les *villae* du bénéfice ducal, ont été restituées à l'abbaye de Moyenmoutier par le duc Frédéric I^{er} ; le diplôme en confirme la propriété à l'abbaye à l'exclusion de tout cens. Cet article laisse supposer que les églises restituées par le duc l'avaient été souvent à charge de cens ; cette hypothèse est confirmée par une notice insérée par Jean de Bayon dans sa chronique (Belhomme, *Historia Mediani Monasterii*, p. 250) et selon laquelle, au temps de l'abbé Bertricus (1077-1115), le duc Thierry II aurait abandonné à l'abbaye de Moyenmoutier le cens de 5 sous, qu'il percevait annuellement « pro ecclesia *Monemensi* (non identifié) in beneficio ducatus sui. »

selon les clauses prévues. Si elle ne produisit pas tous ses effets, il faut en chercher la raison, non seulement dans la mauvaise volonté de la duchesse Béatrice et de celui de ses fils qui fut appelé à recueillir le bénéfice de St-Dié, ⁽¹⁾, mais aussi dans le fait que sous l'influence des idées réformistes de la fin du X^e siècle, l'ancien *dominium* ducal sur le chapitre se transforma peu à peu en un droit de simple protection, qui fut assimilé à l'avouerie ⁽²⁾. Or, du moment que le duc faisait figure d'avoué, il était conforme aux habitudes de l'époque de lui constituer un bénéfice d'avouerie. Nous ne savons pas à quelle date l'avouerie s'est substituée à St-Dié à l'ancien *dominium* ducal, mais certains faits nous apportent la preuve que cette substitution a bien eu lieu, qu'un bénéfice d'avouerie a été concédé au duc et que l'accord réglant définitivement la composition de ce bénéfice a été conclu entre le duc et l'évêque à une date postérieure à 984.

Notre principale source de renseignements à cet égard est une bulle de Léon IX adressée à l'évêque de Toul Udon et datée de 1051 ⁽³⁾. La bulle est fausse, mais elle utilise des documents véridiques et en particulier la notice d'un jugement impérial rendu par Henri III à l'assemblée de Worms de 1048 et probablement confirmé au cours d'une seconde assemblée tenue en 1052 ⁽⁴⁾. Aux termes de la bulle le prévôt Waldrade et des chanoines de St-Dié se seraient présentés à l'assemblée de Worms de 1048 pour demander à l'empereur Henri III

⁽¹⁾ Le nom du bénéficiaire nous est inconnu, mais, puisque le *beneficium*, attaché à la souveraineté temporelle sur St-Dié, s'est transformé, comme on va le voir, en un bénéfice d'avouerie qui est passé de la première à la seconde maison ducale de Haute-Lorraine, on peut tenir pour assuré que ce fut Thierry I^{er} qui hérita des droits de sa mère, la duchesse Béatrice, sur St-Dié et Moyenmoutier.

⁽²⁾ Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France.*, II³, p. 82 et sq. — Nous nous séparons, sur ce point, de Parisot, *O.D.H.L.*, p. 259, qui admet que Frédéric I^{er}, aux termes des diplômes de 973 et de 984, aurait exercé l'avouerie, tant sur Moyenmoutier que sur St-Dié. En fait le diplôme d'Otton II de 973 concède au duc Frédéric, sa vie durant, le *beneficium* de l'abbaye de Moyenmoutier et, d'autre part, le diplôme de 984 rappelle que Frédéric, puis sa veuve Béatrice, ont tenu le *beneficium* du chapitre de St-Dié; dans l'un et l'autre cas Parisot interprète *beneficium* par bénéfice d'avouerie, mais à tort, le mot s'applique ici à l'un et à l'autre des deux établissements religieux, que le duc aurait dû céder à l'évêque de Toul en 961 et 975, qu'il a gardés du consentement du roi de Germanie et qu'il est censé tenir en bénéfice de celui-ci.

⁽³⁾ Bulle de Léon IX du 25 janvier 1051 (J. L. 4252).

⁽⁴⁾ La bulle nous est parvenue sous la forme d'un pseudo-original non scellé (V., G. 241); elle est tenue pour fausse par Jaffé et par Boudet, qui a étudié l'acte (p. 66 et sq.), mais n'a pas déterminé les conditions dans lesquelles la bulle a été fabriquée.

Les preuves de sa fausseté sont nombreuses. L'une des plus frappantes, qui n'a pas été relevée par Boudet, est la mention dans la bulle datée du 25 janvier 1051

de fixer avec précision les droits de leur avoué Gérard I^{er}, duc de Lorraine, sur les hommes et les terres du chapitre. Ils craignaient, ajoute la bulle, que le changement de dynastie, qui venait alors de se produire dans le duché de Haute-Lorraine, portât atteinte aux privilèges de leur prébende ⁽¹⁾ ; l'empereur, faisant droit à la demande des chanoines, aurait alors fait rendre par l'assemblée un jugement fixant exactement les droits du duc, avoué de St-Dié. Si le faussaire qui a composé la bulle de 1051 a pu modifier certains termes de ce règlement au profit des prétentions du chapitre, il n'avait, par contre, aucun intérêt à dissimuler la véritable origine des droits d'avouerie exercés par le duc Gérard I^{er}. Or, la bulle déclare que l'avouerie de St-Dié, détenue par le duc Frédéric II, était passée à Gérard en même temps que celui-ci obtenait le duché de Haute-Lorraine ⁽²⁾ ; par conséquent la substitution

(n. s.) de l'évêque de Freising, Ellinhard, qui n'a été consacré que le 15 octobre 1052. De plus, la rédaction de la bulle est un défi à toutes les habitudes de la chancellerie pontificale ; elle comprend deux parties, l'une qui intéresse l'évêque de Toul, l'autre qui concerne uniquement les chanoines de Toul. La première partie, qui est la plus longue, est faite d'ailleurs de pièces et de morceaux, mal reliés entre eux ; elle utilise en particulier la notice d'un jugement rendu en présence de Henri III, à une date postérieure à 1052 (puisque Ellinhard est cité parmi les témoins) et confirmant probablement un accord conclu à Worms en 1048, en présence du roi, entre le nouveau pape Léon IX, en sa qualité d'évêque de Toul, et le duc Gérard I^{er}, qui venait de recevoir le duché de Haute-Lorraine.

Il est possible que le faussaire ait pris pour point de départ une bulle véridique de Léon IX pour le chapitre de Toul et qu'il l'ait enrichie de documents étrangers, de manière à mettre sous la haute autorité de Léon IX un certain nombre de privilèges concédés aux évêques de Toul.

En tout cas il paraît établi que la fausse bulle a été fabriquée à la chancellerie de l'évêque de Toul ; elle présente, en effet, une similitude d'écriture frappante avec une bulle véridique de Léon IX pour l'abbaye de Gorze du 15 janvier 1051 (J. L. 9250) ; or, celle-ci a été expédiée alors que le pape séjournait à Toul, et les deux bulles, la fausse comme la véridique, présentent au regard la même minuscule caroline, étrangère à la chancellerie pontificale. Il faut en conclure que la bulle véridique pour Gorze a été rédigée par les soins d'un scribe de la chancellerie épiscopale de Toul et que la fausse bulle est l'œuvre, soit de ce scribe, soit d'un de ses disciples immédiats. La date de composition du faux se placerait dans le dernier quart du XI^e siècle.

(1) La fausse bulle de 1051 a été éditée en dernier lieu par Boudet, p. 208, n^o 3 « *Frater noster carissimus Waldradus, prepositus cenobii Sti Deodati, cum quibusdam fratribus suis nobiscum ibidem presentes (sic) nostrum imploraverunt auxilium ut antiqua libertas prebende eorum ibi terminaretur per ecclesiasticum et imperiale iudicium, quia, duce Lottharingorum Frederico (Frédéric II) mortuo, honor ducatus transiens ad alienos heredes oppressionis eorum erat indicium* ».

(2) Voir la note précédente et cet autre passage de la bulle de 1051 : « *Dux Gerardus qui per petitionem Deodatensis ecclesiae, sicut precedentes, per beneficium divisum a prebenda fratrum, quod possidet, deffensor et advocatus, consistit...* »

de l'avouerie au *dominium* ducal sur St-Dié remonte au moins à Frédéric II ; la bulle laisse même entendre qu'elle est plus ancienne ⁽¹⁾.

En ce qui concerne le bénéfice d'avouerie, la bulle déclare incidemment que le duc Gérard détient un bénéfice nettement séparé de la mense capitulaire, au même titre que ses prédécesseurs au duché de Haute-Lorraine en ont joui ⁽²⁾ ; toutefois notre document n'apporte aucune précision sur l'étendue de ce bénéfice, mais nous devons à des documents postérieurs des renseignements partiels qui complètent les données de la bulle et, du même coup, les renforcent. Les actes qui, au XII^e siècle, confirment au chapitre l'ensemble de son patrimoine et dont le plus ancien est un diplôme d'Henri V de 1114 ⁽³⁾, reconnaissent à la mense capitulaire, entre autres biens, le tiers du Val de Galilée, ce terme désignant la haute vallée de la Meurthe et de ses affluents depuis leur source jusqu'à un point situé un peu en aval de St-Dié ⁽⁴⁾. Des actes contemporains ou postérieurs permettent d'affirmer que les deux autres tiers du Val étaient possession ducale. Une répartition de cette sorte, qui peut surprendre en raison de sa rigueur mathématique, mais qui respecte les proportions adoptées dans toutes les chartes d'avouerie, doit avoir son origine dans un acte de ce genre ; au moment où fut constitué le bénéfice d'avouerie en faveur du duc, on fit entrer dans ce bénéfice, entre autres biens, un certain nombre de domaines représentant, soit par leur nombre, soit par leur étendue, les deux tiers du Val de Galilée.

Enfin, on peut établir qu'on procéda à la constitution du fief

(1) C'est ce que confirme une charte de l'évêque de Toul Berthold (996-1019) dont il sera question plus loin ; il résulte, en effet, des clauses de cette charte que le substitution de l'avouerie au *dominium* remonte au moins au duc Thierry I^{er}.

(2) Voir le passage cité plus haut p. 281, n. 2. Le faussaire a probablement modifié les termes du jugement royal et présenté les choses comme si l'avouerie de St-Dié avait été accordée à Gérard I^{er} à la suite d'une demande des chanoines, ce qui est en contradiction avec le reste de la bulle.

(3) Diplôme d'Henri V pour le chapitre de St-Dié du 13 janvier 1114 (Stumpf 3099). Nous reviendrons plus loin sur les clauses de ce diplôme.

(4) Sur les limites du Val de Galilée ou de St-Dié, voir Boudet, p. 115. On notera que l'auteur de la *Vita Deodati*, citant le diplôme de Childéric II, déclare que celui-ci accordait à l'abbaye fondée par Deodatus « a fisco abscissam eamdem vallem Galileam... ab exortu cunctorum rivulorum seu amnium præfatam vallem intrantium usque ad ipsorum ab ea exitum ». On ne peut affirmer que le diplôme de Childéric II donnait en ces termes les limites du *fiscus* concédé à St-Dié ; en tout cas ce sont là les limites telles qu'elles étaient admises au XI^e siècle, elles sont exprimées en des termes assez vagues, en ce qui concerne l'aval, pour permettre au chapitre de faire valoir contre l'abbaye voisine d'Étival des revendications sur lesquelles on aura l'occasion de revenir en étudiant le censier n° 12.

d'avouerie à une date postérieure à 984. On a vu, en effet, que le diplôme de 975 concédait à l'évêque Gérard, en même temps que l'*abbatia* de St-Dié avec ses dépendances, certains droits d'origine publique dont la monnaie, c'est-à-dire l'exploitation de l'atelier monétaire de St-Dié. Comme le diplôme de 984 ne souffle mot de cette concession, c'est qu'à cette date la monnaie était provisoirement maintenue dans la part ducale. Mais, d'autre part, nous possédons des deniers frappés à St-Dié, les uns au nom de l'évêque de Toul Robert (996), les autres au nom du duc Thierry I^{er} (fin X^e — début XI^e siècle) ⁽¹⁾ ; dans ces conditions, force nous est d'admettre qu'un accord a dû intervenir entre le duc et l'évêque à une date comprise entre 984 et 996 et que cet accord a reconnu la légitimité des droits de l'évêque sur la monnaie ; nous serions disposés à admettre que ce n'était là qu'une clause particulière d'une convention plus générale, dont le but était de fixer définitivement les droits du duc en sa qualité d'avoué et de déterminer, en particulier, les limites du bénéfice d'avouerie. La date proposée est d'ailleurs confirmée par un renseignement que fournit Benoît-Picart ; cet historien signale une charte, jadis conservée dans les archives de l'évêché de Toul et aujourd'hui perdue, par laquelle l'évêque Berthold (996-1019) réglait les droits du duc Thierry I^{er}, avoué de Moyenmoutier et de St-Dié, « qui exigeait plus qu'il ne devait. . . » ⁽²⁾. L'accord dont nous parlons devait être antérieur à cette charte de Berthold, puisque celle-ci suppose le duc en possession régulière de l'avouerie de St-Dié.

En somme, à partir des premières années du XI^e siècle la situation, à St-Dié est la suivante : l'évêque de Toul est souverain temporel du chapitre, le duc de Lorraine en est l'avoué. Le duc détient un bénéfice d'avouerie, qui est l'ancien *beneficium* ducal remanié et diminué d'un certain nombre de biens, en particulier des églises situées dans les *villae* du bénéfice ducal ; ces biens auxquels le duc a renoncé, il doit les restituer à l'évêque, qui dispose entièrement du patrimoine de l'église de St-Dié. De ce patrimoine, la plus grosse part a servi à alimenter la mense capitulaire, qui reçoit alors sa forme définitive ; l'évêque garde à sa disposition un certain nombre de biens : ceux-là mêmes que lui avait réservés l'accord de 984 et ceux à provenir des restitutions auxquelles le duc s'est engagé. Sur les terres de la mense capitulaire le duc exerce, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de sous-avoués, au titre de

⁽¹⁾ Parisot, *O. D. H. L.*, p. 271, n. 23. Si l'attribution de certains de ces deniers à l'évêque de Toul, Robert, qui n'a fait que passer sur le siège épiscopal est susceptible de controverse, il reste pourtant qu'au XII^e siècle le chapitre, héritier des droits de l'évêque, et le duc frappent simultanément monnaie à St-Dié.

⁽²⁾ Benoît-Picart (R. P.), *Vie de St Gérard*, p. 147.

l'avouerie, une juridiction que les évêques, souverains temporels du chapitre et défenseurs naturels de ses droits, arriveront à régler et à contenir dans des limites assez étroites ⁽¹⁾.

Cet état de choses a subsisté durant tout le XI^e siècle ; non seulement le duc a conservé — et conservera — l'avouerie de St-Dié, mais l'évêque a maintenu intacte, tout au moins en théorie, sa souveraineté temporelle sur le chapitre, ainsi que le prouvent les rares documents conservés pour cette période dans les archives de St-Dié. C'est d'abord la notice du jugement impérial de 1048-1052, insérée dans la fausse bulle de Léon IX et datée de 1051, qui déclare en propres termes que le prévôt de St-Dié reçoit de l'évêque de Toul : « l'administration des biens temporels et le gouvernement des âmes » ⁽²⁾ ; c'est ensuite la bulle de l'antipape Clément III, datée du 11 août 1092 ⁽³⁾ et le diplôme d'Henri IV expédié le lendemain, dont la rédaction reproduit d'ailleurs presque mot pour mot le texte de la bulle ⁽⁴⁾. Ces deux actes confirment aux chanoines, entre autres biens, un groupe de serfs qui avaient été restitués au chapitre en 1083 sur l'ordre d'Henri IV avec le

(1) Le premier règlement de ce genre qui nous soit parvenu, est celui de la notice de 1048-1052, qui a été inséré dans la fausse bulle de Léon IX de 1051 ; d'après cette notice, l'action du duc-avoué est réduite au minimum sur les terres et les hommes du chapitre ; nous sommes incapables de dire dans quelle mesure le faussaire a remanié, au profit du chapitre, les dispositions primitives de la notice. Toutefois, à en juger par les clauses du premier document véridique qui nous renseigne sur les relations du chapitre avec son avoué, une charte de Simon I^{er} de 1115-1123 (Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 48), il est remarquable que, dès le début du XII^e siècle, le chapitre soit arrivé à restreindre singulièrement les droits d'avouerie du duc. Un tel résultat ne peut s'expliquer que par l'action personnelle de l'évêque de Toul, souverain temporel du chapitre et puissant personnage, qui a pu tenir tête au duc et l'amener à composition.

(2) Il s'agit d'un article qui limite l'intervention de l'avoué aux seuls cas où le prévôt a recours à ses bons offices : « *Advocatus de justiciis prebende fratrum nullo modo se presumat nisi forte a preposito Sti Deodati, qui providentiam temporalium et regimen animarum ab episcopo Tullensi susceperit, vel loco prepositi a canonicis in adjutorium vocatus fuerit...* ». La même phrase se retrouve dans le diplôme de confirmation d'Henri VI du 28 juin 1196, qui emprunte certains éléments de sa rédaction à la fausse bulle de 1051 (Stumpf 5013).

(3) Bulle de l'antipape Clément III (Wibert de Ravenne) pour les chanoines de St-Dié du 11 août 1092 (J. L. 5334).

(4) Diplôme d'Henri IV pour le chapitre de St-Dié du 12 août 1092 (Stumpf 2915). Le diplôme ne nous est parvenu que sous la forme d'une copie figurée conservée aux Arch. commun. de St-Dié (non coté) ; sa rédaction éveille certains soupçons en raison de sa similitude profonde avec la bulle de Clément III ; Köhneke, *Wibert von Ravenna*, p. 132-134 conclut à l'authenticité du diplôme. En tout cas, le passage dont il est ici question présente la même rédaction dans la bulle et dans le diplôme, à très peu de chose près.

consentement du duc Thierry et de l'évêque de Toul⁽¹⁾. La mention de l'assentiment donné par l'évêque à cette restitution ne s'explique, dans le cas présent, que si ce dernier exerçait encore à cette date les droits de souveraineté temporelle sur le chapitre ; normalement c'est à l'évêque que les serfs du patrimoine de St-Dié auraient dû être remis ; celui-ci s'étant désisté de ses droits en faveur du chapitre, on a jugé bon de mentionner son assentiment.

Si ces faits prouvent que, durant le XI^e siècle, l'évêque de Toul a maintenu sur le chapitre le *dominium* que lui avaient accordé les diplômes ottoniens, il est également établi que, au cours de ce même siècle, les chanoines ont travaillé à limiter et à amoindrir cette souveraineté. Ils n'ont pas d'ailleurs borné leur ambition à cette entreprise ; ce ne sont pas seulement les droits temporels de l'évêque de Toul, c'est aussi sa juridiction spirituelle qu'ils ont contestée. Pour mener ce double combat, les chanoines ont exploité le privilège d'exemption qui avait été accordé, probablement par l'évêque de Toul Eborinus, à l'abbaye de St-Dié au lendemain même de sa fondation ; la charte primitive a été transcrite et remaniée dans la seconde moitié du XI^e siècle de manière à mettre sur le compte du métropolitain de Trèves Numérien le privilège concédé par l'évêque de Toul ; c'est ce faux privilège de Numérien qui nous est parvenu⁽²⁾. C'est aussi la charte d'exemption d'Eborinus, ou plutôt l'analyse succincte et claire qu'avait donnée de la charte originale, mutilée et en partie illisible, dès le début du XI^e siècle, l'auteur de la *Vita Deodati* rédigée vers 1048, qui a fourni aux chanoines les éléments nécessaires à la confection d'une fausse bulle de Léon IX, qui, datée de 1049, a dû être composée dans les dernières

(¹) La bulle de Clément III confirmant au chapitre l'ensemble de ses biens mentionne en ces termes cette restitution : « sive familia aeclesiae que jussu Heinrici quarti . . . imperatoris tercii integre illi restituta fuit, mediante Burchardo Lausanensi episcopo Italiae cancellario, concedentibus etiam duce Theoderico ejusdem ecclesiae defensore et advocato et Tullensis ecclesiae Pibone episcopo . . . ». Le diplôme ajoute que la restitution a été ordonnée par l'empereur « tertio anno secundi ingressus nostri in Italiam (1083) » et, parmi les personnes qui consentent à la restitution, il mentionne après le duc-avoué : « Oduino, post ducem prelibati loci similiter advocato ». Cet Oduinus qui paraît avec le titre de comte dans la charte de Simon I^{er} de 1115-1123 (cf. p. 284, n. 1.), fixant les droits de l'avoué sur le ban de St-Dié, est cité comme avoué de Moyenmoutier à l'occasion d'une tradition de terre rapportée par la Chronique de Jean de Bayon et datée par lui de l'abbatiate de Bertricus (1077-1115) (sur cette notice, voir plus haut, p. 279, n. 2). Il faut voir dans cet Oduinus un comte, qui sous la haute autorité du duc-avoué remplit les fonctions de sous-avoué, tant à Moyenmoutier, qu'à St-Dié.

(²) Sur ce pseudo-privilège de Numérien, voir p. 269, n. 1.

années du XI^e siècle ⁽¹⁾. Il est probable que, dès cette époque, l'exercice effectif de la souveraineté temporelle de l'évêque sur le chapitre s'était déjà fortement relâché ; désormais, c'est sur le terrain de la juridiction spirituelle que les chanoines allaient continuer la lutte. Nous n'avons pas à les suivre dans cette voie ; notons seulement que, dès 1126, ils allaient obtenir de l'autorité pontificale un privilège en bonne et due forme les soustrayant définitivement à l'autorité de l'ordinaire ⁽²⁾.

En ce qui concerne l'abandon progressif de ses droits temporels par l'évêque, seuls quelques indices nous font entrevoir la marche générale des événements. Nous soupçonnons que les chanoines, arguant des clauses du privilège de Numérien qui interdisent à l'évêque diocésain de s'approprier les biens du monastère exempt et en particulier les offrandes déposées sur l'autel ⁽³⁾, ont amené peu à peu l'évêque à rétrocéder à la mense capitulaire la part qu'il s'était réservée sur l'ensemble des biens constituant le patrimoine de l'église de St-Dié (l'*atrium*, les revenus de l'autel, la dîme de la mine d'argent) et à lui affecter les biens de toute sorte (*villae* et églises) restitués par le duc. Des récupérations ainsi opérées par le chapitre, les documents des XI^e et XII^e siècles nous offrent quelques exemples qui, malheureusement, ne se laissent pas dater avec toute la précision désirable.

⁽¹⁾ Bulle de Léon IX pour l'église de St-Dié du 16 novembre 1049 (J. L. 4197). L'original en est conservé aux Archives des Vosges, G. 241 ; mais la bulle, qui est censée avoir jadis scellé l'original, est aujourd'hui détachée de celui-ci.

Boudet, p. 64-66, tout en reconnaissant les anomalies de rédaction que présente cet acte, a cherché à en sauver l'authenticité, mais ses arguments ne sont pas convainquants. Il est en particulier bien remarquable, que la bulle de Clément III de 1092 parle de la bulle de Léon IX comme d'un document connu par ouï-dire et ne l'excepte pas des anciens documents du chapitre détruits par un incendie que Jean de Bayon date de 1065 dans sa Chronique (Bibl. munic. de Nancy, Ms 537, f° 48). Le premier document de la chancellerie pontificale, qui s'assimile certaines des dispositions de la bulle de Léon IX de 1049, est la bulle de Pascal II du 10 avril 1109 (J. L. 6232) ; c'est probablement un peu avant cette date que la bulle de Léon IX a été fabriquée ou, tout au moins, fortement remaniée.

⁽²⁾ Bulle d'Honorius II du 6 avril 1126 (J. L. 7256) ; c'est le premier document pontifical qui fasse mention du paiement annuel par le chapitre d'un cens, symbole de la sujétion directe à l'église romaine.

⁽³⁾ Voici à cet égard le texte de la bulle de 1049 : « *Census scilicet et oblationes quas illic confluentes populi ad remedium animarum suarum altari dederint, sive regio munere seu reliquorum fidelium collatione, tam in sacris voluminibus donariisque altaris et ecclesiasticis ornamentis quam in his que deinceps inibi servientes Deo proprio labore addere potuerint, a modo eas oblationes fratres in commune habeant.* » Les passages de la bulle imprimés en italique lui sont propres et ne figurent pas dans le privilège de Numérien ; évidemment le rédacteur a mis l'accent sur les *donariis altaris* dont parle le privilège.

Si l'on s'en rapporte aux termes de la notice de 1048-1052, insérée dans la fausse bulle de Léon IX de 1051, l'*atrium* de l'église capitulaire était dès cette époque à l'entière disposition du prévôt et du chapitre ⁽¹⁾ ; or, il est probable, on le sait, que cet *atrium* représente les dix manses que s'était réservés l'évêque en 984. D'autre part, la présence dans les archives de St-Dié de la charte d'assujettissement d'Ermengarde à l'autel laisse supposer qu'en 1051 l'évêque avait renoncé à percevoir le cens sur les hommes dépendant de l'autel ⁽²⁾. Signalons enfin une charte de 1115-1123, par laquelle le duc Simon I^{er} reconnaît aux chanoines l'entière propriété des mines d'argent exploitées sur les domaines dépendant de la mense capitulaire ⁽³⁾ ; de cette charte on peut conclure que, à une date antérieure à 1123, l'évêque s'était dessaisi au profit du chapitre de la dîme qu'il s'était réservée en 984 sur les produits de l'unique mine exploitée à cette époque dans le Val de Galilée ; il est d'ailleurs possible que, du même coup, l'évêque ait renoncé au droit de frapper monnaie à St-Dié ; toutefois, il faut attendre le XIII^e siècle pour trouver le chapitre en possession effective de ce droit qu'il exerce alors en concurrence avec le duc ⁽⁴⁾.

Ces explications étaient nécessaires pour nous faire connaître les conditions qui ont présidé à l'élaboration de la notice-censier de St-Dié, pour nous mettre à même d'en interpréter correctement le texte et d'en apprécier la véritable portée. L'objet de la notice a été défini par le rédacteur dans un exposé dont il convient de reproduire ici le texte, en mettant en regard la traduction que nous proposons.

Quia res hujus aeclesiae, maxime tamen ex omnibus appenditia et [fra]terna stipendia dispersa at-	Comme les biens de notre église et plus particulièrement leurs dépendances et les domaines consti-
--	---

(1) « Infra atrium Sti Deodati nulla secularis persona jus hereditarium habeat nec possidere presumat, nisi secundum quod prepositi vel fratrum communis ordinabit diligentia. » Comme la fausse bulle de 1051 a été fabriquée à la chancellerie de l'évêque de Toul, il est inadmissible que le faussaire ait substitué, dans ce passage, le prévôt et les chanoines à l'évêque ; si ce passage a été remanié, ce qui est possible, ce ne peut être que dans le but de dénier au duc-avoué tout droit sur l'*atrium*.

(2) Voir sur cette charte p. 277, n. 3.

(3) Sur cette charte de Simon I^{er}, voir, p. 284, n. 1. « Item si argentum de montibus elicitur, si montes in banno Sti Deodati fuerint, argentum quoque ad ditionem ejus [prepositi] et suorum pertinebit ». Le début de la charte montre que le *bannus Sti Deodati* s'oppose, dans le Val de Galilée, au *bannus ducis*.

(4) Maxe-Werly, *Numismatique de Remiremont et de St-Dié* ; M. S. A. L., 1879, p. 278. Les quelques monnaies du chapitre qui nous sont parvenues sont attribuées par l'auteur de cet article au XIII^e siècle.

que nimis cuique licita videbantur, placuit ea quę scilicet curtes vocamus atque quoslibet census vel rectitudines communi decreto fratrum atque totius congregationis fidelium subscribi atque velut [su]b anathemate confirmari, ne preposito vel ceteris præbendę fratrum praelatis sibi usurpare vel distribuere liceret, nisi prius diffiniretur assensu communi. In cuius etiam descriptionis serie tantum ea computantur quę communitati fraterne certis temporibus referenda decernuntur, his prætermis- sis quę preposito vel ceteris ex providentia forensi haberi conceduntur.

tuant la mense capitulaire paraissaient disséminés à l'extrême et offerts à la convoitise du premier venu, il nous a plu, à la suite d'une décision prise par le chapitre et l'assemblée tout entière de nos fidèles, de dresser ci-dessous la liste de nos domaines avec les cens et droitures qui en proviennent et de les garantir par une formule d'anathème ; ces mesures ont été prises afin qu'il ne soit permis à l'avenir ni au prévôt ni aux autres officiers, commis à l'administration de la mense capitulaire, de s'attribuer ou de concéder à des tiers des biens du chapitre sans une décision préalable de l'assemblée capitulaire. Dans ledit inventaire on a fait entrer en ligne de compte seulement les revenus qui doivent être versés à la communauté des chanoines à des échéances fixes ; on a passé sous silence les revenus concédés au prévôt et aux autres officiers sur un fonds étranger à la mense capitulaire.

Cet exposé apporte des renseignements intéressants sur le but du censier et sur les principes suivis pour dresser l'inventaire des revenus de la mense capitulaire ; malheureusement, il est rédigé dans une langue embarrassée, tout émaillée de termes d'interprétation difficile et dont il convient de reprendre l'explication, les solutions proposées jusqu'alors n'étant pas pleinement satisfaisantes.

On remarquera dès l'abord que l'exposé ne prononce pas une seule fois le nom de St-Dié, ce qui pourrait soulever des doutes sur l'attribution du censier au chapitre de cette ville, si, par ailleurs, la localisation des domaines décrits, le choix de la fête du saint patron comme terme de paiement pour certaines redevances, la provenance même du document en question ne garantissaient d'une manière certaine l'attribution traditionnellement adoptée.

Le censier est défini par le rédacteur comme une mesure de précaution prise par le chapitre pour se défendre contre les abus de pouvoir du prévôt et autres officiers commis à l'administration de la mense capitulaire. L'expression *ceteris præbendę fratrum praelatis* accolée au

mot *preposito* ne permet pas le moindre doute sur la véritable qualité des *praelati* dont il est question ici. On ne saurait, en effet, mettre en cause les agents domaniaux du chapitre, maires (*villici*) ou *ministeriales* de tout ordre, auxquels les mots *praebendę fratrum praelatis* ne sauraient normalement s'appliquer et qui, en raison même de l'humilité de leur condition sociale, ne pouvaient mettre sérieusement en danger l'intégrité des domaines capitulaires ⁽¹⁾. Il s'agit en réalité et exclusivement des officiers du chapitre qui, sous des noms qui nous échappent pour cette période, assuraient, avec le prévôt et sous sa haute direction, l'administration de la mense capitulaire ⁽²⁾.

Pour justifier ces mesures de précaution, l'exposé invoque l'extrême dispersion des biens du chapitre, particulièrement favorable aux usurpations des officiers eux-mêmes et aussi, bien que l'exposé ne le précise pas, aux déprédations des seigneurs voisins, avoués, sous-avoués ou autres. De fait, quand on étudie la localisation des domaines inscrits au censier, on s'aperçoit que ceux-ci ne forment pas une masse compacte ; séparés les uns des autres, parfois disséminés en une poussière d'écarts, on comprend qu'il ait été difficile au chapitre d'en contrôler l'administration. Toutefois, si la pensée du rédacteur se laisse facilement entrevoir, la forme qu'elle revêt est assez déconcertante. Incriminant la dispersion générale des biens de St-Dié, le rédacteur déclare que celle-ci affecte plus spécialement les *appenditia* et les *stipendia fraterna* ; or, si l'expression *stipendia fraterna* désigne sans conteste les biens affectés à l'entretien des chanoines, c'est-à-dire la mense capitulaire, on voit mal quelle catégorie de biens distincts de ceux-ci se cachent sous le terme d'*appenditia*. Dans ce passage le mot peut désigner, soit les dépendances d'un domaine ⁽³⁾, les écarts rattachés à un centre ad-

(1) Nous sommes sur ce point d'accord avec Pfister, *A. E.*, II, p. 521 ; il faut se rappeler qu'en Lorraine les agents chargés de l'administration des *curtes*, les maires et les doyens en particulier, sont toujours restés dans une situation inférieure.

(2) L'accord de 1188 entre le chapitre et le prévôt Mathieu (EDIT, Boudet, p. 221, n° 11) connaît comme officiers du chapitre chargés de l'administration du temporel : « custodem rerum ecclesie, cellerarium, orrearios (préposés sans doute à l'administration des greniers de St-Dié et de Remomeix) et reliquos prebende provisosos. »

A partir du XIV^e siècle les trois groupes géographiques, entre lesquels se répartissent les possessions du chapitre, forment trois grandes unités administratives : le Val de Galilée est administré par deux officiers dits *sonriers*, la prévôté du Chaumontois par un prévôt, les biens alsaciens par le maître d'Allemagne (Boudet, p. 102-103).

(3) C'est dans ce sens que le titre du chap. 5 emploie le mot *appenditia*, quand il parle des « rectitudines vel census Mediimontis (Moyémont) cum *appenditiis suis* ».

ministratif commun, et c'est le sens le plus fréquent, soit les domaines qui, situés en dehors du Val de Galilée, sont réputés des dépendances de ce groupe compact, la masse de possessions la plus ancienne, la plus étendue et probablement la plus riche de l'église de St-Dié. Qu'on adopte l'une ou l'autre de ces deux acceptions, les *appenditia*, loin de se différencier des *stipendia fraterna* qui alimentent la mense capitulaire, comme la rédaction de l'exposé le laisserait supposer au premier abord, se trouvent englober des biens qui entrent en partie dans la composition de cette même mense ⁽¹⁾. Dans son état actuel, le passage ne paraît pas susceptible d'une interprétation satisfaisante ; comme l'original présente une déchirure qui a laissé subsister seulement les cinq lettres *terna*, on peut se demander s'il ne convient pas de restituer [ex]*terna* au lieu de [fra]*terna*, leçon qui éclairerait immédiatement le sens de tout le passage ; dans ce cas, les mots *res hujus aeclesiae* s'appliqueraient exclusivement aux biens de la mense capitulaire, et le rédacteur signalerait ceux d'entre eux dont la dispersion était particulièrement accentuée, soit les *appenditia* ou dépendances d'une *curtis*, souvent éloignées du chef-lieu, et les *externa stipendia* ou possessions extérieures au Val de Galilée, qui, si l'on en juge par les données du censier, souffraient d'un morcellement poussé à l'extrême. Toutefois, comme la leçon *fraterna* est donnée par les copies de Riguet et que nous manquons de copies plus anciennes, nous ne proposons la correction *externa* que sous réserves.

Si l'on s'en rapporte aux renseignements fournis par l'exposé, on n'aurait retenu, en principe, que les revenus dont le paiement s'effectue à date fixe, soit en numéraire, soit en nature, ce qui exclut les prestations en travail exécutées par les tenanciers des domaines au profit du chapitre, les ressources encaissées à des dates irrégulières, comme les profits de la justice au sens large du mot et aussi probablement les revenus dont le montant, variable d'une année à l'autre, ne peut être évalué exactement à l'avance, ce qui est le cas, par exemple, pour les produits de la réserve seigneuriale soumise au système de l'exploitation directe. L'exposé ajoute qu'on a également laissé de côté les ressources concédées au prévôt « et à tous les autres », ressources provenant d'un ensemble de revenus (*providentia*) que le texte qualifie de *forensis*.

Avant de tenter l'explication de ce mot qui soulève de très sérieuses difficultés, faisons justice d'une erreur commise par Pfister à propos

(¹) La mense capitulaire comprend, en effet, si l'on s'en rapporte aux données du censier, aussi bien des *appenditia* rattachés à un centre administratif commun (c'est le cas, en particulier, pour la *curtis* de Moyémont) que des domaines situés en dehors du Val, c'est le cas pour les domaines décrits au chap. 5.

de l'expression *vel ceteris*. Cet auteur, qui date la *Littera* de la fin du Xe siècle, entend par *ceteri* « l'évêque propriétaire » et « le duc bénéficiaire » et admet que l'évêque et le duc, de même que le prévôt, disposaient de certains revenus distincts de ceux affectés aux chanoines, qui seuls auraient pris place à l'inventaire ; la masse des biens ainsi affectés à l'évêque, au duc et au prévôt serait la *providentia forensis* ⁽¹⁾. Mais si l'on rapproche l'expression *preposito vel ceteris* du contexte, on se convaincra facilement que *ceteri* désigne les officiers du chapitre, autres que le prévôt et chargés sous sa direction de l'administration de la mense capitulaire. D'ailleurs, cette interprétation est confirmée par l'emploi des mots *conceduntur haberi* ; si des revenus sont concédés à des bénéficiaires, on ne peut compter parmi ceux-ci l'évêque, puissant personnage et souverain temporel du chapitre, qui garde la haute main sur l'administration de ses biens.

Un premier fait ressort donc de l'étude de l'exposé, c'est que le prévôt et les autres officiers du chapitre disposaient de certaines ressources que n'alimentait pas la mense capitulaire ; on comprend que les chanoines ne se soient pas souciés de faire entrer dans leur inventaire les revenus que les officiers tiraient de cette *providentia forensis* ; disposant entièrement de ces revenus, ceux-ci pouvaient les administrer selon leur fantaisie, les concéder en fief à des tiers ou les dilapider à leur guise ; de toute manière, le chapitre n'avait pas à intervenir. Ceci admis, il reste à préciser le sens de *forensis* ; le mot désigne des biens ou revenus *étrangers*, mais étrangers à quoi, voilà toute la question ⁽²⁾.

Pfister a proposé de cette expression une explication qui a le mérite de la simplicité et de la netteté. Frappé, comme l'avait déjà été Riguet, de la médiocrité des revenus du chapitre portés en compte dans l'inventaire, revenus dont il a cherché à donner une évaluation précise, Pfister pense que la *Littera rectitudinum* ne décrit qu'une partie des biens appartenant à l'église de St-Dié ; certains revenus réservés au prévôt, à l'évêque et au duc (nous dirons, corrigeant la formule de l'auteur : au prévôt et aux autres officiers du chapitre) se dissimuleraient sous l'expression *providentia forensis*. Remarquant, d'autre part, que la *Littera*

(1) Pfister, *A. E.*, II, p. 521.

(2) Le mot *forensis* est susceptible, dans les textes de cette époque, de deux autres sens ; la *providentia forensis*, ce pourrait être l'ensemble des revenus provenant, soit de l'exploitation du marché (*forum*), soit de la justice laïque par opposition à la justice ecclésiastique. Mais aucun de ces sens ne peut convenir dans le cas présent : le *forum* ou marché de St-Dié est resté durant le moyen âge la propriété du duc ; quant aux profits de la justice, ils n'avaient pas à entrer en ligne de compte en raison de leur caractère aléatoire et variable.

ne souffle mot des domaines d'Alsace, dont la possession par le chapitre est attestée dès la fin du XI^e siècle ⁽¹⁾, l'auteur en arrive à cette conclusion que le mot *forensis* doit s'entendre de biens étrangers au diocèse de Toul et qu'il s'applique en particulier aux possessions d'Alsace comprises dans les limites du diocèse de Bâle ⁽²⁾. Dans ce système d'explication la mense capitulaire aurait été divisée en deux masses selon un principe strictement géographique ; aux chanoines les domaines relevant de l'évêché de Toul, et ceux-là seulement, au prévôt les possessions étrangères à ce même diocèse. Mais contre cette interprétation on peut faire valoir les arguments suivants. D'une part, l'existence d'une mense prévôtale, dès le XI^e siècle, à St-Dié, est fort peu vraisemblable ; l'acte le plus ancien qui nous apporte quelques renseignements détaillés sur l'administration de la mense capitulaire, l'accord de 1188 entre le chapitre et le prévôt Mathieu ⁽³⁾, montre qu'à cette date le prévôt jouit exclusivement de certains revenus prélevés sur les domaines de la mense capitulaire, mais qu'il ne dispose pas d'une mense territorialement distincte de celle des chanoines. Il n'y a aucune raison pour penser qu'il en était autrement au XI^e siècle ⁽⁴⁾ et, dans tout ce qui précède, nous avons toujours employé à dessein l'expression mense capitulaire et non mense canoniale, qui laisserait supposer l'existence d'une mense prévôtale indépendante. D'autre part, le fait que deux des domaines inscrits au censier, ceux de Verdenal et de Coincourt, se trouvent en dehors du diocèse de Toul ⁽⁵⁾, suffit à ruiner l'explication proposée pour le mot *forensis*.

Les renseignements qui ont été fournis précédemment sur l'histoire du temporel de St-Dié et sur les relations entre l'évêque de Toul et le chapitre à partir de la fin du X^e siècle, permettent, croyons-nous, d'interpréter correctement le mot *forensis*. La *providentia forensis*, ce

⁽¹⁾ Sur les possessions d'Alsace, voir plus loin, p. 303 et sq.

⁽²⁾ Pfister, *A. E.*, II, p. 521-522. L'auteur, pour établir le sens de *forensis*, fait état de l'expression *presbyter forensis*, qui désigne un prêtre étranger au diocèse dans lequel il remplit les fonctions de son ministère.

⁽³⁾ Voir p. 289, n. 2.

⁽⁴⁾ L'acte le plus ancien qui fixe les droits du grand prévôt de St-Dié est une charte du grand prévôt Thierry, postérieure à 1165 et antérieure à 1188 (Orig. V., G. 269. — Edit. Sommier, *Histoire de l'église de Saint Diez*, p. 391). La charte se contente de confirmer les dispositions prises par Henri, évêque de Toul et grand prévôt de St-Dié, de 1135 à 1165. La charte n'entre pas dans le détail de la répartition des revenus entre le grand prévôt et le chapitre, mais, de sa rédaction très concise, il ressort que le grand prévôt disposait de certains revenus et non de certains domaines, détachés de la mense capitulaire.

⁽⁵⁾ Verdenal et Coincourt étaient du diocèse de Metz, archiprêtré de Marsal.

sont les biens et revenus de toute sorte dont l'évêque de Toul s'est réservé la jouissance directe ; ces biens, d'abord séparés de la mense capitulaire et qui lui restaient «étrangers», finirent peu à peu, on le sait, par se confondre avec elle à la suite de l'abandon que l'évêque en fit au cours du XI^e siècle. Il est probable que tous ces biens ne furent pas cédés par l'évêque au chapitre et que certains furent attribués à titre gracieux au prévôt et aux autres officiers du chapitre pour les rémunérer de leurs services ; ce sont eux dont ferait mention le rédacteur du censier dans le passage en question. Le fait que l'accord déjà mentionné de 1188 inscrit, parmi les ressources affectées exclusivement au prévôt, une somme de 40 sous perçue sur les églises du Val et provenant d'une concession gracieuse de l'évêque plaide en faveur de cette interprétation ⁽¹⁾.

En résumé, de l'étude à laquelle nous avons soumis l'exposé qui ouvre la *Littera rectitudinum* se dégagent les conclusions suivantes : la *Littera*, rédigée dans le courant du XI^e siècle, comme il ressort de l'examen de l'écriture, est un inventaire des seuls revenus de la mense capitulaire ; rédigée à la suite d'une décision prise par le chapitre, elle néglige systématiquement les biens réservés à l'évêque, le bénéfice d'avouerie du duc et les ressources concédées par l'évêque aux officiers du chapitre. Il nous reste à étudier de plus près le texte même de l'inventaire, à rechercher s'il embrasse tous les revenus de la mense capitulaire ou seulement quelques-uns d'entre eux, et à tenter enfin d'en dater avec précision la rédaction.

§ 2. — COMPOSITION, RÉDACTION ET DATE DU CENSIER.

Les revenus divers dont fait état le rédacteur de la *Littera rectitudinum* ont été classés par lui sous le nom du domaine dont ils proviennent ⁽²⁾ ; ces domaines, auxquels l'exposé réserve le nom de *curtis*, sont

(1) Signalons également dans le même ordre d'idées la donation faite par le prévôt Albert au chapitre de l'autel de Ste-Croix ; cette donation, qui est mentionnée dans une bulle d'Innocent II de 1131 (J. L. 7490), ne saurait être antérieure de beaucoup à la bulle. On peut se demander si cet autel de Ste-Croix n'était pas, à l'origine, l'autel principal de l'église capitulaire, celui-là même dont l'évêque s'était réservé les profits en 984. Le fait qu'en 1003, lors du séjour de la duchesse Béatrice à St-Dié, la chasse dans laquelle avaient été recueillis les ossements de St Dié fut déposée devant l'autel de Ste-Croix tendrait à le faire croire, mais ce n'est pas un argument décisif. Richer, qui raconte les événements de 1003 (*M.G.H.*, SS., XXV, p. 276-277), remarque incidemment que, de son temps, l'autel de Ste-Croix était l'autel paroissial de la ville de St-Dié.

(2) Pour suivre les explications données au cours de ce chapitre, on voudra bien se reporter aux tableaux annexes I et II, p. 318, et sq., sur lesquels on a groupé les éléments essentiels de l'inventaire-censier.

tous situés en Lorraine, mais ils se répartissent en deux groupes géographiques distincts, auxquels correspondent deux inventaires restreints, qui diffèrent par leur rédaction et leur date d'insertion au censier⁽¹⁾. Le groupe I (chap. 1, 2, 3, 4) est compris dans les limites du Val de St-Dié ; les domaines du groupe II (chap. 5) sont extérieurs au Val et s'étendent à l'ouest et au nord-ouest des Vosges⁽²⁾. Ce second groupe devait, par la suite, à une date bien postérieure à celle de notre document, être confié à l'administration d'un prévôt particulier et constituer ce que les documents de St-Dié appellent la prévôté du Chaumontois⁽³⁾.

Le premier groupe compte seulement trois *curtes*, que les documents sur la fortune immobilière de St-Dié, assez nombreux à partir du XII^e siècle, permettent d'identifier à coup sûr ; ce sont, dans l'ordre même des chapitres, Mandray (*de Mandrisio*) (chap. 1), Provenchères (*de Provincheriis*) (chap. 2), Robache-Taintrux (*de Robach et Tentruth*) (chap. 3 et 4). En ce qui concerne les deux premiers de ces domaines, ils paraissent être d'un seul tenant et ne comporter aucun écart ; toute indication fait défaut qui permette d'apprécier leur superficie et leur contenance, le censier négligeant de nous faire connaître le nombre de tenures que chacun d'eux renferme ; mais on admettra sans peine que ces *curtes* correspondent en gros aux bans capitulaires du même nom, que signalent les documents postérieurs⁽⁴⁾ et qui, en fin de compte, sont à l'origine des communes modernes de Mandray et de Provenchères. Toutefois, il ne faut pas oublier que, d'une manière générale dans les vallées vosgiennes, les bans, en tant que circonscriptions seigneuriales, ont eu, à l'origine, une étendue considérable et qu'ils se sont peu à peu morcelés en mairies ou unités administratives subalternes au fur et à mesure que se poursuivaient le peuplement et la mise en valeur de la région. Ce fait général, qui s'observe en particulier dans la haute vallée de la Moselle, sur les

(¹) On sait que le groupe II, soit le chap. 5, est de la main du scribe qui a écrit le reste de l'inventaire, mais le texte de ce chapitre, qui présente une encre d'une teinte plus jaune, a été transcrit après coup à la suite des quatre premiers chapitres (voir p. 270).

(²) Pour la localisation des domaines qui figurent dans la notice-censier, consulter la carte au 200 000^e (feuilles Nancy, Metz et Strasbourg).

(³) On ne sait à quelle époque remonte cette expression de « prévôté du Chaumontois » (Boudet, p. 103) ; le terme de Chaumontois est probablement en relation avec l'ancien *pagus Calvomontensis* ; toutefois, la prévôté de ce nom ne correspondait pas exactement à l'ancien *pagus*, puisqu'elle comprenait des biens à Moyenvic, localité située dans le Saulnois.

(⁴) Voir Boudet, p. 132 et 134.

bans de l'abbaye St-Pierre de Remiremont ⁽¹⁾, autorise à penser que les *curtes* capitulaires de Mandray et de Provenchères avaient, au XI^e siècle, un territoire sensiblement plus étendu que les communes modernes qui ont hérité de leur nom.

L'étendue et la constitution de la troisième *curtis* posent un problème plus délicat. D'une part, le titre qui introduit le chap. 3 la désigne sous un nom double, celui de Robache-Taintrux ⁽²⁾, et d'autre part, la description, au lieu de remplir un seul chapitre, en occupe deux ; l'un, le chap. 3, énumère divers revenus en se conformant au formulaire des chap. 1 et 2 et en négligeant, en particulier, d'indiquer le nombre et même le nom des tenures qui les procurent ; l'autre, le chap. 4, au contraire, donne le détail des redevances perçues sur quatre tenures dites *sortes*, désignées soit par leur emplacement, soit par le nom de l'exploitant ⁽³⁾. Comme l'une de ces *sortes* porte le nom de *Robach*, on peut se demander si le rédacteur n'a pas arbitrairement réuni sous un même titre les revenus de deux domaines différents, le chap. 3 convenant à Taintrux, le chap. 4 à Robache. Mais l'appellation de Robache-Taintrux qui donne la première place à Robache, le fait aussi que les *sortes* du chap. 4 paraissent localisées aussi bien à Taintrux qu'à Robache ⁽⁴⁾, obligent à rejeter cette interprétation et à admettre que les chap. 3 et 4 décrivent les revenus d'une seule et même *curtis* désignée par un nom double, le chap. 4 étant réservé à des redevances provenant de tenures d'un type particulier. Ce point étant acquis, il reste à expliquer la réunion, dans un même groupe administratif, dont l'unité nous est d'ailleurs attestée par des documents postérieurs ⁽⁵⁾, des deux domaines de Taintrux et de Robache, qui, distants l'un

(1) On a des raisons de penser que les domaines de l'abbaye de Remiremont répartis le long de la haute vallée de la Moselle furent primitivement compris dans le *ministerium* de Remiremont (voir p. 155, et p. 156, n. 1).

(2) « Hae sunt rectitudines de Robach et Tentruth ».

(3) « De sorte Warcosole... De sorte Robach... De sorte Fosse... De sorte Incrinni... » Le chap. 4 indique les redevances d'une cinquième tenure, qui est désignée du terme vague de *bonum* suivi du nom de l'exploitant (« De bono Wimanni... »).

(4) D'après les observations présentées par Riguet dans ses *Mémoires historiques* (Bibl. munic. de St-Dié, Ms 9, p. 128-129), le nom de *Warcosole* se retrouverait dans le canton de Varcosé au finage de Robache, tandis que le canton de la Fosse perpétuerait au territoire de Taintrux l'ancien nom de *Fossa*, qui figure dans l'expression « De sorte Fosse ».

(5) D'après un recueil des droits et privilèges de l'église de St-Dié du XVIII^e siècle (V., G. 233, f^{os} 213-215), les droits de haute et basse justice, réserve faite de la justice dite sous le toit, appartenaient dans la mairie de Robache aux seigneurs de Taintrux ; il faut voir dans ces derniers des sous-avoués, qui, à une date ancienne, ont reçu du duc-avoué la sous-avouerie du ban capitulaire de Taintrux-Robache ; le fait rapporté par le recueil du XVIII^e siècle plaide en faveur de l'ancienneté du groupe domanial Taintrux-Robache.

de l'autre d'une quinzaine de kilomètres, sont séparés par la Meurthe et par l'agglomération déodatienne. Cette bizarrerie a retenu l'attention de Boudet, qui s'est contenté de la signaler sans tenter d'en fournir l'explication ⁽¹⁾. Le mieux, à notre avis, est de supposer que le domaine du chapitre, à Robache, provient d'une donation du duc-avoué et que, prélevé sur le ban ducal de St-Dié, il a été rattaché pour l'administration au domaine ancien de Taintrux ⁽²⁾. Si l'on fait abstraction de ce groupe Robache-Taintrux, on voit que les *curtes* du Val sont constituées par des domaines d'un seul tenant, mais séparés l'un de l'autre par des territoires qui échappent entièrement à l'autorité du chapitre.

Le second groupe géographique correspond au chap. 5. Bien que le scribe n'ait pas cherché à différencier, en les ordonnant en des paragraphes distincts ⁽³⁾, les divers éléments qui le composent, le mode de groupement des diverses redevances, la répartition des dates de perception montrent que le groupe en question comprend trois *curtes* que, cette fois encore, on peut identifier à coup sûr et que le rédacteur a ordonnées du sud au nord ⁽⁴⁾; ce sont : Moyémont (*Medius Mons*), Verdental ⁽⁵⁾ (*predium Viridunesii*), Coincourt ⁽⁶⁾ (*Godoniscurtis*). Contrairement à ce qui se passe en règle générale dans le groupe du Val, deux domaines sur trois comportent des dépendances plus ou moins nombreuses, des écarts plus ou moins éparpillés.

C'est dans la *curtis* de Moyémont que cette dispersion atteint son maximum ; à ce centre administratif, qui a donné son nom à l'ensemble du domaine, sont rattachés des *appenditia*, dont l'importance relative se devine au montant des revenus que le chapitre en tire ; ces écarts se répartissent entre neuf localités : Frizon (*Fresonium*) ; Rehaingourt

⁽¹⁾ Boudet, p. 138.

⁽²⁾ Ce serait une donation analogue à celle par laquelle Mathieu II céda en 1225 au chapitre (de Morière, *Catalogue des actes de Mathieu II*, n° 42) tous ses droits sur Marzelay, La Pêcherie et Le Viller, hameaux dépendant aujourd'hui de la commune de St-Dié ; mais, comme cette fois il s'agissait d'un territoire relativement étendu, les domaines cédés constituèrent une unité administrative nouvelle ; ce fut le Doyenné des Trois villes (Boudet, p. 120).

⁽³⁾ Il faut cependant noter que, dans le corps du chap. 5, les mots « De Viridunesi predio... » et « Godoniscurte... » qui introduisent des paragraphes distincts, ainsi qu'on le démontrera plus loin, se trouvent reportés au début d'une ligne.

⁽⁴⁾ On notera qu'au groupe I le rédacteur a également placé en tête l'inventaire du domaine le plus méridional (Mandray).

⁽⁵⁾ Sur les formes anciennes du nom de cette localité, voir Boudet, p. 168, v° *Verdental*.

⁽⁶⁾ Sur les formes anciennes du nom de cette localité, voir Boudet, p. 142, v° *Coincourt*.

(*Ranconiscurtis*) ; Tontigny ⁽¹⁾ (*Tontinium*) ; Rozelieures (*Rozerulae*) ; Clémentaine (*Clusentenae*) ; Ortoncourt (*Octoniscurtis*) ; Borville (*Boollisvilla*) ; Dossencourt ⁽²⁾ (*Doszoniscurtis*) ; Haillainville (*Hullinivilla*). Ces villages, compris à une exception près ⁽³⁾ entre la Mortagne et la Moselle, s'inscrivent dans un triangle de forme grossière dont la base serait formée par la ligne Frizon-Moyémont ; cette base mesure environ quinze kilomètres et telle est également la distance qui sépare de Moyémont les deux localités les plus septentrionales du groupe, Rozelieures et Borville. Encore faut-il noter que jusqu'alors nous n'avons pas tenu compte d'une dixième localité, d'identification incertaine, *Verminium* ; s'il était prouvé qu'il existe quelque rapport entre ce nom et celui du *pagus Vermensis* ou Vermois ⁽⁴⁾, ce qui d'ailleurs est douteux ⁽⁵⁾, on voit que le groupe de Moyémont s'allongerait davantage vers le nord et que sa dispersion serait encore plus accentuée. Tel que l'état actuel de nos connaissances permet de le délimiter, ce groupe présente cette anomalie singulière que son chef-lieu occupe une situation franchement excentrique. Si Moyémont a été choisi comme centre administratif du groupe, c'est sans doute en raison de l'importance exceptionnelle du domaine que St-Dié possédait dans cette *villa*. ⁽⁶⁾

Le *predium* de Verdenal, par contre, est d'un seul tenant, bien que, à en juger par l'aspect même du texte, qui ne présente ni alinéa, ni solution de continuité d'aucune sorte, on soit tenté, à première vue, de rattacher à Verdenal les biens situés par l'inventaire à *Godoniscurtis*, *Doronisvilla*

⁽¹⁾ Tontigny, aujourd'hui Beldon, ferme, comm. Moriville ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle. Le domaine de Tontigny fut cédé par le chapitre de St-Dié au cours du XII^e siècle, à une date postérieure à 1132, à l'abbaye de Flabémont (Boudet, p. 151).

⁽²⁾ *Doszoniscurtis* a été identifié par Pfister (*A.E.*, II, p. 537) et par Boudet, p. 153, avec Doncourt, comm. Landécourt ; M.M., Lunéville, Bayon ; mais cette identification est inadmissible pour des raisons d'ordre philologique. D'après un renseignement communiqué par M. Marichal, il faut identifier *Doszoniscurtis* avec Dossencourt, aujourd'hui lieu-dit de la commune de Moyémont.

⁽³⁾ Frizon se trouve à deux kilomètres à l'ouest de la Moselle.

⁽⁴⁾ Le *pagus Vermensis* se trouvait compris entre la Meurthe et la Moselle, à hauteur environ de St Nicolas-du-Port ; le souvenir de ce *pagus* survit dans le nom des localités actuelles de Manoncourt-en-Vermois et Ville-en-Vermois.

⁽⁵⁾ Dans une charte de 773 qui figure au cartulaire de Gorze (*Mett.*, II, n^o 20, p. 45) une terre donnée à l'abbaye de Gorze est située « in fine Vermensi » ; selon Marichal, *Mett.*, III, p. 22, cette expression désignerait le territoire de la *villa* qui a donné son nom au *pagus Vermensis* ; on voit donc que le nom de cette *villa* ne pouvait être *Verminium*.

⁽⁶⁾ Il est aussi possible que les nombreux écarts, dépendant de Moyémont, soient peu à peu entrés dans le temporel de St-Dié à la suite de donations successives et aient été rattachés au centre le plus voisin.

et *Medius Vicus*. En réalité, nous avons affaire à deux *curtes* différentes : Verdenal et Coincourt (*Godoniscurtis*), et c'est de cette seconde *curtis* que dépendent les annexes de Moyenvic et de *Doronisvilla*, localité que nous identifions, mais sous réserves, avec Drouville ⁽¹⁾. Deux faits plaident en faveur de cette interprétation. D'une part, dans l'inventaire du groupe II, le rédacteur a pris grand soin de noter l'obligation pour les tenanciers des domaines d'exécuter pour le compte du chapitre des charrois de blé ; à Moyémont ce charroi est effectif et mention en est faite à la fin de l'inventaire de ce domaine ; à Verdenal le *conductus frumenti* peut être remplacé par une taxe en argent ; en revanche, il est exigé sous sa forme primitive aux termes de la note finale qui clôt le chap. 5. Cette note paraît à première vue s'appliquer au dernier domaine cité, Moyenvic, mais comme la note n'a de sens que si elle est valable au moins pour Drouville et Moyenvic ⁽²⁾, il est infiniment probable qu'elle doit s'entendre du groupe constitué par Coincourt, Drouville et Moyenvic. La mention du charroi de blé qui se répète ainsi, sous des formes d'ailleurs différentes, en trois passages du chap. 5, est l'indice que celui-ci se décompose en trois inventaires particuliers correspondant aux trois *curtes* de Moyémont, Verdenal et Coincourt. Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par la rédaction des actes qui, au XII^e siècle, confirment au chapitre l'ensemble de ses biens ; ces actes, en effet, énumèrent les trois *villae* en question, en les distinguant nettement l'une de l'autre, ce qu'ils auraient négligé de faire si ces *villae* avaient été comprises dans un même groupe administratif ⁽³⁾. En ce qui concerne la *curtis* de Coincourt, on ne peut en évaluer exactement le degré de dispersion en raison de l'incertitude dans laquelle nous sommes au sujet de l'identification de *Doronisvilla* ; notons toutefois, à titre de simple

⁽¹⁾ Pfister et Boudet ont lu « *Dosonisvilla* » et identifié cette localité avec Dieuze, mais la lecture « *Doronisvilla* », vérification faite sur l'original, est certaine.

⁽²⁾ En effet la note finale du chap. 5 est ainsi rédigée : « *Triturare et conducere unusquisque mansus X modios speltę aut V tritici debet* » ; or le domaine de Moyenvic, dont la mention précède immédiatement cette note finale, ne comporte qu'un seul manse ; l'expression « *unusquisque mansus* » ne peut s'entendre de ce seul manse et l'obligation du charroi doit incomber à d'autres manses, à ceux du domaine de Drouville, dont les revenus sont notés immédiatement avant ceux de Moyenvic.

⁽³⁾ Le diplôme d'Henri V de 1114 (Stumpf 3099) confirme aux chanoines entre autres biens : « *Medium Montem cum appendiciis suis, Maurinivillam... ecclesiam Sti Remigimontis, Gottoniscurtem, Sulcium, Virdunesium* et *ecclesiam cum suis appendiciis* ». On voit que les domaines de Moyémont, Coincourt et Verdenal sont non seulement nommément désignés, mais qu'ils sont séparés l'un de l'autre par des biens situés dans d'autres localités.

ndication, que Moyenvic est distant de Coincourt de dix kilomètres, Drouville d'une quinzaine.

Après avoir ainsi dénombré et localisé les domaines qui figurent dans la notice-censier de St-Dié, après avoir montré comment l'éloignement et le morcellement de certains d'entre eux expliquent les craintes des chanoines et justifient les précautions prises par eux pour sauvegarder l'intégrité de leurs revenus, il nous faut rechercher si la notice-censier donne un inventaire complet des domaines affectés à la mense capitulaire. On sait déjà que les auteurs qui ont étudié la *Littera rectitudinum* ont été frappés de la médiocrité des revenus qu'elle totalise et ont vu dans ce document un état partiel de la fortune immobilière du chapitre (1) ; la question est de savoir si cette opinion est justifiée.

A première vue, le texte de la notice-censier ne présente aucune lacune ; il remplit entièrement le parchemin utilisé par le scribe et rien ne permet de supposer que celui-ci ait été interrompu dans son travail. Il est, de plus, peu vraisemblable que le document nous soit parvenu incomplet et que, par suite de quelque mutilation, les derniers chapitres du censier fassent défaut (2). Toutefois, il vaut la peine de comparer les premiers résultats de cette enquête avec les renseignements contenus dans les actes confirmatifs du temporel du chapitre. L'acte véridique le plus ancien qui nous ait été conservé, la bulle de l'antipape Clément III de 1092 (3), n'entre pas dans l'énumération détaillée des différents domaines du chapitre ; elle se contente de ranger les biens confirmés dans trois groupes géographiques : Val de Galilée, Alsace et différents diocèses de Lorraine (4), appliquant ainsi un principe de répartition qu'annonce déjà la notice-censier du XI^e siècle et auquel les actes postérieurs

(1) Riguet, *Mémoires historiques*, Bibl. munic. de St-Dié, Ms 9, p. 130, cherchant à déterminer ce qu'il faut entendre par « providentia forensis », émet l'opinion que la *Littera rectitudinum* ne tient pas compte des distributions faites aux prébendes et prélevées sur les greniers capitulaires, mais il ne précise pas les domaines ou les revenus qui alimentaient ces greniers. — Pfister (cf. p. 291) et Boudet, p. 133, admettent que la *Littera* ne tient pas compte des revenus de la Grande Prévôté.

(2) Cela ressort de l'examen même de la *Littera* ; d'une part la dernière ligne de l'inventaire est assez éloignée du bord inférieur du parchemin et, d'autre part, étant donné la grande largeur du document, il est peu vraisemblable que celui-ci ait pu être mutilé sur toute sa largeur.

(3) Bulle de Clément III pour le chapitre de St-Dié du 9 août 1092 (J. L. 5334). L'original de la bulle est conservé aux Archives des Vosges, G. 241.

(4) Clément III confirme les biens déjà confirmés par ses prédécesseurs dans des actes aujourd'hui détruits « tam in oblationibus et custodia altaris quam decimis, prediis, silvis, terris, . . . quas habet in eadem valle Galilea sive in Elisatio, sive quorumcumque epicopatium Lotharingiae diocesibus . . . ».

ne manquent pas de se conformer. Le diplôme d'Henri V de 1114 ⁽¹⁾ apporte des compléments précieux au texte trop concis de la bulle et inaugure un type de rédaction que respecteront les futurs diplômes des rois de Germanie ; il confirme au chapitre : le tiers du Val de Galilée, un certain nombre de *villae* situées en Lorraine en dehors du Val avec, pour quelques-unes, l'indication de leur contenance en manses, enfin les possessions d'Alsace avec des renseignements du même ordre ⁽²⁾.

Mettant en parallèle les données du diplôme de 1114 et celles de la notice-censier, nous commencerons notre étude par les domaines lorrains extérieurs au Val, que les deux documents présentent dans des conditions qui rendent la comparaison particulièrement facile. Le diplôme énumère parmi les biens de cette catégorie : Xugney (7 manses), Viéville (10 manses), Moriviller et les deux tiers de l'église, Xousse, l'église de St-Remimont, Moyémont avec ses dépendances, Coincourt, Verdenal. Dans cette liste figurent donc bien les trois *curtes* inscrites au censier ; elles sont, il est vrai, accompagnées de biens dont la *Littera* ne souffle mot ; toutefois, comme l'un des documents est nettement postérieur à l'autre, il n'est pas surprenant qu'entre temps la fortune immobilière du chapitre se soit accrue. Les *villae* ou portions de *villae* dont le diplôme indique la contenance en manses, doivent être tenues, en raison même du besoin de précision auquel a obéi le rédacteur, pour des domaines d'acquisition récente ; de fait, pour l'un au moins de ces biens, nous connaissons à quelle date et dans quelles conditions il est entré en la possession du chapitre ; nous savons, en effet, que l'église de St-Remimont fut donnée aux chanoines de St-Dié par l'évêque de Toul, Pibon, entre 1097 et 1107 ⁽³⁾.

Quant aux domaines du Val, ils se prêtent mal à un tel essai de comparaison, puisque les actes confirmatifs négligent d'en fournir la liste ou tout au moins d'en évaluer le nombre. La bulle de 1092 se con-

⁽¹⁾ Diplôme d'Henri V du 13 janvier 1114 (Stumpf 3099). Le diplôme n'est connu que par une copie du cartulaire dit Livre Rouge (f° 32) ; aujourd'hui aux Archives commun. de St-Dié (non coté).

⁽²⁾ « tertiam partem Vallis Galileæ, quam vulgo vallis Sti Decodati nominatur... , cetera quoque, quae in aliis Lotharingæ partibus habet, scilicet Suviniaci (Xugney) (?) ecclesiam cum septem mansis, et Veterem Villam (Viéville) cum decem mansis et banno, Medium Montem (Moyémont) cum appendiciis suis, Maurinivillam (Moriviller) et duas partes ecclesie cum suis appendiciis, ecclesiam Sti Remigii Montis (St-Remimont), Gottoniscurtem (Coincourt), Sulcium (Xousse), Virdunesium (Verdenal) et ecclesiam cum suis appendiciis, sive quae habet in Alsatio... »

⁽³⁾ EDIT. Boudet, p. 215, n° 6. — Sur la véritable date de la charte, voir les remarques de Lesort, *Mett.*, VI, p. 154, n. 3 et p. 155, n. 2.

tente à leur sujet d'une expression très vague ⁽¹⁾ ; quant au diplôme de 1114, il apporte un renseignement à peine plus précis, quand il confirme à la mense capitulaire une portion du Val de Galilée, en l'espèce le tiers ⁽²⁾. Un tel fractionnement du Val a certainement son origine dans la constitution, au profit du duc de Lorraine, d'un bénéfice d'avouerie, qui, entre autres biens, devait comprendre les deux tiers du Val, la *prebenda* des chanoines restant en possession de l'autre tiers. Mais à quelles réalités territoriales correspondent ces fractions ? Voilà ce que le diplôme d'Henri V et les actes subséquents qui en reproduisent le texte, négligent complètement de nous dire. Pour recueillir quelques renseignements sur le partage du Val de Galilée entre le chapitre et le duc, il faut arriver jusqu'en 1188, date à laquelle une transaction passée entre le chapitre et le prévôt Mathieu fixa les revenus affectés à l'office de la prévôté ⁽³⁾.

La charte, qui nous fait connaître les clauses de cette transaction, divise les localités du Val en deux catégories selon la nature des redevances que le prévôt y percevait. A Mandray, Provenchères, Taintrux et Clefcy la charte accorde au prévôt : une somme fixe à prélever sur les produits de la mairie (*villicatio*), un cadeau en deniers et chapons offert par un agent domanial, dénommé tantôt *villicus*, tantôt *ministerialis*, et, en outre, dans deux localités seulement, à Mandray et à Clefcy, douze deniers sur le produit du chevage de la mairie. Dans les autres localités citées dans la suite de la charte et nettement séparées de ce premier groupe, soit à Fraize, Anould, Colroy-la-Grande, Saulcy-sur-Meurthe, Ste-Marguerite, au Ban de Laveline, à Bertrimoutier et à Lusse, la transaction n'accorde au prévôt que la maigre somme de douze deniers sur le produit du chevage. La charte de 1188 ne dit mot du principe qui a présidé à l'attribution de certains revenus à l'office de la prévôté, mais le nom de *villicatio* donné à quatre des localités du Val, la place d'honneur que la charte leur accorde, le montant relativement élevé des revenus que le prévôt en tire nous incitent à suppléer au silence de la charte et à risquer l'explication suivante. Les *villicationes* correspondent aux *curtes* du XI^e siècle ; ce sont les mairies ou bans du chapitre ; dépendant de la mense capitulaire, ces mairies échappent au duc qui ne peut y exercer ses droits d'avouerie que dans des conditions strictement déterminées. Au contraire, nous voyons dans les autres localités mentionnées par la charte de 1188 les chef-lieux des bans ducaux compris

(1) « sive quas habet in eadem valle Galilea... ».

(2) « tertiam partem Vallis Galileae, quae vulgo vallis Sti Deodati nominatur... »

(3) EDR. Boudet, p. 221, n° 11.

dans le bénéfice d'avouerie. Ces bans sont entièrement soumis à l'autorité du duc, réserve faite de quelques biens dont le chapitre a su se réserver la propriété, ce qui explique l'attribution au prévôt de ressources médiocres provenant des localités situées en territoire ducal. Dans ces bans ducaux le chapitre disposait, en effet, de deux sources principales de revenus : il avait la propriété des églises et des chapelles restituées par le duc et jouissait du produit des droits d'autel et des dîmes ; de plus, il percevait le chevage sur certains de ses sujets établis en territoire ducal : dans ces sujets du chapitre non domiciliés on reconnaîtra sans peine les hommes de l'autel mentionnés dans les documents des X^e et XI^e siècles. Les renseignements postérieurs à 1188 que Boudet a pu recueillir sur la répartition des bans ducaux et des bans du chapitre dans le Val, confirment l'interprétation qui vient d'être proposée ; il faut toutefois noter que, dans les bans ducaux, le chapitre, combinant ses droits sur le patrimoine de l'église paroissiale et ses droits sur les hommes de l'autel, et enrichissant son minuscule domaine primitif de donations consenties par le duc ou ses sous-avoués, est arrivé à se constituer, en plein territoire ducal, de petites seigneuries ⁽¹⁾, dont l'existence aux XIII^e et XIV^e siècles peut facilement tromper sur l'état de choses primitif.

Etant admis que les *villicationes* de 1188 sont les bans du chapitre par opposition aux bans ducaux, on voit que leur liste correspond à celle des *curtes* de la notice-censier, à une exception près toutefois, puisque le censier ignore Clefcy, dont le nom, sous la forme *Scluwezeis*, apparaît pour la première fois dans la charte de 1188. Nous ne pensons pas que cette différence suffise à mettre en doute l'intégrité du censier et cela d'autant moins que le groupe du Val y figure dans des conditions qui excluent l'hypothèse d'une lacune ⁽²⁾. Pour rendre compte de cette différence et de la brusque apparition de la mairie de Clefcy en 1188, on peut supposer que cette mairie, d'abord comprise dans les limites de la primitive *curtis* de Mandray, en a été détachée à la suite d'un

⁽¹⁾ Pour Fraize et Anould le montant élevé des sommes que Mathieu II assigne au chapitre sur ces deux bans en 1222 (Boudet, p. 121 et 129) semble bien prouver qu'à cette date les deux bans appartiennent entièrement au duc. — A Saulcy, au Ban de Laveline et à Lusse le chapitre ne perçoit, au moyen âge et encore dans les temps modernes, que les dîmes ; ce sont donc bien là des bans ducaux. — A Colroy, Bertrimoutier et Ste-Marguerite le chapitre paraît avoir eu, à l'époque moderne, une seigneurie, plus ou moins étendue et réduite à Colroy à quelques tenures (*menanties*) exploitées par des hommes sujets du chapitre ; nous pensons que cette seigneurie a pour origine la *dos* de l'église paroissiale, accrue par les donations de l'avoué ou des sous-avoués.

⁽²⁾ Les possessions du Val forment à l'inventaire un groupe homogène (groupe I), qui précède le groupe des possessions du Chaumontois.

accroissement de population en rapport avec la mise en valeur de la haute vallée de la Meurthe, ou encore que les droits du chapitre sur Clefcy ont leur origine dans une donation faite par le duc ⁽¹⁾.

Enfin, pour le dernier groupe géographique, celui des possessions alsaciennes, toute comparaison devient impossible, du fait que ce groupe n'est pas représenté au censier. Pour rendre compte de cette lacune singulière, il faut admettre, ou que le censier nous est parvenu mutilé, hypothèse peu vraisemblable ⁽²⁾, ou que les biens d'Alsace n'ont été donnés au chapitre qu'à une date postérieure à la rédaction du document en question.

Cette seconde explication, pour satisfaisante qu'elle paraisse au premier abord, ne peut cependant être admise que sous bénéfice d'inventaire, car elle va à l'encontre de certains faits qui établissent l'ancienneté des droits de l'église de St-Dié sur ses domaines alsaciens. Quand on étudie, en effet, les chapitres du censier réservés aux domaines du Val, on est frappé du fait que certains d'entre eux exécutent des corvées qui sont en relation directe avec la culture de la vigne et acquittent des redevances qui supposent un marché local largement approvisionné en vin. A Mandray, une redevance en vin est perçue non seulement sur les exploitants des *tabernae*, ce qui est assez naturel, mais aussi sur les tenanciers du chapitre, en remplacement d'une corvée désignée du terme de *res aratoriae* ⁽³⁾ ; à Robache-Taintrux, certaines tenures dites *sortes* payent leur cens partie en vin, partie en céréales ⁽⁴⁾ ; enfin, dans l'un et l'autre domaine, on relève la mention d'un charroi de vin (*conductus vini*), auquel d'ailleurs a été substituée une taxe en argent. Cet ensemble de faits constitue une anomalie assez déconcertante, si l'on songe que, dans les conditions actuelles de climat, la vigne ne saurait être l'objet d'une culture régulière dans le Val de St-Dié ⁽⁵⁾ ; cette anomalie s'explique tout naturellement au contraire, si l'on admet que, dès une époque ancienne, antérieure à la rédaction de l'inventaire, les domaines du Val et ceux d'Alsace, riches en vignobles, étaient compris dans un même patrimoine et étaient exploités

(1) Il est encore possible que Clefcy doive son origine à une œuvre de défrichement poursuivie à frais communs par le duc et le chapitre ; il semble bien y avoir eu, côte-à-côte à Clefcy, deux bans, l'un ducal, l'autre capitulaire (cf. Boudet, p. 126).

(2) Voir plus haut, p. 299.

(3) L'inventaire confond sous une même rubrique les deux sortes de redevances, notant un revenu de 21 seilles de vin tant pour les tavernes que pour les *aratoriae res*.

(4) Deux des *sortes* payent annuellement au chapitre 1 seille de vin et 1 muid d'épeautre ; une autre acquitte 1 seille de vin seulement, la quatrième 12 deniers.

(5) Voir à ce sujet les judicieuses remarques de Pfister, *A. E.*, II, p. 528.

au profit d'un même propriétaire, en l'espèce l'église de St-Dié ⁽¹⁾. Dans de telles conditions, en effet, le Val de St-Dié devenait le débouché naturel des vins récoltés sur les possessions d'Alsace ; les charrois assuraient sans frais le transport du vin jusqu'à St-Dié ; les *tabernae*, grâce au régime du *bannus* seigneurial, permettaient d'écouler dans de bonnes conditions une partie de la récolte et, en imposant à ses tenanciers l'obligation d'acquitter certaines redevances en vin, l'église de St-Dié, réglant à sa guise le marché du produit dans le Val, se réservait la faculté de maintenir à un niveau relativement élevé le taux des dites redevances. Si, en dépit de ces faits, qui supposent qu'un lien très étroit unissait les domaines du Val et les possessions alsaciennes dans un même système d'exploitation domaniale, il n'est pas question de ces dernières dans la notice-censier, c'est qu'au moment de sa rédaction ce lien était rompu, sans que fût modifié dans les *curtes* du Val le régime ancien des redevances. Il faut voir dans les domaines d'Alsace, ancienne possession de l'église de St-Dié, un de ces groupes de biens, tombés entre les mains du duc, restitués par lui à l'évêque et rétrocédés enfin par ce dernier au chapitre à une époque relativement tardive. Cette manière de voir est confirmée en quelque mesure par un passage de la *Vita Deodati*, écrite vers 1048 par un moine de l'abbaye de Moyenmoutier. D'après le récit que ce dernier nous fait du voyage de son héros en Alsace, l'évêque Deodatus aurait séjourné en particulier à Hunawihr et aurait ensuite reçu cette *villa* de la générosité de ses seigneurs Hunus et Huna ⁽²⁾. Or, les commentateurs de la *Vita Deodati* sont d'accord pour penser que l'auteur a imaginé de toutes pièces cette légende pour établir les droits de l'église de St-Dié sur une *villa* que les actes du XII^e siècle indiquent en propres termes comme une possession du chapitre ⁽³⁾. L'explication prend toute sa valeur dans l'hypothèse qui vient d'être présentée et on comprend que l'auteur de la *Vita* ait cherché à légitimer, à l'encontre des prétentions du duc ou de l'évêque, les droits des chanoines sur un des anciens domaines de leur église.

En résumé, rien n'autorise à penser que la *Littera rectitudinum*, inventaire des revenus de la mense capitulaire de St-Dié au XI^e siècle, prenne pour point de départ un tableau incomplet des domaines constituant ladite mense. Sans doute, c'est en vain qu'on chercherait dans

(1) Boudet, p. 116, pour expliquer « les frais de conduite des vins fort importants, imposés aux hommes du chapitre », admet que les biens d'Alsace sont entrés dès une époque ancienne, que d'ailleurs il ne précise pas, dans le temporel de l'église de St-Dié.

(2) *Vita Deodati* ; AA. SS., Juin, III, p. 875.

(3) Pfister, A. E., III, p. 565 ; Boudet, p. 17.

l'inventaire la moindre allusion aux biens d'Alsace, mais le fait n'a rien de surprenant, si l'on suppose que la rédaction de la *Littera* est antérieure à 1092, date à laquelle le chapitre avait certainement obtenu la restitution de ses domaines alsaciens ⁽¹⁾.

Du point de vue de sa rédaction, la *Littera rectitudinum* est un document complexe, de caractère particulier, dont on chercherait vainement l'analogue dans le reste de cet ouvrage. Aux termes mêmes de son exposé, la *Littera* s'offre à nous comme un inventaire des revenus de la mense capitulaire de St-Dié, toutefois ce n'est pas un inventaire intégral; le rédacteur, manifestement, n'a fait entrer en ligne de compte que les revenus dont le montant pouvait être rigoureusement évalué en raison même de sa fixité, c'est-à-dire ceux qui par leur nature ne subissent aucune variation — c'est le cas pour les redevances d'origine domaniale — et ceux qui, ayant leur origine dans un contrat, se maintiennent au même chiffre pendant toute la durée du contrat — c'est le cas pour les ressources de toute sorte dont la perception est affermée à des tiers moyennant le paiement d'une somme fixée au contrat. Quant aux revenus dont le montant est par nature imprévisible (récolte des terres soumises au régime de l'exploitation directe), il les a laissés franchement de côté, encore qu'il lui fût possible d'adopter, pour cette catégorie, une évaluation approximative, fondée sur la moyenne des années précédentes. Ces revenus ainsi définis, le rédacteur aurait pu, pour en dresser l'inventaire, les ranger d'après leur date de perception, en notant pour chaque échéance la somme globale à encaisser; ce procédé aurait fourni au chapitre des éléments suffisants pour contrôler la gestion de ses officiers et le but poursuivi aurait été atteint. Mais le rédacteur a préféré inventorier les revenus domaine par domaine, en les ordonnant dans chaque domaine d'après leur date de perception et leur nature; ce faisant, il a adopté les cadres et le plan traditionnels des censiers. Toutefois, ses emprunts s'arrêtent là, et, ne perdant pas de vue ce qui était proprement sa tâche, dresser l'inventaire des revenus de la mense capitulaire, il ne s'est pas astreint à reproduire les rubriques et le formulaire en usage dans les censiers. Dans chaque domaine, par exemple, il lui suffit, pour chaque catégorie de redevances, de chiffrer le montant global sans préciser, ni le nombre des tenures, ni l'imposition de l'unité de tenure. D'autre part, parmi les revenus que le rédacteur englobe sous la double dénomination de *rectitudines vel census*, sans qu'on puisse déterminer avec certitude la différence qu'il établit entre

⁽¹⁾ Ce fait ressort des termes mêmes de la bulle de confirmation de Clément III (cf. p. 299, n. 4).

ces deux termes, figurent des revenus qui n'ont pas leur origine dans l'exploitation domaniale proprement dite et que, pour cette raison, les censiers contemporains de la *Littera* passent régulièrement sous silence. Il faut d'ailleurs ajouter que ces caractères généraux, qui font l'originalité du document que nous analysons, sont plus ou moins accentués, selon qu'on étudie l'un ou l'autre des deux inventaires qui correspondent aux deux groupes géographiques précédemment indiqués.

L'inventaire du groupe I, soit les trois domaines du Val (Mandray, Provenchères et Taintrux), présente une unité de rédaction tout à fait remarquable ; d'un domaine à l'autre, les termes de paiement s'ordonnent à partir d'une même date initiale, la fête de St-Dié (19 juin) ⁽¹⁾ ; les sources de revenus sont les mêmes et enfin, ce qui est plus intéressant, ceux-ci sont classés sous des rubriques d'une terminologie très particulière. Les « cens et droitures » dont fait état cet inventaire sont de nature complexe et peuvent se répartir en trois catégories différentes : les redevances proprement domaniales, les revenus qui dérivent de la propriété des églises et ceux qui sont en rapport avec l'exercice des droits seigneuriaux. Dans la première catégorie nous retrouvons certaines redevances ou certains services rachetés avec lesquels les précédents censiers nous ont familiarisés et dont le nom ne présente aucune difficulté d'interprétation : cens de la terre, appelé à Mandray : *legalis census terre*, c'est-à-dire conforme à la coutume (*lex*) ⁽²⁾ du domaine ; cens de la forêt (*census silve*), acquitté probablement par les tenanciers pour prix des droits d'usage dans les forêts du chapitre ; taxes d'argent substituées aux travaux de la fauchaison, de la fenaison et de la moisson (*inter falces et furcas* ; *falces messis*) et au charroi du vin (*conductus vini*) ; charretées de bois à l'Avent ; poulets à Pâques.

⁽¹⁾ Dans tout ce groupe I, il n'y a qu'un manquement à l'ordre chronologique strict ; au chap. 3 une redevance de 53 poulets à Pâques et la redevance « de brennis », acquittée à la St-Martin (11 novembre), ont été rejetées à la fin du calendrier après l'échéance de Noël. Ce peut être là une simple négligence du rédacteur ; il est aussi possible que la réunion en un même inventaire de revenus provenant de deux domaines primitivement distincts (Robache et Taintrux) soit responsable de cette irrégularité. Du fait que la redevance « de brennis » n'est pas inscrite, comme on s'y attendrait, à l'échéance de la St-Martin avec le droit de plaid et l'*extractus*, Pfister, *A.E.*, II, p. 534, croit pouvoir conclure que cette redevance, d'abord arbitraire, est devenue fixe à une date postérieure à la rédaction de la *Littera* ; mais, en réalité, le passage concernant les *brennae* n'offre aucune différence paléographique avec le contexte.

⁽²⁾ Pfister, *A.E.*, II, p. 525, entend que le cens est payé « ex lege terræ », c'est-à-dire qu'il varie avec la qualité de la tenure, selon que celle-ci est un manse servile, lidile ou ingénuile. L'explication n'est guère admissible, car à l'époque où fut rédigé l'inventaire, les distinctions entre les manses, auxquelles fait allusion Pfister, étaient complètement effacées.

En revanche, il est d'autres catégories de redevances dont la dénomination est de nature à embarrasser les commentateurs ; ce sont les *brennae*, l'*opificalis res* et les *aratoriarae res*. Les *brennae*, dont le montant s'exprime à Taintrux-Robache en muids de céréales et qui sont mentionnées par prétérition à Mandray et Provençères, ont été identifiées par Pfister avec le *brennagium* de certaines régions de la France, c'est-à-dire l'obligation de fournir la pâtée aux chiens du seigneur et de ses veneurs ⁽¹⁾ ; nous nous rangeons à cette manière de voir, tout en notant que le mot *brennae* ne se rencontre, à notre connaissance, en Lorraine que dans la *Littera* de St-Dié. Sous la rubrique *opificalis rei*, le rédacteur a noté, à Mandray et Taintrux, à deux dates différentes, une redevance en argent dans laquelle Pfister a cru reconnaître une sorte de patente payée par les artisans du domaine ⁽²⁾ ; il paraît plus conforme aux pratiques du régime domanial d'entendre par cette expression l'obligation, pour les tenanciers ou certaines catégories de tenanciers du chapitre, de livrer des objets manufacturés, produits de l'industrie domestique (pièces de toile, voliges, bardeaux, cercles de tonneaux, etc.) ; à l'époque où fut rédigée la *Littera* cette obligation avait été rachetée par les tenanciers des deux domaines en question moyennant une taxe en argent. Quant aux *aratoriae res*, pour lesquelles les tenanciers de Mandray versent au chapitre une certaine quantité de seilles de vin, il serait naturel, à première vue, de les interpréter comme des corvées de labourage, mais comme celles-ci sont mentionnées à Mandray, par prétérition, il est vrai, sous le nom technique de *croadae*, il faut renoncer à identifier les *aratoriae res* avec les *croadae*. Pfister pense que l'expression fait allusion à l'obligation de labourer une quantité déterminée de terre, un lot-corvée, par opposition à la *croada*, corvée de labourage exécutée en commun par les tenanciers ⁽³⁾. L'explication est ingénieuse et encore qu'elle n'emporte pas la conviction, nous n'en voyons pas de meilleure à lui substituer ⁽⁴⁾. Suivant une habitude constante du rédacteur, ces

(1) Pfister, *A.E.*, II, p. 522-523.

(2) Pfister, *A.E.*, II, p. 531.

(3) Pfister, *A.E.*, II, p. 529.

(4) La principale objection qu'on puisse faire à cet essai d'explication, c'est que l'expression *aratoriae res* convient mal à la taxe de remplacement d'une ancienne prestation en travail. Notre collègue et ami M. Marc Bloch nous suggère l'idée que cette énigmatique expression pourrait désigner une redevance acquittée pour racheter la fourniture de charrues ou de socs de charrue. Dans cette hypothèse, l'emploi du mot *res* se justifierait fort bien ; toutefois les documents lorrains ne mentionnent que rarement des fournitures de cette sorte ; le seul exemple connu est offert par le rapport des droits de l'évêque de Metz à Montigny ; aux termes de ce rapport, qui n'est pas antérieur sans doute à la fin du XIII^e siècle (EDIT. Klipffel,

diverses redevances domaniales sont calculées globalement pour l'ensemble du domaine et non par unité de tenure ; non seulement nous ne savons pas combien chacun des trois domaines comptait de tenures, mais nous ignorons même le nom donné, dans le Val de St-Dié, à l'unité de tenure domaniale. Si le nom de *mansus* n'est pas prononcé une seule fois dans l'inventaire du groupe I, en revanche, le chap. 4 dénombre à Taintrux-Robache quatre tenures dites *sortes*, désignées soit par leur emplacement, soit par le nom du tenancier, et qui acquittent un cens de modalités variables ; une cinquième tenure porte le nom très vague de *bonum* ⁽¹⁾. Le mot *sors* est synonyme, en général, de *mansus* et nous croyons volontiers qu'il en va ainsi dans le passage en question ⁽²⁾, mais nous ne voyons pas les raisons qui ont amené le rédacteur à consacrer à ces tenures un chapitre spécial malheureusement dépourvu de tout titre. Faut-il voir dans ces *sortes* des tenures récemment défrichées et concédées à cens ou, au contraire, des manses d'ancienne formation, mais soumis à un régime de faveur ? Nous manquons de tout document pour répondre à la question.

Les revenus de la seconde catégorie sont en relation avec la propriété des églises paroissiales ; ils sont compris sous une seule rubrique (*de summis*), qu'on retrouve dans les trois chapitres de l'inventaire. Le terme de *summae*, qui est propre aux documents de St-Dié, désigne un ensemble de revenus que les chanoines affermaient en bloc, contre le paiement d'une somme fixe, aux desservants des églises paroissiales et qui comprenaient avant tout les droits d'autel et les menues dîmes ⁽³⁾. Quant aux grosses dîmes, auxquelles le censier ne fait aucune allusion, elles étaient probablement perçues dans le Val directement par le chapitre ; leur montant étant variable et imprévisible, on comprend que le rédacteur n'en ait pas tenu compte. Comme, d'autre part, le censier néglige de dénommer ou même de dénombrer les églises qui procuraient les revenus affermés sous le nom de *summae*, l'organisation paroissiale du Val au XI^e siècle nous échappe totalement ; nous ignorons, en particulier, la part qu'ont pu fournir, dans le montant global des *summae*, les églises du Val situées en territoire ducal et restituées dès cette époque, en

Metz, cité épiscopale et impériale, p. 388), l'évêque de Metz avait, à Montigny, 7 «sochiers», qui devaient lui fournir annuellement 28 socs de charrue.

(1) Voir p. 295, n. 3.

(2) C'est l'opinion de Pfister, *A.E.*, II, p. 535.

(3) C'était le cas certainement au XV^e siècle ; le compte de la sonnerie de la ville (le sonrier de la ville se partage avec le sonrier du Val l'administration du Val de Galilée) pour l'année 1419 (V., G. 358) prouve que le mot *somes* désigne à la fois les droits d'autel et les menues dîmes.

totalité ou en partie, au chapitre. Dans ces conditions, il serait imprudent de vouloir tirer du chiffre des *summae* des conclusions sur l'importance et la richesse relatives des trois *curtes* du chapitre.

Il nous reste à parler des revenus qui sont en relation avec l'exercice des droits seigneuriaux ; ce sont ceux qui proviennent des *tabernae*, du *placitum* et de l'*extractus*. Mandray est la seule *curtis* pour laquelle l'inventaire mentionne des débits de boisson dits *tabernae* ; on en compte plusieurs, sans qu'on puisse déterminer exactement leur nombre ni, par suite, les redevances acquittées par chacune d'elles. C'est à ces *tabernae* que les tenanciers du chapitre se procuraient le vin dont ils avaient besoin, tant pour leur consommation personnelle que pour le paiement de certaines redevances ⁽¹⁾.

Le mot *placitum* désigne le plaid général ou plaid banal, selon les termes en usage dans les documents lorrains, plaid auquel étaient tenus de se rendre, trois fois par an et sans convocation spéciale, les sujets d'une seigneurie ou ban ; on trouve dans chacune des trois *curtes* du Val trois plaids de cette sorte, l'un au printemps, l'autre à l'automne, le dernier en hiver. Le point délicat est de déterminer la véritable nature des revenus que le rédacteur met en rapport avec le plaid (*De placito*). Comme le montant en reste constant d'un plaid à l'autre dans l'intérieur d'une même *curtis*, il ne peut s'agir que d'une taxe résultant de l'abonnement d'une obligation ancienne, en relation directe avec la tenue du plaid ; nous sommes d'accord avec Pfister pour penser que le paiement de cette taxe devait décharger les hommes des trois *curtes* de l'obligation de pourvoir à l'entretien de l'officier du chapitre et de sa suite durant la session du plaid ⁽²⁾.

Quant à l'*extractus*, c'est de toutes les redevances inscrites au censier, celle qui soulève le problème d'interprétation le plus difficile. L'*extractus* perçu dans les trois *curtes* du Val s'acquitte en trois termes annuels égaux, à la même date que le droit de plaid avec lequel il paraît dans un rapport très étroit. Dans ces conditions l'*extractus* ne peut être « le droit qui se payait au sujet des bêtes tirantes », comme le suppose Riguët dans la première rédaction de ses *Mémoires* ⁽³⁾ — un tel droit n'est pas antérieur, en Lorraine, aux chartes de franchise et, de plus, il s'acquitte en un seul terme ; ce ne peut être davantage, suivant l'interprétation de Pfister, reprise

⁽¹⁾ Voir p. 303. — L'inventaire ne précise pas si ces *tabernae* étaient banales et si les hommes du chapitre devaient y acheter une certaine quantité de vin ; c'est probable, mais non certain.

⁽²⁾ Pfister, *A. E.*, II, p. 531.

⁽³⁾ Bibl. munic. de Nancy, Ms 496, p. 216.

par Boudet, un droit d'étal exigé des marchands qui, à l'occasion du plaid, étalaient (*extrahebant*) leurs marchandises⁽¹⁾ — car un droit d'étal comporte par nature des profits variables d'un marché à l'autre. Le véritable sens du mot *extractus* pourrait bien être celui qu'indique Riguet dans la rédaction définitive de ses *Mémoires historiques* ; dans une note concise écrite en marge, il donne le dernier état de ses recherches sur la question et identifie l'*extractus* avec la taille⁽²⁾. Si nous possédions pour les mairies de Mandray, Provençères et Taintrux, pour la période postérieure au XI^e siècle, un état des recettes du chapitre ou un de ces rapports de droits si répandus en Lorraine et qui sont des sortes de coutumiers « rapportés » dans les plaids banaux, nous pourrions vérifier à bonne source l'identification proposée par Riguet. Malheureusement, on chercherait en vain dans les archives du chapitre de St-Dié un document de cette sorte. A leur défaut, on peut, procédant par voie d'analogie, s'adresser aux riches archives du chapitre de Remiremont qui renferment une belle collection de rapports de droits, d'une date, il est vrai, relativement tardive. Or, les rapports de droits des bans dépendant de l'office du Petit Chancelier nous montrent qu'au XIV^e siècle le chapitre de Remiremont lève dans ces bans, à l'occasion des trois plaids généraux annuels, deux sortes d'impositions en argent d'un montant fixe, l'une est pour « les despens du play », l'autre est dénommée taille⁽³⁾. L'analogie est donc frappante entre ce système d'impositions et celui qu'indique, de manière bien succincte, la *Littera* de St-Dié et nous n'hésiterions pas à adopter l'opinion de Riguet et à voir dans l'*extractus* la taille seigneuriale, si la pratique d'une taille abonnée dès le XI^e siècle n'était de nature à surprendre et n'invitait du même coup à la prudence.

Il va de soi que l'inventaire du groupe I ne donne pas le détail de toutes les ressources, en argent et en nature, que le chapitre de St-Dié tirait au XI^e siècle de ses domaines du Val. Etant donné le but du rédac-

(1) Pfister, *A. E.*, II, p. 531 ; Boudet, p. 133 et 134.

(2) Bibl. munic. de St-Dié, Ms 9, p. 132 « Je n'ai pu encore trouver ce qu'il appelle icy Extrait » et, dans une note marginale de la main de Riguet ajoutée après coup « Je crois qu'*extractus* est ce que nous appelons taille et que le vulgaire appelle la traite ».

(3) Registre des droits de la Petite Chancellerie de Remiremont ; B. N., N. a. f. 1291 (début du XV^e siècle). Voir en particulier le rapport des droits des bans de Bocquegney, Bouxières-aux-Bois, Derbamont, Escles, Gemmelaincourt, Uxegney. Pour chaque session des trois plaids le rapport porte en compte trois redevances différentes, l'une pour « taille », l'autre pour « despens » et la troisième pour « mesgnie » ; dans ce dernier cas il s'agit d'une gratification remise aux serviteurs qui accompagnent le Petit Chancelier et l'avoué.

teur et les limites qu'il s'est imposées, on ne doit pas s'étonner de certaines lacunes qui correspondent à des omissions volontaires. Il est dans la logique du système que l'inventaire ne fournisse aucun renseignement, ni sur la réserve soumise au régime de l'exploitation directe⁽¹⁾, ni sur les dîmes, ni sur les produits de la justice au sens le plus général du mot ; dans tous ces cas, il s'agit de revenus dont le montant est variable et ne peut être chiffré à l'avance. De même, comme le rédacteur a laissé en dehors de son plan, et les prestations soumises à l'arbitraire du chapitre, et les corvées exécutées sous leur forme primitive de réquisitions en travail, il serait imprudent de conclure du silence de l'inventaire à leur égard, que la pratique en était abolie dès le XI^e siècle sur les domaines de St-Dié. Il est en revanche des revenus qui auraient dû, en bonne logique, prendre place à l'inventaire et qui ont été laissés de côté, en vertu d'une omission que le rédacteur avoue et dont il s'excuse en quelque sorte. Les chap. 1 et 2 (Mandray et Provenchères) nous en offrent un double exemple ; le titre qui introduit chacun de ces deux chapitres déclare en termes formels qu'il n'a été tenu compte, ni des corvées de labourage (*croadae*), ni des *brennae*. Le fait que ces deux obligations sont ainsi mentionnées par prétérition indique, à notre avis, qu'à Mandray et Provenchères, à la date où fut rédigée la *Littera*, les *croadae* étaient remplacées par une taxe de substitution et que les *brennae* étaient limitées à un nombre fixe de muids, comme c'est le cas à Taintrux. Quant à la raison de cette double omission, le rédacteur nous laisse dans la plus complète ignorance à cet égard ; il est possible qu'il ait manqué d'éléments d'information suffisants pour chiffrer exactement le montant de ces deux redevances ou encore que le produit en ait été momentanément abandonné à un officier du chapitre.

L'inventaire du groupe II (Moyémont, Verdenal et Coincourt), s'il s'inspire dans sa rédaction des mêmes principes que celui du groupe I, présente cependant avec celui-ci des différences assez sensibles. Le rédacteur continue à grouper les revenus par domaine et à les classer dans chaque domaine par date de paiement et nature de revenus ; il se contente, comme précédemment, de noter pour chaque catégorie de redevances, le produit global sans entrer dans le détail

(1) A vrai dire, aucun article de l'inventaire ne permet d'affirmer l'existence, dans les domaines du Val, d'une réserve domaniale ; la mention de certaines redevances de substitution au titre des corvées de fauchaison, de moisson et de labourage prouve simplement l'existence d'une telle réserve à une date antérieure à la rédaction du censier. Par contre, du fait que l'inventaire passe sous silence la réserve, on ne saurait en conclure que celle-ci avait disparu ou n'était plus soumise au régime de l'exploitation directe au moment de la rédaction de l'inventaire.

des unités d'imposition. Toutefois, la date choisie comme point de départ du calendrier des échéances a été légèrement modifiée, du mois de juin elle a été reportée au mois de mai; de plus, le rédacteur donne cette fois, sinon le nombre, du moins le nom des unités de tenure qui ont servi de base aux évaluations de l'inventaire, ce sont des *mansi*; dans un cas particulier même, celui du domaine de Moyenvic qui se réduit à un manse unique, nous connaissons dans tout leur détail les redevances, sinon les services incombant à ce manse isolé⁽¹⁾.

D'autre part ce second inventaire contraste avec le précédent par son imprécision flagrante dans l'énoncé des revenus. Les seules redevances dont il indique l'origine sont : à Verdental, des taxes de remplacement pour le charroi du blé, la fauchaison (*falces*) et les prestations en travail dénommées *noctes*; à Moyémont, une redevance *pro manufactis*, mot qui désigne, comme l'expression *res opificalis*, signalée plus haut, les produits de l'industrie domestique exigés des tenanciers ou de certaines catégories de tenanciers⁽²⁾; ajoutons, pour être complet, que l'inventaire inscrit au titre de la chapelle de Borville une somme de 6 deniers sans toutefois se prononcer sur la véritable nature de ce revenu. Réserve faite de ces exceptions, le rédacteur reste dans le vague, qualifie du terme imprécis de *census* les sommes à percevoir ou même inscrit celles-ci à leur date de paiement sans en justifier l'origine⁽³⁾.

(1) « De uno manso Medii Vici XII den. et XX pulli et C ova ».

(2) Sur ce point nous nous séparons de Pfister, *A. E.*, II, p. 538, qui interprète la redevance *de manufactis* comme une patente payée par les artisans du domaine.

(3) En ce qui concerne le domaine de Moyémont, l'interprétation du censier présente deux sortes de difficultés, dont on se rendra compte si l'on veut bien se reporter au tableau de la p. 321.

D'une part, la liste des redevances acquittées aux échéances de mai, de la St-Martin et de Pâques par les *appenditia* de Moyémont, est précédée d'un premier chiffre sans l'indication du domaine correspondant; nous comprenons que ce domaine anonyme est celui de Moyémont, chef-lieu du groupe, et il ne semble pas que cette interprétation puisse être contestée.

D'autre part, les redevances en argent acquittées au mois de mai sont qualifiées du terme vague de *census* et ne sont accompagnées d'aucune indication qui puisse nous renseigner sur leur origine; il en va de même pour les redevances de la St-Martin, mais cette fois le tableau des redevances se termine par la mention : « Hulliniville X den. de mansis », dont la rédaction très concise ne permet pas de décider du premier coup si l'expression *de mansis* s'applique seulement à la redevance acquittée par l'écart de Haillainville ou si elle est valable pour l'ensemble des *census* inscrits au tableau de la St-Martin. Le tableau de Pâques se contente d'indiquer, pour quelques localités du groupe, une redevance acquittée sous forme de poulets et d'œufs, sans que le rédacteur prenne la peine de qualifier cette redevance, mais à la fin du tableau on lit : « Clusentanis II [pulli] cum ovis de mansis XXX den. ». Cette fois la mention *de mansis XXX edn.* doit s'entendre de Clézontaine seulement et non de l'ensemble des localités inscrites

Enfin les rubriques du second inventaire, comme d'ailleurs les lacunes qu'on y constate, laissent soupçonner que le rédacteur n'a pas suivi dans ce cas les mêmes règles que précédemment pour établir la liste des revenus à porter en compte. Sans doute, il n'est pas plus question que dans l'inventaire du groupe I des produits de la réserve ou des droits de justice, mais les omissions avouées sont d'un autre type. A Moyémont, le rédacteur déclare ne tenir compte, ni des dîmes des églises rattachées à cette *curtis*, ni du chevage perçu sur un petit nombre d'hommes qui dépendent probablement de la chapelle de Borville. On voit mal pour quelle raison les dîmes passées sous silence dans le premier inventaire sont mentionnées à Moyémont, par voie de prétérition ; d'autre part, la remarque faite incidemment par le rédacteur pour exclure du total le chevage de quelques individus amène à penser que le redevance *pro*

au tableau, car on conçoit mal qu'une redevance en argent, aussi légère que celle qui est ici mentionnée, puisse s'appliquer à l'ensemble du groupe de Moyémont.

De la rédaction propre aux tableaux de la St-Martin et de Pâques, faut-il conclure que la redevance de la St-Martin à Haillainville et celle de Pâques à Clézontaine étaient perçues à titre exceptionnel sur les *mansi*, les redevances acquittées par les autres localités du groupe aux mêmes termes provenant de sources tout à fait différentes ? Nous ne le pensons pas. Il est probable que les redevances de la St-Martin et de Pâques (de même que celles du mois de mai) ont pour assiette le manse à Moyémont et dans tous les écarts qui dépendent de ce chef-lieu ; la mention de *mansis*, qui clôt le tableau de la St-Martin et qui, au premier coup d'œil, paraît concerner seulement Haillainville, est valable pour l'ensemble des localités inscrites à ce tableau ; quant à la même mention, qui au tableau de Pâques accompagne la redevance en argent payée par Clézontaine, elle s'explique par le désir, chez le rédacteur, de préciser l'origine de cette redevance de type exceptionnel, superposée à Clézontaine à la redevance normale en poulets.

On notera d'ailleurs qu'il y a un rapport à peu près constant entre le nombre des sous, celui des onces et celui des poulets acquittés par les différentes localités du groupe aux trois termes traditionnels. Le nombre des poulets est, en général, le quadruple du nombre des sous, qui de son côté est égal au nombre des onces. Comme on trouve fréquemment dans les anciens censiers une redevance de une once par manse, il est probable que le nombre d'onces, inscrit au tableau de la St-Martin en face de chaque localité, traduit la richesse en manses du domaine possédé dans cette localité par le chapitre de St-Dié. Ainsi, à Rehaincourt, où les redevances sont respectivement de 5 sous, 5 onces et 20 poulets, le chapitre devait posséder 5 manses, chaque manse acquittant aux trois échéances traditionnelles 1 sou, 1 once, 4 poulets. L'équivalence signalée ne se retrouve pas dans toutes les localités, mais il faut compter avec le régime spécial accordé soit à certains manses, soit à des unités fractionnaires issues du démembrement du manse. Ainsi les 17 manses supposés de Moyémont doivent 64 poulets, au lieu de 68 et, à Clézontaine, les tenures (peut-être un manse et demi, à en juger par la redevance de mai fixée à 18 deniers) doivent en plus de la redevance en poulets, inférieure au taux normal (2 poulets au lieu de 6), une redevance en argent, sur laquelle le rédacteur du censier a jugé bon d'appeler d'une manière particulière l'attention du lecteur.

capite a dû normalement être portée à l'inventaire et pourtant on cherche en vain sous quelle rubrique elle peut se dissimuler. Enfin, tandis que l'inventaire du groupe I néglige systématiquement toute corvée ne donnant pas lieu à la perception d'une taxe en argent ou en nature, le rédacteur prend soin de noter, pour les domaines de Moyémont et de Coincourt, l'obligation pour les manses de battre et de charroyer une certaine quantité de céréales. Cette indication de caractère exceptionnel s'explique sans doute par l'intérêt particulier que les chanoines attachaient à la stricte exécution de cette corvée ; grâce à elle, le chapitre pouvait amener jusque dans le Val, pauvre en céréales, les blés du Chaumontois (blés des dîmes et de la réserve) et assurer ainsi le ravitaillement des prébendes.

La *Littera rectitudinum* se décompose ainsi en deux inventaires qui ne se placent pas exactement sur le même plan, ne parlent pas exactement la même langue et qui, d'ailleurs, ont pris place dans l'œuvre définitive à des dates différentes. Il est facile de rendre compte de divergences aussi accentuées, si l'on admet que ces inventaires sont l'œuvre de deux commissions d'enquêteurs opérant chacune dans les limites d'un groupe géographique bien défini et agissant indépendamment l'une de l'autre. Il s'en faut d'ailleurs que les enquêteurs se soient acquittés de leur tâche avec un soin minutieux, ainsi que le prouvent certaines lacunes que le rédacteur de la *Littera* a pris soin de signaler, afin de réserver les droits du chapitre. En ce qui concerne la procédure suivie par les commissaires pour mener à bien leur enquête, nous manquons de tout renseignement. Il paraît pourtant peu vraisemblable que les enquêteurs se soient contentés de faire déposer, sous la foi du serment, les tenanciers exploitant les manses, comme il était d'usage pour l'établissement d'un censier ; leurs inventaires tiennent compte, en effet, de revenus étrangers à l'exploitation domaniale proprement dite ; ce qui suppose l'intervention, au cours de l'enquête, des agents du chapitre préposés à l'administration des bans.

Apparentée au censier par la forme de sa rédaction, prenant pour base de ses évaluations un état de fait qu'elle ne songe ni à modifier, ni d'ailleurs à garantir ⁽¹⁾, la *Littera rectitudinum* n'est pourtant pas, à proprement parler, un censier, ainsi qu'il ressort de l'analyse détaillée

(1) Pfister, *A. E.*, II, p. 523, s'appuyant sur le passage de l'exposé, selon lequel la *Littera* aurait été rédigée « communi decreto fratrum atque totius congregationis fidelium », voit dans cet acte un contrat passé entre les chanoines (*fratres*) et leurs sujets (*fideles*), contrat qui aurait eu pour objet de limiter les redevances et services laissés jusqu'alors à l'arbitraire du chapitre. Mais cette interprétation n'est pas exacte ; si la *Littera* modifiait la coutume sur quelque point, elle ne se contenterait pas d'une

qu'on a donnée du texte et du commentaire qu'on y a joint ; si, pour des raisons de commodité, nous avons conservé à cet inventaire le nom de censier, qui traduit d'ailleurs assez exactement son appellation traditionnelle, il ne faut pas oublier qu'un tel document est avant tout un état des revenus du chapitre de St-Dié. Cette observation restreint et précise l'intérêt d'un tel inventaire ; d'une information plus étendue à certains égards que le censier de forme classique, il lui reste inférieur sous le rapport de la richesse et de la qualité des renseignements qu'il apporte. Fragmentaires, souvent vagues et d'interprétation difficile, ceux-ci ne peuvent donner qu'un tableau incomplet du régime domanial pratiqué sur les terres du chapitre au XI^e siècle et rien ne permet de remédier aux oublis systématiques du rédacteur (nombre des tenures, imposition de l'unité de tenure, redevances laissées à l'arbitraire du chapitre, réquisitions en travail). Toutefois, en dépit de ses obscurités et de ses lacunes, cet inventaire est loin d'être un document négligeable ; il tire le meilleur de sa valeur du fait qu'il apporte pour un groupe bien localisé, les domaines du chapitre de St-Dié et plus spécialement les domaines du Val, au XI^e siècle, des conclusions certaines touchant les points suivants : pratique du régime domanial dans la région de la haute Meurthe dès une époque ancienne, antérieure en tout cas et de beaucoup au XI^e siècle ⁽¹⁾ — divergences de régime entre des domaines voisins, unis depuis des siècles dans la communauté d'un même patrimoine et compris dans un même groupe géographique ⁽²⁾ — substitution, dès le XI^e siècle,

évaluation globale des revenus du chapitre, elle fixerait, par unité de tenure, le nouveau tarif des redevances et des services.

Il n'est même pas certain que l'expression « *communi decreto fratrum atque totius congregationis fidelium* » fasse allusion à la part prise par les hommes du chapitre à l'élaboration de la *Littera*, car dans ce cas on comprendrait mal le terme de *decretum*. Encore que le mot *fideles* désigne parfois, dans les documents lorrains, les sujets d'une seigneurie, il est plus probable que, dans le passage en question, le mot a son sens habituel et qu'il s'applique aux vassaux du chapitre appelés à donner leur avis dans une circonstance importante.

(1) Ceci résulte du degré d'évolution fort avancé du régime domanial sur les possessions du Val.

(2) Nous songeons ici aux domaines du Val, qui appartiennent à un même groupe géographique et qui proviennent, les uns comme les autres, de l'ancien *fiscus* concédé par Childéric II à l'évêque Deodatus. Le domaine de Provenchères ignore l'*opificalis res* et le *conductus vini* ; à Taintrux-Robache les *croadae*, dont l'inventaire ne souffle mot, sont probablement exécutées sous leur forme primitive, alors que dans les deux autres domaines elles sont rachetées ; enfin, dans le même domaine de Taintrux-Robache, le montant dérisoire du droit de plaid laisse supposer qu'une partie seulement des dépenses du plaid était couverte par une taxe en argent.

d'une taxe en argent ou en nature à la plupart (mais non à la totalité) des anciennes corvées ; limitation du droit de plaid et de l'énigmatique *extractus*.

De ces trois faits, le dernier, qui correspond à un stade déjà avancé de l'évolution économique, mérite tout particulièrement de retenir l'attention ; il gagnerait encore en intérêt, si l'on pouvait dater avec précision le document qui nous l'atteste. Jusqu'alors, tenant compte des seuls caractères paléographiques de la notice-censier de St-Dié, nous avons attribué sa rédaction au XI^e siècle ; il nous faut maintenant, à la fin de cette étude, rechercher s'il est possible de situer le document dans des limites de temps plus restreintes.

La notice-censier est antérieure, on l'a vu, à la récupération par le chapitre des possessions alsaciennes qui eut lieu entre 1048 et 1092 (1) ; comme, d'autre part, la mense capitulaire a déjà, dans notre document, la composition qu'elle gardera par la suite, on peut admettre que la rédaction en est postérieure à la transaction qui, dans les dernières années du X^e siècle, a constitué le bénéfice d'avouerie du duc et, du même coup, fixé la liste des biens affectés à la *prebenda canonicorum*. De toute manière d'ailleurs, la *Littera* est postérieure à la réforme de l'abbaye de St-Dié, dont le diplôme de 975 parle comme d'un fait récent. Si tels sont nos seuls points de repère, on voit que les renseignements tirés du texte lui-même ne font que confirmer les résultats fournis par l'examen paléographique sans leur apporter de complément bien appréciable. Au premier abord il est tentant, pour dater la notice-censier avec plus de précision, de tenir compte des récupérations opérées par la mense capitulaire au détriment de l'évêque, mais, à s'engager dans cette voie, on s'aperçoit qu'elle mène à une impasse. C'est qu'en effet les différents droits ou biens abandonnés par l'évêque au chapitre apparaissent en possession des chanoines postérieurement à 1092 (2), date qui reste jusqu'à nouvel ordre, la seule date limite dont on puisse faire état.

Les auteurs qui se sont occupés de la notice-censier de St-Dié ont sacrifié inconsciemment au besoin de vieillir ce document ; Riguet,

(1) Voir p. 304-305.

(2) C'est le cas, en particulier, pour le produit du monnayage et la dîme de la mine d'argent. En ce qui concerne l'*atrium*, on sait que, aux termes du jugement de 1048-1052 inséré dans la fausse bulle de 1051, il est, à cette date, en la possession des chanoines ; comme l'inventaire n'en souffle mot, on pourrait être tenté de placer la rédaction de celui-ci dans la première moitié du XI^e siècle. Toutefois, comme il est constant que les censiers passent régulièrement sous silence les terres qui avoisinent immédiatement les bâtiments claustraux, on voit la médiocre valeur d'un tel argument.

faisant état de l'opinion de Mabillon, juge la *Littera* antérieure à 1049 ⁽¹⁾, cependant que Pfister en recule la rédaction jusqu'au dernier quart du X^e siècle ⁽²⁾. Ces auteurs, à vrai dire, fondent leur jugement sur le seul examen de l'écriture ; mais, comme les archives de St-Dié n'offrent point une collection de documents qui permettent d'en déterminer l'âge par comparaison, un tel principe de datation conduit à des résultats incertains. En réalité, le régime domanial décrit dans la notice-censier, la substitution de taxes en argent aux corvées plaideraient en faveur d'une date plus récente, mais s'aventurer sur un tel terrain de discussion serait aussi dangereux que de faire état des caractères paléographiques d'un document isolé. Au total il paraît sage d'avouer notre ignorance et d'attribuer la notice-censier de St-Dié au XI^e siècle, sans risquer d'autre précision ⁽³⁾.

(1) Bibl. munic. de St-Dié, Ms 9, p. 127. Une note marginale indique que D. Mabillon, de passage à St-Dié le 6 octobre 1683, a examiné l'original de la *Littera* et qu'il a approuvé Riguet de l'avoir placé « devant les bulles du pape Léon 9^e, le croyant plus ancien et néanmoins du mesme siècle ».

(2) D'après les explications données par Pfister, *A.E.*, II, p. 519, on voit que celui-ci considère la *Littera* comme contemporaine de l'accord de 984 entre l'évêque de Toul Gérard et la duchesse Béatrice.

(3) Du fait que les archives anciennes de St-Dié furent détruites par l'incendie de 1065 (voir p. 286, n. 1), on ne saurait en conclure que l'inventaire, qui est ici en question, est postérieur à cette date, puisque certains documents, peu nombreux, il est vrai, ont échappé à cet incendie ; c'est le cas pour le privilège de Numérien, pour la charte d'Ermengarde de 1051 et pour une charte de l'évêque de Toul Udon de 1062 (Orig. V., G. 459).

D'une comparaison minutieuse poursuivie entre la *Littera* et la charte par laquelle Ermengarde, en 1051, s'asservit à l'autel de St-Dié (voir sur cette charte p. 277, n. 3), il résulte que les deux documents sont l'œuvre de deux scribes différents, mais très voisins l'un de l'autre. L'écriture de la *Littera* paraît un peu plus ancienne que celle de la charte, mais il serait aventureux de faire état de ce détail paléographique pour placer la rédaction de la *Littera* avant 1051.

CHAPITRE DE SAINT-DIÉ

CENSIER DE LA MENSE CAPITULAIRE (CENSIER N° 10)
(975-1092)

ANNEXE I

TABEAU DES REVENUS DU CHAPITRE DANS LES DOMAINES
DU VAL DE SAINT-DIÉ
(Groupe I)

Groupe I. — Domaines du Val de Gallée (Val de St-Dié).

CHAPITRE 1^{er}.
MANDRAY.

Hae sunt rectitudines vel census
de Mandrisio, exceptis croadis et
brennis.

CHAPITRE 2.
PROVENCHÈRES

Hae sunt rectitudines vel census
de Provencheriis exceptis croadis et
brennis.

CHAPITRES 3 et 4 ROBACHE — TAINTRUX
Chap. 3.
Chap. 4

Hae sunt rectitudines de Robach
et Tentruth.

Circa festum Sti Deodati
Legalis census terrę 100 s.
Inter falces et furcas 32 s.
Falcium messis 5 s.
Conductus vini 3 l. 6 s.
Inter tabernas et aratorias res { 21 situli vini

Circa festum Sti Deodati
Census terrę 30 s.
Inter falces et furcas 5 s. 1/2
[De placito] (voir infra)
[De summis] (voir infra)

Circa festum Sti Johannis
De censu terrę 25 s.
Inter falces et furcas 6 s.
De falcibus messis 9 d.
Conductus vini 12 d.
Opificalis rei 7 s.
Opificalis rei 30 d.

Circa festum Sti Martini
De placito 14 s.
De extractu 20 s.
Opificalis rei 18 s.
De censu silvę 6 s.

Circa festum Sti Martini
De placito 2 s.
Extractus 4 s.
De summis 8 d.

Ad festum Sti Martini
De placito 18 d.
De extractu 4 s.
De brennis 3 modii

In Adventu Domini 8 carr. lignorum.

In Adventu 5 carr. lignorum

Post Natale Domini

De placito 14 s.
Extractus 20 s.

Post Natale.
De placito 2 s.
Extractus 4 s.
De summis 8 d.

Post Natale Domini

De placito 18 d.
De extractu 4 s.

In festo Ste Lucie
De bono Winnanni 5 sol.

In Introitu Quadragesimę
De taberna 3 s.

In Palmis
De taberna 3 s.

In Pascha 372 pulli

In Pascha 44 pulli

In Pascha 53 pulli

In Maio
De placito 14 s.
Extractus 20 s.
Opificalis rei 14 s.
De summis 28 s.

Circa festum Sti Deodati
De placito 2 s.
De summis 8 d.

In Maio
De placito 18 d.
De extractu 4 s.
Opificalis rei 30 d.
De summis 9 s. 5 d.

[*Circa festum Sti Martini* ?]

De sorte Warsosole :
1 situla vini — 1 mod. speltę
De sorte Robach :
1 situla vini — 1 mod. speltę
De sorte Fosseę :
1 situla vini
De sorte Incrimini 12 den.

CHAPITRE DE SAINT-DIÉ

CENSIER DE LA MENSE CAPITULAIRE (CENSIER N° 10)
(975-1092)

ANNEXE II

TABLEAU DES REVENUS DU CHAPITRE DANS LES DOMAINES LORRAINS
EXTÉRIEURS AU VAL DE SAINT-DIÉ
(Groupe II)

Groupe II. — Domaines lorrains en dehors du Val de St-Dié.

1. — DOMAINE DE MOYÉMONT

Hae sunt rectitudines vel census Medii Montis cum appenditiis suis, exceptis decimis aeclesiarum.

<i>In Maio</i>	<i>Ad festum Sti Deodati</i>	<i>In dedicatione ejusdem capelle (Boillisville)</i>	<i>Ad festum Sti Martini</i>	<i>In Natale Domini</i>	<i>In Pascha</i>
Census			Census		
[Moyémont] 17 s.			[Moyémont] 17 unc.		[Moyémont] 26 d.
Frizon 5 s.			Frizon 4 unc.		Frizon 17
Rehancourt 5 s.			Rehancourt 5 unc.		Rehancourt 20
Tontigny 3 s.			Tontigny 3 unc.		Tontigny 12
Rozelleures 2 s.			Rozelleures 2 unc.		Rozelleures 4
<i>Vermium</i> 2 s. 3 d.	De manufactis 17 s.		12 d. 1/2		<i>Vermium</i> 18 d.
Clezentaine 18 d.			23 d.		Clezentaine
Ortoncourt 6 d.			12 d.		
Dossoncourt 10 d.			10 d.		
De capella Boillisville 6 d.			De mansis		De mansis
(Borville)			Haillainville 10 d.		Clezentaine 30 d.
(exceptis paucis capitibus hominum)					

Triturat et conducit unusquisque mansus XX (20) modios
2. — DOMAINE DE VERDENAL (De Virdunesii predio)

<i>Ad festum Sti Martini</i>	
[Census ?] 5 s. 6 d.	
Conductus aut redemptio	} 4 d.
conductus frumenti	
Unusquisque mansus	4 pulli
	20 ova

3. — DOMAINE DE COINCOURT.

<i>Ad festum Sti Martini</i>		<i>Medio Martio</i>
Coincourt 7 s. 6 d. 1/2		Coincourt 33 d. 1 ob. 1/2
Drouville 2 s.		
Moyenvic } 20 pulli, 100 ova		
De uno manso } 12 d.		

Triturare et conducere unusquisque mansus X (10) modios speltz aut V (5) tritici debet.

CHAPITRE III

CENSIER DU DOMAINE D'ETAIN, ANNEXÉ A UNE FAUSSE CHARTE

DATÉE DE 706

Fragment d'un censier général rédigé à l'abbaye St-Eucaire de Trèves ⁽¹⁾

au XI^e siècle (?)

(Censier n^o 11)

706, 1^{er} février.

Liutwin, archevêque de Trèves, donne à l'abbaye St-Eucaire de Trèves la villa d'Etain (*Stain*) avec son ban, dont il précise les limites. A la charte est joint, entre les *signa* et le sceau de l'évêque, le censier

⁽¹⁾ St-Eucaire ou St-Mathias, abbaye bénédictine d'hommes, située en dehors de l'enceinte de Trèves, au sud de la ville. — L'église dédiée à St Eucaire, premier évêque de Trèves, est certainement la plus ancienne de la ville ; elle est antérieure de toute manière à 455, date à laquelle l'église fut reconstruite par l'évêque St Cyrille. Il est probable que cette église primitive était dédiée à St Jean ; en tout cas le vocable de St Eucaire n'est attesté d'une manière certaine qu'à partir du VIII^e siècle (Beissel, *Geschichte der Trierer Kirchen*, I, p. 137). A l'église fut adjointe une abbaye d'hommes à une date qu'on ne peut déterminer avec précision. On sait d'une manière certaine que l'abbaye de St-Eucaire fut réformée et l'église abbatiale reconstruite par l'archevêque de Trèves Egbert (977-993). L'abbé Eberhard (1110-1136) entreprit une nouvelle reconstruction ; la nouvelle église fut consacrée le 13 janvier 1148 par le pape Eugène III ; au cours des travaux, le 1^{er} septembre 1127, avait eu lieu l'invention des reliques de St Mathias, dont le nom devait éliminer peu à peu celui de l'évêque trévirois. Cette substitution de vocable se fit d'ailleurs lentement ; on trouve encore l'expression « S. Eucharii conventus » en 1242 (Beissel, I, p. 174).

du domaine d'Étain ⁽¹⁾. — *Actum publice Treveris sub die kalendarum februarii, anno XII regni domini Childeberti regis* ⁽²⁾.

ORIG. *A.* Disparu ; se trouvait encore en 1787 dans les archives de la Collégiale de La Madeleine à Verdun ⁽³⁾. *D.* Colloz, qui en prit alors copie (ci-dessous *B.*), décrit ainsi le pseudo-original : « L'original est écrit sur un parchemin rougeâtre, qui a un pied sept pouces quatre lignes de largeur, sur un pied sept pouces cinq lignes de hauteur ⁽⁴⁾ sans replis. Le sceau de l'archevêque, dont il est encore muni est de cire jaune, et arrêté dans la partie inférieure du parchemin par le moien d'une ouverture ⁽⁵⁾. »

Cop. *B.* Copie du 16 septembre 1787 par *D.* Michel Colloz, sous-prieur de l'abbaye St-Airy de Verdun ; *B. N.*, Collection Moreau, vol. 1, f^{os} 2-3, d'après *A.* — *C.* Copie non authentique du XVII^e siècle ; *M.*, Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 9-12. — *D.* Copie non authentique du début du XVII^e

⁽¹⁾ Le censier est relié à la charte par la phrase suivante : « Haec sunt jura quae eadem villa [Stain] supradictae ecclesiae [Sti Eucharri] fratribus annuatim persolvere debet. Igitur apud villam Stain... »

⁽²⁾ Sur l'interprétation de cette date, voir Levillain, *Le Moyen Age*, 1903, p. 11. L'auteur admet que l'avènement de Childebert III se place entre le 3 septembre et le 13 décembre 694, cependant que Krusch, *M. G. H.*, *Scriptores rerum merovingicarum*, VII, p. 500, fait mourir Clovis III, prédécesseur de Childebert III, à la fin de l'année 694, avant le 13 décembre, mais sans indiquer de *terminus post*. De toute manière, la charte de l'évêque Liutwin doit être datée de 706 et non de 707, comme l'ont fait certains éditeurs.

⁽³⁾ Le domaine d'Étain fut cédé par l'abbaye de St-Mathias à la collégiale de La Madeleine en 1222, ce qui explique la présence de la charte-censier du domaine d'Étain dans les archives de la collégiale.

Le principal document sur les origines de la collégiale Ste-Madeleine, appelée plus couramment collégiale de La Madeleine, est une charte de l'évêque de Verdun Thierry de 1047 (ORIG. *M.*, Collect. Buvignier-Clouet, liasse 89. — EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 421, édition incomplète et inexacte). Selon la tradition rapportée par cette charte, l'église de la Madeleine, située à proximité de la cathédrale de Verdun dans la Ville-Basse ou Châtel, aurait été consacrée par l'évêque de Reims St Remy ; le nom ancien de *Vetus Monasterium*, rapporté par la charte, laisse supposer que l'église Ste-Madeleine fut anciennement une église abbatiale. En tout cas, l'église était ruinée, quand, au début du XI^e siècle, elle fut rebâtie par l'archidiacre Ermenfroï, qui, aidé par l'évêque de Verdun Heimon, établit près de l'église restaurée une collégiale de chanoines. La fondation de la collégiale est antérieure à 1025, date d'un diplôme de Conrad II (Stumpf 1893). Sur les destinées ultérieures de la collégiale voir Roussel, *Hist. Verdun*, II, p. 157-162 et Clouet, *Hist. Verdun*, II, p. 45.

⁽⁴⁾ Soit environ 490 mm. de largeur sur 430 mm. de hauteur.

⁽⁵⁾ On voit, d'après les indications reproduites par la copie de *D.* Colloz, que le pseudo-original portait la cote suivante dans les archives du chapitre de la Madeleine : « Layette U. Etain I. Liasse. Cotte A ».

siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 23-24. — E. Copie non authentique du XVII^e siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 15-17. — F. Copie non authentique du XVII^e siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 27-29 ⁽¹⁾. — G. Copie du début du XIX^e siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 33-34 ⁽²⁾, d'après D. — H. Copie non authentique du XVIII^e siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 31, d'après D. — I. Copie du début du XIX^e siècle ; M., Collection Buvignier-Clouet, vol. 75, p. 37-38 ⁽³⁾, d'après D.

I. — Charte de l'évêque Liutwin.

EDIT. a. Pardessus, *Diplomata. chartae... aliaque instrumenta ad res gallo-francicas spectantia*, II, p. 268, n° 464, sous la date de 706, d'après B. — b. Clouet, *Histoire ecclésiastique de la Province de Trèves*, II, p. 66, n. 2 (fragment, sous la date de 707, probablement d'après D. ⁽⁴⁾). — c. Jeantin, *Les chroniques de l'Ardenne et des Woëpvres*, II, p. 178, sous la date de 707, d'après b. — d. Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte der... mittelhheinischen Territorien*, I, p. 9, n° 7a, sous la date de 706, d'après B.

INDIQ. Goerz, *Mittelrheinische Regesten*, I, n° 118 (707). — Beyer, *Urkundenbuch... der mittelhheinischen Territorien*, II, Regesten n° 8, p. 572 (707). — Clouet, *Histoire de Verdun*, I, p. 203 et 707. — Roussel, *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, 1^{re} édit., p. 106 ; 2^e édit., I, p. 162, n. b. — Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, III, p. 719. — Grosdidier de Matons, *Le comté de Bar*, p. 282, n. 6.

II. — Censier du domaine d'Étain.

EDIT. a. Clouet, *Histoire ecclésiastique de la province de Trèves*, II, p. 67 (traduction), probablement d'après D. — b. Clouet, *Histoire de Verdun*, I, p. 204 (traduction), d'après a. — c. B. Guérard, *Polyptyque d'Irminon*, II, p. 341, n° VI, d'après B ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ La copie F reproduit intégralement le texte de la charte-censier, mais elle intercale le censier entre la date et les souscriptions.

⁽²⁾ La copie G donne seulement le texte de la charte et omet le censier.

⁽³⁾ Les copies H et I donnent seulement le texte du censier.

⁽⁴⁾ Clouet, dans la note où il communique des extraits de la charte de Liutwin, annonce une édition intégrale de ce document dans le quatrième volume des *Mémoires de la Société philomathique de Verdun*. Mais ce tome IV des *Mémoires* ne contient nullement le document annoncé ; on le cherche également en vain dans les derniers volumes des *Mémoires* qui aient été publiés (t. V, VI et VII).

⁽⁵⁾ L'édition Guérard porte : « Similiter vivi in maio capitale censum persolvunt... » Il faut corriger *vivi* en *viri*.

NDIQ. Wauters, *Table chronologique des chartes et diplômes*, I, p. 627. — Gœrz, *Mittelrheinische Regesten*, I, n° 118. — Roussel, *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, 2^e édition, I, p. 162, n. b. — Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, III, p. 719.

La charte-censier d'Étain n'a pas encore fait l'objet d'une étude critique et il ne semble pas que son authenticité ait jamais été sérieusement suspectée ; cela tient, en grande partie, au fait que les éditeurs qui en ont publié le texte, ont réservé toute leur attention à un seul des deux documents qui entrent dans la composition de la charte-censier ; ils n'ont remarqué ni les contradictions qui existent entre la charte et le censier, ni la forme diplomatique insolite du document constitué par leur juxtaposition.

La charte-censier ne nous est pas parvenue sous sa forme originale et, pour en faire la critique externe, il faut nous contenter des indications fournies par D. Colloz ; or, l'une d'elles suffit pour affirmer que le document, transcrit en 1787 par le sous-prieur de St-Airy, était un pseudo-original : c'est la mention du sceau plaqué au bas du parchemin, sceau destiné à assurer le caractère d'authenticité à la fois à la charte et au fragment de censier qui lui est annexé. Il est bien établi, en effet, que l'usage du sceau, dans les chancelleries ecclésiastiques, n'apparaît que vers la fin du X^e siècle (1). On notera, d'autre part, que la charte et le censier présentent, dans leur rédaction, des contradictions qui excluent toute communauté de date et d'origine. L'objet de la charte est la donation par l'évêque Liutwin de la *villa* d'Étain aux moines de St-Eucaire qui, en 1222, devaient céder ce domaine lointain aux chanoines de La Madeleine de Verdun (2) ; or, par une inconséquence curieuse, le fragment de censier qui décrit la *villa* d'Étain est rédigé dans des termes qui laissent supposer que la *villa* est déjà aux mains des moines de St-Eucaire, au moment où la chancellerie de l'évêque est censée rédiger le document suspect. Le terme *nobis*, qui revient à plusieurs reprises dans le censier pour désigner le propriétaire de la *villa*, se comprend mal dans l'hypothèse où ce propriétaire serait l'évêque, puisque, dans la

(1) Bresslau, *Urkundenlehre*, I (2^e édit.) p. 698. — Sur les sceaux des archevêques de Trèves, on consultera surtout l'étude de Ewald, *Siegelmissbrauch und Siegelfälschung im Mittelalter* ; *W. Z.*, XXX (1911), p. 1-100. D'après ce dernier auteur, le sceau véridique le plus ancien qui nous soit parvenu à l'effigie d'un archevêque de Trèves se rencontre sur une charte de l'archevêque Henri de 959 (Ewald, p. 40 et tableau de la p. 99).

(2) Sur cette cession, voir plus loin p. 334.

charte de donation, celui-ci s'exprime à la première personne du singulier ; le mot, au contraire, s'explique parfaitement s'il désigne la communauté des moines de St-Eucaire ⁽¹⁾. Il est remarquable également que les *ministeriales* d'Étain acquittent chaque année une redevance à l'abbé et non à l'évêque ⁽²⁾ ; la date même à laquelle ils versent ce cens est significative, et ce n'est pas sans doute le simple hasard qui a fait adopter comme terme de paiement la fête de St Eucaire, patron de l'abbaye. On peut par suite considérer l'inventaire du domaine d'Étain comme un fragment qui, détaché d'un censier général de l'abbaye de St-Eucaire, a été réuni de manière assez maladroite à la charte de donation de Liutwin qui lui est antérieure ⁽³⁾ ; de cette observation et de celle que suggère l'apposition du sceau, on peut conclure que la chancellerie de l'évêque de Trèves n'a pu, en 706, expédier la charte composite qui nous est parvenue, puisque les deux documents qui la constituent sont de date et d'origine différentes. Ce premier résultat obtenu, il nous faut étudier séparément chacun de ces deux documents : le censier d'une part, l'acte de donation de l'autre.

Le censier d'Étain est un fragment de polyptyque rédigé au couvent de St-Eucaire ; sa date de rédaction ne peut être déterminée que de manière approximative. La date de la cession d'Étain à la collégiale de La Madeleine (1222) offre un point de repère certain ; c'est à coup sûr avant cette date que le censier a été composé. Il est, par contre, impossible de fixer un *terminus post* ; si l'on admet que le domaine d'Étain a été donné aux moines de St-Eucaire en 706, ce qui, on le montrera plus loin, n'a rien de certain, on doit en conclure, pour les raisons exposées plus haut, que le censier est postérieur à cette date, ce que Clouet avait déjà judicieusement remarqué ⁽⁴⁾. On peut même

(1) La charte de donation présente la *villa* d'Étain comme un bien personnel de l'évêque (« villam Stain... quae ex successione paterna michi evenit... ») ; si le censier annexé à la charte avait été remis par Liutwin aux moines au moment de la donation, le bénéficiaire des redevances et services inscrits au censier serait Liutwin lui-même, or la rédaction laisse supposer que le bénéficiaire est une communauté, comme le prouvent les expressions : *in nostrum usum* ; *nobis persolvunt* ; *vehunt nobis* ; de *areis nostris* *dabuntur nobis* ; si *servitio indigemus* ; *nuntius noster*.

(2) « Ad servitium abbatis villicus quinque solidos, decanus quinque, custodes silvarum quinque in festo Sti Eucharii persolvunt. »

(3) Voir plus haut, p. 324, n. 1. Le passage emprunté au censier de St-Eucaire débute par : « Apud villam Stain... »

(4) Clouet, *Hist. prov. Trèves*, II, p. 66. « Il y a lieu de croire que cette énumération (des redevances) est moins ancienne que la charte elle-même ». Sur la date elle-même l'opinion de Clouet a varié ; dans l'ouvrage ci-dessus il remarque que le censier remonte à une date antérieure à l'an 1150, époque où le monastère trévirois prit le nom de

affirmer que le censier d'Étain, daté de 706 par Guérard et Lamprecht, doit être rajeuni de plusieurs siècles ; nous en voyons la preuve dans l'emploi de la forme romane *Stain* et aussi dans le fait que, sur le total de 25 manses qui constituent le domaine de St-Eucaire, il en est 4 dont l'abbaye ne tire aucun profit direct ⁽¹⁾ ; sur la condition de ces 4 manses, le censier ne fournit aucune indication, mais il est très probable qu'il s'agit là, selon une remarque déjà faite par Clouet ⁽²⁾, du fief constitué par l'abbaye à son avoué ; s'il en est ainsi, il faut abaisser jusqu'au X^e siècle au moins la rédaction du censier ⁽³⁾.

Tout élément faisant défaut pour préciser davantage, on en est réduit, pour dater le censier, à tenir compte du degré d'évolution du régime domanial qu'il décrit ; or, on sait combien un tel criterium est incertain. Notons, toutefois, que les charges qui incombent aux manses sont encore très lourdes ; les tenanciers, en effet, entre autres services annuels, doivent assurer la conduite d'un charroi d'Étain à Thionville et fournir quinze journées de travail (*dies*) réparties en deux périodes d'égale durée ⁽⁴⁾. Des services de cette nature sont l'indice d'une rédaction relativement ancienne ; les livraisons de grains sont, il est vrai, évaluées en *maldra*, alors que les censiers des X^e et XI^e siècles calculent d'ordinaire en *modii*, mais on ne peut rien conclure de l'emploi de ce terme, en l'absence de tout renseignement précis sur l'histoire du *maldrum* dans la région mosellane ; il est d'ailleurs possible que le

St Mathias ; dans son *Hist. de Verdun*, I, p. 203, il admet que l'inventaire joint à la charte donne « un état du revenu que Saint Euchaire tirait de ce domaine, au moment où il le céda à La Madeleine de Verdun, en 1222. » Cette dernière date est inadmissible puisque, ainsi que le prouvera la suite de cette étude, le domaine de St-Eucaire à Etain était, en 1222, réduit à peu près à rien.

⁽¹⁾ « Apud villam Stain XXV mansi computantur, quorum quatuor in nostrum usum non cedunt. »

⁽²⁾ Clouet, *Hist. Trèves*, II, p. 67, n. 1.

⁽³⁾ Le censier compte au total à Etain 25 manses, sur lesquels il en est 4 « qui in nostrum usum non cedunt ». De plus, comme le censier calcule les redevances des manses globalement, on constate qu'il fait état, non pas de 21 manses, mais seulement de 20. Il est infiniment probable, à en juger par l'exemple d'autres censiers, que le 21^e manse représente les fiefs de service constitués au profit des *ministeriales* du domaine (*villicus, decanus, custodes silvarum*) ou de certains d'entre eux. L'exclusion de ce 21^e manse du total des manses productifs confirme l'interprétation proposée par Clouet au sujet des 4 autres manses que le rédacteur prend soin, dès l'abord, de soustraire du total.

⁽⁴⁾ A raison de 7 *dies* et demi pour chaque période (février et mai). — Le charroi peut être racheté moyennant une redevance en argent ; pour le service des *dies* il n'est prévu aucune taxe de rachat, mais, ce service n'est exigé au mois de mai par les moines que « si servitio indigemus ».

scribe qui a composé la charte-censier à une date relativement récente ait, dans le texte du censier ancien qu'il recopiait, remplacé le terme *modii*, tombé en désuétude de son temps, par le mot usuel *maldra*⁽¹⁾. Tenant compte de ces différents éléments d'appréciation, on peut dater le censier d'Étain du XI^e siècle environ ⁽²⁾.

La charte de 706 par laquelle Liutwin donne à l'abbaye de St-Eucaire le domaine d'Étain est le seul acte de cet évêque qui nous soit parvenu ; nous manquons donc de tout point de comparaison pour en faire une critique serrée. Telle qu'elle se présente à nous, dans le document composite copié par D. Colloz, cette charte renferme certaines bizarreries qui la rendent au moins fort suspecte ⁽³⁾.

La rédaction du dispositif doit retenir, dès l'abord, notre attention ; l'évêque déclare qu'il fait donation d'Étain et il s'exprime en ces termes :

« villam que vocatur Stain cum banno sibi debito ex una parte usque Longawa (Longeau), ex altera parte usque Alehne (?), ex tertia parte usque Herminville (Herméville), ex quarta parte usque Warch (Warcq) ⁽⁴⁾ sita in pago Wafranse, quae ex successione paterna michi evenit... »

(1) Lamprecht, *D. WL.*, II, 497 et sq., a cherché à déterminer la contenance du *malter* dans la région mosellane ; celle-ci varie de 140 à 240 litres environ ; l'auteur ne donne aucun renseignement sur la date à laquelle apparaît ce mot dans les textes ; les documents qu'il utilise ne remontent pas au-delà du XIV^e siècle.

L'hypothèse de la substitution du mot *maltra*, écrit d'ailleurs *malta*, au mot *modii* par un scribe d'époque relativement tardive, n'implique naturellement pas qu'il y ait identité entre les deux mesures ; en fait le *malter* peut, dans certains cas, avoir une capacité qui correspond à celle de 4 *modii* carolingiens (Lamprecht, *D. WL.*, II, 510).

(2) Clouet, *Histoire... Trèves*, II, p. 66, estime que le censier d'Étain est antérieur à 1150, sous prétexte que, à cette date, l'abbaye de St-Eucaire prit le nom de St-Mathias ; mais cet élément de détermination est sans valeur, puisque le nom de St-Eucaire ne se rencontre en aucun passage du censier. Rappelons d'ailleurs à ce propos que c'est seulement au cours du XIII^e siècle, que le nom de St-Mathias s'est peu à peu substitué à celui de St Eucaire (cf. p. 323, n. 1).

(3) La charte est considérée comme véridique par tous les auteurs qui l'éditent ou la mentionnent ; toutefois Grosdidier de Matons, *Comté de Bar*, p. 282, n. 6, la déclare « suspecte ».

(4) Le territoire de l'actuelle commune d'Étain a une forme nettement triangulaire ; vers le sud, ce territoire confine aux bans d'Herméville et de Warcq, vers le nord, le sommet du triangle correspond à la corne nord du bois de Tilly, située à quelques centaines de mètres à l'ouest de la ferme de Longeau. La localité dite *Alehne* doit donc être cherchée à l'est ou à l'ouest du territoire d'Étain ; ce ne peut être Amel qui est au nord et dont le nom ne peut dériver d'*Alehne* ; ce ne peut être Haraigne, comm. Dieppe, comme le suggère Liénard, *Dict. topogr. Meuse*, v^o *Haraigne*, puisque Haraigne est séparé d'Étain par le territoire de Fromezey, village qui dès le VIII^e siècle appartenait à l'évêché de Verdun (*Gesta episc. virdun.*, cap. 10 ; SS., IV, p. 43). — La leçon *Mehne* proposée par Clouet, *Hist... Trèves*, II, 66, n. 2, ne permet pas de résoudre la difficulté.

Il est évident que le membre de phrase : « *cum banno... usque Warch* » est une incidente qui rompt l'unité de la rédaction ; la charte, sous sa forme primitive, devait s'exprimer ainsi : « *villam que vocatur Stain sita in pago Wafranse* » et on peut considérer comme une interpolation tout le passage qui définit, au profit de l'abbaye de St-Eucaire, les limites du ban d'Etain, en sous-entendant l'exercice des droits que ce terme implique. L'interpolation se laisse reconnaître à d'autres détails : une forme romane comme *Herminville* est inadmissible dans une charte qui est datée de 706, la concession du ban avec délimitation précise du territoire sur lequel celui-ci s'exerce ne se rencontre pas avant le X^e siècle.

Faisant abstraction de cette interpolation, examinons la charte dans sa rédaction première. La liste des signataires ne présente rien de suspect, plusieurs d'entre eux sont connus par d'autres actes et sont certainement des contemporains de l'évêque Liutwin ⁽¹⁾ ; toutefois, on notera comme insolite le titre d'*archiepiscopus* donné à ce dernier dans deux passages de la charte ⁽²⁾ et on retiendra que, d'une manière générale, si le rédacteur emploie un formulaire conforme à celui de l'époque mérovingienne, il s'exprime dans un latin d'une correction surprenante. Ces deux observations ne suffisent point, cependant, à

⁽¹⁾ Huncio « presbiter et admanuensis » rédige plusieurs chartes de l'abbesse Irmina en faveur de l'abbaye d'Echternach (chartes de 698, 699, 704 ; Gœrz, *M. R. Reg.*, I, n^{os} 110, 111, 113, 114) ; Warimbertus qui, sur l'ordre de Huncio, a rédigé la charte de Liutwin de 706, a écrit de même la charte de l'abbesse Irmina de 704 (Gœrz, *M. R. Reg.*, n^o 115). Si même les chartes d'Irmina pour l'abbaye d'Echternach ne sont pas exemptes de tout soupçon, il reste cependant qu'elles utilisent des listes de signataires empruntées à un document véridique.

Le comte Wido et le diacre Milo sont probablement les fils de Liutwin. Les noms de ces deux signataires, dont le second devait succéder à son père sur le siège épiscopal de Trèves, se retrouvent dans la charte du 25 juin 715 par laquelle le duc Arnoul, Hugues, Pépin et Codefroy, fils de Drogon, donnent à l'abbaye St-Arnoul de Metz la *villa* de Vigy (B. M. 27). Cette charte n'est plus connue que par deux copies anciennes, l'une du X^e, l'autre du XII^e siècle (Mos., H. 137) ; la copie la plus récente reproduit, avec quelques interpolations, la copie du X^e siècle qui, elle, est inattaquable (Voir sur cette charte Wolfram, *Kritische Bemerkungen zu den Urkunden des Arnulfsklosters*, J. G. L. G., I (1889), p. 42 ; les conclusions de Wolfram, réserve faite de quelques détails, paraissent définitivement acquises).

L'existence des deux fils de Liutwin, Milo et Wido, est prouvée par un diplôme de Charlemagne de 781-791, qui reconnaît à l'évêque de Trèves la propriété de l'abbaye de Metlach (B. M., 261 (252)).

⁽²⁾ Voir la suscription et les signes de validation (« Ego Warimbertus... jubente domino meo Leodoino archiepiscopo »). — Sur le caractère insolite du titre d'*archiepiscopus* au début du VIII^e siècle, cf. Lesne, *La hiérarchie épiscopale en Gaule et en Germanie*, p. 28, n. 2.

ruiner l'authenticité de la charte ; il est, en effet, possible que la charte de Liutwin, expédiée par la chancellerie de l'évêque de Trèves en 706, ait été recopiée, après le IX^e siècle, par un scribe soucieux de corriger les fautes de la rédaction originale et de donner à l'évêque le titre que ses successeurs au siège épiscopal de Trèves portaient normalement de son temps. De même, s'il est plus difficile d'attribuer à un remaniement du même genre le nom roman *Stain*, sous lequel la charte désigne la *villa* donnée par Liutwin à St-Eucaire, l'explication reste malgré tout possible ; cela suffit pour que, de la présence de cette forme inattendue dans un texte de VIII^e siècle, on ne puisse tirer un argument décisif contre l'authenticité de la charte.

Au total, deux hypothèses rendent également compte des bizarreries de rédaction rencontrées dans cette charte ; on peut admettre, ou bien que la charte a été fabriquée de toutes pièces, ou bien que l'acte de donation, véridique à l'origine, a subi des retouches dont certaines ont été opérées de façon maladroite. De ces deux hypothèses, c'est la première qui paraît le plus probable ; nous savons, en effet, de source certaine, que les archives anciennes des abbayes de Trèves furent détruites par l'incendie qui dévasta la ville en 882, lors de l'invasion normande⁽¹⁾, et il est, d'autre part, remarquable qu'aucune charte, digne de foi, antérieure au X^e siècle ne nous ait été conservée par les archives de l'abbaye de St-Eucaire⁽²⁾. Cette remarque nous incite donc à considérer comme un faux la charte de l'évêque Liutwin ; dans son élaboration, on peut distinguer deux phases successives : à une époque indéterminée mais qui, d'après ce qui vient d'être dit, ne doit pas être antérieure au X^e siècle, les moines de St-Eucaire, propriétaires d'un do-

(¹) Nizon, abbé de Metlach, qui écrivit au XI^e siècle une vie de St Basin, prédécesseur de Liutwin sur le siège de Trèves, déclare que les documents anciens concernant son héros ont disparu dans l'incendie allumé par les Normands ; cet incendie aurait détruit « urbem Trevericam, una cum suis suburbanis et ecclesiis adjacentibus » (*Vita S. Basini* ; *AA. SS.*, Mars, I, p. 315). — Selon le même auteur, les archives anciennes auraient été reconstituées après la défaite infligée aux Normands par Arnulf.

Sur l'occupation de Trèves par les Normands, en avril 882, voir Parisot, *R. L. C.*, p. 460.

(²) L'acte le plus ancien conservé dans les archives de l'abbaye de St-Mathias est une charte scellée de l'archevêque Egbert, datée de 978 (Gœrz, *MR. Reg.*, I, n° 1061), dont Ewald, *W. Z.*, XXX (1911), p. 74, admet l'authenticité. Réserve faite de cet acte, les chartes les plus anciennes de l'abbaye sont des faux ; c'est le cas pour une série de chartes datées de 1030, 1036 et 1037 (Gœrz, *MR. Reg.*, I, n°s 1246, 1257 à 1260) qui ont été fabriquées de toutes pièces, les unes au cours du XII^e siècle, les autres vers le milieu du XIII^e siècle ; il faut arriver à la charte de l'archevêque Poppo de 1038 (Gœrz, I, n° 1264) pour retrouver un acte d'une authenticité indiscutable (Voir sur ces actes Ewald, p. 70 et sq.).

maine à Etain, mais dépourvus de tout titre de propriété, jugèrent bon de fabriquer une charte de donation au nom de l'évêque de Trèves Liutwin pour légitimer leurs droits. Le rédacteur de la fausse charte a utilisé très probablement une charte véridique de Liutwin qui lui a fourni le formulaire, la liste des signataires et la date ; il est possible que cette charte ait été empruntée par lui aux archives de l'abbaye de Metlach, fondée précisément par cet évêque au début du VIII^e siècle ⁽¹⁾. A une date postérieure, cette charte de première rédaction (rédaction I) a subi une interpolation, destinée à préciser les limites du territoire sur lequel les moines entendaient exercer le *bannus* (rédaction II). Il nous reste à rechercher si cette conclusion est confirmée ou contredite par l'histoire du domaine d'Etain, dans la faible mesure où celle-ci se laisse entrevoir.

Le renseignement certain le plus ancien que nous possédions sur Etain nous est fourni par l'auteur des *Gesta episcoporum Verdunensium* ; selon celui-ci, c'est sous l'épiscopat de Bertalamius (vers 710), que l'église de Verdun aurait reçu de la générosité de Mactigisilus et de sa femme plusieurs *villae*, parmi lesquelles le chroniqueur cite Etain (*Stagnum*) ⁽²⁾ ; cette dernière *villa* aurait d'ailleurs échappé au temporel de l'évêché dès le temps de l'évêque Amalbert (vers 770) ⁽³⁾. Il existe donc, entre les données des *Gesta* et celles de la charte de Liutwin, une contradiction flagrante. Il semble, en effet, si l'on rapproche les renseignements fournis par les deux documents, que l'évêque de Verdun et l'abbaye de St-Eucaire aient possédé simultanément, au moins pendant quelque temps, la *villa* d'Etain. Cette contradiction, déjà signalée par plusieurs auteurs, n'est pourtant pas irréductible et il est possible de justifier et d'expliquer la présence à Etain de deux propriétaires différents.

Il convient d'abord écarter l'explication proposée par Clouet, avec quelque hésitation d'ailleurs, et selon laquelle le mot *stagnum* désignerait, dans le texte des *Gesta*, non pas la *villa* d'Etain, mais un étang ⁽⁴⁾ ; l'interprétation est bien peu vraisemblable et il est difficile de ne pas voir dans *Stagnum* le nom latin ou latinisé de la localité appelée *Stain*, puis Etain. Cette identité étant admise, la contradiction signalée plus haut se résout d'elle-même, si l'on admet que la charte de 706 est fausse ; Etain, donné à l'église de Verdun au début du VIII^e siècle, lui aurait été ravi un demi-siècle plus tard et serait ensuite entré dans le temporel de l'abbaye de St-Eucaire à une date et dans des conditions que nous

⁽¹⁾ Voir p. 108, n. 1.

⁽²⁾ *Gesta episcoporum Verdunensium*, cap. 10 (*M. G. H.*, SS., IV, p. 43).

⁽³⁾ *Ibidem*, cap. 13 (SS., IV, p. 44).

⁽⁴⁾ Clouet, *Hist. . . Trèves*, II, p. 69, n. 1.

ne pouvons préciser. Le renseignement fourni par les *Gesta* suffirait ainsi à ruiner l'authenticité de la charte de 706, s'il ne restait un dernier moyen de concilier les données, en apparence contradictoires, des deux textes. Il est possible que l'abbaye de St-Eucaire et l'évêché de Verdun n'aient reçu de leur bienfaiteur respectif qu'une partie de la *villa* d'Étain, sans que les actes de donation, ou le chroniqueur qui s'y réfère, aient songé à préciser l'étendue du domaine concédé. Le territoire d'Étain aurait été ainsi, dès une époque ancienne, divisé en deux domaines ; l'un, appartenant à l'abbaye de St-Eucaire, aurait été cédé par échange à la collégiale de la Madeleine en 1222, l'autre, dépendant au VIII^e siècle de l'évêché de Verdun, serait passé, par la suite, aux mains d'un seigneur inconnu.

Si l'histoire ancienne de la *villa* d'Étain reste fort incertaine, un fait, du moins, se dégage des données du censier annexé à la charte de Liutwin, c'est que, dès le XI^e siècle, époque où, selon toute vraisemblance, fut rédigé ce même censier, l'abbaye de St-Eucaire possédait à Etain un domaine comprenant une vingtaine de manses. Deux documents du milieu du XII^e siècle nous permettent, dans une certaine mesure, de suivre les destinées de ce domaine : une bulle d'Hadrien IV, de 1155, confirme aux moines de St-Eucaire : « *Stagnum villam cum ecclesia* » ⁽¹⁾ ; vers la même époque, une charte de l'évêque de Verdun, Albéron de Chiny, nous fait connaître un accord conclu entre Bertolf, abbé de St-Eucaire et Guy, avoué d'Étain. De l'examen des clauses insérées dans cette charte ⁽²⁾, il ressort nettement que, vers le milieu du XII^e siècle ⁽³⁾, l'abbaye de St-Eucaire défendait péniblement ses anciens droits en butte aux attaques de l'avoué ; les moines avaient encore en leur possession une cour domaniale avec des terres et des bois ; ils nommaient à Etain un *villicus*, levaient la taille, tenaient les plaids annaux et percevaient les amendes au moins en partie. Du fait que les sujets de la seigneurie de St-Eucaire, accablés par les exactions de l'avoué Guy et de ses prédécesseurs Hugues et Bérard, avaient adressé leurs plaintes à l'archevêque de Trèves et à l'évêque de Verdun, et non à l'abbé de St-Eucaire, on peut conclure que celui-ci se désintéressait d'un domaine lointain et d'administration difficile, ou du moins qu'il

⁽¹⁾ Bulle d'Hadrien IV du 29 avril 1155 (J. L. 10042). — C'est probablement la même localité qui est confirmée à l'abbaye de St-Eucaire sous le nom de *Stann* par une bulle d'Eugène III du 6 février 1148 (J. L. 9181) ; cette bulle est seulement connue par l'édition qu'en a donnée Beyer, *MR. UB.*, I, n° 545, sous la date du 6 février 1147.

⁽²⁾ Clouet, *Hist. Verdun*, II, p. 375 (analyse) et p. 375, n. 3 (fragments de la charte).

⁽³⁾ La charte de l'évêque Albéron de Chiny doit être datée de 1142-1156.

était incapable de le défendre. Ce sont très probablement les luttes soutenues contre les avoués, et dont la charte susdite rappelle un épisode isolé, qui amenèrent les moines de St-Eucaire à remanier la fausse charte de Liutwin ; l'impossibilité où nous sommes d'identifier l'une des quatre localités qui, dans le passage interpolé, déterminent le territoire du ban de St-Eucaire à Étain, empêche de préciser l'étendue de ce ban ou, du moins, d'apprécier les revendications territoriales des moines en face des prétentions de l'avoué.

Il est à peu près certain que les clauses de l'accord conclu avec l'avoué Guy ne furent pas respectées ; on s'explique ainsi qu'en 1222 l'abbé de St-Eucaire se soit décidé à échanger aux chanoines de La Madeleine de Verdun le domaine d'Étain contre le domaine de Kœnigsmacker ⁽¹⁾ ; c'est évidemment à l'occasion de cet échange que la charte-censier de Liutwin fut remise aux chanoines et prit place dans leurs archives. Toutefois, les biens et droits recueillis alors par les moines étaient bien loin d'avoir l'étendue et l'importance que leur accorde le censier du XI^e siècle. Le domaine, rongé peu à peu par les avoués, était dans un état si lamentable qu'en 1224 les chanoines jugèrent bon, pour sauver le peu qui leur restait, de conclure un accord avec leur coseigneur d'Étain ⁽²⁾, accord qui, sans doute, resta lettre morte, puisqu'en 1228 fut signé un nouveau contrat, qui imposait aux chanoines des conditions draconiennes et réduisait leurs droits au minimum ⁽³⁾. Aux termes de cet accord, en effet, les chanoines n'avaient plus, à Étain, que l'église avec les dîmes, une grange avec quelques terres représentant les débris de l'ancienne réserve, des droits d'usage dans les bois et enfin le cheavage des « hommes St-Eucaire » ⁽⁴⁾.

(1) Voir sur cet échange Clouet, *Histoire Verdun*, II, p. 376, n. 2, qui publie des extraits des actes concernant cette cession.

(2) Charte du comte de Bar Henri II, du 18 août 1224, promulguant l'accord conclu par le comte avec les chanoines de La Madeleine de Verdun ; M., Collect. Buvinier-Clouet, vol. 75, p. 71 (copie authentique de 1716 d'après l'original).

(3) Charte des prévôt et doyen de La Madeleine de Verdun du 6 mai 1228, promulguant l'accord conclu entre le chapitre et le comte de Bar Henri II ; B. N., Français 11853, f° 164 (copie du XIII^e siècle au Cartulaire de Bar).

(4) Le traité de 1224 reconnaît aux chanoines le patronage de l'église avec les dîmes, la propriété d'une cour domaniale avec les terres et les prés en dépendant, le cens des hommes St-Eucaire (« census hominum, qui quondam dicebantur esse Sti Eucharii »), l'usufruit au bois mort et vif dans des limites d'ailleurs très strictes, les « arages » du ban (redevance acquittée par les terres nouvellement défrichées), le droit d'avoir pour leur service deux hommes francs de taille. La cour domaniale de La Madeleine étant exempte de toute imposition, des précautions sont prises par le comte pour que les terres qui en dépendent ne puissent s'accroître aux dépens des

Le seigneur qui dépouillait ainsi les chanoines, héritiers à Etain des moines de St-Eucaire, n'était pas, comme on pourrait s'y attendre, le descendant de Guy, avoué d'Etain au milieu du XII^e siècle ; c'était le comte de Bar Henri II, dont l'intervention dans les actes de 1224 et 1228 pose plusieurs problèmes délicats, pour peu qu'on cherche à préciser la nature exacte et l'origine des droits exercés à cette date par le comte de Bar à Etain.

Parmi les historiens qui se sont intéressés à ce double problème, citons d'abord, pour mémoire, Petit, l'historien d'Etain, qui avoue son ignorance en la matière⁽¹⁾ ; ce faisant, il observe la prudence de la Chambre royale de Metz qui, dans un arrêt du 3 décembre 1680, déclarait que le traité de 1224 avait été fait « sur des prétentions générales et non spécifiées du dit comte [Henri II, comte de Bar] »⁽²⁾. Grosdidier de Matons voit, dans la charte de 1224, un acte aux termes duquel la collégiale de La Madeleine vend au comte de Bar ses droits sur Etain ; la charte de 1228 aurait pour but de régler les conditions de la vente⁽³⁾. Il semble bien que, pour cet auteur, il faille chercher dans les chartes de 1224 et 1228 l'origine des droits exercés par les comtes de Bar à Etain⁽⁴⁾ ; cette interprétation, toutefois, est erronée, la charte de 1224 ne parle nullement d'une vente, mais d'un accord conclu entre les deux coseigneurs, en discussion sur l'étendue et l'exercice de leurs droits respectifs⁽⁵⁾.

tenures exploitées par les hommes d'Etain. Pour prix de cet accord, le comte s'engage à payer au chapitre une rente annuelle de quarante résaus de froment.

La charte de 1228 passe sous silence les arages et le droit, pour le chapitre, de nommer deux sergents ; il est probable que l'exemption de toute imposition comtale accordée à la cour domaniale du chapitre par la charte de 1224 est ici sous-entendue ; en tout cas, elle n'est pas formellement stipulée. Enfin, en 1228, au lieu d'une rente annuelle de blé, le comte cède au chapitre les deux tiers des dîmes de Longeville et Laimont ; de plus, il lui reconnaît le droit de percevoir un cens annuel de huit sous sur le moulin et sur un pré à Foameix, village qui confine au territoire d'Etain.

(1) [Petit de Baroncourt], *Histoire de la ville d'Etain*, p. 9.

(2) Clouet, *Hist. Verdun*, II, p. 377, n. 1.

(3) Grosdidier de Matons, *Comté de Bar*, p. 282-283.

(4) L'auteur écrit p. 282 : « Mais la plus importante des acquisitions d'Henri dans les parages de Verdun fut celle de la terre d'Etain... Celle-ci [la collégiale de La Madeleine] trop pauvre et surtout trop peu puissante pour défendre une possession aussi importante, la vendit au comte Henri II le 18 août 1224 ».

(5) Voir l'exposé de la charte de 1224 : « ... Cum verteretur controversia inter me... et capitulum Beate Mariae Magdalенаe... super villa et banno de Estain de jure quod ego et idem capitulum dicebamus ad invicem habere in eisdem, tandem... compositum est in hunc modum... ». — L'exposé de la charte de 1228 est conçu en termes analogues.

Clouet, à la différence de Grosdidier de Matons, a bien vu que antérieurement au contrat de 1224, le comte de Bar avait une seigneurie à Etain et qu'en particulier il y possédait des hommes distincts des sujets de la collégiale qui, à cette date, sont encore appelés du terme ancien de « *homines Sti Eucharii* » ; pour rendre compte de ces faits, il suppose que les droits exercés par le comte Henri II à Etain étaient liés à la possession de Briey ⁽¹⁾, seigneurie qui fut rattachée au comté de Bar dans la première moitié du XII^e siècle ⁽²⁾. Si l'historien de Verdun ne justifie par aucun argument l'interprétation qu'il propose, il paraît du moins probable que son hypothèse s'appuie sur un article qui figure à peu près dans les mêmes termes dans les chartes de 1224 et 1228 et selon lequel Henri II promet de transmettre ses droits sur Etain à celui de ses héritiers qui recueillera le comté de Bar ou la seigneurie de Briey. Mais, de cette clause, on ne peut rien conclure ; des articles analogues se retrouvent souvent dans les traités d'accompagnement entre seigneurs laïque et ecclésiastique ; dans le cas présent, les chanoines de la collégiale ont pris leurs précautions pour sauvegarder les derniers restes de leur domaine, ils ont prévu qu'en cas de partage des états d'Henri II, ils auraient pour voisin à Etain, soit le comte de Bar, soit le seigneur de Briey, c'est-à-dire un seigneur qui, par sa puissance personnelle ou la proximité immédiate de ses terres, fût en mesure de les protéger de manière efficace et rapide. Cet article, par conséquent, n'autorise pas à penser que les droits des comtes de Bar, à Etain et à Briey, procédaient d'une origine commune.

L'auteur de l'*Histoire de Verdun* a sans doute senti la faiblesse de cet essai d'explication, car, après l'avoir formulé, il remarque aussitôt, avec sa perspicacité habituelle, que le comte Henri avait pu acquérir les droits de l'ancien avoué d'Etain et suggère ainsi une hypothèse à laquelle il convient de se rallier. Dans le traité de 1224, en effet, Henri II, sans prendre le titre d'*advocatus*, paraît avec la situation d'un haut-avoué ; il existe à Etain, à cette date un *advocatus*, mais celui-ci dispose de deux manses seulement et il ne peut vendre à la collégiale les arages levés sur ces deux manses sans l'autorisation du comte ⁽³⁾ ; il faut voir

(1) Clouet, *Hist. Verdun*, II, p. 376 : « Sans doute le comte Henri tirait ses droits de son titre de Briey. »

(2) Il n'y a pas lieu d'examiner ici le délicat problème de savoir comment la terre de Briey, ancien alleu de la comtesse Mathilde, est passée au comte de Bar ; notons seulement que la réunion était chose faite en 1133 (Clouet, *Hist. Verdun*, I, p. 331 ; Grosdidier de Matons, *Comté de Bar*, p. 151).

(3) Dans la charte de 1224 le comte reconnaît au chapitre le droit de lever les arages dans tout le ban d'Etain, sauf sur les deux manses de l'avoué (« in duobus

dans cet *advocatus*, dont la charte ne prononce pas le nom, un sous-avoué tenant l'avouerie en fief du comte de Bar. Les prédécesseurs d'Henri II ont acquis, de Guy ou de ses successeurs, l'avouerie d'Etain ; ils ont continué à empiéter peu à peu sur les droits du seigneur ecclésiastique qui a fini par perdre, non seulement ses droits de justice au sens le plus large du mot, mais encore ses tenures et qui, en fin de compte, a été réduit à la propriété de l'église et d'une cour domaniale ⁽¹⁾.

Il nous reste, à la fin de cette étude, à déterminer à quelle date et dans quelles conditions a été fabriquée la charte-censier qui, en 1222, est entrée dans les archives de La Madeleine ; on peut, à cet égard, formuler trois hypothèses différentes.

1^o La charte-censier a été fabriquée par les moines de St-Eucaire eux-mêmes au XII^e siècle, au cours de leurs démêlés avec les avoués d'Etain ; le rédacteur de ce document composite a utilisé la fausse charte de Liutwin et a interpolé le passage sur le *ban* d'Etain ; à la suite de la charte, il a transcrit un inventaire du domaine d'Etain emprunté à un censier du XI^e siècle et il a cherché à donner un caractère d'authenticité à l'ensemble de l'acte en plaquant, au bas du parchemin, un sceau détaché d'une autre charte ⁽²⁾.

2^o La charte-censier a été fabriquée en 1222 par les mêmes moines et selon les procédés qui viennent d'être indiqués, à l'occasion de la cession d'Etain aux chanoines de La Madeleine et afin de procurer à ceux-ci un titre de propriété qui leur permît d'appuyer leurs revendications auprès des comtes de Bar.

mansis advocati ») et lui accorde la permission d'acquérir, s'il le peut, cette portion des arages. — Comme il n'est plus question des arages dans la charte de 1228, il n'est fait aucune mention de l'avoué dans ce dernier texte.

L'arage est à l'origine une redevance analogue au gerbage et perçu, comme celui-ci, au prorata de la récolte sur les terres gagnées à la culture par voie de défrichement. Toutefois, le fait que l'arage était levé à Etain en 1224 sur des tenures de type domanial, comme les manses, laisse supposer que, dès le premier quart du XIII^e siècle, cette redevance, primitivement réservée aux terres défrichées, avait été étendue, dans des circonstances qui restent complètement inconnues, à l'ensemble des terres cultivées du territoire.

(1) On ne peut, dans cette hypothèse, préciser la date à laquelle les comtes de Bar sont entrés en possession de l'avouerie d'Etain ; le fait que le comte ne paraît pas dans la charte de l'évêque Albéron de 1136-1152, qui promulgue l'accord conclu entre l'abbaye de St-Eucaire et l'avoué Guy (cf. p. 333, n. 2) incite à penser que l'avouerie d'Etain a été cédée au comte de Bar postérieurement à cet accord.

(2) A plusieurs reprises, au XII^e et au XIII^e siècle les moines de St-Mathias ont appliqué sur des chartes fausses des sceaux détachés de chartes authentiques (Ewald, *op. cit.*, p. 100).

3^o La charte de Liutwin a été recopiée, interpolée et scellée au XII^e siècle par les moines de St-Eucaire ; en 1222 ils ont remis cette charte aux chanoines de La Madeleine à l'occasion de la cession d'Etain, après avoir transcrit le censier de ce domaine dans un espace resté libre entre la charte et le sceau.

Seuls l'étude directe du pseudo-original, l'examen en particulier de l'écriture et du sceau permettraient de décider entre ces trois hypothèses; malheureusement, le pseudo-original est perdu et, d'autre part, D. Colloz ne nous a laissé ni une reproduction du sceau, ni un calque de l'écriture ; dans ces conditions, on ne peut se prononcer. En tout état de cause, d'ailleurs, le censier d'Etain, assez gauchement rattaché à une fausse charte de Liutwin, n'est pas de 706 : il est plus jeune d'au moins trois siècles.

CHAPITRE IV

CENSIER DU DOMAINE DE DONCIÈRES DÉPENDANT DE L'ABBAYE D'ÉTIVAL
(Censier de la fin du XI^e ou du début du XII^e siècle, inséré dans des
actes faux de la fin du XII^e siècle)

(Censier n^o 12)

Le seul censier que nous aient conservé les archives
de l'abbaye St-Pierre d'Etival⁽¹⁾, très pauvres en documents an-

(¹) L'histoire de l'abbaye St-Pierre d'Etival durant le moyen âge a été retracée en partie par l'abbé Idoux dans ses *Etudes sur l'abbaye d'Etival*, dont la première partie seule a paru, sous le titre de : *Relations d'Etival avec les monastères alsaciens d'Andlau et de Hohenbourg* (A. S. E. V., 1913, p. 1-108). Le travail de l'abbé Idoux, qui renferme d'excellentes pages, remplace heureusement les esquisses tracées anciennement par Hugo, *Annales ordinis praemonstratensis*, II, col. 889-922 et par Grandidier, *Œuvres historiques inédites*, I, p. 286-299. Il est regrettable que, pour la période antérieure au XIII^e siècle, l'auteur ait utilisé tels quels les documents provenant des archives d'Etival, sans s'apercevoir que la plupart de ceux-ci sont des actes remaniés ou fabriqués de toutes pièces.

La tradition rapporte la fondation de l'abbaye d'Etival à l'évêque de Toul Leudin-Bodon (seconde moitié du VII^e siècle), auquel on attribue également la fondation de l'abbaye de Bonmoutier dans la haute vallée de la Vezouse. Les abbayes d'Etival et de Bonmoutier, devenues l'une et l'autre abbayes royales à une date inconnue, furent attribuées en 870, au traité de Meerssen, à Louis le Germanique. Quelques années plus tard les deux abbayes, unies dans une commune destinée, passaient sous le *dominium* de l'abbaye d'Andlau (*Eleonismonasterium*), qu'avait fondée, en 879 ou 880, l'impératrice Richarde, épouse de Charles le Gros. Si le diplôme par lequel Charles le Gros donna, le 19 février 884, l'abbaye de Bonmoutier à l'abbaye d'Andlau nous a été conservé (B.M. 1679 (1635)), la date et les conditions de la cession d'Etival sont inconnues ; en tout cas il est inexact de voir, dans le diplôme du 19 février 884, l'origine du *dominium* exercé au moyen âge par l'abbaye d'Andlau sur celle d'Etival, puisque ce diplôme concerne uniquement Bonmoutier. Selon une tradition qui avait cours à Etival au XII^e siècle et dont une bulle d'Eugène III, du 6 septembre 1147,

ciens⁽¹⁾, concerne le domaine que l'abbaye possédait au village de Doncières. Ce qui donne à ce censier de médiocre étendue un intérêt tout particulier, ce sont les conditions exceptionnelles qui ont présidé à sa transmission. Le censier de Doncières se trouve, en effet, compris dans le dispositif de deux actes solennels qui confirment aux religieux d'Etival l'ensemble de leurs biens et de leurs droits ; l'un est un diplôme d'Henri V, roi de Germanie et empereur, du 18 mars 1114⁽²⁾, l'autre est une bulle d'Innocent II du 12 décembre 1140⁽³⁾. L'insertion d'un censier particulier dans un acte solennel de confirmation est un fait si insolite, qu'il suffirait à jeter la suspicion sur les deux actes en question,

se fait l'écho, l'abbaye d'Etival aurait été donnée par Charles le Gros à l'impératrice Richarde pour en jouir sa vie durant, puis, après la mort de son épouse, le souverain aurait cédé cette même abbaye à Andlau ; mais cette tradition est manifestement erronée, puisque Richarde survécut de plusieurs années à son époux. Un diplôme du 1^{er} mai 884, par lequel Richarde constitue, aux chanoines d'Etival, leur patrimoine et dont il sera question au cours du présent travail, prouve qu'à cette date Richarde était déjà en possession de l'abbaye d'Etival ; ce diplôme nous est parvenu sous une forme très remaniée, mais on soupçonne, à travers les remaniements qu'il a subis, que sous sa forme primitive, il devait avoir pour objet la donation de l'abbaye d'Etival à Andlau. Tandis que l'abbaye d'Etival devait rester soumise à Andlau durant des siècles, celle de Bonmoutier était, dès 912, restituée à l'évêque de Toul.

De 884 à 1146, on ne sait à peu près rien de l'abbaye d'Etival, sinon qu'au X^e siècle elle était occupée par des chanoines séculiers placés sous l'autorité d'un prévôt. En 1146, l'abbesse d'Andlau, Mathilde, entreprit la réforme d'Etival en substituant aux chanoines des religieux de l'ordre de Prémontré ; l'année suivante, le pape Eugène III confirmait cette substitution par une bulle du 6 septembre 1147, seul document qui apporte des renseignements certains et précis sur les conditions de la réforme et sur l'étendue du temporel de l'abbaye d'Etival à cette date.

Les conditions dans lesquelles l'abbesse d'Andlau devait exercer son *dominium* sur Etival ne sont pas précisées dans la bulle de 1147 ; elles le furent par une charte de l'abbesse Hadwide de 1172.

(¹) Le fonds d'Etival aux Archives départementales des Vosges (XVIII H. 1-72) est un des plus riches parmi ceux de la série H conservés dans ce dépôt ; mais il est très pauvre en documents antérieurs au XIII^e siècle. Les documents anciens provenant des archives de l'abbaye ont été dispersés, certains ont été recueillis par les Archives communales de St-Dié. Dans bien des cas, la seule source dont on dispose est le Cartulaire d'Etival du XVIII^e siècle qui, jadis conservé à la Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy, se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque municipale de Nancy, Ms 1007. Le scribe qui a composé le Cartulaire ne semble pas avoir transcrit les actes avec une scrupuleuse exactitude.

(²) ORIG. A. Perdu. — COP. B. Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 5. — EDIT. a. Calmet, *H. L.*, 2^e édit., V, pr., col. 128 ; b. Hugo, *Annales ordinis praemonstratensis*, II, col. 539. — INDIQ. Stumpf 3110.

(³) ORIG. A. Perdu. — COP. B. Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 9. — EDIT. a. Hugo, *Annales ordinis praemonstratensis*, II, col. 540 ; b. Brouilly, *Défense de l'Eglise de Toul*, pr., p. 125 ; c. Migne, *P. L.*, 179, p. 524. — INDIQ. J. L. 8109.

d'autant plus que, par une bizarrerie pour le moins aussi surprenante, ceux-ci présentent exactement le même dispositif⁽¹⁾. Toute tentative pour justifier ces anomalies manquerait complètement son but, car une étude plus attentive des deux actes prouve que ceux-ci ont été fabriqués de toutes pièces à l'abbaye d'Etival au cours du XII^e siècle.

Diplôme et bulle ne sont plus connus que par l'intermédiaire de la copie qui en a été transcrite au Cartulaire d'Etival du XVIII^e siècle et grâce au texte qu'en procurent les éditions anciennes ; en l'absence des originaux, il faut renoncer à entreprendre la critique externe des deux documents suspects. Il importe peu, d'ailleurs, car pour se convaincre de leur fausseté, que personne jusqu'alors ne paraît avoir soupçonnée, il suffit de les confronter avec deux actes expédiés aux mêmes dates par les mêmes chancelleries en faveur de l'abbaye de Moyenmoutier⁽²⁾. De cette comparaison, il ressort à l'évidence que les actes délivrés à l'abbaye d'Etival reproduisent mot pour mot le protocole initial et le protocole final des actes similaires conservés dans les archives de Moyenmoutier. A supposer que la chancellerie d'Henri V ait expédié le même jour (18 mars 1114) deux diplômes en faveur de deux abbayes vosgiennes, il est étrange qu'un quart de siècle plus tard, ces deux abbayes aient de nouveau obtenu le même jour (12 décembre 1140) un privilège de la chancellerie pontificale et il est encore plus surprenant, pour ne pas dire inadmissible, que dans l'un et l'autre cas il ait été délivré aux deux abbayes, par des chancelleries différentes, des actes de protocoles identiques. Nous avons manifestement affaire à deux séries d'actes, dont une série est constituée par des faux calqués sur les documents véridiques de l'autre. Comme le diplôme et la bulle pour Etival ont exactement le même dispositif, il y a de très fortes chances pour qu'ils constituent la série des faux.

Cette conclusion est pleinement confirmée par le fait que les deux actes en question sont en relation directes avec un ensemble de documents qui ont été fabriqués à l'abbaye d'Etival dans le courant du XII^e siècle. Pour critiquer en toute connaissance de cause le diplôme de 1114 et la bulle de 1140, pour déterminer les raisons qui ont incité le faussaire à enchâsser, dans ces deux actes, le censier de Doncières,

(1) La liste des biens et privilèges confirmés est exactement la même ; si les articles du dispositif entre lesquels s'insère cette liste diffèrent, cela tient au fait qu'ils ont été empruntés avec le protocole initial et final, aux deux documents véridiques différents qui ont servi de modèle au diplôme et à la bulle.

(2) Diplôme d'Henri V pour l'abbaye de Moyenmoutier du 18 mars 1114 ; Stumpf 3111. — Bulle d'Innocent II pour l'abbaye de Moyenmoutier du 12 décembre 1140 ; J. L. 8108.

pour apprécier la date de fabrication des deux faux et pour fixer ainsi un *terminus ante* à la rédaction du censier, il est nécessaire de replacer le diplôme et la bulle dans la série complète des faux à laquelle ils appartiennent. En dehors du double faux qui forme l'objet propre de cette étude, cette série comprend les documents suivants : un diplôme du 1^{er} mai 884, par lequel l'impératrice Richarde, après avoir reçu de son époux, l'empereur Charles le Gros, l'abbaye d'Etival, détermine avec précision l'ensemble des biens réservés à l'entretien des religieux de l'abbaye ⁽¹⁾ ; un diplôme d'Otton I^{er} du 2 juin 963 qui, à la demande de l'abbesse d'Andlau Uthica, confirme au prévôt et aux chanoines d'Etival l'ensemble de leurs biens et les garantit contre toute inféodation ⁽²⁾, enfin un diplôme de Frédéric I^{er} du 11 octobre 1177 ⁽³⁾, qui énumère, avec détail, les possessions d'Etival et limite la juridiction des avoués sur les domaines de l'abbaye. Comme tous ces actes, y compris le double faux de 1114-1140, ont pour objet de concéder ou de confirmer aux religieux d'Etival l'ensemble des biens constituant leur temporel, on doit, pour en esquisser une critique, même rapide, prendre pour point de départ le document véridique le plus ancien, qui nous apporte des renseignements certains sur la composition de ce même patrimoine ; ce document est la bulle d'Eugène III du 6 septembre 1147 ⁽⁴⁾.

La bulle d'Eugène III a pour objet de confirmer l'installation des Prémontrés à l'abbaye d'Etival, opérée l'année précédente, en 1146, par l'abbesse d'Andlau Mathilde, en vertu du *dominium* que son abbaye exerçait d'ancienneté sur l'abbaye vosgienne. A cette occasion,

(1) ORIG. A. Perdu. — COP. B. Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 1. — INDIQ. B. M. 1681 a (1637 a), qui signale les différentes éditions.

(2) ORIG. A. Parchemin avec traces de sceau plaqué au bas du parchemin ; Arch. comm. de St-Dié (non coté). — COP. B. Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 2. — EDIT. a. M.G.H., DD. O¹, n° 443. — INDIQ. Stumpf 370 (qui signale les éditions antérieures à celle de Sickel dans les M.G.H.)

Nous maintenons à ce diplôme la date qu'il porte sur le pseudo-original (2 juin 963), à la différence des éditeurs qui, pour en concilier les éléments chronologiques, ont cherché à substituer à 963 une autre date.

(3) ORIG. A.¹ Parchemin scellé d'un sceau pendant (absent) sur lacs de soie rouge, verte et jaune, dont il subsiste quelques fragments et A.² Parchemin dont le repli est préparé pour recevoir un sceau pendant (absent) ; Arch. comm. de St-Dié (non cotés). — COP. B.¹ Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 35, d'après A¹. — B². *Ibidem*, p. 28, d'après A². — INDIQ. Stumpf 4293 (sous la date du 11 octobre 1179), qui signale les différentes éditions. — Les deux rédactions A¹ et A² ne présentent que des différences minimes ; la principale réside dans la date ; A¹ est daté de 1178, A² de 1177.

(4) J. L. 9128. — L'original de la bulle est conservé (V., XVII H. 3) ; il ne présente aucune anomalie qui puisse faire douter de son authenticité.

la bulle reconnaît aux Prémontrés d'Étival un ensemble de privilèges spirituels et énumère les biens et droits temporels concédés aux Prémontrés par l'abbesse d'Andlau. Ces biens se répartissent en trois groupes : le groupe vosgien constitué par le vaste territoire qui, englobant la localité même d'Étival, est appelé, de tradition, « ban d'Étival » (*bannus Stivagii*) ; un groupe qui comprend un ensemble de domaines et d'églises situés dans la plaine au pied des Vosges depuis la Moselle à l'ouest, jusqu'au Sanon, au nord-est ; enfin le groupe alsacien, divisé lui-même en deux sous-groupes, l'un dans la région d'Andlau, l'autre dans la région de Colmar ⁽¹⁾. Parmi ces trois groupes, il en est un qui mérite d'être étudié en premier lieu, en raison de son étendue exceptionnelle et de la place d'honneur que lui assignent les faux fabriqués à Étival ; c'est celui qui correspond au ban d'Étival.

Au témoignage de la bulle d'Eugène III, l'abbesse d'Andlau avait concédé aux religieux de Prémontré, dans le ban d'Étival, les biens et droits suivants : l'abbaye St-Pierre, le village d'Étival, c'est-à-dire l'agglomération qui s'était développée au voisinage immédiat de l'abbaye, le tiers du ban d'Étival, le droit de pâturage pour toute sorte de bétail sur la totalité de ce même ban ⁽²⁾, l'église paroissiale d'Étival placée sous le patronage de Ste-Marie, les chapelles dépendant de cette église et éparses à travers le ban, soit les chapelles de Belmont (St-Michel-sur-Meurthe), St-Remy, Nompatelize et La Bourgonce, ainsi qu'un cens de 32 deniers par chapelle ⁽³⁾ ; enfin le chevage de tous les hommes assujettis à l'abbaye St-Pierre d'Étival, qu'ils fussent domiciliés à l'intérieur du ban ou en dehors de ses limites ⁽⁴⁾.

(1) On voudra bien, pour l'intelligence des pages qui vont suivre, se reporter à la carte au 200 000^e, feuille Nancy, qui renferme toutes les possessions lorraines de l'abbaye. Pour une étude plus détaillée des possessions du ban d'Étival, voir la carte au 80 000^e, feuilles Lunéville et Epinal.

(2) « locum Stivagii, in quo fundata est abbatia [Stivagiensis]... Premonstratensi ordini et fratribus vestris ibidem Deo servientibus... benigne concessit (l'abbesse d'Andlau Mathilde) cum tertia parte banni Stivagii in terris, pratis... et tocius banni quorumlibet animalium pasturis... ».

(3) « Ecclesiam preterea Stivagiensem parrochiam cum omnibus pertinentiis suis, decimis, capellis et censibus earum, scilicet pro singula quaque secundum morem antiquum XXXII denarios Deodatensis monete : capellam de Belmont, capellam Burguntiae, capellam Norpardi ecclesiae, capellam de Sto Remigio... ».

(4) Le tiers du ban d'Étival est confirmé « cum censu capitali manentium infra vel extra l'annum hominum, videlicet duorum, mulieris vero unius denarii deodatensis ». Il s'agit des hommes qui payent un chevage et qui, domiciliés à l'intérieur ou en dehors des limites du ban d'Étival, sont rattachés pour l'administration à ce ban. Il y a des raisons de penser que l'abbaye d'Andlau avait également dans la même région, des hommes qui lui payaient le chevage ; sur cette question voir *infra*, p. 346 et 356.

La détermination des biens ainsi concédés, dans l'intérieur du ban d'Etival, aux religieux de Prémontré, pourrait paraître quelque peu bizarre, si l'exemple de deux autres abbayes vosgiennes proches d'Etival, celles de Moyenmoutier et de St-Dié, ne permettait de dégager les principes qui ont présidé à cette répartition. L'histoire du temporel de l'abbaye de St-Dié, transformée en chapitre au X^e siècle, pour retenir ce seul exemple, offre des points de comparaison fort instructifs à l'historien d'Etival⁽¹⁾. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'une abbaye anciennement possédée par un établissement religieux : l'abbesse d'Andlau exerce, au XII^e siècle, son *dominium* sur l'abbaye d'Etival tout comme l'évêque de Toul exerce le sien, au XI^e siècle, sur le chapitre de St-Dié. Le patrimoine de l'abbaye sujette est formé, à l'origine, d'un territoire très étendu, le ban d'Etival dans un cas, le val de Galilée dans l'autre ; ce territoire, qui englobe le siège de l'abbaye, s'étend sur un zone montagnieuse boisée, de colonisation lente et difficile⁽²⁾. De ce vaste territoire, l'abbaye sujette ne possède qu'une fraction, un tiers, cependant que la souveraineté sur les deux autres tiers reste aux mains du seigneur temporel de l'abbaye. Cette fraction des deux tiers sert à constituer à l'avoué, le duc de Lorraine dans l'un et l'autre cas, un fief que celui-ci rétrocède, avec certains des profits de l'avouerie, à des sous-avoués⁽³⁾. L'ensemble du ban se trouve ainsi divisé en un certain nombre de seigneuries, dont les unes relèvent de l'abbaye, les autres du duc ou de ses sous-avoués ; mais, dans toutes ces seigneuries, l'abbaye sujette est parvenue à se faire reconnaître, au moins théoriquement, la propriété des églises et des chapelles, ainsi que celle des terres

(1) Nous laissons de côté le cas de Moyenmoutier, qui demanderait une étude particulière et faisons état de l'exemple du chapitre de St-Dié, dont le patrimoine s'est formé dans des conditions qui ont été retracées plus haut (p. 272 et sq.).

(2) Sur l'étendue du val de Galilée, voir plus haut, p. 282. Le ban d'Etival affectait la forme d'un triangle de 10 kilomètres de base et de 14 kilomètres de hauteur ; il comprenait les communes actuelles d'Etival, de St-Remy, La Bourgonce, La Salle, Nompatelize, St-Michel-sur-Meurthe et Laneuveville-lès-Raon.

(3) L'origine des droits d'avouerie du duc de Lorraine sur l'abbaye d'Etival est inconnue, mais l'exercice de ces mêmes droits par le duc est indéniable. En 1243 Mathieu II projette de céder, par échange à Hugues, comte de Lunéville, l'avouerie de Moyenmoutier, St-Dié et Etival (Idoux, *A.S.E.V.*, 1913, p. 59) ; d'autre part, dans une charte de 1316 (Orig. V., XVII H. 19), le duc de Lorraine est formellement désigné comme avoué de l'abbaye d'Etival.

Le duc avait inféodé à des sous-avoués, en totalité ou en partie, les terres du ban d'Etival qui constituaient son fief d'avouerie ainsi que les produits de l'avouerie (amendes et tailles) ; il s'était réservé les profits de la haute justice, ainsi qu'il ressort d'une charte du duc Thiébaut II de 1311 (Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 172).

souvent étendues qui constituent leur dotation ⁽¹⁾. Enfin, l'établissement religieux qui a le *dominium* retient pendant quelque temps, avant d'en faire abandon à l'abbaye sujette, le chevage acquitté par les hommes de l'autel, que l'on cherche, comme les églises et chapelles à soustraire entièrement à l'action de l'avoué.

Etant donné que l'histoire du temporel de St-Dié se laisse suivre dans ses traits principaux à partir de la seconde moitié du X^e siècle, les analogies frappantes qu'on vient de relever entre les deux abbayes vosgiennes prouvent que la répartition des biens attribués aux religieux d'Etival dans le ban du même nom, telle qu'elle est définie par la bulle de 1147, ne constitue pas une innovation ; elle correspond à un état de choses ancien, antérieur en tout cas à la prise de possession de l'abbaye par l'ordre de Prémontré en 1146 ⁽²⁾. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que l'histoire du temporel d'Etival présente quelques traits qui lui sont propres. D'une manière générale, l'abbaye d'Andlau a maintenu ses droits sur l'abbaye d'Etival plus longtemps que ne l'a fait l'évêque de Toul pour St-Dié. Alors que celui-ci ne s'était réservé aucun domaine étendu à l'intérieur du val de Galilée et que, dès la fin du XI^e siècle, il avait restitué aux chanoines de St-Dié les dernières parcelles de leur patrimoine qu'il pouvait encore détenir ⁽³⁾, l'abbaye d'Andlau a conservé, jusqu'en plein XII^e siècle et au-delà, un certain nombre de biens sur la portion correspondant aux deux tiers du ban d'Etival. Les documents dont on dispose, pour le XII^e siècle, sont trop rares et trop incertains pour qu'on puisse déterminer, avec exactitude, la part attribuée, dans le ban d'Etival, à chacun des coseigneurs ; tout ce qu'on entrevoit, en faisant appel aux documents postérieurs ⁽⁴⁾, c'est

(1) Il semble que l'abbaye d'Etival ait dû renoncer à ce droit de propriété directe sur les terres qui constituaient la dotation des chapelles ; la bulle de 1147, en confirmant aux religieux l'église d'Etival et les chapelles en dépendant, ne fait aucune allusion à la dotation de ces dernières ; en revanche, elle fait état d'un cens de 32 deniers levé par l'abbaye sur chacune d'elles. Il faut probablement admettre que, dès une époque antérieure à 1147, l'abbaye avait dû abandonner à des seigneurs laïques la dotation des chapelles, moyennant un cens fixe de 32 deniers par chapelle.

(2) Il résulte, d'ailleurs, de la rédaction de la bulle de 1147, qu'Eugène III confirme aux religieux de Prémontré l'ensemble des biens anciennement possédés par l'abbaye d'Etival et non une part prélevée sur cette masse ; il ne semble pas, par suite, que ce patrimoine ait subi des remaniements profonds en 1146, au moment où les Prémontrés en prirent possession.

(3) Voir p. 285 et sq.

(4) Nous faisons allusion aux nombreuses chartes de la fin du XIII^e et du XIV^e siècles en vertu desquelles des sous-avoués du ban d'Etival abandonnent, au profit de l'abbaye, une partie de leurs biens ou de leurs droits. Ces chartes nous ont été conservées par le Cartulaire d'Etival, elles ont été analysées et commentées par l'abbé

que les domaines laissés à l'abbaye d'Etival s'étendaient sur le territoire des communes actuelles d'Etival et de St-Michel-sur-Meurthe ⁽¹⁾ et que les fiefs des sous-avoués se situaient à St-Remy et La Bourgonce ⁽²⁾. Quant aux biens réservés à l'abbaye d'Andlau, il semble qu'ils se soient trouvés enclavés dans les domaines de l'abbaye d'Etival et dans ceux des sous-avoués. Parmi ces biens, une partie était soumise à une exploitation de type domanial ⁽³⁾, une autre partie, inféodée à des seigneurs locaux, était venue grossir les fiefs que ceux-ci tenaient en qualité de sous-avoués ⁽⁴⁾. Enfin, si l'on tient compte des réclamations dont les faux fabriqués à Etival nous apportent l'écho, il apparaît comme très vraisemblable que l'abbaye d'Andlau s'était réservé également le chevage de tous les hommes qui, domiciliés dans le ban d'Etival ou dans ses environs immédiats, étaient ses sujets directs, les Prémontrés ne percevant le chevage que sur les hommes assujettis à l'autel St-Pierre d'Etival ⁽⁵⁾.

Idoux, qui, dans l'article cité précédemment, a retracé les efforts poursuivis par les abbés d'Etival pour évincer peu à peu les sous-avoués du ban (Idoux, *A. S. E. V.*, 1913, p. 42-69).

(1) Ceci résulte, en particulier, de la rédaction des chartes véridiques qui ont servi à fabriquer les faux et dont il sera question plus loin ; on voit que les domaines d'Etival étaient situés à proximité immédiate de l'abbaye, au Ménil (comm. d'Etival) et à Bréhimont (comm. St-Michel-sur-Meurthe).

(2) A en juger par l'étude de l'abbé Idoux (voir p. 345, n. 4), il semble que deux familles au moins exerçaient, dans le ban d'Etival, des droits de sous-avouerie qu'elles tenaient en fief ou en arrière-fief du duc de Lorraine : la famille des « voués » de La Bourgonce et la famille des sires de St-Remy. Il existait d'autres sous-avoués, mais les chartes ne permettent pas de localiser leurs fiefs avec précision.

(3) Les revenus que l'abbesse d'Andlau tirait de cette exploitation furent cédés à l'abbaye d'Etival moyennant un cens annuel en 1182-1212, ainsi qu'on l'exposera plus loin. Auparavant la même abbesse avait donné aux religieux d'Etival quatre prés seigneuriaux (*brolia*) dans le ban d'Etival et leur avait reconnu le droit d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les terres cultivées par ses tenanciers. Cette double concession est rappelée dans le faux diplôme de Frédéric I^{er} de 1177, dont la rédaction remonte, ainsi qu'on le montrera plus loin, aux toutes dernières années du XII^e siècle.

(4) En janvier 1292 (n. s.), Mathieu de Coussey, sire de St-Remy, donne à l'abbaye d'Etival tous ses biens à La Fosse, au Ménil, au Vivier et à Deyfosse (tous ces hameaux sur le territoire de l'actuelle commune d'Etival). La même année, l'abbesse d'Andlau, Cunégonde, confirme cette donation, les biens cédés par Mathieu de Coussey étant tenus en fief du sire de Charmes, qui les tenait lui-même en fief de l'abbaye d'Andlau (Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 88 et 93). Nous voyons dans ces biens, tenus en arrière-fief de l'abbaye d'Andlau, une part des domaines conservés par cette abbaye sur les deux tiers du ban.

(5) On verra plus loin que l'abbaye d'Andlau semble avoir abandonné à Etival ce droit de chevage, en même temps qu'elle lui acensait l'ensemble de ses revenus sur le ban d'Etival, soit en 1182-1212.

Nous venons d'étudier, avec quelque détail, les biens cédés aux Prémontrés dans le ban d'Étival ; on sait que ceux-ci reçurent également en 1146 un certain nombre de possessions sises, les unes en Alsace, les autres dans la plaine lorraine. Nous pouvons passer sous silence les premières ; en revanche, il nous faut dire un mot des secondes, puisqu'elles comprennent la *curia* de Doncières, dont le censier est l'objet propre de cette étude. Les biens du groupe lorrain, qui sont confirmés aux religieux d'Étival par la bulle de 1147, peuvent se classer d'après leur situation géographique en trois sous-groupes : l'un, dans la région de Blâmont-Badonviller, comprenait des alleux à Montreux, Nonhigny, *Juncherei* ⁽¹⁾, Gondrexon et Pexonne, ainsi que l'église paroissiale de Montreux et une chapelle à Nonhigny ; le sous-groupe de la région de Rambervillers se réduisait à la *curia* de Doncières avec l'église de cette paroisse et la chapelle de Xafféwillers ; enfin, dans le sous-groupe de la région de Bayon, figuraient des alleux à Einvaux, Sabiéme ⁽²⁾, Sandronviller ⁽³⁾, Froville et Haigneville, ainsi que quelques cens de faible montant à Borville et Bassompont ⁽⁴⁾. Sur l'origine de ces différentes possessions, nous en sommes réduits à de simples hypothèses : il est possible qu'il s'agisse là d'anciennes possessions d'Étival, qui, retenues par l'abbaye d'Andlau durant quelque temps, n'auraient été restituées qu'à la longue, et par morceaux, à leur propriétaire primitif. Il est également possible que plusieurs de ces domaines lorrains représentent des débris du patrimoine de l'abbaye de Bonmoutier, tombée comme celle d'Étival, au IX^e siècle, sous le *dominium* de l'abbaye d'Andlau ⁽⁵⁾. Que l'abbaye d'Andlau n'ait pas, en tout cas, concédé aux religieux d'Étival, en 1146, l'ensemble des droits dont elle pouvait disposer sur les alleux de la plaine lorraine, c'est ce que l'étude des faux fabriqués, vers le milieu du XII^e siècle, à Étival, nous apprendra dans un instant. Le patrimoine d'Étival ainsi constitué ne devait pas subir, dans le demi-siècle qui suit 1146, de modifications profondes, réserve faite, bien entendu, de quelques acquisitions réalisées par les moines ; c'est

(1) Nous n'avons pu identifier cette localité qui, à en juger par le mode de groupement des biens adopté par le rédacteur de la bulle, devait appartenir au groupe Blâmont-Badonviller. L'abbé Idoux (*A. S. E. V.*, 1913, p. 33, n. 1) croit même pouvoir préciser que *Juncherei* se trouvait à proximité de Cirey-sur-Vezouse.

(2) Sabiéme, comm. Loromontzey.

(3) Sandronviller, comm. Tonnoy.

(4) Bassompont, comm. Rozelieures.

(5) Cette hypothèse fort ingénieuse a été présentée par l'abbé Idoux (*A.S.E.V.*, 1913, p. 33, n. 1) ; selon cet auteur, les domaines du groupe Blâmont-Badonviller représenteraient des débris de l'ancien patrimoine de l'abbaye de Bonmoutier, qui avait son siège précisément dans cette région.

du moins ce qu'on peut déduire du texte de la bulle de Lucius III de 1182, qui confirme à nouveau à l'abbaye d'Etival ses droits temporels et privilèges spirituels ⁽¹⁾. Cette bulle, dont la rédaction s'inspire de celle de 1147, n'apporte à celle-ci qu'un complément important ; elle définit, en termes précis, la sujétion de l'abbaye d'Etival à l'égard de l'abbesse d'Andlau ; ce faisant, elle reprend à son compte, en les confirmant, les clauses d'une charte de l'abbesse d'Andlau Hadwide datée de 1172 ⁽²⁾.

À la lumière des bulles de 1147 et de 1182, il est possible d'entreprendre l'étude critique des actes faux sortis au XII^e siècle de l'officine des religieux d'Etival, de les dater et d'en déterminer les tendances. Laissant de côté, pour l'instant, le double faux de 1114-1140, ne nous occupons que des diplômes de 884, 963 et 1177. La fausseté de ces trois actes a été soupçonnée par les érudits modernes qui en ont procuré l'édition ou l'analyse ⁽³⁾ ; les anomalies et anachronismes qu'ils renferment ne pouvaient échapper à leur attention ; mais, faute de connaître les pseudo-originaux des trois faux, les mêmes érudits, peu familiarisés d'ailleurs avec l'histoire d'Etival, se sont contentés d'une critique superficielle. Or, il suffit d'examiner les originaux des diplômes de 963 et de 1177, conservés aujourd'hui dans les archives communales de St-Dié, pour se convaincre qu'ils sont l'œuvre de deux faussaires différents qui appartiennent, le premier à la seconde moitié du XII^e siècle, le second aux toutes dernières années du XII^e ou aux premières années du XIII^e siècle. L'original du diplôme de 884 ne nous est pas parvenu, mais les renseignements que fournit à son sujet Gravier, dans son *Histoire de St-Dié*, sont assez précis pour qu'on puisse attribuer également au XII^e siècle la fabrication de ce troisième document ⁽⁴⁾.

(1) ORIG. Arch. commun. de St-Dié (non coté). — Cette bulle, qui ne paraît pas avoir été publiée, ne figure pas dans Jaffé-Lœwenfeld ; elle est datée du « XI kal. februarii, indictione XV, incarnationis dominice anno MCLXXXI, pontificatus vero domni Lucii papæ III anno I ».

Il existe, de cette bulle, une rédaction très fortement remaniée, qui n'est plus connue que par des copies, en particulier par celle qui est transcrite au Cartulaire, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 58.

(2) Cop. Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 23. — EDIT Schöpflin, *Alsatia diplomatica*, I, p. 259 (édition partielle).

Il existe, de cette charte de 1172, une rédaction fortement remaniée, qui date de l'extrême fin du XII^e siècle et dont l'original a été conservé (V., XVII H. 1) ; on en trouvera le texte intégral dans Würdtwein, *Nova subsidia diplomatica*, X, p. 45.

(3) Pour le diplôme de Richarde de 884, voir B. M. 1681a (1637a), qui estime que le diplôme est « überarbeitet ». — Sur le diplôme d'Otton I^{er}, de 963, voir les remarques de Sickel en tête de son édition des *DD. O¹*, n° 443. — Stumpf 4293 range le diplôme de Frédéric I^{er} de 1177 parmi les diplômes suspects, sans indiquer ses raisons.

(4) Gravier, *Histoire de St-Dié*, p. 340, n. 8.

Si ces trois diplômes, sous leur forme actuelle, sont des faux certains, il reste pourtant qu'ils reposent en partie sur des documents véridiques. Le faux diplôme de Richarde a dû prendre pour modèle un diplôme de cette impératrice daté du 1^{er} mai 884, dont le faussaire a reproduit le protocole initial et final ⁽¹⁾ ; à la place du dispositif qui, à en juger par quelques bribes de la rédaction primitive, devait, sous sa forme originale, subordonner l'abbaye d'Etival à celle d'Andlau, le faussaire a maladroitement inséré la liste des biens dont les chanoines d'Etival sont censés recevoir la propriété exclusive ⁽²⁾.

Le diplôme d'Otton I^{er}, du 2 juin 963, juxtapose les données de deux documents différents : la liste des biens qui sont confirmés, dans les limites du ban d'Etival, aux chanoines, a été empruntée à une charte expédiée dans la seconde moitié du X^e siècle au nom de l'abbesse d'Andlau Uthica ⁽³⁾ ; quant aux autres domaines, la nomenclature a dû en être fournie au faussaire par une charte de confirmation posté-

(1) Sur cet emprunt et sur la date du diplôme véridique, voir Mühlbacher, *Die Urkunden Karls III.*; *Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Classe der Kaiserl. [Wiener] Akademie*, XCII (1878), p. 383, n. 5.

(2) « Noverit quia nos... quoddam monasterium a Carolo conjuge meo Romano-
rum Imperatore nobis traditum in honore beati Petri... cum omnibus juste et legi-
time ad hoc idem pertinentibus. videlicet ecclesiam beatæ Mariæ (suit l'énumération
du patrimoine d'Etival). ... Haec omnia ego Recardis ... B. Petro et ecclesiæ Stiva-
giensi... tradimus atque donamus... » La formule de notification jusqu'à « perti-
nentibus » est empruntée au diplôme véridique, mais la phrase est brusquement inter-
rompue pour insérer l'énumération des biens constituant le patrimoine d'Etival et
sa concession aux religieux de cette abbaye.

(3) D'après l'exposé du diplôme, celui-ci aurait été expédié à la requête de
l'abbesse Uthica ; d'autre part, on trouve mentionnées, parmi les témoins, plusieurs
religieuses d'Andlau ; cette double remarque autorise à penser que le faussaire a utilisé
une charte de l'abbesse Uthica. Les dates attribuées à l'abbatiat d'Uthica par le plus
récent des historiens d'Andlau (Bécourt, *Andlau, Son abbaye, Son hôpital, Ses bien-
faiteurs*, p. 85) sont tout-à-fait conventionnelles ; il reste pourtant établi que cette
abbesse appartient bien au X^e siècle. Si le faussaire a mis au compte d'Otton I^{er} le
faux diplôme rédigé par ses soins, c'est apparemment que la charte d'Uthica, qu'il
a eue entre les mains, était datée d'après les années de règne de ce souverain. La charte
d'Uthica devait confirmer aux chanoines, dans le ban d'Etival, les biens suivants :
« in eodem loco ubi prescriptum monasterium est conscriptum (sic) mansos LX... , in
loco Stivagii ecclesiam in honore Ste Marie... , in loco qui dicitur Bellus Mons capellam
Sti Michaelis... et XXV mansos in eodem monte ad luminare Ste Marie spectantes... ,
capellam S. Remigii... et XXXII mansos in eodem atrio manentes. » La répartition
des biens affectés aux religieux paraît différente de ce qu'elle sera plus tard ; ces biens
paraissent groupés autour de l'abbaye, à Etival même, où le diplôme leur confirme
60 manses ; d'autre part, la colonisation du ban d'Etival étant encore peu avancée,
il n'existe que deux chapelles, l'une à St-Michel (*Bellus Mons*), l'autre à St-Remy,
qui sont, l'une et l'autre, richement dotées.

rière, qui ne doit pas remonter au-delà du XI^e siècle ⁽¹⁾. Le dernier diplôme, celui de Frédéric I^{er}, utilise le formulaire du faux diplôme d'Henri V, de 1114, et il exploite largement une forme remaniée et interpolée de la bulle de Lucius III, de 1182 ⁽²⁾ ; d'ailleurs, par suite d'une bévue extraordinaire, le faussaire qui a attribué au diplôme fabriqué par ses soins la date du 11 octobre 1177, n'a pas craint de citer, parmi les privilèges concédés à l'abbaye d'Etival, cette même bulle de Lucius III, bien qu'elle soit postérieure de cinq ans au prétendu diplôme ⁽³⁾.

Quels que soient les documents divers utilisés pour la fabrication des trois diplômes, ceux-ci poursuivent visiblement le même but : garantir aux religieux d'Etival certains biens et certains droits, dont il n'est fait aucune mention dans les bulles de 1147 et de 1182 et qui, selon toute vraisemblance, leur étaient contestés en totalité ou en partie. Les faux prennent soin, en premier lieu, à l'exception toutefois du diplôme de 963, de fixer, au moyen de quelques points de repère, les limites du ban d'Etival, ceci dans le but de consolider ou d'étendre les droits de l'abbaye sur les forêts de la zone frontrière, en particulier dans la direction du ban de Moyennoutier ⁽⁴⁾. En second lieu, si les trois

⁽¹⁾ Les biens de Lorraine inscrits dans cette charte devaient être les suivants : « Sendronisvilla... alodium Sabertiorti cum mancipiis... et alodium d'Envas cum ecclesia Sti Apri et omni decimatione cum duabus silvis, et mancipiis... et alodium de Donceres cum ecclesia Sti Cyriaci et decimatione et capella sibi subjecta de Saffeviller... et ecclesiam Ste Marie de Mostirul cum decimatione de Cretumvile (non identifié) et alodium de Juncheres (*sic*) cum mancipiis ».

Il est évident que les formes de la plupart des localités citées dans ce passage ne peuvent convenir au X^e siècle ; c'est le cas, en particulier, pour *Sabertiortus*. Cette localité porte aujourd'hui le nom de Sabiéme (anciennement Sabiémeix), nom qui dérive de *Sabertimansus*. La forme *Sabertiortus* est une relatinisation de la forme romane qui n'a pu être imaginée qu'à l'époque où le mot du langage courant *meis* désignait non plus l'ancien manse, mais seulement le jardin (*ortus*) avoisinant la maison ; une telle transformation ne paraît pas antérieure au XI^e siècle.

⁽²⁾ Sur cette forme remaniée de la bulle de 1182, voir p. 348, n. 1.

⁽³⁾ Il s'agit des privilèges pontificaux et épiscopaux qui auraient concédé aux religieux d'Etival une juridiction très étendue sur les paroisses d'Etival et de Montreux et auxquels le diplôme fait allusion en ces termes : « ... regimenque animarum tam clericorum quam laycorum supradictarum parrochiarum, quod bone memorie pape Eugenius (Eugène III) atque Lucius (Lucius III), Tullenses quoque episcopi... eidem Stivagiensi ecclesie perpetualiter dederunt... ».

⁽⁴⁾ Sur ces limites, voir l'article de G. Save, *Le diplôme de l'impératrice Richarde à Etival en 886* ; *A.S.E.V.*, 1894, p. 529-547 et plus spécialement les p. 543 et sq.

La frontière du ban d'Etival commençait au sud-est à La Chenale sur la Meurthe, à deux kilomètres au nord-ouest de St-Dié ; elle se dirigeait ensuite vers l'ouest pour atteindre la ferme de Mon Repos, à 4 kilomètres au sud-ouest de La Bourgonce ; de là, elle tournait à angle droit vers le nord, passait au col de la Chipotte, à 7 kilomètres

diplômes reconnaissent aux religieux le tiers du ban d'Etival dans les termes mêmes dont se servent les actes véridiques de 1147 et 1182, ils leur concèdent ou leur confirment, en outre, à travers ce même ban, un ensemble de terres, dont ils déterminent les contours avec précision. Il est à peu près impossible de localiser aujourd'hui avec certitude ces différentes pièces de terre, dont la contenance devait varier beaucoup selon les cas, certaines se réduisant à des champs de quelques *jugera*, d'autres paraissant couvrir une assez vaste superficie. Tout ce qu'on entrevoit, à travers les différents noms de lieux-dits, d'identification très incertaine ⁽¹⁾, c'est qu'il faut probablement chercher les terres en question sur le territoire des communes actuelles d'Etival et de St-Michel-sur-Meurthe, dans la région même où s'étendaient les domaines affectés aux religieux. Si les faussaires du XII^e siècle prennent la peine de donner de ces terres une description minutieuse, s'ils s'ingénient à prouver qu'elles sont la propriété des religieux, tout comme le tiers du ban dont ils les distinguent très nettement ⁽²⁾, c'est qu'il s'agit là de biens qui étaient une source de conflits entre Etival et les seigneurs voisins et qui se trouvaient en dehors ou sur les limites des territoires constituant, de tradition, le patrimoine de l'abbaye. Sur le véritable caractère de ces terres contestées, une interpolation, introduite dans une rédaction remaniée d'une charte de l'abbesse d'Andlau Hadwide, datée de 1172, apporte un renseignement précieux.

à l'ouest d'Etival, et suivait le cours du Grand Ru, ruisseau qui se jette dans la Meurthe à 1 kilomètre au nord-ouest de Laneuveville-lès-Raon. A l'est, la Meurthe marquait, d'une manière générale, la frontière du ban, mais les faussaires rattachent également au ban d'Etival le bois des Espasses qui, à hauteur d'Etival, forme une avancée au-delà de la Meurthe vers l'est et s'étend jusqu'à la fontaine du Jourdain, au pied de la hauteur de Himbaumont. La possession de ce bois devait donner lieu à de multiples conflits entre les abbayes d'Etival et de Moyenmoutier ; le plus anciennement connu fut réglé par un accord amiable entre les deux abbayes en 1172-76 (sur cet accord voir Jérôme *L'abbaye de Moyenmoutier*, p. 301).

(1) Save, dans l'article cité à la note précédente, a cherché à identifier les différents noms de lieux-dits qui jalonnent les limites de ces différentes pièces de terre. Les conclusions auxquelles il aboutit sont très contestables ; il n'a tenu compte que du diplôme de Richarde, dont l'original ne nous est pas parvenu et a négligé les autres diplômes, dont l'original permet de restituer avec certitude la forme des noms de lieux à identifier.

(2) Après avoir énuméré les différents biens de l'abbaye dans le ban d'Etival, les diplômes de 884 et de 963 confirment le tiers du ban par la formule : « preter haec omnia (ou insuper) tertiam partem banni Stivagiensis ». — Quant au diplôme de 1177, il commence par confirmer le tiers du ban, puis il énumère les pièces de terre qui font partie, dit-il, « de propria possessione ejusdem ecclesie que frarosa causa dicitur ». Les mots « frarosa causa » sont probablement la traduction latine des termes romans qui, de tradition, désignaient la part affectée aux « frères » (chanoines) dans le ban.

En attribuant aux religieux dans le tiers du ban les *redditus manipulares*, c'est-à-dire le gerbage ou cens acquitté au prorata de la récolte par les terres récemment défrichées ⁽¹⁾, cette interpolation autorise à mettre les terres en question en relation avec l'œuvre de colonisation qui a dû se poursuivre, durant le XII^e siècle, dans la région vosgienne. Que des hommes, sujets de l'abbaye d'Andlau ou des sous-avoués, aient opéré des défrichements dans les limites mal définies des territoires relevant de l'abbaye d'Etival ; que des hommes de cette abbaye aient poussé leur charrue en dehors de ces mêmes limites, il n'en fallait pas davantage pour donner lieu à un conflit, puisque le seigneur de la terre et le seigneur de l'homme prétendaient, l'un et l'autre, percevoir intégralement le gerbage ⁽²⁾. D'autre part, il est d'autres articles introduits dans les faux qui sont certainement dirigés contre l'avoué ou les sous-avoués du ban ; ce sont ceux qui rattachent, à la dotation de l'église paroissiale Ste-Marie, certaines pièces de terre ⁽³⁾. Il ressort, en effet, d'un passage du faux diplôme de Frédéric I^{er} de 1177 que l'abbaye d'Etival, appliquant un principe constamment invoqué par les abbayes lorraines du XII^e siècle, déniait aux avoués tout droit sur les biens de cette catégorie et qu'elle leur refusait, en particulier, toute

(1) Sur cette rédaction remaniée qui date de la fin du XII^e siècle, voir plus haut p. 348, n. 2. Dans cette charte, l'abbesse Hadwide, voulant fixer les obligations de l'abbé d'Etival vis-à-vis d'Andlau, commence par confirmer aux Prémontrés l'abbaye d'Etival avec le tiers du ban dans les termes suivants : « concedimus et confirmamus ordini Premonstratensi investituram ecclesie Stiviagensis cum tercia parte ipsius banni in terris et censibus et manipularibus redditibus earum, pratis censibus et redditibus eorum, aquis et piscationibus earum, silvis et venationibus earum, pasnagiis, aucupationibus et forestationibus ipsarum et omnium rerum quas sol irradiat, ventus ventilat in eodem banno et tocius ejusdem banni quorumlibet animalium pasturis... »

Il suffit de comparer les deux rédactions pour s'apercevoir que les passages, imprimés par nous en italique sont des interpolations de la rédaction remaniée.

Il est probable que la formule *redditus eorum* appliquée aux prés fait allusion à la redevance acquittée par les prés gagnés sur les friches ou sur la forêt, les *census* étant le cens coutumier perçu sur les prés d'exploitation ancienne. Parmi les biens contestés, il y avait donc, non seulement des terres à céréales, mais aussi quelques prés.

(2) Le principe territorial, selon lequel c'est le seigneur de la terre qui perçoit le gerbage, finira par triompher, au XIII^e siècle seulement ; au XII^e siècle, un article du censier de Bouzanville (voir *infra*, p. 418) réserve au seigneur, sur toute terre, défrichée par un de ses hommes, le droit de gerbage au taux du dixième.

(3) Ainsi, dans le diplôme de 963, Otton I^{er} est censé confirmer : « et totam terram a Hilduidisvado (gué d'emplacement incertain sur la Meurthe) usque ad Grandervivum (voir plus haut, p. 350, n. 4) et a via qua itur Thyadiville (*sic*) (la vieille route d'Etival à Thiaville, qui suit le cours de la Meurthe à quelque distance de la rivière) pertinet ad luminare Ste Marie ». Au lieu de cette expression on trouve, dans d'autres diplômes, « dos Ste Marie ».

part dans l'amende qui frappait les tenanciers négligents, lorsque les terres frappées du ban appartenaient à la *dos Ste Marie* ⁽¹⁾. Enfin, il est certaines revendications qui concernent les domaines lorrains étrangers au ban d'Etival ; c'est ainsi que les faux reconnaissent aux religieux, dans toute l'étendue de la Lorraine, le droit de percevoir le chevage, non seulement sur les sujets de l'abbaye d'Etival, mais encore sur les sujets de l'abbaye d'Andlau ⁽²⁾ ; de plus ils leur concèdent ou leur confirment les alleux lorrains *cum justitia banni* ⁽³⁾, ce qui laisse supposer que sur ces alleux, le droit de ban était aux mains d'un seigneur autre que l'abbaye d'Etival.

Le diplôme de 1114 et la bulle de 1140, auxquels il nous faut maintenant revenir, s'apparentent très étroitement aux trois faux diplômes dont nous venons d'esquisser la critique. Etant donné que ces deux actes ont été fabriqués selon des procédés identiques et qu'ils présentent le même dispositif, on peut les considérer comme l'œuvre d'un seul et unique faussaire ; celui-ci s'est inspiré, pour le protocole, des actes similaires conservés aux archives de Moyenmoutier ; quant au dispositif, il a dû l'emprunter, en partie, à un acte de confirmation qui ne

⁽¹⁾ Le diplôme de 1177 (*A*¹) confirme aux religieux : « *ecclesiam Stivagiensem parochialem cum omnibus justitiis et pertinentiis suis, decimis et gerbis avenaticis Ste Marie et gerbis siligineis pro crusagii jure, capellis et censibus earum...* » ; le diplôme de 1178 (*A*²) donne exactement le même texte et se contente de substituer *manipulis* à *gerbis*. Le diplôme, dans ce passage, reproduit la rédaction de la bulle de 1147, à l'exception des passages en italique qui lui sont propres. Les *justitiae* sont les droits de justice de toute sorte, à la perception desquels pouvaient donner lieu les terres de l'église paroissiale d'Etival ; ou peut-être plus simplement les cens de toute nature acquittés par ces mêmes terres (sur ce sens du mot *justitiae*, voir p. 485, n. 2). Quant au *jus crusagii*, il faut rapprocher cette expression, que nous avons rencontrée seulement dans le texte indiqué, du droit de *croisement* des XIII^e et XIV^e siècles ; c'est le droit, pour le seigneur, de mettre en ban la terre qui n'a pas acquitté le cens coutumier. A partir du moment où la tenure est ainsi « *croisée* », le tenancier défaillant ne peut rentrer en possession de sa tenure qu'après avoir acquitté une amende. D'après le passage du diplôme de Frédéric I^{er}, on voit que l'amende se payait à Etival, au XII^e siècle, en gerbes de céréales.

⁽²⁾ Diplôme de 963 : « *insuper tertiam partem banni Stivagiensis... decimationem quoque totius banni... cum censu capitali hominum manentium per totam Lothoringiam tam hominum Eleonismonasterii quam Stivagiensis spectantium* ». Le diplôme de 1177 ne fait plus valoir cette revendication ; sur la rédaction de cet article dans le diplôme de 884, voir la note suivante.

⁽³⁾ La rédaction du diplôme de 963 est du type suivant : « *Alodium d'Envas cum ecclesia Sti Apri et omni decimatione cum duabus silvis et mancipiis et justitia banni* ». Le diplôme de 884 unit étroitement les deux revendications concernant le chevage et le ban et confirme : « *alodium de Henvas cum justitia banni et censu capitali hominum* ».

doit pas remonter au-delà du début du XII^e siècle ⁽¹⁾. Dans la liste des biens qui lui était ainsi fournie, le faussaire a introduit les revendications dont font état les trois diplômes de 884, 963 et 1177 ⁽²⁾ ; réserve faite du censier de Doncières qui lui est propre et de quelques particularités dont il sera question dans un instant, le double faux de 1114-1140 donne, du patrimoine d'Etival, un tableau qui concorde, dans ses grandes lignes, avec celui que présentent les trois autres faux. Pourtant, en dépit de ces analogies incontestables, il serait inexact de voir, dans cet ensemble de faux, l'œuvre d'un seul faussaire. Déjà, l'examen des originaux des diplômes de 963 et de 1177 nous a permis de conclure à l'activité de deux faussaires distincts. De plus, à en juger par les divergences qu'on relève dans les revendications de l'abbaye d'Etival, il apparaît que les faux n'ont pas été fabriqués en bloc à la même date ; d'un acte à l'autre des articles nouveaux apparaissent, les limites des pièces de terre contestées se précisent, une discrimination s'établit au profit des biens constituant la dotation de l'église paroissiale, toutes innovations qui sont fidèlement reproduites par les actes subséquents. Tenant compte de ce principe de classement, on rangera les faux dans l'ordre chronologique suivant : double faux de 1114-1140, qui ne donne ni les limites du ban d'Etival, ni celles des pièces de terre contestées ; diplôme de 963, qui, le premier, fournit ces indications en même temps qu'il rattache certains biens à la *dos Ste Marie* ⁽³⁾ ; diplôme de 884, qui, pour la pre-

(1) Cette charte, qui est à la base du double faux, est certainement plus récente que les chartes qui ont inspiré le faux diplôme de 963 ; dans le ban d'Etival, elle confirme quatre chapelles (au lieu des deux chapelles de la charte d'Uthica), dont la dotation est uniformément de 15 manses ; dans la plaine lorraine, elle mentionne les biens et revenus de Froville, Borville, Bassompont et Haigneville, qui paraissent ici pour la première fois et qui se retrouvent dans la bulle de 1147. D'ailleurs, le faussaire qui a fabriqué le diplôme de 1114 et la bulle de 1140 a dû prendre, pour base de son travail, un acte de confirmation à peu près contemporain des deux documents supposés.

(2) Le double faux confirme aux religieux : « Eandem villam (Etival) ipsius monasterii cum aliis villis subjectis sibi, videlicet Brehemont (Bréhimont, comm. St-Michel-sur-Meurthe) cum tota terra de La Cavere usque Bellum Montem (St-Michel)... et XV mansos apud Masnile (Le Ménil, comm. Etival) cum tota terra de Lastigie usque ad Fossehe (La Fosse, comm. Etival ?), cum alio predio a Hilliduisvado usque ad Grandirivum cum piscatione ipsius rivi (voir p. 350, n. 4), cum tota silva que vocatur Espasses (voir p. 350, n. 4) et piscationem a Fracta Petra usque ad Hilliduisvadum et insuper tertiam partem ipsius banni tam in terris quam in pratis... et totius banni... cum censu capitali hominum manentium in tota Lotharingia tam hominum Eleonismonasterii quam Stivagii pertinentium... »

Les alleux de la plaine lorraine sont confirmés *cum justitia banni*, à l'exception de celui de Doncières, pour lequel le faussaire s'est contenté de réclamer l'exercice des droits domaniaux inscrits au censier, sans revendiquer le droit de ban.

(3) Comparer le texte cité p. 352, n. 3 avec la forme que ce même texte revêt dans le double faux de 1114-1140 (p. 354, n. 2).

mière fois, fait remonter à l'impératrice Richarde la constitution du patrimoine de l'abbaye d'Etival et place sous sa sauvegarde les revendications des religieux ; enfin diplôme de 1177, avec lequel on atteint le tournant des XII^e et XIII^e siècles, ainsi que le prouve l'examen du pseudo-original. Quand ce dernier faux fut composé, la situation, dans le ban d'Etival, s'était simplifiée du fait que, entre 1182 et 1212, l'abbaye d'Andlau avait cédé à [l']abbaye d'Etival, moyennant un cens annuel, l'ensemble des revenus qu'elle avait continué à percevoir jusqu'à cette date dans ce même ban ⁽¹⁾.

Au total, les documents faux qui viennent d'être étudiés se répartissent en deux catégories, qui sont l'œuvre de deux faussaires ou de deux groupes de faussaires différents. Le double faux de 1114—1140, les diplômes de 963 et de 884 appartiennent à la première catégorie et sont antérieurs à 1172, date à laquelle on relève, pour la première fois dans une charte véridique, une allusion à la légende de la donation faite aux chanoines d'Etival par l'impératrice Richarde, légende qui a sa source dans le faux diplôme de 884 ⁽²⁾. Comme le plus ancien de ces actes utilise la bulle d'Innocent II de 1140 pour Moyenmoutier, c'est entre 1140 et 1172 qu'a été composée cette première catégorie de faux ⁽³⁾. La seconde catégorie comprend la bulle remaniée de Lucius III et le diplôme de Frédéric I^{er} de 1177 ; ces deux actes, dont le premier a inspiré le second, sont probablement l'œuvre d'un même faussaire, dont l'activité se placerait au tournant des XII^e et XIII^e siècles. Ils donnent un tableau très détaillé du patrimoine d'Etival, en tenant compte des acquisitions réalisées depuis 1147 et font état de la con-

⁽¹⁾ Cette charte, qui est transcrite au Cartulaire d'Etival, Bibl. munic. de Nancy, Ms 1007, p. 26, a été éditée, entre autres, par Würdtwein, *Nova subsidia diplomatica*, X, p. 57. Copie et éditions donnent un texte également mutilé ; la fin de la charte, en particulier la datation, fait défaut. La charte est postérieure à 1182, puisque la bulle de Lucius III de cette année ne fait pas état de la convention promulguée par la charte, et antérieure à 1212, date de la mort d'Albert de Dagsbourg, qui paraît dans la charte en sa qualité d'avoué de l'abbaye d'Andlau.

Par cette charte, l'abbesse Hadwide concède à l'abbaye d'Etival, moyennant un cens annuel de 40 sous strasbourgeois : « *censura investituram Stivagiensis banni* », c'est-à-dire qu'elle lui abandonne l'ensemble des cens qu'elle percevait jusqu'alors dans le ban d'Etival. Cette interprétation du mot *censura* est justifiée par le diplôme de Frédéric I^{er} de 1177 qui, par un anachronisme singulier, fait état de la convention de 1182—1212 et traduit « *censura investituram* » par « *censualis redditus investituram* ».

⁽²⁾ Cette mention se rencontre dans la rédaction véridique de la charte de 1172, qui règle les obligations d'Etival à l'égard d'Andlau (cf. p. 348, n. 2).

⁽³⁾ Il est même fort probable, comme les faux reproduisent fidèlement plusieurs articles de la bulle de 1147, que leur date de fabrication est postérieure à 1147.

cession, par l'abbaye d'Andlau aux religieux d'Etival, de l'ensemble de ses revenus dans le ban d'Etival. S'ils insistent tous deux sur les limites du ban d'Etival et sur les pièces de terre récemment défrichées, ce qui les apparente aux faux du premier groupe, ils ont renoncé à certaines revendications antérieures ; ils ne confirment à l'abbaye ni la *justitia banni* sur les alleux du plateau lorrain, ni le droit de percevoir le chevage sur les hommes d'Andlau, dans l'étendue de toute la Lorraine ⁽¹⁾.

Etant admis que le censier de Doncières nous a été transmis par l'intermédiaire de deux actes faux, composés entre 1140 et 1172, il reste à en dater la rédaction de manière plus précise et à déterminer les raisons qui peuvent expliquer un mode de transmission aussi anormal. Au témoignage du censier ⁽²⁾, l'abbaye d'Etival possédait, à Doncières, une *curia*, c'est-à-dire une maison seigneuriale avec sa réserve ; de cette *curia* dépendaient un certain nombre de tenures à Doncières même, et quelques biens dans les localités voisines de Xafféwillers, Roville-aux-Chênes, Bazien et Nossoncourt ; de ces biens de caractère indéterminé, l'abbaye tirait un cens total de 5 sous, ainsi que l'indique le censier dans son article final, dont le texte nous a été probablement transmis sous une forme incorrecte. Des éléments constituant la réserve, c'est-à-dire la *curia* proprement dite, le censier ne souffle mot ; il dénombre seulement les tenures, soit au total 8 quartiers, 15 *orti* et 3 *sortes*.

(1) Ces deux actes se contentent de confirmer à l'abbaye d'Etival, le chevage « *hominum tam Andelacensis quam Stivagiensis ecclesie manentium infra vel extra bannum* », expression qui s'applique aux hommes rattachés au ban d'Etival seulement. On ne sait ce qu'il est advenu des hommes d'Andlau dispersés à travers la Lorraine ; peut-être sont-ils englobés par le rédacteur des deux faux parmi les « *manentes extra bannum* ». Il est probable que, au moment où furent rédigés les deux faux, Andlau avait abandonné, aux religieux d'Etival, le chevage qu'elle percevait sur ses sujets du ban ; les profits du chevage devaient, d'ailleurs, être compris dans la « *censura Stivagiensis banni* » concédée à l'abbaye d'Etival par l'abbesse Hadwide en 1182-1212.

(2) Sur les éditions des deux actes qui nous ont transmis le censier, voir p. 340, n. 2 et 3. — Une courte analyse du censier a été donnée par l'abbé Idoux, *A.S.E.V.*, 1913, p. 22.

Nous mettons sous les yeux du lecteur le texte, aussi correct que possible, du censier, « *Curiam de Donceres et ecclesiam cum capella sibi subjecta in honore Ste Marie et apud supradictam curiam pertinent VIII quarteria terre. Census minorum IIII quarteriorum XVI den. sunt et XII galline et singula horum IIII quarteriorum debent pro vectura et tritura III den. et III gerbas de ancingis et tempore secationis falcem. Census vero IIII majorum quarteriorum II solidi et VIII den. sunt et XII galline et singula horum debent pro vectura et tritura III den. et IIII gerbas de ancingis et tempore secationis et messis falcem. Et III sortes VI solidos debent. XV orti V solidos debent, XV gallinas et singule V ova et censuum apud Safleviller et Roville et Bezhin (?) et Nossencort V solidos debent* ».

En dépit de leur nombre peu élevé, les quartiers de Doncières se répartissent en deux groupes de régime différent ; dans l'un et l'autre groupe, les redevances sont indiquées globalement, tandis que, pour les services, le censier a recours à une évaluation de type individuel. Les deux catégories de quartiers portent respectivement le nom de *quarteria majora* et de *quarteria minora*, expressions qui font probablement allusion aux charges des quartiers plutôt qu'à leur contenance. D'un groupe à l'autre, d'ailleurs, les différences sont peu sensibles ; tout quartier doit 3 poules, 3 deniers comme taxe de substitution pour les corvées de charroi (*vectura*) et de battage (*tritura*) et un faucheur pour couper le foin ; mais, tandis que les 4 *minora quarteria* acquittent un cens de 4 deniers et 3 gerbes prélevées sur la récolte des ansanges, dont les tenanciers doivent assurer la culture, il est exigé, des 4 *majora quarteria*, 8 deniers, 4 gerbes et 1 faucheur au moment de la moisson. Les 15 *orti*, sur lesquels il est perçu, en tout et pour tout, 1 poule, 5 œufs et 4 deniers, sont des tenures de médiocre étendue, réduites à un jardin avec parfois une maison d'habitation, et qui proviennent, comme les *quarteria*, du fractionnement de manse⁽¹⁾. Quant aux trois *sortes*, qui doivent globalement 6 sous, à l'exception de toute autre redevance ou service, ce sont des tenures dont la mention ne se rencontre que deux fois dans les censiers qui font l'objet du présent travail⁽²⁾ et dont il est difficile de déterminer avec certitude la nature. Si le censier de Doncières distingue soigneusement les *quarteria* et les *sortes* qui, d'ailleurs, sont soumis à des charges de caractère différent, c'est qu'apparemment les *sortes* sont sans rapport de filiation avec le manse qui a donné naissance, par voie de démembrement, aux *quarteria* et aux *orti*. Comme, d'autre part, le mode d'évaluation adopté par le rédacteur du censier autorise à penser que les 6 sous, acquittés globalement par les 3 *sortes*, se répartissent également entre leurs tenanciers, à raison de deux sous pour chaque *sors*, comme enfin ce cens relativement élevé exclut toute autre redevance ou service, nous proposons de voir, dans les *sortes*, des exploitations assez étendues et d'une superficie à peu près constante, qui tireraient leur origine d'un travail de défrichement relativement récent⁽³⁾.

(1) Sur le rapport numérique entre les *quarteria*, les *orti* et le *mansus*, voir *infra* l'étude consacrée au censier n° 14.

(2) Dans le censier de Doncières et dans l'état des revenus du chapitre de St-Dié du XI^e siècle ; sur l'emploi du mot *sors* dans ce dernier document, voir p. 308.

(3) Rien n'indique que les *sortes* soient d'un seul tenant ; toutefois, comme dans l'état des revenus du chapitre de St-Dié chaque *sors* est désigné du nom de son tenancier, il est possible, mais non certain, que les terres constituant la *sors* soient groupées autour de la maison d'exploitation.

Ni le censier de Doncières, ni le contexte du double faux ne renferment la moindre indication sur la date de la rédaction de ce censier, ni sur les motifs de son insertion dans deux actes de confirmation fabriqués de toutes pièces ; force nous est donc de suppléer à ce silence en cherchant, dans l'histoire même du domaine de Doncières, les éléments d'une solution. La bulle d'Eugène III, de 1147, dont on sait l'importance capitale pour l'histoire du temporel de l'abbaye d'Etival, confirme aux religieux à Doncières l'église paroissiale avec la chapelle de Xafféwillers, ainsi qu'une *curia* avec l'alleu en dépendant⁽¹⁾. Que cet ensemble de biens ait appartenu aux religieux d'Etival, à une date antérieure à 1146, date à laquelle les Prémontrés furent mis en possession de l'abbaye St-Pierre, c'est ce qu'indique la bulle même de 1147, selon laquelle cette abbaye aurait possédé la *curia* de Doncières dès une époque ancienne. Quant à déterminer la date exacte de l'acquisition de cette *curia*, il faut y renoncer, en raison de la pénurie des documents dont nous disposons. Tout au plus peut-on remarquer que cette acquisition est antérieure à la charte du XI^e siècle qui est entrée dans la composition du faux diplôme d'Otton I^{er} de 963⁽²⁾, s'il est vrai que la *curia* de Doncières figurait bien dans cette charte, dont la date et le texte lui-même sont des plus incertains⁽³⁾.

Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, de la date d'acquisition de ce domaine, un fait est certain, c'est que l'abbaye d'Etival n'exerçait, au XII^e siècle, sur son alleu de Doncières, qu'une juridiction très restreinte ; en effet, la bulle de 1147, qui confirme à l'abbaye, parmi les possessions du plateau lorrain, les alleux de Sandronviller et d'Einviaux *cum banno*, se garde bien d'employer pareille expression pour les autres alleux de la même région, pour ceux de *Juncherei*, de Sabiéme, et de Doncières. Sur la portée de cette juridiction qui ne comportait pas le droit de ban, une charte de 1121, qui concerne précisément Doncières nous apporte quelque lumière⁽⁴⁾. En vertu de cette charte, le prévôt d'Etival, Conrad,

(1) « Ecclesiam de Donceres et capellam de Xaffeviller cum decimis et omnibus pertinentiis earum. Curiam vestram de Donceres cum alodio in terris, pratis, silvis et cum decimis tocius agriculture ejusdem curie quam a diebus antiquis, Stivagiensis ecclesia possidet ».

(2) Sur ces deux chartes entrées dans la composition du faux diplôme d'Otton I^{er}, voir p. 349-350.

(3) De la rédaction adoptée par la bulle de 1147, on peut conclure que l'abbaye d'Etival a acquis successivement et à des dates différentes son domaine de Doncières et l'église de cette paroisse ; en effet, l'exemption de dîmes pour la *curia* n'aurait pas eu de sens, si l'abbaye avait été en possession des dîmes de toute la paroisse. Mais cette remarque n'apporte aucune précision sur la date d'acquisition de la *curia*.

(4) Cette charte est éditée dans Grandidier, *Histoire d'Alsace*, I, pièces justificatives, p. 241, n° 586.

désireux d'assurer la protection des charrois qui, chaque année, amenaient à Etival les récoltes des domaines de Sandronviller, Einvaux, Sabiéme et Doncières, charge Ferry, chevalier de St-Germain, d'assurer le « conduit » de ces charrois moyennant un cens annuel qui lui est concédé en fief⁽¹⁾. Comme on sait par ailleurs, que Ferry de St-Germain détenait l'avouerie du domaine de l'abbaye à Doncières⁽²⁾, il faut voir dans la charte de 1121 une augmentation déguisée de fief au profit du même Ferry. Ce qui fait l'intérêt de la charte de 1121, c'est que le prévôt Conrad, au moment de procéder à cette nouvelle concession, a jugé bon de fixer par écrit les droits de l'avoué de Doncières. Celui-ci devait s'abstenir de lever des tailles sur les hommes de l'abbaye ; par contre, il percevait le tiers de l'amende chaque fois que le prévôt d'Etival le requérait d'agir contre un tenancier négligent, contre un sujet qui refusait d'acquitter le chevage ou contre des hommes de l'abbaye ayant contrevenu aux règles du formariage⁽³⁾. A lire ces clauses, il apparaît que la juridiction de l'abbaye à Doncières ne s'étendait pas au-delà de quelques cas bien déterminés, ceux-là mêmes qui, plus tard, devaient être compris dans le ressort de la justice foncière. S'il est ainsi établi que l'abbaye ne disposait pas du droit de ban sur son alleu de Doncières, on doit se demander aux mains de quel seigneur se trouvait ce droit. Comme les faux diplômes de 963 et de 884 s'obsti-

(1) « Hoc est autem beneficium quod Stivagiensis ecclesia eidem Friderico singulis annis quandiu conductum istum fecerit, dare debebit : octo videlicet nummos tullenses, dimidiamque asinatam vini et curiale modium avene ».

(2) Ce fait est connu par la bulle de 1182 qui mentionne le rachat, opéré par l'abbaye d'Etival, de l'avouerie de Doncières. Celle-ci, détenue jusqu'alors par Ferry de St-Germain, avait été vendue par celui-ci à l'abbaye avec le consentement de ses fils Mathieu, Albert et Ferry et de son gendre Conon [Mordant]. On ne sait si le même personnage jouissait de l'avouerie à Sandronviller et Sabiéme ; pour Einvaux, on sait par la même bulle de 1182, que les religieux avaient acheté, à cette date, à Eudes de Jorxey, la moitié de l'avouerie que celui-ci tenait en fief de Simon de Parroy.

(3) « Quod si prelati ejusdem ecclesie placitum suum tenuerit et aliquis hominum frariorum (sic) ad prebendam suam spectantium contumax aut rebellis extiterit vel hominum capitalem censum debentium non dederit aut si quispiam eorumdem hominum uxorem de alterius familia vel alia ecclesia sibi copulaverit, de quantitate fructus emendationis duae quidem partes prelato, tertia vero erit Friderico ».

La leçon *frariorum* donnée par le Cartulaire d'Etival, p. 7, doit être préférée à la leçon *suariorum* admise par l'édition de Grandidier. Le mot *frarii* (à supposer que telle soit bien la forme du mot transcrit au Cartulaire) est une relatinisation du mot *fraireux* (attesté dans une charte de 1222, Cartulaire d'Etival, p. 71) qui désigne les hommes sujets des chanoines ou *fratres*, de même que leur patrimoine est dit *causa frarosa* (voir p. 351, n. 2). On voit, d'après le passage cité, que seuls certains des sujets de l'abbaye payaient le chevage, tous les *frarii* ne l'acquittaient pas.

nent à garantir à l'abbaye d'Etival, dans la limite de ses alleux du plateau lorrain, la *justitia banni* et le chevage acquitté par les sujets d'Andlau, comme le diplôme de 884 établit même un lien étroit entre la *justitia banni* et le chevage, on est amené à supposer que ces différents alleux ont été cédés ou restitués, à une certaine date, aux religieux d'Etival par l'abbesse d'Andlau, qui aurait conservé le droit de ban et le chevage acquitté par ses propres sujets ⁽¹⁾. Il est possible que l'abbesse ait exploité directement ces deux sources de revenus, il est également possible qu'elle en ait inféodé les profits à quelque seigneur local.

S'il est évident que le faussaire qui a introduit dans le double faux de 1114-1140 le censier de Doncières, a voulu placer les revenus que l'abbaye tirait de l'exploitation de ce domaine sous la sauvegarde de la double autorité du pape et de l'empereur, il reste à rechercher les circonstances qui, à un moment donné, ont rendu ce subterfuge nécessaire. Il est possible, pour formuler une première hypothèse, que le faussaire ait voulu défendre les droits de l'abbaye contre les empiètements de Ferry de St-Germain, auquel les religieux rachetèrent l'avouerie de Doncières à une date antérieure à 1171 ⁽²⁾. Que certains domaines, relevant d'un seigneur ecclésiastique, aient fini par être presque entièrement usurpés par un avoué, c'est un fait trop bien établi pour qu'on écarte d'emblée cette première explication ⁽³⁾. Mais il est également possible et, à tout prendre, cette seconde hypothèse paraît plus vraisemblable que la première, que les religieux se soient proposé de vaincre la négligence de leurs propres tenanciers et qu'ils aient invoqué le double faux pour obtenir, de l'autorité compétente, un jugement proclamant officiellement leurs droits et condamnant les coupables à remplir les obligations inscrites au censier. On conçoit facilement, en effet, que les religieux se soient trouvés désarmés en face de la mauvaise volonté de leurs tenanciers ; faute de posséder la *justitia banni*, ils ne pouvaient atteindre les retardataires en prononçant la

(1) Dans ce cas l'abbaye d'Andlau aurait partagé les profits du ban avec l'avoué de Doncières (sans doute le duc de Lorraine ou un de ses vassaux) et Ferry de St-Germain n'aurait eu que la situation d'un sous-avoué.

(2) Sur le rachat de l'avouerie de Doncières, voir plus haut, p. 359, n. 2. En ce qui concerne la date de ce rachat, on notera seulement que Ferry de St-Germain, encore cité dans une charte de Pierre, évêque de Toul, de 1167 (Cartulaire de Beaupré, B. N., Lat. 11024, f° 19), était mort en 1171, d'après une charte du même évêque pour l'abbaye de Beaupré (ORIG., M. M., H. 334).

(3) Voir l'exemple du domaine de St-Mathias de Trèves à Etain (censier n° 11, p. 334).

mise en ban de leur tenure⁽¹⁾, seule sanction qui fût capable de triompher de leur obstination ou de leur paresse, ils devaient se contenter d'exercer une contrainte personnelle sur les délinquants, en faisant appel aux bons offices de l'avoué et encore, un tel procédé, d'une efficacité douteuse, devait-il leur faire complètement défaut à partir du jour où ils eurent racheté l'avouerie de Doncières. Que les faux aient voulu atteindre l'avoué ou les tenanciers, il nous est impossible de décider à quelle autorité les religieux d'Etival s'adressèrent pour faire sanctionner l'exercice de leurs droits traditionnels ; fut-ce à l'abbesse d'Andlau, seigneur temporel, fut-ce au duc de Lorraine, avoué de leur abbaye ? Entre ces deux solutions, il est impossible de se prononcer. En revanche, on peut être affirmatif en ce qui concerne l'origine du censier introduit dans le double faux. Il paraît évident, en effet, que le faussaire, désireux de faire revivre les droits de son abbaye sur Doncières, n'a pu utiliser un inventaire contemporain, établi pour les besoins de la cause ; il a dû détacher ce censier particulier d'un censier général, rédigé à une époque où l'abbaye exerçait sans contestation possible la plénitude de ses droits domaniaux. Nous ne savons à quelle date fut composé ce censier général ; il ressort toutefois des observations présentées plus haut, sur l'histoire du domaine de l'abbaye à Doncières, que sa rédaction peut remonter jusqu'en plein XI^e siècle ; rien, dans le fragment qui nous en est parvenu, ne contredit cette datation⁽²⁾.

Bien que d'une étendue médiocre, le censier de Doncières mérite de retenir l'attention à plus d'un titre. Il offre, en effet, le curieux exemple de la survivance, au sein d'un minuscule domaine, de deux catégories de quartiers qui représentent les débris de deux anciens *predia*, soumis chacun à un régime distinct ; il est, d'autre part, l'un des très rares documents lorrains qui fassent mention des *sortes*, catégorie de tenures, dont il laisse entrevoir l'origine et la nature. Mais ce qui donne au censier de Doncières son véritable intérêt, c'est son mode de transmission exceptionnel. Si, dans le troisième quart du XII^e siècle, les religieux d'Etival, pour défendre leurs droits sur un de leurs domaines, ont éprouvé le besoin d'insérer le censier du domaine menacé dans

(1) Sur le croisement des héritages frappés de ban et l'obligation, pour le tenancier défaillant, de payer une amende pour pouvoir rentrer en possession de sa tenure, voir p. 353, n. 1.

(2) A la réserve toutefois du mot *curia*, qui appartient au vocabulaire du XII^e siècle, mais le mot ne se rencontre pas dans le censier proprement dit ; il figure dans la formule de confirmation et dans une formule (« apud supradictam curiam pertinent octo quarteria ») qui sont l'œuvre du faussaire.

deux actes faux, c'est la preuve manifeste que, dès cette époque, le censier n'avait plus valeur d'acte authentique. Au XII^e siècle, le censier est un simple document d'ordre administratif, qui ne peut être produit en justice contre des tiers ; il est même possible que le seigneur ne soit pas en mesure d'en faire respecter les articles par ses propres tenanciers, quand, par hasard, il ne dispose pas du droit de ban et des moyens de contrainte efficaces que ce droit comporte.

LIVRE IV

LES CENSIERS DU XII^e SIÈCLE

LIVRE IV

LES CENSIERS DU XII^e SIÈCLE

CHAPITRE I^{er}

CHARTRE-CENSIER DU DOMAINE DE XANREY,
DÉPENDANT DE LA COLLÉGIALE SAINT-SAUVEUR DE METZ ⁽¹⁾

(1096 — 1103)

(Censier n^o 13)

Adalbéron [IV], évêque de Metz, promulgue la donation faite par Abba aux chanoines de la collégiale St-Sauveur de son alleu de

(¹) La collégiale St-Sauveur se rattache à une église messine, dont il est question à plusieurs reprises dans la *Vita Johannis Gorziensis* (SS., IV, p. 335-377), dans les *Miracula Sti Gorgonii* et dans les *Miracula Ste Glodesindis* (SS., IV, p. 235-247), soit trois œuvres qui datent de la seconde moitié du X^e siècle. L'église St-Sauveur est même antérieure à cette époque, puisque c'est dans cette église que fut enterré l'évêque Wala en 882. La transformation de cette église en collégiale est attribuée par une tradition, dont les Bénédictins, dans leur *Histoire de Metz*, II, p. 169-172 et les auteurs de la *Gallia Christiana*, XIII, col. 818, se sont faits l'écho, à l'évêque de Metz Adalbéron III (1047-1072). Le seul texte qui confirme cette tradition est le poème sur la ville de Metz, inséré par Sigebert de Gembloux dans sa *Vita Deoderici*, cap. 17 (SS., IV, p. 478) et composé par lui aux environs de 1070. Mentionnant les différents établissements qui s'élevaient alors dans la ville de Metz, Sigebert cite la collégiale St-Sauveur et en parle comme d'une création récente de l'évêque Adalbéron III. Si l'on en croit une charte de l'évêque Etienne de Bar de 1137 en faveur des chanoines de St-Sauveur (*Gallia Christiana*, XIII, instr., col. 403), Adalbéron III serait mort avant d'avoir achevé les travaux de réédification de l'église entrepris à l'occasion de sa transformation en collégiale ; cet événement serait donc antérieur de peu à 1072, date de la mort d'Adalbéron III. Les auteurs de la *Gallia* ont publié (XIII, instr., col. 399) une charte d'Adalbéron III qui règle les relations de la collégiale fondée par lui avec le chapitre cathédral de Metz et ils ont attribué à cette charte la date de 1056, mais cette date résulte certainement d'une erreur.

Xanrey ⁽¹⁾, confirme aux chanoines les revenus du domaine cédé et détermine les droits dont jouira, à l'avenir, l'avoué dudit domaine. — S. D.

Cop. B. Cartulaire de St-Sauveur (XIII^e siècle); B. N., Lat. 10029, f° VIII V° (copie médiocre). — C. Copie non authentique sur papier du XVIII^e siècle; Mos., G. 1787, d'après B.

EDIT. a. Appendice II, p. 707—708 du présent ouvrage, d'après B.

INDIQ *Histoire de Metz*, par des religieux Bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne, II, p. 172. — Lepage, *Communes de la Meurthe*, II, p. 712, v° Xanrey. — *Die alten Territorien des Bezirkes Lothringen*, II. Theil, p. 61, n. 12. — *Das Reichsland Elsass-Lothringen, Ortsbeschreibung*, p. 1232, v° Xanrey.

La charte-censier du domaine de Xanrey se divise en trois parties distinctes, qui diffèrent par leur objet et par leur mode de rédaction, mais qui paraissent, au premier abord, constituer un seul et même, acte, établi au nom d'Adalbéron, évêque de Metz, et garanti par l'apposition de son sceau ⁽²⁾. La première partie est la charte proprement dite, elle a pour objet de faire connaître la donation consentie aux chanoines de St-Sauveur par une certaine Abba, dont la condition sociale n'est pas indiquée par le rédacteur ⁽³⁾. La seconde partie est constituée par le censier proprement dit du domaine cédé, un alleu sis à Xanrey; ce censier n'est pas incorporé à la charte de donation, mais il est annexé à cette charte, à laquelle le relie la formule : « Hii sunt autem redditus ». Le censier, qui se présente sous la forme habituelle d'un inventaire descriptif de caractère impersonnel, se termine par une formule d'imprécation destinée à garantir aux chanoines, bénéficiaires de l'acte, les biens et revenus portés dans cet inventaire ⁽⁴⁾. Enfin

(1) « Alodium de Sanreis juxta Vicum, quod jure hereditario possidebat... ». La mention « juxta Vicum » justifie l'identification de *Sanreis* avec Xanrey; Moselle, Château-Salins, Vic, et permet d'écarter Sanry-sur-Nied; Moselle, Metz, Pange, où la collégiale St-Sauveur avait également une seigneurie.

(2) Le scribe du cartulaire ne donne aucune indication sur la nature du sceau, connu seulement par l'annonce qu'en fait la charte elle-même.

(3) La charte se contente de l'appeler « fidelis et Deo devota Abba ».

(4) « Si quis vero de hiiis redditibus vel de fundo aliquid temere auferre vel minuere presumperit, nisi resipuerit, sub gladio anathematis et a corpore et sanguine Christi alienus fiat in perpetuum ».

dans la dernière partie, rédigée de nouveau au mode subjectif, l'évêque fixe les droits de l'avoué de Xanrey ; ce chapitre final reconnaît à l'avoué une redevance annuelle globale de dix sous, acquittée en commun par les habitants (*rustici*) du domaine, et le tiers des amendes dans tous les cas relevant de la haute justice ⁽¹⁾. Ce chapitre, que termine une nouvelle formule d'imprécation, se présente dans des conditions qui peuvent surprendre ; il est normal que l'évêque de Metz, seigneur temporel de la collégiale, intervienne pour régler les droits de l'avoué sur le domaine de Xanrey au moment où celui-ci vient enrichir le patrimoine de cet établissement religieux. On peut s'étonner, en revanche, que ces prescriptions soient détachées de la charte elle-même et que la formule comminatoire, destinée à en garantir l'exécution, soit calquée sur la clause pénale inscrite à la suite du censier. Cette double bizarrerie autorise à voir, dans ce dernier chapitre, une addition à la charte-censier. Cette addition est-elle le fait de la chancellerie épiscopale qui, au moment de la remise de l'acte aux destinataires, aurait eu à cœur de réparer un oubli, ou bien constitue-t-elle une véritable interpolation, introduite par les chanoines de St-Sauveur dans l'espace laissé libre entre la charte et le sceau, afin de se défendre contre les entreprises de l'avoué de Xanrey ? Il est impossible de choisir entre ces deux hypothèses, puisque, en l'absence de l'original, il faut renoncer à une étude paléographique qui, seule, permettrait de se prononcer en toute certitude.

La principale difficulté que soulève la charte-censier de Xanrey a trait à sa date, qui ne peut être déterminée qu'en fonction des témoins ⁽²⁾ mentionnés à la fin de la charte proprement dite. Faute de précisions suffisantes touchant l'auteur de l'acte, on ne peut même déterminer,

(1) « De advocatia statuimus ut rustici ville singulis annis advocato X sol. persolvant et de forefactis ejusdem ville terciam partem justicie concedimus, summa tamen justicie per prepositum vel per ministeriales prius terminata. Si vero advocatus, preter id quod supradiximus, de indomnicatis rebus fratrum vel de eorum redditibus sibi quicquam usurpare presumpserit, auctoritate Salvatoris Domini nostri Jhesu Christi et Beati Petri apostoli et nostra sit excommunicatus nisi ablata restituerit et satisfecerit. Fiat. Fiat. Amen. »

Ce passage accorde à l'avoué le tiers dans le produit des amendes pour les crimes relevant de la haute justice (*forefacta*), sans que rien permette de préciser la nature de ces crimes ; de plus, il laisse au prévôt de la collégiale ou à ses agents (*ministeriales*) le soin de fixer le taux de l'amende, sans que l'avoué ait à intervenir.

(2) « Hii sunt testes : Mafridus archidiaconus, Rocelinus, Emicho, dux Theodericus, comes Folmarus, comes Gerardus, comes Cunrardus, Gerardus de Thehecurt et Gerardus de Florei, Maffridus de Vivirs, Gobertus de Asperomonte, Anselmus dapifer, Gerardus pincerna. »

de prime abord, si celui-ci est Adalbéron III, le fondateur de la collégiale de St-Sauveur, mort en 1072, ou Adalbéron IV, dont l'épiscopat est des plus mal connus ⁽¹⁾. Compétiteur de l'évêque Poppon, qui, en 1090, avait régulièrement succédé à l'évêque Hermann, Adalbéron IV, soutenu par le parti d'Henri IV put, grâce à l'appui du duc de Lorraine Thierry I^{er}, chasser de Metz son adversaire Poppon qui mourut en exil en 1103. Après s'être, semble-t-il, maintenu plusieurs années durant en possession de son siège épiscopal, il ne fut déposé qu'en 1117, au concile de Reims, et ce fut seulement l'année suivante, en 1118, que le parti grégorien put installer sur le siège de Metz un nouvel évêque Theotger ⁽²⁾.

En raison du faible intervalle de temps qui sépare l'épiscopat d'Adalbéron III de celui d'Adalbéron IV, il se trouve que les témoins signataires de la charte-censier de Xanrey correspondent à l'un comme à l'autre de ces deux épiscopats. Les clercs qui ouvrent la liste des témoins se retrouvent dans des chartes émanées de la chancellerie des évêques de Metz de la seconde moitié du XI^e siècle ; l'archidiacre Maffroi dans une charte de l'évêque Adalbéron III de 1058 ⁽³⁾ et dans une charte de l'évêque Hermann de 1090 ⁽⁴⁾, toutes deux pour l'abbaye messine de St-Clément ; l'archidiacre Rocelin dans une charte de 1063 par laquelle l'évêque Adalbéron III dispose, en faveur d'un de ses *famuli*, d'une terre dépendant de l'abbaye de St-Arnoul ⁽⁵⁾, dans la charte de l'évêque Hermann de 1090 précédemment indiquée et dans une charte de l'évêque Poppon de 1095 qui règle les droits de l'avoué d'Amel, seigneurie dépendant de l'abbaye de Gorze ⁽⁶⁾ ; quant à Emicho, simple chanoine en 1094, dans une charte de Poppon pour l'abbaye de St-Vincent ⁽⁷⁾, il figure comme archidiacre dans la charte d'Amel de 1095.

⁽¹⁾ Lepage, *Communes de la Meurthe*, v° *Xanrey* et les rédacteurs de *Die alten Territorien*, II. Teil, p. 61, n. 12, placent la donation de Xanrey sous l'épiscopat d'Adalbéron III ; le rédacteur de l'article *Xanrey*, dans *E. L. O.*, précise que cette donation eut lieu en 1056, mais il n'y a pas lieu de discuter cette date ; l'auteur a manifestement confondu la charte-censier de Xanrey avec une charte d'Adalbéron III pour la collégiale de St-Sauveur, charte datée à tort de 1056, ainsi qu'on l'a signalé plus haut (p. 365, n. 1).

⁽²⁾ Nous empruntons ces renseignements à l'étude de Dantzer, *La querelle des Investitures dans les évêchés de Metz, Toul et Verdun de 1075 au concordat de Worms 1122* ; cette étude, qui est le résumé d'un mémoire d'études supérieures, a paru dans *A. E.*, XVI (1902), p. 85-100.

⁽³⁾ EDIT. *H. B. M.*, III, pr., p. 91.

⁽⁴⁾ EDIT. *J. G. L. G.*, XV (1903), p. 24.

⁽⁵⁾ EDIT. *H. M. B.*, III, pr., p. 93.

⁽⁶⁾ EDIT. *Mett.*, II, n° 140.

⁽⁷⁾ EDIT. *H. M. B.*, III, pr., p. 99.

Le premier des témoins laïques est le duc de Lorraine Thierry I^{er} qui a régné de 1070 à 1115 (ou 1116) ⁽¹⁾ ; le comte Gérard est son propre frère, qui reçut le comté de Vaudémont en 1071 et qui mourut vers 1120 ⁽²⁾. Les comtes Folmar et Conrad appartiennent certainement, l'un à la famille des comtes évêcopaux de Metz, l'autre à la famille des comtes de Luxembourg ; le premier peut être Folmar IV, mort en 1075, ou son fils Folmar V mort en 1111 ⁽³⁾ ; le second s'identifie, soit avec le comte de Luxembourg Conrad I^{er}, le propre neveu d'Adalbéron III, qui mourut en 1086, soit avec un fils cadet de ce dernier, qui, mentionné en 1080 dans la charte de fondation de l'abbaye Ste-Marie de Munster à Luxembourg et dans l'építaphe de son père le comte Conrad I^{er}, devait mourir en 1136 ⁽⁴⁾.

Sur les seigneurs de moindre importance, témoins de la charte, nous n'avons pu recueillir que quelques rares renseignements ; Gérard de Thicourt est témoin dans une charte de 1063 précédemment citée ; en 1093, avec un de ses frères, il donne à l'abbaye de Cluny l'église de Thicourt ⁽⁵⁾ ; Gobert d'Apremont et Maffroi de Viviers, qui appartiennent, l'un comme l'autre, à la seconde moitié du XI^e siècle, étaient certainement morts avant 1103 ⁽⁶⁾. Gérard de Fleury, lui, est inconnu ; tout ce qu'on peut noter à son sujet, c'est qu'une charte de Renaud I^{er}, comte de Bar, datée de 1128 ⁽⁷⁾, mentionne parmi les témoins vassaux de l'évêque de Metz, un certain Thierry de Fleury et son fils Gérard, qui sont très probablement le fils et le petit-fils de Gérard de Fleury, cité à titre de témoin dans la charte-censier de Xanrey. Seuls, les deux derniers témoins permettent de résoudre le problème et d'attribuer la charte en question à Adalbéron IV. Le sénéchal Ancel et l'échanson Gérard, officiers de l'évêque de Metz, figurent, en effet, dans la charte d'Amel de 1095 et on retrouve leurs deux noms accolés, en 1128, dans la charte du comte de Bar Renaud I^{er} ; si l'on attribuait

⁽¹⁾ Duvernoy, *M. S. A. L.*, 1912, p. 163-164.

⁽²⁾ François, *Histoire des comtes de Vaudémont*, *M. S. A. L.*, 1932, p. 318.

⁽³⁾ Sur ces deux personnages, voir Châtelain, *J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 300-302.

⁽⁴⁾ Voir Vanderkindere, *Formation territoriale*, II, p. 357 et Bertholet, *Histoire de Luxembourg*, III, p. 283, et pr., n° 35.

⁽⁵⁾ EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 496.

⁽⁶⁾ Sur Gobert [III] d'Apremont, voir Lainé, *Généalogie de la maison de Brie*, 2^e édit., p. 20-25. — Quant à Maffroi de Viviers, il était certainement mort en 1103, puisque, à cette date, sa veuve Cunégonde fait une donation à l'abbaye de Senones ; cette donation n'est plus connue que par une traduction en français, faite sur une mauvaise copie et insérée au Cartulaire de Senones du XVIII^e siècle (V., II H. 5).

⁽⁷⁾ Charte de Renaud I^{er}, comte de Bar de 1128 en faveur de l'église St-Lambert de Liège (EDIT. *Cartulaire de St-Lambert de Liège*, I, n° 36).

à l'évêque Adalbéron III la charte-censier de Xanrey et si l'on datait celle-ci en conséquence de 1070-1072, il faudrait admettre que Ancel et Gérard ont conservé leurs fonctions à la cour épiscopale pendant plus de cinquante ans, ce qui supposerait, pour l'un comme pour l'autre, une longévité exceptionnelle. Cette conjecture paraîtra encore plus invraisemblable, si l'on remarque que l'échanson Gérard vivait encore en 1137, date à laquelle il est mentionné dans une charte de l'évêque Etienne de Bar pour la collégiale de St-Sauveur ⁽¹⁾.

L'attribution de la charte-censier à l'évêque Adalbéron IV est d'ailleurs justifiée par la remarque suivante. Nous possédons une bulle du pape Urbain II de 1096, qui confirme l'ensemble de leurs possessions aux chanoines de St-Sauveur ⁽²⁾ ; cette bulle ne nous est parvenue que sous la forme de copies médiocres, dans lesquelles plusieurs noms, estropiés sans doute par les scribes, ne peuvent être identifiés ⁽³⁾ ; toutefois, comme aucun nom, dans aucune copie, ne ressemble de près ou de loin à *Sanreium*, on peut en conclure que la charte-censier de Xanrey est postérieure à 1096 et, comme elle est, d'autre part, antérieure à la mort des deux témoins, Gobert d'Apremont et Maffroi de Viviers, survenue avant 1103, on voit qu'en fin de compte la charte-censier promulguée par Adalbéron IV se place entre 1096 et 1103.

Ainsi qu'on l'a noté, le censier du domaine de Xanrey suit immédiatement la charte, à laquelle il est relié par la simple formule : « Hii sunt autem redditus ». La charte, on le sait, n'apporte de renseignements, ni sur la qualité sociale de la donatrice Abba, ni sur l'origine lointaine du domaine cédé par elle à St-Sauveur ; elle se contente de qualifier Abba de « fidelis et Dei devota » et de signaler qu'elle possédait l'*alodium* de Xanrey à titre d'héritage ⁽⁴⁾. Sur l'étendue de cet alleu, le censier n'apporte que des renseignements incomplets et, par suite, inutilisables, puisqu'il passe sous silence les terres de la réserve ; pourtant, à en juger par le nombre des tenures dénombrées par l'inventaire, il semble bien que la donation faite à la collégiale devait comporter un domaine de superficie restreinte. Ces tenures sont rangées par le rédacteur en deux catégories et les redevances et services correspondants sont ordonnés par lui en fonction de cette division ; il distingue,

(1) EDIT. *Gallia Christiana*, XIII, instr., col. 403.

(2) Bulle d'Urbain II du 21 mars 1096 (J. L. 5623).

(3) La bulle a été éditée par Pflugk-Harttung, *Acta inedita*, II, n° 195 ; l'éditeur n'identifie aucun des noms de lieu mentionnés dans la charte.

(4) Voir p. 366, n. 3.

en effet, des *mansi*, au nombre de 6 et demi⁽¹⁾, et des *mansurae* au nombre de 7⁽²⁾. Si le mot *mansus* désigne, dans le censier de Xanrey, un ensemble de terres formant unité de tenure, unité susceptible, d'ailleurs, d'être fractionnée, il faut voir dans la *mansura*⁽³⁾ une tenure comportant l'emplacement de la maison et le jardin attenant, tenure qui, jadis comprise dans le manse, en a été disjointe pour suivre ses destinées propres. Comme on peut s'y attendre, la *mansura* acquitte des redevances et services beaucoup moins lourds que ceux du *mansus* ; elle assure, d'autre part, à titre exclusif le service des messages jusqu'à la ville de Metz, siège de la collégiale. Dans chacun des deux paragraphes consacrés par le rédacteur aux *mansi* et aux *mansurae*, on trouve l'énumération des différentes charges exigées de ces deux catégories de tenures (redevances en argent, redevances en nature et prestations en travail), sans qu'on puisse retrouver le plan adopté par le rédacteur ; celui-ci, en effet, ne tient compte, ni de la nature des charges énumérées, ni de la date à laquelle elles sont exigibles.

Si le rédacteur du censier ne présente pas un inventaire systématique des biens formant l'*indominicatum* de l'alleu de Xanrey et s'il se contente de mentionner, par voie d'allusions rapides, les « corvées », les vignes et les bâtiments de la réserve⁽⁴⁾, il signale cependant, dans un paragraphe final très court, quelques éléments particuliers qui entrent dans la composition de cette même réserve, à savoir : une pêcherie, un pont, un moulin, des bois et trois exploitations à sel situées

(1) « Sunt ibi mansi sex et semis exceptis croadis indominicatis. In medio maio solvit mansus arietes duos. In Pascha pullos II, ova X. In Natali Domini cappones IIII. In festivitate Sti Martini denarios XII. In tres sationes facit dies XII de aratura. De vinea indominicata fodit scabelle II, quam sine precio debet communiter vindemiare. Facit angariam usque Metim aut ex omni parte leugas XIII aut redimet denariis XX. In festivitate Sti Remigii debet modium unum frumenti. In festivitate Sti Martini debet avene II. Pro sectione feni solvit denarios VI et colligit et conduit in horreum. Secat, conduit et terit annonam ».

(2) « Sunt ibi mansurae VII. In Pascha solvit mansura pullum unum, ova V. Facit clausuram circa curtim. Conduit paxillos in vineam. Tegit horreum. Facit tres leg[at]iones usque Metim aut alias tantum ».

(3) La *mansura* de Xanrey correspond à la tenure que d'autres censiers appellent *ortus* ou *mansus* (forme relatinisée du mot *meis*, qui désigne, en Lorraine, le jardin contigu à la maison). On notera que, à Xanrey, le nombre des *mansurae* est égal à celui des *mansi* ou fraction de *mansus*. Ce peut être la preuve que, à Xanrey, à la fin du XI^e siècle, la séparation des *mansi* et des *mansurae* était un fait récent, mais ce peut être aussi l'indice d'un remembrement qui a eu pour effet de faire correspondre à chacun des *mansi*, et au demi *mansus* en surnombre, une *mansura*.

(4) Ce sont les *croadae indominicatae*, la *vinea indominicata* du paragraphe sur les *mansi* et l'*horreum* du paragraphe sur les *mansurae*.

sur le territoire de Moyenvic ⁽¹⁾. Ce paragraphe n'est pas sans présenter quelques anomalies qui peuvent nous renseigner, par voie indirecte, sur l'origine du censier annexé à la charte d'Adalbéron IV. D'une part, les éléments de la réserve qui ont été retenus par le rédacteur sont présentés par lui à une place insolite, à la fin du censier, au lieu d'être dénombrés, comme il est d'usage, en tout premier lieu ; d'autre part, la précaution qu'il a prise, dans l'inventaire des tenures, de spécifier, dès le début, que les 6 manses et demi du domaine sont comptés « exceptis croadis indominicatis » indique chez lui le parti-pris bien arrêté de laisser de côté les biens constituant la réserve ; de ces deux observations, on peut conclure que le paragraphe en question ne rentrait pas dans le plan primitif prévu par le rédacteur et qu'il convient de le considérer comme une addition au censier. Il est naturel d'établir un rapprochement entre ce paragraphe final du censier et le chapitre sur les droits de l'avoué et de les mettre l'un et l'autre sur le compte d'un même interpolateur, qui, voulant réparer les lacunes du censier, aurait eu à cœur de placer, sous la garantie de l'auteur de l'acte, certains éléments de la réserve particulièrement menacés par les empiètements de l'avoué et, en même temps, de préciser les droits de ce même avoué sur les hommes de Xanrey. A défaut d'une étude paléographique qui, seule, permettrait d'établir le bien fondé de cette hypothèse, on se contentera de faire remarquer que le chapitre sur l'avouerie, reproduisant la formule d'imprécation qui clôt le paragraphe final du censier, ne paraît pas faire corps avec celui-ci et que, d'ailleurs, les deux passages en question dénotent, chez leur rédacteur, des préoccupations légèrement différentes ⁽²⁾. Mieux vaut donc admettre que le chapitre sur les droits

(¹) « Est ibi piscatura a ponte Rehericurtis (Récourt, disparu, territoire Lezey) usque ad molendinum Sti Naboris (sans doute un moulin dépendant de l'abbaye de St-Avoid, mais celui-ci n'a pu être déterminé de manière plus précise). Est ibi molendinum unum et pons unus. Sunt ibi nemora cesibilia ad Medium Vicum (Moyenvic) pertinentia, quorum usus medietas est domini hujus curtis. Sunt in Medio Vico sessus III ad hanc curtum pertinentes, persolventes denarios XXX et servitium ministrarium ».

(²) Le paragraphe additionnel au censier, dans sa formule d'imprécation, vise tout individu qui chercherait à atteindre la collégiale dans ses revenus ou dans sa propriété (« Si quis vero de hiis redditibus, vel de fundo aliquid temere auferre vel minuere presumpserit... »). Dans ce passage, le mot *redditus* s'applique aux redevances (et probablement aussi aux services) acquittés par les tenanciers, cependant que le terme *fundus* paraît désigner l'ensemble des terres constituant l'alleu.

Le chapitre sur l'avoué prononce des peines contre l'avoué qui, ne se contentant pas des droits qui lui sont reconnus par la collégiale, aurait l'audace « de indominicatis rebus fratrum vel de eorum redditibus sibi quicquam usurpare ». Les attaques prévues sont cette fois dirigées, non seulement contre les *redditus*, comme dans le

de l'avoué représente une addition plus ou moins tardive à la charte-censier, cependant que la description de la réserve, sous la forme incomplète et étriquée qu'elle revêt dans le dernier paragraphe du censier, est l'œuvre du rédacteur de la charte lui-même. Celui-ci, quelque clerc de la chancellerie de l'évêque de Metz, a eu entre les mains, au moment de la *traditio* de l'alleu de Xanrey, un inventaire de cet alleu ; mais, comme celui-ci dénombrait seulement les tenures (*mansi* et *mansurae*), il a jugé bon, sur la demande des chanoines de la collégiale, bénéficiaires de la tradition, de le compléter par quelques indications concernant certains éléments de la réserve, qui méritaient une mention spéciale en raison, soit de leur date d'acquisition récente ⁽¹⁾, soit de leur situation sur le territoire de Moyenvic, distinct de celui de Xanrey. Si ces indications ont été fournies par la donatrice elle-même ou son mandataire au moment de la *traditio*, on s'explique ce fait, assez surprenant, que le paragraphe additionnel se contente d'indications assez vagues et que, dans le cas du moulin en particulier, il n'en précise pas le revenu moyen, comme il est de règle dans tout censier qui a pour origine une enquête menée sur place et un inventaire précis. Puisque le censier annexé à la charte ne donne pas un inventaire complet du domaine de Xanrey et de ses revenus, puisqu'il a dû subir, au moment de la *traditio*, une addition, on serait tenté de penser que ce censier n'a pas été établi en vue et pour les besoins de cette *traditio* et qu'un certain temps a pu s'écouler entre sa rédaction et sa remise aux chanoines de la collégiale St-Sauveur ; mais, à la réflexion, il est plus vraisemblable de mettre les remaniements subis par le censier en rapport avec l'extrême négligence qui présidait à la rédaction d'un tel document, même dans le cas où l'enquête préalable ne dépassait pas les limites d'un domaine peu étendu.

cas précédent, mais contre les éléments de la réserve, alors que, dans le paragraphe additionnel au censier, il s'agissait du *fundus*, c'est-à-dire indifféremment de la réserve et des tenures.

(1) Il est très probable que la pêcherie, le moulin et le pont, qui paraissent étroitement associés, avaient été compris dans un seul et même acte d'acquisition.

CHAPITRE II

CENSIERS DE L'ABBAYE DE CHAUMOUSEY

I. CENSIER GÉNÉRAL SOUS FORME DE CHARTE PROMULGUÉE PAR L'ABBÉ SEHIER ⁽¹⁾ (1109-1128)

(Censier n° 14)

II. NOTICE-CENSIER DU DOMAINE DE DARNIEULLES (Seconde moitié du XII^e siècle)

(Censier n° 15)

De l'abbaye de chanoines réguliers fondée à Chaumousey, dans les dernières années du XI^e siècle, par Sehier (*Seherus*) ⁽²⁾, il nous est parvenu,

(¹) Telle est la forme romane qui paraît répondre le mieux à la forme latine *Seherus*, que les historiens ont d'ordinaire rendue par *Seher* ou *Sehère*.

(²) L'histoire des origines de l'abbaye a été écrite par son premier abbé, Sehier, dans un ouvrage dénommé d'ordinaire « *Seheri primordia Calmosiacensia* ». Sur la date et les conditions dans lesquelles a été rédigée cette chronique, on trouvera quelques indications précises dans les pages qui vont suivre. Au cours de cette étude, nous citerons la chronique de Sehier d'après l'édition qu'en a donnée Jaffé, *M.G.H., SS.*, XII (1856), p. 324-347, édition médiocre, mais qui est encore supérieure à l'édition plus récente de Duhamel, *D.R.I.V.*, II (1869), p. 7-58. Sur les différentes éditions de la chronique, voir plus loin, p. 380.

L'abbaye de Chaumousey doit son origine à quelques solitaires qui, groupés autour d'Anthénor, s'établirent, dans les dernières années du XI^e siècle, sur le St-Mont à proximité de Remiremont. En 1091, Sehier, successeur d'Anthénor à la tête de la communauté, répondant à l'appel de l'évêque de Toul Pibon, peupla de ses religieux, qui suivaient la règle de St-Augustin, l'abbaye de St-Léon, que venait de fonder le doyen Ludolphe dans un faubourg de la ville de Toul et conserva la direction des deux communautés. Un peu après 1091, la communauté du St-Mont ou Châtelet, devenue trop nombreuse, et probablement scandalisée par la vie peu édifiante que menaient, dans le voisinage immédiat, les religieuses de Remiremont, vint s'établir à Chaumousey à quelques

sous forme de copies et par l'intermédiaire d'un même manuscrit, deux censiers qui diffèrent par leur nature, leur étendue et la date de leur rédaction. L'un est un censier général, inséré dans une charte promulguée par l'abbé Sehier lui-même, à une date antérieure à 1128 ; de ce censier qui, dans son état primitif, devait s'étendre à l'ensemble des domaines de l'abbaye, nous n'avons conservé qu'un fragment ; l'autre, postérieur d'un demi-siècle environ au précédent, concerne un groupe de tenures domaniales acquises par l'abbaye à Darnieulles postérieurement à l'abbatiat de Sehier. Comme la transmission du texte des deux censiers pose des problèmes de même ordre, comme la notice-censier ne prend toute sa valeur qu'à la lumière du censier général, comme enfin la date de l'un et de l'autre ne peut être déterminée que par comparaison et en fonction de la chronique dans laquelle l'abbé Sehier a raconté, avec quelques détails, l'histoire des premiers temps de son abbaye ⁽¹⁾, il y a intérêt à comprendre ces deux censiers dans une même étude d'ensemble.

L'unique manuscrit qui nous a conservé à la fois le texte de la chronique de Sehier et celui des deux censiers a été écrit au début du

kilomètres d'Epinal. Les deux abbayes, Chaumousey et St-Léon, continuèrent à former une seule communauté, qui adopta la règle suivie à l'abbaye provençale de St-Ruf, et qui resta soumise à l'autorité de l'abbé Sehier, encore que les deux abbayes eussent chacune son patrimoine distinct. Cette situation se prolongea jusqu'au moment où l'évêque Pibon vint consacrer le premier oratoire construit par les chanoines de Chaumousey, ainsi qu'un autel de la future église abbatiale. A partir de ce moment, les deux communautés furent nettement séparées et les religieux n'eurent plus la faculté, comme auparavant, de passer indifféremment de l'une à l'autre ; toutefois Sehier continua à assurer la double direction de l'abbaye St-Léon de Toul et de l'abbaye St-Sauveur de Chaumousey jusqu'à une date qu'on ne peut fixer. D'après une charte de Pibon, insérée par Sehier dans sa chronique (SS., XII, p. 330), la visite de Pibon à Chaumousey et la séparation définitive des deux communautés auraient eu lieu en 1094, mais cette date est manifestement tronquée et il faut probablement la corriger en 1093. Cette séparation était, en tout cas, un fait accompli en 1101, puisque, le 5 mai de cette année, l'abbaye de Chaumousey recevait du pape Pascal II son premier privilège (J. L. 5869).

A partir de 1103, l'histoire de l'abbaye est dominée par la lutte que l'abbé Sehier eut à soutenir contre les prétentions des religieuses de Remiremont qui, faisant preuve d'une rare obstination, refusèrent de se soumettre aux sentences rendues par le pape Pascal II ; seul un accord conclu entre les deux abbayes en 1107 parvint à mettre fin au conflit. Ce fut le 1^{er} octobre de cette même année 1107, que l'église abbatiale de Chaumousey fut solennellement consacrée par le cardinal-légat Richard, évêque d'Albano, sous le titre du St Sauveur. Cette date semble marquer la fin des luttes que l'abbaye eut à soutenir pour garantir son indépendance temporelle à l'égard de Remiremont.

(1) Sur cette chronique, voir plus haut, p. 374, n. 2.

XVIII^e siècle et provient de l'abbaye de Chaumousey ; il forme, aujourd'hui, le quatrième et dernier cahier d'une liasse conservée parmi les manuscrits de la Bibliothèque d'Epinal sous le n° 202 ⁽¹⁾. Ce cahier se présente sous l'aspect d'un recueil composite, qui groupe, de manière assez arbitraire au premier abord, des documents divers, les uns narratifs, comme la chronique de Sehier, les autres diplomatiques, comme les deux censiers, documents qui n'ont entre eux d'autre point commun que de concerner l'histoire ancienne de l'abbaye de Chaumousey. Afin de déterminer exactement la place qu'occupent, dans cet ensemble de documents un peu disparates, les deux censiers qui font l'objet de la présente étude, nous mettons sous les yeux du lecteur la table des matières du manuscrit d'Epinal, en prenant soin d'affecter, pour la commodité des références, un numéro d'ordre à chaque document ou groupe de documents et d'indiquer les pages correspondantes du manuscrit, ce qui permettra d'apprécier l'étendue relative des documents transcrits.

N°	Pages
I Chronique de l'abbé Sehier :	
Préface.....	1
Livre I.....	2-16
Livre II	17-22
II Bulle de Pascal II du 21 mars 1109 confirmant à l'abbaye de Chaumousey l'ensemble de ses biens ⁽²⁾	22-23
III Notice-censier de Darnieulles	23
IV Note concernant des donations faites à l'abbaye à Darnieulles, Bauzemont et Pessincourt	23-24

(1) Le Ms 202 est constitué par une liasse comprenant 4 cahiers de papier, les cahiers 1, 2 et 3, dont il sera question plus loin, renferment une traduction en français de la chronique de Sehier.

Le cahier n° 4 renferme 40 pages ; les 4 premières et les 4 dernières sont restées en blanc, les autres sont numérotées de 1^{re} à 32. Après la p. 32, on a intercalé deux feuilles de papier (p. 33 et 34) qui donnent la liste des abbés de Chaumousey depuis Sehier jusqu'à François Huguin de St-Mihiel (1726-38). Ce dernier détail permet de dater le cahier 4 du début du XVIII^e siècle.

(2) J. L. 6229. Cette bulle n'est plus connue que par cette copie et par une autre copie insérée au Cartulaire de Chaumousey de 1427 ; c'est ce cartulaire (V., XII H. I), qui nous a conservé la plupart des actes anciens de l'abbaye, les archives de l'abbaye étant très pauvres, pour le XII^e siècle, en documents originaux. Le cartulaire de 1427 sera cité au cours de cette étude d'après l'édition, assez médiocre, qui en a été donnée dans les *D.R.I.V.*, X et XI. L'éditeur a accompagné chaque acte du cartulaire de sa traduction en français.

N ^o	Pages
V Note rappelant que l'abbaye de Chaumousey a effectué, le 25 février 1222 (a. s.), le versement du cens pontifical auquel elle était tenue en qualité d'abbaye exempte ⁽¹⁾ .	24
VI Charte par laquelle Idate de Charmois donne à l'abbaye plusieurs biens à Charmois-l'Orgueilleux. — Charte en langue vulgaire, non datée, mais probablement du XIV ^e siècle ⁽²⁾	24
VII Charte-censier de l'abbé Sehier (Texte incomplet)	24-27
VIII Notice de tradition concernant les donations faites à l'abbaye par Adon de Fontenoy ⁽³⁾ , au moment de son départ pour la croisade [1147]	27-28
IX Groupe de cinq notices de tradition IXa, ..., IXe) datant pour la plupart de l'abbatiate de Sehier	28-29
X Charte-censier de l'abbé Sehier (Texte incomplet)	29-30
XI Groupe de huit notices de tradition (XI a, ..., XI h), postérieures, pour la plupart, à l'abbatiate de Sehier	30-31

De l'examen du précédent tableau, il ressort à l'évidence que le manuscrit d'Epinal reproduit un manuscrit de la chronique de Sehier à laquelle ont été juxtaposés une série de documents et de notes qui sont sans rapport direct avec le texte même de la chronique. Le manuscrit d'Epinal dérive-t-il directement du manuscrit original de la chronique de Sehier, ou bien faut-il penser qu'entre cet original et la copie du début du XVIII^e siècle, il s'intercale une ou plusieurs copies intermédiaires? C'est là un problème que nous ne sommes pas en mesure de résoudre. En revanche, sur la manière dont s'est constitué le texte du manuscrit prototype qui est à l'origine de la copie d'Epinal, les différentes copies manuscrites ou imprimées que nous possédons de la chronique de Sehier, apportent des renseignements certains. Comme ces copies dérivent toutes de ce même prototype et comme elles reproduisent,

(1) L'abbaye de Chaumousey avait été soumise directement au St-Siège par la bulle de Pascal II de 1101; pour prix de son exemption elle devait faire parvenir, chaque deux ans, à Rome, une étole; ce cens symbolique fut remplacé plus tard (avant le XIII^e siècle) par une taxe en argent (*Liber censuum*, édit. Fabre-Duchesne, I, p. 175).

(2) C'est du moins ce qu'on peut conclure de la langue de la charte; il est possible que le n^o VI soit la traduction d'une charte latine antérieure au XIV^e siècle, mais seule la date de la traduction importe ici pour fixer un *terminus a quo* pour la transcription du n^o VI.

(3) Probablement Fontenoy-le-Château; V., Epinal, Bains.

de manière plus ou moins complète, les documents annexés à la chronique, elles donnent une image du manuscrit prototype à ses différents états et permettent de suivre son enrichissement progressif.

Que toutes les copies utilisées par les différents éditeurs de la chronique remontent à un même manuscrit, celui-là même qui nous a été conservé sous sa forme la plus complète par le manuscrit d'Epinal, c'est un fait qui, à notre connaissance, n'a jamais été signalé et qui, cependant, ne saurait être mis en doute, si l'on remarque que ces copies présentent toutes, sans exception, les mêmes lacunes⁽¹⁾. Ces lacunes, au nombre de deux, auraient dû, depuis longtemps, retenir l'attention des éditeurs en raison de leur importance exceptionnelle. La première interrompt, de manière tout à fait inattendue, le récit de Sehier au premier livre de la chronique. L'auteur, après avoir raconté la dédicace du premier oratoire construit par les moines, lors de leur arrivée à Chaumousey, annonce son intention de mettre sous les yeux du lecteur le privilège accordé quelque temps après par le pape Pascal II à la nouvelle abbaye⁽²⁾. Or, au lieu de la bulle de Pascal II, on trouve, insérée dans le texte de la chronique, une lettre adressée par l'évêque de Toul, Pibon, au pape, lettre dans laquelle l'évêque fait allusion à la querelle qui venait d'éclater entre l'abbaye de Chaumousey et celle de Remiremont au sujet de leurs droits respectifs sur l'église paroissiale de Chaumousey. Il est évident qu'une lacune d'ordre matériel nous a privés d'une partie du premier livre de la chronique ; non seulement le texte de la bulle de Pascal II, annoncé par l'auteur, ne nous est pas parvenu, mais nous avons à regretter également la perte de tout un passage, sans doute assez développé, dans lequel Sehier devait raconter l'origine du long procès qui, durant plusieurs années, mit aux prises les deux abbayes lorraines ; faute de connaître les débuts de l'affaire et d'en discerner les données juridiques, nous en saisissons mal les péri-

⁽¹⁾ La parenté entre ces copies se déduit également du fait qu'elles reproduisent toutes, sous la même forme tronquée, réserve faite des corrections que certains éditeurs ont cherché à introduire dans le texte, la date de la charte de Pibon, évêque de Toul, qui prononce la séparation définitive entre les abbayes de Chaumousey et St-Léon de Toul. (SS., XII, p. 330). (Sur la date véritable, voir p. 374, n. 2).

⁽²⁾ SS., XII, p. 331 : « Inserimus autem ipsum huic opusculo nostro privilegium cum ceteris litteris apostolicis quas ab eodem papa Pascali in necessitatibus nostris suscipere meruimus. . . . Scripsit igitur ad Romanum pontificem plenam supplicatione epistolam ista continentem. » — Le premier des privilèges de Pascal II, qu'annonce cette phrase, est probablement celui du 5 mai 1101, qui déclare l'abbaye exempte de l'ordinaire et fixe le cens pontifical qu'elle devra verser à l'avenir à la curie romaine (J. L. 5869).

péties ultérieures dans le récit, pourtant détaillé, qui nous en a été conservé ⁽¹⁾.

Une seconde lacune, probablement plus importante que la première, a fait disparaître toute la dernière partie de l'œuvre de Sehier, soit la fin du second livre. Après avoir raconté, dans le premier livre, l'installation des moines sur l'*alodium* de Chaumousey, les procès que l'abbaye eut à soutenir pour faire triompher ses droits sur cet *alodium* et poursuivi son récit jusqu'à la consécration de l'abbaye par le cardinal-légat Richard, le 1^{er} octobre 1107, l'auteur se proposait, comme lui-même en fait l'aveu ⁽²⁾, de passer en revue, dans un second livre, les différentes donations qui avaient constitué à l'abbaye les premiers éléments de son patrimoine. Or, dans l'état où il nous est parvenu, ce second livre ne comprend que quelques paragraphes ; cette extrême pauvreté contraste avec l'abondance du premier livre, dont le texte, pourtant, ne nous est pas parvenu au complet ; de plus, bien que Sehier mentionne la bulle de Pascal II de 1109, qui confirme à l'abbaye ses différentes possessions ⁽³⁾, il passe sous silence, dans le second livre, plusieurs donations inscrites dans la bulle ⁽⁴⁾ ; enfin, il est étrange que la chronique se termine ex abrupto, sur le simple rappel des donations faites à l'abbaye par Biliart, veuve de Bencelin de Châtenois ; à la fin d'une œuvre de cette importance, et étant donné la personnalité de l'auteur, on s'attendrait à trouver quelque formule de piété, à défaut d'une conclusion de valeur générale ⁽⁵⁾. Sous sa forme actuelle, la chronique donne l'impression d'une œuvre inachevée et on serait tenté

(1) Sur les causes véritables du conflit, voir Ch.-Edmond Perrin, *La chronique de Chaumousey. — Contribution à l'histoire ancienne de l'abbaye de Remiremont ; Annuaire de la Fédération historique lorraine*, IV (1931-1932), p. 265-280.

(2) Voir le prologue qui ouvre le Livre II (SS., XII, p. 341).

(3) SS., XII, p. 344. — Cette bulle du 21 mars 1109 (voir p. 376, n. 2) fut obtenue par Sehier au cours d'un voyage à Rome.

(4) Voici la liste des donations inscrites dans la bulle et qui ne se trouvent pas mentionnées dans la chronique :

« Quarterium terrae datum a Hadwide de Lagnevilla (Lignéville) apud Bosanvillam (Bouzanville) ». — « Quarterium terre datum a Beatrice, uxore Guanolis, Darnole (Darnieulles) ». — « Partem alodii de Petrivilla (Pierreville) datam a Lietardo et uxore sua Elisabeth cum quarterio terrae Darnole. — « Partem quam habebat Benzelinus Darnole datam a Cunegonde, uxore Joffridi militis, per concambium Bazonsmontis. » (Sehier, SS., XII, p. 346, mentionne bien la donation de Joffroi de Viviers à Bauzemont, mais ne signale pas l'échange de ce lointain domaine contre des biens à Darnieulles). — « Quarterium terrae datum a Stephano de Villa (Ville-sur-Illon) Viviriaco (lire probablement Viniziaco : Vennezey) ».

(5) Cette attente est d'autant plus justifiée que le Livre I se termine par une formule pieuse.

de croire que l'auteur a été interrompu dans la rédaction du second livre si, dans l'exposé de la charte-censier dont il sera question plus loin, l'abbé Sehier ne parlait de sa chronique comme d'une œuvre parvenue normalement à son terme. Dans le second cas comme dans le premier, il faut donc expliquer les lacunes observées par des mutilations subies, soit par le manuscrit original de la chronique, soit par le prototype, source commune de toutes les copies dont nous disposons à l'heure actuelle.

Si l'on compare entre elles ces différentes copies, on peut, dans une certaine mesure, dater les additions qui ont été introduites à la suite de la chronique sur le prototype et retracer l'histoire de la constitution de ce manuscrit. La copie la moins étendue, et par suite la plus ancienne, est celle qui a servi à D. Calmet pour l'édition qu'il a procurée de la chronique de Sehier ; cette édition, qui comprend seulement le texte de la chronique, prend pour base une copie établie au moment où le manuscrit prototype n'avait encore reçu aucune addition ⁽¹⁾. Quant à la copie utilisée par D. Martène ⁽²⁾, elle reproduit, en plus de l'œuvre de Sehier, les n^{os} II à VI du manuscrit d'Epinal ; cette copie postérieure au XIV^e siècle, époque à laquelle appartient le n^o VI, est, d'autre part, plus ancienne qu'une traduction française de la chronique, traduction qui, datant du XVI^e siècle, donne un texte plus étendu ⁽³⁾. De cette traduction, nous ne possédons pas moins de trois exemplaires qui forment les cahiers 1, 2 et 3 du manuscrit 202 de la Bibliothèque d'Epinal ; tous trois appartiennent au dernier quart du XVII^e siècle,

(¹) Calmet, *H.L.* (1^e édit., 1728) II, pr., col. 90-109 ; (2^e édit., 1748) III, pr., col. 245-268. L'auteur ne donne aucun renseignement sur le manuscrit qu'il a eu entre les mains. Ce manuscrit devait comprendre les deux livres de la chronique, mais D. Calmet, probablement frappé du caractère incomplet du Livre II, ou peut-être parce que celui-ci n'avait pas, pour l'histoire générale, une valeur aussi marquée que le Livre I, s'est contenté de publier ce dernier ; il en a fait suivre le texte de trois bulles provenant des archives de Chaumousey et qui, toutes trois, sont transcrites au cartulaire de 1427 (Bulle de Pascal II du 5 mai 1101 (J. L. 5869) et deux bulles d'Honorius III, datées toutes deux du 14 mars 1222).

(²) D. Martène et D. Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, III (1717), col. 1161-1198 « ex schedis Hugonis abbatis Clarifontis et coadjutoris Stivagiensis ».

(³) Nous signalons, pour mémoire, l'édition partielle de la chronique parue dans *Recueil des Historiens de la France*, XIV, p. 125-141 ; cette édition est établie d'après le texte de D. Martène. L'édition de Migne, *P.L.*, 162, p. 1120-1152, reproduit tel quel le texte de Martène, y compris les documents annexes ; il en va de même pour l'édition de Jaffé qui a rejeté en notes les documents annexes et qui, pour la chronique, utilise les deux éditions antérieures, celles de Martène et de Calmet. Jaffé n'a pas connu le manuscrit d'Epinal, qui lui aurait fourni quelques leçons intéressantes et qui lui aurait évité de fréquentes erreurs dans la transcription des noms de lieu.

mais ce ne sont que les copies d'une traduction plus ancienne, qui, à en juger par la langue, doit remonter au XVI^e siècle ⁽¹⁾ ; certains indices donnent même à penser que cette traduction est l'œuvre de Valdenaire, prieur d'Hérival, qui l'aurait exécutée en 1589 ⁽²⁾. Au moment où le manuscrit prototype fut utilisé par le traducteur du XVI^e siècle, il s'était enrichi des n^{os} VII et VIII ; la traduction comprend ainsi la charte-censier de Sehier, sous la forme incomplète que celle-ci affecte au n^o VII du manuscrit latin d'Epinal ⁽³⁾. Enfin, comme ce dernier date du début du XVIII^e siècle, c'est donc dans le courant du XVII^e siècle que le prototype a reçu les derniers documents annexés à la chronique (n^{os} IX et XI). Le manuscrit latin de la Bibliothèque d'Epinal et la traduction française du XVI^e siècle ont été publiés par Duhamel d'une manière défectueuse et incomplète, sans que l'auteur soit arrivé à tirer au clair l'histoire du texte de la chronique et des documents qui lui ont été annexés ⁽⁴⁾.

De cette histoire, qui intéresse directement la transmission des deux censiers, objet propre de cette étude, quelques faits apparaissent dès maintenant comme bien établis. Toutes les copies manuscrites ou imprimées de la chronique de Sehier dont nous disposons procèdent d'un manuscrit unique, qui est, soit le manuscrit original de la chronique,

⁽¹⁾ Le cahier I est un brouillon avec ratures, les dernières feuilles en sont perdues ; le cahier 2 et le cahier 3 représentent une mise au net du cahier I. Les trois cahiers ont été écrits par des scribes différents de la fin du XVII^e siècle ; le cahier 3 est de l'écriture de J. Defrance, chanoine régulier et procureur de Chaumousey, qui a daté cette copie de 1676 et déclare l'avoir collationnée à l'original de la chronique. Il est probable que le chanoine Defrance a fait entreprendre, sous sa direction, une révision d'une traduction du XVI^e siècle, révision dont témoignent les surcharges du cahier I, et qu'il a pris la peine de recopier cette traduction révisée après l'avoir confrontée avec le texte latin de Sehier, sans qu'on puisse affirmer qu'il ait eu entre les mains le manuscrit original proprement dit de la chronique.

⁽²⁾ Le rapprochement a été fait par Duhamel dans la préface à son édition de la chronique de Sehier (*D.R.I.V.*, II, p. 3).

⁽³⁾ Le traducteur du XVI^e siècle, ou le copiste qui a révisé son travail, a d'ailleurs sauté tout un passage du texte latin ; de plus, il n'a pas reproduit le chapitre final consacré à Housséville, chapitre qui, dans la copie du n^o VII, est brusquement interrompu au milieu d'une phrase.

⁽⁴⁾ *D.R.I.V.*, II (1869), p. 7-66 (texte latin) et p. 67-134 (traduction française). L'éditeur, soucieux d'accorder le texte latin et le texte français, n'a reproduit ni les n^{os} IX-XI, ni les passages du censier (n^o VII) que la traduction a sautés. Les renseignements donnés par Duhamel dans la préface de cette édition prouvent qu'il a bien eu en mains, pour l'établissement de celle-ci, les cahiers formant le Ms 202 de la Bibliothèque d'Epinal.

soit une copie ancienne de ce manuscrit ⁽¹⁾. Dans ce manuscrit prototype, le texte de la chronique a dû subir, de bonne heure, des mutilations qui se traduisent par deux lacunes importantes ; de plus, des scribes ont transcrit, à la suite de la chronique, un certain nombre de documents intéressant l'histoire ancienne de Chaumousey. Ce travail de transcription ne s'est pas fait en bloc, mais par morceaux, et il a été coupé de temps d'arrêt prolongés : les n^{os} II, III et IV ont pris place au manuscrit avant 1222, les n^{os} VII et VIII avant la fin du XVI^e siècle, les n^{os} IX–XI au cours du XVII^e siècle. A la réserve des n^{os} V et VI, qui présentent un caractère exceptionnel, les documents transcrits à la suite de la chronique sont dans un rapport étroit avec celle-ci : ils cherchent à remédier aux mutilations de son texte, ils la prolongent au-delà des limites de temps que s'étaient fixées Sehier ; enfin, ils complètent les renseignements qu'elle apporte sur l'origine et l'exercice des droits temporels de l'abbaye. Les n^{os} II et IX répondent à la première de ces tendances ; la bulle de Pascal II de 1109 (n° II) est bien citée par Sehier, mais celui-ci, contrairement à ses habitudes, n'en donne pas le texte, se contentant de renvoyer le lecteur au chartrier de l'abbaye ⁽²⁾ ; c'est pour réparer cet oubli volontaire qu'un scribe a transcrit le n° II immédiatement à la suite de la chronique ; quant aux notices que nous avons groupées sous le n° IX, elles appartiennent, pour la plupart, à l'abbatiate de Sehier et concernent les donations que celui-ci devait rapporter dans les dernières pages de sa chronique, celles-là mêmes qu'une mutilation a fait disparaître de bonne heure ⁽³⁾. Il est d'autres documents qui sont comme des matériaux préparés en vue d'une continuation de l'œuvre de Sehier ; c'est le cas pour la notice-censier de Darnieulles (n° III), qui est postérieure à la mort de cet abbé (1128), ainsi qu'on l'établira plus loin ; c'est le cas également pour un ensemble de notes (n° IV), qui rappellent des donations faites à l'abbaye à Darnieulles, Bauzemont et Pessincourt vers la fin du XII^e siècle ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Cette seconde hypothèse est préférable à la première, puisque toutes les copies reproduisent, sous la même forme tronquée, la date d'une charte de l'évêque Pibon (cf. p. 378, n. 1). Que cette copie soit ancienne, cela découle du fait même que, dès une date antérieure à 1222, le prototype avait reçu des additions.

⁽²⁾ SS., XII, p. 344.

⁽³⁾ Les notices IX, a, b, c, d appartiennent certainement à l'abbatiate de Sehier, la dernière (n° IXe) date de la première moitié du XII^e siècle sans qu'on puisse préciser davantage.

⁽⁴⁾ Le n° IV affecte un caractère assez particulier ; ce n'est pas une suite de notices de tradition transcrites les unes à la suite des autres comme le n° IX, c'est un document de caractère narratif qui rappelle les donations faites à Darnieulles par plusieurs personnes de la même famille, ainsi qu'à Bauzemont et Pessincourt. C'est l'occasion,

et pour un groupe de notices de tradition (n° XI) qui, établies au cours du XII^e siècle, paraissent, elles aussi, nettement postérieures à l'abbatiate de Sehier⁽¹⁾. Enfin les scribes qui, à deux reprises différentes, ont copié, sur le manuscrit de la chronique, la charte-censier de Sehier (n°s VII et X), se sont proposé de compléter la chronique en lui annexant un document conçu sur un plan totalement différent ; ce faisant, ils sont restés fidèles à la pensée de l'auteur, qui, résolu à défendre les droits de son abbaye, voyait, dans l'action conjuguée de la chronique et de la charte-censier, le moyen le plus efficace pour réaliser cette sauvegarde du patrimoine.

Les deux seules copies de la charte-censier qui nous aient été conservées sont incomplètes et aussi défectueuses l'une que l'autre. La copie la plus ancienne (n° VII) appartient à un groupe de documents, qui ont été transcrits sur le manuscrit prototype dans le courant du XV^e ou du XVI^e siècle ; cette copie s'arrête au milieu d'un membre de phrase, de telle sorte que toute la fin de la charte fait défaut ; la même lacune s'observe dans la traduction du XVI^e siècle qui a pris pour base le texte du n° VII⁽²⁾. La seconde copie (n° X) doit être l'œuvre d'un scribe du XVII^e siècle ; elle reproduit le début de la charte tel qu'il est donné par le n° VII ; puis, sautant toute une partie du texte transcrit par cette première copie, le n° X renferme un passage très mutilé qui lui est propre ; le second copiste, pas plus que le premier,

pour le rédacteur de la note, de mentionner des donations faites par d'autres personnes dans ces deux dernières localités ; il reproduit même, à ce propos, textuellement le passage de la chronique de Sehier (SS., XII, p. 346) concernant la donation faite par Cunégonde, veuve de Joffroi de Viviers, à Bauzémont. Parmi les donateurs mentionnés figure Aubert de Parroy, qui paraît dans une charte du cartulaire datée de 1193 (*D.R.I.V.*, X, p. 157) ; ce détail incite à penser que la note IV a été transcrite seulement à la fin du XII^e siècle ou au début du XIII^e.

La juxtaposition dans cette note des alleux de Bauzémont et de Pessincourt (détruit, sur le territoire d'Einvillie) prouve qu'il faut corriger « Bosonismontis », leçon donnée par Martène, en « Basonismontem », leçon qui, d'ailleurs, figure sur la copie du manuscrit d'Épinal. De nombreux actes transcrits au cartulaire permettent de suivre l'histoire du domaine de l'abbaye à Bauzémont, tandis qu'il ne s'en trouve aucun concernant Bouzémont.

(1) Voici, avec leur date approximative, les différentes notices de tradition que nous avons groupées sous le n° XI : XIa (XII^e siècle) ; XI b (avant 1130) ; XIc (après 1130) ; XI d (1160) ; XIe (second quart du XII^e siècle) ; XI f (1115-1128) ; les deux dernières notices XI g et h sont de date indéterminée.

(2) Le censier particulier du domaine d'Housséville, inventoriant les charges de deux quartiers de type particulier se termine sur la copie du n° VII par « et unum istorum arat... », ce qui suppose un passage mutilé. On a déjà signalé que ce dernier chapitre incomplet n'avait pas été reproduit par le traducteur du XVI^e siècle qui, de plus, a sauté plusieurs passages du censier.

n'a d'ailleurs poursuivi sa transcription jusqu'au bout, si bien que la fin du censier et le protocole final de la charte sont perdus. La présence, à la suite de la chronique de Sehier, de ces deux copies, incomplètes l'une comme l'autre, pose un problème assez embarrassant. Evidemment, c'est une mutilation matérielle qui a fait disparaître toute la fin de la première copie ; on imagine facilement, d'autre part, qu'un scribe postérieur, remarquant cette lacune, ait eu l'idée de transcrire de nouveau la charte-censier, mais on voit mal pour quelle raison cette seconde transcription est restée incomplète. Il est possible que ce second scribe n'ait eu à sa disposition qu'un texte (original ou copie ancienne) en très mauvais état et qu'il ait été incapable de déchiffrer un document en partie effacé. Cette explication n'exclut pas, d'ailleurs, que le scribe du XVIII^e siècle, qui a copié le manuscrit latin d'Epinal, soit, pour une part, responsable des lacunes de cette seconde copie ; il est visible, en effet, que ce scribe, ne comprenant plus les termes techniques dont est émaillé le censier, n'a pu déchiffrer certains passages qui figuraient sur le manuscrit prototype, ainsi que permet de l'établir l'examen de la traduction du XVI^e siècle (1). Toutefois, comme il ressort de l'étude qui va suivre que nous avons à déplorer l'absence de chapitres entiers du censier, on voit que la double explication qu'on vient de suggérer ne saurait rendre compte de lacunes aussi étendues.

En juxtaposant ces deux copies incomplètes, en utilisant la traduction française du XVI^e siècle pour restituer les passages laissés en blanc dans le n° VII et en mettant à profit le fait que le formulaire du censier est de type uniforme, on arrive à reconstituer, tant bien que mal, et en partie seulement, le texte de la charte-censier (2). Celle-ci comprend un exposé, dans lequel l'abbé Sehier fait part de son intention de fixer par écrit, dans une charte, les « revenus » (*redditus*) provenant des différents domaines de l'abbaye en les classant dans l'ordre même des échéances. Parmi ces revenus, l'auteur a tenu compte seulement de ceux qui, en raison de la fixité de leur montant, pouvaient faire l'objet d'une prévision ; c'est dire qu'il a passé complètement sous silence tout ce qui pouvait concerner l'exploitation

(1) Les passages les plus mutilés, dans le texte latin, sont ceux qui concernent les ansanges ou lots de terre labourable que le tenancier de chaque quartier avait mission de mettre en culture. Le copiste du XVII^e siècle, ignorant complètement cette institution, a massacré les passages où le mot figurait ; quant au traducteur, il emploie couramment le mot « ensengne » ou « ensongne », mais il paraît entendre par ce terme un jardin potager, ce qui l'entraîne parfois à une traduction fantaisiste.

(2) Voir l'édition de la charte-censier à la fin du présent ouvrage, Appendice III, p. 711-716.

de la réserve seigneuriale. Ce sont les revenus des tenures domaniales, et ceux-là exclusivement, qu'il a consignés au censier, le terme de *redditus* s'appliquant à l'ensemble des charges de toute nature imposées aux tenanciers : redevances en argent, prestations en nature, corvées diverses. Le censier ainsi entendu devait, à en juger par les termes mêmes de l'exposé, parfaire l'œuvre que Sehier avait entreprise en écrivant la chronique. Si celle-ci rappelait l'origine des droits de l'abbaye sur ses différents domaines, le censier se proposait de déterminer l'exercice de ces mêmes droits ; les deux documents, se complétant en quelque sorte, devaient fournir, aux futurs abbés de Chaumousey, des armes efficaces pour maintenir l'intégrité du temporel.

La matière du censier, qui suit immédiatement ce protocole initial, se répartit en un certain nombre de chapitres qui correspondent à six localités différentes ; ce sont, dans l'ordre même où elles se présentent : *Masnile* (chap. 1), *Ruvrum* ⁽¹⁾ (chap. 2), *Unocurt* ⁽²⁾ (chap. 3), *Matulcurt* (chap. 4), *Holceivillam* (chap. 5) et *Aldonem* (chap. 6), localités qu'il faut identifier avec Ménil-en-Xaintois, Rouvres-en-Xaintois, Noncourt ⁽³⁾, Madecourt ⁽⁴⁾, Housséville et Adompt. Il est des chapitres qui renferment deux censiers particuliers ; cela tient au fait que, dans certaines localités, l'abbaye possédait plusieurs alleux d'origine différente ; encore que les tenures correspondant à ces alleux

⁽¹⁾ La copie d'Epinal donne la leçon fautive « Rivirum ».

⁽²⁾ Le manuscrit d'Epinal donne la leçon correcte « Unocurt » ; la traduction du XVI^e siècle, qui ne se soucie nullement d'identifier les noms anciens, écrit « Une-curt ». Ces deux mots sont, en général, massacrés par les éditeurs, qu'il s'agisse soit de la chronique, où le nom paraît plusieurs fois, soit du censier et de sa traduction ; les éditeurs impriment d'ordinaire « Wuocourt, Vucurt ».

⁽³⁾ L'identification de *Unocurt* présente quelque difficulté du fait qu'il y a, dans la zone où se groupent les possessions de Chaumousey, deux villages de vocables très voisins, qu'on peut mettre en rapport avec *Unocurt* ; l'un est Noncourt, sur la Meuse, aux portes de Neufchâteau, l'autre est Oncourt, à mi-chemin entre Epinal et Charmes. Une donation de terres à *Unocurt*, faite à l'abbaye par Aubry de Neufchâteau pour lui permettre de construire un moulin sur la Meuse (SS., XII, p. 345), prouve que *Unocurt* doit être identifié avec Noncourt ; la forme ancienne pour Oncourt étant, tout au moins au XII^e siècle, *Auncourt*.

⁽⁴⁾ Le domaine appelé *Matulcurt* dans le censier, *Matulcurt* dans la bulle de Pascal II de 1109, *Mattricurte* (la copie du cartulaire donne la leçon inexacte *Matinicurte*) dans la bulle d'Eugène III du 23 janvier 1148 (*D. R. I. V.*, X, p. 97) et *Matrecurt* dans la bulle de Grégoire VIII du 13 novembre 1187 (*D. R. I. V.* X, p. 143) a été, en général, identifié avec Madecourt et c'est à cette solution que s'est rangé M. Marichal dans le *Dictionnaire topographique des Vosges* ; toutefois, l'identification avec Mattécourt, comm. St-Remy ; M. M., Lunéville, Bayon, n'est pas philologiquement impossible (sur les formes anciennes de ce nom, voir p. 498, n. 3 de la présente étude).

fussent, de part et d'autre, soumises à des charges de même type, celles-ci comportaient pourtant des particularités assez marquées pour justifier l'établissement de censiers distincts. A Ménil-en-Xaintois, le censier, qui confirme, sur ce point, les données de la chronique, dénombre deux alleux, donnés l'un et l'autre par Berthe, veuve de Brocard, et provenant, l'un du patrimoine de la donatrice (chap. 1, par. 1), l'autre de son douaire (chap. 1, par. 2) ⁽¹⁾. Il en va de même à Noncourt ; là aussi, l'abbaye possède un alleu donné par Berthe (chap. 3, par. 1) et un second alleu (chap. 3, par. 2), que le rédacteur du censier distingue du premier, sans toutefois l'identifier d'une manière précise, en rappelant son origine ⁽²⁾. Il est probable qu'on retrouve, à Rouvres-en-Xaintois, une situation analogue. Sans doute le chap. 2 inventorie, dans cette localité, un seul alleu, provenant, lui aussi, de la générosité de Berthe ; mais il est possible de découvrir, dans la dernière partie très mutilée de la seconde copie du censier, les traces d'un second alleu distinct du premier. Le chap. 6, qui ne nous est connu que par cette copie, présente des traces de mutilation manifeste ; son texte se décompose, en réalité, en deux chapitres : l'un (chap. 6), dont la fin est mutilée, concerne Adompt, l'autre (chap. 7), dont le début et la fin manquent, se rapporte à un domaine dont le nom ne nous a pas été conservé. Comme le régime auquel sont soumises les tenures de ce domaine anonyme est très voisin de celui pratiqué sur l'alleu de Berthe à Rouvres, et comme nous savons, d'autre part, par la chronique, que l'abbaye avait reçu de la générosité de Biliart, veuve de Bencelin de Châtenois, un alleu à Rouvres ⁽³⁾, il est possible que le censier particulier qui suit celui d'Adompt s'applique précisément à ce second alleu.

A supposer que la charte-censier ait été datée avec précision, il nous faut renoncer à en déterminer la date exacte, puisque le protocole final de la charte est perdu ; toutefois, il est possible de resserrer la rédaction de la charte dans des limites de temps assez étroites. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, il ressort nettement du protocole initial que la charte-censier est postérieure à la chronique qu'elle se propose

(¹) Sur l'origine de ces deux alleux voir la chronique de Sehier, livre II (SS., XII, p. 342-343 ; introduire dans le texte de Jaffé les corrections « Masnile » et « Ruvro »).

(²) Le premier alleu est mentionné par le censier en ces termes : « Dedit nobis eadem Berta octo quarteria cum totidem mansis apud Unocurt. Unumquodque quarterium hujus alodii debet... » ; pour le second, le censier se contente de la formule : « Quarterium de Unocurt debet... ».

(³) SS., XII, p. 346.

de compléter ; dans ces conditions, sa rédaction doit se placer entre les années 1109 et 1128. C'est, en effet, en cette dernière année qu'est mort l'abbé Sehier ⁽¹⁾ et, d'autre part, la date de 1109 est un *terminus a quo* pour la mise en œuvre de la chronique, puisque celle-ci fait état, on le sait, de la bulle de Pascal II du 21 mars 1109. Il est même infiniment probable que la charte-censier appartient plutôt à la fin qu'au début de la période 1109-1128 et qu'elle date ainsi des dernières années de l'abbatit de Sehier. A Noncourt, en effet, comme on l'a vu, le censier inventorie deux domaines, l'un donné par Berthe, veuve de Brocard, l'autre dont l'origine n'est pas autrement spécifiée. Les bulles pontificales qui, sous l'abbatit de Sehier, confirment à l'abbaye les éléments de son patrimoine ⁽²⁾, permettent d'identifier, à coup sûr, ce second alleu, distinct de celui de Berthe. Il est impossible de mettre cet alleu en relation avec une donation faite par Aubry de Neufchâteau, puisque cette donation comprenait seulement des terres propres à édifier un moulin sur le Meuse ⁽³⁾ ; par suite, il ne peut s'agir que de l'alleu donné à l'abbaye par Werry de Noncourt. La donation de cet alleu est certainement postérieure à la chronique de Sehier, qui n'en fait pas mention dans le passage qu'il consacre à l'origine des biens de l'abbaye à Noncourt ⁽⁴⁾ ; il en est question, pour la première fois, dans la bulle de Callixte II de 1124, qui confirme à l'abbaye l'ensemble de ses privilèges, sous une forme très générale, et qui fait expressément mention de la donation de Werry de Noncourt ⁽⁵⁾. De cette dérogation au formulaire de la bulle, on peut

(1) La date exacte de la mort de Sehier est connue grâce à la croix de plomb, trouvée en 1586 dans le tombeau du premier abbé de Chaumousey ; l'inscription est reproduite au f° 30 V° du cahier 3 du Ms 202 ; elle fixe la mort de Sehier au 8 mai 1128.

(2) Ce deux bulles sont celle de Pascal II de 1109, déjà plusieurs fois citée, et celle de Calixte II du 3 février 1124 (J. L. 7141).

(3) Bulle de 1109 « Alodium datum ab Albrico de Novocastro et uxore ejus et filiis apud Unocurt in quo molendinum aedificatum est ». Sur l'emplacement exact du moulin, voir p. 385, n. 3.

(4) SS., XII, p. 345.

(5) « ...possessiones videlicet atque bona, quae predictus dominus Paschalis papa suo vobis privilegio confirmavit. Alodium quod dedit Widricus de Unocurt et possessiones quas dedit Biliardis vidua ». Tandis que Sehier ne fait pas mention de l'alleu donné par Werry de Noncourt, il signale les possessions données par Biliart, veuve de Bencelin de Châtenois, à Rouvres, Aouze, Landaville et Beaufremont (SS., XII, p. 346). Il est possible que l'abbaye soit entrée en possession de ces biens à une date tardive, par suite des contestations soulevées par les héritiers de Biliart ; cette hypothèse expliquerait la mention spéciale qu'en fait la bulle de 1124.

conclure, semble-t-il, que les moines de Chaumousey sont entrés en possession de cet alleu à une date antérieure de peu à 1124 et, par suite, que la rédaction de la charte-censier doit être reculée jusqu'aux dernières années de l'abbatiat de Sehier.

Les conditions mêmes dans lesquelles nous a été transmise la charte-censier nous ont déjà avertis des mutilations qui en défigurent le texte. Si la juxtaposition sur l'original de la charte des chapitres Ménil, Rouvres, Noncourt, Madecourt et Housséville est attestée par la succession, sans solution de continuité, de ces mêmes chapitres sur la copie du n° VII, il est, par contre, vraisemblable que, entre le chapitre Housséville et le chapitre Adompt, le texte est interrompu et, d'autre part, il est certain qu'une seconde lacune nous a privés des derniers chapitres du censier ⁽¹⁾. Est-il possible d'évaluer, de manière approximative, l'importance de ces pertes? On peut y parvenir par voie de comparaison, en combinant les données de la chronique avec celles de la bulle de 1109 pour déterminer l'étendue du patrimoine de l'abbaye ⁽²⁾. A s'en tenir à ces deux documents, on voit que, vers 1109, quelques années avant la rédaction du censier, l'abbaye possédait un assez grand nombre de domaines qui s'éparpillaient, entre Meuse et Moselle, à travers le plateau lorrain, de Neufchâteau à Epinal ⁽³⁾.

C'étaient, dans la région de Neufchâteau : Noncourt⁽⁴⁾, Landaville,

⁽¹⁾ Les rapports entre les trois copies qui nous ont conservé en partie le texte du censier ressortent du tableau de concordance ci-dessous :

N° VII du Ms d'Epinal	N° X du Ms d'Epinal	Traduction du XVI ^e siècle
Protocole initial	Protocole initial	Protocole initial
Censier	Censier	Censier
Ch. 1 (Ménil)	Ch. 1	Ch. 1
Ch. 2 (Rouvres)	Ch. 2	Ch. 2
Ch. 3 (Noncourt)		Ch. 3
Par. 1	(manque)	Par. 1 (manque)
Par. 2	(manque)	Par. 2
Ch. 4 (Madecourt)	(manque)	Ch. 4
Ch. 5 Housséville)	(manque)	(manque)
.....	Ch. 6 (Adompt)	(manque)
.....		
.....	Ch. 7 (localité anonyme)	(manque)
.....		

⁽²⁾ Cette comparaison suppose, bien entendu, que l'inventaire entrepris par l'abbé Sehier s'étendait à l'ensemble des domaines de l'abbaye; c'est ce qui ressort du texte même de l'exposé de la charte-censier (cf. p. 711).

⁽³⁾ Voir la carte de France au 200 000^e (feuille Nancy).

⁽⁴⁾ Alleux donnés par Berthe, veuve de Brocard, Aubry de Neufchâteau et Werry de Noncourt (cf. p. 385, n. 3; p. 386, n. 2; p. 387, n. 5).

Beaufremont, Aouze⁽¹⁾ ; dans la région de Mirecourt : Ménil-en-Xaintois⁽²⁾, Rouvres-en-Xaintois⁽³⁾, Remicourt⁽⁴⁾, Madecourt⁽⁵⁾, Adompt⁽⁶⁾, *Hundinivilla*⁽⁷⁾, Bouzanville⁽⁸⁾ et Housséville⁽⁹⁾ ; dans la région d'Épinal, à proximité du siège même de l'abbaye de Chaumousey⁽¹⁰⁾ :

(1) Alleux de Landaville, Beaufremont et Aouze donnés par Biliart, veuve de Bencelin de Châtenois (cf. p. 387, n. 5).

(2) Alleux donnés par Berthe (cf. p. 386, n. 1).

(3) Alleux donnés par Berthe et Biliart (cf. p. 386, n. 3).

(4) La chronique de Schier mentionne (SS., XII, p. 345 ; lire « Jannuncurt » au lieu de « Sannuncurt », comme l'imprime l'éditeur) la donation faite à l'abbaye par Roubaud de Dommartin de ses alleux de Housséville et de *Jannuncurt* ; d'autre part, il ressort d'une charte de Pierre, évêque de Toul, de 1172-1182 (*D.R.I.V.*, X, p. 132) que l'alleu donné par Roubaud à *Jannuncurt* était exploité directement par l'abbaye qui possédait, en outre, dans la même localité, deux quartiers donnés par « la dame de Remenoville ». La bulle de 1109, une charte d'Henri, évêque de Toul, de 1129 (*D.R.I.V.*, X, p. 74) parlent de l'alleu donné par Roubaud, à *Remuncort*, dans des termes tels, qu'il y a certainement équivalence entre *Jannuncurt* et *Remuncort*. Il faut donc voir, dans *Jannuncurt*, une localité disparue, toute proche de *Remuncort*.

Reste à identifier *Remuncort*. Comme il ressort de la notice IXd du cahier 4 du Ms 202 que l'alleu donné par Roubaud était voisin d'Offroicourt et comme, d'autre part, la charte de l'évêque de Toul Pierre, signalée plus haut, oblige les moines de Chaumousey à payer à l'église de Dommartin, c'est-à-dire Dommartin-sous-Montfort (disparu, territoire d'Offroicourt) la dîme pour les quartiers qui leur avaient été donnés par la « dame de Remenoville » à *Jannuncurt*, on voit qu'il faut identifier *Remuncort*, non pas avec Remoncourt, comme on serait tenté de le faire au premier abord, mais bien avec Remicourt, village voisin d'Offroicourt. Toutefois, comme il est impossible de rattacher philologiquement Remicourt à *Remuncort*, il faut admettre que, dans toutes les chartes citées plus haut, *Remuncort*, ou toute forme voisine, est une faute de lecture, imputable au scribe du rédacteur du cartulaire de Chaumousey, faute qu'il convient de corriger en *Remmicort*.

(5) Alleu de Madecourt donné par Masselin de Dommartin (SS., XII, p. 345).

(6) L'origine de cet alleu est inconnue ; il n'en est question, ni dans la chronique de Schier, ni dans la bulle de 1109, ni dans celle de 1124.

(7) Les moines ayant reçu d'Amaury d'Ambacourt un alleu à Bagneux, dans la région de Toul, échangèrent, dès avant 1105 (Calmet, *H.L.*, I, pr., col. 515), cet alleu contre l'alleu que les chanoines de St-Gengoul de Toul possédaient à peu de distance de Chaumousey, à *Hundinivilla* (Hendeville, disparu, entre Frénois et Pont-les-Bonfays) (SS., XII, p. 326-327).

(8) Sur cet alleu mentionné dans la bulle de 1109 et non dans la chronique, voir p. 379, n. 4.

(9) Sur l'alleu de Housséville donné par Roubaud de Dommartin, voir *supra*, n. 4.

(10) A Chaumousey, l'abbaye avait reçu successivement deux alleux de la générosité de Thierry et de Hawis ; sur l'ensemble de leur domaine de Chaumousey, les donateurs avaient d'abord prélevé le terrain nécessaire à l'édification de l'abbaye, puis ils avaient donné aux moines, par la suite, tout le reste de leur domaine (SS., XII, p. 326-27).

Bouzey⁽¹⁾, Hennecourt⁽²⁾, Darnieulles⁽³⁾, Oncourt⁽⁴⁾ et Igney⁽⁵⁾ ; à cette liste, il faut ajouter les deux domaines excentriques de Pierreville, au nord, et de Vennezey⁽⁶⁾, au nord-est de la zone précédente et, pour être complet, il conviendrait de tenir également compte de quelques domaines qui ne peuvent être identifiés avec certitude⁽⁷⁾. Pour s'en tenir aux localités d'identification indiscutable, on voit qu'il en est six seulement, parmi celles qui viennent d'être citées, dont le nom se retrouve dans les deux copies du censier⁽⁸⁾ ; en admettant que l'abbaye ne soit pas entrée immédiatement en possession des alleux qu'elle devait à la générosité des fidèles, soit que la donation n'ait produit son effet qu'à la mort du donateur, soit que l'abbaye ait eu à lutter contre les prétentions de ses héritiers, en supposant même que certains alleux éloignés aient été échangés contre des terres enclavées dans les domaines les plus voisins de l'abbaye⁽⁹⁾, de toute manière, il faut bien reconnaître qu'une partie seulement du censier, établi par les soins de Sehier, nous a été conservée ; on ne se trompera pas beaucoup en admettant que la moitié au

(¹) Alleu donné par Helouis de Chaumont (SS., XII, p. 346, corriger « Bulherum » en « Bulzeium »).

(²) Alleux donnés par Bencelin de Châtenois et sa femme à Lamerey, à Hennecourt (*apud Humoniscurtem*) et à *Liberici* (ou *Liherici*?) (SS., XII, p. 341).

(³) Nous reviendrons un peu plus loin, à propos de la notice-censier de Darnieulles, sur les différents alleux que l'abbaye de Chaumousey possédait vers 1109 dans ce village.

(⁴) Vautier de Balléville, ayant attaqué l'acte de donation par lequel Berthe, veuve de son oncle Brocard, disposait en faveur de l'abbaye de biens provenant de son douaire, finit par s'accorder avec l'abbaye et, en dédommagement des torts qu'il lui avait causés, lui abandonna deux quartiers de son alleu à Oncourt. Cette donation, qui est mentionnée par Sehier (SS., XII, p. 344), est postérieure à 1109, ainsi qu'il ressort du récit du chroniqueur et, par suite, ne figure pas dans la bulle de Pascal II de cette même année.

(⁵) Alleu d'Igney donné par Werry de Walcourt (SS., XII, p. 346). Il s'agit probablement d'Igney ; M. M., Lunéville, Blâmont.

(⁶) Sur l'acquisition par l'abbaye des alleux de Pierreville et de Vennezey, connus seulement par la bulle de 1109, voir p. 379, n. 4.

(⁷) C'est le cas pour l'alleu d'*Orvillaris* donné par Masselin de Dommartin (SS., XII, p. 345, corriger « Truillaris » en « Orvillaris ») et pour celui de *Liberici* (ou *Liherici*?) (cf. *supra*, n. 2).

(⁸) Les inventaires particuliers de la charte-censier concernent des domaines répartis dans sept localités différentes, si l'on n'admet pas que le dernier chapitre s'applique à l'alleu donné par Biliart à Rouvres.

(⁹) On a signalé, dans les notes précédentes, les échanges de cette sorte qui nous sont connus : alleux de Bauzemont, de Bagneux, de Lamerey échangés contre d'autres alleux à Darnieulles, Hendeuille et Hennecourt.

moins des chapitres ont entièrement disparu. Ces pertes sont d'autant plus regrettables que ce censier pose des problèmes fort intéressants, en ce qui concerne sa composition et le régime pratiqué sur les domaines de l'abbaye de Chaumousey dans le premier quart du XII^e siècle ; à ces problèmes, nous chercherons, dans les pages qui vont suivre, à proposer des solutions vraisemblables, sans nous dissimuler que ces solutions ont une portée assez limitée, en raison même du nombre restreint des chapitres sur lesquels elles se fondent.

Ce qui frappe le plus, à la première lecture de la charte-censier, c'est son unité de rédaction. Dans tous les censiers particuliers, les prestations imposées aux tenures sont ordonnées selon un plan constant qui respecte, dans la mesure du possible, l'ordre chronologique des échéances, conformément au principe formulé dans le protocole de la charte ⁽¹⁾ ; les termes techniques sont empruntés au même vocabulaire ⁽²⁾ ; enfin, comme parfois on voit apparaître une tournure de phrase qui dénote des habitudes de style propres à Sehier ⁽³⁾, on peut

(1) Les différentes prestations, quelle que soit leur nature, sont ordonnées suivant la date des échéances ; le point de départ est d'ordinaire Noël (Ménil, Rouvres, Noncourt, Adompt, peut-être aussi le domaine inventorié au dernier chapitre conservé), exceptionnellement juillet (Madecourt) ou Pâques (Housséville). La seule exception à la règle de l'ordre chronologique strict provient de l'introduction de l'article sur la corvée de labourage aux trois saisons et de l'article sur la mise en culture des ansanges. Le premier est inséré, soit après la date de Pâques, soit après celle de juillet ; le second est, d'ordinaire, rejeté en fin de censier.

(2) En dehors de l'habitude de désigner la journée de travail due par les tenanciers, par l'instrument utilisé au cours de l'exécution du travail (*falcem et furcam, duos sarculos*), signalons deux expressions caractéristiques : « *quarterium debet trituram n. modiorum* » au sens de « *debet triturare n. modios* », « *in tecto horrei nostri n. cindulas et prius mundato ipso horreo et substrato, conducere foenum et annonam* ». Cette dernière formule fait allusion à l'obligation de fournir des bardeaux et de rentrer le foin et la récolte de céréales après avoir nettoyé et « jonché » le sol du grenier. Le terme de *substernere*, appliqué au grenier, doit s'entendre du travail qui consiste à répandre sur le sol du grenier des branches d'arbre. Cette corvée, qui a pour but d'assurer la bonne conservation des récoltes, est rarement mentionnée, mais deux passages du censier de St-Maximin de Trèves (Beyer, *MR. UB.*, II, p. 434 et 449), concernant les domaines de *Mambre* et *Mazena*, ne laissent subsister aucun doute sur l'exactitude de l'interprétation qui est ici proposée.

(3) Ce sont des formules qui servent à l'auteur de transition pour aborder un nouveau paragraphe : « *Primo que de alodiis nostris apud Masnile et apud Ruvrum... comperimus, succincte disseramus* » (Ménil) ; « *qualiter horreum nostrum in eodem alodio construi aut reparari... debeat, breviter adjiciam* » (Noncourt) et « *quid octo mansi ejusdem alodii debeant aperiari* ». Ce procédé de développement et ces formules, en particulier la dernière, se retrouvent à plusieurs reprises dans la chronique. (*SS.*, XII, p. 325, l. 43 ; p. 331, l. 22 ; p. 336, l. 45 ; p. 341, l. 30 ; p. 342, l. 20).

tenir pour assuré que la charte-censier est l'œuvre personnelle de l'abbé au nom duquel elle a été promulguée. Une étude plus poussée du contenu du censier ne tarde pas à révéler qu'à cette unité de rédaction, correspond une remarquable unité dans le statut des différents domaines : d'un domaine à l'autre, les charges qui incombent à l'unité de tenure, le quartier, se répètent avec des différences très minimes. De telles analogies ne surprennent pas, quand il s'agit de deux alleux compris dans les limites d'une même *villa* ; dans ce cas, en effet, il va de soi que les deux alleux proviennent du démembrement plus ou moins ancien d'un même domaine ; les différences qu'on relève de l'un à l'autre, dans le montant des redevances, témoignent des modifications qui, avec le temps, ont pu être introduites dans les articles réputés intangibles de la coutume du domaine. A Ménil-en-Xaintois, par exemple, les quartiers des deux alleux donnés par Berthe, veuve de Brocard, sont soumis exactement aux mêmes charges, mais, tandis que sur l'alleu provenant du patrimoine de la donatrice, le quartier doit, à Noël, une obole comme taxe de substitution pour la fourniture de bois à brûler (*pro lignario*) et, à la St-Martin, deux deniers et un poulet, la même tenure, sur l'alleu provenant du douaire de Berthe, acquitte, à Noël, deux oboles et un denier seulement à la St-Martin. A Noncourt, en revanche, aux deux domaines possédés par l'abbaye, s'appliquent des tableaux de redevances qui diffèrent assez sensiblement l'un de l'autre ; il est possible, dans ce dernier cas, que les deux alleux se soient détachés, dès une époque ancienne, de la *villa* de Noncourt et que l'évolution du régime domanial s'y soit poursuivie sur des plans divergents ⁽¹⁾.

Si la similitude de régime constatée sur deux domaines d'une même *villa* trouve facilement son explication dans la communauté d'origine de ces domaines, il ne saurait en aller de même, quand le même régime s'applique à des domaines éloignés les uns des autres et sans aucune relation apparente entre eux. Or, si l'on fait abstraction de quelques particularités propres à certains domaines, les différents tableaux de prestations inscrits au censier de Chaumousey se ramènent,

(1) Les deux tableaux de prestations se correspondent d'un domaine à l'autre, mais il est des prestations qui sont particulières à l'alleu donné par Berthe : (confection d'une clôture de 15 pieds en mars, redevance en août de 2 deniers et de 1 obole, charroi et redevance en argent à la St-Remy, obligation de réparer ou de reconstruire le grenier ou le moulin du domaine). La communauté d'origine des deux alleux de Noncourt donnés, l'un par Berthe, et l'autre, comme nous l'avons établi (cf. p. 387), par Werry de Noncourt, est confirmée par le fait que les deux donateurs étaient parents (SS., XII, p. 342).

en fin de compte, à un seul type que caractérisent les charges suivantes. A Noël, le quartier acquitte certaines redevances en argent et en nature ⁽¹⁾ ; en mars, il doit la confection de clôtures sur une certaine longueur ⁽²⁾ ; aux trois saisons du labourage, la corvée de la charrue ⁽³⁾ ; en juillet, la fauchaison, la fenaison et le charroi du foin ; en août, la moisson et le charroi de la récolte ; enfin, le tenancier du quartier doit cultiver deux lots de terre dits ansanges ⁽⁴⁾, fournir des bardeaux

⁽¹⁾ Ces redevances comportent régulièrement des pains, quelques deniers et des chapons (ou un porc) ; il faut voir certainement dans ces différentes prestations des cadeaux offerts par le tenancier au *dominus* à l'occasion de la *visitatio* qu'il lui fait ou est censé lui faire, une fois dans l'année. Cette interprétation est confirmée par un passage mutilé du chapitre Adompt qui suit l'énoncé des redevances de Noël (« Si ipse qui quarterium tenet cum his ad curiam non venerit... ») ; les redevances sont encore portées par le tenancier à la « cour » du domaine, elles ne sont pas recueillies à domicile par le maire, comme il est d'usage pour les autres redevances.

Sur le domaine anonyme du dernier chapitre, le quartier « debet tres faculas ad tostrinam operari » ; on ne voit aucune correction à proposer pour la leçon « tostrina » qui est inintelligible.

⁽²⁾ Cette corvée qui comporte, partout où elle est exigée, la confection d'une clôture sur une longueur de 15 pieds, exceptionnellement 30 pieds à Adompt, n'est pas mentionnée à Noncourt (alleu provenant de la donation de Werry), ni à Madecourt, ni à Housséville.

⁽³⁾ La *crovada* n'est pas mentionnée à Madecourt, ni à Housséville (chapitre incomplet).

⁽⁴⁾ Sur le caractère général de l'ansange, lot de terre confié au tenancier à charge d'en assurer la culture, nous renvoyons à notre étude des *Mélanges Lot*, p. 619 et sq. ; au moment où nous avons rédigé ce mémoire, nous ne connaissions pas encore le censier de Chaumousey, qui nous aurait fourni, sur la culture des ansanges, des renseignements intéressants.

Dans tous les domaines inscrits au censier, dont l'inventaire nous est parvenu au complet, la pratique de l'ansange est constante. Normalement, les ansanges sont groupées en trois lots différents, correspondant aux trois saisons et, théoriquement, trois ansanges devraient être rattachées au quartier. C'est le cas à Adompt où le censier précise que le quartier doit labourer trois ansanges. A Madecourt, cette obligation ne porte que sur deux ansanges, l'une à la saison du blé d'automne et l'autre à la saison du blé de printemps ou trémois. A Ménil et à Rouvres, le censier fixe seulement la date à laquelle le tenancier du quartier doit avoir terminé le labour de l'ansange. Dans les saisons de la jachère et du blé d'hiver ; on ne saurait en conclure que le même tenancier est dispensé de labourer l'ansange de trémois dont, par ailleurs, il doit assurer l'ensemencement. Dans les autres chapitres, la rédaction est conçue sous une forme trop vague pour qu'on puisse en tirer une conclusion quelconque sur le nombre des ansanges labourées par le tenancier du quartier.

En ce qui concerne la fourniture de la semence, il est, en général, admis que le tenancier ensemeence à ses frais seulement l'ansange de trémois. A Adompt, la coutume est différente : si, dès la St-Martin, le tenancier acquitte un resal (*vas rasum*) d'avoine, c'est l'abbaye qui ensemeence à ses frais les deux ansanges ; si le tenancier néglige de

pour la toiture du grenier de la cour seigneuriale, nettoyer le grenier, le mettre en état pour recevoir les récoltes et battre une certaine quantité de blé ⁽¹⁾. Si tel est le type courant, on peut toutefois en distinguer trois variétés, caractérisées, l'une par une taxe de substitution, à la St-Remy, pour fourniture de viande, l'autre par une redevance en argent, à la mi-mai, la troisième par une corvée de sarclage en juin ⁽²⁾. Si l'on songe que les domaines auxquels s'appliquent ces tarifs se situent dans six villages dont certains, comme Noncourt et Housséville, sont distants d'une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau, force est bien d'admettre que l'uniformité de régime constatée ne saurait être un fait du hasard, elle est voulue, et, comme ces domaines ne proviennent pas d'un seul et unique donateur, cette uniformité de régime ne saurait être un fait ancien, elle ne peut être que le résultat d'une politique poursuivie par l'abbaye de Chaumousey ; le difficile est de déterminer par quels moyens cette politique est parvenue à ses fins.

Dans son état actuel, la charte de l'abbé Sehier ne renferme aucun renseignement de valeur générale sur les opérations préparatoires à l'établissement du censier ; toutefois, il est remarquable qu'elle fasse un sort spécial et accorde une place d'honneur aux alleux provenant des donations faites à l'abbaye par Berthe, veuve de Brocard. Non seulement ces alleux sont placés en tête de l'inventaire, mais ils sont

s'acquitter dès cette date. il lui faut, au printemps, fournir la semence pour l'ansange de trémois.

En ce qui concerne la part accordée au tenancier sur la récolte des ansanges cultivées par lui, seuls les chapitres Adompt et Madecourt apportent quelques précisions. A Adompt, le tenancier reçoit une gerbe sur la récolte de chaque ansange ; à Madecourt, si la récolte est supérieure à 12 gerbes par ansange, il en touche une ; dans le cas contraire, il doit compléter à 12 le nombre des gerbes récoltées.

⁽¹⁾ Sur ces différentes prestations, voir l'édition du censier p. 711 et sq.

⁽²⁾ Le premier type est le plus répandu, car on trouve la taxe uniforme de trois oboles payée « pro carne (peut-être faut-il lire *carnibus*) » ou « pro bacchone » à la St-Remy à Ménil, Rouvres, Adompt ; en outre, on trouve, à Housséville et Noncourt, une taxe de même montant, acquittée à la même date, sans aucune spécification et qui a, probablement, la même origine. La taxe « pro carne » peut se combiner, sur certains domaines, avec les prestations propres aux deux autres types.

Le type 2, qui comporte une redevance de montant variable en mai, se rencontre à Adompt, Housséville et dans le dernier chapitre ; à Adompt, il est spécifié que cette redevance est acquittée « pro custodia noctis » ; elle a donc été substituée, tout au moins sur ce domaine, à l'ancienne obligation, pour les tenanciers, de faire le guet à la maison seigneuriale à tour de rôle durant la nuit.

Enfin, la fourniture de deux sarcleurs en juin (type 3) est propre à Noncourt et à Adompt.

les seuls dont l'auteur de la charte juge bon de rappeler l'origine ; de plus, pour trois d'entre eux sur quatre, pour les deux alleux de Ménil et pour celui de Rouvres, il prend la peine de nous renseigner, à titre exceptionnel, sur la procédure suivie et déclare, en termes formels, que les censiers particuliers, correspondant à ces trois domaines, ont été rédigés à la suite de la déposition, faite sous la foi du serment, par les plus anciens des tenanciers ⁽¹⁾. Si l'on tient compte de ces faits, on peut, pour justifier l'uniformité de régime constatée sur les différents domaines de l'abbaye, risquer l'explication suivante. Au moment d'entreprendre la rédaction d'un censier s'étendant à l'ensemble des domaines de son abbaye, Sehier a fait venir quelques-uns des tenanciers établis sur les domaines donnés par Berthe, à Ménil et Rouvres-en-Xaintois, domaines qui avaient, sur l'alleu de Noncourt, l'avantage d'être relativement peu éloignés du siège de l'abbaye. A la suite des déclarations des tenanciers, Sehier établit un tableau de prestations qui devint un tarif type pour l'ensemble des domaines de l'abbaye ⁽²⁾. Sur ces différents domaines, l'œuvre poursuivie par l'abbé de Chaumousey dut consister, après entente avec les tenanciers, à ajuster le tarif, admis comme modèle, aux traditions locales, de manière à réaliser le maximum d'uniformité ⁽³⁾. Ce travail d'adaptation est-il l'œuvre de Sehier lui-même, a-t-il convoqué au siège de l'abbaye les plus anciens tenanciers de chaque domaine pour leur faire reconnaître le

(1) « Primo igitur quæ de alodiis nostris apud Masnile et apud Ruvrum jacentibus per relationem majorum ecclesiasticæ familiæ nostræ, quos jurejurando examinavimus, investigando comperimus, succincte disseramus ». L'emploi de l'expression « ecclesiasticæ familiæ nostræ », pour déterminer le mot « majorum », engage à traduire ce mot par « les plus anciens » et non par « les maires », comme l'a fait le traducteur du XVI^e siècle.

(2) Les alleux de Ménil ont servi de modèle pour le type le plus courant (type 1), celui de Rouvres pour le type 2.

(3) Les prestations particulières à certains domaines sont les suivantes. A Noncourt (alleu de Berthe), le quartier doit réparer ou reconstruire entièrement le grenier et le moulin, dans des conditions que le censier détermine avec précision ; après que les récoltes sont rentrées, un des tenanciers doit prendre en charge le grenier et en assurer la garde ; enfin, chaque quartier doit, à la St-Remy, « bovem et rotam ». Nous entendons par cette expression insolite, que quatre quartiers doivent s'associer pour fournir un char traîné par quatre bœufs.

A Noncourt (alleu de Werry), le quartier doit, en juillet, « falcem et furcam » et, en outre, 3 oboles « pro jure foenario » ; nous n'avons pu déterminer l'origine de cette redevance.

Une redevance « pro lignario » est payée, à Noël, par les quartiers de Ménil et d'Adompt ; on a déjà signalé (p. 393, n. 1) la fourniture de trois torches imposée, à Noël, aux tenanciers du domaine non dénommé du dernier chapitre.

nouveau statut, ou bien ce résultat a-t-il été obtenu par l'envoi de commissaires dans les différents villages où l'abbaye possédait des alleux? Le fait qu'entre les différents censiers particuliers il subsiste, en dépit de l'unité de rédaction si remarquable du censier, de légères divergences, que le point de départ des échéances n'est pas partout le même ⁽¹⁾, que certains inventaires négligent de donner le nombre des tenures ⁽²⁾, parlerait plutôt en faveur de la seconde interprétation ⁽³⁾. Toutefois, l'état de mutilation du censier ne permet pas d'aboutir à des conclusions certaines sur la procédure suivie dans chaque cas particulier, ni, à plus forte raison, sur l'ordre adopté par le rédacteur de la charte-censier dans le classement des différents domaines : sur ce dernier point, notre ignorance est complète.

En présence de telles incertitudes, on serait en droit de trouver hasardée l'hypothèse qu'on vient de présenter sur l'unification des tarifs entreprise par l'abbé Sehier, si la notice-censier de Darnieulles n'apportait un argument en faveur de cette hypothèse, de même qu'elle confirme pleinement les renseignements fournis par la charte-censier sur le statut des domaines de l'abbaye de Chaumousey. La notice-censier de Darnieulles ⁽⁴⁾, qui a été introduite dans le

(1) Le point de départ du tableau des échéances est, en général, Noël ; c'est Pâques à Housséville, juillet à Madecourt. Pour le domaine correspondant au dernier chapitre (chap. 7), on ne peut rien affirmer ; le tableau débute à Noël, mais le commencement du chapitre fait défaut.

(2) C'est le cas pour le chapitre Adompt. On ne trouve également aucune indication sur le nombre des tenures à Noncourt (alleu de Werry) et à Madecourt ; il est probable que, dans ces deux cas, le nombre des tenures se réduit à un seul et unique quartier, ainsi qu'on l'établira plus loin. Le dernier chapitre étant incomplet du début, on ne peut apporter aucune précision à son sujet.

(3) Le chapitre Adompt est le seul à indiquer l'allocation de nourriture à laquelle ont droit les hommes de corvée, à l'occasion du labourage. Le chapitre Noncourt signale que, sur l'alleu donné par Berthe, sont établis plusieurs individus, sujets de l'abbaye (« sunt etiam quidam de ecclesiastica familia in eodem alodio »), qui acquittent, à la mi-mai, un chevage de 4 deniers. De cette unique mention du chevage, on ne saurait conclure que le *census capitis* n'était pas perçu sur les hommes des autres alleux ; toutefois le texte cité plus haut semble indiquer que, seuls, quelques individus, dans les limites d'un même alleu, acquittaient le chevage.

(4) La notice-censier n'est plus connue que par la copie du cahier 4 du Ms 202 d'Epinal. Elle ne figure pas sur les copies qui nous sont parvenues de la traduction du XVI^e siècle, par suite d'une lacune dans le manuscrit original de cette traduction, lacune signalée par le chanoine Defrance (*D.R.I.V.*, II, p. 128, n. 2).

On trouvera le texte de la notice-censier dans : D. Martène et D. Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, III, col. 1197. — Migne, *P.L.*, 162, col. 1151. — *M.G.H.*, SS., XII, p. 347 (en note) (édit. Jaffé). — *D.R.I.V.*, II, p. 58 (texte latin, édité par Duhamel qui a changé l'ordre des documents annexés à la chronique sur le manuscrit d'Epinal).

courant du XII^e siècle, en tout cas avant 1222 ⁽¹⁾, sur le manuscrit prototype de la chronique de Sehier, débute par une formule de notification analogue à celle qui introduit la charte-censier que nous venons d'étudier ; toutefois, le nom de l'abbé qui a pris l'initiative de sa rédaction est, cette fois, passé sous silence. La notice, qui dénombre les différents biens possédés par l'abbaye, à Darnieulles, est suivie d'un censier qui fixe les charges incombant aux tenures comprises dans ces mêmes biens. Cette notice-censier pose un double problème qui touche et à la date de sa rédaction et à la nature du régime domanial décrit.

La notice-censier ne renferme aucun élément qui permette de la dater directement avec précision. Toutefois, parmi les personnes dont elle rappelle la générosité à l'égard de l'abbaye, figure un certain Lanfroï, qui, à la veille de partir pour Jérusalem avec son fils Olry et son frère Hugues, donne à l'abbaye tous ses biens de Darnieulles. Ce Lanfroï est certainement Lanfroï de Châtenois, qui paraît à plusieurs reprises dans les chartes de Chaumousey du premier quart du XII^e siècle ⁽²⁾ ; son départ pour Jérusalem doit être mis en relation, non

Dans le texte de la notice proprement dite, on corrigera les leçons « Dornale » et « Sanctfridus », qui figurent dans toutes ces éditions, en « Darnole ; Lanfridus », leçons correctes données par le manuscrit d'Epinal.

Nous donnons, ci-dessous, un texte du censier proprement dit, plus correct que celui des anciennes éditions :

« Sciendum est pretereā quod unumquodque quarterium debeat. In Nativitate Domini quarterium cum horto qui tenuerit debet quinque nummos, qui vero tenuerit sine horto de more tantundem exigitur. Medio maio duos nummos. In Nativitate Sti Johannis Baptistae [...] tegulas] (blanc dans le manuscrit d'Epinal ; les anciennes éditions donnent la leçon « Est regula. In festo Sti Remigii duos nummos. Debet etiam suo tempore corvatam, brullium et furcam. In festo Sti Remigii debet duos modios annonae, unum tritici et alterum avenae ad modium curiae.

In Nativitate Domini unusquisque hortus sine quarterio debet tres nummos. In Pascha gallinam cum quinque ovis et crovatam, brullium et furcam sicut præfata quarteria. In festo Sti Martini duos nummos.

Horreum præparare ; fenum et annonam deducere ad parietem horrei ; ramositatem ; tempore martii prati clausuram. Debet etiam trituram in horreo quæ decem cartellos continet. »

⁽¹⁾ Sur le manuscrit prototype, la notice-censier se trouvait, en effet, inscrite avant la note de 1222 concernant le versement à la curie romaine du cens pontifical. Il y a lieu, quand on utilise l'édition des *D.R.I.V.*, de tenir compte du fait que Duhamel a dérangé, arbitrairement et sans en prévenir le lecteur, l'ordre des documents annexés à la chronique ; pour rétablir l'ordre véritable, voir le tableau des p. 376—377 de la présente étude.

⁽²⁾ La présence d'un Hugues de Châtenois (*Hugo de Castanei*) dans une charte de 1122, transcrite au Cartulaire de Chaumousey (*D.R.I.V.*, X, p. 48), autorise à identifier le Lanfroï de la notice-censier, frère d'un certain Hugues, avec *Lanfridus Castiniensis*

pas avec la première croisade, mais avec la seconde, puisque la bulle de Pascal II de 1109 ignore la donation faite par lui à l'abbaye. Comme, d'autre part, la note IV transcrite sur le manuscrit prototype à la suite immédiatement de la notice-censier, se propose d'en compléter le contenu, en rappelant de nouvelles donations faites à Darnieulles, et, comme cette même note ne peut être antérieure de beaucoup à la fin du XII^e siècle ⁽¹⁾, on voit qu'on peut dater la notice-censier de la seconde moitié du XII^e siècle ⁽²⁾. Toutefois, cette date étant admise, il faut avouer que la rédaction de la notice, telle que le manuscrit prototype nous l'a transmise, présente une difficulté. Le rédacteur de la notice se propose, en effet, de faire connaître et de fixer par écrit « quicquid apud Darnole possidemus » ; or, dès le temps de Sehier, l'abbaye possédait à Darnieulles plusieurs alleux provenant de la générosité de quatre donateurs différents ⁽³⁾ et il est étrange, si, comme nous le pensons, la notice est postérieure à l'abbatiat de Sehier, qu'elle ne fasse mention d'aucune de ces possessions. On est tenté, au premier abord, de supposer que, dès une époque antérieure à la rédaction de la notice-censier, les moines de Chaumousey avaient aliéné, par voie d'échange, ces alleux d'origine ancienne ; mais, une telle explication n'est guère admissible, si l'on remarque que, de bonne heure, l'abbaye a cherché manifestement à se constituer un domaine à Darnieulles, village qui offrait l'avantage d'être tout voisin du siège même de l'abbaye ; la preuve en est qu'un des quatre alleux possédés par l'abbaye à la date de 1109, avait été acquis par échange, contre

ou de *Castiniaco*, qui paraît comme témoin dans une notice de 1109-1124, par laquelle sa mère Biliart, veuve de Bencelin de Châtenois, donne plusieurs alleux à l'abbaye de Chaumousey (sur cette notice, voir p. 387, n. 5).

La notice XIa du cahier 4 du Ms 202 d'Epinal nous apprend que, Bencelin ayant promis de céder par échange à l'abbaye de Chaumousey un alleu sis à Darnieulles, son fils, Lanfroi de Châtenois, ne remplit qu'après de nombreuses contestations la promesse faite par son père. De cette notice, on peut donc conclure que la famille de Lanfroi de Châtenois était possessionnée à Darnieulles, ce qui rend certaine l'identification proposée entre ce personnage et le *Lanfridus* de la notice-censier.

⁽¹⁾ Voir p. 382, n. 4.

⁽²⁾ Il est d'ailleurs à remarquer que la bulle d'Eugène III, de 1148, ne fait pas encore état de cette donation.

⁽³⁾ Les donations faites à Darnieulles (*Darnole* ou *Darnulium*), aux termes de la bulle de 1109, qui complète, sur ce point, la chronique, sont celles de Leucart, épouse, en secondes noces, de Aubert de Metz (« partem alodii ») ; de Béatrix, épouse de Walon de Darnieulles (« quarterium terræ »), de Liétard et Elisabeth (« cum quartario terræ Darnole »), et de Bencelin (« partem quam habebat Benzelinus Darnole ») (sur cet alleu acquis par échange, voir p. 397, n. 2).

des biens situés dans le lointain village de Bauzement ⁽¹⁾. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que la notice-censier ne tient compte que des acquisitions réalisées à Darnieulles depuis la rédaction du censier général de l'abbé Sehier et que son but est de soumettre les tenures d'acquisition récente, provenant de donateurs différents, à un même statut. La notice-censier offre donc un exemple d'unification analogue à celui dont le censier général nous a conservé le témoignage, unification réalisée, il est vrai, à une échelle réduite et dans des conditions particulièrement favorables, puisque les alleux acquis à Darnieulles provenaient, selon toute vraisemblance, du démembrement plus ou moins ancien d'un seul et unique domaine.

La notice-censier de Darnieulles confirme les données de la chronique sur l'extrême morcellement de la propriété allodiale, dans la plaine vosgienne, au cours du XII^e siècle. Quand, dans les actes de confirmation du temporel, nous parcourons la liste des alleux possédés par l'abbaye, nous imaginons volontiers, derrière chacun de ces *alodia*, un domaine d'une étendue respectable, comprenant une réserve et un nombre plus ou moins élevé de tenures. Mais, si l'on tient compte des passages de la chronique et de la bulle de 1109, qui précisent la contenance de plusieurs de ces alleux, des données de la notice-censier de Darnieulles et aussi de certains chapitres du censier, qui négligent de dénombrer les tenures, parce que celles-ci se réduisent à l'unité, on se convaincra que, souvent, les alleux reçus de la générosité des fidèles ne comprenaient aucune réserve et étaient constitués parfois par un seul et unique quartier ⁽²⁾. Etant donné l'extrême dispersion

⁽¹⁾ Sur cet échange voir p. 379, n. 4. Plus tard, dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'abbaye se constitua un domaine à Bauzement et dans le village voisin de Pessincourt, comme le prouve la note IV du manuscrit d'Epinal.

⁽²⁾ A Bouzanville, le domaine donné à l'abbaye comporte un quartier. — Les alleux donnés à Darnieulles comptent, dans deux cas sur quatre, un seul quartier. — A Oncourt, Vautier de Balléville donne deux quartiers ; à Vennezey, Etienne de Ville en donne deux. Les alleux de Liffol-le-grand et de *Dannencurt* (?) cédés à Vautier de Balléville, à titre viager, contre un cens annuel, sont qualifiés par Sehier de « *alodia minora* ». — Pour les références, voir p. 379, n. 4 et p. 390, n. 4 ; pour les alleux de Darnieulles, les p. 379, n. 4, et 398, n. 3.

Le morcellement se poursuit au cours du XII^e siècle. Dans la notice-censier de Darnieulles, sur sept donateurs, il en est un, Lanfroi, qui donne « *quidquid possidebat apud Darnole* », trois donnent une forêt ou des champs qui vont, sans doute, grossir la réserve de l'abbaye ; les donations faites par les trois autres bienfaiteurs comportent respectivement deux quartiers, un seul quartier et un *hortus*. Les donations faites à Darnieulles, postérieurement à la notice-censier, telles qu'elles sont mentionnées dans la note n° III, portent sur un ou deux quartiers et il en va de même pour les biens

de ces minuscules domaines, on comprend l'intérêt qu'il y avait, pour l'abbaye, à les soumettre à un régime uniforme ; une telle politique devait, en effet, en facilitant l'exercice du contrôle sur les administrateurs locaux, renforcer l'autorité de l'abbé sur des biens que leur isolement rendait particulièrement vulnérables. D'ailleurs, cette entreprise d'unification rencontrait, dans le morcellement même de la propriété, des conditions favorables à son succès, car dans tous les cas où un quartier était détaché, par la volonté du donateur, de la réserve à laquelle s'appliquaient, de tradition, les services dont il était chargé, il était facile, en rattachant ces tenures isolées à la cour la plus proche, de substituer aux prestations anciennes, devenues sans objet, des charges équivalentes conçues en fonction d'un système général d'exploitation. Enfin, si l'on songe à l'étendue infime des alleux possédés par l'abbaye au début du XII^e siècle, on conçoit que, dans son censier, l'abbé Sehier ait accordé une place d'honneur aux alleux donnés par Berthe à Ménil et à Rouvres, au point de leur emprunter le tarif appliqué aux autres domaines ; ces alleux, riches en effet respectivement de 8, 6, 10 quartiers, devaient, au regard des autres possessions de l'abbaye, faire figure de domaines relativement étendus.

Bien que plus jeune d'un demi-siècle environ, la notice-censier de Darnieulles décrit un statut domanial analogue à celui que nous avons rencontré dans la charte-censier de l'abbé Sehier ; dans le tableau des charges imposées au quartier, les seules différences qu'on puisse relever sont les suivantes : à Darnieulles, le quartier doit, à la St-Remy, en plus d'une redevance de deux deniers — sans doute la taxe de remplacement pour la fourniture de viande — deux muids de blé ; d'autre part, il n'est fait mention, ni de la corvée de la moisson, ni de l'obligation de mettre en culture deux ansanges. Etant donné cette similitude très prononcée du régime domanial, on est amené, tout naturellement, à voir, dans le censier particulier de Darnieulles, annexé à la notice, un simple extrait du censier général ; toutefois, tout élément fait défaut pour vérifier l'exactitude de cette interprétation, puisque, si, comme nous le croyons, le censier général comportait un chapitre Darnieulles, ce chapitre ne nous est pas parvenu. En admettant qu'il y ait eu emprunt au censier général par le rédacteur, il est, du moins, hors

recueillis par l'abbaye à Bauzement et Pessincourt, dans des conditions rappelées par la même note.

De la rédaction des chapitres du censier consacrés à Noncourt (alleu de Werry) et à Madecourt (« Quarterium de N. ... debet ... »), on peut conclure que ces deux domaines se réduisaient à un seul quartier ; s'il en était autrement, on trouverait l'habituelle formule : « unumquodque quarterium debet... »

de doute que cet emprunt n'a pas consisté en une transcription pure et simple ; il est remarquable, en effet, que la notice-censier use, pour désigner les prestations imposées au quartier, d'une terminologie qui diffère notablement de celle employée par la charte de l'abbé Sehier ⁽¹⁾.

Les différentes charges domaniales dont nous avons fait état dans l'étude précédente s'appliquent seulement à la tenure domaniale par excellence, au quartier, mais les deux censiers connaissent une autre tenure, dénommée *mansus* par le censier général et *hortus* par le censier de Darnieulles. Que ces deux termes désignent un seul et même type de tenure, c'est ce que prouvent et la similitude des charges exigées ⁽²⁾ et aussi les liens étroits qui unissent également au quartier le *mansus* et l'*hortus*. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une même tenure étroitement associée au quartier et qui provient, comme celui-ci, du morcellement du manse primitif ; sur les conditions de ce morcellement, les deux censiers de Chaumousey apportent, pour le XII^e siècle, des renseignements précis et intéressants ;

⁽¹⁾ Le plan très logique est différent de celui du censier général, il s'ordonne de la manière suivante : 1^o Redevances du quartier et corvées qui sont communes au quartier et à l'*hortus*, 2^o Redevances et corvées propres à l'*hortus*, 3^o Travaux divers qui incombent aux seuls quartiers (voir le texte du censier, p. 396, n. 4, texte que nous avons divisé en paragraphes correspondant à ces trois parties). Dans les deux premières parties, l'ordre chronologique des échéances, qui prend pour point de départ Noël, est strictement respecté.

Comme termes propres au censier de Darnieulles, notons : *tegulae* (au lieu de *cindulae*) ; *brullium* (au lieu de *falcem*) ; *horreum preparare* (au lieu de *horreum mundare*) ; *clausura* (au lieu de *sepes*) et l'expression *ramositatem* qui serait bien peu intelligible, si l'on ne la rapprochait pas de l'expression *horreum substernere* du censier général (cf. p. 391, n. 2).

⁽²⁾ Le tableau d'équivalence entre les redevances du *mansus*, à Ménil, et celles de l'*hortus*, à Darnieulles, s'établit de la manière suivante :

Dates	<i>Mansus</i> , à Ménil	<i>Hortus</i> , à Darnieulles
Noël	2 panes, 2 capones 2 nummos,	3 nummos
Pâques	gallinam cum 5 ovis crovatam falcem furcam	gallinam cum 5 ovis crovatam brullium furcam
Août	falcem 1 autumnalis annone falcem 1 tremensis	
St-Martin	2 nummos et gallinam	2 nummos.

Les différences résident dans le montant des redevances ; de plus, à Ménil, le *mansus* doit la corvée de la moisson, tandis qu'à Darnieulles l'*hortus* ne la doit pas, mais on sait qu'il en va de même à Darnieulles pour les quartiers.

mais, avant de les mettre sous les yeux du lecteur, il faut justifier l'emploi des termes *mansus* et *hortus* pour désigner indifféremment une tenure annexée au quartier.

A l'époque ancienne, le terme de *mansus* désignait une tenure relativement étendue, comprenant deux catégories de terres : d'une part, le jardin avec la maison, siège de l'exploitation agricole et, d'autre part, des terres cultivables distinctes du jardin et réparties dans les trois saisons du territoire de la *villa*. Lorsque le manse primitif se morcela en tenures fractionnaires, les terres cultivables furent divisées en quatre quartiers ; il est probable que le terrain sur lequel s'élevaient les bâtiments d'exploitation et auquel était appliqué, de manière plus spéciale, le terme de *mansus*, fut, lui aussi, partagé en quatre lots comprenant chacun un jardin et une maison ou, tout au moins, un emplacement à bâtir. A chacun de ces lots, le nom ancien de *mansus* resta attaché, à tel point qu'aujourd'hui encore, le dialecte lorrain réserve le nom de *meis*, dérivé du latin *mansus*, de manière exclusive, au jardin sans clôture qui est directement attenant à la maison d'habitation. Au début du XII^e siècle, au moment où fut rédigée la charte-censier de l'abbaye de Chaumousey, on employait parfois, pour désigner cette tenure, le mot *mansus*, forme relatinisée du terme roman *meis* ; toutefois, comme le terme latin pouvait créer une confusion, dans la mesure où le souvenir du manse primitif n'était pas encore complètement effacé, ou bien dans la mesure où le fractionnement du manse n'était pas uniformément réalisé, on traduisait parfois le mot *meis* par le terme savant *hortus*, ainsi que l'a fait le rédacteur de la notice-censier de Darnieulles.

Si le fractionnement du manse primitif s'était poursuivi avec autant de rigueur que nous venons de le supposer, on devrait trouver, au terme de l'évolution, un nombre de *meis* strictement égal à celui des quartiers, chaque tenancier disposant à la fois d'un quartier et d'un *meis* avec maison d'habitation et jardin attenant. En fait, l'étude des deux censiers de Chaumousey montre que le terme de l'évolution a parfois été atteint ; il est plusieurs chapitres du censier général dans lesquels le nombre des *meis* et celui des quartiers s'équilibre exactement ⁽¹⁾ et il en va probablement de même dans d'autres chapitres qui, négligeant de préciser le nombre de ces deux catégories

(1) A Noncourt (alleu donné par Berthe), on compte 8 quartiers contre 8 *mansis* ; à Rouvres 10 quartiers contre 10 *mansis* et demi. Dans ce dernier cas, le censier ne précise pas les redevances acquittées par la fraction de *mansus* ; il est possible qu'un quartier dispose d'un *meis* et demi et paye les mêmes redevances que pour un *meis*.

de tenures, laissent du moins apparaître, dans le tableau des charges du quartier, les redevances propres au meis ⁽¹⁾ ; quant à la notice-censier de Darnieulles, elle considère comme un fait normal que le quartier dispose d'un *hortus* ⁽²⁾. Dans tous ces cas où le meis apparaît étroitement uni au quartier, il est probable que les deux tenures sont aux mains d'un seul et unique exploitant.

Par contre, d'autres passages des deux censiers prouvent à l'évidence que meis et quartier ne forment plus un groupe de tenures unies par des liens indissolubles. A Darnieulles, il est des quartiers qui sont dépourvus de meis et il en va sans doute de même dans quelques chapitres du censier général, qui ne signalent aucun meis ou n'enregistrent aucune redevance correspondant à cette sorte de tenure ⁽³⁾ ; dans tous ces cas, pour expliquer que le quartier soit ainsi privé de son annexe habituelle, il faut supposer que le tenancier d'un meis cultive plusieurs quartiers, ou que certains quartiers sont exploités par des hommes établis en dehors du domaine, ou encore que ce domaine se réduit à un unique quartier séparé, par la volonté d'un donateur, du meis qui lui était, de tradition, annexé. Si cette première anomalie paraît un état assez exceptionnel — c'est du moins ce qu'on peut conclure des termes mêmes de la notice de Darnieulles — il est, en revanche, assez fréquent qu'il y ait des meis en surnombre ; c'est le cas à Ménil, à Darnieulles et à Noncourt sur l'alleu donné par Berthe ; dans ce dernier domaine, le nombre des meis est égal à celui des quartiers, mais le censier prévoit un tarif spécial pour le cas où un meis viendrait à se détacher du quartier ⁽⁴⁾. Quand le meis forme ainsi une tenure indépendante du quartier, il acquitte certaines charges

(1) A Madecourt, où il n'y a qu'un seul quartier (cf. p. 399, n. 2), celui-ci acquitte, à Pâques, 1 poule et 5 œufs, à la St-Martin, 2 deniers et 1 poule ; ce sont là les redevances correspondant au *mansus*. A Housséville, où le censier indique 5 quartiers sans préciser le nombre des meis, il est possible que la redevance de 1 poule et 10 œufs, à Pâques, soit également propre au *mansus* rattaché à chaque quartier.

(2) Le quartier sans *hortus* paye les mêmes redevances que le quartier disposant de cette tenure annexe ; en particulier, à Noël, il acquitte, comme ce dernier, une somme de 5 deniers, dont 3 correspondent à la redevance normale du meis. Cette égalité de traitement, appliquée aux deux catégories de quartiers, laisse supposer que le quartier sans *hortus* représentait une exception peu répandue.

(3) C'est le cas à Adompt, où le domaine de Chaumousey doit compter plusieurs quartiers dont le nombre n'est pas précisé ; parmi les redevances acquittées par le quartier, il n'en est aucune qui rappelle les redevances habituelles du meis. Il est juste, d'ailleurs, de signaler que la fin du censier d'Adompt fait probablement défaut.

(4) Il en va d'ailleurs de même sur l'alleu de Noncourt, provenant de la donation de Werry ; cet alleu ne comporte qu'un seul quartier et, probablement, un seul meis ; on prévoit un tarif spécial pour le cas où le meis serait détaché du quartier.

qui varient parfois, selon qu'il comporte ou non une maison d'habitation ⁽¹⁾ ; c'est la preuve que le démembrement du manse, au sens restreint du mot, s'est parfois arrêté avant d'avoir produit tous ses effets ; en admettant, en effet, que le jardin primitif attenant à la maison d'exploitation du manse ait été découpé en quatre lots, il s'en faut que chacun de ces lots soit devenu le centre d'une nouvelle exploitation.

Ainsi qu'on a pu le constater, le censier général de l'abbaye de Chaumousey, rédigé par l'abbé Sehier, complété par la notice-censier de Darnieulles, qui lui est postérieure d'un demi-siècle environ, est loin d'être négligeable. Sur certains points particulièrement intéressants de l'histoire du régime domanial au XII^e siècle : dissémination des tenures isolées, tentative d'unification du régime domanial, fractionnement du manse primitif en quartiers et en meis, il apporte des renseignements précis, qui rendent d'autant plus regrettables les mutilations qu'il a subies.

(¹) Le principe général est d'imposer au meis certaines redevances qui lui sont propres (deniers, poules et œufs) et de le faire participer à certaines des corvées exigées des tenanciers des quartiers, sans qu'on établisse une différence entre le meis avec maison et le meis sans maison. Toutefois, à Ménil, le censier fait la différence ; sur les deux alleux de régime différent possédés par l'abbaye, le meis avec maison doit des redevances et des corvées, le meis sans maison des redevances seulement.

CHAPITRE III

CENSIER DES DOMAINES DE L'ORDRE DU TEMPLE A REPEL ET A BOUZANVILLE

(Censier datant de 1146-1147 et conservé sous une forme légèrement remaniée dans une charte-censier de la seconde moitié du XII^e siècle)

(Censier N^o 16)

Gérard de Bouzanville et son frère Garin, sur le point de partir pour la croisade prêchée par Bernard, abbé de Clairvaux, confient aux Chevaliers du Temple de Jérusalem leur alleu de Repel et de Bouzanville (*alodium Rispe necnon et Bosaniville*) ⁽¹⁾ à charge de restitution, s'ils reviennent l'un ou l'autre de la croisade ; si cette éventualité n'a pas lieu, les Templiers conserveront en toute propriété les deux domaines, dont le censier est annexé à l'acte de tradition. — S. D.

⁽¹⁾ Ainsi qu'on le verra plus loin, les domaines de Repel et de Bouzanville, donnés en 1146-1147 à l'ordre du Temple, furent compris dans les biens relevant de la commanderie de Xugney (comm. Rugney), commanderie qui, à la suppression de l'ordre du Temple, passa aux Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem. Sur cette commanderie, on consultera Lepage, *Notice sur quelques établissements de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, situés en Lorraine* ; *Annuaire de la Meurthe*, 1853, p. 58-60 et Digot, *Mémoires sur les établissements de l'ordre de Temple en Lorraine* ; *M.S.A.L.*, 1868, p. 286-287. L'article de Quintard, *La commanderie de Xugney* ; *M.S.A.L.*, 1877, p. 355-359, ajoute peu de chose aux mémoires précédents. — On ignore la date de l'établissement des Templiers à Xugney ; la commanderie, en tout cas, est mentionnée dans une charte de 1173. promulguant un accord conclu entre Gérard, abbé de Senones et « Hierosolimitani Templi domus quæ est Suniaci (Xugney) per manum Petri ejusdem domus magistri » (COP. Cartulaire de l'abbaye de Senones de 1699 ; V. II H. 4, p. 819).

ORIG. *A.* Mos., H. 4629. Bande de parchemin de 435 mm. de largeur sur 130 mm. de hauteur, dont le repli inférieur présente une double entaille destinée au scellement (sans trace de sceau). Au dos se lisent les deux notes suivantes : « De re ditibus Bosaniville » (écriture de la fin du XII^e siècle) et « Bosonville » (écriture du XVI^e siècle).

COP. *B.* Copie non authentique du XVIII^e siècle avec traduction en français ; Mos., H. 4629.

EDIT. *a.* Zuidema, *Zur Geschichte des Templerordens in Lothringen* ; J. G. L. G., III (1891), p. 410, d'après *A* (édition défectueuse). — *b.* H. von Hammerstein, *Der Besitz der Tempelherren in Lothringen* ; J. G. L. G., VII, 1 (1895), p. 9, d'après *A* ; corrige les erreurs de *a*, mais renferme quelques fautes. — *c*) D'Albon, *Cartulaire général de l'ordre du Temple*, 1, p. 249, CCCXCVI, d'après *b*, dont il reproduit les erreurs.

INDIQ. Bouteiller, *Notice sur la commanderie de Saint-Jean de Jérusalem à Metz* ; *Mémoires de l'Académie de Metz*, 1866, p. 273. — D'Albon, *Cartulaire général de l'ordre du Temple*, fascicule complémentaire, n° CCCXVI.

Si la charte-censier dont nous avons à nous occuper n'offre, dans son écriture, aucun trait qui contredise formellement la date de 1146-47, à laquelle se place la remise aux Chevaliers du Temple des alleux de *Rispa* et de *Bosanivilla* ⁽¹⁾, elle renferme pourtant des erreurs et présente des indices de remaniement qui obligent à en rejeter la rédaction à une date sensiblement postérieure. Telle est, du moins, la conclusion que suggère l'examen attentif des deux documents bien distincts, dont la juxtaposition constitue la charte-censier.

Le premier document est une notice rédigée sous une forme très succincte, qui relate la remise aux Chevaliers du Temple, par les deux

(1) « Notum sit omnibus fidelibus, abbate Bernardo Clarevallis predicante exercitum Christi, Conrado existente imperatore, contigisse fratres Bosaniville videlicet Gerardum fratremque suum Guarinum alodium Rispe necnon et Bosaniville commendasse Deo militibusque Templi Domus Jerusalem... ». La tradition des deux alleux, qui est mise en rapport, par la charte-censier, avec la prédication de la seconde croisade par St Bernard, doit se placer entre le mois d'avril 1146 et le mois de mars 1147 ; c'est, en effet, entre ces dates extrêmes que la présence de St Bernard est attestée en Lorraine (Vacandard, *Vie de Saint Bernard*, II, p. 276-309.).

frères Gérard et Garin, de leurs alleux de *Rispa* et de *Bosanivilla* ⁽¹⁾ et qui consigne, en outre, les noms des témoins de l'acte juridique ⁽²⁾. Ceux d'entre eux qui ont pu être identifiés sont bien des contemporains de la tradition de 1146-47 ; c'est le cas pour le duc de Lorraine Mathieu I^{er} ⁽³⁾, le comte Hugues I^{er} de Vaudémont et ses deux fils, le futur comte Gérard II et son frère Hugues ⁽⁴⁾ ; Gautier d'Epinal ⁽⁵⁾ ;

⁽¹⁾ Gérard et Garin participent, en 1129, avec leur mère Ide et leur frère Alard, à une donation faite à l'abbaye de Chaumousey par leur père Dreux de Bouzanville (*D.R.I.V.*, X, p. 74). Ce dernier, qui figure au cartulaire de l'abbaye de Beaupré de la fin du XII^e siècle comme bienfaiteur de l'abbaye (cf. p. 507), avait un quatrième fils nommé Conon. On connaît, pour la première moitié du XII^e siècle, une autre branche de cette famille seigneuriale, branche issue de Gaudry, frère de Dreux et fils, comme lui, d'un Gérard de Bouzanville, qui vivait dans les dernières années du XII^e siècle. Les principaux documents sur la famille des seigneurs de Bouzanville (sur l'identification de *Bosanivilla* avec Bouzanville, voir *infra*) sont : la chronique de Chaumousey par l'abbé Schier, le cartulaire de l'abbaye de Chaumousey et un groupe de notices de tradition provenant de cette même abbaye et transcrites sur le Ms 202 de la Bibl. munic. d'Epinal (sur ces différents documents, voir p. 376).

⁽²⁾ « ... testantibus illis qui ibi praesentes fuerunt, videlicet Maherus dux, Hugo, comes Wadanimontis, cum filiis suis Gerardo et Ugone, Gualterus Spinalensis et filius suus Gualterus, Rodulfus et filii sui, Albertus Pretesilis, Theodericus Noneville et Urricus frater suus et Ricardus Chamecensis ; Wiardus Raborville, Renaldus Emberticurie, Renardus de Firmitate et filius suus Guillelmus, Uricus de Tilio, Arnulfus de Sto Firmino ».

⁽³⁾ Mathieu I^{er}, duc de Lorraine (1159-1176). — La forme *Maherus*, au lieu de *Matheus*, couramment employée dans les chartes lorraines pour traduire la forme romane *Maheus*, est insolite, mais la même forme se retrouve dans une charte de l'abbesse d'Andlau, Cunégonde, de 1292, qui confirme une donation faite à l'abbaye d'Etival par « Maherus, miles de Sto Remigio » (*Orig. V.*, XVII H. 1).

⁽⁴⁾ Hugues I^{er}, comte de Vaudémont (? 1120-1165) et son fils Gérard qui lui succéda au comté de Vaudémont, de 1165 à 1188 (?) (François, *Histoire des comtes et du comté de Vaudémont M.S.A.L.*, 1932, p. 22 et sq.). En ce qui concerne l'autre fils du comte Hugues I^{er}, qui, avec son père et son frère Gérard, est témoin de la tradition, Zuidema, *J. G. L. G.*, III, p. 410, pense que *Ugone*, nom sous lequel celui-ci figure dans la charte-censier, est une fausse restitution du rédacteur de ladite charte pour *Udalrico*, nom porté par un des enfants de Hugues I^{er}. Mais il n'y a aucune raison pour corriger la leçon *Ugone*, car Calmet, *H.L.*, I (Liste généalogique des 'comtes de Vaudémont, p. 200), mentionne, parmi les enfants de Hugues I^{er}, un quatrième fils, appelé comme son père Hugues ; c'est ce personnage peu connu et sur lequel François n'apporte aucun renseignement nouveau, qui figure comme témoin dans la notice-censier de 1146-1147.

⁽⁵⁾ Gautier d'Epinal, fils de Morand d'Epinal, paraît plusieurs fois comme témoin dans un groupe de cinq notices de tradition provenant de l'abbaye de Chaumousey (sur ces notices de tradition, voir p. 377 et p. 382, n. 3). Un personnage du même nom est témoin dans une charte de 1159-68 (Calmet, *H.L.*, II, pr., col. 373) et dans une autre charte de 1172 (?) (*D.R.I.V.*, X, p. 130) ; on ne sait s'il s'agit du fils de Morand d'Epinal ou du petit-fils de ce dernier, mentionné après son père et homonyme Gautier dans la charte-censier comme témoin de la tradition de 1146-47.

Olry de La Neuveville⁽¹⁾ ; Viard de Rebeuville⁽²⁾ ; Renaud d'Ambacourt⁽³⁾ ; Renard de La Ferté et son fils Guillaume⁽⁴⁾ ; Olry de Tilleux⁽⁵⁾. Mais la notice qui forme la première partie de la charte commet des erreurs singulières : le roi de Germanie, Conrad III, est qualifié d'*imperator*, alors que, jamais, ce souverain ne reçut la couronne impériale⁽⁶⁾ ; un des témoins, *Theodericus Noveville*, est appelé *Theodericus Noneville* ; enfin, il se peut que des bévues analogues défigurent les noms de certains témoins et en rendent l'identification impossible⁽⁷⁾. De telles erreurs ne sont admissibles que si la charte a été rédigée assez longtemps après la tradition et si elle est l'œuvre d'un scribe ignorant et maladroit ; celui-ci, faisant passer dans la charte-censier la substance de la notice de 1146-47, n'a pas hésité à gratifier Conrad III d'un titre inexact et, faute de connaître certains témoins de la notice, il a reproduit leurs noms en les déformant quelque peu.

La seconde partie de la charte est constituée par le censier des deux domaines, qui fait suite à la notice sans solution de continuité. Ce censier, qui fait état des droits des donateurs, est antérieur à la prise de possession des deux alleux par les Templiers et il est vraisemblable qu'il a été établi en même temps que la notice de tradi-

(1) Olry, frère de Thierry de La Neuveville (La Neuveville-sous-Châtenois ou La Neuveville-sous-Montfort), paraît sous le nom de « Olricus de Novavilla » dans une charte de Mathieu I^{er} pour l'abbaye de Chaumousey de 1172 (?)–76 (Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, Catalogue, n° 79).

(2) Voir, dans Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v° *Rebeuville*, l'indication de plusieurs chartes qui s'échelonnent de 1148 à 1157 et dans lesquelles figure Viard de Rebeuville.

(3) Ce personnage paraît sous le nom de « Rainaldus de Ymbecurt » dans une charte de 1127 pour l'abbaye de Chaumousey (EDIT. *D.R.I.V.*, X, p. 68).

(4) Il s'agit probablement de Renard II de Laferté-sur-Amance, signalé vers 1160. Jolibois, *La Haute-Marne ancienne et moderne*, p. 287, v° *Laferté-sur-Amance*, auquel nous empruntons ce renseignement, ne signale, parmi les enfants de Renard II, aucun fils du nom de Guillaume, mais un « Willelmus de Firmitate » figure comme témoin dans une charte de Pierre, évêque de Toul, pour l'abbaye de Beaupré (Copie au cartulaire de l'abbaye de Beaupré ; B. N., Lat. 11024, f° 23 V°).

(5) Voir, dans Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v° *Tilleux*, l'indication de plusieurs chartes qui s'échelonnent de 1148 à 1186 et qui font mention d'Olry de Tilleux.

(6) Pour que le rédacteur de la charte-censier ait donné le titre d'*imperator* à Conrad III, il faut admettre que la charte-censier date d'une époque sensiblement postérieure à la mort de Conrad III, survenue en 1152.

(7) Cette remarque s'applique à *Albertus Pretesilis* (on peut lire également *Pretefisis*) et à *Ricardus Chamecensis* ; elle n'est pas valable pour le dernier témoin, Arnoul de St-Firmin, dont nous n'avons trouvé trace dans aucune charte, mais dont le nom ne présente rien de surprenant.

tion ⁽¹⁾ ; mais le texte qui nous en est parvenu, par l'intermédiaire de la charte, représente une rédaction postérieure et légèrement remaniée, ainsi qu'il ressort, et des corrections que le scribe a apportées à son propre travail ⁽²⁾, et des additions qu'il a insérées, après coup, dans les interlignes. Au chap. 1, qui correspond à l'inventaire de l'*alodium Rispe*, le rédacteur, après avoir noté le nombre des quartiers et inscrit, à la date de la mi-mai, une redevance de 4 deniers par quartier, passe au tableau des services incombant à l'ensemble des individus établis sur l'alleu de *Rispa* ; fidèle, sans doute, au modèle qu'il avait sous les yeux, il commence par la corvée de labourage à exécuter en juillet, dans la saison de la jachère, et écrit : « In julio debent quisque qui morantur in alodio illo pro posse suo aratrum ad arandum », mais il se ravise ; désireux, d'une part, de souligner le caractère général de cette obligation, et, d'autre part, de condenser en une seule formule les articles sur la triple corvée de labourage, il inscrit dans l'interligne les mots « ter in anno », ce qui donne une phrase de construction bizarre mais où, cependant, s'exprime, pour tous les habitants de l'alleu, l'obligation des trois labourages annuels, à raison d'une corvée de labourage par saison ⁽³⁾. Un remaniement du même ordre se reconnaît au chap. 2 du censier, consacré à l'*alodium Bosaniville* ; en effet, le rédacteur écrit : « In alodio Bosaniville sunt quarterii XIII quarterii quisque... », comme s'il voulait entreprendre l'énumération des redevances qui ont pour assiette le quartier. Mais, au lieu de poursuivre dans cette voie, il change brusquement de plan : il commence par barrer le second mot *quarterii*, répété par erreur, et il obtient, par surcharge interlinéaire, le texte suivant : « In alodio Bosaniville sunt quarterii XIII et qui possident illos aratra debent ad arandum ter in anno ». Cette rectification n'aurait pas grand sens,

(1) Le censier fait expressément mention des droits des deux frères dans le passage suivant : « Homines Sti Petri Clineii sunt in custodia horum duorum fratrum et eorum quibus commendantur ». A plusieurs reprises, le censier emploie l'expression *habent* pour dénombrer les droits exercés par les propriétaires du domaine de Bouzanville ; il faut entendre que le sujet de *habent* est *duo fratres*, ainsi qu'il ressort du passage précédent.

(2) Dans les deux passages : « porcus annalis debet duos *nummos* et marcensis obolum » et « debet manipulum de decem », les mots *nummos* et *de* ont été écrits après coup par le scribe, en interligne. Il s'en faut, d'ailleurs, que le scribe ait réparé toutes ses bévues : il oublie de corriger *quarterus* (au lieu de *quarterius*) et, à deux reprises différentes, il écrit *spekte* au lieu de *spelte*.

(3) « In alodio Rispe sunt XXXI quarterii terre ; quisque quarterus (*sic*) IIII nummos debet maio mediante. In julio debent omnes qui morantur in alodio illo pro posse suo ter in anno aratrum ad arandum et dominus debet panem arantibus... ».

si l'expression *qui possident illos* ne faisait que paraphraser le mot *quarterii* ; l'expression ne prend toute sa valeur, que si elle désigne les différents individus qui, à *Bosanivilla*, se partagent les terres de quartiers, étant entendu que chacun d'eux doit également la corvée de labourage trois fois par an, quelle que soit l'étendue de sa tenure. Ces remaniements confirment les conclusions qu'on a cru pouvoir tirer de l'examen de la première partie de la charte-censier et tendent à établir que celle-ci a été composée assez longtemps après la tradition des deux alleux, en 1146-47, sans toutefois que sa rédaction puisse dépasser, pour des raisons d'ordre paléographique, la fin du XII^e siècle ⁽¹⁾. Toutefois, avant de formuler quelque hypothèse sur la genèse de la charte-censier et de chercher à préciser les intentions de son rédacteur, il convient d'étudier le contenu même du censier et de résoudre les problèmes d'interprétation qu'il soulève.

Dès le principe, il nous faut rectifier l'erreur singulière à laquelle a donné lieu l'identification des deux alleux compris par la notice de tradition, sous la formule « *alodium Rispe necnon Bosaniville* ». L'identification de *Bosanivilla* ne présente, semble-t-il, aucune difficulté ; il s'agit, sans aucun doute, de Bouzanville, village situé à l'ouest du Madon, à huit kilomètres au nord de Mirecourt. Il serait superflu de faire remarquer que cette identification, qui satisfait pleinement aux exigences de la philologie, cadre parfaitement avec les noms des témoins de la tradition qui, d'une manière générale, appartiennent à la région comprise entre la Meuse et le Madon, si une tradition déjà ancienne et fidèlement suivie par les différents éditeurs de la charte-censier n'avait, dans l'identification de *Bosanivilla*, substitué Bouzonville à Bouzanville et accrédité, du même coup, une erreur qui a rendu impossible, jusqu'à ce jour, la localisation exacte de l'*alodium Rispe* ⁽²⁾. On chercherait en vain, en effet, dans la région de Bouzonville, une localité qui réponde au vocable ancien

(1) La charte-censier appartient nettement au XII^e siècle par son écriture et non au XIII^e, comme le pense Zuidema (*J.G.L.G.*, III, p. 409).

(2) Bouteiller qui, le premier, a signalé la charte-censier, traduit *Bosanivilla* par Bosanville, mais néglige de préciser l'emplacement de cette localité. Zuidema, et d'Albon identifient avec Bouzonville, sans spécifier s'il s'agit de Bouzonville (Mos., Boulay, ch.-l. cant.) ou de Bouzonville (comm. Puxe ; M.M., Briey, Conflans) ; quant à Hammerstein, il identifie expressément *Bosanivilla* avec cette dernière localité (Hammerstein ; *J.G.L.G.*, VII, 1, p. 9). — Il est juste de noter que, si, dans l'analyse que d'Albon a donnée de la charte-censier, l'identification traditionnelle avec Bouzonville est acceptée sans discussion, dans la Table des noms de lieux, *Bosanivilla* est correctement rendu par Bouzanville, sans que d'ailleurs, l'auteur risque quelque conjecture au sujet de l'*alodium Rispe*.

de *Rispa* ⁽¹⁾ ; au contraire, si *Bosanivilla* est Bouzanville, on n'hésitera pas à identifier *Rispa* avec Repel, village situé à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Bouzanville. Pour mieux garantir cette identification, remarquons que le premier livre des donations, rédigé à l'abbaye de Remiremont à la fin du X^e siècle ⁽²⁾, inscrit, parmi les nombreuses localités où la secrète de l'abbaye percevait des redevances diverses : « Abonicurte juxta Ruspe » ⁽³⁾ ; or, la localisation de Aboncourt par rapport à *Ruspe* rend certaine l'identification de *Ruspe* avec Repel, puisque ce village se trouve à proximité immédiate d'Aboncourt ⁽⁴⁾. Enfin, s'il pouvait subsister quelque doute sur la localisation des deux alleux remis par Gérard et Garin de Bouzanville aux Templiers avant leur départ pour la seconde croisade, il suffirait, pour le dissiper, de remarquer que les Hospitaliers de St-Jean qui, à la suppression de l'ordre du Temple, recueillirent, dans l'héritage des Templiers, la commanderie de Xugney et les biens dépendant de cette commanderie, ont possédé, jusqu'aux temps modernes, une seigneurie à Repel et à Bouzanville et ont exercé, dans cette dernière paroisse, le droit de patronage sur l'église, dont fait état précisément la charte-censier ⁽⁵⁾. Sans doute, celle-ci désigne les bénéficiaires de la tradition du terme général de « chevaliers du Temple », sans préciser la commanderie à laquelle fut confié le soin de gérer les alleux des deux frères pendant leur absence, mais on ne saurait douter que ces alleux ne soient entrés, en fin de compte, dans le patrimoine de la commanderie du Temple, à Xugney, dont l'existence est attestée dès 1173 ⁽⁶⁾. S'il en est ainsi, on peut s'étonner que la charte-censier, qui fait l'objet

(1) Ceci est vrai, qu'il s'agisse de Bouzonville (Mos.) ou de Bouzonville (M. M.)

(2) Sur le Premier livre des donations de l'abbaye de Remiremont, inséré dans un *Liber Vitae*, aujourd'hui conservé à la Bibliothèque Angelica à Rome, voir p. 156 et sq. du présent ouvrage.

(3) Bibl. Angelica, A. 2. 10, f^o 65 R^o ; édit. Didier-Laurent ; *M.S.A.L.*, 1897, p. 351 et Appendice I, p. 694 du présent ouvrage.

(4) La graphie moderne de Repel, avec un l final, indique que le second e du mot n'est pas muet ; le mot se prononçait jadis Repé, ainsi que le prouvent certaines formes anciennes recueillies par Marichal, *Dict. topogr. Vosges*, v^o *Repel*. Il est probable que le Livre des donations de Remiremont donne le mot sous la forme qu'il avait au X^e siècle dans la langue vulgaire (*Ruspe*). Comme dans la charte-censier le mot est régulièrement employé au génitif, il est difficile de savoir si, dans l'expression *alodium Rispe*, le mot *Rispe* représente la forme vulgaire de ce nom de lieu ou le génitif d'une forme latinisée en *Rispa*. L'emploi de la graphie *Rispae*, dans un passage du censier, donne la plus grande vraisemblance à cette seconde hypothèse ; aussi, dans le texte de la présente étude, avons-nous employé couramment la forme *Rispa*.

(5) Cf. Digot, *M.S.A.L.*, 1868, p. 286.

(6) Cf. p. 405, n. 1.

de la présente étude, n'ait pas suivi le sort des archives de la commanderie des Hospitaliers de Xugney ⁽¹⁾ et qu'on la rencontre aujourd'hui parmi les documents qui, aux Archives départementales de la Moselle, constituent le fonds de la commanderie des Hospitaliers de Metz ⁽²⁾. Cette erreur de classement a certainement pour origine la confusion qui s'est produite, dès une époque ancienne, entre Bouzanville et Bouzonville, dans l'actuel département de la Moselle, confusion que le maintien de la charte-censier dans un fonds des archives de la Moselle a contribué à entretenir. L'attribution aux Hospitaliers de Metz d'un document sans aucun rapport avec leur commanderie n'a pu se produire qu'à l'occasion d'une répartition, entre les commanderies lorraines, des archives intéressant leur patrimoine respectif. Cette répartition s'est-elle faite au moment où les Hospitaliers de St-Jean prirent possession des biens et des titres de propriétés provenant de la succession des Templiers, ou bien faut-il penser qu'à une date postérieure, les archives des commanderies lorraines, d'abord concentrées à Voulaines, siège du grand prieuré de Champagne, furent retournées aux ayant-droits? ⁽³⁾ Il est impos-

(1) La commanderie de Xugney ayant été unie à celle de Libdo (comm. Toul), le fonds Xugney se trouve aujourd'hui aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (H. 3167—3171); aucun des documents conservés dans ce fonds n'est antérieur à 1630.

(2) L'histoire de l'établissement des ordres militaires dans la ville de Metz est loin d'être tirée au clair, en dépit des articles de Huguenin, *Notice historique sur les Ordres militaires et religieux dans la ville de Metz*; *L'Union des Arts*, II (1852), p. 25-40 et de Bouteiller, *Notice sur la commanderie de Saint-Jean de Jérusalem à Metz*; *Mémoires de l'Académie de Metz*, 1865-66, Littérature-Histoire, p. 265-294.

Une commanderie de Templiers paraît avoir existé à Metz dès le XII^e siècle, mais la date de 1123 (ou 1133), assignée d'ordinaire à sa fondation, est plus que douteuse. Les Templiers s'établirent d'abord à proximité immédiate d'une chapelle dédiée à St Maurice, qui leur avait été concédée, lors de leur arrivée à Metz, par l'abbesse de Ste-Glossinde; vers 1200, ils firent construire une nouvelle commanderie à proximité des abbayes de St-Pierre et de Ste-Marie-aux-Nonnains, dans le quartier de la future citadelle.

Après la suppression de l'ordre des Templiers, les biens de la commanderie de Metz furent partagés entre les chevaliers de l'ordre teutonique et les chevaliers de St-Jean de Jérusalem, qui en recueillirent la plus grosse part. Ceux-ci étaient établis à Metz depuis 1194 au moins, dans une Commanderie située à proximité de la cathédrale, sur la place de Chambres (« l'ospital S. Jehan en Chambres de Mes »). — Ce sont les bâtiments de cette commanderie qui furent affectés aux religieuses de Ste-Marie-aux-Nonnains, quand celles-ci, chassées de leur abbaye par la construction de la citadelle, vinrent se fixer à l'intérieur même de la ville (cf. p. 422, n. 1).

(3) D'après Delaville le Roulx, *Cartulaire général de l'ordre des Hospitaliers de S. Jean de Jérusalem*, I, p. LX, les commanderies lorraines de l'ordre des Hospitaliers

sible de se prononcer entre ces deux explications ; en tout cas, l'erreur d'identification et la fausse attribution qui en est la conséquence directe remontent, au moins, au XVI^e siècle, comme en fait foi la note « Bosonville », inscrite au dos de la charte-censier.

Bien que les alleux de Repel et de Bouzanville ne soient pas contigus, le régime auquel sont soumises les tenures, sur l'un et l'autre domaine, présente un caractère d'uniformité remarquable, qui se traduit même dans la rédaction du censier ; en effet, le chap. 2 (Bouzanville) renvoie le lecteur au chap. 1 (Repel) et se contente de signaler, de manière expresse, les particularités de régime propres au domaine inventorié.

L'alleu de Repel compte 31 quartiers, dont le censier énumère les différentes charges, dans un ordre strictement chronologique, à partir du terme de la mi-mai et sans distinguer entre les redevances et les services. En fait de redevances, le quartier acquitte 4 deniers à la mi-mai, 1 muid d'épeautre à la St-Remy, 1 muid de froment à la St-Martin, enfin, à la St-Etienne, un porc, 4 galettes et 1 denier. Ces redevances de la St-Etienne, qui peuvent être remplacées, s'il plaît au seigneur, par une somme globale de 12 deniers, représentent certainement les cadeaux qu'en vertu d'une vieille tradition, les tenanciers étaient tenus d'apporter à leur seigneur, lors de la visite qu'ils lui faisaient chaque année, vers la Noël ; comme le censier insiste sur ce fait que les redevances de la St-Etienne sont exigibles à Repel même (*in eadem villa*), c'est la preuve que, normalement, les tenanciers devaient porter leurs cadeaux à la résidence du seigneur ⁽¹⁾. En ce qui concerne les services, il en est dont l'unité d'imposition est le quartier ; c'est ainsi que celui-ci doit la fauchaison, le charroi du foin jusqu'au grenier du domaine et le transport du vin jusqu'au château seigneurial. D'autres services, par contre, sont requis, sans distinction et également, de tous

dépendaient du grand prieuré de Champagne qui, avec les grands prieurés de France et d'Aquitaine, constituait la « langue de France ». D'après le même auteur (p. LXI), les commanderies dépendant du grand prieuré de Champagne furent invitées, au XVI^e siècle, à déposer leurs archives au siège de ce grand prieuré, à Voulaines, mais les commanderies lorraines n'exécutèrent pas cet ordre. Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce dernier renseignement, qui n'est appuyé d'aucune preuve, est exact ; en tout cas, il est à noter qu'en 1763, la commanderie de Metz avait encore en dépôt, au grand prieuré de Voulaines, sinon la totalité, du moins une très grande partie de ses archives (Hammerstein, *J.G.L.G.*, VII, 1, p. 4).

(1) « Ad Nativitatem Domini in festivitate Sti Stephani quisque quarterius debet porcum et IIII placentas et nummum vel duodecim nummos. quod dominus voluerit et hoc in eadem villa et dominus eorum debet convivium. »

les individus domiciliés sur l'alleu de Repel ; ces services comprennent : la corvée de labourage trois fois par an, la mise en état du grenier seigneurial, la fenaison et la moisson ⁽¹⁾.

Au chap. 2, le rédacteur de la charte-censier, voulant dresser le tableau des charges des 13 quartiers de Bouzanville, avait envisagé, on le sait, probablement à l'imitation de son modèle et conformément à l'ordre adopté par lui précédemment, un plan chronologique englobant, à la fois, les redevances et les services ; mais, s'apercevant que le régime pratiqué à Bouzanville ne différait de celui de Repel que par la nature et le mode de répartition des services, il a changé d'avis pour présenter successivement, en deux groupes distincts, les services, puis les redevances ⁽²⁾. Tous les services, à l'exception toutefois du charroi de foin, sont à la charge des différents tenanciers, quelle que soit l'importance de leur tenure ; ils comportent : la corvée de labourage aux trois saisons, la fauchaison, la fenaison et, sans doute, la moisson, ainsi que la mise en état du grenier seigneurial ⁽³⁾. Quant aux redevances, elles ne diffèrent de celles de Repel que sur deux points : à Bouzanville, le quartier n'est passible d'aucune redevance à la mi-mai ; en revanche, il acquitte, à la St-Martin, une redevance de 2 deniers et demi, en remplacement du charroi de vin qui, à Repel, est encore exigé des quartiers sous sa forme ancienne.

La comparaison entre les deux chapitres du censier met en évidence la similitude des obligations imposées, de part et d'autre, aux tenanciers. Si l'on remarque que les alleux de Repel et de Bouzanville sont distants d'une dizaine de kilomètres et qu'ils ne paraissent même

(1) « In julio debent omnes qui morantur in alodio illo pro posse suo ter in anno aratrum ad arandum... et horreum domini debent omnes preparare preter ligna. Et quisque quarterius falcem debet et conducere fenum in horreo et omnes alii furcam et falcem ad segetem... ; quisque quarterius debet... ad festum Sti Martini... vinum conducere si fuerit, si autem vinum non fuerit, nichil dabunt. » Sur la corvée de mise en état du grenier, qui est jonché de branchages avant de recevoir les récoltes, voir p. 391, n. 1).

(2) « In alodio Bosaniville sunt quarterii XIII et qui possident illos aratra debent ad arandum ter in anno pro posse suo et dominus panem (*sic*) et falcem, furcam vel nummum, in maio nichil et cetera ut in alodio Rispae. In festivitate Sti Remigii quisque quarterius debet modium specte (*sic*) ; in festivitate Sti Martini modium annone et vinum conducere vel duos nummos et obolum. In Nativitate Domini in festivitate Sti Stephani porcum et IIII placentas et nummum vel XII nummos, quod dominus voluerit ».

(3) Les conditions dans lesquelles sont requis le charroi du foin, la corvée de moisson (« falx ad segetem ») et le nettoyage du grenier sont sous-entendues par la formule « et cetera ut in alodio Rispæ ».

pas avoir été compris dans un même groupe domanial ⁽¹⁾, on se convaincra facilement que des analogies de régime aussi profondes ne peuvent être que le résultat d'une politique d'unification appliquée sur une vaste échelle. Les seigneurs de Bouzanville, poursuivant cette politique, vers la même époque et pour les mêmes motifs que certains seigneurs ecclésiastiques de la région, ne se sont pas plus souciés que ceux-ci de réaliser une parfaite uniformité de régime ; de là, entre les domaines de Repel et de Bouzanville, des différences assez profondes, dont le censier nous apporte le témoignage et qui portent sur deux points principaux.

Dans les deux domaines, on note la même tendance à étendre le cercle des individus assujettis aux services, mais les résultats atteints diffèrent légèrement de l'un à l'autre. A Repel, la fauchaison, le charroi du foin et le transport du vin sont encore exécutés par quartier, à charge probablement, pour les différents tenanciers exploitant les terres d'un même quartier, d'assurer, à tour de rôle, le service qui incombe au quartier ou de rétribuer l'un d'entre eux pour exécuter ce service, mais, déjà, les travaux de la fenaison et de la moisson sont requis indifféremment de tous les individus établis sur l'allevu des deux frères. A Bouzanville, on est allé plus loin dans cette voie, puisque la fauchaison est devenue, au même titre que la fenaison et la moisson, un service individuel ; toutefois, les charrois qui, dans la pratique, ne peuvent être exécutés que par des tenanciers en possession d'un attelage, n'ont pas été individualisés ⁽²⁾ ; le charroi du vin a bien fait place à une taxe de substitution, mais cette taxe est acquittée par quartier et non par tenancier. D'autre part, si le principe de l'individualisation des services a été poussé plus loin à Bouzanville qu'à Repel, il convient d'ajouter que le cercle des individus assujettis à ces mêmes services est plus

(1) Le fait que les deux domaines sont compris par la charte-censier sous la formule « *alodium Rispe necnon et Bosaniville* » pourrait laisser supposer qu'il s'agit d'un seul groupe domanial soumis à la même administration ; mais la distinction établie par le censier entre l'*alodium Rispe* et l'*alodium Bosaniville*, auxquels correspondent deux inventaires distincts, prouve qu'il n'en est pas ainsi. En réalité, l'expression « *alodium Rispe necnon et Bosaniville* » s'explique par le fait que les deux alleux étaient indivis entre les deux frères.

(2) La corvée de labourage, qui suppose, semble-t-il, la possession d'une charrue et d'un attelage a bien été individualisée, mais, à Repel comme à Bouzanville, les tenanciers qui sont soumis à cette corvée doivent l'exécuter « *pro posse suo* ». Cette restriction doit s'entendre plus spécialement des tenanciers qui, ne possédant pas d'attelage, participent au labourage en accomplissant quelque tâche secondaire : conduire l'attelage, briser les mottes de terre ou même retourner le sol à la pioche ou à la bêche.

étendu à Repel qu'à Bouzanville ; dans cette dernière localité, en effet, ce cercle se restreint à l'ensemble des tenanciers qui se répartissent les terres de quartier⁽¹⁾, tandis qu'à Repel l'obligation d'exécuter certains services atteint tous les individus domiciliés sur l'alleu remis aux Templiers et il faut entendre que cette expression désigne, non seulement les tenanciers des terres de quartiers, uniquement visés à Bouzanville, mais encore les manouvriers qui, établis dans les limites du domaine, n'exploitent pourtant aucune terre de quartier⁽²⁾.

Une autre différence concerne la nature des tenures dénombrées ; l'inventaire de Repel ne connaît que des quartiers, à l'exclusion de toute autre tenure, tandis que, dans celui de Bouzanville, figurent, à côté des 13 quartiers, des *orti*, dont le nombre n'est pas précisé et dont les obligations se réduisent à une redevance annuelle de 1 poule et 5 œufs par an⁽³⁾. Ces *orti* sont certainement des meis, comprenant chacun une maison d'habitation avec le jardin attenant et, si le rédacteur du censier de Bouzanville emploie le terme de *orti*, de préférence à celui de *mansi*, c'est afin d'éviter la fâcheuse confusion que ne manquait pas de créer l'emploi de ce mot, à une époque où le souvenir de l'ancien manse, unité de tenure fractionnée par la suite en quatre quartiers, n'était pas encore complètement disparu. Si l'interprétation du mot *orti* ne peut faire de doute, il reste à expliquer comment le censier de Repel ne fait mention d'aucune tenure analogue. Si l'on se refuse à invoquer quelque négligence, toujours possible de la part du rédacteur du censier, il faut admettre, pour rendre compte de cette lacune singulière, que le fractionnement du manse ne s'est pas poursuivi avec une égale régularité sur les deux domaines : à Bouzanville, le meis, ou *ortus*, s'est complètement détaché du quartier, il est frappé d'une redevance qui lui est propre et il n'est pas certain que le nombre des *orti* soit égal à celui des quartiers ; à Repel, au contraire, chaque quartier dispose probablement d'un meis et la redevance du meis est confondue avec les charges générales du quartier. Comme le quartier

(1) « ... qui possident illos [quarterios]... ». Sur le sens de cette expression, cf. p. 409-410.

(2) Il n'est pas fait expressément mention de ces manouvriers, mais leur présence à Repel est prouvée par la distinction que le censier établit entre *omnes qui morantur in alodio illo* (Repel) et *qui possident illos quarterios* (Bouzanville), distinction qui n'aurait pas de sens si les individus habitant l'alleu de Repel exploitaient tous des terres de quartiers. Il est probable que ces manouvriers occupaient, moyennant le paiement d'un cens, un meis ou une portion de meis qui leur était concédé par les exploitants des terres de quartiers, ces derniers restant seuls responsables, vis-à-vis du seigneur, du paiement des redevances et de l'exécution des services incombant à cette fraction de tenure.

(3) « Ad Pascha quisque ortus gallinam et quinque ova ».

de Repel acquitte, chaque année, une somme de 4 deniers, dont l'équivalent ne se retrouve pas à Bouzanville, il faut probablement voir dans cette somme, ou dans une fraction de cette somme, la part correspondant au meis dans l'ensemble des charges du quartier.

Le censier de Repel-Bouzanville, qui a le grand avantage d'apporter des renseignements précis sur l'exploitation de leurs domaines par les seigneurs laïques, vers le milieu du XII^e siècle, présente une particularité qu'il reste à signaler. Le désir, chez Gérard et Garin de Bouzanville, d'assurer aux Templiers, bénéficiaires de la tradition, l'ensemble des revenus dont eux-mêmes jouissaient sur les deux alleux, les a amenés à faire état d'un certain nombre de droits qui, d'ordinaire, ne figurent pas dans les censiers. Ce sont, à Bouzanville : le droit de patronage sur l'église paroissiale ; les deux tiers de la dîme perçue sur leur alleu, l'autre tiers étant réservé au prêtre desservant ⁽¹⁾ ; la garde des hommes du prieuré clunicien de Relanges, dans une zone qui n'est pas délimitée ⁽²⁾ et, enfin, un droit de panage sur les porcs envoyés à la glandée, dans le bois de Bouzanville ⁽³⁾. Aux termes de la charte-censier, ce droit était perçu par les deux frères, à leur profit exclusif, sur les porcs de leurs propres tenanciers ⁽⁴⁾, cependant qu'ils en par-

(1) « In ecclesia tractum et de alodio suo habent duas partes de decimis et sacerdos terciam partem ». — Le mot *tractus* désigne, dans les chartes lorraines, le droit de patronage sur l'église ; Du Cange, *Glossarium*, édit. Henschel, v^o 3 *Tractus*, ignore ce sens et entend par *tractus* uniquement le droit de redîme que percevait le collecteur, chargé par le décimateur de recueillir et de transporter le produit des dîmes ; quant à Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, VIII, v^o *Trait*, il cite quelques exemples empruntés à des chartes lorraines, dans lesquels le mot *trait*, régulièrement mis en rapport avec le don ou droit de présentation à la cure, ne saurait être confondu, comme l'a cru l'auteur, avec le droit de redîme.

(2) « Homines Sti Petri Clineii sunt in custodia horum duorum fratrum et eorum quibus commendantur ». Il est probable que ce droit de garde s'exerçait sur les hommes dépendant du prieuré de Relanges, prieuré clunicien le plus proche de Bouzanville, et s'étendait à tous les hommes de ce prieuré, quel que fût leur domicile.

(3) « ... et si porci currunt glandini communiter, quisque porcus annalis debet duos nummos et marcensis obolum, de extraneis quartam partem. »

(4) Le tarif est de 2 deniers pour le porc « annal » et seulement de 1 obole pour le *porcus marcensis*. Celui-ci est le porcelet du mois de mars ou « marsonge », comme l'appellent plusieurs rapports de droits lorrains. Un rapport concernant les droits de l'évêque de Metz à Rambervillers, inséré dans une confirmation de 1560 (Édit. D.R.I.V., I, p. 184-192), qui applique le droit de panage au « pourcel maxonge » et exempte de ce même droit « les porcel d'avril et d'avril ensuivant », ne peut laisser subsister aucun doute, ni sur le sens, ni sur l'origine de l'expression : *porcus marcensis*. C'est donc à tort que Zuidema, *J.G.L.G.*, III, p. 409, n. 1, faisant preuve d'une ingéniosité malencontreuse, a mis le mot *marcensis* en rapport avec le terme germanique *marczan*, qui désigne les défenses du sanglier.

tageaient le produit avec les détenteurs des autres seigneuries de Bouzanville, quand ce droit était levé sur des porcs appartenant à des paysans étrangers au village ⁽¹⁾. Enfin, un dernier article, qui paraît complètement indépendant du chap. 2 et dont le contenu, par suite, doit s'appliquer aussi bien à Repel qu'à Bouzanville, attribue aux deux frères le droit de percevoir le gerbage, au taux du dixième, sur toute terre défrichée par un homme de leur *familia*, en dehors même des limites de leur alleu ⁽²⁾. On a déjà eu l'occasion de signaler les contestations auxquelles a donné lieu, au cours du XII^e siècle, la perception du droit de gerbage, revendiqué à la fois par le seigneur de la terre nouvellement défrichée et par le seigneur de l'homme qui la mettait en culture ⁽³⁾, et on comprend que les Templiers, au moment de prendre possession des alleux confiés à leur garde, aient tenu à faire figurer cette source de revenus dans le censier qui devait porter témoignage de leurs droits.

Si l'on veut retracer la genèse de la charte-censier et pénétrer les intentions de son rédacteur, il convient de tenir compte des faits suivants, établis avec une certitude suffisante. Entre le mois d'avril 1146 et le mois de mars 1147, dates extrêmes entre lesquelles se place la prédication de St Bernard en Lorraine, deux frères, Gérard et Garin, appartenant à la famille seigneuriale de Bouzanville, sur le point de partir pour la croisade, confièrent aux Chevaliers du Temple de Jérusalem les alleux qu'ils possédaient en indivis à Repel et à Bouzanville. A s'en tenir strictement au texte même de la charte, qui, d'ailleurs, est assez sobre de détails sur les clauses de l'accord conclu à cette occasion, les Templiers ne devaient obtenir la pleine et entière propriété des alleux que si les deux frères succombaient, l'un et l'autre, au cours de leur expédition en Terre Sainte ; si tous les deux ou si seulement

(¹) Si l'on s'en rapporte aux pratiques du panage, telles qu'elles sont décrites dans les rapports de droits lorrains des XIV^e et XV^e siècles, on peut entendre par *porci extranei*, soit les porcs envoyés à la glandée, dans le bois de Bouzanville, par les habitants des villages voisins, après entente avec les seigneurs qui se partageaient les profits de ce bois, soit les porcs confiés, par des étrangers, aux habitants de l'alleu de Bouzanville, à charge de les engraisser.

(²) Le rédacteur de la charte-censier, après avoir énuméré tous les droits exercés par les deux frères à Bouzanville, écrit : « Haec omnia supradicta et duas partes de decimis habent cum ceteris in alodio Bosaniville ». C'est pour lui, une façon de résumer le chapitre consacré à l'alleu de Bouzanville en insistant particulièrement sur la perception des dîmes et d'indiquer que ce même chapitre est terminé. L'article qui suit (« Quicumque de familia horum sit, in quocumque loco extirpaverit, debet manipulum de decem ») est, par suite, étranger à ce chapitre et s'applique à la *familia* domiciliée sur l'un et l'autre des deux alleux.

(³) Voir p. 352.

l'un d'entre eux revenait de la croisade, les Templiers étaient tenus de restituer intégralement les alleux qui leur avaient été confiés⁽¹⁾. Bien que la charte n'en souffle mot, il est possible que les deux frères aient contracté un emprunt auprès des Templiers et que leurs alleux aient servi de gage à cet emprunt. Quelles qu'aient été, d'ailleurs, les clauses exactes du contrat, la tradition des alleux fut certainement accompagnée de la remise, aux Templiers, de deux documents différents : une notice, dans laquelle se trouvaient consignés les noms des témoins de l'acte juridique, et un censier dénombrant avec minutie l'ensemble des droits dont jouissaient les deux frères sur leurs alleux, à la date de la tradition. Ces deux documents furent conservés dans leurs archives par les Templiers jusqu'au jour où, dans la seconde moitié du XII^e siècle, ils firent transcrire, sur une feuille de parchemin, à la suite l'une de l'autre, une analyse de la notice et une copie remaniée du censier. L'acte ainsi constitué fut préparé pour recevoir un sceau destiné à authentifier l'ensemble de son dispositif, mais il est impossible de se prononcer, ni sur la valeur du sceau qui fut apposé à la charte, ni même sur la réalité du scellement, puisque l'original ne présente plus aujourd'hui que l'entaille destinée à recevoir l'attache du sceau. Une conclusion, en tout cas, s'impose ; en faisant rédiger la charte-censier qui nous est parvenue, les Templiers ont voulu placer les droits qu'ils possédaient ou revendiquaient, sur les alleux de Repel et de Bouzanville, sous la garantie d'un acte authentique ou, tout au moins, d'un acte qui eût les apparences de l'authenticité. Restent à préciser les motifs qui poussèrent les Templiers à rechercher cette garantie et les avantages qu'ils en escomptaient.

La première idée qui se présente à l'esprit, c'est que, vers la fin du XII^e siècle, à une époque où la diffusion du sceau tendait à discréditer la notice, les Templiers, en possession depuis 1147 des alleux de Repel et de Bouzanville, furent mis dans l'obligation de défendre leur droit de propriété sur ces alleux. Mais cette explication n'est guère satisfaisante ; car, à supposer que la succession des deux donateurs, qui ne figurent dans aucune charte lorraine après 1147 et qui, probablement, sont morts à la croisade, ait donné lieu à contestation, il suffisait aux Templiers, pour faire triompher leur droit, soit d'invoquer le souvenir des témoins de la tradition, soit de réclamer le bénéfice de la prescription. D'ailleurs, l'adjonction à la notice de tradition d'un censier des deux domaines, et d'un censier qui a subi des retouches,

(1) « ... si redierit unus vel ambo, ad alodium redire certum sit ; si autem non redierit aliquis eorum vel ambo, certificetur dono dedisse... ».

est la preuve que cette explication ne touche pas au fond même du problème.

Parmi les droits que le censier reconnaît expressément aux donateurs et que les Templiers pouvaient, par suite, légitimement revendiquer, il en est dont les profits pouvaient soulever des contestations avec des seigneurs du voisinage — ainsi le droit de gerbage ou le droit de garde sur les hommes du prieuré de Relanges⁽¹⁾ — ; il en est d'autres, c'est le cas pour ceux qui étaient en relation avec l'exploitation du domaine, dont l'exercice risquait de se heurter à la mauvaise volonté des tenanciers. S'agissait-il, pour les Templiers, de répondre à quelque revendication d'un seigneur du voisinage, ou leur fallait-il solliciter, contre leurs tenanciers, l'intervention du seigneur qui détenait, sur les deux domaines, le droit de ban ⁽²⁾ ; dans un cas comme dans l'autre, ils ne disposaient, comme moyen de preuve, que du censier conservé dans leurs archives ; or, ce document, de caractère privé, qui n'était même pas garanti par les témoins de la tradition, était pratiquement sans valeur. A défaut d'une enquête toujours longue et difficile, l'insertion du censier dans un acte authentique pouvait servir les intérêts des Templiers, en leur permettant d'établir le bien-fondé de leurs revendications. Toutefois, pour expliquer certaines bizarreries de la charte-censier, en particulier les remaniements dont elle porte la trace, il faut admettre que les Templiers ne se sont pas contentés de faire transcrire tel quel le censier qui leur avait été remis par les donateurs ; certaines corrections ou surcharges du texte trahissent des remaniements qui touchent au contenu même des articles ⁽³⁾. Il est possible

⁽¹⁾ Sans parler du droit de percevoir les dîmes sur l'alleu de Bouzanville, droit sur lequel le censier insiste particulièrement (cf. p. 418, n. 2.).

⁽²⁾ Rien n'indique, dans la charte-censier, que les donateurs aient été eux-mêmes en possession du droit de ban sur leurs alleux, ou qu'ils se soient dessaisis de ce droit en faveur des Templiers.

⁽³⁾ Des remaniements de cet ordre sont surtout sensibles au chap. 2 (Bouzanville) du censier. A lire avec attention le texte de ce chapitre (cf. p. 414, n. 2), on a l'impression que le censier devait normalement se terminer avec la formule « et cetera ut in alodio Rispæ ». Or, on constate que cette formule est suivie de l'énumération d'un certain nombre de redevances qui diffèrent quelque peu de celles acquittées par les quartiers de Repel, contrairement à ce qu'on est en droit d'attendre ; il est vraisemblable que tout ce passage, sur le taux des redevances de Bouzanville, est à inscrire à l'actif du rédacteur de la charte-censier.

S'il paraît probable que le texte du censier a subi des remaniements, il n'y a, par contre, aucune raison pour penser, avec Zuidema, *J. G. L. G.*, III, p. 409, que le censier a été établi à l'initiative des Templiers, longtemps après la tradition des deux alleux. La mention des deux frères dans le texte même du censier, la forme particulière

que le rédacteur, pour répondre aux empiètements de quelque seigneur du voisinage, ait fait état de certains droits, le gerbage par exemple, que le censier de 1146-47 avait négligé de mentionner ; en tout cas, il est infiniment probable qu'il a profité de l'occasion qui lui était offerte, pour légitimer certaines pratiques introduites entre temps sur les domaines de Repel et de Bouzanville, pour glisser, dans la masse des antiques charges coutumières, une taxe de substitution de date récente ⁽¹⁾ ou pour consacrer une nouvelle répartition des services entre les tenanciers ⁽²⁾.

prévue pour l'exercice de certains droits, en particulier l'inféodation de la garde sur les hommes de l'abbaye de Cluny, qui suppose des pratiques propres aux seigneuries laïques, prouvent que le censier est contemporain de la tradition ou que, tout au moins, il ne saurait lui être postérieur de beaucoup.

(1) A Repel, le quartier doit, chaque année, exécuter, au profit du seigneur, un charroi de vin ; s'il n'y a pas de vin à transporter, les quartiers sont dispensés de tout charroi ou de toute taxe de substitution (« nichil dabunt »). A Bouzanville, le quartier, qui, sur ce point, est théoriquement assimilé au quartier de Repel, doit le charroi de vin ou une taxe de 2 deniers et demi. Cette taxe de substitution, inscrite dans un passage qui suppose un remaniement profond de la part du rédacteur de la charte-censier (cf. la note précédente), est inconnue à Repel et paraît être exigée chaque année, même quand la récolte est nulle.

(2) Il est possible, par exemple, que les passages sur la corvée de labourage, qui trahissent des remaniements certains, correspondent à des innovations postérieures à la prise de possession des deux alleux par les Templiers.

CHAPITRE IV

CENSIER GÉNÉRAL SOUS FORME DE CHARTE RÉDIGÉ A L'ABBAYE DE STE-MARIE-AUX-NONNAINS DE METZ ⁽¹⁾

(Première moitié du XII^e siècle)

(Censier n^o 17)

H. abbesse et E. prévôt de Ste-Marie-aux-Nonnains, désirant prévenir la diminution des revenus de leur abbaye, fixent, par écrit,

(¹) L'abbaye de Ste-Marie, dénommée couramment, au moyen âge, Ste-Marie-aux-Nonnains, est une des abbayes messines dont l'histoire reste très mal connue. en dépit d'une courte étude de Bouteiller, *Notice sur les anciennes abbayes de Saint-Pierre et de Sainte-Marie de Metz et sur la collégiale royale de Saint-Louis* ; *Mémoires de l'Académie de Metz*, 1862-63, Deuxième partie, p. 25-128. — L'abbaye de Ste-Marie se rattache à une église placée sous le vocable de la Vierge et surnommée « ad xenodochium », en raison de l'hôpital qui lui était annexé ; on ne sait à quelle époque remonte la construction de cette église, en tout cas, il en est fait mention dans la seconde moitié du X^e siècle (*Vita Johannis Gorziensis* ; *M. G. H.*, SS., IV, p. 368). C'est l'évêque Adalbéron II (984-1005), qui transforma la « basilica beatae Virginis Mariae » en une abbaye bénédictine de femmes, dont il assura la dotation, ainsi qu'il ressort du témoignage irrécusable de l'abbé Constantin dans la *Vita Adalberonis II* (*M. G. H.*, SS., IV, p. 662) ; c'est par suite d'une fausse interprétation d'un passage de Sigebert de Gembloux, dans son éloge de la ville de Metz (*Vita Deoderici* ; *M. G. H.*, SS., IV, p. 478, vers 33 et sq.) qu'on a parfois attribué, à l'évêque Adalberon I^{er} la fondation de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains. Cette abbaye, établie au sud-ouest de la ville, dans l'angle formé par l'enceinte du moyen âge et la Moselle, fut comprise dans les bâtiments de la Citadelle en 1561 ; les religieuses allèrent alors s'établir à l'Hôpital du Petit-St-Jean, près du Moyen-Pont ; en 1763, elles se réunirent aux religieuses de St-Pierre-aux-Nonnains pour constituer le Chapitre royal St-Louis. L'établissement de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains, à proximité immédiate de l'abbaye plus ancienne de St-Pierre-aux-Nonnains, le parallélisme entre les destinées des deux abbayes, qui, en 1561, durent émigrer à l'intérieur de la ville, leur fusion en un même chapitre, sans parler de la similitude de leurs dénominations, expliquent que les historiens aient souvent confondu ces deux abbayes, ce qui n'a pas contribué à élucider l'histoire particulière de chacune d'elles.

les revenus en argent (*census*) et les différents droits (*cetera jura*) possédés par ladite abbaye sur l'ensemble de ses domaines. — S. D.

ORIG. A. B. N., Collection de Lorraine, vol. 971, pièce n° 4. Parchemin de 440 mm. de largeur sur 685 mm. de hauteur. Au dos, on lit la note suivante, écrite à la fin du XIII^e siècle : « De Suleney et de Perrinoul, d'Orscevas, de Saint-Jeure et d'Arrey des ansienes rantes ».

COP. B. Copie sur papier du XVII^e siècle ; Mos. H. 4013 (1), d'après A.

EDIT. a. Appendice IV, p. 719-722 du présent ouvrage, d'après A.

Le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains pose, dès le principe, un problème de date assez délicat. La charte, en effet, dans laquelle le censier se trouve enchâssé en guise de dispositif, ne renferme aucune formule de datation, et, d'autre part, l'histoire ancienne de l'abbaye messine de Ste-Marie est si mal connue que, faute de pouvoir dresser la liste de ses dignitaires, nous sommes dans l'impossibilité d'identifier les auteurs de l'acte, dont les initiales seules ont été retenues par le rédacteur de la charte-censier ⁽¹⁾. Le problème se complique, d'ailleurs, d'une autre difficulté ; comme l'exemplaire le plus ancien qui nous est parvenu de la charte ne présente ni trace de scellement, ni protocole

(1) On ne peut faire état d'une liste des religieuses de Ste-Marie qui a été publiée par Wiegand, *Ein Nonnen-Verzeichnis der Abtei Ste-Marie in Metz* ; J.G.L.G., I (1889), p. 269, car cette liste, qui appartient au XI^e siècle, est antérieure à la charte-censier. — Bouteiller, *Notice sur les anciennes abbayes de St-Pierre et de Ste-Marie*, p. 196, écrit : « Le cartulaire de Ste-Marie est sensiblement moins intéressant que celui de St-Pierre..., la seconde [pièce par ordre chronologique qu'il possède], sans date, mais qui est attribuée au douzième siècle, contient la déclaration des droits de l'abbaye par l'abbesse Hermenson... » et l'auteur (p. 197) fait figurer dans le catalogue des premières abbeses, sous la date « 11.. » (*sic*), l'abbesse Hermenson. La « déclaration des droits », à laquelle Bouteiller fait allusion, est certainement la charte-censier qui fait l'objet de la présente étude. Les recherches entreprises, pour retrouver le cartulaire auquel l'auteur emprunte ses renseignements, n'ont abouti à aucun résultat ; en réalité, ce prétendu cartulaire n'est autre qu'un inventaire des titres de l'abbaye de Ste-Marie, rédigé au XVIII^e siècle (Mos., H. 3991). Dans cet inventaire, les pièces analysées sont bien celles que signale Bouteiller ; la pièce n° 2 est présentée comme une « charte d'Hermenson, abbesse de Ste-Marie, déclarative des droits de son abbaye et lieux de Sillegny... ». On ignore pour quelles raisons le rédacteur de l'inventaire, qui ne paraît pas avoir eu à sa disposition d'autres documents que ceux existant encore aujourd'hui, a cru pouvoir restituer, sous la forme « Hermenson » le nom de l'abbesse, dont l'initiale seule figure dans le protocole de la charte-censier.

final, on est en droit de se demander s'il convient de tenir cet exemplaire, pour l'original ou pour une copie inachevée ⁽¹⁾. Sur ce point pourtant, le doute ne saurait être permis ; le fait, en effet, que, sur cet exemplaire, le dernier chapitre du censier a reçu une addition, qui complète et rectifie, sur certains points, les données de ce chapitre, et cela à une date postérieure de très peu à la rédaction du censier, est la preuve décisive que nous avons bien affaire à l'original de la charte-censier et non pas à une copie plus ou moins ancienne. Dès lors, il devient possible de dater la charte de manière au moins approximative, en fonction de ses caractères paléographiques qui dénotent, sans conteste possible, la première moitié du XII^e siècle ⁽²⁾. Cette datation se trouve confirmée, d'ailleurs, et peut-être même précisée, pour peu qu'on combine les données du protocole initial de la charte avec les très rares renseignements que nous possédons sur l'histoire de l'abbaye au XII^e siècle.

Dans l'exposé de la charte, les auteurs de l'acte déclarent qu'en consignant par écrit les droits de leur abbaye sur les différentes *villae* dépendant de son patrimoine, ils ont eu pour but de prévenir toute diminution de revenus, que pourrait provoquer « la fourberie des hommes qui n'hésitent pas à porter atteinte aux droits des églises, quand ces droits gênent, de quelque manière, leur intérêt personnel ⁽³⁾ ». Des termes employés par le rédacteur de la charte, il résulte donc que le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains se propose de défendre les droits de l'abbaye, moins contre les exactions des avoués ou les empiètements des agents de l'administration seigneuriale, que contre la mauvaise volonté et la malice des tenanciers, toujours prêts à élever des contestations sur la nature et l'étendue de leurs obligations. Quels que soient, d'ailleurs, les ennemis qu'elle cherche à atteindre, il est évident que la charte-censier date d'une époque où le patrimoine de l'abbaye traversait une crise et où les religieuses éprouaient le besoin de prendre des mesures de sauvegarde. Or, il n'est pas impossible de

⁽¹⁾ L'acte qui nous a conservé le censier est rédigé en forme de charte et non de notice ; il devrait normalement comporter un protocole final et un sceau.

⁽²⁾ Dans son « Inventaire manuscrit des chartes de la Bibliothèque Nationale antérieures au XIII^e siècle », L. Delisle a daté la charte-censier de Ste-Marie-aux-Nonnains de 1120 environ et cette date, fondée uniquement sur l'examen des caractères paléographiques, a été reproduite telle quelle par Lauer, *Inventaire des Collections manuscrites sur l'histoire des provinces de France*, I (Bourgogne-Lorraine), p. 485, sous le n° 971 ⁽³⁾.

⁽³⁾ Les auteurs de l'acte mettent l'amointrissement des revenus des églises en rapport avec les défaillances de la mémoire humaine, « maxime cum versutia hominum rebus ecclesiasticis, si quid in eis sibi displiceat, detrimentum inferre non timeat ».

dater, avec quelque précision, cette crise, à condition de faire état du document le plus ancien que nous aient conservé les archives de Ste-Marie-aux-Nonnains, une charte de 1111, par laquelle l'évêque de Metz, Adalbéron IV, attribue à l'abbaye les deux tiers et au curé desservant le tiers dans les revenus de l'église paroissiale de St-Simplice, au quartier de Vésigneules, à Metz ⁽¹⁾. Aux termes de l'exposé de la charte, en effet, cette décision aurait été prise par l'évêque à la suite d'une démarche faite auprès de lui par les religieuses de Ste-Marie; celles-ci se seraient plaintes de la diminution générale des revenus de leur abbaye et elles auraient accusé la négligence de leurs abbesses d'avoir contribué, avec la cupidité des curés de Vésigneules, à ruiner les droits de leur abbaye sur l'église paroissiale de St-Simplice ⁽²⁾. Si la charte-censier de Ste-Marie appartient certainement à la première moitié du XII^e siècle, il convient peut-être d'en mettre la rédaction en rapport direct avec l'essai de reconstitution du temporel, dont la charte de 1111 nous apporte un témoignage malheureusement isolé; dans cette hypothèse, la charte-censier, rédigée dans le premier quart du XII^e siècle, serait, à quelques années près, contemporaine du censier de l'abbaye de Chaumousey ⁽³⁾.

Si l'on tient compte des alinéas qui divisent la matière du censier en chapitres distincts, les domaines inventoriés seraient au nombre de cinq, soit les domaines de Sillegny (*Sulinei*) ⁽⁴⁾, de Pournoy-la-

(1) ORIG. Mos., H. 4032. La charte est datée du 22 février 1111 (a. s.).

(2) « Venerunt namque ad nos et lacrimabiliter deplanxerunt inter alias sue prebende diminutiones se aut parum, aut nihil proficui, habere de illa parrochia Sti Suplicii in Visinoil... Aiebant nimirum quosdam presbyteros qui illum tenerant, tam sua cupiditate quam abbatissarum negligentia ac remissione, ita omne comodum ejusdem parrochie ita (*sic*) ad se traxisse, ut nichil congregationi, nisi solum nomen sterile, videretur remansisse ». — Vésigneules, quartier de la ville de Metz, voisin de l'actuelle place St-Louis.

(3) On sait que ce censier, rédigé à l'instigation de l'abbé Sehier, doit être daté de 1109-1128 (cf. p. 386-387).

(4) Selon les rédacteurs de *Die alten Territorien des Bezirks Lothringen*, II, p. 778, le village de Sillegny serait une ancienne possession de l'abbaye de St-Pierre-aux-Nonnains, qui, au XII^e siècle, serait passée à l'évêque de Metz; celui-ci aurait cédé à l'abbaye de Ste-Marie une partie du village et aurait inféodé le reste à plusieurs de ses vassaux. Cette affirmation ne s'appuie sur aucun document; en réalité, il est probable que Sillegny, ancienne possession de l'évêché de Metz, a servi à constituer sa dotation à l'abbaye de Ste-Marie, au moment de sa fondation par Adalbéron II, à la fin du X^e siècle, réserve faite de quelques fiefs restés aux mains de vassaux de l'évêché. Conformément à une tradition constante des abbayes messines, les religieuses de Ste-Marie se sont appliquées à réunir ces fiefs à leur domaine primitif: en 1226, elles achetèrent à Ferry de Thicourt le fief d'avouerie et les droits attachés que celui-ci avait acquis de dame Ermenjart d'Orceval (ORIG. Mos., H. 4027); la même

Grasse (*Pruniacum*)⁽¹⁾, d'Orceval (*Orcevas*)⁽²⁾, de St-Jure (*Sanctus Georgius*)⁽³⁾ et d'Arry (*Arey*)⁽⁴⁾; mais, comme il y a de fortes raisons de penser que Pournoy et Orceval étaient compris dans un même groupe domanial⁽⁵⁾ et que, seule, une initiative malencontreuse du rédacteur est responsable de la dissociation, en deux chapitres, de l'inventaire de ce groupe, le nombre des chapitres ou inventaires particuliers se trouve, en fin de compte, réduit à quatre seulement, qui concernent les domaines de Sillegny (chap. 1), Pournoy-Orceval (chap. 2), St-Jure (chap. 3) et Arry (chap. 4). Ces différents domaines n'ont pas été disposés au hasard par le rédacteur de la charte-censier ; celui-ci, se conformant à une habitude dont le présent ouvrage nous a déjà fourni d'autres exemples, a rangé les inventaires particuliers qu'il avait mission de mettre en forme dans un ordre qui procède d'un principe géographique certain⁽⁶⁾.

année, elles reçurent de l'évêque de Metz, Jean d'Apremont, le fief d'Erard Chacevache, à Sillegny, que celui-ci avait auparavant restitué à son seigneur, l'évêque de Metz (ORIG. Mos., H. 4027).

(1) L'identification de *Pruniacum* avec Pournoy-la-Grasse, et non avec Pournoy-la-Chétive, qui se trouve dans la même région, s'appuie sur l'existence, à Pournoy-la-Grasse, au moyen âge et dans les temps modernes, d'un ban Ste-Marie, dépendant de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains (*Die alten Territorien*, II, p. 812).

(2) Orceval, disparu, territoire de Verny. — Orceval paraît avoir été anciennement le chef-lieu d'un vaste groupe domanial, possession de l'évêché de Reims ; cédé, par voie d'échange, au roi d'Austrasie Childebert II, il aurait été acquis, à une date et à la suite d'événements inconnus, par les évêques de Metz, qui le découpèrent en plusieurs lots ; les uns furent inféodés à des vassaux de l'évêque, d'autres servirent à doter des abbayes messines (cf. *Die alten Territorien*, II, p. 824).

(3) Au moyen âge, une partie de St-Jure constituait le « ban Ste-Marie », dépendant de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains ; l'autre partie était tenue en fief de l'évêque de Metz par les comtes d'Apremont (*Die alten Territorien*, II, p. 814).

(4) Faute d'avoir eu à leur disposition la charte-censier de Ste-Marie-aux-Nonnains, les rédacteurs de *Die alten Territorien*, II, p. 605-606, ont ignoré l'existence de la seigneurie que cette abbaye possédait à Arry ; ils mentionnent bien, dans ce village, un « ban Ste-Marie », mais la seigneurie ainsi dénommée dépendait de l'église cathédrale de Verdun. A côté de ce « ban Ste-Marie de Verdun », il existait, à Arry, un « ban Ste-Marie de Mes » ; ces deux bans sont signalés en particulier dans les bans de tréfonds du XIII^e siècle (cf. *Die Metzzer Bannrollen des dreizehnten Jahrhunderts*, IV, p. 193, v^o Airey).

(5) Cela résulte, en particulier, du fait que, dès le XIII^e siècle, les bans Ste-Marie, à Pournoy et Orceval, formaient une seule seigneurie (Voir, en particulier, un inventaire des titres de la seigneurie de Pournoy-la-Grasse, datant du XVIII^e siècle (Mos., H. 4023), qui signale une « Déclaration des droits de l'abbesse de Ste-Marie à Ponoï et à Orceval, XIII^e siècle », dont le texte n'a pas été retrouvé). De plus, la suite de cette étude montrera que les inventaires de Pournoy et d'Orceval n'ont de sens, que s'ils sont entre eux dans un rapport très étroit et s'ils concernent une même seigneurie.

(6) Pour la localisation des domaines inscrits au censier, on voudra bien se reporter à la carte au 200 000^e, feuille Metz.

S'inspirant de la répartition des domaines de Ste-Marie, autour de Sillegny, tenant compte aussi probablement de ce fait que le domaine de Sillegny l'emportait sur ses voisins par le nombre de ses manses et l'importance de ses revenus ⁽¹⁾, le rédacteur a donné la place d'honneur à ce domaine, puis, partant de Sillegny, il a disposé les inventaires des domaines périphériques dans l'ordre même où les rencontrerait un voyageur qui, se dirigeant vers le nord-est (Pournoy-Orceval), descendrait vers le sud-est (St-Jure) pour ensuite atteindre, vers l'ouest, Arry.

Ces quatre domaines représentent-ils l'ensemble des *villae* dont le rédacteur du censier se proposait de dénombrer les revenus ? Il est difficile de répondre à cette question, puisque nous ne possédons, pour le XII^e siècle, aucun document qui permette de reconstituer l'état du temporel de l'abbaye. Toutefois, on ne peut manquer d'être frappé d'un certain nombre de faits, qui suggèrent l'idée que le censier ne nous a pas conservé l'inventaire de toutes les *villae* de l'abbaye. En effet, si l'on supprime, par la pensée, le paragraphe ajouté après coup au chap. 4, de manière à se représenter la charte-censier sous sa forme primitive, on constate que, dans le bas du parchemin, il restait un espace suffisant pour recevoir un cinquième chapitre, sans préjudice du protocole final que la charte devait normalement comporter ⁽²⁾. Dans ces conditions, on peut se demander si, l'insertion d'un cinquième chapitre étant prévue par le rédacteur, celui-ci n'a pas été interrompu dans l'exécution de son travail. Dans cette hypothèse, l'espace disponible ayant été en partie occupé par le paragraphe additionnel au chap. 4, on aurait, par la suite, négligé de transcrire l'inventaire du cinquième et dernier domaine. Cette hypothèse, pour aventureuse qu'elle paraisse, n'est pas contredite par les documents que nous possédons sur le patrimoine de Ste-Marie, pour une époque très postérieure, il est vrai, à la mise en œuvre du censier. Parmi ces documents, il convient d'inscrire, en première place, un livre de comptes sur lequel se trouvent enregistrées les recettes et les dépenses de l'abbaye pour les années

(1) Telle est, du moins, la situation au XIV^e siècle, ainsi qu'il ressort d'un registre de comptes de l'abbaye, dont il sera question plus loin. A cette époque, le domaine primitif de l'abbaye, à Sillegny, s'était accru de fiefs voisins, mais les revenus de Sillegny l'emportent de si loin sur ceux des autres seigneuries, qu'il s'agit là, très probablement, d'un fait ancien.

(2) Entre la dernière ligne du chap. 4 et le rebord inférieur du parchemin, l'espace disponible est de 80 mm. ; par suite de l'insertion du paragraphe additionnel au chap. 4, cet espace se trouve réduit à 55 mm.

1331-1345 ⁽¹⁾. De l'examen de ce registre de comptes, il ressort que si, dans la première moitié du XIV^e siècle, l'abbaye continuait à tirer ses principales ressources des quatre domaines inventoriés dans la charte-censier du XII^e siècle, elle possédait, en outre, un cinquième domaine, celui de Sommy ⁽²⁾, pour lequel les recettes portées en compte dénotent manifestement une vieille exploitation domaniale ⁽³⁾. Nous ignorons complètement la date d'acquisition de ce domaine par l'abbaye et il est possible que celle-ci soit postérieure à la rédaction de la charte-censier ; toutefois, il n'est pas sans intérêt de noter que Sommy se trouve au nord-ouest de Sillegny et que, par suite, l'insertion, à la fin du censier, de l'inventaire de ce domaine ne risquait nullement de déranger l'ordre adopté par le rédacteur.

Si un plan aussi systématique plaide en faveur de l'unité de rédaction du censier, il s'en faut pourtant que le rédacteur soit l'auteur des inventaires particuliers qui sont entrés dans la constitution du censier ; ces inventaires sont l'œuvre d'enquêteurs différents, ainsi qu'il ressort des divergences qu'on constate d'un inventaire à l'autre. Sans doute, les enquêteurs se sont conformés, en gros, à un modèle commun ; c'est ainsi que le censier, poursuivant la défense des droits de l'abbaye contre la mauvaise volonté de ses tenanciers, les auteurs des inventaires particuliers ont reçu mission de borner leur enquête aux redevances et services de montant fixe et prévisible et de faire abstraction des revenus de montant variable : dîmes, produits de l'exploitation de la réserve, profits divers en relation avec l'exercice du droit de ban. Mais, si les enquêteurs sont restés fidèles à l'esprit du programme qui leur était tracé, dans l'exécution de ce programme ils ont fait preuve d'une grande indépendance, de telle sorte que les données des divers inventaires ne se correspondent pas exactement. Si les chap. 1, 2 et 3 évaluent les charges des tenanciers en fonction de l'unité de tenure, qui, dans ces trois cas, est le quartier, le chap. 4, faisant exception à cette règle générale, adopte, pour chaque type

(1) Bibl. munic. de Metz, Ms 820 ; le manuscrit, qui compte 93 feuillets, présente des lacunes pour certaines années.

(2) Sommy, aujourd'hui ferme, comm. Féy.

(3) A Sommy, l'abbaye possède un « waignaige », qui comprend les bâtiments et les terres de l'ancienne *curia*, ainsi qu'un clos de vigne ; elle perçoit des cens en vin dont le montant atteint un chiffre assez élevé. Dans les autres villages dont fait mention le registre de comptes, les recettes de l'abbaye proviennent de la perception des dîmes ou de menus cens en vin, dans aucun d'entre eux on ne trouve les traces d'une ancienne exploitation domaniale. à l'exception, bien entendu, des villages inscrits au censier du XII^e siècle.

de redevance, une évaluation globale. Les chap. 1 et 3 sont les seuls qui tiennent compte des quartiers concédés aux agents du domaine à titre de fief de service et qui donnent le détail des cadeaux en argent et en nature offerts de tradition, par ces mêmes agents, à l'abbesse. Toutefois, on aurait tort d'en conclure que ces pratiques étaient propres à ces deux seuls domaines ; à Pournoy (chap. 2), trois quartiers, qui n'entrent pas en ligne de compte dans le total des redevances acquittées par les tenanciers, représentent certainement le fief du maire et du doyen, à raison de deux quartiers pour le premier et d'un quartier pour le second ⁽¹⁾ ; de même, si l'inventaire d'Arry (chap. 4) est muet sur la rémunération et les « services » des agents domaniaux, on ne saurait oublier que des indications précises figurent, à ce sujet, dans le paragraphe additionnel au chap. 4 ⁽²⁾.

Pour en finir avec les particularités de rédaction propres à certains chapitres, signalons que le chap. 2 (Pournoy-Orceval) présente des négligences qui en font une œuvre à part dans l'ensemble du censier. Dans un premier paragraphe, le censier dénombre, à Pournoy, deux groupes de tenures qui comprennent, l'un 25, l'autre 8 quartiers et dont les redevances ne diffèrent que sur un seul point. Alors que les quartiers du premier groupe livrent à l'abbaye une demi-charretée de bois, à Noël, ceux du second groupe remplacent cette prestation par une redevance en céréales ; celle-ci, qui se règle sur le jeu de l'assolement triennal, est de 5 setiers de blé d'hiver la première année (moitié froment, moitié seigle), elle est de 5 setiers d'avoine la seconde année et tombe à zéro la troisième année, qui correspond à la jachère ; de plus, seuls, les tenanciers des quartiers du second groupe ont à exécuter des travaux pour le compte de la réserve seigneuriale. Or, à en juger par les autres chapitres du censier, il est infiniment probable que les mêmes travaux incombent aux quartiers du premier groupe et que, seuls, un oubli de l'enquêteur ou une négligence de sa

(1) Le censier de Pournoy fixe à 50 sous la somme des cens en argent payés par les quartiers ; or il y a, au total, 33 quartiers, qui acquittent chacun 20 deniers. La somme devrait s'élever à 55 sous (660 deniers). Les 5 sous (ou 60 deniers) de différence entre la somme théorique et la somme réellement encaissée correspondent aux redevances de 3 quartiers ; ces quartiers non productifs constituent le fief de service du maire et du doyen qui administrent le groupe Pournoy-Orceval.

(2) D'après les données du paragraphe additionnel, le maire et le doyen d'Arry doivent recevoir 3 quartiers « pro suo servicio ». En revanche, ils doivent offrir à l'abbé les cadeaux suivants : à l'Assomption, 27 deniers et une obole, 6 pains de froment et, à la St-Etienne, 27 deniers et une obole, un porc et 6 pains de froment.

part sont responsables de cette rédaction défectueuse ⁽¹⁾. Une lacune du même ordre se rencontre au paragraphe consacré à Orceval ; celui-ci compte, dans cette localité, 30 quartiers, qui paraissent acquitter, en tout et pour tout, un denier et une poule à la St-Martin. Mais il est invraisemblable que, sur un domaine de cette importance, les charges des tenanciers aient subi, dès le XII^e siècle, une réduction dont on chercherait en vain l'analogue dans les quatre chapitres du censier. En réalité, l'inventaire d'Orceval n'a de sens que s'il est mis en rapport étroit avec celui de Pournoy, et si l'on admet que les 30 quartiers d'Orceval et les 25 quartiers de Pournoy étaient soumis aux mêmes charges, à une seule exception près ; tandis que la redevance de la St-Martin comportait, à Pournoy, 1 denier, 1 pain, 1 setier d'avoine

(1) Nous mettons ci-dessous, en regard les unes des autres, les charges incombant aux deux catégories de quartiers, en imprimant entre crochets celles d'entre ces charges qui sont sous-entendues par le rédacteur :

Echéance	Quartier du 1 ^{er} groupe	Quartier du second groupe
Assomption	9 nummos	9 nummos
St-Remy	9 nummos	9 nummos
Mi-Mai	1 nummum	1 nummum
St-Martin	1 nummum	1 nummum
	{ 1 panem	{ 1 panem
	{ 1 sistarium avenae	{ 1 sistarium avenae
	{ 1 gallinam	{ 1 gallinam
St-Martin	1/2 carratam lignorum	
St-Remy		Redevances en céréales échelonnées sur deux années
	[sarculum]	sarculum
	[falcem]	falcem
	[furcam]	furcam
	[in angariis nostris metere debet]	in angariis nostris metere debet.

Que les quartiers du second groupe acquittent exactement les mêmes redevances en argent que ceux du premier groupe, c'est ce qui ressort de la rédaction même du censier et ce que prouve également le montant total des redevances encaissées par l'abbaye (cf. p. 429, n. 1) ; il en va certainement de même pour les redevances en nature, à l'exception, bien entendu, de la fourniture d'une demi-charretée de bois. Si le rédacteur a jugé prudent de spécifier les services exigibles des exploitants des quartiers du second groupe, cela tient, sans doute, au fait que ces quartiers, acquittant une redevance en céréales échelonnée sur deux ans, étaient soumis à un régime analogue à celui des terres concédées à cens, que ne grevait, d'ordinaire, aucun service. Les exploitants des quartiers du second groupe, s'autorisant de ce fait, auraient pu chercher à se soustraire aux services traditionnels qui leur incombait ; c'est contre ce danger que le rédacteur du censier a voulu se prémunir. Dans sa pensée, il allait de soi que ces services traditionnels s'appliquaient aux exploitants des quartiers du premier groupe.

et 1 poule, l'abbaye ne percevait, à la même date, à Orceval, que 1 denier et 1 poule ⁽¹⁾.

Au total, pour expliquer les lacunes du chap. 3 et les raccourcis de sa rédaction, il faut admettre que l'enquêteur, chargé de l'inventaire du groupe Pournoy-Orceval, s'est contenté de quelques notes rapides, qu'il a remises telles quelles au rédacteur du censier général, sans même prendre la peine de les mettre en ordre ou de les rendre intelligibles.

Reste à déterminer la part qui revient au rédacteur dans l'œuvre de mise en forme des inventaires. On sait déjà que celui-ci est responsable du plan général du censier, mais son rôle ne s'est pas borné à classer les inventaires particuliers dans un certain ordre géographique ; il s'est également ingénié à répartir, à l'intérieur de chaque chapitre, selon un plan invariable et satisfaisant pour l'esprit, les éléments des inventaires, qui lui avaient été remis par les enquêteurs. Toutefois, pour suivre dans le détail l'activité du rédacteur, il est indispensable de distinguer entre les trois premiers chapitres, qui évaluent les charges par unité de tenure, et le chap. 4 qui se contente, dans tous les cas, d'une évaluation globale.

Dans les chap. 1, 2 et 3, le plan se conforme à un schéma d'une parfaite netteté, qui apparaît, sous sa forme la plus complète, au chap. 3 (St-Jure) et qu'on retrouve simplifié et à peine modifié dans les deux autres chapitres. Le rédacteur commence par noter le nombre des quartiers, il indique ensuite les redevances en argent et en nature perçues sur le quartier, en les faisant suivre des redevances dont

⁽¹⁾ Nous mettons, ci-dessous, en regard les unes des autres, les charges des quartiers de Pournoy (quartiers du premier groupe) et celles des quartiers d'Orceval, en imprimant entre crochets celles qui ne sont pas expressément mentionnées par le censier :

Echéance	Quartier de Pournoy	Quartier d'Orceval
Assomption	9 nummos	[9 nummos]
St-Remy	9 nummos	[9 nummos]
Mi-Mai	1 nummum	[1 nummum]
St-Martin	1 nummum	1 nummum
	1 panem	
	1 sistarium avene	
	1 gallinam	1 gallinam
	1/2 carratam lignorum	[1/2 carratam lignorum]
	[sarculum]	[sarculum]
	[falcem]	[falcem]
	[furcam]	[furcam]
	[in angariis nostris metere debet]	[in angariis nostris metere debet]

l'assiette est différente : redevances sur les *mansî*, taxes de nature personnelle, cens d'origine diverse ; vient ensuite le tableau des services exigés par l'abbaye avec la distinction entre les services qui ont pour assiette le quartier et ceux qui incombent à tous les tenanciers, quelle que soit la parcelle de quartier qu'ils exploitent ; le chapitre se termine par un paragraphe sur les droits et obligations des agents domaniaux ⁽¹⁾. Ce plan, qui, pour obtenir le maximum de clarté, échelonne, dans chaque paragraphe, les différentes prestations dans l'ordre même des échéances ⁽²⁾, est l'œuvre personnelle du rédacteur ; les enquêteurs, dans leurs inventaires préparatoires, s'étaient probablement contentés d'un tableau d'ensemble, qui, ordonné par dates de paiement et conformément aux pratiques traditionnelles des livres de comptes, confondait, sous une même échéance, les redevances et services de nature et d'origine les plus diverses. Ce qui autorise cette conjecture, c'est un léger manquement à la règle générale qui révèle les tâtonnements du rédacteur et nous permet de le surprendre, en quelque sorte, au milieu de son travail de composition. Au chap. 1 (Silleigny), le rédacteur, entraîné sans doute par la lecture de l'inventaire qu'il avait sous les yeux, a inséré immédiatement, à la suite du paragraphe sur les redevances propres au quartier, un article sur le charroi du foin, puis, s'apercevant de son erreur, il est revenu immédiatement au plan habituel et, après avoir énuméré les redevances assises sur d'autres unités d'imposition que le quartier, il a fait figurer, à sa place normale, le tableau des services.

Le chap. 4 (Arry) mérite d'être étudié à part, en raison des particularités qu'il présente et des problèmes qu'il soulève. On sait déjà que ce chapitre, à la différence des trois autres, n'a pas été rédigé d'un seul jet ; des deux paragraphes qui le composent, l'un est l'œuvre du scribe qui a écrit l'ensemble de la charte-censier, l'autre, qui a la valeur d'une addition, a été ajouté après coup par un scribe nettement distinct du premier, mais qui est son contemporain ⁽³⁾. Le paragraphe le plus ancien

(1) Le plan du chap. 1 est conforme à ce schéma, réserve faite d'un léger manquement sur lequel on s'expliquera plus loin. Quant au chap. 2, il mentionne, après le tableau des services, un ensemble de revenus compris sous la rubrique « De parvo censu », au lieu de les placer avant, mais le singulier procédé employé par le rédacteur pour dénombrer les redevances et services des deux groupes de quartiers de Pournoy (cf. p. 429) ne lui permettait pas de faire autrement.

(2) Le point de départ des échéances varie d'un chapitre à l'autre ; c'est Noël à Silleigny, l'Assomption à Pournoy-Orceval, Pâques à St-Jure, la St-Remy à Arry.

(3) Tandis que l'ensemble de la charte est en écriture diplomatique, les trois dernières lignes, qui forment le paragraphe additionnel, rappellent l'écriture des manuscrits ; de plus, le scribe auquel on doit ce paragraphe écrit « Aeri », alors que, dans le reste de la charte, on trouve toujours « Arey ».

(par. 1), à la différence des autres inventaires transcrits par le rédacteur de la charte-censier, ne précise pas le nombre des quartiers et, faisant uniquement état des redevances perçues au profit de l'abbaye, à l'exception de tout service quelconque, il indique, pour chacune d'elles, le montant global à percevoir aux différentes dates de paiement, en prenant la St-Remy pour point de départ des échéances. Ces redevances peuvent se ranger en deux catégories, selon que le censier indique ou non leur origine. Les redevances de la première catégorie représentent toutes, à l'exception d'une redevance de 30 deniers, acquittée en trois termes à titre de « trescens », des taxes de remplacement pour des services ou des prestations en nature de type domanial. Dans la seconde catégorie, figurent les redevances suivantes : l'une, de 30 deniers, acquittée à la St-Remy ⁽¹⁾, l'autre, de 40 mesures d'avoine et de 40 pains, au même terme de paiement et une troisième, de 36 poulets, au mois de mars. A la même catégorie, appartient également une redevance en vin que le par. 1 du censier mentionne en dernier lieu et sur laquelle il insiste tout particulièrement. Cette redevance, exigée « de recto censu », varie d'une année à l'autre : de 9 charretées moins 3 muids une année, elle monte, l'année suivante, à 11 charretées moins 12 setiers. Le rédacteur, qui néglige, comme pour toutes les autres redevances d'Arry, d'indiquer l'assiette de perception de cette redevance en vin, se contente de noter que le vin doit être livré au pressoir d'Arry, pour être transporté au siège de l'abbaye, à Metz, par les *possessores mansorum* d'Arry, qui, à l'occasion de ce charroi, reçoivent, pour se les partager, 12 setiers de vin. Si l'on tient compte du chiffre global des différentes redevances, qui, dans la plupart des cas, est un multiple de 48 ou de 28, on se convaincra facilement qu'il devait y avoir, à Arry, au moment où fut établi l'inventaire de ce domaine, 48 quartiers productifs, dont 28 soumis à un régime spécial ⁽²⁾. Il est, d'autre part, très vraisemblable que les 36 poulets du mois de mars représentent

(1) Le chap. 4 débute ainsi : « Ad festum Sti Remigii villa de Arey reddit ecclesiæ nostræ hos rectos census : XII solidos IIII denarios ; VIII solidi sunt duo denarii minus de servitio, duo solidi de circulis ». Le total acquitté à la St-Remy étant de 148 deniers (12 sous et 4 deniers) et les deux redevances qualifiées s'élevant respectivement à 94 deniers et à 24 deniers, on voit que le rédacteur englobe, dans la somme des « recti census » de la St-Remy, en la dissimulant en quelque sorte, une redevance de 30 deniers.

(2) On trouvera, ci-dessous, le tableau des redevances pour l'ensemble des 48 quartiers et pour les 28 quartiers de régime spécial. Pour chaque redevance, nous donnons le montant global, tel qu'il figure au censier et nous imprimons entre crochets le montant présumé de la redevance acquittée par chaque quartier.

une redevance acquittée par les *mansi*, à raison de 1 poulet par *mansus* ⁽¹⁾; enfin, nous proposons d'interpréter les 30 deniers de la St-Remy, les 40 mesures d'avoine et les 40 pains acquittés au même terme comme des redevances de caractère personnel également réparties sur tous les tenanciers de l'abbaye, ce qui suppose que les terres dépendant des 48 quartiers possédés à Arry par l'abbaye étaient exploitées par 20 ou 40 tenanciers ⁽²⁾. S'il est possible, en partant des chiffres globaux donnés par le chap. 4 pour les différentes redevances, de reconstituer ainsi, avec quelque vraisemblance, le nombre des unités d'imposition, il faut renoncer, en revanche, à établir un rapport de même nature pour la redevance en vin. Le par. 1 du censier ne renferme, à cet égard, aucune indication qui puisse mettre sur la voie d'une explication quelconque et, pour entrevoir une partie, tout au moins, de la vérité, il faut tenir compte des indications complémentaires contenues dans la paragraphe additionnel (par. 2), qui complète et rectifie les données du primitif inventaire d'Arry.

Le par. 2 complète le par. 1 sur trois points: il évalue le nombre des quartiers d'Arry à 52; il détermine les obligations du maire et du doyen qui, à titre de dédommagement pour leur « service », reçoivent trois quartiers, ce qui réduit à 49 le nombre des quartiers productifs; enfin, il précise la quantité de vin acquittée par chaque quartier *de recto censu* et fixe celle-ci à 2 muids et 4 setiers, pour la première année, et à 1 muid et demi et 4 setiers, pour l'année suivante.

Echéance	Régime commun aux 48 quartiers	Régime spécial à 28 quartiers
St-Remy	De servitio: 94 den. [2 den.] [1 quartier est sans doute exempt] De circulis 24 den. [1 obole]	
St-Martin		De lignis 28 den. [1 den.]
Noël		De lignis 28 den. [1 den.]
Pâques		De lignis 28 den. [1 den.]
Mars		Ad culturas vinearum de rectis noctibus 168 den. [6 den.]
Mi-Mai	De servitio 94 den. [2 den.] [1 quartier exempt]	
St-Jean		Pro tegulis 28 den. [1 den.]

⁽¹⁾ Si l'on remarque que les *mansorum possessores* reçoivent de l'abbaye, à la St-Martin, 12 setiers, on peut se demander si le nombre de ceux-ci n'était pas de 12; dans ce cas, chacun d'eux aurait acquitté, au mois de mars, 3 poulets et le nombre des *mansi* serait exactement le quart du nombre des quartiers.

⁽²⁾ Etant donné que le censier dénombre 48 quartiers à Arry, le chiffre de 40 tenanciers est le plus vraisemblable, chacun d'eux acquittant, à la St-Remy, une obole et demie, une mesure d'avoine et un pain.

La répartition de la redevance sur deux années consécutives, le nom de *rectus census* qui lui est appliqué par le rédacteur du paragraphe additionnel, ne permettent pas de mettre en doute l'identité de cette redevance en vin avec celle dont le montant global est indiqué à la fin du par. 1. Toutefois, si l'on multiplie par 48 (nombre supposé des quartiers d'Arry au moment où fut rédigé l'inventaire consigné au par. 1) le taux individuel de la redevance en vin, tel qu'il est précisé pour deux années consécutives par le par. 2, et si l'on compare les résultats obtenus avec les deux sommes du par. 1, l'équivalence ne s'établit qu'à condition de supposer, pour la charretée et pour le muid, une valeur en setiers qui ne peut correspondre à la réalité ⁽¹⁾. Cette expérience suffirait à prouver qu'il n'existe pas de rapport numérique simple entre les données des deux paragraphes. On arrive à la même conclusion, si l'on cherche à exprimer en setiers la redevance globale inscrite au par. 1, en faisant état des renseignements que nous possédons, pour une époque, il est vrai, très postérieure, sur le système des mesures en usage dans la seigneurie de Ste-Marie à Arry. Il ressort des données du registre de comptes, dont on a déjà eu l'occasion de parler, qu'au XIV^e siècle on comptait, à Arry, 10 muids à la charrette et 20 setiers au muid. Or, si l'on suppose que ce système de mesures pour les liquides avait cours à Arry dès le XII^e siècle, et si l'on calcule, en fonction de ce système, la double redevance globale du par. 1, en traduisant en setiers les *modii* et les *carratae*, on trouve que l'abbaye percevait, une année, 1730 setiers de vin et, l'année suivante, 2188, et on constate que ces nombres ne sont divisibles ni par 48, ni par 36, ni par 40, nombres supposés des quartiers, des *mansi* et des tenanciers d'Arry. Il est probable que la redevance totale en vin, inscrite au par. 1, représente la redevance réellement perçue par l'abbaye, telle qu'elle était notée sur quelque registre de comptes et qu'elle est inférieure à la redevance théorique à laquelle l'abbaye avait droit; il est également possible que la perception se soit faite selon un système complexe, la redevance étant levée, à la fois, sur plusieurs unités d'imposition différentes.

(1) La double équivalence s'établit de la manière suivante :

1^{re} année : (2 modii + 4 sextaria) 48 = 11 carratae — 12 sextaria

2^e année : (1,5 modius + 4 sextaria) 48 = 9 carratae — 3,5 modii.

Si l'on exprime par x et y le nombre de setiers contenus respectivement dans la *carrata* et le *modius*, on obtient l'équation suivante :

$$(2y + 4) 48 = 11x - 12$$

$$(1,5 y + 4) 48 = 9x - 3,5 y$$

Si l'on résout l'équation, on trouve, pour x et y , la valeur respective de 90,4 setiers et de 8,2 setiers ; or ces valeurs, qui ne s'expriment pas par des nombres entiers, sont inadmissibles.

Quelle que soit l'explication à laquelle on s'arrête, l'adjonction du par. 2 au chap. 4 du censier prouve que, à une date un peu postérieure à la rédaction du censier, un travail de révision a été opéré à Arry. D'une part, on a procédé à un remembrement des quartiers et, soit qu'on ait prélevé des terres sur la réserve, soit qu'on ait diminué la surface de chaque quartier, soit enfin qu'on ait regroupé en un quartier des terres qui avaient fini par se détacher de leur unité d'origine et par échapper aux charges seigneuriales, on a porté de 48 à 49 le nombre des quartiers productifs ; d'autre part, on a profité de ce remembrement pour fixer à nouveau, avec précision, le taux de la redevance en vin dont le souvenir s'était obscurci, soit qu'on ait adopté un tarif nouveau, soit même qu'on ait complètement modifié l'assiette de cette redevance, pour la mettre désormais en rapport avec le quartier. Il est très probable que ce travail de révision ne s'est pas limité au domaine d'Arry, mais qu'il a été étendu à l'ensemble des domaines inventoriés au censier, les enquêteurs ayant reçu mission, d'une part, de déterminer, dans chaque domaine, le nombre des quartiers et, d'autre part, de fixer, après entente avec les tenanciers, le tableau des charges du domaine, quittes à innover dans tous les cas où la tradition était incertaine. Si telle fut la mission confiée aux enquêteurs, il faut reconnaître qu'ils ne se sont pas tous acquittés de leur tâche avec un égal succès. A Arry, le remembrement des quartiers s'est heurté à des difficultés dont le paragraphe additionnel au chap. 4 nous apporte le témoignage irrécusable ; à Sillegny, il semble même que cette entreprise n'ait pas abouti⁽¹⁾. Si, dans la plupart des domaines, les enquêteurs sont arrivés à fixer les charges incombant à l'unité d'imposition, il est au moins un domaine, celui d'Arry, où le taux de la redevance la plus importante, la redevance en vin, n'a été déterminé qu'à la suite de pourparlers et de tâtonnements et il n'est pas impossible qu'à Sommy, domaine qui était peut-être compris dans le plan du censier⁽²⁾, ce travail de révision ait été entravé par des difficultés exceptionnelles, ce qui expliquerait l'absence, au censier, de l'inventaire de ce domaine. Enfin, c'est sans doute aux obstacles rencontrés par les commissaires au cours de leur enquête, qu'il faut attribuer le silence que gardent le chap. 2 et le chap. 4, sous sa forme première, sur les droits et obligations du maire et du doyen⁽³⁾.

(1) Le chap. 1 (Sillegny) est le seul qui ne fournisse aucune indication sur le nombre des quartiers du domaine.

(2) Cf. p. 428.

(3) Il est possible qu'il faille également attribuer aux lenteurs du travail de révision l'absence, au chap. 4, de toute indication sur les services exigés des tenanciers d'Arry.

En dépit de son étendue restreinte, le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains apporte des renseignements nombreux et précis sur le régime domanial en Lorraine, durant la première moitié du XII^e siècle ; mettant sous nos yeux un groupe de domaines compris dans une zone peu étendue et relevant d'un même établissement religieux, il permet de saisir, de l'un à l'autre, des nuances qui correspondent à des phases différentes dans l'évolution du régime domanial ; de plus, il témoigne des efforts poursuivis par les religieuses de Ste-Marie pour créer, à côté des anciennes redevances domaniales, mises en péril par la dépréciation continue du numéraire, des taxes nouvelles plus productives et moins sujettes à variation.

Dans tous les domaines inventoriés, l'unité de tenure est le quartier. Celui-ci, loin de former une unité d'exploitation, est certainement aux mains de plusieurs tenanciers, ainsi qu'il ressort nettement des chap. 2 et 3, qui frappent également de certaines redevances et services tous ceux qui cultivent des terres de quartiers, sans tenir compte de leur étendue ⁽¹⁾. Toutefois, l'habitude de fixer les charges des tenanciers par unité de tenure est si invétérée qu'à St-Jure, la taxe de remplacement, pour la corvée de labourage, qui incombe à tout tenancier exploi-

(1) Chap. 1 (Sillegny) « *Quicumque etiam de terra predictæ villæ investitus fuerit, terre quam tenebit parvitate vel magnitudine non considerata, uno anno duas quartas frumenti debet et in alio non debet. Hic etiam notandum est quod anno illo, quo predictum frumentum solvetur, gallina una, que in alio anno festum Sti Martini debet persolvi, minime dabitur. Debet etiam ad Pascha tria ova* ».

Chap. 3 (St-Jure) « *Quicumque de terra ista (terre des quartiers) investitus est in medio maio tres obolos et 1 panem et ad festum Sti Martini tantumdem et insuper sistarium avene debet... Quicumque investitus est de quarterio et qui manet in censali debet falcem et furcam ; debet etiam ducere dominicum fenum in dominico horreo in ipsa villa. Quicumque investitus est de quarterio in angariis nostris una die quando frumentum et una die quando avena metetur debet metere. Qui in censali manet etiam uno die tantummodo debet metere... Quicumque investitus est de quarterio, ter in anno tribus diebus cum quotquot bubus habuerit in angariis nostris debet ire. Qui in censali manet, sola die in singulis sationibus, Qui investitus est, si bovem non habeat, per annum tres nummos de quarterio debet...* ». Dans tout ce chapitre, les charges incombant au quartier, c'est-à-dire, en pratique, au groupe des tenanciers exploitant les terres d'un même quartier, sont annoncées par la formule : « *Unusquisque quarterius debet...* » ; par suite, il faut entendre que l'expression ambiguë « *quicumque investitus est de quarterio* » s'applique à tout individu qui exploite une terre de quartier, quelle que soit l'étendue de celle-ci.

Il en va de même au chap. 2 (Pournoy-Orceval), dans lequel on lit : « *...Quicumque investitus est de illis octo quarteriis sarculum et falcem et furcam et in angariis nostris metere debet* ». Ce passage, qui concerne uniquement, en apparence, 8 quartiers de régime spécial, sis à Pournoy, s'applique, en réalité, à tous les quartiers de Pournoy et d'Orceval (cf. p. 430-431).

tant une parcelle de quartier, si petite soit-elle, est calculée, non pas par tenancier, comme on pourrait s'y attendre, mais bien par quartier⁽¹⁾. D'ailleurs, le processus de morcellement qui a substitué au manse le quartier est en train de se poursuivre au détriment de ce dernier, puisque l'inventaire de St-Jure (chap. 3) compte, pour ce domaine, un total de dix quartiers un quart⁽²⁾, sans d'ailleurs préciser les charges incombant au quart de quartier. En dépit de son morcellement, il semble que le souvenir du manse n'était pas encore disparu complètement au moment où fut rédigé le censier de Ste-Marie et que, par suite, l'adoption définitive du quartier comme unité de perception ne devait pas remonter très haut dans le passé. Telle est, du moins, la conclusion qui se dégage de plusieurs passages du censier. A Sillegny, le maire touche, pour prix de ses services, les redevances et la dîme provenant d'un demi-manse, cependant que celui de St-Jure se voit affecter la dîme d'un manse⁽³⁾; dans ces deux cas, il s'agit, très probablement, d'une unité de compte correspondant à deux et à quatre quartiers, de telle sorte que l'argument n'est pas décisif. Au contraire, le taux insolite ou le fractionnement inusité de certaines prestations, qui se justifient sans peine, pour peu qu'on les interprète comme le quart des prestations jadis acquittées par le manse, sont déjà des indices plus significatifs de la survivance du manse jusqu'à une date toute récente⁽⁴⁾. Mais il est des preuves encore plus convaincantes : l'inventaire de Sillegny juge prudent de définir le quartier en fonction de son rapport numérique avec le manse⁽⁵⁾ et, d'autre part, il mentionne un manse sur lequel l'abbaye percevait, en tout et pour tout, une redevance annuelle de trois sous; le montant relativement élevé de cette redevance suffit à établir qu'il s'agit d'une

(1) C'est ainsi que nous interprétons le passage : « Qui investitus est [de quarterio], si bovem non habeat, per annum tres nummos de quarterio debet ».

(2) Chap. 3 « In villa Sti Georgii ecclesia nostra X quarterios habet et quartam partem quarterii... ».

(3) Chap. 1 « Villicus autem ille decimationem et omnia capitalia dimidii mansi et decimas unius hominis ad Loivillam (Loyville, comm. Sillegny) debet habere ».

Chap. 3 « Villicus decimationem suam et decimationem unius mansi, qui tamen in banno nostro non jacet, pro feodo suo debet habere ».

(4) Ainsi, des redevances s'élevant à 3 oboles (chap. 1), à 2 deniers et demi (chap. 3), à 9 deniers (chap. 1 et 2) représentant le quart des redevances jadis acquittées par le manse et s'élevant respectivement à 12 oboles (6 deniers), 10 deniers et 36 deniers (3 sous). A noter également, aux chap. 1 et 3, une redevance de 5 deniers, soit le quart de 20 deniers ou 1 once, tarif fréquemment appliqué au manse et, au chap. 2, la fourniture d'une demi-charretée de bois qui correspond à la fourniture de deux charretées par manse.

(5) Chap. 1 « Quicumque igitur in villa de Sulinei quartam partem mansi, que vulgo quarterius dicitur, possidet... ».

tenure importante et correspondant en gros à ce qu'était le *mansus* des temps anciens.

A côté de son sens traditionnel, le mot *mansus* revêt, dans le censier de Ste-Marie, une acception très différente, qu'on a déjà eu l'occasion de signaler en étudiant le censier de l'abbaye de Chaumousey ⁽¹⁾. Quand le rédacteur de la charte-censier compte, à Orceval, 8 *mansi*, qui acquittent des redevances infimes ⁽²⁾; quand il met à la charge des *mansorum possessores* d'Arry, qui sont probablement au nombre de 36, le transport, jusqu'à Metz, des tonneaux contenant le produit de la redevance en vin perçue sur les quartiers, dans l'un et l'autre cas le mot *mansus* représente certainement la latinisation du mot *meis*, qui désigne la maison et le jardin attenant, c'est-à-dire le centre même de l'exploitation du manse avant son fractionnement en quartiers. Sur le rapport numérique des *meis* aux quartiers, le censier fournit quelques renseignements assez précis pour qu'on puisse affirmer que ce rapport variait sensiblement d'un domaine à l'autre. A Sillegny, à Pournoy et à St-Jure, il n'est pas question de *mansi*; dans ces conditions, on est autorisé à penser que, dans ces trois domaines, le nombre des *meis* étant égal à celui des quartiers, les redevances propres au *meis* se trouvent inscrites au tableau des charges incombant au quartier et sont ainsi confondues avec elles. A Arry, le nombre des *meis* paraît inférieur à celui des quartiers et leurs détenteurs sont tenus d'exécuter un charroi de vin à titre de service spécial ⁽³⁾. A Orceval, en face de 30 quartiers, le censier compte seulement 8 *mansi*, auxquels incombent des prestations très légères; comme les quartiers de Pournoy acquittent exactement les mêmes redevances que ceux d'Orceval, avec cette seule différence qu'ils doivent une redevance particulière comportant un pain et un setier d'avoine, il est tentant de voir, dans cette redevance, la quote-part du *meis* qui, à Pournoy, était normalement attaché à chaque quartier. ⁽⁴⁾

Le régime pratiqué sur les différents domaines de l'abbaye de

(1) Voir le censier n° I5, p. 401.

(2) Chap. 3 « Sunt etiam in eadem villa VIIIto mansi, de quibus qui tenet unum ad Natale Domini tres obolos de verberatione, ad Pascha l nummum de lumine debet ».

(3) Il est probable que le nombre des *meis* est de 36 contre 48 quartiers; toutefois, il n'est pas impossible, comme on a eu l'occasion de le suggérer, que le nombre des *meis* se soit élevé à 12 seulement, c'est-à-dire au quart du nombre des quartiers. S'il en était ainsi, il faudrait admettre que le *mansus*, au sens le plus ancien du mot (tenure comportant la maison et le jardin attenant), avait conservé, à Arry, son unité primitive et que, seules, les terres du manse avaient été fractionnées en quartiers, mais il est impossible de vérifier le bien-fondé de cette hypothèse.

(4) Voir le tableau des charges des quartiers de Pournoy et d'Orceval, p. 431, n. 1.

Ste-Marie appartient à un type fortement évolué ; les anciennes prestations en nature ont été rachetées et il en va de même pour la plupart des services. A St-Jure, où les services sont restés les plus lourds, ils comportent trois jours de labourage à chacune des trois saisons, deux jours à la moisson, la fauchaison et la fenaison sans limite de temps, le transport du foin jusqu'au grenier seigneurial ; à ces services requis de tous les tenanciers de l'abbaye, quelles que soient la nature et l'importance de leur tenure ⁽¹⁾, il faut ajouter le charroi du blé de St-Jure à Metz, qui incombe à l'ensemble des tenanciers exploitant les terres d'un même quartier ⁽²⁾. A Pournoy-Orceval, il n'est question que du sarclage, de la fauchaison, de la fenaison et de la moisson, sous une forme d'ailleurs vague, qui paraît exclure toute limite de temps ⁽³⁾. A Sillegny, le charroi du foin et la préparation des échalas pour la vigne seigneuriale d'Arry sont les seuls services dont fasse mention le censier, qui porte en compte des taxes de remplacement pour la fauchaison et pour la vendange. Comme on le voit, par une dérogation singulière aux usages les plus constants du régime domanial, le labourage de la réserve paraît n'incomber qu'à titre exceptionnel aux tenanciers des quartiers ; en revanche, dans deux domaines, à Sillegny et à St-Jure, à chaque quartier se trouve annexé un lot-corvée que les tenanciers sont chargés de mettre en culture, à charge pour l'abbaye de leur abandonner la moitié de la récolte. Si, d'ailleurs, les services des quartiers ont été réduits à des travaux peu nombreux et de courte durée, la main d'œuvre mise à la disposition de l'abbaye s'est, sur certains domaines, sensiblement accrue. C'est le cas, comme on l'a déjà noté, à Pournoy-Orceval et à St-Jure ; dans ce dernier domaine, tous les services, à l'exception du charroi de blé et de la culture du « lot-corvée », qui continuent à être assurés par l'ensemble des exploitants du quartier, sont requis, à la fois, de tous les individus qui tiennent de l'abbaye une parcelle de quartier et de ceux qui, ne rentrant pas dans cette catégorie, sont cependant établis sur une terre à cens concédée par l'abbaye ; toutefois, pour ces derniers, le nombre des journées de travail à accomplir est moitié moindre que pour les tenanciers de la première catégorie. Cette dernière prescription suffirait à prouver que, en dehors des meis et des quartiers, provenant du démembrement des anciens manses, il exis-

(1) Voir p. 437, n. 1.

(2) « Unusquisque quarterius ad claustrum tres quartas annone debet ducere. »

(3) Chap. 2 « ...quicumque investitus est de illis octo quarteriis sarculum et falcem et furcam et in angariis nostris metere debet ». On sait que ces services incombent, à titre individuel, à chacun des exploitants des terres de quartiers, comme cela se passe à St-Jure (cf. p. 437 et n. 1).

tait, sur certains domaines de l'abbaye, des terres à cens ; des tenures de cette sorte, qualifiées à St-Jure du terme de *censale* ⁽¹⁾, devaient exister également à Pournoy et il convient, sans doute, de mettre en relation avec elles des revenus d'origine indéterminée, dont fait état l'inventaire de ce domaine. Toutefois, ces terres étant peu étendues et le cens acquitté par elles d'importance médiocre, les profits que l'abbaye pouvait tirer de ces terres restaient encore, au début du XII^e siècle, très inférieurs aux revenus provenant de l'exploitation domaniale. ce qui justifie l'expression de « *parvus census* », sous laquelle ces revenus sont parfois désignés ⁽²⁾.

Pour lutter contre la dépréciation continue des cens en argent. perçus sur les tenures de leurs domaines, les religieuses de Ste-Marie ont eu recours à deux procédés dont le censier permet d'entrevoir l'application, sinon l'origine. Le premier procédé consiste à substituer à certaines redevances de type domanial un cens en céréales de nature variable, selon le jeu du système d'assolement. Un cens de cette sorte, perçu à Pournoy, dans des conditions qui ont été indiquées, sur 8 quartiers de régime spécial, paraît avoir été substitué à une fourniture de bois de chauffage exigée des 25 autres quartiers du domaine ⁽³⁾. L'échelonnement du cens sur trois ans, la nature des céréales qui servent à acquitter le cens (blé d'hiver la première année, blé de printemps l'année suivante), supposent que les parcelles composant chaque quartier étaient réparties dans les trois soles du village, que chaque parcelle acquittait la redevance au prorata de sa contenance et que, par suite, le quartier, unité de perception du cens, était réputé avoir une superficie fixe et connue de tous ⁽⁴⁾. Nous ignorons par quels moyens l'abbaye

⁽¹⁾ Il est possible qu'une somme de 18 deniers, inscrits au censier de St-Jure au terme de la St-Jean, corresponde aux redevances acquittées par les individus « qui manent in censali ».

⁽²⁾ Après avoir additionné le total des redevances en argent acquittées par les quartiers de Pournoy, le rédacteur du chap. 2 ajoute : « Habet etiam in eadem villa ecclesia nostra de parvo censu VI solidos et VII nummos ». On notera, en regard du montant de ce « *parvus census* », que la somme des cens des quartiers s'élève à 50 sous.

⁽³⁾ Voir le tableau des charges des quartiers de Pournoy, p. 130 et n. 1. Les redevances propres aux 8 quartiers de régime spécial sont mentionnées par le chap. 2 en ces termes : « VIIIto tamen inde excipiuntur, de quibus qui tenet unum, ligna non debet, ad festum vero Sti Remigii duos sistarios et dimidium frumenti et tantumdem siliginis debet et, quando avena seminatur, V sistarios avene debet, tertio autem anno istius annone nichil debet... ».

⁽⁴⁾ S'il n'en était pas ainsi, il faudrait supposer que les terres des 8 quartiers de régime spécial étaient toutes groupées dans une même contrée du village de Pournoy et également réparties entre trois saisons, mais une telle hypothèse est peu vraisemblable.

est parvenue à imposer ces redevances de type nouveau à ses tenanciers ; il est vraisemblable qu'elle a réalisé ce programme de substitution dans la mesure où des terres, tombées en déshérence, lui offraient la possibilité de constituer de nouveaux quartiers et de leur appliquer un régime comportant, à côté de charges anciennes, et à titre d'innovation, un cens en céréales.

L'autre procédé a abouti à l'établissement de taxes qui se sont superposées à l'ensemble des charges traditionnelles acquittées par les tenanciers. Ces taxes peuvent avoir un caractère personnel ; c'est ainsi qu'à Sillegny et à St-Jure, tout individu qui exploite des terres de quartier, quelle que soit l'étendue de ces terres, acquitte une taxe qui est dans le premier domaine, de 2 quarts de froment chaque deux ans ⁽¹⁾ et, dans le second, de 6 oboles, 2 pains et 1 setier d'avoine ⁽²⁾ ; à Sillegny, une redevance globale de 17 sous et 1 obole, dont le censier ne précise pas l'origine, est peut-être une taxe personnelle analogue, mais acquittée cette fois en argent. C'est probablement une explication du même ordre qui peut rendre compte de deux taxes qui, à Arry, paraissent en relation avec le nombre des tenanciers ; ces deux taxes, exigibles toutes deux à la St-Remy, s'élèvent globalement à 30 deniers pour l'une, à 40 mesures d'avoine et à 40 pains pour l'autre. A côté de ces taxes personnelles, on en trouve d'autres qui sont assises sur le quartier, tout comme les redevances domaniales de type ancien ; c'est le cas pour la redevance en vin, d'un montant élevé, dont la perception, à Arry, a donné lieu à un paragraphe additionnel annexé au censier primitif de ce domaine ⁽³⁾. La charte-censier ne renferme malheureusement aucune donnée qui nous renseigne sur l'origine de ce type de redevance ; s'agit-il de cadeaux librement consentis, puis imposés, ou bien ces taxes ont-elles été réclamées par l'abbaye en vertu de son droit de ban, au même titre qu'elle exigeait, de tous ses tenanciers, certains services ? Il est impossible de décider entre ces deux hypothèses, qui, d'ailleurs, ne s'excluent pas complètement l'une l'autre. Un fait, en tout cas, est certain, c'est que ces taxes, comprises, à Arry, sous la dénomination de « recti census »

(1) Voir p. 137, n. 1.

(2) La redevance est acquittée en deux fois, à raison de 3 oboles et 1 pain à la mi-mai et de 3 oboles, 1 pain et 1 setier d'avoine à la St-Martin.

(3) On pourrait penser que ce cens est une redevance de type domanial perçue, de tradition, sur le quartier ; mais le fait que ce cens, à une époque postérieure (cf. *infra*, p. 448), est partagé entre l'abbaye et son avoué, le soin aussi que prend le rédacteur du censier de légitimer ce cens, en lui appliquant la dénomination de « rectus census », sont la preuve qu'il s'agit d'une « droiture » de date récente.

et parées ainsi de la légitimité qui s'attachait aux antiques redevances de type domanial, ont eu le même sort que les taxes extradomaniales établies dans les autres domaines de l'abbaye : avec le temps, elles se sont multipliées et amplifiées, au point de reléguer complètement à l'arrière-plan les redevances domaniales. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer le censier du XII^e siècle et le registre de comptes du XIV^e siècle ; il n'est pas impossible, en dépit de l'intervalle de temps qui sépare les deux documents, de retrouver, dans le registre de comptes, les dernières survivances des redevances inscrites au censier et de mettre ainsi en lumière la ruine à peu près complète du régime domanial, déjà fort affaibli au début du XII^e siècle.

Si l'on en juge par les recettes et les dépenses portées au livre de comptes du XIV^e siècle, l'abbaye possédait, à cette époque, à Sillegny, un ensemble de bâtiments et de terres arables, qui, sous le nom de « waignage », perpétuaient l'ancienne *curia* du XII^e siècle (1). Ce gagnage était affermé à un « moitrier », moyennant le versement annuel, à l'abbaye, d'une certaine quantité de céréales et à charge, pour les religieuses, de participer, dans une certaine mesure, aux frais d'entretien et d'exploitation du gagnage. C'est ainsi que l'abbaye prenait à sa charge, non seulement les réparations aux bâtiments et aux murs de clôture, mais encore les dépenses pour la fauchaison et la fenaison du breuil, qui étaient assurées par des manouvriers salariés (2). Les autres éléments de la réserve : le moulin, le four, les revenus provenant de l'exercice du ban de l'eau, le long de la Seille, étaient également affermés. Quant au clos de vigne, il était soumis à un régime d'exploitation différent ; il était loti entre plusieurs vigneron, qui le mettaient en culture et versaient à l'abbaye une part de la récolte (le tiers ou la moitié selon les cas), à charge, pour celle-ci, de participer, dans une faible mesure, aux frais d'exploitation des vignes (3). En dehors des revenus qu'elle tirait de l'exploitation de la réserve, l'abbaye encaissait, à Sillegny, un certain nombre de redevances, soit une redevance en froment, dénommée par

(1) Ce gagnage comprenait des bâtiments d'exploitation rurale, un colombier, une bergerie, un jardin et des terres arables, dont les données du registre de comptes ne permettent pas d'évaluer la superficie. L'abbaye possédait, dans le village de Sillegny, deux autres bergeries, mais tout-à-fait indépendantes du gagnage.

(2) L'abbaye se réservait, en totalité ou en partie, le foin du breuil, en vue de l'élevage des moutons dans ses bergeries de Sillegny.

(3) L'abbaye fournissait, en totalité ou en partie, les échalas et l'engrais pour les vignes, elle participait aux frais de la vendange : enfin, chaque année, elle consentait aux vigneron des avances en argent que ceux-ci lui restituaient, après la vendange, sous forme de vin.

le registre de comptes « rente des congiés ⁽¹⁾ » de Sillegny, une redevance en avoine « des terres de meizes et de quartiers ke des bischas la vowerasse » et des « droitures » en argent, recueillies les unes par le doyen à la mi-mai, les autres par le maire à une date inconnue. Il est possible que les droitures en argent perçues par le doyen correspondent à une redevance de 5 deniers inscrite au censier au terme de la mi-mai ⁽²⁾; que la « rente des congiés » de Sillegny prolonge, à travers le temps, la redevance de deux quartes de froment que les quartiers de Sillegny acquittaient une année sur deux, au début du XII^e siècle ⁽³⁾. On hésite davantage à voir, dans une redevance d'un setier d'avoine, qui figure au censier, l'origine de la redevance « des terres de meizes de quartiers ke des bischas la vowerasse » ; il est probable qu'il s'agit là d'une redevance domaniale, aggravée d'une taille, que l'abbaye percevait à Sillegny, sur le fief d'avouerie acquis par elle en 1226 ⁽⁴⁾. Enfin, il faut renoncer à voir, dans les droitures « par le maire », comme on serait tenté de le faire, les redevances en argent, de type domanial, dénombrées par le censier ; le montant de ces droitures, qui oscille autour de 10 livres ⁽⁵⁾, est, en effet, trop élevé pour qu'on puisse songer à un tel rapprochement. En réalité, ces droitures, qui représentent un des revenus en argent les plus importants de l'abbaye, à Sillegny, sont une taxe extradomaniale, dont il faut peut-être chercher l'origine dans une redevance globale de 17 sous que le censier porte en compte, au terme de la St-Jean, sans en spécifier la nature.

Dans chacun des deux villages de Pournoy et d'Orceval, l'abbaye possédait, au XIV^e siècle, un « waignage » affermé dans les mêmes conditions que celui de Sillegny. Il est impossible de savoir ce qu'il était advenu, à cette époque, des corvées de sarclage et de moisson dont il est fait mention au censier du XII^e siècle ; si ces corvées étaient encore exigées des tenanciers de l'abbaye deux siècles plus tard, ce ne pouvait être qu'au profit exclusif du « moitrier » qui exploitait le gagnage et, par suite, elles n'avaient aucune raison pour figurer dans un livre de comptes établi pour les besoins de l'abbaye. Au contraire, l'abbaye

(1) Nous n'avons pu déterminer, ni le sens, ni l'origine du terme « congiés » qui figure dans cette expression.

(2) Le montant des droitures par le doyen s'élève, chaque année, à 15 sous, soit 180 deniers.

(3) Voir p. 442.

(4) Sur l'acquisition du fief d'avouerie, à Sillegny, par l'abbaye, cf. p. 425, n. 4.

(5) Le montant de ces droitures est fixe, mais il arrive certaines années que, des terres « étant cheutes en ban », le maire verse une somme inférieure à 10 livres.

s'étant réservé, à Orceval, en totalité ou en partie, le foin du breuil, à charge pour elle de le faire faucher et faner, comme cela se pratiquait à Sillegny, on voit, par la dépense correspondante portée au registre, que ces travaux étaient exécutés, pour une partie tout au moins, grâce aux corvées fournies par les tenanciers dans les mêmes conditions qu'au XII^e siècle ⁽¹⁾. Enfin, sur la double seigneurie de Pournoy-Orceval, l'abbaye percevait deux taxes dont on chercherait en vain l'analogue dans le censier du XII^e siècle : une rente en avoine levée à la St-Remy et à l'Apparition et des droitures en argent perçues par le maire ⁽²⁾.

Pour qui veut étudier l'ensemble des droits exercés par l'abbaye à St-Jure, au XIV^e siècle, il est indispensable d'interpréter les données du livre de comptes au moyen d'un rapport de droits de 1310 ⁽³⁾, renouvelé, sans grand changement, en 1322 ⁽⁴⁾. Aux termes de ce double rapport de droits, l'abbaye possédait, à St-Jure, en dehors d'un « waignage » affermé à un « moitrier », 12 quartiers dont les tenanciers devaient, chaque année, à l'abbaye, la faux, la fourche, le rateau et deux moissonneurs, tout comme leurs lointains devanciers du XII^e siècle ⁽⁵⁾ ; sur ces quartiers, l'abbesse percevait, à la St-Remy, des droitures en argent, cependant qu'à la même date, elle levait, sur ses tenanciers ou « porterriers », une rente d'avoine. Le produit de cette double redevance était

(1) En 1331 et en 1336, le comptable porte en dépenses une certaine somme pour le salaire des « porterriers » (tenanciers) qui ont travaillé au fauchage et à la fenaison du breuil, au delà du nombre de jours de corvée fixé par la coutume.

(2) La rente de la St-Remy et de l'Apparition oscille autour de 12 quartes, les « droitures par le maire » autour de 7 livres 14 sols ; il s'agit de redevances d'un montant fixe, mais la somme recueillie peut varier légèrement d'une année à l'autre, dans la mesure où certaines terres étaient mises en ban et, par suite, momentanément rattachées à la réserve (ainsi que le registre de comptes l'indique expressément pour Sillegny, cf. p. 444, n. 5).

(3) « Sus est ceu ke li abbausse de Ste Marie à Nonnains ait a St Jeure. Ce fut fait kant le milliaire courroit M. CCC et X ». Cop. Mos., H. 4025 (Copie du XV^e siècle).

(4) Rapport des droits de l'abbesse de Ste-Marie-aux-Nonnains, à St-Jure, fait par Aubertin, dit « li Loues », échevin de St-Jure, en présence du notaire Richard de Doncourt, le 19 février 1322 (n. s.). Cop. Mos., H. 4025 (Copie du XV^e siècle).

(5) Rapport de droits de 1310 : « Et doivent tuit ly pourterriers (tenanciers) faus et forche et restel chascuns en fenalz et en moxon doivent chascuns an la crowée Madame Il seilours soufixans, c'est assavoir I a wayn et I a tramois... ». Le rapport de 1322 reproduit en termes identiques l'article sur la corvée de la moisson, mais néglige de parler de la fauchaison. Aucun des deux rapports ne mentionne, ni la corvée de labourage, ni le charroi inscrits au censier du XII^e siècle : d'autre part, les deux rapports de droits ne font plus aucune différence entre les tenanciers qui exploitent des terres de quartiers et ceux qui sont établis sur un « censal » de l'abbaye, ils les confondent sous la commune appellation de « pourterriers » et les soumettent aux mêmes corvées.

partagé entre l'avoué et l'abbesse et, de fait, la part de celle-ci est régulièrement portée en recette sur le registre de comptes ⁽¹⁾. On chercherait en vain, au censier, quelque taxe qui puisse passer pour l'origine de la rente et des droitures de St-Jure ; inversement, le rapport de droits, tout comme le registre de comptes qui est son contemporain à quelques années près, paraît ignorer complètement les redevances de type domanial, qui, au XII^e siècle, constituaient encore le principal des revenus de l'abbaye.

Enfin, en ce qui concerne Arry, un rapport de droits de 1317, renouvelé sans aucun changement en 1341, puis en 1385 ⁽²⁾, vient, cette fois encore, compléter d'heureuse façon les données du registre de comptes. Si l'on combine les renseignements fournis par ces deux catégories de documents, on voit que, dans la première moitié du XIV^e siècle, la réserve de l'abbaye, à Arry, se réduisait à un clos de vigne exploité par des vigneronns au « tiers meu » ⁽³⁾ et à un pressoir (« chauceur ») dont les revenus étaient affermés. Le nombre des tenures s'élevait à 38 quartiers et ceux-ci se divisaient en deux catégories : les quartiers de grand cens et les quartiers de petit cens. Sur ces quartiers, l'abbaye percevait un cens en vin, dont le montant variait selon la catégorie à laquelle appartenaient les quartiers, et deux redevances de montant égal pour tous les quartiers, comprises, par le registre de comptes, sous le nom de « droitures par le maire », l'une de 12 deniers et demi, l'autre de 2 bichets d'avoine. Le cens en vin du XIV^e siècle continue certainement le « rectus census » mentionné dans le censier du XII^e siècle, avec cette différence qu'entre temps, le mode d'imposition a été sensiblement modifié. Il est peu vraisemblable que les autres droitures aient leur origine dans les deux redevances personnelles qui, dès le XII^e siècle, étaient acquittées en avoine et en argent, par les tenanciers, de l'abbaye, à Arry ⁽⁴⁾, car cette identité ne serait admissible qu'à

(1) Rapport de droits de 1310 : « Les terres dou ban Madame [l'abbesse] doivent LX et XII sols et demey de messains..., si an ait Madame X s. de messains et li voweis LX et II sols et demey (Le taux de la redevance est de 6 deniers et demi par quartier)... Chascuns pourterriers doit II franchairs d'avoine chascan, si ait Madame lai moiet et ly voweit l'autre moiet ; ly IIII-franchairs font une quarte ».

(2) Rapport de droits de 1385, renouvelant des rapports de droits de 1341 et 1317 (Cop., M. M., H. 1656 (Copie de 1658)).

(3) C'est-à-dire que l'abbaye percevait le tiers de la récolte, le vigneron gardant pour lui les deux autres tiers.

(4) Sur ces deux redevances interprétées par nous comme des redevances personnelles, l'une de 1 denier et demi et l'autre de 2 mesures d'avoine et 2 pains, voir p. 434 et p. 442.

condition de supposer un relèvement très accentué du taux et une modification profonde dans l'assiette des anciennes redevances, qui, de personnelles, seraient devenues réelles.

Si l'équivalence entre les droitures du XIV^e siècle et les taxes extradomaniales du XII^e siècle reste, dans la plupart des cas, sujette à caution, un fait, du moins, paraît hors de doute, c'est la place infime qu'occupent, sur le registre de comptes, les anciennes redevances domaniales. Si l'on fait exception pour certaines recettes inscrites au titre de la seigneurie de Sillegny, qui semblent bien, telles les droitures de la mi-mai perçues par le doyen, prolonger les redevances domaniales mentionnées au censier, on a l'impression que ces redevances se sont volatilisées et on a d'autant plus lieu de s'en étonner que les services requis des tenanciers se sont maintenus avec une vigueur relative ⁽¹⁾. Toutefois, ce n'est là qu'une illusion ; il est infiniment probable que les « anciennes rentes », pour reprendre l'expression qui figure dans la note portée au dos de la charte-censier du XII^e siècle, sont comprises dans trois versements annuels, dont le montant ne varie guère, d'une année à l'autre, et que le comptable porte régulièrement en recette, chaque année, sous le nom de cens de la St-Jean, cens de la St-Martin et cens de Noël. Si les redevances du type domanial sont ainsi groupées, à leur date de perception, pour l'ensemble des seigneuries de l'abbaye, cela tient probablement au fait que les maires venaient en opérer le versement tous ensemble, à la même date, au siège de l'abbaye, lors d'une visite qui était, pour eux, l'occasion de rendre leurs comptes et d'offrir à l'abbesse les cadeaux qui, de tradition, accompagnaient l'antique *visitatio* ⁽²⁾. Il est même possible que les redevances domaniales de toute nature aient été concédées, par l'abbaye, aux maires de ses domaines, à charge, pour ceux-ci, d'acquitter une somme annuelle fixe, répartie sur trois termes de paiement. Cette explication trouve, en partie, sa confirmation dans le fait que les rapports de droits de St-Jure et d'Arry, qui se préoccupent avant tout de défendre, contre les attaques de l'avoué, le droit de ban et les taxes extradomaniales de l'abbaye, ne tiennent aucun compte des « anciennes rentes », dont la perception, abandonnée aux maires, n'intéressait pas directement l'abbaye. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que le montant de ces redevances de type ancien

(1) C'est ce qu'on peut, tout au moins, affirmer pour St-Jure (cf. p. 437, n. 1).

(2) Dans le censier du XII^e siècle, les cadeaux offerts par les maires de St-Jure et d'Arry sont remis à l'abbesse à l'Assomption et à Noël ; le chap. Sillegny connaît, en dehors de ces mêmes termes de paiement, celui de la St-Jean.

était infime et que leur produit ne pouvait soutenir, un seul instant, la comparaison avec les profits que l'abbaye tirait de la perception des « droitures » ⁽¹⁾.

Quant à ces droitures de toute sorte qui, au XIV^e siècle, ont à peu près évincé les « anciennes rentes » de type domanial, il serait inexact de croire qu'elles ont été établies, sans exception, à l'initiative et au profit exclusif de l'abbaye. La comparaison des rapports de droits d'Arry et de St-Jure avec les données du registre de comptes concernant ces deux seigneuries prouve, à l'évidence, que l'abbaye a dû, dans bien des cas, composer avec l'avoué de la seigneurie. Le fait est frappant en ce qui concerne le cens en vin perçu sur les quartiers d'Arry ; celui-ci, qui se rattache certainement, comme on l'a montré plus haut, à une redevance de même nature, levée dès le XII^e siècle au profit de l'abbaye, se trouve partagé par moitié, au XIV^e siècle, entre l'abbaye et son avoué. Il en va de même pour la rente en argent acquittée à la St-Remy par les quartiers de la même seigneurie ; si l'origine de cette rente nous échappe, il est cependant curieux de noter que, aux termes du rapport de droits de 1317, le montant de cette rente devait être encaissé, dans sa totalité, par l'abbaye ; or, vérification faite sur le registre de comptes, on constate que, dans la pratique, l'abbaye ne touchait que la moitié de la rente, l'autre moitié étant versée à l'avoué ⁽²⁾. Il convient d'ailleurs de remarquer que les pertes subies, de ce chef, par l'abbaye ont été compensées, dans une certaine mesure, par les revenus qu'elle a tirés indirectement des tailles imposées par l'avoué pour son profit personnel : l'avoué, en effet, ne pouvait lever une taille sur les sujets de l'abbaye,

(1) Le montant des cens de la St-Jean, de la St-Martin et de Noël varie très légèrement d'une année à l'autre ; ces variations sont probablement en rapport avec le retard apporté, par certains maires, à remplir leurs obligations, ou encore avec les remises qui pouvaient être accordées à certains d'entre eux. Ce montant s'élève à environ 100 sous pour le cens de la St-Jean, à 140 sous pour celui de la St-Martin et à 100 sous pour celui de Noël. Rappelons, à titre de comparaison, que, dans la seule seigneurie de Sillegny, les « droitures par le maire » ne sont pas inférieures à 10 livres (200 sous).

(2) D'après le rapport de droits de 1317 (connu sous sa forme renouvelée de 1385), les 38 quartiers d'Arry devaient une rente d'argent à la St-Remy, à raison de 12 deniers et demi par quartier, ils acquittaient également, à Noël, une rente de 4 deniers. Bien que le rédacteur du rapport de droits proclame que « li deniers de la St Remy sont madame l'abauce et li deniers qu'on doit a la vigile de Noël sont li woueis... », il se donne à lui-même un démenti manifeste en notant, dans un autre passage, que la somme d'argent touchée par l'abbesse s'élève à 19 sous, 9 deniers et demi, soit exactement la moitié de ce qu'elle devrait encaisser. Vérification faite sur le registre de comptes, on constate qu'en pratique, l'abbesse encaissait 20 sous.

tout au moins en théorie, sans avoir obtenu l'autorisation de l'abbesse⁽¹⁾ et, pour s'assurer cette autorisation, l'avoué abandonnait, en général, à celle-ci une part, part minime d'ailleurs, du produit de la taille. C'est certainement une taxe d'avouerie qui, à St-Jure, se dissimule sous le nom de rente d'argent, car, sur le montant global de la rente, qui s'élève annuellement à 72 sols et demi, l'abbaye doit se contenter de percevoir 10 sols, cependant que l'avoué encaisse 62 sols et demi⁽²⁾. Il est même des cas où, les rapports de droits prescrivant le partage par moitié de certaines taxes d'avouerie, l'examen du registre de comptes prouve, de façon certaine que, dans la pratique, le partage n'avait pas lieu⁽³⁾.

Au total, bien que les documents dont nous venons de faire état dépassent largement la période qui est l'objet propre de ces études, les enseignements qui s'en dégagent méritent de retenir l'attention ; ils permettent de saisir sur le vif, et l'amoindrissement continu des redevances domaniales, et les empiètements incessants des avoués, deux dangers qui remontent très haut dans le passé, et contre lesquels les seigneurs ecclésiastiques ont cherché à se prémunir dès le XII^e siècle.

(¹) Ce principe est proclamé, en particulier, dans le rapport de droits de St-Jure de 1310.

(²) Voir p. 446, n. 1.

(³) A St-Jure, le rapport de droits de 1310 ne connaît qu'une rente d'argent, à raison de 6 deniers et demi par quartier, qui se partage de façon très inégale entre l'abbesse et l'avoué (cf. la note précédente) ; or, le rapport de 1322 fait état d'une autre rente, établie entre temps à St-Jure ; cette rente, de 6 deniers et demi par quartier, devait être partagée par moitié entre l'abbesse et l'avoué, mais le registre de comptes n'enregistre, pour les années 1331 et suivantes, aucune recette correspondante.

CHAPITRE V

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE BOUZONVILLE

(Troisième quart du XII^e siècle)

(Censier n^o 18)

L'abbaye Ste-Croix de Bouzonville ⁽¹⁾, fondée un peu avant 1033 par le comte Adalbert, père du comte de Metz, Gérard II, et grand-père du duc de Haute-Lorraine, Gérard I^{er} ⁽²⁾, devait, à la générosité de son fondateur et à celle de son fils, un ensemble de domaines qui, vers la fin du XII^e siècle, continuaient à former la masse la plus importante de son patrimoine. A en juger par une bulle de confirmation, délivrée à l'abbaye par Alexandre III, en 1179 ⁽³⁾, ces domaines se

(1) Il n'existe aucun travail d'ensemble sur l'abbaye de Bouzonville et il y a peu de profit à tirer de l'article de Tribout, *Cartulaire de l'abbaye de Bouzonville*; *Revue Mabillon*, 1933, p. 133-141 et p. 233-246. L'auteur publie, sous le nom assez inexact de cartulaire, un recueil de documents des XVII^e et XVIII^e siècles sur la séparation des menses abbatiale et conventuelle à l'abbaye de Bouzonville; cette publication est précédée d'une notice très succincte sur l'histoire de l'abbaye.

En ce qui concerne l'histoire ancienne de l'abbaye, on trouvera toutes les indications nécessaires dans les pages qui vont suivre.

(2) Pour la généalogie des comtes de la maison d'Alsace, ainsi que pour le numéro d'ordre qu'il convient de leur attribuer, nous adoptons les conclusions de Witte (H.), *Genealogische Untersuchungen zur Geschichte Lothringens und des Westrich*; *J.G.L.G.*, V, 2 (1893), p. 65 et 68. — Le fondateur de l'abbaye de Bouzonville est appelé, par Witte, Adalbert II, comte de Metz; le même auteur appelle Gérard II, comte de Metz, le fils d'Adalbert II et Gérard III, son petit-fils; c'est ce dernier personnage qui, en 1048, fut investi du duché de Haute-Lorraine et inaugura, sous le nom de Gérard I^{er}, la seconde maison ducale de Lorraine.

(3) Cette bulle, du 18 octobre 1179 (J. L. 13477), n'est plus connue que par deux médiocres copies du XVIII^e siècle (Mos., H 359 et H 360). Les éditions anciennes de la bulle, en particulier celle de Calmet, *H.L.*, II, pr., col. 386, défigurent fâcheusement, en général, la graphie des noms de lieu.

répartissaient en quatre groupes géographiques bien distincts ⁽¹⁾. Le groupe le plus important comprenait, à proximité de l'abbaye, dans la région de la Nied inférieure et de la Sarre moyenne, les domaines de Filstroff, Vaudreching, Brettnach et Hargarten ⁽²⁾; un second groupe, qui s'étendait immédiatement à l'est du précédent, englobait le domaine de Rahling, en Lorraine, dans les limites de la seigneurie de Bitche, et les domaines d'Offwiller et d'Obermodern, dans la plaine alsacienne, au pied des Basses Vosges. A ces deux groupes, il convient d'ajouter le domaine de Wormeldange, dans la vallée de la Moselle, entre Thionville et Trèves, et celui de Zissen, sur le plateau de l'Eifel, à proximité du Laachersee ⁽³⁾. Parmi ces domaines, ceux de Filstroff, Vaudreching, Brettnach et Wormeldange représentaient la dotation constituée à l'abbaye par le comte Adalbert II et son épouse Judith; les autres domaines avaient été donnés aux moines par le comte de Metz, Gérard II, et son épouse, Gisèle ⁽⁴⁾. Au cours du XII^e siècle, une série de donations, portant sur des alleux de médiocre importance ⁽⁵⁾,

(1) Pour la localisation des possessions de l'abbaye on pourra utiliser la carte au 200 000^e (feuilles Saverne, Metz, Longwy et Liège). Pour l'étude du groupe oriental, dont il sera spécialement question dans l'étude qui va suivre, on pourra se reporter aux feuilles Saverne et Wissembourg de la carte au 80 000^e.

(2) Parmi les alleux donnés par le comte Gérard II, la bulle de 1179 mentionne *Hargarda*; on songe tout naturellement à identifier *Hargarda*, soit avec Hargarten-aux-Mines, soit avec Hargarten, comm. Laumesfeld, localités qui sont distantes, l'une comme l'autre, d'une dizaine de kilomètres seulement de Bouzonville. Toutefois, il est plus probable qu'il s'agit de Hargarten (Sarre, Merzig), village situé au nord de la Sarre, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Bouzonville. En tout cas, les quelques documents du fonds Bouzonville (Mos., H. 448) qui concernent Hargarten et qui, d'ailleurs, appartiennent à une époque tardive (XVIII^e siècle), se rapportent certainement à « Hargarten outre Saar » et non aux localités de même nom situées à proximité immédiate de Bouzonville.

(3) La bulle de 1179 confirme à l'abbaye « ... Cisen cum molendino et omnibus appendiciis curiæ ». L'identification de *Cisen* avec Zissen est assurée par deux passages du coutumier de Zissen, dont il sera question plus loin. Du texte du coutumier, qui date probablement de la fin du XII^e siècle, il résulte que, du domaine de *Cissa*, dépendait un manse à *Bus* (Boos; Pr. rh., Coblenze, Adenau) et que certaines tenures de *Cissa* devaient assurer le transport du blé seigneurial à *Andernachen* (Andernach; Pr. rh., Coblenze, Mayen), à *Haddenpor* (Hatzenport; Pr. rh., Coblenze, Mayen) et à *Nurberg* (probablement pour *Nurburg*) (Nürburg; Pr. rh., Coblenze, Adenau). Comme toutes ces localités se trouvent, soit sur le plateau de l'Eifel, soit en bordure de ce plateau, l'identification de *Cissa* (*Cisen* dans les copies de la bulle d'Alexandre III) avec Zissen est certaine.

(4) L'origine de ces différents domaines est indiquée par la bulle de 1179.

(5) Ces alleux, dont la liste est donnée par la bulle de 1179, se situent dans la région de Bouzonville-Sarrelouis et ne dépassent jamais un manse et demi, quelques-uns ne comptent même qu'un seul quartier ou quart de manse.

avaient accru légèrement le patrimoine primitif de l'abbaye, sans rien changer à la répartition de ses domaines en quatre groupes géographiques distincts ; parmi ces alleux, acquis par les moines au cours du XII^e siècle, un seul mérite d'être signalé, en raison de son étendue relative, celui de Loutzviller, qui, riche de 8 manses et situé comme Rahling dans les limites de la seigneurie de Bitche, fut donné aux moines, en 1117, par Gérard et Thierry, fils du duc de Lorraine Thierry II ⁽¹⁾.

Tels étant les principaux domaines qui, en 1179, constituaient le temporel de l'abbaye de Bouzonville, c'est en vain qu'on chercherait dans les archives de cette même abbaye, très pauvre pour la période antérieure au XIII^e siècle, un censier général s'appliquant à l'ensemble de son patrimoine. Pourtant, qu'un tel censier ait existé au XII^e siècle, peut-être même dès l'époque où les moines sollicitaient, de la chancellerie d'Alexandre III, la bulle de confirmation qui nous est parvenue, c'est ce que suffiraient à prouver les deux documents qui feront l'objet de ce chapitre. L'un est un censier restreint, qui englobe les domaines du groupe oriental (Rahling, Offwiller, Obermodern) ; transcrit dans les dernières années du XII^e siècle, sur une grande feuille de parchemin, que nous dénommerons provisoirement « pancarte de Bouzonville », il constitue un fragment d'un censier général, composé à l'abbaye de Bouzonville, dans le troisième quart du XII^e siècle. L'autre document est une charte, non datée, de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, qui a été fabriquée à l'abbaye de Bouzonville, au moment même où l'on procédait à la rédaction de la pancarte ; cette fausse charte nous a conservé un censier du domaine de Loutzviller, acquis en 1117, et un coutumier de la seigneurie de Zissen, possession la plus excentrique de l'abbaye. Le censier particulier de Loutzviller est, lui aussi, selon toute vraisemblance, un chapitre du censier général dont la pancarte nous a conservé un fragment plus étendu ; quant au coutumier de Zissen, il est probablement postérieur à ce censier général, dont il diffère, non seulement par sa date, mais encore par son contenu et par les préoccupations qui l'inspirent.

La pancarte de Bouzonville n'a jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble et il ne paraît pas que les historiens, qui ont exploité certaines de ses données, aient remarqué, le moins du monde, le caractère franchement insolite de ce document. La pancarte ⁽²⁾ se présente sous

(1) On exposera plus loin les conditions dans lesquelles l'alleu de Loutzviller fut acquis par l'abbaye.

(2) ORIG. Mos., H. 360. — On trouve aux mêmes archives, sous la cote H. 360, plusieurs copies du XVIII^e siècle, qui toutes dérivent de l'original, et, sous la cote

la forme d'une grande feuille de parchemin large de 580 mm. et haute de 735 mm., dont le recto, divisé en quatre colonnes, a été réglé sur 91 lignes, dans le sens de la largeur ⁽¹⁾. Le verso a reçu une notice de tradition qui relate des donations faites à l'abbaye après 1179 ; comme cette notice a été transcrite postérieurement au texte qui remplit le recto et qu'elle n'a, avec celui-ci, aucun rapport, on peut en faire abstraction dans l'étude qui va suivre ⁽²⁾. Le texte du recto comprend deux catégories de documents bien distincts : les deux colonnes de gauche, soit les colonnes I et II, ont reçu quatre censiers particuliers (chap. 1-4), qui sont séparés par des espaces laissés en blanc ; le dernier chapitre (chap. 4) ne remplit pas entièrement la colonne II, dont la partie inférieure est restée libre de toute inscription ⁽³⁾. Quant aux deux colonnes de droite (colonnes III et IV), elles sont occupées par des notes qui ont trait à l'histoire de l'abbaye de Bouzonville. Si l'on tient compte des intervalles ménagés par le scribe entre ces différentes notes, on voit que celles-ci sont au nombre de cinq ; la colonne III est presque entièrement consacrée à la note 1, les notes 2, 3, 4 et 5 se partagent la colonne IV, les derniers mots de la note 5 se trouvant rejetés, faute de place, dans le bas de la colonne III ⁽⁴⁾. Ces deux caté-

H. 359, un mémoire, également du XVIII^e siècle, sur la fondation de l'abbaye de Bouzonville, qui, au f° 3 R^o, renferme une copie de la pancarte, tirée, elle aussi, de l'original. — Un « extrait (sans date) d'une vieille charte en parchemin, non signée, produite par l'abbé de Bouzonville », porté dans l'*Inventaire du Trésor des Chartes de Lorraine, Bouzonville Abbaye* (M. M., B. 443, f° 1) et aujourd'hui en déficit, était très probablement une copie de la pancarte.

(1) La réglure a été faite au moyen d'un canif ; sur toute la largeur du parchemin, la première ligne est restée inutilisée ; peut-être devait-elle recevoir un titre.

(2) Cette notice, qui occupe la partie supérieure gauche du verso, a été transcrite, à en juger par l'écriture, dans les dernières années du XII^e ou les premières années du XIII^e siècle ; son écriture diffère très nettement de celle des documents qui figurent au recto de la pancarte. Comme la notice mentionne des acquisitions qui sont ignorées de la bulle de 1179, on peut tenir la notice pour postérieure à cette date.

(3) On compte trois lignes en blanc entre les chap. 1 et 2, 4 lignes entre le chap. 2 et le chap. 3 qui déborde sur la colonne II, 7 lignes entre les chap. 3 et 4 ; il reste 26 lignes en blanc au bas de la colonne II.

(4) A la différence des censiers des colonnes I et II, qui n'ont jamais été édités, les colonnes III et IV ont été publiées presque en entier par Calmet, *H.L.*, I, pr., col. 543-546 ; 2^e édit., III, pr., col. 80-83, et plus correctement par Holder-Egger dans *M.G.H.*, SS., XV, 2, p. 977-980. Nous indiquons, ci-dessous, en nous référant au texte de cette seconde édition, la répartition des notes.

Note 1. « In libro ecclesiastes, ut verba Salomonis perhibent... anno II domni Stephani Stae Mettensis æcclesiæ archiepiscopi ». — A la limite des colonnes II et III, une déchirure du parchemin a fait disparaître plusieurs lettres ; de plus, autour de la déchirure, l'écriture a pâli au point de devenir illisible. A l'époque moderne, un

gories de documents bien distincts, les censiers particuliers, d'une part, les notes historiques, de l'autre, forment deux groupes paléographiques qui présentent, entre eux, de très légères différences ⁽¹⁾ ; il semble qu'un premier scribe ait écrit d'un seul jet le texte des colonnes I et II, puis qu'un second scribe ait rempli les colonnes III et IV. D'un

scribe a restitué, d'une manière souvent fantaisiste, le texte disparu, introduisant des leçons de pure imagination (par exemple « Nicodemus episcopus Mettensis »). qui ont été reproduites sans méfiance par D. Calmet. Au bas de la colonne III, 4 lignes sont restées libres.

Note 2. Cette note n'a été éditée que de manière incomplète par D. Calmet et Holder-Egger ; on en trouvera le texte intégral dans Würth-Paquet, *Wormeldange, notice statistique et historique ; Publications de la société pour la conservation des monuments historiques dans le Grand-Duché de Luxembourg*, 1865, p. 233. — Entre cette note 2, qui occupe la partie supérieure de la colonne IV, et la note 3, une ligne a été laissée en blanc.

Note 3. « Anno ab incarnatione dominica M°XXX°III°, indictione Ia, epacta XVI, concurrente VII, pridie kalendas februarii. . . de foro Tullensi centum solidos et XVIII denarios tradidit pro dote dedicate æcclesiæ ». — Entre cette note et la note 4, une ligne a été laissée en blanc.

Note 4. « Hec sunt nomina vivorum atque defunctorum fratrum quae scripta adesse videntur in libro vitæ cælestis, quorum allodio vel ælemosina iste Ste Crucis locellus bene est fundatus. . . Huoda abbatissa, Azelinus, Ida, Adeleth ».

Note 5. « Gerhardus namque comes prefatus, parentum suorum qui locum construxerunt Buosonisvillæ devotionem imitatus. . . nisi secum vel cum filiis suis equitarent eorumque nuncia infra provinciam ferrent. *Hec igitur omnia recitata sunt in eadem Buosonisvilla anno M°XL°III°, indictione XIa.* » — Il n'y a aucun intervalle entre les notes 4 et 5, mais il est évident que la note 5 est distincte de la note qui précède. La note 5 occupe tout le bas de la colonne IV ; la fin même de la note, soit la partie imprimée par nous en italique, a dû être reportée par le scribe dans le bas de la colonne III.

Signalons, en outre, que les notes historiques de la pancarte de Bouzonville ont été publiées de manière fragmentaire par [Vignier (Jérôme)], *La véritable origine des très-illustres maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche. . .*, p. 97, 99, 102, 106 et 110 (l'auteur édite en entier, mais par fragments successifs, les notes 1, 3, 4 et 5) ; par les éditeurs de la *Gallia christiana*, I^{er} édit. (1656), IV, p. 191-193, qui se contentent de reproduire telles quelles les notes publiées par J. Vignier ; par [Benoît-Picart (R.P.)], *L'origine de la très illustre maison de Lorraine*, p. 79, 162, 164 (fragments de la note 1, p. 170 (note 4 en entier) et par Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 104, n. 1 (édition partielle de la note 2).

Enfin, une traduction des notes historiques de la pancarte, qui prend pour base l'édition de D. Calmet, a été donnée par Boulangé (G.), *Les sépultures lorraines à Bouzonville ; Austrasie*, III (1855), p. 335-340.

⁽¹⁾ Dans les colonnes I et II, les lettres rondes majuscules (C et G) affectent une forme normale, tandis que dans les colonnes III et IV, ces mêmes lettres sont brisées en leur milieu. Dans les colonnes I et II, l'écriture est très ferme et le scribe emploie, de préférence e ou æ à ae, dans les deux autres colonnes, les hastes ont fréquemment une forme ondulée et le scribe emploie presque exclusivement la graphie æ.

groupe à l'autre, d'ailleurs, les différences d'écriture sont peu sensibles et il est possible que, les deux groupes étant l'œuvre d'un même scribe, les particularités du second groupe correspondent à un changement de plume et à une reprise dans l'exécution du travail, après une interruption plus ou moins prononcée. Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, deux faits se dégagent, à l'évidence, de l'examen du recto de la pancarte : les deux catégories de documents qui en constituent le texte appartiennent, par l'écriture, aux dernières années du XII^e siècle ; d'autre part, leur juxtaposition ne saurait être l'œuvre du hasard. La division du parchemin en colonnes, la séparation matérielle établie entre les deux catégories de documents, enserrées chacune dans les deux colonnes qui leur sont affectées, la répartition du texte en deux groupes paléographiques distincts, tous ces détails révèlent le dessein fermement arrêté d'individualiser très nettement les censiers des colonnes I et II et les notes des colonnes III et IV et, en même temps, de les associer, en vue de produire un certain effet et d'obtenir un certain but, Comme la pancarte ne comporte aucun titre et que, d'autre part, elle ne renferme aucune allusion aux intentions du rédacteur, on en est réduit à demander à une étude, aussi serrée que possible, des censiers particuliers et des notes, le secret de leur juxtaposition.

Les quatre censiers particuliers, auxquels ont été réservées les colonnes I et II, n'ont pas, jusqu'alors, retenu l'attention des historiens qui ne les ont ni édités, ni commentés ⁽¹⁾ ; les chap. 2, 3 et 4 concernent respectivement les domaines de l'abbaye à Rahling (*Raldinga*) ⁽²⁾, à Offwiller (*Offewilre*) et à Obermodern (*Matra*) ⁽³⁾. Quant au chap. 1, qui occupe la partie supérieure de la colonne I, il a été gratté avec tant d'énergie que le texte en est à peu près indéchiffrable ; toutefois, de l'examen des quelques bribes qui en subsistent, on peut conclure que le passage effacé était un censier particulier, rédigé sur le modèle des trois autres. Etant donné l'état actuel du texte, il faut renoncer à déchiffrer exactement le nom du domaine auquel se rapportait ce censier ; aussi, remettant à plus tard le soin de déterminer les raisons qui ex-

(1) Voir l'édition de ces quatre censiers à l'Appendice V, fragment 1, p. 725-730 du présent ouvrage.

(2) L'identification de *Raldinga* (*Raldinghen* dans la bulle de 1179) avec Rahling ne saurait faire de doute, car cette localité est encore dénommée en 1316 *Raldingen* (*E. L. O.*, v^o *Rahlingen*).

(3) Le nom de *Matra* est employé à l'époque ancienne indifféremment pour Obermodern et Niedermodern ; la liste même des écarts qui entrent dans la constitution du groupe domanial de *Matra*, et dont il sera question plus loin, prouve qu'il s'agit ici d'Obermodern.

pliquent le grattage du parchemin, sur toute l'étendue du chap. 1, nous commencerons par donner une analyse détaillée des trois autres inventaires.

Le domaine de Rahling (chap. 2), dont l'inventaire dénombre tour à tour les tenures, puis les éléments de l'*indominicatum*, comprend 4 manses, soit 8 demi-manses, puisque le rédacteur choisit le demi-manse comme unité de perception. Le demi-manse acquitte une redevance annuelle de 10 deniers, payable par moitié, aux termes de la mi-mai et de la St-Martin ; il est également tenu d'exécuter, au profit de la réserve, un certain nombre de services, dont le total représente une charge assez lourde. Le tenancier du demi-manse doit, en effet, se tenir, trois semaines par an, à l'entière disposition de l'abbaye, confectionner une clôture d'une longueur de 15 pieds, labourer, trois jours durant, la réserve seigneuriale, fournir à l'abbaye deux sarcleurs, trois faucheurs, six faneurs ⁽¹⁾, rentrer deux charretées de foin, porter les messages deux fois par an à une distance d'une journée de marche, brasser cinq muids d'avoine en vue de la fabrication de la bière. Enfin, le demi-manse doit également à l'abbé, lors de la fête de Noël, plusieurs redevances qu'il faut interpréter comme des cadeaux offerts au *dominus*, à l'occasion de la *visitatio* annuelle ⁽²⁾. Dans la réserve, figurent un moulin, des terres labourables et des prés ; en outre, le rédacteur mentionne, au paragraphe de la réserve, la redevance acquittée par les hommes de l'abbaye à l'occasion des trois plaids généraux annuels, qui sont dénommés par lui *comitia*, en vertu d'une terminologie dont les documents de Bouzonville nous offrent d'autres exemples ⁽³⁾.

Si le domaine de Rahling paraît constitué d'un seul tenant, il n'en va pas de même pour les domaines alsaciens d'Offwiller et d'Obermodern. Sous le nom d'*Offewilre*, le chap. 3 décrit un groupe domanial qui est remarquable, moins par le nombre de ses manses — ceux-ci ne sont que 14 au total — que par son extension géographique et la complexité des éléments qui entrent dans sa composition. C'est au chef-lieu du groupe, à Offwiller, que se trouve concentrée presque entiè-

(1) Dans les trois censiers, la journée de travail de l'homme de corvée est toujours désignée par l'instrument qui sert à exécuter le travail. A Rahling, par exemple, le demi-manse doit « ... II sarculos, III falces, ...VI furcas... ».

(2) « In nativitate Domini dimidius mansus dimidium modium avene, II pullos, II denarios, pro redimendo lino alios II den. ». Le lin figure ici comme cadeau de Noël, au même titre que les autres redevances, comme le prouve l'exemple de Reipertswiller au chap. 4.

(3) « Ad tria comitia unusquisque dabit : panem I, pullum I, obolum I, sextarium I ».

rement la réserve, qui comprend des terres cultivées, partie en céréales, partie en vignes, des prés, un moulin et un bois ; enfin, le rédacteur rattache à la réserve les droits exercés par l'abbaye sur l'église paroissiale d'Offwiller⁽¹⁾. Quant aux tenures, elles se trouvent réparties entre quatre localités différentes : Offwiller, Wimmenau, Rothbach et Reipertswiller⁽²⁾. A Offwiller même, on rencontre deux catégories de tenures, de régimes très différents, et qui, selon toute vraisemblance, correspondent à deux anciens domaines qui sont restés juxtaposés sans se fondre ; le plus important compte 5 manses et demi, le second, un manse et demi seulement. Tandis que, sur le second domaine, le manse acquitte une redevance de 7 sous, exigible en deux termes, à la St-Jean et à la St-Martin, tandis qu'il doit fournir deux faneurs à la fenaïson et deux faucheurs à la moisson, le manse du domaine le plus étendu est soumis à un régime de type archaïque, caractérisé surtout par l'obligation de travailler durant sept semaines par an pour le compte de l'abbaye⁽³⁾. Enfin, l'inventaire signale également, au chef-lieu, des terres non amansées qui doivent un cens en argent, à l'exclusion de toute autre redevance ou service⁽⁴⁾. A Wimmenau, l'abbaye possède un moulin et jouit de certains droits sur l'église paroissiale ; l'inventaire y mentionne, en outre, un petit domaine de 2 manses et demi qui acquittent, en tout et pour tout, une redevance globale de 2 sous et demi, à chacun des deux termes de la St-Jean et de la St-Martin, redevance qui est exactement du même taux que celle acquittée par le demi-manse de Rothbach⁽⁵⁾. Enfin, à Reipertswiller (*Ripoldeswilre*), l'abbaye

(1) L'abbaye a le droit de patronage sur l'église ; elle abandonne au curé sa part de la *dos* de l'église, ainsi que sa part des dîmes et perçoit, de ce fait, sur le curé un ensemble de redevances en nature.

(2) Wimmenau est l'écart le plus excentrique du groupe ; il est distant d'Offwiller de 13 kilomètres environ, tandis que Rothbach et Reipertswiller en sont éloignés respectivement de 1 et de 9 kilomètres.

(3) Ces sept semaines se décomposent comme suit : une semaine avant Noël, une semaine après Noël et cinq semaines en été (« in estivali opere »). Les manses de cette catégorie doivent, en outre, une redevance en céréales et des poulets à Noël, 30 œufs à Pâques et, à la St-Thomas, 10 deniers pour le rachat de l'*angaria* et 2 deniers « pro vino ».

(4) Ces cens en argent proviennent : « de agro qui vocatur Breindelo » (sans doute un nom de lieu-dit) ; « ex huneda » (terme dont nous n'avons pu déterminer le sens) et d'un *aralis* (emplacement d'une maison ou emplacement propre à la construction d'une maison).

(5) Le demi-manse de Rothbach doit 6 deniers à la St-Jean et 6 deniers à la St-Martin, soit au total un sou par an. Les 2 manses et demi de Wimmenau acquittent 2 sous et demi à la St-Jean et, probablement, 2 sous et demi à la St-Martin, mais, sur ce point, on ne peut être affirmatif, car le rédacteur englobe dans une même somme les redevances de la St-Martin, perçues tant à Wimmenau qu'à Reipertswiller.

dispose d'un domaine un peu plus étendu que dans les deux localités précédentes ; celui-ci, en dehors d'une réserve d'ailleurs minuscule, puisqu'elle se réduit à un seul quartier⁽¹⁾, comprend 4 manses ; ceux-ci acquittent une redevance en céréales⁽²⁾ et l'*oblatio* de Noël⁽³⁾ ; en outre, ils sont chargés de quelques prestations en travail, légères d'ailleurs, et dont certaines ont fait place à une taxe de substitution⁽⁴⁾.

A Offwiller, comme à Rahling, l'abbaye dispose de ressources qui sont étrangères à l'exploitation domaniale proprement dite. A Rahling, ces ressources se réduisent à une redevance perçue à l'occasion de la tenue des plaids généraux annuels ; à Offwiller, une redevance analogue⁽⁵⁾ se double des revenus que l'abbaye tire de l'exercice du ban, dans des limites qui dépassent largement celles de son propre domaine. Ce droit de ban se présente sous deux formes différentes. Le ban de l'eau, défini par le rédacteur du censier en des termes très précis, s'applique au cours d'un ruisseau, qui est certainement le Rothbach, affluent de la Moder, dans des limites qu'il est impossible, aujourd'hui, d'identifier et comporte, pour l'abbé de Bouzonville, le droit exclusif de construire des moulins ; ce ban de l'eau comprend également le droit de pêche, mais ce droit est partagé, par l'abbé, avec les alleutiers⁽⁶⁾. D'autre part, l'abbé dispose d'un droit de ban général, qui s'étend à un territoire assez vaste, englobant les *villae* d'Offwiller, de Mülhausen, de Rothbach et peut-être la seigneurie dite l'Oberhof à Bischholtz.

(1) « Quadrans est ad Ripoldeswilre salice terre ».

(2) Une déchirure du parchemin a fait disparaître le nombre des muids versés par les manses.

(3) Les redevances de Noël, interprétées par nous comme une *oblatio*, comportent pour chaque manse : « II sumbrinos avene, II denarios pro carnibus, II panes, XXX^a ristas lini ».

(4) Le manse doit deux faneurs pour le foin, deux journées de travail en mars dans la vigne seigneuriale, qui occupe sans doute, en totalité ou en partie, la minuscule réserve de Reipertswiller ; les tenanciers des manses doivent, en commun, assurer le charroi des deux tiers de la dîme que l'abbaye perçoit sur son alleu de Reipertswiller. L'*angaria*, la corvée de la fauchaison du foin, sont remplacées par des taxes d'un sou et de deux deniers par manse ; les deux journées de travail dans la vigne, en mars, peuvent être rachetées moyennant deux deniers par manse.

(5) Cette redevance est mentionnée dans un passage mal transcrit par le copiste sous la forme : « Conditioni (*sic*) obolum ». Comme la confusion entre *comitium* et *conditio* se retrouve en plusieurs passages de la pancarte, il est très probable qu'il s'agit ici d'une redevance d'une obole acquittée par chacun des hommes de l'abbaye à chacun des plaids généraux annuels (*comitia*).

(6) « Bannus est noster a molendino quod dicitur Lugela ad molendinum Vogelbrettesmulin, ubi nemo debet piscari, nisi qui in proprio domate sedet sed molendinum non habet strue[re nisi] dominus abbas et divisor noster A. »

Malheureusement, tout le passage qui traite de ce droit de ban nous est parvenu sous une forme mutilée et, dans certains cas, inintelligible ; il est, par suite, difficile d'évaluer exactement l'étendue du territoire sur lequel s'exerçait ce droit de ban et impossible d'en déterminer la nature et la portée juridique. Tout ce qu'on entrevoit, c'est que, en vertu de son droit de ban, l'abbé de Bouzonville percevait une redevance en avoine sur l'ensemble des habitants soumis au ban et que, de plus, il exigeait d'eux la corvée de labourage sur les terres de la réserve d'Offwiller (1).

La complexité même du groupe domanial d'Offwiller, la diversité des charges qui incombent aux tenures, sont la preuve que les différentes catégories de manses proviennent de donations distinctes et qu'elles sont entrées à des dates successives dans la formation du groupe ; il n'est pas impossible, en utilisant les données du censier, de retracer, dans ses grands traits, l'histoire de cette formation. A cet égard, le fait le plus significatif est celui-ci : dans les deux localités d'Offwiller et de Wimmenau, l'abbaye exerce certains droits, en indivis, avec un personnage du nom d'Adalbert, que le rédacteur qualifie de *divisor noster*. Ce copropriétaire, car c'est ainsi, semble-t-il, qu'il convient de traduire le terme assez étrange de *divisor noster*, est associé aux droits de l'abbaye sur les églises d'Offwiller et de Wimmenau, sur le ban de l'eau à Offwiller et sur la forêt sise à proximité de ce village ; dans tous les cas où ces différents droits donnent lieu à la perception d'une redevance quelconque, celle-ci est partagée entre l'abbaye et son *divisor* dans la proportion de deux tiers contre un tiers. Des conditions mêmes dans lesquelles s'exerce cette copropriété, il ressort que les domaines d'Offwiller et de Wimmenau appartiennent à un même groupe et que leur communauté d'origine doit remonter assez haut dans le passé. Comme, aux termes de la bulle de 1179, c'est le comte de Metz Gérard II, le fils du fondateur de l'abbaye, qui aurait donné

(1) « In banno sunt villae Overhovi, Mulihausen, Robach, Duevilre. Vere et autumnno quicumque bovem habet, veniet ad dominicam croadam dabiturque ei panis et cervisa, quantum opus est, bis in die. In festivitate Sti Thome Robacenses V modios avenae, Mühlenhem . a VI modios, Ov[evilre] XII modios... ». Si l'identification de *Mulihausen*, *Robach*, *Ouevilre* (défiguré par le copiste en *Duevilre*) avec *Mülhausen*, *Rothbach* et *Offwiller* n'offre pas de difficulté, on hésite davantage à identifier la quatrième localité avec la seigneurie de l'Oberhof, à *Bischholtz*, dont il n'est fait mention, semble-t-il, qu'aux temps modernes (*E.L.O.*, v^o *Bischholtz*). L'interprétation du passage sur la redevance en avoine offre des difficultés insurmontables ; le nom de *Mülhausen* (ou celui de ses habitants) est à peu près méconnaissable, et on ne voit pas pourquoi la quatrième *villa* n'est pas mentionnée.

aux moines le domaine d'Offwiller ainsi que l'église de cette paroisse ⁽¹⁾, on peut, du rapprochement de ces faits, hasarder, au sujet de la formation du groupe d'Offwiller, les conclusions suivantes. Le groupe domanial a dû avoir pour noyau primitif le domaine donné, à Offwiller même, par le comte Gérard, domaine représenté par l'ensemble des 5 manses de même régime inventoriés au censier ; sur ce domaine d'Offwiller, qui comprenait une annexe à Wimmenau, le comte Gérard se trouvait associé, dans l'exercice de certains droits, à un seigneur dont l'héritage a fini par être recueilli par Adalbert ⁽²⁾ ; enfin, les autres éléments du groupe domanial, dispersés à Offwiller (un manse et demi), à Rothbach (un demi-manse) et à Reipertswiller (domaine composé d'une minuscule réserve et de 4 manses), correspondent à des biens acquis à une date postérieure, en une ou plusieurs fois, par l'abbaye.

Le groupe domanial d'Obermodern (chap. 4), dont la réserve est entièrement concentrée au chef-lieu, compte, au total, 17 manses répartis entre Obermodern (11 manses et demi) et trois écarts : Kirrwiller (3 manses), Menchoffen (1 manse) et Zutzendorf (1 manse et demi), dont le plus éloigné (Kirrwiller) n'est qu'à 4 kilomètres du chef-lieu. Entre le groupe d'Obermodern et celui d'Offwiller, on relève deux analogies frappantes. L'une concerne le mode de formation des groupes ; à Obermodern, comme à Offwiller, on compte deux groupes de tenures, qui doivent correspondre à deux anciens domaines distincts ; l'un (c'est probablement le domaine donné par le comte de Metz Gérard II) compte 8 manses et demi, situés sur le territoire même d'Obermodern ; l'autre ne comprend que 3 manses, dont les terres se répartissent entre Obermodern et des villages voisins ⁽³⁾. Ces deux groupes de tenures sont soumis aux mêmes charges, mais le fait que le rédacteur les distingue

(1) « Quinque etiam allodia, quae Gerardus comes et marchio, filius memorati Alberti, ecclesiae vestrae cum uxore sua Gisila dedit, videlicet Offevilre cum appenditiis suis, Cisen cum molendino et omnibus appenditiis curiae, Matram cum molendino et aliis appenditiis suis, Raldinghen, Hargarda cum omnibus ad ea pertinentibus ecclesiasque praedictorum allodiorum videlicet Offevilre et Cisen ».

(2) Il n'y a rien à changer à cette esquisse, si l'on admet qu'Adalbert n'est autre que le sous-avoué d'Offwiller, dont la véritable qualité se dissimule sous le titre assez singulier de *divisor*. Dans cette hypothèse, Adalbert détiendrait un fief d'avouerie, constitué anciennement, et comprenant certains droits exercés en commun avec l'abbé à Wimmenau et Offwiller.

(3) Ces villages sont : Kirrwiller, Zutzendorf, *Buosewile* (Buswiller), *Schalchen* (Schalkendorf), *Hemmerberge* et *Wübach* (ces deux derniers noms désignant, soit des localités disparues, soit, plus vraisemblablement, des lieux-dits sur le territoire de Schalkendorf).

nettement est la preuve décisive de leur diversité d'origine ⁽¹⁾. La seconde analogie a trait à l'exercice du droit de ban ; à Obermodern, l'abbaye possède le ban de l'eau, sur le cours de la Moder, dans des limites qui dépassent très largement le territoire de cette *villa* ⁽²⁾. Ce ban de l'eau, qui se traduit, pour l'abbaye, par le droit exclusif de pêcher et de construire des moulins, a probablement son origine, comme le droit de ban exercé à Offwiller, dans une donation faite à l'abbaye par le comte Gérard II.

Si le groupe d'Obermodern, comme celui d'Offwiller, paraît bien s'être constitué à la suite de plusieurs donations, il présente, à la différence de ce dernier, une remarquable unité de régime. Les charges, calculées par manse, sont du même type pour les différents groupes de tenures et se font remarquer autant par leur légèreté que par leur uniformité. Ces charges comportent une redevance annuelle de 2 sous, payable aux termes de la St-Jean et de la St-Martin et une taxe de remplacement de 2 deniers pour la fauchaison ; les seuls services exigés du manse sont l'obligation de fournir deux faneurs, lors de la fenaison, et deux moissonneurs pour chacune des deux saisons de blé. Ce tarif, en ce qui concerne les services, est d'ailleurs un tarif maximum, pratiqué sur les seuls manses de Zutzendorf ⁽³⁾ ; dans les autres domaines, le tarif a subi des réductions sensibles et il est même probable que certaines tenures (manse ou demi-manse) bénéficient d'une exemption totale ⁽⁴⁾. Enfin, à côté des manses, il existe, à

(1) Il est, en outre, remarquable que le rédacteur considère comme faisant partie d'un même alleu le second groupe d'Obermodern (3 manses) et le groupe de Kirrwiller (3 manses) (« Ejusdem allodii ad Kyrwilre jacent tres mansi... »).

(2) « Bannus aque Matre a Gittesbahr usque ad curtim [nostram ou est noster], in quo nemo piscari debet, nemo molendinum construere [nisi] dominus abbas ». La *Matra* est la Moder, affluent du Rhin, qui arrose Obermodern. Le *Gittesbahr* est le Gitzenbächel, ruisseau qui se jette, un peu à l'ouest de Wingen-sur-Moder, dans le Schlüsselbächel, lui-même affluent de la haute Moder, et qui passe près de la ferme de Gitzenthal (3 kilomètres nord-ouest de Wingen). L'abbaye exerçait donc son droit de ban le long de la Moder, depuis le confluent du Gitzenbächel avec le Schlüsselbächel, alors dénommé *Matra*, jusqu'à Obermodern, soit sur une longueur d'environ 16 kilomètres, en amont d'Obermodern.

(3) Le manse et demi de Zutzendorf doit 3 deniers pour la fauchaison du foin, 3 fourches et 3 faux à chaque saison de blé, soit 2 deniers, 2 fourches et 2 faux pour le manse, le demi-manse acquittant des prestations qui sont exactement la moitié de celles du manse.

(4) Les 11 manses et demi d'Obermodern (soit un groupe de 8 manses d'une part et un groupe de 3 manses et demi d'autre part), doivent 12 deniers et 1 obole (au lieu de 23 deniers, si l'on appliquait le tarif de Zutzendorf), 12 fourches et 12 faux, le manse et le demi-manse étant taxés indifféremment, chacun à 1 fourche et à

Obermodern et dans les écarts, un certain nombre de terres non amansées ⁽¹⁾ ; ces tenures, qualifiées du terme de *aralis* ou de *jugerum*, acquittent un cens très faible, dont le montant varie dans des limites étroites (de 1 obole à 4 deniers) et dont le paiement s'effectue aux termes traditionnels de la St-Jean et de la St-Martin. Il faut voir probablement, dans ces tenures, concédées moyennant un cens en argent à l'exclusion de toute autre charge, soit des terres provenant d'un lotissement partiel de la réserve, soit des débris de manses isolés et définitivement détachés de leur unité d'origine ⁽²⁾.

Si l'on met en parallèle les trois chapitres que nous venons d'analyser, on est d'abord frappé de la différence de régime qui s'observe d'un chapitre à l'autre ; à cet égard, on relève une opposition assez marquée entre Rahling et Obermodern, sans parler du groupe domanial d'Offwiller, où l'on rencontre des tenures soumises à des charges sensiblement différentes. Toutefois, ces divergences ne doivent pas faire oublier les analogies profondes qui unissent entre eux les divers inventaires, analogies qui portent, à la fois, sur le fond et sur la forme et qui prouvent l'unité de composition et de rédaction du censier restreint, constitué par la réunion de ces mêmes inventaires. En ce qui concerne le contenu des chapitres, on assiste, d'un domaine à l'autre, à un effort indéniable pour uniformiser, simplifier et alléger les charges imposées aux tenures domaniales, tout en arrêtant au demi-manse le fractionnement de l'unité primitive de perception ⁽³⁾. Cet essai d'unification a atteint son maximum à Obermodern, où tous les manses doivent, en tout et pour tout, une redevance en argent et de menus services à la fenaison et à la moisson, mais ce même régime, ou un régime très voisin, se retrouve sur certains manses du groupe d'Offwiller ⁽⁴⁾ ;

1 faux. La réduction de tarif est encore plus sensible à Kirrwiller, où les 3 manses doivent 2 deniers et demi, 2 fourches et demi et 2 ou 3 faux. Il faut d'ailleurs noter qu'en raison des lacunes du texte, plusieurs de ces chiffres sont incertains.

⁽¹⁾ Au groupe de 8 manses, à Obermodern, sont rattachés 4 *arales* (dont une sise à Schillersdorf) et 5 *jugera* ; du second groupe de 1 manse et demi, dans la même localité, dépendent 2 prés ; enfin le censier compte 3 *jugera* à Kirrwiller et 2 et demi à Menchhoffen.

⁽²⁾ Dans cette hypothèse, les 3 *arales* et les 5 *jugera* d'Obermodern représenteraient 3 anciens manses dont les terres auraient, pour la presque totalité, échappé à l'abbaye. Le fait que le censier rattache ces tenures isolées à des groupes de manses donne quelque crédit à cette seconde hypothèse.

⁽³⁾ A noter aussi l'adoption, comme termes de paiement, de la St-Jean et de la St-Martin, non seulement à Obermodern, mais aussi à Wimmenau, à Rothbach et à Offwiller (groupe de manses qui bénéficient d'un tarif de faveur).

⁽⁴⁾ C'est le cas pour les deux manses et demi de Wimmenau, le demi-manse de Rothbach et le manse et demi qui, à Offwiller même, jouit d'un régime spécial.

dans ce dernier groupe, il est visible qu'on a fait profiter de ce régime de faveur les manses d'acquisition récente, en particulier ceux que leur isolement ou leur éloignement interdisaient de soumettre à un contrôle rigoureux. En revanche, c'est sur les domaines acquis anciennement par l'abbaye, surtout quand ceux-ci présentaient une certaine étendue, qu'un régime de type archaïque s'est le mieux conservé ; le fait s'observe à Rahling et à Offwiller, sur les groupes de tenures provenant, selon toute vraisemblance, des donations des comtes Adalbert et Gérard ⁽¹⁾. De toute manière, l'allègement général des charges est en relation avec des modifications profondes introduites dans le système d'exploitation de l'*indominicatum*. A Rahling, domaine de régime archaïque, la réserve est encore exploitée, pour une large part, grâce à la main d'œuvre fournie par les tenanciers ; à Offwiller et à Obermodern, sa mise en culture est assurée, en grande partie, par un ou deux bouviers qui reçoivent, de l'abbaye, une *prebenda* en céréales et qui doivent être nantis, en outre, de quelque lopin de terre ⁽²⁾. En ce qui concerne les vignes de la réserve, il est d'usage, sur ces mêmes domaines, de les acenser, à charge pour le preneur, de verser à l'abbaye la moitié de la récolte ⁽³⁾.

Quelles que soient les particularités de régime propres à chacun des trois domaines de Rahling, Offwiller et Obermodern, il est remarquable qu'on retrouve, dans les inventaires correspondants, le même souci de noter, en bonne place, certains détails qui ne figurent pas d'ordinaire dans les censiers ou qui, du moins, n'apparaissent que dans les censiers de date tardive. C'est ainsi que, pour les services imposés aux tenanciers, ils insistent sur la *prebenda* en vivres allouée, dans

(1) Il est à remarquer, que par contre, les manses qui, à Obermodern, proviennent de la donation du comte Gérard ont été entièrement assimilés aux autres manses de ce groupe domanial.

(2) Les *bubulci* ne sont mentionnés qu'incidemment au paragraphe sur les moulins, dont les meuniers doivent assurer, en totalité ou en partie, leur subsistance. A Offwiller, le *bubulcus* reçoit 6 muids du meunier et 3 de l'abbé ; à Obermodern, le *bubulcus junior* perçoit, chaque semaine, 3 setiers au moulin supérieur, tandis que le *bubulcus major* en touche 5 au moulin inférieur. — Il est fait également mention d'un *bubulcus* à Rahling ; sa *prebenda*, livrée par le meunier, est de 9 muids comme à Offwiller, à condition que l'attelage du *bubulcus* comprenne 4 bœufs.

(3) Dans le groupe d'Obermodern, une vigne de 2 *jugera*, sise à Kirrwiller, est donnée « pro dimidio fructu » ; on ne sait comment les frais d'exploitation étaient partagés entre l'abbaye et son *cultor* ; le censier note seulement que le soin de nourrir les vendangeurs incombe au *cultor*. — Le passage que le chap. 3 consacre à une vigne de 2 *jugera* à Offwiller ne précise pas le mode d'exploitation de la vigne ; mais, du rapprochement avec le chap. 4, on peut conclure que cette vigne, comme celle de Kirrwiller, était exploitée à mi-fruit.

certains cas, aux hommes de corvée ⁽¹⁾ et que, par ailleurs, ils consacrent une mention spéciale aux ressources provenant de l'exercice du droit de ban sous ses différentes formes. A Rahling, il n'est pas question du droit de ban en termes formels ; l'inventaire signale seulement la redevance perçue par l'abbaye à l'occasion des trois plaids annaux (*comitia*), sans qu'on sache en vertu de quel principe est lancée, par l'abbé, la convocation aux plaids et quels sont les individus touchés par cette convocation. En revanche, à Offwiller et à Obermodern, le ban de l'eau est défini avec précision, comme le droit exclusif de pêcher et d'édifier des moulins, et il est possible que ce dernier monopole ait préparé les voies à la banalité du moulin dont, à vrai dire, aucun des inventaires ne fait mention⁽²⁾. Enfin, à Offwiller, l'abbaye dispose d'un droit de ban qui s'étend à un territoire assez vaste et qui légitime la perception de certains droits sur des hommes qui ne sont, ni ses sujets, ni ses tenanciers ; toutefois, comme on l'a déjà remarqué, on ignore et l'origine et les limites de ce dernier droit.

Le plan et la terminologie adoptés dans chacun des inventaires prouvent également l'unité de rédaction et la communauté d'origine des trois censiers particuliers. En ce qui concerne la terminologie, notons que les terres de la réserve sont évaluées indifféremment en manses ou en *jugera* ⁽³⁾ et que, si le terme de *mansus* est employé, à l'exclusion de terme de *hoba*, il arrive au rédacteur d'attribuer le genre féminin au mot *mansus*, ce qui est l'indice d'une contamination exercée par le mot *hoba*. ⁽⁴⁾ Quant au plan, il est caractérisé par la répartition des

(1) C'est à Rahling (chap. 2), où les travaux exigés des tenanciers sont les plus nombreux et les plus variés, qu'on trouve le plus fréquemment mention de la *prebenda* allouée aux hommes de corvée ; au chap. 3, il n'en est question que pour la corvée de la fenaison, à Reipertswiller ; au chap. 4, les moissonneurs touchent uniformément 2 pains par journée de travail.

(2) Les censiers signalent un moulin à Offwiller et deux moulins à Obermodern, dont l'un avait été donné par le comte Gérard II (cf. p. 460, n. 1).

(3) A Rahling la réserve compte : « XL^{ta} jugera ad omne aratrum ; VII falcium secatio » ; au groupe d'Offwiller : « silva dominicalis... ad IIII mansos computata... ; vinea ad II jugera... ; salicæ terræ sunt ibi [lacune] jugera ; pratum ad X falces. Quadrans.. ad Ripoldeswilre salicæ terræ... » ; au groupe d'Obermodern : « ... salicæ terræ III^{es} mansi ad dominicum aratrum computati ; silva dominicalis ad mensuram mansi unius ; pratum dominicum ad X falces ».

Quelle que soit l'unité de mesure adoptée pour les terres labourables (*jugerum* ou manse), on voit que le rédacteur dispose d'un double système d'unités, en rapport avec la charrue employée ; il distingue entre la charruée ordinaire (« ad omne aratrum ») et la charruée seigneurale, sans doute plus forte (« ad dominicum aratrum »).

(4) Chap. 2 « Dimidia mansus braciare debet V modios avenæ ». Il y a lieu de noter aussi l'emploi que le rédacteur fait de termes germaniques, soit sous leur forme courante, soit sous une forme latinisée : *ristae* et *bozzon lini* (synonymes de *villos lini*) et *huneda* (?) (chap. 3).

éléments de l'inventaire en deux paragraphes, consacrés, l'un aux tenures, l'autre à l'*indominicatum* ; à ce paragraphe, sont d'ordinaire rattachés les droits provenant de l'exercice du ban. Ce plan se développe avec beaucoup de netteté et de logique au chap. 2, qui, dans le premier paragraphe, dénombre les redevances et services, selon l'ordre chronologique des échéances, en rejetant à la fin du paragraphe les différents cadeaux qui constituent l'*oblatio* de Noël. Si le plan n'est pas aussi rigoureux dans les chap. 3 et 4, cela tient à la complexité des groupes domaniaux inventoriés, à la dispersion des écarts et aux particularités de régime de certains groupes de tenures ; toutefois, il est remarquable que, dans les deux cas, le rédacteur passe en revue les écarts, en suivant un ordre géographique constant ⁽¹⁾. Ainsi, qu'on fasse état des analogies de régime, de la préoccupation du rédacteur de noter certains détails ou des particularités de la rédaction, la même conclusion s'impose : les trois inventaires conservés par la pancarte de Bouzonville présentent une remarquable unité ; il faut voir, en eux, un censier restreint, correspondant aux domaines possédés par l'abbaye dans la région de Bitché. Cette conclusion admise, il est facile de se rendre compte que ce censier, tel qu'il nous est parvenu, est une simple copie, et non pas une œuvre originale. Il suffit, pour s'en convaincre, de signaler les mots laissés en blanc ⁽²⁾, les fautes de transcription ⁽³⁾, les corrections, les rappels ⁽⁴⁾ et certains passages inintelligibles qui

(1) Au chap. 3, le rédacteur part de l'écart le plus éloigné (Wimmenau) pour se rapprocher d'Offwiller, qu'il inventorie en dernier lieu. Au chap. 4, le rédacteur consacre son premier paragraphe au chef-lieu Obermodern, qui occupe le centre du groupe domanial, puis il passe en revue les écarts, en commençant par le sud (Kirrwiller) pour, ensuite, se diriger vers l'ouest (Menchhoffen) et l'est (Zutzendorf).

(2) Chap. 3 : « Ad Offelwilre... et in Natali Domini unusquisque mansus dat V modios... et IIII pullos » (Le mot *modios* est suivi d'un blanc correspondant à la valeur de deux ou trois mots).

(3) Chap. 3, le scribe écrit *Rocbabc* pour *Rotbabc* ; au même chapitre dans le passage : « Ad Offelwilre sunt VI mansi ; horum II et dimidius servient... », il faut manifestement lire « Ad Offelwilre sunt VII mansi ; horum V et dimidius servient », ainsi qu'il ressort du contexte ; enfin, à la fin du même chapitre, dans le passage « Predicta siquidem aeclesia... debet presbiter domino abbati », il faut corriger *predicta* en *pro dicta*.

(4) Chap. 3 : Dans le passage : « qui tertiam partem accipit in porcis eadem silva pascuatis », le scribe a corrigé *portis* en *porcis* ; dans le passage « Predicta (pour *pro dicta*) siquidem aeclesia, quia communi fisco videtur dotata esse, debet presbiter domino abbati suoque divisorii... X modios avenae, XXX^a villos quod dicunt bozzon lini » des signes de rappel, placés au-dessus des mots intéressés, invitent à lire : « ...videtur esse dotata... XXX^a villos lini quod dicunt bozzon ». Enfin, au même chap. 3, au-dessus du passage : « In estivali opere V ebdomadas ubi volueris... », le scribe a

sont probablement des interpolations introduites après coup dans les interlignes de l'original, et que le scribe de la pancarte n'est pas arrivé à déchiffrer correctement ⁽¹⁾. Au total, il faut voir, dans les trois inventaires de la pancarte, un fragment détaché d'un censier général des possessions de Bouzonville, censier général dont il nous reste à déterminer la date de rédaction.

Les seules données chronologiques certaines se rencontrent au chap. 3. Dans ce chapitre le rédacteur mentionne, on s'en souvient, à plusieurs reprises, sous le nom et le titre de « Adalbertus divisor noster », un personnage qui exerce, à Offwiller et à Wimmenau, certains droits en indivis avec l'abbaye de Bouzonville ; de plus, le même rédacteur, signalant au chef-lieu du groupe Offwiller, parmi les éléments de la réserve, un bois, évalue sa superficie à 4 manses et ajoute que 4 autres manses du même bois ont été ravagés par le comte G. Il paraît à peu près certain qu'il faut identifier le *divisor* d'Offwiller avec Adalbert, avoué de Rothbach, ancêtre de la famille des comtes de Lichtenberg, et le personnage, dont l'initiale seule nous a été transmise, avec le landgraf d'Alsace Gottfried de Hombourg. Comme une notice, provenant des archives de l'abbaye cistercienne de Neubourg, en Basse-Alsace, relate la destruction, opérée en 1174 par le landgraf Gottfried, de la grange de Seelhofen ⁽²⁾, édifiée par les moines de Neubourg dans le voisinage immédiat d'Offwiller, c'est probablement au cours de cette expédition de brigandage que le comte étendit ses déprédations au bois de l'abbaye de Bouzonville ; si cette hypothèse se vérifiait, il faudrait placer la rédaction du censier de Bouzonville après 1174 ⁽³⁾. D'autre

écrit en interligne « vel jussum fuerit ». Cette correction prend tout son sens si l'on admet que le copiste, voulant corriger une première étourderie, en a commis une seconde en oubliant le mot *quodcumque* qui, sur l'original, devait se trouver entre *vel* et *jussum*. (« vel quodcumque jussum fuerit »). Le propre, en effet, du travail à la semaine exigé des tenanciers, c'est que ceux-ci peuvent être employés sur n'importe quel domaine et à n'importe quelle tâche.

⁽¹⁾ C'est le cas certainement pour le passage sur le ban dont jouit l'abbaye à Offwiller et dans les *villae* environnantes. Ce passage a été reproduit p. 459, n. 1 ; il se poursuit ainsi : « Conditioni obolum ; V solidos madio ». On a cherché à interpréter la première de ces deux mentions (p. 458, n. 5) ; il faut renoncer à fournir une explication quelconque de la seconde.

⁽²⁾ Cette grange se trouvait à l'emplacement de l'actuelle maison forestière de Seelberg, comm. Rothbach.

⁽³⁾ La notice concernant la destruction de la grange de Seelhofen n'est plus connue que par l'édition qu'en a donnée Schöppfin, *Alsatia diplomatica*, I, p. 261, n° 318. Aux termes de cette notice non datée, le landgraf Gottfried (« Godefridus comes provincialis qui dominium habebat apud Humburch... ») se serait jeté sur l'alleu de Seelhofen, jadis donné aux moines de Neubourg par l'empereur Frédéric

part, cette même rédaction doit être antérieure à 1179, ainsi qu'il résulte du grattage opéré sur le chap. 1 du censier. Le nom de la *villa*, inventoriée dans ce chapitre, est aujourd'hui à peu près indéchiffrable, mais, à en juger par le nombre et l'aspect des lettres, il semble bien que ce nom ne puisse s'appliquer à aucune des localités mentionnées dans la bulle de confirmation de 1179. Dans ces conditions, il est probable que le domaine, inventorié au chap. 1, était sorti, par voie d'aliénation, du patrimoine de l'abbaye, au moment où fut rédigée la pancarte, objet de la présente étude ; c'est par erreur que le scribe a transcrit cet inventaire, devenu sans objet, et c'est pour réparer cette bévue que le passage a été supprimé, au moyen d'un vigoureux grattage ⁽¹⁾. Si les limites précises que nous proposons d'assigner à la rédaction du censier ne paraissaient pas d'une probabilité suffisante, il resterait, toutefois, bien établi, en raison de la mention d'Adalbert et de Gottfried, que le censier appartient au troisième quart du XII^e siècle et qu'il est antérieur, par suite, d'un quart de siècle environ à la mise en œuvre de la pancarte.

I^{er}, et les aurait chassés de la grange construite par eux sur cet alleu. Les déprédations du landgraf auraient eu lieu au moment où Frédéric I^{er} entra en Lombardie (septembre 1174) et c'est au moment où l'empereur était en train d'assiéger Alexandrie (octobre 1174—avril 1175), que les moines lui auraient présenté leurs réclamations, en vue de rentrer en possession de l'alleu de Seelhofen. La notice raconte comment Frédéric I^{er} fit déterminer, en présence de deux de ses représentants, le comte Gottfried et « Albertum cognomento Mule advocatum de Robach et filium ejus Wilhelmum », les limites de l'alleu des moines à Seelhofen. Lehmann, *Urkundliche Geschichte der Grafschaft Hanau-Lichtenberg*, I, p. 17-18, n'hésite pas à voir, dans cet Albert, avoué de Rothbach, dont les terres étaient voisines de l'alleu de Seelhofen et qui, d'ailleurs, paraît bien avoir été le complice du landgraf Gottfried, l'ancêtre de la famille des Hanau-Lichtenberg.

Lehmann, qui donne l'analyse de la notice (p. 18), ajoute que celle-ci fut sanctionnée par un diplôme impérial, rendu par Frédéric I^{er}, à Haguenau, en 1165, et il reproduit même (p. 18, n. 1) la datation du prétendu diplôme. Cette datation étant inadmissible, il est probable que Lehmann a eu, entre les mains, un faux diplôme de Frédéric I^{er}, fabriqué par les moines de Neubourg, au moyen des éléments que leur fournissait la notice conservée dans leurs archives, mais nous n'avons pas trouvé trace de ce diplôme dans le fonds de l'abbaye de Neubourg, aux archives départementales du Bas-Rhin.

⁽¹⁾ L'un des rares passages du chap. 1 qui soit encore à peu près lisible, se trouve *in fine* : « Est etiam ibi (suivent deux ou trois mots indéchiffrables) quod sine censu servit omni II^a feria... ». Comme on le verra par la suite, un type de tenure analogue se rencontre à Zissen dans l'Eifel. Faut-il en déduire que le domaine, inventorié au chap. I, se trouvait dans la même région que Zissen et que, sur le censier général, les domaines de l'Eifel précédaient immédiatement ceux du groupe oriental? Nous nous contentons de poser la question.

A la différence des chapitres de censier, dont il vient d'être question, les cinq notes, qui se répartissent entre les colonnes III et IV de la pancarte, ont été souvent éditées et commentées, en raison des renseignements qu'elles apportent sur les ancêtres de Gérard d'Alsace, fondateur de la seconde maison ducale de Haute-Lorraine⁽¹⁾. Toutefois, les différents auteurs qui ont utilisé ces notes, l'ont fait sans critique et sans même paraître soupçonner le caractère exceptionnel de ces documents singuliers. Documents si singuliers qu'on hésite dans le choix du nom qu'il convient de leur réserver. Certains auteurs parlent de la « charte de fondation de Bouzonville »⁽²⁾, mais le terme est tout à fait impropre, puisqu'il sous-entend une certaine unité de forme et d'intention, qu'on chercherait en vain dans ces documents multiples, nettement séparés l'un de l'autre par le scribe qui les a transcrits et remplis de données contradictoires. Parler de la « chronique de Bouzonville » serait tout aussi inexact, car le propre d'une chronique, quelle que soit la maladresse de son auteur, est de présenter les faits dans un ordre chronologique satisfaisant, qui évite les redites trop fréquentes ; or, le texte qui nous occupe est loin de remplir ces conditions. La note 1 raconte l'histoire de l'abbaye de Bouzonville jusqu'en 1123 ; la note 2 reprend le même récit, sous une forme plus brève, et le poursuit jusqu'en plein XII^e siècle ; quant à la note 3, elle s'arrête en 1043⁽³⁾. D'autres auteurs ont qualifié de « notices » ces différents documents⁽⁴⁾ et de fait, le terme paraît convenir à certains d'entre eux ; c'est le cas pour la note 3, simple copie d'une notice qui rappelle la consécration, par l'évêque de

(¹) Voir sur ces éditions, p. 453, n. 4.

(²) L'expression de « Carta foundationis Bozonisvillae », souvent employée par les auteurs qui ont édité ou commenté les notes historiques de la pancarte, paraît avoir été mise à la mode par D. Calmet, *H. L.*, I (1728), p. 1123, note a. ; mais, déjà, le P. Benoît-Picart, *L'origine de la très illustre maison de Lorraine*, (1704), p. 163, emploie l'expression « Carta Busonisvillae » et, avant lui, J. Vignier, *La véritable origine des très-illustres maisons d'Alsace, de Lorraine...* (1649), p. 97, semble considérer l'ensemble des notes historiques de la pancarte comme formant un seul acte diplomatique.

(³) J. Vignier, Benoît-Picart et D. Calmet, qui appliquent expressément ou tacitement à l'ensemble des notes le terme de charte, emploient également, à leur propos, des expressions telles que : « Mémoires ou Histoire de la fondation de l'abbaye de Bouzonville ». Parmi les modernes, Witte, *J. G. L. G.*, V, 2 (1893), p. 58, n. 2, pense que les notes constituent une histoire de la fondation (*Gründungsgeschichte*) de l'abbaye ; il concède que les différents chapitres de cette histoire sont mal reliés entre eux, mais il voit, dans la naïveté du compilateur, la meilleure garantie de l'historicité des faits qu'il relate. On verra plus loin ce qu'il faut penser de cette prétendue valeur historique des notes.

(⁴) Ainsi Holder-Egger, qui a publié les notes sous le titre de : « Notitiae foundationis monasterii Bosonisvillae » (sur cette édition, voir p. 453, n. 4).

Metz Thierry II, le 31 janvier 1033, de la chapelle abbatiale de Bouzonville ; le terme de notice convient, par contre, assez mal à la note 4, qui reproduit, d'après le *Liber Vitae* de l'abbaye, la liste de quelques-uns de ses bienfaiteurs ⁽¹⁾. Quant aux notes 1, 2 et 5, elles ne répondent nullement à la définition de la notice ; sans doute, chacune paraît avoir pour objet essentiel de conserver le souvenir d'un acte juridique précis : règlement d'avouerie promulgué, en 1123, par Thierry de Bitche, fils du duc Thierry II (note 1), concession d'un statut nouveau aux tenanciers du domaine de Wormeldange (note 2), règlement d'avouerie du comte de Metz, Gérard II, en 1043 ; mais il est surprenant que le rédacteur ne consigne le fait juridique précis, objet prétendu de la notice, qu'après avoir raconté des faits antérieurs et sans rapport apparent avec celui-ci. En désespoir de cause, nous avons qualifié jusqu'alors les documents transcrits dans les colonnes III et IV du terme vague de notes historiques, qui ne préjuge pas de leur véritable caractère ; il est temps, maintenant, d'étudier ces notes de plus près et surtout de déterminer leur rapport avec les censiers particuliers auxquels elles se trouvent juxtaposées.

Pour résoudre le problème, il faut admettre que les notes historiques, à l'exception des notes 3 et 4, et à la différence des censiers des colonnes I et II, sont l'œuvre personnelle du scribe qui les a consignées sur la pancarte et que le travail d'inscription de ces notes s'est opéré dans les conditions suivantes. Le rédacteur de la pancarte a réservé, en principe, chacune des colonnes III et IV à l'un des deux documents essentiels qu'il se proposait de consigner, c'est-à-dire aux notes 1 et 2, voulant ainsi affirmer l'individualité propre à chacun de ces documents. La note 1 remplit presque entièrement la colonne III ; en revanche, la colonne IV est occupée, en partie seulement, par la note 2. Son travail terminé, et afin d'équilibrer le texte des deux colonnes, le rédacteur a transcrit, à la suite de la note 2, les notes 3 et 4 ; puis, n'ayant pas encore complètement épuisé la place disponible, il a écrit la note 5, qui reprend, pour les développer, des faits mentionnés rapidement, et

(1) Cette liste débute par « Adalbertus comes atque domina Juditha ejus insignis femina ; Gerhardus comes, Gisila et illius proles inclita » et se poursuit par 11 autres noms, en tête desquels figurent ceux d'Adalbertus et de Gerhardus, enfants du comte Gérard II et de Gisèle ; il s'agit là d'Adalbert III et de Gérard III, qui, tour à tour, furent investis du duché de Haute-Lorraine, en 1047 et en 1048. En ce qui concerne les 9 autres bienfaiteurs, c'est bien à tort que les généalogistes ont voulu voir en eux des enfants du comte Gérard II et de Gisèle. Le scribe qui a transcrit la note 4 a reproduit, tel quel, un passage du *Liber Vitae*, où les noms d'Adalbert, fondateur de l'abbaye, de son fils Gérard II et de ses petits-fils, Adalbert et Gérard, étaient suivis d'autres noms de bienfaiteurs, sans aucun rapport avec la maison ducale de Lorraine.

par voie d'allusion, dans la note 1 ⁽¹⁾. Il suffit d'insérer la note 5 dans la note 1, à la place que lui assigne l'ordre chronologique des événements et de faire abstraction des notes 3 et 4, pour ramener les énigmatiques notes historiques à deux documents (notes 1-5 et note 2) qui présentent chacun une remarquable unité et un sens parfaitement clair.

Le groupe des notes 1 et 2 raconte, avec quelque détail, l'histoire de l'abbaye depuis ses débuts, jusqu'en 1123. L'abbaye, fondée et dotée par le comte Adalbert et son épouse Judith, est consacrée, le 31 janvier 1033, par l'évêque de Metz Thierry II. Le comte Adalbert étant mort quelques mois plus tard ⁽²⁾, c'est son fils, le comte de Metz Gérard II, qui, de sa propre autorité, place l'abbé Conon à la tête de la nouvelle abbaye ⁽³⁾ ; c'est lui également qui désigne l'avoué de l'abbaye, dont il fixe les droits, avec précision, par une notice de 1043, mentionnée dans la note 1 et analysée avec détail dans la note 5. L'avoué, en vertu de ce règlement, n'aura droit qu'au tiers des amendes prononcées au cours des trois plaids généraux annuels (*comitia*) ; le « service » que doit lui fournir, à cette occasion, le maire de chaque seigneurie est strictement limité ; enfin, les sergents à cheval, établis sur les domaines de l'abbaye par le comte, quelques années auparavant,

(1) La note 5, qui analyse en détail le règlement d'avouerie de 1043, œuvre du comte Gérard II, débute par : « Gerhardus namque comes praefatus... » et se trouve ainsi gauchement reliée à la liste des bienfaiteurs (note 4) qui mentionne, parmi ces bienfaiteurs, le comte Gérard II.

(2) Après avoir raconté la consécration de l'église abbatiale, la note 1 ajoute : « His ita rite dispositis, comes supradictus post annum moriens in choro Stae Crucis est sepultus... ». Ce passage a mis à une terrible épreuve l'ingéniosité des historiens qui se sont occupés de la « charte de fondation de Bouzonville ». En effet, la consécration ayant eu lieu le 31 janvier 1033 (note 3), le comte Adalbert serait mort au début de l'année 1034 ; or, dès le 30 juin 1033, on voit le comte Gérard II faire une donation à St-Bénigne de Dijon pour l'âme de son père Adalbert (voir entre autres Witte, *J.G.L.G.*, V, 2, p. 65 et sq.). La contradiction se résout très facilement, si l'on comprend qu'Adalbert est mort dans l'année qui suivit, non pas la consécration de l'église abbatiale, mais son retour de Terre-Sainte. C'est de son pèlerinage à Jérusalem que le comte avait rapporté un fragment de la vraie Croix, dont il gratifia la nouvelle abbaye, construite par sa femme durant son absence.

Adalbert a dû mourir entre le 31 janvier et le 30 juin 1033 ; il a eu à peine le temps de constituer, à la nouvelle abbaye, son patrimoine ; en tout cas, il n'a pas eu le temps de pourvoir à l'administration de ce patrimoine. Cette tâche était réservée à son fils, le comte Gérard II, après qu'il eut augmenté sensiblement la dotation de l'abbaye.

(3) Il n'y a pas de raison pour révoquer, sur ce point, le témoignage de la note 1. Il est probable que la nouvelle abbaye fut gouvernée, durant les premiers mois de son existence, et jusqu'à la désignation de l'abbé Conon, par Poppon de Stavelot, ainsi qu'il ressort de la *Vita Popponis*, cap. 19, (*M.G.H.*, SS., XI, p. 305).

échappent entièrement à l'autorité de l'avoué ⁽¹⁾. Après la mort du comte Gérard II, en 1045 ⁽²⁾, le *dominium* exercé par celui-ci sur l'abbaye passe successivement à ses deux fils, au comte Olry et au duc Gérard I^{er}. A une date qui se place entre 1049 et 1051, le duc invite le pape Léon IX à venir visiter l'abbaye ⁽³⁾; le pape, répondant à cette invitation, vient à Bouzonville et, durant son séjour, concède une paix spéciale, renforcée par la sanction de l'anathème, à l'abbaye et à l'*atrium* qui l'entoure; de son côté, le duc profite de la présence du pape pour renouveler, dans des conditions particulièrement solennelles, le règlement d'avouerie de 1043. A la mort du duc Gérard I^{er} ⁽⁴⁾, en 1070, son fils, le duc Thierry II, cède à l'évêque de Metz, Adalbéron III, le *dominium* sur l'abbaye, ne conservant que le droit de haute avouerie ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ La note 5 présente l'institution des sergents à cheval comme antérieure au règlement d'avouerie de 1043. Ces sergents à cheval (« servientes, qui abbati fratribusque acquitando servirent ») étaient chargés, avec leurs fils, d'accompagner l'abbé ou les moines dans leurs tournées et de porter leurs messages. Leur service (ou peut-être seulement le service des messages?) était requis « infra provinciam », terme qui désigne, sans doute, le duché de Lorraine; ainsi s'explique la mention, dans le censier de Rahling (cf. p. 456) et dans celui de Loutzwiller (cf. *infra*, p. 478) d'une corvée de message incombant aux manses et destinée à relier ces deux domaines lorrains, les plus orientaux, avec les biens d'Alsace, situés en dehors de la zone d'action normale des *servientes*.

⁽²⁾ D'après la note 1, le comte Gérard II serait mort « XII^o anno post mortem patris », c'est-à-dire, d'après ce qui précède, en 1045.

⁽³⁾ Si l'on s'en rapporte à l'itinéraire de Léon IX (Jaffé-Lœwenfeld, I, p 529 et sq.), le séjour du pape à Bouzonville se placerait en septembre 1049, ou en décembre 1050-janvier 1051.

⁽⁴⁾ Le comte Gérard II meurt, suivi de peu, semble-t-il, par son épouse Gisèle « succedentibus sibi filiis Odelrico videlicet comite et Gerharδο duce. Isti namque parentum suorum liberalitatem sequuti fratres et familiam eis datam benivolentia custodiare omni sicque immature ambo vitam morte mutavere... ». On voit mal comment les deux fils du comte Gérard II, le comte Olry et le duc Gérard I^{er}, ont pu succéder ensemble à leurs parents dans l'exercice du *dominium* détenu par ceux-ci sur l'abbaye de Bouzonville. Peut-être faut-il comprendre que le duc Gérard I^{er}, ayant hérité de ce *dominium* à la mort de son père, inféoda l'avouerie de l'abbaye à son frère, le comte Olry. D'ailleurs, visiblement, le rédacteur de la note 1 a passé très vite sur le duc Gérard I^{er}, sur lequel sa documentation paraît des plus pauvres et d'ailleurs inexacte. Disposant de peu de renseignements, il masque son ignorance en faisant mourir les deux frères à la fleur de l'âge; en réalité, Gérard I^{er} fut duc de 1048 à 1070 et son frère Olry est encore mentionné dans une charte de 1065 (Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 7).

⁽⁵⁾ Cette cession se placerait en 1070-72. D'après la note 1, c'est alors qu'il était encore enfant, que le futur duc Thierry II, élevé à la cour de l'évêque de Metz, Adalbéron III, aurait promis au prélat de lui échanger le *dominium* sur l'abbaye de Bouzonville contre le château de Commercy. La promesse fut ratifiée par le jeune prince, après qu'il eut succédé à son père, Gérard I^{er}, mais il ne semble pas que la clause concernant Commercy ait jamais été exécutée. Le passage sur l'application de ce

A la mort de Thierry II en 1115, l'avouerie de Bouzonville passe à l'un de ses fils, Thierry de Bitche ; comme les sous-avoués accablent, à ce moment, de leurs exactions, les hommes de l'abbaye, les moines vont porter leurs plaintes à Thierry de Bitche qui, en 1123, fait lire, dans une assemblée solennelle, la charte de son aïeul le duc Gérard I^{er} (1), en renouvelle les clauses et met en demeure les sous-avoués de se conformer à ses prescriptions. La note 1 prend fin avec l'analyse de cette charte d'avouerie, dont elle reproduit la date et la liste des témoins.

La note 2 est beaucoup plus succincte. Elle aussi prend, pour point de départ, la fondation de l'abbaye par le comte Adalbert ; elle raconte ensuite la consécration de 1033 et insiste sur un ensemble de mesures promulguées par le comte Gérard, à une date inconnue, mais antérieure, en tout cas, à 1043, en vue de déterminer les droits de l'abbaye sur ses domaines et sur ses hommes (2). Autant qu'on puisse en juger par les termes parfois vagues, et peut-être volontairement obscurs, dont se sert le rédacteur de la note, le comte aurait sanctionné la coutume des différents domaines ; il aurait, en outre, assigné, à certains hommes de l'abbaye, des fiefs de sergents à cheval ; enfin, il aurait fixé le taux du droit de mainmorte, exigé, tant des hommes de la *familia* de l'abbaye, que de tout tenancier domicilié dans les limites de son ban (3). Le rédac-

traité mutilé et effacé sur l'original, a été restitué, à l'époque moderne, d'une façon souvent fantaisiste (cf. p. 453, n. 4). Il semble que l'abbé Conon, jadis désigné par le comte Gérard II, soit resté à la tête de l'abbaye, après avoir reçu de l'évêque de Metz l'investiture du temporel.

(1) La note 1, analysant la charte de Thierry de Bitche de 1123, déclare que celui-ci, accueillant avec bienveillance la plainte des moines, fit lire devant sa cour « kartam domni Leonis papae et avi sui Gerhardi ». Qu'était cette charte, mise ainsi sous le double nom du pape et du duc ? Nous pensons qu'il s'agit d'une bulle par laquelle Léon IX promulgait et confirmait une notice du duc Gérard I^{er}, renouvelant le règlement d'avouerie de 1043.

(2) En réalité, la note 2 attribue ce règlement au comte Adalbert, fondateur de l'abbaye, mais c'est là une des erreurs dont le rédacteur, comme on le verra par la suite, est coutumier. Lui-même raconte que ce règlement fut promulgué à l'instigation de l'abbé Conon, qui aurait été désigné seulement par le comte Gérard II (note 1) (cf. p. 470, n. 3) ; d'autre part, il attribue au prétendu règlement du comte Adalbert l'institution des sergents à cheval, alors que la notice de 1043 (note 5) en fait honneur au comte Gérard II. On a montré plus haut (p. 470, n. 2) qu'Adalbert est mort prématurément, sans avoir eu le temps de pourvoir à l'administration du temporel de l'abbaye.

(3) « Constituit [Adalbertus comes et marchio ; *entendez Gerardus comes*] familie supradicto loco tradite iuridicia rectitudinis, ut quidam eorum abbati et fratribus beneficiati æquitando servirent, alii omnes census et alia constituta hereditario jure darent quamdiu viverent. Si quis autem de familie hac vel advena, in banno Stæ Crucis hereditatus, mortuus fuerit, si equum vel bovem vel quicquid melius in mobilibus reliquerit, indigena capitali et advena aralicio jure domino dare debebit, quod in Niddensi pago et in toto ducatu Lotharingiae servatur usque hodie ».

teur de la note, pour mieux souligner le caractère perpétuel du statut promulgué par le comte Gérard, signale, à titre d'exception unique, les modifications apportées aux charges des tenanciers de Wormeldange⁽¹⁾. Cette fois encore, le document prend fin avec une analyse de la notice établie lors de la concession aux hommes de Wormeldange d'un régime de faveur, notice non datée, dont il reproduit la liste des témoins ⁽²⁾.

De cette analyse, il résulte que le scribe, qui a rempli les colonnes III et IV de la pancarte, a réservé, en principe, ces deux colonnes à deux sortes de mementos, qui sont son œuvre personnelle et pour lesquels il a utilisé quelques brèves mentions inscrites au *Liber Vitae* de l'abbaye, ainsi que les chartes et notices conservées dans ses archives. L'œuvre est des plus médiocres, au point de vue historique, et ne mérite nullement la confiance que lui ont accordée les historiens. L'auteur des mementos transcrit de manière incorrecte les documents qu'il utilise ⁽³⁾, les interprète de manière erronée et commet des confusions et des anachronismes ⁽⁴⁾. Une de ces erreurs les plus grossières, erreur si surprenante que les commentateurs n'ont pas manqué de la relever, est celle qui consiste à placer, au temps du comte Gérard II, soit de 1033 à 1045, la visite du pape Léon IX à Bouzonville et à confondre, de manière constante, le duc Gérard I^{er} avec son père, le comte de Metz

(1) Voir le texte du passage en question dans Würth-Paquet, *op. cit.*, p. 233, en corrigeant « sex hamas vini aut *solidos* denariorum dare » en « sex hamas vini aut *sex siclos* denariorum dare ». — Dans ce passage, le rédacteur analyse, d'une manière succincte, une notice qu'il a eue sous les yeux, mais il s'en faut que son analyse soit toujours très claire. Il semble que la notice réglait, de la manière suivante, les charges des tenanciers ruinés par les exactions des avoués. Les charges étaient réduites à 6 *hamas* de vin, ou à 6 sous, les années de vendange médiocre (il faut entendre qu'il s'agit là de la redevance imposée à l'unité de tenure); 4 *hamas* étaient versées aux moines, les 2 autres réparties également entre tous les tenanciers; c'était une manière de leur constituer un capital pour pouvoir s'acquitter l'année suivante et c'était surtout une manière d'avantager les petits exploitants. Par la suite, un moine de Bouzonville, sans doute un prévôt, qui avait Wormeldange dans son ressort, aurait complété la première concession en répartissant 12 sous entre tous les tenanciers, pour leur permettre de s'acquitter de la redevance en argent, les années de vendange médiocre.

(2) Nous n'avons pu identifier aucun des témoins de la notice, que nous avons dû, par suite, renoncer à dater, même approximativement.

(3) C'est ainsi que, transcrivant la notice de 1123, il écrit *coditia* (sic) et *conditiabiliter* au lieu de *comitia* et *comitaliter* (voir la même faute dans la copie du chap. 3 du censier partiel, p. 458, n. 5).

(4) C'est ainsi que, dans la note 2, il attribue au comte Adalbert un ensemble de mesures qui sont certainement l'œuvre du comte Gérard II (cf. p. 472, n. 2).

Gérard II ⁽¹⁾. Mais, au fond, ces erreurs importent peu à qui se préoccupe

(1) Brunon, évêque de Toul, qui fut pape sous le nom de Léon IX, de 1048 à 1054, n'a pu venir bénir l'église abbatiale de Bouzonville au temps du comte Gérard II, mort en 1045. Pour résoudre la contradiction contenue dans les notes de la pancarte de Bouzonville, la plupart des commentateurs admettent que l'évêque Brunon est venu à Bouzonville avant son élévation au pontificat et que le rédacteur a parlé du pape Léon IX (« Romanum pontificem domnum Leonem ») par anticipation. Mais ce système d'explication est inadmissible. Il ressort du récit même des notes que c'est comme pape, comme successeur de St Pierre, que Léon IX a concédé à l'abbaye une paix spéciale ; d'autre part, analysant la charte de Thierry de Bitche de 1123, le rédacteur, dans la note 1, déclare que celui-ci fit lire en sa présence « kartam domni Leonis papae et avi sui Gerhardi », ce qui suppose la présence simultanée, à Bouzonville, du pape Léon IX et du duc Gérard I^{er}, car, à ce dernier seul, peut convenir le terme d'*avus* que lui décerne Thierry de Bitche.

Puisqu'il est impossible de justifier l'erreur commise par le rédacteur, il faut dépister les causes de cette erreur et se demander s'il s'agit d'une confusion volontaire ou d'un simple lapsus.

Supposer que le rédacteur s'est trompé de bonne foi, c'est admettre qu'il n'avait pas, à sa disposition, le règlement d'avouerie promulgué par le duc Gérard I^{er}, en présence du pape Léon IX, ou la bulle du pape confirmant ce règlement ; en effet, la simple vue de ce document, qui devait faire mention de Gérard I^{er}, sous le titre de « Gerardus dux », aurait suffi à l'éclairer sur la véritable personnalité de Gérard et l'aurait empêché de confondre le fils et le père. Il faudrait admettre également que le rédacteur des notes, élargissant le sens habituel du mot *avus*, a compris que Thierry de Bitche appliquait ce terme, non pas à son grand-père, le duc Gérard I^{er}, mais à son arrière-grand-père, le comte Gérard II. A vrai dire, ces différentes hypothèses ne sont guère vraisemblables ; en particulier, on ne voit pas pourquoi les archives de l'abbaye, qui, à la fin du XII^e siècle, possédaient encore le texte des chartes de 1043 et de 1123, et celui de la bulle de Léon IX concédant une paix spéciale à l'abbaye, n'auraient conservé aucune copie de la charte du duc Gérard I^{er} ou de la bulle de Léon IX confirmant les stipulations de cette dernière.

L'autre explication, qui mérite d'être retenue, suppose, que le rédacteur a commis une erreur volontaire. Le voyage du pape Léon IX à Bouzonville, au temps du duc Gérard I^{er}, étant un fait bien établi, le rédacteur a antidaté ce voyage, de manière à le placer au temps du comte Gérard II ; dans son récit, le comte paraît agir à l'instigation du pape et, de la sorte, le plus ancien règlement d'avouerie de l'abbaye se trouve placé, indirectement, sous la garantie du pape. Ce déplacement de date a eu pour résultat de rejeter dans l'ombre l'activité du duc Gérard I^{er}, au sujet duquel le rédacteur feint d'être mal renseigné et qu'il expédie, d'ailleurs, dans l'autre monde, avec une charmante désinvolture (cf. p. 471, n. 4).

De même que le rédacteur a antidaté la présence du pape Léon IX à Bouzonville, de manière à placer sous la sauvegarde pontificale le plus ancien règlement d'avouerie, promulgué au profit de l'abbaye, de même, antidatant le statut domanial concédé par le comte Gérard II, il l'a mis au compte du fondateur même de l'abbaye (cf. p. 472, n. 2). Cette fois encore, il s'agit probablement d'une erreur volontaire, le rédacteur ayant intérêt à reculer, dans un passé aussi éloigné que possible, un ensemble de dispositions qui déterminaient les droits de l'abbaye sur les hommes et sur les terres de ses domaines.

seulement des intentions qui ont guidé le rédacteur dans son travail. Or, ces intentions se laissent découvrir sans difficulté, dès qu'on groupe les notes historiques de la pancarte, selon le principe formulé précédemment. Le document formé par la réunion des notes 1 et 5 est un memento, qui rappelle tous les règlements d'avouerie promulgués, au mieux des intérêts des moines, par les ducs de Lorraine, dont le rédacteur souligne, en toute occasion, la pieuse et constante sollicitude envers l'abbaye fondée par leur ancêtre, le comte Adalbert. En 1049-1051, le duc Gérard I^{er} sanctionne le règlement d'avouerie promulgué en 1043 par son père, le comte Gérard II ; entre 1070 et 1072, le duc Thierry II, fils et successeur de Gérard I^{er}, abandonne à l'évêque de Metz le *dominium* sur l'abbaye et ne conserve que l'avouerie, conçue comme un droit de protection générale ; l'avouerie ayant été inféodée à un cadet de la maison de Lorraine, Thierry de Bitche, celui-ci, à l'exemple de ses ancêtres, intervient contre les sous-avoués et les rappelle au respect du règlement de 1043, qui est renouvelé, une fois encore, en 1123. Quant au second document (note 2), c'est, lui aussi, un memento, mais, cette fois, le rédacteur s'est placé à un point de vue entièrement différent ; ce ne sont plus les droits de l'avoué qui sont en jeu, ce sont ceux de l'abbaye sur ses domaines et sur ses hommes. Le but manifeste du rédacteur est de placer le statut des différents domaines de l'abbaye, tel qu'il était appliqué de son temps, sous la sauvegarde du comte Gérard II ⁽¹⁾ et de créer une confusion entre les censiers transcrits dans les colonnes I et II de la pancarte et la constitution domaniale, sanctionnée par le comte, au lendemain même de la fondation de l'abbaye.

Si tel est le sens des deux mementos juxtaposés au censier des domaines de la région de Bitche, la pancarte de Bouzonville apparaît comme formée de documents qui se complètent et qui sont étroitement associés les uns aux autres ; elle prend ainsi la valeur d'un tableau général des droits revendiqués par l'abbaye, non pas sur l'ensemble de son patrimoine, mais sur des domaines compris dans un groupe géographique bien défini qui, en raison de sa situation un peu excentrique, pouvait réserver à l'administration des moines de sérieux embarras. D'autre part, en raison même de la zone restreinte à laquelle il s'applique, ce tableau des droits de l'abbaye ne prend sa pleine signification, que s'il est une œuvre de circonstance, poursuivant un but immédiat, s'il a la valeur d'un « mémoire justificatif », destiné à appuyer des revendications d'un ordre précis. Or, si l'on se souvient de

(1) Le récit du rédacteur de la note 2 tend même, comme on l'a indiqué, à placer ce statut sous la sauvegarde du comte Adalbert, fondateur de l'abbaye.

la place d'honneur que le rédacteur des mementos accorde aux règlements d'avouerie, on sera amené, tout naturellement, à mettre la pancarte en rapport avec des attaques dirigées par les avoués contre les domaines de la région de Bitche. Le peu que nous savons de l'histoire de l'avouerie de Bouzonville, au cours du XII^e siècle, n'infirme pas cette explication. Du récit consigné dans le memento 1, il apparaît que le droit d'avouerie sur l'abbaye, ou peut-être, plus simplement, le droit d'avouerie sur les domaines de la région de Bitche, avait été inféodé, après 1115, au seigneur de Bitche ⁽¹⁾ ; on a tout lieu de croire que ce droit d'avouerie, ainsi rattaché à la seigneurie de Bitche, suivit les destinées de cette seigneurie. Celle-ci, après avoir constitué un apanage au profit de Thierry de Bitche, fils du duc Thierry II, fit retour au domaine ducal quand, en 1128, Thierry fit valoir, avec succès, ses droits au comté de Flandre ⁽²⁾. La seigneurie de Bitche fut détachée, une fois encore, du domaine ducal sous Mathieu I^{er}, qui, à une date antérieure à 1172, en investit son cadet Ferry, fondateur de la seconde maison de Bitche ⁽³⁾. C'est ce Ferry I^{er} qui devait exercer l'avouerie sur les do-

⁽¹⁾ On conçoit mal, en effet, que le seigneur de Bitche ait exercé l'avouerie sur des domaines aussi éloignés de sa seigneurie que ceux de Zissen ou Wormeldange.

⁽²⁾ Le principal document sur la seigneurie de Bitche, dans la première moitié du XII^e siècle, est une lettre du duc Mathieu I^{er}, adressée, vers 1157, au comte de Saarwerden pour l'inviter à respecter les terres et les hommes de ladite seigneurie, au cours de sa guerre contre les comtes de Deux-Ponts et de Blieskastel (Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, Catalogue, n° 46). La lettre, pour établir l'origine des droits du duc de Lorraine sur la seigneurie de Bitche, trace de celle-ci un rapide aperçu historique ; de plus, elle donne la liste des localités comprises dans la seigneurie. Parmi ces localités on trouve Rahling et Lcutzwiller, où l'abbaye de Bouzonville avait un domaine, dont il sera question plus loin. La seigneurie englobait en outre Wersingen (disparu, comm. Lorentzen) vers le sud-ouest ; Oermingen, vers l'ouest ; Gersheim, Brenschelbach et Bottenbach, vers le nord. Vers le sud-est, la limite était formée par une ligne idéale, allant de Wersingen (et non de Gersheim comme le dit à tort le rédacteur qui, faute de carte, se représente mal les points extrêmes de la frontière) à Pirmasens. Toute la partie sud-est de la seigneurie était encore, au milieu du XII^e siècle, occupée par la forêt et, de ce côté, les frontières sont données, avec quelque précision, par une charte de Mathieu I^{er}, de 1170 environ, qui indique les limites dans lesquelles le duc exerçait le ban forestier dans cette région (Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, Catalogue, n° 71). La limite indiquée court depuis le Breitenstein (1500 mètres sud-est de Meisenthal), au sud-ouest, jusqu'à Pirmasens, au nord-est, en passant par Mouterhouse, Neunhoffen (comm. Dambach) et Niedersteinbach.

⁽³⁾ Duvernoy, *Le duc de Lorraine Mathieu I^{er}*, p. 19. Dans une charte de 1205, dont il sera question plus loin, et que M. Duvernoy ne semble pas avoir connue, au moment où il rédigeait son étude sur le duc Mathieu I^{er}, Ferry de Bitche déclare qu'il détient la seigneurie de Bitche depuis plus de cinquante ans. Si l'on prenait ce renseignement à la lettre, il faudrait admettre que Ferry, fils cadet de Mathieu I^{er},

maines de l'abbaye voisins de sa seigneurie, au moment où fut composée la pancarte de Bouzonville ; or, si l'on remarque que, durant le dernier quart du XII^e siècle, Ferry I^{er} n'a cessé de batailler contre son frère, le duc Simon II, haut avoué et protecteur de l'abbaye ⁽¹⁾, on conçoit que la crainte de s'attirer des représailles, de la part du duc, n'ait pas suffi à l'arrêter dans la voie des exactions ou que, tout au moins, il ait montré peu d'empressement à réprimer les agissements de ses sous-avoués. Sur la nature des attaques dirigées contre les domaines des moines, nous manquons de renseignements précis, mais il est facile d'imaginer comment les avoués pouvaient empiéter sur les droits seigneuriaux de l'abbaye, en s'appropriant les profits de la juridiction qui lui était réservée, en imposant à ses hommes des tailles et des réquisitions variées ⁽²⁾, comment aussi ils pouvaient mettre en péril les droits de l'abbé sur ses domaines, en agrandissant le fief d'avouerie au détriment de la réserve seigneuriale voisine, en détournant à leur profit les redevances et services traditionnels acquittés par les tenanciers de manses, en refusant même d'intervenir contre les tenanciers récalcitrants. C'est à des méfaits de cet ordre que les moines ont cherché une riposte, en faisant dresser le tableau général de leurs droits, dans la région où ces mêmes droits étaient particulièrement menacés. Si les circonstances, qui ont provoqué la démarche des moines, ne peuvent être restituées que par voie d'hypothèse, en revanche, on peut tenir pour certain que leur plainte, et avec elle la pancarte, pièce principale du procès, fut adressée au duc de Lorraine. Les termes laudatifs dont fait usage le rédacteur des mementos à l'égard du comte Adalbert et de ses descendants, son insistance à rappeler les bienfaits des ancêtres du duc Gérard I^{er}, ne laissent pas de doute à cet égard. En invitant le duc de Lorraine, protecteur de leur abbaye, à suivre l'exemple de ses ancêtres et à prendre en main, avec énergie, la défense de leurs intérêts, en plaçant sous la sauvegarde du comte Gérard II le censier de leurs domaines et l'ensemble des stipulations réglant l'exercice de l'avouerie,

fut investi par son père de la seigneurie de Bitche avant 1155. Mais, à cette date, Ferry était encore bien jeune et, comme la charte de 1205 n'est plus connue que par une copie tardive, on peut se demander si la leçon « jam *quinquaginta* annis et amplius », donnée par cette copie, est correcte.

⁽¹⁾ Pange (M. de), *Ferri de Bitche* ; *M.S.A.L.*, 1892, p. 51-81.

⁽²⁾ Ce sont des exactions de ce genre qui, d'après la note 1, auraient provoqué l'intervention de Thierry de Bitche, en 1123 (« ... quia familia Stae Crucis variis tribulationibus oppressa est et angustiis duris ejusque defensores facti sunt raptores et rerum invasores, auferentes ab eis diatim pecuniam, annonam, pabulum, injustum hospicium, unde paupertate coacta petit auxilium »).

les moines comptaient donner à leurs droits menacés le maximum de garantie et préparer à leurs revendications les voies les plus sûres.

Si la pancarte de Bouzonville s'applique aux domaines du groupe oriental, on peut s'étonner de ne pas trouver, dans le censier transcrit sur la pancarte, un inventaire du domaine que les moines possédaient à Loutzviller, village qui, tout comme Rahling, entra dans la constitution de la seigneurie de Bitche ⁽¹⁾. A Loutzviller, les moines avaient acquis, dès 1117, l'église paroissiale et un domaine de 8 manses, dans des conditions que précise une notice de tradition qui devait être inscrite au *Liber Vitae* de l'abbaye, et qui n'est plus connue que par une copie moderne ⁽²⁾. Sur le *Liber Vitae*, cette notice avait été transcrite en regard de l'obit du duc Thierry II, mort en 1115 ; c'est, en effet, pour le repos de l'âme du défunt que ses fils, le duc Simon I^{er}, Thierry de Bitche et Gérard avaient, au lendemain même de sa mort, donné aux moines de Bouzonville l'église de Loutzviller ; deux ans plus tard, en 1117, Thierry et Gérard devaient compléter cette première donation en cédant aux moines un domaine de 8 manses, sis dans la même localité. La notice n'est pas datée, mais, du texte, il ressort qu'elle a dû être transcrite au *Liber Vitae*, soit en 1117, lors de la seconde donation, soit peu de temps après cette date.

On peut s'étonner de ne rencontrer aucune mention du domaine de Loutzviller, acquis dès 1117, dans un censier dont la rédaction se place à une date sensiblement postérieure, et cela d'autant plus qu'un inventaire particulier de ce domaine nous est parvenu, par l'intermédiaire d'une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar. Cette charte, qui a pour objet de confirmer à l'abbaye de Bouzonville l'ensemble de ses biens et de ses droits, à Loutzviller et à Zissen, comprend un dispositif en trois parties ⁽³⁾. L'évêque confirme la double donation faite par les fils du duc Thierry II, rappelant les circonstances dans lesquelles l'abbaye a acquis l'église, puis un domaine de 8 manses à Loutzviller ; cette confirmation est suivie du censier du domaine de Loutzviller ; au censier, enfin, se trouve annexé un coutumier de la seigneurie de l'abbaye à Zissen. Si les deux premières parties ont entre elles un rapport étroit, la troisième partie, en revanche, n'a aucune relation avec la seconde, à laquelle, d'ailleurs, elle se trouve

(1) Cf. p. 476, n. 2.

(2) Copie du 6 novembre 1600 d'après « un ancien registre en parchemin », par le tabellion Nuxellbourger, M. M., B. 486, n° 34.

(3) Voir l'édition de la charte à l'Appendice V, fragment 2, p. 730-733 du présent ouvrage.

reliée de manière assez maladroite. Ce simple détail suffirait à rendre suspecte la charte de l'évêque Etienne, qui n'est plus connue que par une copie moderne assez médiocre ⁽¹⁾, et dont l'authenticité, à l'examen, paraît plus que douteuse. Sans doute, le copiste qui nous a transmis le texte de la charte certifie qu'il a extrait cette copie d'un original muni de deux sceaux, et ce détail peut, au premier abord, inspirer confiance ; mais, à la réflexion, on peut se demander si le faussaire n'a pas voulu, dans un excès de zèle intempestif, multiplier les signes d'authenticité, car les chartes de l'évêque Etienne ne portent, en général, que le sceau de l'évêque, auteur de l'acte. D'autre part, la formule finale, parfaitement correcte, est suivie d'une date qui suffirait à faire rejeter l'acte. La charte, adressée à l'abbé de Bouzonville, Renier, ne peut se placer qu'entre 1120 et 1130 ⁽²⁾ ; or, la formule de datation porte 1115 et il est manifeste que cette formule a été empruntée, telle quelle, à l'obit du duc Thierry II, inscrit au *Liber Vitae* ⁽³⁾ de l'abbaye.

D'ailleurs, la notice de tradition de Loutzviller, qui suit immédiatement cet obit, a fourni au rédacteur de la charte la première partie de son dispositif, qui reproduit la notice jusques et y compris la liste des témoins. Ce procédé de rédaction ne soulèverait en lui-même aucune objection grave ⁽⁴⁾, si la transcription était d'une

(1) Copie du 6 novembre 1600 par le tabellion Nuxelbourger, M. M., B. 486, n° 34. — Cette charte d'Etienne de Bar n'a pas été connue de Ruperti, *Bischof Stephan von Metz* (1120-1162) ; J. G. L. G., XXII (1910), p. 1-96 ; en revanche, elle a été signalée incidemment par Duvernoy, *C. A. D. L.*, n° 47, qui en a dénoncé le caractère suspect.

(2) L'épiscopat d'Etienne de Bar débute en 1120 et, dès 1130, l'abbé Ascelin a remplacé l'abbé Renier à la tête de l'abbaye de Bouzonville (*Gallia christiana*, XIII, col. 926).

(3) Date de la charte : « Acta sunt haec anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo quinto decimo, indictione VIII, Henrico quinto Romanorum augusto regnante feliciter ».

Obit du duc Thierry II : « Anno M^oC^oXV^o, VIII indictione, Heinrico V^o Romanorum augusto regnante mortuus est Theodericus piae memoriae, qui fuit dux et comes marchio Lotharingiae, unde filii ejus dominus Symon dux et fratres ejus Gerhardus, Theodericus pro remedio animae patris vel matris suae more nobilium Francorum tradiderunt fratribus Buosonisvillae Stae Crucis... ».

(4) Il n'est pas rare que la chancellerie d'Etienne de Bar, promulgant pour la confirmer une notice de tradition, reproduise le nom des témoins de la notice, sans mentionner *in fine* les témoins de la charte elle-même (voir chartes de 1134 dans Calmet, *H. L.*, II, pr., col. 301-302 et de 1147 dans *H. M. B.*, III, pr., p. 118) ; dans d'autres cas, la charte reproduit la notice avec la liste des témoins de la tradition, mais est elle-même garantie par une liste de témoins qui lui est propre (voir charte de 1126 dans *Gallia Christiana*, XIII, instr., col. 402).

fidélité absolue ; or, entre la notice et la charte, on constate des divergences sensibles. Aux termes de la notice, Thierry et Gérard, désireux de rejoindre, en 1117, l'armée de Henri V en Italie, engagent aux moines de Bouzonville, contre un prêt de trente marcs, leur alleu de Loutzviller ; il est prévu que, si l'un des deux frères meurt au cours de l'expédition, les moines garderont l'alleu et prieront pour le défunt, cependant que le frère survivant restituera le prêt consenti. D'après la charte de l'évêque Etienne, les deux frères donnent l'alleu sans condition, reçoivent des moines, à titre de prêt, quarante marcs, qu'ils s'engagent, de toute manière, à restituer dès leur retour d'Italie, et fixent à une redevance minime leur droit d'avouerie sur le domaine de Loutzviller ⁽¹⁾. Si même on fait abstraction de la différence dans le montant du prêt, qui peut provenir d'une faute de transcription, on voit que la version donnée par la charte est particulièrement favorable aux moines. Que s'est-il passé, après que l'armée d'Henri V eut quitté l'Italie, en 1118 ? ⁽²⁾ Le frère de Thierry de Bitche, Gérard, dont on perd la trace après 1117 ⁽³⁾, est-il mort au cours de l'expédition d'Italie et la clause inscrite dans la notice de tradition a-t-elle trouvé son application ? Les moines, n'ayant pas été remboursés de la somme prêtée aux deux frères, se sont-ils maintenus en possession de l'alleu qui leur avait été engagé ? Nous sommes incapables de répondre à ces questions ; toutefois, il ne semble pas que le faux ait eu, en principe, pour but de légitimer les droits de l'abbaye sur cet alleu. En effet, il est vraisemblable que les moines ont attendu la mort de l'évêque de Metz Etienne, survenue en 1163, pour se risquer à fabriquer une charte rédigée à son nom et, à ce moment, les moines jouissaient depuis trop longtemps de leur bien, pour qu'on pût sérieusement leur en contester la propriété. Si le faussaire, très prévoyant, a profité de l'occasion qui lui était offerte pour donner, au droit de propriété de l'abbaye sur son domaine

⁽¹⁾ « Ipsi autem Girardus et Theodericus, ecclesiae vestrae de pace habenda ex omni parte prospicientes, sumbrinum avenae et unum denarium in advocacionem annuatim reddendum sibi detinuerunt et annonam vigili de castro Bytse ». Il faut entendre que cette redevance devait être acquittée par chacun des hommes de l'abbaye à Loutzviller.

⁽²⁾ Henri V, arrivé en Italie au début du mois de mars 1116, regagna l'Allemagne à l'automne de 1118 (Meyer von Knonau, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Heinrich IV. und Heinrich V.*, VII, p. 1 et 77).

⁽³⁾ Calmet, *H. L.*, I, *Généalogie des ducs de Lorraine*, col. CLIII-CLIV, déclare que ce Gérard, frère de Thierry de Bitche, « posséda les biens que Thierry [II duc] avait en Alsace », mais cette affirmation, répétée par plusieurs auteurs, ne se fonde sur aucune référence,

de Loutzviller, une garantie qu'il jugeait inattaquable ⁽¹⁾, ce sont certainement d'autres préoccupations qui sont à l'origine du faux, ainsi qu'il apparaîtra dans la suite de cette étude.

Nous venons de supposer que, pour des raisons de prudence, le faussaire n'avait pu fabriquer la charte de l'évêque Etienne qu'après la mort de cet évêque, survenue en 1163 ; il nous faut voir si l'examen du censier de Loutzviller confirme ou dément cette supposition. Dès l'abord, un fait paraît hors de doute ; ce censier, sous sa forme actuelle, n'a pu être remis aux moines au moment où Thierry de Bitche et son frère leur ont aliéné, sous condition, l'alleu de Loutzviller ; il ressort du texte même du censier que celui-ci a été établi alors que les moines étaient déjà en possession de l'alleu ⁽²⁾. Dès lors, on songe tout naturellement à comparer ce censier avec les inventaires des trois domaines de la région de Bitche, conservés par la pancarte, et plus particulièrement avec celui du domaine de Rahling, qui n'est pas très éloigné de Loutzviller. Le régime pratiqué à Loutzviller, est, dans l'ensemble, analogue à celui que nous avons rencontré à Rahling. L'unité de tenure, à Loutzviller, est le manse ; chaque manse acquitte, comme à Rahling, une redevance annuelle de 20 deniers, à laquelle il faut ajouter un poulet et 6 œufs. En ce qui concerne les prestations en travail, on note des différences assez sensibles. A chaque manse, se trouve annexé un lot de 2 *jugera* à chaque saison, que le tenancier a mission de mettre en culture ⁽³⁾ ; le labourage des terres de la réserve, exploitées en partie, comme à Offwiller et Obermodern, par un bouvier, incombe, à la fois, aux tenanciers qui exploitent les terres des manses du domaine et à tous ceux qui, sans être des tenanciers de l'abbaye, sont établis dans les limites de son ban ⁽⁴⁾. Le sarclage, la moisson, le battage, la fenaison et le transport du foin sont à la charge des tenanciers des manses, sans limite de temps ; en revanche, et à la différence de Rahling,

(1) Le droit de propriété de l'abbaye sur Loutzviller était-il entaché de quelque irrégularité ? C'est ce que laisserait supposer la bulle de 1179 qui, confirmant leur domaine de Loutzviller aux moines, rapporte la donation de ce domaine, non pas aux fils de Thierry II, mais bien à leur père (« villam Luzvilre, quam Theodoricus dux, comes et marchio ecclesiae vestrae contulit ; ecclesiam quoque ipsius villae »).

(2) « Omnis homo de familia ejusdem villae, ubicumque mansionem habuerit, in autumno pro posse suo aliquid *abbati* impertiat ».

(3) « In veris tempore arabit [mansus] duo jugera et seminabit ea ex dominico. Arabit autem in junio tantum et in autumno, quae jugera purgabit, seminabit et secabit et in dominicum horreum ducet ».

(4) « Quicumque villanus haereditatus fuerit, arabit duos dies ; qui in banno est ter in anno unum diem ». — Il faut entendre que les tenanciers doivent la corvée trois fois par an, à raison de 2 jours chaque fois.

la corvée de la fauchaison est remplacée par une taxe de 2 deniers par manse ⁽¹⁾ ; enfin, le censier de Loutzviller met à la charge du manse la réfection de la maison et du moulin seigneurial, chaque fois que le besoin s'en fait sentir ⁽²⁾. Les particularités les plus curieuses du censier de Loutzviller sont les suivantes : tout individu qui reçoit de l'abbaye un manse doit acquitter une taxe de 5 sous, sorte de droit d'entrée, qu'on ne saurait confondre, semble-t-il, avec le droit de mainmorte dont le memento 1 de la pancarte fait mention ⁽³⁾ ; d'autre part, tandis que, à Rahling, le manse doit, chaque année, à l'abbé, à l'occasion de l'antique *visitatio* de Noël, une *oblatio* en argent et en nature, à Loutzviller, ce sont les hommes de la *familia*, quel que soit leur domicile, qui remettent à l'abbé un cadeau en argent, dont le montant varie avec la fortune de chacun ⁽⁴⁾. Quelles que soient, au total, les différences relevées entre les deux inventaires de Rahling et de Loutzviller, il n'est, entre eux, aucune discordance qui oblige à les placer sur des plans chronologiquement différents. Les divergences de détail, qui s'observent d'un domaine à l'autre, peuvent trouver leur explication, soit dans les conditions locales de l'exploitation domaniale, soit dans ce fait que les deux domaines sont entrés, à des dates différentes, dans le temporel de l'abbaye de Bouzonville. Si, à Loutzviller, le régime imposé aux tenures paraît quelque peu archaïque et rigoureux, si la mise en possession d'un manse entraîne le paiement d'un droit assez élevé, si la *familia* acquitte un cadeau, qui n'est probablement qu'une taille déguisée, ce sont là, probablement, des pratiques propres aux seigneuries laïques ; on ne saurait s'étonner de les rencontrer sur le domaine de Loutzviller, puisque, sur ce domaine, détaché à une date relativement tardive du patrimoine de la famille ducale de Lorraine, de telles pratiques ont eu le temps de se consolider.

Rien ne nous empêche donc de voir, dans le censier de Loutzviller, un fragment du censier général, rédigé à Bouzonville dans le troisième quart du XII^e siècle. Que ce censier n'ait pas pris place sur la pancarte de la fin du XII^e siècle, on ne saurait s'en étonner. Le but de la pancarte, on l'a vu, est de placer l'ensemble des droits exercés par l'abbaye, sur ses domaines de la région de Bitche, sous la sauvegarde du comte

(1) « Quicquid dominicus bubulcus aut coeteri rustici in dominica croada laboraverint, possessores hujus alodii (c'est-à-dire les exploitants des manses) purgabunt, secabunt, triturbunt. Mansus debet II den. pro secando feno ; rustici cumulabunt et in dominicum horreum ducent ».

(2) « Opus carpentarii in molendino, in domo dominica omni tempore debent ».

(3) « Qui mansum hereditario jure suscepit V sol. dabit ».

(4) Cf. p. 481, n. 2.

Gérard II, en créant, dans l'esprit du lecteur, une confusion entre le censier de ces domaines, établi à une date récente, et un règlement promulgué par le comte Gérard, au lendemain de la fondation de l'abbaye. Le rédacteur de la pancarte serait allé directement à l'encontre de son but, s'il avait commis l'imprudence de faire état, dans son tableau, du censier de Loutzviller, domaine acquis par l'abbaye à une date trop récente, pour que le souvenir en fût effacé. Ne pouvant s'engager dans cette voie, les moines de Bouzonville ont eu recours à un autre procédé et c'est à leur seigneur temporel, l'évêque de Metz, qu'ils ont demandé, par le subterfuge d'une fausse charte, la confirmation de leurs droits sur leur domaine de Loutzviller. De plus, si la date de rédaction de la pancarte ne peut être déterminée que de manière approximative, en fonction de ses caractères paléographiques ⁽¹⁾, il est possible, en ce qui concerne la charte d'Etienne de Bar, de préciser les conditions et la date de fabrication du faux ; et, comme la fausse charte et la pancarte sont en relations très étroites, puisqu'elle concourent également à la défense des droits de l'abbaye sur ses domaines de la région de Bitche, il est vraisemblable qu'elles ont été rédigées en même temps et que les conclusions, valables pour l'un des deux documents, s'appliquent également à l'autre.

On sait que la notice de tradition du domaine de Loutzviller est suivie, dans la fausse charte, d'un passage qui limite les droits de l'avoué à la perception d'une redevance annuelle, acquittée partie en blé, partie en argent ⁽²⁾. Or, nous avons conservé la copie d'une charte de 1205, par laquelle Ferry de Bitche renonce, en faveur de l'abbaye de Bouzonville, à l'avouerie de Loutzviller et lui abandonne les différentes prestations qu'il percevait, au titre de l'avouerie, sur ce domaine ⁽³⁾, soit une double redevance acquittée en céréales, le gîte, le fourrage et un ensemble de réquisitions exigées au moment de la chasse et que la charte ne désigne pas de manière plus précise ⁽⁴⁾. Du rapprochement

(1) On sait que, à en juger par l'écriture, la pancarte de Bouzonville appartient au tournant des XII^e et XIII^e siècles (cf. p. 455).

(2) Voir p. 480, n. 1.

(3) Charte de Ferry de Bitche du 30 janvier 1205 (n. s.). — Cop. M. M., B. 486, n° 34 (copie de 1600 par Nuxelbourger tabellion). On trouve sous la même cote une charte de Jean, archevêque de Trèves, datée de 1204 (a. s.), par laquelle celui-ci confirme la donation faite à l'abbaye de Bouzonville par Ferry de Bitche.

(4) Ferry de Bitche déclare donner à l'abbaye de Bouzonville : « in alodio de Luzwille predictae ecclesiae a predecessoribus meis tradito advocatiam et quicquid juris in eadem villa habui vel habere visus fui, scilicet annonam vigilum, jura venaticia, hospitia, receptionem pabulorum, quam copulativam vocant annonam ». Des deux redevances acquittées, en céréales, l'une est dite *annonam vigilum*, l'autre *annonam*

entre la charte de l'évêque Etienne et celle de Ferry de Bitche, on peut conclure que les redevances attribuées à l'avoué de Loutzviller, en 1117, pour prix de sa protection, s'étaient amplifiées, au point de devenir intolérables pour les hommes de l'abbaye ⁽¹⁾. Il est probable que, vers la fin du XII^e siècle, ceux-ci, harcelés par les châtelains de Bitche, acquittaient bon gré mal gré, à l'avoué, les différentes prestations exigées par celui-ci, quittes à refuser à l'abbaye, pour se dédommager, les redevances et services de type domanial consacrés par la coutume. Dans ces conditions, on peut supposer que la fausse charte de l'évêque Etienne a été fabriquée dans les toutes premières années du XIII^e siècle, afin de renfermer l'avouerie dans ses anciennes limites et afin d'obtenir des avoués la force coercitive indispensable pour vaincre la mauvaise volonté des tenanciers. S'il existe un rapport, comme tout semble l'indiquer, entre cette fausse charte et la donation de 1205, c'est un peu avant cette dernière date qu'il conviendrait de placer les luttes menées par l'abbaye de Bouzonville contre son avoué, le sire de Bitche et, par suite, la rédaction de la fausse charte et de la pancarte elle-même. S'il est certain que les moines obtinrent satisfaction, en ce qui concerne l'alleu de Loutzviller, nous ne savons si leur tentative, touchant les autres domaines de la région de Bitche, fut également

copulativa. Il faut probablement entendre que la première est remise aux gardiens du château de Bitche ; quant à la seconde, il est impossible d'en déterminer la nature ou l'origine. Peut-être s'agit-il d'une redevance en céréales perçue par l'avoué sur les nouveaux ménages.

(¹) Dans la fausse charte de l'évêque Etienne, la redevance d'avouerie, acquittée par chaque ménage (?), comporte une obole et une mesure d'avoine, remises annuellement au gardien du château de Bitche. Dans la charte de 1205, il n'est plus question de la redevance en argent ; en revanche, l'*annona vigilum* de la charte correspond à la redevance d'avoine mentionnée dans la fausse charte.

L'avouerie des seigneurs de Bitche, à Loutzviller, se réduisait-elle à la perception des droits nommément désignés dans la charte de cession de 1205, ou bien comprenait-elle d'autres profits, en particulier les profits résultant de l'exercice de la justice ? C'est là un problème qu'il est bien difficile de résoudre. L'article sur l'avouerie de Loutzviller, introduit dans la fausse charte, semble bien restreindre l'avouerie à un simple droit de protection, sans juridiction correspondante (cf. p. 480, n. 1). S'il en était ainsi, il faudrait admettre que la donation de l'alleu de Loutzviller, faite en 1117, à l'abbaye de Bouzonville, comportait, pour l'abbaye, juridiction pleine et entière sur cet alleu. Toutefois, il n'est pas certain que cet article traduise exactement la réalité des faits et, d'autre part, la charte de Ferry de Bitche (voir la note précédente) semble distinguer les droits nommément désignés de l'*advocatia* proprement dite, terme qui s'applique, peut-être, aux droits de juridiction et aux profits afférents à cette juridiction. Quant à la charte de l'archevêque de Trèves, elle reproduit le dispositif de la charte qu'elle confirme dans des conditions telles, qu'on ne peut tirer aucune conclusion de sa rédaction.

couronnée de succès et s'ils purent, en particulier, imposer à l'avoué le respect des règlements inscrits dans la pancarte.

Après avoir reconnu à l'abbaye de Bouzonville les 8 manses de Loutzviller, avec les ressources provenant de ce domaine, la fausse charte de l'évêque Etienne confirme également aux moines un ensemble de droits à Zissen, dans l'Eifel. Le tableau des droits de la seigneurie de Zissen se présente sous une forme très différente du censier de Loutzviller ; en réalité, c'est un coutumier seigneurial, analogue à celui que les moines de Gorze firent rédiger au XII^e siècle, pour leurs seigneuries du pays de Worms (1). La juxtaposition, dans une même charte, du censier de Loutzviller et du coutumier de Zissen, permet de bien saisir les contrastes qui opposent, l'une à l'autre, ces deux catégories de documents ; de ces contrastes le rédacteur de la fausse charte paraît avoir pris conscience, quand il réserve les termes de *justitiae* ou *solutiones* d'une part, et de *jura*, d'autre part, à l'ensemble des droits et profits provenant de l'une et de l'autre de ces seigneuries (2).

A la différence du censier, le coutumier néglige les ressources provenant de l'exploitation du domaine ; en revanche, il met l'accent sur certains droits de caractère personnel et insiste tout particulièrement sur les profits de la justice ; le désir de mettre ces profits à l'abri des empiètements de l'avoué, amène le rédacteur à ébaucher une sorte de code de la seigneurie. Enfin, autant le censier est ordonné selon un plan logique et simple, dont les grandes lignes se laissent facilement reconnaître, en dépit de quelques légers manquements, autant le coutumier présente ses articles dans un désordre extrême. Si l'on veut comprendre les préoccupations auxquelles a obéi le rédacteur du coutumier, il convient d'en dégager les principaux articles, en les classant sous quelques titres.

L'inventaire du domaine ne tient qu'une place restreinte ; de la

(1) Voir censier n° 7, p. 213 et sq. du présent ouvrage.

(2) L'évêque confirme aux moines « VIII mansos cum eorum *solutionibus*... in prefata villa Luzwilre » et, après avoir raconté dans quelles conditions le domaine de Loutzviller a été acquis par les moines, l'évêque ajoute, pour introduire le censier du domaine : « Hae sunt autem *justitiae* de supradictis mansis annuatim vobis provenientes ». Quant au coutumier de Zissen, il est relié au censier par la phrase suivante : « Praeterea quedam *jura* ecclesiae vestrae huic nostrae confirmationis paginae inserere volentes, haec nominatim duximus exprimere ».

La distinction, établie par le rédacteur entre ces différents termes, ne mériterait pas de retenir l'attention, si le terme le plus général (*jura*) n'avait persisté pour désigner l'ensemble des droits seigneuriaux dont la déclaration, par les sujets de la seigneurie, constitue le *Weistum* ou rapport de « droits ».

réserve, seul le bois seigneurial est mentionné, sans doute parce que, celui-ci étant indivis entre l'abbé et son avoué, l'exercice de leurs droits respectifs pouvait donner matière à contestation. Les tenures appartiennent à trois catégories différentes : 8 *mansi*, avec les terres qui en dépendent, comprises sous le terme de *possessiones* ⁽¹⁾, acquittent chacun une redevance annuelle d'un sou ; 11 tenures, dites *vangae* (?) ⁽²⁾, payent chacune 2 sous et sont spécialement chargées des charrois de céréales ⁽³⁾ ; enfin, 5 tenures portent le nom curieux de *feoda secundae feriae*, d'où l'on peut conclure que les exploitants devaient se tenir, un jour par semaine (le lundi), à l'entière disposition de l'abbaye ⁽⁴⁾. Ces trois sortes de tenures paraissent collaborer également à la mise en valeur de la réserve ⁽⁵⁾ et se partagent les travaux de réfection de la

(1) L'identité de nombre entre les manses et les *possessiones* (8 de part et d'autre), incite à voir, dans les *possessiones*, les terres dépendant des *mansi*, ce terme désignant, au propre, la maison avec le jardin qui l'entoure.

(2) La lecture n'est pas certaine ; il s'agit probablement d'un mot germanique latinisé, dont nous n'avons pu déterminer, ni la forme véritable, ni l'étymologie.

(3) « Singulae autem vangae (?) tribus equitaturis dominicum frumentum sive Andernachen, sive Haddenpor, sive Nurberg, cum abbas preceperit, ducere debent ». Sur l'identification des lieux de destination des charrois, voir p. 451, n. 3. — Les *vangae* (?) de Zissen rappellent, à certains égards, les *mansi scararii* des domaines de l'abbaye de Prüm, à une époque plus ancienne.

(4) Le service du lundi (*secunda feria* ou *lunae dies*) est mentionné dans quelques polyptyques. Ce service peut avoir un caractère réel et incomber aux tenures (ou à certaines tenures), ou bien il peut avoir un caractère personnel et frapper certains individus. Sur deux domaines de l'abbaye de St-Vanne, à Gesves et à Courrière, le quartier doit, dans le premier cas : « aut secundam feriam aut opus manuum » et, dans le second cas : « secundam feriam cum aratro aut opus manuale » (cf. p. 253 et n. 2). On sait, d'autre part, que le chap. 1 du censier, inscrit sur la pancarte de Bouzonville, mentionne des tenures qui doivent, chaque semaine, le service du lundi, à l'exclusion de toute redevance. En revanche, il existe, sur certains domaines de l'abbaye de St-Trond, au XII^e siècle, des individus dénommés *secundiferiales*, qui doivent accomplir, au profit de l'abbaye, certains services, le lundi de chaque semaine (Ganshof, *Une étape de la décomposition de l'organisation domaniale classique à l'abbaye de Saint-Trond* ; *Fédération archéologique et historique de Belgique*, XXIX^e session (1932), p. 37).

Il est possible que les *lunarii*, qui, dans le polyptyque de St-Bertin, sont mentionnés à côté des tenanciers des manses, des *luminarii* et des *prebendarii*, soient des individus qui doivent à l'abbaye le service du lundi (*lunae dies*).

(5) « In Cissa sunt VIII mansi et XI vangae (?) et V feoda II^e ferie et VIII possessiones. Singuli horum arant tres dies, secant et inferunt in horreum et triturant... ». Il semble que le mot *singuli* s'applique aux différentes catégories de tenures, mais on ne sait si, pour les tenures de la troisième catégorie (*feoda II^e ferie*), les services de labourage et de moisson viennent en déduction des journées de travail exigées au titre du service du lundi, ou s'ils représentent des prestations supplémentaires.

maison, de la grange et du moulin seigneurial ⁽¹⁾. Quant aux meules du moulin, le transport en incombe, non pas aux exploitants de ces différentes tenures, mais, d'une manière plus générale, aux hommes de la *familia* de l'abbé, dont certains peuvent habiter en dehors de Zissen ⁽²⁾. L'administration de la seigneurie est confiée à un maire, à un doyen et à un forestier qui doivent à l'abbé certaines prestations ⁽³⁾. D'autres articles visent certains droits, de caractère personnel, qui frappent les hommes de la *familia* : cheveau ⁽⁴⁾ et mainmorte, sous la forme germanique du *Besthaupt* ⁽⁵⁾. On peut grouper, en un même paragraphe, les articles qui concernent les « services » acquittés par l'abbé et certains de ses agents à l'avoué ; dans ce dernier cas, des précautions minutieuses, analogues à celles qu'on rencontre fréquemment dans les rapports de droits de date postérieure, sont prises, pour éviter toute discussion sur la qualité et la valeur du « service » ⁽⁶⁾. Tous les autres articles traitent des droits de l'avoué sur les hommes de la seigneurie et du partage des produits de la juridiction entre l'abbé et l'avoué ; leur ensemble forme l'ébauche d'un code de justice seigneuriale, réduit d'ailleurs à quelques stipulations essentielles touchant la procédure ⁽⁷⁾, la succession des hommes formariés ⁽⁸⁾, la répartition du produit des amendes et confiscations entre l'abbé et l'avoué ⁽⁹⁾.

(1) « Item possessores mansorum et feodorum II^e ferie domum abbatis, horreum et molendinum exceptis tectis ex integro edificant ; possessores autem vangarum superius edificium administrant ; abbas autem cooperiet ».

(2) « Abbas lapides molares comparare debet, quos familia jure advehere debet sed abbas ei expensam dabit ».

(3) « Cum abbas advenerit, villicus ei et equis suis in nocte dabit [hospitium] et in crastino prandium ... In festo Sti Martini molendinarius dabit abbati II denariatas panis et II carnum et sextarium vini. Custos sylvae et decanus tantundem dabunt ».

(4) « Singuli viri de familia debent abbati census capitis VI den. et feminae similiter, ejusdem monetae quae ibi datur ubi habitant ».

(5) « Si de familia vir obierit, praecipuum animal ejus jure abbati mancipatur ; si vero femina, quicquid melius propriis manibus operata est, abbas habebit ».

(6) « In Natale Domini, dum villicus et molendinarius advocato duos attulerint porcos, quorum quilibet debet valere XII den., et scabinus admonitus fuerit, si tanti valeant et ita esse concesserit, neuter eorum reus erit ; si inferioris pretii esse dixerit, super hoc satisfacient ».

(7) « Si homo curiae inculpatus excusationem praetenderit, nullus eum ulterius urgere poterit nisi sub duelli concertatione ».

(8) « Si homo abbas ex alieno uxorem duxerit, bona ejus post obitum suum abbati adjudicantur, ut tertia pars tantum liberis et uxori dimittatur ».

(9) Les dispositions concernant les plaids sont présentées d'une manière si fragmentaire, qu'il n'est pas facile d'en interpréter le sens en toute certitude.

L'avoué ne peut assister qu'aux trois plaids généraux, qui ont lieu, sans doute,

Bien que le coutumier de la seigneurie de Zissen dépasse largement le cercle des préoccupations habituelles du censier, il paraît évident qu'il ne donne pas un tableau complet des droits auxquels l'abbé pouvait prétendre, dans les limites de cette seigneurie ; les profits qui ont leur source dans l'exploitation du domaine sont délibérément sacrifiés et, parmi les produits de la justice, auxquels le rédacteur consacre le meilleur de son attention, il est probable que, seuls, ont été mentionnés ceux-là dont la perception ou la répartition, entre l'abbé et l'avoué, pouvait donner matière à contestation. Le but poursuivi par le faussaire, en insérant, dans la charte de l'évêque Etienne, le coutumier de Zissen, ne saurait faire de doute. Œuvre de codification privée, le coutumier était, par lui-même, sans valeur vis-à-vis des tiers et on peut même se demander dans quelle mesure ses prescriptions pouvaient être opposées à la mauvaise volonté des sujets de la seigneurie ; il ne pouvait prendre force de loi que s'il était sanctionné par une autorité, susceptible d'en garantir le caractère traditionnel et légitime. Un problème plus délicat concerne la date du coutumier de Zissen, seigneurie au sujet de laquelle notre documentation est des plus misérables. Le domaine de Zissen, donné à l'abbaye, peu de temps après sa fondation, par le comte, Gérard II, devait figurer au censier général, entrepris à l'abbaye, dans le troisième tiers du XII^e siècle ; dès lors, il y a lieu de penser que le coutumier est postérieur au censier, qu'il prolonge et complète en quelque sorte. Si le coutumier a été inséré dans la fausse charte, en même temps que le censier de Loutzwiller, on peut admettre que le coutumier date du dernier quart du XII^e siècle ; il est même possible, dans ce cas, qu'il ait été rédigé précisément à l'occasion de la fabrication de la fausse charte. Toutefois, il se peut que celle-ci se soit faite en deux temps et que le coutumier ait été glissé dans la charte, alors qu'elle avait déjà reçu les deux premières parties de son dispositif.

à Noël, à Pâques et à la St-Jean ; à cette occasion, l'abbé offre à l'avoué un « service », pour le dédommager de ses frais d'entretien pendant toute la durée des plaids, service qui, normalement, devrait incomber aux hommes de l'abbaye. Deux semaines après Noël, l'abbé fait un cadeau à l'avoué, pour que celui-ci n'accable pas ses hommes d'exactions.

Les plaids annuels, les seuls auxquels l'avoué ait le droit d'assister, ne peuvent juger que les affaires de vol, de dettes, de rixe et d'effusion de sang (« Sciendum quod in omnibus placitis advocati nulla debet movi querimonia nisi de furto et debitis et contentione et effusione sanguinis »). Des amendes prononcées à ces plaids, l'abbé a les deux tiers, l'avoué le tiers. Enfin, dans le cas où un meurtre est commis sur un homme de la *familia* de l'abbé, celui-ci touche 30 sous et 1 obole, sans préjudice, sans doute, d'une amende ou du produit de la confiscation des biens, qui doivent être partagés entre l'abbé et l'avoué, selon le tarif susdit.

En dépit de la pauvreté de ses archives antérieures au XIII^e siècle, l'abbaye de Bouzonville nous offre l'exemple curieux des procédés multiples employés par un établissement religieux, vers la fin du XII^e siècle, pour légitimer et faire reconnaître ses droits sur un ensemble de possessions lointaines, d'administration délicate et de défense difficile ; les procédés varient suivant les conditions propres aux différentes possessions.

Un premier groupe, qui s'étend à l'est de Bouzonville, correspond à la région de Bitche et comprend quatre domaines : Rahling, Loutzwiller, Offwiller et Obermodern, dont l'avouerie, à partir de 1115, est étroitement liée au sort de la seigneurie de Bitche. De ces quatre domaines, les deux premiers, acquis l'un entre 1033 et 1045, l'autre en 1117 seulement, ne sont pas très éloignés de Bouzonville ⁽¹⁾ et peuvent être efficacement protégés par le duc de Lorraine, qui exerce la haute avouerie sur l'abbaye ; mais, ils offrent le désavantage d'être englobés dans la seigneurie de Bitche et sont trop voisins du château de Bitche, résidence de l'avoué, pour ne pas avoir à souffrir fréquemment de ses exigences. Les domaines de l'est, Offwiller et Obermodern, situés en Alsace, échappent, en fait, au contrôle du duc et du seigneur de Bitche et sont probablement livrés aux exactions des sous-avoués locaux, ou aux empiètements des seigneurs du voisinage. Les attaques contre ces domaines durent se multiplier vers la fin du XII^e siècle ; les moines portèrent leurs plaintes à la cour ducale et, à l'appui de leurs réclamations, présentèrent un tableau général des droits revendiqués par eux sur les domaines du groupe de Bitche. Ce tableau juxtapose, de manière originale, le censier des domaines et deux mémoires, qui exposent, l'un les droits des avoués, l'autre les droits de l'abbaye sur ses domaines et sur ses hommes ; leur auteur cherche à placer, sous l'autorité du comte Gérard II, présenté comme le véritable organisateur du temporel de l'abbaye, des censiers vieux d'un quart de siècle à peine et un ensemble de dispositions délimitant, de manière uniforme, pour ce groupe de possessions, la zone d'action des avoués. Ce tableau général ne tient pas compte de Loutzwiller, domaine acquis à une date récente et auquel, par suite, on ne pouvait appliquer les règlements promulgués par le comte Gérard II et ses successeurs immédiats. Pour se défendre contre les empiètements de leur avoué à Loutzwiller, les moines eurent l'idée de faire confirmer par leur seigneur temporel, l'évêque de Metz, sous le couvert d'une charte fabriquée de toutes pièces, l'exercice

(1) La distance de Rahling ou de Loutzwiller à Bouzonville est d'environ 50 kilomètres à vol d'oiseau.

de leurs droits domaniaux, ainsi qu'une clause qui tendait à restreindre les droits de l'avoué à la perception d'une taxe annuelle de faible montant ⁽¹⁾.

La seigneurie de Zissen, sur le plateau de l'Eifel, possession la plus excentrique de l'abbaye, se trouvait dans des conditions particulièrement défavorables. Privée de la protection effective du duc de Lorraine, dont la zone d'action politique ne s'étendait pas, au XII^e siècle, jusqu'à cette région lointaine, ne pouvant invoquer, comme pour ses domaines lorrains, un ensemble de règlements d'avouerie formant corps, et promulgués par le haut-avoué lui-même, ne disposant pas, dans l'Eifel, d'un groupe de possessions dont le chef-lieu pût fixer la jurisprudence dans les cas litigieux, l'abbaye éprouvait, à Zissen plus que partout ailleurs, le besoin de fixer, par écrit, ce qu'elle considérait comme son droit, et force lui était de fonder ce droit sur la coutume elle-même, en interprétant la coutume au mieux de ses intérêts ; à ce besoin, répond la rédaction d'un coutumier seigneurial. Mais comme celui-ci restait sans valeur pratique, s'il ne recevait la sanction d'une autorité publique, les moines demandèrent cette sanction à leur seigneur temporel, l'évêque de Metz, utilisant, à cette fin, une fausse charte, qui, à l'origine, visait peut-être exclusivement à sauvegarder les droits de l'abbaye sur sa seigneurie de Loutzwiller ⁽²⁾.

L'abbaye possédait un dernier domaine assez éloigné de Bouzonville, celui de Wormeldange, entre Thionville et Trèves. Ici, pour des raisons qui nous échappent, l'abbaye ne semble pas être parvenue à défendre ses droits de juridiction contre les avoués ; la partie était déjà perdue, quand, vers la fin du XII^e siècle, les moines se décidèrent

(1) Il semble que, d'assez bonne heure, l'abbaye de Bouzonville ait aliéné les biens qu'elle possédait dans la région de Bitche, en raison même des difficultés auxquelles se heurtait l'administration de ces biens. Ce fut le cas, sans doute, pour Rahling, dont le nom n'apparaît plus dans les archives de l'abbaye, passé le XII^e siècle. — La cour d'Offwiller avec ses dépendances fut vendue en 1237, par l'abbaye, à l'archiprêtre de Wilwisheim et à son chapitre, ainsi qu'il ressort d'une charte du duc Mathieu II, par laquelle celui-ci, confirme, en sa qualité de haut-avoué de l'abbaye, cette aliénation (Le Mercier de Morière, *Catalogue des actes de Mathieu II*, n° 203). Dès 1246, les acquéreurs cédèrent la cour d'Offwiller à la commanderie des Chevaliers teutoniques à Dhann (disparu, entre Offwiller et Zinswiller) (Copie de l'acte de vente, B.-R., G. 2375, n° 1). — On ne sait ce que sont devenus les biens qui constituaient le groupe d'Obermodern ; il n'en est plus question dans les documents, passé le XII^e siècle. — Contrairement à ce qui s'est passé pour les autres domaines de la même région, le domaine de Loutzwiller ne fut aliéné qu'en 1609 par les moines, qui l'échangèrent, au duc de Lorraine, contre d'autres biens, voisins de Bouzonville (Mos., H. 397).

(2) On ne sait quand la seigneurie de Zissen est sortie du patrimoine de l'abbaye.

à repousser les attaques qui menaçaient leurs autres seigneuries. A Wormeldange, ils ne parvinrent à sauver que des débris de leur domaine et encore, pour obtenir ce résultat, durent-ils accorder à leurs tenanciers un régime de faveur tout à fait exceptionnel ⁽¹⁾. Il est peu vraisemblable que le domaine de Wormeldange ait donné lieu à la rédaction d'un document analogue à ceux qui nous ont été conservés pour Zissen et les possessions du groupe de Bitche.

(1) Contrairement à ce qui s'est passé pour les domaines du groupe de Bitche, et aussi, semble-t-il, pour Zissen, l'abbaye de Bouzonville a conservé ses biens de Wormeldange jusqu'à la Révolution (Mos., H. 490).

CHAPITRE VI

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE BEAUPRÉ ⁽¹⁾

(Dernières années du XII^e siècle)

(Censier n^o 19)

La Bibliothèque Nationale conserve, sous la cote Latin 11024, un petit manuscrit de 34 folios, qui provient de l'abbaye cistercienne de Beaupré et dans lequel se trouvent juxtaposés trois recueils différents : un cartulaire, un livre de traditions et un censier ; ces trois recueils sont l'œuvre de scribes différents, mais contemporains, qui appartiennent à la fin du XII^e ou au début du XIII^e siècle. Comme la date exacte du censier ne peut être déterminée qu'en fonction des deux premiers recueils, il convient, au début de cette étude, de présenter une analyse détaillée de l'ensemble du manuscrit.

Le manuscrit Latin 11024 nous est parvenu dans un état de mutilation des plus regrettables ; si l'on s'en rapporte aux données d'un

⁽¹⁾ Beaupré, aujourd'hui ferme, comm. Moncel-lès-Lunéville. — Sur l'histoire de l'abbaye de Beaupré, voir l'ouvrage récemment paru (1933) de Dedenon (Chanoine A.), *L'abbaye de Beaupré. Sa place et son rôle dans le pays de Lunéville*.

Le document le plus complet et le plus précis sur les débuts de l'abbaye cistercienne de Beaupré est une charte d'Henri, évêque de Toul, de 1157 (EDIT. Calmet, *H. L.*, II, pr., col. 352). L'abbaye fut fondée par des moines de Morimond, au bord de la Meurthe, sur une terre que le comte de Metz, Folmar VI, tenait en fief de l'évêque de Metz, au territoire d'*Amermamenil* (l'identification couramment admise avec Hériménil, village voisin de Beaupré, paraît plus que contestable). La date du 27 février 1135 (a. s.), que la charte de l'évêque Henri paraît assigner à la fondation de l'abbaye, doit s'entendre, en réalité, de sa consécration. L'établissement des Cisterciens, à Beaupré, remonte au moins à 1130, puisque, en cette même année, une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, confirmait aux moines la donation faite par son vassal, le comte de Metz Folmar VI (charte aujourd'hui perdue, mais mentionnée par Meurisse, *Histoire des évêques de Metz*, p. 405).

ancien foliotage, le manuscrit, dans son état primitif, comprenait au moins 111 folios; or, sur cet ensemble, 34 folios seulement nous ont été conservés, soit les f^{os} 9-18, 56, 59, 78-95 et 108-111 qui, dans la pagination actuelle, portent les n^{os} 1-10, 33, 34 ⁽¹⁾, 11-28, 29-32. Il est possible que le manuscrit ait, à l'origine, compris plus de 111 folios, et comme, d'autre part, le foliotage ancien ne remonte pas au-delà du XVII^e siècle, il se peut que, dès cette époque, des folios aient disparu, sans que rien aujourd'hui nous laisse soupçonner l'importance de la lacune correspondante.

Des trois recueils entre lesquels se répartissent les folios du manuscrit, le cartulaire est, de beaucoup, le plus développé; il occupe actuellement, dans le manuscrit mutilé, 30 folios qui correspondent à trois chapitres différents. Les f^{os} 1-10 (anciennement 9-18) représentent ce qui subsiste du premier chapitre du cartulaire, celui dans lequel étaient transcrits les actes généraux concernant l'histoire de l'abbaye, ainsi qu'il ressort du titre *De Abbatia* inscrit dans la marge supérieure des folios. De ce chapitre, seuls nous ont été conservés les actes n^{os} V-XVI; encore convient-il de noter que le début du n^o V (bulle de Lucius III de 1182) ⁽²⁾ et la fin du n^o XVI ⁽³⁾, ne nous sont pas parvenus. Bien que, dans ce premier chapitre, le scribe ne se soit pas astreint à classer les actes qu'il copiait selon un principe rigoureux ⁽⁴⁾, on peut toutefois penser que, parmi les actes qui précédaient immédiatement le n^o V, soit la bulle de Lucius III de 1182, devaient figurer les deux bulles les plus anciennes, conservées aux archives de l'abbaye, et délivrées, l'une par Eugène III en 1147 ⁽⁵⁾, et l'autre par Alexandre III

(1) Les f^{os} 56 et 59 qui appartiennent à un même cahier, ont été acquis récemment (en 1930) par la Bibliothèque Nationale et ajoutés à la suite du manuscrit que cette bibliothèque possédait déjà; introduits après coup, ces deux folios ont reçu les n^{os} 33 et 34.

(2) Bulle de Lucius III, du 23 décembre 1182 (J. L. 14717).

(3) Le n^o XVI est une charte de l'abbesse de Graufthal (*Chrutal*) qui cède à l'abbaye de Beaupré trois poêles à sel à Marsal.

(4) Il semble que, se conformant à un usage courant, le cartulaire classe les actes généraux d'après leur chancellerie d'origine, en distinguant entre les bulles de papes, les diplômes des empereurs et des rois, les chartes des évêques et des abbés, et que, à l'intérieur de chacune de ces divisions, les actes soient rangés par ordre chronologique. Toutefois, il s'en faut que ce principe de classement soit appliqué d'une manière rigoureuse; c'est ainsi qu'on cherche en vain, à la suite immédiate du n^o VI, qui reproduit un diplôme de Frédéric I^{er} de 1159 (Stumpf 3867), un autre diplôme du même souverain, du 1^{er} septembre 1174 (Stumpf 4170a). Ce dernier diplôme ne figure pas parmi les actes du cartulaire qui nous ont été conservés.

(5) Bulle d'Eugène III, du 19 avril 1147 (J. L. 9021); la bulle est conservée en original (M. M., H. 328),

en 1163 ⁽¹⁾ ; mais il nous faut renoncer à déterminer la nature des deux autres actes qui étaient transcrits sur les 8 premiers folios du cartulaire.

Les f^{os} 11-28 (anciennement f^{os} 78-95) nous ont conservé un autre chapitre du cartulaire, celui qui comprenait les actes concernant une des granges de l'abbaye de Beaupré, la grange de Relécourt, sur le territoire de Moriviller. A la différence du chapitre précédent, le chapitre Relécourt n'offre pas de lacune ; sur les f^{os} 11-27, se trouvent transcrites 25 chartes, dont les numéros d'ordre et le titre sont reproduits dans la table des matières placée en tête du chapitre ⁽²⁾, le f^o 28 étant occupé par trois chartes introduites après coup au cartulaire ⁽³⁾. Enfin les deux f^{os} 33 et 34 (anciennement 56 et 59), qui appartiennent à un même cahier, représentent les débris d'un autre chapitre, celui qui était consacré à *Britannia* ⁽⁴⁾, c'est-à-dire à la grange de Bétaigne, au territoire de La Ronxe. Sur le folio 33, se lisent la fin de la charte II, la charte III en entier et le début de la charte IIII ; quant au f^o 34, qui avait primitivement été laissé en blanc, il a reçu, au XIII^e siècle, la copie d'une charte de 1181, dont le début manque et dont le texte, écrit d'une encre jaunie et effacée, est aujourd'hui presque illisible.

Le cartulaire, dont il ne subsiste que trois chapitres ou fragments de chapitres, est suivi d'un recueil de notices de tradition, qui rappellent des acquisitions de médiocre importance réalisées par l'abbaye. Ces notices de tradition occupent, aujourd'hui, les f^{os} 29-31 (anciennement f^{os} 108-110), mais on ne peut affirmer que le recueil primitif nous soit parvenu dans son intégrité ; il est possible qu'il ait débuté avant le f^o 108 et qu'il se soit poursuivi au-delà du f^o 110. Quant au censier, qui occupe le recto et le verso du f^o 111, seule l'étude détaillée de ses différents chapitres pourra nous renseigner, par la suite, sur son état de conservation.

Les différentes parties du manuscrit Latin 11024, qu'on pourrait dénommer cartulaire-censier de Beaupré, appartiennent, par l'écriture, à la fin du XII^e ou aux premières années du XIII^e siècle et sont l'œuvre

⁽¹⁾ Bulle d'Alexandre III, du 20 avril 1163 (J. L. 10850) ; la bulle est conservée en original (M. M., H. 328).

⁽²⁾ Cette table des matières occupe, en partie, le f^o 11 ; elle débute par le titre en caractères rubriqués : « Incipiunt capitula kartarum de Releycort ».

⁽³⁾ Les numéros d'ordre de ces trois chartes (XXVI, XXVII, XXVIII), ainsi que les titres correspondants, ont été ajoutés au bas de la table des matières du f^o 11, postérieurement à la rédaction de cette table.

L'exceptionnel état de conservation des chartes concernant Relécourt a permis à l'abbé Chatton de retracer, avec détail, l'histoire de cette grange (Abbé Chatton, *Notice sur Relécourt*, M.S.A.L., 1902, p. 36 et sq.).

⁽⁴⁾ Le titre « De Britannia » est inscrit dans la marge supérieure du f^o 33.

de plusieurs scribes ; déterminer la part qui revient à chacun de ces scribes dans l'œuvre commune sera, pour nous, l'occasion de dater, avec précision, les différentes parties du manuscrit et de fixer les conditions dans lesquelles il s'est constitué. Le chapitre 1 du cartulaire (*De Abbatia*) est l'œuvre d'un scribe de la fin du XII^e siècle, dont l'écriture est particulièrement soignée (scribe A). Le scribe a dû exécuter son travail après 1182, date de la bulle de Lucius III, qui figure à ce chapitre sous le n^o V, et avant 1196, date d'une bulle de Célestin III ⁽¹⁾, qui, normalement, aurait dû prendre place après la bulle de Lucius III, si elle était antérieure à la transcription, par le scribe A, des chartes qui constituent le chapitre I du cartulaire. Le chapitre Relécourt est l'œuvre d'un scribe B, dont l'écriture est moins régulière que celle de A ; ce scribe B a transcrit les 23 premières chartes du chapitre, puis il a cédé la place à un scribe C, dont l'écriture est très voisine de la sienne ; ce scribe C a transcrit les chartes n^{os} XXIII et XXV. Alors que le chapitre Relécourt avait déjà reçu sa forme définitive, un scribe D a copié, à la suite de la charte XXV, trois chartes, qui, toutes trois, sont datées de 1195 ⁽²⁾. Comme la charte la plus récente, transcrite par l'équipe des scribes B et C, est de 1189 ⁽³⁾, on voit que les chartes qui constituent le chapitre Relécourt du cartulaire ont été copiées entre 1189 et 1195. Quant au chapitre Bétaigne, il est trop mutilé pour qu'on puisse, à son sujet, apporter des renseignements aussi précis ; toutefois, comme les chartes conservées sont de l'écriture du scribe B, il est infiniment probable que ce troisième chapitre s'est constitué à la même date et dans les mêmes conditions que le chapitre Relécourt.

Le recueil des notices de tradition, qui fait suite au cartulaire, est l'œuvre de plusieurs scribes contemporains ; on reconnaît d'abord l'écriture de C, puis apparaît un scribe E qui a écrit une seule notice, après quoi se succèdent plusieurs notices, qui sont toutes l'œuvre de D. Quelques-unes des notices sont datées ; elles appartiennent aux der-

(1) Bulle de Célestin III, du 29 janvier 1196 (J. L. 17314).

(2) N^o XXVI. — Eudes, évêque de Toul, fait connaître que Pétronille de Parroy a donné à l'abbaye de Beaupré son moulin et son alleu de Chaumont (comm. Einvaux), 1195.

N^o XXVII. — Le duc Simon I^{er} fait connaître que Philippe de Tilleux s'est désisté de ses prétentions à l'égard de l'abbaye de Beaupré, mars 1195.

N^o XXVIII. — Le duc Simon I^{er} fait connaître que Thierry d'Arches s'est désisté de ses prétentions à l'égard de l'abbaye de Beaupré ; mars 1195 (Duvernoy, *C.A.D.L.*, n^o 160).

(3) La charte la plus récente, écrite par le scribe B, est de 1186.

nières années du XII^e siècle et la plus récente est de 1199⁽¹⁾. A en juger par la succession des scribes et par les changements de plume à l'intérieur d'un même groupe paléographique, on pourrait penser que ces notices sont des originaux et qu'elles ont été inscrites dans le recueil, à la suite du cartulaire, au fur et à mesure de la conclusion de l'acte juridique dont elles se proposent de garder le souvenir. Un examen attentif du contenu des notices montre qu'il n'en est rien. Les notices ne se suivent pas dans l'ordre chronologique strict ; c'est ainsi qu'au milieu de notices de la fin du XII^e siècle, se trouve intercalée une notice concernant une donation de terres faite à Moncel-lès-Lunéville par Folmar I^{er}, comte de Blieskastel et de Lunéville, donation qui remonte, au moins, au milieu du XII^e siècle⁽²⁾. Le recueil de notices, qui fait suite au cartulaire, comprend donc des copies qui ont été transcrites, non pas en bloc, mais par paquets ; ce travail de transcription, qui se place dans les toutes dernières années du XII^e siècle, a pu se poursuivre durant les premières années du XIII^e siècle. Enfin, notons, pour terminer, que le censier est entièrement l'œuvre du scribe D, qui a complété le chapitre Relécourt après 1195 et qui a transcrit, entre autres notices, celle qui est datée de 1199.

(¹) Cette notice, qui concerne la tradition d'un pré à Mattecourt, est écrite sur le f° 31 R^o.

(²) Cette notice, qui se rencontre au f° 31 R^o, est inédite ; nous en donnons, ci-dessous, le texte intégral.

« In territorio de Moncellis dedit ecclesie Belliprati Folmarus, comes Lunarisville, totam terram quæ ad ipsum pertinebat, tam in pratis quam in terra culta et inculta, quam dividit rivulus qui juxta villam fluit qui vocatur Lineisons, sic exit de Heis superius et descendit in Murtem ; ab isto rivulo usque ad grossum nemus versus abbatiæ terre arabiles et prata que coluntur ab hominibus ipsius ville debitos redditus ecclesie dabunt. Si quis vero eorum qui terras infra divisam istam colunt et prata tenent mortuus fuerit absque herede legitimo corporis sui, tam prata, quam terre quas tenuit ad dominium ecclesie redibunt ».

Cette donation est antérieure d'une cinquantaine d'années environ à la rédaction du recueil de notices ; elle est signalée, en effet, dans la charte de l'évêque de Toul Henri de 1157 (cf. p. 492, n. 1) dans les termes suivants : « ... comes idem Castellensis addidit in territorio de Moncellis, sicut rivus exiens de Heys venit versus villam et vocatur rivus li Leneysuns, qui rivus sicut dividit versus Bellumpratum, medietatem terrarum et pratorum in omni usu et fructu dedit comes ita tamen ut, permissione fratrum, possessores census constitutos eidem persolvent ecclesie ».

Les deux donations se recouvrent ; Folmar I^{er}, comte de Blieskastel et de Lunéville, donne tout ce qui lui appartient, soit la moitié, dans les terres et les prés qui s'étendent au sud-est du ruisseau de Moncel. Sur l'autre moitié, qui était possédée sans doute par Hugues, fils de Folmar VI, comte de Metz et beau-frère de Folmar I^{er}, un tiers était tenu, en qualité de fief d'avouerie, par Pierre de Montreuil qui, aux termes de la charte de 1157, abandonna également ses droits sur ce tiers à l'abbaye de Beaupré, aux mêmes conditions que Folmar I^{er}.

Ainsi, malgré les mutilations subies par le cartulaire-censier de Beaupré, on peut, sur la date et les conditions de sa mise en œuvre, formuler des conclusions certaines. Le cartulaire proprement dit a été constitué entre 1182 et 1195 ; dans ce cartulaire, les chartes étaient groupées en chapitres correspondant aux différentes granges de l'abbaye, le premier chapitre étant réservé aux actes généraux ; dans les années qui suivirent 1195, les pages blanches réservées, à la suite de chacun des chapitres, reçurent des compléments ; des notices de tradition correspondant à des acquisitions qui, en raison de leur médiocre importance, n'avaient pas donné lieu à l'établissement d'une charte ⁽¹⁾, furent transcrites à la suite du dernier chapitre du cartulaire ; enfin, dans les toutes premières années du XIII^e siècle, on compléta cet ensemble par un censier dont il nous faut maintenant entreprendre l'étude détaillée.

C'est un recueil de bien médiocre étendue que le censier de Beaupré, puisqu'il remplit un unique folio (f^o 32, ancien f^o 111) d'un manuscrit de petit format ; par suite, on ne saurait s'étonner qu'il n'ait guère retenu, jusqu'alors, l'attention des historiens ⁽²⁾. Il s'en faut, pourtant, que ce soit un document négligeable ; ce qui lui confère un intérêt particulier, c'est qu'il apporte des renseignements précis sur la désagrégation des domaines et sur l'atténuation du régime domanial, phénomènes d'ordre général qui, sous l'action dissolvante de l'économie cistercienne, apparaissent ici en pleine lumière, amplifiés et intensifiés. Avant d'aborder l'étude proprement dite du censier, il est indispensable, pour pouvoir résoudre les problèmes que soulèvent sa composition et l'interprétation de ses différents chapitres, de rappeler brièvement les conditions dans lesquelles s'est constitué, au cours du XII^e siècle, le temporel de l'abbaye de Beaupré, en faisant état des archives anciennes de cette abbaye, qui nous sont parvenues dans un état de conservation très satisfaisant ⁽³⁾ et en les complétant, à l'occasion, par quelque une des chartes transcrites au cartulaire.

(1) Beaucoup des donations, qui, au cours du XII^e siècle, enrichirent le patrimoine de Beaupré, semblent avoir donné lieu à l'établissement d'une simple notice ; mais, quand il s'agissait d'une donation particulièrement importante, la notice correspondante était ensuite insérée dans une charte de confirmation, expédiée, en général, par la chancellerie de l'évêque de Toul.

(2) Il faut faire une exception pour l'abbé Chatton, qui a connu le censier de Beaupré et qui l'a utilisé dans son étude sur l'interprétation du mot *quarterium* (*B. S. A. L.*, 1903, p. 153) ; un passage du censier, qui fixe à 15 journaux la valeur du quartier (cf. plus loin, p. 507), a permis à l'abbé Chatton de soupçonner la véritable nature de cette unité de tenure.

(3) Archives départementales de M.M., H. 325-457.

L'économie cistercienne repose entièrement, on le sait, sur le principe de l'exploitation directe, par chaque abbaye, des biens fonciers constituant son patrimoine. Cette exploitation est assurée par des frères convers, qui, sous la direction des moines, travaillent à mettre en valeur les terres de l'abbaye et qui se répartissent entre des « granges » ; celles-ci sont de véritables centres d'exploitation agricole, dont dépendent un ensemble de biens de nature variée : terres arables, prés, bois, terrains de pâturage pour les troupeaux. Se conformant aux principes de l'économie cistercienne, les moines de Beaupré établirent de bonne heure, dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres autour de leur abbaye, sept granges : grange de Martinbois, de Champel, de Relécourt, de Fontaine, d'Olzey et de Bétaigne ⁽¹⁾, avant 1159 ⁽²⁾ ; grange de Mattecourt ⁽³⁾, entre 1163 et 1182 ⁽⁴⁾. — A l'exception de la grange de Champel, située au nord de la ligne formée par la Meurthe et la Vezouse, toutes les granges fondées au cours du XII^e siècle par l'abbaye de Beaupré, et, par suite, l'ensemble des biens constituant le patrimoine de l'abbaye, durant la période la plus ancienne de son histoire, se trouvent compris entre la Meurthe et la Moselle, au sud de la ligne Bayon-Lunéville ⁽⁵⁾.

Si le principe de l'exploitation directe avait été strictement appliqué à l'abbaye de Beaupré, si les religieux avaient vécu uniquement du produit de leur travail, si, respectueux des prescriptions de la règle,

⁽¹⁾ Martinbois ; cette grange, qui devait se trouver sur le territoire d'Hériménil, semble n'avoir laissé aucune trace. — Champel, comm. Jolivet. — Relécourt, comm. Moriviller. — Fontaine, comm. Haillainville. — Olzey, comm. Flin. — Bétaigne, comm. La Ronxe.

⁽²⁾ Ces granges sont mentionnées dans le diplôme de Frédéric I^{er}, de 1159 (Stumpf 3867). Dans la copie du cartulaire (f° 20) qui nous a conservé ce diplôme, il faut lire « Campellum » (grange de Champel) au lieu de « Capellam ».

⁽³⁾ Mattecourt, comm. St-Remy ; (M.M., Lunéville, Bayon). — Les formes anciennes sont *Matricocurtis*, *Matricort*, *Matrecort* ; l'identification avec Mattecourt, admise par Lesort (*Mett.*, VI, p. 214, n. 7), est garantie par un accord passé, en 1174, entre les abbés de Beaupré et de Flabémont (ORIG. M.M., H. 337) ; il résulte de cet accord que la grange de *Matricort* était située sur le territoire de Soison (com. Damas-aux-Bois), qui se trouve immédiatement au sud de St-Remy.

⁽⁴⁾ La grange de Mattecourt, qui est encore ignorée de la bulle d'Alexandre III, de 1163, est mentionnée, pour la première fois, dans la bulle de Lucius III de 1182. La grange paraît avoir pour origine une donation de 1174, par laquelle l'abbaye d'Epinal céda aux moines de Beaupré l'ensemble des biens qu'elle possédait, dans un rayon d'une lieue autour de Mattecourt (ORIG. M.M., H. 342).

⁽⁵⁾ Pour l'intelligence de l'étude qui va suivre, on voudra bien se reporter à la carte au 200 000^e (feuille Nancy) ; on aura également profit à consulter les deux cartes qui accompagnent l'étude du chanoine Dedenon, *L'abbaye de Beaupré*, p. 2 et 32.

ils s'étaient abstenus de percevoir tout cens, de quelque nature qu'il fût, le besoin de rédiger un censier ne se serait même pas fait sentir, un recueil de cette nature constituant, au regard de la pure économie cistercienne, un véritable non-sens. La présence d'un censier dans un manuscrit composé à Beaupré, au plus tard dans les toutes premières années du XIII^e siècle, suffit à dénoncer une déviation certaine des traditions cisterciennes. Il est juste, d'ailleurs, de reconnaître que, si les religieux de Beaupré se sont écartés des pratiques de la règle de leur ordre, ils y ont été incités, dans une certaine mesure, par la générosité des multiples donateurs, qui, au cours du XII^e siècle, ont contribué à la formation du patrimoine de l'abbaye. Il est, en effet, des biens, qui, par leur nature, se prêtaient mal au système de l'exploitation directe et qui, par suite, risquaient de mettre en péril l'économie cistercienne. Si l'on étudie les donations qui, au cours du XII^e siècle, enrichirent le patrimoine de l'abbaye de Beaupré, en tenant compte de la nature des éléments constitutifs de leur contenu, on se trouve en présence de trois cas différents.

Le cas le plus simple est celui où le donateur aliène, en faveur de l'abbaye, quelque élément détaché de la réserve d'un de ses domaines. La nature du bien est variable : ce peut être un terrain inculte que les moines défricheront, pour y tracer l'ébauche d'une future exploitation rurale ⁽¹⁾ ; ce peut être, également, une terre à céréales ⁽²⁾ ou un bois ⁽³⁾, parfois aussi, c'est un pré, désigné du terme traditionnel de *brolium* ⁽⁴⁾.

(1) C'est le cas pour la terre donnée par le comte Folmar VI aux premiers religieux pour y établir la nouvelle abbaye (cf. charte de 1157). De même, à une date antérieure à 1147, Simon de Parroy donne à l'abbaye, au ban de Chenevières, « squalentem heremi solitudinem » ; ce fut le point de départ de la grange de Bétaigne (Charte d'Etienne, évêque de Metz, de 1135-1162, M. M., H. 332).

(2) Charte du duc Simon II, de 1193, notifiant que Thierry et Hugues de Romont ont confirmé, à l'abbaye de Beaupré, toutes les donations qui lui ont été faites par leur aïeul Thierry de Romont (Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 153). Parmi les biens donnés par Thierry, la charte cite « croeam suam ... de Marthesey (Mattexey) ».

(3) Donation du bois de Fréhaut (dans le voisinage immédiat de l'abbaye) et du « nemus quod vocatur Moyens (entre Hériménil et Moncel ?) » par le comte Folmar VI (Charte d'Etienne, évêque de Metz, de 1135. — EDIT. Calmet, *H.L.*, II, pr., col. 306).

Mathieu de St-Germain et ses frères donnent en aumône à l'abbaye de Beaupré « quicquid spectat ad dominicatum suum de feodo de Boncourt (Boncourt, village détruit près d'Arracourt) in nemore scilicet Fessimali (non identifié), exceptis quartariis hominum suorum... » (Charte du duc Simon II de 1179 ; Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 111).

(4) Mention de prés (*prata*) acquis par l'abbaye à Remenoville, Haudonville et *Seseraivilla* (Séranville ?) dans la charte d'Henri, évêque de Toul, de 1154 (Cartulaire, B. N., Lat. 11024, f° 13 V°).

Une charte de Pierre, évêque de Toul, de 1171, rappelle la donation faite à l'ab-

Quelle que fût la nature de l'élément *in dominicatu* cédé à l'abbaye, l'incorporation de cet élément dans l'ensemble des biens groupés autour d'une grange, ne soulevait aucune difficulté, puisque le bien acquis pouvait être soumis immédiatement au même système d'exploitation directe que la masse de ces biens. On notera seulement que le prélèvement d'un élément quelconque de la réserve seigneuriale ne pouvait manquer de porter atteinte au statut traditionnel du domaine qui avait subi ce prélèvement. Il va de soi que l'aliénation d'un *brolium* ou d'une « corvée » devait provoquer, au sein du domaine ainsi amputé, un remaniement dans le tableau des services imposés aux tenanciers, puisque, du fait même de cette aliénation, ces services perdaient en partie leur raison d'être.

Dans la plupart des cas, le contenu de la donation présente un caractère plus complexe. Le bien donné est un véritable domaine, comportant une réserve et des tenures, étroitement associées à cette réserve, en vertu des traditions créées par l'exploitation de type domanial. Que ce domaine fût, dans la plupart des cas, minuscule, comme le laissent supposer, et la qualité des donateurs, et la multiplicité des donations au sein d'une même *villa*, il importe peu ; de toute manière, l'incorporation d'un tel domaine, au patrimoine de l'abbaye, constituait une innovation grosse de conséquences. Si, en effet, la réserve du domaine pouvait être exploitée directement par les convers, en utilisant, au besoin, les services traditionnels des tenures qui lui étaient rattachées, le fait de percevoir les redevances coutumières, acquittées par celles-ci, constituait une dérogation grave aux pratiques de l'ordre. Que les moines de Beaupré aient eu conscience de la gravité d'une telle infraction, qu'ils aient préféré se faire céder la réserve d'un domaine sans les tenures, tout en prenant, d'ailleurs, des précautions pour préparer, à échéance plus ou moins lointaine, l'incorporation de ces tenures à l'*indominicatum* de l'abbaye, nous en avons la preuve dans plusieurs chartes du XII^e siècle. Aux termes de ces chartes, le donateur concède aux religieux toutes les terres formant l'*indominicatum* d'un de ses domaines, à l'exclusion des tenures, qu'il se réserve ⁽¹⁾ et qu'il autorise les religieux

baye par Ferry de St-Germain (ORIG. M.M., H. 334) : « brolium quoddam de feodo de Mainneres (Magnières) in Borro (?) sub censu unius denarii... et brolia alodii sui de Sesaravilla ».

(1) Thierry d'Arches donne à l'abbaye « quicquid in dominicatu habebat infra divisam de Relleycort » (Charte de 1177 ; Cartulaire, B. N., Lat. 11024, f° 22 Vo).

Pétronille de Parroy donne « molendinum suum et alodium suum de Calvomonte (Chaumont, détruit, territoire d'Einviaux)... retinens sibi tantum modo homines et quartaria que homines ipsi tenebant » (Charte de 1195 ; Cartulaire, B. N. Lat. 11024, f° 28).

à acquérir⁽¹⁾, sous condition, bien entendu, d'en acquitter les charges coutumières⁽²⁾. Les notices de tradition qui ont été recueillies à la suite du cartulaire de Beaupré et qui se rapportent, en général, à d'infimes parcelles de terre, apportent le témoignage des efforts poursuivis par l'abbaye pour évincer, par des voies légales, les anciens tenanciers. Mais avant que ce programme d'éviction au sein d'un domaine fût complètement réalisé, il va de soi que la séparation de la réserve et des tenures devait entraîner des conséquences graves pour le domaine intéressé ; l'aliénation en bloc de tous les éléments constitutifs de la réserve du domaine devait avoir pour effet la suppression des services qui, d'ancienneté, s'appliquaient à cette même réserve ou, tout au moins, leur transformation en des services de nature différente.

Il nous reste à signaler une troisième catégorie de donations ; ce sont celles qui ont pour objet, non pas un domaine de type classique, mais un ensemble de terres exploitées par des tenanciers moyennant le paiement d'un cens, à l'exclusion de tout service, et qui sont comprises dans des limites nettement déterminées. Sur l'origine de ces tenures à cens cédées à l'abbaye, les chartes de Beaupré n'apportent aucune précision ; il peut s'agir, soit de tenures provenant d'un défrichement, soit d'un ancien domaine dont la réserve, acensée aux tenanciers, a fini par se confondre avec les tenures, soit encore des débris d'un domaine dont la réserve a été distraite, en vertu d'une donation antérieure. En ce qui concerne le mode d'exploitation des terres, l'abbaye est substituée au donateur dans la perception du cens acquitté par les tenures, et en cas de déshérence, celles-ci sont immédiatement annexées à l'*indominicatum* des religieux⁽³⁾.

(1) Olry de Neuville donne à l'abbaye sur le territoire de Franconville, dans des limites très précises, « quicquid habebat in terris, in pratis... et infra terminos hos quicquid ab hominibus ejusdem ville conquirere poterit... eadem ecclesia » (Charte d'Henri, évêque de Toul, de 1154. — ORIG. M.M., H. 432.

Folmar VI, sa femme et ses enfants, donnent à l'abbaye leur alleu de *Morillum-masnil*, sur le territoire duquel devait s'élever la grange de Champel, soit « quidquid in dominicatu habebant et quidquid ab hominibus suis poterant (les moines) inde conquirere » (Charte d'Henri, évêque de Toul, de 1157).

(2) Il peut arriver que l'acte de donation fasse remise, aux religieux, des redevances dont étaient grevées les tenures ; un exemple d'une exemption de cette sorte sera signalé plus loin, à propos des terres possédées par l'abbaye à Chanteheux.

(3) Voir la donation des terres de Moncel faite par le comte de Lunéville Folmar I^{er} et l'avoué Pierre de Montreuil, avant 1157, p. 496, n. 2. Voir également la donation de Dreux de Nancy qui « contulit eisdem fratribus in perpetuum universos redditus qui sibi in banno de Capella (La Chapelle, village détruit, entre Beaupré et Gerbéviller, probablement un peu à l'ouest de Fraimbois) singulis annis in festo Sti Joannis Baptistæ

Des clauses insérées dans les chartes de donation expédiées en faveur de l'abbaye de Beaupré, il apparaît donc, avec évidence, que, durant tout le XII^e siècle, les religieux de cette abbaye ont cherché à rester fidèles au principe essentiel de l'économie cistercienne : la mise en valeur des terres groupées autour des granges grâce au travail des frères convers. Augmenter le rendement des granges est un des articles essentiels du programme économique poursuivi par les abbés du XII^e siècle ; s'ils s'ingénient à obtenir, des propriétaires de dîmes, l'abandon de leurs droits sur la récolte des terres cultivées par les religieux ⁽¹⁾, s'ils sollicitent fréquemment, des seigneurs du voisinage, le droit de pâture dans leurs bois ou sur leurs bans pour assurer l'entretien de leurs troupeaux ⁽²⁾ principale source de richesse des granges, ils s'appliquent, avec non moins de ténacité, à incorporer dans l'*indominicatum* des granges les terres obtenues de la générosité des bienfaiteurs. Toutefois, cette politique ne pouvait atteindre d'emblée, sur tous les domaines, les résultats qu'elle poursuivait ; c'est pourquoi le patrimoine de l'abbaye présente, vers la fin du XII^e siècle, le spectacle d'une mosaïque de minuscules domaines qui diffèrent surtout par leur état de désagrégation plus ou moins avancé ; ici, un domaine classique avec réserve et tenures, domaine que les religieux exploitent en se conformant aux traditionnels principes du régime domanial ; là, une réserve seigneuriale, séparée des tenures qui jadis en assuraient la mise en valeur ; plus loin, des tenures détachées de la réserve à laquelle s'appliquaient anciennement leurs services. Encore que le censier de Beaupré ne donne jamais l'inventaire

consuetudinario jure debebantur persolvi » (Charte du duc Simon II de 1176, Duvernoy, *C.A.D.L.*, n° 97).

Il arrive aussi que des seigneurs accordent à l'abbaye le droit d'acquérir des terres de leurs tenanciers dans une certaine zone, sans que la rédaction des chartes permette de déterminer si ce droit s'applique à des terres de quartier ou à des tenures à cens ; il est possible que la donation, faite sous une forme générale, s'étende à ces deux sortes de tenures. Signalons, à titre d'exemple, qu'en 1163 Hugues, comte de Vaudémont, autorise l'abbaye à acquérir de ses hommes des champs et des prés, dans le rayon d'une lieue autour de la grange de Fontaine (Orig. M. M., H. 340).

⁽¹⁾ Le meilleur document qui donne une vue d'ensemble sur la politique poursuivie par les abbés de Beaupré, en vue d'obtenir l'exemption des dîmes pour les terres mises directement en valeur par le travail des religieux, est une charte d'Henri, évêque de Toul, de 1164, qui confirme à l'abbaye l'ensemble des dîmes acquises par elle (Orig. M. M., H. 333).

⁽²⁾ A titre d'exemple, signalons que, dès 1157, à s'en rapporter à la charte de confirmation d'Henri, évêque de Toul, déjà mentionnée, l'abbaye avait reçu le droit de faire paître les troupeaux de ses granges sur les bans de Lunéville, Mortagne, Moncel, La Chapelle.

des biens de la réserve, il offre le très grand intérêt d'apporter des renseignements précis sur les étapes successives de ce travail d'effritement, qui, trouvant dans l'économie cistercienne une alliée inattendue, a largement contribué à affaiblir les pratiques traditionnelles du régime domanial.

Les biens inventoriés au censier ⁽¹⁾ se répartissent entre plusieurs localités dont l'identification ne présente aucune difficulté : ce sont, dans l'ordre même où elles se présentent : Doncourt, sur le territoire de Landécourt ⁽²⁾ ; Franconville ; Clémentaine ⁽³⁾ ; Deinvillers ; Haillainville (*Hullinvilla*) ⁽⁴⁾ ; Moyen ; Chanteheux (*Cantehou*) ; Moncel-lès-Lunéville. Comme le passage sur Chanteheux est probablement, ainsi qu'on le montrera plus loin, une addition au texte primitif, comme les quelques terres possédées par l'abbaye à Franconville relevaient probablement du domaine voisin de Doncourt, comme enfin les biens de Deinvillers, Clémentaine et Haillainville formaient, selon toute vraisemblance, un seul groupe rattaché à une même grange, celle de Fontaine, on voit qu'au total, les biens inventoriés au censier se laissent facilement répartir en quatre chapitres : Doncourt (chap. 1), Deinvillers (chap. 2), Moyen (chap. 3), Moncel-lès-Lunéville (chap. 4), dont il faut maintenant analyser le contenu, en donnant sur l'origine de chacun des domaines étudiés les renseignements qu'on peut tirer des archives anciennes de Beaupré.

Le domaine de l'abbaye à Doncourt (chap. 1.) est qualifié, par le rédacteur du censier, du terme traditionnel de *feodum de Doncort*, nom qui rappelle l'origine et les conditions dans lesquelles ce domaine avait été acquis par l'abbaye. Le *feodum de Doncort* est un ancien bien ducal qui, au moment où il entra dans le temporel des religieux, soit à une date antérieure à 1152 ⁽⁵⁾, était tenu en fief du duc Mathieu I^{er} par Gautier de Siberg et en arrière-fief par Gautier de Ludres. Les deux vassaux ayant renoncé à leur droit sur ce fief, Mathieu I^{er} le donna en aumône à l'abbaye de Beaupré, à charge de payer un cens annuel à

(1) Voir l'édition du censier à l'Appendice VI, p. 737-739.

(2) Un canton rural, situé entre Relécourt et Landécourt, porte encore le nom de Doncourt (Chatton, *M.S.A.L.*, 1902, p. 25, n. 2).

(3) Il a été question précédemment du domaine que le chapitre de St-Dié possédait, dès le X^e siècle au moins, à Clémentaine (cf. p. 297.).

(4) Sur les formes anciennes du mot Haillainville, cf. Boudet, *A.S.E.V.*, 1922, p. 150. — Sur les possessions du chapitre de St-Dié dans cette localité, cf. *supra*, p. 297.

(5) La mention la plus ancienne concernant l'acquisition du « *feodum de Doncort* » par l'abbaye se trouve dans une charte de Odoïn de Folmerroche de 1152 (ORIG. M.M., H. 340).

deux de ses vassaux, Albert de Lunéville et son frère Erno ⁽¹⁾. Encore que la tradition du fief se soit faite dans des conditions parfaitement régulières, il semble que les droits de l'abbaye sur ce domaine, comme d'ailleurs sur tous les fiefs acquis par elle, n'aient pas été entièrement à l'abri des réclamations ⁽²⁾ ; ce caractère incertain des droits de l'abbaye, joint à l'obligation d'acquitter un cens, explique dans une large mesure la persistance du terme de *feodum* qui, durant tout le XII^e siècle, reste attaché au domaine de Doncourt dans les documents des archives de Beaupré. Cette expression de *feodum de Doncort* s'applique à un véritable domaine, comportant des tenures et une réserve, qui est passée sous silence, mais dont l'existence est certaine ⁽³⁾ ; domaine minuscule, il est vrai, puisque le nombre des tenures ne dépasse pas 5 quartiers et demi. A ces quartiers incombent un certain nombre de charges, assez légères d'ailleurs, que le rédacteur du censier énumère, en séparant soigneusement les services des redevances, mais sans préciser les obligations du demi-quartier. Le censier du domaine de Doncourt, rédigé selon un formulaire de type classique, ne donnerait lieu à aucune remarque ⁽⁴⁾, s'il ne présentait une double innovation qui mérite de retenir l'attention.

Le censier proprement dit est suivi d'un état nominatif des tenants entre lesquels se répartissent les quartiers de Doncourt. Cette répar-

(1) Les documents qui nous renseignent sur l'acquisition du fief de Doncourt par l'abbaye de Beaupré sont deux chartes du duc Mathieu I^{er}. La première, qu'il faut dater de 1152-54 (Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, Catalogue, n° 34, sous la date de 1152-54), nous apprend que le domaine de Doncourt était tenu en fief du duc par Gautier de Siberg et en arrière-fief par Gautier de Ludres. Le domaine fut remis entre les mains de Gautier de Siberg, puis du duc, à la suite d'une décision judiciaire (« ex judicio »), sur la nature de laquelle la charte ne s'explique pas ; après quoi, Mathieu I^{er} donna le fief à l'abbaye de Beaupré, sous condition de payer un cens annuel de six sous, dont le bénéficiaire devait être désigné par le duc. Une charte de 1154 (Cartulaire, B N., Lat. 11024, f° 25) nous apprend que ces bénéficiaires furent Albert et Erno de Lunéville, ce que confirme une seconde charte de Mathieu I^{er}, de 1164-76 (Orig. M. M., H. 337. — Duvernoy, *Mathieu I^{er}*, a classé cette charte sous deux numéros différents, n°s 62 et 63).

(2) Voir plus loin ce qui concerne les fiefs de Clémentaine et de Deinvillers.

Notons, à ce propos, que la terre donnée aux moines venus de Morimond par le comte de Metz, Folmar VI, pour y établir l'abbaye de Beaupré, était un fief, que celui-ci tenait de l'évêque de Metz ; mais, dans ce cas, le fief avait été allodialisé par le comte qui avait repris en fief, de l'évêque, un de ses alleux, à Puttelange-les-Farschviller (Charte d'Henri, évêque de Toul de 1157. — EDIT. Calmet, *H.L.* II, pr., col. 353).

(3) Cela résulte des services mêmes qui incombent aux quartiers du domaine.

(4) Le censier est très clairement rédigé, les redevances et les services étant classés dans un ordre strictement chronologique.

tition se fait de la manière suivante : les 5 quartiers et demi sont aux mains de 12 tenanciers, et, comme un de ces quartiers est revendiqué, devant la justice seigneuriale, par deux individus ⁽¹⁾, on voit que, dans l'hypothèse où ceux-ci obtiendraient gain de cause, il n'y aurait pas moins de 14 tenanciers à se partager les 5 quartiers et demi possédés par l'abbaye à Doncourt. Ces chiffres font saisir sur le vif les dangers du morcellement qui, dès la fin du XII^e siècle, menaçaient le quartier ; c'est à titre exceptionnel que deux quartiers sont exploités, chacun, par un seul tenancier ⁽²⁾, et, en règle générale, chaque quartier est aux mains de deux ou trois exploitants. Comme le censier n'indique ni la fraction de quartier, ni les terres qui reviennent à chacun d'eux, on est en droit de supposer que les exploitants d'un même quartier formaient une communauté, dont les membres étaient solidairement responsables des redevances et services incombant au quartier ⁽³⁾. Le paragraphe qui suit cet état nominatif des tenanciers des quartiers est intitulé *Censuales* ; il donne une liste de 16 individus qui, seuls ou plus souvent associés par groupe de deux ou trois ⁽⁴⁾, acquittent un cens très léger d'origine inconnue ⁽⁵⁾. Le terme même de *censuales*, appliqué aux individus qui acquittent le cens, paraît indiquer, au premier abord, qu'il s'agit d'un cens personnel, d'un chevage ; mais cette explication ne supporte pas l'examen, pour peu qu'on tienne compte des faits suivants : le cens ne dépasse pas, parfois, une obole, soit un taux anormal pour le chevage, ce cens varie parfois d'une année à l'autre ⁽⁶⁾, enfin il est acquitté, en général, par des groupes et non par des individus ⁽⁷⁾. Ces faits suffisent à prouver que le cens payé par les *censuales* de Doncourt est un cens réel, qui pèse sur des *terrae censuales*, pour reprendre l'expression dont se sert le censier à propos des terres possédées par l'abbaye

(1) « Petrus et nepotes ejus Gisla et Valentia et Florata quarterium I. Ermen-gardis et Maria sorores participes erunt hujus ultimi quarterii, si justicia eis dederit ».

(2) Le demi-quartier est tenu par un seul individu.

(3) Sur trois cas où le quartier est aux mains de plusieurs exploitants, il en est deux où les exploitants sont parents ; dans le dernier cas, le censier n'indique aucun lien de parenté entre eux.

(4) Comme trois *censuales*, le maire Jean le Blanc (Johannes Albus) et ses deux neveux, réapparaissent dans deux groupes, la liste compte, en réalité, 13 individus différents.

(5) Le montant du cens varie de 1 obole à 6 deniers.

(6) « Gerardus et nepotes ejus Johannes et Herbertus debent sub annuo censu, anno uno II denarios, anno altero III obolos ».

(7) Remarquons également qu'un groupe composé des mêmes personnages paye deux cens de montant différent (p. *supra*, n. 4).

à Franconville ⁽¹⁾. Toutefois, quand il s'agit de déterminer la nature véritable de ces terres, nous en sommes réduits aux hypothèses ; le fait qu'une des *terrae censuales* de Franconville est un *mansus* ⁽²⁾, entendez un « meis » ou emplacement de maison avec le jardin attenant, incite à voir, dans les terres à cens de Doncourt, des tenures analogues. Issu, comme le quartier, du démembrement du manse primitif, occupé parfois par le même groupe d'exploitants ⁽³⁾, le « meis » du XII^e siècle est soumis, à Doncourt, à des charges différentes de celles du quartier ; il acquitte un cens léger en argent, à l'exclusion de toute autre redevance ou service.

Les biens inventoriés au chapitre Deinvillers (chap. 2) présentent une assez grande variété. Le fief de Deinvillers, acquis dans des conditions qui nous échappent, mais qui devaient rappeler celles du fief de Doncourt, est, comme celui-ci, un domaine comportant réserve et tenures, mais un domaine de dimensions encore plus réduites que celui de Doncourt. Si l'on s'en rapporte aux données d'une charte de 1189, la seule qui contienne quelques renseignements sur le fief de Deinvillers, la réserve du domaine de Beaupré se réduisait à un pâquis ⁽⁴⁾ ;

(1) « Censuales terre domine Godelende de Franconvilla ». — Suit une liste de 5 individus qui acquittent, isolément ou par groupes, des cens variant de 1 à 4 deniers.

Une charte de Pierre, évêque de Toul, de 1175 (Cartulaire, B. N., Lat. 11024, f° 27) apporte les renseignements suivants sur l'acquisition de ces terres. Godelendis, qualifiée de *libera* par la charte, avait épousé un non-libre qui appartenait à la *familia* d'Odoïn de Froville ; après la mort de son mari, elle donna son alleu de Franconville à Odoïn, à condition que celui-ci étendit sur elle sa protection. Odoïn, entré en possession de l'alleu, le laissa, en mourant, à sa fille Ide, qui le donna à Beaupré.

(2) « Johannes filius Raymbaldi II denarios et duas focantias et duos cappones ». Que la tenure pour laquelle Jean, fils de Rambaud, acquitte le cens, comporte un *mansus*, c'est ce qui ressort de la comparaison entre ce passage du censier et une note du cartulaire dont il sera question plus loin (p. 509).

(3) A Doncourt, le maire Jean le Blanc et ses deux neveux tiennent un quartier ; leur groupe est cité deux fois parmi les *censuales*, il acquitte une fois 4, l'autre fois 6 deniers.

(4) Une charte de Hugues de Lunéville de décembre 1189 (Orig. M.M., H. 370), confirmée par une charte de Bertrand, évêque de Metz, de 1190 (Orig. M.M., H. 332), nous apprend que Welfo de Rambervillers avait renoncé à ses prétentions sur le fief de Deinvillers, qu'il tenait de Hugues (« scilicet quicquid clamabat in decimis de Dinville et in pasturis ejusdem feodi et decem pedes ripe in utramque partem Mortesne (le ruisseau de la Mortagne) et in prato quod vocatur Paskiz et in quartariis »). Hugues confirme cette donation sous la réserve que, si le fief de Deinvillers revenait en sa main, la donation faite par Welfo serait nulle. Il semble, d'après le contenu de cette charte, que l'abbaye avait acquis le fief de Deinvillers ou une partie du fief avant 1189, peut-être de Welfo lui-même, qui, par la suite, aurait refusé de reconnaître la cession consentie par lui, peut-être aussi d'un vassal de Welfo.

quant aux quartiers, le censier en dénombre 3 seulement qui acquittent, chacun, une redevance unique de 7 deniers. Ceux-ci sont exploités, comme ceux de Doncourt, par des groupes de tenanciers et sont uniformément constitués par 15 journaux de terre. — Le fief de Clézentine, voisin de celui de Deinvillers et qui, par ses origines, rappelle celui de Doncourt ⁽¹⁾, nous offre l'exemple d'un domaine en pleine désagrégation ; le censier se contente, en effet, à son sujet, d'énumérer une liste d'une vingtaine de *censuales*, qui acquittent, isolément ou par groupes, un cens minime (de 1 à 4 deniers) dans les mêmes conditions que les *censuales* de Doncourt ⁽²⁾. Il est probable que, sur le fief de Clézentine, acquis dès 1135 par l'abbaye, le travail d'incorporation des tenures à l'*indominicatum* de la grange la plus proche, celle de Fontaine, était déjà fort avancé au moment où fut rédigé le censier ; des anciennes tenures, il ne subsistait plus que quelques « meis » et quelques parcelles de terres grevées de cens, à l'exclusion de tout service. Enfin, au groupe, Deinvillers-Clézentine paraissent se rattacher les terres de Haillainville, dont l'origine exacte est inconnue ⁽³⁾ ; le censier se contente de noter, à leur propos, qu'elles acquittent, non pas un cens en argent, mais un gerbage, soit un cens en nature proportionnel à la récolte ⁽⁴⁾.

Les biens donnés à Moyen par Dreux de Bouzanville ⁽⁵⁾ (chap. 3), qui, dans le censier, font suite aux biens du groupe Deinvillers, sont

⁽¹⁾ La donation du fief de Clézentine par Gautier de Gerbéviller, sous condition d'un cens annuel de cinq deniers, est mentionnée dès 1135 dans la charte d'Henri, évêque de Toul (EDIT. Calmet, *H.L.*, II, pr., col. 307). Cette donation fut confirmée plus tard, par le duc Mathieu I^{er}, dans des conditions qui sont rappelées dans deux chartes, l'une de 1152-54, l'autre de 1164-76 ; sur ces chartes qui confirment également aux moines le fief de Doncourt, voir p. 504, n. 1.

⁽²⁾ La nature des biens qui sont soumis au cens n'est indiquée que dans trois cas. — Un individu paye 1 denier « pro uno orto » ; un groupe 1 obole « pro clospré » ; un autre groupe 4 deniers « pro manso quod dedit nobis Hugo venator ». Ce *mansus* (entendez l'emplacement de la maison avec le jardin ou *meis* attenant) est grevé d'un cens de 2 deniers au profit du chapitre de St-Dié « quia fundus mansi est Sti Deodati ». Il s'agit d'un *mansus* donné par un tenancier de St-Dié à l'abbaye de Beaupré, qui l'a acensé moyennant 4 deniers. Cet exemple montre que les religieux se souciaient peu d'incorporer à leur *indominicatum* les meis des tenanciers tombés en déshérence, ceux-ci ne pouvant être pour eux que d'une médiocre utilité.

⁽³⁾ L'abbaye avait, à plusieurs reprises, reçu des alleux à Haillainville ; mais la rédaction des chartes de confirmation ne permet de déterminer, ni l'étendue, ni la composition de ces alleux (Charte d'Henri, évêque de Toul, de 1156 ; *M.M.*, H. 334. — Charte de Pierre, évêque de Toul, de 1174, *M.M.*, H. 334).

⁽⁴⁾ « Terre de Hullinvilla non dant census sed gerbagia ».

⁽⁵⁾ « In territorio de Moyn ex parte domini Drogonis de Bosanvilla veniunt ecclesie Belliprati redditus hii. . . » — Sur Dreux de Bouzanville, cf. p. 407, n. 1.

du même type que les biens provenant du fief de Clémentaine ; dans un cas comme dans l'autre, nous avons affaire, très probablement, à un ancien domaine, dont la réserve et une partie des terres de quartier sont allées grossir *l'indominicatum* des religieux⁽¹⁾. A Moncel-lès-Lunéville enfin (chap. 4), la situation est un peu différente : à côté des *terrae censuales*, on croit apercevoir les débris d'une ancienne réserve, dont les terres ont été concédées à des tenanciers, les unes contre un cens en argent, les autres contre un gerbage⁽²⁾. Si notre interprétation est exacte, cet acensement de la réserve ne peut être qu'un fait ancien et dont la responsabilité n'incombe pas aux moines de Beaupré, car les chartes qui, dès une époque ancienne, ont créé les droits de l'abbaye sur les terres de Moncel se contentent de reconnaître aux religieux le droit de lever, à l'avenir, aux lieu et place des donateurs, les cens traditionnels que ceux-ci percevaient sur des terres comprises dans des limites précises⁽³⁾.

Tel étant le censier de Beaupré, il nous reste à en déterminer la date et à préciser les conditions de sa rédaction. Le censier est certainement postérieur à la bulle de Lucius III, de 1182, qui ne fait mention ni du fief de Deinvillers, ni des biens de Moyen, donnés à l'abbaye par Dreux de Bouzanville ; comme la bulle de Lucius III donne un dénombrement très détaillé des donations reçues par l'abbaye depuis sa fondation, il est impossible d'expliquer, par une simple négligence de rédaction, l'absence de ces deux catégories de biens⁽⁴⁾. D'autre

(1) Sur un ensemble de 16 tenanciers, il en est 14 qui payent individuellement un cens variant de 1 obole à 3 deniers, il en est 2 qui acquittent en commun un cens de 1 denier. A noter la mention d'une tenure tombée en déshérence (« de terra que dicitur incidisse... »), qui rapportait anciennement 3 deniers.

(2) « In territorio de Moncellis debentur redditus hii ecclesie Belliprati... ». — On trouve 16 tenanciers qui acquittent, en général, à titre individuel, un cens variant de 1 à 3 oboles ; dans deux cas seulement des tenanciers forment groupe.

Il est possible que la mention « Terram nostram de Moncellis colentes III denarios. Alii autem persolvunt gerbagium » fasse allusion à une ancienne réserve (*terra nostra*).

(3) Ces terres proviennent, au moins pour une part, de la donation faite avant 1157 par le comte de Lunéville Folmar I^{er} et par Pierre de Montreuil ; sur cette double donation, voir plus haut, p. 496, n. 2.

(4) On ne peut faire état, dans la discussion, de la bulle de Célestin III, de 1196 ; celle-ci reproduit la bulle de 1182 en la renouvelant sur certains points, mais elle ne donne pas un dénombrement complet des biens de l'abbaye ; la preuve en est qu'elle ne fait nulle mention du fief du Deinvillers, acquis par l'abbaye avant 1189 (cf. p. 506, n. 4). Les archives de l'abbaye conservent également une bulle d'Innocent III du 15 janvier 1199 (Orig. M.M., H. 328), mais celle-ci se contente d'une formule de confirmation d'ordre général.

part, le censier est antérieur à 1208, ainsi qu'il ressort des remarques suivantes. Une note inscrite au censier, dans la marge inférieure du f° 22, nous apprend qu'à cette date, l'abbaye concéda à un certain Humbert un « meis » à Franconville ; or, dans le censier, ce même « meis » est encore aux mains de Jean, frère de Humbert, qui acquitte à l'abbaye un cens moins élevé que celui prévu lors de la concession de 1208. S'il paraît évident que Humbert a succédé à son frère dans l'exploitation du « meis » et que les religieux ont profité du changement de tenancier pour relever le cens ⁽¹⁾, du rapprochement entre la note du cartulaire et le censier, il résulte que celui-ci est antérieur à 1208.

Comme le censier a été annexé au cartulaire de Beaupré dans les toutes premières années du XIII^e siècle, on est amené à penser que le censier a été rédigé à cette occasion, pour compléter deux recueils, cartulaire et livre de traditions, destinés, l'un comme l'autre, à établir les droits de l'abbaye sur l'ensemble de son patrimoine. Si cette interprétation se vérifiait, il faudrait placer la rédaction du censier dans les toutes premières années du XIII^e siècle. Toutefois, il semble bien qu'on puisse reculer quelque peu la date de cette rédaction, s'il est vrai, comme nous le pensons, que le texte transcrit à la suite du cartulaire représente une copie et non pas un original. Ce qui autorise cette interprétation, c'est la forme très particulière et déconcertante que revêt le chapitre du censier consacré aux terres de Chanteheux. De tous les chapitres du censier, celui-là est le seul qui soit introduit par un titre, et non seulement ce titre, qui paraît annoncer une sorte de

(1) Le f° 22 R^o du cartulaire est occupé par une charte de l'évêque de Toul Pierre, de 1169, qui promulgue un accord conclu entre Rambaud de Franconville et l'abbaye. Rambaud donne aux religieux les terres qu'il possède à proximité de la grange de Relécourt, à condition que son fils Jean, à son défaut son autre fils Humbert ou lui-même, soit reçu comme convers à Beaupré.

Au bas du folio, dans la marge, un scribe a écrit la note suivante : « Mansus etiam et arbores et terra arabilis circa duos jornales eidem Humberto concessa est que fuit domine Ide et perinde ecclesie Belliprati debet omni anno in Nativitate Domini III denarios, III chapones et III focantias ». La suite de la note, qui est datée de 1208, nous apprend que Humbert, ayant donné aux moines des terres qui lui venaient de son aïeul maternel, près de Relécourt, devait recevoir désormais, à titre de *prebenda*, la ration de vivres d'un religieux. Dans le censier, les fils de Rambaud paraissent l'un et l'autre comme *censuales* ; à Doncourt Humbert acquitte un cens de 2 deniers et, parmi les *censuales* de la terre de Godelendis, à Franconville, figure Jean, fils de Rambaud, qui paye « II denarios et duas focantias et duas cappones ». Si l'on se rappelle que la *terra Godelendis* a été donnée par Ide à l'abbaye et si l'on rapproche le cens acquitté par Jean au censier de celui fixé lors de la concession de 1208, on se convaincra que Humbert a succédé à son frère Jean dans l'exploitation du *mansus* et des deux jours de terre provenant de la donation d'Ide à Franconville.

pied-terrier des biens possédés par l'abbaye à Chanteheux, ne cadre pas avec le plan général du censier; ce qui est plus grave, il est sans aucun rapport avec le texte même du chapitre, sorte de notice destinée à rappeler les droits de l'abbaye sur une terre sise à Chanteheux. Ces anomalies sont inexplicables, si l'on admet que le chapitre Chanteheux fait corps avec le censier; toute difficulté s'évanouit, au contraire, si l'on suppose que ce chapitre a été ajouté au censier dans les conditions suivantes. Le rédacteur du censier, ou mieux un réviseur postérieur, a noté en marge, ou sur un feuillet intercalaire, le titre «*Descriptio terrarum de Cantehou*», qui, dans sa pensée, annonçait un pied-terrier des biens de Chanteheux; ce pied-terrier n'a jamais été exécuté et l'espace libre a été utilisé pour insérer la notice qui, dans l'état actuel du censier, représente, à elle seule, le chapitre Chanteheux. Il est possible que cette notice soit l'œuvre du scribe qui a transcrit le censier; elle ne saurait, en tout cas, à en juger par les indications chronologiques qu'elle renferme, être postérieure de beaucoup aux dernières années du XII^e siècle ⁽¹⁾. Au total, si le censier de Beaupré est postérieur à 1182 et s'il a été rédigé antérieurement aux premières années du XIII^e siècle, époque à laquelle il a pris place à la suite du cartulaire, on peut admettre qu'il appartient aux dernières années du XII^e siècle.

La composition du censier de Beaupré pose une dernière question; le censier nous est-il parvenu intégralement, ou bien avons-nous à déplorer des lacunes plus ou moins étendues? L'état de mutilation du manuscrit qui nous a transmis le censier plaide déjà en faveur de la seconde hypothèse, qu'étaient solidement quelques observations tirées du texte même du censier. Les biens de l'abbaye étant répartis, en vue de leur exploitation et de leur administration, entre différentes granges, c'est par grange que le rédacteur du cartulaire a groupé les chartes

(1) La notice relate la donation, à Beaupré, d'une terre par des individus qui tenaient cette terre de la comtesse Mathilde, épouse de Folmar VI, moyennant un cens annuel de 16 deniers et 1 obole. La comtesse avait abandonné aux religieux la part, soit 11 deniers, qui lui revenait sur ce cens annuel, mais l'abbaye restait redevable de 5 deniers et 1 obole à l'avoué de la terre qu'elle avait acquise. L'exercice d'un droit d'avouerie sur une terre appartenant à un seigneur laïque s'explique certainement par ce fait que beaucoup des domaines possédés dans la région de Lunéville par Folmar VI et sa famille étaient des fiefs de l'évêché de Metz.

Comme la notice laisse supposer que la comtesse Mathilde était déjà veuve au moment où elle abandonna sa part de cens à l'abbaye, comme Folmar VI est mort après 1142 et Mathilde avant 1157 (Châtelain, *J. G. L. G.*, XIII (1901), p. 304-308), comme, d'autre part, la notice déclare que l'abbaye a joui, pendant plus de quarante ans, de la terre ainsi déchargée du cens jadis acquitté à la comtesse, on voit que la notice en question a dû être rédigée dans les années qui ont suivi immédiatement 1190.

qu'il avait à transcrire ⁽¹⁾ ; de même, il est infiniment probable que le rédacteur du censier s'est conformé, dans l'inventaire des domaines de l'abbaye, à ce même principe de répartition. En fait, dans son état actuel, le censier donne l'inventaire d'un certain nombre de biens, qui, à en juger par leur situation géographique, devaient se rattacher aux granges de Relécourt, Fontaine et Champel ⁽²⁾, sans que d'ailleurs nous puissions justifier, d'une manière quelconque, l'ordre admis pour le classement de ces trois granges. Or, le nombre des donations, qui, au cours du XII^e siècle, ont travaillé à constituer le territoire de la grange de Relécourt ⁽³⁾, est tel, que le censier, sous sa forme originale, devait dénombrer d'autres biens que le fief de Doncourt et les quelques tenures provenant de la donation de Godelendis, à Franconville ; il est probable, par suite, que le censier ne débutait pas par le chapitre Doncourt et qu'il s'étendait sur un ou plusieurs folios intercalés entre les f^{os} 31 et 32 (anciennement f^{os} 110 et 111). Mais il est d'autres lacunes plus étendues. A la fin du XII^e siècle, quand fut rédigé le censier, l'abbaye comptait sept granges ; or il en est quatre, Martinbois, Olzey, Mattecourt et Bétaigne, dont aucun bien ne figure au censier ⁽⁴⁾ ; pour justifier de telles lacunes, il faudrait supposer, ou que les biens acquis par l'abbaye et rattachés à ces quatre granges ne comportaient que des éléments maintenus dans l'*indominicatum*, ou qu'au moment de la rédaction du censier, la politique des religieux était arrivée à soumettre au système de l'exploitation directe la totalité des tenures comprises dans ces mêmes domaines. Il suffit de formuler cette double hypothèse pour en sentir l'invraisemblance ; on peut donc conclure qu'un fragment seulement du censier de Beaupré nous est parvenu, fragment qu'on peut évaluer à la moitié environ de l'ensemble du recueil.

(1) C'est de même par grange que sont classées, dans la bulle de Lucius III, les acquisitions réalisées par l'abbaye.

(2) Les biens de Doncourt, Franconville relevaient certainement de la grange de Relécourt ; ceux de Deinvillers, Clémentine. Haillainville de la grange de Fontaine. Pour les biens de Moyen, on est dans l'incertitude ; il est possible qu'ils aient été rattachés à la grange de Bétaigne ou à celle d'Olzey. Quant aux biens de Moncel, ils sont, en général, dans les chartes de confirmation délivrées à l'abbaye de Beaupré, joints aux biens de Champel.

(3) Voir Chatton, *M.S.A.L.*, 1902, p. 24 et sq. — Il faut d'ailleurs remarquer que plusieurs de ces donations ne comportent que des éléments de réserve seigneuriale.

(4) Sous la réserve présentée plus haut (n. 2) en ce qui concerne les biens de Moyen, rattachés peut-être à Olzey ou à Bétaigne.

CHAPITRE VII

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE ST-MAXIMIN DE TRÈVES ⁽¹⁾

(Troisième quart du XII^e siècle, avec additions de la fin du XII^e et des premières années du XIII^e siècle)

(Censier n^o 20)

COP. B. Copie sur rouleau de parchemin de 260 mm. de largeur sur 690 mm. de hauteur, exécutée par un scribe de la fin du XII^e siècle ou des premières années du XIII^e; Coblenz, Staatsarchiv, Abteilung 211, n^o 140.

(1) Il n'existe encore aucune histoire recommandable de l'abbaye de St-Maximin. Le chapitre de Marx, *Geschichte des Erzstifts Trier*, II. Abteilung, I. Bd, p. 33-165, est vieilli et peu critique. On trouvera quelques indications exactes, mais forcément très brèves, dans Kentenich, *Geschichte der Stadt Trier*. Pour la période antérieure au XIII^e siècle, la seule dont on ait à s'occuper au cours de cette étude, on tirera grand profit de l'article de Bresslau, *Ueber die älteren Königs- und Papsturkunden für das Kloster St-Maximin bei Trier*; *W. Z.*, V (1886), p. 20-65, qu'on complètera et rectifiera au moyen de l'étude de Dopsch, *Die falschen Karolinger-Urkunden für St. Maximin (Trier)*; *M. I. Ö. G.*, XVII (1896), p. 1-34.

L'abbaye de St-Maximin tire son origine d'une église élevée, dès une époque ancienne, sur l'emplacement du tombeau de l'évêque Maximin, en dehors des murailles de la ville; c'est sans doute vers le milieu du VIII^e siècle que cette *basilica Sti Maximini Treverensis* fut transformée en abbaye. A l'époque carolingienne, St-Maximin est une abbaye royale, dont les souverains disposent fréquemment en faveur de leurs vassaux et depuis le règne d'Arnulf l'abbaye n'a plus, pendant quelque temps, à sa tête que des abbés laïques. Le X^e siècle marque, pour l'abbaye, une période de grande prospérité; Gisibert, fils de Régnier, ayant renoncé en 934 à la dignité d'abbé laïque de St-Maximin, l'abbaye fut réformée et reçut un abbé régulier en la personne d'Ogo qui chassa les anciens moines et rétablit la règle bénédictine. Dans la seconde moitié du X^e siècle, St-Maximin devient un foyer de vie religieuse intense et fournit abbés et moines à de nombreuses abbayes allemandes. Toutefois, au début du XI^e siècle, l'abbaye semble

C. Copie de la fin du XV^e siècle insérée en tête d'un manuscrit sur papier, dans lequel ont été transcrits plusieurs documents concernant l'administration des biens de St-Maximin, en particulier un censier daté de 1484; Bibl. de Trèves, Ms. 1641, p. 1-30.

D¹. Transcription au *Liber aureus* (perdu), recueil composé sur l'ordre de l'abbé de St-Maximin, Barthélemy (première moitié du XIII^e siècle) et comprenant, en plus du censier, un cartulaire et un catalogue des fiefs; au *Liber aureus* le censier débutait au f^o 79 et s'étendait jusqu'au f^o 118. — D². Copie du *Liber aureus* exécutée dans les dernières années du XVII^e siècle (avec indication du foliotage du manuscrit original) en tête d'un manuscrit désigné sous le titre de « *Chartularium Maximinianum* (1) »; Bibl. de Trèves, Ms. 1632, p. 191-296. Dans ce même manuscrit, le cartulaire et le catalogue des fiefs occupent respectivement les p. 1.-187 et 296-320 (2).

avoir eu à souffrir des larges prélèvements opérés sur l'ensemble de ses biens par les rois de Germanie en faveur de leurs vassaux. En 1023, la réforme clunicienne pénètre à St-Maximin, grâce à l'initiative d'Henri II, qui place à la tête de l'abbaye Poppon, abbé de Stavelot; celui-ci, et après lui son neveu, Jean, travaillent à récupérer une partie des biens aliénés. Ce travail de reconstitution du patrimoine devait se poursuivre jusqu'en plein XII^e siècle.

La formidable richesse de St-Maximin avait, de bonne heure, éveillé la convoitise des archevêques de Trèves qui, à plusieurs reprises, cherchèrent à se faire concéder par l'autorité royale le *dominium* sur l'antique abbaye royale. Une première tentative, faite en 953 par l'archevêque Robert, se heurta à un refus de la part d'Otton I^{er}; elle fut reprise dans le premier quart du XII^e siècle par l'archevêque Bruno, sans plus de succès d'ailleurs; toutefois les faux fabriqués lors de cette seconde tentative dans le *scriptorium* de l'archevêché servirent plus tard à appuyer les revendications de l'archevêque Albéron de Montreuil. Celui-ci, en 1139, obtint de Conrad III un diplôme conférant à l'archevêque de Trèves l'abbaye de St-Maximin; Innocent II, après quelques hésitations, finit par confirmer cette concession en décembre 1140; enfin, en 1147, Henri, comte de Namur et de Luxembourg, avoué de St-Maximin, renonça aux prétentions qu'il avait fait valoir sur le *dominium* de cette abbaye.

(1) Ce recueil de documents date certainement, à en juger par l'écriture, de la fin du XVII^e siècle; l'acte le plus récent de tout le recueil est une bulle de 1680 concernant l'élection de l'abbé de St-Maximin Alexandre Henn. Il est vraisemblable que le *Chartularium Maximinianum* a été rédigé sur l'ordre de cet abbé, auquel on doit également un vaste répertoire des principaux actes intéressant l'histoire de son abbaye; ce répertoire, qui ne comprend pas moins de 15 tomes in-f^o, est connu sous le nom de *Archivium Maximinianum* (Bibl. de Trèves, Ms. 1644). — Sur ces deux recueils, voir Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 110; 706 et sq.

(2) D'après les indications qui accompagnent la transcription au *Chartularium Maximinianum* du cartulaire, du censier et du catalogue des fiefs, ceux-ci occupaient, au *Liber aureus*, respectivement les f^{os} 1-79; 79-118; 126-139. Le dernier chapitre du censier (chap. 74 *Theodonisvilla*) se trouvait transcrit au f^o 118 R^o; ce chapitre est suivi de quelques notes additionnelles qui n'empiétaient certainement pas sur le f^o 119; tout au plus occupaient-elles une partie du f^o 118 V^o.

E. Copie authentique du chap. 41 (*Enselinge*) du censier, exécutée en 1615 et transcrite dans le recueil de titres de St-Maximin dit « *Archivium Maximinianum* » ; Bibl. de Trèves, Ms. 1644, vol. IV, p. 746, d'après C. ⁽¹⁾.

EDIT. a. Beyer, *Urkundenbuch zur Geschichte... der mittelhheinischen Territorien*, II, p. 428-467, d'après D² ; édition médiocre et incomplète ⁽²⁾. L'auteur a également publié (p. 467-473), d'après D², le catalogue des fiefs qui, dans le *Liber aureus*, faisait suite au censier.

b. Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, II, p. 109-110 public, d'après B, les deux chap. 44 (*Dudelendorph*) et 45 (*Oea*), qui, ne figurant pas sur la copie D², n'ont pas été édités par Beyer.

INDIQ. Lamprecht, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, II, p. 109-123.

⁽¹⁾ Sur le recueil dit *Archivium Maximinianum*, voir plus haut p. 513, n. 1.

⁽²⁾ Beyer restitue parfois certains mots du texte sans en avertir le lecteur et néglige de corriger des leçons du manuscrit manifestement fautives. Le défaut le plus grave de cette édition, c'est de ne pas reproduire intégralement les listes de tenanciers qui ont été introduites au censier à une époque tardive et dans des conditions que nous aurons à déterminer au cours de la présente étude ; ces lacunes sont particulièrement nombreuses p. 454-455 ; 459 ; 462-464 ; 467.

§ 1^{er}. HISTOIRE DU TEXTE DU CENSIER. — DATE ET CARACTÉRISTIQUES
DES DIFFÉRENTES RÉDACTIONS.

En dépit de son importance, que laissent pressentir, dès l'abord, le nombre et l'étendue exceptionnels de ses chapitres, le censier de St-Maximin n'a pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble approfondie. Quelques-uns des problèmes que soulève sa composition, ont été abordés par Lamprecht ⁽¹⁾ ; celui-ci a eu, en particulier, le mérite de retrouver plusieurs copies du censier et d'interpréter celles-ci comme les rédactions successives d'un même inventaire général des domaines de St-Maximin. Toutefois, son étude n'est qu'une esquisse rapide, inexacte et superficielle : les rapports entre les différentes copies sont mal établis, les dates des rédactions successives restent imprécises, le principe qui préside au groupement des domaines n'est pas dégagé avec toute la netteté désirable, enfin le problème des opérations préliminaires à la rédaction du censier n'est même pas entrevu. Au total, l'étude du censier de St-Maximin doit être reprise, élargie et, si possible, poussée plus loin qu'elle ne l'a été jusqu'alors ; c'est ce que nous tenterons de faire dans les pages qui vont suivre ⁽²⁾.

Un hasard exceptionnel, dont on ne saurait trop se féliciter, nous a conservé quatre copies, qui reproduisent, en totalité ou en partie, le texte du censier ; la première question qui se pose est de déterminer la nature de ces copies et les relations qu'elles ont entre elles. De ces quatre copies, trois seulement (*B*, *C*, *D*²) méritent, à vrai dire, de

⁽¹⁾ Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 109-123.

⁽²⁾ Les conclusions de la présente étude sur les différentes rédactions du censier sont résumées sous la forme d'un tableau annexe (Annexe I), p. 573. On a cherché, sur ce tableau, à distinguer les chapitres du censier des additions postérieures et à reconstituer l'état de chacune des trois rédactions successives. On voudra bien, pour la lecture de la présente étude, se reporter, non seulement au texte de l'édition Beyer, mais aussi au tableau comparatif des trois rédactions, dans lequel on a affecté aux chapitres du censier un numéro d'ordre pour la commodité des références.

retenir l'attention ; on peut négliger complètement la quatrième (*E*), qui donne un extrait très bref de la copie *D*². De ces trois copies utiles, c'est *B* qui, à en juger par l'écriture, est la plus ancienne ; elle a été transcrite sur un rouleau de parchemin à la fin du XII^e ou dans les premières années du XIII^e siècle. Bien que cette copie nous soit parvenue intégralement ⁽¹⁾, elle ne renferme qu'une partie des chapitres qui, dans les autres copies, constituent le censier de St-Maximin, à savoir les chapitres 27 à 48. Ce fait peut, au premier abord, inspirer quelque doute sur la véritable destination du rouleau de parchemin, affecté par nous de l'indice *B*. On peut se demander si nous avons affaire à une copie ou s'il ne faut pas voir plutôt, dans *B*, l'original d'un inventaire restreint, établi en vue de la mise en œuvre du censier général, inventaire qui s'étendrait à l'ensemble des domaines correspondant aux chap. 27-48. Mais l'examen attentif du texte de *B* permet d'écarter la seconde hypothèse ; de place en place, des mots ont été laissés en blanc par le scribe qui n'a pu déchiffrer l'original qu'il avait sous les yeux ⁽²⁾ ; de plus les titres des chapitres ont été écrits en capitales avant le texte lui-même, ce qui suppose que le scribe de *B* connaissait, à l'avance, l'étendue respective des chapitres qu'il avait à transcrire ⁽³⁾. Ces quelques faits suffisent à établir que le rouleau de par-

⁽¹⁾ Le rouleau se compose d'une seule bande de parchemin qui, dans sa partie inférieure, ne présente aucune trace de couture. La copie du censier débute par une invocation pieuse (« Sanctus Spiritus assit nobis gratia. Amen ») ; au verso de la bande de parchemin, le dernier chapitre transcrit est suivi d'un espace blanc de 76 mm. Ces indices concordent pour garantir que la copie *B* nous est bien parvenue au complet.

⁽²⁾ Au chap. 33 (*Sconeberch*) la copie *B* donne la leçon (Beyer, p. 443, ligne 14) : « Servit nobis mansionarius, sicut aratratus est, in februario I diem et recipit moitale[m] p[anem], in junio I diem et recipit (blanc) in autumpno et recipit (blanc). Dat nobis... » La copie *D*², reproduite par Beyer, ne se soucie pas de déchiffrer les mots non lus par le copiste de *B*, et, arrangeant quelque peu le texte original, elle donne la leçon : « ... In februario I^o die et recipit moytalem panem, in junio I^o die, in autumpno I^o die... ».

Au chap. 34 (*Decima*) (Beyer, p. 443, 13^e ligne à partir du bas de la page) la copie *B* donne la leçon : « Habemus et ibi vineas C (blanc de la valeur d'un mot) que solvunt medietatem ». La copie *D*² supprime le mot litigieux et donne le texte « vineas que solvunt medietatem ».

⁽³⁾ Entre les différents chapitres du censier, le scribe de *B* a ménagé un intervalle d'une vingtaine de millimètres en moyenne ; comme, dans certains cas, il a mal calculé la place nécessaire à la transcription de tel ou tel chapitre, il a dû utiliser les intervalles réservés pour y glisser les derniers mots du chapitre qu'il copiait. De telles erreurs prouvent que le copiste reproduisait un texte dont il avait mal apprécié l'étendue.

Voici un exemple typique de ce genre de fautes. Au chap. 43 (*Mettriche*) toute la fin du chapitre depuis « ... est, recipit arator... » (Beyer, p. 448, dernière ligne) est

chemin *B* est bien une copie dérivée, directement ou indirectement, de la rédaction originale et non pas un inventaire partiel préliminaire à cette rédaction. Quant à la copie *C*, elle figure en tête d'un manuscrit où sont transcrits plusieurs documents intéressant l'administration des domaines de St-Maximin, en particulier un censier général de 1484 ; ces différents documents, y compris le censier de date ancienne qui en ouvre la série, ont été écrits par des scribes différents, qui tous, appartiennent au dernier quart du XV^e siècle ⁽¹⁾. La copie *C* donne un texte beaucoup plus complet que la copie *B* ; toutefois, elle abonde en fautes d'étourderie et une bévue, particulièrement grave, du copiste, nous a privés d'un groupe important de chapitres (chap. 20-37, début du chap. 38) ⁽²⁾. Enfin la copie *D*², qui nous a conservé le texte le plus développé du censier, est une copie transcrite au *Chartularium Maximinianum* de la fin du XVII^e siècle ; elle reproduit une copie (*D*¹) qui figurait au manuscrit, dénommé couramment par les historiens de St-Maximin *Liber aureus* ; dans ce manuscrit, aujourd'hui perdu, le censier se trouvait intercalé entre un cartulaire et un catalogue des fiefs de l'abbaye.

Si l'on en croit la préface placée en tête de cet ensemble de documents, dont le *Chartularium Maximinianum* nous a transmis une copie fidèle, c'est à l'abbé de St-Maximin, Barthélemy, que revient l'honneur d'avoir fait transcrire, l'un à la suite de l'autre, trois recueils qui avaient, l'un comme l'autre, une importance capitale pour l'administration du temporel de l'abbaye ⁽³⁾. La préface du *Liber aureus* ne permet pas de dater le manuscrit de manière précise ; mais, comme l'abbatiate

écrite sur la première ligne du chap. 44, dans l'espace disponible à droite du mot *Dudellendorph*, qui forme le titre de ce chapitre et dans l'intervalle ménagé entre les chap. 44 et 45.

(1) La copie *C* porte en titre, de la main du scribe qui a exécuté la copie : « De culturis et de censu ecclesie nostre » ; au f^o 30 V^o, immédiatement au-dessous des derniers mots du censier, un scribe du début du XV^e siècle a écrit : « N. Egent omnia premissa clariori annotatione ».

(2) Le scribe de *C* a copié le chap. 19 (*Oldingen*) jusqu'à la fin (« in autumnno et junio panem recipit »), puis, ayant interrompu son travail de transcription, il l'a repris au milieu du chap. 38 (*Nuwilre*) » [recipit] aratrum unum panem in vere in mane... » (Beyer, p. 445, 10^e ligne avant le bas de la page).

(3) Cette préface est publiée par Gudenus, *Codex diplomaticus anecdotorum*, III, p. 1012. La préface rappelle les épisodes les plus marquants de l'histoire de l'abbaye et apporte, sur la rédaction du *Liber aureus*, ces renseignements très précis : « Itaque, ut supradiximus, noticie posterorum consulere volentes, privilegia, jura, possessiones necnon feoda possessionum ecclesie, prout investigare potuimus, jussu domini Bartholomei abbatis nostri in unum collecta, ne perpetue traderentur oblivioni, hoc in libro conscribere summo cum studio curavimus ».

de Barthélemy est postérieur à 1217 et antérieur à 1234 ⁽¹⁾, comme, d'autre part, le document le plus récent du cartulaire est de 1227, il en résulte que la copie *D*¹ remonte aux premières années du second quart du XIII^e siècle.

La comparaison entre les trois copies *B*, *C*, *D*² est rendue assez délicate du fait que celles-ci ne donnent pas un texte d'égale étendue et que *C* est amputé de plusieurs chapitres ; par une coïncidence fâcheuse, ces chapitres sont, à quelques exceptions près, ceux-là mêmes, qui forment le texte de la copie *B* ⁽²⁾. Toutefois, si les termes de comparaison entre les trois copies sont en nombre limité, ils sont suffisants pour autoriser des conclusions certaines sur les relations des copies entre elles. Pour entreprendre cette étude, il convient, dès l'abord, de faire abstraction de certaines particularités de graphie qui appartiennent en propre à l'une ou l'autre des trois copies ⁽³⁾ ; il faut surtout laisser délibérément de côté certaines leçons qui se rencontrent exclusivement dans *D*² et qui proviennent visiblement de l'initiative intempestive, soit du scribe de *D*², soit de celui qui, dans le second quart du XIII^e siècle, a transcrit le censier au *Liber aureus* (*D*¹) ⁽⁴⁾. C'est pour avoir tenu compte exclusivement de ces particularités que Lamprecht a classé dans une même famille les copies *B* et *C* et qu'il a isolé la copie *D*² ⁽⁵⁾.

(1) Sur les dates de l'abbatit de Barthélemy, voir les *Gesta abbatum S. Maximini* de Novillanuis, édités par Hontheim dans son *Prodromus historiae Trevirensis*, pars posterior, p. 1019-1020.

(2) Les seuls chapitres communs aux trois rédactions sont les chap. 39-43 ; 46-48.

(3) C'est ainsi que le copiste de *C* écrit régulièrement *garba*, *dimedius*, *curtim* au lieu de *gerba*, *dimidius*, *curtem* ; il supprime *in* devant les noms de lieux et emploie les formes *mansionarius*, *dominicus* et *quarta* de préférence à *mansus*, *dominicalis*, *quartarium* ou *quartale* ; le même copiste a parfois traduit par *duo* l'abréviation classique de *vero* et par *primo* la leçon *I*^o. Quelquefois, le copiste a remanié légèrement le texte du manuscrit qu'il avait sous les yeux ; c'est ainsi qu'il réunit en une seule les deux mentions concernant Lellig (Beyer, p. 431 et 432).

(4) La copie *D*² donne fréquemment la leçon *eimer* à la place de la leçon *situla* des deux autres copies ; elle emploie couramment *in* devant les noms de lieu à la différence des deux autres copies ; enfin elle remanie parfois le texte du censier de manière à obtenir un groupement plus rationnel des redevances. Ainsi, au chap. 43 (*Mettriche*), les deux copies *B* et *C* donnent le même texte : « Solvit mansus III maldra frumenti dominicalis mesure. Solvit mansus V solidos. Solvit mansus VIII someras avene dominicalis mesure, IIIII gallinas, XXIIII ova ». Le scribe de *D*² simplifie cette rédaction et groupe les redevances d'après leur nature, de manière à obtenir le texte qu'on trouvera édité dans Beyer, p. 448.

(5) Du tableau comparatif publié par Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 113-114, pour mettre en lumière les relations entre les trois copies *B*, *C*, et *D*², qui ont été affectées par lui des indices 1, 3 et 2, il résulte que les copies *C* et *D*² donnent toujours le même

En réalité, le classement doit s'opérer selon des principes entièrement différents ; *C* et *D*² ont des lacunes et des fautes qui leur sont communes ⁽¹⁾ ; de plus ces deux copies comptent trois chapitres (chap. 37, 38 et 49) ⁽²⁾ qui manquent à *B*, tandis que *B* a deux chapitres (chap. 44 et 45) qu'on chercherait en vain dans les deux autres copies. Cette observation, dont Lamprecht n'a pas soupçonné la portée, prouve à l'évidence l'étroite parenté qui unit les copies *C* et *D*² et suffit à les opposer à *B*. Comme, de plus, les deux familles de copies ont des chapitres qui leur sont propres, comme *D*², en dépit de sa parenté avec *C*, donne un texte plus développé que cette dernière copie, comme, d'un manuscrit à l'autre, on relève à l'intérieur d'un même chapitre certaines variantes qui dénotent une évolution indéniable du régime domanial, on peut en conclure que *B*, *C* et *D*² ne sont pas trois copies, reproduisant, avec plus ou moins de fidélité, un seul et même original ; ces trois textes correspondent à des états successifs d'un même censier, ils représentent trois rédactions différentes, auxquelles nous affecterons les nos I, II, III ⁽³⁾.

texte. Il y a seulement deux cas où *B* et *C* sont d'accord pour donner un texte différent de celui de *D*² ; ce sont les deux cas qui, dans le tableau comparatif de Lamprecht, sont signalés sous les nos 7 et 8. Il est visible que, dans l'un et l'autre cas, les variantes propres à *D*² s'expliquent par le désir du copiste de simplifier le texte qu'il transcrivait. Dans le premier cas (no 2 de Lamprecht), *D*² écrit : « dat nobis mansus IIII messores, qui messores habent arietem I. . . » au lieu de « dat nobis mansus IIII messores, habent IIII messores arietem I. . . », texte donné par les copies *B* et *C*. Au chap. 39 (*Meninge*) (Beyer, p. 447, ligne 10) (no 8 du tableau de Lamprecht), la copie *D*² supprime la mention « Hardoph mansus et dimidius ejusdem juris », le scribe ayant remarqué que cette mention figurait quelques lignes plus haut sous une forme à peine différente.

C'est en tenant compte de ces quelques variantes propres à *D*², que Lamprecht a proposé un classement des trois copies tout à fait fantaisiste (voir p. 114) et a compliqué comme à plaisir l'histoire du texte du censier.

⁽¹⁾ Au chap. 42 (*Stedeheim*) (derniers mots du chapitre), *C* et *D*² ont en commun la leçon « ad mandatum pauperum » à la différence de *B*, qui donne la leçon « ad mandatum » (Beyer, p. 448). Au chap. 46 (*Retersdorph*), les deux copies *C* et *D*² présentent l'une et l'autre une double lacune ; l'une porte sur la phrase « in festo S. Martini IIII maldra dominice avene » (Beyer, p. 449, l. 7) ; l'autre sur la phrase « In autumpno similiter, in junio III panes et pisam » (Beyer p. 449, l. 11). La seconde lacune provient manifestement d'un « bourdon », dont la répétition dans les deux copies *C* et *D*² suppose une communauté d'origine.

⁽²⁾ Le chap. 49 n'est représenté dans la copie *C* que par son titre (*Symonisvelt*).

⁽³⁾ Comme on le verra par la suite, ces numéros ont une valeur chronologique, ils indiquent l'âge relatif des trois rédactions ; nous les avons substitués aux indices adoptés par Lamprecht, qui avaient le défaut de ne s'inspirer d'aucun principe rationnel. Les rédactions affectées par nous des nos I, II et III correspondent aux rédactions 1, 3 et 2 de Lamprecht.

Si l'on veut préciser les relations qui unissent entre elles ces trois rédactions, il est de bonne méthode de commencer par mettre en parallèle les rédactions II et III, dont l'air de parenté frappe dès l'abord. Si l'on fait abstraction de notes additionnelles assez nombreuses, qui appartiennent à la seule rédaction III, notes sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir, on peut dire que la différence essentielle entre les deux rédactions tient à la présence, à la fin de la rédaction III, d'un ensemble de chapitres qui font défaut dans la rédaction II. Dans la rédaction II, en effet, le censier se termine avec le chap. 66 ; dans la rédaction III, ce chapitre est suivi d'un censier des domaines lorrains de l'abbaye (chap. 67-74). Pour rendre compte de cette différence, on pourrait, à la rigueur, supposer que les copies *C* et *D*² (ou *D*¹) dérivent d'un même prototype qu'elles reproduisent avec plus ou moins d'exactitude ; dans cette hypothèse, le copiste de *D*² (ou mieux celui de *D*¹), interrompu dans son travail, n'aurait pas eu le temps de transcrire les chapitres qui, dans le prototype, faisaient suite au chap. 66. Toutefois, il n'y a pas lieu de s'arrêter à cet essai d'explication ; une étude attentive du plan suivi par les deux rédacteurs dans la disposition des derniers chapitres prouve, en effet, que la rédaction III dépend étroitement de la rédaction II, qu'elle reproduit en l'amplifiant. Si l'on se reporte au tableau comparatif qui accompagne la présente étude⁽¹⁾, on verra que, dans la rédaction II, le chap. 66, consacré au domaine de Heining, dans la vallée inférieure de la Nied, est suivi de quatre notes additionnelles sans rapport avec le chapitre qui les précède immédiatement ; ces notes concernent, en effet, des cens perçus dans le voisinage de Trèves ou encaissés pour le compte de l'office de l'aumônerie. Dans la rédaction III, ces quatre notes ont été déplacées et reportées immédiatement à la suite du chap. 64, de manière à dégager le chap. 66 et à rattacher directement à ce chapitre l'inventaire des domaines lorrains⁽²⁾. Si l'on a présent à l'esprit ce fait que, à l'intérieur du censier, la répartition des domaines en groupes et la disposition des domaines à l'intérieur de chaque groupe obéit à un principe d'ordre géographique⁽³⁾ et si l'on remarque, d'autre part, que Heining, le plus méridional des domaines de la région rhéno-mosellane (chap. 1-65), fait la liaison entre ces domaines et ceux de la région lorraine (chap. 67-74), on se convaincra facilement que la disposition adoptée par la

⁽¹⁾ Voir ce tableau (Annexe II) à la p. 581.

⁽²⁾ Ces notes additionnelles ont été désignées par nous sur le tableau des p. 583 et sq. par les indices a, b, c, d.

⁽³⁾ Nous reviendrons sur cette question dans la seconde partie de cette étude.

rédaction III n'est pas l'effet du hasard : elle est voulue et, d'autre part, elle ne s'explique que si la rédaction II a servi de prototype à la rédaction III ⁽¹⁾. Ainsi, tandis que la rédaction II n'englobe que les domaines de la région rhéno-mosellane, la rédaction III complète ce premier inventaire en lui annexant le censier des biens de Lorraine ; jusqu'à plus ample informé, on peut donc admettre que la rédaction III a pour origine le désir de donner sa forme définitive à la rédaction II, restée inachevée ; pour le reste, et réserve faite de quelques notes additionnelles, elle répète purement et simplement le texte de la rédaction II qui lui est antérieure.

L'antériorité de la rédaction II sur la rédaction III étant ainsi établie, on est amené à se demander si la rédaction II doit être tenue pour une œuvre de première main ou si elle n'est, elle-même, qu'un remaniement d'une rédaction plus ancienne. Pour répondre à cette question, il faut faire état de la copie *B*, dont il reste à préciser les relations avec les rédactions II et III. Etablir une comparaison suivie entre *B* et la rédaction II, il ne saurait en être question, puisque, on s'en souvient, dans la copie *C*, qui nous a conservé cette rédaction, la plupart des chapitres correspondant au texte de *B* ont été sautés par le copiste. En revanche, d'une comparaison entre *B* et la rédaction III, il résulte que *B* représente un état de choses plus ancien que cette rédaction ; c'est ainsi que le chap. 27 (*Kenne*) connaît des redevances acquittées en nature, alors que, dans la rédaction III, ces mêmes redevances sont remplacées par une taxe en argent ⁽²⁾. Comme, d'autre part, les rédactions II et III ont, en propre, trois chapitres, dont le chap. 49 (*Symonisvelt*) manifestement ajouté à la rédaction primitive ⁽³⁾, on voit que *B* est le témoin d'une rédaction qui est antérieure non seulement à III, mais aussi à II. Cette rédaction, à laquelle nous avons affecté le n° I, est la rédaction la plus ancienne qui nous soit parvenue ; de cette rédaction, la copie *B* ne nous a conservé qu'un fragment, soit les chapitres correspondant à deux des groupes géographiques entre

(1) Remarquons que certains inventaires représentés à la rédaction II par le seul nom du domaine ne sont remplis que dans la rédaction III ; c'est le cas, ainsi qu'on l'a déjà indiqué, pour le chapitre *Symonisvelt*. Ce fait confirme l'antériorité de la rédaction II sur la rédaction III.

(2) A Kenn, aux termes de la rédaction I, le *villicus* doit, chaque année, aux moines, à Noël, 6 pains, tandis que le forestier doit lui-même au maire 3 pains ; dans la rédact. III, cette double prestation est remplacée par une taxe de 6 deniers et de 3 deniers (Beyer, p. 441).

(3) Comme on le verra plus loin, ceci résulte du fait que la rédaction de ce chapitre est d'un type particulier, que le chapitre occupe une place anormale et que son insertion au censier s'est faite en deux temps (cf. p. 535, n. 1 et p. 536, n. 1).

lesquels se répartissent les domaines inventoriés au censier. Comme ces deux groupes sont contigus (groupe de la Moselle en aval de Trèves et groupe au nord de Trèves) et comme, d'autre part, la copie *B* forme un tout, il paraît évident que cette copie a été établie dans un but administratif précis. La copie *B* est-elle un extrait du censier général de St-Maximin destiné à un agent local, un prévôt par exemple, pour lui servir de memento dans ses fonctions administratives? Ce n'est pas impossible; toutefois, si l'on remarque que les domaines compris dans le texte de la copie correspondent à une zone trop étendue pour constituer une seule circonscription administrative ⁽¹⁾ et si, d'autre part, on tient compte des ratures, surcharges et corrections que révèle un examen attentif du rouleau de parchemin ⁽²⁾, il semblera préférable d'admettre que ce rouleau est une copie établie à l'usage d'une commission chargée de réviser un ensemble de chapitres du censier de première origine ⁽³⁾. La copie *B*, on le sait, date des dernières années du XII^e siècle; comme nous ne pouvons déterminer, pour l'instant, le temps qui s'est écoulé entre la rédaction I et sa transcription partielle au rouleau de parchemin, nous ne sommes pas en mesure de dater, avec précision, cette même rédaction; du moins peut-on, dès maintenant, noter certains indices qui tendent à prouver l'antériorité de la rédaction II sur la copie *B*. Celle-ci comporte, en effet, deux chapitres (chap. 44 et 45), qui font défaut à cette même rédaction et à la rédac-

(1) On peut se rendre compte de l'étendue exceptionnelle d'une telle circonscription administrative, si l'on remarque qu'entre les deux domaines les plus éloignés, Kenn sur la Moselle et Barweiler dans l'Eifel, on compte, à vol d'oiseau, une soixantaine de kilomètres.

(2) Au chap. 42 (*Stedeheim*) (Beyer, p. 448) dans le passage: « In hac villa sunt mansi et dimidijs, tres sunt plenicensuales, VII et dimidijs semicensuales », le passage imprimé en italique a été corrigé en VIII. Au même chapitre, le scribe a postérieurement écrit, à la suite des derniers mots du chapitre, la mention suivante: « Item ibidem est mansus qui solvit tantum IIII solidos per omnia ».

Au chap. 43 (*Mettriche*) (Beyer, p. 448) le passage: « Habemus III culturas XV jugerum » a été corrigé en: « Habemus V culturas XVIII jugerum »; de plus, au-dessus de « Sunt ibi mansi V », les mots *et dimidijs* ont été écrits en interligne.

Au chap. 44 (*Dudelendorph*) les mots *et dimidijs*, écrits en interligne au-dessus de « sunt mansus sex », représentent une addition postérieure de peu à la copie *B*, et non une addition du milieu du XII^e siècle, comme le pense Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 109, n. a.

Au chap. 46 (*Rettersdorff*) dans le paragraphe sur les manses qui, soumis à un régime de faveur, acquittent un cens en argent, à l'exclusion de toute autre redevance ou service (Beyer, p. 449, l. 22 et suiv.), le montant du cens a été effacé intentionnellement en plusieurs passages.

(3) Telle est d'ailleurs l'opinion de Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 119.

tion III qui en dérive ⁽¹⁾. Pour rendre compte de l'absence de ces deux chapitres dans les rédactions II et III, on peut supposer que les domaines correspondants ayant, entre temps, échappé au temporel de l'abbaye, le scribe qui a élaboré la rédaction II les a volontairement passés sous silence ; mais une telle explication n'est pas valable, si l'on remarque que l'un de ces domaines, celui de Dudeldorf, était encore, en plein XV^e siècle la propriété des moines de St-Maximin ⁽²⁾. La seule explication possible paraît être la suivante : les deux chapitres 44 et 45 ont été introduits au censier de rédaction I après la mise en œuvre de la rédaction II et avant que fût établie la copie *B* ; cette explication suppose, comme on le voit, l'antériorité de la rédaction II sur la copie *B* ⁽³⁾.

Si la rédaction II dérive d'une rédaction antérieure, on peut, dans une certaine mesure, déterminer les innovations que la rédaction la plus récente a apportées au texte dont elle s'inspire, en tenant compte de quelques indices déjà signalés par Lamprecht ⁽⁴⁾. Dans la rédaction II, les trois derniers chapitres du censier se rapportent aux domaines d'Oberemmel, d'Issel et de Heining ; entre les deux derniers chapitres (n^{os} 65 et 66), se trouve intercalé un ensemble de notes qui, en dépit de leur diversité, ont toutes ce caractère commun de fixer les droits du custode de l'abbaye, à Issel et dans les domaines voisins. Ces notes constituent un censier de l'office du custode, qui ne rentre pas dans le plan du censier général et qui, par suite, doit être tenu pour une addition ⁽⁵⁾. Comme, d'autre part, les domaines inventoriés au censier sont rangés dans un ordre géographique strict, le chapitre Issel devrait normalement s'insérer entre les chap. 28 (*Luncuich*) et 30 (*Vallis*) ⁽⁶⁾, alors qu'en réalité il est rejeté à la fin du censier, très loin du groupe auquel il se rattache naturellement. Prenant argument de ces faits, Lamprecht a cru pouvoir retracer comme suit la genèse de la rédac-

⁽¹⁾ Ces deux chapitres concernent les domaines de Dudeldorf et de *Oea*, localité, qu'il faut probablement identifier avec Niederehe dans l'Eifel.

⁽²⁾ Ce domaine figure au f^o 74 du censier de 1484 (Bibl. de Trèves, Ms. 1641).

⁽³⁾ Entre le moment, où a été élaborée la rédaction II, et celui où fut exécutée la copie *B*, la rédaction I a reçu d'autres additions qui ont été recueillies par la copie *B*, tout comme l'ont été les chap. 44 et 45.

Au chap. 41 (*Enselinge*), la copie *B* ajoute « et pratum IIII jugerum » au texte des deux autres rédactions (« Habemus culturas quinque XXXVIII jugerum ») (Beyer, p. 447). — Au chap. 47 (*Mazena*) le nombre des *culturae* n'est pas indiqué sur les copies *C* et *D*², tandis que sur la copie *B* on lit : « Habemus culturas VIII » (Beyer, p. 449).

⁽⁴⁾ Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 115 et sq.

⁽⁵⁾ Voir les paragraphes constituant le censier du custode au tableau de la p. 583.

⁽⁶⁾ Le chap. 29 (*Kyrsche*) est représenté par un simple titre étranger à la rédaction originale (cf. p. 536, n. 1).

tion II. L'auteur de cette rédaction, ayant dessein d'annexer au censier général de l'abbaye un censier de l'office du custode, a transcrit la rédaction I, mais, au cours de sa transcription, il a déplacé le chapitre Issel et l'a isolé en fin de copie, de manière à rattacher à ce domaine cédé, depuis peu, à l'office du custode, l'ensemble des biens dépendant de cet office. Comme, parmi les notes qui ont été transcrites à la suite du chapitre Issel, il est fait mention d'un acte d'acensement de vignes consenti, pour le compte de l'office du custode, par un certain Warnerus, qui s'exprime à la première personne ⁽¹⁾, Lamprecht voit, dans ce personnage, inconnu par ailleurs, le custode qui aurait pris l'initiative de la rédaction II.

L'explication de Lamprecht, exacte dans son ensemble, peut être retenue, à condition, toutefois, de recevoir un correctif. Il paraît inexact que l'attribution du domaine d'Issel à l'office du custode soit à l'origine de la rédaction II et que la mise en œuvre de cette rédaction ait exigé le déplacement du chapitre Issel. Rien, dans la rédaction II, n'indique qu'Issel soit affecté au custode ; celui-ci se contente de percevoir, sur les hommes et sur certaines tenures d'Issel, différents cens, mais l'ensemble des revenus du domaine reste affecté, en principe, aux besoins généraux de l'abbaye ⁽²⁾. D'autre

(1) Ce passage, qui n'a pas été reproduit par Beyer, se trouve inséré dans le paragraphe du censier du custode qui débute par « Census in Scrual » (Beyer, p. 463). — Vers la fin de ce paragraphe, qui dénombre les *frusta* de vigne exploités pour le compte du custode à Scrual (sans doute lieu-dit à Lörsch), on lit : « Fraternitas unum [frustum vinearum]. Fratres Herimannus, Arnoldus et ceteri. Ego Warnerus concessi eis hereditarie pro tertia parte ».

Le *frustum* est une pièce de vigne de forme allongée, et probablement de superficie constante, qui est exploitée selon certaines conditions. D'après un passage du censier de St-Maximin (Beyer, p. 453), il semble que le tenancier d'un *frustum* devait normalement verser, à l'abbaye, la moitié du vin récolté et, en outre, la dîme de toute la récolte.

(2) Il en va de même à Pölich, où chacun des manses de l'abbaye doit au custode une redevance de 5 setiers de vin. — A Fell et dans les localités qui dépendent de ce chef-lieu de groupe domanial, à Riöl et à Fastrau, le custode dispose d'un certain nombre de manses et de l'ensemble des revenus qui en proviennent, mais d'autres manses restent affectés aux besoins généraux de l'abbaye. Enfin, dans ces différents villages de la vallée de la Moselle, en aval de Trèves, des vignes sont exploitées au profit exclusif de l'office du custode (Beyer, p. 460-464).

De l'office du custode relèvent également des biens au sud-est de Trèves, sur le plateau entre la Moselle et son affluent la Ruwer, mais l'inventaire de ces biens, qui figure seulement à la rédaction III, n'est pas assez explicite pour qu'on puisse se prononcer, en toute certitude, sur l'étendue des droits reconnus au custode. A *Matten*, le custode disposait entièrement des revenus de 9 manses, mais on ne sait si l'abbaye possédait d'autres manses dans cette même *villa* ; quant aux 8 manses de Tarforst (*Centarbers*), on ne voit pas nettement s'ils relevaient de l'office du custode ou s'ils restaient affectés aux besoins généraux de l'abbaye (Beyer, p. 459-460).

part, Issel ne figurait pas au censier de première rédaction entre les chap. 28 et 30, comme le suppose Lamprecht, car la copie *B*, qui contient ces mêmes chapitres et qui reproduit la rédaction I, ignore le domaine d'Issel. Ce dernier fait nous autorise, pour rendre compte de la place insolite occupée au censier par le chapitre Issel, à invoquer une explication beaucoup plus simple que celle proposée par Lamprecht. Issel est un de ces domaines qui n'ont pas été compris dans la rédaction la plus ancienne et qui ont pris place au censier à une date plus ou moins tardive. Comme nous le montrerons par la suite, les réviseurs, qui ont réparé les lacunes de la rédaction I, ont cherché, en général, à utiliser les espaces libres du censier pour y insérer les inventaires des domaines révisés, en respectant, autant que faire se pouvait, l'ordre géographique des domaines ; mais le chapitre Issel, en raison de son étendue exceptionnelle ⁽¹⁾, a dû être rejeté à la fin du censier de première rédaction, à une place où le réviseur pouvait librement en disposer le texte. C'est la place occupée par le chapitre Issel à la fin du manuscrit original du censier de St-Maximin, qui a suggéré à un moine, probablement au custode Warnerus, l'idée, après avoir fait exécuter une copie de la rédaction I, de transcrire, à la suite du chapitre Issel, le censier du custode. Cette copie amplifiée, c'est la rédaction II ; arrivée à son terme, elle a encore reçu des additions, parmi lesquelles il convient de citer le chapitre Heining (n° 66) ⁽²⁾.

Au total, on voit que les rédactions du censier de St-Maximin se classent chronologiquement dans l'ordre même des numéros que nous leur avons affectés. La rédaction I ne nous est parvenue que sous la forme de la copie fragmentaire *B* ; cette rédaction devait comprendre l'ensemble des domaines possédés par l'abbaye dans la région rhénomoisellane, à l'exclusion des biens de Lorraine et d'un certain nombre de domaines qui ont pris place au censier, à la suite de révisions successives. Parmi ces domaines figure celui d'Issel ; l'inventaire qui le concerne a été transcrit à la fin du manuscrit contenant la rédaction I ;

(1) Le chap. 65 (*Issela*) est deux fois plus long environ que ne le sont en moyenne les autres chapitres du censier.

(2) A la suite du chap. 66 (*Huninga*), le manuscrit de la rédaction II a également reçu des notes additionnelles qui ont été déplacées par l'auteur de la rédaction III. La première de ces notes (désignée par le n° 10 sur le tableau de l'Appendice II) concernait probablement l'office du custode ; en tout cas, l'auteur de la rédaction III a reporté cette note à la fin du censier du custode, où elle suit immédiatement la note n° 9. — Les quatre notes suivantes (désignées par nous au moyen des indices a, b, c, d), qui étaient sans rapport avec l'office du custode, ont été déplacées par la rédaction III et transcrites aussitôt après le chap. 64, ainsi qu'on l'a signalé plus haut.

il a été ainsi l'occasion de la mise en œuvre d'une nouvelle rédaction. La rédaction II reproduit la rédaction I, mais elle ajoute au censier général un court censier de l'office du custode, qui, tout naturellement, a été annexé à l'inventaire d'Issel, domaine d'où le custode tirait le principal de ses revenus. Alors que la rédaction II, parvenue à son terme, s'était enrichie d'un nouveau chapitre (chap. 66, Heining) et de quelques notes additionnelles, elle a été transcrite par un nouveau rédacteur, qui a développé le censier du custode⁽¹⁾ et qui surtout a juxtaposé au chapitre Heining le censier des biens de Lorraine. Cette dernière rédaction, ou rédaction III, représente l'aboutissement d'une longue et difficile enquête, qui paraît s'être étendue à l'ensemble des biens de St-Maximin.

La théorie qu'on vient de présenter, sur la chronologie des différentes rédactions du censier, trouve sa confirmation dans l'étude du catalogue des fiefs, qui, dans le *Liber aureus*, avait pris place immédiatement à la suite du censier et dont le *Chartularium Maximinianum* du XVII^e siècle nous a conservé le texte⁽²⁾. Sous sa forme actuelle, le catalogue des fiefs offre aux regards une masse de mentions enchevêtrées les unes dans les autres dans un fouillis inextricable ; il saute immédiatement aux yeux qu'un tel recueil s'est formé lentement et, en quelque sorte, par couches successives. Les mentions les plus anciennes se contentent de donner, sous une forme très succincte, le nom des localités dans lesquelles l'abbaye de St-Maximin possédait des fiefs, sans préciser ni la nature de ces fiefs, ni leur étendue, ni le nom de leur détenteur. Ces mentions affectent une double forme : les unes répondent à la formule « In N. feoda » (ou « N. feoda »), d'autres, plus récentes et d'une rédaction encore plus concise, se réduisent au nom de la localité (« In N. » ou « N. »)⁽³⁾. Si l'on établit un relevé des mentions du premier

(1) L'auteur de la rédaction III a introduit, en tête du censier du custode, avant le chapitre Issel, un groupe de deux paragraphes concernant les droits du custode à *Matten* et à *Tarforst*, entre la Moselle et la Ruwer. Sur l'étendue des droits du custode dans ces deux villages, voir plus haut, p. 524, n. 2).

(2) Dans le *Chartularium Maximinianum* le catalogue des fiefs est introduit par le titre « Feoda », que Beyer, dans son édition (p. 467), a développé en « Feoda S. Maximini ». — Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 116, pense que l'original du catalogue des fiefs affectait la forme d'un rouleau, mais c'est là une pure hypothèse.

(3) L'ancienneté relative de ces deux types d'inscriptions résulte du fait qu'elles sont suivies fréquemment d'un dénombrement de fiefs, sans aucun rapport avec la formule initiale. Ainsi (Beyer, p. 469) : « In Usperne feoda. — Paganus de Arlons et Wiricus frater ejus et Alexander habent apud Prates (Pratz) I mansum... » et « In Sconeherch, Henricus de Heluragen habet XXX mansos circa Arlon ».

D'autre part, les deux mentions concernant les fiefs de Filsdorf (Beyer, p. 468)

type, de manière à reconstituer le livre des fiefs sous sa forme la plus ancienne⁽¹⁾, et si on le compare à la liste des domaines décrits au censier de rédaction II, on peut faire les constatations suivantes.

Le « premier livre des fiefs » renferme, comme il est naturel, des noms de localités qui ne se rencontrent pas au censier. Les fiefs concédés dans ces localités pouvaient s'étendre à l'ensemble du domaine de St-Maximin ou n'en comprendre qu'une partie ; dans le premier cas, le désaccord entre le censier et le livre des fiefs s'explique sans peine ; dans le second cas, il faut admettre que le domaine, siège du fief, n'a pas été compris, par suite d'un oubli, dans le censier⁽²⁾. Mais le fait le plus remarquable qui se dégage de cette comparaison, c'est que l'ordre des fiefs se conforme fidèlement à la répartition géographique des domaines adoptée par le censier, au point d'en respecter les anomalies et les interversions⁽³⁾. Le livre des fiefs, sous sa forme la plus ancienne,

ne sont intelligibles que si l'on découpe leur texte de la manière suivante : « In Wildesdorph Willelmus de Trutinge habet medietatem decime et inde est janitor domini abbatis. . . » et « In Wildesdorph feoda. Gerardus de Aspelt ». La disposition matérielle des deux mentions dans le *Chartularium Maximinianum*, telle qu'elle est reproduite par l'édition Beyer, ne s'explique que si, sur le manuscrit original du Catalogue des fiefs, le texte de la première mention se poursuivait sur les lignes suivantes, de manière à entourer complètement la seconde mention, plus brève et plus ancienne. De cet exemple on peut conclure à l'antériorité des formules du premier type (« In N. feoda ») sur celles du second (« In N. »).

⁽¹⁾ Les localités accompagnées du mot *feoda* se présentent, au catalogue, dans l'ordre suivant : Mertert, Wasserbillig, Manternach, Schuttrange, Moutfort, Dalheim, Filsdorf, Frisange, Mamer, Huderchinge (non identifié), Dommeldange, Helmsange, Steinsel, Hunsdorf, Bereldange, Heisdorf-sur-Alzette, Lintgen, Mersch, Ospern, Olingen, Asselborn, Remich, Medernach, Kenn, Longuich, Issel, Fell, Lorscheid, Büdlich, Schönberg, Detzem, Pölich, Meninge, Olk, Esslingen, Nieder- ou Oberstedem, Seinsfeld, Rittersdorf, Löf, Rübenach, Mayence, Ebersheim, Bretzenheim, Sauer-Schwabenheim, Simmern, Taben, Oberemmel, Mandern.

Dans cette liste, on a imprimé en italique le nom des localités qui correspondent à des domaines ou à des éléments de groupe domanial figurant au censier de rédaction II.

⁽²⁾ Il est vraisemblable que l'ensemble des biens ou des droits possédés par l'abbaye à Huderchinge, Dommeldange, Helmsange, et Bereldange étaient inféodés au moment où fut composé le catalogue des fiefs ; en revanche, l'abbaye possédait à Heisdorf-sur-Alzette un domaine, qui, oublié par les premiers enquêteurs, n'a été inventorié que par la rédaction III.

⁽³⁾ Entre le catalogue des fiefs et le censier on ne relève qu'une seule différence ; dans le censier, Mandern est placé devant Oberemmel, dans le catalogue des fiefs, les deux localités sont inversées. Pour le reste, le catalogue se conforme scrupuleusement au plan du censier, dont il reproduit jusqu'aux anomalies. Ainsi, au censier, les domaines de Olingen, Asselborn, Remich et Medernach se trouvent détachés de manière anormale du groupe géographique auquel ils se rattachent ; de plus, ils se succèdent dans un ordre que rien ne peut justifier ; or, les fiefs correspondants occupent, au livre des fiefs, la même place et sont rangés dans le même ordre.

est donc en relation très étroite avec le censier qui lui a fourni le principe de classement des fiefs ; comme, de plus, il ne renferme aucun nom de localité lorraine, il est certainement antérieur à la rédaction III⁽¹⁾.

Les mentions du second type, qui donnent seulement le nom des localités où se situent les fiefs, sans autre indication, ont été intercalées entre celles du premier type, de manière à ne pas troubler, autant que possible, la répartition des localités en groupes géographiques ; comme ces mentions se rencontrent seulement dans certains groupes, il est probable qu'elles proviennent d'un travail de révision, qui, entrepris en principe dans les limites de grandes circonscriptions administratives, des prévôtés par exemple, a été exécuté dans quelques-unes seulement. En tout cas, ce travail de révision s'est étendu aux biens lorrains, et cela à une date où ces mêmes biens n'avaient pas encore pris place au censier ; c'est, du moins, ce qu'on peut conclure du fait que la liste des fiefs de Lorraine ne respecte pas l'ordre adopté par la rédaction III dans le dénombrement des domaines de la même région⁽²⁾. Enfin, dans les espaces laissés libres entre les mentions du premier ou du second type, on a noté, au livre des fiefs, à des dates différentes, des mentions assez développées qui indiquent, pour un même domaine, les noms des différents vassaux⁽³⁾ ou, pour un même vassal, la liste des différents fiefs tenus de l'abbaye⁽⁴⁾. Parmi ces vassaux, plusieurs ont pu être identifiés par Lamprecht ; ce sont des seigneurs qui appartiennent

(¹) Sur la date de rédaction du catalogue des fiefs sous sa forme originale, nous renvoyons à Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 115 ; celui-ci a prouvé que cette date était antérieure à 1198. En ce qui concerne les rapports chronologiques entre le catalogue des fiefs et les trois rédactions du censier, on a montré que le catalogue, sous sa forme première, était antérieur à la rédaction III. Comme, d'autre part, la mention « In Issele feoda » du catalogue des fiefs occupe la place que lui assigne l'ordre géographique, alors que le chapitre Issel du censier représente une addition rejetée à la fin de la rédaction I, il est probable que le catalogue des fiefs prend pour base la rédaction I, et non pas la rédaction II.

Nous laissons de côté la question de savoir dans quelles conditions et au moyen de quels documents le catalogue des fiefs a été constitué ; l'examen de ce difficile problème sortirait des limites de cette étude.

(²) Ordre des domaines lorrains au censier : Signy-Montlibert, Han-lès-Juvigny, Jametz, Bezange-la-Petite, Tincry, Oriocourt, Thionville.

Ordre des fiefs lorrains au catalogue des fiefs : Bezange-la-Petite, Tincry, Villécloye, Jametz, Flassigny, Signy-Montlibert, *Firmereivilla*.

(³) Voir, à titre d'exemple, la mention : « In Munschakker. Annonam censualem ibidem... decimam de censuali vino ibidem » (Beyer, p. 467).

(⁴) Voir, à titre d'exemple, le dénombrement des fiefs de Robertus de Bettingen qui fait suite à la mention « In Mambre feoda » (Beyer, p. 468).

au dernier quart du XII^e ou aux premières années du XIII^e siècle ⁽¹⁾. Ainsi, le livre des fiefs nous apporte le premier élément chronologique qui permette de dater, de manière approximative, le censier de St-Maximin ; préciser la date des trois rédactions successives, tel est le problème qu'il nous faut maintenant résoudre.

L'exemple du livre des fiefs qui, sauf quelques exceptions rarissimes, n'a plus reçu, après sa transcription au *Liber aureus*, aucune addition et qui a pris, dès lors, valeur de document historique ⁽²⁾, nous autorise à penser qu'il en fut de même pour le censier ; l'ensemble des chapitres qui constituent la rédaction III serait donc antérieur à la mise en œuvre du *Liber aureus*, qui date, on le sait, de 1227-1234. Ce point de départ étant admis, essayons de préciser les limites de temps entre lesquelles s'insère la rédaction III. Celle-ci est certainement postérieure à 1184, puisque le censier des domaines lorrains, qui appartient en propre à cette rédaction, tient compte de la dîme de Thionville qui, longtemps ravie à l'abbaye par des seigneurs du voisinage, lui fut restituée en cette même année ⁽³⁾. Il est même infiniment probable que la rédaction III n'a pris forme, au plus tôt, que dans les premières années du XIII^e siècle ; il est remarquable, en effet, que la copie B, exécutée au tournant des XII^e et XIII^e siècles, ait encore pu utiliser la rédaction I et que le rédacteur de III ait pris, pour base de son travail, non pas le manuscrit original du censier, mais la copie exécutée sur l'initiative du custode Warnerus. Ce fait resterait inexplicable, si l'on n'admettait pas que, au moment de la mise en œuvre de la rédaction III, ce manuscrit original avait disparu. De cet ensemble de faits, il résulte que la rédaction III, postérieure à la copie B, ne peut remonter plus haut que le début du XIII^e siècle. Pour déterminer le *terminus ante* de cette même rédaction, on notera qu'elle doit être antérieure, de plusieurs années, à sa transcription au *Liber aureus*, puisque, entre temps, elle s'était enrichie de plusieurs notes additionnelles et, en particulier, de tout un chapitre, le chap. 70, qui révisé les données du chap. 71 ⁽⁴⁾. Cette hypothèse trouve, d'ailleurs, confirmation dans le fait suivant. L'inventaire de Seinsfeld (chap. 49), qui est propre à la rédaction III, fait allusion, dans une phrase rejetée en fin de chapitre,

(1) Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 115.

(2) Sur quelques inscriptions portées exceptionnellement au livre des fiefs dans le courant du XV^e siècle, voir Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 114-115.

(3) Voir la charte de restitution dans Beyer, *MR. UB.*, II, p. 111, n° 69.

(4) Nous étudierons plus en détail, par la suite, les conditions dans lesquelles cette révision a eu lieu.

à un accord conclu entre l'abbaye et les hommes de Seinsfeld, en 1219⁽¹⁾. Cette phrase, à en juger par la place qu'elle occupe et par sa rédaction, qui ne cadre pas avec celle du reste du chapitre, constitue une addition au texte primitif ; dans ces conditions, c'est probablement à une date un peu antérieure à 1219 qu'il faut placer la rédaction III ⁽²⁾.

La rédaction II est antérieure à la rédaction III, qui en provient directement ; elle est également antérieure à la copie B, qui date des dernières années du XII^e siècle ⁽³⁾ ; comme, d'autre part, dans un des chapitres du censier du custode, cette rédaction fait état d'un accord conclu au temps de l'abbé Arnold (1169-1177) ⁽⁴⁾, on voit que la rédaction intermédiaire appartient au dernier quart du XII^e siècle. Comme la rédaction I est antérieure à II, ainsi qu'il ressort de l'étude précédente, il nous reste à déterminer, pour cette rédaction, un *terminus post*. Le problème est rendu particulièrement ardu, du fait que la rédaction I ne nous est parvenue que sous une forme fragmentaire ; en outre, le procédé qui consiste à dater le censier en fonction des actes constitutifs ou confirmatifs du temporel est, ici, d'un emploi quelque peu délicat, étant donné que, pour le XII^e siècle, la plupart des actes de cette nature, conservés dans les archives de St-Maximin, sont de s faux, ou des actes véridiques qui s'inspirent d'actes faux ⁽⁵⁾. Essayons, cependant, en nous aidant de ces documents souvent incertains, de trouver quelques points de repère indiscutables. Un diplôme d'Henri V, du 1^{er} Juillet 1116 ⁽⁶⁾, confirme à l'abbaye de St-Maximin l'ensemble de ses privilèges et lui restitue un certain nombre de biens qui lui avaient été soustraits ; parmi ces biens, figure la *curtis Lovenæ* (Löf). Un autre diplôme du même souverain ordonne, à la date du 7 mai 1125 ⁽⁷⁾, la restitution à l'abbaye de plusieurs domaines qui, probable-

⁽¹⁾ Beyer, p. 450 « Est pratum juxta Symonisvelt... Actum de prato anno domini MCCXIX in die Sti Johannis Baptistae ».

⁽²⁾ A supposer que la phrase en question fasse partie intégrante du chapitre, la rédaction III, rejetée après 1219, serait rajeunie de quelques années seulement.

⁽³⁾ Sur ce point, voir ce qui a été dit plus haut, p. 516.

⁽⁴⁾ C'est le chapitre qui débute par : « Hec est conventio que facta est in presentia Arnoldi abbatis S. Maximini... » (Beyer, p. 463).

⁽⁵⁾ Voir l'étude de Bresslau dans *W.Z.*, V (1886), p. 232-241. Sur les 65 actes antérieurs à 1125, qui ont été étudiés par Bresslau, il n'y a pas moins de 24 actes faux, sans compter les actes douteux ou interpolés. Parmi ces faux, il en est un groupe de 16 qui ont été fabriqués de toutes pièces, entre 1113 et 1116, par un moine de St-Maximin. Bresslau, qui a cru pouvoir percevoir l'anonymat du faussaire, l'identifie avec un certain Benzo, qui a écrit, en partie, le diplôme délivré le 1^{er} juillet 1116 par la chancellerie d'Henri V à l'abbé de St-Maximin (Stumpf 3147).

⁽⁶⁾ Stumpf 3147.

⁽⁷⁾ Stumpf 3212.

ment, avaient été inféodés à des vassaux royaux ; parmi ces domaines, on note Uexheim et Schwabenheim. Or, les trois domaines de Löf, Uexheim et Sauer-Schwabenheim sont représentés au censier par trois chapitres (chap. 50, 48 et 56) ⁽¹⁾ ; à en juger par la place qu'ils occupent et par leur type de rédaction, ces chapitres ne sauraient être des additions ; ils appartiennent au censier de première rédaction. Celui-ci serait donc postérieur, non seulement à 1116, mais encore à 1125 ; on a même de fortes raisons de penser qu'il est sensiblement plus récent que cette dernière date. Il est d'abord vraisemblable, à en juger par d'autres exemples empruntés à l'histoire de St-Maximin, que la restitution des biens, ordonnée par Henri V, ne s'est effectuée qu'avec une extrême lenteur ⁽²⁾ ; comme, de plus, dans le diplôme de 1125, le groupement des écarts rattachés à la *curtis* de Sauer-Schwabenheim affecte des modalités différentes de celles qui ressortent du texte du censier, il a dû s'écouler un certain temps entre le diplôme de 1125 et la mise en œuvre du censier de rédaction I ⁽³⁾. C'est ce que confirme, d'ailleurs, une charte de 1146 qui, mettant fin à un débat entre l'abbé de St-Maximin et ses hommes de Longuich, condamne ceux-ci à payer annuellement au custode une redevance en vin désignée du terme de « *luminarii eimeri* » ⁽⁴⁾. Comme le chapitre Longuich (chap. 28), qui appartient à la rédaction I, fait état de ce cens comme d'une redevance normale et non contestée ⁽⁵⁾, on peut dater la première

(1) Uexheim fait partie du groupe domanial de Barweiler (chap. 48).

(2) Il est d'ailleurs à remarquer que la restitution de Sauer-Schwabenheim, ordonnée par Henri V en 1125, l'avait déjà été par Henri IV en 1101 (Stumpf 2949) ; le premier diplôme était resté sans aucun effet.

(3) Le diplôme de 1125 restitue à l'abbaye de St-Maximin : « hanc itaque curtem [Suaueheim] cum omnibus in Evernesheim aut Bricenheim ad eam juste et legaliter pertinentibus ». Or, si au censier l'inventaire du domaine de Sauer-Schwabenheim occupe tout un chapitre (chap. 56), Ebersheim, avec ses dix manses et demi, est devenu le chef-lieu d'un groupe domanial (chap. 55), auquel sont rattachés les manses de Bretzenheim. Entre le diplôme de 1125 et la rédaction du censier, la répartition des biens de l'abbaye en groupes domaniaux a subi, dans la région de Mayence, de profonds remaniements. Ces remaniements sont probablement en rapport avec les récupérations opérées dans cette région par les abbés de St-Maximin.

(4) EDIT. Beyer, *MR. UB.* I, p. 599, n° 541. — L'expression « *luminarii eimeri* » doit s'entendre d'une redevance en vin, acquittée en *situlae* ou *eimeri* pour le service du luminaire, auquel est préposé le custode.

(5) Cette redevance est mentionnée au chap. 28 dans les termes suivants (Beyer, p. 441) : « ... habet quilibet [mansus] petituram, de qua habemus septem partes et mansiouarius tres ; de communi dat scolteto duas situlas, de proprio custodi situlam ». C'est probablement parce que la redevance exigée par le custode portait sur la part de la récolte abandonnée au tenancier, et non sur l'ensemble de la récolte, avant tout partage entre l'abbaye et le tenancier, que le paiement de la redevance avait donné lieu à contestation.

rédaction du troisième quart du XII^e siècle. Au total, on voit que le travail qui a abouti à la mise en œuvre du censier de St-Maximin, sous sa forme définitive, s'étend sur environ trois quarts de siècle ; toutefois, ce délai représente un maximum et il est possible que les trois rédactions se soient succédé dans un espace de temps qui ne dépasse pas une vingtaine d'années ⁽¹⁾. De ces évaluations très approximatives, il faut, du moins, retenir que le censier de St-Maximin n'a trouvé sa forme définitive qu'après un temps assez long ; ceci suppose des interruptions dans le travail, des révisions multiples, dont une étude détaillée des différentes rédactions permet de se faire une idée assez précise.

Si l'on met en parallèle les trois rédactions du censier, il saute aux yeux que, d'une rédaction à l'autre, le texte s'est enrichi d'additions successives ; celles-ci sont le fait, soit de réviseurs notant leurs observations sur le texte même du manuscrit, au hasard des espaces disponibles, soit de rédacteurs qui, prenant pour base de leur travail une rédaction antérieure, ont pu, de place en place, interrompre leur travail de transcription pour insérer, tout à leur aise et dans les conditions les meilleures, quelque complément au texte qu'ils avaient sous les yeux. Le grand intérêt du censier de St-Maximin, c'est de nous faire assister, en quelque sorte, au processus d'enrichissement du texte primitif ; ce sont là des conditions exceptionnellement favorables, car, en général, les censiers nous sont parvenus sous une forme telle que, pour retrouver les additions amalgamées au texte, il faut s'en remettre à des principes de critique d'une application parfois incertaine.

Les additions incorporées au texte du censier, pendant toute la période de temps qui sépare la rédaction originale de la transcription du censier, sous sa forme définitive au *Liber aureus*, diffèrent profondément par leur étendue, leur nature et les conditions de leur insertion. Dans une première catégorie, on peut ranger un ensemble de notes très succinctes qui rappellent, de façon frappante, les interpolations du censier de Prüm ; comme celles-ci, elles paraissent étrangères au texte du chapitre où elles sont insérées, soit qu'elles rompent le développement logique de la rédaction ⁽²⁾, soit qu'elles concernent un domaine

(1) Ceci dans l'hypothèse où les rédactions II et III seraient séparées par un laps de temps très court et où la rédaction III daterait des premières années du XIII^e siècle.

(2) Contentons-nous de signaler quelques exemples typiques de ce genre d'interpolations en imprimant en italique les passages interpolés.

Chap. 9 (*Mambre*) (Beyer, p. 434) « Mansus dat IIII gallinas et XX ova in maio, LX tegulas et IIII sepes, *Bannus ecclesie est tam de furibus quam de aliis emendationibus*. Quilibet homo operatur uno die ad molendinum nostrum ».

inventorié dans un chapitre précédent ⁽¹⁾. Il s'agit de notes qui, inscrites dans les interlignes, les marges ou les espaces ménagés entre deux chapitres, ont été fondues dans le texte lui-même, lors d'une nouvelle rédaction ⁽²⁾. Dans certains cas, la comparaison entre deux rédactions permet de déceler, à coup sûr, de telles interpolations et de les dater d'une manière relative ⁽³⁾ ; quand une telle comparaison n'est pas possible, il faut faire appel aux règles de critique que nous avons établies, à l'occasion de notre étude sur le censier de Prüm. L'application de ces règles permettra, en particulier, de découvrir un certain nombre de ces interpolations dans la rédaction la plus ancienne, telle qu'elle nous a été transmise par la copie B. ⁽⁴⁾ Les additions de cette première catégorie dénotent, chez leurs auteurs, des préoccupations analogues à celles que nous avons signalées chez les réviseurs de Prüm : réparer de menus oublis de l'inventaire en attirant l'attention sur quelque élément de la réserve ou quelque tenure compris dans un domaine inventorié au censier ⁽⁵⁾, réviser partiellement les données d'un inven-

Chap. 32 (*Budelich*) (Beyer, p. 443) « ... in maio C tegulas Sunt ibi quedam curtille et terre que solvunt. . VI sol. pro censu disposito quod est durcins altero anno in S. Remigii VI den. . . ».

Chap. 46 (*Retersdorph*) (Beyer, p. 449) « flagellat nobis IIII dies estivales et IIII hiemales Hic molent annonam recipit flagellum panem... ».

Chap. 51 (*Brule*) (Beyer, p. 451) « In Nativitate S. Marie modium spelte habet et metentium quisque moytalem panem Est molendinum in Heidiche... Cunradus IIII denar. In Brule operatur quisque mansus in vere I diem ».

(1) La courte mention consacrée à Givenich (Beyer, p. 432) rentre dans cette catégorie d'interpolations. A en juger par le texte de cette mention, Givenich devait être rattaché au domaine de Wasserbillig, dont l'inventaire, prévu au censier (chap. 3 *Billiche*), n'a jamais été rempli.

(2) Les interpolations marginales ou interlinéaires viennent d'inscriptions portées directement sur le manuscrit par des réviseurs, les additions glissées entre deux chapitres consécutifs, quand elles se rattachent logiquement au texte du chapitre précédent, sont, en général, imputables à l'auteur d'une nouvelle rédaction.

(3) Au chap. 7 (*Dahlheim*) (Beyer, p. 434), le passage « Hecelo recepit... et posteris suis » est propre à la rédaction III ; il en va de même d'une note glissée entre les chap. 11 (*Sconeberch*) et 12 (*Nospelt*), au sujet du service dû au comte de Luxembourg en qualité d'avoué de l'abbaye (Beyer, p. 435).

Au chap. 46 (*Retersdorph*) (Beyer, p. 449), l'interpolation « Hic molent annonam » est une acquisition de la rédaction III ; on ne la trouve ni dans la rédaction I, ni dans la rédaction II.

(4) L'interpolation du chap. 32 (*Budelich*) signalée plus haut (p. 532, n. 2) se rencontre dans la copie B et dans D².

(5) Addition introduite à la fin du chap. 28 (*Luncuich*) (Beyer, p. 441) « Est ibi etiam mansus domini Thome... quia ligamina dabunt ». — Au milieu du chap. 5 (*Schitringa*) (Beyer, p. 433) « Mansus unus de superioribus qui est Serastod solvit VI den. pro minuto opere ».

taire de manière à tenir compte des modifications survenues depuis la dernière rédaction dans le nombre des tenures ou dans le tableau des redevances et services ⁽¹⁾, signaler des terres passées récemment dans la catégorie des fiefs ⁽²⁾.

Il est une seconde catégorie d'additions qui présentent un intérêt beaucoup plus vif que les précédentes ; ce sont des additions développées qui affectent la forme d'un inventaire particulier à un domaine et qui, par leur contenu et leur rédaction, se conforment au plan général du censier ; à première vue, ces chapitres de rédaction postérieure se distinguent mal des chapitres de première rédaction et, seule, une étude très serrée du texte permet de les déceler et de reconstituer le censier, sous sa forme primitive. Esquissons cette étude, en recherchant dans quelles conditions des inventaires de date récente ont été introduits au censier. Dans certains cas, l'addition a eu pour but de réviser en entier l'inventaire d'un domaine déjà inscrit au censier, de telle sorte qu'un même domaine est décrit dans deux chapitres successifs de dates différentes ; toutefois, ce cas est exceptionnel et, seuls, deux domaines ont été ainsi l'objet d'une révision totale ⁽³⁾. En général, les chapitres introduits après coup concernent des domaines nouveaux, complètement ignorés du censier de première rédaction ⁽⁴⁾ ; parmi ces domaines, les uns sont entrés à une date récente dans le patrimoine de l'abbaye, postérieurement à la mise en œuvre de cette même rédaction ; les autres, et ce sont de beaucoup les plus nombreux, paraissent avoir échappé aux investigations des premiers enquêteurs.

Quels que soient la forme qu'elles revêtent et le but qu'elles poursuivent, les additions de la seconde catégorie sont le fait, soit des rédac-

(1) Le chap. 18 (*Everlinge*) (Beyer, p. 438) est consacré au groupe domanial d'Everlange qui comprend des écarts à Ospern, Schandel, Wahl, Platen et *Pilla* ; ce chapitre est suivi d'une addition (« In Everlinga sunt XII mansi. . . Summa LXXII »), qui révisé les données numériques du premier inventaire. On constate que, entre temps, le groupe domanial s'est notablement accru ; de 47 manses il est passé à 72.

(2) Beyer, p. 439 « Feodum Bastiani. . . X sol, treverensium ». — Cette addition occupe l'espace qui avait été réservé pour l'inventaire du domaine de Remich.

Addition au chap. 33 (*Sconeberch*) (Beyer, p. 443) « Istud est feodum. . . et Nonnewilre et Orwilre. »

Chap. 60 (*Machere*) (Beyer, p. 457) « Sciendum quod Fridericus de Merciche. . . nostrum est ».

(3) C'est le cas pour les domaines de Löff (chap. 50 et 52) et de Bezange-la-Petite (chap. 71 et 70).

(4) Ce doit être le cas pour les domaines de Herl (*Erlon*) et de Naurath (*Nuwilre*), dont il n'est jamais fait mention dans les chartes de l'abbaye antérieures au XIII^e siècle et dont l'inventaire a été inscrit au censier postérieurement à la rédaction I.

teurs eux-mêmes, soit des réviseurs qui, entre deux rédactions successives, ont complété, sur le manuscrit de la plus récente rédaction, le texte du censier. C'est à l'initiative de l'auteur de la rédaction III qu'est due, on le sait, l'insertion au censier des domaines lorrains ; en revanche, ce sont certainement des réviseurs qui ont transcrit, à la suite des rédactions I et II, les chapitres Issel et Heining ; dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait de chapitres ou de groupes de chapitres étendus, qui, pour cette raison, ont dû être reportés à la fin du manuscrit. Mais le fait est exceptionnel ; en règle générale, les nouveaux chapitres ont été, autant que possible, insérés dans le groupe géographique auquel ils se rattachaient, en raison de la situation du domaine inventorié ; toutefois, en dépit de cette précaution prise par les rédacteurs ou les réviseurs, il est possible de les séparer de la masse des chapitres de première origine. Quand l'addition a été introduite en bloc par un réviseur qui a profité d'un espace libre du manuscrit, ou qui a intercalé entre deux folios une cédule de parchemin, l'initiative du réviseur se reconnaît, non seulement à de menues divergences de rédaction ⁽¹⁾, mais aussi au fait que le chapitre ajouté rompt l'enchaînement géographique des domaines à l'intérieur du groupe ⁽²⁾. D'autres fois, l'insertion du nouveau chapitre s'est faite en deux étapes ; un réviseur, remarquant qu'un certain domaine ne figurait pas au censier, a noté le nom de ce domaine sur le manuscrit, laissant à l'auteur d'une rédaction postérieure le soin d'insérer, sous ce titre, l'inventaire du domaine correspondant. La comparaison entre les rédactions II et III permet d'affirmer que plusieurs chapitres n'ont reçu leur forme définitive qu'à la suite de ce processus ; à diverses reprises, un nom

(1) Nous reviendrons plus loin sur les différents types de rédaction qu'on rencontre au censier ; contentons-nous, pour l'instant, de noter quelques particularités de terminologie propres à certains chapitres de rédaction postérieure. Le chap. 49 (*Symonisvelt*) emploie *curia*, les chap. 19 et 25 (*Holdingen, Medernach*) *croadae* au lieu des termes *villa* et *culturae*, qui sont d'un emploi constant dans les chapitres de première rédaction.

(2) Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur la répartition des domaines à l'intérieur de chaque groupe géographique et de montrer que l'ordre de succession des domaines est troublé, de manière anormale, par certains chapitres qui correspondent à des additions. Signalons, à titre d'exemple, le groupe des domaines de la région de l'Alzette qui correspond aux chap. 9-18 du censier ; dans ce groupe, les domaines se succèdent du sud au nord, sans qu'il y ait jamais aucune interversion ou retour en arrière. Cet ordre rigoureux n'est troublé que dans deux cas ; le domaine de Heisdorf aurait dû prendre place entre ceux de Steinsel et de Hunsdorf ; celui de Feulen, qui est le plus septentrional de tout le groupe, aurait dû apparaître en tout dernier lieu ; comme il n'en va pas ainsi, les chap. 15 et 10, qui correspondent à ces deux domaines, représentent des additions au texte primitif du censier.

de domaine, inscrit sur la plus ancienne des deux rédactions, est suivi, sur la rédaction subséquente, de l'inventaire du domaine⁽¹⁾. Un examen attentif de la rédaction I, sous la forme qu'elle revêt dans la copie *B*, permet de découvrir, dans le texte de cette rédaction, plusieurs chapitres ajoutés après coup et nous oblige à chercher le prototype de *B*, non pas dans la rédaction originale du censier, mais dans une rédaction déjà enrichie d'additions multiples. Contrairement à ce qui se passe dans les rédactions II et III, où les chapitres ajoutés se font remarquer, entre autres particularités, par la place anormale qu'ils occupent au censier, on ne constate aucun déplacement de ce genre dans le fragment conservé par la copie *B*; ce qui peut révéler l'addition, ce sont des particularités de rédaction et la formule qui introduit l'inventaire. Tandis que, en règle générale, les chapitres débutent par la formule « In N. habemus », on trouve, dans la rédaction I, des chapitres dans lesquels cette formule est remplacée par la suivante : « N. In hac villa habemus... »⁽²⁾. Cette rédaction insolite, dans laquelle le nom du domaine, mis en vedette, a la valeur d'un titre, dénonce un chapitre dont l'insertion s'est faite en deux temps. Comme ces additions ne dérangent pas l'ordre géographique des chapitres, il est probable que, sur le manuscrit de la rédaction originale, le scribe avait pris soin, au cours de son travail, d'inscrire en bonne place le nom des domaines dont l'inventaire ne lui était pas encore parvenu, tout en réservant la place nécessaire pour la transcription future des inventaires correspondants⁽³⁾.

Quant aux additions de la dernière catégorie, si elles sont aussi développées que les précédentes, elles en diffèrent du tout au tout, en

(1) C'est le cas pour les chap. 15 (*Hechesdorph*), 49 (*Symonisvelt*), 53 (*Rivenache*). Parfois l'inventaire ainsi annoncé n'a jamais été exécuté; c'est ainsi que le nom du domaine de Kirsch figure dans les trois rédactions (chap. 29) sans être suivi d'aucun inventaire. — La rédaction I renferme, en outre, un chap. 36 à peine ébauché et réduit à ces quelques mots : « Habemus Keverche (Köwerich) (blanc d'un mot) mansus, Trittenheim ». Dans la rédaction III, le chap. 36 donne l'inventaire du domaine de Niederemmel, qui comprend des écarts à Köwerich et Trittenheim. — Entre la rédaction I et la rédaction III, il y a eu un remaniement dans la constitution des groupes domaniaux de la région de Trittenheim-Niederemmel. Le groupe Trittenheim-Köwerich a perdu son indépendance et a été rattaché à la *curtis* de Niederemmel, dont l'inventaire ne figurait pas au censier de première rédaction.

(2) Cette particularité se rencontre aux chap. 31 (*Lunesheit*) et 34 (*Decima*).

(3) Ce type d'additions, dont l'insertion s'est faite en deux fois, n'est pas particulier à la rédaction I; entre cette rédaction et la rédaction définitive, plusieurs chapitres ont pris place au censier, dans les mêmes conditions (chap. 10, 40, 49, 57). Ces chapitres dérangent l'ordre géographique du groupe à l'exception, toutefois, du chap. 40 (*Olke*). Pour l'un de ces chapitres (chap. 49), la preuve de l'insertion en deux temps est fournie par la comparaison des rédactions II et III (cf. p. 519, n. 2).

ce sens qu'elles ne répondent nullement aux préoccupations qui sont à l'origine du censier. Tandis que celui-ci se propose de donner un inventaire des domaines affectés aux besoins généraux de l'abbaye, les additions dénombrent les biens constituant la dotation des prieurés de l'abbaye ⁽¹⁾ ou les cens divers affectés à certains offices ⁽²⁾. Tandis que le censier fixe, pour chaque domaine, le tableau des charges incombant au manse en vertu du droit coutumier, certaines additions, ce sont les plus nombreuses, se présentent sous la forme d'un état nominatif des censitaires de l'abbaye ; le cens qui est inscrit en regard de chaque nom de tenancier est un cens réel, il peut correspondre à une tenure de type domanial ⁽³⁾, plus souvent il a une origine contractuelle, il porte alors le nom de *census dispositus*, terme qui paraît correspondre à l'allemand *Durcins* ⁽⁴⁾. Enfin, il est des additions qui affectent la

(1) Rédaction III « *Ista bona pertinent ad prioratum S. Maximini in Merchedith. (Mertert)... unum maldrum grani* » (Beyer, p. 431-432).

En ce qui concerne les deux antiques prieurés de Taben et Münsterappel, on n'a pu déterminer, ni si le censier tenait compte de leur dotation, ni même si ces deux prieurés existaient encore au moment de la rédaction du censier.

(2) Sur les paragraphes constituant le censier du custode, cf. p. 523. — Les rédactions II et III renferment deux notes additionnelles sur des cens et des vignes relevant de l'office de l'aumônerie (Appendice II, notes c et d). Ces deux mêmes rédactions tiennent également compte de cens perçus à Schwebsange et Butzdorf, au profit de l'office du chantre (Beyer, p. 439).

(3) Etat nominatif des tenanciers de *curtillae*, à Mayence (Beyer, p. 453).

Etat nominatif des tenanciers de *curtes*, à Münsterappel (Beyer, p. 455).

Etat nominatif de tenanciers exploitant, à Münsterappel, des portions de manse (Beyer, p. 455).

(4) Le chap. 34 (*Decima*) est coupé en deux par une longue interpolation qui devait occuper la marge inférieure du recto et la marge supérieure du verso d'un feuillet du manuscrit original. Cette interpolation, qui est intitulée *Durcins*, donne la liste des cens perçus sur des vignes, terres, maisons, jardins, sis probablement à Detzem. — Sur le sens du mot *Durcins* (cens perçu en vertu d'un contrat), voir l'interpolation du chap. 32 (*Budelich*), qui a été signalée p. 532, n. 2 et qui définit le mot *Durcins* par « *census dispositus* ».

Les redevances de caractère contractuel, dont la liste a été ainsi introduite au censier, sont, en général, levées sur des pièces de vignes dont le nom (*petitura*, *mannwerc*, *frustum*, *sunderung*) varie selon la contenance, la forme et l'origine de la tenure (sur ces diverses tenures plantées en vigne, voir Lamprecht, *D.WL.*, I, p. 406 et sq. et Christoffel, *Geschichte des Weinbaus der Abtei Sankt Maximin in Trier vom 7. bis 18. Jahrh.*; *Trierer Heimatbuch*, p. 96 et sq.). Comme exemples de listes de cens de cette sorte, voir l'interpolation introduite dans le chap. 52 (*Lovene*) (Beyer, p. 452) : « *Census. Procurator transitus ... et integram decimam* » et l'addition qui fait suite au même chapitre (Beyer, p. 453) « *Sunderungen que dicuntur geisen ... et dimidium decimam tantum* ».

forme d'un pied-terrier ; elles donnent un état des terres possédées par l'abbaye dans tel ou tel village avec, parfois, le nom du tenancier et le montant du cens exigible ⁽¹⁾. Les additions de la dernière catégorie, quelle que soit la forme particulière qu'elles revêtent, se rencontrent exclusivement dans la rédaction II et dans la rédaction III. On devine sans peine les motifs qui ont poussé les rédacteurs à les insérer, au cours de leur transcription : désir de faire place aux revenus provenant de tenures à cens, au moment où l'antique régime domanial était en train de s'oblitérer ; souci aussi de remédier, par l'établissement de listes de tenanciers et la rédaction de pieds-terriers, aux graves dangers résultant du morcellement extrême des différentes tenures ⁽²⁾.

Quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, les additions introduites dans le censier de St-Maximin sont riches en enseignements de toutes sortes. La comparaison, entre deux inventaires d'un même domaine ou entre le texte primitif et les additions d'un même chapitre, révèle la rapidité de l'évolution qui tendait à détruire l'antique régime domanial (réduction des redevances, rachat des

Plusieurs additions donnent une liste de redevances dont l'origine et la nature juridiques ne peuvent être déterminées, ainsi (Beyer, p. 459) : « Hi sunt qui censum debent in Rucelinifossa (lieu-dit dans la banlieue de Trèves)... » et *Ibidem* : « Census de Anval (lieu-dit dans la région avoisinant Trèves) ».

(1) Voir, dans les rédactions II et III, entre les chap. 55 et 56 (Beyer, p. 454), un état des terres possédées par l'abbaye à Bretzenheim. Chacune des parcelles est localisée avec précision, mais ni le nom des tenanciers, ni la redevance exigée ne sont mentionnés. Il est vraisemblable que l'ensemble de ces parcelles, soit 160 *jugera*, représente la contenance des manses possédés par l'abbaye à Bretzenheim. Aux termes du chap. 55, le nombre de ces manses s'élevait à deux seulement ; pour mettre en harmonie les données du pied-terrier et celles de l'inventaire qui le précède immédiatement, il faut admettre, soit une contenance exceptionnelle de 80 *jugera* par manse (à Jametz en Lorraine le censier compte 64 *jugera* au manse), soit un accroissement du nombre des manses de Bretzenheim, postérieurement à la rédaction du chap. 55.

Voir aussi dans la rédaction III (Beyer, p. 462) l'état des 20 *mansi censuales* possédés par l'abbaye, à Fell ; cet état désigne chaque manse sous son nom traditionnel, sans toutefois donner le dénombrement des parcelles entrant dans la composition de chaque manse ; il indique, en outre, le nom des différents tenanciers qui exploitent la manse et la redevance en vin payée par chacun d'eux. Cette redevance minimale ne constitue pas le cens payé par les tenanciers à l'abbaye, mais une taxe versée au custode ; le fait que cet état des *mansi censuales* de Fell a pris place au censier du custode justifie cette interprétation.

(2) Signalons, dans la rédaction III, deux additions d'un type particulier ; l'une, placée en tête du censier, immédiatement avant le chap. 1 (*In Merchedicto*), donne la liste des églises appartenant à l'abbaye ; l'autre, insérée entre les chap. 11 et 12, détaille les prestations acquittées au comte de Luxembourg, avoué de l'abbaye, par certains domaines de la région de la Syre et de la région de l'Alzette.

corvées, ensemble de mesures favorables aux tenanciers) ⁽¹⁾. D'autre part, comme on vient de le voir, les rédactions II et III portent témoignage des tentatives faites, à la fin du XII^e et au début du XIII^e siècle, pour parer aux insuffisances de l'exploitation de type traditionnel. Mais, parmi les conclusions qui se dégagent de cette étude sur l'histoire de texte du censier, ce sont celles qui concernent la technique des censiers qui doivent retenir spécialement notre attention. On ne peut manquer d'être frappé de la lenteur et de l'incohérence des opérations qui ont donné au censier de St-Maximin sa forme définitive. L'enquête préliminaire à la rédaction a été entreprise dans la seconde moitié du XII^e siècle, mais elle n'a été poursuivie que sur les domaines de la zone rhéno-mosellane ; c'est seulement un quart de siècle plus tard, pour le moins, qu'elle a été étendue aux domaines lorrains. Fait tout aussi curieux, lors de l'enquête, des domaines ont été laissés de côté ; ils ont donné lieu, par la suite, à des inventaires complémentaires, qui ont été insérés, dans le censier, sans plan d'ensemble, au hasard des places disponibles et au gré de la fantaisie des réviseurs. Si les additions, introduites par les rédacteurs eux-mêmes, respectent mieux le plan général du censier, il s'en faut pourtant, du tout au tout, qu'elles constituent une révision méthodique et complète de la rédaction antérieure. Enfin, si la dernière rédaction, transcrite au *Liber aureus*, ne néglige, en fin de compte, aucun des grands groupes géographiques entre lesquels se répartissent les domaines de l'abbaye, il n'est pas certain que cet inventaire soit complet ⁽²⁾. Que des incorrections et

(1) Une addition, annexée au chap. 3 (*Rivenache*), mentionne une taxe de remplacement pour la corvée de labourage, qui, à l'époque où fut rédigé le chapitre lui-même, était encore exigée trois fois par an.

La comparaison entre les deux inventaires de Löf (chap. 50 et 52) est particulièrement intéressante ; d'un inventaire à l'autre, l'allocation en vin fournie aux hommes qui halent les bateaux, le long de la Moselle jusqu'à Trèves, a été augmentée, la taxe prévue pour le rachat de cette corvée a été abaissée. — La comparaison entre les deux chapitres montre également qu'aucun d'eux ne donne un inventaire complet des charges des différentes catégories de manses : le chap. 52 ne reproduit pas l'ensemble des redevances et services inscrits au chap. 50 et, inversement, à lire ce dernier chapitre, on pourrait croire qu'une certaine catégorie de manses, ceux qui sont situés au chef-lieu même du groupe, jouit d'un régime de faveur, le rédacteur du chap. 50 ayant passé sous silence certaines prestations dont l'inventaire subséquent fait état.

(2) Il est difficile, pour déterminer l'état du patrimoine de St-Maximin dans la seconde moitié du XII^e siècle, d'utiliser les actes qui, à la même époque, ont confirmé l'ensemble de leurs biens aux moines ; ces actes, en effet, sont calqués sur des actes faux du début du XII^e siècle. C'est le cas, en particulier, pour le diplôme de Frédéric I^{er}, de 1182 (Stumpf 4343), qui prend pour modèle le faux diplôme d'Henri II du 30 novembre 1023 (Stumpf 1815).

des oublis soient imputables à la négligence des enquêteurs et des rédacteurs, c'est très probable, mais pour décider si cette explication un peu simpliste est recevable dans tous les cas, il nous faut étudier la composition du censier et déterminer la procédure suivie dans l'établissement des inventaires préliminaires à sa rédaction.

Le seul acte dont on puisse faire état, est une charte de 1135, qui détermine les droits du comte Conrad de Luxembourg, en sa qualité d'avoué de l'abbaye (Beyer, I, p. 438, n° 483); cette charte mentionne incidemment cinq domaines, dont deux au moins ne figurent pas au censier, ce sont ceux de Ruwer-Maximin (*Ruwere*), de Mertesdorf (*Martinivilla*). — Des trois autres domaines, celui de Emmel (Nieder- ou Oberemmel) figure au censier; pour Matten et Tarforst (*Centerbers*), ils sont représentés au censier chacun par un chapitre, mais il est difficile de dire si ce chapitre s'applique à l'ensemble des biens de l'abbaye ou seulement aux manses relevant de l'office du custode.

Les biens situés à proximité de l'abbaye ont été laissés de côté par le censier, selon une habitude dont le censier de Prüm nous a déjà offert un exemple significatif.

§ 2. PLAN ET RÉDACTION. — FORME DES ENQUÊTES PRÉLIMINAIRES
A L'ÉTABLISSEMENT DU CENSIER

Sous sa forme définitive, le censier de St-Maximin embrasse un total de 72 domaines différents, soit un millier de manses environ⁽¹⁾. Malgré cette ampleur exceptionnelle et en dépit des tâtonnements révélés par l'étude des trois rédactions successives, les domaines inventoriés ne sont pas disposés au hasard, à l'intérieur du censier ; ils sont classés par grands groupes géographiques et ceux-ci, à leur tour, s'enchaînent selon un principe qui ressort nettement du tableau suivant⁽²⁾.

I. Groupe à l'ouest de Trèves :

- a) Domaines de la vallée de la Syre⁽³⁾ Chap. 1- 8
- b) Domaines de la région de l'Alzette⁽⁴⁾ Chap. 9-18

⁽¹⁾ Le nombre total des chapitres du censier est de 74 ; ce nombre s'élève même à 77, si l'on admet que les inventaires de *Hildingen* (Ellange) (Beyer, p. 440) et de *Centarbers* (Tarforst) (Beyer, p. 460) font partie intégrante du censier général des domaines de l'abbaye et si l'on voit, dans *Monasterium in Apula* (Beyer, p. 455), un titre annonçant un inventaire qui n'aurait jamais été rempli. Mais, de ces 74 (ou 77) chapitres, il faut déduire les chap. 52 et 70, qui doublent les chap. 50 et 71 ; au total, le nombre des domaines, dont l'inventaire au censier a été prévu, se monte à 72 (ou 75).

⁽²⁾ Pour la lecture des pages qui vont suivre, on voudra bien se reporter à la carte 12, annexée à l'ouvrage de Lamprecht, *D.W.L.*, II (*Organisation des Grundbesitzes der Abtei St Maximin bei Trier nach dem Urbar des 12. Jahrhunderts*). — On pourra utiliser également la carte de France et des frontières au 200 000^e (feuilles Liège, Coblenze, Mézières, Longwy, Mayence, Châlons, Metz) ; plus des deux tiers des domaines de l'abbaye figurent sur la feuille Longwy.

⁽³⁾ Dans cette note et dans les notes qui vont suivre, nous plaçons entre parenthèses les chapitres qui, dans l'intérieur de chaque groupe, rompent l'ordre de succession des domaines.

Chap. 1^{er}, Mertert ; (chap. 2, Wasserliesch) ; (chap. 3, Wasserbillig) ; chap. 4, Manternach ; chap. 5, Schuttrange ; chap. 6, Moutfort ; chap. 7, Dalheim ; chap. 8, Frisange.

⁽⁴⁾ Chap. 9, Mamer ; (chap. 10, Feulen) ; chap. 11, *Sconeberch* (localité disparue qui, à en juger par le texte du chapitre, devait être voisine de Steinsel) ; chap. 12,

II. Groupe à l'est de Trèves :	
Domaines de la vallée de la Moselle, en aval de Trèves ⁽¹⁾	Chap. 27-39
III. Groupe au nord de Trèves :	
Domaine de la région de la Kill et de l'Eifel ⁽²⁾	Chap. 40-49
IV. Groupe excentrique, à l'est de Trèves :	
a) Domaines de la Moselle inférieure ⁽³⁾	Chap. 50-53
b) Domaines de la Hesse rhénane ⁽⁴⁾	Chap. 54-57
V. Groupe au sud de Trèves :	
a) Domaines de la Sarre inférieure ⁽⁵⁾	Chap. 58-64
b) Domaine de Heining dans la vallée inférieure de la Nied	Chap. 66
VI. Groupe des domaines de Lorraine ⁽⁶⁾	Chap. 67-74
	(Rédaction III)

Nospelt ; chap. 13, Steinsel ; chap. 14, Hunsdorf ; (chap. 15, Heisdorf) ; chap. 16, Lintgen ; chap. 17, Mersch ; chap. 18, Everlange (cette *curtis* est à la tête d'un groupe domanial qui comporte des manses à Ospern, Schandel, Wahl, Platen et Pilla).

⁽¹⁾ Chap. 27, Kenn ; chap. 28, Longuich ; chap. 29, Kirsch.

Chap. 30, Fell, avec manses à Lörsch, Riol et Fastrau.

Chap. 31, Lorscheid ; chap. 32, Büdlich ; chap. 33, Schönberg ; chap. 34, Detzem ; chap. 35, Pöllich.

Chap. 36, Niederemmel, avec manses à Köwerich et Trittenheim.

(Chap. 37, Herl) ; (chap. 38, Naurath).

Chap. 39, *Meninge* (localité disparue, qui devait se trouver dans la région de Wittlich ; de ce chef-lieu dépendaient des manses à Uerzig (sur la Moselle), à Dorf, Lûxem, Flussbach, Olkenbach, Hetzhof).

⁽²⁾ Chap. 40, Olk ; chap. 41, Esslingen ; chap. 42, Nieder- ou Oberstedem ; chap. 43, Metterich ; (chap. 44, Dudeldorf) ; (chap. 45, Niederehe) ; chap. 46, Rittersdorf ; chap. 47, Matzen.

Chap. 48, Barweiler, avec écarts à Uexheim et Hoffeld.

(Chap. 49, Seinsfeld).

⁽³⁾ Chap. 50, Löff, avec manses à Mörz, Kalt, Moselsürsch, Oberfell.

(Chap. 51, Brohl) ; (Chap. 52, Löff, révision du chap. 50).

Chap. 53, Rübenach.

⁽⁴⁾ Chap. 54, Mayence.

Chap. 55, Ebersheim ; cette *curtis* est le chef-lieu d'un groupe domanial dont les manses s'éparpillent dans 15 localités différentes ; parmi ces écarts, il en est qui sont distants d'Ebersheim d'une quinzaine de kilomètres.

Chap. 56, Schwabenheim avec manses à Hilbersheim (Nieder- ou Oberhilbersheim).

Chap. 57, Simmern-unter-Dhann.

⁽⁵⁾ Chap. 58, Taben-Rodt ; chap. 59, Weiten ; chap. 60, Mechern ; chap. 61, Bachem ; chap. 62, Losheim. D'un passage du censier de 1484 (Bibl. de Trèves, Ms 1641, p. 35 du censier), il résulte que le *Losmene* du censier du XII^e siècle doit être identifié avec Losheim, et non avec Niederlosheim ou Mitlosheim, localités voisines de la première.

Chap. 63, Mandern ; chap. 64, Oberemmel.

⁽⁶⁾ Ce groupe de domaines sera étudié en détail par la suite, p. 558.

On voit, d'après ce tableau, que le principe de classement, par grands groupes géographiques, a été appliqué à l'ensemble des domaines et que, de plus, les groupes géographiques s'ordonnent, par rapport à la ville de Trèves, selon les points cardinaux. Cette règle générale comporte cependant deux exceptions. Le groupe IV se trouve détaché du groupe II, qu'il prolonge immédiatement, dans la direction de l'est ; de plus, quelque trouble est apporté à la répartition des domaines en groupes, du fait de certains chapitres qui, introduits après coup, n'ont pas été insérés à la place qui normalement devait leur revenir ; c'est le cas pour le chapitre Issel (chap. 65), qui aurait dû prendre place au groupe II, et pour un ensemble de chapitres intercalés entre les groupes I et II (chap. 19-26), qui présentent une extrême confusion et sur lesquels nous aurons à nous expliquer par la suite ⁽¹⁾.

Pénétrons à l'intérieur de chaque groupe et étudions-en la constitution, en laissant de côté pour l'instant l'ensemble des biens lorrains (chap. 66-74), qui mérite d'être examiné à part, et en faisant abstraction des chapitres qui sont étrangers au texte primitif. A la différence du censier de Prüm, le censier de St-Maximin énumère les domaines de chaque groupe dans un ordre géographique strict, dans l'ordre même où les rencontrerait un voyageur qui voudrait visiter ces domaines dans le minimum de temps, en évitant les doubles parcours ; de plus, l'inventaire de chaque groupe débute, en règle générale, par le domaine le plus proche de la ville de Trèves. Dans le groupe I *a*, par exemple, le rédacteur prend, pour point de départ, le domaine de Mertert, au confluent de la Syre et de la Moselle, remonte la vallée de la Syre en s'éloignant de Trèves et inventorie, dans l'ordre où ils se présentent sur la carte, les domaines de Manternach, Schuttrange, Moutfort, puis deux domaines qui sont un peu à l'écart de la vallée, Dalheim et Frisange. Le groupe I *b*, qui correspond à la vallée moyenne de l'Alzette et de ses affluents, s'allonge depuis Mamer, au sud, jusqu'à Everlange,

(1) Les domaines correspondant aux chap. 19-26 sont les suivants : chap. 19, Olingen ; chap. 20, Asselborn ; chap. 21, Hosten et Auw ; chap. 22, Remich ; chap. 23, Nospelt ; chap. 24, Nieder- ou Oberdonven ; chap. 25, Medernach ; chap. 26, Besch.

Lamprecht, *D.W.L.*, II, p. 116-119, a dressé un tableau de répartition des domaines en groupes géographiques, qui est analogue au précédent ; mais l'auteur n'ayant pas remarqué que plusieurs chapitres avaient été introduits au censier à une date tardive, n'a pu rendre compte de la constitution du groupe formé par les chap. 19-26. Il englobe cet ensemble de chapitres sous la dénomination « Extravaganten im Luxemburgischen ». — De plus, faute d'avoir éliminé les chapitres additionnels, Lamprecht n'a pas soupçonné le principe de classement des domaines à l'intérieur d'un même groupe, principe qu'on cherchera à dégager dans les pages qui vont suivre.

au nord. Dans le groupe II, les domaines s'échelonnent depuis Kenn jusqu'à Uerzig ⁽¹⁾ ; le censier les présente dans l'ordre même où les aperçoit le lecteur qui, carte en main, descend par la pensée la vallée de la Moselle, immédiatement en aval de Trèves. Le groupe III, qui s'étend sur la vallée de la Kill, débute par Olk, domaine qui est, à la fois, le plus méridional du groupe et le plus proche de Trèves, et se prolonge jusqu'à Barweiler, dans l'Eifel, domaine le plus septentrional de tout le censier. Dans les deux autres groupes, l'itinéraire suivi par le rédacteur n'affecte pas le tracé d'une ligne brisée, comme c'était le cas jusqu'alors, mais celui d'un circuit fermé, dont Trèves serait à la fois le point de départ et le point d'arrivée. Le fait est particulièrement frappant pour le groupe V ; le rédacteur semble remonter la vallée de la Sarre, en se tenant sur la rive gauche de Taben à Mechern ; à Mechern il passe sur la rive droite, de manière à inventorier plusieurs domaines (Bachem, Losheim, Mandern), assez éloignés de la vallée de la Sarre, qu'il retrouve à Oberemmel ⁽²⁾.

De cet ensemble de faits, quelles conclusions tirer en ce qui concerne les opérations qui ont précédé la rédaction du censier ? Il paraît évident que l'inventaire restreint, correspondant à chaque groupe, a été établi par une commission d'enquête affectée spécialement à ce groupe. Si, en effet, une seule commission avait été chargée d'inventorier l'ensemble des domaines de l'abbaye, les enquêteurs seraient passés fréquemment d'un groupe à l'autre, sans revenir à Trèves. Parvenus à Everlange, par exemple, après avoir terminé l'inventaire des domaines du groupe I, ils auraient eu tout intérêt à continuer leur route vers le nord et à se diriger vers Barweiler, dans l'Eifel, pour redescendre ensuite le long de la vallée de la Kill, vers Trèves. De plus, si l'on admet une commission d'enquêteurs unique, on ne s'explique pas que les domaines de la vallée de la Moselle soient scindés en deux groupes (groupes II et IV), qui ne sont pas juxtaposés au censier. Si, comme tout le laisse supposer, les inventaires restreints sont l'œuvre d'une commission agissant dans les limites d'un groupe géographique bien délimité, on peut se demander si ces différents groupes ne correspondent pas à des circonscriptions administratives telles que des prévôtés. Une telle identification, pour conjecturale

⁽¹⁾ Uerzig, sur la Moselle, appartient au groupe domanial de *Meninge* (chap. 39).

⁽²⁾ Circuit de forme analogue au groupe IV ; le rédacteur, parvenu sur la Basse-Moselle, inventorie le groupe de Löff, puis, remontant le Rhin, il arrive à Mayence de là, il regagne le point de départ, par Ebersheim, Schwabenheim, Münsterappel (dont le nom figure peut-être au censier comme titre d'un inventaire non rempli).

qu'elle soit, n'a rien d'in vraisemblable ⁽¹⁾, ; toutefois, il est peu probable, dans cette hypothèse, que le soin d'établir les inventaires restreints ait été confié aux prévôts. Le fait que, dans chaque groupe, le dénombrement des domaines s'ordonne, en règle générale, par rapport à la ville de Trèves, plaide en faveur d'une enquête menée par des commissaires délégués spécialement par l'abbaye.

Ces explications admises, on peut, mieux qu'on n'a pu le faire jusqu'alors, justifier certaines lacunes du censier et préciser les conditions dans lesquelles elles ont été en partie comblées. Parmi les domaines oubliés par les premiers enquêteurs, il en est qui sont franchement à l'écart du groupe auquel leur situation géographique les rattache : s'ils n'ont pas été compris par les enquêteurs dans l'inventaire partiel du groupe, c'est que, pressés de terminer leur tournée, ou interrompus dans leur travail, ceux-ci n'ont pas jugé bon, ou n'ont pas eu le temps, de pousser jusqu'à ces domaines excentriques ⁽²⁾. Quant aux domaines que les enquêteurs ont certainement rencontrés sur leur route, et qu'ils ont pourtant négligé d'inventorier ⁽³⁾, ils posent un problème auquel nous ne sommes pas en mesure, pour l'instant, d'apporter une solution satisfaisante. Contentons-nous de remarquer que l'inscription de ces domaines au censier s'est faite dans des conditions qui varient, selon les différentes commissions. Certains enquêteurs ont pris soin d'inscrire, sur l'inventaire partiel du groupe, le nom du domaine provisoirement laissé de côté et, par contre-coup, le rédacteur a réservé, sur le manuscrit du censier général, un espace blanc pour recevoir postérieurement l'inventaire du domaine. Quand il en va ainsi, l'ordre géographique des domaines n'est pas dérangé et, seule, la formule initiale du chapitre

(1) Il est fait mention d'un prévôt dans plusieurs chapitres du censier, à Naurath (chap. 38), à Esslingen (chap. 41) et à Heining (chap. 66) ; dans ces différents domaines, le prévôt vient, trois fois par an, tenir les plaids généraux. Que les domaines de l'abbaye aient été répartis entre des circonscriptions administrées par des prévôts, c'est ce qui résulte d'un diplôme d'Henri III, de 1056 (Stumpf 2499), qui règle les droits des avoués de St-Maximin. Cet acte, remanié par le faussaire Benzo entre 1113 et 1116, déclare que les *prebendarii* de l'abbaye ne sont pas justiciables de l'avoué, mais de l'abbé ou de ses prévôts (« sed tantum abbati suisque prepositis... respondeant »). Toutefois, sur le nombre des prévôtés et leurs limites, nous n'avons aucun renseignement.

(2) Ce peut être le cas pour Medernach, qui se trouve un peu à l'écart du groupe de l'Alzette, et pour Asselborn, domaine complètement isolé, au nord de ce même groupe.

(3) C'est le cas pour Olingen, du groupe Ia, pour Heisdorf du groupe Ib, pour Hosten-Auw et Seinsfeld du groupe III, pour Brohl du groupe IV a.

peut parfois porter témoignage du processus suivi ⁽¹⁾. D'autres commissions par contre n'ont pas pris de telles précautions ; c'est plus tard qu'un réviseur a noté, sur le *manuscrit*, un peu au hasard, en marge ou entre deux chapitres du groupe intéressé, le nom du *domaine*, dont l'inventaire n'a été transcrit qu'au cours d'une rédaction postérieure ; dans ce cas, le trouble apporté à l'ordre normal des domaines et, parfois, la singularité de la formule initiale dénoncent l'addition ⁽²⁾.

Il est un groupe de domaines dont l'inventaire a été exécuté dans des conditions particulièrement defectueuses ; c'est le groupe *Ia*, qui comprend les domaines de la vallée de la Syre. Il est probable que ce groupe représente une partie seulement d'une circonscription administrative qui, dans la réalité, devait être beaucoup plus étendue. C'est, du moins, ce qu'on peut déduire d'un faux diplôme d'Henri II, daté de 1023, qui est l'œuvre d'un moine travaillant à l'abbaye de St-Maximin, dans les premières années du XII^e siècle ⁽³⁾. Dans l'énumération des biens qu'il confirme aux moines, le diplôme mentionne un groupe de domaines qui, sans être nommément désignés, sont compris sous l'expression « inter Mosellam et Suram ». Cette expression, qui rend très vraisemblable l'existence d'une prévôté, s'étendant sur la vallée de la Syre et sur la vallée de la Moselle moyenne, en amont de Trèves, suggère l'hypothèse que les enquêteurs du groupe *Ia* devaient étendre leurs investigations à l'ensemble des domaines de cette prévôté. Ces enquêteurs auraient dû, adoptant un itinéraire en forme de circuit fermé, remonter la vallée de la Syre, passer dans la vallée de la Moselle et descendre celle-ci jusqu'à Trèves, de manière à revenir à leur point de départ, Or, si l'on examine les huit premiers chapitres du censier, qui constituent le groupe *Ia*, on voit que les enquêteurs n'ont exécuté qu'une partie de ce programme. Partis de Mertert, en amont de Trèves, au confluent de la Syre et de la Moselle, ils ont visité les différents domaines de l'abbaye qui s'échelonnaient le long de la vallée de la Syre ; puis ils se sont dirigés vers Dalheim et Frisange, comme s'ils avaient l'intention de poursuivre leur route vers l'est en direction de

⁽¹⁾ Chap. 31 (Lorscheid) ; chap. 34 (Detzem) ; chap. 40 (Olk) ; chap. 57 (Simmern).

⁽²⁾ Singularité de la formule initiale aux chap. 10 (Feulen), 20 (Asselborn), 49 (Seinsfeld).

⁽³⁾ Sur ce faux diplôme, qui nous est parvenu sous la forme de deux rédactions différentes, datées l'une du 30 novembre 1023 (Stumpf 1815), l'autre du 10 décembre 1023 (Stumpf 1817), voir Bresslau, *W.Z.*, V (1886), p. 20-65 ; Jærres, *W.Z.*, VIII (1889), p. 232-241 et la notice qui précède l'édition de chacun de ces diplômes dans *M.G.H., DD.H.*, II, nos 500 et 502.

la vallée de la Moselle, où l'abbaye possédait plusieurs domaines, parmi lesquels on peut citer, à coup sûr, ceux de Besch, Remich, Nieder- ou Oberdonven. En fait, l'enquête n'a pas été poussée au-delà de Frisange et elle n'a jamais été reprise sous la forme et selon l'itinéraire prévus dès l'abord. C'est plus tard que des réviseurs ont inscrit, sur des feuillets insérés dans le manuscrit de la rédaction I, à la suite des chapitres du groupe I, quelques-uns des domaines oubliés lors de la première enquête ⁽¹⁾. Ces inscriptions se sont faites de manière désordonnée et, comme, de plus, on a profité de l'espace disponible, sur les feuillets intercalaires, pour noter, à des époques différentes, l'inventaire de domaines étrangers au groupe I ⁽²⁾, il en résulte que les chap. 19-26, qui correspondent à ces diverses additions, présentent une confusion géographique extrême. Il est même arrivé que, par une bévue singulière, un scribe, retrouvant dans les archives de l'abbaye l'inventaire original du domaine de Nospelt, l'a transcrit sur un de ces feuillets intercalaires (chap. 23), sans remarquer que cet inventaire figurait déjà au censier de première rédaction (chap. 12) ⁽³⁾.

Ce n'est pas seulement dans sa composition que le censier de St-Maximin présente une indéniable unité, c'est aussi dans sa rédaction. Si, cette fois encore, on tient compte seulement des chapitres qui, selon toute vraisemblance, remontent à la rédaction originale, on observe que, en dépit de leur nombre élevé et malgré leur répartition en groupes distincts, ces chapitres présentent des types de rédaction qui sont très voisins l'un de l'autre ; d'un domaine à l'autre, l'enquête a porté sur

(1) Chap. 19 (Olingen) ; chap. 22 (Remich) ; chap. 24 (Nieder- ou Oberdonven) ; chap. 26 (Besch).

(2) Chap. 20 (Asselborn) ; chap. 23 (Nospelt) ; chap. 25 (Medernach) ; ces chapitres auraient dû normalement prendre place au groupe I b. — Chap. 21 (Hosten et Auw) ; ce chapitre appartient au groupe III.

(3) La double inscription du chap. Nospelt au censier n'est explicable que si l'inventaire, établi par les enquêteurs au cours de leur tournée, et remis par eux au moine chargé de la rédaction du censier, occupait un feuillet de parchemin isolé ; celui-ci, déposé dans les archives de l'abbaye, a été retrouvé par un réviseur qui l'a transcrit une seconde fois (chap. 23). Toutefois, ce doit être un cas exceptionnel et on peut même penser que l'inventaire de Nospelt a été établi à la suite d'une révision. Lors de l'enquête préliminaire à la rédaction du censier, en effet, les commissaires ont dû établir, sur un même feuillet de parchemin, les inventaires de tous les domaines de leur groupe. S'il n'en était pas ainsi, on comprendrait mal que le rédacteur du censier ait pu répartir les inventaires par groupes et surtout que, dans chaque groupe, il ait rétabli exactement l'ordre de succession géographique des domaines. En admettant même que l'idée d'un tel classement lui soit venue à l'esprit, on ne voit pas comment il aurait pu la réaliser, étant donné les documents qu'il pouvait avoir à sa disposition.

les mêmes points; la formule initiale propre aux inventaires (« In N. habemus... »), certaines expressions techniques ⁽¹⁾, se retrouvent à travers les chapitres des différents groupes. A relever ces analogies, on a l'impression que les inventaires des différents domaines, parvenus au siège central de l'abbaye, ont été mis en forme par le moine chargé de la rédaction du censier. Que cette impression soit fausse, c'est ce qui ressort de la comparaison des chap. 12 et 23, qui représentent la double transcription d'un même inventaire, celui du domaine de Nospelt. Réserve faite, en effet, de quelques menues discordances, dues surtout à la négligence du second scribe, on peut dire que les deux chapitres donnent exactement le même texte ⁽²⁾; cette identité de rédaction garantit que l'auteur de la rédaction primitive n'a rien

(1) Voici les expressions typiques qui consacrent l'uniformité de terminologie à travers les chapitres du censier.

Le domaine est désigné du terme de *villa* ou de *curtis* et, exceptionnellement, du terme de *curia*, quand le domaine comporte des tenures dites *curtes*; les pièces de terre arable de la réserve, labourées par les tenanciers des manses, sont dites *culturae*; le terme d'*olca* est réservé au clos planté de vigne. Le manse est dit *mansus* et jamais *hoba*, encore que les domaines inventoriés dans les 66 premiers chapitres du censier se situent dans des régions de langue germanique.

Signalons aussi « mansionarius dat nobis messorum hiemalem et estivalem (un moissonneur pour fauciller le blé d'hiver et un autre pour le blé de printemps) »; « mansionarius operatur... suis expensis » (ou au contraire « nostris expensis »); « solidos visitales » (redevance payée par les maires au moment de leur visite annuelle à l'abbaye); « mansionarius arat (ou servit) sicut aratratus est... ».

Une expression très courante est « moytalis panis (jus moytale, moyta) »; ces différents termes désignent certainement un pain remis au tenancier à l'occasion d'une corvée, mais nous n'avons pu en déterminer le sens précis.

(2) Nous mettons en regard l'un et l'autre les passages des deux inventaires qui ne concordent pas exactement:

Chap. 12.

In Nospelt sunt VIII mansi..., in festo S. Andree XII den. mettenses (Nospelt); in Nativitate Domini... operatur mansus proprio stipendio XV diebus in februario et XV in maio quicquid iungitur vel solvit IIII den. et iterum IIII den.; arat etiam mansus nobis sicut aratratus est; seminat et infert; pratum secant mansionarii et inferunt in horreum et recipiunt jus.

Chap. 23

In Nospelt sunt VII mansi..., in festo S. Andree XII den.; in Nativitate Domini... operatur proprio stipendio XV diebus in februario et XV diebus in maio quicquid ei iungitur...vel solvit IIII den.; arat etiam, seminat croadas et infert; secat fenum et infert.

Le scribe qui a transcrit le chap. 23 abrège d'ordinaire et commet des étourderies. — Le mot (Nospelt) au chap. 12 est une note marginale écrite en regard du chapitre et incorporée, par la suite, dans le texte.

changé à l'inventaire qu'il transcrivait. Si l'unité de rédaction, la répétition des mêmes formules et des mêmes expressions techniques ne peuvent être imputées au premier rédacteur, il faut admettre que les enquêteurs ont travaillé selon un plan d'ensemble et qu'ils se sont conformés, pour la rédaction des inventaires, à un même modèle ⁽¹⁾. Toutefois, bien que cette hypothèse soit la seule qui puisse rendre compte de l'unité de rédaction du censier, il s'en faut que les différents chapitres soient calqués les uns sur les autres ; on relève, de l'un à l'autre, des divergences et des anomalies qui demandent explication.

Si l'on cherche à définir le contenu des inventaires particuliers, le fait qui frappe, au premier abord, c'est la richesse de ce contenu ; l'enquête a porté sur des points nombreux et il en est qui ont retenu, tout spécialement, l'attention des enquêteurs. D'une manière générale, la rédaction s'ordonne selon la formule : « In N. habemus culturas ... Sunt mansi... », formule qui met au premier rang les éléments constitutifs de la réserve, tout au moins les terres labourables (*culturae* et *salicum bonum*) ⁽²⁾, pour passer ensuite au dénombrement des tenures de type domanial, *mansi*, *curtes* et *curtillae*. Toutefois, il s'en faut que ce type de rédaction se retrouve dans tous les inventaires d'un même groupe, encore que ceux-ci soient l'œuvre d'une même commission. Il n'est pas rare, par exemple, que les *culturae* soient passées complètement sous silence ⁽³⁾, ou que la mention en soit

(1) En ce qui concerne l'établissement des inventaires introduits après coup au censier, nous en sommes réduits à des conjectures. Il peuvent être l'œuvre, soit de commissions de réviseurs, soit d'agents locaux ; le fait que la copie *B* a été établie en vue d'une révision, portant sur deux groupes géographiques très vastes, qui dépassent l'étendue d'une prévôté, parle en faveur de la première hypothèse. Un fait, en tout cas, est certain, c'est que les inventaires de date récente s'inspirent, dans leur rédaction, des inventaires les plus anciens.

(2) Sur la différence entre les *culturae* (appelées parfois *croadae* dans les inventaires de date postérieure) et le *salicum bonum*, voir Lamprecht, *D.W.L.*, I, p. 744 et sq. ; les *culturae* sont exploitées au moyen des corvées de tenanciers, tandis que le *salicum bonum* est cultivé par des *mancipia* de la réserve, des *prebendarii* ou par des manouvriers salariés.

Sur les *culturae*, les inventaires apportent des renseignements plus ou moins détaillés ; certains se contentent de la formule vague « Habemus culturas » ; d'autres donnent le nombre des *culturae* et leur contenance ; d'autres, enfin, indiquent, à titre exceptionnel, l'emplacement des *culturae*.

(3) C'est le cas pour les chap. 9 (Mamer), 11 *Sconeberch* et 12 (Nospelt) du groupe I b ; pour le chap. 34 (Detzem) du groupe II ; pour le chap. 40 (Olk) du groupe III ; pour les chap. 55 (Ebersheim) et 56 (Schwabenheim) du groupe IV ; pour les chap. 60 (Mechern), 62 (Losheim) et 63 (Mandern) du groupe V a.

rejetée à la fin de l'inventaire ⁽¹⁾. Quand cette dérogation à la règle générale ne porte que sur un seul chapitre, il faut avouer que nous ne sommes pas en mesure de fournir une justification quelconque de cette anomalie ; mais, quand dans un même groupe (groupe I b), à une série de chapitres qui négligent systématiquement la réserve (chap. 9, 11, 12), succède une autre série, conforme au type général de rédaction (chap. 13-14, 16-17) ⁽²⁾, un tel changement ne peut être l'effet du hasard ; on peut supposer, faute de mieux, que le changement de rédaction correspond à une interruption dans le travail de la commission, et à la substitution de nouveaux enquêteurs aux anciens.

Le paragraphe sur les terres labourables de la réserve est suivi du dénombrement des tenures de type domanial. La tenure par excellence est le *mansus* ; à celui-ci, est rattaché, dans les régions de vigne, la *petitura* ou lot-corrée ⁽³⁾, qui parfois s'est détachée du manse pour se transformer en une tenure à cens ⁽⁴⁾. Quant aux tenures telles que la *curtis* et la *curtilla*, ce sont, à en juger par les charges qui leur incombent, des tenures de moindre étendue que le manse. Bien que, dans les 65 premiers chapitres du censier, le manse soit la tenure prédominante, on aurait tort de croire que, en plein XII^e siècle, le manse avait gardé, sur les domaines rhéno-mosellans de l'abbaye de St-Maximin, son unité primitive. Du fait que le censier mentionne, incidemment, des moitiés, des quarts et même des huitièmes de manse ⁽⁵⁾, on conclura que le manse pouvait comporter des fractions ; et si, d'autre part, on remarque que les deux dernières rédactions du censier ont accueilli des pieds-terriers, on se convaincra facilement que le manse, sur l'ensemble de ces domaines, pouvait se composer de parcelles réparties entre plusieurs exploitants ⁽⁶⁾. Toutefois, le fait qu'on a pu maintenir le manse comme unité fiscale, dans la région rhéno-mosellane, se comprendrait mal, si le morcellement des terres y avait été poussé aussi loin que dans la région lorraine

⁽¹⁾ Chap. 5 (Schuttrange) et 6 (Moutfort) du groupe Ia ; chap. 30 (Fell) du groupe II ; chap. 59 (Weiten) du groupe Va.

⁽²⁾ Le chap. 15 (Heisdorf) représente une addition au censier primitif.

⁽³⁾ A Longuich (chap. 28) et à Detzem (chap. 34), en plein pays de culture de la vigne, une *petitura* est rattachée à chacun des manses, ces deux chapitres renferment des données intéressantes et précises sur la culture des *petiturae*. — A Mertert (chap. 1), seuls les manses serviles ont pour annexe une *petitura*.

⁽⁴⁾ C'est le cas pour la *petitura* qui dépendait de l'aumônerie (Beyer, p. 459).

⁽⁵⁾ Voir la mention de demi-manses, de quartiers (ou quarts de manses) dans les chap. 55 (Ebersheim) et 64 (Oberemmel) ; à Esslingen (chap. 41) on trouve un huitième de manse (« quatuor sunt mansi et dimidiis et octava pars »).

⁽⁶⁾ Voir le pied-terrier du domaine de Bretzenheim (p. 538, n. 1).

toute proche, région où l'unité de tenure, à la même date, à en juger par les derniers chapitres du censier de St-Maximin lui-même, était le demi-manse et même, plus fréquemment, le quart de manse ou quartier ⁽¹⁾.

Réserve faite de ces remarques d'ordre général, les seules qu'on puisse présenter ici ⁽²⁾, le censier de St-Maximin ne donnerait lieu, en ce qui concerne la coutume domaniale, à aucune observation digne d'être relevée, s'il n'accordait une attention toute spéciale à certains éléments que les censiers contemporains passent sous silence, ou signalent de manière incidente. C'est ainsi que le censier insiste sur les allocations en vivres accordées aux hommes du domaine, à l'occasion de tout travail exécuté pour le compte et sur la réquisition du seigneur. Qu'il s'agisse de la fauchaison, de la fenaison, de la moisson, du battage, des corvées de charruage ou du halage des bateaux chargés de vin, le long de la Moselle, les inventaires entrent, pour chaque domaine, dans des prescriptions minutieuses sur la nature et la quantité de vivres auxquels ont droit les hommes de corvée ; le fait est d'autant plus remarquable que, par ailleurs, sur des points qui paraissent d'un intérêt capital, le censier garde le silence, ou se contente d'indications vagues et insuffisantes ⁽³⁾. Enfin, il est un paragraphe qui a reçu un développement inusité, c'est celui qui traite des agents chargés de l'administration du domaine (maire, forestiers) ; non seulement, pour chacun d'eux, le censier donne, avec précision, la composition des « services » qui doivent être présentés à l'abbé, à certains jours de fête solennelle, mais il va jusqu'à détailler les « services » que les agents subalternes sont tenus d'offrir au maire, ainsi que les profits attachés à ces différentes fonctions ⁽⁴⁾.

Comme plusieurs censiers du XII^e siècle, étudiés dans le présent ouvrage, et plus qu'aucun autre, le censier de St-Maximin a étendu son enquête à des droits divers, qui n'ont pas leur origine dans l'ex-

(1) Sur le nombre des exploitants d'un même manse, voir l'état des *mansi censuales* de Fell, qui relèvent de l'abbaye, mais qui sont grevés de redevances en vin au profit de l'office du custode (Beyer, p. 462).

(2) Dans l'ensemble, le censier des domaines de la région rhéno-mosellane décrit un régime domanial de type archaïque, les services pèsent lourdement sur les tenanciers et il est des domaines où subsistent encore des catégories différentes de manses, à Mertert par exemple (chap. 1), où le censier distingue des *mansi ingenuiles* et des *mansi serviles*.

(3) En ce qui concerne, par exemple, le nombre des *culturæ* ou les redevances et services exigés des fractions de manses (demi-manse, quartier ou huitième).

(4) Voir, à titre d'exemple, le paragraphe consacré aux agents domaniaux par le chap. 5 (Schuttrange).

exploitation du domaine ; c'est ainsi qu'il réserve un paragraphe spécial au droit de mainmorte (*corimede*)⁽¹⁾, ainsi qu'au droit de ban, envisagé sous ses différents aspects⁽²⁾ (droit général de punir et d'infliger des amendes⁽³⁾, droit de réglementer l'exploitation économique de la seigneurie⁽⁴⁾, droit de contrôler la vente du vin à l'intérieur de la seigneurie⁽⁵⁾, droit de contraindre les habitants du ban à assister aux trois plaids généraux annuels⁽⁶⁾). Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de profits qui sont perçus au profit direct de l'abbaye ; il n'en va plus de même quand le censier note les redevances accordées, par la coutume, à l'avoué ou au sous-avoué ; il s'agit, cette fois, de prestations qui n'intéressent l'abbaye que de manière indirecte, dans la mesure où elles risquent de tarir la capacité de paiement de ses hommes⁽⁷⁾.

Si tous ces éléments, de nature et d'origine diverses, avaient été retenus par les différents inventaires particuliers, ceux-ci, à en juger par le plan de certains chapitres du censier, se présenteraient sous la forme schématique suivante :

Réserve — Manses (Redevances et services) — *Curtes et curtillae* (Redevances et services) — *Villicus* et autres agents domaniaux — Exercice du droit de ban — Droits de l'avoué — Droit de mainmorte.

Dans la réalité, pourtant, la rédaction des inventaires s'écarte sensiblement de ce schéma ; ils ne donnent que certains para-

(1) Quelle que soit la terminologie adoptée (*mortua manus* ou *corimede*), le droit de mainmorte est exigé à la mort de quiconque tient de l'abbaye un manse ou une fraction de manse. A Esslingen (chap. 41), le seigneur exerce ce droit sous sa forme ancienne, en exigeant la valeur de la meilleure tête de bétail ; partout ailleurs, la mainmorte est taxée à une somme fixe, dont le montant est d'ailleurs très variable selon les seigneuries. Voir les chap. 13, 14, 27, 30, 32, 35 et 41, qui, tous, appartiennent à la rédaction originale.

(2) Mention du ban, sous une forme générale et vague, aux chap. 27 et 34.

(3) Chap. 9 (Mamer) (Beyer, p. 434) « *Bannus ecclesie est tam de furibus quam de aliis emendationibus* ». Il s'agit, dans ce cas, d'une interpolation propre à la rédaction III.

(4) Droit d'exiger des redevances ou des prestations en travail, de tous les habitants du ban, dans chap. 19, 30, 37, 38, 41, 46 et 47. — Ban de l'eau et droit de réglementer la pêche dans chap. 26 et 58. — Banalité du moulin dans chap. 41 et peut-être dans chap. 30.

(5) Chap. 5 (Schuttrange) (Beyer, p. 433). « *Bannus vini noster est. Si quis vinum nostrum emere neglexerit, domum ei mittetur et denarii nobis solventur* ».

(6) Chap. 11 (*Sconeberch*). L'obligation d'assister aux trois plaids généraux et de comparaître en justice, à toute réquisition du seigneur, s'étend même aux alleutiers qui résident dans les limites du ban de St-Maximin.

(7) Chap. 5, 6, 10, 11, 15, 17, 19, 34, 40, 58, 65. — Dans plusieurs chapitres, le comte de Luxembourg paraît à côté de l'*advocatus* ; en réalité, le comte a l'avouerie et le personnage qualifié d'*advocatus* est un sous-avoué.

graphes du tableau précédent et ils les ordonnent dans des conditions qui échappent à toute règle, réserve faite de l'habitude prise de dénombrer généralement les *culturae* avant les manses. Cette double anomalie pose des problèmes qui intéressent directement l'histoire des censiers, et auxquels il nous faut essayer de trouver une solution vraisemblable. Le fait le plus surprenant, c'est qu'on ne trouve pas reproduits, dans tous les inventaires d'un même groupe, les paragraphes concernant le ban, les droits de l'avoué et la mainmorte, en dépit de leur importance capitale pour l'abbaye. Que penser du silence des inventaires? Il est possible que ces paragraphes aient été remplis par les enquêteurs, dans les cas seulement, où il y avait un intérêt majeur à ne pas laisser prescrire les droits de l'abbaye. Par exemple, ils auraient mentionné l'exercice du ban, quand il donnait lieu à contestation entre l'abbaye et son avoué ⁽¹⁾, la mainmorte, quand la perception s'en faisait à un taux et selon des modalités de caractère exceptionnel ⁽²⁾. Toutefois, une telle explication ne saurait avoir une valeur générale, car elle est incapable de rendre compte de certaines anomalies signalées, l'absence, par exemple, dans certains chapitres, du paragraphe sur les agents domaniaux, ou l'indifférence de certains inventaires à l'égard de la réserve seigneuriale. Il est probable que, si ces paragraphes font défaut aux inventaires, c'est que ceux-ci sont incomplets et que les enquêteurs n'ont pas poursuivi leur tâche jusqu'au bout.

Qu'il en aille ainsi dans certains cas, c'est ce que prouve, à coup sûr, l'examen de deux chapitres du groupe Ia, les chap. 7 (Dalhiem) et 8 (Frisange), qui reproduisent très exactement le plan du chap. 6 (Moutfort), mais qui, tous deux, négligent les deux derniers paragraphes de ce chapitre, l'un sur les droits de l'avoué, l'autre sur les profits afférents aux fonctions du *villicus* ; il saute aux yeux que ces trois chapitres appartiennent au même type de rédaction et que deux d'entre eux sont restés inachevés. Parfois, d'ailleurs, des inventaires ainsi interrompus ont reçu, plus tard, les compléments nécessaires, sous forme d'additions ; le fait peut être établi pour le chap. 9 (Mamer). Un réviseur, à la suite du texte primitif, a noté, entre autres additions, la mention des « services » imposés,

(1) Il est remarquable qu'aucun chapitre des groupes III et IV ne renferme la moindre allusion aux droits de l'avoué ; nous ne sommes pas en mesure de donner la raison de cette anomalie.

(2) Au chap. 62 (Losheim) la note additionnelle : « nec pretereundum quod ubique corimedes habemus, in quibus vestes excipiuntur » est peut-être valable pour l'ensemble des domaines du groupe Va.

par la coutume, aux agents domaniaux ⁽¹⁾, un autre a inscrit, en interligne, une note sur le droit de ban ⁽²⁾. Ces deux additions, postérieures à la rédaction II, ont été incorporées dans le texte du censier par la rédaction III et nous ne les soupçonnerions pas, si un hasard heureux ne nous permettait de comparer entre elles les rédactions II et III ; il est fort possible que plusieurs chapitres de l'inventaire primitif aient reçu des additions de cette nature, à une date plus ou moins tardive, sans que rien puisse nous en avertir. Ainsi, l'étude du contenu des inventaires particuliers confirme les conclusions auxquelles avaient abouti nos précédentes recherches, sur l'enrichissement progressif du censier, au cours des diverses rédactions. Qu'il s'agisse de l'absence de tel ou tel paragraphe dans un inventaire, ou de tel ou tel domaine dans un groupe géographique, on est surpris de relever, à la charge des enquêteurs, de fréquents oublis dans l'exécution de la tâche qui leur avait été confiée. Faut-il incriminer leur seule négligence, ou bien faut-il, leur accordant le bénéfice des circonstances atténuantes, supposer que, dans certains cas, ils ont dû renoncer à poursuivre leur enquête, faute de pouvoir recueillir sur place des informations suffisantes ? Pour pouvoir se prononcer, en toute connaissance de cause, sur la responsabilité des enquêteurs, il nous faut déterminer la procédure suivie par ceux-ci dans l'établissement des inventaires.

Si les enquêteurs, ainsi que nous l'avons montré, ont parcouru le groupe qui leur était affecté, en visitant les domaines, les uns après les autres, il paraît évident que, pour dresser les différents inventaires, ils ne se sont pas contentés de faire une enquête auprès des maires. S'ils avaient procédé de la sorte, ils n'auraient pas manqué, se conformant à un usage dont les censiers nous offrent plusieurs exemples, de convoquer les maires dans un des domaines du groupe, de manière à s'éviter des déplacements répétés. Comme, d'autre part, le censier fait une large place aux revenus qui ont leur source dans l'exercice du droit de ban, il est peu probable que les commissaires, pour fixer la coutume à ce sujet, se soient contentés d'interroger les tenanciers de l'abbaye ; ils ont dû s'adresser à l'ensemble des hommes qui, dans chacune des localités considérées, étaient établis sur le ban de St-Maximin.

(1) Dans la rédaction II, le chapitre se termine par : « in maio LX tegulas et IIII sepes ; quilibet homo operatur 1^o die ad molendinum nostrum » (Beyer, p. 434).

(2) « Bannus ecclesie est tam de furibus quam de aliis emendationibus » ; cette interpolation s'insère entre « IIII sepes » et « quilibet homo... » (Beyer, p. 434).

Cette double considération nous engage à admettre que le censier de St-Maximin a pour origine une enquête menée dans chacune des seigneuries de l'abbaye, auprès de l'assemblée générale des hommes du ban, soit que les commissaires aient eux-mêmes questionné les membres de l'assemblée, soit que le jeu des demandes et des réponses se soit déroulé entre le maire et les anciens de la seigneurie, en présence de l'assemblée générale et sous le contrôle des enquêteurs. Dans cette hypothèse, les inventaires particuliers, qui ont fourni au censier de St-Maximin la matière de ses différents chapitres, auraient été établis en vertu d'une procédure analogue à celle qui, à partir du XIII^e siècle, a été couramment employée dans les seigneuries ecclésiastiques pour obtenir des hommes de la seigneurie le « rapport » ou déclaration des droits traditionnels du seigneur : le censier de St-Maximin préparerait ainsi, et annoncerait à certains égards le rapport de droits (*Weistum*) des siècles postérieurs.

Sans doute, ce n'est là qu'une hypothèse ; mais, outre que cette hypothèse a pour elle la vraisemblance, elle a l'avantage de rendre compte, mieux que toute autre, de certaines particularités du censier qui ont été signalées, chemin faisant, et sur lesquelles il nous faut maintenant revenir. Si les inventaires procèdent d'une consultation de l'assemblée générale des hommes du ban, représentée par ses anciens, il n'est pas surprenant de rencontrer, dans certains chapitres, des formules d'un accent populaire indéniable ⁽¹⁾, et, d'autre part, on

⁽¹⁾ Il s'agit surtout de formules qui se proposent d'exprimer, sous une forme imagée et populaire, une certaine mesure : la charge d'une voiture (chap. 5 et 17), la hauteur d'un tas de foin, (chap. 38 et 41), la grosseur d'une gerbe de blé (chap. 51). Citons, à titre d'exemple, ce passage emprunté au chap. 5 (Schuttrange) : « Forestarius habet plaustrum feni cum IIII bobus ; si in ducendo plaustrum frangitur, emendationi tenetur » (Beyer, p. 433).

Des formules du même ordre se rencontrent dans les rapports de droits de la Lorraine, ainsi qu'il ressort des exemples qui suivent.

Rapport des droits du chapitre de Metz à St-Epvre, rapport non daté, mais rédigé probablement au XIV^e ou XV^e siècle (Cop., B. N., Fr. 2743, f^o 351 (copie du XVIII^e siècle). Chacun des forestiers a le droit de prendre chaque année, dans le pré seigneurial, (le breuil), la charge d'un char trainé par deux bœufs ; « ...et quand ilz ont chargez, le maire fait prenre la perche et la fait mettre pied et demey devant lesdicts deux ruels de devant et ne doit point descendre jus cil qui est sur le cher et le chareton faict traire ; s'il en puet aller fuer dou breul, il peut mettre tant de bœufs ou tant de chevaux comme il veut, et s'il restait ou breul, il seroit acquis au sieur et cher et cheval et celui qui seroit sur le char ». On trouve des formules analogues dans le rapport des droits de l'abbé de St-Clément de Metz à Vezon, (comm. Marieulles), qui est daté de 1305 (Cop., Mos., H. 666, f^o 1) ; dans le rapport des droits de l'abbé de Gorze à Moivrons, rapport non daté, connu par une copie du XVII^e siècle (Edit., Lepage,

s'explique facilement que les auteurs du rapport de droits aient eu à cœur de faire préciser, dans le plus grand détail, les allocations de vivres consenties par l'abbaye aux hommes de corvée. Qu'au cours de cette consultation populaire le maire ait été substitué aux commissaires pour mener l'enquête, c'est ce qui paraît résulter de la place d'honneur que le paragraphe sur les agents domaniaux réserve au maire, et plus encore du désordre extraordinaire dans lequel se succèdent les différents paragraphes, au sein d'un même chapitre. L'absence de toute règle dans la composition des chapitres, l'extrême variété des combinaisons employées pour énumérer les différentes charges du manse ⁽¹⁾, la maladresse à classer en paragraphes distincts les éléments de l'inventaire, les répétitions, tous ces faits prouvent que les maires ont mené l'enquête à leur guise et que les enquêteurs n'ont pas cherché à ordonner, selon un plan rigoureux, les réponses transmises, mais qu'ils se sont contentés de traduire ces réponses selon les termes du formulaire latin qui leur avait été remis, avant leur départ de Trèves.

L'hypothèse d'une enquête de forme populaire a, en outre, l'avantage de rendre compte, dans une large mesure, des lacunes plus ou moins étendues qu'on relève dans le censier de première rédaction. Si l'on fait état de certains rapports de droits, qui appartiennent, il est vrai, à une date très postérieure, on voit que les hommes d'un ban, mis en demeure de déclarer les droits de leur seigneur, ne pouvaient se soustraire à cette obligation ; toutefois, la coutume leur reconnaissait la faculté de solliciter un délai pour compléter ou corriger leur

Communes de la Meurthe, II, p. 46) ; dans le rapport des droits de l'abbé de Haute-Seille à Lezey, rapport non daté, mais probablement antérieur au XVI^e siècle (EDIT., Lepage, *Ibidem*, I, p. 589).

Sur l'habitude des *Weistümer* de la région mosellane de substituer des expressions imagées, d'origine populaire, à des mesures précises, voir Markgraf, *Das mosel-ländische Volk in seinen Weistümern*, p. 78-83.

⁽¹⁾ Le plan le plus rationnel, celui d'ailleurs qu'on trouve réalisé fréquemment dans les censiers, consiste à énumérer d'abord les redevances, ensuite les services, en adoptant, pour chaque paragraphe correspondant, l'ordre chronologique des échéances. Si un tel groupement ne se rencontre que rarement au censier de St-Maximin, il est, toutefois, d'un usage courant dans les inventaires du groupe III, qui présentent, d'ailleurs, une certaine unité de rédaction. Si la distinction des redevances et des services est, en général, bien observée dans les inventaires, il s'en faut qu'il en aille toujours ainsi ; parfois, et sans raisons apparentes, certains services viennent interrompre l'énumération des redevances. Enfin, il arrive fréquemment que les redevances, au lieu d'être présentées dans l'ordre des échéances, soient classées selon leur nature ; ce dernier procédé est probablement en rapport avec certaines pratiques de la comptabilité du temps.

déclaration antérieure, quand, sur un point ou un autre, leur mémoire était en défaut ⁽¹⁾. Cette coutume, qui est probablement ancienne, est sans doute responsable, pour une large part, des lacunes qu'on a constatées à l'intérieur des inventaires. Quand les hésitations des « déclarants » ne portaient que sur certains éléments de l'enquête, les commissaires ont fait noter les réponses obtenues et ont laissé à des réviseurs postérieurs le soin de compléter ces inventaires inachevés ; en cas de contestation touchant l'ensemble des droits de l'abbaye, les mêmes commissaires ont dû renoncer à dresser tout inventaire. Cette explication suppose, d'ailleurs, que les enquêteurs ne disposaient pas entièrement de leur temps et qu'ils avaient hâte

(1) Voici quelques passages empruntés à des rapports de droits lorrains concernant la latitude, accordée aux auteurs de la déclaration, de corriger ou de compléter leur rapport, dans un certain délai.

Rapport des droits de l'abbaye de St-Mihiel, à Jainvillotte, daté de 1443 (Cop., Archives Nationales, L. 1010, pièce 78). « Aux plaids de may et de St Remy, le maire ou eschevin, en déclarant le droit des plaids, s'il y deffailloit, peut avoir son recours de plait en plait jusquez a cez présents plaidz de vingt jours (les plaids qui se tiennent le vingtième jour après Noël) et s'aucune chose avoie délaissé à dire ou rapporter de voz droitures et seigneuries, j'en voudroye revenir a voz chartres et anciennes coustumes ».

Rapport des droits de l'abbaye St-Martin devant Metz au Ban-St-Martin, non daté (Cop. M.M., G. 521 (Copie du XV^e siècle) ; ce rapport se termine ainsi : « Tant vous rapportet la faulteit et lez proudons en jusque a bon proposement et le proposement duret toute la journée jusqu'à l'ondemain, se plux ne se veult souffrir messires (l'abbé de St-Martin). »

Rapport des droits de l'abbé de St-Symphorien de Metz au ban de Vexin, à Vaux (première moitié du XIV^e siècle) (EDIT. *Nouv. Rev. hist. droit fr. et étr.*, 1885, p. 362). Le rapport débute ainsi : « Li exavins, sires, vos dient vos drois et les drois lou voweit et, s'il y laissoient niant a dire, il y vanroient amandeir dedans les neus sans nunes oquixon, s'on lour requairoit ».

Rapport des droits de Colignon de Heu, à Rozérieulles (première moitié du XV^e siècle) (Cop. Transcription au censier de Heu de 1406, Mos., E. Fonds Clervaux, non classé). Le rapport débute ainsi : « Ce sont les droit a (sic) la vallour de la terre de Rouzeruelles... que Colignon de Heu y ait... et, s'on en dixoit ne pot ne trop, on y volroit amandeir dedens VII neus ».

Rapport des droits de l'abbaye de St-Symphorien de Metz, à Ste-Ruffine, non daté mais certainement antérieur au XIV^e siècle (Cop. Mos., H. 1615). Le rapport débute ainsi : « C'est ce dont nous sommes avisez dé droict le seigneur et le voué, et, s'il y avoit nien oblié à dire, nous y voulons revenir devant droict neux ».

Rapport des droits de l'abbaye St-Martin devant Metz, à Moulins-les-Metz (Cop. M.M., G. 521, XV^e siècle). Le rapport se termine ainsi : « et se nous avons niant oblier, nous retenons affaire et a dire jus qu'ay droit ».

Les *Weistümer* de la région mosellane renferment des formules analogues, dont certaines ont été signalées par Lamprecht, *D.WL.*, II, p. 641 et n. 3 ; p. 658, n. 3.

de passer au domaine suivant : ceci nous entraîne à admettre que la consultation des hommes du ban a eu lieu à l'un des plaids généraux qui se tenaient trois fois par an, à une date fixe, et que le circuit décrit par les commissaires, tel qu'il ressort de la répartition des domaines dans chaque groupe, correspond à l'itinéraire suivi traditionnellement par le représentant de l'abbaye, lors de la tenue des plaids généraux.

Les conclusions que nous avons présentées, au cours de ce chapitre, sur le plan, la rédaction et l'élaboration du censier de St-Maximin, ne sont valables que pour l'ensemble des chapitres qui constituent la rédaction I et qui correspondent aux domaines de la région rhénomo-sellane : elles ne sauraient s'appliquer, telles quelles, aux chapitres qui, dans la rédaction III, suivent immédiatement le censier du custode. Ces chapitres (chap. 66-74) concernent des domaines qui, tous, à l'exception d'un seul ⁽¹⁾, sont situés en Lorraine ; ils forment un censier restreint, qu'on peut dénommer censier des domaines lorrains. Si ce censier présente, au point de vue géographique, une unité indiscutable, il n'est pas cependant d'une rédaction homogène. De l'ensemble des chapitres qui le composent, il faut détacher le premier chapitre (chap. 66), qui ne fait pas corps avec le reste de l'œuvre. Ce chap. 66 (*Huning*) a été transcrit, en effet, à la suite de la rédaction II ; comme le domaine de Heining, à en juger par sa situation dans la vallée de la Nied inférieure, fait la liaison entre les domaines de la vallée inférieure de la Sarre (groupe Va) et les domaines lorrains du Saulnois, il semble que l'insertion du chap. 66 (groupe V b) au censier de rédaction II, devait préluder à la mise en œuvre du censier des biens lorrains. Toutefois, comme on le sait, c'est seulement quelques années plus tard, au cours du premier quart du XIII^e siècle, que le censier de St-Maximin a pris sa forme définitive, en s'annexant l'inventaire des domaines lorrains.

Cet inventaire, directement rattaché par l'auteur de la rédaction III au chapitre Heining, ne présente point les domaines lorrains dans l'ordre que cette juxtaposition semble annoncer. Au lieu de débiter par les domaines du Saulnois qui, sur la carte, prolongent, vers le sud, le groupe des domaines au sud de Trèves, l'inventaire prend son point de départ à Signy-Montlibert, dans la région de la Meuse moyenne, pour finir à Thionville, après avoir décrit un grand crochet vers le sud, de manière à englober les domaines du Saulnois. Les domaines ainsi dénombrés sont disséminés sur une zone très

⁽¹⁾ Le domaine de *Sinei* (Signy-Montlibert). Sur ce domaine auquel le censier consacre le chap. 67, voir *infra*, p. 559, n. 5.

étendue; toutefois on peut, du point de vue géographique, les classer en quelques groupes.

Au groupe de la Nied inférieure appartient un seul domaine, celui de Heining, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. A en juger par le nombre des manses tributaires qui entrent dans sa constitution, ce domaine est de médiocre importance ⁽¹⁾, mais il comprend différents biens, épars dans huit localités, dont certaines sont éloignées, du chef-lieu du groupe, d'une vingtaine de kilomètres ⁽²⁾. Ces biens se réduisent à des bribes de réserve seigneuriale (pré ou vigne), plus souvent à un manse et demi, exploité contre un cens en argent, à l'exclusion de toute autre redevance ou service. Ce sont là, sans doute, les débris d'anciens domaines jadis indépendants, qui, rongés par des inféodations ou usurpations successives, ont été rattachés à la *curtis* de Heining ⁽³⁾. Le groupe de la Meuse comprend trois domaines : Signy (chap. 67), Han-lès-Juvigny (chap. 68) et Jametz (chap. 69) ⁽⁴⁾, dont l'identification ne présente aucune difficulté, à l'exception de Signy, en raison même de la fréquence de ce vocable dans les pays du nord-est de la France. Toutefois, des actes de l'époque moderne, empruntés aux archives de l'abbaye de St-Maximin, permettent d'affirmer qu'il s'agit de Signy-Montlibert ⁽⁵⁾, localité située un peu à l'est de la Meuse, à une dizaine de kilomètres au nord de Han-lès-Juvigny, légèrement au-delà des limites historiques de la Lorraine. Quant au troisième groupe, qu'on peut appeler le groupe du Saulnois, il compte trois domaines correspondant aux chap. 71-73 du censier. Ce sont, dans l'ordre même où ils apparaissent au censier : Bezange-la-Petite, chef-lieu d'un groupe domanial assez important, auquel sont rattachés des tenures, à Blanche-Eglise et Xanrey ⁽⁶⁾, et des

(1) Il compte seulement 7 manses à Heining, mais de la réserve dépendent des terres labourables fort étendues.

(2) Ces localités sont : Coume (*Cume*); Bising (*Businge*); Kerling (*Kirlinga*); Zeurange (*Sireginga*); Wallerfangen (*Waldervinga*); Rustroff (*Rudendorph*); Bedersdorf (*Betersdorph*); Kirsch-lès-Sierck (*Kerseche*).

(3) Le domaine de Heining fut cédé, par échange, à l'abbaye de Bouzonville, en 1234, cf. *E.L.O.*, v^o *Heiningen*.

(4) Ces localités apparaissent au censier sous la forme *Sinei*, *Hans*, *Jamez*.

(5) Les actes concernant le domaine de *Sinei* sont rassemblés dans le recueil dit *Archivium Maximinianum*, Bibl. de Trèves, Ms 1644, vol. XII, p. 473-662; voir, en particulier, p. 483-484, un acte de la fin du XVII^e siècle, qui cite la localité sous son nom moderne de Signy-Montlibert.

(6) Le censier consacre, à Bezange-la-Petite (*Bisange*, *Bisanges*), deux chapitres (chap. 70 et 71), dont le premier révisé le second. On exposera plus loin les raisons qui autorisent à penser que Blanche-Eglise (*Alba Ecclesia*) et Xanrey (*Schenris*) étaient rattachés à Bezange.

biens de nature indéterminée, à Marsal et Réchicourt-la-Petite ; c'est ensuite Tincry, chef-lieu également d'un groupe domanial, dont les écarts s'éparpillent dans les localités voisines de Prévocourt, Ménil⁽¹⁾ et Olmes⁽²⁾ ; enfin Oriocourt⁽³⁾, domaine distant de celui de Tincry de cinq kilomètres seulement et qui, à la différence des deux précédents, semble constitué d'un seul tenant. Le censier des biens de Lorraine se termine par l'inventaire du domaine de Thionville, qui paraît inachevé, car, contrairement à toutes ses habitudes, le rédacteur se contente, pour ce domaine, d'indiquer le nombre des manses qui le composent, sans faire mention des charges qui leur incombent.

A constater cette lacune, qui affecte le dernier chapitre, on peut se demander si le travail des enquêteurs n'a pas été interrompu une fois de plus, avant d'être parvenu à son terme, ou si quelque mutilation ne nous a pas privés des derniers chapitres inscrits au censier des domaines lorrains. A la réflexion, toutefois, il apparaît que l'une et l'autre hypothèses doivent être écartées ; en effet, d'une comparaison, poursuivie entre les données du censier et celles des actes qui, antérieurement au XIII^e siècle, ont constitué ou confirmé aux moines de St-Maximin leur temporel, il résulte que tous les domaines lorrains cités dans ces actes figurent bien au censier, à la réserve de ceux qui, au moment de la rédaction du censier, avaient échappé à l'abbaye. Sur Heining et sur les domaines du groupe de la Meuse, les actes qui nous ont été conservés n'apportent pas le moindre renseignement ; ils ne font jamais allusion, ni aux domaines décrits dans le censier, ni à d'autres biens que l'abbaye aurait possédés anciennement dans la même région⁽⁴⁾. Quant aux domaines du Saulnois, ils sont confirmés en bloc, à l'abbaye, par un diplôme d'Otton I^{er}, de 940, dont la rédaction est de forme trop générale, pour permettre le moindre dénombrement précis⁽⁵⁾ ; d'autres actes, heureusement, suppléent, pour certains domaines, au silence du diplôme. C'est le cas pour Bezange-la-Petite, qui a dû entrer dans le temporel de l'abbaye dès une époque ancienne, car ce domaine est cité dans un diplôme de Charles le

(1) « In Tinkerei, Provecurt et Manis... » — Ménil, comm. Prévocourt.

(2) Cette localité n'a pu être identifiée.

(3) Sur la copie D², le chap. *Oriuncurt* n'est pas détaché du chapitre précédent ; cette erreur a été reproduite par l'édition Beyer.

(4) On a vu plus haut que le groupe domanial de Heining représente les débris d'anciens domaines qui occupaient la basse vallée de la Nied et qui s'étendaient, vers l'ouest, jusqu'à la Moselle.

(5) Diplôme d'Otton I^{er} du 3 juin 940 (Stumpf 88) ; le diplôme confirme à l'abbaye tous ses biens et, en particulier, ceux situés « in pago Salmense ».

Simple, de 912, qui confirme aux moines de St-Maximin un ensemble de biens qui venaient de leur être restitués par leur abbé, un seigneur laïque de nom inconnu⁽¹⁾. Par la suite, Bezange-la-Petite est citée dans plusieurs actes faux, fabriqués à St-Maximin au début du XII^e siècle⁽²⁾, puis dans la bulle d'Innocent II, de 1140⁽³⁾, et dans le diplôme de Frédéric I^{er}, de 1182⁽⁴⁾. De la rédaction très succincte de la bulle, il résulte que, dès 1140, Bezange était le chef-lieu d'un groupe domanial, dont dépendaient plusieurs écarts et qu'à la même époque Blanche-Eglise, qui devait être plus tard rattachée à Bezange, avait encore son indépendance administrative⁽⁵⁾. La même bulle confirme à l'abbaye Oriocourt et Tincry ; le premier de ces deux domaines apparaît, dans cet acte, pour la première fois ; quant au second, il figure déjà dans les faux du début du XII^e siècle⁽⁶⁾. En ce qui concerne le domaine de l'abbaye à Thionville, l'origine doit en être cherchée dans deux donations, faites par Henri I^{er} en 930⁽⁷⁾ et par Otton I^{er}, en 966⁽⁸⁾, donations à la suite desquelles l'abbaye fut mise en possession à Thionville, de l'église, de la dime et d'un domaine comprenant trois manses et demi. Ce domaine minuscule s'accrut légèrement par la suite, dans des conditions qui nous sont inconnues ; toujours est-il que la bulle de 1140 confirme à l'abbaye l'église de Thionville avec cinq manses, soit un ensemble de biens qui correspondent exactement aux données du censier⁽⁹⁾.

Pour les domaines qu'on vient de citer, il n'y a donc aucune contradiction entre les données du censier et celles des actes constitutifs du temporel ; il en est d'autres, en revanche, qui, mentionnés dans ces mêmes actes, sont ignorés du censier. Peut-on s'autoriser

(1) Diplôme de Charles le Simple du 1^{er} janvier 912 (Edit. Beyer, *MR. UB.*, I, p. 219, n° 156). Dans ce diplôme, l'abbé laïque est qualifié de comte, mais son nom n'est pas prononcé. On admet, en général, qu'il s'agit du comte Régnier qui, en 898, avait appelé Charles le Simple en Lorraine (Parisot, *R.L.C.*, p. 585, n. 2 et 3).

(2) Diplôme d'Henri II, du 30 novembre 1023 (Stumpf 1815) ; de Conrad II, du 11 janvier 1026 (Stumpf 1901) ; bulle de Léon IX, du 16 janvier 1051 (J. L. 4251). Tous ces faux datent de 1113-1116.

(3) Bulle d'Innocent II, du 6 mai 1140 (J.L. 8093).

(4) Diplôme de Frédéric I^{er}, du 31 mai 1182 (Stumpf 4343).

(5) « Bisanga cum æcclesia et suis pertinentiis... Witzkirca (Blanche-Eglise) cum æcclesia... ».

(6) Diplôme d'Otton I^{er}, de 962 (Stumpf 300) (faux fabriqué en 1113-1116) et les deux diplômes de 1023 et 1026, cités *supra*, n. 2.

(7) Diplôme d'Henri I^{er}, du 30 juin 930 (Stumpf 27).

(8) Diplôme d'Otton I^{er}, du 7 janvier 966 (Stumpf 392).

(9) Le censier tient compte, en outre, des dîmes récupérées en 1184 (cf. p. 529, n. 3).

de ce désaccord pour soutenir que le censier est inachevé ou incomplet ? Nous ne le pensons pas, car il est facile de se convaincre que les domaines en question avaient échappé aux moines bien avant le XIII^e siècle et qu'il n'y avait pas lieu, par suite, de les inscrire au censier. C'est ainsi que le diplôme d'Otton I^{er} de 940 confirme à l'abbaye des biens dans la ville de Metz et dans sa banlieue ⁽¹⁾ ; ces biens, ainsi que le domaine de « Villers », sont cités dans plusieurs faux, fabriqués à St-Maximin entre 1113 et 1116 ⁽²⁾, et ils sont encore confirmés aux moines par les actes, précédemment cités, de 1140 et 1182 ⁽³⁾. Mais comme, antérieurement aux faux, un diplôme d'Henri V, de 1107, avait ordonné la restitution à l'abbaye des biens de Metz et de Villers, alors détenus par des vassaux de l'évêque de Metz ⁽⁴⁾, on peut tenir pour assuré que l'ordre de restitution de 1107 ne fut jamais exécuté et que les revendications des moines, en dépit d'une série d'actes faux, en dépit même des actes confirmatifs de 1140 et 1182, n'obtinrent jamais satisfaction. Un autre domaine a été possédé en Lorraine par l'abbaye, c'est *Lutiacum* ou Lucy, dont il est fait mention dans le diplôme de Charles le Simple, de 912 ; mais, à la suite d'échanges opérés entre les abbayes de St-Maximin, de Stavelot et de St-Martin-devant-Metz, ce domaine entra, dès 1033, dans le patrimoine de cette abbaye ⁽⁵⁾ ; on ne saurait dès lors s'étonner de l'absence de Lucy au censier des biens de Lorraine. Au total, ce censier, restreint à un ensemble de biens nettement délimités, ne présente aucune lacune grave et on n'a, par suite, aucune raison sérieuse de penser que le travail des derniers enquêteurs ait été interrompu, avant d'arriver à son terme ⁽⁶⁾.

Le censier des biens rhéno-mosellans et le censier des biens lorrains,

⁽¹⁾ Stumpf 88. — Le diplôme confirme à l'abbaye « et quicquid infra civitatem Metis et in suburbio illius ».

⁽²⁾ Faux diplômes cités p. 561, n. 2. — La *villa*, que les différents faux dénomment *Wilere*, *Wilare* ou *Wilre*, et qui se trouvait dans le voisinage immédiat de Metz, est probablement Villers-l'Orme, comm. Vany.

⁽³⁾ Sur la bulle de 1140 et sur le diplôme de 1182, voir p. 561, n. 3 et 4.

⁽⁴⁾ Diplôme d'Henri V, du 7 mai 1125 (Stumpf 3212). Dans son étude sur les plus anciennes chartes de St-Maximin, Bresslau ne se prononce pas nettement sur l'authenticité de ce diplôme.

⁽⁵⁾ Notice non datée relatant les échanges opérés entre Nanthère, abbé de St-Martin-devant-Metz et Poppon, abbé de Stavelot et de St-Maximin de Trèves et concernant les domaines de Waldorf, Medernach et Lucy (Stumpf 2049).

⁽⁶⁾ Parmi les biens possédés, en Lorraine, par les moines de St-Maximin ou revendiqués par eux, il faut encore citer Liocourt, dans le groupe du Saulnois, mais ce domaine, cité dans des faux de la fabrication de Benzo, a dû échapper de bonne heure à l'abbaye.

qui lui est annexé, diffèrent profondément, l'un de l'autre, par leur contenu, les conditions qui ont présidé à leur établissement et la nature du régime domanial décrit. Le censier des biens lorrains contraste, avec les chapitres qui le précèdent, par l'extrême sécheresse de sa rédaction⁽¹⁾; chacun des inventaires qui le composent est aussi réduit que possible, il dénombre les éléments de la réserve, les tenures, et donne, sous une forme très succincte, le tableau des charges qui leur incombent. C'est à titre tout-à-fait exceptionnel qu'on y rencontre, de-ci de-là, quelques notations sur les obligations du *villicus* et des autres agents domaniaux⁽²⁾, sur les droits de l'avoué⁽³⁾, sur l'exercice du droit de ban⁽⁴⁾, soit un ensemble de questions qui, dans le censier de première origine, sont rarement passées sous silence. De plus, jamais le censier n'insiste sur les allocations de vivres consenties par l'abbaye aux hommes de corvée, et c'est en vain qu'on y chercherait quelque formule d'accent populaire. Comme, de plus, les chap. 71, 72, 73 se contentent, pour les redevances en argent, de noter la somme globale acquittée réellement par les tenanciers des quartiers, faisant état, semble-t-il, de quelque renseignement emprunté à un registre de comptes, il est probable que le censier des domaines lorrains procède d'une enquête menée auprès des maires des différents domaines, et non d'une déclaration faite en plaid général par les hommes du ban. Enfin, le régime en vigueur, sur les domaines lorrains de l'abbaye, diffère sensiblement de celui pratiqué dans la région rhéno-mosellane. En Lorraine, le manse n'a gardé sa valeur d'unité de tenure que de manière tout-à-fait exceptionnelle; c'est ainsi qu'à Han-lès-Juvigny, il persiste sous le nom de *mansus integer*⁽⁵⁾; partout ailleurs, le quartier, ou quart de

(1) En ce qui concerne la langue, notons l'emploi constant de la formule propre aux inventaires (« In N. habemus... »), et la présence de quelques termes particuliers : *terra dominicalis* (au lieu de *salicum bonum*); *wastellum* et *garcio*.

(2) A Tincry (chap. 72) et à Oriocourt (chap. 73). Dans ce dernier chapitre, le passage « Villicus de Tinkerei similiter » est probablement une interpolation.

(3) A Bezange (chap. 71), où l'avouerie prend le nom de « custodia banni ».

(4) A Jametz (chap. 69).

(5) Le chap. 68 a été édité par Beyer, p. 465, de manière incomplète; le texte donné par la copie D² est le suivant : « In Hans habemus... VIII mansos, sex et dimidi-
dius indominicati sunt de quibus jus terrale recipimus. Mansus et dimidi-
dius solvit III quartaria, quartarium solvit VII den. Integer mansus solvit II
sextaria frumenti, VIII avene, XXXII den. Operatur mansus ut Jamez ». Même sous
sa forme complète, ce chapitre est d'une interprétation difficile. Nous entendons que,
dans la catégorie des tenures (6 manses et demi) qui paient le *jus terrale*, le *mansus
integer* paye annuellement 2 setiers de froment, 8 d'avoine, 32 deniers; la seconde
catégorie compte seulement 1 manse et demi; un quartier de cette catégorie

manse, lui a été substitué. Si, à Jametz, les tenures portent le nom de manse, ce nom n'a d'autre valeur que celle d'une unité de compte, qui équivaut à quatre quartiers⁽¹⁾ ; c'est par quartier, et par quartier seulement, que sont fixées les charges de caractère domanial. D'ailleurs, du fait que, dans tous les domaines, à l'exception de Han-lès-Juvigny, l'unité fiscale est le quartier, il serait imprudent de conclure que, sur les domaines lorrains de l'abbaye, le quartier était exploité par un unique tenancier. Si le chapitre Jametz a pris la précaution de préciser la contenance du quartier, fixée à 16 *jugera*, c'est sans doute que, dans la pratique, le quartier était aux mains de plusieurs exploitants. Pour le paiement du cens que le censier met à la charge du quartier, deux solutions étaient possibles : ou bien chaque exploitant participait au paiement de la redevance, au prorata de la contenance de ses terres, ou bien les tenanciers d'un même quartier, groupés en une sorte de communauté, étaient solidairement responsables du paiement des diverses redevances. Comme, parmi ces redevances, il en est dont le taux ne supporte pas le fractionnement⁽²⁾, c'est la seconde solution qui, dans la pratique, devait être la plus fréquente. La participation des exploitants aux services exigés du quartier s'inspire de principes analogues : certaines corvées, celle du labourage par exemple, sont mises en termes formels à la charge du quartier ; entendez que ces corvées devaient être exécutées par la communauté des exploitants, qui pouvaient établir entre eux un tour de service ; d'autres travaux, par contre, ceux de la moisson et de la fenaïson, retombent sur les *mansionarii*, terme qui, par une déviation de sens assez curieuse, a fini par désigner chacun des tenanciers associés dans l'exploitation, non pas d'un manse, mais d'un quartier⁽³⁾.

Au morcellement plus accentué du manse, sur les domaines lorrains de l'abbaye, correspond un régime plus évolué ; la preuve la meilleure en est fournie par l'étude des redevances imposées aux te-

acquitte, en tout et pour tout, 7 deniers, tandis que le manse tout entier, jouissant d'un tarif de faveur, paye l'équivalent de 3 quartiers (et non de 4). Nous présentons cette interprétation sous toutes réserves ; il est possible que le chapitre en question soit mutilé, comme le sont certainement plusieurs passages du censier des biens de Lorraine.

(1) « Sunt ibi [à Jametz] mansi IV, tenet mansus IV quartaria... , tenet quartarium XVI jugera ».

(2) C'est le cas, par exemple, à Signy où le quartier doit annuellement une poule.

(3) A Signy, les deux systèmes fonctionnent concurremment : « Arat nobis quartarius, sicut aratratus est, ter in anno. Mansionarii annonam [metunt] et uno die flagellant, fenum secant et in horreum deducunt. »

nuces domaniales⁽¹⁾. Ces redevances sont de deux types, les unes s'acquittent en numéraire, les autres en céréales ; or, il est facile de se rendre compte qu'elles n'ont pas la même origine. Les premières sont en relation étroite avec l'antique coutume domaniale, les secondes représentent une innovation de date récente. De ce double fait, la preuve nous est fournie par les chap. 68, 71, 72 et 73. A Han-lès-Juvigny (chap. 68), autant que permet d'en juger la rédaction très défectueuse du texte, on rencontre deux sortes de manses⁽²⁾ ; une première catégorie, qui compte seulement un manse et demi, acquitte un cens en argent ; la majorité des manses, au nombre de six et demi, après avoir été incorporés momentanément à la réserve (*indominicati*), ont été rétrocédés à des tenanciers, selon des conditions nouvelles, qui comportent un cens en argent et des redevances en céréales ; ce régime, que caractérise avant tout le paiement de redevances en céréales, est qualifié, par le censier, de *jus terrale*. A Tincry et à Oriocourt (chap. 72-73), les quartiers payent un cens en argent et en céréales ; pour le cens en argent, les enquêteurs, incapables de déterminer la quote-part afférente à chaque quartier, se sont contentés de noter la somme globale, encaissée effectivement par le maire ; au contraire, pour la redevance en céréales, ils en ont déterminé le montant par unité fiscale⁽³⁾. Enfin, à Bezange (chap. 71), l'ensemble des quartiers acquitte une redevance en argent, qui s'échelonne sur trois échéances, et dont le censier indique le montant global pour chaque échéance⁽⁴⁾. De cet ensemble de faits, quelle conclusion tirer ? Sur les domaines lorrains de l'abbaye, les anciennes redevances domaniales se sont atténuées, au point de se réduire à un cens en argent, le rapport entre le taux du cens et l'unité fiscale (manse ou quartier) tend à tomber dans l'oubli et certains tenanciers échappent à l'imposition ; dans certains domaines, l'abbaye est parvenue à superposer à l'ancien cens en argent une redevance en céréales dite *jus terrale* ; ce résultat

(¹) Les services sont réduits au minimum (labourage, fauchaison, moisson et exceptionnellement vendanges). Il faut faire exception pour le chapitre Heining qui, antérieur à l'ensemble des autres chapitres, exige encore, des *mansionarii*, six semaines de travail par an, sans préjudice d'autres corvées nettement spécifiées (labourage, moisson, charroi, etc.).

(²) Voir plus haut, p. 563, n. 5.

(³) Chaque quartier doit trois demi-quartes, l'une de froment, l'autre de seigle, la troisième d'avoine.

(⁴) « Homines [qui habent quartaria] reddunt annuatim :

Census de medio maio apud Bisanges XXIII sol. et obolum (276 den. et 1 ob.).

In medio augusto XXII sol. quatuor den. minus (260 den.).

In festo S. Martini et S. Andree XXV sol. et tres obol. (301 den. et 1 ob.).

a été obtenu à Tincry et à Oriocourt, en partie seulement à Hanlès-Juvigny.

Bien que le censier des biens de Lorraine n'ait pas tardé, après sa rédaction, à être transcrit au *Liber aureus*, qui, seul, nous en a conservé le texte, il a cependant reçu, entre temps, un certain nombre d'additions qui, intercalées entre les chapitres, sont destinées à réparer des oublis ou à faire valoir certains droits revendiqués par l'abbaye ⁽¹⁾. Parmi les additions introduites au censier, il en est une qui mérite une mention spéciale, en raison des renseignements qu'elle apporte et de son exceptionnelle étendue, puisqu'elle constitue tout un chapitre (chap. 70), destiné à réviser le chap. 71. Ce dernier chapitre, dont la rédaction se conforme exactement à celle des autres chapitres du censier, et qui, pour cette raison, est certainement antérieur au chap. 70 ⁽²⁾, concerne le domaine de Bezange-la-Petite, qui compte 23 quartiers. Ceux-ci acquittent, à trois échéances annuelles, à la mi-mai, à la mi-août et à la St-Martin, des redevances en argent, dont le montant, indiqué d'une manière globale, varie assez peu d'une échéance à l'autre ⁽³⁾. Le chap. 70 donne l'inventaire de trois domaines qui, au premier abord, paraissent n'avoir, entre eux, aucun rapport : celui de Blanche-Eglise, avec 16 quartiers ; celui de Xanrey, avec 10 quartiers ; celui de Bezange-la-Petite, avec 26 quartiers ; dans chacun de ces trois domaines, 2 quartiers s'associent pour payer une redevance de 6 deniers et demi, ils sont également soumis à d'autres charges de caractère indéterminé, pour lesquelles le rédacteur se contente de la formule abrégée très

(1) Une note, introduite entre les chap. 66 et 67, concerne des biens dans la région de Uerzig, dans la vallée inférieure de la Moselle. — Une autre note, insérée à la suite du chap. 67 (Signy), mentionne un bien, qui jadis défriché par les hommes de Signy, paraît avoir échappé totalement à l'abbaye. Ni le nom de cet essart (*Sciveremunt*), ni celui de la localité voisine (*Firmereville*), n'ont pu être identifiés. On ne peut songer à identifier *Firmereville*, qui paraît également au Catalogue des fiefs (Beyer, p. 473), avec Freméréville ou avec Fromeréville ; ces deux localités sises, l'une dans la région de Verdun, l'autre près de Commercy, sont, en effet, bien éloignées de Signy.

A la suite du dernier chapitre du censier des domaines lorrains (chap. 74), on a transcrit un état des cens perçus par l'église de Thionville, sans doute sur les terres constituant sa dotation, et plusieurs notes concernant les biens de l'abbaye à Kürenz, près de Trèves.

(2) L'antériorité du chap. 71 sur le chap. 70 est aussi prouvée par ce fait qu'un cens, noté dans une interpolation marginale du chap. 71 (« *Fratres de Crista* (Abbaye cistercienne de La Crête, au diocèse de Langres) X sol. »), figure en bonne place au chap. 70.

(3) Voir le montant de la redevance payée à chacune des trois échéances par les 23 quartiers de Bezange, p. 565, n. 4.

vague « et sic de reliquis »⁽¹⁾. Il suffit de rapprocher les deux chapitres pour mettre en lumière leurs rapports très étroits et pour préciser, du même coup, les conditions et la date relative de leur rédaction. Les redevances globales, inscrites au chap. 71, atteignent un total extrêmement élevé, si on le compare au tarif de 6 deniers et demi pour deux quartiers appliqué aux quartiers de Bezange par le chap. 70⁽²⁾. Si l'on se refuse à admettre un prodigieux abaissement de tarif d'une rédaction à l'autre, il faut, pour mettre d'accord les données numériques des deux chapitres, adopter l'interprétation suivante. La redevance de 6 deniers et demi, que le chap. 70 semble exiger à un seul terme de paiement, devait se répéter aux deux autres échéances, ce que le texte exprime par la formule ambiguë « et sic de reliquis » ; d'autre part, le chiffre global inscrit dans le chap. 71, à la suite de chaque terme de paiement, doit s'entendre des redevances acquittées, non seulement par les 25 quartiers de Bezange, mais aussi par les quartiers de Xanrey et de Blanche-Eglise⁽³⁾. Ceux-ci devaient être rattachés à Bezange, et c'est faute d'avoir eu la moindre précision sur leur nombre exact, que le rédacteur du chapitre le plus ancien les a passés sous silence. Le chap. 70 provient donc d'une révision, qui s'est proposée de déterminer exactement le nombre des quartiers du groupe domanial de Bezange et de fixer la redevance en argent imposée aux quartiers, en maintenant les trois dates traditionnelles de paiement.

Avec le censier des biens lorrains, nous arrivons au terme de l'étude

(1) Les mentions correspondant à chacun des trois domaines sont du type suivant : « Apud Bisange XXVI quartaria ; duo VI den. et obol. et sic de reliquis. Summa VII sol. et obolus ».

A Blanche-Eglise, une moitié des quartiers paye une redevance de 11 deniers et 1 obole par deux quartiers, l'autre moitié acquitte l'habituelle redevance de 6 deniers et 1 obole par deux quartiers.

(2) Le total des redevances en argent inscrites au chap. 71, pour les trois échéances, s'élève à 70 sous moins deux deniers pour 23 quartiers ; c'est un chiffre exorbitant, si on le compare à la somme de 7 sous, exigée au chap. 70 de 26 quartiers. En admettant que la redevance de 6 d. et demi, pour deux quartiers, se répète, aux trois échéances traditionnelles, à Bezange, il resterait, dans ce cas, entre les chiffres des deux chapitres, 70 sous d'une part, 21 sous de l'autre, une différence inadmissible.

(3) Dans cette hypothèse, on trouve que l'ensemble des trois *curtes*, comprises dans le groupe de Bezange et mentionnées au chap. 70, devait acquitter, au total, près de 48 sous par an, chiffre qui reste encore notablement inférieur à celui du chap. 71 qui approche de 70 sous.

Que Blanche-Eglise et Bezange aient formé un seul ban, avec administration commune, c'est ce que prouve un passage du chap. 71, qui reconnaît la jouissance de 4 quartiers à Warin de Marimont « pro custodia banni Bisanges et Albe Ecclesie ». Pour Xanrey, nous manquons de toute preuve du même ordre.

que nous avons consacrée au censier de St-Maximin. Celui-ci tient, parmi les censiers qui font l'objet du présent ouvrage, une place de tout premier plan, en raison des renseignements précis qu'il apporte sur la technique des censiers et sur les conditions de leur mise en œuvre, à la fin du XII^e siècle ; il suffira pour s'en convaincre de rappeler brièvement les conclusions auxquelles aboutissent les précédentes recherches. Le censier général de l'abbaye de St-Maximin, qui embrasse, en principe, l'ensemble des domaines de l'abbaye, réserve faite de quelques biens affectés à certains offices, ou constituant la dotation des prieurés, a pour origine une enquête qui semble avoir été menée avec plus de rapidité que de méthode. Les commissions d'enquête, affectées chacune à un groupe géographique distinct, ont, soit de parti pris, soit involontairement, négligé de dresser l'inventaire de certains domaines ; ceux-ci ont pris place au censier à la suite de révisions successives, entreprises sans plan d'ensemble ; en fin de compte, certains domaines n'ont jamais été inventoriés. D'autre part, le censier rédigé à la suite de ce vaste travail d'enquête, dans le troisième quart du XII^e siècle, est resté incomplet ; il ne comprend que les domaines de la région rhéno-mosellane et néglige les biens de Lorraine, soit que le groupe lorrain ait été exclu, dès l'origine, du plan général de l'enquête, soit que les enquêteurs affectés à ce groupe n'aient pu accomplir leur œuvre, en raison des difficultés exceptionnelles que celle-ci rencontrait. C'est seulement à une date postérieure, dans les premières années du XIII^e siècle, que l'inventaire des domaines lorrains a été annexé au censier des biens de la zone rhéno-mosellane. La lenteur des opérations, les indécisions et la négligence des enquêteurs, tels sont les faits qui se dégagent de cette étude ; ils laissent soupçonner les obstacles auxquels se heurtaient les seigneuries ecclésiastiques du moyen âge dans l'administration de leurs domaines.

Le texte des chapitres, plus encore celui des additions postérieures, laisse facilement deviner les préoccupations, qui vers la fin du XII^e ou le début du XIII^e siècle, pouvaient guider, dans leur travail, des moines chargés de la rédaction ou de la révision d'un censier. Les additions nous apportent le témoignage des efforts tentés pour sauvegarder les derniers restes de l'antique régime domanial, en déterminant la contenance réelle de l'unité fiscale, en procédant au remembrement des parcelles réparties entre les tenures domaniales, en adoptant un tarif de redevances précis et d'une assiette indiscutable. De là, l'insertion au censier de plusieurs pieds-terriers et de quelques inventaires, destinés à réviser, pour tel ou tel domaine, les données du censier primitif. Mais c'est surtout contre la dévalorisation progressive des

ressources provenant de l'exploitation du domaine, que les rédacteurs ont cherché à se prémunir, en notant soigneusement des revenus d'origine différente ; pour cette raison, ils ont introduit au censier des listes de tenures à cens, concédées selon les clauses d'un contrat écrit et à un taux en rapport avec les conditions économiques de l'époque, et, d'autre part, ils ont réservé, dans les inventaires, une place d'honneur au droit de ban, dont l'application pouvait affecter des formes multiples et dont l'exercice n'était pas strictement limité par la coutume.

Le fait le plus intéressant qui se dégage de cette étude concerne le mode d'établissement du censier. Dans chaque groupe géographique, l'enquête, menée par une commission spéciale, a pris la forme d'une déclaration, faite en plaid général, par l'ensemble des hommes établis sur le ban de l'abbaye ; de là cet accent populaire qui caractérise certains inventaires et qui annonce les rapports de droits du XIII^e siècle. Toutefois, cette procédure est propre aux inventaires de la région rhéno-mosellane ; pour le censier des domaines lorrains, entrepris au début du XIII^e siècle seulement, on s'est contenté de l'enquête traditionnelle, enquête faite par des commissaires ou des agents locaux (des prévôts par exemple) auprès des maires des différents domaines. Cette différence dans la procédure suivie semble indiquer que le rapport de droits s'est développé plus tardivement en Lorraine que dans la région qui l'avoisine immédiatement vers le nord.

ABBAYE ST-MAXIMIN DE TRÈVES

CENSIER GÉNÉRAL DU XII^e SIÈCLE (CENSIER N° 20)

ANNEXE I

TABEAU DES CHAPITRES ENTRÉS DANS LA COMPOSITION DU CENSIER

CENSIER DE L'ABBAYE ST-MAXIMIN DE TRÈVES

(Censier n° 20)

ANNEXE I

TABEAU DES CHAPITRES ENTRÉS DANS LA COMPOSITION DU CENSIER

On a fait figurer, dans un tableau unique, tous les chapitres qui, dans les différentes rédactions, correspondent à l'inventaire d'un domaine, à l'exclusion de toute note additionnelle, qui ne rentre pas dans le plan primitif du censier. Pour la commodité des références, on a affecté, à chacun des chapitres, un numéro d'ordre. Pour avoir le texte complet des chapitres du censier, qui, dans le tableau ci-joint, sont définis par les premiers et les derniers mots, on se reportera à l'édition de Beyer, *MR. UB.*, II, p. 430 et sq. et, exceptionnellement pour les chap. 44 et 45, à Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 109.

Pour ne pas surcharger outre mesure le tableau, on n'a pas indiqué les nombreuses additions qui se sont glissées, dans le texte même des chapitres, sous forme d'interpolations marginales ou interlinéaires ; par contre, il suffira de comparer le texte de l'édition Beyer avec les données du tableau pour découvrir les additions introduites entre deux chapitres successifs du censier. En regard de chaque chapitre, on a noté les différentes rédactions (I, II, III), dans lesquelles figure le chapitre en question. Quand le numéro d'une rédaction est entre crochets, il faut entendre que l'attribution, à cette rédaction, du chapitre correspondant est probable, mais non certaine.

Tout chapitre introduit au censier par un réviseur est suivi du mot Add[ition] avec le numéro de la rédaction qui a reçu l'addition.

Afin de mettre en lumière le groupement géographique des domaines, on a imprimé en capitales les noms des domaines dont les inventaires figuraient, selon toute vraisemblance, dans la rédaction

originale du censier. Les chapitres de la rédaction I, sur lesquels l'attention n'a pas été attirée par l'emploi de ce procédé typographique, doivent être tenus pour des additions à la rédaction originale du censier.

Chapitres.	Rédactions.
1 « In MERCHEDICTO (Mertert) et adquisitiones de placitis » (Beyer, II, p. 430-31).	[I], II, III
2 « In Luvesche (Wasserliesch) tria frusta vinearum » (p. 432).	III
3 « In Billiche (Wasserbillig) habemus V culturas LXXX jugerum » (p. 432) ⁽¹⁾ .	Add. II, III
4 « In MANTERNACHE (Manternach) pro mortua (<i>sic</i>) tertiam partem census » (p. 432).	[I], II, III
5 « In SCHITRINGA (Schuttrange) et denarii nobis solventur » (p. 432-33).	[I], II, III
6 « In MUDEVURT (Moutfort) quod debet accipere » (p. 433-434).	[I], II, III
7 « In DALHEIM (Dalheim) ad avenam .I. diem » (p. 434).	[I], II, III
8 « In VRISINGEN (Frisange) pro operibus X den. trev. » (p. 434).	[I], II, III
9 « In MAMBRE (Mamer) quilibet homo operatur I ^o die ad molendinum nostrum » (p. 434) ⁽²⁾ .	[I], II, III
10 « In Voele (Feulen). — In hac curte duos maldros avene » (p. 434-435) ⁽³⁾ .	[I], II, III

⁽¹⁾ Le chap. 3 (*Billiche*), réduit à cette très brève mention, a dû être inscrit sur un feuillet intercalaire, inséré dans le manuscrit original de la réd. II; ainsi s'explique que les copies *C* et *D* ne transcrivent pas cette mention exactement à la même place. Le copiste de *D* a transcrit le chap. 3 à la place même qu'il occupait dans le manuscrit qu'il avait sous les yeux; il en résulte que, dans la copie *D*, ce chapitre coupe en deux le chap. 1. Le scribe auquel on doit la réd. III a rejeté le chap. *In Billiche* après le chap. *In Merchedicto* et même après un chap. *Luvesche* introduit par lui-même au cours de la rédaction.

A noter que la réd. III, ajoutant à la réd. II, donne le texte: « In Billiche habemus V culturas LXXX jugerum et amplius. »

⁽²⁾ Dans la réd. II le chap. 9 se termine par les mots: « ... LX tegulas et quatuor sepes; quilibet homo operatur I^o die ad molendinum nostrum ». La réd. III a ajouté, à ce texte primitif, plusieurs paragraphes. « Pro stipitibus... duos solidos pro censu dabit » (Beyer, p. 434); elle a, de plus, recueilli une interpolation (« Bannus ecclesie est tam de furibus quam de aliis emendationibus »), qui s'était glissée sur le manuscrit de la réd. II entre « quatuor sepes » et « quilibet homo... ».

⁽³⁾ Nous considérons l'inventaire du domaine de Feulen (*Voele*) comme une addition à la rédaction originale; d'une part, il rompt l'ordre géographique des cha-

Chapitres.	Rédactions.
11 « In SCONEBERCH et sextarium salis » (p. 435).	[I], II, III
12 « In NOSPELT (Nospelt) et recipiunt jus » (p. 435-36).	[I], II, III
13 « In STEINSELE (Steinsel) solvit cur- tilla gallinam et V ova et III den. » (p. 436).	[I], II, III
14 « In HUNESDORPH (Hunsdorf) quatuor den. met. » (p. 436).	[I], II, III
15 « In Hechesdorph (Heisdorf) de Merche- ditho Daniel et Odo » (p. 436) ⁽¹⁾ .	III
16 « In LINDICHE (Lintgen) XII ulnarum trev. » (p. 436-37).	[I], II, III
17 « In MERSCH (Mersch) II den. ad salem » (p. 437-38).	[I], II, III
18 « In EVERLINGE (Everlange) In Usperna ... In Scinda ... In Walde ... In Platena ... quod illi de Usperne » (p. 438) ⁽²⁾ .	[I], II, III
19 « In Oldingen (Olingen) et junio panem recipit » (p. 438) ⁽³⁾ .	Add. I, II, III
20 « Astelburna (Asselborn) — In hac curte duos maldros avene dominicalis mesure » (p. 438-39) ⁽⁴⁾ .	Add. I ou II, III
21 « In Hovesteden (Hosten) et Ouue (Auw) solvuntur duo solidi » (p. 439) ⁽⁴⁾ .	Add. I ou II, III

pitres (Feulen est à l'extrémité septentrionale du groupe) et, d'autre part, la formule d'introduction du chapitre semble indiquer que l'insertion de celui-ci au censier s'est faite en deux fois.

⁽¹⁾ Le chap. 15 est représenté, dans la réd. II, seulement par son titre (*Hechesdorph*); l'insertion au censier de l'inventaire proprement dit est le fait de la réd. III.

⁽²⁾ L'unité de ce groupe domanial est prouvée, non seulement par l'identité des charges incombant aux manses répartis entre les différentes localités du groupe, mais aussi par une addition qui, introduite entre les chap. 18 et 19, révisé les données numériques du chap. 18, dans des conditions qui permettent de conclure à l'unité du groupe domanial; nous admettons, à défaut d'indication contraire, que le chef-lieu du groupe était Everlange.

⁽³⁾ Le chap. 19, qui rompt l'ordre géographique des domaines, est probablement une addition à la réd. I. — Rappelons que la copie C, qui nous a conservé la réd. II, donne encore le début du chap. 19, mais qu'une distraction du scribe qui a copié C, lui a fait sauter la fin du chap. 19, les chap. 20-37 et le début du chap. 38.

⁽⁴⁾ Les chap. 20 et 21 représentent des additions; mais, comme la réd. II nous fait défaut, on ne sait si c'est la réd. I ou la réd. II qui a reçu, après coup, ces deux chapitres.

Chapitres.	Rédactions.
22 « In Remiche (Remich) (p. 439) ⁽¹⁾ .	I (?), II (?), III
23 « In Nospelt (Nospelt) secat fenum et infert » (p. 439) ⁽²⁾ .	Add. I ou II, III
24 « In Dundeve (Nieder- ou Oberdonven) sextarium vini » (p. 439) ⁽³⁾ .	Add. I ou II, III
25 « In Medernach (Medernach) sex modios grani » (p. 439-40) ⁽³⁾ .	Add. I ou II, III
26 « In Besch (Besch) duos in festo S. Maximi » (p. 440) ⁽⁴⁾ .	Add. I ou II, III
27 « In KENNE (Kenn) Bannus noster est » (p. 440-41) ⁽⁵⁾ .	I, [II], III
28 « In LUNCUICH (Longuich) quelibet solvit situlam et decimam » (p. 441).	I, [II], III
29 « Kyrsche » (Kirsch) (p. 441) ⁽⁶⁾ .	I, [II], III
30 « VALLIS (Fell) — Ad hanc villam pertinent In Losche (Lörsch) ... In Riola (Riol) ... In Vastrou (Fastrau) ... In Valle (Fell) ... dat nuntio nostro tres sumeras tritici » (p. 441-42).	I, [II], III
31 « Lunesheit (Lorscheid) — In hac villa et prata solvunt cum superioribus » (p. 442) ⁽⁷⁾ .	I, [II], III

(1) Par suite de la lacune signalée dans la copie C, on ne sait si ce chapitre, réduit à un simple titre sans inventaire, figurait déjà à la réd. II ; même incertitude en ce qui concerne la réd. I.

(2) Ce chapitre, qui reproduit le chap. 12, a été transcrit par erreur sur le manuscrit, soit de la réd. I, soit de la réd. II.

(3) Sur l'impossibilité de décider si les chap. 24 et 25 représentent des additions à la réd. I ou à la réd. II, voir plus haut p. 575, n. 4.

(4) Le chap. 26 donne lieu aux mêmes remarques que les chap. 24 et 25. — Dans la réd. III, le chap. 26 est suivi d'un inventaire du domaine de *Hildinge* que Lamprecht, *D. W. L.*, II, p. 159, identifie, sous réserves, avec Ellingen (Ellange, comm. Mondorf-les-Bains). Comme cet inventaire est d'un type très particulier, nous pensons qu'il ne s'agit pas là d'un chapitre conforme au plan primitif du censier, mais d'une addition de date incertaine.

(5) Rappelons que, pour les chap. 27-48, la réd. I nous a été conservée par l'intermédiaire de la copie B.

(6) Ce chapitre est représenté seulement par son titre, l'inventaire correspondant n'a jamais été établi. Comme le chap. 29 dérange l'ordre géographique des domaines, le titre *Kyrsche* a dû être inscrit, sur le manuscrit de la rédaction originale, par un réviseur et non par l'auteur de cette rédaction.

(7) Le chap. 31 ne rompt pas l'ordre géographique des chapitres, mais la formule d'introduction laisse supposer que le titre seul du chapitre a été inscrit sur le manuscrit de la rédaction originale et que l'inventaire proprement dit a été inséré après coup

Chapitres.	Rédactions.
32 « In BUDELICH (Büdlich) in autumpno uno die » (p. 442-43).	I, [II], III
33 « In SCONEBERCH (Schönberg) altero anno VI den. ad pastum » (p. 443).	I, [II], III
34 « Decima (Detzem) — In hac villa Habemus etiam de quibusdam mansionibus dispositum censum XXVI den. qui in festo S. Martini dandi sunt Sepit mansus XVI pedes circa olcam nostram tres nostri sunt, tres advocati » (p. 443-44) ⁽¹⁾ .	I, [II], III
35 « In Poliche (Pölich) recipit villicus jus unius » (p. 444).	I, [II], III
36 « In Keverche (Köwerich) si in aliquo dubitaverint, inquirent » (p. 444-45) ⁽²⁾ .	[II], III
37 « In Erlon (Herl) et salici boni V prata » (p. 445) ⁽³⁾ .	II, III
38 « In Nuwilre (Naurath) et prebendam fratris recipiet » (p. 445-46).	II, III
39 « In MENINGE Item V vinee que solvunt dimidium vinum » (p. 446-47).	I, II, III
40 « Olke (Olk) — In hac villa et nichil amplius servitii annualis » (p. 447) ⁽⁴⁾ .	I, II, III
41 « In ENSELINGE (Esslingen) VII sol. pro censu annuatim » (p. 447-48).	I, II, III
42 « In STEDEHEIM (Nieder-Oberstedem) I den. ad mandatum pauperum » (p. 448).	I, II, III

⁽¹⁾ Même remarque que pour le chap. 31.

⁽²⁾ Au chap. 36 de la réd. III, correspondent, dans la réd. I, les deux titres de chapitre : « Habemus Keverche (blanc) mansus » et « Trittenheim ».

⁽³⁾ La grosse lacune de la copie C, qui nous a conservé la réd. II, s'étend au chap. 37 et au début du chap. 38 ; mais, comme la réd. II devait comprendre le chap. 38, en entier, et que, d'autre part, les deux chap. 37 et 38, à en juger par leur type de rédaction, paraissent avoir été introduits au censier en même temps, on peut tenir pour assuré que le chap. 37 figurait également dans la réd. II.

⁽⁴⁾ Le chap. 40, par lequel débute le groupe des domaines situés au nord de Trèves, occupe, au censier, une place tout à fait normale, car Olk est le domaine le plus méridional du groupe ; mais, comme la formule d'introduction du chapitre laisse soupçonner que l'inscription au censier s'est faite en deux fois, nous considérons le chap. 40 comme une addition à la rédaction originale.

Chapitres.	Rédactions.
43 « In METRICHE (Metterich) traha quatuor panes » (p. 448-49).	I, II, III
44 « Dudelendorph (Dudeldorf) solvunt in hac villa, quod et in Metriche per omnia » (Lamprecht <i>D. WL.</i> , II, p. 109).	I
45 « In Oea (Niederehe?) Habemus etiam ibidem curtillas » (Lamprecht, <i>D. WL.</i> , II, p. 109-110).	I
46 « In RETERSDORPH (Rittersdorf) ope- rantur unum diem qui dicitur centenarii » (p. 449).	I, II, III
47 « In MAZENA (Matzen) octo segetis in horreum nostrum » (449-450).	I, II, III
48 « In BARWILRE (Barweiler) In Offelt quartarium salici boni » (p. 450).	I, II, III
49 « Symonisvelt (Seinsfeld) — In hac curia cetera jura solvunt sicut illi de Lizheim » (p. 450) ⁽¹⁾ .	II, III
50 « In LOVENA (Löf) si autem ab hoc labore eos absolvimus, quatuor den. a quo- libet manso accipimus » (p. 450-51).	[I], II, III
51 « In Brule (Brohl) Est salicum bonum in Muntenich et tres obulos visitales in Nat. Domini » (p. 451-52) ⁽²⁾ .	Add. I, II, III
52 « In Lovene (Löf) attinent XXXI mansus In Velle et dimidiam decimam tan- tum » (p. 452-53).	III

⁽¹⁾ Le chap. 49 est représenté, dans la réd. II, par son titre seulement (« Symonisvelt »); l'inventaire proprement dit a été introduit au censier par le rédacteur de III. Il est probable que le passage « Est pratum juxta Symonisvelt... anno domini MCCXIX in die Sti Johannis Baptistæ », qui termine le chapitre, est une addition au texte primitif du chapitre.

⁽²⁾ Le chap. 51, qui a été recueilli par les réd. II et III, est certainement une addition à la réd. I. En effet, tandis que, dans les différentes copies, les chapitres consécutifs sont nettement séparés l'un de l'autre, dans les copies *C* et *D*², le chap. 51 est écrit immédiatement à la suite du chap. 50, dont rien ne le distingue. Il faut admettre que le réviseur, qui a introduit le chap. 51 dans la réd. I, a dû, faute de place, juxtaposer ce nouveau chapitre au chap. 50. Cette disposition anormale a été respectée par les copistes postérieurs et par l'édition Beyer.

Chapitres.	Rédactions.		
53 « In Rivenache (Rübenach) sicut illi de Lovene recipient et solvent » (p. 453) ⁽¹⁾ .			III
54 « In MOGONTIA (Mayence) et summa VI sol. II den. » (p. 453).	[I],	II,	III
55 « In EVERSHEIM (Ebersheim) Est etiam in Munbach mansus qui solvit duas uncias » (p. 453-54).	[I],	II,	III
56 « In SUAPHEIM (Schwabenheim) omnesque mansionarios pascit » (p. 454).	[I],	II,	III
57 « Symera (Simmern- unter -Dhaun) — In hac curti Summa ovorum CLV » (p. 455) ⁽²⁾ .		II,	III
58 « In TAVENA (Taben-Rodt) dominicalem modium avene » (p. 455-56).	[I],	II,	III
59 « In WITTE (Weiten) qui opus prosecui non possunt » (p. 456-57).	[I],	II,	III
60 « In MACHERE (Mechern) Habet autem a nobis jura unius mansi » (p. 457).	[I],	II,	III
61 « In BACHEIM (Bachem) et de sarto quartam gerbam » (p. 457).	[I],	II,	III
62 « In LOSMENE (Losheim) Habemus etiam salica bona ad eandem villam spectantia » (p. 457-58).	[I],	II,	III
63 « In MANDRE (Mandern) VII den. ad lumen ecclesie S. Maximini » (p. 458).	[I],	II,	III
64 « In EMBELDE (Oberemmel) VI den. pro theloneo dabit » (p. 458-59) ⁽³⁾ .	[I],	II,	III

(1) Le chap. 53 est représenté à la réd. II seulement par son titre (« Ryvenache »), suivi de la mention « Habemus domum que solvit marcam ». Il est possible que cette mention, qui n'a pas été reproduite par la réd. III, représente une note additionnelle, qui se rapporte au chapitre suivant, consacré à la *curia* de Mayence.

(2) Le chap. 57 ne rompt pas l'ordre géographique des chapitres du groupe, mais la formule d'introduction laisse supposer que l'insertion du chapitre au censier s'est faite en deux temps. Il est probable que, sur le manuscrit original du censier, on avait réservé la place du chap. *Symera* et que l'inventaire de ce domaine a été transcrit au censier à l'occasion, soit d'une révision, soit de la mise en œuvre de la réd. II.

(3) Entre les chap. 64 et 65, la réd. II insère plusieurs chapitres concernant, soit l'office de l'aumônerie, soit l'office du custode (chap. *Mattene*).

Chapitres.

Rédactions.

- | | |
|--|-----------------|
| 65 « In curti Issela (Issel) in Nativitate Domini XII den. visitales » (p. 460-61) ⁽¹⁾ . | Add. I, II, III |
| 66 « In Huningue (Heining) et servit in maio preposito cum censum congregat » (p. 464-65). | Add. II, III |
| 67 « In Sinei (Signy-Montlibert) accipimus supra quartaria nostra duas partes » (p. 465). | III |
| 68 « In Hans (Han-lès-Juvigny) operatur mansus ut Jamez » (p. 465). | III |
| 69 « In Jamez (Jametz) Bannus terre et aque et homines sunt ecclesie nostre » (p. 465). | III |
| 70 « Alba Ecclesia juxta Marsal (Blanche-Eglise) Ad villam Schenris (Xanrey) Apud Bisange (Bezange-la-Petite) Fratres de Crista X sol. » (p. 465-66). | Add. III |
| 71 « In Bisanges (Bezange-la-Petite) pro qualibet vice XXVIII den. » (p. 466). | III |
| 72 « In Tinkerei (Tincry) et Provecourt (Prévocourt) et Manis (Ménil) Habemus ibidem et in Meinis et Olmes et Provecourt prata ad XV carratas feni » (p. 466). | III |
| 73 « In Oriuncurt (Oriocourt) Habemus etiam ibidem pratum ad VI carratas feni » (p. 466). | III |
| 74 « In Theodonisvilla Habemus etiam ibidem V mansos » (p. 466). | III |

(¹) Entre les chap. 65 et 66, les réd. II et III insèrent le censier de l'office du custode.

ABBAYE ST-MAXIMIN DE TRÈVES

CENSIER GÉNÉRAL DU XII^e SIÈCLE (CENSIER N^o 20)

ANNEXE II

TABLEAU COMPARATIF DES RÉDACTIONS II ET III A PARTIR DU CHAP. 64

CENSIER DE L'ABBAYE ST-MAXIMIN DE TRÈVES

(Censier n° 20)

ANNEXE II

TABLEAU COMPARATIF DES RÉDACTIONS II ET III A PARTIR DU CHAP. 64 ⁽¹⁾

Rédaction II	Rédaction III
Chap. 64 « In Embelde... pro theloneo dabit » (p. 458-59)	Chap. 64 « In Embelde... pro theloneo dabit » (p. 458-59)
	a) « <i>Hi sunt qui censum debent in Rucelini fossa...</i> » (p. 459).
	b) « <i>Census de Anval...</i> » (p. 459).
	c) « <i>Census ad officium elemosyne pertinentes qui solventur in die Maximini...</i> » (p. 459).
	d) « <i>He sunt vinee de elemosina...</i> » (p. 459) ⁽²⁾ .
	Censier de l'office du custode
	I. Groupe entre Moselle et Ruwer.
	1) « <i>In Mattene... et recipit candelam</i> » (p. 459-60).

⁽¹⁾ Afin qu'on puisse distinguer facilement les différentes catégories de documents qui se rencontrent dans la dernière partie des réd. II et III, on a imprimé, en caractères gras, tout ce qui appartient aux chapitres du censier général, en caractères ordinaires, les paragraphes qui constituent le censier de l'office du custode et, en italique, toutes les autres notes ajoutées au texte du censier général. — Pour le texte, nous renvoyons à l'édition Beyer, *MR. UB.*, II, p. 458-466.

⁽²⁾ Ces quatre notes additionnelles ont été déplacées, par l'auteur de la réd. III ; dans la réd. II elles se trouvent à la fin du censier, après le chap. 66.

Censier de l'office du custode
(suite)

- 2) « In Centarbers... de censu
-
- disposito » (p. 460)
- ⁽¹⁾
- .

Chap. 65 « In curti Issela... XII
den. visitales » (p. 460-61).Chap. 65 « In curti Issela... XII
den. visitales » (p. 460-61) ⁽²⁾.

Censier de l'office du custode.

Groupe de la Moselle en aval
de Trèves.

- 1) « Hec sunt jura que custos debet familie apud villam ... Issela... » (p. 461).
- 2) « Hec sunt jura que custos debet forestariis in Sveiche... » (p. 461).
- 3) « In villa que dicitur Velle habet custos... ad utilitatem ecclesie » (p. 461-62).

Groupe de la Moselle en aval
de Trèves

- 1) « Hec sunt jura que custos debet familie apud villam ... Issela... » (p. 461).
- 2) « Hec sunt jura que custos debet forestariis in Sveiche... » (p. 461).
- 3) « In villa que dicitur Velle habet custos... ad utilitatem ecclesie » (p. 461-62).

« Isti sunt censuales mansi in Valle... » (p. 462-63) ⁽³⁾.

- 4) « Census in Scruval ... accipient » (p. 463).
 - 5) « Hec est conventio... precipiet » (p. 463).
 - 6) « In Kirserberch... In Vastrou... In Riola... solvunt dimidium... » (p. 464).
 - 7) « Hec sunt jura custodis in Poliche... » (p. 464).
 - 8) « He sunt petiture in Luncwich... » (p. 464) ⁽⁴⁾.
 - 9) « Hec sunt jura que pertinent ad transitum Moselle apud Sveiche... » (p. 464).
- 4) « Census in Scruval... accipient » (p. 463).
 - 5) « Hec est conventio... precipiet » (p. 463).
 - 6) « In Kirserberch... In Vastrou... In Riola... solvunt dimidium... » (p. 464).
 - 7) « Hec sunt jura custodis in Poliche... » (p. 464).
 - 8) « He sunt petiture in Luncwich... » (p. 464) ⁽⁴⁾.
 - 9) « Hec sunt jura que pertinent ad transitum Moselle apud Sveiche... » (p. 464).

⁽¹⁾ Il est possible que ce paragraphe dénombre l'ensemble des manses appartenant à l'abbaye à *Centarbers* (Tarforst) et que, par suite, il soit étranger au censier du custode.

⁽²⁾ Le passage « De Derseit ... in purificatione S. Marie totidem » (p. 461) est propre à la réd. III.

⁽³⁾ Cette note est propre à la réd. III.

⁽⁴⁾ Ce sont les *petiturae* rattachées aux manses de Longuich, sur lesquelles le custode percevait une redevance en vin (cf. p. 531, n. 5).

Censier de l'office du custode
(suite)

- 10) « Iste census dandus in die
S. Martini. Evero IIII den.
... Anselmus III den. » ⁽¹⁾.

Chap. 66 « In Huningue.... con-
gregat » (p. 464-65).

Chap. 66 « In Huningue con-
gregat » (p. 464-65).

- 10) « Iste census dandus in die
S. Martini. Evero IIII den.
... Anselmus III den. » ⁽¹⁾.

a) « *Hi sunt qui censum debent
in Rucelini fossa* ». (p. 459).

b) « *Census de Anval...* » (p. 459).

c) « *Census ad officium elemosyne
pertinentes...* » (p. 459).

d) « *He sunt vinee de elemosina...* »
(p. 459).

Chap. 67 « In Sinei..... duas
partes » (p. 465).

Chap. 68 « In Hans ut Ja-
mez » (p. 465).

Chap. 69 « In Jametz.... sunt
ecclesie nostre » (p. 465).

Chap. 70 « Alba Ecclesia... Ad vil-
lam Schenris... Apud Bi-
sange... Fratres de Crista
X sol. » (p. 465-66).

Chap. 71 « In Bisanges... XXVIII
den. » (p. 466).

Chap. 72 « In Tinkerei... ad XV
carratas feni » (p. 466).

Chap. 73 « In Oriuncurt.. ad VI
carratas feni » (p. 466).

Chap. 74 « In Theodonisvilla...
ibidem V mansos » (p. 466).

⁽¹⁾ Ce court état de cens a été oublié par Beyer dans son édition ; il est probable que les cens, dont il donne le détail, étaient perçus au profit du custode ; ainsi s'explique que l'auteur de la réd. III ait reporté la note 10 à la fin du censier du custode et non pas après le chap. 64, comme il a été fait pour les notes a, b, c et d.

LIVRE V

LES CENSIERS ET L'HISTOIRE
DE LA SEIGNEURIE RURALE EN LORRAINE
DU IX^e AU XII^e SIÈCLE

LIVRE V

LES CENSIERS ET L'HISTOIRE DE LA SEIGNEURIE RURALE EN LORRAINE DU IX^e AU XII^e SIÈCLE

CHAPITRE I^{er}

GÉNÉRALITÉS SUR LES CENSIERS

Les vingt documents qui sont à l'origine de ces études et qui, tous, intéressent la Lorraine directement ou indirectement, présentent certains caractères généraux, qu'il nous reste à dégager. Quelles que soient leur provenance et leur date de rédaction, tous ces documents, désignés par nous du terme de *censiers*, se présentent comme des inventaires, qui s'appliquent, non pas à l'ensemble des *villae* dépendant d'un même seigneur, mais seulement à celles d'entre elles dont le seigneur garde la jouissance directe et qu'il soumet à une exploitation de type domanial. Les censiers donnent, pour chaque *villa*, un aperçu sommaire des éléments qui entrent dans la composition du domaine et un tableau détaillé des différentes prestations qui, dans un tel système d'exploitation, sont mises de tradition à la charge des tenanciers. Si tel est l'objet propre des censiers, il nous reste, en condensant les conclusions éparses dans les précédentes études, à exposer les règles qui régissent l'élaboration de ces inventaires d'un type particulier, à déterminer le rôle qu'ils ont joué dans l'exploitation des seigneuries rurales lorraines et les modifications qu'ils ont pu subir durant les trois siècles sur lesquels ils se répartissent.

Dès l'époque carolingienne, il était courant de classer les censiers, désignés alors du terme de *polyptycha* ⁽¹⁾, en deux grandes catégories ; les uns, dits *plenaria*, embrassaient probablement l'ensemble des domaines relevant d'un même seigneur ; les autres, dits *brevia*, se rapportaient certainement à une seule *villa* ⁽²⁾. Il a semblé commode de conserver cette division ancienne, qui correspond parfaitement à la réalité des faits ; et, s'inspirant de ce principe de classement, on a distingué les *censiers généraux* des *censiers particuliers* ; en outre, il a paru nécessaire de faire état d'une catégorie intermédiaire et de réserver le terme de *censiers partiels* ou *restreints* à des censiers qui s'appliquent à un ensemble de domaines formant un groupe géographique bien délimité et correspondant même parfois à une circonscription administrative plus ou moins étendue ⁽³⁾. Un censier général se présente sous la forme de censiers particuliers juxtaposés, qui constituent autant de chapitres distincts de ce même censier ⁽⁴⁾ ; mais il arrive, quand les censiers généraux atteignent un développement exceptionnel — c'est le cas pour ceux de Prüm, de St-Maximin et de St-Vanne — que ces censiers particuliers se groupent en un certain nombre de censiers restreints, auxquels la concentration, dans une même zone, des domaines inventoriés, et la similitude des procédés de rédaction d'un chapitre à l'autre, assurent une indiscutable unité de composition. Certains de ces censiers partiels nous sont parvenus, détachés du censier général dont ils faisaient primitivement partie ; tels sont le censier des domaines du Wormsgau ⁽⁵⁾ et celui des domaines de la région de Bitche ⁽⁶⁾, qui furent rédigés, le premier au X^e siècle, à

(1) B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, I (*Prolégomènes*), p. 16 ; pour de plus amples détails, voir Rinaldi, *Valore storico-giuridico dei cabrei e delle platee* ; *Archivio giuridico*, XLVIII (1892), p. 321 et sq.

(2) B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, I (*Prolégomènes*), p. 17 et 919. — A l'origine, les deux termes *breve* et *plenarium* ont dû s'opposer, comme semble l'indiquer l'étymologie. Dans le polyptyque de St-Germain-des-Prés, le mot *breve* désigne encore régulièrement l'inventaire particulier de chaque domaine, mais il semble que, de bonne heure, on ait appliqué les mots *breve* et *breviarium* à un inventaire s'étendant à tout un ensemble de domaines.

(3) Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 102, étudiant le censier de Prüm, a senti la nécessité d'une telle distinction et a appliqué le terme de *Teilurbar* à l'ensemble des chap. 104-111, qui concernent les domaines du prieuré de St-Goar et qui, dans le tableau des p. 46-49 du présent ouvrage, constituent le groupe XVa.

(4) Les rédacteurs des censiers n'ont pas pris la peine, en général, d'affecter un numéro à chacun de ces chapitres. La numérotation des chapitres, dans le censier de Prüm, est certainement l'œuvre du copiste Césaire (cf. p. 18).

(5) Censier n° 7.

(6) Censier n° 18.

l'abbaye de Gorze, et le second au XII^e siècle, à l'abbaye de Bouzonville.

Certains censiers particuliers font également figure de document isolé, et, au lieu d'être compris dans un censier général, se trouvent insérés dans une charte ou une notice, dont ils constituent le dispositif⁽¹⁾ ou à laquelle ils sont simplement juxtaposés⁽²⁾. De tels actes, auxquels on peut donner le nom de charte-censier (ou de notice-censier), ont pour objet de transférer à une église, un certain domaine avec l'ensemble des droits traditionnellement exercés par l'auteur de l'acte, dans les limites de ce domaine⁽³⁾. Quand le censier est simplement annexé à l'acte diplomatique, il s'agit d'ordinaire d'un acte faux ou remanié, sous l'autorité duquel on a cherché à placer un censier particulier plus ou moins ancien⁽⁴⁾. Enfin, pour être complet, il faut, en dehors de ces trois catégories de censiers, tenir compte également de mentions très succinctes, qui, jetées au hasard des espaces libres d'un manuscrit et glissées, en général, entre les notices d'un livre de traditions, se contentent de constater le paiement d'un cens. De telles mentions, qui complètent parfois un ancien censier ou qui, d'autres fois, préparent la rédaction d'un nouvel inventaire⁽⁵⁾, peuvent être dénommées, à défaut d'un terme meilleur, *notes à usage de censier*⁽⁶⁾.

(1) Censiers n^{os} 5 et 12.

(2) Censiers n^{os} 11, 13 et 16.

(3) Quelquefois l'acte diplomatique se contente de confirmer à l'église intéressée la propriété d'un certain domaine et l'ensemble de ses droits sur les tenanciers du domaine ; c'est le cas pour les deux actes qui nous ont transmis le censier de Doncières (censier n^o 12).

(4) C'est le cas pour les censiers n^{os} 11 et 16 ; il peut d'ailleurs arriver que le censier soit inséré également dans le dispositif d'un acte faux (censier n^o 12).

(5) De telles notes se rencontrent dans les *Traditiones Romaricenses* (cf. notre étude sur le censier n^o 4).

(6) La classification qui est ici présentée diffère sensiblement de celle qu'on trouve chez les historiens allemands qui se sont occupés des censiers. Un essai de classification déjà ancien est dû à Inama-Sternegg (von), *Ueber Urbarien und Urbarialaufzeichnungen. Wirthschaftsgeschichtliche Bemerkungen ; Archivalische Zeitschrift*, II (1877), p. 26 et sq. Nous citons, pour mémoire, cet article assez confus, auquel on préférera les observations souvent judicieuses présentées par Kötzschke dans l'introduction qui précède l'édition des censiers de l'abbaye de Werden (*Rheinische Urbare. Die Urbare der Abtei Werden a. d. Ruhr. A. Die Urbare vom 9.-13. Jahrhundert*, p. CXIV et sq.).

Kötzschke groupe, sous le nom de *Urbarialaufzeichnungen*, tous les documents qui inventorient à la fois un ensemble de biens immobiliers et les profits de toute nature qui en proviennent. Ces documents se distinguent et des actes diplomatiques (*Urkunden*), qui consignent le souvenir d'un acte juridique précis et qui sont, en général,

Si le censier de Prüm, qui ouvre la série chronologique de ces études, date seulement de 893, on peut affirmer qu'à cette date, la Lorraine avait déjà produit plusieurs censiers généraux, dont l'existence ne nous est plus connue que de manière indirecte. C'est le cas pour les polyptyques anciens que l'abbaye de Ste-Glossinde conservait au X^e siècle dans ses archives ⁽¹⁾ et pour ceux de l'évêché de Verdun, qui furent anéantis dans l'incendie de 916 ⁽²⁾. Etant donné qu'aucun fragment de ces censiers ne nous a été conservé et que leur date exacte de rédaction nous est totalement inconnue, et, puisqu'aussi bien, dès 893, la technique des censiers avait déjà produit, dans le *regnum Francorum*, quelques-uns de ses chefs d'œuvre ⁽³⁾, il faut renoncer à demander à la présente étude d'apporter une contribution de quelque importance aux problèmes que soulève l'origine des censiers. Du moins, l'étude critique à laquelle on a soumis la charte de l'archevêque de Trèves, Liutwin, concédant aux moines de St-Eucaire le domaine d'Etain, permet-elle d'affirmer que le censier de ce domaine, annexé à la charte et daté communément de 706, doit être rajeuni de trois siècles au moins ⁽⁴⁾ ; ce censier doit donc être exclu du débat mené au sujet de l'origine des censiers, puisqu'il ne peut revendiquer l'honneur d'être un des plus anciens exemplaires de ce type d'inventaire ⁽⁵⁾.

pourvus d'un signe de validation, et des registres de comptes qui donnent la liste des recettes qui ont été effectivement encaissées.

Les *Urbarialaufzeichnungen* sont divisées en *Urbare*, ou censiers proprement dits et en *Urbarialien* ou documents annexes. Dans ces documents annexes, l'auteur range : les inventaires qui décrivent de manière détaillée les terres entrant dans la composition d'un bien immobilier quelconque ; les listes de censitaires qui acquittent un cens à titre personnel ; les listes de tenanciers comportant l'indication des terres exploitées par chacun d'eux et le montant des redevances correspondantes.

La classification que nous proposons plus haut ne s'applique qu'aux censiers proprement dits (*Urbare*) ; en revanche, elle tient compte des notes à usage de censier dont Kötzschke ne fait pas expressément mention. On aura l'occasion de rappeler, par la suite, comment, au cours du XII^e siècle, les censiers se sont enrichis de documents annexes, qui correspondent en partie aux *Urbarialien* de Kötzschke.

(1) Voir p. 212, n. 2.

(2) Voir p. 104.

(3) Voir la liste de ces anciens censiers dans Taylor, *Note on the origin of the polyptychs* ; *Mélanges d'histoire offerts à Henri Pirenne*, II, p. 476, n. 2.

(4) Censier n° 11.

(5) Sinon même le plus ancien censier qui nous ait été conservé. Dans l'état actuel de nos connaissances, ce titre semble revenir au polyptyque de St-Germain-des-Prés qui fut rédigé entre 806 et 829. On notera, toutefois, qu'un censier de l'évêché d'Autbourg, connu seulement par un fragment inséré dans les *Brevium exempla*, est contemporain du polyptyque d'Irminon, à moins qu'il ne lui soit même

Dans l'état de nos connaissances, ce problème d'origine n'est pas encore pleinement élucidé. Il est aujourd'hui établi, contrairement à la théorie à laquelle Inama-Sternegg a attaché son nom, que la technique des censiers est sans rapport avec l'œuvre de restauration économique attribuée, par ce même historien, à Charlemagne⁽¹⁾. Il est même admis couramment, à la suite de l'étude de Šusta, brillante mais provisoire synthèse⁽²⁾, et en dépit de la réfutation tentée par Taylor⁽³⁾, que le censier du haut-moyen âge dérive du cadastre romain, ou plus précisément du cadastre des *fundi excepti*, établi par les soins des *potentes*⁽⁴⁾; mais il faut bien avouer que cette théorie, pour séduisante qu'elle paraisse⁽⁵⁾, n'a pas encore tenté de justifier certains caractères essentiels du censier. Si les censiers les plus anciens, et ceci est vrai en particulier de celui de St-Germain-des-Prés, rappellent, par leurs dispositions générales, la *forma censualis* du Bas-Empire, ils en diffèrent profondément par le tableau détaillé qu'ils présentent des différentes charges domaniales imposées à l'unité de tenure⁽⁶⁾. S'il est donc très vraisemblable que les grands propriétaires ont gardé, à travers les

légèrement antérieur; car, si l'on ignore à quelle date exacte a été constituée la collection de modèles d'inventaires connus sous le nom de *Brevium exempla*, le manuscrit unique qui nous en a conservé le texte appartient au premier tiers du IX^e siècle. Dopsch, *Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit* (2^e édit.), I, p. 91, émet l'hypothèse que la rédaction de ce censier de l'évêché d'Augsbourg pourrait remonter jusqu'à 788.

Pour l'Italie, on a longtemps admis que le plus ancien censier conservé était celui de l'église St-Laurent d'Oulx, dont il ne subsiste d'ailleurs qu'un fragment. Mais ce texte, jadis daté du VIII^e siècle, ne serait pas antérieur au X^e siècle, d'après Luzzatto, *I servi nelle grandi proprietà ecclesiastiche italiane dei sec. IX e X*, p. 11.

(1) Inama-Sternegg (von), *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, I (2^e édit.), p. 459 et sq. Pour plus de détails sur l'exposé de la théorie, cf. *supra*, p. 40.

(2) Šusta, *Zur Geschichte und Kritik der Urbarialaufzeichnungen*, p. 1-10.

(3) Taylor, *Notes on the origin of the polyptychs*, p. 477 et sq.

(4) La théorie de l'origine romaine des censiers, entrevue par Rinaldi, exposée avec vigueur et talent par Šusta, est admise, entre autres, par Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung* (2^e édit.), I, p. 79, par Luzzatto, *op. cit.*, p. 4, par von Below, *Die Haupttatsachen der älteren deutschen Agrargeschichte*; dans *Probleme der Wirtschaftsgeschichte* (2^e édit.), p. 41.

(5) Il est bien remarquable, en particulier, qu'on ait donné au censier le nom de *polyptychum*, qui, sous le Bas-Empire, était réservé aux livres du cadastre.

(6) Taylor, dans l'article cité plus haut, faisant surtout état du censier de St-Germain-des-Prés, sur lequel Šusta s'était appuyé pour soutenir l'origine romaine des censiers médiévaux, s'est appliqué uniquement à prouver que le plan suivi, dans l'inventaire des différents domaines de St-Germain, diffère du plan traditionnel du cadastre romain; mais, outre que l'argumentation de l'auteur n'est pas convaincante, il reste que cette question de forme est secondaire.

siècles, l'habitude d'établir le cadastre de leurs domaines, selon des modèles hérités du Bas-Empire, on ne voit pas, pour l'instant, ni à quelle date, ni dans quelles conditions, ils ont eu l'idée d'adjoindre, au cadastre de chaque domaine, ce tableau des redevances et des services, qui suffit à distinguer le censier de tout autre type d'inventaire similaire ⁽¹⁾.

Les censiers lorrains qui nous ont été conservés, proviennent exclusivement des archives ecclésiastiques et encore s'en faut-il de beaucoup qu'ils se partagent également entre les évêchés et les abbayes. S'il est vraisemblable que les évêchés de Metz et de Toul aient possédé, dès une époque ancienne, des polyptyques s'étendant à l'ensemble de leur patrimoine, nous n'avons pu recueillir, à leur sujet, le moindre renseignement et même, si, en ce qui concerne l'évêché de Verdun, notre documentation n'est pas complètement déficiente, si nous savons de manière certaine que, dans le second quart du X^e siècle, les chanoines de Verdun entreprirent la rédaction d'un censier qui englobait les domaines de la mense capitulaire, seul, l'exposé qui servait d'introduction à ce censier, a été, par hasard, préservé de la destruction ⁽²⁾. Cette carence des archives épiscopales lorraines, dont l'état de conservation est des plus médiocres, tout au moins pour la période ancienne, est infiniment regrettable. La nécessité, pour les évêques, de prélever fréquemment, sur le temporel de leur évêché des *villae* ou fractions de *villae* en faveur, soit de leurs nombreux vassaux, soit des abbayes épiscopales fondées ou restaurées par leurs soins, a eu, sur la constitution de ce temporel, son mode d'exploitation et son administration, des conséquences qu'on soupçonne, mais que la pénurie des documents ne permet pas de préciser en toute certitude. D'autre part, si l'on

⁽¹⁾ Šusta, *op. cit.*, p. 31, admet que les anciens livres du cadastre de l'époque romaine, les *polyptycha*, ont été conservés et utilisés par la monarchie franque jusqu'au VII^e siècle ; après la ruine définitive du système fiscal romain, les *potentes*, ou tout au moins les *potentes* ecclésiastiques, auraient gardé l'habitude d'établir le cadastre de leurs domaines selon les formes anciennes. Ces *polyptycha* leur permettaient de prendre une vue rapide de leur fortune foncière et, en outre, de lever, à leur profit, sur leurs colons, l'impôt public, la *capitatio*, que ceux-ci versaient jadis à l'Etat. Mais l'auteur ne justifie pas la présence, dans ces *polyptycha* privés ou censiers, d'articles concernant les charges des tenanciers. Ces articles constituent la coutume du domaine et perpétuent, comme Šusta lui-même l'a bien vu, l'ancienne *lex saltus* de l'époque romaine. Le censier médiéval est né de la réunion de deux documents parfaitement distincts à l'origine : le *polyptychum* ou cadastre et la *lex saltus*. Comment et quand s'est faite cette réunion ? C'est là tout le problème de l'origine d'un type d'inventaire qui avait trouvé sa forme définitive, au moins dès le début du IX^e siècle.

⁽²⁾ Censier n^o 2.

remarque que les avoués, dont l'action sur les seigneuries abbatiales, en Lorraine, fut si profonde, ne semblent pas avoir marqué d'une empreinte aussi forte l'histoire des seigneuries épiscopales, parce que les évêques furent [assez [puissants pour limiter les empiétements et mater les révoltes de leurs avoués, on ne pourra que déplorer des lacunes qui interdisent toute comparaison un peu poussée entre ces deux catégories de seigneuries ecclésiastiques.

Si des inventaires du type des censiers ont été établis au profit des domaines ecclésiastiques comme des *fisci* royaux, et cela dès le IX^e siècle ⁽¹⁾, si cette pratique s'est maintenue sans interruption, tout au moins pour les terres d'église, jusqu'au XII^e siècle et même au-delà, on ne peut affirmer qu'il en fut de même pour les biens des *potentes* laïques. S'il ne nous est parvenu aucun censier général d'une seigneurie laïque antérieur au XII^e siècle ⁽²⁾, peut-être faut-il simplement en rendre responsable l'état lamentable de notre documentation. Les conditions propres à la Lorraine, où les archives des seigneuries laïques sont à peu près inexistantes pour la période ancienne, confèrent un intérêt particulier à quelques chartes-censiers, qui nous renseignent, avec détail, sur la constitution territoriale et l'exploitation de certains domaines laïques, à la veille de leur entrée dans le patrimoine d'un établissement religieux ⁽³⁾. Ces censiers particuliers ont-ils été détachés d'un censier général, rédigé à l'initiative et au profit d'un seigneur laïque, ou bien ont-ils été entrepris, à la requête de l'église intéressée, au moment de la *traditio*? Il est impossible de se prononcer entre ces deux hypothèses, dont la première sous-entend l'extension aux seigneuries laïques de la pratique des censiers ⁽⁴⁾; du moins, l'analyse de ces chartes-censiers laisse-t-elle entrevoir, pour ces seigneuries, un régime domanial qui ne diffère pas sensiblement

(1) On a conservé, pour le IX^e siècle, deux censiers se rapportant à des *fisci* royaux; l'un, qui concerne des domaines royaux situés en Rhétie, date probablement du règne de Louis le Pieux; l'autre, qui donne l'inventaire des domaines royaux de la Franconie, a été rédigé dans le second quart du IX^e siècle. Sur ces deux censiers, cf. Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung* (2^e édit.), I, p. 86 et 114, qui donne les conclusions des travaux spéciaux consacrés à ces deux censiers.

(2) Pour le XII^e siècle, Šusta, *op. cit.*, p. 51, mentionne un exemple d'un censier établi pour le compte d'un seigneur laïque allemand.

(3) Censiers n^{os} 5, 13 et 16.

(4) Certains indices laisseraient supposer que les censiers de Quincy et de Xanrey (n^{os} 5 et 13) sont des extraits d'un censier général établi pour le compte d'un seigneur laïque, mais il serait imprudent de vouloir tirer de ces indices un argument décisif (cf. p. 179, n. 4 et p. 373).

de celui qui avait cours à la même époque sur les terres d'église ⁽¹⁾. Une telle constatation semble, au premier abord, en contradiction avec un ensemble de chartes lorraines du X^e siècle, dont les rédacteurs tracent une ligne de démarcation très nette entre ces deux catégories de seigneuries. Il est des chartes de donation, en effet, qui, comportant la cession d'un domaine à une église, reconnaissent formellement au *dominus* laïque le droit d'exiger de ses tenanciers des services en nombre illimité ⁽²⁾ ; d'autre part, la charte de Morville, de 967, qui a été étudiée au cours du présent ouvrage, considère, comme un privilège, propre aux tenanciers des *potestas* ecclésiastiques, le fait d'être tenus à des services de nature et de durée strictement déterminées. Comme le rédacteur de cette dernière charte caractérise un tel régime du terme d'*ingenuitas* ⁽³⁾, et comme, d'autre part, les chartes du haut-moyen âge proclament fréquemment la « liberté » des hommes d'église, on peut se demander, si cette expression ne fait pas allusion, elle aussi, à ce régime privilégié et si, par suite, l'opposition marquée par la charte de 967 entre la *potestas* laïque de Morville et les *potestas* ecclésiastiques de la région messine n'est pas un fait de portée générale. S'il en était ainsi, il faudrait admettre que les deux types de seigneuries ont évolué selon des voies divergentes : sur les seigneuries ecclésiastiques, la pratique des censirs aurait contribué à maintenir, à un taux invariable, les redevances et les services des tenanciers, cependant que le seigneur laïque, faute d'avoir pris l'habitude de fixer par écrit les obligations de ses tenanciers, en aurait été réduit à régler l'exploitation de ses domaines au moyen de son droit de ban et aurait, de ce fait, communiqué à cette exploitation un caractère arbitraire.

Il semble pourtant, à la réflexion, qu'il serait imprudent de déduire de quelques faits bien établis une théorie de forme aussi générale. Si, sur certaines seigneuries laïques, les prestations en travail exigées des tenanciers n'étaient soumises à aucune limite, ainsi qu'il ressort de documents irrécusables, il en était certainement d'autres, sur les-

(1) Il n'est pas sans intérêt de noter que le plus ancien de ces documents, la charte-censier de Quincy, de 913-914 (censier n° 5), concerne un domaine qui était probablement un ancien *fiscus* royal (cf. p. 178, n. 2). L'identité de régime entre les domaines ecclésiastiques et les *fisci* royaux apparaît à l'évidence, pour peu qu'on compare le censier de Brouch et celui de Morville (censiers n°s 6 et 8), qui sont presque contemporains.

(2) Voir une charte de donation de 952 en faveur de l'abbaye de St-Arnoul, p. 189, n. 2.

(3) Censier n° 8 ; voir en particulier p. 230-232.

quelles l'exploitation domaniale obéissait à des règles traditionnelles ⁽¹⁾. Il est vraisemblable que, dans la plupart des cas, ces règles n'étaient pas consignées dans un censier ; mais il n'en résultait pas forcément des conséquences désastreuses pour les tenanciers. En effet, tant que la coutume restait confiée à la tradition orale, elle n'était pas exempte d'ambiguïté ; si ses incertitudes servaient parfois les desseins du seigneur, il est des cas nombreux, où elles pouvaient être profitables aux intérêts des sujets de la seigneurie. Le fait que les hommes de la *potestas* de Brouch, ancien *fiscus* royal, attendirent de longues années avant de solliciter, en 984, de leur seigneur, l'abbé de Gorze, la codification de la coutume, qui jusqu'alors avait réglé leurs obligations ⁽²⁾, c'est la preuve qu'un tel régime ne comportait pas seulement des inconvénients. Il est même possible que, parfois, dans une même région, la coutume de certaines seigneuries laïques ait été plus favorable aux tenanciers que celle des seigneuries ecclésiastiques voisines. Quelques chartes, en effet, stipulent que les hommes d'un domaine cédé à une église par un seigneur laïque ne pourront être grevés, à l'avenir, de charges plus lourdes que par le passé ⁽³⁾ et une charte de l'évêque de Metz, Advence, restituant à l'abbaye de Gorze, en 863, plusieurs domaines jadis inféodés, prend la précaution de spécifier, afin de ne pas porter atteinte aux droits traditionnels des moines, que ces domaines jouiront, après leur réintégration dans le patrimoine de l'abbaye, du régime auquel ils étaient soumis avant d'en être détachés ⁽⁴⁾.

En raison même de leur nature, les censiers apparaissent, dès l'abord, comme indispensables à la bonne administration de toute seigneurie rurale. Il semble, par suite, que les établissements religieux, qui avaient à se défendre, plus que quiconque, à la fois contre les em-

(1) D'ailleurs, la charte de 967, si elle oppose le régime arbitraire imposé aux hommes de Morville au régime appliqué aux *potestates* ecclésiastiques voisines de Morville, ne renferme aucune expression qui étende un tel régime à toutes les *potestates* laïques de la même région.

(2) Quand les hommes de Brouch se décidèrent à cette démarche, il y avait au moins cinquante ans que cette *potestas* était sortie du fisc royal (cf. p. 189).

(3) Ces chartes, qui ont pour objet la donation d'un domaine à l'abbaye de St-Maximin, intéressent, il est vrai, la région mosellane (EDIT. Beyer, *MR. UB.*, I, n° 206 (960), n° 210 (962), n° 233 (970)). Ces chartes sont rédigées à peu près dans les mêmes termes ; citons, à titre d'exemple, cette stipulation de la plus ancienne : « Familia quoque predicti loci (le domaine de Mamer, donné à St-Maximin) eisdem legibus, quibus ab antiquitate vel sub parentibus meis vel etiam me subjecta fuerat, utatur, nec aliis gravioribus subdi cogatur ».

(4) EDIT. *Mett.*, II, n° 60 « Familia vero ejusdem cenobii (l'abbaye de Gorze) eo servitutis obsequio, quo fuit priscis temporibus, in eo permaneat ».

piétements des tiers et la mauvaise volonté de leurs tenanciers, devaient demander à de tels inventaires la garantie de leurs droits et apporter à leur rédaction un soin vigilant. Or, loin de constituer un fait normal dans l'histoire des seigneuries ecclésiastiques, la rédaction d'un censier général y prend la valeur d'un événement exceptionnel. Comme le nombre des censiers qui datent du IX^e siècle est relativement élevé, on s'est même demandé si cette abondance relative ne s'expliquait pas par l'intervention constante, à cette époque, de l'autorité royale dans la gestion du patrimoine des églises, et si ces censiers n'avaient pas été établis sur l'ordre du souverain. Quoiqu'il en soit de la valeur de cette théorie, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, il est certain que plusieurs censiers lorrains n'ont été entrepris que sous la nécessité de circonstances particulièrement graves et pour parer à un danger pressant. Si l'abbé Sehier, après avoir présidé à la fondation de Chaumousey et bataillé pour assurer à la jeune abbaye la jouissance de son patrimoine, se hâte de couronner son œuvre administrative par la rédaction d'un censier général ⁽¹⁾, il ne semble pas que les abbés appelés à gouverner une abbaye de fondation récente se soient, en général, souciés de prendre une mesure de précaution aussi élémentaire. Dans la plupart des cas, une telle entreprise est inspirée, moins par des raisons d'ordre général que par des motifs particuliers, et qui peuvent varier d'un établissement à l'autre. C'est au lendemain d'une invasion dévastatrice qu'on voit les moines de Prüm et les chanoines de Verdun ordonner l'élaboration d'un nouveau censier ⁽²⁾ ; dans un cas comme dans l'autre, la destruction de leurs archives par l'incendie ⁽³⁾, la réduction du nombre de leurs tenanciers sur certains domaines, faisaient aux intéressés une obligation urgente de faire revivre la coutume ancienne, de la consigner par écrit, peut-être même d'en améliorer certains articles, afin de ramener à leurs tenures quantité de fugitifs ⁽⁴⁾. Rédigée au profit des chanoines de

(1) Censier n^o 14.

(2) Censiers n^{os} 1 et 2. — A Prüm, le censier de 893 est entrepris après le passage des Normands, cependant qu'à Verdun, la rédaction d'un nouveau censier est en rapport direct avec l'invasion hongroise de 926.

(3) A Prüm, l'incendie est allumé par les Normands lors de leur passage en 882 ; à Verdun, les archives de la mense capitulaire sont détruites dans un incendie, qui éclate dix ans avant l'invasion hongroise.

(4) Un exemple de réduction des charges domaniales, octroyée à la suite des invasions hongroises en Lorraine, est offert par une notice de 964-983, qui provient, de l'abbaye de Remiremont et qui renouvelle probablement une mesure prise à une date plus ancienne (EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 345, sous la date inexacte de 935).

La décision prise par l'abbesse et les religieuses de réduire les charges de cer-

St-Dié, au XI^e siècle, la *Littera rectitudinum* se présente comme une mesure de défense contre les empiétements des administrateurs du temporel⁽¹⁾, cependant que le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains, dans la première moitié du XII^e siècle, cherche surtout à briser l'obstination des tenanciers et à déjouer leurs ruses⁽²⁾. Enfin, il arrive assez fréquemment que la rédaction d'un censier soit en relation directe avec la restauration de la vie religieuse au sein d'une abbaye. C'est que, en effet, toute œuvre de réforme religieuse s'accompagne d'une restauration économique; pour que la communauté des religieux puisse vivre, il faut que ses ressources matérielles atteignent un certain niveau; si ce minimum n'est plus assuré, la communauté se disperse, chacun cherche fortune de son côté, et c'est la fin de la vie conventuelle. Aussi, quand après une période d'anarchie, un réformateur entreprend de restaurer, au sein d'une abbaye, la vie religieuse, ou même plus simplement, quand une abbaye veut assurer son indépendance économique, en face des exigences de son seigneur temporel, dans un cas comme dans l'autre, la reconstitution ou la consolidation du patrimoine trouvent leur garantie la meilleure dans la rédaction d'un censier. C'est ce qu'on constate à l'abbaye de Metlach, dès que se relâche le *dominium* exercé sur cette abbaye par l'archevêque de Trèves⁽³⁾; c'est ce qui, selon toutes probabilités, s'est aussi passé aux abbayes de Gorze et de St-Arnoul, au moment où fut restaurée, dans ces deux abbayes, la vie conventuelle, au cours du X^e siècle⁽⁴⁾. A St-Vanne de Verdun, vers le milieu du XI^e siècle, les sentiments de piété se combinent si intimement, chez l'abbé Richard, avec le souci de défendre un ensemble de droits temporels, péniblement recouverts

tains de leurs tenanciers s'exprime ainsi: « Memoria misericordie post occisos a paganis homines de potestate que dicitur Lietzeis (Lezey; Mos., Château-Salins, Vic) servitium integrum reverti precipimus ad medietatem ex omni potestate de sortibus indominicatis ... ». Les *sortes indominicatae* ne sont pas les terres de la réserve, mais les manses exploités par les tenanciers; si ces *sortes* sont dites *indominicatae*, c'est par opposition aux manses inféodés, manses auxquels ne s'appliquait pas la réduction consentie par les religieuses. Quant au mot *servitium*, il désigne probablement l'ensemble des charges domaniales et englobe, à la fois, les redevances et les prestations en travail.

(1) Censier n° 10; voir en particulier p. 288.

(2) Censier n° 17; voir en particulier p. 424.

(3) Censier n° 3. — C'est en 941 que l'archevêque de Trèves Robert rendit à l'abbaye son indépendance administrative et aux moines le droit d'élire leur abbé; le censier du X^e siècle a probablement été entrepris au lendemain même de cette réforme (p. 123).

(4) Censiers nos 7 et 8; voir p. 211 et p. 238.

au lendemain de la crise des investitures, que trois recueils sont entrepris en même temps : un cartulaire, un censier et un obituaire ⁽¹⁾.

Si la mise en œuvre d'un censier général apparaît comme une mesure exceptionnelle, il faut en chercher la raison dans les difficultés de toutes sortes que devait rencontrer la réalisation d'une telle œuvre, difficultés qu'on soupçonne, pour peu qu'on cherche à se représenter dans le concret, les opérations multiples qu'exigeait l'élaboration d'un censier. Le but essentiel d'un tel recueil est moins de préciser, pour chaque domaine, la nature et l'importance des éléments de la réserve seigneuriale, que de dénombrer, avec exactitude, les tenures et de fixer les obligations de toute nature qui leur incombent, obligations dont l'ensemble constitue la loi (*lex*) du domaine. Cette loi, qui ne peut être modifiée que par entente entre le seigneur et ses tenanciers ⁽²⁾, se fonde entièrement sur la coutume et c'est de cette coutume que le censier tire toute sa valeur. Dans ces conditions, la rédaction de tout censier est précédée d'une enquête menée auprès des tenanciers de chaque domaine, ceux-ci déclarant, sous la foi du serment, les charges des tenures qu'ils exploitent.

Quand les domaines sont peu nombreux, et groupés à proximité immédiate du siège de l'évêché ou de l'abbaye, on se contente d'y convoquer les tenanciers, ou tout au moins quelques-uns d'entre eux, les plus âgés d'ordinaire, et de recueillir leurs déclarations ; telle est la procédure, qui, suivie par les chanoines de Verdun dans le second quart du X^e siècle ⁽³⁾, fut reprise, deux siècles plus tard, par l'abbé de Chaumousey, Sehier ⁽⁴⁾. Mais c'est là un cas tout à fait exceptionnel ;

(1) Censier n° 9 ; voir p. 247-248.

(2) La concession aux hommes de Morville-sur-Nied d'une nouvelle *lex* et sa substitution à la coutume ancienne, en apparence moins favorable, n'est accordée par l'abbé de St-Arnoul, qu'après avoir recueilli l'assentiment du plus grand nombre possible de tenanciers (p. 229-230).

(3) Une telle procédure est, dans ce cas, d'autant plus remarquable que, dès le X^e siècle, les domaines formant la mense du chapitre de Verdun devaient être nombreux et répartis sur une zone assez étendue. Si les dignitaires du chapitre, chargés de diriger les opérations préalables à la rédaction du censier, se sont décidés à convoquer, à Verdun, quelques-uns des *villani* survivants (cf. p. 106, n. 1), c'est qu'ils ont voulu confronter les déclarations des *villani* avec les souvenirs des chanoines les plus âgés et éviter à ceux-ci des déplacements importuns.

(4) La procédure suivie par l'abbé Sehier est un peu plus compliquée ; il a convoqué au siège de l'abbaye, à Chaumousey, les « anciens » de quelques-uns seulement des domaines à inventorier ; puis des commissaires sont allés enquêter sur place dans les autres domaines et ont fait adopter un compromis entre la coutume locale et un régime type, élaboré au cours des consultations poursuivies à Chaumousey par l'abbé Sehier lui-même (cf. p. 394-396).

en règle générale, la dispersion et l'éloignement des domaines obligent à confier l'enquête à des commissaires qui vont sur place interroger les tenanciers et qu'on munit, au départ, de modèles d'inventaire, ou tout au moins d'instructions générales, précisant le but poursuivi et la nature des éléments à inventorier. Dans ce cas, les domaines étant répartis en groupe géographiques distincts, on assigne à chaque commission d'enquête un ou plusieurs groupes voisins ⁽¹⁾ ; ce procédé, qui a l'avantage de permettre des enquêtes simultanées dans les différents groupes et, par suite, de hâter l'élaboration du censier, a, par contre, l'inconvénient d'en compromettre l'unité de rédaction. L'habitude de confier à des commissaires différents le soin de mener l'enquête est si répandue, qu'on retrouve des traces de cette procédure jusque dans un censier, rédigé au XII^e siècle pour le compte de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains, dont les domaines étaient pourtant peu nombreux et voisins les uns des autres ⁽²⁾.

Il est possible que les groupes géographiques, entre lesquels se répartissaient les différents domaines d'une abbaye, aient parfois constitué autant de circonscriptions administratives distinctes, placées chacune sous la haute direction d'un prévôt. Mais il est probable que, même dans ce cas, les enquêtes préliminaires étaient confiées, non pas aux prévôts, mais à des commissaires envoyés sur les lieux par l'abbaye ⁽³⁾. Chaque commission comprenant d'ordinaire plusieurs membres, il était possible, dans certains cas, de répartir la tâche entre les commissaires, de poursuivre à l'intérieur d'un même groupe plusieurs enquêtes à la fois et de réduire, dans des proportions notables, la durée des opérations préliminaires ⁽⁴⁾. Enfin, si les commissaires avaient, en général, l'habitude de se déplacer de domaine en domaine, ainsi qu'il ressort, à l'évidence, du censier de St-Maximin, il pouvait aussi

(1) Voir surtout notre étude sur le censier de Prüm et, en particulier, le tableau de la p. 60. Quand une commission étend son enquête à deux groupes voisins, le fait se traduit, au censier, par l'adoption d'un même type de rédaction dans les chapitres appartenant à ces deux groupes.

(2) Censier n° 17 ; voir en particulier p. 428.

(3) Le fait est certain pour les enquêtes préliminaires à la rédaction du censier de St-Maximin (censier n° 20) ; voir p. 544. — En revanche, le censier de Prüm offre l'exemple exceptionnel d'un inventaire particulier, qui procède certainement d'une enquête menée par un prévôt local (chap. 41, Vic-sur-Seille) (cf. p. 86-87). Il est impossible de dire si l'enquête du prévôt s'est restreinte au seul domaine de Vic ou si elle s'est étendue aux autres domaines du Saulnois (groupe VI, chap. 41-43).

(4) C'est ainsi qu'il faut sans doute expliquer l'emploi de plusieurs types de rédaction dans les chapitres correspondant à un même groupe ; c'est ce qu'on constate au censier de Prüm pour le groupe VIII (cf. le tableau de la p. 60).

leur arriver de dessiner, à l'intérieur du groupe qui leur était assigné, des circonscriptions subalternes, de se fixer pour quelque temps dans le domaine le plus central ou le plus important d'un sous-groupe et de convoquer, au siège temporaire de la commission, les tenanciers des domaines voisins ⁽¹⁾.

La forme de l'enquête et, avec elle, la valeur juridique du censier ont varié avec les époques. Si l'on s'en rapporte au polyptyque de St-Germain-des-Prés, qui, à la fin de l'inventaire de certains domaines, donne la liste des tenanciers, interrogés sous la foi du serment, par les enquêteurs, on a tout lieu de penser que, au IX^e siècle, ceux-ci faisaient comparaître devant eux autant de témoins ou de groupes de témoins qu'il y avait, dans un domaine, de catégories de tenures différentes et que ces témoins faisaient leur déclaration, ou répondaient aux questions précises qui leur étaient posées, après avoir prêté serment ⁽²⁾. Si ces faits paraissent bien établis, en revanche, on ne voit pas en vertu de quel droit, au nom de quelle autorité les commissaires pouvaient exiger des tenanciers une déclaration et le serment préalable qui en garantissait la sincérité. Dans l'esquisse, souvent confuse et mal venue, qu'il a consacrée aux censiers de la région mosellane, Lamprecht a soutenu que les hommes des domaines ecclésiastiques, tout comme ceux des *fisci* royaux, étaient tenus de se prêter à toute enquête ordonnée par leur seigneur et de répondre aux questions qui leur étaient posées à cette occasion ⁽³⁾. Ce faisant, et sans le dire expressément, Lamprecht semble mettre l'enquête, sur laquelle se fondent les censiers de l'époque carolingienne, en relation directe avec l'*inquisitio*, procédure extraordinaire que les tribunaux publics du IX^e siècle appliquaient dans tous les procès intéressant le fisc royal et à laquelle ils avaient également recours, quand une des parties en présence était une église pourvue, par concession royale, du privilège d'*inquisitio*. Dans tous les procès où joue cette procédure extraordinaire, au IX^e siècle, ce ne sont pas les parties qui produisent leurs

⁽¹⁾ C'est ainsi que les enquêteurs du groupe V du censier de Prüm paraissent s'être fixés à Montigny-sur-Chiers et avoir procédé là aux enquêtes sur les domaines de l'abbaye à Montigny et dans les localités voisines ; les résultats des enquêtes ont été consignés sur une même feuille de parchemin, ce qui assure une certaine unité au sous-groupe formé par les chap. 36-40 (cf. p. 62-63).

Fréquemment les enquêteurs ont dû s'établir sur un certain domaine et y faire comparaître les témoins du domaine le plus proche ; c'est ainsi que, dans le censier de St-Vanne, qui présente un désordre extrême, on trouve accolés les inventaires de deux domaines voisins (chap. 9 et 10) (cf. p. 253).

⁽²⁾ B. Guérard, *Prolégomènes*, p. 31-32.

⁽³⁾ Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 659.

témoins ; il appartient au juge de convoquer des personnes honorables et bien informées des faits de la cause ; celles-ci ne peuvent, ni se dérober à la convocation, ni être récusées par les parties, et, au lieu de renforcer par leur serment l'affirmation d'une des parties, comme le font les *testes* dans la procédure ordinaire, elles déclarent, sous la foi du serment, tout ce qu'elles savent de l'affaire en cours ⁽¹⁾.

Bien que la théorie ébauchée par Lamprecht prenne pour point de départ une interprétation inexacte d'un diplôme de Charlemagne, de 775, qui confirme, aux *fiscalini* donnés par Pépin I^{er} à l'abbaye de Prüm, leur ancien statut et mentionne, en particulier, l'obligation pour eux de donner des réponses (*responsa dare*), sous une certaine forme et dans certaines conditions ⁽²⁾, il est tentant de voir, dans les

(1) Sur la procédure d'*inquisitio*, au IX^e siècle, voir le mémoire classique de Brunner, *Zeugen- und Inquisitionsbeweis der karolingischen Zeit ; Forschungen zur Geschichte des deutschen und französischen Rechtes*, p. 88-247.

(2) Diplôme de Charlemagne pour l'abbaye de Prüm de novembre 775 (B. M. 198 (194)). Aux termes de ce diplôme, l'abbé et les moines de Prüm étaient venus demander au roi que les hommes donnés à leur abbaye par le roi Pépin « in ipsa tenore et consuetudine sicut antea fuerunt et ceteri fiscalini sunt nostri absque alicujus contradictione ad jam dicto loco (l'abbaye de Prüm) debeant permanere, tam de causis eorum in responsis quamque aliam legem et consuetudinem, sicut reliqui infra regna nostra habuerint fiscalini et antea in unumquemque pago habuerunt consuetudinem ». Le roi, faisant droit à cette demande, interdit « ut nullus quislibet de fidelibus nostris neque de judiciaria postestate jam prefata casa Dei vel rectores ejus nec homines ad ipsum sanctum locum deservientes... de hac re inquietare nec calumniam generare nullatenus presumatis » et il déclare que les hommes donnés à l'abbaye par son père « ita simili modo ad eundem sanctum locum in ea tenore deservire debeant, tam in responsis dando quamque et reliquam legem ac consuetudinem sicut ceteri fiscalini habere videntur ».

Ce diplôme a manifestement pour objet de confirmer aux *fiscalini*, donnés à l'abbaye de Prüm par Pépin, l'immunité de fait dont ils jouissaient antérieurement à cet acte de donation. Le mot *lex* fait certainement allusion au privilège d'immunité, comme le prouve le titre qui introduit le diplôme dans le *Liber aureus* du X^e siècle : « Qualiter domnus Karolus imperator confirmavit legem familie S. Salvatoris et de advocatis » ; le copiste qui a transcrit le diplôme au cartulaire, a compris, conformément à une interprétation très répandue dès le X^e siècle, que l'immunité était dirigée, non pas contre le comte, mais contre l'avoué de l'abbaye. Quant à l'expression *responsa dare*, elle fait allusion au privilège qui dispensait les hommes d'immunité d'avoir à se présenter personnellement devant le juge public pour répondre à la citation d'un tiers.

Bien que la théorie esquissée par Lamprecht au sujet du diplôme de Charlemagne de 775 pour l'abbaye de Prüm soit manifestement erronée, on en trouve un écho jusque dans l'édition la plus récente du manuel classique de Schröder (Schröder et von Künssberg, *Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte* (7^e édition), Berlin et Leipzig, 1932, p. 761, n. 5).

enquêtes préalables à la rédaction générale d'un censier, une *inquisitio* ayant pour objet, non pas de préciser un point de droit, mais de déterminer les droits multiples revendiqués par un seigneur sur ses nombreux domaines. Une telle théorie aurait, en particulier, l'avantage d'expliquer ce fait singulier que le censier, au IX^e siècle, peut être produit devant les tribunaux publics en qualité d'acte authentique et exécutoire. A cette époque, quand un seigneur a une contestation avec ses tenanciers sur l'interprétation de la coutume du domaine, l'affaire est portée devant le tribunal royal, qui juge sur production du censier dépositaire de la coutume et qui, le cas échéant, intervient contre les tenanciers récalcitrants ⁽¹⁾. Si le censier tire son origine d'une enquête de forme officielle, confiée à des agents royaux, on comprend qu'il acquière par là-même valeur d'acte authentique.

On entrevoit, du même coup, la portée d'une théorie qui aboutit, en fin de compte, à faire participer largement l'autorité royale à l'élaboration des censiers. Comme l'*inquisitio* ne peut être ordonnée que par un tribunal public, ou par des *missi* munis d'une délégation royale, on voit que la théorie suppose l'intervention de *missi* dans la rédaction des inventaires particuliers, qui constituent la matière du futur censier général ⁽²⁾. En fait, nous connaissons quelques exemples d'une *inquisitio*, conduite par des *missi* royaux, en vue de déterminer les droits du roi dans un certain *fiscus* ⁽³⁾, ou ceux d'une abbaye sur l'ensemble de ses domaines ; mais ces exemples appartiennent à l'Italie du IX^e siècle et, seules, les enquêtes menées pour le compte d'une abbaye, en l'espèce l'abbaye de Bobbio, ont abouti à la rédaction d'un véritable censier général, en 862, et à son renouvellement, une vingtaine d'années plus tard ⁽⁴⁾. Enfin, si la procédure d'*inquisitio* sous-entend, dans tous les cas, l'intervention de l'autorité royale, on peut se demander si,

(1) Les textes essentiels sont réunis dans Šusta, *op. cit.*, p. 32 et sq.

(2) B. Guérard n'a pas songé à mettre les enquêtes préliminaires en relation avec la procédure d'*inquisitio*, mais il admet que ces enquêtes ont été menées par « des commissaires, chargés de cette mission et investis d'un caractère public » (*Prolegomènes*, p. 30). En fait, il n'apporte aucun texte décisif à l'appui de sa thèse, qui est également soutenue par Rinaldi, *Valore storico-giuridico dei cabri e delle platee* ; *Archivio giuridico*, XLVIII (1892), p. 326 et sq. et par Luzzatto, *I servi nelle grandi proprietà ecclesiastiche italiane*, p. 8. Nulle part Brunner ne fait allusion, dans le mémoire cité plus haut, au rôle de l'*inquisitio* dans l'élaboration des censiers.

(3) Brunner, *Zeugen- und Inquisitionsbeweis*, p. 162 et 202.

(4) Luzzatto, *op. cit.*, p. 14. En Italie, d'ailleurs, tout au moins dans l'Italie du sud, les censiers ont gardé, jusqu'à l'époque moderne, leur valeur d'acte authentique, à condition d'être rédigés par des représentants de l'autorité publique, ainsi qu'il ressort du mémoire de Rinaldi.

en fin de compte, il ne convient pas d'attribuer à l'initiative royale la mise en œuvre des censiers du IX^e siècle. A cette question, Inama-Sternegg a jadis répondu par une théorie qui accorde à la royauté carolingienne, une large part de responsabilité dans la diffusion de la technique des censiers ⁽¹⁾; cette théorie a trouvé, on le sait, un écho dans l'œuvre de Lamprecht, qui a cherché, mais en vain, à en faire l'application au censier de Prüm. A la vérité, dès le milieu du VIII^e siècle, les princes carolingiens ont fréquemment prescrit la rédaction d'inventaires, tant pour les *fisci* et les bénéfices royaux que pour les biens d'église ⁽²⁾; mais le terme de *descriptiones*, appliqué à ces inventaires par les textes officiels, est si vague, qu'on hésite à voir en eux des censiers, au sens propre du mot ⁽³⁾. Il est infiniment probable que ces *descriptiones*, imposées tout au cours du IX^e siècle, en particulier aux églises du royaume, avaient essentiellement pour but de mettre le souverain à même de répartir équitablement, entre les différentes églises, les charges de l'état ⁽⁴⁾ et que, par suite, elles devaient se borner à un inventaire de la fortune immobilière, auquel était joint, parfois, un état de la richesse mobilière ⁽⁵⁾. En fait, quelle qu'ait été la sollicitude des rois francs à consolider, dès une époque

(1) Inama-Sternegg (von), *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, I (2^e édit.), p. 459 et sq. Déjà B. Guérard, *Prolégomènes*, p. 18, avait admis que «les polyptyques étaient souvent rédigés par l'ordre des rois».

(2) Les textes principaux sont commodément réunis dans B. Guérard, *Prolégomènes*, p. 19-20. La plus ancienne *descriptio*, prescrite aux églises par un prince carolingien, est celle de 751, qui, ordonnée par Pépin, fut le point de départ des prélèvements opérés par ce prince sur le temporel des églises, au profit de ses fidèles (Lesne, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, II¹, p. 60).

(3) A l'époque mérovingienne, les mots *descriptiones*, *res descriptae* désignent fréquemment les registres du cadastre, conservés par les souverains francs et renouvelés de temps en temps par leurs agents (F. Lot, *L'impôt foncier et la capitation personnelle sous le Bas-Empire et à l'époque franque*, p. 83 et sq.). Ces mots semblent se substituer au terme ancien de *polyptycha*, qui semble, dès lors, réservé aux inventaires entrepris par les églises pour leurs propres besoins, c'est-à-dire aux censiers.

(4) Ces inventaires devaient, en particulier, permettre au souverain de pourvoir de bénéfices ses vassaux royaux, en opérant sur le temporel des églises, et en toute connaissance de cause, les prélèvements nécessaires.

(5) Il est probable que de tels inventaires devaient se contenter, en général, de donner la liste des *villae*, en indiquant, tout au plus, le nombre des manses; ils ne devaient donc pas différer sensiblement des inventaires que les établissements religieux adressaient aux chancelleries, dont elles sollicitaient un acte confirmatif de leur temporel. On sait qu'un de ces inventaires nous a été conservé pour l'abbaye de St-Vanne (cf. p. 248-249).

ancienne, les droits des églises sur leurs tenanciers⁽¹⁾, on ne peut citer qu'un seul exemple certain d'un censier entrepris au IX^e siècle à l'instigation du souverain⁽²⁾.

Au total, on voit que la forme des enquêtes et la valeur juridique des censiers au IX^e siècle posent des problèmes délicats et qui, à peine effleurés jusqu'alors, dépassent largement le cadre de ces études. Pour nous en tenir à l'objet propre de nos recherches, contentons-nous de remarquer que les censiers, étudiés dans le présent ouvrage, n'apportent qu'une bien médiocre contribution à la solution de ces problèmes. Ni dans le texte du censier de Prüm, ni dans le titre qui introduit la copie de Césaire, rien n'indique que ce censier ait été composé à la suite d'un ordre royal ; d'autre part, si des *missi* ont été désignés pour mener les enquêtes au nom du roi, il faut admettre, ou que la

(1) On a conservé, par l'intermédiaire de la loi des Alamans et de la loi des Bavaïois, des fragments d'une loi mérovingienne de la première moitié du VII^e siècle, qui fixe les obligations des *coloni* et des *servi* sur les terres d'église. Sur l'interprétation de ce texte et les problèmes délicats qu'il pose, voir Ch.-Edmond Perrin, *Une étape de la seigneurie. L'exploitation de la réserve, à Prüm, au IX^e siècle* ; *Annales d'histoire économique et sociale*, VI (1934), p. 453-456.

(2) Il s'agit du censier de l'abbaye de Lobbes ; celui-ci, conservé par une copie du XVIII^e siècle, porte un titre, duquel il ressort que cette « *descriptio villarum* » fut exécutée par l'évêque de Cambrai, Jean, sur l'ordre de Lothaire II, la quatorzième année de son règne, soit en 868-869 (EDIT. Warichez, *Une « descriptio villarum » de l'abbaye de Lobbes à l'époque carolingienne* ; *Académie royale de Belgique* ; *Bulletin de la commission royale d'histoire*, LXXXVIII (1909), p. 249 et sq.). Encore, cet unique exemple n'est-il pas décisif, car il est très possible que le titre du censier n'appartienne pas au texte primitif et que l'ordre donné par Lothaire II s'applique, non pas au censier lui-même, mais à un inventaire des *villae* de l'abbaye, qui nous est parvenu sous une forme remaniée et qui est édité par Warichez, *L'abbaye de Lobbes*, p. 180 et sq. La question des relations entre le censier et l'inventaire des *villae*, de même que le rôle du pouvoir royal dans la confection de ces deux documents, n'ont pas été tirés au clair par Warichez.

Guérard, qui admet que les polyptyques du IX^e siècle ont été entrepris sur ordre de l'autorité royale et que les enquêtes préliminaires ont été menées par des commissaires royaux (cf. p. 604, n. 2), ne cite qu'un seul polyptyque qui réponde à ces conditions, celui de l'abbaye de St-Wandrille, dont l'élaboration fut confiée par Charlemagne en 787 à Landry, abbé de Jumièges, et au comte Richard (*Prolégomènes*, p. 31). Mais ce prétendu polyptyque de St-Wandrille est, en réalité, un simple inventaire, qui, à en juger par l'analyse des *Gesta abbatum Fontanellensium*, évaluait la fortune de l'abbaye en fonction du nombre des manses et des mouïns qu'elle possédait, en distinguant soigneusement entre les biens laissés à la jouissance directe des moines et ceux qui avaient été concédés en bénéfice (F. Lot, *Etudes critiques sur l'abbaye de Saint-Wandrille*, p. 19, n^o 60). Par contre, Guérard est obligé de reconnaître (*Prolégomènes*, p. 31, n. 4) que le polyptyque de St-Bertin, du milieu du IX^e siècle, fut rédigé par l'abbé Adalard sans l'intervention de commissaires royaux.

commission d'enquête, formée par les *missi*, comprenait un personnel fort nombreux, ou que, réduit à un petit groupe, renouvelé d'année en année, elle a mis un temps assez long pour mener à bien la tâche qui lui avait été confiée ⁽¹⁾. Enfin, il est curieux de constater que, à une date sensiblement postérieure, dans le second quart du X^e siècle, le censier gardait encore, en Lorraine, sa valeur d'acte authentique, et cela à une époque où l'autorité royale n'intervenait certainement plus dans les opérations qui en préparaient la rédaction ⁽²⁾.

La situation devait se modifier du tout au tout au cours des XI^e et XII^e siècles, dans la mesure même où le seigneur allait affermir sa domination sur les hommes de la seigneurie. A cette époque, comme les tenures ont été ramenées à un type unique, les enquêteurs peuvent se contenter de faire appel à un seul groupe de tenanciers ; ils choisissent d'ordinaire les tenanciers les plus âgés ⁽³⁾, parfois même ils se contentent d'interroger le maire, assisté des *ministeriales*, chargés de l'administration du domaine ⁽⁴⁾. Dans un cas comme dans l'autre, le droit du seigneur ou de son commissaire se fonde, avec une parfaite netteté, sur la *fidelitas* que doivent, à leur seigneur, tous ses hommes, non seulement ceux qui cultivent ses terres, mais encore ceux qui, établis sur le territoire de la seigneurie, sont soumis à son ban et béné-

(1) Il est très vraisemblable que les enquêtes préliminaires au censier ont commencé, non pas en 892, mais dans les années qui ont suivi immédiatement l'invasion de 882. En faveur de cette datation, on peut faire valoir, en dehors des arguments présentés p. 64, ce fait que les restitutions, opérées au temps de l'abbé Farabert (886-892) et mentionnées dans une addition dite « *Actio antiqua* », sont ignorées du texte primitif du censier. Il faut en conclure que, au moment où l'abbé Farabert parvint à se faire restituer un certain nombre de biens dans la région du Saulnois, les enquêteurs avaient déjà procédé à l'inventaire des domaines de cette même région.

(2) Ce qui le laisse supposer, c'est le fait que le rédacteur du censier de la mense capitulaire de Verdun voit, dans le mot *pulegium*, par lequel il désigne le censier, l'équivalent de *publica lex* (p. 105). A cette époque, l'autorité n'intervient plus dans la confection du censier, autrement l'exposé très développé qui précède le censier ne manquerait pas d'en faire mention.

(3) Le fait est mentionné dans l'exposé de la charte-censier de Chaumousey (censier n° 14).

(4) Le censier des biens lorrains, ajouté au censier de l'abbaye de St-Maximin, dans les premières années du XIII^e siècle, procède d'une enquête menée auprès de *ministeriales* des différents domaines (cf. p. 563), à la différence des autres chapitres, du censier, qui ont pour origine un rapport fait, en plaid général, par les hommes du ban. — De même, la *Littera rectitudinum* utilise des renseignements fournis par les *ministeriales* du chapitre de St-Dié (cf. p. 314).

ficient de sa protection ⁽¹⁾. Cette *fidelitas* est imposée aux sujets de la seigneurie par la naissance et non par un contrat ; toutefois, il peut arriver qu'elle soit renforcée par un serment prêté par les hommes de la seigneurie, quand celle-ci change de mains ⁽²⁾. De la *fidelitas*, qui fait [aux sujets un devoir d'aider leur seigneur en toute circonstance, découle, pour ceux-ci, l'obligation de répondre à toute enquête, prescrite par le seigneur, en vue de déterminer l'étendue de ses droits traditionnels. A ce stade de l'évolution, le censier perd son caractère d'acte authentique ; il n'a plus que la valeur d'un document administratif, rédigé pour les besoins de la seigneurie et,

(1) Le caractère de la *fidelitas* est bien mis en lumière dans une charte de 1135, par laquelle l'abbé de St-Mihiel Lanzon met fin à une contestation entre le prieur de Vieux-Moutier et le prévôt de Woëvre (EDIT. *Mett.*, VI, n° 81). L'abbé, ayant fait comparaître quelques moines de son abbaye et quelques hommes de la prévôté de Woëvre, choisit les uns et les autres parmi les plus âgés, pour rapporter la coutume ancienne, ceux-ci font leurs dépositions « per obedientiam adjuratis monachis et per fidelitatem quam ecclesiae (l'abbaye de St-Mihiel, de laquelle dépendaient le prieuré de Vieux-Moutier et la prévôté de Woëvre) debebant adjuratis laicis ». Voir aussi une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, de 1152-1160 (EDIT. *Mett.*, II, n° 184), par laquelle celui-ci, à la demande de l'abbé de Gorze et en qualité de seigneur temporel de l'abbaye, vient à Gorze et fait rapporter, par les sujets de l'abbaye, les droits seigneuriaux exercés de tradition par celle-ci. Le rapport est fait « ... ab hominibus curie illius [Gorzie], sub debite fidelitatis obtestatione summonitis... »

La déclaration faite en vertu de la *fidelitas*, que les sujets ont prêtée ou sont censés avoir prêtée à leur seigneur, est renforcée par un serment (Charte de l'évêque de Verdun Thierry, de 1066, qui fixe les droits de l'abbaye de St-Vanne sur le cours de la Scance et sur des terres contestées, à la suite d'une déclaration faite par les hommes de la *potestas* de Scance. (EDIT. Bloch, *J. G. L. G.*, XIV (1902), p. 70, n° LV).

Dès le début du XIII^e siècle, le mot *fidelitas* (*fauteit*) sert à désigner, dans les chartes lorraines, l'ensemble des *fideles* d'un seigneur, vivant sur les limites d'un certain ban ou de plusieurs bans dépendant de ce même seigneur. La communauté formée par les *fideles* apparaît, soit à l'occasion des plaids généraux, auxquels tous les *fideles* sont tenus d'assister, soit lors des assemblées spécialement convoquées par le seigneur pour faire rapporter ses droits.

(2) A la suite de la restitution à l'abbaye de Gorze, par l'évêque de Metz, Adalbéron I^{er}, de la *villa* de Varangéville (sur cette restitution faite entre 935 et 945, voir p. 174, n. 4), l'abbé de Gorze, Einold, et Jean de Vandières vont prendre possession de la *villa* ; celle-ci leur est remise par un agent de l'évêque, qui « ... juri eorum integre possessionem... incolis sacramento addictis, assignat ».

Pour une période bien postérieure, signalons une charte de juin 1227, par laquelle le chapitre de Metz fait savoir aux habitants de la ville de St-Trond, cédée par échange au chapitre cathédral de Liège, qu'il les décharge de leur *fidelitas* envers l'église cathédrale de Metz et leur ordonne « quatinus memoratis ecclesie et episcopo Leodiensi eandem fidelitatem faciatis quam Mettensi ecclesie facere solbatis » (EDIT. *Cartulaire de l'église St-Lambert de Liège*, I, p. 221, n° CLVIII).

seul, le tribunal seigneurial a qualité pour en faire respecter les articles.

Les commissaires chargés de l'enquête ne se sont pas contentés d'interroger les témoins, ils ont pris la peine de condenser, pour chaque domaine, les résultats de leur enquête sous la forme d'un inventaire, dont le type de rédaction varie d'une commission à l'autre. A en juger par les différences qu'on relève entre les types de rédaction, il apparaît que, si les commissaires ont reçu, avant leur départ, des indications générales sur les raisons qui justifiaient l'élaboration d'un nouveau censier, sur le but assigné au recueil projeté et enfin sur les principaux éléments à noter dans les inventaires, ils ont exécuté leur tâche avec une indépendance qui surprend quelque peu et qui ne laisse pas de poser des problèmes assez embarrassants. Comme, d'autre part, on constate, dans tous les censiers, quel que soit le type de rédaction adopté, un effort, en général réussi, pour ordonner, à l'intérieur de chaque chapitre, les éléments de l'inventaire, il faut admettre que les commissions disposaient de modèles, qui leur offraient, à la fois, un memento pour mener l'enquête et des cadres pour en classer les résultats. Si l'on songe à l'incapacité des rédacteurs du moyen âge à présenter, avec un minimum d'ordre et de clarté, les clauses d'une même charte, dès que celle-ci présente quelque complexité, on admettra sans peine que les enquêteurs des X^e, XI^e et XII^e siècles ont utilisé des modèles d'inventaires qui remontaient, directement ou indirectement, au IX^e siècle, peut-être même à une époque plus ancienne ⁽¹⁾.

D'un groupe à l'autre, parfois d'un chapitre à l'autre, quand il s'agit de domaines peu nombreux, qui ont été confiés à des enquêteurs différents, les types de rédaction se différencient, par le plan, par le

(1) On sait qu'un manuscrit du premier tiers du IX^e siècle nous a conservé trois modèles d'inventaires, qui ont été édités sous le titre de *Brevium exempla ad describendas res ecclesiasticas et fiscales* par Boretius, M. G. H., *Capitularia regum Francorum*, I, n° 128, p. 250-256. Comme on l'a déjà signalé (p. 41, n. 1), on s'accorde aujourd'hui à voir, dans ce texte, des modèles d'inventaires sans caractère officiel. Le premier *breve*, emprunté à un censier de l'évêché d'Augsbourg, devait servir de modèle aux enquêteurs chargés d'établir, pour le compte d'un établissement religieux, les inventaires particuliers, préparatoires à un censier général; le second *breve*, qui donne un catalogue des précaires et bénéfices de l'abbaye de Wissembourg, devait faciliter la rédaction d'un catalogue de même type, catalogue destiné à être annexé au censier. Si le compilateur a joint à son recueil un inventaire concernant plusieurs *fisci* royaux, inventaire qui semble faire double emploi avec le premier *breve*, c'est à cause du soin avec lequel sont détaillés, dans cet inventaire, les éléments de l'*indominicatum* de chaque *fiscus*.

mode d'évaluation adopté pour les services et les redevances et par la nature des articles qui ont retenu l'attention des enquêteurs. Le plan varie en fonction de la place attribuée à chacun des articles de l'inventaire : la réserve, par exemple, peut être notée avant ou après les tenures et il peut même arriver que les éléments constitutifs de la réserve soient dissociés en deux paragraphes, entre lesquels se trouve inséré le paragraphe sur les tenures. De même, le tableau des charges incombant aux tenures peut donner lieu à des combinaisons variées, même dans le cas où le domaine inventorié compte une seule catégorie de tenures. Ces charges se divisant en redevances en argent ou en nature et en prestations en travail, le tableau peut mêler redevances et services, en les présentant dans un ordre chronologique unique ⁽¹⁾ ou, au contraire, il peut les distinguer les unes des autres ; dans l'un et l'autre cas, la date adoptée comme point de départ du calendrier des échéances peut elle-même donner lieu à des combinaisons multiples ⁽²⁾.

Le mode d'évaluation des redevances et des services, sans parler même du choix des unités dans lesquelles s'exprime l'étendue des éléments de l'*indominicatum*, introduit, à son tour, un nouvel élément de variété. L'évaluation de type individuel est la plus normale, celle qui répond le mieux au véritable but du censier, qui est de fixer, par écrit, les obligations de l'unité de tenure, mais il s'en faut que l'évaluation globale soit complètement bannie. Employée de préférence pour les redevances, elle se combine parfois avec une évaluation individuelle des services ⁽³⁾ ; mais il peut arriver, à titre exceptionnel, que les services eux-mêmes soient totalisés pour l'ensemble des tenures d'une même catégorie ⁽⁴⁾. Si l'évaluation globale, qui a probablement

(1) Même quand le plan d'un censier est aussi satisfaisant que possible, l'ordre chronologique des redevances et des services n'est jamais rigoureusement respecté. Cela tient au fait que le rédacteur du censier groupe tout naturellement sous une même date des prestations qui se répètent sous une forme identique à des époques différentes de l'année ; c'est le cas, par exemple, pour la corvée de labourage. Il est possible que parfois l'inventaire particulier d'un domaine ait respecté rigoureusement l'ordre chronologique, mais dans ce cas le rédacteur du censier a pris soin de grouper sous une même date les prestations identiques, ainsi qu'on peut le déduire du censier de Repel (n° 16, chap. I) (cf. p. 409 et n. 3).

(2) Il peut arriver parfois que les enquêteurs adoptent pour tous les domaines de leur groupe un même point de départ pour le calendrier des échéances, mais une telle pratique, dont le censier de St-Vanne offre au moins un exemple (p. 264, groupe IV), est tout à fait exceptionnelle.

(3) Ainsi dans les censiers d'Etain et de Doncières (censiers nos 11 et 12).

(4) Le fait est tout à fait exceptionnel ; on le constate dans quelques chapitres du censier de St-Vanne (censiers n° 9, chap. 3, 17 et 19).

pour but de permettre un contrôle rapide des versements faits par les maires, appartient, en général, à une époque où le censier, dépouillant son caractère primitif, tendait déjà à ne plus être qu'un document de valeur purement administrative ⁽¹⁾, on ne saurait oublier, pourtant, que ce mode d'évaluation se rencontre dès une époque ancienne et qu'on en trouve des traces jusque dans le censier de Prüm ⁽²⁾.

Enfin, les articles mêmes qui entrent dans la composition des chapitres varient fréquemment d'un groupe à l'autre ; tel type de rédaction passe sous silence la réserve, tel autre fait une place d'honneur aux *ministeriales* chargés de l'administration du domaine, tel autre, enfin, insiste sur les allocations en vivres versées aux hommes du domaine, quand ils travaillent pour le compte du seigneur sur les terres de l'*indominicatum*. Si ces différences entre les types de rédaction, au sein d'un même censier, peuvent s'expliquer par l'extrême liberté laissée aux enquêteurs ⁽³⁾, on est plus surpris de rencontrer, à l'intérieur d'un même groupe, des différences sensibles entre deux chapitres consécutifs. Si la rédaction de ces chapitres s'inspire des mêmes principes, il s'en faut, pourtant, que leurs éléments se correspondent parfaitement. Les habitudes propres à chaque seigneurie, les errements traditionnels suivis par les agents locaux ont imposé parfois, comme points de départ du calendrier des échéances, des dates différentes ; l'impossibilité de fixer sur quelque point la coutume mouvante par nature, en particulier quand les enquêteurs se heurtaient à des témoignages contradictoires, a fait remettre à plus tard un complément d'enquête, et le paragraphe correspondant se trouve ainsi rejeté à une place excentrique ou même, parfois, est passé complètement sous silence ; enfin, maints incidents que nous sommes aujourd'hui dans l'impossibilité de soupçonner ont

(1) Un tel mode d'évaluation est de règle, bien entendu, dans un inventaire du type de la *Littera rectitudinum* de St-Dié, qui se propose de déterminer les revenus en argent du chapitre, afin de pouvoir contrôler les versements faits par les administrateurs du temporel.

(2) L'évaluation globale se rencontre, tout au moins pour certaines redevances, aux chap. 34-40, qui correspondent exactement au groupe V (groupe de la Chiers-Semoy).

(3) Même des censiers de médiocre étendue offrent des preuves certaines de l'indépendance laissée aux différents enquêteurs, ainsi qu'il ressort de l'étude du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (n° 17) et du censier du chapitre de St-Dié (censier n° 10). Dans ce dernier cas, aux deux groupes de possessions du chapitre portées sur l'inventaire, correspondent deux commissions, qui n'ont pas travaillé dans des conditions parfaitement identiques. Il est possible que certaines formules, qui signalent par préterition des redevances passées sous silence dans le second groupe, aient pour but de réparer, dans une certaine mesure, les oublis des enquêteurs de ce même groupe (cf. p. 313).

pu interrompre souvent les enquêteurs⁽¹⁾ qui se sont contentés de griffonner quelques notes rapides, si succinctes qu'elles peuvent parfois, au premier abord, paraître à peu près inintelligibles⁽²⁾.

Après avoir été dressés par les enquêteurs, les inventaires particuliers des domaines étaient rassemblés au siège de l'établissement religieux ; quand le travail des commissions s'était étendu à des groupes géographiques comprenant plusieurs domaines, les inventaires de chaque groupe étaient transmis par les enquêteurs en un unique dossier, de manière à constituer, dès le principe, un censier partiel. Le scribe chargé de la rédaction proprement dite du censier paraît avoir joué un rôle très effacé, se contentant de reproduire les inventaires tels quels, en substituant une formule impersonnelle et objective à la traditionnelle formule subjective propre aux inventaires (*In N. invenimus* ou *habemus*). Toutefois, il faut mettre au compte du rédacteur le plan qui, à l'intérieur du censier, préside au classement des chapitres, quand il s'agit de censiers de médiocre étendue, ou des groupes de chapitres, quand le nombre des chapitres atteint un chiffre élevé. Dans tous les cas où il est apparu que le rédacteur du censier obéissait à un plan, on a pu établir que ce plan s'inspirait d'un principe géographique certain. Les domaines, ou groupes de domaines, s'ordonnant, en général, par rapport au siège même de l'établissement qui a fait rédiger le censier, ou par rapport à un domaine occupant une position centrale, le rédacteur présente les inventaires correspondants dans un ordre qui peut varier d'un censier à l'autre, mais qui est constant pour un même censier. Ce principe, qui a trouvé son application la plus remarquable dans les censiers de Prüm et de St-Maximin, fait rarement défaut dans un censier général⁽³⁾ et il arrive même qu'il

(1) Au sujet de ces incidents divers qui ont pu retarder le travail des enquêteurs, voir surtout l'étude consacrée au censier de St-Maximin (censier n° 20).

(2) Voir, au censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (censier n° 17), le cas typique de l'inventaire du domaine d'Orceval, qui serait inintelligible, s'il n'était mis en relation avec l'inventaire du domaine de Pournoy, qui le précède immédiatement et qui forme, avec lui, un même chapitre (chap. 2).

(3) La répartition des chapitres du censier de St-Vanne (censier n° 9) ne paraît obéir à aucun plan, bien que les domaines correspondants se laissent facilement répartir entre des groupes géographiques nettement délimités. Quant au censier général de l'abbaye de Chaumousey (censier n° 14), il en subsiste de trop médiocres débris pour qu'on puisse se prononcer sur le plan suivi par le rédacteur.

En revanche, on peut inscrire, au groupe des censiers parfaitement ordonnés, un censier du XI^e, rédigé à l'abbaye alsacienne de Marmoutier, et qui intéresse partiellement la Lorraine ; sur ce censier, voir Ch.-Edmond Perrin *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux X^e et XI^e siècles*, p. 48.

inspire le dénombrement des écarts dépendant d'une même *curtis* ⁽¹⁾. Le classement des chapitres, dans chacun des censiers partiels correspondant à un groupe géographique, n'obéit pas toujours à un plan aussi net. Il peut même arriver — c'est le cas pour le censier de Prüm — que les inventaires particuliers de chaque groupe se suivent dans le plus grand désordre. Quand un principe de classement se laisse entrevoir, il faut en faire honneur, sans doute, non pas au rédacteur du censier, mais aux enquêteurs ⁽²⁾, qui ont inscrit leurs inventaires les uns à la suite des autres sur un même cahier, dans l'ordre même où ils rencontraient les domaines correspondants. Dans le censier partiel provenant de l'abbaye de Bouzonville, les domaines, par exemple, sont disposés de l'ouest à l'est ; dans les deux groupes de la *Littera rectitudinum* de St-Dié, le dénombrement des *curtes* se fait régulièrement du sud au nord ⁽³⁾ ; dans le censier de St-Maximin enfin, l'ordre des chapitres permet de retracer l'itinéraire des enquêteurs qui, partis de Trèves, ont parcouru le groupe qui leur était affecté de manière à éviter toute perte de temps, en supprimant, en particulier, les allées et venues inutiles.

Au moment de transcrire les inventaires particuliers, le rédacteur pouvait choisir, pour recevoir cette transcription, un manuscrit du type *volumen* ou du type *codex*. Parmi les censiers qui ont été étudiés dans le présent ouvrage, seul, celui de l'abbaye de Metlach, entrepris vers la fin du XI^e siècle, affecte la forme d'un rouleau ⁽⁴⁾. A cette exception près, les rédacteurs ont toujours opté pour le manuscrit à feuillets mobiles, dont le nom même, par une curieuse limitation de son sens

(1) Voir les inventaires des groupes domaniaux d'Offwiller et d'Obermodern au censier de Bouzonville (censier n° 18, chap. 3 et 4).

(2) Il est possible pourtant que, dans certains cas, le rédacteur, recevant les dossiers correspondant aux différents groupes de domaines, ait été à même d'opérer le classement des inventaires particuliers à l'intérieur des groupes. Le rédacteur auquel on doit le censier de l'abbaye de Marmoutier, dont il a été question plus haut, a pu faire ce travail pour les biens de la marche de Marmoutier et pour les domaines alsaciens situés en dehors de la marche, mais, faute de notions géographiques précises sur les domaines lorrains dépendant du prieuré de St-Quirin et constituant le troisième groupe, il a juxtaposé, au hasard, les chapitres correspondants.

(3) Ce principe de classement est rigoureusement respecté au groupe II (groupe des domaines lorrains en dehors du Val de St-Dié).

(4) En revanche on a de fortes raisons de penser que le censier du X^e siècle, dont le contenu a été recueilli en partie par le censier du XI^e siècle, était un manuscrit du type *codex* (cf. p. 136) ; il en allait certainement ainsi pour un censier de date plus ancienne qui, au début du X^e siècle, fut détruit par le vidame Wicelin (cf. p. 123, n. 3).

primitif, a fini par s'appliquer au censier⁽¹⁾. Les manuscrits de ce type sont de consultation facile ; ils ont, en outre, l'avantage de comporter des marges spacieuses, qui peuvent recevoir des additions et, le jour où ces marges deviennent insuffisantes, il est toujours possible d'intercaler, dans le manuscrit, un feuillet supplémentaire. En revanche, comme les folios d'un *codex* s'intervertissent facilement, quand la reliure est en mauvais état, il peut en résulter des conséquences fâcheuses pour la transmission du texte ; des accidents de ce genre sont probablement responsables de certaines fautes de plan qu'on observe dans le censier de Prüm⁽²⁾, et de l'in vraisemblable désordre dans lequel se succèdent les chapitres du censier de St-Vanne⁽³⁾. Les observations qu'on vient de présenter sur la forme extérieure des censiers ne s'appliquent qu'aux recueils étendus, comme le sont les censiers de Prüm⁽⁴⁾, de Metlach⁽⁵⁾, de St-Vanne et de St-Maximin ; quant aux censiers comportant seulement quelques chapitres, ils affectent, de préférence, la forme d'une charte, dans laquelle le censier prend la place du dispositif. Cette forme de censier, qui a été adoptée à St-Dié, à Ste-Marie-aux-Nonnains et à Chaumousey⁽⁶⁾, comporte d'ordinaire un exposé qui a l'avantage de nous renseigner sur le but et les modalités d'exécution du censier, alors que les censiers qui occupent un *volumen* ou un *codex* débutent *ex abrupto* par l'inventaire des domaines, sans aucune introduction qui puisse en faciliter l'intelligence.

Les censiers qui ont été transcrits sur des manuscrits ne sont précédés d'aucun titre qui puisse nous révéler le nom, de forme savante ou populaire, sous lequel étaient couramment désignés les inventaires

(1) En revanche, on a recours au *volumen*, quand il s'agit de transcrire un passage étendu d'un censier général, à l'usage d'agents locaux (des prévôts par exemple) ou d'enquêteurs, chargés de poursuivre dans une zone étendue correspondant à plusieurs groupes géographiques, une révision du censier. C'est le cas pour un rouleau qui donne une transcription partielle du censier de St-Maximin et qui a été étudié sous le nom de rédaction B aux p. 516 et sq.

(2) Voir p. 53.

(3) Sur les raisons qui peuvent expliquer dans une certaine mesure ce désordre, voir p. 266.

(4) Le manuscrit qui nous a conservé la copie du polyptyque de Prüm exécutée par Césaire est un *codex* et il en allait de même pour le manuscrit que le copiste a eu entre les mains (cf. p. 72).

(5) Sur la forme extérieure des différents censiers de l'abbaye de Metlach, cf. p. 613, n. 4.

(6) Censiers nos 10, 17, 14 (censier général de l'abbaye de Chaumousey), 15 (censier particulier du domaine de Darnieulles).

de cette sorte. Les chartes-censiers elles-mêmes ne sont pas plus explicites et, si leur exposé qualifie de termes variés les droits que le censier se propose de dénombrer et de sauvegarder ⁽¹⁾, il reste muet sur le nom du document constitué par le tableau de ces mêmes droits ⁽²⁾. Si l'on s'en rapporte à un passage de Jean de Gorze, dans sa *Vita Ste Glodesindis*, on voit que le terme de *polyptychum*, donné de tradition à ce genre d'inventaire, n'était pas inconnu en Lorraine, au X^e siècle ⁽³⁾. Mais, à la même époque, au témoignage de trois des documents précédemment analysés, ce terme était en concurrence avec celui de *pulegium*, dans lequel il faut voir, probablement, une relatinisation de la forme romane qui devait aboutir à *pouillé*. Toutefois, comme il paraît difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir une filiation

⁽¹⁾ Les termes employés pour désigner l'ensemble de ces droits sont : *servitium* (censier n° 6) ; *redditus* (nos 13 et 14) ; *jura* (n° 11) ; *justitiae* (n° 18, censier de Loutzwiller). Ces différents termes englobent l'ensemble des charges exigées des tenanciers : redevances en argent et en nature, prestations en travail.

Quelquefois, les rédacteurs emploient deux expressions différentes pour exprimer les différents droits revendiqués par le seigneur sur son domaine, mais il n'est pas toujours facile de voir à quelle catégorie de profits s'applique chacun de ces termes. Dans l'expression « census et cetera jura » qu'emploie le rédacteur du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (n° 17), le mot *census* fait probablement allusion aux redevances et *cetera jura* aux différents services ; le même censier réserve l'expression « rectus census » à certaines redevances, dont il veut accentuer le caractère traditionnel et, par suite, légitime. Le mot *rectitudines*, qui évoque sans doute une idée analogue, est employé par le censier de St-Dié (n° 10) concurremment avec celui de *census* (« quoslibet census et rectitudines ») ; et on sait que, dès une époque ancienne, l'ensemble de ce document a été connu sous le nom de *Littera rectitudinum*. Il est possible que *rectitudines* doive s'entendre des pratiques domaniales et *census* des profits qui ont leur source en dehors de l'exploitation du domaine ; mais il est également possible, et tout aussi vraisemblable, que *census* désigne les redevances de toute nature et *rectitudines* les services.

Le censier de Verdun (n° 2) se propose de fixer, par écrit, l'*institutio antiqua* des domaines du chapitre et de consigner les *redditus et census*. La première expression doit s'entendre de la coutume propre à chaque domaine ; en ce qui concerne les deux autres termes, il faut renoncer, en l'absence du texte même du censier, à les interpréter correctement.

Sur la différence établie par le rédacteur de la fausse charte de Loutzwiller (n° 18) entre les *justitiae* de Loutzwiller et les *jura* de Zissen, cf. p. 485.

⁽²⁾ En Allemagne, d'après Šusta, *op. cit.*, p. 58, les termes appliqués au censier sont : *libri censuales*, *registra censuum*, *libri possessionum* ; à partir du XIII^e siècle, commence à se répandre, dans l'Allemagne du sud, le mot *Urbare*, qui signifie d'abord une terre mise en culture, puis le cens perçu sur cette terre, enfin le registre sur lequel le cens est consigné.

⁽³⁾ Voir p. 212, n. 2.

entre *pouillé* et *polyptychum* ⁽¹⁾, l'origine et l'histoire des mots *pulegium* et *pouillé* restent encore à élucider ⁽²⁾. Contentons-nous de noter que *pulegium* paraît avoir eu une fortune éphémère en Lorraine ; car, passé le X^e siècle et durant la période considérée, il ne se rencontre jamais plus, ni sous sa forme française, ni sous sa forme latinisée. Peut-être faut-il mettre la brusque disparition de ce terme en relation avec la décadence momentanée des censiers au XI^e siècle et les transformations profondes qui en ont affecté alors l'esprit et la technique.

En raison de leur nature et du but qu'ils poursuivent, les censiers sont fréquemment associés à des recueils de type similaire. Comme l'enquête qui est à l'origine du censier ne s'étend qu'aux biens immobiliers exploités, selon les pratiques de type domanial, pour le profit direct du grand propriétaire, il est deux catégories de biens qui, normalement, sont laissées en dehors de cette enquête, ce sont les précaires et les bénéfices. Il peut arriver que ceux-ci soient compris dans le grand travail de dénombrement qui prépare le censier, mais, de toute manière, les résultats de ce travail, en ce qui les concerne, sont consignés dans un recueil spécial. Les biens donnés à l'abbaye de Prüm, et rétrocédés par celle-ci à titre de précaire, sont certainement exclus du censier de 893 ; si rien ne permet d'affirmer que ce censier ait jadis été accompagné d'un catalogue des précaires, du moins avons-nous conservé un modèle pour la confection d'un inventaire de cette sorte, modèle qui provient de l'abbaye alsacienne de Wissembourg, et qui appartient au premier tiers du IX^e siècle ⁽³⁾. En ce qui concerne les

(1) Cette filiation est admise par B. Guérard, *Prolegomènes*, p. 17, qui voit dans *pulegium* et dans *pouillé* des « mots barbares » provenant, par suite d'altération, de *polyptychum*.

(2) Spitzer, *Französisch pouillé* « *Register der geistlichen Stiftungen* » ; *Archivum Romanicum*, IX (1925), p. 72-73, se refuse à rattacher *pouillé* à *polyptychum*. L'auteur, qui d'ailleurs ignore la forme du latin médiéval *pulegium*, dérive *pouillé* (anciennement **pouillier*) de *pouilles*, productions agricoles, et admet que le mot aurait une histoire analogue à celle de l'allemand *Urbar*. A s'en tenir à un point de vue strictement historique, ce rapprochement n'est pas convaincant. L'évolution qui a fait passer le mot *Urbar*, du sens de terre cultivée à celui de registre de cens, ne s'est produite, semble-t-il, en Allemagne, qu'à l'époque où le censier, loin d'être réservé, comme anciennement, aux seuls profits de l'exploitation domaniale, s'était largement ouvert aux cens d'origine contractuelle ; or, comme le prouve l'emploi du mot *pulegium*, un ancêtre du roman *pouillé* apparaît dès le X^e siècle, à une époque, par conséquent, où le censier, fidèle aux traditions de l'antique *polyptychum*, restait en relation très étroite avec l'exploitation de type domanial.

(3) C'est un des trois modèles d'inventaires désignés du terme de *Brevium exempla*, il comprend, en réalité, deux listes, l'une est celle des précaires, l'autre celle des bénéfices.

bénéfices, l'habitude de leur consacrer un inventaire particulier, distinct du censier, mais destiné à le compléter, qui est attestée dès le IX^e siècle par l'exemple de l'abbaye de St-Germain-des-Prés ⁽¹⁾, s'est maintenue durant tout le haut moyen-âge ; le censier de St-Maximin, élaboré dans la seconde moitié du XII^e siècle, est inséparable d'un catalogue des fiefs qui, sous sa forme première, s'inspire manifestement du plan adopté par le rédacteur du censier ⁽²⁾. Si, d'ailleurs, le censier ne s'applique qu'à une certaine catégorie de biens, il s'étend, en revanche, à tous les biens de cette catégorie compris dans le patrimoine de l'établissement intéressé ⁽³⁾ ; il en résulte qu'en principe, on doit trouver dans tout censier, non seulement l'inventaire des domaines relevant d'une abbaye, mais encore celui des *villae* constituant la dotation de ses prieurés. Le fait se vérifie pour les censiers de Prüm et de St-Maximin, mais il apparaît, en même temps, que des précautions ont été prises pour respecter l'individualité économique propre à chaque portion du patrimoine. A Prüm, ce sont les prieurés qui ont été chargés de dresser l'inventaire de leurs domaines et, ainsi, ont pris place, à la fin du censier général de l'abbaye, les censiers partiels des prieurés de St-Goar et d'Altrip ⁽⁴⁾. A St-Maximin, les biens de quelques prieurés seulement ont été inventoriés, au cours des révisions successives qui ont donné au censier sa forme définitive ⁽⁵⁾. Dans un cas comme dans l'autre, le rédacteur a nettement séparé les biens des prieurés de ceux de l'abbaye-mère, ce qui l'a parfois entraîné à déroger au plan géographique qu'il s'était imposé ⁽⁶⁾.

Puisque le censier se propose d'assurer au seigneur l'exercice de ses droits sur les tenanciers de ses domaines, il complète tout naturellement le cartulaire, dont les actes garantissent au seigneur la propriété de ces mêmes domaines. L'idée de transcrire, sur un même

⁽¹⁾ Voir B. Guérard, *Prolégomènes*, p. 34 et *supra*, p. 142.

⁽²⁾ Voir p. 527. En revanche, le catalogue des fiefs de St-Maximin a été soumis à des révisions qui paraissent indépendantes de celles qui ont donné au censier de la même abbaye sa forme définitive.

⁽³⁾ A l'exception, bien entendu, des censiers, qui intéressent uniquement l'une des deux menses d'un patrimoine épiscopal (censier n^o 2) ou qui consignent les revenus d'un seul office. C'est le cas pour le censier de l'office de la secrète de Remiremont (n^o 4) et pour les censiers du custode et de l'aumônier, que des révisions ont introduits dans le texte du censier général de St-Maximin (n^o 20).

⁽⁴⁾ Voir p. 54-57.

⁽⁵⁾ Voir p. 537, n. 1.

⁽⁶⁾ C'est le cas, tout au moins, pour les censiers de St-Goar et d'Altrip qui, dans le polyptyque de Prüm, ont été rejetés à la fin du recueil et qui dérangent, par suite, de façon indiscutable, le plan général de l'œuvre (cf. p. 54).

manuscrit, un cartulaire et un censier ou, tout au moins, de faire précéder ce dernier des actes les plus importants pour l'histoire du temporel d'une abbaye, se rencontre, dès une époque ancienne, si l'on en juge par les renseignements qui nous ont été conservés sur l'aménagement des anciens polyptyques de Ste-Glossinde⁽¹⁾ et sur le contenu d'un polyptyque de Metlach qui, détruit par Wicelin, vidame de l'archevêque de Trèves, était antérieur au X^e siècle⁽²⁾. Cet usage s'est maintenu durant toute la période envisagée, comme le prouve l'exemple du cartulaire-censier, que fit rédiger, vers 1040-1050, l'abbé de St-Vanne, Richard. Si le censier peut être ainsi associé à un cartulaire, au point d'être réuni avec lui dans un même manuscrit⁽³⁾, il peut arriver, inversement, que lui-même serve de point de départ à un livre de traditions. Le fait s'observe à Remiremont, où le censier de l'office de la secrète, transcrit en tête du Premier livre des donations, dans le troisième quart du X^e siècle, a reçu, par la suite, toute une série de notices de tradition⁽⁴⁾. Une telle pratique, qui convient parfaitement à une époque où la notice triomphante était en passe d'évincer l'acte écrit, devait se poursuivre au-delà du X^e siècle, comme il ressort de l'étude du censier de Metlach⁽⁵⁾, qui fut composé vers la fin du XI^e siècle. Celui-ci affecte, on le sait, la forme d'un rouleau qui comporte trois bandes de parchemin ; une quatrième bande, aujourd'hui disparue, devait recevoir les additions au censier, cependant que le verso du parchemin était, sur toute la longueur du rouleau, réservé à la transcription de notices de tradition. Toutefois, il est probable que, dès cette époque, seules les acquisitions de valeur médiocre donnaient lieu à l'établissement d'une simple notice, cependant que les actes les plus

(1) Voir p. 212 et 2. Comme Jean de St-Arnoul mentionne les « edicta . . . publica de possessionibus ejusdem monasterii (Ste-Glossinde) in cunctis scriptis et polipticis vetusto stylo et calamo editis . . . », Rinaldi, *op. cit.*, p. 322, n. 3, hanté par le souvenir des pratiques de l'Italie méridionale, croit que les *edicta* transcrits dans les polyptyques de Ste-Glossinde étaient des actes royaux, prescrivant la confection du censier et lui conférant, de ce fait, son caractère d'authenticité. En réalité, ces *edicta* devaient être les diplômes royaux qui constituaient ou confirmaient à l'abbaye son patrimoine.

(2) Voir p. 122. L'inventaire des biens de l'abbaye de Metlach était précédé d'un seul acte, qui était sans doute l'acte de fondation de l'abbaye.

(3) Rappelons également que le *Liber aureus* de l'abbaye de St-Maximin, qui fut entrepris dans le second quart du XIII^e siècle, comprenait, à la suite l'un de l'autre, un cartulaire, un censier, ou plutôt la copie du censier général, dont la confection avait été entreprise dans le troisième quart du XIII^e siècle et enfin un catalogue des fiefs, en relation avec le censier (cf. p. 517).

(4) Censier n° 4.

(5) Censier n° 3.

importants pour l'histoire du temporel étaient passés sous forme de charte. Aucun document n'est plus significatif, en ce qui concerne cette distinction, qu'un recueil qui, rédigé à l'abbaye de Beaupré, à une date plus tardive, dans les dernières années du XII^e siècle, juxtapose cartulaire, livre de traditions et censier⁽¹⁾.

Le censier de St-Maximin, dont l'élaboration s'est poursuivie durant un quart de siècle au moins, et trois quarts de siècle au plus, apporte des renseignements d'un prix inestimable sur la lenteur des opérations que rencontrait la confection d'un censier, quand celui-ci s'étendait à des domaines nombreux et très dispersés ; il laisse soupçonner, non seulement les difficultés qui retardaient les enquêteurs dans l'accomplissement de leur tâche, mais aussi, d'une manière plus générale, les obstacles auxquels se heurtaient les établissements religieux, dans l'exploitation et l'administration de leurs domaines. Encore, à St-Maximin, la ténacité des abbés est-elle parvenue à poursuivre l'œuvre commencée, à réparer certaines lacunes du premier inventaire. à faire préciser les droits de l'abbaye dans plusieurs cas litigieux : faute d'avoir été révisés et complétés dans des conditions analogues, la plupart des censiers, même quand ils sont de médiocre étendue, présentent des lacunes importantes et parfois déconcertantes. Parmi les éléments à inventorier, la réserve est souvent passée sous silence : il peut s'agir là, soit d'une simple négligence, et c'est probablement le cas quand cet oubli ne touche qu'un seul chapitre, soit d'une exclusion systématique, quand une telle lacune s'étend à tout un ensemble de chapitres ou même au censier tout entier. Une telle exclusion se justifie, dans une certaine mesure, quand il s'agit de censiers de date ancienne, qui se soucient, avant tout, de fixer les obligations des tenanciers, d'autant plus que la réserve, en raison même du groupement de ses éléments, offrait quelque résistance aux empiétements des tiers et qu'elle pouvait, en tout temps, être facilement inventoriée, au moyen d'une enquête faite auprès des agents domaniaux⁽²⁾. Quant aux censiers plus récents, qui ont surtout valeur de documents administratifs, s'ils se désintéressent parfois de la réserve, c'est en raison du caractère variable et imprévisible des profits qu'elle procure⁽³⁾.

En ce qui concerne le tableau des charges incombant aux tenures, qui, en tout état de cause, aurait dû retenir l'attention des enquêteurs,

(1) Voir notre étude sur le censier n° 19.

(2) C'est pour la même raison qu'un censier de date relativement tardive, celui de Ste-Marie-aux-Nonnains (n° 17), néglige systématiquement la réserve.

(3) Cette observation s'applique en particulier aux censiers de St-Dié (n° 10) et de Chaumousey (n° 14).

il s'en faut que ce tableau soit toujours complet et qu'il épuise le contenu du *servitium* que le *dominus* était en droit d'exiger de ses tenanciers (1). Pour expliquer certaines lacunes évidentes, il faut admettre que, dans bien des cas, les enquêteurs ont retenu seulement les pratiques qui pouvaient donner matière à contestation et qu'ils se sont désintéressés de celles qui étaient consacrées par une tradition indiscutable. Si, par exemple, la corvée de charriage, d'une importance primordiale cependant pour la mise en valeur de la réserve seigneuriale, est passée fréquemment sous silence, cela tient probablement au fait que, sur la plupart des domaines, ladite réquisition frappait, soit les exploitants des tenures domaniales, soit même tous les habitants du territoire soumis au ban du seigneur, dans des conditions de fréquence et de durée qui ne pouvaient laisser place à l'arbitraire seigneurial. Dans bien des cas, pourtant, les lacunes constatées ne peuvent s'expliquer que par la négligence des enquêteurs ou par les difficultés qu'ils ont rencontrées à faire préciser tel ou tel article du régime traditionnel du domaine. Ne pouvant saisir la coutume dans tous ses détails, les enquêteurs sont allés au plus pressé : ils ont noté les redevances et services qu'ils étaient parvenus à déterminer assez facilement et, pour le reste, ils se sont déchargés sur des réviseurs postérieurs du soin de reprendre l'enquête et de la compléter. L'explication est de mise, en particulier, pour les chapitres qui évaluent globalement les redevances, sans donner le nombre des tenures, ou qui indiquent, pour chaque redevance, une somme globale, qui n'est pas dans un rapport simple avec le nombre des tenures inscrit à l'inventaire. Dans ce cas, les enquêteurs se sont apparemment contentés d'emprunter à quelque livre de comptes le montant de la redevance effectivement perçue, remettant à plus tard la tâche délicate qui consistait à déterminer le nombre des unités imposables et la quote-part de chacune d'elles. L'exemple du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (2) prouve, d'une façon certaine, que, dans ce cas particulier, l'enquête préalable à la rédaction du censier s'est compliquée d'un remembrement des tenures et d'une révision du taux individuel des redevances et services. Le contenu même des différents chapitres du censier laisse soupçonner que cette double tâche s'est heurtée à des difficultés variables selon

(1) Déjà, dans son commentaire au censier de Prüm, Césaire s'étonnait de ne pas trouver mentionnés, dans certains chapitres du censier, des redevances ou des services exigés de son temps des domaines correspondants. Comme des redevances et services analogues sont signalés dans des chapitres du même groupe géographique, il ne peut s'agir d'innovations introduites entre le IX^e et le XIII^e siècle.

(2) Censier n° 17.

les domaines ; dans l'un d'entre eux, elle n'est arrivée à son terme qu'après un temps assez long, et les résultats en ont été consignés au censier sous la forme d'un paragraphe additionnel⁽¹⁾.

Parce qu'il enregistre la coutume et parce qu'il tire d'elle toute sa valeur, le censier du haut moyen âge participe au prestige dont celle-ci se pare aux yeux des hommes de l'époque ; parce que la coutume, mouvante en fait, est réputée immuable en droit, il a valeur perpétuelle et aucune procédure n'est prévue pour sa révision. Dans la réalité, il semble bien qu'on n'ait procédé au renouvellement des censiers qu'à titre tout à fait exceptionnel ; le fait que les archives de l'abbaye de Prüm ne renfermaient, au début du XIII^e siècle, d'autre censier que celui de 893, en dit long sur la négligence des abbayes à renouveler leurs censiers, et le cas de l'abbaye de Prüm est loin d'être unique. En plein XII^e siècle, l'abbaye de Gorze ne disposait, pour administrer ses domaines du Wormsgau, que d'un censier remontant au X^e siècle ; quand, vers le milieu du XI^e siècle, les moines de St-Vanne songèrent à sauvegarder l'exercice de leurs droits, à l'intérieur de leurs domaines, il leur parut que la solution la meilleure était de reproduire tel quel le censier rédigé un siècle plus tôt à l'initiative de l'abbé Richard ; quand enfin, en 1221, les moines de St-Eucaire de Trèves cédèrent aux chanoines de La Madeleine de Verdun le lointain domaine d'Etain, ils remirent aux acquéreurs un censier de ce domaine datant d'un siècle au moins⁽²⁾.

Pourtant, quelle que fût la toute-puissance d'une coutume réputée immuable, il fallait bien tenir compte des modifications que le temps ne manquait pas d'apporter à la constitution du patrimoine dont l'inventaire figurait au censier ; l'enrichissement de ce patrimoine, par suite de l'acquisition de nouveaux domaines, les modifications apportées dans sa composition par des échanges, étaient des faits trop fréquents pour que le rédacteur du censier négligeât de prendre quelques précautions, afin de réserver l'avenir. Aussi constate-t-on l'habitude, dès le IX^e siècle, de laisser disponibles, entre les chapitres consécutifs d'un censier, quelques lignes en prévision d'additions et de rectifications ultérieures⁽³⁾. Mais, à supposer même qu'on en

(1) L'inventaire du domaine d'Arry (chap. 4) a, en effet, reçu, postérieurement à la rédaction de la charte-censier, un additif, qui complète et rectifie les données du texte primitif (cf. p. 432 et sq).

(2) Voir des faits analogues dans Lamprecht, *D. WL.*, II, p. 669.

(3) Sur le censier de St-Germain-des-Prés, dont un heureux hasard nous a conservé l'original, des intervalles ont été ménagés par le rédacteur entre les différents chapitres. Sur l'original du censier de St-Maur-des-Fossés, qui appartient au X^e siècle, chaque folio est divisé en deux colonnes, dont l'une est réservée au texte et dont l'autre est destinée aux additions (cf. p. 67, n. 1).

vînt à intercaler, de place en place, des folios supplémentaires, les additions successives plus ou moins étendues, qui étaient introduites, par ce moyen, dans le censier primitif, ne pouvaient avoir la valeur d'une révision totale. Quelle que soit la forme prise par ces additions, qu'elles soient interlinéaires, marginales, juxtaposées, c'est-à-dire insérées dans l'espace disponible entre deux chapitres, ou qu'elles soient indépendantes, c'est-à-dire inscrites sur un feuillet supplémentaire, elles se contentent, en général, d'apporter de menues rectifications au texte : elles complètent l'inventaire de la réserve, corrigent les données numériques du chapitre, signalent le régime de faveur concédé à certains individus, ou encore totalisent les redevances inscrites au chapitre, pour l'ensemble des tenures ⁽¹⁾. De toute manière, il est rare que ces additions affectent la forme d'un chapitre qui aurait pour but de remplacer un chapitre entier du censier primitif ou d'inventorier un domaine d'acquisition récente. Si l'on rencontre quelques additions de cette sorte au censier de St-Maximin ⁽²⁾, alors qu'elles sont complètement absentes du censier de Prüm, dont le texte, rédigé en 893, n'a cessé, durant quelque temps, de s'enrichir d'additions nombreuses, mais de médiocre étendue, la différence tient au fait que le censier de St-Maximin a subi de véritables révisions, à la suite d'enquêtes complémentaires, poursuivies dans les limites de plusieurs groupes géographiques.

Le censier de Prüm de 893 offre l'exemple le plus convaincant de la répugnance des abbés du moyen âge à entreprendre la rédaction d'un nouveau censier ; c'est pourtant à l'occasion de ce document fameux que Lamprecht a énoncé sa théorie des rédactions successives, théorie dont il a cherché à faire l'application au censier de Metlach. D'après cette théorie, le censier de Prüm aurait donné lieu à trois rédactions dont, seule, la dernière, celle de 893, nous serait parvenue et dont chacune aurait reproduit la précédente en l'enrichissant, et

(1) Ces totaux (*summae*) répondent au même besoin administratif que les évaluations globales : connaître, à l'avance, les revenus dont la recette est escomptée et, par ce moyen, contrôler les versements faits par les agents locaux, évaluer la main-d'œuvre disponible pour la mise en valeur de la réserve.

Ces totaux peuvent se présenter sous forme d'additions interlinéaires et, plus fréquemment, sous forme d'additions insérées entre deux chapitres consécutifs ; ces deux types d'additions se rencontrent fréquemment dans le censier de Prüm. Le censier de Metlach offre l'exemple curieux de deux chapitres consécutifs et de dates différentes (chap. 9 et 10), dont le plus récent (chap. 10) totalise les données du plus ancien (chap. 9), en prenant pour base un nombre de tenures différent de celui qui figure dans ce dernier inventaire (cf. p. 134).

(2) Voir p. 534 et sq.

en l'améliorant, au risque d'en compromettre parfois le plan primitif. Mais cette théorie, qui ne saurait rendre compte des bizarreries de rédaction du censier de Prüm, est certainement inexacte et ne se justifie pour aucun des censiers qui ont été étudiés dans le présent ouvrage. En réalité, les procédés employés par les abbayes, pour fixer la coutume de leurs domaines dans le cadre traditionnel du censier, différent, du tout au tout, des opérations que suppose la théorie de Lamprecht ; ces procédés peuvent, en fin de compte, se ramener à trois.

Il est des abbayes, qui ont substitué un censier général, entrepris sur nouveaux frais, à un censier plus ancien, conservé, dès lors, dans leurs archives, à titre de simple document historique, mais c'est là un cas tout à fait exceptionnel. Le seul exemple qu'on en puisse citer, dans le cadre géographique de ces études, est fourni par l'abbaye alsacienne de Marmoutier, dont le patrimoine empiétait largement sur la Lorraine et dont les anciens censiers ont fait, de notre part, l'objet d'une étude, à laquelle on voudra bien se reporter. Encore convient-il de remarquer qu'en faisant rédiger, vers la fin du XI^e siècle, un censier général destiné à remplacer un censier du X^e siècle dont, seuls, quelques fragments nous sont parvenus, les moines de Marmoutier se souciaient moins de saisir les modifications survenues, entre temps, dans la coutume des différents domaines, que d'imposer, à ces domaines, un régime nouveau ⁽¹⁾. La mise en œuvre du censier de St-Maximin révèle des pratiques différentes, mais tout aussi rares ; sous sa forme définitive, ce censier représente une rédaction de première origine, complétée par des révisions successives, qui ont eu surtout pour but d'établir les inventaires des domaines laissés de côté par les premiers enquêteurs et qui, en général, n'ont apporté que des retouches insignifiantes au texte de la rédaction primitive. Ce simple détail suffit à nous avertir qu'on ne saurait, dans ce cas, parler de rédactions successives. Enfin, les abbés soucieux d'assurer la défense des droits de leur abbaye ont pensé, en général, que le procédé le plus efficace et le moins coûteux consistait à préserver de la destruction un censier conservé dans leurs archives et, pour cela, à en faire exécuter une copie, fondant dans un même texte le censier lui-même et ses multiples additions ⁽²⁾ ; tout au plus est-il parfois

(1) Ch.-Edmond Perrin, *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye de Marmoutier*, p. 57.

(2) Telle est la solution adoptée à St-Vanne, au milieu du XI^e siècle ; à Metlach, un demi-siècle plus tard ; à Prüm, en 1222 ; c'est la solution à laquelle se rangea également l'abbé de Marmoutier Meinhard (1132-1146), quand il fit transcrire, sur une même feuille de parchemin, un certain nombre de documents administratifs

arrivé au copiste chargé de ce travail d'insérer, dans sa copie, quelques inventaires contemporains et de faire ainsi, à proprement parler, œuvre de rédacteur ⁽¹⁾. Le procédé qui consiste en une transcription intégrale et mécanique de date tardive, et qui s'oppose aux deux premiers procédés, caractérisés par une « rénovation » totale ou par des révisions successives, a été si répandu que le premier devoir du critique, en présence de tout censier, transmis par une copie, est de rechercher si celui-ci présente une parfaite homogénéité et, dans le cas contraire, de séparer les couches de rédaction différentes. C'est là une tâche ingrate et souvent payée de désillusions ; elle réserve, toutefois, l'agréable surprise de découvrir parfois, enchâssés dans un censier de date relativement récente, des fragments d'un censier de date bien antérieure, ainsi que le prouve l'exemple du censier de Metlach de la fin du XI^e siècle ⁽²⁾.

L'étude des conditions qui ont présidé à l'élaboration des censiers et à leur transmission révèle des pratiques administratives franchement defectueuses, même au sein des établissements religieux qui étaient restés fidèles à la technique des censiers et qui conservaient, ou qui pouvaient se procurer, des modèles d'inventaires. Entreprendre, sous la pression de circonstances exceptionnelles ou à l'instigation d'un administrateur avisé, un censier général, puis, cette grande œuvre terminée, se bercer de l'illusion que la coutume de chaque domaine resterait invariable, et qu'à toute question sur l'étendue des droits du seigneur, le censier pourrait apporter une réponse exempte de toute am-

anciens, parmi lesquels un fragment de censier du X^e siècle et le censier du XI^e siècle, dont il a été question plus haut. Le texte de la pancarte, constituée par la réunion de ces documents et connue sous le nom très impropre de « polyptyque de 1120 », a été édité en dernier lieu par nous dans notre *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye de Marmoutier*, p. 153 et sq.

(1) C'est le cas pour le scribe, auquel nous devons le rouleau-censier de Metlach de la fin du XI^e siècle ; recopiant un censier du milieu du X^e siècle, enrichi de multiples additions, celui-ci a inséré, de place en place, quelques inventaires contemporains ; encore le fait n'est-il pas absolument certain (cf. p. 135).

(2) On pourrait citer d'autres exemples de fragments de polyptyques anciens enchâssés dans un texte de date plus récente. Une copie composite, exécutée à l'abbaye de Marmoutier, renferme un fragment de polyptyque du X^e, peut-être même du IX^e siècle (cf. p. 623, n. 2). De même, le *Liber possessionum* de l'abbaye de Wissembourg, que fit transcrire, à la fin du XIII^e siècle, l'abbé Edelin, a pour noyau un fragment de polyptyque de la fin du IX^e siècle, enrichi de nombreuses additions des X^e et XI^e siècles. Bien que la genèse de ce *Liber possessionum* pose encore de nombreux problèmes, qui sont loin d'être élucidés, Harster, *Der Güterbesitz des Klosters Weissenburg in E.*, II. Theil, p. 1-27, a eu, du moins, le grand mérite de montrer qu'il était possible de distinguer, dans le *Liber*, plusieurs couches de rédaction bien distinctes.

biguïté c'était une solution paresseuse, mais qui, tout compte fait, aurait pu donner des résultats passables, si le régime domanial était resté à peu près stable. Comme le seigneur avait la faculté, dans tous les cas douteux, de faire « rapporter » ses droits par les sujets de la seigneurie, il lui était toujours possible, tout au moins en théorie, de remédier, par le moyen de ce rapport, aux lacunes du censier ; le censier, à son tour, permettait de contrôler le rapport et de le taxer de réticences ou d'inexactitudes. Dans un passage de son commentaire sur le censier de Prüm, Césaire indique, avec un sens très vif des réalités, comment les enquêteurs, en jouant de la crainte superstitieuse qu'inspire un document écrit à des illettrés, avaient chance d'obtenir une déclaration sincère et complète ⁽¹⁾. Mais une telle confrontation, entre le texte d'un ancien censier et les déclarations des sujets, ne pouvait prétendre à devenir un procédé normal d'administration ; elle perdait, d'ailleurs, toute valeur à partir du jour où les institutions de la seigneurie différaient profondément des pratiques inscrites au censier. Or, il suffit de comparer entre elles les données que fournissent les censiers lorrains du IX^e au XII^e siècle, pour s'apercevoir qu'au cours de ces trois siècles, les pratiques qui régissaient, de tradition, l'exploitation domaniale ont évolué avec une rapidité variable selon les régions, parfois même selon les domaines, que, de toute manière, elles ont subi des transformations profondes, qui auraient exigé une mise au point incessante des anciens censiers. Sans entrer dans l'histoire détaillée du régime domanial en Lorraine, au cours de ces trois siècles, il nous faut tout au moins retracer rapidement la courbe de l'évolution et signaler les transformations les plus remarquables, celles qui devaient travailler, avec le plus d'efficacité, à rendre caduques les données des censiers et à provoquer la décadence d'un type d'inventaire riche d'une tradition plusieurs fois séculaire.

(1) Beyer, *MR. UB.*, I, p. 150, note C. « Cautus esse debet quicumque placitum tenet in curiis cum scabinis et familia... Querantur ab eis jura ecclesie diligenter et super hoc audiantur, et, si tacent de aliquibus que expressa sunt in hoc libro, hoc eis prudenter proponatur, et ita magis sibi timebunt ».

CHAPITRE II

LES CENSIERS ET L'ÉVOLUTION DU RÉGIME DOMANIAL

Les censiers sont dans un rapport très étroit avec le système d'exploitation domaniale. Celui-ci, attesté pour le *regnum Francorum* dès le VII^e siècle ⁽¹⁾, met en jeu certaines pratiques, dont les polyptyques, à partir du début du IX^e siècle, nous offrent une description précise et détaillée. A cet égard, le tableau que présente, des domaines de l'abbaye de Prüm et de leur mise en valeur, le censier de 893, document le plus ancien dont on ait eu à faire état au cours de la présente étude, diffère assez peu de celui qu'on rencontre dans le polyptyque de St-Germain-des-Prés, plus vieux de trois quarts de siècle environ.

L'exploitation de type domanial repose sur la division de la *villa* en deux portions, unies l'une à l'autre par des liens indissolubles. L'une est le *mansus indominicatus* ⁽²⁾, que le seigneur exploite directement et dont il se réserve exclusivement le profit ⁽³⁾, l'autre est constituée par des lots de terre, concédés à des tenanciers moyennant des redevances et des services variés, qui sont fixés par la coutume du

(1) Le témoignage le plus ancien, à cet égard, est fourni par un texte législatif mérovingien qui a été recueilli par la loi des Bavares et dont il a été question p. 606, n. 1.

(2) Sur l'emploi de l'épithète *publicus* pour désigner certains éléments de la réserve seigneuriale, cf. p. 237, n. 2.

(3) Il convient d'ailleurs de remarquer que, dans la langue souvent imprécise des clercs du moyen âge, le terme *indominicatum* est susceptible d'un autre sens; il peut désigner l'ensemble des biens dont le seigneur se réserve le profit immédiat par opposition aux biens inféodés; dans ce cas le mot *indominicatum* englobe aussi bien les tenures que la réserve seigneuriale à laquelle ces tenures sont rattachées. Ainsi les *sortes indominicatae* de Lezey auxquelles l'abbaye de Remiremont concède un abaissement de tarif à la suite des invasions hongroises (cf. p. 598, n. 4), sont des manses exploités par les tenanciers de l'abbaye et non pas des éléments de la réserve seigneuriale de Lezey. — Pour de plus amples détails sur ce sens du mot *indominicatum*, voir Lesne, *L'indominicatum dans la propriété foncière des églises à l'époque carolingienne*; *Revue d'histoire ecclésiastique*, XXVII (1931), p. 80-82.

domaine ⁽¹⁾. Les censiers définissent la réserve seigneuriale en énumérant les éléments qui entrent dans sa composition et dont les principaux sont : la *curtis dominica* ⁽²⁾, soit la maison d'habitation avec les bâtiments d'exploitation qui l'entourent ⁽³⁾ et le jardin qui lui est contigu ; des terres à céréales ⁽⁴⁾ qui se présentent, en général, sous forme de grandes pièces dites *culturae*, *croadae* ou *angariae* ⁽⁵⁾, plus rarement sous forme de champs qui, disséminés à travers le territoire

(1) Pour opposer les tenures aux fiefs, on trouve l'expression : « habemus ad nostras manus n. mansos » (censier, n° 3, chap. 1). A Etain (censier n° 11), il est dit de manses qui sont probablement inféodés à l'avoué (cf. p. 328) : « in nostrum usum non cedunt ».

Il est très rare qu'on rencontre un terme spécial qui s'applique à l'ensemble des tenures, par opposition à la réserve ; les censiers n'en offrent aucun exemple ; en revanche, deux chartes pour l'abbaye de Haute-Seille de 1161-1163 et de 1171 (M. M., H. 573 et H. 548) emploient les termes *immaniata* (*quarteria*) et *immaniatura* avec cette acception spéciale.

(2) L'expression *curtis dominica* se rencontre dans les chapitres du censier de Wissembourg qui concernent des domaines lorrains : chap. 242 (*Altdorf*, probablement Bourgalstroff) et chap. 243 (Guéblange-lès-Dieuze) (*Traditiones possessionesque Wisenburgenses*, p. 297) et dans le censier de Xanrey (n° 13).

Dans la charte de Morville-sur-Nied (censier n° 8), l'expression *mansus publicus* désigne l'ensemble des biens généralement désignés par les mots *curtis dominica* ; il peut même arriver que dans certains censiers l'expression *mansus indominicatus* soit employée dans ce sens restreint (censier n° 9, chap. 3 et 6).

(3) Ces bâtiments sont d'ordinaire compris sous le terme de *horreum* (mentionné, en général, dans les censiers par voie d'allusion) ou de *granarium* (censier n° 9, chap. 1^{er}).

(4) L'ensemble des terres labourables est compris sous le nom de *terra indominicata* (censier n° 5 ; censier n° 9, chap. 9 et 10) ; *terra aratoria indominicata* (fausse charte de 704 citée p. 238, n. 2) ; *terra dominicalis* (censier n° 3, chap. 1^{er}, 3 et 7 ; censier n° 20, chap. 69) ; *terra salica* (censier n° 18, chap. Obermodern et censier de Wissembourg, chap. 242 (Guéblange-lès-Dieuze), 243 (Bourgalstroff) et 245 (Héming).

(5) Les *culturae* sont souvent au nombre de trois, preuve qu'elles constituaient de grandes pièces de terre, réparties entre les trois « saisons » du territoire de la *villa* (censier n° 9, chap. 3 et 6 ; censier n° 20, chap. 69).

Comme le labourage des *culturae* s'exécutait au moyen de l'*opera corrogata* (la *corvée*, fournie par les tenanciers), le terme de *corrogata* (censier n° 8) ou celui de *croada* (censier, n° 18, chap. Rahling et Loutzwiller) s'est fréquemment substitué à celui de *culturae*, comme il résulte d'une étude rapide des noms de lieux-dits mentionnés dans les chartes lorraines du moyen âge. On notera que dans plusieurs chapitres du censier de Metlach (censier n° 3), le scribe semble confondre la *corvada* (autre forme dérivée de *corrogata*) avec la *carruada*, soit l'étendue de terre labourable correspondant à un train de culture d'une seule charrue. On sait, à ce sujet, que certains censiers prennent pour base de leurs évaluations deux sortes de charrue, l'une est la charrue ordinaire, l'autre la charrue seigneuriale ; les superficies varient sensiblement, selon qu'elles sont calculées en fonction de l'une ou de l'autre de ces deux charrues (cf. p. 464, n. 3).

du village, sont enclavés dans les lots des tenanciers ⁽¹⁾ ; un pré désigné d'ordinaire du terme de *brullium* ⁽²⁾ ; des vignes souvent groupées en une seule pièce, close d'un mur ou d'une palissade (*clausum*) ⁽³⁾ : des bois, laissés en partie à la libre jouissance des tenanciers. Enfin il arrive que certains censiers comptent parmi les éléments de l'*indominicatum* des moulins (*molendinum* ou *farinarius*), des brasseries (*camba*) ⁽⁴⁾ et des tavernes (*taberna*) ⁽⁵⁾, sans parler des profits que procurent parfois au seigneur l'église, les terres constituant sa dotation, ainsi que la perception des dîmes paroissiales ⁽⁶⁾.

Les terres concédées aux tenanciers sont groupées en des unités d'imposition, qui servent d'assiette aux différentes charges exigées

Quant au mot *angaria*, qui désigne d'ordinaire un charroi exécuté sur une longue distance, il a fini par s'appliquer à toute réquisition en travail particulièrement pénible et en particulier à la corvée de labourage et aux terres de la réserve mises en culture grâce à cette corvée. Le mot *angaria* se rencontre exceptionnellement avec ce sens spécial dans le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (censier n° 17, chap. 2 et 3).

(1) A Bourray, le censier de l'abbaye de St-Vanne (censier n° 9, chap. 3) mentionne 3 *culturae* et en outre « quot sufficit uni carruce indominate » ; comme cette dernière mention se trouve insérée dans l'inventaire des manses tributaires, il faut en conclure que les terres « réservées » de cette seconde catégorie étaient mêlées aux champs relevant de ces mêmes manses. A Jametz (censier n° 20, chap. 69), l'abbaye de St-Maximin possède de même : « tres culturas et terram dominicalem ad aratrum » ; voir également, dans le même censier, les chap. 66 et 68 (Heining et Han-les-Juvigny). A Heining l'abbaye possède dans chaque saison plusieurs *croadae*, et quelques champs d'étendue beaucoup plus restreinte.

(2) Il peut y avoir parfois plusieurs prés (*prata indominicata*), mais, quand les censiers mentionnent un seul *pratium*, celui-ci prend le nom de *brullium* (censier n° 14, chap. 6 et censier n° 15).

(3) Une même réserve peut comprendre plusieurs vignes ; c'est le cas à Morville-sur-Nied (censier n° 8), à Tincry (censier n° 3, chap. 7), à Bourray (censier n° 9, chap. 3), où l'on compte « tria clausa indominicata » ; mais il arrive aussi que les vignes soient groupées en une seule pièce : *vinea indominicata* à Xanrey (censier n° 13) et *dominica vinea* à Arry (censier n° 17, chap. 4).

(4) Voir en particulier le censier n° 5.

(5) Des *tabernae* sont signalées dans les censiers nos 8 et 10 (chap. 1^{er}).

(6) Il arrive fréquemment que l'église et le moulin soient détachés des autres éléments qui constituent l'*indominicatum*, en raison même de leur mode particulier d'exploitation (voir un cas particulièrement caractéristique de cette dissociation des éléments de la réserve, p. 26, nos 2 et 5). C'est que, en effet, l'exploitation du moulin, les profits de toutes sortes que procure l'église sont acensés, le bénéficiaire du contrat d'acensement étant, dans le cas de l'église, le curé de la paroisse. Cet acensement comporte le paiement d'un cens annuel et, en outre, la remise au *dominus* de cadeaux désignés du terme de *oblata*.

Sur l'exploitation du moulin et de l'église, les renseignements les plus détaillés se trouvent dans le censier de St-Vanne (censier n° 9, chap. 2) et dans le censier de Bouzonville (censier n° 18, chap. 2 et 3).

des exploitants ; ces unités fiscales portent le nom de *mansus*, exceptionnellement celui de *hoba* dans les pays de langue germanique ⁽¹⁾. Le *mansus* comprend une maison et le jardin attenant, des champs qui, en Lorraine, sont répartis entre les trois « saisons » du territoire, exceptionnellement des prés et des vignes ; enfin au manse sont attachés des droits de jouissance dans les bois, sur les terrains en friche et même sur les champs de la *villa*, quand ceux-ci sont dépouillés de leurs récoltes. Il est probable que, à l'origine, le mot *mansus*, dont le rapport avec le mot *mansio* ne saurait faire de doute, a désigné plus spécialement l'ensemble formé par la maison, centre de l'exploitation agricole, et par le jardin, qui lui est immédiatement contigu. En tout cas, il est fréquent que les chartes lorraines les plus anciennes emploient le mot *mansus* dans ce sens primitif et restreint ⁽²⁾. Distinguant dans le manse, considéré comme unité d'exploitation, le groupe formé par la maison et le jardin, les rédacteurs de charte devaient éprouver le besoin de réserver un terme spécial à l'ensemble des terres qui, entrant dans la composition du manse, en constituaient la portion la plus étendue ; en Lorraine, c'est le mot *sors* qui a été appelé le plus fréquemment à remplir ce rôle ⁽³⁾.

(1) Sur l'emploi du mot *oba* et la contamination fréquente de *mansus* par *oba* dans le censier de Metlach, cf. p. 120. On trouvera également un exemple typique d'une contamination analogue dans le censier de Bouzonville (cf. p. 464, n. 4).

(2) Les textes les plus intéressants à cet égard se trouvent dans le cartulaire de Gorze ; voir en particulier *Mett.*, II, nos 7 ; 48 ; 57 ; 81 ; 82 ; 83 ; 93 (chartes de la fin du VIII^e et du IX^e siècle). Les indices qui peuvent avertir le lecteur du sens restreint du mot *mansus* sont les suivants : l'indication que, sur une de ses faces, le *mansus* longe une route ou un chemin, la distinction nettement établie par le rédacteur de la charte entre le *mansus* proprement dit et les terres qui en dépendent, enfin les faibles dimensions du *mansus*.

L'emploi du mot *mansus* dans deux sens différents pouvant créer une amphibologie fâcheuse, on a parfois substitué au mot *mansus* un autre terme pour désigner la maison et le jardin attenant ; c'est ainsi qu'on rencontre les termes *sedile* (censier de St-Vanne, cf. p. 265, n. 1), *mansura* (censier n° 13), *area* (censier n° 3, chap. 3 et censier n° 11), et peut-être aussi *mansio* (censier n° 3, chap. 5).

(3) Le lien très étroit entre le *mansus*, au sens restreint et primitif du mot, et la *sors* est établi par les chartes qui, aliénant un domaine, inventorient un nombre de *sortes* exactement égal au nombre des *mansus* ; voir en particulier *Mett.*, II, nos 59 ; 68 ; 88 ; 90. D'ailleurs, quand la *sors* dépendant du *mansus* se fut scindée en quatre quartiers (cf. *infra* p. 639 et sq.), le nom de *sors* resta attaché parfois aux terres de ces tiers ; c'est ainsi qu'on lit dans un rapport de droits de Norroy-le-Veneur qui date du début du XIV^e siècle (Mos., H. 2257) l'indication suivante : « Ly abbes [de St-Vincent de Metz] y ait ses quartiers qu'on appelle les sors et ses censaulx ».

On sait qu'à Zissen, dans l'Eifel, les terres dépendant du manse sont comprises sous le nom de *possessiones* (cf. p. 486).

Le nombre des manses varie beaucoup avec l'étendue de la *villa*, mais, en Lorraine, ce nombre dépasse rarement la trentaine⁽¹⁾ ; toutefois, il est vraisemblable que, sur les vastes domaines de l'abbaye de Remiremont et sur ceux du chapitre de St-Dié, domaines qui correspondent à d'anciens *fisci* royaux et qui ne se sont démembrés que lentement en des *villae* autonomes, le nombre des manses devait être primitivement beaucoup plus élevé⁽²⁾. Quel que soit leur nombre, les manses d'une même *villa* sont, en général, rangés dans des catégories différentes ; les deux catégories les plus courantes sont celles des *mansi ingenuiles* et des *mansi serviles*, mais le censier de Prüm connaît également des *mansi lidiles*⁽³⁾ et il arrive parfois que le terme de *mansi ingenuiles* soit remplacé par celui de *fiscales* sur des domaines qui, selon toute vraisemblance, proviennent d'une donation royale⁽⁴⁾. Ces qualificatifs accolés aux manses rappellent manifestement la qualité des premiers exploitants, selon que ceux-ci étaient des hommes libres ou colons (*ingenui* ou *fiscalini*), des esclaves (*servi*) ou des affranchis (*lidi*) ; mais c'est un fait bien établi que, dès le IX^e siècle, il n'y avait plus de rapport entre la qualité traditionnelle du manse et le statut juridique du tenancier⁽⁵⁾. Si les censiers du IX^e siècle, et parfois encore ceux du X^e, restent fidèles à la classification traditionnelle, c'est que les charges incombant aux tenanciers restaient fixées par manse et variaient d'une catégorie à l'autre.

Ces charges comprennent, d'une part, des redevances acquittées en numéraire, en nature ou sous forme de produits fabriqués et un ensemble de réquisitions en travail, qu'on peut grouper sous le nom

(1) Parmi les domaines inventoriés dans les censiers lorrains, les plus étendus sont ceux de Quincy avec 33 manses (censier n° 5), d'Oudrenne avec 36 manses trois quarts, de Valmunster avec 38, de Damvillers avec 40 manses (censier n° 9, chap. 4, 3 et 9).

On rencontre dans les chartes des domaines sensiblement plus étendus, mais il s'agit probablement de *fisci* ou d'anciens *fisci* royaux, s'étendant sur le territoire de plusieurs de nos villages modernes ; citons, parmi ces domaines d'une importance exceptionnelle, celui de Varangéville avec 62 manses (cf. p. 174, n. 2) et celui de Vichey restitué, en 885, par Charles le Gros à l'évêque de Toul (B. M. 1702 (1757)) ; ce dernier domaine ne compte pas moins de 95 manses.

(2) Voir pour l'abbaye de Remiremont, p. 155.

(3) Cette catégorie de manses ne se rencontre sur aucun des domaines lorrains de l'abbaye.

(4) Sur cette catégorie de manses, qui, jusqu'alors, n'a guère retenu l'attention des historiens, voir les remarques présentées par nous dans notre *Essai sur la fortune immobilière de Marmoutier*, p. 72, n. 91.

(5) B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, I (*Prolégomènes*), p. 584 et sq.

de *services*, encore que le mot *servitium* soit souvent employé par les documents pour désigner l'ensemble des charges de toutes sortes qui pèsent sur le manse ⁽¹⁾. Il est d'usage, en outre, que le tenancier du manse remette au *dominus*, une ou deux fois par an, à l'occasion d'une fête solennelle, un certain nombre de cadeaux, consistant surtout en produits comestibles ⁽²⁾; ces *oblaciones*, livrées à la *curtis dominica*, rappellent la *visitatio*, dont les tenanciers s'acquittaient anciennement à la résidence même du seigneur ⁽³⁾.

Parmi ces charges, ce sont certainement les services qui constituent la pièce essentielle et originale de tout le système d'exploitation; c'est que, en effet, ces services, utilisés pour la mise en valeur de la réserve, créent, entre la réserve et les tenures, cette solidarité très étroite qui est la marque propre de l'exploitation domaniale. Sans doute, pour cultiver la réserve, le *dominus* dispose de la main d'œuvre fournie par les *mancipia* qui, attachés à la *curtis dominica*, repré-

(1) Les mots *servire* et *servitium* font d'ordinaire allusion aux prestations en travail des tenanciers; ainsi le censier de St-Vanne distingue à Scance (chap. 1^{er}) les *mansi ad servitium* des *mansi ad censum*, qui acquittent un cens, à l'exclusion de toute prestation en travail. C'est certainement à ce genre de prestations que fait allusion le mot *servire* dans le chap. 3 (Valmunster) du censier de Metlach (n° 3). Signalons encore, dans le censier de St-Vanne (n° 9), l'expression «*servitium secundae feriae cum aratro aut opus manuale*» (chap. 9) et notons que le censier de Ste-Marie (n° 7), en son chapitre consacré à Arry (chap. 4), fait état, à la St-Remy et à la mi-mai, d'une redevance «*de servitio*», qui est certainement une taxe de remplacement pour une prestation en travail.

Par contre, dans le censier de St-Vanne (n° 9), aux chap. 9, 13 et 16, les *mansi in servitio* s'opposent, soit à des *mansi assi*, qui sont sans tenancier ou qui échappent momentanément au système d'exploitation domaniale, soit à la réserve seigneuriale; dans ces différents cas, le mot *servitium* englobe les différentes charges incombant aux tenanciers, aussi bien les redevances que les services au sens propre du mot.

(2) Les *oblaciones*, offertes au seigneur, en général à Pâques et à Noël, comprennent du vin, des pains, des porcs ou des agneaux, des poulets, parfois des gâteaux; à ces denrées, qui varient d'une seigneurie à l'autre, s'ajoute en général une minime somme d'argent.

(3) Sur les raisons de penser que l'*oblatio* était remise directement au cours d'une visite, faite au seigneur, cf. p. 393, n. 1 et p. 413; il faut également tenir compte d'expressions comme *visitationem facere*, *visitare* qui se rencontrent dans plusieurs censiers. A Fremersdorf (censier n° 9, chap. 6) les tenanciers des manses doivent, à Noël, un ensemble de prestations non dénommées, mais qui sont certainement des *oblaciones*; ces prestations se renouvellent à Pâques, mais le censier spécifie «*totidem portabit coram domino*». On notera que certains censiers, faisant allusion aux cadeaux que les maires devaient offrir de leur côté au *dominus*, emploient *visitare* au sens de «*offrir comme cadeau au cours de la visite annuelle*» (censier n° 20, chap. 66).

entent les derniers restes de l'esclavage antique, ainsi que par les *prebendarii*, qui, nantis d'un lopin de terre, viennent tous les jours, ou plusieurs jours par semaine, travailler sur la réserve contre remise d'une allocation en vivres dite *prebenda* ⁽¹⁾. Mais le nombre des *mancipia* est allé en diminuant sans cesse au cours du haut moyen âge et cette main-d'œuvre, proprement servile, serait insuffisante pour mettre la réserve en culture, si le *dominus* ne pouvait compter sur les services des tenanciers qui exploitent les manses.

La nature de ces services a fait, pendant longtemps, la différence essentielle entre les manses ingénuiles et les manses serviles ⁽²⁾ ; à l'époque mérovingienne, les colons (ou tenanciers des manses ingénuiles) doivent des travaux très exactement déterminés et mesurés, cependant que les *servi* (tenanciers des manses serviles) sont requis de se tenir chaque semaine, trois jours durant, à l'entière disposition du *dominus*, qui utilise cette main-d'œuvre comme bon lui semble. A l'époque carolingienne, cette différence s'est estompée ; les tenanciers des manses ingénuiles continuent à cultiver des lots individuels détachés de la réserve, à charge pour eux de verser le produit intégral ou partiel de la récolte au *dominus* ⁽³⁾ ; ils continuent également à fournir un certain nombre de prestations rigoureusement soumises au principe du travail

(1) On peut ajouter aux quelques textes concernant les *prebendarii*, qui ont été cités, p. 153, n. 2, un passage d'une notice de 1084, connue seulement par une copie du XV^e siècle (Mos., H. 3567) qui, réglant les droits de l'avoué de l'abbaye de Rettel, dénie à celui-ci toute juridiction « in vernaculis abbatis, id est in pistoribus, in cocis, in fullonibus, in piscatoribus ceterisque prebendariis ejus... ».

(2) Pour plus détails on voudra bien se reporter à notre article : *Une étape de la seigneurie. L'exploitation de la réserve à Prüm, au IX^e siècle ; Annales d'histoire économique et sociale*, VI (1934), p. 452 et sq.

(3) Sur ces lots individuels, fragments de la réserve directement annexés aux manses, voir p. 195 et sq. ; p. 393, n. 4 ; p. 481, n. 3. On sait que ces lots sont en général désignés du nom de l'unité de superficie qui sert à les mesurer ; c'est d'ordinaire l'*ancinga*, quelquefois le *jugerum*, plus rarement la *pertigada* (censier n° 1, chap. 38 et 39). Dans les censiers de St-Vanne et de Metlach, on rencontre également le terme de *mensura*, qui traduit excellemment le principe du travail à la tâche et qui est déjà employé avec ce sens particulier dans le polyptyque de St-Remy de Reims (chap. XVII, 2).

Les lots individuels, quel que soit le nom sous lequel ils sont désignés, forment des cantons à part sur le territoire des *villae*, ainsi qu'il résulte d'un passage du censier de Metlach (n° 3), concernant le domaine de Valmunster (chap. 3). Ces lots sont régulièrement compris dans l'inventaire de la réserve ; cf. censier n° 7, chap. 1 et 2 et ce passage de la bulle d'Eugène III de 1147 pour Etival concernant le domaine de l'abbaye à Einvaux : « ...alodium de Envas et grangiam in eodem loco sitam cum banno, terris, pratis... decimis croadarum et anzangiarum et agriculture quatuor boum in eodem alodio arantium et brolii... » (sur cette bulle, voir p. 342, n. 4).

à la tâche⁽¹⁾. Mais ils doivent, en outre, sous le nom de *corrogatae*, de *noctes*, de *manoperae* et de *carroperae*⁽²⁾, des travaux, qui, exécutés en commun à des dates fixées par le *villicus*, comportent une certaine part d'arbitraire. Quant aux tenanciers des manses serviles, tout en restant assujettis à l'obligation traditionnelle du service hebdomadaire, ils se sont vu imposer quelques-unes des tâches qui, pendant longtemps, avaient été exigées des seuls manses ingénueils. Le polyptyque de Prüm, rédigé à une époque où la distinction entre les services imposés aux deux catégories de manses était déjà fortement atténuée, en laisse pourtant entrevoir quelques restes, dans les chapitres où il continue à inscrire, au compte des manses serviles, l'obligation, probablement de pure forme dès la fin du IX^e siècle, de consacrer à la réserve trois jours de travail par semaine, sans préjudice de tâches multiples et variées de caractère domestique ou agricole⁽³⁾.

Tel étant, dans ses grands traits, le régime domanial à la fin du IX^e siècle, il nous faut indiquer les facteurs d'évolution qui allaient

(1) C'est le cas, par exemple, pour les prestations requises des tenanciers à l'effet de confectionner ou plutôt de réparer les clôtures qui entourent certains éléments de la réserve. L'habitude de fixer à chaque tenancier, soumis à cette prestation, une tâche évaluée en un nombre exact de pieds s'est maintenue jusqu'en plein XII^e siècle (censier n° 18, chap. 2).

(2) Le terme de *corrogata* [*opera*] s'applique à l'origine et, durant toute la période envisagée dans le présent ouvrage, uniquement au labourage des terres de la réserve, labourage exécuté en commun par les tenanciers. On sait que le mot, sous sa forme *corvada*, *crovata*, *croada* (en langue vulgaire *crowée* ou *croée*), a été appliqué aux grandes pièces de terre labourables qui entraient dans la composition de la réserve, cependant que les champs épars et de médiocre étendue étaient mis en culture par la *familia* attachée à la réserve ou, tout au moins, par le *bubulcus*, pourvu d'une *prebenda* (censier n° 18, chap. 2, 3, 4).

Les *noctes* (on trouve plus rarement le terme de *dies*) sont des séries de journées de travail que le tenancier doit fournir au *dominus* ; comme chaque série comporte un certain nombre de *noctes*, cette prestation met à la disposition du *dominus* une réserve importante de main-d'œuvre que celui-ci peut utiliser comme bon lui semble, parfois même en dehors du domaine. Le nombre des *noctes* comprises dans chaque série est de 6, 7, 10 ou 15 ; quand la série est de 7 journées de travail, elle peut prendre le nom d'*ebdomada*. La série peut être exigée des tenanciers une ou plusieurs fois par an, à des époques différentes.

Le mot *manopera* désigne tout travail agricole qui n'exige pas de charroi, alors que les *carroperae* sont probablement des charrois exécutés à l'intérieur du domaine, à la différence des *angariae* qui s'effectuent sur de longs trajets.

(3) A Faxe (chap. 42-43), il est dit de manses, qui ne sont pas qualifiés, mais qui sont certainement d'anciens manses serviles : « tres dies in ebdomada non facit, sed quidquid ei precipitur operatur ». La formule ne correspond pas à une aggravation du service des manses, elle est destinée à sauvegarder le droit du *dominus* d'exiger du manse certains travaux de caractère strictement domestique.

travailler sans relâche, jusqu'au XII^e siècle, à en modifier les pratiques essentielles : ces facteurs d'évolution sont : le démembrement de la *villa*, le fractionnement du manse, la réduction de la réserve et l'apparition de nouveaux modes d'exploitation du sol.

Au début du IX^e siècle, il arrive encore que le domaine soit d'un seul tenant et qu'il coïncide exactement avec la *villa*, dont le nom, maintenu sans changement, atteste à travers les siècles l'unité primitive. Certains domaines, c'est le cas en particulier pour les *fisci* royaux, ont une étendue exceptionnelle ⁽¹⁾, mais leur unité reste assurée, probablement, par le fait que la réserve est concentrée au chef-lieu du *fiscus* et qu'à cette réserve sont appliqués les services de tous les manses des *villae*, comprises dans le territoire du *fiscus* ⁽²⁾. Dans un cas comme dans l'autre, qu'il s'agisse d'une simple *villa* ou d'un *fiscus* très étendu, il est vraisemblable que le tableau des services imposés aux manses d'un même domaine, tel qu'il ressort des polypytiques les plus anciens, correspond à un certain équilibre entre la réserve et les manses, le nombre de ceux-ci étant calculés de manière à assurer, au mieux des intérêts du seigneur, la mise en valeur de la réserve ⁽³⁾. Or, cet équilibre ne pouvait manquer d'être compromis à la longue, dans la mesure même où l'ancienne *villa* allait faire place, en se démembrant, à une pluralité de domaines d'étendue restreinte. Ce phénomène, qui est certainement ancien, puisqu'on en trouve des traces dès l'époque carolingienne, même sur les *fisci* royaux ⁽⁴⁾,

(1) Rappelons seulement, pour nous limiter aux documents cités au cours de cette étude, le cas du Val de Galilée, celui du *fiscus* de Remiremont et celui du *fiscus* de Cheminot (p. 234). On a signalé précédemment (p. 630, n. 1) le cas de certains *fisci*, qui pour être de dimensions minuscules, dépassaient cependant l'étendue d'une simple *villa*.

(2) C'est ce que nous avons cru pouvoir établir pour le *fiscus* de Marmoutier en Alsace (voir notre étude *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye de Marmoutier*, p. 112 et sq.) ; pour les *fisci* lorrains, les documents sont trop clairsemés pour qu'on puisse conclure avec certitude à un système d'exploitation analogue.

(3) Ce n'est là qu'une hypothèse, mais la charte de Morville-sur-Nied, de 967 (censier n° 8), apporte la preuve d'une telle adaptation des services aux besoins de la réserve. En effet, pour certains des services exigés des tenanciers, on ne s'est pas contenté de reproduire tels quels les articles du censier dont s'inspire la charte, on a innové en tenant compte des conditions propres au domaine de Morville (cf. p. 236 et tableau de la p. 239).

(4) Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit* (2^e édit.), I, p. 132 et sq., par réaction contre la théorie classique d'Inama-Sternegg, a insisté sur la dispersion des biens entrant dans la constitution des *fisci* royaux. En ce qui concerne la Lorraine, il suffit de parcourir le cartulaire de Gorze, pour rencontrer dans plusieurs *villae* la mention d'une *ratio fiscalis*, réduite très certainement à quelques manses

s'est accentué au X^e siècle ; dès cette époque, il est courant que la *villa* se fractionne en plusieurs domaines, pour lesquels les rédacteurs de chartes ont continué à employer, pendant longtemps, le terme traditionnel de *villa*. Aussi, pour éviter l'amphibologie créée par l'emploi de ce vocable dans deux sens différents ⁽¹⁾, quelques rédacteurs de charte ont-ils usé, à partir du X^e siècle, pour désigner un domaine au sein d'une ancienne *villa*, des termes *alodium* ou *predium* ; mais ceux-ci devaient en fin de compte s'effacer devant le mot *curtis*, confondu. dès la fin du XI^e siècle, avec *curia* ⁽²⁾. Durant tout le moyen âge, c'est le mot *cour*, qui, en Lorraine, sera appliqué au domaine, sauf dans les cas, d'ailleurs fort nombreux, où l'exercice par le seigneur du droit de ban assurera à ce dernier terme, affecté d'un sens territorial, une prépondérance incontestée.

Les causes du démembrement de la *villa* sont probablement de nature variée ; en tout cas, il ne semble pas, en ce qui concerne la Lorraine, qu'il y ait lieu, pour rendre compte de ce phénomène, d'invoquer, comme certains l'ont suggéré ⁽³⁾, les invasions du X^e siècle. En Lorraine, les invasions normandes et hongroises n'ont rien fondé de durable ; elles ont pu désorganiser, dans une certaine mesure, l'exploitation des domaines et, parfois même, entraîner une amélioration

(Mett., II, nos 20, 65, 66). Le phénomène s'observe même avant le IX^e siècle ; une des chartes qui viennent d'être citées, le n° 20, date de 773 et, d'autre part, un diplôme de Charlemagne de 775 (B. M. 192 (196)), fait au prieur de Salornnes plusieurs donations, dont certaines ne dépassent pas un manse.

(1) Le mot *villa* comporte ces deux acceptions différentes dans le passage suivant, emprunté à une charte de l'évêque de Toul Ludelm en faveur des chanoines de sa cathédrale et datée de 898 (EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 330) : « omnem proprietatis meae facultatem in villa Vedeliaco (Villey-St-Etienne), mansum indominicatum, cum basilica in honore Sti Martini... et cum mansis ad ipsum indominicatum mansum aspicientibus...atque omnibus appendiciis ad jam dictam villam pertinentibus ». Le mot *villa*, appliqué d'abord au village de Villey-St-Etienne, est employé ensuite comme synonyme de *mansus indominicatus* et désigne le domaine épiscopal, domaine qui probablement comprenait seulement une partie dudit village.

(2) L'emploi de *curia* avec le sens de domaine ne se rencontre pas, en Lorraine, avant le dernier quart du XI^e siècle, aussi faut-il utiliser avec précaution les documents qui, antérieurement à cette époque, font la confusion entre *curtis* et *curia*. Si le mot *curia*, au sens de domaine n'est pas absent du censier de Prüm, il se rencontre uniquement dans les passages qui sont l'œuvre personnelle du copiste du XIII^e siècle (cf. p. 19).

D'après Bloch (H.) et Wittich (W.), *Die jura curiae in Munchwilare*; *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XV (1900), p. 400, *curia*, au sens de domaine, ne se rencontre pas dans les chartes alsaciennes avant le début du XII^e siècle.

(3) Flach, *Les origines de l'ancienne France*, II, p. 69 et sq.

du sort des tenanciers⁽¹⁾ ; on ne voit pas qu'elles aient abouti à une redistribution du sol et à un partage des anciennes *villae* entre plusieurs seigneurs. En réalité, la cause la plus générale du démembrement doit être cherchée dans un ensemble de pratiques qui sont inhérentes au système féodal. Tout seigneur, cherchant à augmenter le nombre de ses vassaux, a tendance à fractionner les domaines ou les droits de toute nature qu'il détient, afin d'augmenter sa provision de fiefs disponibles : cette habitude, jointe aux multiples libéralités consenties au profit des églises, explique, dans une certaine mesure, le fractionnement des *villae* relevant du roi et des grands propriétaires laïques. Quant aux évêques, qui tirent une partie de leur puissance temporelle du nombre de leurs vassaux, ils se sont inspirés de principes analogues : dès le X^e siècle, la pratique du fractionnement est si courante que tout évêque qui constitue ou restaure le patrimoine d'une abbaye placée sous son *dominium*, lui attribue, en général, une portion seulement d'une *villa* épiscopale et non cette *villa* tout entière. Cette politique, systématiquement poursuivie par les évêques de Metz, explique l'extrême morcellement des villages de la région messine qui, en plein moyen âge, sont divisés couramment en sept ou huit seigneuries différentes⁽²⁾. Si ce morcellement a été moins poussé sur les domaines relevant des abbayes, on ne saurait cependant oublier que la nécessité, pour celles-ci, de constituer à leur avoué, et plus encore aux sous-avoués locaux, un fief d'avouerie, a travaillé à détruire l'unité primitive de la *villa*⁽³⁾. Il va de soi, enfin, que dans le cas où une abbaye, placée sous le *dominium* d'un seigneur ecclésiastique, a dû abandonner à celui-ci une portion de son patrimoine, comme le fait s'est passé pour le chapitre de St-Dié et l'abbaye d'Etival, la multiplicité des copartageants a abouti, en fin de compte, à un morcellement assez poussé de territoires, qui présentaient, à l'origine, une masse compacte et exceptionnellement étendue⁽⁴⁾.

(1) Voir p. 598, n. 4.

(2) Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux articles d'*E. L. O.*, concernant des villages de la région messine, en les complétant par les articles consacrés aux mêmes villages par Wichmann et Grimme, *Die Metzzer Bannrollen des dreizehnten Jahrhunderts*, IV, p. 191 et sq.

(3) L'avoué (le haut-avoué, comme on dira plus tard), détient un fief d'avouerie qui comprend un nombre plus ou moins grand de *villae* (sur l'importance exceptionnelle de certains fiefs d'avouerie, cf. p. 279, n. 1) ; mais, dans l'intérieur de chacune des *villae* maintenues dans le patrimoine de l'établissement religieux, l'avoué local, ou sous-avoué, dispose, de son côté, d'un fief de sous-avouerie.

(4) Voir les études sur les censiers nos 10 et 12.

Si le fractionnement de la *villa* obéit à des causes qui restent à certains égards obscures, on peut apprécier assez exactement les conséquences du phénomène sur l'évolution du régime domanial. Calculé anciennement de manière à assurer au mieux l'exploitation de la réserve, compte tenu de son étendue et du nombre des manses servants, le tableau des services appliqué dans les limites d'une certaine *villa* ne pouvait être maintenu que si, lors de toute aliénation portant atteinte à l'intégrité de cette *villa*, le rapport entre la réserve et les manses était respecté au sein de chaque *predium* détaché de la *villa*. Or, on peut affirmer que les aliénations se sont faites au hasard et sans qu'on ait pris la peine d'annexer à la portion de réserve aliénée un nombre de manses en rapport avec son étendue. D'ailleurs, il arrive fréquemment que le domaine aliéné se réduise à quelques manses, sans aucun fragment d'*indominicatum* ⁽¹⁾ ou, au contraire, à une portion de réserve sans manse attenant. Dans ces conditions, c'est la ruine des services traditionnels qui, dans un cas, deviennent sans emploi et qui, dans l'autre, ne peuvent être assurés par les procédés traditionnels de l'exploitation domaniale. De ces deux formes d'aliénation, la seconde mérite de retenir l'attention, en raison de la grande extension qu'elle a connue au XII^e siècle grâce à la diffusion de la règle cistercienne ⁽²⁾. Les abbayes soumises à cette règle, ayant remis en honneur le principe du faire-valoir direct, incitèrent, en effet, les fidèles à leur céder des portions de réserve, plutôt que des terres exploitées par des tenanciers qu'il leur aurait été difficile d'évincer.

Au total, le démembrement de la *villa* a eu pour conséquence de modifier l'ancien statut du domaine, d'en atténuer les charges, parfois même d'en faire disparaître quelques-unes à titre définitif. Dès le X^e siècle, le morcellement est tel que l'ancienne *villa*, domaine relativement étendu et d'un seul tenant, a fait place à un complexe

(1) Quand des manses sont donnés ou confirmés par une charte, sans qu'il soit fait mention d'une réserve correspondante, on peut admettre, à la rigueur, que celle-ci est sous-entendue ; il est des cas d'ailleurs, où la charte précise les éléments de réserve qui sont annexés aux manses aliénés (voir en particulier, *Mett.*, II, nos 52, 76, 86, 107). Mais il arrive aussi, exceptionnellement, que des manses soient donnés avec exclusion formelle de l'*indominicatum* ; les textes les plus caractéristiques à cet égard sont deux chartes de 1065 et de 1105 des évêques de Toul, Eudes et Pibon, pour la collégiale de St-Gengoul (EDIT. Calmet, *H. L.*, I, pr., col. 454 et col. 515).

Dans le cas où les aliénations portent seulement sur un nombre infime de tenures (un quartier ou un quartier et demi), ce qui devient très fréquent à partir du XII^e siècle (cf. p. 399 et p. 451), il est infiniment probable que les tenures ne comportent aucune réserve.

(2) Voir l'étude consacrée au censier de l'abbaye de Beaupré (censier n° 19).

de manses qui sont éparpillés autour d'une *curtis* servant de chef-lieu et qui constituent ce qu'on peut appeler un groupe domanial ⁽¹⁾ ; parmi ces manses, il en est qui sont trop éloignés pour collaborer de manière régulière et efficace à la mise en valeur de la réserve, concentrée en général au chef-lieu du groupe ⁽²⁾.

Tandis que la *villa* se démembrait, le manse, antique unité de perception des charges domaniales, se fractionnait à son tour. Le manse soulève des problèmes nombreux et délicats qui ne pourront être résolus, s'ils doivent l'être quelque jour, qu'à condition d'être étudiés sur le plan européen. En ce qui concerne la question d'origine, il semble bien que le manse ne soit pas une création de la seigneurie rurale du haut moyen âge ; d'autre part, encore que ses analogies avec le *caput* du Bas-Empire sautent immédiatement aux yeux, l'emploi, chez certains peuples germaniques, sous le nom de *hoba* ou de *hide*, d'unités du même ordre, oblige à chercher l'origine du manse en dehors des pratiques administratives de l'état romain ⁽³⁾. Jusqu'à plus ample informé, la solution la plus vraisemblable est celle qui voit, dans le manse et dans les unités analogues, le lot de terre constitué à chaque famille lors d'une très ancienne prise de possession du sol ⁽⁴⁾. Ce que l'on sait de l'étendue du manse ne contredit pas cette conjecture ; en Lorraine, en particulier, la valeur du manse est d'une soixantaine de jours ⁽⁵⁾,

(1) Comme exemples typiques de groupes domaniaux, on peut citer les groupes de Moyémont et Coincourt (censier n° 10 ; chap. 5, par. 1 et 3) et ceux d'Offwiller et d'Obermodern (censier n° 18, chap. 3 et 4).

(2) Il arrive exceptionnellement que des éléments de l'*indominicatum* se rencontrent sur certains écarts d'un même groupe domanial. Le fait s'observe dès 893 au groupe domanial de Faxe (censier n° 1, chap. 42-43).

(3) Voir, à cet égard les remarques judicieuses de Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, p. 160 et sq.

(4) C'est la théorie esquissée par Marc Bloch, *op. cit.*, p. 163 ; celui-ci pense que ce lot a été constitué au profit d'une famille de type patriarcal « assez ample pour comprendre plusieurs couples collatéraux ».

(5) Quelques textes lorrains des IX^e et X^e siècles, qui donnent la superficie des éléments entrant dans la composition du manse, permettent d'affirmer que cette superficie se tenait aux environs d'une soixantaine de jours. Les textes décisifs sont dans *Mett.*, II, nos 50, 51, 54 ; voir également une charte de précaire de 923, concernant des biens sis à St-Nicolas-du-Port et qui attribue à deux manses 100 jours de terre et des prés, correspondant à un rendement de 12 charretées de foin (COP. B. N., Coll. Moreau, vol. 4, f° 104. — EDIT. Lepage, *M. S. A. L.*, 1862, p. 133, édition défectueuse).

Il est, d'autre part, remarquable qu'au XII^e siècle, à une époque où le souvenir du manse n'était pas encore complètement disparu, on ait cherché à constituer les nouvelles unités de tenure, les quartiers (c'est-à-dire des unités quatre fois plus petites

et, comme la superficie du jour peut varier d'une région à l'autre de 20 à 30 ares, on voit que le manse lorrain représente une exploitation agricole qui compte au moins 12 ha. et qui, dans certains cas, peut s'élever jusqu'à 18 ha. Une telle exploitation est largement suffisante pour faire vivre une famille et quelques serviteurs dans une société rurale, qui pratique une agriculture de faible rendement, mais dont les besoins restent rudimentaires. D'ailleurs, que le manse ait été, à l'origine, le lot cultivé par une seule famille, c'est ce que suffiraient à prouver les pratiques de l'époque mérovingienne ; au VII^e siècle, en effet, à une époque où le *mansus* et la *hoba* sont déjà attestés dans les textes ⁽¹⁾, c'est par chef de famille, et non par manse, que sont calculées, sur les terres d'église et du fisc royal, les charges des tenanciers ⁽²⁾.

Dès le IX^e siècle, au moment où le manse apparaît dans la pleine lumière des polyptyques, cette coïncidence primitive entre l'unité de tenure et l'exploitation familiale n'était plus un fait général. Le censier de St-Germain-des-Prés laisse déjà entrevoir deux faits qui font pressentir le fractionnement du manse ; d'une part, il arrive que le même manse soit occupé par plusieurs familles qui sont solidairement responsables de l'ensemble des charges incombant à l'unité de tenure et, d'autre part, on note, de-ci de-là, la mention de demi-manses et même de quarts de manse, mais l'emploi de telles unités fractionnaires reste un fait franchement exceptionnel ⁽³⁾. Bien que le censier de Prüm use généralement du manse comme unité d'imposition, il est cependant un groupe de chapitres, le groupe VIII, correspondant aux domaines de l'Ardenne belge et luxembourgeoise, qui

que le manse), sur la base de 15 à 16 jours par quartier, ce qui correspond à une valeur d'une soixantaine de jours pour le manse. On notera d'ailleurs que la contenance du quartier était fixée à 15 jours dès la fin du IX^e siècle, sur les domaines que l'abbaye de Prüm possédait dans l'Ardenne belge, ainsi qu'il ressort de l'examen des chap. 48-51, où les expressions *quartarium* et *XV jornales* sont manifestement équivalentes.

Le manse ayant, tout au moins à l'intérieur d'un même domaine, une valeur constante, on conçoit qu'il ait pris la valeur d'une unité de mesure et qu'il ait servi à apprécier l'étendue de la réserve seigneuriale ou celle d'une forêt (censier n° 9, chap. 9, 10, 15 et censier n° 18, chap. 3).

(1) Sur la date d'apparition du *mansus* dans les textes, voir Marc Bloch, *Caractères originaux*, p. 155, n. 2 ; pour la *hoba*, voir Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung*, (2^e édit.), I, p. 344.

(2) Ch.-Edmond Perrin, *L'exploitation de la réserve à Prüm au IX^e siècle* ; *Annales d'histoire économique et sociale*, VI (1934), p. 456.

(3) B. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, I (*Prolégomènes*), p. 593-595.

révèle, en ses chapitres 45-47 ⁽¹⁾, un fractionnement très avancé du manse et qui apporte, en outre, sur le processus même de fractionnement, des renseignements fort suggestifs.

A Villance (chap. 45), domaine de beaucoup le plus important de ce sous-groupe, on assiste à un phénomène de « surpeuplement » des manses ; ceux d'entre eux qui sont exploités par un, deux ou trois tenanciers ne représentent que le tiers du total, cependant que les manses occupés par quatre chefs de famille constituent les deux autres tiers ⁽²⁾. Il n'y a pas lieu de rechercher ici les causes de cet entassement des familles sur le même manse, entassement d'autant plus singulier que, sur les autres domaines du sous-groupe, à Mabonpré et à Tavigny (chap. 46-47), le phénomène ne se répète pas dans les mêmes conditions d'acuité ⁽³⁾. Ce qu'il importe de noter, ce sont les réactions des abbés de Prüm en face d'une telle situation ; de toute évidence, ceux-ci ont cherché, tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, l'intégrité du manse, à faire bénéficier leur abbaye de ce brusque afflux

⁽¹⁾ Le groupe VIII (voir p. 47) comprend les chap. 45-54 ; ceux-ci correspondent à deux régions géographiques bien distinctes, encore que peu éloignées l'une de l'autre. Le chap. 45 décrit le vaste domaine de Villance, dans l'Ardenne belge ; les chap. 46-54 concernent des domaines sis à une vingtaine de kilomètres plus à l'est, dans la région de Bastogne. Au point de vue de la rédaction, on ne compte pas moins de trois types de rédaction, un même type étant commun aux chap. 45, 46 et 47 ; ce fait autorise l'expression de sous-groupe, qui sera dorénavant employée pour désigner l'ensemble de ces trois chapitres.

⁽²⁾ A Villance, sur un total de tenures correspondant à 44 manses, il y a 34 manses entiers. Sur ces 34 manses, il en est 22 qui sont occupés chacun par 4 tenanciers, les 12 autres étant exploités chacun par moins de 4 tenanciers (5 manses à 3 tenanciers, 4 à 2 et 3 à un seul tenancier). La différence entre ces 34 manses entiers et le total, estimé à 44 manses, est représentée approximativement par 10 demi-manses et 20 quartiers. Nous disons approximativement, car, en additionnant les unités fractionnaires énumérées au censier, on ne retrouve pas exactement la différence de 10 manses qu'on attendrait.

⁽³⁾ A Mabonpré (chap. 46), le censier annonce un total de 16 manses, qu'on retrouve exactement en additionnant les manses et fractions de manses signalés dans le texte. Le type normal d'exploitation est représenté par le manse à 2 tenanciers, puisque 13 manses sont dans ce cas ; un seul manse est occupé par un tenancier, enfin 2 manses sont scindés en 8 quartiers.

A Tavigny (chap. 47), on trouve un total de 16 manses et 3 quartiers et demi (au lieu de 17 manses annoncés au censier) ; mais le nombre des manses réellement exploités se réduit à 11 manses et demi et 7 quartiers et demi (soit, au total, 12 manses et demi et 3 quartiers et demi), étant donné que 3 manses et un demi-manse sont dits *absi*. Les manses entiers sont occupés par un seul tenancier et il en va de même pour les demi-manses qui font figure d'unités de tenure indépendantes et aussi probablement pour les quartiers.

de tenanciers. A Villance, le tableau du *servitium* des manses prend pour base le cas du manse exploité par un seul tenancier ; les charges prévues comprennent des services et des redevances, les unes fixes, les autres variables. Quand le nombre des tenanciers s'élève, le montant des redevances de la seconde catégorie s'accroît en proportion, tandis que celles de la première catégorie, ainsi que les services, restent, en tout état de cause, fixés à leur taux primitif ⁽¹⁾. En somme, le système combine le principe de la personnalité des redevances avec la pratique ancienne des charges réelles, assises sur le manse et acquittées par l'ensemble des exploitants, pratique qui a encore cours, de manière exclusive, à Mabonpré ⁽²⁾.

Sur les trois domaines du sous-groupe, on rencontre des unités fractionnaires, demi-manses et quartiers ⁽³⁾, mais celles-ci ne se sont pas encore dépouillées de leur caractère primitif, elles restent des innovations de type exceptionnel, à tel point que certaines d'entre elles échappent au système d'exploitation domaniale et sont concédées par l'abbaye contre le paiement d'un cens ⁽⁴⁾. Pour celles de ces unités fractionnaires qui sont chargées de redevances et de services, on constate que ces services ont été réduits au prorata de l'étendue des nouvelles tenures ; en revanche, celles-ci acquittent des redevances légèrement supérieures au taux théorique qu'exigerait leur rapport numérique avec le manse ⁽⁵⁾. Il semble donc que l'abbaye impose une surtaxe

⁽¹⁾ Ainsi le manse à un tenancier doit : 1 porc (*soalis*) ou 5 deniers, 1 agneau (*friskinga vervecina*) à titre d'*hostilitum* ou 5 deniers, 1 porc comme taxe de remplacement pour la *corvada* ou 8 deniers ; ce sont là les redevances appelées à varier avec le nombre des tenanciers, chaque fourniture étant multipliée par 2, 3 ou 4 selon que le manse est occupé par 2, 3 ou 4 tenanciers.

En revanche, quel que soit le nombre des tenanciers, le manse continue à fournir : 60 fusées de lin, 3 poulets, 20 œufs, 20 truites (*troctae*) et à exécuter un certain nombre de services.

⁽²⁾ La question ne se pose pas pour Tavigny, puisque, sur ce domaine, les manses sont régulièrement exploités par un seul tenancier.

⁽³⁾ A Villance 10 demi-manses et 20 quartiers ; à Mabonpré 8 quartiers ; à Tavigny 9 demi-manses et 7 quartiers 1/2.

⁽⁴⁾ Cette remarque s'applique uniquement aux quartiers. A Tavigny, sur 7 quartiers et demi, il en est 3 qui sont exploités moyennant le paiement d'un cens en argent ; à Villance, 11 quartiers sur 20 sont dits *absi*, mais, comme par ailleurs le censier indique le nom des tenanciers de ces quartiers, il faut admettre que ceux-ci, échappant à l'exploitation domaniale de type normal, étaient acensés.

⁽⁵⁾ Ainsi, à Villance (chap. 45), le demi-manse paye, pour les redevances de type invariable (lin, poulets, œufs, truites), la moitié du tarif prévu pour le manse ; pour les redevances de type variable, le tarif est celui qui est appliqué au manse. quand il est exploité par un seul tenancier. En réalité c'est là un tarif purement

aux tenanciers qui bénéficient de la constitution d'un demi-manse ou d'un quartier ; dans la plupart des cas, d'ailleurs, le censier ne s'inspire d'aucune règle générale et les charges imposées aux unités fractionnaires présentent une variété déconcertante⁽¹⁾. Ces chapitres du groupe VIII se détachent, à titre de documents uniques, sur l'ensemble du censier de Prüm, et on ne sait si, sur les autres domaines de l'abbaye, le manse, tout en conservant son unité théorique, était exploité par une ou par plusieurs familles de tenanciers. Toutefois un passage du chap. 43 qui signale un demi-manse à Morville-sur-Nied, prouve que, dès la fin du IX^e siècle, en Lorraine comme dans l'Ardenne belge, le fractionnement du manse était en voie de réalisation, en dépit des efforts de l'abbaye pour en conjurer les effets⁽²⁾.

Placés devant les mêmes problèmes que les abbés de Prüm, les seigneurs lorrains se sont laissés guider, pour les résoudre, par un double principe : d'une part, reconnaître officiellement la constitution d'exploitations familiales réduites et, d'autre part, continuer à user du manse comme seule unité d'imposition ; l'application de ce dernier principe avait, en effet, l'avantage de simplifier, tout au moins en apparence, l'administration des seigneuries rurales, en maintenant à un

théorique, car, à en juger par les cas particuliers que cite le censier, le demi-manse acquitte des redevances du second type légèrement supérieures à ce tarif. Quant aux services, le censier ne s'exprime pas nettement à leur sujet ; cependant il est probable que, dans la plupart des cas, ils sont réduits de moitié.

Cette réduction de moitié est également appliquée au quartier, dont les redevances sont fixées à un taux un peu inférieur à celui du demi-manse.

(¹) Cette remarque s'applique plus spécialement aux quartiers, pour lesquels le censier ne prévoit même pas un taux théorique, comme il le fait pour le manse ou le demi-manse.

(²) Comme Morville-sur-Nied est un écart du groupe domanial de Faxe (chap. 42-43), le demi-manse qui se trouve ainsi isolé à Morville échappe, conformément à une règle générale, à l'exploitation domaniale de type normal ; il acquitte un cens de 2 sous « et non facit aliud servitium ». De cet exemple on ne saurait donc tirer aucune conclusion touchant le tarif appliqué en Lorraine, dès le IX^e siècle, aux unités fractionnaires nées du morcellement du manse.

Un passage, d'ailleurs obscur, du chap. 35, signale, à Montigny-sur-Chiers, des tenanciers « manentes per dimidios mansos », mais ce passage correspond certainement à une addition au texte primitif.

En ce qui concerne le quartier ou quart de manse, il se rencontre, en Lorraine, pour la première fois, dans une charte de 704 pour l'abbaye de St-Arnoul, mais il n'y a pas lieu de faire état de ce document qui est un faux de la fin du XI^e ou du début du XII^e siècle (cf. p. 238, n. 2). Le texte véridique le plus ancien qui mentionne le quartier est une charte de précaire de 932, qui signale à *Busneivilla* et *Ultrisvilla* (localités non identifiées du *pagus Scarponensis*) « mansum unum et quartam partem ex alio manso » (ORIG. M. M., H. 3011. — EDIT. Lepage, M. S. A. L., 1859, p. 271).

chiffre assez bas le nombre des unités imposables. Dans la pratique, la combinaison de ces deux principes devait donner naissance à des solutions intermédiaires, variables de région à région, parfois de seigneurie à seigneurie ; mais, dans l'ensemble, il apparaît que le fractionnement du manse s'est poursuivi en Lorraine selon des lignes assez simples. Tout au long du X^e siècle, le manse a persisté comme unité d'imposition ⁽¹⁾ ; encore qu'il soit, dans la réalité, scindé en demi-manses ou quarts de manse, correspondant à des exploitations familiales distinctes, c'est par *mansus integer* que sont calculées les charges des tenanciers, réserve faite de quelques cas exceptionnels, où les censiers associent des demi-manses pour l'exécution d'un même service, apportant ainsi la preuve irrécusable du partage du manse entre plusieurs exploitations indépendantes ⁽²⁾. Au XI^e siècle, le quartier commence à faire une sérieuse concurrence au manse ; sans doute, celui-ci reste-t-il, sur bien des domaines, la seule unité d'imposition qui ait cours, mais il arrive que, sur les domaines dépendant d'un même seigneur — c'est le cas pour les domaines de l'abbaye de St-Vanne — les charges domaniales soient assises tantôt sur le manse, tantôt sur le quartier ⁽³⁾. On ne devait pas s'arrêter longtemps à ce stade intermédiaire et, en fin de compte, ce fut l'unité fractionnaire qui l'emporta. Le maintien du manse, poursuivi avec ténacité par les seigneurs, avait le grave défaut de mettre en jeu la responsabilité collective des exploitants et il devait, dans la pratique, engendrer des inconvénients tels que les seigneurs se résignèrent à accepter le principe de la responsabilité individuelle. Pour faire triompher ce principe, ils n'eurent qu'à consacrer officiellement l'existence des unités fractionnaires en leur reconnaissant la valeur

⁽¹⁾ Voir les censiers nos 3, 5, 6, 7 et 8.

⁽²⁾ Le fait que le manse est, dès le X^e siècle, scindé en des unités fractionnaires, résulte des indications mêmes des censiers, qui, fixant le total des tenures d'un domaine à un certain nombre de manses, font suivre ce nombre de la mention de demi-manses ou de quarts de manse ; c'est le cas pour le censier de Metlach (n° 3) en ses chap. 3 et 4, pour s'en tenir aux domaines lorrains de l'abbaye. Mais la preuve décisive est fournie par le censier de Brouch (n° 6) qui, tout en maintenant au manse sa valeur d'unité d'imposition, mentionne expressément un *dimidius mansus* et des *quarte mansi* et qui, de plus, associe régulièrement un manse à un demi-manse pour l'exécution du charroi de vin (cf. p. 195).

⁽³⁾ L'évaluation des charges des tenanciers se fait par manse sur tous les domaines de l'abbaye, sauf sur les domaines du Condroz belge (chap. 9 et 10) et sur le domaine lorrain de Béthelainville (chap. 11). Il est plusieurs chapitres du censier de St-Vanne, dont on ne peut tirer aucun renseignement précis à cette égard, puisque ces chapitres se contentent de présenter une évaluation globale des redevances et même des services (cf. p. 263).

d'unités fiscales ; ce faisant, ils rétablirent la coïncidence entre les unités d'imposition et les unités d'exploitation, coïncidence qui, depuis des siècles, n'était plus réalisée.

Le fractionnement du manse a abouti à l'adoption définitive, en Lorraine, à partir du XII^e siècle, d'une nouvelle unité de tenure, le quartier (*quarterius*), soit le quart du manse primitif⁽¹⁾. Si l'on a fait choix de cette unité, c'est que le fractionnement du manse, après s'être opéré par moitié, s'est poursuivi selon le même principe, chaque demi-manse s'étant, à son tour, scindé en deux parties égales. Pourtant, si le quartier est resté, durant tout le moyen âge, en Lorraine, l'unité de tenure par excellence, on ne saurait oublier qu'il y a eu exceptionnellement des tentatives isolées, dont quelques textes gardent le souvenir, pour combiner le fractionnement par moitié avec le fractionnement par tiers, de manière à aboutir à des sixièmes de manse⁽²⁾. De toute manière, il semble bien qu'en Lorraine on se soit arrêté peu de temps au stade intermédiaire, correspondant au demi-manse⁽³⁾ et que, très vite, on ait atteint le terme final de l'évolution marqué par le triomphe du quartier⁽⁴⁾.

Ce fractionnement, quelle que soit la forme qu'il revête, a été accompagné d'une désagrégation du manse primitif. On sait que le manse, en tant qu'unité de tenure, comprenait deux parties bien distinctes : le *mansus* proprement dit, soit la maison, centre de l'exploitation agricole, et le jardin attenant, d'une part, et les terres, prés et vignes, compris sous le terme de *sors*, d'autre part. Le fractionnement de cette seconde partie a donné naissance aux quartiers, à raison de

(1) La véritable nature du quartier a échappé jusqu'alors aux historiens lorrains ; seul, l'abbé Chatton, dans un court article, signalé plus haut (p. 497, n. 2), a soupçonné le rôle de cette unité de tenure.

Le rapport du quartier au manse se déduit du nom même donné à l'unité fractionnaire (*quarterius*, *quartarius* ou *quadrans*) et d'un passage du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (n° 17, chap. 1), qui ne peut laisser subsister aucun doute à cet égard (« Quicumque quartam partem mansi que vulgo quarterius dicitur possidet, debet.. »).

(2) C'est le cas à Budling, où le censier de Metlach (n° 3, chap. 21) mentionne un sixième d'*oba*. On notera, à ce propos, que le censier de Prüm, dans certains chapitres du groupe XIII (groupe du Rhin inférieur) (chap. 99-102), mentionne des tenures équivalentes à deux tiers de manse.

(3) On remarquera pourtant que, à Rahling, en plein XII^e siècle (censier n° 18, chap. 2), l'unité d'imposition est le demi-manse.

(4) Au terme final de l'évolution, il arriva que le quartier, comme jadis le manse, prit la valeur d'une unité de mesure et servit, par exemple, à apprécier l'étendue de la réserve seigneuriale (cf. p. 458, n. 1) ; toutefois, un tel mode d'évaluation reste exceptionnel, à la différence de ce qui s'était passé pour le manse.

quatre quartiers par *sors* ⁽¹⁾ ; mais le fractionnement a également atteint le *mansus* proprement dit et celui-ci s'est partagé en quatre *mansî* de dimensions restreintes, auxquels on a éprouvé le besoin de donner un nom spécial, afin de ne pas créer une confusion fâcheuse avec l'ancien *mansus*, dont le souvenir devait survivre longtemps à l'adoption du quartier comme unité de tenure ⁽²⁾. A chacun des lots découpés dans les limites du *mansus*, au sens restreint du mot, fut réservé le terme de *ortus* ⁽³⁾. Toutefois, c'est là une désignation savante, propre aux rédacteurs de chartes ou de censiers, car la survivance, dans les villages lorrains, du mot *meis*, pour désigner le jardin attenant directement à la maison, par opposition au jardin entouré d'une clôture et situé en dehors du village, suffirait à prouver que le mot *mansus*, ou mieux son dérivé roman *meis*, a continué à vivre dans la langue populaire pour s'appliquer au quart du lot primitif ⁽⁴⁾. Il s'en faut, d'ailleurs, que le fractionnement du *mansus* se soit poursuivi parallèlement au fractionnement de la masse des terres labourables qualifiées de *sors* et qu'au terme de l'évolution, le *meis* ait régu-

(1) Sur le sens primitif du mot *sors* et sur sa survivance, dans certaines seigneuries, avec le sens restreint de « terres comprises dans un même quartier », voir p. 629, n. 3. Si le sens du mot *sors* s'est ainsi restreint, en même temps que la masse des terres qu'il désignait à l'origine se fractionnait en quatre, en revanche, il est possible que, dans certains cas, le mot ait été appliqué, postérieurement au morcellement du manse, à des manses qui avaient gardé leur intégrité primitive ou peut-être à des exploitations d'un seul tenant constituées par voie de défrichement (cf. p. 308 et 357).

(2) Sur la persistance du mot *mansus* avec le sens d'unité de tenure, postérieurement à l'adoption définitive du quartier, voir les passages décisifs du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (p. 438).

Le censier de St-Maximin, dans l'inventaire du domaine de Bezange-la-Petite (censier n° 20, chap. 71), applique le terme de *mansionarius*, réservé anciennement au tenancier d'un manse, à tout individu qui détient une terre de quartier, si petite soit-elle. Le censier oppose les *mansionarii* aux *homines qui habent quartarium* ; ces derniers sont solidairement responsables des charges afférentes au quartier que leur groupe exploite.

De même la charte de l'évêque de Verdun Albéron de Chiny, réglant les droits de l'avoué d'Etain (cf. p. 333), bien que rédigée vers le milieu du XII^e siècle, à une époque où le fractionnement du manse était déjà très avancé, qualifie toute parcelle de terre dépendant d'un quartier du terme de *terra mansualis*.

(3) Sur l'emploi de *ortus* dans ce sens particulier, voir les censiers n°s 12, 15, 16. L'*ortus*, issu du morcellement du *mansus*, joue non seulement le rôle d'unité de tenure, mais aussi celui d'unité de surface, sous le nom d'*area orti* ; voir dans le Second livre des donations de l'abbaye de Remiremont, D.-L., p. 417, une donation faite à l'abbaye par Thierry de Ste-Hélène et portant sur « quatuor areas orti ».

(4) D'ailleurs, dans les censiers du XII^e siècle on rencontre le mot *mansus* avec cette acception spéciale (voir censiers n°s 14, 17 et 19).

lièrement correspondu au quartier. S'il arrive qu'on rencontre parfois, dans certains censiers et sur certains domaines, des exemples d'une telle coïncidence, ce n'est là qu'un fait exceptionnel, et il convient sans doute d'en chercher l'origine dans un remembrement de date récente qui, opéré à l'occasion même de la rédaction du censier, est parvenu à réaliser l'égalité numérique des meis et des quartiers ⁽¹⁾. Dans la plupart des cas, cette égalité n'existe pas et on constate que le nombre des meis est inférieur ou supérieur à celui des quartiers.

Quand la disproportion numérique joue au profit des quartiers, ce qui est d'ailleurs le cas le moins fréquent ⁽²⁾, un tel désaccord est probablement l'indice que les *mansi*, au sens restreint du mot, ont opéré leur fractionnement avec un certain retard sur les quartiers et indépendamment de ces derniers. Les *sortes* s'étant scindées en quatre, avant que les *mansi* fussent touchés par ce processus de fractionnement, on comprend que des tenanciers ou des groupes de tenanciers aient continué à occuper, dans son intégralité, l'emplacement d'un ancien *mansus*, tout en exploitant un nombre quelconque de quartiers et qu'ils aient rétrocédé à d'autres tenanciers, ou même à de simples manouvriers, des parcelles de ce *mansus*, tout en restant personnellement responsables de l'ensemble des charges qui incombaient à celui-ci. Le fait que certains censiers distinguent le meis avec maison du meis sans maison, en prévoyant, pour chacun d'eux, un *servitium* particulier ⁽³⁾, donne quelque crédit à cette hypothèse, en apportant la preuve que le *mansus* offrit longtemps au lotissement la ressource d'emplacements libres de toute habitation. Il est probable que, dans bien des cas, les opérations de remembrement, qui ont abouti à constituer autant de meis que de quartiers, se sont contentées de généraliser et de sanctionner un lotissement ébauché à titre privé par les tenanciers des *mansi*, et à substituer la responsabilité des occupants réels à celle de l'ancien détenteur en titre.

Que le nombre des meis soit, en général, supérieur à celui des quar-

⁽¹⁾ Cette égalité numérique est réalisée à Noncourt (censier n° 14, chap. 3¹); à Repel (censier n° 16, chap. 1^{er}) et probablement à Sillegny, Pournoy et St-Jure (censier n° 17, chap. 1, 2, 3).

⁽²⁾ C'est le cas certainement à Orceval, et peut-être aussi à Arry (censier n° 17, chap. 2 et 4).

⁽³⁾ C'est le cas à Ménil-en-Xaintois (censier n° 14, chap. 1¹). De même, on rencontre, dans certaines chartes, l'expression *mansus mansionilis* (Charte de l'évêque de Toul Ricuin de 1117, confirmant à l'abbaye St-Vincent de Metz le prieuré de Pont-St-Vincent avec ses possessions; ORIG. B. N., Coll. Lorraine, vol. 977, pièce 43. — EDIT. Calmet, H. L., II, pr., col. 279).

tiers, on ne saurait s'en étonner. Faute de faire procéder à des remembrements fréquents, les seigneurs perdaient facilement le contrôle des terres de quartier. Comme les parcelles constituant un même quartier, loin d'être groupées en quelques grandes pièces, étaient disséminées à travers le territoire de la *villa*, il arrivait fréquemment que certaines d'entre elles, se détachant de leur quartier d'origine, échappaient aux redevances et services dont elles étaient primitivement chargées. Un tel processus pouvait entraîner, à la longue, une diminution assez sensible du nombre des quartiers ⁽¹⁾, cependant que le nombre des meis, disposés le long des rues du village, et par suite plus faciles à contrôler, restait à peu près fixe. D'autre part, à partir du jour où fut tranché le lien qui, pendant longtemps, avait rattaché au *mansus* les terres groupées sous le nom de *sors* ⁽²⁾, le *mansus* ou plutôt les meis, qui lui furent substitués, poursuivirent leurs destinées indépendamment des quartiers. ⁽³⁾ Le meis étant élevé au rang de tenure indépendante, on comprend que les seigneurs n'aient pas hésité à constituer parfois de nouveaux meis, au profit soit de manouvriers, soit de tenanciers

⁽¹⁾ Dans certains cas, d'ailleurs exceptionnels, la présence dans un même censier de deux inventaires d'un même domaine dressés à deux moments différents, permet d'évaluer cette diminution du nombre des manses ou des quartiers (cf. 566) ; parfois, cette diminution se laisse entrevoir à travers les indications d'un seul inventaire. L'inventaire du domaine de Baroncourt, (censier n° 9, chap. 17), qui attribue à l'abbaye de St-Vanne, dans cette localité, 4 manses et 1 quartier, se contente d'une évaluation globale et fixe le nombre des *noctes* fournies par l'ensemble des tenures du domaine à 49. Il est probable que ce chiffre date d'une époque où le domaine comptait 7 manses et où ceux-ci fournissaient chacun 7 *noctes*. Il va de soi que, dans le cas d'une diminution aussi sensible, plusieurs manses ont pu être incorporés à la réserve, d'autres acensés, ce qui les exclut de l'exploitation domaniale proprement dite.

⁽²⁾ La dissociation du manse en ses deux parties constitutives : les terres formant la *sors*, d'une part, et le groupe comprenant la maison et le jardin, est un fait ancien, déjà signalé dans un capitulaire de Charles le Chauve de 864 (*M. G. H., Capitularia regum Francorum*, II, n° 273, p. 323).

⁽³⁾ A partir du jour où cette dissociation fut un fait accompli, le groupe formé par la maison et le jardin fut considéré comme une tenure indépendante, sans rapport désormais avec le manse. Dans le Verdunois, ou tout au moins sur certains domaines du Verdunois, vers le milieu du X^e siècle, à en juger par la charte de l'évêque Bérenger, de 951/952, pour St-Vanne (cf. p. 265, n. 1), le nombre des *sedilia* est exactement égal au nombre des manses. Mais, un demi-siècle plus tard, dans une charte de l'évêque Wicfrid pour l'abbaye St-Paul de Verdun (973), sont mentionnés deux domaines pour lesquels le nombre des *sedilia* est supérieur à celui des manses (EDIT. Calmet, *H. L.*, 2^e édit., II, pr., col. 230). Ce fait laisse supposer que, les *sedilia* jouant le rôle de tenures indépendantes, les seigneurs constituaient volontiers de nouveaux *sedilia*, sans tenir compte du nombre des manses.

désireux de substituer l'exploitation individuelle à l'exploitation en commun ⁽¹⁾.

D'ailleurs, quelles que soient les variétés locales de tenures, le fait qui se dégage de l'étude des censiers lorrains, c'est, d'une part, le fractionnement du manse en quartiers et en meis et, d'autre part, la remarquable vitalité du quartier, comme unité de tenure, passé le XII^e siècle. La Lorraine se place, à cet égard, à mi-chemin entre la France, où le manse et ses dérivés paraissent être tombés en désuétude dès le XII^e siècle ⁽²⁾ et l'Allemagne, où le manse (*Hufe*), bien que partagé en fractions (*Halbehufe*, *Viertelhufe*), correspondant à des exploitations indépendantes, a persisté comme unité d'imposition, au moins jusqu'au XIV^e siècle ⁽³⁾.

La substitution du quartier au manse, comme unité de tenure, a travaillé, plus efficacement encore que le démembrement de la *villa*, à l'effritement du régime domanial. Dès le X^e siècle, avant que le fractionnement fût devenu définitif, les différents manses d'un même domaine avaient perdu leur qualificatif et leurs caractères particuliers ⁽⁴⁾ ; il en était résulté, pour l'administration du domaine, une simplification et, par suite, un profit appréciable. Simplification éphémère, car bien vite le fractionnement du manse allait compliquer

⁽¹⁾ Il faut également tenir compte des tenanciers, qui, incapables de poursuivre l'exploitation des terres de quartier, se contentaient d'une exploitation minuscule. Dès le IX^e siècle, à en juger par l'édit de 864, cité précédemment, certains tenanciers vendaient les terres du manse pour conserver la *sella* (c'est-à-dire la maison avec le jardin). Sur les tenanciers abandonnant, pour raison de pauvreté, leur manse ou leur fraction de manse, voir un texte intéressant dans le *Polyptyque de St-Remi de Reims*, chap. XI, 2, p. 21.

⁽²⁾ Marc Bloch, *Caractères originaux*, p. 166.

⁽³⁾ Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 366 et sq. — Cette opposition entre la Lorraine et l'Allemagne apparaît en pleine lumière dans le censier de St-Maximin (n° 20). Dans les chapitres qui traitent des domaines de la zone rhéno-mosellane, l'unité d'imposition est exclusivement le manse, encore que celui-ci corresponde à plusieurs exploitations familiales ; au contraire, c'est le quartier qui joue ce rôle dans les derniers chapitres du censier, consacrés aux domaines lorrains de l'abbaye. Toutefois, dans un de ces domaines, à Jametz (chap. 69) le manse s'est maintenu, mais à titre de simple unité de compte (cf. p. 564). Dans le nord de la Lorraine, sur certains domaines de l'abbaye de Bouzonville (censier n° 18), on constate en, plein XII^e siècle, la persistance d'unités d'imposition supérieures au quartier : demi-manse à Rahling et manse à Loutzwiller.

⁽⁴⁾ On trouve encore des manses qualifiés dans certains chapitres des censiers du X^e siècle (censier n° 5 et censier n° 3, chap. 3, 4, 18), mais, dès cette époque, la distinction entre les différentes catégories de manses est à peu près complètement effacée.

la tâche des agents seigneuriaux, en multipliant le nombre des tenures. Celles-ci furent théoriquement quatre fois plus nombreuses ; dans la réalité, la complication s'accrut par suite de la présence de meis chargés de redevances et de services qui leur furent propres, sans parler des cas où l'on crut devoir établir une distinction entre les meis avec maison et les meis sans maison. Surtout, l'adoption du quartier comme unité de tenure fut impuissante à arrêter l'évolution commencée ; le fractionnement atteignit le quartier à son tour⁽¹⁾. A la fin du XII^e siècle, en Lorraine, tout au moins sur certains domaines, le quartier est aux mains de plusieurs exploitants, il comprend des terres disséminées à travers les trois « saisons » du territoire et la perception des redevances et services attachés au quartier se heurte à des difficultés pratiques qui mettent en péril l'exercice, par le seigneur, de ses droits traditionnels⁽²⁾.

De plus, si la substitution du quartier au manse a pu, à l'origine et dans certains cas, servir les intérêts du seigneur, en lui permettant d'exiger, à titre de prime pour la constitution du quartier, un supplément de redevance⁽³⁾ et d'imposer à un plus grand nombre de tenanciers certains des services exigés primitivement de l'unique exploitant du manse⁽⁴⁾, il est hors de doute que l'adoption définitive du quartier comme unité de tenure entraîna l'atténuation, ou même la disparition de certaines charges, et plus spécialement de certains services. Il est probable que, dans bien des cas, le fractionnement du manse s'est opéré lentement et que, seuls, quelques demi-manses

(1) Il y eut des tentatives faites, de la part des seigneurs, pour légaliser et régulariser ce fractionnement, comme on l'avait fait précédemment pour le manse ; c'est ainsi qu'on trouve, dans les censiers, la mention de demi-quartiers (censier n° 9, chap. 3 et 4) et de quarts de quartier (censier n° 17, chap. 3). Toutefois, dans ce cas, il est possible que ces fractions de quartier aient la simple valeur d'unité de mesure, puisque le quartier, comme on l'a indiqué (p. 644, n. 4) est parfois appelé à jouer ce rôle.

(2) Voir censiers n°s 17 et 19.

(3) Cf. p. 641.

(4) Voir l'exemple des domaines de Prüm appartenant au groupe de l'Ardenne belge. Même quand le service est réduit pour les unités fractionnaires, il arrive que certains services, de préférence les *manoperae*, sont maintenus au tarif ancien. A un stade plus avancé de l'évolution, quand le quartier se morcela lui-même entre plusieurs tenanciers, il arriva de même que certains services furent imposés, non pas à la communauté des exploitants du quartier, mais bien à chacun d'entre eux (voir censiers n° 16 et 17).

Les avantages que les seigneurs ont pu retirer du fractionnement des tenures ont été signalés incidemment par Below, *Die Haupttatsachen der älteren deutschen Agrargeschichte ; Probleme der Wirtschaftsgeschichte*, 2^e édit., p. 60.

ou quelques quartiers obtinrent, au début, la faveur d'être traités comme unités de tenure indépendantes. Dans les censiers les plus anciens, les rédacteurs ne prennent même pas la peine de préciser les charges des unités fractionnaires en surnombre et il est possible que celles-ci aient parfois bénéficié du silence des textes à leur égard.

Quand le morcellement du manse se fut généralisé, on chercha, en principe, à imposer au quartier le quart des charges diverses qui jadis incombaient au manse⁽¹⁾. En théorie, une telle opération était toujours possible, car il suffisait, quand le fractionnement d'une prestation se heurtait, dans l'application, à des difficultés insurmontables, soit d'échelonner le service litigieux sur un espace de temps plus ou moins long⁽²⁾, soit encore d'associer plusieurs unités fractionnaires dans l'exécution du service que chacune d'elles, individuellement, était incapable d'assurer⁽³⁾. De telles solutions devaient se présenter d'elles-mêmes à l'esprit des seigneurs, puisqu'on en trouve l'application aux manses, dès une époque ancienne, dans le cas où il s'agissait d'assurer des services de nature exceptionnelle⁽⁴⁾ ou d'exécution particulièrement pénible⁽⁵⁾. Mais il va de soi que de telles solutions se heurtaient, dans la pratique, à des difficultés très sérieuses ; en rompant avec le principe des prestations annuelles, elles introduisaient

(¹) Dans certains censiers établis lors de l'adoption officielle du quartier comme unité de tenure, ou tout au moins peu de temps après, il apparaît nettement que le quartier acquitte des redevances qui sont le quart de celles qui devaient incomber anciennement au manse ; voir, en particulier, l'étude sur le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains, p. 433.

(²) Dans l'hypothèse d'un service exigé du manse tous les ans, il suffit d'imposer à chaque quartier, le même service, mais tous les quatre ans seulement. Si l'on veut conserver au service son caractère annuel, il faudra répartir les quartiers dans quatre catégories différentes et établir un tour de service entre celles-ci.

(³) C'est ce qu'exprime, d'une manière quelque peu déconcertante, le censier de Chaumousey (censier n° 14), quand il fixe le charroi dû par les quartiers du domaine de Noncourt (chap. 31) à une roue et à un bœuf par quartier. Chaque quartier fournit un bœuf et quatre quartiers s'associent pour fournir la voiture. Si le service est exigé régulièrement, chaque année par exemple, il appartient aux quartiers associés d'établir entre eux un tour de service.

(⁴) Par exemple, pour la construction d'un chafour, service qui est d'ordinaire requis de trois ans en trois ans.

(⁵) On a déjà signalé qu'à Brouch (p. 643, n. 2) le charroi est exigé par manse et demi, ce qui suppose probablement l'association de trois demi-manses, les quartiers se groupant au besoin deux à deux pour constituer des demi-manses. Le censier de Metlach (n° 3) fait preuve d'une grande diversité dans le mode d'association des tenures pour l'exécution des *angariae* ; les manses s'associent tantôt à deux, tantôt à trois, tout en exécutant, parfois seuls, une *angaria* de type différent et probablement moins pénible.

des habitudes d'irrégularité funestes à la bonne administration du domaine et, d'autre part, l'association de plusieurs quartiers, en vue de l'exécution d'un certain service, avait le tort de faire revivre la responsabilité collective des exploitants et d'aller ainsi à l'encontre du but poursuivi par l'adoption définitive du quartier comme unité de tenure. On conçoit que, en présence des difficultés auxquelles se heurtait, dans la pratique, le fractionnement des charges domaniales, les seigneurs aient renoncé à certaines d'entre elles ; ce fut le cas, de bonne heure, pour les charrois du type des *angariae*, qui supposaient des exploitations assez importantes et qui, d'autre part, se prêtaient mal, en raison même de leur nature, aux tentatives de fractionnement.

On notera enfin, pour rendre compte de l'atténuation des charges domaniales, consécutive au fractionnement définitif du manse, que, pendant longtemps, les seigneurs n'eurent à leur disposition que des moyens de contrainte sans efficacité, pour agir sur les tenanciers récalcitrants. Comme ils ne semblent pas avoir eu le droit de saisir la tenure elle-même ⁽¹⁾, ils en étaient réduits, en pratique, à opérer une saisie mobilière ou à emprisonner le tenancier insolvable, procédés de contrainte, qui, du jour où ils furent appliqués à un petit cultivateur, exploitant seul et sans l'appoint d'aucune main d'œuvre servile, apparurent comme allant directement à l'encontre du but poursuivi.

(1) Le texte décisif, à cet égard, est une notice du 1^{er} juin 960, rédigée à l'abbaye de St-Martin-devant-Metz et qui n'est plus connue que par des copies médiocres et incomplètes (EDIT. Halkin et Roland, *Recueil des chartes de l'abbaye de Stavelot-Malmédy*, I, n° 78). Cette notice se propose de fixer, pour l'avenir, les charges des tenanciers sur un domaine lointain, dont le nom n'est pas conservé par les copies, mais qui est certainement Waldorf, dans l'Eifel (Waldorf; Pr. rh., Cologne, Ahrweiler).

Il résulte des termes de la notice, que l'abbaye de St-Martin était impuissante à obtenir de ses tenanciers, sur ce domaine lointain et d'administration très difficile, le respect de leurs obligations traditionnelles, telles qu'elles avaient été fixées par un diplôme du roi d'Austrasie Sigebert [III], lors de la donation du *fiscus* de Waldorf à l'abbaye. Pour venir à bout de ses tenanciers, l'abbaye dut se faire délivrer par Otton I^{er}, un diplôme, aujourd'hui perdu, par lequel le souverain confirmait le diplôme de Sigebert III et menaçait d'éviction les tenanciers récalcitrants. En fin de compte, l'abbaye dut traiter avec ses tenanciers et leur consentir des conditions exceptionnellement favorables. Elle dut réduire la réserve du domaine de Waldorf à un manse, à une forêt et à des vignes ; le reste du domaine fut laissé aux tenanciers, à charge pour eux de payer aux moines un cens annuel en argent s'élevant au total à 4 livres et de cultiver les vignes de la réserve seigneuriale ; encore le tiers de la récolte en vin leur fut-elle abandonnée.

Il est remarquable que, pour venir à bout de la mauvaise volonté de ses tenanciers, l'abbaye n'ait pu agir de sa propre autorité et qu'elle n'ait pu prononcer la confiscation de leurs manses.

Si le démembrement de l'antique *villa* et le fractionnement du manse ont entraîné la disparition d'un certain nombre de services, et même de quelques redevances, la cause profonde de l'atténuation du régime domanial doit être cherchée, en fin de compte, dans la réduction de la réserve, qui a été acceptée passivement ou qui, parfois même, a été provoquée par les seigneurs. Malheureusement, l'histoire de la réduction de la réserve est un problème qui, comme tant d'autres, ne peut être résolu que sur un plan géographique étendu, et au sujet duquel les documents lorrains n'apportent que des renseignements tout à fait fragmentaires. Ce qu'on entrevoit, ou ce qu'on croit entrevoir, quand on envisage le problème d'un point de vue général, c'est que l'ancien système d'exploitation domaniale, avec sa réserve très étendue, ses stocks de denrées variées, ses services de transport à longue distance, supposait des marchés capables d'absorber l'excédent de la production agricole, des routes pour acheminer les récoltes destinées à la vente, des agents susceptibles de tenir une comptabilité rudimentaire, mais régulière ⁽¹⁾. Du jour où ces conditions ne furent plus remplies, et il en allait déjà ainsi dès le IX^e siècle, le régime domanial ne put se survivre qu'au prix des pires difficultés et en faisant, à certains égards, figure d'archaïsme. Pour sortir de cette impasse, les seigneurs eurent intérêt à inféoder à leurs vassaux des portions de l'*indominicatum*, puis, poursuivant dans cette voie, à lotir leur réserve, au moins en partie, entre leurs tenanciers, ce qui devait rendre superflus quantité de services, ou tout au moins entraîner leur réduction dans des proportions notables. En ce qui concerne la Lorraine, on soupçonne que, sur les seigneuries laïques, la réserve, privée dès le XI^e siècle de ses derniers *mancipia*, dans la mesure où ceux-ci allèrent grossir les rangs des *mundiliones* ⁽²⁾, fut morcelée pour constituer des fiefs aux vassaux ou des tenures à cens aux tenanciers. Il est probable que l'effritement de la réserve fut plus lent à se produire sur les domaines des seigneurs ecclésiastiques ; ceux-ci, d'une manière générale, trouvaient, dans la pratique des œuvres de charité et d'hospitalité, l'emploi des excédents que leur assurait le système d'exploitation domaniale, et, d'autre part, les services inscrits dans les censiers lorrains des XI^e et XII^e siècles laissent soupçonner, sur les domaines relevant

(1) Voir, à ce propos, les remarques de Marc Bloch, *Caractères originaux*, p. 102-104.

(2) Sur l'origine des *mancipia* qui, de la fin du X^e à la fin du XII^e siècle, furent donnés à l'abbaye de Remiremont et entrèrent dans la classe des *mundiliones* dépendant de l'abbaye, voir p. 153.

de seigneurs ecclésiastiques, la persistance de réserves assez étendues. Que, pourtant, l'évolution générale qu'on vient d'esquisser se soit produite également en Lorraine, et que, dans cette région, comme dans le reste de la France, la réserve ait offert un champ d'application admirable à la tenure à cens, c'est ce que prouvent des textes malheureusement trop rares pour qu'on puisse en tirer des conclusions certaines touchant le XII^e siècle (1).

La tenure à cens a pour caractère essentiel de ne pas être liée à la réserve, comme le manse et le quartier, par l'obligation d'exécuter certains travaux au profit de cette réserve; du moins cette obligation n'est-elle pas prévue dans le contrat individuel ou collectif qui est à l'origine de la tenure à cens. Celui-ci ne comporte d'autre obligation, pour le tenancier, que le paiement annuel, au seigneur, d'une redevance en argent ou en nature (2). Cette redevance peut être établie à un taux invariable et, dans ce cas, elle porte le nom de *trescens* — le terme de cens étant, de préférence, réservé aux redevances de type domanial (3)

(1) Les exemples de lotissement de la réserve entre les tenanciers sont rares; on a eu l'occasion d'en signaler un seul au cours du présent ouvrage; cet exemple relativement ancien, puisqu'il remonte au X^e siècle, concerne le lointain domaine de Flomersheim dans le Wormsgau, domaine dépendant de l'abbaye de Gorze (cf. p. 211). Les archives anciennes, de leur côté, ont conservé peu d'actes concernant l'acensement des réserves seigneuriales (voir deux chartes du XII^e siècle dans *Mett.*, II, n° 195 et dans *J. G. L. G.*, XIV, p. 171, n° LXXXIXB).

(2) Cela est si vrai que le rédacteur du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains, rencontrant à Pournoy (censier n° 17, chap. 2; cf. p. 429) des quartiers, tenus, en plus de certaines prestations de type domanial, à des redevances en céréales, qui les apparentent à des tenures à cens, prend soin d'insister tout spécialement sur les travaux laissés à la charge de ces mêmes quartiers.

(3) L'histoire du *trescens*, ou *trécens*, reste encore à écrire. Le mot, en tout cas, n'a rien à voir avec l'expression *terre census*, comme nombre d'historiens le répètent à la suite du *Glossarium* de Du Cange; il doit être mis en relation avec le latin *transcensus*, qui, d'ailleurs, n'est attesté que postérieurement à l'apparition de la forme romane *trescens*. Ce qui est remarquable, c'est la présence, dans les textes de la région rhénomo-sellane, d'un *durcins* qui, par sa nature et par son nom (*durch-zins*), correspond exactement au *trescens* français.

Le *trescens* est probablement en relation, à l'origine, avec le contrat par lequel un établissement religieux affermais un ensemble de revenus. Dans le plus ancien texte lorrain où ce mot figure, un passage de la Chronique de Chaumousey, dans lequel l'auteur fait allusion à des événements des premières années du XII^e siècle (*M. G. H.*, SS., XIII, p. 340), il a ce sens précis, qu'il ne devait d'ailleurs jamais perdre complètement par la suite. Il est probable que le *durcins* dont fait état le censier de Metlach (n° 3) en son chap. 13¹ (Roden), est en relation avec l'affermage du moulin de Roden et du péage sur la Sarre. Quant au *trécens*, perçu par l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains à Arry (censier n° 17, chap. 4), il représente sans doute, lui aussi, un

— ou bien le montant peut en être fixé à un certain pourcentage de la récolte ; une redevance proportionnelle de ce type est dite *gerbage* ⁽¹⁾, *arage* ⁽²⁾ ou *terrage* ⁽³⁾. On a beaucoup discuté sur l'origine de la tenure à cens et le nom de « *freie Erbleihe* », sous lequel les historiens allemands la désignent d'ordinaire, n'a pas contribué, bien loin de là, à éclaircir le problème. Cette expression, en effet, paraît sous-entendre la liberté personnelle du tenancier et le caractère héréditaire de la tenure, alors que ce ne sont nullement là des signes distinctifs de cette forme nouvelle d'exploitation du sol ⁽⁴⁾. Il est probable que la tenure à cens plonge dans un passé lointain et que, de bonne heure, il fut de règle d'acenser, contre paiement d'une redevance annuelle en argent ou en nature, les manses ou fractions de manse qui, isolés et éloignés de tout centre administratif, échappaient aux règles traditionnelles de l'exploitation domaniale, faute de pouvoir fournir à la réserve des services pratiquement utilisables ⁽⁵⁾.

droit de fermage, mais rien dans la rédaction du chapitre ne laisse soupçonner la nature des biens affermés et, d'autre part, le montant total du trécens, soit 30 deniers, payables annuellement en trois termes égaux, est si faible que le cens n'a guère qu'une valeur récognitive.

Dès le XII^e siècle, le mot s'applique à un cens acquitté par une terre et fondé sur un contrat écrit ; c'est ainsi que le censier de St-Maximin définit le *durzins* par les termes *census dispositus* (cf. p. 532, n. 2). Le contrat est, en général, perpétuel et héréditaire ; le cens, loin d'avoir une simple valeur récognitive, varie avec l'étendue du bien acensé, enfin, en cas de non paiement, le tenancier est frappé d'une amende et le *censal* peut être confisqué.

(1) Sur le gerbage, voir p. 352, 418 et p. 507-508.

(2) On a eu l'occasion de mentionner l'arage à propos d'une charte de 1224, qui règle les droits respectifs des chanoines de La Madeleine de Verdun et de leur avoué à Etain (cf. p. 336, n. 3). Dans cette charte, les arages sont levés sur tout le ban d'Etain ; c'est la preuve qu'à Etain, l'arage avait été substitué ou superposé aux anciennes redevances de type domanial selon un processus dont on trouvera, ci-dessous, un autre exemple (voir p. 656).

(3) Le terrage est mentionné par le censier de St-Maximin, à Han-lès-Juvigny (censier n° 20, chap. 68), sous le nom de *jus terrale* ; mais, dans ce cas, il s'agit de quartiers qui, tombés en déshérence et incorporés à la réserve, ont été concédés à des tenanciers contre paiement d'un droit de terrage.

(4) On trouvera un aperçu des théories émises en Allemagne, au sujet de l'origine de la tenure à cens, dans Seeliger, *Die soziale und politische Bedeutung der Grundherrschaft im früheren Mittelalter* ; *Abhandlungen der philologisch-historischen Klasse der königlich-sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften*, XXII (1904), p. 184 et sq.

(5) C'est ce que l'on constate déjà dans le censier de Prüm ; à Halanzy (chap. 40), l'abbaye possède un unique manse qui paie 2 sous de cens, à Morville-sur-Nied, écart du groupe domanial de Faxe (chap. 42-43), le censier signale un seul demi-manse qui paie un cens annuel de 2 sous et dont il est dit : « *non facit aliud servitium* ». De même, de bonne heure, le système de l'acensement a pu être appliqué à des terres

Sur l'œuvre de défrichement entreprise en Lorraine, vers le temps où la tenure à cens commençait à gagner du terrain, nos documents sont très sobres de détails et, au premier abord, la Lorraine paraît avoir échappé au grand courant de colonisation qui, au cours des XI^e et XII^e siècles, a traversé l'Europe occidentale tout entière. A la réflexion, pourtant, et à condition de scruter avec attention les rares documents qui nous sont parvenus, il apparaît que la colonisation a revêtu en Lorraine deux formes différentes. Parfois, se limitant au territoire d'un village de création ancienne, l'œuvre de défrichement s'est contentée de gagner à la culture quelques champs sur la forêt ou sur les friches ⁽¹⁾ ; d'autres fois, elle s'est exercée sur un plan beaucoup plus vaste, et a abouti, par exemple, à la mise en valeur des hautes vallées des Vosges, entreprise, dès le XI^e siècle, par des groupes de *mundiliones* dépendant des grandes abbayes vosgiennes ⁽²⁾. Dans un cas comme dans l'autre, la tenure concédée au défricheur étant, en général, frappée d'une redevance proportionnelle à la récolte, la perception de cette redevance devait susciter des contestations nombreuses entre le seigneur de la terre et le seigneur de l'homme qui avait mené à bien le défrichement ⁽³⁾. Ces contestations sont à l'origine de certains remaniements opérés sur des chartes ou sur des censiers par des établissements religieux, désireux de faire reconnaître leurs droits de propriété exclusifs sur des territoires récemment défrichés ⁽⁴⁾.

Le régime domanial, encore en pleine vigueur à la fin du IX^e siècle, a donc subi, au cours des X^e, XI^e et XII^e siècles, des transformations profondes, qui devaient se traduire, pour le seigneur, par des pertes matérielles sensibles. A supposer même, ce qu'il serait imprudent

qui, détachées de leur manse d'origine, se trouvaient en surnombre. Ce peut être le cas pour les *particulae* que le censier de St-Vanne signale, vers le milieu du XI^e siècle, à Gouraincourt et à Samogneux (censier n° 9, chap. 4 et 5) ; toutefois il peut s'agir là de parcelles de terre récemment défrichées.

(1) C'est à cette forme de défrichement que fait allusion l'article du censier de Repel et Bouzanville (n° 16), qui concerne le gerbage.

(2) Voir l'étude sur le censier de la secrète de Remiremont, en particulier, p. 155, et le censier du chapitre de St-Dié, en particulier, p. 202-203.

(3) Voir p. 352 et p. 418.

(4) C'est le cas pour les faux qui ont été fabriqués à l'abbaye d'Etival, dans la seconde moitié du XII^e siècle et qui ont été étudiés p. 348 et sq. et aussi, dans une certaine mesure, pour la fausse charte de l'archevêque de Trèves Liutwin, à laquelle se trouve annexé le censier d'Etain (censier n° 11). Il est probable que, dans cette charte, le passage délimitant le ban d'Etain (cf. p. 329) a pour but de reconnaître à l'abbaye de St-Eucaire la propriété de certaines terres sises aux confins du ban et mises récemment en culture.

d'affirmer pour l'ensemble des seigneuries lorraines, que la diminution de la réserve et la réduction progressive des services soient à porter au compte des seigneurs eux-mêmes, il reste que l'atténuation des redevances acquittées en numéraire devait causer aux seigneurs un préjudice certain, aggravé par la diminution progressive de la puissance d'achat du numéraire. Sans doute, la diffusion de la tenure à cens devait, à partir du XII^e siècle, porter remède à cette situation, surtout dans le cas où le cens fut fixé à un certain pourcentage de la récolte ; mais la diffusion de cette pratique ne fut pas suffisante, en Lorraine, pour que ce remède fût vraiment efficace. Pour améliorer le rendement de leurs tenures domaniales, pour parer au désordre inséparable du fractionnement continu des quartiers, pour sauver les derniers débris de l'antique régime domanial, les seigneurs lorrains ont pris plusieurs mesures qui nous échapperaient totalement, si elles n'avaient laissé des traces certaines dans quelques censiers.

On a vu, par l'exemple du censier de Ste-Marie-aux-Nonnains, comment les religieuses de cette abbaye messine parvinrent, dès le premier quart du XII^e siècle, à substituer, sur l'un de leurs domaines, à une ancienne redevance en argent de faible montant, un cens en céréales, échelonné sur trois ans et en relation avec le cycle de l'assolement ⁽¹⁾ ; on soupçonne que les mêmes religieuses furent également assez habiles pour superposer à d'antiques redevances domaniales, dans un autre de leurs domaines, des redevances en argent ou en nature frappant, soit la communauté des tenanciers établis sur un même quartier, soit chacun des individus qui, compris dans cette communauté, détenait une parcelle de quartier, si petite fût-elle ⁽²⁾. Ces redevances exceptionnelles, qui gardent un caractère strictement domanial, en ce sens qu'elles pèsent uniquement sur les tenanciers des quartiers, remontent à une époque et ont été établies dans des conditions qu'aucun document ne permet de déterminer. Il s'agit probablement de redevances acquittées, à l'origine, par les tenanciers, à la suite d'une de ces « prières » dont on sait le rôle capital, dès une époque ancienne, dans l'enrichissement progressif des redevances ou des services qui caractérisent le régime domanial ⁽³⁾.

La multiplication des quartiers devait entraîner, pour l'administra-

⁽¹⁾ Voir p. 441.

⁽²⁾ Voir p. 442.

⁽³⁾ Sur ce rôle de la prière adressée, dès une époque ancienne, par le *dominus* à ses tenanciers, voir notre étude *L'exploitation de la réserve à Prüm, au IX^e siècle*, p. 458-459.

tion du domaine, des complications d'autant plus grandes que les maires, administrateurs par excellence des seigneuries rurales, ne s'élevèrent jamais, en Lorraine, au-dessus de leur condition sociale et n'eurent jamais ni les rudiments d'instruction, ni l'autorité nécessaire pour exécuter leur tâche de manière satisfaisante. Aussi les seigneurs se sont-ils ingénies parfois à prévenir les défaillances de ces médiocres agents et, en même temps, à rendre plus facile le contrôle de leur gestion. Comme le quartier, à l'exemple du manse d'ailleurs, ne correspondait à aucune réalité territoriale, en ce sens qu'il était formé de parcelles minuscules, disséminées à travers les trois saisons du village ; comme, de plus, ces différentes parcelles étaient aux mains de plusieurs exploitants, les terres constituant un même quartier n'auraient pas tardé à se dissocier, à se confondre avec des terres à cens ou même avec des terres allodiales voisines et, en fin de compte, à échapper à leurs obligations traditionnelles, si des remembrements fréquents n'avaient travaillé à sauvegarder, dans une certaine mesure, l'intégrité du quartier. Les censiers nous apportent la preuve que de tels remembrements furent opérés, en Lorraine, dès la seconde moitié du XII^e siècle, par des seigneurs ecclésiastiques, dans un triple but : séparer les terres de quartiers des tenures à cens dites *censalia* (censaulx) ; uniformiser la contenance du quartier en la fixant en général à 15 ou 16 jours ; déterminer, de manière précise, les charges de l'unité de tenure ainsi reconstituée ⁽¹⁾.

Une autre mesure, de caractère plus radical, visait à uniformiser le régime appliqué sur l'ensemble des domaines dépendant d'un même seigneur ou, tout au moins, sur les domaines compris dans un même groupe géographique. Cette politique d'uniformisation est certainement ancienne ; elle seule, en effet, peut rendre compte de ce fait, assez déconcertant au premier abord, que, dès le IX^e siècle, sur les domaines de l'abbaye de Prüm, les charges imposées aux manses varient d'un groupe à l'autre, tout en restant constantes au sein d'un même groupe ⁽²⁾.

Les moyens employés pour obtenir un pareil résultat nous échappent ; les seigneurs ont dû remplacer des charges anciennes par des charges différentes, mais à peu près équivalentes, incorporer à la coutume toute innovation légitimée par un précédent, interpréter au mieux de leurs intérêts toute expression vague contenue

(1) Voir notre étude sur le censier de l'abbaye de Beaupré (n° 19).

(2) Voir notre étude sur *L'exploitation de la réserve à Prüm, au IX^e siècle*, p. 463-464. De même, dès le X^e siècle, les trois domaines possédés par l'abbaye de Gorze, dans le Wormsgau, sont soumis à un régime d'exploitation uniforme (cf. p. 210, n.1)

dans un ancien censier. Il va de soi que cette politique d'assimilation a rencontré des conditions exceptionnelles de réalisation, dans tous les cas où elle s'appliquait à des domaines anciennement soumis à un *servitium* sans limite ⁽¹⁾ ; il semble, en revanche, que les domaines, bénéficiant d'un régime fixé par écrit, aient opposé une certaine résistance à cette œuvre d'unification ⁽²⁾. De même, les domaines ou groupes domaniaux, constitués de manses et de quartiers isolés et dépourvus de tout élément d'*indominicatum*, se prêtaient beaucoup mieux à une entreprise de ce genre que des manses rattachés, en masse compacte, depuis des siècles, à la même réserve ⁽³⁾. En unifiant le tableau des redevances et services pour un ensemble de domaines, on facilitait le contrôle du seigneur, ou des agents placés à la tête des groupes, sur les *ministeriales* des différentes seigneuries ⁽⁴⁾. Comme d'autre part ce résultat exigeait des transactions entre le seigneur et ses tenanciers, on conçoit que souvent on ait profité de la mise en œuvre d'un censier

(1) La charte de Morville-sur-Seille (n° 8) en offre un exemple typique ; ce qui fait l'intérêt exceptionnel de cette charte, c'est que l'assimilation de Morville aux autres domaines de l'abbaye de St-Arnoul a donné lieu à la rédaction d'un acte écrit ; il est probable que, dans la plupart des cas, l'assimilation s'est faite par voie coutumière et, en quelque sorte, tacitement.

(2) Dans le censier de Prüm, le sous-groupe formé par les chap. 112-118 présente une remarquable unité de régime ; c'est ainsi, en particulier, que les manses des différents domaines inventoriés dans ces chapitres doivent exécuter des services au profit du prieuré d'Altrip et au siège même du prieuré ; or il est un seul domaine qui échappe à cette communauté de régime, c'est le domaine de Neckarau, ancien *fiscus*, acquis d'ailleurs à une date toute récente par l'abbaye (cf. p. 55).

C'est sans doute parce que leur coutume s'appuyait sur un texte écrit que deux domaines différents, relevant d'un même patrimoine, ont parfois continué à coexister pendant quelque temps au sein d'une même *villa*. C'est ce qu'on constate, par exemple, à Trittenheim et à Montigny-sur-Chiers pour l'abbaye de Prüm (censier n° 1, chap. 28 et 29, chap. 36 et 37), à Losheim pour l'abbaye de Metlach (censier n° 3, chap. 17 et 18), et à Doncières pour l'abbaye d'Etival (censier n° 12). Toutefois, un tel particularisme, qui contraste avec les efforts dépensés d'autre part pour réaliser l'uniformité de régime sur un ensemble de domaines, pose des problèmes délicats et dont la solution reste encore à découvrir. Comment expliquer la survivance, à Doncières, de deux minuscules domaines, comprenant chacun quatre quartiers ; comment surtout justifier la persistance, à Ménil-en-Xaintois, de deux domaines soumis à des régimes différents (censier n° 14, chap. 1) et provenant d'une même donatrice, alors que le censier de Chaumousey témoigne de la politique d'unification poursuivie par l'abbé Sehier ?

(3) Voir l'exemple des domaines de l'abbaye de Chaumousey (n°s 14 et 15) et celui du domaine d'Offwiller (censier n° 18, chap. 3).

(4) On sait qu'on rencontre des tentatives d'uniformisation, même sur les domaines des seigneurs laïques (cf. censier n° 16, en particulier, p. 414-415).

pour réaliser cette uniformité de régime ⁽¹⁾ et que, par suite, les opérations préliminaires à la rédaction du censier se soient prolongées durant quelque temps.

Au total, et réserve faite de ces tentatives pour remédier aux dangers résultant de l'atténuation du régime domanial, tentatives qui restent probablement des faits isolés, il semble que les seigneurs aient assisté impuissants aux transformations profondes dont ils étaient les témoins. Etant donné l'évolution, parfois rapide, du régime domanial ⁽²⁾, l'incessante répartition des terres de quartier entre de nouveaux tenanciers, les seigneurs auraient dû suivre cette évolution pas à pas et en noter les résultats à des dates aussi rapprochées que possible ; or, sauf des cas exceptionnels, les censiers, on le sait, n'ont été soumis à aucune révision ⁽³⁾. Cette singulière inertie trouve probablement son explication partielle dans la médiocrité intellectuelle de certains seigneurs médiévaux ; mais une telle explication ne saurait avoir valeur générale, surtout si l'on songe aux capacités administratives très réelles de quantité de seigneurs ecclésiastiques. Pour comprendre la paresse des seigneurs à entreprendre la révision des anciens censiers, il faut probablement tenir compte d'un autre facteur. Dès le début du XII^e siècle, le censier ne répondait plus aux besoins de l'administration seigneuriale et déjà, dans certaines abbayes, on s'ingéniait à lui substituer des documents plus à même de garantir au seigneur l'ensemble de ses droits.

⁽¹⁾ C'est ce qui s'est certainement passé à l'abbaye de Chaumousey pour le censier mis en œuvre par l'abbé Sehier (n° 14) et aussi pour l'abbaye de Marmoutier, quand elle entreprit, au XI^e siècle, la rédaction d'un nouveau censier, qui nous est intégralement parvenu (Ch.-Edmond Perrin, *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye de Marmoutier*, p. 48 et sq.).

⁽²⁾ Quand un même censier renferme deux inventaires successifs d'un même domaine, ce qui est d'ailleurs assez rare, on peut parfois juger de la rapidité de l'évolution (censier n° 20, chap. 50 et 52 ; voir p. 518, n. 2.).

⁽³⁾ Voir p. 621.

CHAPITRE III

LA DÉCADENCE DES CENSIERS A LA FIN DU XII^e SIÈCLE « COUTUMIERS SEIGNEURIAUX » ET « RAPPORTS DE DROITS »

A partir du XII^e siècle, au moment où l'exploitation domaniale devient de moins en moins productive, les censiers cessent de répondre aux besoins administratifs de la seigneurie rurale ; établis selon les règles d'une procédure traditionnelle, confinés dans l'inventaire d'un seul type de profits, enfermés dans les formes d'une rédaction périmée, ils prêtent dès lors le flanc à la critique et souffrent de deux défauts particulièrement graves.

Les censiers, qui, par leur origine, répondaient exclusivement aux besoins de l'exploitation domaniale, présentaient un premier inconvénient, celui de laisser complètement de côté un ensemble de taxes, qui avaient ce caractère commun de frapper non pas les terres, mais les sujets de la seigneurie. Ces taxes, qui s'étaient largement développées, depuis qu'au X^e siècle l'autorité seigneuriale avait été étendue et renforcée, peuvent se ranger en deux catégories principales, selon qu'elles ont leur origine dans la protection que le seigneur assure à l'ensemble de ses « hommes » ou dans le ban, pouvoir de commandement et de contrainte, qui s'étend jusqu'aux limites mêmes de la seigneurie.

Dès la fin du IX^e siècle, à l'heure où leur fortune immobilière était parvenue à son point d'équilibre, les abbés des monastères lorrains les plus célèbres et les plus riches, et probablement aussi les évêques — mais, sur ce point, nous en sommes réduits, faute de documents, à une simple hypothèse ⁽¹⁾ — travaillèrent à étendre leur protection, leur *mundium*, sur des individus étrangers à leur domaine.

(1) Sur l'extrême pauvreté des archives des évêchés lorrains pour la période ancienne, cf. p. 594.

Ceux qui, au cours des X^e et XI^e siècles, furent ainsi admis par une église à bénéficier de son *mundium*, furent directement placés sous la protection du saint patron de cette église et confiés à la sauvegarde de son autel, sous le nom de *mundiales*, de *censuales*, de *tributarii* ou encore de *cerarii*. C'étaient soit des *mancipia*, détachés de l'*indominicatum* des seigneuries laïques et préalablement affranchis par leur *dominus*, soit des libres, surtout des femmes, qui, par un acte d'asservissement volontaire, assujettissaient leur personne et celle de leurs descendants à l'autel de l'église. Ces *censuales*, soumis à l'obligation du chevage et rattachés à la seigneurie la plus proche de leur domicile, n'étaient justiciables que de l'abbé, représentant le saint patron, leur protecteur, ou plus généralement du *custos*, dignitaire préposé à la garde du trésor de l'abbaye et à l'entretien de l'autel. Dépendant de l'autel, les *mundiales* échappaient à ce titre, tout au moins en théorie, à la protection ruineuse, que l'avoué prétendait garantir à l'ensemble des hommes de l'abbaye ⁽¹⁾.

A vrai dire, les grandes abbayes du *regnum Francorum* n'avaient pas attendu la fin du IX^e siècle, pour soumettre à leur protection des individus qui se reconnaissaient leurs sujets sans être leurs tenanciers. Le polyptyque de St-Germain des Prés et celui de St-Remy de Reims ne manquent pas d'adjoindre à l'inventaire traditionnel du domaine la liste nominative de ces « protégés ». Ceux-ci, englobés dans la *familia* de l'abbaye, pouvaient avoir leur domicile à l'intérieur même du domaine (*infra potestatem*), comme ils pouvaient, sous le nom de *forenses* ou de *forastici* ⁽²⁾, habiter en dehors de ses limites ⁽³⁾. Toutefois, l'habitude de noter ainsi dans les polyptyques le nom des « protégés » devait se perdre d'assez bonne heure, comme le prouve l'exemple du polyptyque de Prüm, qui ne renferme aucune liste de ce genre ⁽⁴⁾. L'abandon d'une telle pratique s'explique probablement par le brusque accroissement du nombre des « protégés », tout au moins dans certaines

(1) Sur la condition des *mundiales* en Lorraine, voir p. 149 et sq.

(2) Les *forastici* sont des individus établis en dehors de la *mithio* de leur protecteur. Le terme de *mithio*, qui anciennement s'applique à la protection exercée par un individu sur un autre individu, a pris, dès le début du IX^e siècle, un sens territorial et est synonyme de *potestas*.

(3) Voir sur ces individus les remarques intéressantes de Seeliger, *Forschungen zur Geschichte der Grundherrschaft im früheren Mittelalter*; *Historische Vierteljahrsschrift*, X (1907), p. 314 et sq.

(4) Réserve faite, bien entendu, de quelques rares mentions qui signalent de petits groupes de *mundiales* rattachés à quelque *potestas* de l'abbaye, comme on le constate aux chap. 42-43 (cf. p. 88)

régions, dès la fin du IX^e siècle, et aussi par le caractère nouveau de l'institution ⁽¹⁾. On sait, en effet, que, à partir du X^e siècle, les « protégés » furent directement rattachés à l'autel du saint patron, qui était censé étendre sur eux son *mundium* et que, en vertu d'une fiction juridique, dont l'histoire reste encore à élucider, ils furent soustraits à l'action de l'avoué. Pour assurer leur contrôle sur ces *censuales*, qui tendaient à former une classe sociale distincte et sans cesse accrue, les abbayes durent mettre en œuvre des recueils d'un type nouveau, ce furent les *libri traditionum*, dont un seul exemplaire nous est parvenu pour la Lorraine. Le censier de la secrète de Remiremont, rédigé vers le milieu du X^e siècle, a servi de point de départ à un *liber traditionum*, dont les inscriptions se sont poursuivies jusqu'en plein XII^e siècle ⁽²⁾. Comme ce livre de traditions ne renferme guère que des notices concernant des *censuales*, il mériterait avec quelque raison le nom de *liber censualium*, qui, dans l'Allemagne du sud, a été appliqué à des recueils analogues ⁽³⁾. Si le censier de la secrète de Remiremont fait figure de document unique pour la Lorraine, du moins les études consacrées par nous à des censiers provenant d'autres abbayes nous ont-elles révélé, de manière parfois indirecte, le rôle capital joué par les « hommes de l'autel », à partir du X^e siècle ⁽⁴⁾.

Encore que les établissements religieux aient cherché à augmenter le nombre de leurs *mundiales*, en accueillant en particulier quantité de libres, auxquels leur faiblesse interdisait de s'engager dans les liens du vasselage ⁽⁵⁾, une telle pratique devait trouver assez vite sa limite. Les *mundiales*, éloignés souvent de l'abbaye chargée de les protéger, établis sur le sol d'une seigneurie étrangère, exploitant parfois des terres relevant d'un seigneur distinct de leur protecteur, devaient peu à peu échapper à l'autorité de ce dernier. D'ailleurs, les procédés lamentables, employés par les abbayes pour l'administration de leurs *mundiales*, devaient hâter la ruine de l'institution. Les abbayes ne purent maintenir leurs droits que sur ceux de leurs « protégés » qui, établis dans les limites d'une de leurs seigneuries, y avaient été pourvus d'une terre ; mais ces *mundiales* finirent par se fondre dans la masse des tenanciers qui d'ancienneté exploitaient les terres de la

⁽¹⁾ Waitz, *D. VG.*, V (2^e édit.), p. 241, signale que la brusque augmentation du nombre des *censuales* s'observe à une date particulièrement précoce en Lotharingie.

⁽²⁾ Censier n^o 4. Voir en particulier p. 157 et sq.

⁽³⁾ Voir p. 164 et n. 2.

⁽⁴⁾ Voir p. 156, n. 2.

⁽⁵⁾ Voir p. 192, n. 1.

seigneurie ⁽¹⁾. Les uns et les autres, soumis aux mêmes obligations de caractère personnel (chevage, mainmorte et taxe pour formariage), constituèrent la *familia* servile du seigneur et en fin de compte furent livrés aux exactions multiples de l'avoué et des sous-avoués locaux ⁽²⁾.

Les droits revendiqués par les seigneurs ecclésiastiques sur leurs *mundiales*, puis sur l'ensemble de leurs hommes, en vertu même de la domination personnelle qu'ils faisaient peser sur eux, se traduisaient dans la pratique par des profits de rendement médiocre ou irrégulier. Le chevage, variable de seigneurie à seigneurie, parfois d'individu à individu, ne dépassait dans aucun cas le taux de vingt deniers ⁽³⁾ ;

⁽¹⁾ On a signalé que certains *mundiales* de l'abbaye de Remiremont, établis sur les terres constituant la dotation des églises paroissiales, parvinrent à former, dans la haute vallée de la Moselle, de petites seigneuries qui surent défendre avec succès leur statut juridique privilégié, en face des exigences des avoués (cf. p. 155).

⁽²⁾ Le chevage, la mainmorte et la taxe pour formariage, qui ont fini par devenir les caractéristiques essentielles du servage, ont probablement été réservés à l'origine aux affranchis et aux libres placés sous le *mundium* d'une église, c'est-à-dire à des individus jouissant d'un statut privilégié (voir à ce sujet les textes cités par Marc Bloch, *Les « colliberti »*, *Etude sur la formation de la classe servile* ; *Revue historique*, CLVII (1928), p. 256, n. 3 et 260, n. 2).

S'il en est ainsi, un des gros problèmes que pose l'origine de la classe servile, est de déterminer par quels moyen et dans quelles conditions les seigneurs parvinrent à imposer ces mêmes taxes aux individus, qui, établis d'ancienneté sur leurs domaines, en exploitaient les terres ; ce sont ces individus, qui, considérés de bonne heure par le seigneur comme ses « hommes », fournirent à la classe servile la majorité de ses recrues. Le problème est d'autant plus ardu que pendant longtemps les *mundiales* furent dispensés du chevage ou tout au moins soumis à un chevage de montant moins élevé, quand ils résidaient sur le territoire même de la *potestas* (cf. p. 192, n. 3 et p. 264, n. 4).

Si les *mundiales* ont fini par se confondre avec les anciens *servi* dans la classe commune des « serfs », cela tient en partie au fait que les seigneurs prirent l'habitude d'exiger des prestations en travail de leurs *mundiales*, si bien que, dès la fin du X^e siècle, ceux-ci durent se défendre contre ces innovations dangereuses (cf. p. 191 et sq.). Il faut également remarquer que, dans la pratique, les seigneurs ecclésiastiques en furent souvent réduits, pour obtenir de leurs « protégés » le paiement du chevage annuel, à faire intervenir l'avoué, ce qui était la négation même d'un article essentiel du statut privilégié des *mundiales*. C'est ainsi que la charte de 1051, par laquelle Ermengarde se donne avec sa descendance à l'autel de St-Dié (cf. p. 277), prévoit une amende pour le cas où le chevage ne serait pas payé au terme fixé ; dans le cas où le *mundialis* négligerait d'acquitter cette amende, il serait procédé contre lui « juxta communem aliorum servorum legem per ecclesie advocatum ».

⁽³⁾ Ce taux tout à fait exceptionnel se rencontre dans le censier d'Etain (n^o 11) : « Similiter viri in maio capitale censum persolvunt, quidam viginti, quidam quinque... ». On voit d'après cet exemple, qu'il existait pour une même seigneurie des tarifs de chevage différents ; il en allait certainement de même pour les *mundiales*.

la mainmorte, dans les régions où elle affectait des modalités de type germanique, donnait lieu, comme le chevage, à la perception d'une redevance régulière, mais de faible montant⁽¹⁾ ; quant au formariage, source pour le seigneur de profits plus substantiels, il gardait un caractère exceptionnel. Il en allait tout autrement pour les profits du droit de ban et on conçoit la ténacité des abbayes à revendiquer l'exercice de ce droit, car celui-ci, par la diversité de ses applications, représentait une source de revenus abondants et variés. Mentionné à partir du XI^e siècle et conçu dès lors comme le droit d'ordonner, de contraindre et de punir, le *bannus* seigneurial étend sa zone d'action jusqu'aux limites d'un territoire nettement circonscrit. Celui-ci comprend le domaine proprement dit, avec les hommes qui l'habitent, mais il englobe également les terres concédées en précaire, les biens possédés par des

On s'explique ainsi que, dans les *Traditiones Romaricenses*, des individus donnés à l'autel de St-Pierre, soient rattachés à une certaine seigneurie « ad meliorem legem illius potestatis ». On constate également dans le même recueil que parfois le cens prévu au moment de la *traditio* a été diminué par la suite, comme le prouvent les corrections et surcharges exécutées par un scribe postérieur.

(1) La Lorraine a certainement connu la mainmorte sous sa double forme, germanique et française. En Allemagne, la mainmorte est exigée par le seigneur à la mort de tout serf, mais elle se réduit à la perception d'une redevance assez faible acquittée sous la forme du « meilleur catel », le seigneur se contentant de prélever la meilleure tête de bétail, la meilleure pièce du mobilier ou du vêtement. En France, la mainmorte n'est perçue que de manière irrégulière, dans le cas où le serf ne laisse aucun descendant direct ; elle donne lieu alors à la mainmise du seigneur sur l'ensemble de la succession du mainmortable (cf. Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles au moyen âge*, *Anuario de Historia del Derecho Español*, X (1933), p. 34 et sq.

La mainmorte du second type se rencontre en Lorraine, mais les textes les plus anciens qui la mentionnent ne remontent pas au delà du XIII^e siècle. Au contraire, la mainmorte, sous sa forme germanique, est attestée par la note 2 de la pancarte de Bouzonville, qui présente cette pratique comme répandue dans tout le pays de la Nied et même dans tout le duché de Lorraine (cf. p. 472, n. 3). Cette localisation est certainement inexacte, en ce qui concerne le duché de Lorraine ; il est probable que le paiement de la mainmorte donnait lieu pour l'abbaye à des contestations avec ses hommes d'une part et les sous-avoués d'autre part et que le rédacteur de la note 2 s'est efforcé de donner à la pratique de la mainmorte, sous la forme revendiquée par l'abbaye de Bouzonville, une extension géographique aussi grande que possible.

La note 2 de la pancarte de Bouzonville connaît d'ailleurs deux formes de mainmorte ; l'une, certainement la plus ancienne, est levée par l'abbaye sur ses sujets (*indigenae*) à titre personnel (*capitali jure*), l'autre est perçue sur la maison de tout étranger domicilié dans les limites d'une seigneurie de l'abbaye, elle est exigée de celui-ci *aralicio jure*. Une mainmorte réelle se rencontre également à Flomersheim et en Alsace (cf. p. 199, n. 1).

individus qui se sont placés sous le *mundium* du seigneur et divers alleux qui, relevant de propriétaires libres, ont été incorporés de gré ou de force à la seigneurie ⁽¹⁾. Tandis que, dans certaines régions de la France, ce complexe territorial, qui tire son unité de son assujettissement à un même seigneur, a conservé son nom ancien de *potestas* (*poesté*), ce terme, en Lorraine, a été peu à peu éliminé par le mot *bannus* ⁽²⁾. Cette substitution, qui s'est produite, non seulement en Lorraine, mais en général dans tous les pays d'Empire, fait saisir sur le vif l'innovation que représente le droit de ban ; du même coup, elle plaide en faveur de la théorie qui cherche l'origine du ban seigneurial dans l'immunité de droit ou de fait, qui fut reconnue, dès une époque ancienne, aux *potentes* ecclésiastiques et laïques. Sans doute, le *dominus* du IX^e siècle disposait déjà, vis-à-vis de ses tenanciers, d'un droit général de commandement, que certains polyptyques de la France occidentale n'hésitent pas à désigner du terme de *bannus* ⁽³⁾ ; mais on serait dupe des mots, si l'on assimilait ce ban, d'application strictement domaniale, au ban seigneurial, dont la zone d'action dépasse largement le domaine, au point de lui être parfois totalement étran-

(1) Une charte de l'évêque de Metz Bertram, datée de 1205 (EDIT. Müsebeck ; J. G. L. G., XIII (1901), p. 238), offre l'exemple d'individus libres, dénommés *honestiores* par la charte, qui se soumettent de bon gré au ban du seigneur voisin. Par cette charte, l'évêque Bertram, pour venir en aide à l'abbaye de St-Arnoul, autorise les moines à construire des *furna bannalia* dans le ban de Cheminot et déclare accorder cette autorisation « de quorundam honestiorum hominum banni de Chamineto consensu et voluntate ».

Dans ce texte, la concession faite par l'évêque porte sur une des applications habituelles du droit de ban, sur la banalité du four. Si la charte parle de plusieurs fours banaux (*furna bannalia*), cela tient sans doute au fait que le ban de Cheminot s'étendait, comme l'ancien *fiscus* du même nom (cf. p. 234), sur le territoire de plusieurs villages. Une grande partie du *fiscus* était entrée dans le patrimoine de l'abbaye de St-Arnoul ; mais, en vertu d'une pratique courante, l'évêque de Metz avait conservé sur le domaine de l'abbaye à Cheminot, en totalité ou en partie, le droit de ban, anciennement exercé par lui sur l'ensemble des biens dépendant des abbayes épiscopales ; ainsi s'explique que l'abbaye de St-Arnoul ait dû solliciter de l'évêque une autorisation spéciale pour établir des fours banaux à Cheminot.

(2) L'emploi du mot *potestas*, au sens de seigneurie, est fréquent en Lorraine dans les chartes du X^e siècle ; on le rencontre encore dans quelques textes du XI^e siècle, en particulier dans le censier de St-Vanne (n^o 9) ; mais, passé le XI^e siècle, le mot devient de plus en plus rare.

(3) Dans le polyptyque de St-Remy de Reims, le mot *bannus* s'applique à des prestations en travail, plus spécialement à des charrois, exigés par le *dominus* de tous ses tenanciers en vertu d'un droit général de commandement, qu'un des passages du polyptyque qualifie de *bannus generalis* ; cf. *Polyptyque de St-Remi de Reims*, édit. Guérard ; Préface, p. XX et Index, v^o *Bannus*.

gère⁽¹⁾. Encore que l'histoire du ban seigneurial reste singulièrement obscure, il semble bien que ce droit résume l'ensemble des pouvoirs qui se trouvèrent concentrés aux mains de l'immuniste à partir du jour où, le diplôme d'immunité ayant épuisé tous ses effets, la *potestas* échappa complètement à l'action des représentants de l'autorité public. On sait que, pour les pays compris dans les limites du royaume de Germanie, c'est seulement vers la fin du X^e siècle que ce résultat fut acquis⁽²⁾.

Le droit de ban allait se révéler, entre les mains des seigneurs, un merveilleux instrument de domination, en leur permettant de pousser, jusqu'à ses extrêmes limites, l'exploitation de la seigneurie. Il eut pour premier effet, en renforçant les pratiques domaniales, au moment où celles-ci semblaient menacées d'une ruine prochaine, de consolider et de rendre quelque valeur aux profits que le seigneur tirait de l'exploitation de son domaine. Si le fractionnement du manse en quartiers, l'éparpillement des terres de quartier entre de multiples tenanciers mettaient en péril nombre de services⁽³⁾, le ban permit, par contre, d'étendre les services les plus urgents, ceux, en particulier, qui réclamaient une main-d'œuvre abondante, à tous les individus établis dans les limites de la seigneurie⁽⁴⁾, parfois même à des individus

(1) Sur l'habitude prise par les souverains de Germanie de concéder aux évêques et aux abbés de leur royaume le droit de ban sur un territoire étranger à leurs domaines, cf. Seeliger, *Die soziale und politische Bedeutung der Grundherrschaft im früheren Mittelalter*, p. 107 et sq.

(2) La plus ancienne mention du ban seigneurial en Lorraine se rencontre dans une charte de l'évêque de Metz Adalbéron I^{er}, qui, reconstituant son patrimoine à l'abbaye de Ste-Glossinde, concède à celle-ci des vignes, à Metz et dans la banlieue immédiate de la ville, et précise que ces vignes sont données aux religieuses « cum banno » (EDIT. Wolfram; *M. I. Ö. G.*, XI (1890), p. 19). Mais, contrairement à ce qu'a pu penser Wolfram, la charte d'Adalbéron I^{er} est un acte faux et le pseudo-original qui nous l'a conservée n'est pas antérieur à la fin du XI^e siècle.

Le plus ancien document véridique concernant la Lorraine, qui fasse mention du ban seigneurial, paraît être un diplôme d'Otton III de 984 (Stumpf 873), qui confirme à l'abbaye St-Paul de Verdun « in Dombasla (Dombasle; M., Verdun, Clermont) mansum indominicatum cum tribus mansis, ecclesiam dimidiam, silvas, mancipia, medietatem banni ».

(3) Voir p. 649 et sq.

(4) Le ban a facilité et légitimé l'extension des mêmes services à tous les tenanciers, quelle que fût l'importance de leur tenure (cf. p. 415 et 440); il a permis, en outre, d'assujettir à certains services tous les individus établis sur le territoire de la seigneurie, même lorsque ceux-ci n'exploitaient aucune terre relevant de cette seigneurie. C'est ainsi que, au milieu du XI^e siècle, tout homme domicilié sur la seigneurie de l'abbaye de St-Vanne, à Laumesfeld (censier n° 9, chap. 13), doit un ensemble de services, dont certains ont été indiqués p. 247. A Loutzwiller, dans le troisième quart du XII^e siècle, tout tenancier de l'abbaye de Bouzonville doit la corvée de labourage, à raison de deux jours à chaque saison, tandis que tout individu, établi sur le ban

étrangers à son territoire ⁽¹⁾. On sait d'autre part, que, pendant longtemps, les seigneurs s'étaient trouvés dépourvus de tout moyen de coercition efficace à l'égard de leurs tenanciers, quand ceux-ci refusaient d'acquitter les charges pesant sur leur tenure ⁽²⁾. A partir du jour où les seigneurs disposèrent du ban, il leur fut possible, en vertu même de ce droit, non seulement de frapper d'une amende le tenancier négligent, mais encore d'exécuter une saisie provisoire de sa tenure et, si celle-ci n'était pas « relevée » dans le délai d'un an et un jour, d'en prononcer la confiscation au profit de la réserve seigneuriale ⁽³⁾. Cette

de l'abbaye sans être son tenancier, doit une seule journée au lieu de deux (censier n° 18 ; cf. p. 481, n. 4).

Cette application du droit de ban a eu pour résultat de soumettre aux services domaniaux quantité d'individus qui n'avaient qu'une exploitation médiocre et dont beaucoup étaient de simples manouvriers. Aussi les nouveaux assujettis sont-ils requis de préférence pour les services de bras ; toutefois, il arrive parfois qu'ils soient soumis à la corvée de labourage. Dans ce cas, s'ils ne possèdent pas d'attelage, ils peuvent être employés à conduire les chevaux ou à briser les mottes de terre à la pioche (cf. 415, n. 2). A Laumesfeld, parmi les nombreux services mis à la charge de l'*homo de potestate*, figure même l'obligation de véhiculer du blé sur une distance de six milles *cum collo*.

⁽¹⁾ Voir le cas caractéristique des corvées de charruage exécutées pour le compte de l'abbaye de Bouzonville par les habitants des villages voisins d'Offwiller, au profit de la réserve de ce dernier domaine (p. 458).

⁽²⁾ Voir p. 651.

⁽³⁾ La mise en ban de la tenure, dans le cas où le tenancier négligeait de payer l'amende qui lui avait été infligée par le tribunal seigneurial, est couramment dénommée, aux XIII^e et XIV^e siècles, « croisement d'héritage », en raison de l'habitude prise par les justices seigneuriales de planter un signal en forme de croix sur les tenures frappées du ban. La pratique du croisement est plus ancienne, comme le prouve une interpolation introduite à la fin du XII^e siècle dans un diplôme de Frédéric I^{er} pour l'abbaye d'Etival, interpolation qui mentionne cette procédure sous le nom de *crusagium* (cf. p. 353, n. 1).

La mention la plus ancienne, pour la Lorraine, du relèvement d'un héritage frappé de ban, se trouve dans une notice provenant de l'abbaye de Remiremont et qui, écrite sur une même feuille de parchemin, au-dessous de la notice concernant la réduction de service accordée aux habitants de Lezey, a été publiée à la suite de cette dernière par D. Calmet (cf. p. 598, n. 4). Cette notice, qui concerne la concession d'un demi-manse par l'abbesse de Remiremont Gisla I, à Hennecourt, est ainsi rédigée : « Ego Gisla abbatisa do dimidiam sortem Volfado in potestate Hainoniscurtis ad servitium reddendum, quam habeat omni tempore. Signum Lamberti advocati. . . . Signum scabinorum. . . . Modo est relevata (D. Calmet donne la leçon manifestement incorrecte *revelata*) pro justitia ». A supposer que cette dernière mention soit une addition ajoutée après coup à la notice de concession, elle ne saurait être postérieure de beaucoup à celle-ci et, comme l'abbatit de Gisla I appartient à la fin du X^e siècle, on voit que cette mention d'une tenure domaniale « relevée » à la suite d'une procédure de mise en ban, remonte au moins au début du XI^e siècle.

procédure n'eut pas seulement pour effet de faire peser sur les tenanciers la menace grave de la confiscation, elle eut en outre l'avantage de mettre à la disposition du seigneur des terres qui, après leur incorporation momentanée à la réserve, pouvaient faire l'objet d'un contrat d'acensement avantageux.

Si le ban a servi, dans une certaine mesure, à rendre quelque vigueur aux pratiques traditionnelles inscrites dans les censiers, si même, parfois, il en a augmenté le rendement, c'est pourtant sur un terrain entièrement différent qu'il a trouvé ses applications les plus nombreuses et les plus profitables. Conçu avant tout comme le droit de punir, le ban a pour effet principal de légitimer la juridiction seigneuriale, qui en est l'expression la plus ancienne et qui en reste la forme la plus courante. Cette juridiction s'exerce dans des conditions d'étendue et d'intensité qui varient notablement d'une seigneurie à l'autre. L'immunité, en effet, qui est à l'origine du ban, n'a pas développé ses conséquences partout jusqu'au même terme et, dans bien des cas, la résistance du détenteur des pouvoirs comtaux, ou la concurrence de quelque puissant seigneur, n'a laissé à l'immuniste qu'une juridiction de forme subalterne et l'a obligé à renoncer à la justice criminelle ou justice du sang ⁽¹⁾. Encore que la ligne de séparation entre les *causae majores* et les *causae minores* ne puisse être tracée avec sûreté, en raison même de la multiplicité des coutumes locales, les termes de *bannus* et de *magnus bannus* (ou *districtus*) traduisent cependant une hiérarchie, qui correspond pleinement à la réalité des faits.

Comme le droit de punir sous-entend le droit de commander, les seigneurs ne manquèrent pas, en vertu de leur droit de ban, de régler l'exploitation économique de la seigneurie, d'exiger des réquisitions pour construire des routes ou des ponts, de se réserver la jouissance exclusive de certains cours d'eau ⁽²⁾, d'amorcer la création de monopoles, les « banalités », dont les mentions les plus anciennes ne remontent pas, en Lorraine, au-delà du XI^e siècle ⁽³⁾. Ainsi, parce que

(1) Seeliger, *Die soziale und politische Bedeutung der Grundherrschaft*, p. 123 et sq., a eu le mérite d'insister sur cette concurrence faite aux immunistes par le comte, mais l'auteur a cherché à tirer de ses observations des conclusions parfois contestables.

(2) Sur le ban de l'eau exercé par l'abbaye de Bouzonville le long du Rothbach et le long de la Moder, cf. p. 458 et 461.

(3) Wichmann, *Adelberos I. Schenkungsurkunde für das Arnulfkloster und ihre Fälschung*; *J. G. L. G.*, II (1890), p. 316, critiquant une charte interpolée de l'évêque de Metz Adalbéron I^{er}, par laquelle cet évêque est censé concéder à l'abbaye de

son champ d'application, fort étendu, pouvait même parfois dépasser les limites de la seigneurie ⁽¹⁾ et parceque les amendes qui sanctionnaient ses défenses étaient fort élevées ⁽²⁾, le ban apparaissait comme susceptible de procurer des profits théoriquement illimités. Rien ne laisse mieux soupçonner le rôle capital du ban, dans l'histoire de la seigneurie rurale en Lorraine, que l'opiniâtreté des évêques lorrains à conserver le droit de ban sur les domaines affectés par eux à la

St-Arnoul en 944-945 la *taberna bannalis* de la *villa* qui s'était développée autour de cette abbaye, a signalé un certain nombre de documents anciens qui mentionnent l'exercice, en Lorraine, de monopoles seigneuriaux établis en vertu du droit de ban. Les mentions les plus anciennes, pour les différents banalités, qui aient été notées par lui sont les suivantes. Le four banal (« unum ex furnis bannalem ») est signalé dès 1047; le moulin banal (« molendinum infra curtem cum banno ») en 1069; le banvin en 1094 (charte pour l'abbaye messine de St-Vincent, que Wichmann considère comme authentique, mais probablement à tort et en 1095 (*Mett.*, II, n° 140); les *nundinae bannales* en 1090.

On peut, aux mentions relevées par Wichmann, ajouter le diplôme d'Henri III, de 1056 (Stumpf 2494), dispensant les chanoines de l'église cathédrale de Metz d'observer le ban des vendanges, dans tous les villages où le chapitre possédait des vignes.

⁽¹⁾ C'est le cas en particulier pour le ban de l'eau exercé par l'abbaye de Bouzonville, le long de la Moder, à Obermodern (cf. p. 461). La même abbaye exerçait, dans la région de Bouzonville un droit de ban qu'elle devait à la générosité du comte Gérard II et dont le caractère reste difficile à déterminer. La donation de Gérard II n'est plus connue que par la bulle d'Alexandre III de 1179 (sur cette bulle, cf. p. 450, n. 3), qui la mentionne en ces termes : « Jus etiam bannense, quod patres ejus (le comte Gérard II) tenuerunt in pago Nidensi a loco qui dicitur Svenefuurt usque Sara fluvium in pascuis, in silvis, in aquarum decursibus, viis, inviis, in exitibus, in redditibus, excepto banno vennario, abbati et fratribus tenore perpetuo tenenda concessit ». Le « locus qui dicitur Svenefuurt » n'a pu être déterminé et cela d'autant moins que, la bulle n'étant plus connue que par des copies tardives, la leçon *Svenefuurt* est incertaine; pourtant, il semble bien qu'il s'agisse d'un gué et que le *jus bannense* en question doive s'entendre d'un ban de l'eau qui s'exerçait le long de la Nied, depuis ce gué jusqu'au confluent de la Nied avec la Sarre. Ce droit de ban aurait comporté une exception, à savoir le *jus vennarium*, qu'il faut peut-être interpréter comme le droit de construire des barrages pour retenir le poisson; de plus, dans l'inventaire de leurs droits, présenté à la chancellerie d'Alexandre III, afin d'obtenir la bulle de 1179, les moines de Bouzonville auraient introduit la mention de ce *jus bannense* dans une rédaction formulaire qui semblait en étendre l'application.

⁽²⁾ Signalons, à titre de simple indication, que l'amende à payer pour relever un *mansus*, frappé du ban, est fixée à la somme très élevée de 25 sous par une charte du duc Simon I^{er}, de 1176-1186, qui règle les droits de l'avoué de l'abbaye St-Martin-devant-Metz (Duvernoy, *C. A. D. L.*, n° 216). Il est impossible de dire si, dans le passage en question (« Mansus relevatus pro justitia XXV solidos debet »), le mot *mansus* désigne le meix, c'est-à-dire la maison avec le jardin attenant, ou s'il s'applique à l'ancienne unité de tenure correspondant à quatre quartiers.

dotation des abbayes épiscopales ⁽¹⁾ ou que l'ingéniosité déployée par certaines de ces abbayes pour assujettir à leur droit de ban des terres relevant de seigneuries voisines ⁽²⁾.

Quels que soient les problèmes soulevés par l'origine du droit de ban, il paraît bien établi que les seigneurs laïques en poursuivirent l'exploitation avec plus d'âpreté que les seigneurs ecclésiastiques ⁽³⁾. S'étant accoutumés de bonne heure à tirer de leurs hommes la maximum de rendement, faute dans bien des cas de trouver, dans la pratique des censiers, un principe de discrimination entre les droits proprement domaniaux et les droits seigneuriaux ⁽⁴⁾, incapables d'ailleurs de distinguer — opération délicate entre toutes — les profits qui étaient la contre-partie de la protection accordée par eux à leurs hommes de ceux qui avaient leur source dans l'exercice du droit de ban, les

(1) Il s'est passé pour le ban ce qui s'est passé pour cette forme de juridiction qu'on appelle en Lorraine *centena*. Sur les efforts faits par les abbayes épiscopales lorraines pour arracher à leur seigneur temporel, l'évêque, le ban et subsidiairement le droit de centaine sur leurs domaines, voir notre mémoire : *Sur le sens du mot « centena » dans les chartes lorraines du moyen âge* ; *Bulletin Du Cange*, V (1929-30), p. 178 et sq. Ces efforts se sont traduits en général par la fabrication d'actes faux qui étaient censés accorder à l'abbaye intéressée telle forme du ban dans les limites de telle *villa*. On a eu l'occasion de faire incidemment allusion à des faux de cette nature dans les notes précédentes (cf. p. 666, n. 2 et p. 668, n. 3 (charte de 1094 pour l'abbaye de St-Vincent)).

(2) La preuve en est fournie, cette fois encore, par les actes faux signalés dans la note précédente. L'un des documents les plus caractéristiques à cet égard est une charte de l'évêque de Metz Hermann, de 1090, en faveur de l'abbaye messine de St-Clément. Cette charte a subi, au XII^e siècle, des interpolations qui ont pour but de développer les droits de l'abbaye sur la localité dite *Ad Basilicas*, localité qui, située à quelque distance de l'abbaye, se trouvait dans la banlieue immédiate de la ville de Metz (pour plus de renseignements sur cette charte, voir notre mémoire *Sur le sens du mot « centena »*, p. 185 et 186). Le passage interpolé reconnaît à l'abbaye de St-Clément le droit de ban sur la *villa Ad Basilicas* et définit le ban comme le droit d'exercer trois fois par an le banvin, d'avoir un four banal et d'user de mesures différentes de celles de l'évêque. L'abbaye revendiquait en outre le droit exclusif de frapper du ban non seulement ses terres, mais encore celles que d'autres églises possédaient sur le territoire de la dite *villa* ; elle déniait ainsi à ces églises la faculté d'exercer par elles-mêmes des actes de coercition contre leurs propres tenanciers (« *predicta vero ecclesie vel alie census, quos in banno possident vel possiderint, nulla vi requirant sed queque suum ministerialem habeat nec terras bannalium inbannire vel debannire valeat sed census eorum et jura per officiales Sti Clementis cenobii requirant...* »).

(3) Sur cette opposition entre les seigneuries laïques et ecclésiastiques, voir un très curieux passage de la correspondance de Pierre le Vénérable, cité et traduit par Flach, *Les origines de l'ancienne France*, I, p. 466-467.

(4) Sur la négligence des seigneurs laïques à faire rédiger l'inventaire de leurs domaines, cf. p. 595.

eigneurs laïques prirent l'habitude d'exiger de leurs sujets des prestations multiples et variées. Ces prestations, que les chartes qualifient d'ordinaire d'*exactiones*, peuvent se ranger en trois catégories principales : la taille, le service d'hospitalité et le service d'ost sous ses formes diverses ; elles présentent ce trait commun d'être, en principe, arbitraires et illimitées.

Dans les seigneuries ecclésiastiques, la situation se présentait dans des conditions bien différentes. Longtemps, les seigneurs ecclésiastiques, dont les besoins étaient d'ailleurs largement couverts par l'inépuisable générosité des fidèles, se contentèrent des ressources qu'ils tiraient de l'exploitation de leurs domaines, ressources régulières et dont le terme de *rectitudines* illustrait à leurs yeux le caractère traditionnel et légitime. Toutefois, ils ne négligèrent pas, à partir du X^e siècle, d'utiliser au mieux de leurs intérêts le droit de ban, dont la légitimité se trouvait garantie par les termes mêmes du diplôme d'immunité ⁽¹⁾. Mais l'exercice du ban, s'il compensait dans une large mesure, les pertes résultant de la désagrégation du régime domanial, devait mettre les seigneurs ecclésiastiques en conflit avec leur avoué, qui, en sa qualité de protecteur et de justicier de la seigneurie, entendait tirer de ce double titre le maximum de profits. La situation de l'avoué et de ses vassaux, les sous-avoués, détenteurs en totalité ou en partie des droits d'avouerie, dans les limites d'une ou de plusieurs seigneuries voisines, était d'autant plus forte, que, depuis le X^e siècle, l'avoué, recevant du roi le droit de ban et le déléguant aux maires des *potestates* ⁽²⁾, pouvait se considérer comme le justicier suprême de

⁽¹⁾ Sur la répugnance des clercs à soumettre leurs sujets à des exactions, en particulier à des tailles trop fréquentes, cf. Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles au moyen-âge* ; *Anuario de Historia del Derecho Español*, X (1933), p. 42.

L'exemple le plus ancien en Lorraine d'une taille perçue au profit exclusif d'un seigneur ecclésiastique, sans qu'il y ait partage avec l'avoué, se trouve dans le coutumier de St-Quirin de 1137-1146, dont il sera question plus loin. Le coutumier reconnaît à l'abbé de Marmoutier, seigneur de St-Quirin, le droit de se procurer « aliquando, si voluerit, vaccas non ab omnibus sed ab aliquibus qui dare possunt, non imperando, sed benigne rogando... Quod si ecclesie aliquid conferre emendo constituerit, quod et usui et decori loco esse poterit, tunc non supplicando, sed ex debito supplementum exigendum est ». Le droit de lever la taille ainsi reconnu à l'abbé de Marmoutier est d'ailleurs mentionné dans des termes qui laissent supposer que l'exercice de ce droit, sous des formes peut-être différentes, était antérieur à la rédaction du coutumier.

⁽²⁾ La plus ancienne mention véridique d'une délégation du ban royal à un avoué serait de 967, selon Seeliger, *Die sociale und politische Bedeutung der Grundherrschaft*, p. 94, n. 4.

la seigneurie et que, d'autre part, dans l'état d'anarchie dont souffraient particulièrement les terres d'église, les hommes de la seigneurie ne pouvaient se passer de sa protection ⁽¹⁾.

Avant de livrer bataille à leur avoué, pour lui arracher une partie des produits du ban, les seigneurs durent aller au plus pressé et consolider, en face de ses entreprises, les profits qui avaient leur origine dans l'exploitation domaniale. Ceux-ci, pendant longtemps, avaient trouvé leur garantie la plus sûre dans les stipulations d'un censier, rédigé à l'initiative du seigneur. A partir du jour où le censier perdit la faculté de donner à la coutume du domaine cette consécration officielle, il fut atteint d'une tare nouvelle, qui acheva de ruiner son crédit. Or, si le censier a gardé durant quelque temps, en Allemagne, sa qualité d'acte authentique, susceptible d'être produit devant le tribunal royal ⁽²⁾, dès le XII^e siècle, il était réduit, en Lorraine, au rôle d'un simple document administratif, qui, fixant les obligations des *mansionarii*, trouvait sa sanction dans les seules décisions du tribunal seigneurial. Ce qui le laisse supposer, c'est le fait que, au cours du XII^e siècle, des fragments de censiers ont été introduits dans des chartes fabriquées de toutes pièces, à seule fin d'emprunter à un acte réputé authentique la force probatoire dont ils étaient par eux-mêmes totalement dépourvus. C'est le cas pour les censiers des domaines possédés par l'abbaye de St-Eucaire à Etain ⁽³⁾, par l'abbaye d'Etival à Doncières ⁽⁴⁾, et par l'abbaye de Bouzonville à Loutzviller ⁽⁵⁾. L'objet de la fausse charte, dans laquelle ces censiers sont insérés, est de confirmer aux intéressés l'ensemble des droits domaniaux inscrits au censier. Le procédé suivi à l'abbaye de Bouzonville pour l'ensemble des domaines de la région de Bitche est un peu différent ; en juxtaposant sur la même

⁽¹⁾ Les rédacteurs de chartes ou de chroniques, qui sont gens d'église, parlent uniquement des exactions commises par les avoués ; c'est oublier que, sans ces derniers, les seigneuries ecclésiastiques auraient été livrées bien souvent à l'anarchie la plus complète. Sur l'obligation pour les hommes de ces seigneuries d'avoir recours, coûte que coûte, à la protection d'un seigneur laïque, voir Flach, *Les origines de l'ancienne France*, I, p. 440 et sq. Parmi les textes cités par cet auteur, on notera en particulier une lettre adressée en 1151-1152 par les moines de St-Mihiel à l'archevêque de Trèves, pour se plaindre des exactions de leur avoué, le comte de Bar, Renaud II (*Mett.*, VI, n° 99). Dans cette lettre, les moines avouent ingénument que leurs sujets, exaspérés par les exactions de l'avoué, quittaient les terres de l'abbaye pour aller s'établir sur les seigneuries dépendant du comte.

⁽²⁾ Voir p. 607, n. 2.

⁽³⁾ Censier n° 11.

⁽⁴⁾ Censier n° 12.

⁽⁵⁾ Censier n° 18 ; cf. p. 478 et sq.

pancarte le censier des domaines en question et un memento qui rappelle les dispositions prises par le comte Gérard II, fils du fondateur de l'abbaye et ancêtre de la famille ducale de Haute-Lorraine, pour assurer à l'abbaye, sur les *villae* constituant son patrimoine, l'ensemble des droits dont lui-même ou ses ancêtres avaient joui, le rédacteur de la pancarte a voulu suggérer au lecteur l'idée que le censier et le règlement domanial du comte Gérard II ne formaient qu'un seul et même document ⁽¹⁾.

Ces fausses chartes, dont le seul dessein est de rendre exécutoires les fragments de censier qu'elles ont recueillis, ne renferment aucune allusion aux circonstances qui ont entouré leur fabrication; toutefois il n'est pas impossible de déjouer la discrétion de leurs rédacteurs et de déterminer, avec quelque vraisemblance, les motifs qui ont poussé des seigneurs ecclésiastiques à confier la défense de leurs droits traditionnels à des actes composés de toutes pièces.

Quand, au sein d'une même *villa*, un domaine relevant d'un seigneur ecclésiastique voisinait avec le domaine d'un seigneur laïque, que celui-ci exerçât ou non sur le premier des droits d'avouerie, il en résultait pour le seigneur ecclésiastique un danger, d'autant plus menaçant, qu'il s'agissait d'un domaine lointain et par là même de surveillance difficile. Quand un domaine ecclésiastique se trouvait placé dans un voisinage aussi dangereux, la réserve était une proie tentante pour le seigneur laïque, qui parfois distribuait, de sa propre autorité, aux tenanciers des coupes de bois, ou lotissait des portions de forêt usurpées, afin de se réserver les profits du sartage ⁽²⁾; surtout — c'est là le point capital — la lourdeur des prestations diverses imposées par le seigneur laïque aux

(1) Voir p. 475.

(2) Charte de Godefroy le Barbu, de 1065-1066, réglant les droits des avoués des abbayes épiscopales, dépendant de l'évêque de Verdun (EDIT. H. Bloch, *J. G. L. G.*, XIV (1902), p. 77, n° 54): « In silvis vero vel in sartis aut dandi aut accipiendi nullum jus habeat [advocatus] ». — Charte de l'évêque de Verdun, Albéron de Chiny, de 1142-1156, réglant les droits de l'avoué de St-Eucaire à Etain (sur cette charte, cf. p. 333, et n. 2, 3): « Silvam ecclesie non incidet [advocatus], non dabit, non incidendam vendet ».

Les empiétements de l'avoué pouvaient porter sur des éléments de l'*indominicatum* autres que les forêts, comme le prouve ce passage d'une charte de l'évêque de Metz Bertram, de 1186, pour l'abbaye de St-Martin-devant-Metz (ORIG. M. M., G. 520, — EDIT. H. M. B., III, pr., p. 142): « In curia abbatis et in terris indominicatis et in molendinis et in ministris creandis et in pastione porcorum advocacionem non habet advocatus nec in apibus ». Une addition introduite dans la charte-censier de Xanrey (cf. p. 367, n. 1 et 372, n. 2), signale des empiétements exercés par l'avoué, au détriment de la réserve du domaine, mais sans se prononcer sur la nature exacte de ces empiétements.

hommes d'église, pour prix de la protection qu'il se faisait fort de leur assurer, devait inciter ceux-ci à se dédommager en négligeant de s'acquitter, vis-à-vis de leur seigneur, des obligations incombant à leurs tenures.

Il va de soi que les tenanciers n'attendaient pas d'être pressurés par l'avoué, ou par quelque seigneur laïque du voisinage, pour refuser à leur seigneur les prestations domaniales de type traditionnel, ou pour contester la légitimité de certaines innovations que celui-ci cherchait à leur imposer ⁽¹⁾. Dans tous les cas où le seigneur se heurtait ainsi à la mauvaise volonté de ses tenanciers, il pouvait bien obtenir une condamnation du tribunal seigneurial, mais la difficulté commençait, quand il s'agissait de faire exécuter la sentence. Cette tâche incombait en pratique au maire, mais celui-ci, choisi parmi les tenanciers, maintenu peu de temps en fonction ⁽²⁾, n'avait pas l'autorité nécessaire pour venir à bout de l'obstination du rebelle. Force était dès lors de s'adresser au sous-avoué local, parfois même à l'avoué ; et, comme ni l'un ni l'autre ne devait consentir volontiers à diminuer la capacité de rendement d'individus, qu'ils entendaient exploiter au mieux de leurs intérêts, il fallait, en fin de compte, porter l'affaire devant le seigneur, laïque ou ecclésiastique, qui avait le *dominium* sur l'abbaye intéressée ⁽³⁾. Or, celui-ci ne trouvait pas, en général, dans les intérêts en jeu, un motif suffisant pour intervenir contre l'avoué et pour partir en guerre contre un seigneur, qui était un de ses vassaux ; dans certains cas, d'ailleurs, son inertie trouvait quelque excuse dans le fait que la contestation portait sur un domaine excentrique, situé complètement

(1) Voir en particulier certaines pratiques mentionnées dans le censier de Repel et Bouzanville (n° 16), qui semblent avoir le caractère d'innovations (cf. p. 421).

(2) Les documents sur le mode de désignation des maires et, d'une manière générale, de tous les agents chargés de l'administration de la seigneurie, sont très rares en Lorraine avant le XIII^e siècle. Un fait certain, c'est que, dès le XII^e siècle, on trouve des exemples de maires élus par les sujets de la seigneurie. C'est ainsi qu'en 1128, une charte du comte de Bar, Renaud I^{er}, déclare que sur le fief détenu à Maidières par le comte, en sa qualité d'avoué de l'église St-Lambert de Liège, le maire sera élu par les autres sujets de la seigneurie (EDIT. *Cartulaire de l'église St-Lambert de Liège*, I, n° 36, p. 58-60).

De même le coutumier de St-Quirin, de 1137-1146, renferme l'article suivant : « Prepositus (de St-Quirin), si invenerit villicum inutilem in officio sibi commissio, ut vel rerum ecclesiæ dissipator, vel populi traditor comprobetur, assumptis tribus testibus, deponat eum, et, congregata omni familia, alium utiliore quem omnes laudaverint in locum ejus sine advocato constituat ».

(3) La remarque vaut en particulier pour les abbayes placées sous le *dominium* d'un évêque,

en dehors de sa zone d'action normale ⁽¹⁾. Pour vaincre la mauvaise volonté de leur avoué ou l'indifférence de leur seigneur temporel, peu disposé sans doute, dans la plupart des cas, à admettre de but en blanc la légitimité de leurs revendications, les abbayes ne trouvèrent d'autre échappatoire que d'insérer l'inventaire du domaine menacé dans une fausse charte et de le placer ainsi sous la sauvegarde d'une personne jouissant d'une autorité morale incontestée ⁽²⁾.

Obliger leur avoué à intervenir pour les aider à maintenir dans son intégrité l'antique système d'exploitation domaniale, ce n'était là qu'une partie du programme élaboré par les abbayes lorraines du XII^e siècle. Au moment où le domaine ne pouvait assurer que des ressources médiocres, au regard des substantiels profits du ban, il était d'un intérêt primordial, pour les seigneurs ecclésiastiques, de mettre un terme à l'ingérence constante de l'avoué dans la vie de la seigneurie et de récupérer du même coup une partie de ces profits. Le plan adopté par le rédacteur de la pancarte de Bouzonville, qui unit étroitement une série de règlements d'avouerie aux dispositions prises par le fondateur de l'abbaye, pour assurer la continuité de l'exploitation domaniale, l'insertion dans la fausse charte-censier de Loutzwiller d'un article limitant les droits de l'avoué ⁽³⁾, apportent le témoignage des préoccupations qui inspiraient les abbés lorrains de la fin du XII^e siècle, dans l'administration du patrimoine de leur abbaye.

A vrai dire, un tel témoignage est tardif; la plupart des abbayes n'avaient pas attendu la fin du XII^e siècle pour chercher à limiter l'intrusion de leur avoué et pour dresser, du même coup, le bilan de leurs droits seigneuriaux et, à Bouzonville même, la rédaction de la pancarte prouve l'existence d'anciens règlements d'avouerie, dont certains remontaient jusqu'au milieu du XI^e siècle ⁽⁴⁾. C'est à cette

⁽¹⁾ C'est le cas pour le domaine d'Etain (censier n° 11; cf. p. 333). Bien qu'il ne nous soit parvenu aucune charte-censier se rapportant aux domaines que les abbayes de Metlach et de St-Martin-devant-Metz possédaient, l'une à Damvillers et l'autre à Waldorf, il convient de rappeler ici que les droits exercés anciennement par les abbayes intéressées sur ces deux domaines finirent, à la longue, par se réduire à fort peu de chose (cf. p. 130 et p. 651, n. 1).

⁽²⁾ L'auteur supposé de la fausse charte est, dans un cas, le pape et l'empereur (censier n° 12); c'est, dans les deux autres cas, l'un des prédécesseurs de l'évêque, seigneur temporel de l'abbaye (censiers n°s 11 et 18, chap. Loutzwiller).

⁽³⁾ Voir sur cet article p. 483.

⁽⁴⁾ Sur ces règlements d'avouerie de 1043, de 1049-1051 et de 1123, reproduits ou analysés dans les notes historiques de la pancarte de Bouzonville, cf. p. 470-473.

époque que se produisit, en Lorraine, comme dans la région rhéno-mosellane, la première offensive vigoureuse dirigée par les abbayes contre leurs avoués, offensive qui n'est, sans doute, qu'un épisode de la lutte menée par l'église, au nom des principes réformistes, contre les usurpations de la société laïque ⁽¹⁾. A partir de ce moment, une série de transactions réglèrent les droits des avoués, selon des clauses infiniment variées. D'une manière générale pourtant, les abbayes parvinrent à faire respecter, par leur avoué, le principe de l'indépendance de la réserve seigneuriale dans les différentes seigneuries ; surtout, une distinction s'établit entre le droit de punir les crimes, qui fut réservé à l'avoué ou à son vassal, le sous-avoué, d'une part, le droit de réglementation et la juridiction inférieure, qui furent reconnus aux abbés et exercés, dans la pratique, par leurs agents, les prévôts ou même les maires. Toutefois, l'avoué restant l'agent d'exécution de l'abbaye, celle-ci garda le droit de requérir sa collaboration en toute circonstance, à condition de l'indemniser de ses services. Quant aux exactions, les chartes d'avouerie cherchèrent à les définir, à les limiter, à les dépouiller en un mot de leur caractère arbitraire primitif. En ce qui concerne la taille, sa perception par l'avoué fut parfois soumise à l'agrément de l'abbaye, qui prit l'habitude d'exiger, pour prix de son consentement, une part de son produit ; par cette voie détournée, la taille devait se répandre peu à peu, au cours du XIII^e siècle, dans les seigneuries ecclésiastiques ⁽²⁾.

Les règlements d'avouerie, fort nombreux à partir de 1050 environ, auraient dû suffire, semble-t-il, pour assurer aux abbayes l'exercice du droit de ban et les profits de la juridiction, dans les conditions les meilleures, mais, dans la réalité, il en alla tout autrement. Plusieurs facteurs travaillèrent à rendre incertains et précaires les droits des

⁽¹⁾ Sur la date des premiers règlements d'avouerie en Lorraine et dans la région rhéno-mosellane, cf. p. 118, n. 1.

⁽²⁾ Etant donné le très grand nombre de chartes d'avouerie que nous avons recueillies et étudiées, nous nous excusons de présenter ici, sans l'appuyer de preuves, une esquisse extrêmement rapide de l'histoire de l'avouerie en Lorraine ; le sujet réclamerait, à lui seul, tout un volume. A défaut de l'ouvrage de Morin (O), *Les avoueries ecclésiastiques en Lorraine*, qui n'apporte à peu près aucun renseignement intéressant, on consultera Pergameni, *L'avouerie ecclésiastique en Lotharingie. Abus et remèdes* ; *Annales de la société d'archéologie de Bruxelles*, XX (1906), p. 391-417 et surtout du même : *L'avouerie ecclésiastique belge des origines à la période bourguignonne*. Les interprétations de l'auteur sont parfois contestables, mais ses travaux ont l'avantage de s'appliquer à une région, où l'avouerie a évolué dans des conditions analogues à celles qu'elle a rencontrées en Lorraine.

abbayes, en face des exigences de leurs avoués. Dans bien des cas d'abord, on n'avait pas pris la précaution de rédiger par écrit un règlement d'avouerie et, seuls, des compromis oraux imprécis, des précédents plus ou moins consacrés par l'usage avaient créé la coutume. Cette coutume s'appuyait-elle sur une charte ou sur une série de chartes, la rédaction, inspirée d'un esprit strictement réaliste, en était en général trop sommaire pour épuiser tous les cas concrets susceptibles de donner matière à contestation. Quand le rédacteur de l'accord, s'élevant par hasard jusqu'à l'abstraction juridique, était arrivé à dégager un principe assez net, pour tracer la ligne de démarcation entre les droits du seigneur ecclésiastique et ceux de l'avoué, ce principe avait souvent reçu, dans la pratique, une application variable, au gré des sous-avoués, qui, en fait, exerçaient, dans les différentes seigneuries, les droits d'avouerie. Dans bien des cas, les abbayes se trouvaient ainsi dans la nécessité de remédier au silence des chartes d'avouerie sur tel point particulier, parfois même, à défaut de tout acte écrit, il leur fallait défendre, contre les prétentions de l'avoué ou du sous-avoué local, leur interprétation de la coutume. Aussi, certaines abbayes, conscientes de cette nécessité, prirent-elles la précaution, au cours du XII^e siècle, de noter, dans un chapitre de censier, tel profit inclus dans le droit de ban⁽¹⁾, cependant que d'autres, envisageant le problème sous une forme plus générale, s'essayaient à codifier le droit en vigueur, dans telle ou telle de leurs seigneuries.

Ces premiers essais de codification, auxquels on peut donner le nom de « coutumiers seigneuriaux », n'intéressent pas seulement la Lorraine, mais l'Allemagne de l'ouest et du sud⁽²⁾. Si la plupart d'entre eux, édités ou commentés par les historiens allemands, sous le nom d'ailleurs ambigu de *Hofrechte*⁽³⁾, appartiennent au XII^e siècle, ils

(1) C'est le cas pour le censier de Bouzonville (cf. p. 463-464 et p. 483 et surtout pour le censier de St-Maximin (cf. p. 551).

(2) Ces documents juridiques, d'un intérêt si puissant pour l'histoire de la seigneurie rurale, n'ont encore donné lieu ni à une publication, ni à une étude d'ensemble. Dopsch, *Die Herausgabe der Quellen zur Agrargeschichte des Mittelalters (Ein Arbeitsprogramm)*; *Deutsche Geschichtsblätter*, VI (1905), p. 164-167, a eu le mérite d'appeler l'attention des historiens sur cette catégorie de documents et d'en réclamer une édition générale.

(3) Le terme est ambigu, parce que les historiens allemands l'appliquent indifféremment au censier ou inventaire des droits domaniaux et au coutumier, qui fait la plus large place à des droits seigneuriaux, étrangers par nature au censier. Dopsch, dans l'article cité à la note précédente, a senti, sans doute, le danger que présentait l'emploi de ce terme, mais il n'a pas osé le rejeter ouvertement et, sous sa plume, le

procèdent d'un besoin de codification, dont les effets s'étaient fait sentir en Allemagne à une date bien antérieure ; on ne saurait oublier, en effet, que le coutumier seigneurial, auquel l'évêque de Worms, Burchard, a attaché son nom, remonte jusqu'au premier quart du XI^e siècle ⁽¹⁾. L'ancienneté relative de ce premier essai, le fait aussi qu'il est l'œuvre d'un évêque s'expliquent par les conditions politiques et sociales qui présidèrent, en Allemagne, à ce travail de codification. La multiplicité des classes et la complexité des relations sociales au sein de la seigneurie rurale allemande, la variété des droits revendiqués par le seigneur ecclésiastique et par son avoué sur des catégories d'individus, douées chacune d'un statut juridique particulier, la menace que faisaient peser sur le seigneur l'ambition et l'insolence des *ministeriales* (*Dienstmannen*), parvenus à se constituer en une sorte d'aristocratie de la classe servile, tels sont les facteurs qui rendaient particulièrement urgente, en Allemagne, la rédaction de coutumiers seigneuriaux. Comme, d'autre part, les évêques disposaient d'une puissance politique suffisante pour arrêter les empiètements des avoués et tenir tête à l'arrogance des *ministeriales*, on comprend que seul un évêque ait pu prendre l'initiative d'un tel travail ⁽²⁾.

Ce n'est pourtant qu'à partir du XII^e siècle que les coutumiers seigneuriaux se pressent en une collection que ne manqueraient pas d'enrichir des recherches systématiques poursuivies dans les archives. Cette brusque poussée n'est certainement pas un fait accidentel ; elle trouve son explication dans le besoin général qu'éprouvèrent les seigneurs ecclésiastiques du XII^e siècle d'introduire quelque précision et quelque netteté dans l'ordre des relations juridiques. Ce besoin, auquel les seigneurs laïques eux-mêmes n'échappèrent pas complète-

terme de *Hofrecht* alterne avec le terme moins précis, et par là-même moins compromettant, de *Aufzeichnung*. Dans un autre article sur les actes faux de l'abbaye alsacienne d'Ebersmunster, article dont il sera question un peu plus loin, le même auteur désigne fréquemment le coutumier rédigé au XII^e siècle à l'abbaye d'Ebersmunster sous le terme de *Dienstrecht*, mais le terme n'est pas heureux, puisqu'il est employé couramment par les historiens allemands pour désigner une certaine catégorie de coutumiers, ceux qui concernent uniquement la classe sociale des *ministeriales* (*Dienstmannen*).

(1) Cet acte célèbre date de 1023-1025 ; il a été plusieurs fois édité, en particulier dans *M. G. H., Constitutiones*, I, n° 438, p. 639-644.

(2) Il est probable que, dès la fin du XI^e siècle, les évêques de Strasbourg disposaient d'un coutumier, valable pour l'ensemble de leurs seigneuries comme l'ont montré H. Bloch et W. Wittich, *Die jura curiae in Munchwilare ; Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XV (1900), p. 409.

ment⁽¹⁾, n'est probablement, d'ailleurs, « qu'un épisode de l'histoire intellectuelle du temps »⁽²⁾. Toutefois, on ne donnerait qu'une explication incomplète du phénomène, si l'on négligeait un autre facteur, qui est propre au royaume de Germanie : la puissance de l'église allemande, au lendemain de la signature du concordat de Worms, et les efforts répétés des seigneurs ecclésiastiques allemands pour procurer des garanties inattaquables à leur patrimoine et à leurs droits temporels, condition indispensable de leur puissance politique⁽³⁾. En ce qui concerne leur zone d'application, ces coutumiers peuvent se ranger en plusieurs catégories, selon qu'ils embrassent une seule seigneurie ou l'ensemble des seigneuries relevant d'un même établissement religieux⁽⁴⁾, selon aussi que, dans ces limites territoriales plus ou moins restreintes, ils s'appliquent à la totalité des sujets du seigneur ou seulement à certaines classes sociales privilégiées, comme les *censuales* ou les *ministeriales* ⁽⁵⁾.

La Lorraine ne devait pas rester en dehors d'un mouvement qui, visant à codifier la coutume, se poursuivait dans l'Allemagne de l'ouest et du sud et avait gagné l'Alsace toute proche⁽⁶⁾. Les études qui

(¹) Une charte de Conrad II, comte de Luxembourg, de 1135 (EDIT. Beyer, *MR. UB.*, I, n° 483, p. 438) nous apprend que celui-ci, au lendemain de la mort de son père, voulut rechercher avec soin « quid nos hominibus nostris, quid nobis homines nostri, quid nos ecclesiis, quid nobis ecclesie ad advocatiam nostram spectantes deberent ».

(²) Marc Bloch, *Liberté et servitude personnelles au moyen-âge*, p. 43.

(³) Le rôle de ce facteur a été signalé par Dopsch, *Die falschen Karolinger-Urkunden für St-Maximin (Trier)*; *M. I. Ö. G.*, XVII (1896), p. 30 et sq.

(⁴) Le coutumier de Burchard de Worms offre un excellent exemple de cette seconde catégorie de coutumiers.

(⁵) Sur les principaux coutumiers correspondant à ces trois catégories, voir Waitz, *D. VG.*, V (2^e édit.), p. 298-299 ; p. 285-287 ; p. 341-342. On complétera les indications de Waitz par celles qui se trouvent dans Dopsch, *Die Herausgabe von Quellen zur Agrargeschichte des Mittelalters*, p. 164, n. 3, et on tiendra compte, en outre, de l'important travail que H. Bloch et W. Wittich ont consacré au coutumier de Münchweiler, *curia* dépendant de l'abbaye d'Ettenheimmünster, sur le versant occidental de la Forêt-Noire (H. Bloch et W. Wittich, *Die jura curiae in Munchwilare*; *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XV (1900), p. 391-431.

Sur les coutumiers intéressant plus spécialement l'Alsace, voir la note suivante.

(⁶) Pour l'Alsace les textes sont commodément rassemblés par Herr (E.), *Gesammelte Bruchstücke elsässischer Weistümer aus dem 11.-14. Jahrhundert*; *Elsässische Monatsschrift für Geschichte und Volkskunde*, 1913, p. 62-67 ; 108-114 ; 181-187 ; 201-208 ; 265-272 ; 316-320 ; 348-352 ; 397-401 ; 449-454. Mais beaucoup des textes publiés et commentés par l'auteur se réduisent à des passages très succincts qui, insérés dans une charte, se proposent de fixer la coutume sur tel ou tel point. De plus, si certains d'entre eux ont été empruntés à un coutumier préexistant,

précèdent nous ont permis de dégager, du texte de chartes fausses, deux coutumiers rédigés au siège de deux abbayes lorraines différentes. L'un de ces coutumiers, qui date de la première moitié du XII^e siècle, concerne le groupe de seigneuries que l'abbaye de Gorze possédait dans le pays de Worms, groupe qui paraît avoir eu pour chef-lieu la cour de Flomersheim⁽¹⁾; l'autre, dont la rédaction, de date incertaine, peut remonter jusqu'aux dernières années du XII^e siècle, se rapporte à la seigneurie de Zissen, qui, située dans l'Eifel, dépendait de l'abbaye de Bouzonville⁽²⁾. A ces deux coutumiers, il convient d'en ajouter un troisième, celui de la seigneurie de St-Quirin que l'abbé de Marmoutier, Meinhard, fit rédiger entre 1137 et 1146⁽³⁾.

Ce sont là les témoins isolés d'une entreprise qui dut s'étendre à d'autres seigneuries lorraines, mais dont rien ne nous permet de soupçonner l'ampleur. S'il est possible, en particulier, que ce travail de codification ait pris son point de départ dans les chancelleries épiscopales, comme le fait est établi pour l'Allemagne, une telle hypothèse ne peut être étayée d'aucun argument certain. Il est vrai que Waitz⁽⁴⁾, s'appuyant sur un passage de la biographie de l'évêque de Metz, Thierry II, par Sigebert de Gembloux⁽⁵⁾, passage que confirment les données

il en est d'autres qui proviennent certainement d'une enquête faite à l'occasion même de la contestation qui a donné naissance à la charte.

Il y a lieu de compléter les articles de Herr par l'étude très poussée que Dopsch a faite du coutumier, ou mieux des deux coutumiers, de l'abbaye d'Ebersmunster (Dopsch, *Die Ebersheimer Urkundenfälschungen und ein bisher unbeachtetes Dienstrecht aus dem 12. Jahrhundert*; *M. I. Ö. G.*, XIX (1898), p. 604-614).

(1) Voir p. 213-215.

(2) Voir p. 485-488.

(3) Sur ce coutumier, conservé en original aux Archives départementales du Bas-Rhin (H. 609) et édité de manière incomplète par Hanauer (Abbé), *Les constitutions des campagnes de l'Alsace au moyen âge*, p. 90-92, voir notre *Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye de Marmoutier*, p. 16 et n. 38.

Un nouvel examen auquel nous avons soumis l'original du coutumier, nous a prouvé qu'une notice de 1137, qui suit immédiatement le coutumier a été écrite en même temps que celui-ci, contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'ouvrage indiqué ci-dessus. Dans ces conditions, le coutumier de St-Quirin se place entre 1137 et la mort de l'abbé Meinhard, survenue en 1146; il est, par suite, contemporain du coutumier que le même abbé fit rédiger pour la marche de Marmoutier.

(4) Waitz, *D. VG.*, V (2^e édit.), p. 298.

(5) *Vita Deoderici*, cap. 11; *M. G. H.*, SS., IV, p. 469 « Siquidem ne deesset eis [familiae laicalis] contra iniquitatem iudicum auctoriale ecclesiasticae libertatis suffragium, leges constitutas illis a prioribus regibus vel pontificibus diligenter exquisivit, exquisitas in praesentia imperatoris recitavit, recitatas edicto imperiali confirmari fecit ».

d'un diplôme d'Otton II, de 983⁽¹⁾, a fait honneur à l'évêque Thierry d'un coutumier qui, embrassant la totalité des sujets de l'évêché, aurait reçu la sanction impériale. Mais l'interprétation de Waitz repose sur un faux sens manifeste ; car il suffit de rapprocher les deux documents en cause pour s'apercevoir que les *leges* dont l'évêque Thierry II demanda et obtint, en 983, la confirmation au profit de la *familia* de son église, n'étaient autres que les diplômes qui, anciennement, avaient concédé à l'évêché de Metz le privilège d'immunité⁽²⁾.

Les trois seuls coutumiers dont nous puissions faire état, présentent des différences sensibles, en ce qui concerne la situation et l'étendue des seigneuries auxquelles ils s'appliquent. Les stipulations du coutumier de St-Quirin sont valables pour la seigneurie qui tirait son nom du prieuré, autour duquel elle s'était formée⁽³⁾, mais il tient compte également [de quelques biens que ce prieuré, dépendant de l'abbaye alsacienne de Marmoutier, possédait dans les villages voisins de St-Quirin, misérables débris de domaines jadis plus étendus⁽⁴⁾. Ce coutumier présente des analogies profondes avec celui que son auteur, l'abbé Meinhard, fit rédiger, à la même époque, pour la vaste seigneurie, qui, s'étendant autour de Marmoutier, était, dès le XII^e siècle, désignée du nom de marche de Marmoutier⁽⁵⁾. Les deux coutumiers ne diffèrent que par l'étendue des seigneuries dont ils se proposent de codifier la coutume ; l'une ne dépasse guère le territoire de St-Quirin, l'autre embrasse une superficie de 100 km² environ. Quant aux coutumiers de Zissen et du Wormsgau, ils présentent ce caractère commun

(1) Diplôme d'Otton II pour l'évêché de Metz, du 20 juin 983 (Stumpf 859) : « familiarumque praefatae ecclesiae legem quam prescriptus Deodericus episcopus eis concedendam a nobis petivit, imperiali dono et munimine illis dehinc tenendam concedimus atque confortamus ».

(2) Nous nous rencontrons sur ce point avec Sauerland, *Die Immunität von Metz*, p. 64.

(3) D'après la tradition qui avait cours à Marmoutier, au XVIII^e siècle, la *cella Sti Quirini*, dite anciennement *cella Godolsadis*, aurait été fondée en 966 par Louis, comte de Dagsbourg, et donnée par lui à l'abbaye de Marmoutier. La *cella* échangea son ancien nom contre celui de St-Quirin, après qu'elle eut reçu, en 1049, les reliques de ce saint. Le village de St-Quirin s'est formé autour du prieuré et a probablement absorbé une localité toute voisine, dénommée dans les textes anciens, provenant des archives de Marmoutier, *Grossonumvilla* (voir notre *Essai sur la fortune immobilière de Marmoutier*, p. 26, n. 51 ; 35, n. 73 ; 143, n. 92 ; 157, n. 37).

(4) Voir notre *Essai sur la fortune immobilière de Marmoutier*, p. 123, n. 93.

(5) Sur ce document fameux, connu seulement par une médiocre copie du XVIII^e siècle et par l'édition de Schöpflin, *Alsacia diplomatica*. I. n^o 275, p. 225-230, voir notre *Essai sur la fortune immobilière de Marmoutier*, p. 17, n. 40. Ce coutumier date, comme celui de St-Quirin, de 1137-1146.

d'avoir été rédigés pour les besoins de deux seigneuries excentriques. On a déjà eu l'occasion de signaler combien la codification de la coutume devait paraître urgente dans ces seigneuries d'administration difficile, où les avoués pouvaient développer, tout à leur aise, leur système d'exactions et où manquaient, à la différence des seigneuries groupées en masse compacte autour d'un chef-lieu de groupe, les conditions favorables à l'élaboration d'une coutume aux lignes nettement dessinées.

Ces coutumiers diffèrent par leur contenu des coutumiers allemands, qu'on a eu l'occasion de signaler précédemment. L'absence d'une classe de *ministeriales* ⁽¹⁾, la disparition progressive des *censuales* ⁽²⁾ ont eu pour résultat, en Lorraine, de réduire à une seule classe sociale la masse des individus vivant sur le territoire de la seigneurie et d'atténuer, du même coup, la complexité des relations juridiques, qui forment la matière du coutumier. Ces conditions sont parfaitement réalisées à St-Quirin ; quant aux deux autres coutumiers, qui intéressent des seigneuries proprement allemandes, ils négligent, pour des raisons qui nous échappent, de prévenir les excès des *ministeriales* ⁽³⁾ et tout au plus peut-on noter, dans le coutumier du Wormsgau, des clauses qui visent les *mundiliones* de l'abbaye de Gorze ⁽⁴⁾. Réserve faite de cette exception, les coutumiers présentent à peu près le même contenu. Les passages sur l'exploitation domaniale sont réduits au minimum ou même inexistants ; la plupart des articles cherchent à limiter la juridiction de l'avoué et son droit de réquisition ; certains traitent des agents chargés de l'administration de la seigneurie, de leurs

(1) En Lorraine, les agents chargés de l'administration du domaine, encore qu'ils portent couramment le titre de *ministeriales*, ne sont pas parvenus, comme les *Dienstmänner* allemands, à pénétrer dans la classe des chevaliers. Le maire (*villicus*, *major*), le doyen (*decanus*), les gardes dénommés *forestarii* ou *custodes sylvarum* reçoivent, pour prix de leurs services (*pro feodo suo* dit le censier n° 17 en parlant du maire de St-Jure), un ou plusieurs quartiers, ou les revenus domaniaux (*capitalia*) de ces quartiers. Le maire doit au seigneur l'hospitalité (*servitium*), quand il séjourne sur le domaine ; il doit en outre lui porter, à certaines fêtes, des cadeaux (*oblaciones*, *eulogiae*). Il est courant que les agents seigneuriaux subalternes offrent eux-mêmes au maire des cadeaux annuels (cf. p. 551).

Quant aux sergents à cheval qui, chargés d'escorter l'abbé de Bouzonville et de porter ses messages, auraient été institués par le comte Gérard II aussitôt après la fondation de l'abbaye (cf. p. 472, n. 3), on ne sait ce qu'ils sont devenus.

(2) Voir p. 168, n. 1.

(3) A Zissen (cf. p. 486), les détenteurs des énigmatiques tenures dénommées *vangae* (?), qui doivent, entre autres services, accompagner à cheval les convois de blé de l'abbaye, font-ils partie de la classe des *ministeriales*? On n'ose l'affirmer.

(4) Voir p. 213.

devoirs vis-vis du seigneur et des profits afférents à leur *ministerium*, d'autres précisent l'exercice de certains droits, telle la mainmorte, revendiqués par le seigneur, à titre personnel, sur ses hommes. Enfin, il peut arriver que les articles sur la juridiction de l'avoué se prolongent sous la forme de quelques indications succinctes, qui constituent l'ébauche d'un code de procédure ⁽¹⁾.

Il nous reste à signaler un dernier caractère qui est commun à ces trois coutumiers et qui les apparente à certains coutumiers allemands. Le coutumier du Wormsgau et celui de Zissen ont été insérés dans deux chartes fausses, attribuées, l'une et l'autre, à un évêque messin ⁽²⁾. Quant à la charte de l'abbé Meinhard, qui codifie la coutume de St-Quirin, elle nous a été conservée sous la forme d'un original qui n'offre aucun motif de suspicion ; mais il est troublant de constater qu'il nous est parvenu, sous la forme d'une copie moderne, une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, datée de 1123 et qui, promulguant le coutumier de St-Quirin, est très vraisemblablement un acte faux ⁽³⁾. Ainsi, dans les trois abbayes intéressées, à Gorze, à Bouzonville et à Marmoutier, on a cherché à placer le coutumier sous la garantie du seigneur temporel de l'abbaye, l'évêque de Metz dans les trois cas. Comme plusieurs coutumiers allemands se dissimulent de même sous le couvert d'un acte faux, il y a là un fait général qui nous avertit des obstacles opposés à la tentative de codification poursuivie par les seigneurs ecclésiastiques. Œuvre d'initiative privée, tout comme le censier, le coutumier seigneurial souffrait d'un vice radical : il ne pouvait être opposé en justice à des tiers, dépourvu qu'il était de toute valeur probatoire et de toute force exécutoire ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voir p. 487.

⁽²⁾ Charte de 766 pour l'abbaye de Gorze, attribuée à l'évêque de Metz Chrodegang. — Charte de 1115 pour l'abbaye de Bouzonville attribuée à l'évêque de Metz Etienne de Bar.

⁽³⁾ Charte de l'évêque de Metz Etienne de Bar, de 1123, confirmant à l'abbé de Marmoutier, Adelon, les droits de son abbaye sur la seigneurie de St-Quirin. — *COP. Archives départementales du Bas-Rhin*, H. 558. La charte reproduit le coutumier de Meinhard, en développant certains de ses articles ; ce simple détail de rédaction suffirait à la rendre suspecte.

⁽⁴⁾ En somme, le coutumier peut revêtir deux formes différentes ; ce peut être une simple notice, sans aucune formule de promulgation (c'est le cas pour le coutumier de Münchweier, cf. p. 679 n. 5) ; ce peut être aussi une charte. Quand la charte est promulguée par l'auteur même du coutumier (c'est le cas pour les deux coutumiers de Meinhard), elle est difficilement opposable aux tiers ; au contraire, le coutumier gagne en valeur quand l'auteur de la charte qui le promulgue est le seigneur temporel de l'établissement religieux intéressé, un évêque, un seigneur laïque puissant, parfois même le roi.

Situation embarrassante, dont les seigneurs ecclésiastiques cherchèrent à se tirer, comme ils l'avaient fait pour certains chapitres de censier, en donnant au coutumier l'apparente confirmation d'une charte subreptice.

Quelle fut la réaction des avoués en face de ces tentatives faites par les seigneurs ecclésiastiques pour leur imposer leur interprétation personnelle de la coutume? Un procès qui mit aux prises, en 1099, l'abbaye de Prüm et son avoué, Bertolf de Hamm, procès dont les péripéties se trouvent consignées dans un diplôme d'Henri IV ⁽¹⁾, nous apporte la preuve que les avoués ne se laissèrent pas prendre au piège et qu'ils refusèrent de s'incliner devant l'autorité de l'acte écrit. Il s'agissait, en l'occurrence, pour l'abbaye de Prüm, de mettre un terme aux exactions de son avoué. L'affaire ayant été portée devant le tribunal royal, l'abbé, pour appuyer sa plainte, présenta des diplômes royaux, qui prétendaient régler l'exercice de l'avouerie sur les terres de l'abbaye et qui étaient des faux manifestes. Loin de se laisser intimider par des actes aussi solennels, l'avoué les récusa, en faisant remarquer ironiquement qu'il était facile au premier scribe venu de fabriquer une charte et d'y insérer n'importe quelle clause ⁽²⁾. Pour vider le débat et fixer la coutume, l'avoué proposa de s'en rapporter au témoignage de dix individus choisis par lui-même parmi les membres de la *familia* de l'abbaye. Encore que cette condition eût soulevé des protestations de la part de l'abbaye, celle-ci finit par l'accepter et le diplôme royal n'eut qu'à promulguer, en la confirmant, la déclaration faite par les dix témoins. Comme le diplôme de 1103 nous apporte l'écho d'une protestation, qui dut fréquemment se renouveler au XII^e siècle, au cours des contestations qui mirent aux prises les seigneurs ecclésiastiques et leurs avoués, le curieux essai de codification tenté par les premiers risquait d'échouer totalement, si la déclaration orale faite, non pas par un groupe de sujets choisis de manière plus ou moins arbitraire, mais par l'ensemble des sujets d'une même seigneurie, n'était venue sauver le coutumier seigneurial et le transformer, du même coup, en un rapport de droits (*Weistum*).

(1) Le jugement rendu à Münstereifel en 1099 par Henri, fils du roi Henri IV, est confirmé par un diplôme royal de [janvier] 1103 (Stumpf 2961).

(2) « ...lectis etiam et expositis in audiencia cunctorum omnibus testamentis signatis a Pippini regis tempore ipsius ecclesie conditoris, que predictę ecclesie et advocatorum et officium et jura continebant, ipse [advocatus], adhuc in pertinacia obfirmatus et irridens testamenta, dicens quod penna cujuslibet quelibet notare posset, non ideo suum jus amittere deberet... ». Notre attention a été attirée sur ce texte par Depsch, *Die Ebersheimer Urkundenfälschungen*; M. I. Ö. G., XIX (1898), p. 610.

Si les premiers coutumiers seigneuriaux nous sont apparus comme des essais de codification privée, entrepris en vue de servir les intérêts du seigneur, ce serait une erreur de voir en eux un ensemble de dispositions imposées par le seigneur et totalement étrangères à la conscience populaire. Outre que, dans bien des cas, ces coutumiers devaient prendre pour point de départ une enquête faite sur place, le seigneur se réservant seulement d'interpréter et de compléter la coutume sur certains points, il reste bien établi que, dans plusieurs seigneuries, il était de règle de lire le coutumier seigneurial, au cours d'une réunion annuelle qui groupait les sujets de la seigneurie ou leurs représentants. Cet usage, qui s'observe pour les coutumiers s'appliquant à l'ensemble des seigneuries relevant d'un même établissement religieux, ou tout au moins à un groupe de seigneuries nettement circonscrit ⁽¹⁾, et qui, pratiqué à Marmoutier ⁽²⁾, l'était probablement aussi à Saint-Quirin ⁽³⁾, avait l'avantage de consolider la coutume et de la fixer dans la mémoire des sujets. Mais, comme le droit en vigueur, pour l'ensemble des hommes et des terres dépendant d'un même seigneur, offrait de nombreuses variétés selon les différentes seigneuries, force était, chaque fois qu'on voulait définir les particularités locales de la coutume, d'avoir recours à une enquête auprès des sujets de la seigneurie intéressée. Une telle procédure n'était pas chose nouvelle ; fréquemment, elle avait été appliquée pour mettre fin aux conflits qui, périodiquement, s'élevaient entre les seigneurs ecclésiastiques et leurs avoués. D'autre part, les trois plaids généraux, qui se tenaient annuellement dans chaque seigneurie, et auxquels assistaient, de tradition, l'avoué

(1) Cette pratique s'observe dans le coutumier de Münchweier, qui date de la première moitié du XII^e siècle et qui est conservé sous la forme d'une notice sans aucun protocole final ou initial. On lit, en effet, au chap. 15 du coutumier (Edit. H. Bloch et W. Wittich, *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F., XV (1900), p. 422-425) : « Preterea statutum est quod abbas habeat tria judicia quae dicuntur *dinc*.... Omnes autem qui habent domus in eadem parrochia, debent convenire ante presentiam abbatis ut perficiantur jura statuta, et judicabit sibi primo deinde omnibus qui quærimoniam aliquam habuerint ; et jura curiae sunt recitanda ».

(2) Le coutumier de Marmoutier ne comporte aucun protocole initial, mais, dans le protocole final, l'abbé Meinhard déclare qu'il a fait renouveler et confirmer le coutumier par tous les sujets des seigneuries de la marche, réunis en plaid général, (cf. notre *Essai sur la fortune de Marmoutier*, p. 118, n. 79).

(3) A la différence du coutumier de Marmoutier, le coutumier de St-Quirin n'a aucun protocole final ; en revanche, dans un court protocole initial, l'abbé Meinhard fait part de son intention de noter très brièvement les traditions des ancêtres et la coutume suivie d'ancienneté (« tradita seniorum et tramitem justiciæ ex antiquo conservatum perstringere (*sic*) breviter curamus »).

ou le sous-avoué⁽¹⁾, offraient l'occasion d'enquêtes périodiques et étendues, auxquelles les sujets de la seigneurie ne pouvaient se dérober, en raison de la *fidelitas* jurée à leur seigneur. A supposer que l'avoué fût parfois enclin à contester les résultats de ces enquêtes, il reste qu'il avait intérêt, tout autant que le seigneur ecclésiastique, à faire préciser la coutume⁽²⁾ et, d'autre part, les sujets d'église n'avaient aucune raison, contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, de desservir systématiquement la cause de l'avoué, qui seul, en fin de compte, leur assurait une protection coûteuse, mais efficace⁽³⁾.

Le jour où fut prise l'habitude de lire ou de faire réciter par les sujets, périodiquement, non plus au siège même de l'abbaye ou au chef-lieu d'un groupe domanial, mais dans chacune des seigneuries, un coutumier seigneurial, enrichi de clauses nouvelles, au fur et à mesure que les sujets étaient invités à déclarer le droit sur tel point contesté ou incertain, un document juridique nouveau était né à l'intérieur de la seigneurie rurale, celui-là même qui, dans les pays de langue germanique, porte le nom traditionnel de *Weistum*. En Lorraine, où ils se rencontrent avec quelque abondance, de tels documents, quand ils sont rédigés en français, ne sont jamais introduits par un titre qui nous révèle leur dénomination habituelle; aussi, mis dans la nécessité de suppléer au silence des textes, avons-nous employé au cours du présent ouvrage le terme de « rapport de droits », qui paraît conforme au caractère et au contenu de ce genre de coutumier⁽⁴⁾. La pratique du rapport de droits ne paraît pas antérieure, en Lorraine, au XIII^e, siècle et il en va de même, semble-t-il, dans la région rhénomo-sellane; mais l'exemple du censier de St-Maximin, qui, dans les chapitres consacrés aux domaines de cette région, prend pour base une enquête faite en plaid banal et s'ouvre largement aux droits extra-domaniaux⁽⁵⁾, prouve que, dès le dernier quart du XII^e siècle, l'idée

(1) C'est un principe constant, admis à peu près par tous les règlements d'avouerie, que l'avoué a le droit d'assister aux trois plaids annuels généraux. A ces plaids dits *placita generalia* ou *placita non jussa*, par opposition aux autres sessions du tribunal seigneurial dits *placita* ou *justitiae*, les sujets de la seigneurie étaient tenus de se rendre, sans convocation spéciale. Ces plaids avaient lieu à date fixe, en général en automne, en hiver et au printemps (souvent au mois de mai) (cf. p. 309).

(2) Voir l'exemple cité, p. 679, n. 1.

(3) Sur l'empressement que manifestaient les sujets des seigneuries ecclésiastiques à accepter la protection de l'avoué, cf. p. 672.

(4) L'expression nous paraît justifiée par le fait que le texte de la déclaration débute souvent par cette expression: « Ce sont les droits (de telle seigneurie) que rapportent (un tel et un tel)... ».

(5) Voir p. 551.

du rapport de droits était en passe de se réaliser et laisse supposer que la région rhéno-mosellane avait pris, à cet égard, une certaine avance sur la Lorraine.

Quoiqu'il en soit de la date exacte des premiers rapports de droits, date qu'il est difficile de déterminer avec précision, puisque les plus anciens d'entre eux, conservés par des copies du XIII^e siècle, ne sont pas, en général, datés, il reste que cette forme de codification du droit seigneurial était appelée à une brillante fortune en Lorraine, comme dans la plupart des pays compris dans les limites du royaume de Germanie. La diffusion du rapport de droits dans ces pays, le tracé des limites qui bornent son aire d'expansion, posent des problèmes qui n'ont pas encore été abordés. Signalons, pour nous en tenir ici à de simples suggestions, que le rapport de droits semble avoir trouvé dans la pratique des plaids seigneuriaux un facteur favorable à son développement; or, ceux-ci, créés à l'imitation des plaids publics de l'époque carolingienne, et organisés dans des conditions qui restent, au demeurant, fort obscures⁽¹⁾, ont fait preuve, dans le royaume de Germanie, d'une prodigieuse vitalité, alors qu'en France ils n'ont pas persisté, à de rares exceptions près, au-delà du XII^e siècle. On soupçonne également que le rapport de droits est en relation étroite avec l'avouerie, qui a joué un rôle capital dans l'histoire des seigneuries ecclésiastiques, en Allemagne, où l'institution, contrôlée et régularisée par la royauté, a pu, par là-même, s'implanter avec une remarquable vigueur. Un fait, en tout cas, est hors de doute; c'est qu'à partir du XIII^e siècle, le rapport de droits a eu pour effet, en Lorraine, d'accroître les différences qui, à travers les siècles, avaient opposé les seigneuries laïques aux seigneuries ecclésiastiques. Dans les seigneuries laïques, les excès mêmes de l'exploitation seigneuriale provoqueront, chez les sujets, dès la fin du XII^e siècle, une réaction qui se soldera par l'octroi de chartes de franchise⁽²⁾; dans les seigneuries ecclésiastiques au contraire, les sujets continueront à vivre sous le régime de la coutume,

(1) Il est probable que la justice seigneuriale, avec son double système de plaids, *placita generalia* et *placita (non generalia)*, s'est organisée au X^e siècle, au moment où les hommes de la seigneurie, confondus dans une même classe sociale, la classe servile, ont perdu tout contact avec la justice publique; mais il est surprenant que la justice seigneuriale, qui semble bien s'être développée en dehors de l'Etat, ait adopté, d'un pays à l'autre, les mêmes formes et la même organisation.

(2) Voir E. PERRIN, *Catalogue des chartes de franchise de la Lorraine antérieures à 1350*; *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine*, XXXIII (1924), p. 269-413. L'acte le plus ancien inscrit à ce catalogue et qui mérite, à proprement parler, le nom de charte de franchise date de 1177-1178.

dont le rapport de droits cherchera à suivre, tant bien que mal, les incessantes fluctuations. Comme l'objet essentiel de la charte de franchise est de limiter l'arbitraire seigneurial, il semble que, par un curieux renversement des conditions primitives, les garanties jadis réservées aux seigneuries ecclésiastiques vont désormais jouer au profit exclusif des seigneuries laïques.

En cherchant l'origine du rapport de droits dans le coutumier seigneurial du XII^e siècle, on n'a fait que préciser et renforcer certaines théories récentes, qui tendent à accorder au seigneur un rôle de premier plan dans l'élaboration du rapport de droits⁽¹⁾. De telles théories vont directement à l'encontre des idées qui, pendant longtemps, ont eu cours en Allemagne sur l'origine des *Weistümer* ; elles s'efforcent de battre en brèche la conception romantique qui voyait, dans le *Weistum*, l'expression de la conscience populaire au sein d'une communauté rurale dépouillée de son autonomie primitive, le dépositaire fidèle du droit et des institutions les plus originales de l'antique Germanie⁽²⁾. En réalité, par son origine, son but, son mode d'établissement, le rapport de droits présente des analogies frappantes avec le censier, qu'il paraît continuer dans le temps ; toutefois, ce serait une erreur de conclure à l'identité de ces deux catégories de documents et il convient, en terminant, de mettre en lumière les caractères par lesquels ils s'opposent.

A en juger par la nature de son contenu, le rapport de droits échappe, de parti pris, aux cadres étroits que l'inventaire des profits tirés de l'exploitation domaniale imposait, de tradition, au censier⁽³⁾.

⁽¹⁾ Il faut noter, en premier lieu, le court, mais très substantiel article de Kühn, *Zur Kritik der Weistümer (Nach oberrheinischen Quellen)* ; *Festgabe Seeliger... dargestellt* (1920), p. 29-50. L'auteur a, le premier, à notre connaissance, songé à rattacher le *Weistum* au coutumier du XII^e siècle et ébauché une théorie analogue à celle que nous avons esquissée dans les pages qui précèdent.

A l'étude de Kühn, il faut joindre deux travaux fort estimables, mais qui, peut-être, n'ont pas tiré tout le profit désirable de la théorie ébauchée par cet auteur. Ces travaux sont ceux de Patzelt (Erna), *Entstehung und Charakter der Weistümer in Österreich* (1924) et surtout Wiessner, *Sachinhalt und wirtschaftliche Bedeutung der Weistümer im deutschen Kulturgebiet* (1934) ; ce dernier ouvrage a l'avantage de traiter le problème pour l'ensemble de l'Allemagne.

⁽²⁾ Sur cette théorie, qui, longtemps, s'est recommandée du nom de J. Grimm, voir Patzelt, *op. cit.*, p. 5-19.

⁽³⁾ Nous nous séparons, sur ce point, de la théorie formulée par Patzelt (Erna), *Grundherrschaft und bäuerliches Weistumsrecht* ; *Archiv für Kulturgeschichte*, XX (1930), p. 1-15. L'auteur voit dans le *Weistum* un document destiné à sauver les derniers débris du régime domanial, au moment où celui-ci paraissait condamné à disparaître.

Si, sous sa forme primitive, celle du coutumier seigneurial, le rapport de droits continue à accorder à ces profits quelques brèves mentions, il s'empressera, dès qu'il aura revêtu sa forme définitive, d'éliminer ces fragments de censier, égarés dans son texte. La rupture entre le censier et le rapport de droits sera précoce et complète dans les seigneuries où les maires, rendus responsables du versement global des redevances domaniales, viendront en effectuer le paiement au siège de l'abbaye, lors de quelques grandes fêtes solennelles, et présenteront, à cette occasion, à leur seigneur, le compte-rendu de leur gestion domaniale⁽¹⁾. D'ailleurs, en raison du morcellement poussé à l'infini des tenures domaniales, en raison aussi de la diffusion du contrat d'acensement individuel ou collectif, le censier, sous la forme qu'il avait connue durant des siècles, finira par disparaître, pour céder la place aux registres et aux rouleaux de cens⁽²⁾.

La forme propre à chacune des deux catégories de documents ne fait qu'accentuer cette première différence. L'emploi de modèles d'inventaires, dont certains remontaient au moins jusqu'à l'époque carolingienne, a permis aux rédacteurs de censiers de répartir la matière des différents chapitres de leur œuvre selon un plan logiquement ordonné. Tout modèle analogue faisant défaut aux rédacteurs de coutumiers seigneuriaux, ceux-ci, qui avaient affaire à des clauses infiniment variées selon les cas, se sont résignés à juxtaposer, dans un désordre extrême, les articles les plus divers⁽³⁾ et ce grave défaut ne disparaîtra jamais complètement de certains rapports de droits. D'ailleurs, tandis que le censier a valeur perpétuelle, le rapport de droits, enrichi et renouvelé par des déclarations périodiques, se laisse difficilement enfermer dans des formes trop nettement arrêtées. Enfin, encore qu'il doive son origine à l'initiative seigneuriale, le fait même qu'il est lu devant l'assemblée des sujets de la seigneurie, parfois même récité de mémoire par l'un d'eux, complété grâce à un jeu de demandes

(1) Voir ce qui a été dit à cet égard dans notre étude sur le censier de Ste-Marie-aux-Nonnains (n° 17), en particulier p. 447. A l'abbaye de Remiremont, où le divorce entre le rapport de droits et le censier est très accentué, ces comptes-rendus présentés par les maires à l'abbesse, à des dates qui coïncident, en partie, avec celles de l'antique *visitatio*, sont désignés, à partir du XIV^e siècle, par le terme de *renons*.

(2) Sur ces documents destinés à remplacer partiellement ou même complètement les censiers, cf. p. 591, n. 6. On sait que des listes de censitaires font partie intégrante du censier de Beaupré (cf. p. 504) et que d'autres figurent parmi les additions du censier de St-Maximin (cf. p. 537).¹

(3) Le coutumier de Zissen, édité par nous, Appendice V, fragment 2, p. 732 offre un excellent exemple de rédaction désordonnée.

et de réponses qui s'échangent entre le maire, représentant du seigneur, et les échevins ou les anciens de la seigneurie, suffit à communiquer au rapport de droits un accent populaire qu'on cherchait en vain dans les plus anciens censiers ⁽¹⁾.

Loin de perpétuer d'archaïques institutions, remontant jusqu'au nébuleux passé d'une prétendue communauté de marche, ainsi que l'ont professé, pendant longtemps, les historiens allemands, le *Weistum* se propose de codifier la coutume, dont il cherche à saisir les mouvantes manifestations. Pour cette raison, le rapport de droits devait se révéler, dans la pratique, aussi réaliste et aussi souple que la coutume elle-même ⁽²⁾. S'il a permis, dans bien des cas, au seigneur, de légitimer nombre d'exactions imposées sous le couvert de quelque précédent contestable, d'autres fois, il a servi les intérêts des sujets de la seigneurie. Ceux-ci, en effet, ont profité du lent obscurcissement de certains droits seigneuriaux, ont pris soin, à chaque nouvelle déclaration, de développer les articles qui faisaient état de leurs droits traditionnels, parfois même ont été assez habiles pour se faire reconnaître le bénéfice de certaines innovations, empruntées à la charte de franchise de quelque seigneurie voisine. Ce sont là des faits, qui, en atténuant la conservatisme apparent des rapports de droits, devaient tendre à rapprocher la coutume des seigneuries ecclésiastiques du statut des seigneuries laïques. D'ailleurs, rapports de droits et chartes de franchise, s'ils diffèrent profondément par leur origine, leurs principes juridiques et leur zone d'application, sont pleinement d'accord pour reléguer à l'arrière-plan, ou même pour négliger totalement, les diverses prestations domaniales, qui, durant des siècles, avaient fourni leur matière aux censiers et dont beaucoup, à la fin de la période étudiée, n'étaient plus qu'un souvenir.

(1) Accent populaire dont, en revanche, on trouve l'écho dans le censier de St-Maximin (groupe des domaines de la région rhéno-mosellane), qui, très probablement, tire son origine d'une enquête faite en plaid banal (cf. p. 555).

(2) Sur la souplesse de la coutume, fondée sur la mémoire collective des sujets, sur « ses facultés d'oubli et surtout de déformation », cf. Marc Bloch, *Caractères originaux*, p. 73-74.

APPENDICE I

CENSIER DE L'OFFICE DE LA SECRÈTE,
RÉDIGÉ A L'ABBAYE DE REMIREMONT
VERS LE MILIEU DU X^e SIÈCLE

(Essai de reconstitution)

CENSIER DE L'OFFICE DE LA SECRÈTE,
RÉDIGÉ A L'ABBAYE DE REMIREMONT
VERS LE MILIEU DU X^e SIÈCLE
(Essai de reconstitution) ⁽¹⁾

(¹) On a édité, ci-dessous, les 32 premières mentions, soit les f^{os} 65-67, du Premier livre des donations de l'abbaye de Remiremont, qui occupe tout le cahier XI (f^{os} 65-71) du manuscrit A. 2. 10 de la Bibliothèque Angelica. La présente édition a surtout pour but de mettre sous les yeux du lecteur les fragments du censier de la secrète qui, rédigé vers le milieu du X^e siècle, à l'abbaye de Remiremont, a été transcrit, un quart de siècle plus tard environ, en tête du Premier livre des donations. Afin de mettre en valeur ces fragments (mentions n^{os} 1, 3, 8, 24), on en a édité le texte en typographie ordinaire, cependant que les autres mentions étaient publiées en texte serré, sans aucun interligne; de plus, on a imprimé en italique les passages qui, à l'intérieur d'une mention, correspondent à des interpolations étrangères au texte de cette mention. Enfin, on a noté, par des groupes d'astérisques, les arrêts dans l'activité du scribe A qui a écrit les 58 premières mentions, soit les f^{os} 65-69 R^o, du Premier livre. Il faut entendre, par suite, que tout ensemble de mentions comprises entre deux groupes d'astérisques consécutifs présente une unité paléographique indiscutable et qu'il a été écrit d'un seul jet par le scribe A; cette remarque s'applique également aux mentions 1-13 qui ne présentent aucun changement de plume ou d'encre.

Les mentions qui sont publiées ci-dessous, l'ont déjà été par l'abbé Didier-Laurent, *M. S. A. L.*, 1897, p. 351-362, mais dans des conditions si défectueuses qu'on n'a pas jugé utile de renvoyer, pour chaque mention, au passage correspondant de cette édition. L'édition Didier-Laurent présente, entre autres défauts, en effet, celui de fondre le texte proprement dit du Premier livre avec des notices de tradition, portées après coup dans les espaces libres des feuillets; il en résulte que le texte des mentions du Premier livre est régulièrement interrompu dans cette édition par des passages qui lui sont complètement étrangers.

On a reproduit le texte tel qu'il est donné par le manuscrit, sans apporter aucune correction aux fautes de toutes sortes qu'il renferme, et on a négligé, étant donné le nombre de ces incorrections, de les signaler, par un artifice typographique quelconque, à l'attention du lecteur. Toutes les abréviations ont été résolues; cette règle s'applique, en particulier, aux mots qui désignent des mesures ou des monnaies; s'autorisant de certains passages, où le scribe n'a pas écrit ces mots en abrégé, contrairement à son habitude, on a, dans la transcription de ces mots, fait constamment usage de l'accusatif.

(1)

Farinarium de Filestengas ⁽¹⁾. — *Momenocurte* ⁽²⁾. — *Ecclesia de Lononcurte* ⁽³⁾ et *terra de Lewanna* ⁽⁴⁾ *libram I*; de *ecclesia solidos V*. — *Asleio*. — *Gozsolcurte* ⁽⁵⁾ *solidos II*. — *Terra Wolberti juxta Romoni super eam que dicitur villa de Morineis dedit Haldrada : terra censum solidos II* ⁽⁶⁾. — *Abonicurte juxta*

⁽¹⁾ Cette mention occupe le début de la première ligne du f° 65 R^o, mais la marge supérieure du folio a reçu, au cours du XI^e siècle, deux notices de tradition, qui sont éditées par D.-L., p. 350-351. — *Filestengae* doit être identifié avec Fénétrange.

⁽²⁾ D.-L., p. 351, n. 4, a judicieusement rapproché ce nom de celui de *Momoniscurtis* (ou *Momoniscortis*), village où plusieurs chartes de l'abbaye de Senones du XII^e siècle situent un alleu qui, donné à l'abbaye, en 1103, par Cunégonde, veuve de Mafroi de Viviers, entra, en 1129, dans la dotation du prieuré de Xures (voir en particulier le diplôme d'Henri V du 24 septembre 1111 (Stumpf 3078) et une charte de l'évêque de Metz, Etienne de Bar, de 1129 (EDIT. Calmet, *H. L.*, 11, pr., col. 286)). L'identification de *Momoniscurtis* est rendue d'autant plus difficile que les chartes de Senones, où figure ce nom, sont connues seulement par des copies tardives et médiocres. Il est toutefois certain que cette localité doit être cherchée dans le voisinage immédiat de Xures; aussi a-t-on songé à identifier *Momoniscurtis* avec Mouacourt (Calmet, *Histoire de l'abbaye de Senones*, p. 66) ou avec Moncourt (*E. L. O.*, v^o *Moncourt*); mais ces deux identifications sont à rejeter, pour des raisons philologiques, à supposer toutefois que la leçon donnée par les chartes de Senones soit correcte. En tout cas, dans le passage qui est reproduit ici, la leçon *Momenocurte* ne saurait faire de doute.

⁽³⁾ Lenoncourt.

⁽⁴⁾ Sans doute lieu-dit sur le territoire de Lenoncourt.

⁽⁵⁾ Le manuscrit donne la leçon : *Asleioloz solcur.*, qui est inintelligible; il est visible que le scribe a mal séparé les mots qu'il copiait et qu'il faut lire : *Asleio Lozsolcur[te]*. La première localité s'identifie sans difficulté avec Esley; en ce qui concerne la seconde, le rapprochement de *Lozsolcurte* avec *Gozsolcurte* (p. 696 et n. 7) et avec *Consolinocurt* (p. 698) incite à penser qu'il faut corriger *Lozsolcurte* en *Gozsolinocurte*, localité qui s'identifie avec Gosselancourt, comm. Derbamont.

⁽⁶⁾ Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v^o *Moriville* et v^o *Romont*, a identifié *Morineis* avec Moriville; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle et *Romoni* avec Romont; V., Epinal, Rambervillers, l'identification touchant *Morineis* n'étant, d'ailleurs, proposée que sous réserves. En réalité il faut identifier *Morineis* avec Morgney, localité disparue, sur le territoire de Bouzemont; V., Mirecourt, Dompierre, localité dont il est fait plusieurs fois mention dans les chartes de St-Gengoul de Toul, en particulier dans une charte de l'évêque de Toul, Udon, de 1065, (EDIT. Benoît-Picart, *Histoire de Toul*, pr., p. 74). Etant donné la distance qui sépare Morgney de Romont, il faut renoncer à identifier *Romoni* avec cette dernière localité. Il est probable que la mention « *Terra Wolberti... solidos II* » est une note additionnelle du manuscrit original qui a été mal lue par le copiste, et qu'il faut peut-être reconstituer ainsi : « *Terra Wolberti juxta villa de Morineis super eam Romoni dedit Haldrada; terra censum solidos II* ». Dans cette hypothèse, *Romoni* serait un nom d'homme, servant à désigner une terre voisine de la « *terra Wolberti* ».

Ruspe ⁽¹⁾. — *Terra Bertramni Otbalcampo* ⁽²⁾. — Arufie ⁽³⁾. — Fontenelas ⁽⁴⁾ solidos II in censum. — *Senoneas*, sorte *una de ecclesia denarios XX* ⁽⁵⁾. *Qui eam abstraere voluerit, ira Dei et sancti Petri et omnium sanctorum incurrat.* — Ecclesia de Bearvilla ⁽⁶⁾ solidos V. — Feresenas ⁽⁷⁾. — Frasnido ⁽⁸⁾. — *Terra in Inglinocurte* ⁽⁹⁾. — Pont juxta Undinovilla ⁽¹⁰⁾. — Calmo ⁽¹¹⁾. — Sancto Paulo ⁽¹²⁾. — *Petracta tertia parte* ⁽¹³⁾. — Duno ⁽¹⁴⁾. — Albuciano juxta Mannonocurte ⁽¹⁵⁾.

Cerarios in Curvico et unicuique ⁽¹⁶⁾ potestate cerarios habet.

⁽¹⁾ Aboncourt ; M. M., Toul, Colombey. — Sur l'identification de *Ruspe* avec Repel, voir p. 411.

⁽²⁾ *Otbalcampus* peut être une localité non identifiée, mais il est plus probable que ce nom désigne un lieu-dit, sur le territoire d'une des *villae* précédemment citées au censier.

⁽³⁾ Aroffe.

⁽⁴⁾ Les Fontenelles, comm. Bains-les-Bains.

⁽⁵⁾ Cette mention concerne probablement un manse (*sors*), compris dans la dotation de l'église paroissiale de Senonges (*Senoneas*) et sur lequel la secrète percevait un cens annuel de 20 deniers.

⁽⁶⁾ Barville.

⁽⁷⁾ Ce mot étant à peu près effacé, la lecture en est incertaine et on peut également lire *Feriosenas*. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit, probablement, d'une localité qui n'a pu être identifiée.

⁽⁸⁾ Frénois ; V., Mirecourt, Darney.

⁽⁹⁾ Naglaincourt, comm. Dompierre.

⁽¹⁰⁾ Il faut identifier *Pont* avec Pont-les-Bonfays ; quant à *Hundinivilla*, c'est Hendeville, localité disparue qui se trouvait entre Frénois et Pont-les-Bonfays.

⁽¹¹⁾ Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v^o *Charmes*, identifie sous réserves *Calmo* avec Charmes ; V., Mirecourt, ch.-l. c. — Il est possible qu'il y ait, cette fois encore, une faute dans la transcription du mot et qu'il faille restituer : « Calmosiaco » ; il s'agirait, dans ce cas, de Chaumousey, localité où l'abbaye de Remiremont avait certainement des biens, à la fin du XI^e siècle, ainsi qu'il ressort du récit que fait l'abbé de Chaumousey Sehier du conflit qui mit aux prises son abbaye et les religieuses de Remiremont (cf. p. 378).

⁽¹²⁾ Saint-Paul ; V., Neufchâteau, Châtenois.

⁽¹³⁾ Pierrefitte.

⁽¹⁴⁾ On hésite à identifier *Duno* avec Dun-sur-Meuse ; M., Montmédy, ch.-l. c., étant donné que l'abbaye de Remiremont ne paraît pas avoir jamais eu de possessions dans la région de Dun.

⁽¹⁵⁾ On peut lire *Alluciano* ou *Albuciano*, mais la seconde leçon est préférable à la première ; toutefois, on ne rencontre, en Lorraine, aucune localité, dont le nom puisse se rattacher à *Albucianum*. Il est possible que *Mannonocurte* soit Manne-court, comm. Châtenois ; V., Neufchâteau, ch.-l. c. ; dans ce cas, il faudrait voir dans *Albucianum* une localité disparue de la région de Châtenois.

⁽¹⁶⁾ Crévic...

De Senongas ⁽¹⁾. Ermengerus et Angleverus, Wipertus, Wuihilanmus, Arembertus et sotii eorum debent pensas II cere ⁽²⁾. — De Teolerias ⁽³⁾. Ermumbertus, Vulferus cum ereditate eorum ad sanctum Petrum : terra modios C ad luminaria. — Juxta Lealdisvillam ⁽⁴⁾ Aposfons ⁽⁵⁾ terra modios XX, in cera denarios XII. — De Hadinedis ⁽⁶⁾ pensa. — De terra de Gozsolcurte ⁽⁷⁾ solidos IIII. — De Modoricicurte ⁽⁸⁾, de marcato solidos V. — De Superiorecurte ⁽⁹⁾ solidos II. — De Basilidis ⁽¹⁰⁾, de terra exiit in censum uncia I. — De Sevelicurt ⁽¹¹⁾ debent cera pensa I ⁽¹²⁾.

(2)

Isti homines de Curvi ⁽¹³⁾ : Baldenz debet denarios III, Wielant denarios III, Rarigewar denarios III, Merant denarios III, Baldenc

⁽¹⁾ Senonges, localité déjà mentionnée sous une forme un peu différente, p. 695, n. 5.

⁽²⁾ Cette mention se trouve répétée, presque textuellement, à la fin du n° 8 ; la seule différence notable concerne l'un des membres du groupe, sur lequel pèse le cens de 2 livres de cire. Celui-ci, mentionné sous le nom de *Winelant* au n° 8, est appelé au n° 1 *Wuihilanmus*, nom qui suppose une double faute dans la transcription, par le copiste, de la forme romane dérivée de *Winilindis*.

⁽³⁾ Thuillières.

⁽⁴⁾ Cette localité est mentionnée plusieurs fois, sous cette forme ou sous des formes très voisines, dans les *Traditiones Romaricenses* (D.-L., p. 349, 352, 357, 429) ; d'une de ces notices (D.-L., p. 349), il ressort que cette localité était proche de *Valleisvilla*. Si *Valleisvilla* est le nom ancien de Les Vallois, V., Mirecourt, Darney, il convient d'identifier *Lealdisvillam* avec Légéville, comm. Légéville et Bonfays, V., Mirecourt, Dompaire.

⁽⁵⁾ *Aposfons* est probablement le nom du donateur ou celui du tenancier qui exploite la terre située près de *Lealdisvilla*.

⁽⁶⁾ Hadigny.

⁽⁷⁾ La leçon *Gozsolcurte* du manuscrit s'explique, si l'on admet que le copiste a reproduit tel quel le mot *Gozsol[ino]curte* du censier original qu'il transcrivait, et sans prendre la peine de résoudre l'abréviation ; c'est à cette seule condition qu'on peut admettre l'identification avec Gosselancourt, comm. Derbamont, proposée par D.-L., p. 353, n. 2.

⁽⁸⁾ D.-L., p. 353, n. 3, propose Morizécourt, mais M. Marichal se prononce pour Mirecourt. Cette seconde identification est préférable à la première.

⁽⁹⁾ Souveraincourt, comm. Laloeuf. — La forme ancienne pour Serécourt, que propose D.-L., p. 353, n. 4, est *Severicecurt*, qui se rencontre au n° 8.

⁽¹⁰⁾ A première vue, il peut s'agir, soit de Bazoilles ; V., arr. et c. Neufchâteau, soit de Bazoilles-et-Ménil ; V., Mirecourt, Vittel ; mais, étant donné qu'il existait à Bazoilles-et-Ménil un ban St-Pierre (de Remiremont), il convient de donner à la seconde identification la préférence sur la première.

⁽¹¹⁾ Non identifié.

⁽¹²⁾ Avec cette dernière mention prend fin le texte du f° 65 R°.

⁽¹³⁾ Crévic ; voir p. 695, où il a déjà été question des *cerarii* de Crévic.

denarios III, Malenc denarios III, Harbaldus denarios III, Saldrus denarios III, Moyses denarios III, Johannes (*sic*), Hunlenz denarios III, Lanthent denarios III, Frotga denarios III, Algert denarios III, Geldrada denarios III, Biliert denarios III, Ansuelc denarios III, Lanescent denarios III, Helcenda denarios III, Erledrut denarios III, Ansielt denarios III, Ermenelt denarios III, Guggdolent denarios III, Wibelt denarios III, Folglent denarios III, Tiedrada denarios III. Qui istos homines abstraere voluerit adque censum eorum, ira Dei et sancti Petri et omnium sanctorum incurrat.

(3)

De Mertiavilla ⁽¹⁾ pensa I de cera. — Afrancs de Romulfocurt in cera ⁽²⁾. — De Fontenelas ⁽³⁾ XIII denarios.

(4)

In Christo nomine. Dumnus Wilelmus retdidit homines sancti Petri: Hissimbart, Airart, Maelol, Angelberga, Ainsinda, et quiquid possideant, que abinjuste tenebat de villa Saruaiz, que subjecti sunt ad ministerium Walefridocurt ⁽⁴⁾; ad censum persolvant unusquisque denarios III.

(5)

Aielfus in Frasno terra aratoria modios XXXIII, fenum karadas III cum homine nomine Lanbert; de ministerio Romulfocurt ⁽⁵⁾.

(6)

Normans dedit Rainerum.

(7)

Wido et Eudo, Ermenraiz et Wineram et Leuderus debent persolvere X denarios ad festivitatem sancti Petri de terra. — Histi

(1) Marcheville, disparu, territoire de Valleroy-le-Sec.

(2) La mention est incomplète, puisqu'elle omet d'indiquer le montant annuel du cens. — *Romulfocurt* doit être identifié avec Remoncourt; quant à *Afrancs* c'est probablement le nom du censitaire.

(3) Les Fontenelles, localité déjà mentionnée plus haut, p. 695, n. 4.

(4) Valfroicourt. — La *villa Saruaiz*, qui est appelée, dans une notice des *Traditiones Romaricenses* (D.-L., p. 380), *Saroasiovilla*, et qui est située par le rédacteur de cette notice «in pago Sogotinse (Saintois)», doit être identifiée, très probablement, avec Suriauville, en dépit de la distance assez grande (une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau) qui sépare Suriauville de Valfroicourt.

(5) *Frasno* provient probablement d'une faute de transcription pour *Frasn[id]o*, Frénois, localité déjà mentionnée plus haut (p. 695, n. 8), qui est toute proche de Remoncourt (*Romulfocurt*).

omines debent ad festivitatem sancti Martini in cera pensa I de terra : Gissin, Ainardus, Bertinus, Aptatus, Arteves ⁽¹⁾.

(8)

De Basilicas ⁽²⁾, de terra exiit in censum una unca I (*sic*). — De Consolinocurt ⁽³⁾ terra, qui tenent Evradus presbiter et propinqui suis, exiit in censum uncia I. — De Romolfocurt ⁽⁴⁾ denarios XX. — De Roclinocurt ⁽⁵⁾ denarios XV ; Alfridus V ⁽⁶⁾. — De Tutenevilla ⁽⁷⁾ solidos II. — De Ebrinevilla ⁽⁸⁾ XX denarios. — De Rainovilla ⁽⁹⁾ X denarios. — De Leone ⁽¹⁰⁾ denarios VI. — De Igneis ⁽¹¹⁾ debet denarios XII. — Alradus et successores sui de terra, qua tenent in Severiceurt ⁽¹²⁾, debent annis singulis ad altare sancti Petri cera uncia I. — De Sononias : Ermengerius, Anglevert, Wipertus, Winelant, Arembertus ; isti et sotii eorum debent de cera pensas II ⁽¹³⁾ !

(9)

Tertio kalendas julii, quando festivitas sancti Petri apostoli celebratur, adierunt quidam homines et dederunt quedam mancipia sancto Petro ad ceram unaqueque festivitate sancti Petri persolverendum.

^(9¹) Lamradus dedit Arimdrudim cum infantibus suis ; et ipsi erant de Buxeris ⁽¹⁴⁾ et major illorum nomine Frodericus. — ^(9²) Et

⁽¹⁾ Il est possible que la double mention du n° 7 se rapporte à la terre dont la donation est rappelée au n° 5 et que l'unité primitive du groupe 5-7 ait été brisée par le copiste, par suite de l'insertion, à une place malencontreuse, du n° 6. En tout cas, on ne peut pas lire, comme l'a fait D.-L., p. 355, « in cera pensa I de terra Gissin, Ainardus, Bertinus... » et identifier la *terra Gissin* avec Jezainville, car *Gissin* est le nom d'un des membres du groupe sur lequel pèse le cens.

⁽²⁾ Cette mention reproduit, à quelques variantes près, une mention déjà inscrite au n° 1. Sur l'identification de *Basilicas*, voir p. 696, n. 10.

⁽³⁾ Gosselancourt (cf. p. 696, n. 7).

⁽⁴⁾ Remoncourt.

⁽⁵⁾ Reclancourt ; comm. Chaumont ; Hte-Marne, ch.-l. départ.

⁽⁶⁾ Fin du f° 65 V°.

⁽⁷⁾ Totainville.

⁽⁸⁾ Avrainville.

⁽⁹⁾ Rainville.

⁽¹⁰⁾ L'identification de *Leone* avec Lion-devant-Dun (M., Montmédy, Dun) se heurte à une objection du même ordre que celle présentée p. 695, n. 14 à propos de l'identification de *Duno* avec Dun-sur-Meuse.

⁽¹¹⁾ Igney ; V., Epinal, Châtel.

⁽¹²⁾ Serécourt.

⁽¹³⁾ Sur cette mention qui reproduit textuellement une mention du n° 1, voir p. 696, n. 2.

⁽¹⁴⁾ Probablement Bouxières-aux-Bois ; V., Mirecourt, Dompierre.

Hardincus dedit Genaidim et Ragnuidim et major illarum Ado de Ursiniaco ⁽¹⁾. — (9³) Et Tethardus de Hagericurte ⁽²⁾ dedit Angelricum et major ejus Adelelmus. — (9⁴) Et Ermenradus de Baldricicurt ⁽³⁾ dedit Adelgudim et major ejus de Romolficurte ⁽⁴⁾ nomine Celso. *Gisa, Sulendis, Ermenrada et mater illarum de Petraficta Betrada* ⁽⁵⁾. — (9⁵) Et Teutbertus dedit ⁽⁶⁾ Guotefridum. — (9⁶) Et Roduicus dedit Wualdicum et alodum quod emit de Glurgneis ⁽⁷⁾ cum illo, et ipse predictus Roduicus dedit quandam feminam nomine Dodam cum infantibus suis et major eorum Iddricus de Letaldivilla ⁽⁸⁾.

(10)

Dimidia ecclesia de Cenben ⁽⁹⁾. — Berzinda habet homines in Galneis, respicientes ad Eborinovilla ⁽¹⁰⁾, nomine Olbergana et filium suum Teudinum cum sororibus suis Isoria, Dadana et infantibus illarum. Debet masculus denarios XII.

(11)

Dedit Rotradus sancti Petri hominem Wahono et femina sua Madelsinda et infantibus ⁽¹¹⁾.

(12)

Walgenes dedit terra sancti Petri a Domevre ⁽¹²⁾; censum ⁽¹³⁾ in cera denarios XII. Major Warinbertus, Hotsel, Rotbert, Cotmunt, Matfridus, Ado, Warneri, Stephanus, Generi.

(13)

Wadinus adque Amalricus presbiter dederunt homines nomina: Rotbertus, Warnerus, Gonart, Riart, Tierus, Bernardus, Gondonus.

(1) Uxegney.

(2) Hagécourt.

(3) Baudricourt.

(4) Remoncourt.

(5) Cette note concernant trois *censuales* de Pierrefitte (*Petraficta*) et leur mère a été écrite probablement dans les interlignes de la notice de tradition n° 9 et constitue un passage étranger à cette notice.

(6) Le mot *dedit* a été écrit après coup, dans la marge, par le scribe A.

(7) Non identifié.

(8) Sur cette localité, voir p. 696, n. 4.

(9) Cemboing.

(10) M. Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v° Genêt (*Bois de*), pense qu'il s'agit d'un village disparu, qui se trouvait sur le territoire de l'actuelle commune de Chamagne et qui, par suite, était distant du chef-lieu du *ministerium*, Avrainville (*Eborinovilla*) de quelques kilomètres seulement.

(11) Fin du f° 66 R°.

(12) Probablement Domèvre-sous-Montfort.

(13) Le mot *censum* a été écrit en interligne par un scribe postérieur.

Johannes. Girber. iterum Tieri. Diedada, Girelendis, Genesia, Bona, Aindrut. Bava. Algeelt, Johanna, Tielindis cum infantibus suis⁽¹⁾, Atela cum infantibus suis⁽²⁾, Alblent, iterum Tielindis, Celseula, Berta, Mainerus⁽³⁾, Irmingardis, Ava ; unusquisque masculus denarios II, femina I⁽⁴⁾. S. Irmingardis abbatissa. S. Berta. S. Bertram cancellarius⁽⁵⁾. Major Rangerus, Euruicus, Franolfus, Tieduinus, Barnol, Goldon, Seirannus, Gam⁽⁶⁾.

* * *

(14)

Hotsellus adque femina sua Tiedrada dederunt omnes sancti Petri nomina : Lietramnus, Ahiri, Fridricus, Gendru, Dierildis. Qui illos abstraere voluerit, iram Dei et sancti Petri incurrat. Major illorum Lanbertus. Mainerus, Geldemarus, Raindeu, Walardus, Rotbertus, Gormondus.

* * *

(15)

Dodolinus et mater ejus Locardis, qui dederunt (?)⁽⁷⁾ eam nomine Doant au opus (*sic*) sancti Petri ; denarium I., si masculus fuerit duos denarios.

(16)

Emmenus presbiter dedit sancti Petri istos homines nomina : Deudatum, Anglevertus, Gotzena, Sollemne, Amalberga.

* * *

(1) Les mots *cum infantibus suis* ont été écrits en interligne par le scribe dont il a été question à la note précédente.

(2) Même observation qu'à la note précédente en ce qui concerne les mots *cum infantibus suis*.

(3) Le mot *Mainerus* a été écrit en interligne par le scribe dont il a été question à la p. 699, n. 13.

(4) Même observation qu'à la note précédente pour le passage : *unusquisque masculus den. II, femina I.*

(5) La lettre S, qui précède le nom des trois « signataires », est surmontée d'un tiret horizontal. — L'abbesse Ermengarde appartient au troisième quart du X^e siècle ; il est possible que la dignitaire dont le *signum* suit celui de l'abbesse, soit la secrète Berthe, qui devait occuper le siège abbatial de Remiremont dans les premières années du XI^e siècle.

(6) Après avoir transcrit le groupe des mentions 1-13, le scribe A a arrêté son travail et l'a repris plus tard pour porter, sur le manuscrit du Premier livre, le n^o 14.

(7) Dans cette notice, de rédaction particulièrement incorrecte, le manuscrit donne la leçon : *der* (avec tiret abrégatif sur la lettre *r*). Nous avons rendu, sous réserves, cette abréviation insolite par le mot *dederunt*.

(17)

Odelricus archiepiscopus ⁽¹⁾ reddidit sancti Petri ad luminare ⁽²⁾ terra de Litramnocurt ⁽³⁾ per juramentum. Majorum nomina : Franolfus, Ado, Celssus, Gedefridus, Folferus, Poputsius ⁽⁴⁾, Rotbertus, Mainerus. Qui abstaere voluerit, iram Dei et sancti Petri et omnium sanctorum incurat. Qui istam terram tenent, id est : Stephanus, Archerus, Arman, Fredegir, Arveu, Laiol, Rotfridus, Amalbertus, Berengerus, Tidaldus, Raindeu.

(18)

(18¹) Cerarios de Erculo ⁽⁵⁾. Nomina : Rodulfus, Luganus, Bosonus, Angelbertus, Armannus, Tiedolfus, Lanbodus, Rainerus, Framierus, Elpri, Adriert, Celsa, Ailent, Ermenrada, Evrat.

(18²) Cerarios de Walefridicurte ⁽⁶⁾ : Archinricus denarios II, Germondus similiter, Issinbartus denarios IIII, Airardus similiter, Rotbertus IIII. *De Dinovilla* ⁽⁷⁾ denarios XII. *De Vico* ⁽⁸⁾ solidos II. *Erlesindis denarium I, Eberadus denarios II.*

(18³) Cerarios de Totanivilla ⁽⁹⁾ : Girbertus, Johannes, Girberga, altera Girberga, Humlindis, Tiethaidis.

* * *

(19)

Rainbertus dedit sancti Petri Tiedericum, Ansiricus, Bettola.

(20)

Ad vallem Volflani ⁽¹⁰⁾ jacet terra, de qua exeunt in censum denarii XII.

* * *

(21)

Adelbertus dedit sancti Petri nomina Adegeldis cum infantibus suis, Rainnardus, Geldrudis. Major Folfefus.

(1) L'archevêque de Reims, Olry (962-969) ; sur ce personnage, voir p. 157, n. 3.

(2) Les mots *ad luminare* ont été écrits par le scribe A en interligne.

(3) Lironcourt.

(4) Avec le mot *Poputsius*, finit le f^o 66 V^o.

(5) Escles.

(6) Valfroicourt.

(7) Dignonville.

(8) Vic-sur-Seille ; Mos. Château-Salins, ch.-l. cant. ou l'un des Vy du département de la Haute-Saône : Vy-le-Ferroux ; Vy-lès-Filain ; Vy-lès-Lure ; Vy-lès-Rupt.

(9) Totainville.

(10) Non identifié.

(22)

Geramnus cum femina sua dederunt sancti Petri Evrardum pro remedium anime eorum, et qui illum abstraere voluerit, iram Dei et sancti Petri incurrat.

(23)

.....⁽¹⁾, Liserius, Domolfus adque Maria dederunt sancti Petri nomina Celsesma, ...⁽²⁾.

* * *

(24)

De Nontiavilla⁽³⁾ a luminaria sancti Petri solidos V. — [De Marei⁽⁴⁾ denarios XVI de terra ; tres mases et dimidium. — De Olfrodecurte juxta Viveri⁽⁵⁾ in censum denarios XX. — De Fresericurte juxta Teolerias⁽⁶⁾ denarios XX. — De Sartunias villa⁽⁷⁾. — De Sononias⁽⁸⁾ denarios⁽⁹⁾ XX. — De Philistingis⁽¹⁰⁾ farinarium I, unde exeunt solidi II. — Terra de Givoncurte⁽¹¹⁾ exeunt in censum denarii XII. — Alia terra juxta Givinei⁽¹²⁾ in censum denarios IIII.

(25)

Rotlandus dedit sancti Petri nomina Bertiardis pro remedium anime sue. Qui illos abstraere voluerit, abstraat illum Dominus vitam eternam.

(¹) Le premier nom est effacé, par suite de l'usure du parchemin.

(²) Le dernier mot, qui occupe l'extrémité de la dernière ligne du f° 66 R°, est illisible.

(³) Nous proposons d'identifier *Nontiavilla* avec Nonzeville, bien que les formes anciennes de ce mot comportent fréquemment un *L* initial au lieu d'un *N* (Marichal, *Dictionnaire topographique des Vosges*, v° *Nonzeville*).

(⁴) Marey.

(⁵) Offroicourt et Viviers-lès-Offroicourt.

(⁶) *Fresericurte* est probablement une localité disparue, proche de Thuillières, mais nous n'avons pu recueillir aucun renseignement sur cette localité.

(⁷) Non identifié.

(⁸) Senonges.

(⁹) Entre cette dernière mention, qui occupe l'extrémité de la ligne 3, et la mention suivante, écrite sur la ligne 8, le scribe a laissé un espace blanc correspondant aux lignes 4-7 ; un scribe postérieur a utilisé cet espace pour y inscrire des notices de tradition qui, fondues dans le texte du Premier livre par D.-L., ont été publiées par celui-ci (« Amalgaudo dedit... anathema sit », D.-L., p. 361).

(¹⁰) Fénétrange.

(¹¹) Jevoncourt.

(¹²) Gevigney, comm. Gevigney-et-Mercey.

(26)

Idus, Want dederunt sancti Petri Sariolt pro remedium anime eorum.

(27)

Odolricus, Ruzela dederunt sancti Petri Costantium pro remedium anime eorum. Major eorum Celsus.

(28)

Ailbertus, Tiradus, Tieildis dederunt sancti Petri nomina Norbertus. Major Wiadus.

(29)

Bosai dedit Osonna cum infantibus suis.

(30)

Arbertus, Eldrada, Tieardus, Olbertus⁽¹⁾ dederunt sancti Petri nomina Meraies pro remedium animas eorum. Major Dierol.

(31)

Tainradus dedit sancti Petri nomina Anglessenna cum infantibus suis pro remedium anime sue. Major Radardus.

(32)

Ardencus, Ingrada, Andefridus, Flotbertus, Denefin, Rotrudis, Diedesia, Alsinna, Aifridus, Lietardus, Bertildis⁽²⁾ dederunt sancti Petri Winigradus pro remedium anime eorum.

(1) Il est possible qu'il faille [rattacher au n° 29 les deux premiers noms ; dans ce cas, Arbertus et Eldrada seraient les enfants d'Osonna.

(2) Peut-être convient-il de rattacher au n° 31 quelques-uns des noms qui entrent dans cette longue énumération, ces noms pouvant s'appliquer aux enfants d'Anglessenna. Comme les mentions se suivent sur le manuscrit sans aucune solution de continuité entre elles, il est impossible de décider en pareil cas.

APPENDICE II

CHARTÉ-CENSIER DU DOMAINE DE XANREY
[1096—1103]

CHARTRE-CENSIER DU DOMAINE DE XANREY ⁽¹⁾

[1096—1103]

Adalbero, Dei gratia Sancte Metensis ecclesie minister humilis, canonicis Sancti Salvatoris in perpetuum. Equum est, fratres dilectissimi, ut, si forte fidelium laicorum pia devotio, terrena patrimonia ad celestes thesauros transferens, beneficia temporalia ecclesiis Dei ad usum fratrum Deo inibi servientium contulerit, nos devoto orationum commertio ad Deum Salvatorem nostrum pro eis intercedamus et eorum donationem fidei memorie commendare studeamus. Cum itaque fidelis et Deo devota Abba nomine davidsticum illud veridica voce decantare desiderans « Dominus pars hereditatis mee » ⁽²⁾ et amplius « Tu es qui restitues hereditatem meam michi » ⁽³⁾, cum illa, inquam, alodium de Sanreis juxta Vicum ⁽⁴⁾, quod jure hereditario possidebat, ecclesie Sancti Salvatoris legitima donatione reliquerit, nos sane ad hoc confirmandum testimonii nostri auctoritate inducimus et presenti pagina cum sigilli nostri impressione vobis, vestris successoribus predicti alodii perpetua[m] possessione[m] describendo confirmamus. Hii sunt testes: Mafridus archidiaconus, Rocelinus, Emicho, dux Theodericus, comes Folmarus, comes Gerardus, comes Cunrardus, Girardus de Thehecurt ⁽⁵⁾ et Gerardus de Florei ⁽⁶⁾, Maffridus de Vivirs ⁽⁷⁾, Gobertus de Aspero Monte ⁽⁸⁾, Anselmus dapifer, Gerardus pincerna ⁽⁹⁾.

(1) Nous éditons ce texte d'après la copie du XIII^e siècle qui figure au Cartulaire de St-Sauveur ; B. N., Lat. 10029, f^o 8 V^o (Copie B de l'appareil critique ; cf. p. 366).

(2) *Psalm*, XV, 5.

(3) *Psalm*., XV, 5.

(4) Xanrey ; Mos., Château-Salins, Vic-sur-Seille.

(5) La copie B donne la leçon : Thelecuit ; il faut corriger et lire : Thehecurt (Thicourt).

(6) Probablement Fleury ; Mos., Metz, Verny.

(7) Viviers ; Mos., Château-Salins, Delme.

(8) Apremont ; M., Commercy, St-Mihiel.

(9) Pour l'identification des différents témoins, cf. p. 368-369.

Hii sunt autem redditus. Sunt ibi mansi sex et semis, exceptis croadis indominicatis. In medio Maio solvit mansus arietes duos ; in Pascha pullos II, ova X ; in Natali Domini cappones III^{or}, in festivitatem Sancti Martini denarios XII. In tres sationes facit dies XII^{cim} de aratura ; de vinea indominicata fodit scabella II. quam sine pretio debet communiter vindemiare ; facit angariam usque Metim aut ex omni parte leugas XIII^{cim} aut redimat denariis XX. In festivitatem Sancti Remigii debet modium unum frumenti ; in festivitatem Sancti Martini debet avene II. Pro sectione feni solvit denarios VI et colligit et conducit in horreum ; secat, conducit et terit annonam. — Sunt ibi mansure VII^{tem}. In Pascha solvit mansura pullum unum, ova V. Facit clausuram circa curtim ; conducit paxillos in vineam ; tegit horreum ; facit tres leg[at]iones ⁽¹⁾ usque Metim aut alias tantum. — Est ibi piscatura a ponte Rehericurtis ⁽²⁾ usque ad molendinum Sancti Naboris. Est ibi molendinum unum et pons unus. Sunt ibi nemora cesibilia ad Medium Vicum ⁽³⁾ pertinentia, quorum usus medietas est domini hujus curtis. Sunt in Medio Vico sessus III ad hanc curtim pertinentes, persolventes denarios XXX et servicium ministrarium. Si quis vero de hiis redditibus, vel de fundo aliquid temere auferre vel minuere presumpserit, nisi resipuerit, sub gladio anathematis et a corpore et sanguine Christi alienus fiat in perpetuum.

(De advocatia statuimus ut rustici ville singulis annis advocato X solidos persolvant et de forefactis ejusdem ville terciam partem justicie concedimus, summa tamen justicie per prepositum vel per ministeriales prius terminata. Si vero advocatus preter id quod supradiximus de indominicatis rebus fratrum vel de eorum redditibus sibi quicquam usurpare presumpserit, auctoritate Salvatoris Domini nostri Jhesu Christi et Beati Petri apostoli et nostra sit excommunicatus, nisi ablata restituerit et satisfecerit. Fiat. Fiat. Amen) ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ La copie *B* donne la leçon : legiones.

⁽²⁾ Récourt, disparu, territoire de Lezey,

⁽³⁾ Moyenvic.

⁽⁴⁾ Toute la dernière partie, imprimée entre parenthèses, constitue une addition au texte primitif de la charte-censier, ainsi qu'on l'a montré p. 367.

APPENDICE III

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE CHAUMOUSEY
[1109—1128]

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE CHAUMOUSEY SOUS FORME DE
CHARTRE PROMULGUÉE PAR L'ABBÉ SEHIER ⁽¹⁾
(1109—1128)

Seherus, primus Calmosiacensis ecclesiae provisor, contemporaneis fratribus nostris et postfuturis perpetuam in Domino salutem. Sicut alodia. quae oblatione fidelium meo tempore ecclesiae nostrae collata sunt, duobus libellis digesta, memoriae successorum nostrorum transmisi, ita perutile judicavi ut singulorum alodiorum redditus huic presenti cartulae inseram, quatenus, hujus scripti monimento instructi, postfuturi fratres nostri noverint quid diversis anni temporibus a singulis possessionibus nostris debeant exigere.

Chap. 1^{er}.

Primo igitur quae de alodiis nostris apud Masnile et apud Ruvrum jacentibus per relationem majorum ecclesiasticae familiae nostrae, quos jurejurando examinavimus, investigando comperimus, succincte disseramus.

§ 1. Retulerunt nobis siquidem de octo quarteriis et dimidio et decem et quatuor mansis, quae domnae Bertae apud Masnile ⁽²⁾ ex

(1) Nous publions la charte-censier de l'abbé Sehier de Chaumousey en juxtaposant les deux fragments qui nous en ont été conservés par le cahier 4 du manuscrit 202 de la Bibliothèque municipale d'Epinal (sur cette copie du début du XVIII^e siècle, voir p. 383-384). On signale, une fois pour toutes, que les passages imprimés entre crochets droits correspondent à des passages qui ont été restitués en faisant surtout usage d'une traduction du XVI^e siècle, conservée sous une triple copie dans les cahiers 1. 2 et 3 du manuscrit 202 (sur cette traduction qui présente des lacunes, voir p. 381 et n. 3).

(2) Ménil-en-Xaintois.

patrimonii sui jure provenerant, quod unumquodque quarterium debeat. In Nativitate Domini tres panes et tres capones et tres nummos et obolum pro lignario. Debet etiam in mense martio quindecim pedes sepi et in Pascha gallinam cum quinque ovis. Debet etiam in mense junio et in autumno et in martio crovatam. In mense quoque julio falcem et furcam et in tecto horrei nostri quinque cindulas et, prius mundato ipso horreo et substrato, conducere foenum et annonam. Mense quoque augusto debet duas falces autumnalis annonae et duas [tremensis]. In festivitate autem Sancti Remigii debet duos nummos et obolum pro [carne] et in festivitate Sancti Martini duos nummos et pullum. Debet etiam unumquodque quarterium trituram quinque modiorum in horreo nostro ad modium curiae et debet [ascengias arare] in junio ante festum Sancti Petri et in autumno ante festum Sancti [Adelphi] et in mense martio debet [ascengiam] seminare de suo et in autumno de nostro. Si quis tenuerit de istis decem et quatuor mansis sine quarterio, si domus in eo fuerit, dabit in Nativitate duos panes et duos capones et duos nummos et in Pascha gallinam cum quinque ovis ; debet etiam [crovatam] in junio et in autumno et in julio falcem et furcam et in augusto falcem unam autumnalis annonae [et unam tremensis] et debet in festivitate Sancti Martini duos nummos et gallinam. Si vero sine domo fuerit, dabit in festivitate Sancti Martini duos nummos et gallinam et in Pascha gallinam cum quinque ovis.

§ 2. Dedit nobis eadem Berta in eodem alodio sex alia quarteria cum undecim mansis, quae quidem retulerunt nobis [eadem] debere [ut] ea quae superius descripsimus debent ⁽¹⁾, excepto quod ista sex in festivitate Sancti Martini nummum minus et gallinam pro mansis et in Nativitate obolum plus pro lignario. Est autem inter ista quarteria unum quarterium quod debet in Nativitate plus aliis : unum porcum aut sex nummos pro caponibus et omnia alia sicut superiora. Si quis tenuerit de istis undecim mansis sine quarterio, si domus in eo fuerit, dabit in Nativitate duos panes et duos capones et duos nummos et in Pascha gallinam cum quinque ovis ; debet etiam [crovatam] in junio ⁽²⁾ et in autumno et in martio et in julio debet falcem et furcam et in augusto falcem unam autumnalis annonae et unam [tremensis] ; debet etiam in festo Sancti Martini nummum unum. Si

⁽¹⁾ Le texte donné par le manuscrit est le suivant : « quae quidem retulerunt nobis *ea* debere et ea quae superius descripsimus debent... ».

⁽²⁾ Le texte donné par le manuscrit est : julio.

vero sine domo fuerit, dabit in festivitate Sancti Martini nummum unum et in Pascha gallinam cum quinque ovis.

Chap. 2.

Dedit nobis etiam apud Ruvrum⁽¹⁾ quae ex viro suo dotalitii jure provenerant, decem quarteria et decem mansos et dimidium. Debet etiam unumquodque: in Navitate tres panes et tres capones et tres nummos; debet in mense martio quindecim pedes sepis et in Pascha duas gallinas cum triginta ovis et in mense maio, uno anno, tres nummos et, alio anno, sex nummos. Debet etiam in mense junio et in autumnno et in martio [crovatam]; in mense quoque julio falcem et furcam et in tecto horrei nostri quinque cindulas et, prius mundato ipso horreo et substrato, conducere fenum et annonam; mense vero augusto debet tres falces; in festivitate Sancti Remigii debet duos nummos et obolum pro [baccone]. Debet etiam modium et dimidium [triturae] in horreo nostro ad modium curiae et debet [ascengias arare] in junio ante festum Sancti Petri et in autumnno ante festum Sancti [Adelphi] et in mense martio debet [ascengiam] seminare de suo, in autumnno de nostro.

Chap. 3.

§ 1. Dedit nobis eadem Berta octo quarteria cum totidem mansis apud [Unocurt]⁽²⁾. Unumquodque quarterium hujus alodii debet: in Nativitate quatuor panes et tres nummos et porcum unum duodecim nummorum et in mense martio quindecim pedes sepis et in julio duos sarculos; in mense quoque julio falcem et furcam et, prius mundato horreo et substrato, conducere fenum et annonam et in tecto ejusdem horrei nostri debet singulis annis quinque cindulas. Et quia semel de horreo loqui coepimus, qualiter horreum nostrum in eodem alodio construï aut reparari ab his qui quarterium nostrum tenuerint debeat, breviter adjiciam. Si construendum aut reparandum fuerit nostrum [horreum], quicumque quarterium nostrum tenuerit, una die adjuvabit nos absque cibariis et mercede; reliquis vero diebus, donec ipsum opus consummetur, operam nobis persolvat, cibaria a nobis accipiet, mercedem omnino non accipiet. Eodem modo in construendo molen-dino aut reparando adjuvabunt nos. In..... quoque augusti debet

⁽¹⁾ Rouvres-en-Xaintois.

⁽²⁾ Noncourt.

unumquodque quarterium pro⁽¹⁾ duos nummos et obolum ; mense etiam augusto debet duas falces, unam autumnalis annonae et unam [tremensis] : debet etiam [crovatam] in junio et in autumnno et in martio ; [ascengias] etiam debet arare, autumnalem seminabit de nostro, [tremensem] seminabit de suo. Et postquam [annonam] in horreo nostro conduxerint, uni eorum qui quarterium tenuerit, horreum nostrum committetur et sub fidelitate annonam nostram suscipiat et sub fidelitate nobis restituat. Debet etiam ipsum quarterium [triturare] duos modios et dimidium in horreo nostro et debet in festivitate Sancti Remigii et bovem et rotam et tres obolos [pro baccone (?)]. Quid octo mansi ejusdem alodii debeant aperiari. Quatuor illorum mansorum⁽²⁾ debent singuli in festivitate Sancti Martini duos nummos et in Pascha tres [eorum] debent singuli duas gallinas cum viginti ovis ; quartus debet gallinam unam cum decem ovis. Reliqui vero quatuor debent singuli nummum unum in festivitate Sancti Martini et in Pascha gallinam unam cum decem ovis. Si quis tenuerit mansum sine quarterio, dabit in festivitate Sancti Martini duos nummos et in Pascha gallinas duas cum viginti ovis. Preter haec debet [sepem] et falcem et furcam et sarculos et duas falces in augusto et placitum et bannum. Sunt etiam quidam de ecclesiastica familia in eodem alodio qui in medio maio debent quatuor nummos pro censu capitis.

§ 2. Quarterium de Unocurt debet : in Nativitate septem nummos et in Pascha tres nummos et gallinam cum decem ovis aut agnum et quatuor panes et nummum et in junio duos sarculos et in julio duos nummos et obolum pro jure foenario et falcem et furcam et, prius mundato horreo et substrato, conducere foenum et annonam et in tecto horrei nostri decem et tres cindulas et in augusto falcem unam autumnalis annonae et [tremensis] unam et in festivitate Sancti Martini gallinam unam. Debet etiam [crovatam] in junio et in autumnno et in martio. Debet etiam [ascengias] arare et conducere in horreo et [tremensem] seminare de suo. Si quis tenuerit mansum sine quarterio, debet in Nativitate quinque nummos et in Pascha gallinam cum decem ovis et crovatam et sarculos et falcem et

(1) Dans ce passage, le manuscrit présente deux lacunes pour lesquelles nous n'avons pas de restitution certaine à proposer, étant donné que les passages en question ne figurent pas dans la traduction du XVI^e siècle et qu'aucun autre chapitre du censier ne fait état d'une redevance en argent payable au mois d'août. Peut-être faut-il lire : « In [capite] quoque augusti debet unumquodque quarterium pro [baccone] duos nummos et obolum ».

(2) Le texte donné par le manuscrit est : « quatuor illorum horum mansorum... ».

furcam et duas falces in augusto et gallinam in festivitate Sancti Martini.

Chap. 4.

Quarterium de [Matulcurt] ⁽¹⁾ debet : in julio falcem et furcam et, prius mundato horreo et substrato, decem cindulas in tecto ponere et conducere foenum et annonam ; in augusto quoque duas falces ; in festivitate Sancti Remigii duos nummos et obolum pro [baccone] et in festivitate Sancti Martini duos nummos et gallinam et in Nativitate Domini quatuor panes et tres nummos et porcum unum duodecim nummorum et in Pascha gallinam cum quinque ovis. Debet etiam [ascengiam] autumnii et [tremensis] arare et seminare de nostro et conducere ad horreum et si minus quam duodecim gerbae fuerint in unaquaque [ascengia], restaurabit ; si vero plus quam duodecim fuerint, conducet ad horreum et habebit gerbam unam et debet tritum quinque modiorum ad modium curiae.

Chap. 5.

Quinque quarteria habemus apud Holceivillam ⁽²⁾, quorum tria debent : in Pascha gallinam cum decem ovis et mediante maio duos nummos et obolum et in julio falcem et in festivitate Sancti Remigii duos nummos et obolum et in Nativitate tres nummos. Debent etiam modium [triturae] et modium avenae pro [semente]. Reliqua vero duo debent plus istis in Navititate prae tribus nummis porcum duodecim nummorum et unum istorum arat..... ⁽³⁾.

Chap. 6.

Unumquodque quarterium alodii nostri apud Aldonem ⁽⁴⁾ debet in Nativitate Domini tres nummos et tres panes et tres capones. [...? nummos et obolum pro lignario]. Si ipse qui quarterium tenet cum his ad curiam non venerit..... ⁽⁵⁾ Tres [ascengias arare] debet,

⁽¹⁾ Sans doute Madecourt, mais l'identification de *Matulcurt* avec Mattecourt n'est pas à rejeter entièrement (cf. p. 385, n. 4).

⁽²⁾ Housséville.

⁽³⁾ La fin du chap. 5 ne nous est pas parvenue.

⁽⁴⁾ Adompt.

⁽⁵⁾ Le manuscrit présente, après *venerit*, une lacune de deux lignes.

si pecora etiam non habeat, ex quibus segetes debet colligere et ad horreum deducere et ex his gerbam sibi assumere. Medio maio debet nummum pro custodia noctis et [crovadas in martio et] in autumnno facere debet, quas colligere et ad horreum deducere quibus et sarculum debet. Pro [baccone] debet duos nummos et obolum in festo Sancti Remigii; de [tritura] debet septem modios curiales; triginta pedes [sepis] in brullio et fenum brullii secare et parare et ad horreum ducere. In festivitate Sancti Martini debet vas rasum avenae, quod si tunc persolverit, seminabimus ascengiam tremensem totam; sin autem, dabit ille ad ascengiam pro semente [nec] quod deerit de nostro accipiet⁽¹⁾. Ad duas crovadas, autumnnalem et tremensem, debemus ei quinque panes sine esca aut escam sufficientem cum pane.....⁽²⁾.

Chap. 7⁽³⁾.

..... tres faculas debet in Nativitate ad tostrinam operari; uno anno debet ad horreum duas cindulas, alio tres et ipsum horreum mundare et substernere. Debet etiam unumquodque quarterium in Nativitate tres panes et tres capones et tres nummos. Debet etiam in mense martio decem et quinque pedes sepis et in Pascha duas gallinas cum triginta ovis et in mense maio uno anno tres nummos et alio anno sex nummos. Debet etiam in junio et in autumnno et in martio crovatam.....

⁽¹⁾ Le texte donné par le manuscrit est le suivant: « Sin autem, dabit illa ad ascengiam pro semente quod deerit de nostro accipiet... ».

⁽²⁾ Le chap. 6 est probablement incomplet de la fin.

⁽³⁾ Le chap. 7 est incomplet du début et de la fin; nous ignorons ainsi le nom du domaine inventorié dans ce chapitre. Il est possible qu'il s'agisse d'un second domaine possédé par l'abbaye de Chaumousey, à Rouvres, et distinct de celui dont il a été question au chap. 2 (cf. p. 386).

APPENDICE IV

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE MESSINE DE STE-MARIE-AUX-NONNAINS
(Première moitié du XII^e siècle)

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE MESSINE DE STE-MARIE-AUX-NONNAINS
(Première moitié du XII^e siècle.) ⁽¹⁾

In nomine sancte et individue Trinitatis, H. abbatissa et E. ecclesie beate Marie prepositus, presentibus et futuris in perpetuum. Quoniam per successionem temporum et per humanę naturę defectum, quę hodie noverit, memoriter et ad plenum retinere non valentem (*sic*), maxime cum versutia hominum rebus ecclesiasticis, si quid in eis sibi displiceat, detrimentum inferre non timeat, redditus ecclesiarum Dei decrescunt et minuuntur, census et cetera jura villarum ad ecclesiam nostram pertinentium per scripta memorię commendari utile existimavimus.

Chap. 1^{er}.

Quicumque igitur in villa de Sulinei ⁽²⁾ quartam partem mansi, que vulgo quarterius dicitur, possidet. ad Natale Domini unum denarium et unum sistarium avenę ecclesię nostrę debet persolvere ; ad Pascha tres obolos ; in medio maio V denarios ; ad festum Sancti Johannis I denarium pro scindulis et tres obolos pro falce : in medio augusto novem denarios ; ad festum Sancti Remigii pro dominica vinea de Arey ⁽³⁾ vindemianda II^{os} denarios. Cum prata secantur, duas carratas dominici feni in orreo quod in predicta villa habemus et unam in orreo nostro Mettensi debet ducere.

Quicumque etiam de terra predictę villę investitus fuerit, terre quam tenebit parvitate vel magnitudine non considerata, uno anno duas quartas frumenti debet et in alio non debet. Hic etiam notandum

(1) Ce censier général est publié d'après l'original (B. N., Coll. Lorraine, vol. 179, pièce n^o 3). Pour plus amples renseignements, voir l'appareil critique, p. 422).

(2) Sillegny.

(3) Arry.

est quod anno illo quo predictum frumentum solvetur, gallina una que in alio anno ad festum Sancti Martini debet persolvi, minime dabitur. Debet etiam ad Pascha tria ova.

Quicumque quarterium tenet, in tempore quo frumentum seminatur, dimidiam partem dimidii jurnalis dominicę terre, quod ipse araverit et de proprio seminaverit, fructus accipiet et aliam partem ecclesię nostrę prebebit et si, boves habens, non araverit nec seminaverit, quantum in dimidio journali adjacenti capietur, tantum ecclesię restaurabit. Idem in satione avenę fiet, nisi quod tantum a nolente arare sistarius avenę restaurabitur et si boves non habeat, solus nummus. Debet etiam in medio martio ad opus vineę de Arey XX pondera paxillorum incidere, quod si nequeat, nummum solvet.

Preterea ad festum Sancti Johannis XVI solidi et obolus et XII nummi de duobus furnis et tres solidi de uno manso ecclesię nostrę proveniunt.

Villicus ejusdem villę in Assumptione Sanctę Marię debet abbatissę XII nummos et panem de una quarta frumenti et duos anseres et VIII nummos familię suę et obolum janitori; ad Natale Domini tantundem et insuper porcum de duobus solidis et ad festum Sancti Johannis unum multonem de XII denariis. Villicus autem ille decimationem et omnia capitalia dimidii mansi et decimas unius hominis ad Loivillam⁽¹⁾ debet habere.

Chap. 2.

§ 1. In villa Pruniaci⁽²⁾ habet ecclesia nostra XXX^{ta} III quarterios terre, de quibus quicumque tenet unum debet ecclesię nostrę in Assumptione Sanctę Marię VIII nummos et ad festum Sancti Remigii VIII; in medio maio I; ad festum Sancti Martini I et I panem et I sistarium avenę et I gallinam et dimidiam carratam lignorum. — VIII^{to} tamen inde excipiuntur, de quibus qui tenet unum ligna non debet, ad festum vero Sancti Remigii duos sistarios et dimidium frumenti et tantundem siliginis debet et quando avena seminatur, V sistarios avenę debet, tertio autem anno istius annone nichil debet et quicumque investitus est de illis octo quarteriis sarculum et falcem et furcam et in angariis nostris metere debet. Summa autem censuum quarteriorum sunt quinquaginta solidi. Habet etiam in eadem villa ecclesia nostra de parvo censu VI solidos et VII nummos.

(1) Loyville, comm. Sillegny.

(2) Pournoy-la-Grasse.

§ 2. Triginta quarterios ad Orcevas⁽¹⁾ habet, de quibus unum qui tenet ad festum Sancti Martini I nummum et unam gallinam debet. Sunt etiam in eadem villa VIII to mansi, de quibus qui tenet unum ad Natale Domini tres obolos de verberatione, ad Pascha I nummum de lumine debet.

Chap. 3.

In villa Sancti Georgii⁽²⁾ ecclesia nostra X quarterios habet et quartam partem quarterii, de quibus quatuor singuli in medio maio V nummos debent et de aliis sex unusquisque in medio maio duos nummos et obolum et in Assumptione Sanctę Marię tantundem debet. Et unusquisque quarterius pro scindulis ad festum Sancti Johannis et duos nummos de engeria debet, ad Natale Domini I nummum, in medio februario I obolum.

Quicumque de terra ista investitus est, in medio maio tres obolos et I panem et ad festum Sancti Martini tantundem et insuper sistarium avenę debet.

In eadem villa ad Pascha V gallinę et XX ova et ad festum Sancti Johannis octodecim nummi nobis debentur et ad festum Sancti Martini duo.

Quicumque investitus est de quarterio et qui manet in censali, debet falcem et furcam; debet etiam ducere dominicum fenum in dominico horreo in ipsa villa. Quicumque investitus est de quarterio, in angariis nostris una die quando frumentum et una die quando avena metetur debet metere. Qui in censali manet etiam una die tantummodo debet metere. Unusquisque quarterius ad claustrum tres quartas annonę debet ducere. Quicumque investitus est de quarterio, ter in anno tribus diebus, cum quotquot bubus habuerit, in angariis nostris debet ire. Qui in censali manet, sola die in singulis sationibus. Qui investitus est, si boves non habeat, per annum tres nummos de quarterio debet. Unusquisque quarterius habet tres anzangas, quarum qui seminaverit dimidiam partem fructus accipiet et si ille cui committentur non araverit, quantum in adjacenti capietur, restaurabit.

Villicus ejusdem villę in medio augusto abbatisse XXI nummum (*sic*) et obolum et duos anseres et sex panes; ad Natale Domini tantundem, et insuper porcum de XII nummis debet. Si in villa abbatissa venerit, villicus prima nocte debet ei servire: in crastinum de lucro

(1) Orceval, disparu, territoire de Verny.

(2) St-Jure.

placiti vel de capitali nostro vivemus. Villicus decimationem suam et decimationem unius mansi, qui tamen in banno nostro non jacet, pro feodo suo debet habere.

Chap. 4.

§ 1. Ad festum Sancti Remigii villa de Arey ⁽¹⁾ reddit ecclesię nostrę hos rectos census : XII solidos IIII denarios ; VIII solidi sunt duo denarii minus de servitio, duo solidi de circulis. De trecensu XXX denarii ad festum Sancti Martini, ad Natale Domini et ad Pascha. In his tribus annalibus festis VII solidi de lignis. In martio vero XIII solidi ad culturas vinearum de rectis noctibus et XXXVI pullos, unicuique V ova, et in medio maio VIII solidi duo denarii minus de servitio et in festo Sancti Johannis XXVIII denarii pro tegulis. Ad festum Sancti Remigii quadraginta mensuras avenę et totidem panes framenti et quinque pullos. Ad Villicer ⁽²⁾ jacet unus campus qui debet VI denarios ad festum Sancti Johannis ; inde villicus ad festum Sancti Petri abbatissę servit. Eadem villa debet in uno anno IX carratas vini de recto censu tribus modiis minus et dimidio et insequenti anno XI carratas XII sextariis minus. Illud vinum debent ipsi mansorum possessores deducere in vasis suis ad curiam nostram ; nos autem in torculari nostro vasa nostra, in quibus illud vinum suscipietur, habere debemus, quod, postquam a predictis ad claustrum adducetur, ad festum Sancti Martini inde XII sextarios debent suscipere.

§ 2. In eadem villa de Aeri LII quarteria terre habet Sancta Maria. In uno anno quartarium debet II modios vini et IIII^{or} sextaria de recto censu et in altero anno quartarium debet modium vini et dimidium et IIII sextaria. Major villicus Sancte Marie et decanus istorum LII quartariorum debent accipere pro suo servicio tria quartaria ejusdem terre. Et idem villicus et decanus debent XXVII denarios et obolum in festivitate Sancte Marie medii augusti et duos anseres et VI panes tritici et idem villicus et decanus in festo Sancti Stephani ad Natale Domini debent XXVII denarios et obolum et unum porcum et VI panes tritici ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Arry.

⁽²⁾ Villecey-sur-Mad ou Vilcey-sur-Trey.

⁽³⁾ Tout le par. 2 (« In eadem villa de Aeri... et VI panes tritici ») a été ajouté, après coup, par un scribe différent de celui qui a écrit le reste de la charte (sur cette addition, voir p. 432 et sq.).

APPENDICE V

CENSIER GÉNÉRAL DES DOMAINES DE L'ABBAYE DE BOUZONVILLE
CONSERVÉ PARTIELLEMENT SOUS FORME DE DEUX FRAGMENTS.

(Troisième quart du XII^e siècle)

CENSIER GÉNÉRAL DES DOMAINES DE L'ABBAYE DE BOUZONVILLE
CONSERVÉ PARTIELLEMENT SOUS FORME DE DEUX FRAGMENTS
(Troisième quart du XII^e siècle)

Fragment 1.

CENSIER DES DOMAINES DE RAHLING, OFFWILLER ET OBERMODERN
INSÉRÉ DANS UN TABLEAU GÉNÉRAL DES DROITS REVENDIQUÉS PAR
L'ABBAYE DANS LA RÉGION DE BITCHE (1)

Chap. 1^{er} (2).

Ad..... villam est..... II panes..... qui emuntur obolo...
.... carradas fenj..... IIII den., pullos cum sextario avenae. In
Pascha X ova. Est etiam ibi..... I (?)..... et dimidium quod
sine censu servit omni II^a feria. In purganda messe II sarculos.

Chap. 2.

Ad Raldinga villam (3) sunt quatuor mansi in censu et servicio.
In medio maio dimidius mansus solvit V denarios et in festivitate
Sancti Martini alios V; per annum integer mansus XX denarios.
In dominico opere dimidius mansus VII dies ante Nativitatem, item
post Nativitatem VII, in maio alios VII. In dominica croada III

(1) Edition, d'après l'original, de la pancarte de Bouzonville (Mos., H. 306).
Sur la pancarte, le fragment de censier occupe les deux colonnes de gauche (colonnes
I et II). Pour plus amples détails, voir p. 452 et sq.

(2) Ce chapitre, dont le texte occupait les lignes 2-20 de la colonne I, a été effacé
par grattage; on arrive à lire, avec beaucoup de difficulté, les quelques mots que nous
reproduisons dans le corps du texte.

(3) Rahling.

dies per annum arare debet dabuntque (*sic*) aratro III panes qui ex dimidio modio tritici fiunt XXII, ex siligine XX, ex ordeo XVI. Sepire debet dimidius mansus XV pedes in dominicum. In purganda messe II sarculos cum sua prebenda. Ad secandum fenum dimidius mansus III falces, quibus dabuntur III panes similes prioribus et tres casei qui emuntur denario; ad colligendum sex furcas, his dantur panes quantum opus; duas carradas feni ducet in dominicum horreum. Pedestrem angariam sua prebenda itinere diei unius. In Nativitate Domini dimidius mansus dimidium modium avenę, duos pullos, II denarios; pro redimendo lino alios II denarios. Molendinum etiam ibi est quod debet VIII modios, quorum tres nudos ad secandum, ad metendum dabit; alii sex, ut veniunt, dabuntur bubulco. Idem molendinum in Natal[i] Domini II pullos, VI panes, sextarium vini, III sextarios cervise, dimidium modium avenae. Bubulco, si III boves habet, VIII modii dabuntur: VI ex molendino, ut veniunt, III ex dominico. Dimidia mansus braciare debet V modios avenę. Ad tria comitia unusquisque dabit panem I, pullum I, obolum I, sextarium avenae. — XL^{ta} quinque jugera ad omne aratrum; VII falcium secatio.

Chap. 3.

Ad Offewilre ⁽¹⁾ sunt XIII mansi. Horum sunt ad Wimen[howa] ⁽²⁾ [II] mansi et dimidius, qui solvunt solidos II et dimidium in festo Sancti [Johannis?]. Est etiam molendinum ibi, quod eodem tempore solvit solidum I. [Pro eccles]ia quę est ad Wimenhowa, quia dotata est ex communi fisco [nostri et] divisoris nostri Adalberti, dat presbiter II sextarios vini, [... vil]los et II sumbrinos avenae, quod ad nos attinet [per medium?]. [D]ecimationis ex his mansis dimidia pars in dominicum [horreum cedet]. Ad Ripoldeswilre ⁽³⁾ sunt III mansi qui solvunt [... modios?] et III solidos pro angaria. Inter has villas in festivitate Sancti Martini [solvunt? s]olidos et VI ⁽⁴⁾ denarios. In Natali Domini II sumbrinos avenę, II denarios [pro carni]bus, II panes, XXX^a ristas lini unus mansus. Ad operandam vineam [dominicam] II denarios vel opus duorum dierum in martio. Decimationis ad Ripoldeswilre duas partes ducent in dominicum horreum. Ad secandum fenum mansus denarios II, furcas II; caseum I

⁽¹⁾ Offwiller.

⁽²⁾ Wimmenau.

⁽³⁾ Reipertswiller.

⁽⁴⁾ L'original de la pancarte donne le texte: «... solidos et III denarios».

qui ematur denario et panes II. [Ad Rotbahc⁽¹⁾ dimidius mansus denarios VI in festivitate Sancti Johannis, in festivitate Sancti Martini alios VI. [Ad Offelwilre sunt VII mansi⁽²⁾. Horum V et dimidius⁽³⁾ servient VII dies ante Natale Domini, alios VII post Natale Domini. In estivali opere V ebdomadas ubi volueris vel jussum fuerit⁽⁴⁾ hi V mansi et dimidius operantur et in Natali Domini unusquisque mansus dat V modios⁽⁵⁾ et IIII pullos. In Pascha XXX^a ova. In festivitate Sancti Thome X denarios pro angaria et II pro vino. Alii solvunt in festivitate Sancti Johannis tres solidos et dimidium et tantum in festivitate Sancti Martini. Unus mansus horum ad colligendum fenum dominicum furcas II, ad messem utramque falces secr. (sic)⁽⁶⁾ II. Silva dominicalis est ibi ad IIII mansos computata omni jure inter nos et divisorem nostrum Adalbertum⁽⁷⁾, qui tertiam partem accipit in porcis⁽⁸⁾ eadem silva pascuatis, id est saginatis, et in edificiis; alios IIII mansos vastavit comes G. De agro qui vocatur Breindelo XIII denarios II temporibus; aralis una III denarios in festivitate Sancti Johannis; XII denarios ex huneda in festivitate Sancti Martini. Vineam est ad Offelwilre ad II jugera, unde dabit cultor in collectione vinee sextarium I vini, IIII panes, duas denariatas carnis. Presbiter accipiens decimam dabit duos sextarios vini, IIII panes, II nummulatas carnis.

In banno sunt villae Overhovi⁽⁹⁾, Mulihusa⁽¹⁰⁾, Robahc, Ovevilre⁽¹¹⁾. Vere et autumnno, quicumque bovem habet, veniet ad dominicam croadam dabiturque ei panis et cervisa, quantum opus est, bis in die. In festivitate Sancti Thome Robacenses V modios avenae, Molenhem . a⁽¹²⁾ VI modios, Ov[erhovi]⁽¹³⁾ XII modios. Conditioni obolum. V solidos madio.

(1) Rothbach. — L'original de la pancarte donne la leçon fautive : « Rochahc ».

(2) L'original de la pancarte donne le texte : « Ad Offelwilre sunt VI mansi ».

(3) L'original de la pancarte donne le texte : « Horum II et dimidius... ».

(4) Les mots *vel jussum fuerit* ont été écrits par le scribe en interligne.

(5) Le mot *modios* est suivi d'un blanc qui s'étend jusqu'à la fin de la ligne (68^e ligne de la colonne I) et qui correspond à la valeur de deux ou trois mots.

(6) Nous reproduisons tel quel le mot abrégé qui suit, dans l'original, le mot *falces*, ne pouvant proposer aucune lecture acceptable.

(7) L'original de la pancarte donne la leçon : Adabertum.

(8) Le scribe, qui avait écrit *portis*, a modifié ce mot en *porcis*, par surcharge du *t*.

(9) Peut-être la seigneurie de l'Oberhof, à Bischholtz.

(10) Mulhausen.

(11) L'original de la pancarte donne la leçon : Duevilre.

(12) Nous reproduisons ce mot tel qu'il est écrit sur l'original de la pancarte.

(13) L'original de la pancarte donne la leçon *Ou*, avec un tiret abrégatif sur la lettre *u*.

Bannus est noster, a molendino quod dicitur Lugela ad [mole]ndinum quod dicitur Vogelbrettesmulin, ubi nemo debet [piscari] nisi qui in proprio domate sedet sed molendinum non habet [struere nisi] dominus abbas et divisor noster A.

Molendinum est ibi quod solvit [IX] modios : II partes nobis, tertiam partem divisorio nostro Adalberto ⁽¹⁾. Bubulco dantur hi VI modii, aliique III ex dominico. Salicę terrę sunt ibi jugera ; pratum est ibi ad X falces. Quadrans est ad Ripoldeswilre salicę terrae.

Est igitur aeclesia ad Offiwilre. cujus jus donationis legitime in manu aest (*sic*) domini abbatis Buosonisville, a quo presbiter accipiens (*sic*) duas partes decimę cum tertia parte divisoris nostri, quibus redditurus est servitium in Natal[i] Domini. Pro dicta siquidem aeclesia ⁽²⁾, quia communi fisco videtur esse dotata, debet presbiter domino abbati suoque divisorio in festivitate Sancti Martini X modios avenae, XXX^a villos lini quod dicunt bozzon ; in Natal[i] Domini, ut prescriptum est, porcum unum XII denariorum, XII panes, IIII sextarios vini, ex quibus omnibus tertiam partem retinet sibi.

Chap. 4.

Ad Matram villam ⁽³⁾ mansi sunt XVII et salicę terrę III^{es} mansi ad dominicum aratrum computati ; silva dominicalis ad mensuram mansi unius ; pratum dominicum ad X falces. Superius autem nominati XVII^{em} mansi solvunt censum duobus temporibus anni.

Ex his enim octo mansi et dimidius, in eadem Matra villa jacentes, solvunt XVII^{em} solidos duobus temporibus, id est in festivitate Sancti Johannis et Sancti Martini. In eadem villa sunt tres arales, quę solvunt censum : una IIII denarios, alia unum in festivitate Sancti Johannis, tertia in festivitate Sancti Martini solvit denarium I. Alia aralis est in Schildeldorf ⁽⁴⁾, quę solvit in festivitate Sancti Thome denarios III. In Matra adhuc sunt V jugera, quorum IIII^{or} duobus temporibus solvunt denarios IIII, quintum in festivitate Sancti Johannis denarios II. Item in eadem Matra villa sunt alii tres mansi, qui solvunt solidos VI temporibus II anni, ad quos pertinent VII

(1) Le mot *Adalberto* est le dernier mot de la colonne I.

(2) Le texte donné par l'original de la pancarte est : « Predicta siquidem ecclesia... »

(3) Obermodern.

(4) Schillersdorf.

jugera in Kyrwilre ⁽¹⁾, in Buosewilre ⁽²⁾ jugera II, in Schalchen ⁽³⁾.... Hemmerberge ⁽⁴⁾ IIII jugera, in Witbahc ⁽⁴⁾ V jugera, in Zuzzendorf ⁽⁵⁾ novem jugera, in Bedebur ⁽⁶⁾ pratum ad denarium I; ubi Watbach fluit in Matram fluvium ⁽⁷⁾, item est pratum ad denarium I.

Ejusdem allodii ad Kyrwilre jacent tres mansi, qui similiter solvunt solidos VI · II · temporibus anni et tria jugera que solvunt denarios III in festivitate Sancti Martini. Est etiam ibi vinea duarum jugerum, quę data est pro dimidio fructu ad operandum et cultor dabit in autumnno vindemiatori panes IIII, denariatas II carnis, sextarium vini I.

Ad Mankenhova ⁽⁸⁾ est mansus I, qui solvit solidos II temporibus II et duo jugera et dimidium, quę solvunt obolum I et dimidium.

Ad Zuzzendorf est ma[nsus et] dimidius, qui solvunt tres solidos II temporibus. Quinque adhuc ibi sunt jugera octo denariorum et alia tria jugera que solvunt VI denarios II temporibus.

Mansus predictus et dimidius ex Zuzzendorf III denarios dabit ad secandum foenum, ad colligendum furcas tres. Ex Kyrwilre veniunt tantum denarii II et obolus, due furce [et] dimidia. De Matra villa ad secandum dominicum fenum denarii XII [cum] obolo dabuntur, totidemque furcę. Ad utramque messem ex [Zuzzen]dorf falces III veniunt, de Kyrwilre II, de Mat[ra XII?]; unicuique falci dabuntur ex dominico panes II qui ex modio ⁽⁹⁾ fiunt LX.

Bannus aque Matre a Gittesbahc ⁽¹⁰⁾ usque ad curtim [est noster], in quo nemo piscari debet, nemo molendinum construere [nisi] dominus abbas.

Duo molendinaria sunt ibi : superius m[olendinum debet] dominico fisco VI modios frumenti ad mensuram modii ville; [bubulco] juniore tres sextarios omni septimana prebende eadem mensura; [in Natali] Domini porcum emptionis XII denariorum, urnam vini, XXti IIII

⁽¹⁾ Kirrwiller.

⁽²⁾ Buswiller.

⁽³⁾ Schalkendorf. — Le mot *Schalchen* est suivi, sur l'original de la pancarte, d'un blanc correspondant à quelques lettres.

⁽⁴⁾ *Hemmerberge* et *Witbahc* sont probablement des noms de lieux-dits sur le territoire de Schalkendorf.

⁽⁵⁾ Zutzendorf.

⁽⁶⁾ *Betbur*, disparu, territoire de Zutzendorf.

⁽⁷⁾ Le Wobach conflue dans la Moder, un peu en aval d'Obermodern.

⁽⁸⁾ Menchhoffen.

⁽⁹⁾ Le mot *modio* est suivi de plusieurs signes qui sont complètement effacés.

⁽¹⁰⁾ Le Gitzenbächel, ruisseau qui se jette, un peu à l'ouest de Wingen-sur-Moder, dans le Schlüsselbächel, lui-même affluent de la haute Moder.

pa[nes aut] dimidium modium frumenti : villico XII panes, II gallinas, [urnam] vini. Inferius molendinum octo modios frumenti eadem [mensura : bu]bulco majori sextarios V omni ⁽¹⁾ septimana eadem mensura : in Natali Domini suem XII denariorum, urnam vini, XXII panes aut dimidium modium frumenti ; villico XII panes, sextarios II vini, gallinatos II. Ter in anno ad dominicum servicium sextarios II^{os} vini, III^{or} panes, denariatam carnis. Hoc utrumque molendinum dare debet.

Fragment 2.

CENSIER DU DOMAINE DE LOUTZVILLER INSÉRÉ DANS UNE FAUSSE
CHARTRE DE L'ÉVÊQUE DE METZ ÉTIENNE DE BAR ⁽²⁾.

Stephanus, Dei gratia, sanctae Metensis ecclesiae minister humilis dilecto filio suo Rimaro abbati Sancte Crucis villae Bosonis et suae curae fratribus sacrae observantiae regulam professis et eorum successoribus in perpetuum. Quoniam ex injunctae nobis administrationis officio nostrae curae commissis providere tenemur et eis potissimum qui divinis cultibus studiosius inserviunt, vobis, dilectissimi fratres qui apud Bosonisvillam Dei estis mancipati servitio, sicut rogastis, nostrae auctoritatis pagina vobis vestrisque successoribus confirmamus ecclesiam in Luzwilre, quam dominus Symon dux et fratres ejus Girardus et Theodericus ⁽³⁾, more nobilium Francorum, pro anima patris eorum Theoderici qui fuit comes marchio totius Lotharingiae ⁽⁴⁾ et matris eorum, vestrae ecclesiae perpetuis temporibus tenendam tradiderunt et nihilominus confirmamus vobis VIII mansos cum eorum solutionibus, quos idem fratres Gyrardus videlicet et Theodericus, cum rege Henrico in expeditionem euntes, in praefata villa Luzwilre vobis vestrisque successoribus libere et absolute contradiderunt. Verum propter imminentem necessitatem quam iter sumptuosum aggressuri erant, ecclesia vestra usque ad XL marcas eis subvenire voluit. Ipsi

⁽¹⁾ Le mot *omni* a été écrit par le scribe en interligne, pour remplacer le mot *cum*, écrit par lui primitivement.

⁽²⁾ Charte éditée d'après une copie authentique du 6 novembre 1600 (M. M., B. 486, n° 34).

⁽³⁾ Le duc de Lorraine,¹ Simon I^{er} (1115-1139), et ses deux frères Thierry de Bitche, futur comte de Flandre et Gérard ; sur ce dernier personnage, voir p. 480.

⁽⁴⁾ Le duc de Lorraine Thierry II (1070-1115).

autem Girardus et Theodericus, ecclesiae vestrae de pace habenda ex omni parte prospicientes, sumbrinum avenae et unum denarium in advocationem annuatim reddendum sibi detinuerunt et annonam vigili de castro Bytse ⁽¹⁾. Hanc autem donationem propriis manibus fecerunt super altare Sancte Crucis in ecclesia vestra apud Bosonisvillam, sub religione jurisjurandi pollicentes, ut, postquam de expeditione reverterentur, praetaxatam pecuniam sine diminutione et contradictione ecclesiae vestrae restituerent. Horum omnium testes affuerunt: Wiricus de Walecurth ⁽²⁾, Arnoldus filius ejus, Johannes de Didenhoven ⁽³⁾, Godefridus [de] Filstorph ⁽⁴⁾, Waltherus de Himes-torph ⁽⁵⁾, Hecel et frater ejus, Albertus de Pattha ⁽⁶⁾, Egenolfus et Folmarus fratres de Hinne ⁽⁷⁾. Aderant etiam de castro Bytse: Albertus comitis praepositus, Ernest, Ruthardus et Albertus fratres, Volkere, Hermannus dapifer, Stephanus et Hesso fratres de Gerlevinga ⁽⁸⁾, Stephanus de Gunsinga ⁽⁹⁾, Drutwinus. De familia Sancte Crucis: Benzelinus praepositus, Radin, Bencelinus filius ejus, Walmanus senex et Walmanus junior.

Hae sunt autem justitiae de suprascriptis mansis annuatim vobis provenientes. Mansus solvit XX denarios duobus temporibus, in Pascha X, in festivitate Sancti Martini X denarios et pullum unum, in Pascha VI ova. Sepire debet in aprili et in maio VI virgas, quae habet longitudinis XVII et semipedem. In veris tempore arabit duo jugera et seminabit ea ex dominico. Arabit autem in junio tantum et in autumnno, quae jugera purgabit, seminabit et secabit et in dominicum horreum ducet. Quicumque villanus haereditatus fuerit, arabit duos dies et qui in banno est, ter in anno unum diem; aratro dabuntur in vere tres panes, in junio duo, in autumnno tres. Quicquid dominicus bubulcus aut coeteri rustici in dominica croada laboraverint, possessores hujus allodii purgabunt, secabunt, triturbabunt. Mansus debet duos denarios pro secando feno; rustici cumulabunt et in dominicum horreum ducent. Qui mansum hereditario jure suscepit, V solidos dabit. Opus carpentarii in molendino, in domo dominica omni tempore debent. Iter

⁽¹⁾ Bitche.

⁽²⁾ Walcourt.

⁽³⁾ Thionville.

⁽⁴⁾ Filstroff.

⁽⁵⁾ Gross-Hemmersdorf.

⁽⁶⁾ Pachten.

⁽⁷⁾ Ihn.

⁽⁸⁾ Gerlfangen.

⁽⁹⁾ Gisingen.

diei unius in proprio victu angariam faciant vel solvant. Major villae in Natali Domini, in Pascha et Penthecoste oblationem fratribus solvet; molendinarius similiter. Omnis homo de familia ejusdem villae, ubicumque mansionem habuerit, in automno pro posse suo aliquid abbati impertiat.

Praeterea quaedam jura ecclesiae vestrae huic nostrae confirmationis paginae inserere volentes, haec nominatim duximus exprimere. In Cissa ⁽¹⁾ sunt VIII mansi et XI vangae (?) et V feoda II^e feriae et VIII possessiones. Singuli horum arant tres dies, secant et inferunt in horreum et triturant; dum secant, dantur eis duo panes. Vangae (?) solvunt XVIII solidos et duae tres solidos. Item possessores mansorum et feodorum II^e ferie domum abbatis, horreum et molendinum exceptis tectis ex integro edificant; possessores autem vangarum (?) superius edificium administrant; abbas autem cooperiet. Singulae autem vangae (?) tribus equitaturis dominicum frumentum sive Andernachen ⁽²⁾, sive Haddenpor ⁽³⁾, sive Nürberg ⁽⁴⁾, cum abbas preceperit, ducere debent. Item VIII prefati mansi solvunt VIII solidos. Item in villa que est Bus ⁽⁵⁾ est mansus, qui solvit XXX denarios in festo Sancti Martini. Cum abbas advenerit, villicus ei et equis suis in nocte dabit (*sic*) et in crastino prandium. Item quarta pars precii communis sylvae in usum abbatis cedere debet. Si de familia vir obierit, precipuum animal ejus jure abbati mancipatur; si vero femina, quicquid melius propriis manibus operata est, abbas habebit. In festo Sancti Martini molendinarius dabit abbati duas denariatas panis et duas carniū et sextarium vini; custos sylvae et decanus tantundem dabunt. Abbas lapides molaes comparare debet, quos familia jure advehere debet, sed abbas ei expensam dabit. Singuli viri de familia debent abbati censum capitis VI denariorum et feminae similiter ejusdem monetae, quae ibi datur ubi habitant. Item si quis de familia hominem occiderit, XXX [solidos] et obolum abbati dabit. Item, si cujuslibet viri possessiones et mobiles res abbati pro qualibet temeritate adjudicatae fuerint, duae partes abbati, tertia tantum advocato cedit. Item molendinarius dabit singulis annis XII modios frumenti et alios duos pro facienda cervisia. Sciendum quod in omnibus placitis advocati nulla debet movi quaerimonia nisi de furto et debitis

⁽¹⁾ Zissen.

⁽²⁾ Andernach.

⁽³⁾ Hatzenport.

⁽⁴⁾ Nürburg.

⁽⁵⁾ Boos.

et contentione et effusione sanguinis. Tria servitia debet abbas advocato, in Natali Domini dimidium maldrum tritici, pro carnibus XII denarios, duas amforas vini et unam cervisiae, nummum pro pipere, obolum pro sale, maldrum avenae; deinde post duas ebdomadas XII denarios advocato prebebit ne homines gravet suos; hec eadem per omnia exhibentur in Pascha, similiter in festo Sancti Johannis excepto avena. Eorum quae solvuntur in placitis duas partes abbas colligit, tertiam advocatus accipit. Si homo abbatis ex alieno uxorem duxerit, bona ejus post obitum suum abbati adjudicantur, ut tertia pars tantum liberis et uxori dimittatur. In Natali Domini, dum villicus et molen-dinarius advocato duos attulerint porcos, quorum quilibet debet valere XII denarios et scabinus admonitus fuerit si tanti valeant et ita esse concesserit, neuter eorum reus erit; si inferioris precii esse dixerit, super hoc satisfacient. Si homo curiae inculpatus excusationem suam praetenderit, nullus eum ulterius urgere poterit nisi sub duelli concertatione.

Si quis igitur ecclesiastica secularisve persona, hanc nostrae constitutionis paginam sciens, contra eam venire temptaverit et secundo tertiove commonita, errorem suum non correxerit, ab ecclesiae corpore segregata, excommunicationis vinculo innodatam se esse cognoscat et in die extremæ discussionis partem cum Sathana et angelis ejus se recepturam sciat. Cunctis autem eidem loco sua jura conservantibus sit pax Domini nostri Jhesu Christi, quatinus et hic fructum bonae actionis percipiant et in futuro ante districtum judicem premia aeterna pacis inveniant. Amen. Amen. Amen. Acta sunt haec anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo quinto decimo, indictione VIII^a, Henrico quinto Romanorum augusto regnante feliciter.

APPENDICE VI

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE BEAUPRÉ (FRAGMENT)

(Dernières années du XII^e siècle)

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE BEAUPRÉ (FRAGMENT) ⁽¹⁾

(Dernières années du XII^e siècle)

Chap. 1^{er}

§ 1. In feodo de Doncort ⁽²⁾ sunt quarteria quinque et unum dimidium. Quarterium unum debet in Nativitate Domini denarium I et dimidium cartallum avene ; medio maio IIII^{or} denarios ; ad festum Sancti Martini IIII^{or} denarios et villico obolum. Tribus temporibus tres croadas ; duabus earum debentur IIII^{or} panes. Debet etiam sarclatores duos, furcatorem I, messorum II, secatorem I, cui debetur victus ea die ; quod si secare non potest, dabit denarium I. Debet etiam duas ancenges, unam de automno, unam de tramoyis vel decem gerbas. Si autem operantur ipsas ancenges, dabunt medietatem fructus earum.

§ 2. Johannes Albus et nepotes ejus Warinus et Ricardus tenent quarterium I ; Herbertus quarterium I ; Bittuns quarterium I ; Dominicus et Olivierus quarterium I ; Gerardus Rufus dimidium quarterium ; Petrus et nepotes ejus Gisla et Valentia et Florata quarterium I ; Ermengardis et Maria sorores participes erunt hujus ultimi quarterii, si justitia eis dederit.

§ 3. Censuales : Gerardus et nepotes ejus Johannes et Herbertus debent sub annuo censu anno uno II denarios, anno altero III obolos ; filii Milonis de Enval ⁽³⁾, Gislebertus et Oliverus, II denarios ; Abilluns et Archenges sorores II denarios ; Johannes villicus et nepotes ejus IIII denarios ; item Johannes villicus et nepotes ejus Warinus et Richardus VI denarios ; Stephanus de Franconvilla ⁽⁴⁾ et frater ejus Martinus obolum I ; Humbertus filius Raymbaldi II denarios.

(1) Ce fragment est édité d'après la copie qui nous en a été conservée par le cartulaire-censier de Beaupré ; B. N., Lat. 11024, fo 32 (cf. p. 497).

(2) Doncourt, disparu, près de Landécourt.

(3) Einvaux.

(4) Franconville.

Censuales terre domine Godelende de Franconvilla: Wirricus debet I denarium; Johannes filius Raymbaldi II denarios et duas focantias et duos cappones; Stephanus et Vivianus fratres I denarium; Parisia IIII denarios.

Chap. 2.

Censuales feodi de Clusentanis⁽¹⁾: Erminaldus et Teodericus de Dinville⁽²⁾ debent III denarios et obolum; Milo de Clusentanis III denarios; Parisius Piinaz pro uno orto I denarium; Stephanus I denarium; Richerus obolum; Humbertus parvus obolum; Martinus, Hermannus et Albericus fratres I denarium; Warinus et mater ejus Beatrix li brache obolum; eadem Beatrix et filiastra ejus Clementia⁽³⁾; Ricoldis filia Beraldi obolum; Engirbertus, Bellinus I denarium; Warnerus, Lambertus et Sibilla obolum pro clospré; Humbertus Terriceli et Constantia et Richoldis et Warnerus IIII denarios pro manso quod dedit nobis Hugo venator, ex his IIII denariis II sunt nostri, alii II sunt Sancti Deodati, quia fundus mansi est Sancti Deodati.

Chap. 3.

In feodo de Dinville sunt quarteria tria, quorum unumquodque habet jornales quindecim. Hec tria quarteria debent XXI denarios, id est unum quarterium VII denarios. Ex his XXI denariis, III sunt villici, alii XVIII sunt nostri.

Erminaldus et Theodericus tenent I quarterium; Wirricus et Gerardus Avernus I; Cono, Albricus I.

Terre de Hullinvilla⁽⁴⁾ non dant census sed gerbagia.

Chap. 4.

In territorio de Moyn⁽⁵⁾ ex parte domini Drogonis de Bosanvilla⁽⁶⁾ veniunt ecclesie Belliprati redditus hii: Arnoldus I obolum; Aleidis filia Sicardi I obolum; Ripaldus I obolum; Henricus faber

⁽¹⁾ Clémentaine.

⁽²⁾ Deinvillers.

⁽³⁾ Après le mot *Clementia* le manuscrit présente un espace laissé en blanc.

⁽⁴⁾ Haillainville.

⁽⁵⁾ Moyen.

⁽⁶⁾ Bouzanville.

de Gilleberviller ⁽¹⁾ I denarium ; de exclusa molendini de Moyn III obolos ; Stephanus et Bertrannus frater ejus I denarium ; Cono III denarios ; Jornaz uxor Bellini III obolos ; Boriona uxor Wicchardi defuncti III obolos ; Warinus cognomine Sauvens II denarios et obolum ; Warinus alter filius Placentie I obolum ; Clementia uxor Stephani conversi I obolum ; Milo I obolum. De terra que dicitur incidisse Gerardus faber solebat solvere III denarios ; Johannes Rufus II denarios ; Wirricus de Villari I denarium.

Chap. 5.

Descriptio terrarum de Cantehou ⁽²⁾. Ab hereditate Raynerii et Hodemanni senioris et Hodemanni conversi nostri, quam absolutam et quietam tenuit ecclesia Belliprati plus quam annis XL legitima et libera elemosina in terris et pratis et mansis, veniebant in redditus denarii XVI et obolus, ex quibus duas partes, que ad ipsam veniebant, comitissa Mathildis ⁽³⁾, id est XI denarios, dedit in elemosinam semipiternam ecclesie Belliprati et posuit super altare ; alios V denarios et obolum retinuit advocatus in partem suam, quod ad ipsum jure advocature veniebat.

Chap. 6.

In territorio de Moncellis ⁽⁴⁾ debentur redditus hii ecclesie Belliprati. Henricus de Lunarivilla ⁽⁵⁾ vel heres ejus III obolos jure censuali. Terram nostram de Moncellis colentes III denarios ; alii autem persolvunt gerbagium. Ambrosius I denarium ; Otto filius Richardi I denarium ; Gerardus furnarius I obolum ; Haidus vel heres ejus III obolos ; Ulricus et Normannus et Albertus de communitate denarium ; Albertus frater Ulrici I denarium ; Theodericus piscator I obolum ; Petrus Macio ⁽⁶⁾ ; Johannes et Rodulfus fratres uno anno obolum, alio anno nichil ; Dominicus filius Gerardi piscatoris, Florencia de Lunarivilla III obolos ; Henricus de Moncellis III obolos.

⁽¹⁾ Gerbéviller.

⁽²⁾ Chanteheux.

⁽³⁾ Mathilde de Dagsbourg, épouse de Folmar VI, comte de Metz et de Hombourg, fondateur de l'abbaye de Beaupré.

⁽⁴⁾ Moncel-lès-Lunéville.

⁽⁵⁾ Lunéville.

⁽⁶⁾ Après le mot *Macio*, plusieurs lettres effacées.

INDEX DES TERMES TECHNIQUES

CONCERNANT L'EXPLOITATION ET L'ADMINISTRATION DE LA SEIGNEURIE RURALE

On a recueilli, dans cet index, tous les termes techniques concernant l'exploitation et l'administration de la seigneurie rurale qui figurent dans un document édité ou cité à un titre quelconque au cours du présent ouvrage. Comme chaque mot est accompagné d'une définition, l'index avertira le lecteur de l'interprétation proposée par l'auteur pour un certain nombre de termes, dont le sens exact peut donner matière à contestation ; il lui permettra, en outre, à défaut d'une table analytique des matières, de récapituler rapidement les institutions essentielles de la seigneurie rurale et de retrouver facilement les passages de l'ouvrage qui traitent de chacune d'elles en particulier. Pour ne pas surcharger l'index, on en a exclu tous les termes qui appartiennent à des passages de rédaction formulaire.

Les termes latins placés en tête de chaque article ont été imprimés en petites capitales, tandis qu'on a réservé l'italique aux rares mots appartenant à la langue vulgaire (français ou allemand). Les références renvoient aux pages du volume, le sigle n. aux notes des pages.

ABSUS, ASSUS, terme appliqué à une tenure qui échappe momentanément au système d'exploitation domaniale et qui est rattachée à la réserve seigneuriale, p. 15, n. 5, 44, 59, 70, n. 1, 2 et 3, 74, n. 2, 640, n. 3, 641, n. 4.

ACLA, ACOLA, tenure de médiocre étendue, inférieure au manse (dans le Wormsgau), p. 199, n. 1, 222, 224.

ADDUCERE. — *Adducere vinum*, exécuter un charroi de vin jusqu'à la résidence du seigneur, p. 722.

ADJUDICARE. — *Res domino adjudicare* ; — *Bona [domino] adjudicare*, prononcer la confiscation d'une tenure au profit de la réserve seigneuriale, p. 732 ; — p. 487, n. 8, 733.

ADMINISTRARE. — *Administrare superius edificium*, assurer la construction de la partie supérieure d'un bâtiment, p. 487, n. 1, 732.

ADVEHERE. — *Lapides molares advehere*, voir LAPIDES.

- ADVENA, individu résidant sur le territoire d'une seigneurie sans être l'homme* du seigneur (s'oppose à *indigena*), p. 199, n. 1, 472, n. 3.
- ADVOCATIA ; — ADVOCATIO ; — ADVOCATURA, ensemble des droits attachés au titre d'avoué (*advocatus*) dans les limites d'une seigneurie ecclésiastique, p. 247, n. 1, 367, n. 1, 483, n. 4, 679, n. 1, 708 ; — p. 480, n. 1, 673, n. 2, 731 ; — p. 739.
- ADVOCATUS, avoué (dans les seigneuries ecclésiastiques), p. 151, n. 3, 155, n. 2, 202, n. 2 et 3, 213, n. 3, 224, 281, n. 2, 284, n. 2, 285, n. 1, 336, n. 3, 367, n. 1, 487, n. 6, 552, n. 7, 577, 603, n. 2, 663, n. 2, 673, n. 2, 674, n. 2, 684, n. 2, 733, 739. — *Advocati placitum*, session du tribunal seigneurial à laquelle assiste l'avoué de la seigneurie, p. 487, n. 9. — *Mansus advocati*, manse compris dans le fief de l'avoué, p. 336, n. 3.
- AECCLESIA, p. 561, n. 5, 728, voir ECCLESIA.
- AEQUITARE. — *Servire aequitando*, servir à cheval, soit en portant des messages, soit en accompagnant le seigneur dans ses tournées, p. 471, n. 1, 472, n. 3.
- AGRICULTURA. — *Agricultura quatuor boum*, train de culture correspondant à une charrue de quatre bœufs, p. 632, n. 3.
- ALLODIUM ; — ALODIUM ; — ALODUS, domaine d'étendue variable sur lequel le seigneur exerce un droit de propriété qui n'est grevé d'aucune charge, p. 460, n. 1, 461, n. 1, 729 ; — p. 213, n. 3, 224, 234, n. 3, 255, 256, n. 4, 350, n. 1, 353, n. 3, 358, n. 1, 366, n. 1, 386, n. 2, 387, n. 3 et 5, 391, n. 3, 395, n. 1, 396, n. 3, 399, n. 2, 406, n. 1, 409 et n. 3, 410, 411, n. 4, 414, n. 1 et 2, 415, n. 1, 416, n. 2, 417, n. 1, 418, n. 2, 419, n. 1, 482, n. 1, 483, n. 4, 499, n. 4, 500, n. 1, 632, n. 3, 635, n. 2, 707, 711, 712, 713, 715 ; — p. 228, n. 2, 699. — *Alodii pars*, p. 379, n. 4, 398, n. 3.
- Possessores hujus allodii*, détenteurs d'un manse ou d'une fraction de manse dans la seigneurie considérée, p. 731. — *Qui morantur in alodio*, tous ceux qui ont leur domicile sur le territoire d'une seigneurie, p. 409, n. 3. — *Alodium facere de terra*, traiter une tenure à cens comme s'il s'agissait d'une terre allodiale, p. 224.
- ALTARE, autel consacré au saint patron d'une église cathédrale, collégiale ou abbatiale. — *Persolvens census ad altare*, p. 151, n. 3 ; — *Homo pertinens ad altare*, p. 276, n. 1, 278, n. 1, homme dépendant directement de l'autel, sur lequel il dépose chaque année le cheveau en signe de sujétion. — *Ad altare spectare*, p. 151, n. 3.
- ANCENGES, p. 737, voir ANCINGA.
- ANCILLA, femme non-libre. 1) Esclave domestique attachée à la réserve, p. 153, n. 1, 155, n. 1, 221. — 2) Femme exploitant une tenure sur la territoire d'une seigneurie rurale, p. 152, n. 1, 253, n. 4.
- ANCINGA, lot de terre prélevé sur la réserve et remis au tenancier à charge pour lui de le cultiver et d'en verser la récolte au seigneur, p. 193, n. 1, 195, n. 1, 199, n. 1, 202 et n. 4, 209 et n. 1, 222, 356, n. 2, 632, n. 3. — Voir aussi p. 393, n. 4. — *Ancingae inter arabilem terram et vineas*, p. 202, n. 4, 209, n. 1.
- ANGARIA. 1) Charroi exécuté sur une longue distance, à une date fixée par le seigneur et portant sur des quantités considérables de céréales ou de vin ; par ces différents caractères l'*angaria* s'oppose à la *carropera* ; p. 15, n. 3, 20, 21 et n. 2, 22 et n. 2, 52 et n. 2, 53 et n. 1 et 4, 55, 71, n. 1, 74, n. 1, 79, 126 et n. 2, 197, n. 3, 210, 222, 371, n. 1, 457, n. 3, 458, n. 4, 633, n. 2, 650, n. 5, 708, 727 (?).

2) Service de message, p. 727 (?), 732. — *Angaria pedestris*, service de message effectué à pied, p. 726. — *Proprio victu facere angariam*, voir VICTUS.

3) Grande pièce de terre labourable faisant partie de la réserve seigneuriale, p. 430, n. 1, 431, n. 1, 437, n. 1, 440, n. 3, 627 et n. 5, 720, 721.

ANGARIARE. — *Avenam angariare*, exécuter un charroi d'avoine du type de l'*angaria*, p. 223.

ANIMAL PRAECIPUUM, meilleure tête de bétail acquittée à titre de droit de main-morte, p. 487, n. 5; 732.

ANNALIS. — *Porcus annalis*, voir PORCUS.

ANNONA, céréales en général. — *Annona autumnalis, tremensis*, blé d'hiver, blé de printemps, p. 401, n. 2, 712, 714. — *Annona censualis*, recette en céréales provenant de cens de caractère indéterminé, p. 528, n. 3. — *Annona copulativa*, redevance en céréales payée à l'avoué et peut-être levée sur les jeunes gens entrant en ménage, p. 483, n. 4. — *Annona vigilum*, redevance en céréales payée aux gardiens du château de l'avoué, p. 483, n. 4, 484, n. 1.

Annonam conducere, p. 371, n. 1, 391, n. 2, 708, 714. — *Annonam deducere*, p. 396, n. 4. — *Annonam ducere*, p. 440, n. 2, 721. — *Annonam metere*, p. 564, n. 3. — *Annonam molere*, p. 532, n. 2, 533, n. 3. — *Annonam secare*, p. 371, n. 1, 708. — *Annonam terere*, p. 371, n. 1.

ANNUUS. — *Census annuus*, voir CENSUS.

ANTIQUUS. — *Institutio antiqua*, voir INSTITUTIO.

ANZANGA ; — ANZANGIA ; — ANZINGA ; p. 721 ; — p. 632, n. 3 ; — p. 239. Voir ANCINGA. — *Anzangas committere*, remettre aux tenanciers les lots de terre dits « ansanges » pour les mettre en culture, p. 721.

APES, essaims d'abeilles dans les forêts, p. 673, n. 2.

APPENDICIA, APPENDITIA. 1) Éléments entrant dans la constitution d'une villa, p. 151, n. 1. — *Appenditia curiae*, p. 451, n. 3, 460, n. 1. — *Appenditia ad villam pertinentia*, p. 635, n. 1.

2) Biens plus ou moins éloignés d'une villa et rattachés à celle-ci pour l'administration et l'exploitation domaniales, p. 287, 289, n. 3, 298, n. 3, 300, n. 2, 312, n. 3, 322.

AQUA. — *Bannus aquae*, voir BANNUS 1). — *Mundare molendenariam aquam*, voir MOLENDINARIUS.

AQUARE, remplir d'eau les cuves destinées à la vendange afin de les rendre étanches, p. 127, n. 3, 223.

ARABILIS. — *Terrae arabiles*, terres labourables (par opposition aux prés), p. 496, n. 2.

ARAGIUM, redevance en nature perçue sur une terre gagnée à la culture par défrichement ; parfois cette redevance a été étendue à des tenures domaniales d'exploitation ancienne, p. 334, n. 4. — Voir aussi p. 654, n. 2.

ARALICIUM JUS, se dit d'une redevance de mainmorte payée à titre réel par quiconque occupe une maison sur le territoire de la seigneurie, p. 199, n. 1, 472, n. 3, 664, n. 1.

ARALIS, emplacement d'une maison ou emplacement propre à la construction d'une maison, p. 457, n. 4, 462 et n. 1 et 2, 727, 728.

ARARE, exécuter la corvée de labourage, p. 202, n. 4, 223, 481, n. 3 et 4, 486, n. 5, 548, n. 2, 564, n. 3, 726, 731, 732. — *Arare ascengiam, ascengias*. — *Arare jugera*, voir ASCENCIA ; JUGERUM.

- ARATORIUS. — *Terra indomincata aratoria*, voir INDOMINICATUS. — *Aratoria res*, redevance de nature indéterminée qui s'acquittait peut-être, à l'origine, sous forme de socs de charrue (?), p. 303 et n. 3, 307 et n. 4, 320.
- ARATRATUS. — *Mansionarius arat* (ou *servit*) *sicut aratratus est*; expression propre au censier de St-Maximin et qui impose au tenancier l'obligation de venir à la corvée de labourage avec son attelage; p. 516, n. 2, 548, n. 1 et 2, 564, n. 3.
- ARATRUM, charrue. — *Aratrum dominicum*, charrue seigneuriale dont la charruée sert de base à un système de mesures agraires plus fortes que celles calculées sur la charruée ordinaire (*ad omne aratrum*, p. 726), p. 464, n. 3, 728. — *Aratrum debere*, devoir la corvée de labourage, p. 409 et n. 3, 414, n. 1 et 2. — *Servitium cum aratro debere*, devoir un certain nombre de jours de service qui peuvent être utilisés pour le labourage de la réserve, p. 631, n. 1. — *Terra dominicalis ad aratrum*, voir DOMINICALIS. — Voir aussi CARRUCA.
- ARATURA, corvée de labourage, p. 371, n. 1, 708.
- AREA, tenure comportant une maison et probablement le jardin attenant, p. 327, n. 1, 629, n. 2. — *Area orti*, voir ORTUS.
- ASCENGIA. — Pour le sens, voir ANGINCA. — *Ascengias arare*, labourer les lots de terre dits « ansanges », p. 712-714. — *Ascengiam seminare*, ensemençer l'« ansange », p. 712-716. — *Ascengiam (ascengias) conducere ad horreum*, conduire la récolte des « ansanges » au grenier seigneurial, p. 714, 715.
- ASSUS, p. 631, n. 1, voir ABSUS.
- Asthelblinc*, redevance de caractère indéterminé, p. 199, n. 1, 213, n. 2, 224.
- ATRIUM, territoire entourant une église ou une chapelle et soustrait à l'action de l'avoué, p. 349, n. 3.
- AUCUPATIO, produit de la chasse aux oiseaux dans une forêt, p. 352, n. 1.
- AUTUMNALIS. — *Annona autumnalis*, blé d'hiver, p. 401, n. 2, 712, 714. — *Autumnalis crovada*, terre de la réserve ensemencée en blé d'hiver, p. 716.
- AVENA. — *Dominica avena*, voir DOMINICUS.
- AVENATICA GERBA, voir GERBA.
- BACCHO, BACCO, redevance acquittée sous forme de pièces de lard ou redevance de remplacement acquittée en argent, p. 394, n. 2, 713-716.
- BANNALIS, sujet soumis au ban d'une seigneurie, p. 670, n. 2.
- BANNENSIS. — *Jus bannense*, forme particulière du droit de ban; peut-être exercice du droit de ban le long d'un cours d'eau, p. 669, n. 1.
- BANNUS. 1) Droit de ban; droit de commander, de contraindre et de punir, ce droit pouvant s'exercer dans les limites très variables, p. 151, n. 1, 207, 221, 224, 300, n. 2, 358, 532, n. 2, 552, n. 3, 554, n. 2, 574, n. 2, 576, 632, n. 3, 666, n. 2, 670, n. 2. — *Bannus magnus*, juridiction de forme supérieure comportant en général la justice du sang, p. 668. — *Bannus vennarius*, droit d'établir des vannes le long d'un cours d'eau (sens incertain), p. 669, n. 1. — *Bannus aquae*, droit de ban appliqué à un cours d'eau, p. 458, n. 6, 461, n. 2, 580, 728, 729. — *Bannus terrae et aquae*, droit de ban de valeur générale, p. 580. — *Bannus silvae*, ban s'exerçant sur une forêt, p. 221. — *Bannus vini*, droit de ban appliqué à la vente du vin (banvin), p. 552, n. 5. — *Bannum frangere, infringere*, contrevenir aux ordres du seigneur qui dispose du droit de ban, p. 224.
- 2) Territoire sur lequel le seigneur exerce son droit de ban, p. 234, n. 3, 329, 330, 335, n. 5, 343, n. 2 et 4, 352, n. 1, 353, n. 2, 354, n. 2, 356, n. 1

438, n. 3, 446, n. 1, 459, n. 1, 481, n. 4, 655, n. 4, 658, 722, 727, 731. — *Bannus Sti Deodati*, *bannus ducis*, territoires de la haute vallée de la Meurthe, dépendant du chapitre de St-Dié, avec droit d'avouerie pour le duc de Lorraine, ou relevant exclusivement du dit duc, p. 287, n. 3. — *Bannus Stae Crucis*, ban dépendant de l'abbaye Ste-Croix de Bouzouville, p. 472, n. 3.

Custodia banni, droit de garde sur le territoire dit *bannus*, p. 563, n. 3, 567, n. 3. — *Justitia banni*, droit de juridiction sur le territoire dit *bannus*, p. 353, n. 3, 354, n. 2, 356, 360. — *Medietas banni*, p. 666, n. 2. — *Tertia pars banni*, p. 343, n. 2, 352, n. 1, 353, n. 2, 354, n. 2.

3) Prestation en travail exigée par le seigneur en vertu de son droit de ban, p. 247 et n. 1 ; 714 (?) . — *Bannus generalis*, p. 665, n. 3.

BASILICA, église paroissiale comprise dans le système d'exploitation domaniale, p. 38, n. 4, 65, n. 1, 216, n. 1, 221, 635, n. 1. — Voir aussi ECCLESIA.

BENEFICIUM, terre qui échappe complètement à l'exploitation domaniale et qui est concédée uniquement à charge de services, p. 20 et n. 2, et 3, 21, 22, 58, 59, 68, n. 2, 70, n. 2, 76, n. 1, 359, n. 1.

BONUM, tenure de caractère indéterminé, p. 295, n. 3, 308, 320. — *Salicum bonum*, voir SALICUS.

BOS. — *Debere bovem et rotam*, s'associer à trois autres tenanciers pour équiper un chariot tiré par quatre bœufs, p. 714.

Bozzon, bottillons de lin, p. 464, n. 4, 465, n. 4, 728.

BRACIARE, brasser de la bière pour le compte du seigneur, p. 464, n. 4, 726.

BRENNAE, céréales fournies par les tenanciers et destinées à la pâtée des chiens de chasse du seigneur, p. 306, n. 1, 307, 311, 320.

Breul ; — Broil ; — BROLIUM ; — BRULLIUM ; pré compris dans la réserve seigneuriale, p. 555, n. 1 ; — p. 34, 58, 68, n. 3, 70, n. 2 ; — p. 346, n. 3, 499, n. 4, 632, n. 3 ; — p. 396, n. 4, 401, n. 1 et 2, 628, n. 2, 716. — *Brullium*, fauchaison du pré seigneurial, p. 396, n. 4.

BUBULCUS. — *Bubulcus dominicus*, bouvier chargé de l'exploitation des terres de la réserve moyennant une allocation en vivres, p. 463, n. 2, 482, n. 1, 633, n. 2, 726, 728-731.

CAMBA, brasserie, p. 59, 70, n. 2, 176, n. 3.

CAMSILIS. — *Camsiles facere*, tisser des pièces de toile, p. 95.

CANAVERA, chènevière, p. 35, n. 5.

CAPELLA, chapelle comprise dans le système d'exploitation domaniale, p. 194, n. 2, 204, n. 1, 259, n. 5, 322, 343, n. 3, 350, n. 1, 353, n. 1, 358, n. 1. — *Capella subjecta ecclesie*, chapelle dépendant d'une église paroissiale, p. 356, n. 2.

CAPITALE, revenu que le seigneur tire de l'exploitation domaniale des tenures, p. 438, n. 3, 682, n. 1, 720, 722.

CAPITALIS. — *Capitalis census*, cens payé par tête (chevage) en signe de sujétion personnelle, p. 325, n. 5, 343, n. 4, 353, n. 2 et 3, 354, n. 2, 359, n. 3, 663, n. 3. — *Capitale jus*, se dit du droit de mainmorte personnelle payée par tout sujet du seigneur, p. 199, n. 1, 472, n. 3.

CAPUT. — *Caput hominis* ; — *Homo de capite*, individu assujéti à un seigneur et payant à celui-ci, en signe de sujétion, le chevage, p. 322 ; — p. 245. — *Capitis census*, p. 264, n. 4, 487, n. 4, 714, 732 ; pour le sens, voir *Capitalis census*.

CARO, fourniture de quartiers de viande ou redevance en argent correspondante, p. 394, n. 2, 458, n. 3, 487, n. 3, 712, 726.

- CARPENTARIUS. — *Opus carpentarii*, travaux de charpenterie à effectuer dans les bâtiments de la réserve et mis à la charge des tenanciers, p. 482, n. 2.
- CARROPERA, charroi exécuté d'ordinaire à l'intérieur du domaine, à la différence de l'*angaria*, p. 239, 245, 633 et n. 2.
- CARRUADA, quantité de terre dont une seule charrue peut assurer la culture, p. 120, n. 2, 627, n. 5.
- CARRUCA. — *Carruca indomincata*, p. 628, n. 1 ; pour le sens, voir *Aratrum dominicum*.
- CARTARIUS, p. 245, voir QUARTARIUS.
- Censal. — CENSALE, terre concédée à cens en vertu d'un contrat d'acensement, p. 629, n. 3, 657 ; — p. 437, n. 1, 441 et n. 1, 721.
- CENSALIS, probablement leçon incorrecte pour *Censualis* [homo], p. 59.
- CENSUALE, terme qui désigne à la fois le contrat d'acensement et la terre concédée en vertu de ce contrat, p. 167.
- CENSUALIS. — *Censualis* [homo]. 1) Individu qui paye à l'autel d'une église le chevage en signe de sujétion personnelle, p. 150 et n. 3, 151, n. 3, 152, 163, n. 1, 164, n. 2, 192, n. 1, 661, 662, n. 1, 679, 682. — 2) Individu qui exploite une tenure à cens, p. 505 et n. 4, 506, n. 1 et 3, 507, 509, n. 1, 737, 738.
- Censualis annona*, céréales perçues par le seigneur dans les limites d'une seigneurie à titre de cens, la nature du cens restant incertaine, p. 528, n. 3. — *Censualis mansus*, manse qui, dépendant d'une abbaye (St-Maximin), est grevé d'un cens au profit d'un office de cette abbaye, p. 538, n. 1, 551, n. 1, 584. — *Censualis redditus*, revenu annuel constitué par l'ensemble des cens de toute nature perçus dans une seigneurie, p. 355, n. 1. — *Censualis terra*, terre qui acquitte un cens en argent à l'exclusion de toute autre redevance ou service, p. 505, 506, n. 1. — *Censuale vinum*, voir *Censualis annona*, la redevance étant, dans le cas présent, payée en vin, p. 528, n. 3.
- Liber censualium*, recueil destiné à recevoir les actes concernant les hommes assujettis à l'autel d'une église, p. 164, n. 2. — *Libri censuales*, terme appliqué, en Allemagne, aux registres de cens, p. 615, n. 2.
- CENSURA, ensemble des cens de toute nature perçus par un seigneur dans les limites de sa seigneurie, p. 355, n. 1.
- CENSUS. 1) Ensemble de tous les profits provenant de l'exploitation du domaine, p. 517, n. 1. — 2) Redevances en argent et en nature acquittées par les tenures domaniales, p. 467, n. 1, 472, n. 3, 507, n. 4, 725, 728. — 3) Cens divers de nature extradomaniale, p. 537, n. 4, 694-699, 701, 702, 738.
- Census et jura*, p. 670, n. 2. — *Census et cetera jura*, p. 423, 719. — *Census et redditus*, p. 615, n. 1. — *Rectitudines vel census*, p. 289, n. 3, 305, 312, n. 3, 320, 322 ; sur le sens possible de *census* dans ces différentes expressions, voir p. 615, n. 1.
- Census capellarum*, cens payé à un établissement religieux par un seigneur laïque pour les chapelles dont la jouissance lui a été concédée par cet établissement, p. 343, n. 3. — *Census capitis* ; — *census capitum* ; — *census hominum*, cens personnel payé par tête (chevage), p. 487, n. 4, 714, 732 ; — p. 264, n. 4 ; — p. 334, n. 4. — *Census silvae*, probablement cens acquitté par les tenanciers pour prix des droits d'usage qui leur sont reconnus dans la forêt seigneuriale, p. 306, 320. — *Census terrae*, ensemble des cens de toute nature perçus sur les terres labourables d'un domaine, p. 352, n. 1. — *Census legalis terrae*, cens perçu sur les terres d'un domaine et légitimé par la coutume de ce domaine, p. 320.

Census annuus, cens annuel, p. 505, n. 6. — *Census capitalis*, cens personnel payé par tête (chevage), p. 325, n. 5; 343, n. 4, 353, n. 2 et 3, 354, n. 2, 359, n. 3, 663, n. 3. — *Census constitutus*, probablement cens fixé par la coutume, p. 496, n. 2. — *Census dispositus*; — *census dispositus quod est durcins*, cens fixé par contrat (par opposition au sens coutumier), p. 537, n. 4, 577, 584; — p. 532 n. 2. — *Census parvus*, cens de montant médiocre et d'origine incertaine (probablement extradomaniale), p. 432, n. 1, 441 et n. 2, 720. — *Census rectus*, redevance d'origine probablement extradomaniale, mais de caractère légitime en raison de son ancienneté, p. 433 et n. 1, 434, 435, 442 et n. 3, 446, 615 et n. 1, 722. — *Census regalis*, cens perçu dans certains domaines de l'abbaye de Prüm (groupe VIII) et dont le véritable caractère n'a pu être déterminé, p. 59.

Mansus ad censum, manse qui acquitte seulement des redevances, à l'exclusion de toute prestation en travail, par opposition au *mansus ad servitium*, p. 245, 256, n. 1, 631, n. 1. — *Mansus in censu et servicio*, manse qui acquitte à la fois des redevances et des prestations en travail, p. 725.

Registra censuum, registres de cens (en Allemagne), p. 615, n. 2.

Censum ad altare persolvere, payer un cens personnel (chevage) à l'autel d'un saint, p. 151, n. 3.

CENTENARIUS. — *Dies qui dicitur centenarii*, prestation en travail exigée par l'abbé de St-Maximin des hommes d'une seigneurie et acquittée sans doute anciennement au profit du centenier, p. 578.

CERARIUS, individu placé sous la protection du saint patron d'une église et qui acquitte à l'autel de ce saint un chevage en cire, p. 150 et n. 2, 153, 154, 159 et n. 4, 161, 162 et n. 2, 661, 695, 701.

CESIBILE. — *Nemus cesibile*, voir NEMUS.

Chauqueur, pressoir à vin, p. 446.

CIBARIA, nourriture accordée par le seigneur à ses tenanciers, quand ceux-ci exécutent pour son compte une prestation en travail, p. 713.

CINDULA, p. 391, n. 2, 401, n. 1, 712-714, 716, voir SCINDULA.

CIPPUS, prison seigneuriale, p. 202, n. 3, 224.

CIRCULI, redevance payée sous forme de cercles de tonneaux, p. 433, n. 1 et 2, 722.

CIRCUMDARE. — *Circumdare muro*, voir MURUS.

CLAUSUM. — *Clausum indominicatum*, pièce de vigne dépendant de la réserve seigneuriale et entourée d'un mur ou d'une palissade, p. 628, n. 3.

CLAUSURA; — *CLAUSURA INDOMINICATA*, haie ou palissade entourant certains éléments de la réserve seigneuriale, p. 179, n. 2, 401, n. 1; — p. 245. — *Clausuram facere circa curtim*, p. 371, n. 2, 708; — *Clausuram prati debere*, p. 396, n. 4, confectionner ou réparer la clôture de la maison ou du pré seigneurial.

CLAVA, probablement clef, par confusion avec *clavis*. — *Vigilias cum clava invicem notificare*, action pour les tenanciers de se signifier le tour de garde à la maison seigneuriale en se transmettant la clef de la dite maison, p. 223.

CLUDERE. — *Cludere mansum publicum*, confectionner ou réparer la clôture de la maison seigneuriale, p. 239 (voir CLAUSURA).

COCUS, cuisinier d'une abbaye (compris dans la catégorie des *prebendarii*), p. 632, n. 1.

COLERE. — *Colere vineam ad tria servitia*, voir VINEA.

COLLIGERE. — *Colligere fenum*; — *Colligere crovadas*; — *Colligere segetes*, mettre en tas le foin ou les gerbes de céréales, p. 371, n. 1, 708, 726, 729.; — p. 716; — p. 716.

- COMITIUM, terme employé pour désigner l'un des trois plaids généraux annuels dans les documents provenant de l'abbaye de Bouzonville, p. 456, n. 3, 464, 470, 726.
- COMMENDARE, action, pour un seigneur, d'inféoder à un tiers le droit de garde qu'il exerce sur des « protégés », p. 409, n. 1, 417, n. 2.
- COMMITTERE. — *Committre anzangas*, confier les lots de terre dits *anzangae* (voir ANCINGA) aux tenanciers, à charge pour eux de les mettre en culture, p. 721.
— *Committre horreum*, confier le grenier seigneurial à un tenancier, à charge pour lui d'en assurer la garde, p. 714.
- COMMUNIS. — *Communis silva*, bois laissé à la jouissance des tenanciers (par opposition à *silva indominicata*), p. 247, 732.
- COMMUNITER. — *Communiter vindemiare*, voir VINDEMIARE.
- COMPLERE. — *Complere servitium septimanarum*, voir SERVITIUM 2).
- CONCERTATIO. — *Concertatio duelli*, voir DUELLUM.
- CONDITIO, probablement mot tronqué par suite d'une faute de copie ; peut-être faut-il lire *comitio*, p. 458, n. 5, 466, n. 1, 727.
- CONDUCERE. — *Conducere annonam*, p. 391, n. 2, 414, n. 2, 708, 712-715 ; — *Conducere modios spelte et tritici*, p. 298, n. 2, 322 ; — *Conducere fenum*, p. 371, n. 1, 391, n. 2, 414, n. 1, 708, 712-715 ; — *Conducere vinum*, p. 414, n. 1 et 2, transporter la récolte de céréales, de foin, de vin jusqu'à la maison de la réserve ou jusqu'à la résidence du seigneur. — *Conducere ascengiam* (ou *ascengias*) *ad horreum*, p. 714, 715, effectuer le même transport au profit des récoltes des « ansanges » (voir ANCINGA). — *Conducere paxillos in vineam*, transporter des échelas dans la vigne seigneuriale, p. 371, n. 2, 708.
- CONDUCTUS. — *Conductus frumenti*, p. 298, 322. — *Conductus vini*, p. 303, 306, 315, n. 3, 320 ; pour le sens, voir CONDUCERE. — *Conductus carrorum portantium victui necessaria*, transport des récoltes jusqu'au siège d'une abbaye et surtout protection des convois, p. 359, n. 1.
- Congiés, redevance seigneuriale de caractère indéterminé, p. 444, n. 1.
- CONSTITUERE, mettre un agent seigneurial en possession de ses fonctions. — *Constituere forestarios ; villicum*, p. 224 ; 674, n. 2.
- CONSTITUTUM, ensemble des charges qui, à l'exception des redevances (*census*), incombent aux tenures d'un domaine, p. 472, n. 3.
- CONSTITUTUS CENSUS, voir CENSUS.
- CONSTRUERE. — *Construere horreum*, voir HORREUM. — *Construere molendinum*, voir MOLENDINUM.
- CONSUETUDINARIUS. — *Jus consuetudinarium*, droit fondé sur la coutume et non sur un contrat, p. 501, n. 3.
- CONTENTIO, rixe à main armée (sens tout à fait incertain), p. 487, n. 9, 733.
- CONTINUUS — *Continuum servitium*, voir SERVITIUM 2).
- CONVIVIUM, repas offert par le seigneur à ses tenanciers pour les remercier des cadeaux que ceux-ci lui ont apportés, p. 413, n. 1.
- COOPERIRE. — *Cooperire domum* ; — *horreum et molendinum*, refaire le toit de la maison seigneuriale, de la grange ou du moulin, p. 223 ; — 487, n. 1.
- COPULARE. — *Copulare sibi uxorem de alterius familia vel alia ecclesia*, voir UXOR.
- COPULATIVA ANNONA, redevance en céréales payée à l'avoué et peut-être levée sur les jeunes gens entrant en ménage, p. 483, n. 4.
- Corimede, droit de mainmorte perçu sous la forme du « meilleur catel » dans les domaines rhéno-mosellans de l'abbaye de St-Maximin, p. 552, et n. 1, 553, n. 2.

CORROGATA. 1) Labourage des terres de la réserve seigneuriale, p. 239, 633 et n. 2, 641, n. 1.

2) Grande pièce de terre comprise dans la réserve seigneuriale et labourée au moyen de la corvée de labourage, p. 239, 627, n. 5.

CORRUADA, p. 120, n. 2, voir CORROGATA 2).

CORVADA. 1) p. 641, n. 1, voir CORROGATA 1). — 2) p. 627, n. 5, 633, n. 2, voir CORROGATA 2).

CORVATA, p. 396, n. 4, voir CORROGATA 1).

CREARE. — *Creare ministros*, voir MINISTER.

CROADA. 1) p. 307, 311, 315, n. 2, 320, 737, voir CORROGATA 1). — 2) p. 193, n. 1, 195, n. 1, 535, n. 1, 548, n. 2, 549, n. 2, 627 et n. 5, 628, n. 1, 633, n. 2. — *Croada dominica*, p. 459, n. 1, 482, n. 1, 725, 727, 731. — *Croada indominicata*, p. 371, n. 1 et 4, 708, voir CORROGATA 2).

CROATA. — *Croata de tremois* ; — *Croata de wain*, grande pièce de terre de la réserve seigneuriale semée en blé de printemps ou en blé d'hiver, p. 246.

CROEA, p. 499, n. 2, voir CORROGATA 2).

Croisement, voir CRUSAGIUM.

CROVADA. 1) Corvée de labourage, p. 393, n. 3.

2) Grande pièce de terre de la réserve seigneuriale ensemencée en blé d'hiver (*autumnalis*) ou de printemps (*tremensis*), p. 716.

3) Céréales récoltées dans les champs de la réserve qui ont été labourés au moyen de la *crovada*. — *Crovadas in martio et in autumnno colligere et ad horreum deducere*, p. 716.

CROVATA. 1) p. 401, n. 2, 713-714, 716, voir CORROGATA 1). — 2) p. 633, n. 2, voir CORROGATA 2).

Crowée, p. 445, n. 5, voir CORROGATA 2).

CRUSAGIUM. — *Croisement*, mise en ban d'une tenure par le seigneur, p. 353, n. 1, 667, n. 3.

CULTOR, bénéficiaire d'un contrat d'acensement à part de fruits, p. 463, n. 3, 727, 729.

CULTURA. 1) Prestation en travail requise pour la mise en culture des terres de la réserve. — *Culturae vinearum*, voir VINEA.

2) Grande pièce de terre ensemencée en céréales et comprise dans la réserve seigneuriale, p. 58, 517, n. 1, 522, n. 2, 523, n. 3, 535, n. 1, 548, n. 1, 549 et n. 2, 553, 574 et n. 1, 627 et n. 5, 628, n. 1.

CUMULARE. — *Cumulare fenum*, mettre le foin en meules après la fenaison, p. 482, n. 1, 731.

CURIA, cour seigneuriale, synonyme de *curtis* et de *villa*, p. 13, n. 2, 19, 21 et n. 2, 111, 347, 356 et n. 2, 358 et n. 1 et 3, 361, n. 2, 393, n. 1, 396, n. 4, 451, n. 3, 460, n. 1, 487, n. 7, 535, n. 1, 548, n. 1, 578, 608, n. 1, 635 et n. 3, 673, n. 2, 685, n. 1, 733. — *Deducere vinum ad curiam*, porter à la cour seigneuriale une redevance en vin, p. 722. — *Venire ad curiam*, se présenter à la cour seigneuriale porteur des cadeaux de Noël, p. 715. — *Modius curiae*, voir MODIUS.

CURRERE. — *Currere glandini*, voir GLANDO.

CURTILE ; — CURTILIS ; — CURTILLA, tenure de médiocre importance, comprenant une maison et peut-être le jardin attenant (dans la région rhéno-mosellane), p. 111 ; — p. 59, 86 ; — p. 532, n. 2, 537, n. 3, 549, 550, 575, 578.

CURTIS. 1) L'ensemble des biens qui constituent le domaine (réserve et tenures), synonyme de *villa*, p. 187, n. 2, 372, n. 1, 548, n. 1, 574, 575, 579, 580, 584, 635 et n. 3, 668, n. 3, 708.

- 2) Maison et bâtiments qui sont le centre de l'exploitation de la réserve et de tout le domaine, p. 202, n. 2 et 4, 222, 223, 461, n. 2, 530, 531, n. 3, 627, n. 2, 729. — *Curtis dominica*, p. 627 et n. 2. — *Curtis indominicata*, p. 207, 221, 222, 224. — *Curtim sepire*, voir SEPIRE. — *Facere clausuram circa curtim*, voir CLAUSURA.
- 3) Centre de l'administration du domaine, groupant les agents seigneuriaux et servant de bureau de perception pour les redevances, p. 213, n. 3, 224.
- 4) Tenure de médiocre importance, synonyme de *curtile* ou *curtilla* (dans la région rhéno-mosellane), p. 537, n. 3, 548, n. 1, 549-550.
- CUSTODIA ; — CUSTODIA BANNI, droit de garde exercé par un seigneur laïque sur les hommes ou sur le ban relevant d'une église et sans que cette garde entraîne pour le seigneur laïque une juridiction quelconque, p. 409, n. 1, 417, n. 2 ; — p. 563, n. 3, 567, n. 3.
- Custodia noctis*, service de guet à la maison seigneuriale durant la nuit, p. 394, n. 2, 716.
- CUSTOS. — *Custos equorum*, homme de la seigneurie chargé de garder les chevaux de l'avoué pendant la nuit, p. 136, n. 2. — *Custos silvae* ou *silvarum*, forestier, chargé probablement de surveiller l'ensemble du ban, p. 327, n. 2, 328, n. 3, 487, n. 3, 682, n. 1, 732.
- DAGLA, bien foncier dont la nature n'a pu être déterminée, p. 151, n. 1.
- DEBANNIRE, donner main-levée de la saisie d'une tenure frappée du ban, p. 670, n. 2.
- DEBITA, prestations dues à leur seigneur par les tenanciers et non acquittées par ceux-ci ou dettes contractées par les hommes d'une seigneurie à un titre quelconque, p. 487, n. 9, 732.
- DECANUS, doyen, agent chargé d'assister le maire dans l'administration de la seigneurie, p. 327, n. 2, 328, n. 3, 487, n. 3, 682, n. 1, 722, 732.
- DECIMA, dîme levée sur les paroissiens et comprise dans le système d'exploitation domaniale, p. 59, 216, n. 1, 221, 299, n. 4, 343, n. 3, 353, n. 1, 358, n. 1, 417, n. 1, 418, n. 2, 438, n. 3, 506, n. 4, 526, n. 3, 528, n. 3, 537, n. 4, 578, 720. — *Decima indominicata*, p. 204 et n. 1 et 2 ; — *Decima agriculturae quatuor boum*, p. 632, n. 3 ; — *Decima anzangiarum*, p. 632, n. 3 ; — *Decima brolii*, p. 632, n. 3 ; — *Decima croadarum*, p. 632, n. 3, dîmes levées sur l'ensemble de la réserve seigneuriale ou sur certains de ses éléments (terres arables ou prés).
- DECIMATIO, produit de la perception de la dîme, p. 120, n. 6, 221, 350, n. 1, 353, n. 2 et 3, 438, n. 3, 720, 722. — *Ducere decimationem in dominicum horreum*, conduire le produit de la dîme au grenier seigneurial, p. 726.
- DEDUCERE, exécuter un transport. — *Deducere annonam, crovadas, fenum ad horreum*, transporter les récoltes de la réserve (céréales, foin) jusqu'au grenier seigneurial, p. 396, n. 4, 564, n. 3, 716. — *Deducere vinum ad curiam*, p. 722.
- DENARIUS VISITALIS, voir VISITALIS.
- DESCRIPTAE RES ; — DESCRIPTIONES, registres du cadastre (à l'époque mérovingienne), p. 605, n. 3.
- Dienstmann (Ministerialis)*, serf-chevalier (en Allemagne), p. 678, 682, n. 1.
- DIES. 1) Journées de travail exigées des tenanciers à plusieurs reprises dans le courant de l'année par séries de cinq, six ou sept jours consécutifs et utilisées parfois en dehors de la seigneurie ; ces séries sont dénommées plus fréquemment *ebdomadae* ou *noctes* (voir ces mots), p. 121, n. 2, 128, 222, 328 et n. 4, 633, n. 2.

2) Journées de travail exigées des tenanciers une fois par an et utilisées pour le mise en valeur de la réserve, principalement en été. — *Dies arare*, p. 481, n. 4, 486, n. 5, 726, 731, 732. — *Dies facere de aratura*, p. 371, n. 1, 708. — *Dies in agro facere*, p. 191, n. 1. — *Dies in prato facere*, p. 191, n. 1, 247. — *Dies in vinea femorare*, p. 245. — *Dies operari*, p. 532, n. 2, 554, n. 1, 574 et n. 2.

Dies estivi; — *dies estivales*, journées de travail exigées en été indépendamment des semaines ou séries de jours de travail consécutifs, p. 126, n. 1; — p. 532, n. 2. — *Dies hiemales*, journées de travail exigées en hiver, p. 532, n. 2. — *Dies ad sublementum*, journées de travail exigées de chaque maison pour compléter la main d'œuvre fournie par le service des semaines, p. 120, n. 7. — *Dies qui dicitur centenarii*, journée de travail anciennement effectuée au profit du centenier, p. 578.

Servitium de die in diem, p. 247 et n. 1; sur le sens de cette expression d'interprétation incertaine, voir SERVITIUM 2. — *Facere tres dies in ebdomada*, se tenir trois jours durant par semaine à l'entière disposition du seigneur (obligation caractéristique des manses serviles), p. 633, n. 3.

DIMIDIUS. — *Dimidius carrus*, expression qui indique le service incombant à un manse qui s'associe à un autre manse pour fournir au seigneur un chariot avec son attelage, p. 245. — *Dimidia ecclesia*, voir ECCLESIA. — *Vinea culta pro dimidio fructu*; *vinea quae solvit dimidium vinum*, voir VINEA. — *Dimidius mansus*, voir MANSUS. — *Dimidius quarterius*, voir QUARTERIUS.

Dinc, voir JUDICIUM.

DISPOSITUS CENSUS. — *Dispositus census quod est durcins*, voir CENSUS.

DISTRICTUS, juridiction et plus spécialement juridiction criminelle, p. 276, n. 1, 668.

DIURNUS. — *Diurnum servitium*, voir SERVITIUM 2).

DIVISA, terre comprise dans des limites exactement déterminées, p. 496, n. 2, 500, n. 1.

DOMA. — *Doma proprium*, propriété allodiale, p. 458, n. 6.

DOMINICABILIS, DOMINICALIS, qualificatif appliqué aux différents éléments de la réserve seigneuriale. — *Dominicabilis terra*, p. 119, n. 3, 125, n. 2. — *Dominicalis silva*, p. 464, n. 3. — *Dominicalis terra*, p. 120, n. 2, 132, n. 1, 563, n. 1, 627, n. 4. — *Terra dominicalis ad aratrum*, p. 628, n. 1. — *Dominicalis mensura*, p. 518, n. 4, 575. — *Dominicalis modius*, muid (mesure de capacité) en usage à la cour seigneuriale, p. 579.

DOMINICATUS (subst.), ensemble des biens dont le seigneur garde la jouissance exclusive et qu'il fait exploiter directement, p. 499, n. 3, 500, n. 1, 501, n. 1.

DOMINICATUS (adj.), pour le sens, voir DOMINICALIS. — *Dominicatum plantatum*, vigne de la réserve seigneuriale (cf. Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 405, n. 2), p. 34, n. 2. — *Dominicata terra*, p. 58, 59, 68, n. 4, 70, n. 2, 77.

DOMINICUM, ensemble des biens dont le seigneur garde la jouissance directe, p. 68, n. 4, 70, n. 2, 726. — *Ex dominico*, p. 481, n. 3, 729, 731.

DOMINICUS, — Pour le sens, voir DOMINICALIS. — *Dominica croada*; — *curtis*; — *domus*; — *vinea*, p. 456, n. 1, 482, n. 1; — p. 627 et n. 2; — p. 482, n. 2, 731; — p. 628, n. 3, 719. — *Dominicum aratrum*; — *fenum*; — *frumentum*; — *granarium*; — *horreum*, p. 464, n. 3, 728; — p. 437, n. 1, 727; — p. 486, n. 3, 732; — p. 247; — p. 481, n. 3, 482, n. 1, 721, 726, 731. — *Dominicum servitium*, voir SERVITIUM 3. — *Dominicus bubulcus*; — *mansus*, p. 482, n. 1, 731; — p. 70, n. 2, 77.

Dominica avena, sans doute avoine livrée à la mesure en usage à la cour seigneuriale, p. 519, n. 1.

- DOMINUS, seigneur, p. 413, n. 1, 414, n. 2, 472, n. 3, 631, n. 3. — *Curtis domini*, p. 708.
 — *Adjudicare res domino*, p. 732. — *Adjudicare bona domino*, p. 487, n. 8, 733. — *Domini seculares*, seigneurs laïques, p. 188, n. 2.
- DOMUS. 1) Maison seigneuriale, centre d'exploitation de la réserve, p. 223, 487, n. 1.
 — *Domus dominica*, p. 482, n. 2, 731. — *Domus indominicata*, p. 180, n. 2, 193, n. 1. — *Domum edificare*, p. 732. — *Domum edificare et cooperire*, p. 223.
 — *Restaurare domum indominicatam*, p. 193, n. 1.
 2) Maison occupée par un sujet de la seigneurie, p. 202, n. 2, 555, n. 5, 712.
- DONATIO. — *Jus donationis*, droit de patronage sur une église paroissiale, p. 728.
- DOS, ensemble des biens constituant la dotation d'une chapelle ou d'une église, p. 245, 352, n. 3.
- DROIS, Droits, ensemble des droits de toute nature revendiqués par un seigneur dans une seigneurie, p. 232, n. 4 et 5, 557, n. 1.
- DROITURE, redevance seigneuriale de caractère et d'origines variées, mais légitimée par son ancienneté, p. 444, 445, n. 2, 446, 448, n. 1.
- DUCERE. 1) Transporter les récoltes de la réserve jusqu'au grenier seigneurial, p. 202, n. 4, 223, 481, n. 3, 482, n. 1, 731. — *Ducere annonam*, p. 440, n. 2. — *Ducere frumentum*, p. 486, n. 3, 732. — *Ducere fenum*, p. 68, 223, 437, n. 1, 716, 719, 721, 726. — *Ducere decimationem*, p. 726. — *Ducere segetes*, p. 716. — *Ducere annonam ad claustrum*; — *ducere vinum ad monasterium*, transporter les céréales (ou le vin) depuis la cour seigneuriale jusqu'au siège de l'abbaye dont relève la seigneurie rurale, p. 440, n. 2, 721; — p. 31.
 2) *Ducere ex alieno uxorem*, prendre femme dans une seigneurie étrangère, p. 487, n. 8, 733.
- DUELLUM. — *Duelli concertatio*, duel judiciaire, p. 487, n. 7, 733.
- DURCINS, 136, n. 2, 537, n. 4, 653, n. 3. — *Census dispositus quod est durcins*, p. 532, n. 2; pour le sens, voir CENSUS.
- EBDOMADA. 1) Semaine de sept jours commençant le dimanche. — *Facere tres dies in ebdomada*, servir chaque semaine durant trois jours (service caractéristique des manses serviles), p. 633, n. 3.
 2) Série de sept jours consécutifs durant lesquels le tenancier doit se tenir à l'entière disposition du seigneur, p. 120, n. 4, 465, n. 4, 633, n. 2, 727.
- ECCLESIA; — ECCLESIA PARROCHIALIS, église paroissiale comprise dans le système d'exploitation domaniale, p. 58, 120, n. 6, 158, 159, n. 3, 160, n. 2, 176, n. 3, 186, n. 3, 205, n. 2, 221, 258, n. 1, 259, n. 3, 275, n. 1, 298, n. 3, 300, n. 2, 343, n. 3, 350, n. 1, 353, n. 3, 356, n. 2, 358, n. 1, 460, n. 1, 481, n. 1, 694, 695, 699, 726; — p. 353, n. 1. — *Ecclesia dimidia*, droit de propriété sur la moitié d'une église paroissiale, p. 160, n. 2, 666, n. 2.
- ECCLESIALES, p. 155, n. 2 et 3, 168, n. 1; pour le sens, voir *Eiglisaz*.
- ECCLESIASTICUS. — *Ecclesiastica familia*, p. 395, n. 1, 396, n. 3, 711, 714; pour le sens, voir FAMILIA. — *Potestates subjacentes usibus ecclesiasticis*, seigneuries relevant d'un établissement religieux, p. 229, n. 3.
- EDIFICARE. — *Domum, horreum, molendinum edificare*, construire ou reconstruire la maison, le grenier et le moulin de la réserve, p. 487, n. 1, 732.
- EDIFICIUM. — *Administrare superius edificium*, assurer la construction de la partie supérieure d'un bâtiment, p. 487, n. 1, 732.
- EFFUSIO. — *Effusio sanguinis*, blessure entraînant effusion de sang, p. 487, n. 9, 733.

Eiglisaz, *Ecclésiaux*, hommes dépendant de l'autel St-Pierre de Remiremont et établis sur les terres des églises paroissiales dépendant de l'abbaye, p. 155, n. 2.

EIMERI LUMINARI, redevance payée en vin à l'autel de St-Maximin de Trèves et acquittée en *eimeri (situlae)*, p. 531 et n. 4.

EMANCIPARE. — *Emancipare [homines] pristinis servitiis*, voir *SERVITIUM* 1).

ENGERIA, p. 721; pour le sens, voir *ANGARIA* 1).

EQUITATURA, service de convoi des charrois, p. 486, n. 3, 732.

EQUORUM CUSTODES, voir *CUSTOS*.

ESCA, aliments autres que le pain distribués par le seigneur aux hommes de corvée, p. 716.

Eschevin, échevin, juge siégeant au tribunal seigneurial, p. 557, n. 1.

ESTIVALIS, *ESTIVUS*, 1) Qui se rapporte aux travaux agricoles exécutés pendant l'été. — *Dies estivus*, p. 126, n. 1. — *Dies estivalis*, p. 532, n. 2. — *Opus estivale*, p. 457, n. 3, 465, n. 4, 727.

2) Qui se rapporte au blé de printemps. — *Messor estivalis*, moissonneur pour le blé de printemps, p. 548, n. 1.

EULOGIAE, cadeaux offerts au seigneur par les agents de la seigneurie, p. 682, n. 1. *Exavin*, échevin, p. 557, n. 1.

EXCLUSA. — *Exclusa molendini*, p. 739.

EXCUSATIO. — *Excusationem praetendere*, se justifier par serment (en parlant d'un individu inculpé devant le tribunal seigneurial), p. 487, n. 7, 733.

EXPENSA, rétribution accordée par le seigneur avec sujets de la seigneurie, à l'occasion d'une prestation en travail de caractère exceptionnel. — *Operari suis expensis*, se dit du tenancier qui effectue un travail pour le compte du seigneur, sans recevoir de celui-ci aucune allocation en vivres, p. 548, n. 1.

EXTIRPARE, défricher, p. 418, n. 2.

EXTRACTUS, redevance de caractère non déterminé, perçue par le chapitre de St-Dié dans le Val de Galilée, p. 306, n. 1, 309, 320.

FACULA, torche, p. 393, n. 1, 716.

FALCATURA, journée de faucheur pour le foin (le mot est de lecture incertaine), p. 247

FALCICULA, journée de moissonneur, p. 246.

FALX, 1) Journée d'ouvrier employé au fauchage des prés, p. 191, n. 1 et 3, 245, 306, 312, 322, 356, n. 2, 391, n. 2, 395, n. 3, 401, n. 1 et 2, 414, n. 1 et 2, 430, n. 1, 431, n. 1, 437, n. 1, 440, n. 3, 456, n. 1, 712-715, 719-721, 726, 727, 729.

2) Journée d'ouvrier employé à la moisson, p. 246, 713. — *Falx annonae*, p. 712, 714, 715. — *Falx messis*, p. 306, 320. — *Falx segetum*, p. 416, n. 1 et 3,

FAMILIA, 1) Ensemble des individus attachés à un seigneur laïque ou ecclésiastique par un lien de sujétion héréditaire, p. 13, n. 2, 285, n. 1, 418, n. 2, 471, n. 4, 472, n. 3, 477, n. 2, 481, n. 2, 487, n. 2, 4, 5, et 9, 506, n. 1, 597, n. 3 et 4, 603, n. 2, 674, n. 2, 732. — *Familia ecclesiastica*; — *familia laicalis*, ensemble des individus dépendant d'un seigneur ecclésiastique (à l'exception des clercs), p. 395, n. 1, 396, n. 3, 674, n. 2, 711, 714, 732; — p. 680, n. 5. — *Homines ex familia*, p. 58. — *Uxorem de alterius familia vel alia ecclesia sibi copulare*, voir *UXOR*.

2) Ensemble des domestiques attachés à la personne du seigneur, p. 720.

FAMULUS, individu qui fait partie de la *familia* d'un seigneur et qui est attaché au service personnel de ce seigneur, p. 153, n. 2, 368.

FARINARIUS, moulin à farine, p. 12, n. 2, 158, 176, n. 3, 694, 702.

Faulteit, ensemble des sujets de la seigneurie, p. 557, n. 1.

Faus, journée d'un faucheur, p. 445, n. 5 (voir *FALX*).

Fauteit, p. 608, n. 1, voir *Faulteit*.

FEMINA, femme liée à un seigneur par un lien de sujétion héréditaire, p. 88, 191, n. 1 et 4.

FEMORARE, épandre du fumier, p. 245. — *Dies tres in vinea femorare*, p. 245.

FENARIUS. — *Fenarium jus*, droit de nature non déterminée, p. 395, n. 3, 714.

FENUM, FOENUM, foin. — *Colligere fenum*, p. 708. — *Colligere fenum dominicum*, p. 727. — *Conducere fenum*, p. 391, n. 2, 414, n. 1, 708. — *Cumulare fenum*, p. 482, n. 1, 731. — *Deducere fenum*, p. 396, n. 4. — *Ducere fenum*, 716, 721. — *Parare fenum*, p. 716. — *Secare fenum*, p. 223, 482, n. 1, 564, n. 3, 576, 726, 729, 731. — *Secare fenum brulii*, p. 716. — *Sectio feni*, p. 371, n. 1, 708.

FEODUM. 1) Terre concédée à charge d'hommage, p. 499, n. 3 et 4, 503, 504, 506, n. 4, 526, n. 3, 528, n. 4, 534, n. 2.

2) Tenure concédée à un *ministerialis*, p. 20 et n. 2, 3, 438, n. 3, 682, n. 2, 722.

3) Terme appliqué par Césaire aux *picturae*, p. 23, 75, 76 et n. 2.

4) *Feodum secundae feriae*, terme appliqué au XII^e siècle, à Zissen, à des tenures chargées du *servitium secundae feriae*, p. 486 et n. 5, 487, n. 1, 732 (voir *SERVITIUM* 2).

FERIA SECUNDA, voir *SECUNDA FERIA*.

FIDELIS, individu lié à un seigneur par un serment de fidélité (vassal du seigneur ou sujet de la seigneurie rurale), p. 314, n. 1.

FIDELITAS, ensemble des sujets d'une seigneurie rurale, p. 607, 608, et n. 1 (voir *Faulteit*).

FIMUS, fumier. — *Fimum curtis in campos educere*, p. 223.

FINIS, territoire d'une *villa*, p. 173, 297, n. 5.

FISCALINUS, individu libre, établi sur un domaine royal (*fiscus*), p. 603, et n. 2.

FISCALIS. — *Mansus fiscalis*; — *ratio fiscalis*, manse ou terre faisant partie d'un domaine royal, p. 630; — p. 634, n. 4.

FISCUS, domaine royal, p. 180, n. 2, 188, n. 2, 282, n. 4.

FLAGELLARE, battre les céréales, p. 532, n. 2, 564, n. 3.

FODERE, bêcher la vigne seigneuriale, p. 708.

FOENUM, voir *FENUM*.

FORASTARIUS, p. 197, n. 1; pour le sens voir *FORESTARIUS*.

FORASTICUS, FORENSIS, individu établi en dehors du territoire sur lequel le seigneur étend sa protection, p. 661, et n. 2.

Forche, journée d'un ouvrier employé à la fenaison, p. 445, n. 5 (voir *FURCA*).

FOREFACTUM, crime ressortissant à la haute-justice, p. 367, n. 1.

FORESTARIUS, agent seigneurial chargé de la garde du territoire de la seigneurie, p. 89, 555, n. 1, 584, 682, n. 1. — *Forestarios constituere*, mettre les forestiers de la seigneurie en possession de leurs fonctions, p. 224.

FORESTATIO, profits provenant de l'exploitation du bois des forêts, p. 352, n. 1.

FORESTUM, bois réservé à l'usage exclusif du seigneur, p. 80.

FRANGERE. — *Bannum frangere*, voir *BANNUS* 1).

FRATERNITAS, groupe de frères vivant en communauté familiale pour l'exploitation des biens provenant de l'héritage paternel, p. 524, n. 1.

FRUCTUS DIMIDIUS. — *Vinea culta pro dimidio fructu*, voir *VINEA*.

- FRUMENTUM. — *Ducere frumentum dominicum*, p. 486, n. 3, 732. — *Conductus frumenti*, p. 298, 322.
- FRUSTUM, pièce de vigne allongée et de superficie constante exploitée par un tenancier qui doit verser au seigneur la moitié du vin récolté (dans la région rhénomo-sellane), p. 524, n. 1, 537, n. 4, 574.
- FULLO, foulon employé au service domestique d'un seigneur, p. 632, n. 1.
- FURCA, journée de travail d'un ouvrier employé à la fenaison, p. 306, 391, n. 2, 395, n. 3, 401, n. 2, 414, n. 1 et 2, 430, n. 1, 431, n. 1, 437, n. 1, 440, n. 3, 456, n. 1, 712-715, 720, 721, 726, 727, 729.
- FURCATOR, faneur, p. 737.
- FURNUS, four dépendant de la réserve, p. 720. — *Furnus bannalis*, four ayant le monopole de cuire le pain pour l'ensemble des individus soumis au ban du seigneur, p. 665, n. 1.
- FURTUM, vol clandestin, p. 487, n. 9, 732.
- FUSUM DE LINO, fusée de lin, p. 12, n. 5.
- GERBA. — *Gerba avenatica*; — *siliginea*, amende payée en gerbes d'avoine ou de seigle pour obtenir la main-levée du ban qui frappe une tenure, p. 353, n. 1.
- GERBAGIUM, droit acquitté en gerbes au prorata de la récolte, p. 507, n. 4, 508, n. 2, 738, 739.
- GLANDO. — *Currere glandini*, aller à la glandée (en parlant des pores), p. 417, n. 3.
- GRANARIUM. — *Granarium dominicum*, p. 245, 627, n. 3, 247; pour le sens, voir *Horreum dominicum*.
- GRANCIA, ensemble des bâtiments servant à l'exploitation d'un domaine, p. 632, n. 3.
- HAISTALDUS, individu lié au seigneur par un lien de sujétion personnelle; le mot s'est probablement appliqué à l'origine aux fils de *mansionarii*, qui, exclus de l'héritage paternel, payaient au seigneur un chevage en signe de sujétion personnelle (cf. Seeliger, *Historische Vierteljahrschrift*, X, p. 327), p. 59.
- HARUNDO, fourniture de roseaux, mise à la charge des tenanciers, p. 191, n. 1.
- HERALIS, p. 86, voir ARALIS.
- Herdoso*, bœuf remis au seigneur à titre de droit de mainmorte réelle, p. 199, n. 1, 213, n. 4, 224.
- HEREDITARIUS. — *Hereditarium jus*, droit en vertu duquel une tenure est exploitée de père en fils, p. 472, n. 3, 482, n. 3. — *Mansum suscipere jure hereditario*, p. 731.
- HEREDITATUS, tenancier du seigneur, p. 481, n. 4.
- Hertrecht*, droit de mainmorte réelle, p. 199, n. 1.
- HIEMALIS. — *Hiemalis dies*, journée de travail requise en hiver, p. 532, n. 2. — *Hiemalis messor*, moissonneur employé à couper le blé d'hiver, p. 548, n. 1.
- HOBÄ, terme germanique correspondant au latin *mansus*, p. 629, 639 et n. 1. — Voir aussi OBA.
- HOMO, individu lié à un seigneur par un lien de sujétion personnelle, qui se traduit d'ordinaire par le paiement d'un chevage, p. 153, n. 1, 194 et n. 3, 225, 230, n. 1, 264, n. 4, 417, n. 2, 500, n. 1, 501, n. 1, 580, 696, 697, 699, 700. — *Homo ad altare pertinens*, voir ALTARE. — *Homo de capite*, voir CAPUT. — *Homines debentes capitalem censum*, p. 359, n. 3. — *Homo de potestate*, voir POTESTAS. — *Homines ex familia*, p. 58. — *Homines qui habent quartarium*, ensemble des individus qui exploitent les terres comprises dans un même quartier, p. 565, n. 4, 645, n. 2.

HONESTIORES. — *Honestiores homines*, alleutiers libres domiciliés sur le ban d'un seigneur ecclésiastique, p. 665, n. 1.

HORREUM. — *Horreum dominicum*, bâtiment à engranger les récoltes, grenier de la réserve seigneuriale, p. 180, n. 2, 193, n. 1, 195, n. 1, 221, 223, 371, n. 4, 391, n. 2 et 3, 437, n. 1, 487, n. 1, 627, n. 3. — p. 481, n. 3.

Committre horreum alicui, confier le grenier seigneurial à la garde d'un tenancier, p. 714. — *Conducere*; *deducere*; *ducere*; *inferre in horreum* (ou *in horreum dominicum*), p. 708, 712-715; p. 564, n. 3, 716; p. 202, n. 4, 223, 482, n. 1, 716, 721, 726, 731; p. 486, n. 5, 548, n. 2, 576, 732, rentrer les récoltes de la réserve ou les dîmes au grenier seigneurial. — *Construere, edificare horreum*, p. 391, n. 3, 713, 732, construire le grenier seigneurial. — *Mundare*; *preparare horreum*, préparer le grenier seigneurial, le mettre en état avant l'engrangement des récoltes, p. 391, n. 2, 401, n. 1, 712-716; p. 396, n. 4, 401, n. 1, 414, n. 1. — *Reedificare*; *reparare*; *restaurare horreum*; reconstruire ou réparer le grenier seigneurial, p. 223; p. 713; p. 193, n. 1.

Substernere horreum, couvrir le sol du grenier de branchages, p. 391, n. 2, 401, n. 1, 712-716. — *Tegere horreum*, couvrir le grenier d'un toit ou peut-être même sens que *substernere horreum*, p. 371, n. 2.

HORTUS, tenure comprenant la maison et le jardin attenant (le *meis* en dialecte lorrain) et représentant le quart du *mansus* primitif (voir *MANSUS* 2), p. 396, n. 4, 399, n. 2, 401 et n. 1 et 2, 403. — Voir aussi *ORTUS*,

HOSPITIUM, droit de gîte revendiqué par un seigneur sur ses propres sujets ou par un avoué sur les sujets d'une seigneurie ecclésiastique, p. 477, n. 2, 483, n. 4, 487, n. 3.

HOSTILICIUM, **HOSTILITIUM**, réquisition d'attelages de bœufs et de chariots, anciennement en relation avec la levée de l'ost royale, p. 20, n. 3, 26, 58, 641, n. 1.

HUNEDA, tenure de caractère non déterminé (en Alsace), p. 457, n. 4, 464, n. 4, 727.

IMMANIATURA, ensemble des terres exploitées dans un domaine par les tenanciers, par opposition à la réserve, p. 627, n. 1.

IMMANIATUS, s'applique aux terres qui sont exploitées par des tenanciers, par opposition aux terres de la réserve. — *Immaniata quarteria*, p. 627, n. 1.

IMPERTIRE, faire un cadeau au seigneur, p. 481, n. 2, 732.

INBANNIRE, prononcer la confiscation d'une tenure en vertu du droit de ban, p. 670, n. 2.

INCIDERE, tomber en deshérence. — *Terra que dicitur incidisse*, p. 739.

INCIDERE PAXILLOS, couper des charges d'échalas, p. 720.

INDIGENA, individu qui, résidant sur le territoire d'une seigneurie, est en même temps l'« homme » du seigneur (s'oppose à *advena*), p. 199, n. 1, 664, n. 1.

INDOMICATUS. 1) S'applique aux différents éléments qui entrent dans la composition de la réserve seigneuriale (voir *DOMINICABILIS*, *DOMINICALIS*, *DOMINICATUS*, *DOMINICUS*, *INDOMICUS*). — *Res indomincatae*, ensemble des biens constituant la réserve seigneuriale, p. 367, n. 1, 372, n. 2, 708.

Indomincatus mansus, a) Ensemble des biens constituant la réserve, p. 26, 58, 88, 635, n. 1. — b) Maison et bâtiments qui servent à l'exploitation de la réserve, p. 176, n. 3, 627, n. 2. — c) Manse de tenancier momentanément incorporé à la réserve seigneuriale, p. 563, n. 5, 565.

Indomincata carruca, p. 628, n. 1, voir *Aratrum Dominicum*. — *Indomincatum clausum*, p. 628, n. 3, voir *CLAUSUM*. — *Indomincata clausura*, p. 245,

voir CLAUSURA. — *Indominicata croada*, p. 708, 725, 727, 731, voir CROADA. — *Indominicata curtis*, p. 207, 221, 222, 224, voir CURTIS. — *Indominicata decima*, dime levée sur la réserve d'une seigneurie, p. 204 et n. 1 et 2. — *Indominicata domus*, p. 180, n. 2, 193, n. 1, voir DOMUS. — *Particulae vinearum indominicatae*, p. 221, voir VINEA. — *Indominicatum pratum*, p. 88, 628, n. 2, voir PRATUM. — *Indominicata silva*, p. 247, voir SILVA. — *Indominicata terra*, p. 59, 68, n. 3, 176, n. 3, 202, n. 4, 209, n. 1, 221, 222, 253, n. 4, 259, n. 5, 673, n. 2. — *Indominicata terra aratoria*, terre labourable dépendant de la réserve, p. 238, n. 2, 627, n. 4. — *Indominicata vinea*, p. 371, n. 1 et 4, 628, n. 3, voir VINEA.

2) Se dit de biens que le seigneur fait exploiter par des tenanciers, par opposition aux biens concédés en bénéfice. — *Indominicata sors*, manse exploité par un tenancier, p. 598, n. 4, 626, n. 3.

INDOMINICUS. — *Mansus indominicus*, p. 60; pour le sens, voir INDOMINICATUS.

INFERRE, exécuter un charroi. — *Inferre in horreum*, rentrer les récoltes au grenier seigneurial, p. 486, n. 5, 548, n. 2, 576, 732.

INFRINGERE BANNUM, voir BANNUS 1).

INGENUILIS. — *Ingenuilis mansus*, manse anciennement exploité par un homme libre (*ingenuus*), p. 58, 176, n. 3, 551, n. 2, 630.

INJungere. — *Operari quindecim diebus quicquid injungitur*, voir OPERARI.

INSTITUTIO ANTIQUA, coutume propre aux différents domaines relevant d'un même seigneur et légitimée par son ancienneté, p. 615, n. 1.

INTEGER. — *Integer mansus*, manse dans son état d'unité primitive, avant son morcellement en tenures fractionnaires, p. 28, n. 3, 88, 193, n. 1, 195, 245, 246, 563, 643, 725.

INVESTIRE, mettre un individu en possession d'une tenure. — *Quicumque de terra (ou de quarterio) investitus fuerit*, tout individu pourvu d'une parcelle de terre relevant d'un quartier, quelle que soit l'étendue de cette parcelle, p. 437, n. 1, 719-721; — p. 437, n. 1, 438, n. 1, 440, n. 3.

JUDICIUM (*Dinc*), plaid général annuel (en Allemagne), p. 685, n. 1.

JUGERUM, lot de la contenance d'un *jugerum*, prélevé sur la réserve et remis au tenancier à charge pour lui d'en assurer la culture, p. 26, 68, n. 2, 481, et n. 3, 632, n. 3. — *Jugera arare, seminare, purgare, secare*, p. 731. — Voir aussi ANCINGA; MENSURA; PERTIGADA.

JURA. 1) Droits de toute nature exercés par un seigneur dans les limites d'une seigneurie, p. 485, n. 2, 584, 732. — *Recitare jura*, lire les droits de la seigneurie au cours d'une assemblée solennelle, p. 685, n. 1. — *Jura venaticia*, prestations exigées des sujets de la seigneurie par l'avoué, quand celui-ci vient chasser sur le territoire de la seigneurie, p. 483, n. 4.

2) Ensemble des prestations de toute nature qui incombent aux tenures d'un domaine ou à certaines d'entre elles, p. 14, n. 3, 23, 75, 324, n. 1, 423, 578, 579, 615, n. 1, 670, n. 2, 719. — Voir aussi JUS.

3) Allocations de vivres accordées par le seigneur à ses tenanciers, p. 584.

JURIDICILIA. — *Juridicilia rectitudinis*, voir RECTITUDO.

JUS. — *Jus recipere*, recevoir du seigneur l'allocation en vivres fixée par la coutume, p. 548, n. 2, 575, 577. — *Jus aralicium*, voir ARALICIUM. — *Jus bannense*, voir BANNENSIS. — *Jus capitale*, voir CAPITALIS. — *Jus consuetudinarium*, voir CONSUETUDINARIUS. — *Jus crusagii*, voir CRUSAGIUM. — *Jus donationis*, voir DONATIO. — *Jus fenarium*, voir FENARIUS. — *Jus hereditarium*, voir

- HEREDITARIUS. — *Jus moytale*, voir MOITA. — *Jus navis*, voir NAVIS.
Jus terrale, voir TERRALIS. — Voir aussi JURA.
- JUSSUM. — *Placita non jussa*, plaids seigneuriaux qui se réunissent sans convocation spéciale, en général à raison de trois par an, p. 199, 223. — *Requirere placita non jussa*, voir REQUIRERE.
- JUSTICIA, JUSTITIA. 1) Juridiction seigneuriale. — *Justicia banni*, p. 353, n. 3, 354, n. 2, 356, 360.
 2) Plaids ordinaires de la seigneurie (*placita jussa*), p. 686, n. 1, 737.
 3) Amende prononcée par le tribunal seigneurial, p. 353, n. 1 (?), 667, n. 3, 669, n. 2, 708. — *Summam justicie terminare*, fixer le taux de l'amende, p. 367, n. 1, 708.
 4) Ensemble des prestations domaniales acquittées par les tenures d'un domaine, p. 353, n. 1 (?), 485, n. 2, 615, n. 1, 731.
- LAICALIS. — *Laicalis familia*, voir FAMILIA.
- LAPIDES. — *Lapides molares advehere*, voiturier des meules pour le moulin seigneurial, p. 487, n. 2, 732.
- LECTUS. 1) Lit. — *Lectos dare*, fournir des lits (ou des articles de literie ?) au seigneur, quand il séjourne dans la seigneurie, p. 223.
 2) Planche ou carré de jardin dans le potager de la réserve seigneuriale, p. 52, n. 2.
- LEDILIS. — *Ledilis mansus*, p. 28, n. 3, voir LIDILIS.
- LEGALIS, s'applique à toute prestation légitimée par la coutume (*lex*) du domaine, — *Legalis census terrae*, p. 306.
- LEGATIO, service de message exécuté pour le compte du seigneur, p. 371, n. 2, 708.
- LEX, coutume qui fixe les charges des tenures ou les obligations des hommes d'une seigneurie, p. 180, n. 2, 188, n. 2, 228, n. 4, 597, n. 3, 663, n. 3. — *Lex familiae*, immunité reconnue à l'ensemble des hommes d'un seigneur, p. 603, n. 2, 681, n. 1.
Lex popularis, coutume fondée sur la déclaration des sujets de la seigneurie, p. 105 et n. 3, 106. — *Lex publica*, coutume dont les prescriptions sont reconnues valables par le tribunal royal, p. 105 et n. 3, 106.
- LIBER. — *Liber censualis*; *liber possessionum*, censier, p. 615, n. 2. — *Liber censualium*, recueil sur lequel sont inscrits les noms des *censuales* d'un évêché ou d'une abbaye, p. 164, n. 2, 662.
- LIDILIS. — *Lidilis mansus*, manse anciennement exploité par un affranchi de droit germanique (*lidus*), p. 74, n. 1, 630.
- LICAMEN, lien pour les gerbes de céréales, p. 533, n. 5.
- LIGNARIUM, tas de bois de dimensions fixées par la coutume et formé de bûches débitées par les tenanciers, p. 392, 395, n. 3, 712, 715.
- LIGNUM, LIGNA. 1) Bois à brûler fourni par les tenanciers et évalué d'ordinaire en charretées, p. 179, n. 2, 193, n. 1, 222, 245, 246, 320, 430, n. 1, 431, n. 1, 433, n. 2, 441, n. 3, 720, 722.
 2) Bois de construction, p. 223.
 3) Branches d'arbres disposées sur le sol des granges avant l'engrangement des récoltes, p. 414, n. 1.
- LINOUSAE, fusées de lin livrées par le tenancier au seigneur, p. 179, n. 2.
- LINUM, lin en tortis livré par le tenancier au seigneur, p. 456, n. 2, 458, n. 3, 465, n. 4, 726.
- LUCRUM. — *Lucrum placiti*, voir PLACITUM.

- LUMEN. — *Nummus unus de lumine*, peut-être redevance de substitution pour une ancienne fourniture de torches, p. 439, n. 2, 721.
- LUMINARE. — *Spectare ad luminare*, être compris dans la masse des biens affectés au luminaire d'un autel, p. 349, n. 3. — *Terra ad luminare*, p. 148, n. 4, 696, 701.
- LUMINARIUS, probablement individu dépendant de l'autel du saint patron d'une abbaye (St-Bertin), p. 486, n. 4. — *Luminarii eimeri*, redevance acquittée en seaux (*eimer*) de vin au custode chargé de l'entretien de l'autel de St-Maximin et du luminaire, p. 531 et n. 4.
- LUNARIUS, peut-être individu soumis au *servitium secundae feriae* sur les terres de l'abbaye de St-Bertin, p. 486, n. 4 (voir SECUNDA FERIA).
- MAJOR, principal agent du seigneur préposé à l'administration de la seigneurie, p. 158, 682, n. 1, 698-701, 703, 732. — *Major villicus*, p. 722. — Voir aussi VILLICUS.
- Maire, p. 557, n. 1, voir MAJOR.
- MANCIPIUM. 1) Non-libre attaché à la réserve seigneuriale, p. 72, 149, 153, n. 1, 161, 162, n. 1, 221, 698. — *Mancipium proprium*, même sens (dans les documents de l'Allemagne du Sud), p. 152, n. 3.
- 2) Non-libre (attaché à la réserve ou pourvu d'une tenure?), p. 89, 350, n. 1, 353, n. 3, 666, n. 2.
- MANERE. — *Manere in censali*, avoir son domicile sur une terre concédée à cens (et non sur un *meis*), p. 721.
- Manewerc*, p. 199, n. 2, voir *Mannwerc*.
- MANIPULARIS. — *Manipulares redditus*, redevances acquittées à titre de droit de gerbage, p. 352 et n. 1.
- MANIPULUS, gerbe de céréales prélevée sur la récolte d'une terre nouvellement défrichée en qualité de droit de gerbage, p. 353, n. 1, 409, n. 2, 418, n. 2.
- Mannwerc*; — *Mannwerc*, pièce de vigne prélevée sur la réserve et remise au tenancier à charge, pour celui-ci, de la mettre en culture (dans la région rhéno-mosellane) p. 199, n. 1; — p. 199, n. 1, 202, n. 4, 537, n. 4.
- MANOPERA, prestation en travail exécutée à bras sans attelage, charrue ou chariot, p. 633 et n. 2, 649, n. 4.
- MANSIO, maison de tenancier (probablement avec le jardin attenant), p. 481, n. 2, 629, n. 2.
- MANSIONARIUS. 1) Tenancier exploitant un manse tout entier, ou responsable pour l'ensemble des tenanciers qui exploitent ce manse (région rhéno-mosellane), p. 516, n. 2, 531, n. 5, 548, n. 1, 579. — *Mansionarios pascere*, offrir un repas aux tenanciers des manses, p. 579.
- 2) Tout individu exploitant une terre comprise dans un manse ou quartier, quelle que soit l'étendue de cette terre, p. 564, n. 3, 645, n. 2.
- MANSIONILIS. — *Mansionilis mansus*, voir MANSUS 5).
- MANSUALIS. — *Mansualis terra*, toute terre dépendant d'un quartier (quart du manse primitif), p. 645, n. 2.
- MANSURA, tenure inférieure au manse, peut-être tenure comprenant la maison et le jardin attenant, p. 371, et n. 2, 3 et 4, 629, n. 2, 708.
- MANSUS (Masculin ou plus rarement féminin), MANSUM.
- 1) *Mansus dominicus*, p. 70, n. 2, 77. — *Mansus indominicatus*, p. 12, n. 3, 26, 58, 88, 176, n. 3, 627, n. 2, 635, n. 1, 666, n. 2. — *Mansus indominicus*, p. 12, n. 2, 60. — *Mansus publicus*, p. 237, n. 2, 239, 627, n. 2. — Ces différentes expressions désignent soit l'ensemble de la réserve seigneuriale, soit la partie de cette réserve comprenant la maison seigneuriale, les bâti-

ments d'exploitation et le jardin attenant. Voir aux différents termes qui qualifient le mot *mansus*.

2) Unité d'imposition des charges domaniales, le manse, qui correspond primitivement à une exploitation familiale, comprend une maison d'exploitation agricole, un jardin, des champs, des prés, parfois des vignes. p. 17, n. 3, 20, n. 2 et 3, 23, 27, n. 3, 31, 38, n. 3, 50, 53, n. 3, 58-60, 68, n. 1 et 4, 70, n. 2 et 3, 75, n. 3, 94, 110, 114, n. 2, 119, n. 3, 120 et n. 3, 121, n. 1, 2 et 3, 126 et n. 1, 179, n. 2, 194, n. 2, 197, n. 1, 204, n. 1, 205, n. 2, 209, n. 1, 222, 223, 224, 233, 239, 245, 246, 253, n. 4, 256, n. 1, 258, n. 1, 259, n. 5, 265 et n. 1, 278, 298, n. 2, 300 et n. 2, 312 et n. 1, et 3, 322, 328, n. 1 et 3, 336, n. 3, 354, n. 1 et 2, 371 et n. 1 et 4, 438, n. 3, 439 et n. 2 et 3, 461, n. 1, 465, n. 3, 481, n. 3, 482, n. 1 et 3, 485, n. 2, 518, n. 4 et 5, 522, n. 2, 526, n. 3, 531, n. 3 et 5, 532, n. 2, 533, n. 5, 534, n. 1, 536, n. 1, 548, n. 1 et 2, 549, 550, n. 5, 559, n. 1, 563, n. 5, 564, n. 1, 577, n. 2, 578, 579, 580, 585, 638, 639 et n. 1, 640 et n. 2 et 3, 641 et n. 1, 642, n. 2, 643, n. 2 et 3, 645 et n. 2, 648, n. 3, 666, n. 2, 669, n. 2 (?), 708, 720, 722, 726-731, 732.

Mansus ad censum, manse exploité par un tenancier moyennant un cens en argent ou en nature à l'exclusion de tout service, p. 245, 256, n. 1, 631, n. 1. — *Mansus ad servitium*, manse exploité moyennant des prestations diverses, parmi lesquelles figurent des prestations en travail, p. 245, 256, n. 1, 631, n. 1. — *Mansus in censu et servicio*, manse exploité moyennant des redevances et des prestations en travail, p. 725. — *Mansus in servitio*, manse exploité par un tenancier, par opposition aux terres de la réserve ou aux manses momentanément incorporés à cette même réserve, p. 631, n. 1.

Mansus absus (ou *assus*), manse qui échappe momentanément aux règles habituelles de l'exploitations domaniale, p. 631, n. 1. — *Mansus ad luminare spectans*, manse dont les revenus sont affectés au luminaire d'un autel, p. 349, n. 3. — *Mansus censualis*, manse grevé d'un cens au profit d'un office, p. 538, n. 1, 584 (voir *CENSUALIS*). — *Mansus plenicensualis* ; *semicensualis*, manse exploité à plein tarif, à demi-tarif p. 522, n. 2. — *Mansus fiscalis*, manse d'un domaine royal exploité par un tenancier libre, p. 630. — *Mansus ingenuilis*, manse exploité anciennement par un libre (*ingenuus*), p. 58, 176, n. 3, 551, n. 2, 630. — *Mansus lidilis*, manse anciennement exploité par un affranchi de droit germanique (*lidus*), p. 28, n. 3, 74, n. 1, 630. — *Mansus scararius*, manse exploité moyennant le service de la *scara* (voir ce mot), p. 58, 486, n. 3. — *Mansus servilis*, manse anciennement exploité par un non-libre (*servus*), p. 26, 77, 551, n. 2, 630. — *Mansus vestitus*, manse pourvu d'un tenancier, p. 74, n. 2, 276, n. 1.

Mansus integer, manse ayant conservé son unité primitive antérieure à tout fractionnement, p. 28, n. 3, 88, 193, n. 1, 195, 245, 246, 563, 643, 725. — *Dimidius mansus*, unité d'imposition égale à la moitié du manse primitif, p. 26, 27, n. 3, 28, n. 3, 74, n. 1, 75, n. 3, 127, 195, 223, 438, n. 3, 456, n. 2, 464, n. 4, 465, n. 3, 518, n. 5, 522, n. 2, 550, n. 5, 563, n. 5, 640-644 (*passim*), 648, n. 3, 720, 725-729. — *Quarta pars mansi* ou *ex manso*, unité d'imposition domaniale égale au quart du manse primitif (voir *QUARTARIUS*), p. 121, n. 1, 127, 132, 134 et n. 3, 140, 438, n. 5, 550, n. 5, 642, n. 2, 644 n. 1, 713, 719. — *Quarta mansi*, p. 195, 643, n. 2. — *Octava pars mansi*, tenure égale au huitième du manse primitif, p. 550, n. 5.

Mansus advocati, manse compris dans le fief de l'avoué, p. 336, n. 3. — *Mansorum possessores*, tenanciers de manses (au sens 2) du mot *mansus*, p. 152, n. 1, 168, n. 1, 487, n. 1, 732. — *Mansum suscipere jure hereditario*, recevoir du seigneur un manse à titre de tenure héréditaire, p. 731.

3) Unité de mesure de superficie, p. 59, 132, n. 1, 202, n. 4, 209, n. 1, 222, 247, 464, n. 3, 727, 728.

4) Partie du *mansus* (sens n° 2) comprenant la maison et le jardin, par opposition aux terres, p. 432, 439, n. 3, 486 et n. 1 et 5, 629 et n. 1, 2 et 3, 644, 646, 732.

5) Quart du *mansus* (sens n° 4), tenure composée de la maison ou de son emplacement et du jardin attenant (*meis*) et correspondant normalement à un quartier, p. 386, n. 2, 391, n. 3, 401 et n. 2, 402, n. 1, 432, 434 et n. 1, 435, 506 et n. 2, 507, n. 2, 509, n. 1, 645 et n. 4, 646, 647, 669, n. 2 (?), 711-714, 721, 738. — *Mansus mansionilis*, *mansus* avec maison par opposition au *mansus* qui comporte seulement un emplacement à bâtir, p. 646, n. 3. — *Dimidius mansus*, p. 713. — *Mansorum possessores*, détenteurs des *mansi* (sens n° 5) d'une seigneurie, p. 433, 434, n. 1, 439, 722.

MANUALIS. — *Manuale opus*, p. 253, n. 2, 486, n. 4, 631, n. 1 ; pour le sens, voir MANOPERA.

MANUFACTA, produits de l'industrie familiale remis au seigneur en qualité de redevances, p. 312 et n. 2, 322.

MANUS. — *Manuum opus*, p. 253, n. 2, 486, n. 4 ; pour le sens, voir MANOPERA. — *Habere ad suas manus*, se dit de l'ensemble des biens dont le seigneur tire un profit direct par opposition aux bénéfices, p. 627, n. 1. — *Quidquid melius propriis manibus operata est*, voir OPERARI.

MANUS MORTUA, droit de mainmorte, p. 552, n. 1, 574.

Manverc, p. 197, n. 3, 202, 209, 222, voir Mannverc.

MARCENSIS ; — *Marsonge*, *Maxonge* (*Pourcel*), porcelet né au mois de mars, p. 409, n. 2, 417, n. 3 ; — p. 417, n. 4, voir aussi PORCUS.

MASES, peut-être leçon incorrecte pour *Mansi*, p. 702, voir MANSUS 2).

Maxonge (*Pourcel*), voir MARCENSIS.

MEDIETAS. — *Vineae quae solvunt medietatem*, vignes exploitées à charge, pour le tenancier, de verser au seigneur la moitié de la récolte, p. 516, n. 2. — *Medietas banni* voir BANNUS 2).

Meis, jardin attenant à la maison (en dialecte lorrain), p. 402, 439 et n. 3, 444, 645.

MENSURA. 1) *Mensura dominicalis*, mesure en usage à la cour seigneuriale, p. 518, n. 4, 575.

2) *Mensura*, lot prélevé sur la réserve et mis en culture par le tenancier p. 140, 632, n. 3. — Voir aussi ANCINGA ; JUGERUM ; PERTIGADA.

MERCES, salaire accordé au tenancier à l'occasion d'un travail exécuté pour le compte du seigneur, p. 713.

MESSIS. — *Messem purgare*, sarcler les champs plantés en céréales, p. 725, 726.

MESSOR, moissonneur, p. 737. — *Messor estivalis* ; — *hiemalis*, voir ESTIVALIS ; HIEMALIS.

METERE, moissonner les céréales, p. 202, n. 4, 223, 430, n. 1, 431, n. 1, 437, n. 1, 440, n. 3, 564, n. 3, 720, 721.

Meu, muid (mesure de capacité pour les liquides). — *Tiers Meu*, expression appliquée au contrat en vertu duquel le bailleur abandonne au preneur le tiers de la récolte en vin et garde pour lui les deux autres tiers, p. 446.

- MINISTER, agent chargé de l'administration d'une seigneurie rurale, p. 23, 75, 76, n. 2. — *Ministros creare*, désigner et mettre en possession de leurs fonctions les agents chargés de l'administration de la seigneurie, p. 673, n. 2.
- MINISTERIALIS. 1) Agent seigneurial chargé de l'administration de la seigneurie, p. 202, n. 2 et 3, 224, 234 et n. 3, 237, n. 3, 301, 367, n. 1, 670, n. 2, 682 et n. 1, 708.
- 2) (*Dienstmann*), non-libre, pourvu d'un fief de service et apte à recevoir la chevalerie (en Allemagne et, en particulier, dans la région rhéno-mosellane), p. 16 et n. 7, 20, n. 2 et 3, 678, 679. — *Feoda ministerialium*, voir FEODUM.
- MINISTERIUM, circonscription seigneuriale confiée à l'administration d'un maire (*major*), p. 154, 155, 158, 159, n. 1, 162, n. 1, 697.
- MINISTRARIUS. — *Ministrarium servitium*, cadeaux offerts par des tenanciers au maire et peut-être aux autres agents administratifs d'une seigneurie (sens incertain), p. 372, n. 1, 708.
- MINUTUM OPUS, prestation en travail de caractère indéterminé, p. 533, n. 5.
- MITTERE, mettre à la disposition du seigneur. — *Mittere falces duas in prato*, p. 194, n. 1. — *Mittere homines duos in vinea*, fournir au seigneur deux ouvriers agricoles (ou deux journées d'ouvrier) pour la fauchaison ou la vendange, p. 239.
- MODIUS, muid, mesure de capacité. — *Modius curiae*, p. 396, n. 4, 712, 713, 715. — *Modius curialis*, p. 716. — *Modius dominicalis*, mesure en usage à la cour seigneuriale, p. 579.
- MOITA ; — MOITALE JUS, vraisemblablement vivres alloués en plus du pain, p. 548, n. 1. — *Moitalis panis*, pain avec portion de vivres (ces expressions sont propres au censier de St-Maximin), p. 516, n. 2, 532, n. 2, 548, n. 1.
- Moitrier, individu qui afferme, pour une période déterminée, les produits d'une réserve seigneuriale, p. 443, 444, 445.
- MOLARES LAPIDES. — *Molares lapides advehere*, voir LAPIDES.
- MOLENDINARIUM, moulin dépendant de la réserve seigneuriale, p. 729.
- MOLENDINARIUS (subst.), meunier, p. 487, n. 3 et 6, 732.
- MOLENDINARIUS (adj.), qui se rapporte au moulin. — *Molendinarius palus*, pièce de bois pour la vanne du moulin, p. 222. — *Molendenariam aquam mundare*, nettoyer le canal qui amène l'eau au moulin, p. 223.
- MOLENDINUM, moulin dépendant de la réserve seigneuriale d'un domaine, p. 43, n. 3, 58, 70, n. 3, 95, 224, 372, n. 1, 387, n. 3, 451, n. 3, 458, n. 6, 460, n. 1, 461, n. 2, 482, n. 2, 487, n. 1, 500, n. 1, 532, n. 2, 673, n. 2, 708, 726, 728, 730, 731. — *Molendinum cum banno*, moulin banal, p. 668, n. 3. — *Molendinum struere ; construere*, p. 458, n. 6, 728 ; — p. 461, n. 2, 713, 729. — *Operari uno die ad molendinum*, p. 554, n. 1, 574, n. 2. — *Parietem molendini reedificare*, p. 224. — *Reparare molendinum*, p. 713. — *Exclusa molendini*, p. 739.
- MOLERE. — *Molere annonam*, faire moudre les céréales (au moulin de la seigneurie), p. 532, n. 2, 533, n. 3.
- MULIER, femme liée à un seigneur par un lien de sujétion personnelle, p. 179, n. 2 et 3.
- MUNDARE, *Mundare aquam molendenariam*, voir MOLENDINARIUS. — *Mundare horreum*, voir HORREUM.
- MUNDIALIS ; — MUNDICULUS ; — MUNDILIO ; — MUNDILIONUS, individu placé sous la protection (*mundium*) d'une église et assujetti à l'autel du saint patron de cette église, p. 151, n. 1, 155, 191 et n. 1, 192 et n. 1, 2 et 3, 193, 195, 661 et n. 4, 663, n. 1, 2 et 3 ; — p. 151, n. 1 et 3 ; — p. 88, 89, 150, 151, n. 1.

et 3, 152, n. 1, 153 et n. 2, 155, n. 3, 156, 168, n. 1, 200 et n. 2, 202 et n. 2, 213, 215, n. 1, 223, 224, 237, n. 3, 239, 682 ; — p. 202, n. 3, 224.

MUNIRE. — *Munire vallo vineas*, voir VALLUM.

MURUS, mur entourant les bâtiments de la réserve. — *Curtem indominicatam muro circumdare*, p. 222.

NAVIGIUM, droit de péage levé sur des bateaux, p. 119, n. 3.

NAVIS. — *Jus navis, usus navium*, p. 119, n. 3 ; pour le sens, voir NAVIGIUM.

NEMUS. — *Nemus cesibile*, bois taillis (?), p. 708.

NOTIFICARE. — *Notificare invicem*, obligation, pour les tenanciers, de se notifier l'un à l'autre un service qui s'effectue à tour de rôle, p. 223 ; voir aussi CLAVA.

NOX, NECTES. 1) *Noctis custodia*, voir CUSTODIA.

2) Même sens que DIES 1), p. 128, 129, n. 1, 140, 237, 239, 245, n. 3, 246, 312, 322, 633 et n. 2, 647, n. 1. — *Noctes rectae ad culturas vinearum*, séries de journées de travail exigées pour la culture des vignes et légitimées par la coutume du domaine, peut-être par opposition à des prestations en travail exigées en vertu du droit de ban (?), p. 433, n. 2, 722.

NUNTIUS, agent envoyé par le seigneur dans une seigneurie rurale pour en surveiller l'administration, p. 327, n. 1.

OBA, p. 110, 120 et n. 3 et 6, 121, n. 2, 136, n. 1 et 2, 629, n. 1, voir HOBA.

OBLATE, cadeaux offerts par le curé d'une paroisse au seigneur qui a le patronage de l'église paroissiale, p. 245 et n. 4, 628, n. 6.

OBLATIONES. 1) Cadeaux offerts par les tenanciers à leur seigneur, en général à Pâques et à Noël, p. 193, n. 1, 631 et n. 2.

2) Cadeaux offerts par les agents chargés d'administrer la seigneurie, p. 682, n. 1, 732.

OBNOXIUM ensemble des obligations du tenancier vis-à-vis de son seigneur, p. 228, n. 5, 229, n. 4. — Dans ces deux passages, le mot paraît désigner plus spécialement les prestations en travail.

OBSEQUIUM. — *Obsequium servitutis*, p. 597, n. 4, même sens que OBNOXIUM.

OBSERVARE, se conformer aux prescriptions seigneuriales. — *Observare tria placita*, assister aux trois plaids généraux annuels de la seigneurie, p. 191, n. 1.

OBULUS. — *Obulus vitalis*, voir VISITALIS.

OCTAVA PARS MANSI, voir MANSUS.

OLCA, grande pièce de vigne d'un seul tenant, en général entourée d'une clôture (dans la région rhéno-mosellane ; pour plus de détails voir Lamprecht, *D. WL.*, I, p. 405 et n. 2), p. 548, n. 1. — *Circa olcam sepire*, confectionner ou réparer la clôture de l'*olca*, p. 577.

OMINES, p. 700, voir HOMINES.

OPERA. — *Operam persolvere*, fournir une prestation en travail au seigneur, p. 713.

OPERARI, terme qui s'applique aux prestations en travail de toute nature que le seigneur exige de ses tenanciers, p. 563, n. 5, 580. — *Operari n. dies, n. ebdomadas*, voir DIES 1) et EBDOMADA 2). — *Operari uno die*, voir DIES 2). — *Operari vineam dominicam*, voir VINEA.

Operari suis expensis ; — *operari proprio stipendio*, travailler pour le compte du seigneur sans recevoir aucune allocation en vivres ou en argent, p. 548, n. 1 ; — p. 548, n. 2.

Operari quicquid precipitur, se dit du manse servile qui doit exécuter tout travail commandé par le seigneur dans la limite de trois jours par semaine, p. 633, n. 3. — *Operari quindecim diebus quicquid injungitur*, se dit de tout

manse qui, durant une période de quinze jours consécutifs, doit se tenir à l'entière disposition du seigneur et exécuter n'importe quel travail, p. 548, n. 2.

Quidquid melius propriis manibus femina operata est, la meilleure pièce de vêtement confectionnée par une femme sujette du seigneur et acquise à celui-ci en vertu du droit de mainmorte, p. 487, n. 5, 732.

OPIFICALIS RES, produits de l'industrie domestique remis au seigneur à titre de redevance, p. 307, 312, 315, n. 2.

OPUS. — *Opus dominicum*, prestation en travail requise pour les besoins de la réserve seigneuriale, p. 725. — *Opus duorum dierum*, prestation en travail requise durant deux jours, p. 726. — *Opus estivale*, prestation en travail exigée par le seigneur en été, p. 457, n. 3, 465, n. 4, 727. — *Opus manuale*; — *opus manuum*, prestation en travail qui s'exécute à bras, p. 253, n. 2, 486, n. 4, 631, n. 1; — p. 253, n. 2, 486, n. 4. — *Opus minutum*, prestation en travail de caractère indéterminé, p. 533, n. 5. — *Opus carpentarii*, voir CARPENTARIUS.

Opera, ensemble des prestations en travail exigées d'un tenancier, p. 574.

ORREUM, voir HORREUM.

ORTUS. 1) Jardin faisant partie de la réserve seigneuriale, p. 52, n. 2.

2) Tenure comprenant la maison et le jardin attenant, p. 356 et n. 2, 357 et n. 1, 416, n. 3, 507, n. 2, 645 et n. 3, 738; voir aussi HORTUS. — *Area orti*, terrain de surface constante pour une même seigneurie et comportant un emplacement à bâtir avec jardin, p. 645, n. 3.

PABULUM, PABULORUM RECEPTIO, réquisition de fourrage exigée des hommes de la seigneurie par l'avoué, p. 477, n. 2, 483, n. 4.

PALUS. — *Palus molendinarius*, pièce en bois pour la vanne du moulin, p. 222, 223.

PANIS. — *Panis moytalis*, voir MOITA.

PARAFREDUS. — *Parafredum solvere*, fournir au seigneur un cheval de marche, p. 110.

PARARE. — *Parare fenum*, faner et mettre le foin en meules, p. 716.

PARIES. — *Parietem molendini reedificare*, voir REEDIFICARE.

PARROCHIALIS ECCLESIA, voir ECCLESIA.

PARTICULAE, parcelles de terre non amansées, p. 654, n. 5. — *Particulae vinearum indomincatae*, pièces de vigne de la réserve réparties en plusieurs cantons (par opposition au *clausum*), p. 221.

PARVUS CENSUS, voir CENSUS.

PASCELLUS, échalas (passeau) pour les vignes, p. 246.

PASCERE. — *Pascere mansionarios*, se dit du repas offert par le seigneur aux tenanciers des manses d'un domaine, p. 579.

PASCUARE. — *Pascuare porcos*, faire paître des porcs dans un bois, p. 465, n. 4.

Paskiz. — *Pratum quod vocatur paskiz*, pâturage faisant partie de la réserve seigneuriale, p. 506, n. 4.

PASNAGIUM, redevance perçue sur les porcs qu'on fait paître dans les bois, p. 352, n. 1.

PASTIO. — *Pastio porcorum*, profits provenant du panage des porcs, p. 673, n. 2.

PASTUS, redevance payée par les sujets d'une seigneurie comme prix de leur droit de pâturage sur le territoire de la seigneurie, p. 577.

PAXELLUS, PAXILLUS. — *Paxillorum incidere pondera*, tailler des échalas comptés par charges (*pondus*), p. 720. — *Conducere paxillos in vineam*, transporter des échalas à la vigne seigneuriale, p. 371, n. 2, 708. — Voir aussi PASCELLUS.

PECIOLES, pièces de vigne, peut-être nom d'un canton planté de vigne (dans la région rhéno-mosellane), p. 34, n. 2, 65.

- PEDESTRIS. — *Pedestris angaria*, voir ANGARIA 2).
- PEITURA, prestation en travail évaluée en perches et de caractère mal déterminé (probablement service de clôture), p. 193, n. 1.
- PERTIGADA, lot prélevé sur la réserve et remis au tenancier, à charge pour lui d'en assurer la culture, p. 632, n. 3. — Voir aussi ANCINGA; JUGERUM; MENSURA.
- PETITURA; — PICTURA; — *Pihteren*, vigne détachée de la réserve et remise à un tenancier, à charge de la mettre en culture (région rhéno-mosellane), p. 531, n. 5, 537, n. 4, 550 et n. 3, 4, 584; — p. 20, n. 3, 23 et n. 2, 34, n. 2, 59, 61, n. 1, 74 et n. 3, 75, n. 1, 76 et n. 1 et 2, 86, n. 3; — p. 135, n. 2 et 3.
- PISA, sans doute écuellée de pois accordée par le seigneur à ses tenanciers à l'occasion de certains travaux, p. 519, n. 1.
- PISCARI, exercer le droit de pêche le long d'un cours d'eau, p. 458, n. 6, 461, n. 2, 728, 729.
- PISCATIO, profits de la pêche dans les cours d'eau, p. 352, n. 1, 354, n. 2.
- PISCATOR, individu chargé de pêcher pour le compte du seigneur, moyennant le versement par celui-ci d'une *prebenda*, p. 632, n. 1.
- PISCATORIA, droit de pêche dans les limites d'une seigneurie, p. 258, n. 1.
- PISCATURA, droit de pêche le long d'un cours d'eau dans des limites bien définies, p. 372 n. 1, 708.
- PISTOR, individu chargé de la fabrication du pain pour le compte d'une abbaye contre remise d'une *prebenda*, p. 632 n. 1.
- PLACITUM; — *Plaid*, assemblée judiciaire de la seigneurie, p. 309, 320, 350, n. 3, 574, 686, n. 1, 714, 733; — p. 557, n. 1. — *Placitum advocati*, plaid auquel l'avoué est autorisé à assister (l'un des trois plaids généraux), p. 487, n. 9, 732. — *Placita generalia*; — *placita non jussa*, plaids généraux de la seigneurie auxquels les sujets sont tenus d'assister sans convocation spéciale (à raison de trois plaids par an), p. 686, n. 1; — p. 199, 202, n. 2, 223, 686, n. 1. — *Lucrum placiti*, profits que le seigneur tire du plaid (amendes), p. 722. — *Placita observare*; — *requirere placita non jussa*, assister aux plaids généraux de la seigneurie, p. 199, n. 1; — p. 308, n. 2, 223, 224.
- PLANTATUM, PLANTATUM DOMINICATUM, pièce de vigne de la réserve, peut-être de plantation récente, mise en culture par l'ensemble des tenanciers (région rhéno-mosellane), p. 34, n. 2, 61, n. 1.
- PLENICENSUALIS. — *Plenicensualis mansus*, manse à plein tarif, p. 522, n. 2.
- Poesté, terme français correspondant à *potestas*, p. 665.
- POLYPTYCHUM, registre du cadastre sous le Bas-Empire, puis censier, p. 212, n. 2, 605, n. 3, 615, 616, n. 1 et 2.
- PONS pont faisant partie de la réserve d'un domaine, p. 186, n. 3, 372, n. 1, 708.
- POPULARIS. — *Popularis lex*, coutume fondée sur la déclaration des hommes du domaine, p. 105, et n. 3, 106.
- PORCUS, p. 179, n. 2, 409, n. 2, 413, n. 1, 414, n. 2, 465, n. 4, 487, n. 6. — *Porcus annalis*, porcelet âgé d'un an au moment de la glandée (octobre), p. 409, n. 2, 417, n. 3. — *Porcus marcensis*, porcelet né au mois de mars qui précède la glandée, ou entre ce mois et l'époque de la glandée, p. 417, n. 4. — *Porcos pascuare*, *id est saginare*; — *porcos saginare*, engraisser des porcs en les menant à la glandée, p. 727; — p. 58, 727. — *Pastio porcorum*, p. 673, n. 2.
- PORTARE. — *Portare coram domino*, porter les cadeaux de Pâques ou de Noël au seigneur et les lui remettre personnellement, p. 631, n. 3.

Porterrier, tout tenancier du seigneur, p. 445 et n. 1.

POSSESSIONES. 1) Ensemble des terres (terres arables ou prés) qui entrent dans la constitution d'un *mansus*, p. 486 et n. 1 et 5, 629, n. 3, 732. — 2) Biens fonciers de toute nature possédés par un sujet de la seigneurie, par opposition aux biens mobiliers, p. 732.

POSSESSOR, exploitant d'un *mansus* (sens n° 2), p. 482 n. 1. — *Possessores mansorum*, p. 152, n. 1, 168, n. 1 ; 487, n. 1, 732, voir MANSUS 2) ; — p. 433, 434, n. 1, 439, 722, voir MANSUS 5). — *Possessores hujus allodii*, détenteurs de manses ou de fractions de manses, dans la seigneurie considérée, p. 731.

POTESTAS, seigneurie rurale ayant son territoire et son administration propres, p. 148, n. 4, 150, 154, n. 1, 156, n. 1, 159, n. 4, 162, 180, 183 et n. 8, 188, n. 2, 190 et n. 1, 192, 193, 229, n. 3, 598, n. 4, 661, 665 et n. 2, 667, n. 3, 695. — *Homo de potestate*, homme établi sur le territoire d'une seigneurie rurale, p. 154, n. 1, 183, n. 8, 247, 666, n. 4. — *Potestates subjacentes usibus ecclesiasticis*, seigneuries relevant d'un établissement religieux, p. 229, n. 3.

Pourcel maxonge, p. 417, n. 4, voir PORCUS MARCENSIS.

Pourterrier, p. 445, n. 5, 446, n. 1, voir *Porterrier*.

PRAECIPUUM ANIMAL, voir ANIMAL PRAECIPUUM.

PRATUM, pré compris dans la réserve seigneuriale, p. 58, 59, 70, n. 2, 119, n. 3, 238, n. 2, 352, n. 1, 464, n. 3, 496, n. 2, 499, n. 4, 501, n. 1, 523, n. 3. — *Pratum dominicum*, p. 464, n. 3, 728. — *Pratum indominicatum*, p. 88, 628, n. 2. — *Pratum salici boni*, p. 577. — *Pratum quod vocatur paskiz*, p. 506, n. 4. — *Pratum secare*, p. 548, n. 2, 719. — *Mittere falcem (falces) in prato*, p. 191, n. 3, 194, n. 1.

PREBENDA. 1) Allocation annuelle de vivres accordée à certaines catégories d'individus (*prebendarii*), qui doivent travailler chaque jour pour le compte du seigneur, p. 463 et n. 2, 633, n. 2.

2) Allocation journalière de vivres accordée aux tenanciers, quand ils travaillent pour le compte du seigneur, p. 59 et n. 3, 464, n. 1, 726.

PREBENDARIUS. 1) Individu qui doit travailler chaque jour pour le compte du seigneur, moyennant une allocation annuelle de vivres, p. 152, n. 3, 153, n. 2, 486, n. 4, 545, n. 1, 632, n. 1.

2) Individu qui a abandonné ses biens à un établissement religieux, contre le versement d'une pension viagère, p. 153, n. 2.

PRECIPERE. — *Operari quidquid precipitur*, voir OPERARI.

PREDIUM, domaine d'étendue variable, en général domaine correspondant à une portion de *villa* (village), p. 184, n. 5, 185, 186 187 et n. 2, 225, 230, n. 1, 259, n. 1, 261, n. 4, 296 et n. 3, 299, n. 4, 354, n. 2, 635, n. 2.

PREPARARE. — *Prepare horreum*, voir HORREUM.

PREPOSITUS, prévôt chargé par une abbaye de l'administration d'un domaine ou d'un groupe de domaines, p. 367, n. 1, 545, n. 1, 708.

PRETIUM, allocation en argent accordée par le seigneur à ses tenanciers à l'occasion d'une prestation en travail, p. 371, n. 1, 708.

PREVENDARIUS, p. 88 ; pour le sens, voir PREBENDARIUS.

PROCURATIO, allocation en argent consentie par le seigneur à un tenancier d'une seigneurie à l'occasion d'un service particulièrement pénible, p. 126, n. 4.

PROPRIUS. — *Proprio stipendio operari*, voir STIPENDIUM. — *Proprium doma*, voir DOMA. — *Quidquid melius propriis manibus operata est*, voir OPERARI. — *Seminare de proprio*, voir SEMINARE. — *Proprio victu facere angariam*, voir

- VICTUS. — *Proprius homo, proprius servus, proprium mancipium*, individu non pourvu d'une tenure et qui doit tout son temps au seigneur, p. 152, n. 3.
- PUBLICUS. 1) Qui est garanti par l'autorité publique. — *Publica lex*, voir LEX.
- 2) Qui fait partie du domaine royal. — *Villa publica*, p. 178, n. 2.
- 3) Qui est compris dans la réserve seigneuriale. — *Publica taberna*, p. 237, n. 2. — *Publicus mansus*, p. 237, n. 2, 239, 627, n. 2.
- PULEGIIUM, nom donné au censier, en Lorraine, au X^e siècle, p. 103, n. 1, 104 et n. 2, et 3, 105 et n. 3, 4, 106, 190, 226, n. 1, 232, n. 1, 615, 616 et n. 1 et 2.
- PURGARE, sarcler une terre à céréales, p. 481, n. 3, 482, n. 1, 725-726, 731.
- QUADRANS; QUARTARIUM ou QUARTARIUM; QUARTERIUS ou QUARTERIUM. 1) Unité d'imposition des charges domaniales, égale au quart de manse, p. 644, n. 2; — p. 59, 253, n. 2 et 4, 499, n. 3, 500, n. 1, 506, n. 4, 563, n. 5, 564, n. 1, et 3, 565, n. 4, 567, n. 1, 580, 638, n. 5, 640, n. 2 et 3, 644, n. 1; — p. 265, 356, n. 2, 357, n. 1, 361, n. 2, 379, n. 4, 386, n. 2, 391, n. 2, 393, n. 1, 396, n. 4, 398, n. 3, 399, n. 2, 402, n. 1, 409 et n. 3, 413, et n. 1, 414 et n. 1 et 2, 416 et n. 1 et 2, 437, n. 1, 438, n. 1, 2, et 5, 440, n. 2 et 3, 444, 497, n. 2, 505, n. 1, 644 et n. 1, 711-716, 720-722, 737, 738. — Voir aussi p. 629, n. 3, 641 et n. 3, 4 et 5, 642, et n. 1 et 2, 648, n. 3.
- Quarta pars mansi que vulgo quarterius dicitur*, p. 719.
- Quarteria immaniata*, quartiers exploités par des tenanciers, par opposition aux quartiers qui sont momentanément incorporés à la réserve seigneuriale ou qui servent à en exprimer l'étendue, p. 627, n. 1. — *Quarterium majus, minus*, quartiers d'une même seigneurie différant par les charges qui leur incombent, p. 356, n. 2, 357. — *Homines qui habent quarterium*, ensemble des hommes qui exploitent les terres d'un même quartier et qui sont solidairement responsables des charges incombant à ce quartier, p. 565, n. 4, 645, n. 2. — *Quicumque investitus est de quarterio*, tout individu qui exploite une terre de quartier d'une étendue quelconque, p. 437, n. 1, 438, n. 1, 440, n. 3, 721. — *Dimidium quarterium*, p. 711. — *Quarta pars quarterii*, le quart d'un quartier, soit le seizième du manse, p. 438, n. 2, 649, n. 1, 721.
- 2) Unité de superficie servant à mesurer l'étendue de la réserve seigneuriale, — *Quadrans salice terre*, p. 458, n. 1, 464, n. 3, 728. — *Quartarium salici boni*, p. 578.
- QUARTA PARS. — *Quarta pars mansi* ou *ex manso*. — *Quarta pars mansi que vulgo quarterius dicitur*, voir MANSUS. — *Quarta pars quarterii*, voir QUARTERIUS.
- QUARTARIUM, QUARTARIUS; — QUARTERIUM, QUARTERIUS, voir QUADRANS.
- QUESTUS. — *Questus placiti*, profit que le seigneur tire des amendes du plaid, p. 151, n. 3.
- QUOTIDIANUS. — *Quotidianum servitium*, voir SERVITIUM 2).
- RAMOSITAS, travail qui consiste à joncher le sol du grenier de branchages avant d'engranger les récoltes, p. 396, n. 4, 401, n. 1.
- RATIO FISCALIS, voir FISCALIS.
- RECEPTIO. — *Receptio pabulorum*, voir PABULUM.
- RECIPERE JUS, voir JUS.
- RECITARE JURA, voir JURA.
- RECTITUDO; RECTITUDINES. 1) Profits de toutes sortes qu'un seigneur tire de l'exploitation d'une seigneurie, p. 202, n. 3, 224, 295, n. 2, 320. — *Rectitudo ad silvam pertinens*, p. 221. — *Juridicilia rectitudinis*, règles fondées sur la coutume et qui fixent les obligations des sujets d'une seigneurie ou d'un groupe de seigneuries à l'égard de leur seigneur, p. 472, n. 3.

- 2) Sur l'ensemble des charges domaniales le terme paraît désigner plus spécialement les prestations en travail, par opposition aux redevances (*census*), p. 288, 289, n. 3, 305, 320, 322, 615, n. 1.
- RECTUS, terme appliqué à des redevances ou à des prestations en travail légitimées par la coutume. — *Rectus census*, p. 433 et n. 1, 434, 435, 442 et n. 3, 446, 615, n. 1, 722. — *Noctes rectae*, p. 433, n. 2, 722.
- REDDITUS. 1) Ensemble des profits de toute nature (redevances ou services) que le seigneur tire de l'exploitation d'un domaine ou d'un groupe de domaines, p. 366 et n. 4, 370, 372, n. 2, 384, 385, 615, n. 1, 708, 711.
- 2) Redevances en argent ou en nature perçues par un seigneur dans les limites d'un domaine, p. 501, n. 3, 738, 739. — *Redditus debitus*, p. 496, n. 2. — *Redditus censualis*, p. 355, n. 1. — *Redditus manipulares*, voir MANIPULARIS. — *Jura et redditus*, p. 14, n. 3. Il est probable que dans cette expression de Césaire le mot *redditus* s'applique aux redevances du censier de 893.
- REDIMERE, racheter à prix d'argent une prestation en travail ou en nature, p. 371, n. 1, 456, n. 2, 708, 726.
- REEDIFICARE. — *Reedificare horreum*; — *reedificare parietem molendini*, reconstruire, réparer le grenier ou l'un des murs du moulin seigneurial, p. 223; — p. 224.
- REGALIS. — *Regalis census*, voir CENSUS.
- REGISTRUM CENSUUM, registre de cens (en Allemagne), p. 615, n. 2.
- RELEVARE, payer l'amende pour rentrer en possession d'une tenure frappée du ban seigneurial. — *Mansus relevatus*, p. 667, n. 3, 669, n. 2.
- REPARARE. — *Reparare horreum*; — *reparare molendinum*, exécuter des réparations au grenier ou au moulin seigneurial, p. 391, n. 3, 713.
- REQUIRERE. — *Requirere placita non jussa*, assister aux trois plaids généraux annuels de la seigneurie, p. 202, n. 2, 223, 224.
- RES. — *Res aratoriae*. — *Res descriptae*. — *Res indominate*. — *Res opificalis*. Voir respectivement les mots ARATORIUS — DESCRIPTAE RES — INDOMINICATUS — OPIFICALIS RES.
- RESTAURARE. — *Restaurare domum indominate aut horreum*, reconstruire la maison ou la grange seigneuriale, p. 193, n. 1.
- RESTAURATIO. — *Restauratio [horrei combusti]*, reconstruction de la grange seigneuriale après incendie, p. 223.
- Restel, râteau, c'est-à-dire journée de travail d'un faneur ou d'une faneuse, p. 445, n. 5.
- RISTA LINI, tortis de lin peigné, p. 458, n. 3, 464, n. 4, 726.
- ROTA, roue de chariot. — *Debere bovem et rotam*, voir BOS.
- RUSTICI, ensemble des sujets de la seigneurie, p. 224, 367 et n. 1, 482, n. 1, 708, 731.
- SAGINARE. — *Saginare porcos*, engraisser des porcs en les menant à la glandée, p. 58, 727.
- SAL. — *Vendere sal et vinum*, voir VENDERE.
- SALICUS, terme appliqué aux éléments de la réserve seigneuriale. — *Salicum bonum*, p. 549 et n. 2, 563, n. 1, 578, 579. — *Salica terra*, p. 458, n. 1, 464, n. 3, 627, n. 4, 728. — *Prata salici boni*, p. 577. — *Quadrans salicae terrae*, p. 728. — *Quartarium salici boni*, p. 578.
- SANGUIS. — *Effusio sanguinis*, voir EFFUSIO.
- SARCLATOR, ouvrier agricole employé au sarclage, p. 737.
- SARCULUS, sarcloir, journée de travail d'un sarcleur, p. 391, n. 2, 430, n. 1, 431, n. 1, 437, n. 1, 440, n. 3, 456, n. 1, 713-716, 720, 725, 726.

- SARTUM**, territoire gagné à la culture par défrichement, p. 579, 673, n. 2.
- SATIO**, l'une des trois « saisons » soumises au rythme de l'assolement triennal, p. 239, 371, n. 1, 437, n. 1, 708, 721.
- SCABINUS**, échevin, juge siégeant au tribunal d'une seigneurie rurale, p. 487, n. 6, 667, n. 3, 733.
- SCARA**, service de message exécuté à pied, à cheval ou en bateau (sur les domaines rhéno-mosellans de l'abbaye de Prüm), p. 26, 27 et n. 4, 28, 31.
- SCARARIUS**, individu ou manse chargé du service de la *scara*, p. 20, n. 3, 26 et n. 1, 27 et n. 1 et 2, 28, 58, 68 et n. 2, 70, n. 1, 72. — *Scararius mansus*, p. 58.
- SCARIUS**, probablement leçon incorrecte pour *scararius*, p. 31.
- SCINDELA** ; — **SCINDULA** ; — **CINDULA**, planchettes de bois utilisées pour la couverture des maisons et le revêtement des murs, p. 129, et n. 1, 140 ; — p. 179, n. 2, 245, 719 ; — p. 715. — *Ponere cindulas in tecto*, p. 715.
- SCOLTETUS**, *Schultheiss*, agent d'un seigneur ecclésiastique, chargé plus spécialement de fonctions judiciaires, dans une ou plusieurs seigneuries, p. 531, n. 5.
- SECARE**. — *Secare annonam*, moissonner les céréales, p. 371, n. 1, 481, n. 3, 482, n. 1, 486, n. 5, 708, 731, 732. — *Secare fenum*, faucher l'herbe, p. 68, 223, 482, n. 1, 548, n. 2, 564, n. 3, 576, 716, 719.
- SECATOR**, ouvrier agricole employé à la fauchaison des prés, p. 737.
- SECTIO FENI**, fauchaison, p. 371, n. 1.
- SECULARIS**. — *Seculares domini*, voir **DOMINUS**.
- SECUNDA FERIA**, second jour de la semaine (lundi). — *Secundam feriam facere*, p. 253, n. 2, 486, n. 4. — *Servire omni secunda feria*, p. 467, n. 1, 725. — *Secundae feriae servitium facere*, p. 631, n. 1, se tenir chaque lundi à l'entière disposition du seigneur.
- SECUNDIFERIALIS**, individu soumis au service du lundi (sur les domaines de l'abbaye de St-Trond), p. 486, n. 4.
- SEDILE**, tenure comportant l'emplacement d'une maison et le jardin attenant, p. 88, 245, 265 et n. 1, 629, n. 2, 647, n. 3.
- SEGES**, céréales. — *Falx ad segetem*, voir **FALX**. — *Segetes colligere et ducere ad horreum*, mettre les gerbes en tas et les transporter au grenier seigneurial, p. 716. *Seigneur*, p. 557, n. 1.
- Seilour*, moissonneur, p. 445, n. 5.
- SELLA**, p. 648, n. 1 ; pour le sens, voir **SEDILE**.
- SEMICENSUALIS**. — *Semicensualis mansus*, manse exploité à demi-tarif, p. 522, n. 2.
- SEMINARE**. — *Seminare ascengiam de nostro*, de *suo* ou de *proprio*, ensemercer le lot de terre dit *ascengia*, la semence étant fournie par le seigneur (*de nostro*) ou par le tenancier (*de suo*, de *proprio*), p. 712—715 ; — p. 720. — *Seminare croadas*, ensemercer les terres de la réserve seigneuriale, p. 548, n. 2. — *Seminare jugera*, ensemercer les lots de terre dits *jugera*, p. 481, n. 3, 731.
- SEPEs**, 1) Service qui consiste à entretenir la haie entourant certains éléments de la réserve seigneuriale dans des conditions fixées par la coutume et précisées parfois par le censier. — *Debere sepem*, p. 401, n. 1, 714. — *Debere quindecim (ou triginta) pedes sepis*, p. 712, 713, 716.
- 2) Quantité de pieux fixée par la coutume et correspondant à une certaine longueur de haie. — *Dare quatuor sepes*, p. 532, n. 2, 554, n. 1, 574, n. 2.
- SEPIRE**. — *Sepire curtim, vineas* ; — *sepire circa olcam*, entretenir la clôture entourant la maison seigneuriale, les vignes et le clos dépendant de la réserve, p. 202,

n. 4, 222 ; — p. 577. — *Sepire quindecim pedes* ; — *sepire sex virgas*, entretenir la clôture sur une longueur déterminée (quinze pieds ou six verges), p. 726 ; — p. 731.

SEPTIMANA. — *Septimanarum servitium complere*, voir SERVITIUM 2).

SERVICIUM, voir SERVITIUM.

SERVIENTES, sergents à cheval (sur les domaines de l'abbaye de Bouzonville), p. 471, n. 1.

SERVILIS. — *Mansus servilis*, manse anciennement exploité par un non-libre (*servus*), p. 26, 70, n. 1, 77, 571, n. 2, 630. — *Servicium servile facere*, exécuter les prestations de toute nature propres aux manses serviles, p. 31.

SERVIRE. 1) Remplir vis-à-vis du seigneur l'ensemble des obligations de toute sorte fixées par la coutume (redevances et prestations en travail), p. 22, 69, n. 1, 180, n. 2, 189, n. 2, 465, n. 3. — *Servire aequitando*, accomplir le service de sergent à cheval, p. 471, n. 1, 472, n. 3.

2) Exécuter au profit du seigneur des prestations en travail, p. 38, n. 3, 631, n. 1. — *Servire n. ebdomadas*, p. 120, n. 4. — *Servire sine censu omni secunda feria*, p. 467, n. 1, 725, se tenir à l'entière disposition du seigneur, soit durant un certain nombre de semaines par an, soit le lundi de chaque semaine. — Voir aussi EBDOMADA ; SECUNDA FERIA.

3) Offrir l'hospitalité au seigneur ou à l'avoué (en parlant d'un agent seigneurial), p. 580, 721, 722.

SERVITIUM. 1) Ensemble des obligations de toute nature (redevances, prestations en travail) incombant à une catégorie de tenanciers, p. 26, 31, 33, n. 1, 94, 188, n. 2, 189, n. 2, 207, 209, n. 1, 221, 222, 223, 239, 598, n. 4, 615, n. 1, 642, n. 2, 654, n. 5. — *Servicium servile facere*, exécuter l'ensemble des prestations propres aux manses serviles, p. 31. — *Emancipare [homines] pristinis servitiis*, affranchir les hommes d'une seigneurie des charges qui leur incombent anciennement, p. 230, n. 3, 239. — *Servitium villici, decani*, fonctions exercées par le maire ou le doyen dans une seigneurie, p. 429, n. 2, 722.

2) Prestations en travail imposées aux tenanciers d'une seigneurie, p. 253, n. 2, 327, n. 1, 433, n. 1 et 2, 631, n. 1. — *Servitium continuum ; diurnum ; quotidianum* ; service des *homines proprii* et des *prebendarii* (dans l'Allemagne du sud) et qui consiste dans l'obligation de travailler chaque jour au profit de la réserve seigneuriale, p. 152, n. 3. — *Servitium cum aratro*, prestation qui peut être requise sous la forme de la corvée de labourage, p. 631, n. 1. — *Servitium septimanarum complere*, se tenir à la disposition du seigneur durant toute une semaine, à raison de plusieurs semaines par an, p. 126, n. 1. — *Servitium de die in diem*, prestation en travail requise par le seigneur une fois par an, par mois ou par semaine, et sous la seule condition d'avertir l'assujetti la veille pour le lendemain (sens incertain), p. 247 et n. 1.

Mansus ad servitium, Manse exploité par un tenancier moyennant des redevances et des prestations en travail, par opposition au *mansus ad censum* chargé exclusivement de redevances, p. 245, 256, n. 1, 631, n. 1. — *Mansus in censu et servicio*, manse exploité moyennant des redevances et des prestations en travail, p. 725.

Colere vineam ad tria servicia, travailler à la vigne seigneuriale à trois époques différentes de l'année, la durée du *servitium* n'étant pas déterminée par le censier, p. 135, n. 1.

3) Cadeau, prestation bénévole à l'origine et qui, sanctionnée par la coutume, est devenue obligatoire. — *Servitium* offert par un *mancipium* à son *dominus* pour obtenir la faveur d'être offert à l'autel d'une église, p. 153, n. 2. — *Servitium advocati*, prestations offertes par le seigneur ecclésiastique ou par ses sujets à l'avoué de la seigneurie, p. 117, n. 3, 121, n. 4, 136, n. 2, 733. — *Servitium* offert par le maire au seigneur, p. 327, n. 2, 682, n. 1. — *Servitium dominicum*, offert par le meunier au seigneur, p. 730. — *Servitium* du curé au seigneur patron de l'église, p. 728. — *Servicium ministrarium*, cadeaux offerts par des tenanciers au maire et peut-être aux autres agents administratifs d'une seigneurie (sens incertain), p. 372, n. 1, 708.

SERVITUS. — *Servitutis obsequium*, ensemble des obligations incombant aux tenanciers d'un domaine, p. 597, n. 4.

SERVUS, non-libre attaché à la réserve seigneuriale ou pourvu d'une tenure, p. 151, n. 1, 152, n. 1, 153, n. 1, 221, 253, n. 4, 663, n. 2. — *Servus proprius*, non-libre attaché à la réserve seigneuriale (dans l'Allemagne du sud), p. 152, n. 3.

SILIGINEA GERBA, voir GERBA.

SILVA, bois compris dans un domaine, p. 58, 59, 70, n. 2, 176, n. 3, 350, n. 1, 352, n. 1, 363, n. 3, 673, n. 2. — *Silva dominicalis*; — *silva indominicata*, bois dont le seigneur se réserve les profits de manière exclusive, p. 464, n. 3, 727, 728; — p. 247. — *Silva communis*, bois laissé par le seigneur à la jouissance des sujets de la seigneurie, p. 247, 732. — *Silva minuta*, bois taillis, p. 238, n. 2. — *Tertia pars villae et silvae*; *quarta pars silvae*, p. 205, n. 2; — p. 221. — *Census silvae*, redevance acquittée pour prix des droits de jouissance reconnus aux sujets de la seigneurie dans la forêt seigneuriale, p. 306, 320. — *Custos silvae* (ou *silvarum*), forestier chargé probablement de surveiller l'ensemble du ban, p. 327, n. 2, 328, n. 3, 487, n. 3, 682, n. 1, 732. — *Rectitudo ad silvam*, ensemble des profits de toute nature provenant d'un bois, p. 221.

SOALIS, p. 641, n. 1, voir SUALIS.

Sochier, exploitant d'une tenure domaniale chargé de fournir au seigneur des socs de charrue, p. 307, n. 4.

SOLIDUS VISITALIS, voir VISITALIS.

SOLUTIONES, ensemble des profits de toute sorte que le seigneur tire d'un domaine, p. 485, n. 2, 730.

Somes, p. 308, n. 3; pour le sens, voir SUMMAE.

SORS. 1) Synonyme de MANSUS 1); employé après le X^e siècle pour désigner un manse maintenu dans son état d'intégrité primitive, p. 231, n. 2, 295 et n. 3 et 4, 303 et n. 4, 308, 320, 356 et n. 2, 357 et n. 2 et 3, 645, n. 1. — *Sors de ecclesia*, manse compris dans la dotation d'une église paroissiale, p. 695. — *Sors dimidia*, unité de tenure égale à la moitié du manse, p. 667, n. 3. — *Sors indominicata*, manse soumis au système d'exploitation domaniale, par opposition au manse concédé en bénéfice, p. 598, n. 4, 626, n. 3.

2) Terres labourables comprises dans le manse, par opposition au groupe formé par la maison d'exploitation du manse et par le jardin attenant p. 194, et n. 2, 644, 646.

Sors, terme roman désignant le quartier ou quart de la tenure dénommée en latin *sors* (voir SORS 2), p. 629 et n. 3.

SORTALIS, individu pourvu d'un manse (*sors*) ou d'une fraction de manse, par opposition à l'individu qui, rattaché à une seigneurie, n'exploite aucune terre de cette seigneurie, p. 180, n. 3, 191, n. 1, 192, n. 3, 193, 194, n. 1.

- SOTH, individus associé dans l'exploitation d'un bien foncier, p. 158, 696, 698.
- STIPENDIUM. — *Operari proprio stipendio*, exécuter un travail pour le compte du seigneur, sans recevoir aucune allocation de la part de celui-ci, p. 548, n. 2.
- STRUERE. — *Molendinum struere*, édifier un moulin, p. 458, n. 6, 728.
- SUALIS, porc, p. 31.
- SUBLEMENTUM. — *Dies ad sublementum*, p. 120, n. 7 ; pour le sens, voir DIES 2).
- SUBSTERNÈRE. — *Substernere horreum*, joncher le grenier de branchages avant l'engrangement des récoltes, p. 391, n. 2, 401, n. 1, 712-716.
- SUMMAE, profits que les chanoines de St-Dié tiraient des autels de leurs églises paroissiales et qu'ils affermaient aux curés de ces églises, p. 308, 309, 320.
- Sunderung*, vigne laissée à l'entière jouissance du tenancier, mais dont la récolte garantit au seigneur le paiement des redevances en vin qui pèsent sur d'autres vignes exploitées par le même tenancier (dans la région rhéno-mosellane), p. 537, n. 4.
- TABERNA ; — TABERNA PUBLICA, débit de boissons compris dans la réserve seigneuriale d'un domaine, p. 303, 309 et n. 1, 320, 628, n. 5 ; — p. 237, n. 2. — *Taberna bannalis*, débit de boisson disposant d'un monopole de vente dans toute l'étendue du ban, p. 668, n. 3.
- TECTUM. — *Ponere cindulas in tecto*, recouvrir le toit des bâtiments de la réserve avec un nombre déterminé de planchettes, p. 715.
- TEGERE. — *Tegere horreum*, couvrir la toiture du grenier ou peut-être répandre sur le sol du grenier des branchages avant l'engrangement des récoltes, p. 371, n. 2, 708. Voir RAMOSITAS ; SUBSTERNEKE.
- TEGULA, tuile en poterie ou plus vraisemblablement simple planchette de bois servant à couvrir la toiture des bâtiments de la réserve, p. 128, 129, n. 1, 140, 396, n. 4, 401, n. 1, 532, n. 2, 554, n. 1, 574, n. 2, 722.
- TERMINARE. — *Terminare summam justitiae*, voir JUSTITIA 3).
- TERERE, battre les céréales, p. 239, 708.
- TERRA. — *Terrae arabiles*, terres labourables, par opposition aux prés, dans les limites d'un territoire nettement circonscrit, p. 496, n. 2. — *Terra censualis*, voir CENSUALIS. — *Terra dominicabilis* ; — *terra dominicalis* ; — *terra dominicalis ad aratrum* ; — *terra dominicata*, voir DOMINICABILIS ; DOMINICALIS ; DOMINICATUS. — *Terra indominicata* ; — *terra aratoria indominicata*, voir INDOMINICATUS. — *Terra mansualis*, voir MANSUALIS. — *Terra salica*, voir SALICUS. — *Terra que dicitur zinista*, voir Zinista. — *Terra ad luminare*, voir LUMINARE. — *Bannus terrae et aquae*, voir BANNUS 1).
- TERRALIS. — *Terrale jus*, droit de terrage acquitté d'ordinaire en céréales et perçu, à l'origine, sur les tenures provenant d'un lotissement de la réserve ou d'un défrichement, p. 563, n. 5, 565, 654, n. 3.
- TERTIA PARS. — *Tertia pars banni, silvae, villae*, voir BANNUS 2) ; SILVA ; VILLA 1).
- Tiers meu*, système d'exploitation appliqué aux vignes qui assure au bailleur les deux tiers et au preneur le tiers seulement de la récolte, p. 446. (Corriger selon la définition précédente les indications, qui ont été données précédemment, p. 446, n. 3).
- TORCULAR, bâtiment où se trouve le pressoir à raisins du seigneur, p. 722. — *Torcular verrere*, approprier ce bâtiment avant les vendanges, p. 197, n. 3, 223.
- TOSTRINA, terme dont le sens n'a pu être déterminé, p. 393, n. 1, 716.
- TRACTUS, droit de patronage sur une église paroissiale, p. 417, n. 1.

Tramois, *Tremoïs*, blé de printemps, par opposition au *wain* ou blé d'hiver ; saison ensemencée en blé de printemps, p. 445, n. 5. — *Croata de tremois*, voir CROATA.

TRANSCENSUS ; TRECENSUS, cens d'origine contractuelle, p. 653, n. 3 ; p. 722.

TREMENSIS. — *Tremensis annona*, p. 401, n. 2, 712, 714. — *Tremensis crovada*, p. 716 ; pour le sens, voir *Tramois*.

Tremoïs, voir *Tramois*.

Trescens, p. 653, n. 3 ; pour le sens, voir TRANSCENSUS.

TRIALA, vigne soumise à un mode d'exploitation qui n'a pu être déterminé (dans la région rhéno-mosellane), p. 70, n. 2.

TRIBUTARIUS, individu qui, placé sous la protection du saint patron d'une église, acquitte un cheveau, en signe de sujétion à l'autel de ce saint (dans l'Allemagne du sud), p. 150.

TRITURA, battage des céréales, le travail exigé des tenanciers s'exprimant en muids de céréales battues, p. 356, n. 2, 357, 391, n. 2, 396, n. 4, 712, 715, 716.

TRITURARE, exécuter le battage des récoltes de la réserve seigneuriale, p. 191 n. 1, 193, n. 1, 223, 298, n. 2, 322, 482, n. 1, 486, n. 5, 714, 731, 732.

TUNNA, fourniture de tonneaux ou de cuves pour la vendange (dans la région rhéno-mosellane), p. 15, n. 3.

Urbar, registre de cens (en Allemagne, à partir du XIII^e siècle), p. 615, n. 2, 616, n. 2.

USUS. — *In nostrum usum non cedunt [mansi]*, se dit de manses qui sont inféodés et dont le seigneur ne tire pas un profit direct, p. 328, n. 1.

UXOR. — *Uxorem de alterius familia vel alia ecclesia sibi copulare* ; — *uxorem ex alieno ducere*, se dit d'un sujet de la seigneurie qui épouse une femme dépendant d'un seigneur autre que celui dont il est l'« homme », p. 359, n. 3 ; — p. 487, n. 8, 733.

VALLUM. — *Munire vallo vineas*, établir un talus avec palissade le long des vignes de la réserve, p. 222.

VANGA, tenure de caractère indéterminé, à Zissen dans l'Eifel (mot de lecture douteuse), p. 486 et n. 3 et 5, 487, n. 1, 682, n. 3, 732.

VECTURA, service de transport à une distance et dans des conditions qui n'ont pu être déterminées, p. 356, n. 2, 357.

VEHERE, exécuter un charroi. — *Vehere vinum*, p. 193, n. 1. — *Vehere triticum*, p. 327, n. 1. — Dans ces deux cas, il s'agit d'un charroi en dehors des limites de la seigneurie.

VENATICIA JURA, prestations fournies à l'avoué d'une seigneurie ecclésiastique et à ses veneurs quand ils viennent chasser sur le territoire de la seigneurie, p. 483, n. 4.

VENATIO, profit de la chasse à l'intérieur d'une forêt, p. 352, n. 1.

VENATOR, veneur accompagnant le duc de Lorraine au cours de ses chasses dans les Vosges, p. 155, n. 2.

VENDERE, obligation pour le tenancier de prendre livraison à la *curtis dominica* d'un certain nombre de produits et d'en assurer la vente pour le compte du seigneur. — *Vendere vinum et sal* (sans indication de quantité), p. 20, n. 3, 26, 58. — *Vendere vinum* (avec indication précise des quantités à vendre), p. 193, n. 1, 239.

VENIRE AD CURIAM, voir CURIA.

VENNA, vanne de moulin, p. 12, n. 2.

- VENNARIUS. — *Bannus vennarius*, peut-être droit d'établir des vannes le long d'un cours d'eau, voir BANNUS 1).
- VERBERATIO, probablement battage des céréales, p. 439, n. 2, 721.
- VERNACULUS, non-libre employé au service domestique du seigneur, p. 632, n. 1.
- VERRERE. — *Torcular verrere*, voir TORCULAR.
- VERUA, p. 222. Ce terme se rencontre dans le chapitre du censier n° 7 qui traite du domaine d'Eisenberg. Aux termes de ce chapitre, les manses d'Eisenberg doivent fournir à la cour de Pfeddersheim, ou peut-être simplement transporter jusqu'à cette cour, des charretées de bois « cum palis molendinariis et verubus ». Les *pali molendinarii* étant apparemment des madriers utilisés pour la construction des vannes de moulin, Du Cange, *Glossarium*, édit. Henschel, v° *Veru*, a compris que les *verua* étaient des pieux de bois destinées au même usage. Toutefois, il convient peut-être de donner au mot *verua*, dans le passage en question, son sens habituel de broches à rôtir (Voir p. 148, n. 4 l'exemple de broches livrées par l'office de la foresterie de l'abbaye de Remiremont à l'occasion du *servitium regis*).
- VESTITUS MANSUS, manse pourvu d'un tenancier et soumis à une exploitation domaniale de type normal (par opposition à *mansus absus*), p. 276, n. 1.
- VICTURA, p. 179, n. 2 et 3, voir VECTURA.
- VICTUS, allocation en vivres accordée par le seigneur aux hommes de corvée, p. 737.
— *Proprio victu facere angariam*, exécuter un charroi sans recevoir du seigneur aucune allocation en vivres, p. 732.
- VIGILARE, assurer le service de guet à la *curtis dominica*, durant la nuit, p. 110, 223.
- VIGILUM ANNONA, redevance en céréales versée aux gardiens du château de l'avoué, p. 483, n. 4, 484, n. 1.
- VILLA. 1) Domaine correspondant au territoire d'un village moderne et relevant d'un seul *dominus*, p. 12, n. 5, 14, n. 3, 20, n. 3, 119, n. 3, 120, n. 6, 132, n. 1, 154, n. 1, 173 et n. 3, 174, 176 et n. 3, 178, n. 2, 194, n. 2, 205 n. 2, 221, 223, 224, 258, n. 1, 275, n. 1, 297, n. 5, 327, n. 1, 328, n. 1, 329, 330, 335, n. 5, 354, n. 2, 459, n. 1, 481, n. 1 et 2, 485, n. 2, 496, n. 2, 501, n. 1, 635, n. 1, 694, 702, 725, 726, 727, 728, 730. — *Villa publica*, *villa* faisant partie du domaine royal, p. 178, n. 2. — *Tercia pars villae*, p. 205, n. 2.
2) Domaine plus ou moins étendu au sein d'un village, p. 106, n. 1, 122, n. 3, 173 et n. 3, 174, 176 et n. 3, 178, n. 2, 441, n. 2, 535, n. 1, 548, n. 1, 576, 577, 579, 580, 584, 635, n. 1, 697, 708, 719, 721, 722, 732.
- VILLANUS, habitant d'une seigneurie rurale, p. 106 et n. 1, 481, n. 4, 600, n. 3, 731.
Ville, village, p. 178, n. 1.
- VILLICATIO, circonscription seigneuriale confiée à l'administration d'un maire (*villicus*), p. 301.
- VILLICUS, agent seigneurial placé à la tête de l'administration de la seigneurie, p. 301, 327, n. 2, 328, n. 3, 333, 487, n. 3 et 6, 553, 563, n. 2, 577, 674, n. 2, 682, n. 1, 720-722, 730, 733, 737, 738; voir aussi MAJOR. — *Villicum constituere*, désigner le maire d'une seigneurie rurale et le mettre en possession de ses fonctions, p. 674, n. 2.
- VILLUS LINI, écheveau de lin, p. 464, n. 4, 465, n. 4, 728.
- VINDEMIARE, vendanger. — *Vindemiare vineam dominicam*, p. 719. — *Vindemiare communiter*, faire en groupe la vendange de la vigne seigneuriale, par oppo-

sition aux autres travaux que le tenancier effectue à titre individuel sur un lot de vigne exactement déterminé, p. 371, n. 1, 708.

VINEA, vigne relevant de la réserve seigneuriale d'un domaine, p. 58, 464, n. 3, 727. — *Vinea dominica*; — *vinea indominicata*, p. 628, n. 3, 719; — p. 371, n. 1, et 4, 628, n. 3, 708. — *Vinearum particulae indominicatae*, pièces de vigne relevant de la réserve, p. 221. — *Vinae quae dicuntur manverc*, lots de vigne de contenance uniforme relevant de la réserve et confiés aux tenanciers du domaine, à charge pour eux d'en assurer la culture, p. 197, n. 3, 202, 209, 222. — *Operari vineam dominicam*, mettre en culture la vigne seigneuriale, p. 726. — *Dies tres in vinea femorare*, épandre du fumier dans la vigne seigneuriale durant trois jours, p. 245. — *Colere vineam ad tria servitia*, effectuer des travaux dans la vigne seigneuriale à trois périodes différentes de l'année, p. 135, n. 1. — *Conducere paxillos in vineam*, transporter des échelas dans la vigne seigneuriale, p. 371, n. 2, 708. — *Munire vallo vineas*, établir un talus avec palissade le long des vignes de la réserve, p. 222. — *Vinae sepire*, entourer les vignes seigneuriales d'une clôture, p. 202, n. 4, 222. — *Culturae vinearum*, différents travaux requis pour la culture des vignes seigneuriales, p. 433, n. 2.

Vinea quae solvit medietatem ou *dimidium vinum*; — *vinea culta* (ou *data*) *pro dimidio cultu*, vigne exploitée selon un contrat qui partage la récolte par moitié entre le bailleur et le preneur, p. 516, n. 2, 577; — p. 463, n. 3, 729.

VINUM. — *Vinum adducere*; — *conducere*; — *ducere*, effectuer un charroi de vin depuis la seigneurie jusqu'à la résidence du seigneur, p. 222; — p. 414, n. 1 et 2; — 31. — *Vinum et sal vendere*; — *modios vini vendere*, voir VENDERE. — *Vinum censuale*, voir CENSUALIS. — *Vinae quae solvunt dimidium vinum*, voir VINEA. — *Vini conductus*, charroi de vin exécuté en dehors de la seigneurie, p. 303, 306, 315, n. 3, 320 — *Bannus vini*, voir BANNUS 1).

VISITABILIS OBULUS; — DENARIUS; — SOLIDUS; somme d'argent comptée en oboles, deniers ou sous et payée au seigneur à l'occasion de la *visitatio* annuelle, p. 578; — p. 580, 584; — 548, n. 1.

VISITARE. 1) Se rendre auprès du seigneur lors de certaines fêtes solennelles (Noël, Pâques) et lui remettre un certain nombre de présents, p. 631, n. 3.

2) Offrir des présents au seigneur à l'occasion de la visite annuelle, p. 631, n. 3.

VISITATIO. — *Visitationem facere*, p. 631 et n. 3; voir VISITARE 1).

Voué; — *Voveis*, avoué d'une seigneurie ecclésiastique, p. 557, n. 1; — p. 446, n. 1, 557, n. 1.

Wain; — *Wayn*, blé d'hiver, par opposition au blé de printemps (*tramois*); saison du territoire du village ensemencée en blé d'hiver, p. 445, n. 5. — *Croata de wain*, voir CROATA.

Waignaige, exploitation agricole, p. 443-445.

Weistum, déclaration solennelle des droits du seigneur faite par les sujets de la seigneurie, p. 555, n. 1, 557, n. 1, 684-688.

Wronide, terme germanique qui désigne les tenures qui, privées de tenanciers (*mansi absi*), sont momentanément rattachées à la réserve, p. 15, n. 5.

Woveis, p. 448, n. 2, voir Voué.

Zinista, terme germanique qui correspond probablement à *terra censualis* et qui désigne une terre concédée par contrat, moyennant le paiement d'un cens annuel. — *Terra quae dicitur zinista*, p. 199, n. 1, 213, n. 3, 224.

TABLE DES NOMS DE LIEU

On a fait figurer dans cette table, sous leur forme moderne et en les imprimant en petites capitales, les noms de lieu et les titres des familles seigneuriales qui ont été cités au cours du présent ouvrage, les noms des localités disparues ou non identifiées étant imprimés en caractères italiques. Il n'a pas été tenu compte des noms de localité qui accompagnent, en qualité de surnom ou de lieu d'origine, les noms des évêques, abbés ou chroniqueurs ; c'est ainsi qu'il a paru sans intérêt de créer une rubrique Vandières au profit du chroniqueur Jean de Vandières, ni de relever au mot Bar[-le-Duc] tous les passages de l'ouvrage où il est question de l'évêque de Metz Etienne de Bar ; en revanche ces mêmes passages ont été notés sous la rubrique : Evêché et évêques de Metz.

Les circonscriptions administratives qui ont servi à préciser l'emplacement des différentes localités sont : pour l'Allemagne, le gouvernement (*Regierungsbezirk*) et le cercle (*Kreis, Bezirksamt*) (le cercle seulement pour l'état de Bade et le Palatinat bavarois) ; pour la Belgique, la province et l'arrondissement ; pour la France le département, l'arrondissement et le canton ; pour le Grand-Duché de Luxembourg, le district et le canton ; pour les Pays-Bas, la province et pour le territoire de la Sarre, le cercle (*Kreis*). Rappelons que les abréviations : B.-R., H.-R., M., M. M., Mos., V., — Pal. bav., Pr. rh. doivent se lire : département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Meuse, de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, des Vosges. — Palatinat bavarois, Prusse rhénane.

Les établissements religieux ont été classés en principe sous le nom de la localité, où ils avaient leur siège ; ceux d'entre eux dont un censier a été étudié avec quelque détail ou simplement mentionné au cours de l'ouvrage ont leur nom précédé d'un astérisque.

A BONCOURT ; M. M., Toul, Colombey ;
p. 411 ; 695, n. 1.

Ad Basilicas ; village situé à proximité
immédiate des murailles de la ville
de Metz, au sud de la ville et dans
le voisinage de l'abbaye de St-Clément ;
p. 670, n. 2.

ADENDORF ; Pr. rh., Cologne, Rhein-
bach ; p. 48, n. 5.

ADOMPT, comm. Gelvécourt-et-Adompt ;
V., Mirecourt, Dompaire ; p. 385 ;

386 ; 388 et n. 1 ; 389 ; 391, n. 1 ;
393, n. 1, 2 et 4 ; 394, n. 2 ; 395, n. 3 ;

396, n. 2 et 3 ; 403, n. 3 ; 715, n. 4.
AHRWEILER ; Pr. rh., Coblenz, ch.-l.
cercle ; p. 21, n. 2 ; 22 ; 30 ; 39 ; 44 ;
45 ; 46, n. 2 ; 49, n. 3 ; 51 ; 52 ; 53,
n. 1 et 4 ; 70.

ALAINCOURT ; Mos., Château-Salins, Del-
me ; p. 88 ; 89.

ALBISHEIM ; Pal. bav., Kirchheimbolan-
den ; p. 49, n. 2 ; 55, n. 2.

- Albucianum*; non identifié, probablement localité disparue de la région de Châtenois; V., Neufchâteau, ch.-l. cant.; p. 159, n. 2.
- Alehne*; localité non identifiée, voisine d'Etain; M., Verdun, ch.-l. cant.; p. 329 et n. 4.
- ALTENAH; Pr. rh., Coblenz, Ahrweiler; p. 21, n. 2.
- ALTRIP; Pal. bav., Ludwigshafen; p. 54; 55, n. 2. — Prieuré dépendant de l'abbaye de Prüm; p. 54, n. 1; 55; 56, n. 4; 57; 65; 81; 617 et n. 6; 658, n. 2.
- ALTZING, comm. Hespérange; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg; p. 251, n. 5.
- AMBACOURT; V., arr. et cant. Mirecourt. — Seigneurs; p. 389, n. 7; 408.
- AMEL; M., Montmédy, Spincourt; p. 329, n. 4; 368; 369.
- Amermaménil*; nom du territoire sur lequel fut édifiée l'abbaye de Beaupré; l'identification couramment admise avec Hériménil; M. M., arr. et cant. Lunéville, est contestable; p. 492, n. 1.
- ANDERNACH; Pr. rh., Coblenz, Mayen; p. 451, n. 3; 732, n. 2.
- ANDLAU; B.-R., Sélestat, Barr; p. 343. — Abbaye; p. 339-362 (*passim*); 407, n. 3.
- ANLOY; Belgique. Luxembourg, Neufchâteau; p. 47, n. 8.
- ANOULD; V., St-Dié, Fraize; p. 301; 302, n. 1.
- Anval*; probablement lieu-dit dans la région avoisinant Trèves; p. 537, n. 4.
- AOUZE; V., Neufchâteau, Châtenois; p. 387, n. 5; 389, et n. 1.
- APÔTRES (Abbaye des Saints); voir Metz. — St-Arnoul.
- APREMONT; M., Commercy, St-Mihiel. — Seigneurs et comtes; 130; 369 et n. 6; 370; 425, n. 4; 426, n. 3; 707, n. 8.
- ARCHES; V., arr. et cant. Epinal; p. 151, n. 3; 495, n. 2; 500, n. 1.
- ARLON; Belgique, Luxembourg, ch.-l. prov. et arr.; p. 85; 131, n. 1.
- ARNHEM; Pays-Bas, Gueldre; p. 48, n. 9.
- AROFFE; V., Neufchâteau, Châtenois; p. 159, n. 3; 695, n. 3.
- ARRACOURT; M. M., Lunéville, ch.-l. cant.; p. 499, n. 3.
- ARRY; Mos., Metz, Gorze; p. 426 et n. 4, 427; 429; 432 et n. 2; 433; 434; 435; 436 et n. 3; 439 et n. 3; 440; 442; 446; 447 et n. 2; 448 et n. 2; 621, n. 1; 628, n. 3; 631, n. 1; 646, n. 2; 653, n. 3; 719, n. 3; 722, n. 1.
- ARS-SUR-MOSELLE; Mos., Metz, Gorze; p. 107, n. 1.
- ASSELBORN; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Clervaux; p. 527, n. 1 et 3; 543, n. 1; 545, n. 2; 546, n. 2; 547, n. 2; 575.
- ATTIGNÉVILLE; V., arr. et cant. Neufchâteau; p. 154, n. 1.
- AUDUN-LE-ROMAIN; M. M., Briey, ch.-l. cant.; p. 83.
- Augia* (Potestas que dicitur); seigneurie dépendant de l'abbaye de Remiremont dont l'emplacement n'a pu être déterminé avec exactitude. Cette seigneurie devait se trouver dans la région messine, à proximité de Flévy; Mos., Metz, Vigy; p. 154, n. 1.
- AUGSBOURG; Bavière, Souabe (Schwaben), ch.-l. gouv. — * Evêché; p. 592, n. 5; 609, n. 1.
- AUW; Pr. rh., Trèves, Bitburg; p. 543, n. 1; 545, n. 3; 547, n. 2; 575.
- AVRAINVILLE; V., Mirecourt, Charmes; p. 154, n. 1 et 2; 162, n. 1; 698, n. 8; 699, n. 10.
- AWANS; Belgique, prov. et arr. Liège; p. 20; 21; 23, n. 3; 35, n. 3; 37; 42; 47, n. 7; 79; 80; 96.
- AYDOILLES; V., Epinal, Bruyères; p. 154, n. 1.
- AZANNES, comm. Azannes-et-Soumazannes; M., Montmédy, Damvillers; p. 176.
- B**AAL; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Erkelenz; p. 48, n. 8.
- BACHEM; Pr. rh., gouv. et cercle Cologne; p. 48, n. 7; 65, n. 2. — Chapelle Ste-Marie; p. 39, n. 3.

- BACHEM ; Sarre, Merzig ; p. 542, n. 5 ; 544 ; 579.
- BADÉM ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 32 ; 33 ; 47, n. 1 ; 57, n. 2 ; 69, n. 1.
- BADONVILLERS ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. ; p. 347 et n. 1 et 2.
- BAGNEUX ; M. M., Toul, Colombey ; p. 389, n. 7 ; 390, n. 9.
- BAINS-LES-BAINS ; V., Mirecourt, ch.-l. cant. ; p. 695, n. 4.
- BAINVILLE-AUX-MIROIRS ; M. M., Nancy, Haroué. — Prieuré ; p. 192, n. 3.
- BALE ; Suisse. — Evêché et évêques ; p. 157, n. 3 ; 292.
- BALLÉVILLE ; V., Neufchâteau, Châteinois ; p. 390, n. 4 ; 399, n. 2.
- BAN-DE-LAVELINE ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 301 ; 302, n. 1.
- BAN-ST-MARTIN ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 557, n. 1.
- BAR-LE-DUC ; M., ch.-l. départ. — Comtes de Bar ; p. 192, n. 3 ; 235, n. 2 ; 335 ; 336 et n. 2 ; 337 et n. 1 ; 369 et n. 7 ; 672, n. 1 ; 674, n. 2.
- BARONCOURT ; comm. Bouvigny ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 248 ; 250, n. 2 ; 251 et n. 3 ; 261, n. 1 ; 262 et n. 7 ; 263 ; 647, n. 1.
- BARVILLE ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 159, n. 3 ; 695, n. 6.
- BARWEILER ; Pr. rh., Coblenze, Adenau ; p. 522, n. 1 ; 531, n. 1 ; 542, n. 2 ; 544 ; 578.
- BASLIEUX ; M. M., Briey, Longwy ; p. 256 et n. 1 ; 259.
- BASSOMPONT, comm. Rozelieures ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 347 et n. 4 ; 354, n. 1.
- BASTOGNE ; Belgique, Luxembourg, ch.-l. arr. ; p. 47, n. 8 ; 66, n. 1.
- BAUDRECOURT ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 232 et n. 5 ; 233.
- BAUDRICOURT ; V., arr. et cant. Mirecourt ; p. 699, n. 3.
- BAUZEMONT ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 376 ; 379, n. 4 ; 382 et n. 4 ; 390, n. 9 ; 399 et n. 1 et 2.
- BAYON ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. ; p. 347.
- BAZIEN ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 356.
- BAZOILLES ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 696, n. 10.
- BAZOILLES-ET-MÉNIL ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 696, n. 10.
- BEAUFREMONT ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 387, n. 5 ; 389 et n. 1.
- BEAUMONT-EN-ARGONNE ; Ardennes, Sedan, Mouzon ; p. 130 ; 178, n. 1 ; 235, n. 2.
- BEAUPRÉ, comm. Moncel-lès-Lunéville ; M. M., arr. et cant. Lunéville. — * Abbaye ; p. 360, n. 2 ; 407, n. 1 ; 408, n. 4 ; 492-511 ; 619 ; 637, n. 2 ; 649, n. 2 ; 657, n. 1 ; 737 et n. 1.
- BEDBURG ; Pr. rh., Cologne, Bergheim ; p. 48, n. 8.
- BEDERSDORF ; Sarre, Sarrelouis ; p. 559, n. 2.
- BELDON, comm. Moriville ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 297, n. 1.
- Belmont* ; ancien nom de St-Michel-sur-Meurthe ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 343.
- BÉNESTROFF ; Mos., Château-Salins, Albestroff ; p. 113, n. 4.
- BERELDANGE, comm. Walferdange ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 et 2.
- BERG ; Pr. rh., Coblenze, Ahrweiler ; p. 48, n. 2.
- BERTRIMOUTIER ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 301 ; 302, n. 1.
- BÉRUPT, comm. Secourt ; Mos., Metz, Verny ; p. 234, n. 4.
- BESCH ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 543, n. 1 ; 547 et n. 1 ; 576.
- BÉTAIGNE, comm. La Ronxe ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 494 ; 495 ; 498 et n. 1 ; 499, n. 1 ; 511 et n. 2 et 4.
- Betbur* ; disparu, territoire de Zutendord ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 729, n. 6.
- BÉTHELAINVILLE ; M., Verdun, Charny ; p. 251 ; 262 et n. 2 ; 263 ; 265, n. 1 ; 643, n. 3.
- BEUR, comm. Tavigny ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 51 et n. 3.

BEUREN ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 51 et n. 1.

BEUVANGE ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Clervaux ; p. 83.

BEZANGE-LA-PETITE ; Mos., Château-Salins, Vic-sur-Seille ; p. 528, n. 2 ; 534, n. 3 ; 559 et n. 6 ; 560 ; 561 ; 563, n. 3 ; 565 ; 566 ; 567 et n. 3 ; 580 ; 645, n. 2.

BINGEN ; Hesse rhénane, ch.-l. cercle ; p. 30 ; 49 et n. 2 ; 54.

BIRINGEN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 112.

BIRRESBORN ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 15, n. 3 ; 46, n. 2 ; 94.

BISCHHOLTZ ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 458 ; 459, n. 1 ; 727, n. 9.

BISING, comm. Grindorf ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 559, n. 2.

BITBURG ; Pr. rh., Trèves, ch.-l. cercle ; p. 31 ; 47.

BITCHE ; Mos., Sarreguemines, ch.-l. cant. ; p. 465 ; 475 ; 476 ; 481 ; 483 ; 484 ; 489 ; 490, n. 1 ; 491 et n. 1 ; 590 ; 672 ; 725. — Seigneurs ; p. 431 ; 452 ; 469 ; 472 ; 474, n. 1 ; 475 ; 476, n. 1, 2 et 6 ; 477, n. 2 ; 478 ; 480 et n. 3 ; 481 ; 482 ; 483 et n. 3 et 4 ; 484 ; 730, n. 3. — Château et châteaux ; p. 483, n. 4 ; 484 ; 489 ; 731, n. 1.

BLAMONT ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. ; p. 347 et n. 1 et 2.

BLANCHE-ÉGLISE ; Mos., Château-Salins, Dieuze ; p. 559 et n. 6 ; 561 et n. 5 ; 566 ; 567 et n. 1 et 3 ; 580.

BLEIALF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 79, n. 1.

BLIESEN ; Sarre, St-Wendel ; p. 113 ; 135.

BLIESKASTEL ; Pal. bav., Deux-Ponts ; p. 476, n. 2. — Comtes ; p. 496 et n. 2.

BOBBIO ; Italie, Plaisance, ch.-l. de circondario. — * Abbaye ; p. 604.

BOCQUEGNEY ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 310, n. 3.

BOGEL ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, St-Goarshausen ; p. 49, n. 1.

Boncourt ; détruit, territoire d'Arracourt ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. ; p. 499, n. 3.

Bonmoutier ; abbaye fondée au VII^e siècle à l'emplacement où s'élève aujourd'hui le village de Val-et-Châtillon, puis transférée au XI^e siècle à St-Sauveur ; tous deux M. M., Lunéville, Cirey. ; p. 339, n. 1 ; 347, et n. 5.

BONN ; Pr. rh., Cologne, ch.-l. cercle ; p. 30.

Boos ; Pr. rh., Coblenze, Mayen ; p. 451, n. 3 ; 732, n. 5.

Borro ; non identifié, à proximité de Magnières ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 4.

BORVILLE ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 297, 347 ; 354, n. 1. — Chapelle ; p. 312 ; 313.

BOTTENBACH ; Pal. Bav., Deux-Ponts ; p. 476, n. 2.

BOULOGNE ; Pas-de-Calais, ch.-l. arr. ; p. 66, n. 1.

BOUREUILLES ; M., Verdun, Varennes-en-Argonne ; p. 251 ; 262 ; 263 et n. 2 ; 265, n. 1.

BOURGALTROFF ; Mos., Château-Salins, Dieuze ; p. 627, n. 2 et 4.

Bourray ; détruit, voisin de Chailly-les-Ennery ; Mos., Metz, Vigy ; p. 248, n. 5 ; 250 ; 256, n. 1 ; 261 ; 263 ; 266, n. 5 ; 628, n. 1 et 3.

BOUVIGNY ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 251, n. 3.

BOUXIÈRES-AUX-BOIS ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 310, n. 3 ; 698, n. 14.

BOUXIÈRES-SOUS-FROIDMONT ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson ; p. 233 ; 234 et n. 4 ; 235, n. 1.

BOUZANVILLE ; M. M., Nancy, Haroué ; p. 352, n. 2 ; 379, n. 4 ; 389 ; 399, n. 2 ; 405-421 (*passim*) ; 507 et n. 5 ; 508 ; 591, n. 2 ; 595, n. 3 ; 645, n. 3 ; 649, n. 4 ; 655, n. 1 ; 658, n. 4 ; 674, n. 1 ; 738, n. 6.

BOUZEMONT ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 382, n. 4 ; 694, n. 6.

BOUZEY, comm. Sanchey ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 390.

BOUZONVILLE, comm. Puxe ; M. M., Briey, Conflans ; p. 410 et n. 2 ; 411, n. 1 ; 489 et n. 1 ; 490 et n. 1.

- BOUZONVILLE** ; Mos., Boulay, ch.-l. cant. ; p. 411, n. 1 ; 412 ; 669, n. 1. — * Ab-baye Ste-Croix ; p. 199, n. 1 ; 559, n. 3 ; 590, n. 6 ; 613 et n. 1 ; 627, n. 4 et 5 ; 628, n. 6 ; 629, n. 1 ; 633, n. 1 et 2 ; 638, n. 1 et 5 ; 644, n. 3 ; 648, n. 3 ; 648, n. 3 ; 658, n. 2 ; 664, n. 1 ; 666, n. 4 ; 667, n. 1 ; 668, n. 2 ; 669, n. 1 ; 672 ; 675, n. 4 ; 677, n. 1 ; 680 ; 683 et n. 2 ; 725 et n. 1.
- Bovelicurt** ; non identifié, probablement dans la région de la Chiers-Semoy ; p. 85 et n. 4.
- BRÉHIMONT**, comm. St-Michel-sur-Meurthe ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 346, n. 1 ; 354, n. 2.
- BREISTROFF-PETITE**, comm. Oudrenne ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113, n. 3.
- BRENSCHELBACH** ; Pal.bav., Deux-Ponts ; p. 476, n. 2.
- BRETTNACH** ; Mos., Boulay, Bouzonville ; p. 451.
- BRETZENHEIM** ; Hesse rhénane, Mayence ; p. 527, n. 1 ; 531, n. 3 ; 538, n. 1 ; 550, n. 6.
- BREUREY-LES-FAVERNEY** ; Haute-Saône, Vesoul, Port-sur-Saône ; p. 154, n. 1 ; 165, n. 3.
- BRIEY** ; M. M., ch.-l. arr. ; p. 131, n. 1 ; 336 et n. 2.
- BROHL** ; Pr. rh., Coblenze, Cochem ; p. 542, n. 3 ; 545, n. 3 ; 578.
- Brouch** ; disparu, entre Hampont et Obreck ; tous deux Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 171 ; 180-196 ; 229 ; 596, n. 1 ; 597 et n. 2 ; 615, n. 1 ; 643, n. 1 et 2 ; 650, n. 5.
- BROUCK**, comm. Uckange ; Mos., Thionville, Hayange ; p. 183, n. 3.
- BÜDESHEIM** ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 79, n. 2.
- BÜDLICH** ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 1 ; 577.
- BUDLING** ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113 ; 120 ; 121, n. 1 ; 644, n. 2.
- Bundendele** ; non identifié, voisin de Tünsdorf ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.
- Bundenede** ; non identifié, probablement dans la région de Juliers- Zülpich-Euskirchen ; p. 48, n. 8.
- BURET**, comm. Tavigny ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 51 et n. 3.
- BURGSCHWALBACH** ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, Unterlahn ; p. 49, n. 1.
- BURLIONCOURT** ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 85.
- BÜSCHDORF** ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.
- Busnevilla** ; localité non identifiée du *pagus Scarponensis* ; p. 642, n. 2.
- BUSWILLER** ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 460, n. 3 ; 729, n. 2.
- BUTZDORF**, comm. Tettingen-Butzdorf ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 537, n. 2.
- BUVRINNES** ; Belgique, Hainaut, Thuin ; p. 256 et n. 1 ; 257 ; 258 ; 259.
- CAMBRAI** ; Nord, ch.-l. arr. — Evêque ; p. 606, n. 2.
- CEMBOING** ; Hte-Saône, Vesoul, Jussey ; p. 160, n. 2 ; 165, n. 3. — Eglise ; p. 162, n. 1 ; 699, n. 9.
- CHAMAGNE** ; V., Mirecourt, Charmes ; p. 154, n. 4 ; 699, n. 10.
- CHAMPEL**, comm. Jolivet ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 498 et n. 1 et 2 ; 501, n. 1 ; 511 et n. 2.
- CHAMP-LE-DUC** ; V., Epinal, Bruyères ; p. 151, n. 3.
- CHAMPNEUVILLE** ; M., Verdun, Charny ; p. 250, n. 3.
- CHANTEHEUX** ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 501, n. 2 ; 503 ; 509 ; 510 ; 739, n. 2.
- CHARMES** ; V., Mirecourt, ch.-l. cant. ; p. 385, n. 3 ; 695, n. 11. — Seigneurs ; p. 346 n. 4.
- CHARMOIS-DEVANT-BRUYÈRES** ; V., Epinal, Bruyères. — Voir Vaudicourt (Ban de).
- CHARMOIS-L'ORCUEILLEUX** ; V., Epinal, Xertigny, p. 377.
- CHATEAU-SALINS** ; Mos., Metz, ch.-l. arr. ; p. 85.

CHATENOIS ; V., Neufchâteau, ch.-l.
cant. ; p. 389, n. 1 ; 695, n. 15. —
Seigneurs ; p. 379 ; 386 ; 387, n. 5 ;
390, n. 2 ; 397 et n. 2.

CHAUFOUR, comm. Quincy ; M., arr. et
cant. Montmédy ; p. 178, n. 1.

CHAUMONT ; Hte-Marne, ch.-l. dép. ; p.
390, n. 2 ; 698, n. 5.

Chaumont ; détruit, territoire d'Einvaux ;
M. M., Lunéville, Bayon ; p. 495,
n. 2 ; 500, n. 1.

CHAUMOUSEY ; V., arr. et cant. Epinal ;
p. 374, n. 2 ; 600, n. 4 ; 695, n. 11. —
Abbaye ; p. 374-404 ; 407, n. 1 et 5 ;
408, n. 3 ; 425 ; 439 ; 598 ; 600 ; 607,
n. 3 ; 612, n. 3 ; 614 et n. 6 ; 615,
n. 1 ; 619, n. 3 ; 628, n. 2 ; 646, n. 1
et 3 ; 650, n. 3 ; 653, n. 3 ; 658, n. 2
et 3 ; 695, n. 11 ; 711 et n. 1 ; 716,
n. 3.

CHELAINCOURT, comm. Flévy ; Mos.,
Metz, Vigy ; p. 154, n. 1 ; 165.

CHEMINOT ; Mos., Metz, Verny ; p. 233 ;
234 et n. 3 ; 235, n. 1 et 2 ; 634, n. 1 ;
665, n. 1.

CHENEVIÈRES ; M.M., arr. et cant. Luné-
ville ; p. 499, n. 1.

CHEVILLON, comm. Juville ; Mos., Châ-
teau-Salins, Delme ; p. 89.

CIREY-SUR-VEZOUSE ; M. M., Lunéville,
ch.-l. cant. ; p. 347, n. 1.

CLEFCY ; V., St-Dié, Fraize ; p. 301 ;
302 ; 303 et n. 1.

CLÉZENTAINNE ; V., Epinal, Rambervillers ;
p. 297 ; 312, n. 3 ; 322 ; 503 et n. 3 ;
504, n. 2 ; 507 et n. 1 ; 508 ; 511, n. 2 ;
738, n. 1.

CLUNY ; Saône-et-Loire, Mâcon, ch.-l.
cant. ; — Abbaye ; p. 369.

CLÜSSERATH ; Pr. rh., gouv. et cercle
Trèves ; p. 47, n. 2 ; 50 ; 95.

COBLECE ; Pr. rh., ch.-l. gouv. ; p. 66,
n. 1.

COINCOURT ; M. M., Lunéville, Arra-
court ; p. 292 et n. 5 ; 296 ; 298 et n. 3 ;
299 ; 300 et n. 2 ; 311 ; 322 ; 638, n. 1.

COLMAR ; H.-R., ch.-l. départ. ; p. 343.

COLOGNE ; Pr. rh., ch.-l. gouv. ; p. 30 ;
48 ; 49.

COLROY-LA-GRANDE ; V., St-Dié, Pro-
venchères ; p. 301, 302, n. 1.

COMMERCEY ; M., ch.-l. arr. ; p. 471, n. 5 ;
566, n. 1.

CORBENAY ; Hte-Saône, Lure, St-Loup-
sur-Semouse ; p. 154, n. 1.

COUME ; Mos., arr. et cant. Boulay ; p.
p. 559, n. 2.

COURRIÈRE ; Belgique, prov. et arr.
Namur ; p. 253 et n. 3 ; 262 ; 263 ;
265, n. 1 ; 486, n. 4.

COUSSEY ; V., Neufchâteau, ch.-l. cant.
— Seigneurs ; p. 346, n. 4.

CRANTENOY ; M. M., Nancy, Haroué. —
Eglise ; p. 258, n. 3.

Cretumville ; non identifié ; p. 350, n. 1.

CRÉVÉCHAMPS ; M. M., Nancy, Haroué ;
p. 258, n. 3.

CRÉVIC ; M. M., arr. et cant. Lunéville ;
p. 150, n. 2 ; 154, n. 1 ; 159 et n. 4 ;
162 ; 695, n. 16 ; 696, n. 13.

DABO ; Mos., Sarrebourg, Phalsbourg.
DAGSBOURG ; voir Dabo. — Comtes ;
p. 355, n. 1 ; 681, n. 3 ; 739, n. 3.

DAHLEM, comm. Garnich ; G.-D. Luxem-
bourg, Luxembourg, Capellen ; p. 84
et n. 1.

DALHEIM ; G.-D. Luxembourg, Greven-
macher, Remich ; p. 527, n. 1 ; 541,
n. 3 ; 543 ; 546 ; 553 ; 574.

DALSHEIM ; Hesse rhénane, Worms ; p.
203, n. 2 ; 208, n. 2.

DAMAS-AUX-BOIS ; V., Epinal, Châtel-
sur-Moselle ; p. 498, n. 3.

DAMBACH ; B.-R., Haguenau, Nieder-
bronn-les-Bains ; p. 476, n. 2.

DAMPCOURT, comm. Marest-Dampcourt ;
Aisne, Laon, Chauny ; p. 130, n. 4.

DAMVILLERS ; M., Montmédy, ch.-l. cant. ;
p. 124, n. 2 ; 130 et n. 5 ; 131 et n. 1 ;
132 ; 133 ; 134 ; 135 ; 630, n. 1 ; 675, n. 1.

DANCOURT, comm. Donchery ; Ardennes,
arr. et cant. Sedan ; p. 130, n. 4.

Dannencurt ; localité d'identification
incertaine, peut-être Dolaincourt ;
V., Neufchâteau, Châtenois ; p. 399,
n. 2.

- DARNIEULLES ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 374 ; 375 ; 376 ; 379, n. 4 ; 382 ; 390 et n. 9 ; 396-404 ; 614, n. 6 ; 628, n. 2 ; 645, n. 3.
- DEINVILLERS ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 154, n. 1 ; 503 ; 504, n. 2 ; 506 et n. 4 ; 507 ; 508 et n. 4 ; 511, n. 2 ; 738, n. 2.
- DELME ; Mos., Château-Salins, ch.-l. cant. ; p. 88.
- DENSBOURN ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 47, n. 1.
- DERBAMONT ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 310, n. 3 ; 694, n. 5 ; 696, n. 7.
- DETZEM ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 527, n. 1 ; 534, n. 4 ; 542, n. 1 ; 546, n. 1 ; 549, n. 3 ; 550, n. 3 ; 577.
- DEUX-PONTS (Zweibrücken) ; Pal. bav., ch.-l. cercle. — Comtes ; p. 476, n. 2.
- DEYFOSSE, comm. Etival ; V., St-Dié, Raon-l'Étape ; p. 346, n. 4.
- DEYVILLERS ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 233.
- Dhann* ; disparu, entre Offwiller et Zinswiller ; B.-R., Haguenau, Niederbronn-les-Bains ; p. 490, n. 1.
- DIENHEIM ; Hesse rhénane ; Oppenheim ; p. 49, n. 2 ; 55, n. 2.
- DIEPPE ; M., Verdun, Etain ; p. 329, n. 4.
- DIEUZE ; Mos., Château-Salins, ch.-l. cant. ; p. 298, n. 1.
- DIGNONVILLE ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 162, n. 2 ; 701, n. 7.
- DIJON ; Côte-d'Or, ch.-l. dép. ; — Abbaye St-Bénigne ; p. 225, n. 1 ; 243, n. 1 ; 470, n. 1.
- DINANT ; Belgique, Namur, ch.-l. arr. ; p. 251, n. 2.
- DINGDORF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2 ; 57, n. 3 ; 94.
- DIPPACH ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Capellen ; p. 84 et n. 1.
- Dodenhofen* ; disparu, comm. Oudrenne ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113, n. 3.
- DOMBASLE-EN-ARGONNE ; M., Verdun ; Clermont-en-Argonne ; p. 666, n. 2.
- DOMÈVRE-SOUS-MONTFORT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 699, n. 12.
- DOMMARTIN-LÈS-TOUL ; M. M., arr. et cant. Toul ; p. 166, n. 1.
- Dommartin-sous-Montfort* ; détruit, territoire d'Offroicourt ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 389, n. 4 ; — Seigneurs ; p. 389, n. 4, 5, 9 ; 390, n. 7.
- DOMMAY, comm. Bouvigny ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 248 ; 250, n. 2 ; 251 et n. 3 ; 261, n. 1 ; 262 et n. 7 ; 263.
- DOMMELDANGE, comm. Eich ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 et 2.
- DOMPAIRE ; V., Mirecourt, ch.-l. cant. ; p. 695, n. 9.
- DONCIÈRES ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 339-362 ; 591, n. 1, 3 et 4 ; 610, n. 3 ; 645, n. 3 ; 658, n. 2 ; 672 ; 675, n. 2. — Eglise ; p. 358 et n. 3.
- DONCOURT ; Hte-Marne, Chaumont, Bourmont ; p. 130, n. 4.
- Doncourt* ; détruit, près de Landécourt ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 130, n. 4 ; 297, n. 2 ; 445, n. 4 ; 503 et n. 2 ; 504 et n. 1 ; 505 ; 506 et n. 3 ; 507 et n. 1 ; 511 et n. 2 ; 737, n. 2.
- DONCOURT-AUX-TEMPLIERS ; M., Verdun, Fresnes-en-Woëvre ; p. 130, n. 4.
- DORF ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 542, n. 1.
- DOSSONCOURT ; lieu-dit, comm. Moyémont ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 297 et 2 ; 322.
- DREUMEL ; Pays-Bas, Gueldre ; p. 48, n. 9.
- DROUVILLE ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 298 et n. 2 ; 299 ; 322.
- DUDELDOUF ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 523 et n. 1 ; 542, n. 2 ; 578.
- DUDWEILER ; Sarre, Sarrebruck-Campagne ; p. 113 ; 128 et n. 1 ; 129 ; 130 et n. 1 ; 134, n. 2.
- DUISBURG ; Pr. rh., Düsseldorf, ch.-l. cercle ; p. 48, n. 9.
- DUN-SUR-MEUSE ; M., Montmédy, ch.-l. cant. ; p. 695, n. 14 ; 698, n. 10.
- Durforst* ; château d'identification incertaine dans la région de la Meuse moyenne ; p. 175, n. 2.

EBERSHEIM ; Hesse rhénane ; Mayence ; p. 527, n. 1 ; 531, n. 3 ; 542, n. 4 ; 544, n. 2 ; 549, n. 3 ; 550, n. 5 ; 579.

EBERSMUNSTER ; B.-R., Strasbourg, Sélestat. — Abbaye ; p. 677, n. 3 ; 679, n. 5.

ECHTERNACH ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, ch.-l. cant. — Abbaye ; p. 3, n. 1 ; 330, n. 1.

EFFELSBERG ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 2.

EICHERSCHIED, comm. Münstereifel ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 1.

Eindle ; peut-être Gross- und Kleineigen ?, comm. Overath ; Pr. rh., Cologne, Mülheim-am-Rhein ; p. 48, n. 6.

ENVAUX ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 347 ; 358 ; 359 et n. 2 ; 495, n. 2 ; 500, n. 1 ; 632, n. 3 ; 737, n. 3.

ENVILLE ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 382, n. 4.

EISENBERG-IN-BAYERN ; Pal. bav., Kirchheimbolanden ; p. 196-224 (*passim*).

ELLANGE, comm. Mondorf-les-Bains ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, Remich ; p. 541, n. 1 ; 576, n. 4.

ELSAFF ; Pr. rh., Coblenze, Neuwied ; p. 48, n. 4.

ELSLOO ; Pays-Bas, Limbourg ; p. 66, n. 1.

ELVENICH, comm. Wichterich ; Pr. rh., Cologne, Euskirchen ; p. 79 et n. 2.

ENZEN ; Pr. rh., Cologne, Euskirchen ; p. 48, n. 8.

EPINAL ; V., ch.-l. départ. ; p. 374, n. 2 ; 385, n. 3 ; 388 ; 389 ; 407 et n. 5. — Abbaye ; p. 498, n. 4.

EPLY ; M. M., Nancy, Nomeny ; p. 234 ; 235, n. 1.

ESCANSE ; voir SCANCE ; p. 249, n. 4.

ESCLÉS ; V., Mirecourt, Darney ; p. 154, n. 1 ; 162 et n. 2 ; 310, n. 3 ; 701, n. 5.

ESLEY ; V., Mirecourt, Darney ; p. 694, n. 5.

ESSLINGEN ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 2 ; 545, n. 1 ; 550, n. 5 ; 552, n. 1 ; 577.

ETAÏN ; M., Verdun, ch.-l. cant. ; p. 323-338 ; 360, n. 3 ; 591, n. 2 et 4 ; 610, n. 3 ; 615, n. 1 ; 621 ; 627, n. 1 ; 645, n. 2 ; 654, n. 2 ; 655, n. 4 ; 663, n. 3 ; 672 ; 673, n. 2 ; 675, n. 1 et 2.

ETIVAL ; V., St-Dié, Raon-l'Etape ; p. 343 ; 344, n. 2 ; 346 et n. 1 et 2 ; 350, n. 4 ; 354, n. 2. — * Abbaye ; p. 151, n. 2 ; 156 ; 282, n. 4 ; 339-362 ; 407, n. 3 ; 591, n. 1 ; 632, n. 3 ; 636 ; 655, n. 4 ; 658, n. 2 ; 667, n. 3 ; 672 ; Ban ; p. 343 ; 344 et n. 2 ; 345 ; 346 et n. 3 ; 347 ; 349 ; 350 ; 351 ; 353 ; 354 ; 355, n. 1 ; 356 et n. 1. — Eglise paroissiale Ste-Marie ; p. 343 ; 345, n. 1 ; 350, n. 3 ; 352 ; 353, n. 1.

ETTELDORF ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 47, n. 1 ; 57, n. 4.

ETTENHEIMMÜNSTER ; G.-D. Bade, Fribourg ; p. 679, n. 5.

EUSKIRCHEN ; Pr. rh., Cologne, ch.-l. cercle ; p. 30 ; 48.

EVERLANGE, comm. Useldange ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Redange ; p. 534, n. 1 ; 541, n. 4 ; 543 ; 544 ; 575 et n. 2.

Farenheym ; non identifié ; p. 49, n. 2.

ASTRAU ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 2 ; 542, n. 1 ; 576.

FAXE, comm. Fonteny ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 88 ; 89 ; 151, n. 1 ; 153, n. 2 ; 265, n. 1 ; 633, n. 3 ; 638, n. 2 ; 642, n. 2 ; 654, n. 5.

FELL ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 2 ; 527, n. 1 ; 538, n. 1 ; 542, n. 1 ; 550, n. 1 ; 551, n. 1 ; 576.

FÉNÉTRANGE ; Mos., Sarrebourg, ch.-l. cant. ; p. 154, n. 1 ; 159, n. 2 ; 694, n. 1 ; 702, n. 10.

FENTANGE, comm. Hespérange ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 251 et n. 5 ; 261 et n. 3 ; 263 ; 264, n. 1 ; 265, n. 1 ; 266 et n. 5.

FENTSCH, voir FONTOY.

FEPPIN ; Ardennes, Rocroy, Fumay ; p. 79, n. 4.

Feresenae (ou *Feriosenae*) ; non identifié ; p. 695 et n. 7.

FEULEN ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Diekirch ; p. 535, n. 2 ; 541, n. 4 ; 546, n. 2 ; 574 et n. 3.

FÉY ; Mos., Metz, Verny ; p. 428, n. 2.

- FILSDORF, comm. Dalheim ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, Remich ; p. 527, n. 1.
- FILSTROFF ; Mos., Boulay, Bouzonville ; p. 451 ; 731, n. 4.
- Fins* ; non identifié, dans la région de Villance ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- Firmereivilla* ; localité non identifiée de la région de Signy-Montlibert ; Ardennes, Sedan, Carignan ; p. 528, n. 2 ; 566, n. 1.
- FLABÉMONT, comm. Tignécourt ; V., Neufchâteau, Lamarche. — Abbaye ; p. 297, n. 1 ; 498, n. 3.
- FLACHT ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, Unterlahn ; p. 49, n. 1.
- FLASSIGNY ; M., arr. et cant. Montmédy ; p. 528, n. 2.
- FLAVIGNY-LE-GRAND-ET-BEAURAIN ; Aisne, Vervins, Guise ; p. 137, n. 2.
- FLAVIGNY-SUR-MOSELLE ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 256 et n. 1 ; 258 et n. 3 ; 259. — Prieuré ; p. 258, n. 3 et 4 ; 268.
- FLEURY ; Mos., Metz, Verny. — Seigneurs ; p. 369 ; 707, n. 6.
- FLÉVY ; Mos., Metz, Vigy ; p. 154, n. 1.
- FLIESSEM ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 47, n. 1 ; 94.
- FLIN ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 498, n. 1.
- FLOMERSHEIM ; Pal. bav., Frankenthal ; p. 196-224 (*passim*) ; 653, n. 1 ; 664, n. 1 ; 680.
- FLUSSBACH ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 542, n. 1.
- FOAMEIX ; M., Verdun, Etain ; p. 334, n. 4.
- FÖHREN ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 47, n. 2.
- Folmerroche* ; titre d'une famille seigneuriale lorraine, d'origine inconnue ; p. 503, n. 5.
- FONTAINE, comm. Haillainville ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 498 et n. 1 ; 500, n. 3 ; 503 ; 507 ; 511 et n. 2.
- FONTENAY ; V., Epinal, Bruyères ; p. 154, n. 1.
- FONTENOY-LE-CHATEAU ; V., Epinal, Bains-les-Bains ; p. 377 et n. 3.
- FONTOY (Fentsch) ; Mos., Thionville, ch.-l. cant. ; p. 251 et n. 4 et 5.
- FORBACH ; Mos., ch.-l. arr. ; p. 356 et n. 1 et 4.
- Fourchavigne* ; nom d'une seigneurie à Morville-sur-Seille ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson ; p. 235, n. 2.
- FRAIMBOIS ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 501, n. 3.
- FRAIZE ; V., St-Dié, ch.-l. cant. ; p. 301 ; 302, n. 1.
- FRANCONVILLE ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 501, n. 1 ; 503 ; 506 et n. 1 ; 511 et n. 2 ; 737, n. 4. — Seigneurs ; p. 509, n. 1.
- FREISING ; Haute-Bavière (Oberbayern), ch.-l. cercle. — Evêché ; p. 150, n. 3 ; 163, n. 1 ; 164, n. 2 ; 280, n. 1.
- FREMÉRÉVILLE ; M., arr. et cant. Commercy ; p. 566, n. 1.
- FRÉMERSDORF ; Mos., Forbach, Grostenquin ; p. 248, n. 5 ; 251, et n. 6.
- FREMERSDORF ; Sarre, Sarrelouis ; p. 252 et n. 2 ; 261, n. 6 ; 262, n. 1 ; 263 ; 631, n. 3.
- FRÉNOIS ; V., Mirecourt, Darney ; p. 159, n. 1 ; 389, n. 7 ; 695, n. 8 ; 697, n. 5.
- Fresericurtis* ; sans doute localité disparue proche de Thuillières ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 702, n. 6.
- FRISANGE ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Esch-sur-Alzette ; p. 527, n. 1 ; 541, n. 3 ; 543 ; 546 ; 547 ; 553 ; 574.
- FRIZON ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 296 ; 297 et n. 3 ; 322.
- FROMERÉVILLE ; M., Verdun, Charny ; p. 566, n. 1.
- FROMEZÉY ; M., Verdun, Etain ; p. 329, n. 4.
- FROVILLE ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 347 ; 354, n. 1. — Seigneurs ; p. 506, n. 1.
- Fruncinae* ; localité non identifiée de la région de Liège ; p. 17, n. 3 ; 19.
- FUMAY ; Ardennes, Rocroy, ch.-l. cant. ; p. 79, n. 4.

GAU-ODERNHEIM ; Hesse rhénane, Alzey ; p. 206, n. 3.

Geinheim ; peut-être Rheingönheim ; Pal. bav., Spire ; p. 49, n. 2.

GEMMELAINCOURT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 310, n. 3.

GEMMERICH ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, St-Goarshausen ; p. 49, n. 1.

Geney ; localité disparue près de Chammagne ; V., Mirecourt, Charmes ; p. 154, n. 4 ; 162, n. 1.

GERBÉCOURT ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 185 ; 186 et n. 4 ; 187.

GERBÉVILLER ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. ; p. 501, n. 3 ; 739, n. 1.

GERLFANGEN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 731, n. 8.

GERSHEIM ; Pal. bav., Deux-Ponts ; p. 476, n. 2.

GESVES ; Belgique, Namur, Andenne ; p. 251 et n. 2 ; 253 ; 261 et n. 9 ; 263 ; 486, n. 4.

GEVELSDORF ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Juliers ; p. 48, n. 8.

GEVIGNEY, comm. Gevigney-et-Mercey ; Haute-Saône, Vesoul, Combeaufontaine ; p. 702, n. 12.

GIESDORF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2 ; 57, n. 3.

Gilincourt ; village détruit, voisin de Rarécourt ; M., Verdun, Clermont-en-Argonne ; p. 251 ; 256, n. 1 ; 259, n. 5 ; 261 ; 263 ; 265, n. 1.

GILSDORF, comm. Nöthen ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Schleiden ; p. 37 et n. 6 ; 38 ; 96, n. 1.

GINCREY ; M., Verdun, Etain ; p. 253 ; 254 ; 263 ; — Chapelle, p. 249, n. 6.

GIRANCOURT ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 154, n. 1.

GISINGEN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 731, n. 9.

GITZENTHAL, comm. Wingen-sur-Moder ; B.-R., Saverne, La Petite-Pierre ; p. 461, n. 2.

GIVENICH, comm. Mompach ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, Echternach ; p. 533, n. 1.

GLORIEUX ; faubourg de Verdun ; p. 249, n. 4.

GONDELSHEIM ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2 ; 57, n. 3.

GONDREXON ; M. M., Lunéville, Blâmont ; p. 347.

GORZE ; Mos., Metz, ch.-l. cant ; p. 608, n. 1. — * Abbaye et abbés ; p. 151, n. 1 ; 153, n. 2 ; 156, n. 2 ; 170-224 ; 225, n. 1 ; 227 ; 228 et n. 2 ; 238 et n. 1 ; 273 ; 280, n. 1 ; 297, n. 5 ; 368 ; 485 ; 555, n. 1 ; 590, n. 5 ; 591 et n. 1 ; 597 et n. 4 ; 599 ; 608, n. 1 et 2 ; 621 ; 629, n. 2 ; 634, n. 4 ; 643, n. 1 ; 653, n. 1 ; 657, n. 2 ; 680 ; 682 ; 683 et n. 2.

GOSSELANCOURT, comm. Derbamont ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 694, n. 5 ; 696, n. 7 ; 698, n. 3.

GOURAINCOURT ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 250 et n. 3 ; 261 et n. 1 et 5 ; 263 ; 266, n. 5 ; 654, n. 5.

GRAUFTHAL, comm. Eschbourg ; B.-R., Saverne, La Petite-Pierre. — Abbaye ; p. 493, n. 3.

GROSSBÜLLESHEIM ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 8.

GROSS-HEMMERSDORF ; Sarre, Sarrelouis ; p. 117 ; 731, n. 5.

Grossonumvilla ; localité disparue, proche de St-Quirin ; Mos., Sarrebourg, Lorchuin ; p. 681, n. 3.

GROSS-UND-KLEINEIGEN, comm. Overath ; Pr. rh., Cologne, Mülheim-am-Rhein ; p. 48, n. 6.

GUÉBLANGE-LES-DIEUZE ; Mos., Château-Salins, Dieuze ; p. 627, n. 2 et 4.

GÜSTEN ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Juliers ; p. 44 ; 45 ; 48, n. 8 ; 97 ; 98. — Eglise ; p. 39 et n. 3.

HADIGNY-LES-VERRIÈRES ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 696, n. 6.

HAGÉCOURT ; V., Mirecourt, Dompain ; p. 154, n. 1 ; 699, n. 2.

HAGUENAU ; B. R., ch.-l. arr. ; p. 467, n. 1.

HAGNEVILLE ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 347 ; 354, n. 1.

HAILLAINVILLE ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 297 ; 312, n. 3 ; 322 ;

- 498, n. 1 ; 503 et n. 4 ; 507 et n. 3 ; 511, n. 2 ; 738, n. 4.
- HALANZY ; Belgique, Luxembourg, Mesancy ; p. 85 ; 654, n. 5.
- Haldiniacum* ; *villa*, sur le territoire de laquelle fut établie l'abbaye de Gorze ; p. 170, n. 1.
- HAMM ; localité de la Pr. rh. qui n'a pu être identifiée d'une manière plus précise. — Seigneurs ; p. 684.
- HAMPONT ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 183 et n. 6 ; 185.
- HAN-LÈS-JUVIGNY ; M., arr. et cant. Montmédy ; p. 528, n. 2 ; 559 ; 563 ; 564 ; 565 ; 566 ; 580 ; 628, n. 1 ; 654, n. 3.
- HANNAPES ; Aisne, Vervins, Wassigny ; p. 79, n. 3.
- HARAIGNE, comm. Dieppe ; M. Verdun, Etain, p. 329, n. 4.
- HARGARTEN, comm. Laumesfeld ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 451, n. 2.
- HARGARTEN ; Sarre, Merzig ; p. 451 et n. 2.
- HARGARTEN-AUX-MINES ; Mos., Boulay, Bouzonville ; p. 451, n. 2.
- HATZENPORT ; Pr. rh., Coblenze, Mayen ; p. 451, n. 3 ; 732, n. 3.
- HAUDONVILLE ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 4.
- HAUTE-SEILLE (La), comm. Cirey-sur-Vezouze ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. — Abbaye ; p. 555, n. 1 ; 627, n. 1.
- HAUT-FAYS ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- HEILENBACH ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 32 ; 33 ; 47, n. 1 ; 71.
- HEINING ; Mos., Boulay, Bouzonville ; p. 520 ; 523 ; 524 ; 526 ; 535 ; 542 ; 545, n. 1 ; 558 ; 559 et n. 1 et 3 ; 560 et n. 4 ; 565, n. 1 ; 580 ; 628, n. 1.
- HEISDORF, comm. Steinsel ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 et 2 ; 535, n. 2 ; 541, n. 4 ; 545, n. 3 ; 550, n. 2 ; 575.
- HEISTERBACH, comm. Oberdollendorf ; Pr. rh., Cologne, Siegbkreis. — Abbaye et abbés ; p. 8 et n. 2.
- HELLOCOURT, comm. Maizières-les-Vic ; Mos., Château-Salins, Vic ; ancienne-ment dénommé La Brocque (voir ce mot).
- HELMSANGE, comm. Walferdange ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 et 2.
- HÉMING ; Mos., Sarrebourg, Lorquin ; p. 627, n. 4.
- Hemmerberge* ; probablement lieu-dit au territoire de Schalkendorf ; B.-R., Sarverne, Bouxwiller ; p. 460, n. 3.
- Hendeville* ; disparu, entre Frénois et Pont-les-Bonfays ; p. 389, n. 7 ; 390, n. 9 ; 695, n. 10.
- HENNECOURT ; V., Mirecourt, Dompierre ; p. 149, n. 2 ; 154, n. 1 ; 390 et n. 2 et 9 ; 667, n. 3.
- HÉRIMENIL ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 492, n. 1 ; 498 ; 499, n. 3.
- HÉRIVAL, comm. Le Val-d'Ajol ; V., Remiremont, Plombières-les-Bains. — Prieur ; p. 381.
- HERL ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 534, n. 4 ; 542, n. 1 ; 577.
- HERMÉVILLE ; M., Verdun, Etain ; p. 329 et n. 4.
- HERSDORF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 57, n. 3 ; 68, n. 1 ; 94.
- HESPÉRANCE ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 251, n. 5.
- HETZERATH ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 47, n. 2.
- HETZHOFF, comm. Kinderbeuern ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 542, n. 1.
- HEU, titre d'une famille messine qui tire son origine de la ville de Huy ; Belg. Liège, ch.-l. arr. ; p. 557, n. 1.
- Hildesheim* ; peut-être Hillesheim ; Hesse rhénane, Oppenheim ; p. 49, n. 2.
- HOFFELD ; Pr. rh., Coblenze, Adenau ; p. 542, n. 2.
- Hogemunt* ; localité non identifiée dans le voisinage de Villance ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- HOLLER, comm. Weiswampach ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Clervaux ; p. 47, n. 8 ; 51.
- HOMBOURG-HAUT ; Mos., Forbach, St-Avold. — Comtes de Hombourg, p. 466 ; 739, n. 3.

HOSPELT, comm. Mudscheid ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 2 ; 57, n. 2.

HOSTEN ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 47, n. 1 ; 543, n. 1 ; 545, n. 3 ; 547, n. 2 ; 575.

HOUSSEVILLE ; M. M., Nancy, Haroué ; p. 381, n. 3 ; 383, n. 2 ; 385 ; 388 et n. 1 ; 389 et n. 4 et 9 ; 391, n. 1 ; 393, n. 2 et 3 ; 394 et n. 2 ; 396, n. 1 ; 403, n. 1 ; 715, n. 2.

HUCQUIGNY, comm. Flavigny-le-Grand-et-Beaurain ; Aisne, Vervins, Guise ; p. 137, n. 2.

Huderchinge ; sans doute localité disparue qui devait se trouver dans la région de Mamer ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Capellen ; p. 527, n. 1.

HUNAWIHR ; H.-R., arr. et cant. Ribeauvillé ; p. 304.

HUNSDORF, comm. Lorentzweiler ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Mersch ; p. 527, n. 1 ; 535, n. 2 ; 541, n. 4 ; 575.

HUNTING ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 113, n. 3.

HUSCHEID ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 47, n. 1.

IGNEY ; M. M., Lunéville, Blâmont ; p. 390, n. 5 ; 698, n. 11.

IHN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 113 ; 135 ; 139, n. 1 ; 731, n. 7.

ISSEL ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 523 ; 524 ; 525 ; 526 et n. 1 ; 527, n. 1 ; 535 ; 543 ; 580.

IVERSHEIM ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 45 ; 48, n. 1 ; 53.

JAINVILLOTTE ; V., arr. et cant. Neuf-château ; p. 557, n. 1.

JAMETZ ; M., arr. et cant. Montmédy ; p. 528, n. 2 ; 538, n. 1 ; 559 ; 563, n. 4 ; 564 ; 580 ; 628, n. 1 ; 648, n. 3.

Jannuncurt ; disparu, à proximité d'Offroicourt, V., Mirecourt, Vittel ; p. 389, n. 4.

JARDIN-FONTAINE ; faubourg de Verdun ; p. 249, n. 4.

JEVONCOURT ; M. M., Nancy, Haroué ; p. 702, n. 11.

JEZAINVILLE ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson ; p. 698, n. 1.

JOLIVET ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 498, n. 1.

JORXEY ; V., Mirecourt, Dompierre. — Seigneurs ; p. 359, n. 2.

JÜCHEN ; Pr. rh., Dusseldorf, Grevenbroich ; p. 48, n. 8.

JULIERS (Jülich) ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, ch.-l. cercle ; p. 30 ; 39 ; 48 ; 49 ; 70, n. 2.

JUMIÈGES ; Seine-Inférieure, Rouen, Duclair. — Abbé ; p. 606, n. 2.

Juncherei, Juncheres ; non identifié, probablement dans la région Blâmont-Badonviller ; p. 347 et n. 1 ; 358.

JUVILLE ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 89.

KALENBORN, comm. Gerolstein ; Pr. rh., Trèves, Daun ; p. 46, n. 2.

KALT ; Pr. rh., Coblenz, Mayen ; p. 542, n. 3.

KENN ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 521, n. 2 ; 522, n. 1 ; 527, n. 1 ; 542, n. 1 ; 544 ; 576.

KERLING ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 559, n. 2.

KERPEN ; Pr. rh., Cologne, Bergheim ; p. 48, n. 8.

KESSELING ; Pr. rh., Coblenz, Adenau ; p. 16, n. 1 ; 48, n. 2 ; 97.

KEYENBERG ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Erkelenz ; p. 48, n. 8.

KIRCHHEIMBOLANDEN ; Pal. bav., ch.-l. cercle ; p. 49, n. 2.

KIRCHHERTEN, comm. Pütz ; Pr. rh., Cologne, Bergheim ; p. 48, n. 8.

Kiricdorf ; non identifié, voisin de Tünsdorf ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.

KIRRWILLER ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 460 et n. 3 ; 461, n. 1 et 4 ; 462, n. 1 ; 463, n. 3 ; 465, n. 1 ; 729, n. 1.

TABLE DES NOMS DE LIEU

KIRSCH, comm. Longuich ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 112 ; 536, n. 2 ; 542, n. 1 ; 576.

KIRSCH-LÈS-LUTTANGE, comm. Luttange ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 112, n. 3.

KIRSCH-LÈS-SIERCK ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 559, n. 2.

KËNIGSMACKER ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 334.

KËUR-LA-GRANDE ; M., Commercy, Pierrefitte ; p. 248, n. 5 ; 252 et n. 5 ; 253, n. 4.

KËUR-LA-PETITE ; M., Commercy, Pierrefitte ; p. 248, n. 5 ; 252 et n. 5 ; 253, n. 4.

KÖWERICH ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 536, n. 1 ; 542, n. 1.

KREUZBERG ; Pr. rh., Coblenze, Ahrweiler ; p. 48, n. 2. »

KÛRENZ ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves, p. 566, n. 1.

L A BOURGONCE ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 343 ; 344, n. 2 ; 346 et n. 2 ; 350, n. 4.

LA BROCCQUE, ancien nom de Hellocourt, comm. Maizières-lès-Vic ; Mos., Châteaueu-Salins, Vic ; p. 183 et n. 4 ; 184 ; 185.

La Chapelle ; détruit, entre Beaupré et Gerbéviller ; p. 501, n. 3 ; 502, n. 2.

LA CHENALE, comm. St-Dié ; V., ch.-l. arr. ; p. 350, n. 4.

LA CRÈTE ; Hte-Marne, Chaumont, Andelot ; — Abbaye, p. 566, n. 2.

LA CROIX-AUX-MINES ; V., St-Dié, Fraize ; p. 278.

LA FERTÉ-SUR-AMANCE ; Hte-Marne, Langres, ch.-l. cant. — Seigneurs ; p. 408 et n. 4.

LA FOSSE, comm. Etival ; V., St-Dié, Raon-l'Etape ; p. 295, n. 4 ; 346, n. 4 ; 354, n. 2.

LAIMONT ; M., Bar-le-Duc, Revigny ; p. 334, n. 4.

LALGEUF ; M. M., Nancy, Vézelize ; p. 696, n. 9.

LA MADELEINE (Collégiale), voir VERDUN.
LAMEREY, comm. Madonne-et-Lamerey ; V., Mirecourt, Dompaire ; p. 390, n. 2 et 9.

LANDAVILLE ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 387, n. 5 ; 388 ; 389, n. 1.

LANDÉCOURT ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 297, n. 2 ; 503 et n. 2 ; 737, n. 2.

LANEUVEVILLE-LÈS-RAON ; V., St-Dié, Raon-l'Etape ; p. 344, n. 2 ; 351, n. 4.

LA NEUVEVILLE-SOUS-CHATENOIS ; V., Neufchâteau, Châtenois ; p. 408, n. 1.

LA NEUVEVILLE-SOUS-MONTFORT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 408, n. 1.

Langenaccher ; non identifié, probablement voisin de Kerpen ; Pr. rh., Collogne, Bergheim ; p. 48, n. 8.

LANGRES ; Hte-Marne, ch.-l. arr. — Évêché ; p. 566, n. 2.

LA PÊCHERIE, comm. St-Dié ; V., ch.-l. arr. ; p. 296, n. 2.

LA RONXE ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 494 ; 498, n. 1.

LA SALLE ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 344, n. 2.

LAUMESFELD ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 247, n. 1 ; 248, n. 5 ; 251 ; 262 ; 263 ; 451, n. 2 ; 666, n. 4 ;

LÉGÉVILLE-ET-BONFAYS ; V., Mirecourt, Dompaire, p. 696, n. 4.

LELLIG, comm. Manternach ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 518, n. 3.

LE MÉNIL, comm. Etival ; V., St-Dié, Raon-l'Etape ; p. 252, n. 4 ; 346, n. 1 et 4 ; 354, n. 2.

LÉMESTROFF, comm. Oudrenne ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113, n. 3.

LENONCOURT ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 694, n. 3 et 4.

LE ROULIER ; V., Epinal, Bruyères. — Voir Vaudicourt (Ban de).

LES FONTENELLES, comm. Bains-les-Bains ; V., Epinal, ch.-l. cant. ; p. 695, n. 4 ; 697, n. 3.

LES MESNILS ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson ; p. 234 ; 235, n. 1.

LES VALLOIS ; V., Mirecourt, Darney ; p. 696, n. 4.

- LEUDELANGE ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Esch-sur-Alzette ; p. 84 ; 96.
- LE VILLER, comm. St-Dié ; V., ch.-l. arr. ; p. 296, n. 2.
- LE VIVIER, comm. Etival ; V., St-Dié. Raon-l'Etape ; p. 346, n. 4.
- Lewanna (Terra de) ; sans doute lieu-dit sur le territoire de Lenoncourt ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 694.
- LEZEY ; Mos., Château-Salins, Vic-sur-Seille ; p. 372, n. 1 ; 555, n. 1 ; 598, n. 4 ; 626, n. 3 ; 667, n. 3 ; 708, n. 2.
- LIBDO, comm. Toul ; M. M., ch.-l. arr. ; p. 412, n. 1.
- Liberici* (ou *Liherici*) ; non identifié ; p. 390, n. 2 et 7.
- LIBIN ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- LICHTENBERG ; B.-R., Saverne, La Petite-Pierre. — Comtes de Hanau-Lichtenberg ; p. 466.
- LIÈGE ; Belgique, ch.-l. prov. ; p. 17, n. 3 ; 47 ; 79. — Eglise cathédrale St-Lambert ; p. 175 ; 369, n. 7 ; 608, n. 2 ; 674, n. 2.
- LIÈPVRE ; H.-R., Ribeaupvillé, Ste-Marie-aux-Mines ; p. 165, n. 3.
- LIFFOL-LE-GRAND ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 399, n. 2.
- LIGNÉVILLE ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 379, n. 4.
- Liherici* (ou *Liberici*) ; non identifié ; p. 390, n. 2 et 7.
- LIND ; Pr. rh., Coblenze, Adenau ; p. 48, n. 2.
- Linguini* ; non identifié, entre la Meuse et le Lek ; p. 48, n. 9.
- LINNICH ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Juiliers ; p. 48, n. 8.
- LINTGEN ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Mersch ; p. 527, n. 1 ; 541, n. 4 ; 575.
- LINY-DEVANT-DUN ; M., Montmédy, Dun-sur-Meuse ; p. 251 ; 262 ; 263.
- LIOCOURT ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 562, n. 6.
- LION-DEVANT-DUN ; M., Montmédy, Dun ; p. 698, n. 10.
- LIRONCOURT ; V., Neufchâteau, Lamarche ; p. 149, n. 1 ; 701, n. 3.
- Lizze* ; non identifié, probablement dans la région de Villance ; Belgique, Luxembourg ; Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- LOBBES ; Belgique, Hainaut, Thuin. — * Abbaye ; p. 606, n. 2.
- LÖF ; Pr. rh., Coblenze, Mayen ; p. 527, n. 1 ; 530 ; 531 ; 534, n. 3 ; 539, n. 1 ; 542, n. 3 ; 544, n. 2 ; 578.
- LOISON ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 176.
- LONCIN ; Belgique, prov. et arr. Liège ; p. 17, n. 3.
- LONGCHAMP ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 154, n. 1 ; 155, n. 2 ; 156, n. 1.
- LONGEAUX, comm. Amel ; M., Montmédy, Spincourt ; p. 329 et n. 4.
- LONGEVILLE ; M., arr. et cant. Bar-le-Duc ; p. 235, n. 1 ; 334, n. 4.
- LONGEVILLE-LÈS-CHEMINOT, comm. Cheminot ; Mos., Metz, Verny ; p. 234.
- LONGUICH ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 527, n. 1 ; 531 ; 542, n. 1 ; 550, n. 3 ; 576 ; 584, n. 4.
- LONGVILLY ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 47, n. 8.
- LONGWY ; M. M., Briey, ch.-l. cant. — Comtes ; p. 251, n. 5 ; 259.
- LORENTZEN ; B.-R., Saverne, Sarre-Union ; p. 476, n. 2.
- LOROMONTZEY ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 347, n. 2.
- LÖRSCH ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 1 ; 542, n. 1 ; 576.
- LORSCHIED ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 1 ; 546, n. 1 ; 576.
- LOSHEIM ; Pr. rh., Trèves, Wadern-Merzig ; p. 113 ; 124, n. 2 ; 126 ; 127 ; 132, n. 2 ; 542, n. 5 ; 544 ; 549, n. 3 ; 553, n. 2 ; 579 ; 658, n. 2.
- LOUTZVILLER ; Mos., Sarreguemines, Volmunster ; p. 452 ; 471, n. 1 ; 476, n. 2 ; 478-490 ; 615, n. 1 ; 627, n. 5 ; 648, n. 3 ; 666, n. 4 ; 672 ; 675, n. 2.
- LOUVAIN ; Belgique, Brabant, ch.-l. arr. ; p. 64 ; 66, n. 1. — Comtes ; p. 257.

LOYVILLE, comm. Sillegny; Mos., Metz, Verny; p. 438, n. 3; 720, n. 1.

LUCY; Mos., Château-Salins, Delme; p. 562 et n. 5.

LUDELANGE, comm. Tressange; Mos., Thionville, Fontoy; p. 83.

LUDRES; M. M., arr. et cant. Nancy. — Seigneurs; p. 503; 504, n. 1.

LULLANCE, comm. Beuvange; G.-D. Luxembourg; Diekirch, Clervaux; p. 83; 112, n. 3.

LUNÉVILLE; M. M., ch.-l. arr.; p. 502, n. 2; 510, n. 1. — Comtes et sires; p. 344, n. 3; 496 et n. 2; 501, n. 3; 502, n. 2; 504, n. 1; 506, n. 4; 508, n. 3; 739, n. 5.

LUSSE; V., St-Dié, Provenchères; p. 301; 302, n. 1.

LUTTANCE; Mos., Thionville, Metzervisse; p. 112, n. 3.

LUXEM; Pr. rh., Trèves, Wittlich; p. 542, n. 1.

LUXEMBOURG; G.-D. Luxembourg; p. 83; 251, n. 5; 261; 369. — Abbaye Ste-Marie-de-Munster; p. 369. — Comtes; p. 251, n. 5; 369; 512, n. 1; 533, n. 3; 538, n. 2; 539, n. 2; 552, n. 7; 679, n. 1.

LUXHEIM; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Düren; p. 48, n. 8.

MABONPRÉ; Belgique, Luxembourg, Bastogne; p. 47, n. 8; 640 et n. 3; 641 et n. 3.

MADECOURT; V., Mirecourt, Vittel; p. 385 et n. 4; 388 et n. 1; 389 et n. 5; 391, n. 1; 393, n. 2, 3 et 4; 396, n. 1; et 2; 399, n. 2; 403, n. 1; 715, n. 1.

MAGNIÈRES; M. M., Lunéville, Gerbéviller; p. 499, n. 4.

MAHLBERG; Pr. rh., Cologne, Rheinbach; p. 38; 48 et n. 3.

MAIDIÈRES; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson; p. 674, n. 2.

MAIZIÈRES-LES-VIC; Mos., Château-Salins, Vic; p. 183 et n. 4.

MALBERGWEICH; Pr. rh., Trèves, Bitburg; p. 32, n. 2; 47, n. 1; 72; 94, n. 13; 95.

MALLING; Mos., Thionville, Sierck; p. 113, n. 3.

MALSTATT, comm. Sarrebruck; Sarre, ch.-l. cercle; p. 130, n. 1.

MAMER; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Capellen; p. 527, n. 1; 541, n. 4; 543; 549, n. 3; 552, n. 3; 553, 574; 597, n. 3.

MANDERN; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves; p. 527, n. 1 et 3; 542, n. 5; 544; 549, n. 3; 579.

MANDRAY; V., St-Dié, Fraize; p. 294; 295; 296, n. 4; 301; 302; 303; 306; 307; 309; 310; 311; 320.

MANNECOURT, comm. Châtenois; V., Neufchâteau, ch.-l. cant.; p. 695, n. 15.

MANNHEIM; G.-D. Bade, ch.-l. cercle; p. 30; 49; 54.

Mannonocurtis; localité d'identification incertaine, peut-être Mannecourt, commune Châtenois; V., Neufchâteau, ch.-l. cant.; p. 159, n. 2.

MANONCOURT-EN-VERMOIS; M. M., Nancy, St-Nicolas; p. 297, n. 4.

MANTERNACH; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher; p. 527, n. 1; 541, n. 3; 543; 574.

Marcheville; disparu, territoire de Valeroy-le-Sec; V., Mirecourt, Vittel; p. 697, n. 1.

MAREY; V., Neufchâteau, Lamarche; p. 702, n. 4.

MARIEULLES; Mos., Metz, Verny; p. 238, n. 2; 555, n. 1.

MARIMONT-LÈS-BÉNESTROFF; Mos., Château-Salins, Albestroff. — Seigneurs; p. 567, n. 3.

MARMOUTIER; B.-R., Saverne, ch.-l. cant.; p. 685. — Abbaye et abbés; p. 612, n. 3; 613, n. 2; 623 et n. 2; 624, n. 2; 623 et n. 2; 624, n. 2; 634, n. 2; 671, n. 1; 680; 681 et n. 3; 683 et n. 3; 685. — Marche; p. 613, n. 2; 680, n. 3; 681; 685, n. 2 et 3.

MARSAL; Mos., Château-Salins, Vic; p. 292, n. 5; 493, n. 3; 560.

MARTHILLE ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 189, n. 2 ; 233.

MARTINBOIS ; grange de l'abbaye de Beaupré, sur le territoire de Hériménil ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 498 et n. 1 ; 511.

MARZELAY, comm. St-Dié ; V., ch.-l. arr. ; p. 296, n. 2.

Masmelpont ; village disparu qui appartenait au diocèse de Verdun ; p. 252 ; 262 ; 263 et n. 1 et 2 ; 265, n. 1.

MATTECOURT, comm. St-Remy ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 385, n. 4 ; 496, n. 1 ; 498 et n. 3 et 4 ; 511 ; 715, n. 1.

Matten ; le nom de cette localité survit dans celui de Maternerhof, comm. Tarforst ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 2 ; 526, n. 1 ; 539, n. 2.

MATTEKEY ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 2.

MATZEN ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 542, n. 2 ; 578.

MAUCOURT ; M., Verdun, Etain ; p. 249 et n. 6 ; 250, n. 3 ; 251 ; 253 ; 254 ; 262 ; 263.

MAYENCE ; Hesse rhénane, ch.-l. prov. ; p. 49 ; 527, n. 1 ; 53, n. 3 ; 537, n. 3 ; 542, n. 4 ; 544, n. 2 ; 579 et n. 1.

MECHERN ; Sarre, Merzig ; p. 542, n. 5 ; 544 ; 549, n. 3 ; 579.

MECKENHEIM ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 5.

MEDERNACH ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Diekirch ; p. 527, n. 1 et 3 ; 543, n. 1 ; 545, n. 2 ; 547, n. 2 ; 562, n. 5 ; 576.

MEHRING ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 19 ; 22 ; 23 ; 34, n. 2 ; 47, n. 2 ; 61 et n. 1 ; 65 ; 74 ; 75 et n. 3 ; 76 ; 95.

MEISENTHAL ; Mos., Sarreguemines, Bitche ; p. 476, n. 2.

MENCHHOFFEN ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 460 ; 462, n. 1 ; 465, n. 1 ; 729, n. 8.

MÉNIL, comm. Prévocourt ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 560 et n. 1 ; 580.

MÉNIL-EN-XAINTOIS ; V., arr. et cant. Mirecourt ; p. 385 ; 386 ; 388 et n. 1 ; 389 ; 391, n. 1 et 3 ; 392 ; 393, n. 4 ; 394, n. 2 ; 395 et n. 2 et 3 ; 400 ; 401, n. 2 ; 403 ; 404, n. 1 ; 646, n. 3 ; 658, n. 2 ; 711, n. 2.

Meninge ; localité disparue près de Wittlich ; Pr. rh., Trèves, ch.-l. cercle ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 1 ; 544, n. 1 ; 577.

MÉRAUCOURT, comm. Bezonvaux ; M., Verdun, Charny ; p. 251 ; 262 et n. 9 ; 263.

Merbahc ; sans doute lieu-dit dans la région de Hersdorf ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 68, n. 1.

MERSCH ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, ch.-l. cant. ; p. 527, n. 1 ; 541, n. 4 ; 575.

MERSUAY ; Hte-Saône, Vesoul, Port-sur-Saône ; p. 154, n. 1.

MERTERT ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 527, n. 1 ; 537, n. 1 ; 541, n. 3 ; 543 ; 546 ; 550, n. 3 ; 551, n. 2 ; 574.

MERTESDORF ; Pr. rh., gouv. et cercle, Trèves ; p. 539, n. 2.

MERZIG ; Sarre, ch.-l. cercle ; p. 252, n. 2.

METLACH ; Sarre, Merzig ; p. 252, n. 2. — * Abbaye, abbés ; p. 108-138 ; 142 ; 211 ; 264, n. 3 ; 266, n. 1 ; 330, n. 1 ; 331, n. 1 ; 332 ; 599 ; 613 et n. 4 ; 614 et n. 5 ; 618 et n. 2 ; 622 et n. 1 ; 623, n. 2 ; 624 et n. 1 ; 627, n. 1, 4 et 5 ; 628, n. 3 ; 629, n. 1 ; 631, n. 1 ; 632, n. 3 ; 643, n. 1 et 2 ; 644, n. 2 ; 648, n. 4 ; 650, n. 5 ; 653, n. 3 ; 658, n. 2 ; 675, n. 1.

METTERICH ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 542, n. 2 ; 578.

METZ ; Mos., ch.-l. dép. ; p. 84 et n. 4 ; 196 ; 201 ; 225 ; 230 et n. 2 ; 365, n. 1 ; 368 ; 371 ; 398, n. 3 ; 412, n. 2 ; 422, n. 1 ; 425 ; 557, n. 1 ; 562 et n. 2, 666, n. 2 ; 670, n. 2.

Evêché et évêques ; p. 84 ; 85 ; 118, n. 1 ; 131, n. 2 ; 151, n. 1 et 3 ; 168, n. 1 ; 170 et n. 1 ; 174, n. 4 ; 178 ; 181 ; 196 ; 201 ; 204 ; 205 et n. 3 ;

206 et n. 3 ; 210, n. 1 ; 211 ; 215 ; 216 ; 217 ; 219 ; 221 ; 225 ; 234 ; 238 ; 292, n. 5 ; 307, n. 4 ; 365-373 (*passim*) ; 417, n. 4 ; 425 et n. 4 ; 426, n. 2 et 3 ; 452 ; 470 ; 471, n. 5 ; 475 ; 478 ; 479, n. 1, 2 et 4 ; 480 ; 483 ; 490 ; 499, n. 1 et 3 ; 506, n. 4 ; 510, n. 1 ; 562 ; 594 ; 597 ; 608, n. 1 et 2 ; 636 ; 665, n. 1 ; 666, n. 2 ; 668, n. 3 ; 670, n. 2 ; 673, n. 2 ; 680 ; 681 ; 683 et n. 2 ; 694, n. 2.

Chapitre cathédral ; p. 151, n. 1 ; 152, n. 1 ; 153, n. 2 ; 168, n. 1 ; 555, n. 1 ; 608, n. 2.

* Abbaye St-Arnoul (anciennement dénommée des Apôtres) ; p. 151, n. 1 ; 156, n. 2 ; 170, n. 1 ; 184 et n. 2 ; 189, n. 2 ; 192, n. 2 et 3 ; 194, n. 2 ; 225, n. 1 ; 234 ; 235, n. 2 ; 238, n. 2 ; 330, n. 1 ; 368 ; 596, n. 2 ; 599 ; 600, n. 2 ; 658, n. 1 ; 665, n. 1 ; 668, n. 3.

Abbaye St-Clément ; p. 118, n. 1 ; 151, n. 3 ; 368 ; 555, n. 1 ; 670, n. 2.

* Abbaye Ste-Glossinde (anciennement dénommée St-Supplie) ; p. 212 et n. 2 ; 412, n. 2 ; 592 ; 618, n. 1 ; 666, n. 2.

* Abbaye Ste-Marie-aux-Nonnains ; p. 412, n. 2 ; 422-450 ; 599 ; 601 ; 611, n. 3 ; 612, n. 2 ; 614 ; 615, n. 1 ; 619, n. 2 ; 620 ; 627, n. 5 ; 631, n. 1 ; 644, n. 1 ; 645, n. 2 ; 646, n. 1 et 2 ; 649, n. 1, 2 et 4 ; 650, n. 1 ; 653, n. 2 et 3 ; 656 ; 689, n. 1 ; 719.

Abbaye St-Martin-devant-Metz ; p. 557, n. 1 ; 562 et n. 5 ; 651, n. 1 ; 669, n. 2 ; 673, n. 2 ; 675, n. 1.

Abbaye St-Pierre-aux-Nonnains ; p. 130, n. 1 ; 186 ; 412, n. 2 ; 422, n. 1 ; 423, n. 1 ; 425, n. 4.

Abbaye St-Symphorien ; p. 182 ; 557, n. 1.

Abbaye St-Vincent ; p. 368 ; 629, n. 3 ; 646, n. 3 ; 670, n. 1.

* Collégiale St-Sauveur ; p. 365-373 ; 707.

Commanderie des Hospitaliers ; p. 412.

Comtes épiscopaux ; p. 369 ; 450 et n. 2 ; 451 ; 459 ; 460 ; 469 ; 470 ; 473 ; 492, n. 1 ; 504, n. 2 ; 739, n. 3. MIRECOURT ; V., ch.-l. cant. ; p. 389 ; 410 ; 696, n. 8.

MITLOSHEIM ; Pr. rh., Trèves, Wadern-Merzig ; p. 542, n. 5.

MOGEVILLE ; M., Verdun, Etain ; p. 249, n. 6.

MOIREY ; M., Montmédy, Damvillers ; p. 107, n. 1.

MOIVRONS ; M. M., Nancy, Nomeny ; p. 555, n. 1.

Momoniscurtis ; localité d'identification incertaine située dans la région de Xures ; M. M., Lunéville, Arracourt ; p. 694, n. 2.

MONCEL-LÈS-LUNÉVILLE ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 492, n. 1 ; 496 et n. 2 ; 499, n. 3 ; 501, n. 3 ; 502, n. 2 ; 503 ; 508 ; 511, n. 2 ; 739, n. 4.

MONCOURT ; Mos., Château-Salins, Vic ; p. 694, n. 2.

MONDORF-LES BAINS ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, Remich ; p. 576, n. 4.

Monemensis (Ecclesia) ; église dépendant anciennement de l'abbaye de Moyenmoutier et non identifiée ; p. 279, n. 2.

MONNEREN ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113, n. 3 ; 122, n. 1.

MON REPOS, ferme, comm. La Bourgonce ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 350, n. 4.

MONTIGNY-LES-METZ ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 84 et n. 4 ; 307, n. 4.

MONTIGNY-SUR-CHIERS ; M. M., Briey, Longuyon ; p. 62 ; 63 ; 84 et n. 4 ; 85 et n. 4 ; 602, n. 1 ; 642, n. 2 ; 658, n. 2.

Montreuil ; détruit près de Bayon ; M. M., Lunéville, ch.-l. cant. — Seigneurs ; p. 496, n. 2 ; 501, n. 3 ; 508, n. 3.

MONTREUX ; M. M., Lunéville, Blâmont ; p. 347 ; 350, n. 3.

MONT-ST-MARTIN, ferme, comm. Quincy ; M., arr. et cant. Montmédy ; p. 178, n. 1.

Morgney ; disparu, territoire de Bouze-
mont ; V., Mirecourt, Dompierre ; p. 694, n. 6.

- MORIMOND, comm. Fresnoy ; Hte-Marne, Langres, Montigny-le-Roi. — Abbaye ; p. 492, n. 1.
- Morillummasnil* ; alleu sur lequel l'abbaye de Beaupré édifia la grange de Champel, comm. Jolivet ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 501, n. 1.
- MORIVILLE ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 297, n. 1 ; 694, n. 6.
- MORIVILLER ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 300 et n. 2 ; 494 ; 498, n. 1.
- MORIZÉCOURT ; V., Neufchâteau, Lamarche ; p. 696, n. 8.
- MORTAGNE, comm. Mont-sur-Meurthe ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 502, n. 2.
- MORVILLE-LÈS-VIC ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 232.
- MORVILLE-SUR-NIED ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 88 ; 129, n. 2 ; 151, n. 1 ; 184 et n. 2 et 8 ; 188 ; 192, n. 2 ; 225-239 ; 596 et n. 1 et 3 ; 597, n. 1 ; 600, n. 2 ; 627, n. 2 et 5 ; 628, n. 3 et 5 ; 634, n. 3 ; 642 et n. 2 ; 643, n. 1 ; 654, n. 5.
- MORVILLE-SUR-SEILLE ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson ; p. 88 ; 232 et n. 5 ; 234 ; 235, n. 1 et 2 ; 658, n. 1. — Seigneurs ; p. 235, n. 2.
- MÖRZ ; Pr. rh., Coblenze, Mayen ; p. 542, n. 3.
- MOSELSÜRSCH ; Pr. rh., Coblenze, Mayen ; p. 542, n. 3.
- MÖTSCH ; Pr. rh., Trèves, Bitlurg ; p. 28 ; 47, n. 1 ; 95.
- MOUACOURT ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 694, n. 2.
- MOULINS-LES-METZ ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 557, n. 1.
- MOUSSON ; M. M., Nancy, Pont-à-Mousson. — Châtelains ; p. 235, n. 2.
- MOUTERHOUSE ; Mos., Sarreguemines, Bitche ; p. 476, n. 2.
- MOUTFORT, comm. Contern ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 ; 541, n. 3 ; 543 ; 550, n. 1 ; 553 ; 574.
- MOUZON ; Ardennes, Sedan, ch.-l. cant. ; p. 66, n. 1 ; 84, n. 4.
- MOYÉMONT ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 289, n. 3 ; 290, n. 1 ; 296 ; 297 et n. 2 ; 298 et n. 3 ; 300 et n. 2 ; 311 ; 312 et n. 3 ; 313 ; 322 ; 638, n. 1.
- MOYEN ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 503 ; 507 ; 508 ; 511, n. 2 et 4 ; 738, n. 5.
- MOYENMOUTIER ; V., St-Dié, Senones. — Abbaye ; p. 170, n. 1 ; 269, n. 1 ; 272 ; 273 et n. 1 et 4 ; 274 et n. 1 ; 275 et n. 2 et 3 ; 276, n. 1 ; 277, n. 1 ; 278, n. 2 ; 279 et n. 1 et 2 ; 280, n. 1 et 2 ; 283 ; 285, n. 1 ; 304 ; 341 et n. 2 ; 344 et n. 1 et 3 ; 350 et n. 4 ; 353 ; 355.
- MOYENVIC ; Mos., Château-Salins, Vic ; p. 85 ; 86 ; 294, n. 3 ; 298 et n. 2 ; 299 ; 312 ; 322 ; 372, n. 1 ; 373 ; 708, n. 3.
- Muczi* ; localité non identifiée, proche de Villance ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.
- MUDSCHEID ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 48, n. 2.
- MULHAUSEN ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 458 ; 459, n. 1 ; 727, n. 10.
- MÜLHEIM a. MOSEL ; Pr. rh., Trèves, Bernkastel ; p. 131, n. 2.
- MÜNCHHAUSEN, comm. Adendorf ; Pr. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 43 ; 48, n. 5.
- Münchinhard* ; village disparu, proche de Vahl-les-Bénestroff ; Mos., Château-Salins, Albestroff ; p. 113, n. 4.
- MÜNCHWEIER ; G.-D. Bade, Fribourg ; p. 679, n. 5 ; 683, n. 4 ; 685, n. 1.
- Mundelar* ; probablement Monneren ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113, n. 3.
- MUNSTER ; H.-R., Colmar, ch.-l. cant. ; p. 166, n. 1.
- MÜNSTERAPPEL ; Pal. bav., Kirchheimbolanden ; p. 537, n. 3 ; 544, n. 2. — Prieuré ; p. 537, n. 1.
- MÜNSTEREIFEL ; P. rh., Cologne, Rheinbach ; p. 21, n. 1 et 2 ; 22 et n. 2 ; 30 ; 39 ; 44 ; 45 ; 48 et n. 1 et 3 ; 49, n. 3 ; 51 ; 52 ; 53, n. 4 ; 684, n. 1.
- MYLLENDONK, comm. Korschenbroich ; Pr. rh., Düsseldorf, Gladbach, p. 4.

- N**AGLAINCOURT, comm. Dompaire ; V., Mirecourt, ch.-l. cant. ; p. 695, n. 9.
- NAMUR ; Belgique, ch.-l. prov. — Comtes ; p. 259, 512 ; n. 1.
- NANCY ; M. M., ch.-l. dép. ; p. 501, n. 3.
- NASTÄTTEN ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, St-Goarshausen ; p. 28, n. 3 ; 49, n. 1.
- NATTENHEIM ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 47, n. 1.
- NAURATH ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 534, n. 4 ; 542, n. 1 ; 545, n. 1 ; 577.
- NECKARAU, comm. Mannheim ; G.-D. Bade, ch.-l. cercle ; p. 37 ; 49, n. 2 ; 55 ; 98 ; 658, n. 2.
- NEUBOURG, comm. Dauendorf ; B.-R., arr. et cant. Haguenau. — Abbaye ; p. 466 et n. 3.
- NEUFCHATEAU ; V., ch.-l. arr. ; p. 385, n. 3 ; 387 ; 388 et n. 4.
- NEUMÜNSTER ; Pr. rh., Trèves, Ottweiler. — Abbaye ; p. 206, n. 3.
- NEUNHOFFEN, comm. Dambach ; B.-R., Haguenau, Niederbronn-les-Bains ; p. 476, n. 2.
- NEUVILLE, comm. Champneuve ; M., Verdun, Charny. — Eglise ; p. 250, n. 3.
- NEUVILLER-SUR-MOSELLE ; M. M., Nancy, Haroué. — Seigneurs ; p. 501, n. 1.
- NIEDERBACHEM ; Pr. rh., Cologne, Bonn ; p. 48, n. 5 ; 65, n. 2. — Eglise ; p. 70
- NIEDERDONVEN, comm. Flaxweiler ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 543, n. 1 ; 547 et n. 1 ; 576.
- NIEDEREHE ; Pr. rh., Trèves, Daun ; p. 523, n. 1 ; 542, n. 2 ; 578.
- NIEDEREMMEL ; Pr. rh., Trèves, Bernkastel ; p. 536, n. 1 ; 539, n. 2 ; 542, n. 1.
- NIEDERHERSDORF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2.
- NIEDERHILBERSHEIM ; Hesse rhénane, Bingen ; p. 542, n. 4.
- NIEDERLOSHEIM ; Pr. rh., Trèves, Wadern-Merzig ; p. 542, n. 5.
- NIEDERMENNIG ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 113, n. 9.
- NIEDERMODERN ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 455, n. 3.
- NIEDERSTEDDEM ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 2 ; 577.
- NIEDERSTEINBACH ; B.-R., arr. et cant. Wissembourg ; p. 476, n. 2.
- NIEDERWEILER ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 32.
- Nitersdorf ; non identifié, voisin de Tünsdorf ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.
- NIXÉVILLE ; M., Verdun, Souilly ; p. 249, n. 4.
- NOCHERN ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, St-Goarshausen ; p. 49, n. 1.
- NOHN ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.
- NOMENY ; M. M., Nancy, ch.-l. cant. ; p. 234 et n. 3.
- NOMPATELIZE ; V., St-Dié, Raon-l'Etape ; p. 343 ; 344, n. 2.
- NONCOURT ; V., arr. et cant. Neufchâteau ; p. 385 et n. 3 ; 386 ; 387 et n. 5 ; 388 et n. 1 et 4 ; 391, n. 1 et 3 ; 392 et n. 1 ; 393, n. 2 ; 394 et n. 2 ; 395 et n. 3 ; 396, n. 2 ; 399, n. 2 ; 402, n. 1 ; 403 et n. 4 ; 646, n. 1 ; 650, n. 3 ; 713, n. 2.
- NONHICNY ; M. M., Lunéville, Blâmont ; p. 347.
- NONZEVILLE ; V., Epinal, Bruyères ; p. 702, n. 3.
- NORROY-LE-VENEUR ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 629, n. 3.
- NOSPELT, comm. Kehlen ; G.-D. Luxembourg, Luxembourg, Capellen ; p. 541, n. 4 ; 543, n. 1 ; 547 et n. 2 et 3 ; 548 et n. 2 ; 549, n. 3 ; 575 ; 576.
- NOSSONCOURT ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 356.
- NÖTHEN ; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Schleiden ; p. 37 et n. 6 ; 48, n. 1 ; 95, n. 1.
- NOVILLE-LÈS-BASTOGNE ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 47, n. 8.
- NÜRBURG ; Pr. rh., Coblenze, Adenau ; p. 451, n. 3 ; 732, n. 4.

OBERDONVEN, comm. Flaxweiler ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 543, n. 1 ; 547 et n. 1 ; 576.

OBEREMMEL ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 523 ; 527, n. 1 et 3 ; 539, n. 2 ; 542, n. 5 ; 544 : 550, n. 5 ; 579.

OBERFELL ; Pr. rh., Coblenz, St-Goar ; p. 542, n. 3.

OBERHERSDORF ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2.

OBERHILBERSHEIM ; Hesse rhénane, Oppenheim ; p. 542, n. 4.

OBERHOF ; nom d'une seigneurie sur le territoire de Bischholtz ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 458 ; 459, n. 1 ; 727, n. 9.

OBERMENNIG, comm. Krettnach-Obermennig ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 113, n. 9.

OBERMODERN ; B.-R., Saverne, Bouxwiller ; p. 451 ; 452 ; 455 et n. 3 ; 456 ; 460 ; 461 et n. 1, 2 et 4 ; 462 et n. 1, 2 et 3 ; 463 et n. 1, 2 et 3 ; 464 et n. 2 et 3 ; 465, n. 1 ; 481 ; 489 ; 490, n. 1 ; 613, n. 1 ; 627, n. 4 ; 638, n. 1 ; 669, n. 1 ; 725 ; 728, n. 3 ; 729, n. 7.

OBERNEISEN ; Hesse-Nassau ; Wiesbaden, Unterlahn ; p. 49, n. 1.

OBERSTEDER ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 2 ; 571.

OBERWEILER ; Pr. rh., Trèves, Bitburg ; p. 32.

OBERWINTER ; Pr. rh., Coblenz, Ahrweiler ; p. 48, n. 5.

OBRECK ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 183 et n. 6 ; 185 et n. 1.

OCKENHEIM ; Hesse rhénane, Bingen ; p. 49, n. 2.

ODENBACH ; Pal. bav., Kusel ; p. 47, n. 3.

ODEREN ; H.-R., Thann, St-Amarin ; p. 154, n. 1.

Oea ; probablement Niederehe ; Pr. rh., Trèves, Daun ; p. 523, n. 1.

OERMINGEN ; B.-R., Saverne, Sarre-Union ; p. 476, n. 2.

OFFROICOURT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 389, n. 4 ; 702, n. 5.

OFFWILLER ; B.-R., Haguenau, Niederbronn-les-Bains ; p. 451 ; 452 ; 455 ; 456 ; 457 et n. 2 ; 458 ; 459 et n. 1 ; 460 et n. 2 ; 461 ; 462 et n. 3 et 4 ; 463 et n. 2 et 3 ; 464 et n. 2 et 3 ; 465, n. 1 ; 466 et n. 1 ; 481 ; 489 ; 490, n. 1 ; 613, n. 1 ; 638, n. 1 ; 658, n. 3 ; 667, n. 1 ; 725 ; 726, n. 1.

OLDENZAAL ; Pays-Bas, Overijssel ; p. 48, n. 9.

OLINGEN ; comm. Betzdorf ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 527, n. 1 et 3 ; 543, n. 1 ; 545, n. 3 ; 547, n. 1 ; 575.

OLK ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 2 ; 544 ; 546, n. 1 ; 549, n. 3 ; 577 et n. 4.

OLKENBACH ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 542, n. 2.

Olmes ; non identifié ; cette localité devait se trouver dans la région de Prévocourt ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 560.

OLZEY, ferme, comm. Flin ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 498 et n. 1 ; 511 et n. 2 et 4.

OLZHEIM ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 79, n. 1.

ONCOURT ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 385, n. 3 ; 390 et n. 4 ; 399, n. 2.

OOS ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 79 et n. 2.

OP-HASSELT ; Belgique, Flandre orientale, Alost ; p. 248 ; 251 ; 256, n. 1 et 5 ; 262 et n. 6 ; 263.

Orceval ; disparu, territoire de Verny ; Mos., Metz, ch.-l. cant. ; p. 425, n. 4 ; 426 et n. 2 et 5 ; 427 ; 429 et n. 1 ; 430 ; 431 et n. 1 ; 432, n. 2 ; 437, n. 1 ; 439 et n. 4 ; 440 ; 444 ; 445 ; 612, n. 2 ; 646, n. 2 ; 721, n. 1.

ORIOCOURT ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 528, n. 2 ; 560 ; 561 ; 563, n. 2 ; 565 ; 566 ; 580.

ORMESHEIM ; Pal. bav., Deux-Ponts ; p. 130, n. 2.

ORMONT ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 79, n. 1.

ORNES ; M., Verdun, Charny ; p. 130 ; 131 ; 134.
 ORON ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 89.
 ORTONCOURT ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 297 ; 322.
Orvillaris ; localité non identifiée qui devait se trouver dans la région d'Ofroicourt ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 390, n. 7.
 OSPERN, comm. Redange ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, ch.-l. cant. ; p. 527, n. 1 ; 534, n. 1 ; 541, n. 4.
 OSTHOFEN ; Hesse rhénane, Worms ; p. 208, n. 2.
Otbalcampus ; peut-être localité non identifiée ou plus vraisemblablement nom de lieu-dit, sur le territoire d'Aboncourt ; M. M., Toul, Colombey ; p. 695 et n. 2.
 OUDRENNE ; Mos., Thionville, Metzervisse ; p. 113 ; 120 ; 124, n. 2 ; 630, n. 1. — Eglise ; 112 ; 113, n. 3 ; 122 et n. 1 ; 125 ; 126.
 OULX ; Italie, Turin, Suse. — * Eglise St-Laurent ; p. 592, n. 5.
 OVERATH ; Pr. rh., Cologne, Mülheim-am-Rhein ; p. 48, n. 6.

PACHTEN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 731, n. 6.

PAROIS ; M., Verdun, Clermont-en-Argonne ; p. 251 ; 256, n. 1 ; 261 ; 263 ; 265, n. 1 ; 266, n. 5.
 PARROY ; M. M., arr. et cant. Lunéville. — Seigneurs ; 359, n. 2 ; 382, n. 4 ; 495, n. 2 ; 499, n. 1 ; 500, n. 1.
 PARTENHEIM ; Hesse rhénane, Oppenheim ; p. 206, n. 3.
 PASSAU ; Basse-Bavière, ch.-l. cercle. — Evêché ; p. 150, n. 3.
Pessincourt, disparu, comm. Einville ; M. M., arr. et cant. Lunéville ; p. 376 ; 382 et n. 4 ; 399, n. 2.
 PETITE-HETTANGE, comm. Malling ; Mos., Thionville, Sierck ; p. 113, n. 3.
 PEXONNE ; M. M., Lunéville, Badonviller ; p. 347.

PFEDDERSHEIM ; Hesse rhénane, Worms ; p. 196-225. — Eglise paroissiale Ste-Marie ; p. 203 ; 204 ; 205 ; 207 ; 208. — Prieuré ; p. 205 ; 206 et n. 2 et 4 ; 207 ; 208 ; 221 et n. 1.
 PIERREFITTE ; V., Mirecourt, Darney ; p. 695, n. 13 ; 699, n. 5.
 PIERREVILLE ; M. M., Nancy, Vézelize ; p. 379, n. 4 ; 390 et n. 6.
Pilla ; localité non identifiée voisine d'Everlange, comm. Useldange ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Redange ; p. 534, n. 1 ; 541, n. 4.
 PIRMASENS ; Pal. bav., ch.-l. cercle ; p. 476, n. 2.
 PLATEN, comm. Bettborn ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Redange ; p. 534, n. 1 ; 541, n. 4.
 PÖLICH ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 2 ; 527, n. 1 ; 542, n. 1 ; 577.
 PONT-LES-BONFAYS ; V., Mirecourt, Darney ; p. 389, n. 7 ; 695, n. 10.
 PONT-ST-VINCENT ; M. M., arr. et cant. Nancy. — Prieuré ; p. 646, n. 3.
 POURNOY-LA-CHÊTIVE ; Mos., Metz, Verney ; p. 151, n. 1 ; 426, n. 1.
 POURNOY-LA-GRASSE ; Mos., Metz, Verney ; p. 425 ; 426 et n. 1 et 5 ; 427 ; 429 et n. 1 ; 430 ; 431 et n. 1 ; 432, n. 1 et 2 ; 437, n. 1 ; 439 et n. 4 ; 440 ; 441 et n. 2, 3 et 4 ; 444 ; 445 ; 612, n. 2 ; 646, n. 1 ; 653, n. 2 ; 720, n. 2.
 PRATZ, comm. Bettborn ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Redange ; p. 526, n. 3.
 PRÉVOCOURT ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 560 et n. 1 ; 580.
 PROVENCHÈRES-SUR-FAVE ; V., St-Dié, ch.-l. cant. ; p. 294 ; 295 ; 301 ; 306 ; 307 ; 310 ; 311 ; 315, n. 2 ; 320.
 PRÜM ; Pr. rh., Trèves, ch.-l. cercle. — * Abbaye ; p. 3-98 ; 114, n. 2 ; 115 ; 121, n. 3 ; 124 ; 134 ; 136, n. 2 ; 142 ; 151, n. 1 ; 153, n. 2 ; 263 ; 265 et n. 2 ; 266 et n. 1 ; 486, n. 3 ; 533 ; 539, n. 2 ; 543 ; 590 et n. 3 et 4 ; 592 ; 598 et n. 2 et 3 ; 601, n. 1, 3 et 4 ; 602, n. 1

- 603, n. 2 ; 605 ; 606 ; 611 ; 612 ; 613 ; 614 et n. 4 ; 616 ; 617 et n. 6 ; 620, n. 1 ; 621 ; 622 et n. 1 ; 623 et n. 2 ; 625 ; 626 ; 630 ; 632, n. 3 ; 633 ; 635, n. 2 ; 638, n. 2 et 5 ; 639 ; 640 ; 642 ; 644, n. 2 ; 649, n. 4 ; 654, n. 5 ; 658, n. 2 ; 661 ; 684.
- PUTTELANGE-LES-FARSCHVILLER ; Mos., Forbach, Sarralbe ; p. 504, n. 2.
- PUTTIGNY ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 184 et n. 7 ; 185 ; 187.
- PÜTZ ; Pr. rh., Cologne, Bergheim ; p. 48, n. 8.
- PÜTZFELD ; Pr. rh., Coblenze, Adenau ; p. 48, n. 2.
- PUXE ; M. M., Briey, Conflans ; p. 410, n. 2.
- PUZIEUX ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 28 ; 88 ; 89.
- Q**UINCEY ; Hte-Saône, arr. et cant. Vesoul ; p. 154, n. 1.
- QUINCY ; M., arr. et cant. Montmédy ; p. 171-180 ; 181 ; 591, n. 1 ; 595, n. 3 et 4 ; 596, n. 1 ; 627, n. 4 ; 628, n. 4 ; 630, n. 1 ; 643, n. 1 ; 648, n. 4.
- QUINT, comm. Schweich ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 20, n. 3.
- R**AHLING ; Mos., Sarreguemines, Rohrbach ; p. 451 ; 452 ; 455 et n. 2 ; 456 et n. 1 ; 458 ; 462 ; 463 et n. 2 ; 464 et n. 1 et 3 ; 471, n. 1 ; 476, n. 2 ; 478 ; 481 ; 482 ; 489 et n. 1 ; 490, n. 1 ; 627, n. 5 ; 644, n. 3 ; 648, n. 3 ; 725 et n. 3.
- RAINVILLE ; V., Neufchâteau, Châte-nois ; p. 698, n. 9.
- RAMBERVILLERS ; V., Epinal, ch.-l. cant. ; p. 347 ; 417, n. 4 ; 506, n. 4.
- RARÉCOURT ; M., Verdun, Clermont-en-Argonne ; p. 251, n. 1 ; 256, n. 1 ; 259, n. 5.
- REBEUVILLE ; V., arr. et cant. Neufchâteau. — Seigneurs ; p. 408 et n. 2.
- RECH, comm. Ballern ; Sarre, Merzig ; p. 113 ; 126.
- RÉCHICOURT-LA-PETITE ; M. M., Lunéville. Arracourt ; p. 560.
- RECLANCOURT, comm. Chaumont ; Hte-Marne, ch.-l. dép. ; p. 698, n. 5.
- Récourt ; disparu, territoire de Lezey, Mos., Château-Salins, Vic ; p. 372, n. 1 ; 708, n. 2.
- REHAINCOURT ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 296 ; 312, n. 3 ; 322.
- REIMS ; Marne, ch.-l. dép. — Archevêché et archevêques ; p. 157, n. 3 ; 324, n. 3 ; 426, n. 2 ; 701, n. 1. — * Abbaye St-Remy ; p. 62, n. 2 ; 73 et n. 5 ; 632, n. 3 ; 661 ; 665, n. 3.
- REIPERTSWILLER ; B.-R., Saverne, La-Petite-Pierre ; p. 456, n. 2 ; 457 et n. 2 et 5 ; 458, n. 4 ; 460 ; 464, n. 1 ; 726, n. 3.
- RELANGES ; V., Mirecourt, Darney. — Prieuré ; p. 417 et n. 2 ; 420.
- RELÉCOURT, comm. Moriviller ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 494 et n. 3 ; 495 ; 496 ; 498 et n. 1 ; 503, n. 2 ; 509, n. 1 ; 511 et n. 2.
- REME NOVILLE ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 4.
- REMICOURT ; V., arr. et cant. Mirecourt ; p. 389 et n. 4.
- REMICH ; G.-D. Luxembourg, Grevenmacher, ch.-l. cant. ; p. 47, n. 4 ; 51 ; 60 ; 66, n. 1 ; 83 ; 527, n. 1 et 3 ; 534, n. 2 ; 547 et n. 1 ; 576.
- RÉMILLY ; Mos., Metz, Pange ; p. 194, n. 2 ; 233.
- REMIREMONT ; V., ch.-l. arr. ; p. 141, n. 1 ; 154, n. 1 ; 155 ; 156, n. 1 ; 165 ; 277, n. 2 ; 278 ; 374, n. 2. — * Abbaye ; p. 139, n. 2 ; 141-170 ; 295, n. 1 ; 411, n. 2 et 4 ; 591, n. 5 ; 598, n. 4 ; 617, n. 3 ; 618 ; 634, n. 1 ; 635, n. 2 ; 626, n. 3 ; 630 et n. 2 ; 645, n. 3 ; 652, n. 2 ; 662 ; 663, n. 1 et 3 ; 667, n. 3 ; 689, n. 1 ; 693 ; 695, n. 11 et 14 ; 700, n. 5.
- REMOMEIX ; V., arr. et cant. ; p. 289, n. 2.
- REMONCOURT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 154, n. 1 ; 159, n. 1 ; 389, n. 4 ; 697, n. 2 et 5 ; 698, n. 4 ; 699, n. 4.

- REPEL; V., arr. et cant. Mirecourt; p. 405-421; 591, n. 2 et 4; 595, n. 3; 610, n. 1; 645, n. 3; 646, n. 1; 649, n. 4; 655, n. 1; 658, n. 4; 674, n. 1; 695, n. 1.
- RETEL; Mos., Thionville, Sierck. — Abbaye; p. 632, n. 1.
- Rettersdorf; localité détruite, probablement sur l'emplacement de Rolandseck, comm. Oberwinter; Pr. rh., Coblenze, Ahrweiler; p. 48, n. 5; 70.
- REVIN; Ardennes, Rocroi, ch.-l. cant.; p. 79 et n. 4.
- RHEINBACH; Pr. rh., Cologne, ch.-l. cercle; p. 21, n. 2; 48, n. 8; 53, n. 3; 98.
- RHEINGÖNHEIM; Pal. bav., Spire; p. 49, n. 2.
- RIOL; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves; p. 524, n. 2; 542, n. 1; 576.
- RIITTERSDORF; Pr. rh., Trèves, Bitburg; p. 527, n. 1; 542, n. 2; 578.
- RIVAGE; territoire Sablon, ancienne commune aujourd'hui rattachée à la ville de Metz; Mos., ch.-l. dép.; p. 84.
- ROBACHE, comm. St-Dié; V., ch.-l. arr.; p. 294; 295 et n. 4 et 5; 296; 303; 306, n. 1; 307; 315, n. 2; 320.
- RODALBE; Mos., Château-Salins, Albestroff; p. 113, n. 5.
- RODEN, comm. Sarrelouis; ch.-l. cercle; p. 113 et n. 5; 114, n. 6; 117; 119 et n. 3; 121 et n. 4; 125; 653, n. 3.
- ROBERT, comm. Münstereifel; Pr. rh., Cologne, Rheinbach; p. 48, n. 3.
- ROHR; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Schleiden; p. 48, n. 3.
- ROLANDSECK, comm. Oberwinter; Pr. rh., Coblenze, Ahrweiler; p. 48, n. 5.
- ROMMERSHEIM; Pr. rh., Trèves, Prüm; p. 9; 46, n. 2; 57, n. 2; 94.
- ROMONT; V., Epinal, Rambervillers; p. 694, n. 6.
- RÖSRATH; Pr. rh., Cologne, Mülheim-am-Rhein; p. 48, n. 6.
- ROTHBACH; B.-R., Haguenau, Niederbronn-les-Bains; p. 457 et n. 2 et 5; 458; 459, n. 1; 460; 462, n. 3 et 4; 466 et n. 2 et 3; 727, n. 1.
- ROUVRES-EN-XAINTOIS; V., arr. et cant. Mirecourt; p. 385; 386; 387, n. 5; 388 et n. 1; 389; 390, n. 8; 391, n. 1; 393, n. 4; 394, n. 2; 395 et n. 2; 400; 402, n. 1; 713, n. 1; 716, n. 3.
- ROVILLE-AUX-CHÊNES; V., Epinal, Rambervillers; p. 356.
- ROZELIEURES; M. M., Lunéville, Bayon; p. 297; 322; 347, n. 4.
- ROZÉRIEULLES; Mos., Metz, Gorze; p. 557, n. 1.
- RÜBENACH; Pr. rh., gouv. et cercle Coblenze; p. 527, n. 1; 542, n. 3; 579.
- Rucelinifossa; probablement lieu-dit dans la banlieue de Trèves; p. 537, n. 4.
- RUETTE; Belgique, Luxembourg, Virton; p. 84; 85.
- RUGNEY; V., Mirecourt, Charmes; p. 405, n. 1.
- RUSTROFF; Mos., Thionville, Sierck; p. 559, n. 2.
- RUWER-MAXIMIN; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves; p. 539, n. 2.
- S**AARWERDEN ou SARREWERDEN; B.-R., Saverne, Sarre-Union. — Comtes; p. 476, n. 2.
- SABIÉMÉ, comm. Loromontzey; M. M., Lunéville, Gerbéviller; p. 347 et n. 2; 350, n. 1; 358; 359 et n. 2.
- SABLON, ancienne commune aujourd'hui rattachée à Metz; Mos., ch.-l. dép.; p. 84.
- SAINT-AIRY (Abbaye); voir VERDUN.
- SAINT-AMAND (Abbaye); voir VERDUN.
- SAINT-ARNOUL (Abbaye); voir METZ.
- SAINT-AVOLD; Mos., Forbach, ch.-l. cant. — Abbaye; p. 372, n. 1.
- * SAINT-BERTIN (Abbaye), à Saint-Omer; Pas-de-Calais, ch.-l. arr.; p. 486, n. 4; 606, n. 2.
- SAINT-CLÉMENT (Abbaye); voir METZ.
- SAINT-DENIS; Seine, ch.-l. arr. — Abbaye; p. 186, n. 1 et 4; 269, n. 1; 274, n. 3.
- SAINT-DIÉ; V., ch.-l. arr.; 275; 278, 282; 283 et n. 1; 285, n. 1; 287;

- 289, n. 2 ; 293, n. 1 ; 296 et n. 2 ; 304 ; 350, n. 4. — * Abbaye, puis chapitre ; p. 151, n. 2 ; 156 ; 170, n. 1 ; 269-322 ; 344 et n. 1 et 3 ; 345 ; 357, n. 2 et 3 ; 503, n. 3 et 4 ; 507, n. 2 ; 598 ; 607, n. 4 ; 611, n. 1 et 3 ; 613 ; 614 ; 615, n. 1 ; 619, n. 3 ; 628, n. 5 ; 630 ; 636 ; 638, n. 1 ; 655, n. 2 ; 663 ; n. 2.
- SAINT-EMMERAM (Abbaye), à Ratisbonne ; Bavière, Oberpfalz, ch.-l. gouv. ; p. 150, n. 3.
- SAINT-EPVRE ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 555, n. 1.
- SAINT-EUCAIRE ou SAINT-MATHIAS (Abbaye) ; voir TRÈVES.
- SAINT-EVRE (Abbaye) ; voir TOUL.
- SAINT-FIRMIN ; M. M., Nancy, Haroué. — Seigneurs ; p. 408, n. 7.
- SAINT-GENGOUL (Collégiale) ; voir TOUL.
- SAINT-GERMAIN ; M. M., Lunéville, Bayon. — Seigneurs ; p. 359 et n. 2 ; 360 et n. 1 et 2 ; 499, n. 3 et 4.
- * SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS (Abbaye), à Paris ; p. 22, n. 3 ; 62, n. 1 ; 67 et n. 1 ; 73, n. 5 ; 142 ; 590, n. 2 ; 592, n. 5 ; 593 et n. 6 ; 602 ; 617 ; 621, n. 3 ; 626 ; 639 ; 661.
- SAINT-GOAR ; Pr. rh., Coblenze, ch.-l. cercle ; p. 54 ; 78 et n. 3 ; 81. — Prieuré ; p. 54, n. 1 ; 55 et n. 1 ; 56 et n. 3 et 4 ; 57 ; 65 ; 81 ; 590, n. 3 ; 617 et n. 6.
- SAINT-JURE ; Mos., Metz, Verny ; p. 426 et n. 3 ; 427 ; 431 ; 432, n. 2 ; 437 et n. 1 ; 438 ; 439 ; 440 et n. 3 ; 441 et n. 1 ; 442 ; 445 et n. 4 ; 446 ; 447 et n. 1 et 2 ; 448 ; 449 et n. 1 et 3 ; 646, n. 1 ; 721, n. 2.
- SAINT-LÉON (Abbaye) ; voir TOUL.
- SAINT-MARTIN-DE-GLANDIÈRES (Abbaye), à Longeville-les-St-Avold ; Mos., Boulay, Faulquemont ; p. 151, n. 1 et 3 ; 168, n. 1.
- SAINT-MARTIN-DEVANT-METZ (Abbaye) ; voir METZ.
- SAINT-MATHIAS ou SAINT-EUCAIRE (Abbaye) ; voir TRÈVES.
- SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS ; Seine, Sceaux, ch.-l. cant. — * Abbaye ; p. 67, n. 1 ; 621, n. 3.
- SAINT-MAXIMIN (Abbaye) ; voir TRÈVES.
- SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 343 ; 344, n. 2 ; 346 et n. 1 ; 349, n. 3 ; 351 ; 354, n. 2.
- SAINT-MIHIEL ; M., Commercy, ch.-l. cant. ; p. 252. — Abbaye ; p. 192, n. 3 ; 253, n. 1 ; 557, n. 1 ; 608, n. 1 ; 672, n. 1.
- SAINT-NICOLAS-DU-PORT ; M. M., Nancy, ch.-l. cant. ; p. 297, n. 4 ; 638, n. 5.
- SAINT-PANCRÉ ; M. M., Briey, Longuyon ; p. 85 et n. 4.
- SAINT-PAUL ; V., Neufchâteau, Châtenois ; p. 695, n. 12.
- SAINT-PAUL (Abbaye) ; voir VERDUN.
- SAINT-PIERRE-AUX-NONNAINS (Abbaye) ; voir METZ.
- SAINT-QUENTIN ; Aisne, ch.-l. arr. ; p. 175.
- SAINT-QUIRIN ; Mos., Sarrebourg, Lorquin ; p. 613, n. 2 ; 671, n. 1 ; 674, n. 2 ; 680 et n. 3 ; 681 et n. 3 et 5 ; 682 ; 683 et n. 3 ; 685 et n. 3. — Prieuré ; p. 681, n. 3.
- SAINT-REMIMONT ; M. M., Nancy, Haroué. — Eglise ; p. 300 et n. 2.
- SAINT-REMY ; M. M., Lunéville, Bayon ; p. 498, n. 3.
- SAINT-REMY ; V., St-Dié, Raon-l'Étape ; p. 343, 344, 349, n. 3. — Seigneurs ; p. 346, n. 2 et 4.
- SAINT-REMY (Abbaye) ; voir REIMS.
- SAINT-RUF, comm. Avignon ; Vaucluse, ch.-l. dép. — Abbaye ; p. 374, n. 2.
- SAINT-SAUVEUR (Collégiale) ; voir METZ.
- SAINT-SUPPLICE (Abbaye) ; voir METZ. — Abbaye Sainte-Glossinde.
- SAINT-SYMPHORIEN (Abbaye) ; voir Metz.
- SAINT-TROND ; Belgique, Limbourg, Has-selt ; p. 608, n. 2. — * Abbaye ; p. 486, n. 4.
- SAINT-VANNE (Abbaye) ; voir VERDUN.
- SAINT-VINCENT (Abbaye) ; voir METZ.
- SAINT-WANDRILLE ; Seine - Inférieure, Yvetot, Caudebec-en-Caux. — Abbaye ; p. 606, n. 2.

- SAINTE-GLOSSINDE (Abbaye); voir METZ.
- SAINTE-HÉLÈNE; V., Epinal, Bruyères;
— Seigneurs; p. 645, n. 3.
- SAINTE-MARGUERITE; V., arr. et cant.
St-Dié; p. 301; 302, n. 1.
- SAINTE-MARIE-AUX-NONNAINS (Abbaye);
voir METZ.
- SAINTE-RUFFINE; Mos., Metz, Gorze;
p. 557, n. 1.
- SAINTS-APÔTRES (Abbaye des); voir METZ.
— Abbaye St-Arnoul.
- SALMROHR; Pr. rh., Trèves, Wittlich;
p. 47, n. 2.
- SALONNES; Mos., arr. et cant. Château-
Salins. — Prieuré; p. 186, n. 3 et 4;
p. 634, n. 4.
- SALZBOURG; Autriche, ch.-l. prov. —
Chapitre cathédral; p. 150, n. 3. —
Abbaye St-Pierre; p. 147, n. 1; 150,
n. 3.
- SAMOGNEUX; M., Verdun, Charny; p.
251; 261 et n. 6; 262, n. 1; 263;
266, n. 5; 654, n. 5.
- SANDRONVILLER, comm. Tonnoy; M. M.,
Nancy, St-Nicolas; p. 347 et n. 3;
358; 359 et n. 2.
- SANRY-SUR-NIED; Mos., Metz, Pange;
p. 366, n. 1.
- SARREBRUCK; Sarre, ch.-l. cercle; p.
129; 130, n. 1.
- SARRELOUIS; Sarre, ch.-l. cercle; p. 451,
n. 5.
- SARRESDORF, comm. Gerolstein; Pr.
rh., Trèves, Daun; p. 26; 46, n. 2; 94.
- SAUER-SCHWABENHEIM; Hesse rhénane,
Bingen; p. 527, n. 1; 531 et n. 2 et 3.
- SAULCY-SUR-MEURTHE; V., arr. et cant.
St-Dié; p. 301; 502, n. 1.
- SAULXURES-SUR-MOSELLOTTE; V., Re-
miremont, ch.-l. cant.; p. 155, n. 2.
- SCANCE (ou ESCANCE); village disparu
de la banlieue immédiate de Verdun,
à l'emplacement des actuels faubourgs
de Glorieux et de Jardin-Fontaine;
p. 249 et n. 4; 250; 256, n. 1; 261
et n. 7; 263; 264, n. 4; 265, n. 1;
266; 608, n. 1; 631, n. 1.
- SCHALKENDORF; B.-R., Saverne, Boux-
willer; p. 460, n. 3; 729, n. 3 et 4.
- SCHANDEL, comm. Useldange; G.-D.
Luxembourg; Diekirch, Redange; p.
534, n. 1; 541, n. 4.
- SCHILLERSDORF; B.-R., Saverne, Boux-
willer; p. 462, n. 1; 728, n. 4.
- SCHLEID; Pr. rh., Trèves, Bitburg; p.
47, n. 1.
- SCHÖNAU; Pr. rh., Cologne, Rheinbach,
p. 48 et n. 3; 97.
- SCHÖNBERG; Pr. rh., Trèves, Bernkastel;
p. 527, n. 1; 542, n. 1; 577.
- SCHUPBACH; Hesse-Nassau, Wiesbaden,
Oberlahn; p. 49, n. 1.
- SCHUTTRANGE; G.-D. Luxembourg, distr.
et cant. Luxembourg; p. 527, n. 1;
541, n. 3; 543; 550, n. 1; 551, n. 6;
552, n. 5; 555, n. 1; 574.
- SCHWABENHEIM; Hesse rhénane, Bingen;
p. 531 et n. 2 et 3; 542, n. 4; 544,
n. 2; 549, n. 3; 579.
- SCHWEBSANGE, comm. Willenstein, G.-D.
Luxembourg, Grevenmacher, Remich;
p. 537, n. 2.
- SCHWEICH; Pr. rh., gouv. et cercle
Trèves; p. 47, n. 2; 57, n. 2; 61; 95.
- SCHWERBACH; Pr. rh., Trèves, Bern-
kastel; p. 118, n. 1.
- Sciveremunt*; non identifié; p. 566, n. 1.
- Sconeberch*; localité disparue qui devait
se trouver dans le voisinage de Stein-
sel; G.-D. Luxembourg, distr. et cant.
Luxembourg; p. 541, n. 4; 549, n. 3;
552, n. 6; 575.
- Scruwal*; sans doute lieu-dit à Lörsch;
Pr. rh., gouv. et cercle Trèves; p.
524, n. 1.
- SECOURT; Mos., Metz, Verny; p. 234
et n. 4; 235, n. 1.
- SEELBERG, maison forestière, comm.
Rothbach; B.-R., Haguenau, Nieder-
bronn-les-Bains; p. 466, n. 2.
- Seelhofen*; disparu, à l'emplacement de
l'actuelle maison forestière de Seel-
berg; p. 466 et n. 3.
- SEFFERN; Pr. rh., Trèves, Bitburg;
p. 32, n. 1; 47, n. 1; 69, n. 1.
- SEFFERWEICH; Pr. rh., Trèves, Bitburg;
p. 32 et n. 1 et 2; 47, n. 1; 72; 94;
95, n. 1.

- SEINSFELD ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 527, n. 1 ; 529 ; 530 ; 542, n. 2 ; 545, n. 3 ; 546, n. 2 ; 578.
- SENONES ; V., arr. St-Dié, ch.-l. cant. — Abbaye ; p. 170, n. 1 ; 369, n. 6 ; 405, n. 1 ; 694, n. 2.
- SENOGES ; V., Mirecourt, Darney ; p. 695, n. 5 ; 696, n. 1 ; 702, n. 8.
- SERANVILLE ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 4.
- SERÉCOURT ; V., Neufchâteau, Lamarche ; p. 696, n. 9 ; 698, n. 12.
- Seseraivilla ; peut-être Seranville (?) ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 499, n. 4.
- SIBERG ; titre d'une famille seigneuriale lorraine qui tire probablement son nom de Siersberg, comm. Rehlingen ; Sarre, Sarrelouis ; p. 503 ; 504, n. 1.
- SIGNY-MONTLIBERT ; Ardennes, Sedan, Carignan ; p. 528, n. 2 ; 558 et n. 1 ; 559 et n. 5 ; 564, n. 2 et 3 ; 566, n. 1 ; 580.
- SILLEGNY ; Mos., Metz, Verny ; p. 423, n. 1 ; 425 et n. 4 ; 426 ; 427 et n. 1 ; 428 ; 432 et n. 2 ; 436 et n. 1 ; 437, n. 1 ; 438 et n. 3 ; 439 ; 440 ; 442 ; 443 et n. 1 et 2 ; 444 et n. 4 ; 445 et n. 2 ; 447 et n. 2 ; 448, n. 1 ; 646, n. 1 ; 719, n. 2 ; 720, n. 1.
- SIMMERN-UNTER-DHAUN ; Pr. rh., Coblenze, Kreuznach ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 4 ; 546, n. 1 ; 579.
- SOISON, comm. Damas-aux-Bois ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 498, n. 3.
- SOMMY, comm. Féy ; Mos., Metz, Verny ; p. 428 et n. 2 et 3 ; 436.
- SORÉE ; Belgique, Namur, Andenne ; p. 251, n. 2.
- SOVERAINCOURT, comm. Lalœuf ; M. M., Nancy, Vézelize ; p. 696, n. 9.
- STAVELOT ; Belgique, Liège, Verviers. — Abbaye ; p. 470, n. 3 ; 512, n. 1 ; 562 et n. 5.
- STEINSEL ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 ; 535, n. 2 ; 541, n. 4 ; 575.
- STRASBOURG ; B.-R., ch.-l. dép. — Evêché ; p. 678, n. 2.
- SURIAUVILLE ; V., Neufchâteau, Bulgnéville ; p. 697, n. 4.
- Svenefuurt* ; localité non identifiée de la région de la Nied ou plus vraisemblablement lieu-dit sur les bords de la Nied ; p. 669, n. 1.
- T**ABEN-RODT ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 527, n. 1 ; 542, n. 5 ; 544 ; 579. — Prieuré ; p. 537, n. 1.
- TAINTRUX ; V., arr. et cant. St-Dié ; p. 294 ; 295 et n. 4 et 5 ; 296 ; 303 ; 306 et n. 1 ; 307 ; 310 ; 311 ; 315, n. 2 ; 320.
- TARFORST ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 524, n. 2 ; 526, n. 1 ; 539, n. 2 ; 540, n. 1 ; 584, n. 1.
- TAVIGNY ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 47, n. 8 ; 51 et n. 3 ; 640 et n. 3 ; 641, n. 2, 3 et 4.
- THIAVILLE ; M. M., Lunéville, Baccarat ; p. 352, n. 3.
- THICOURT ; Mos., Boulay, Faulquemont ; — Eglise ; p. 369. — Seigneurs ; p. 369 ; 425, n. 4 ; 707, n. 5.
- THIONVILLE ; Mos., ch.-l. arr. ; p. 328 ; 451 ; 490 ; 528, n. 2 ; 529 ; 558 ; 560 ; 561 ; 731, n. 3. — Eglise ; p. 566, n. 1.
- THUILLIÈRES ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 149, n. 1 ; 696, n. 3 ; 702, n. 6.
- TILLEUX ; V., arr. et cant. Neufchâteau. — Seigneurs ; p. 408 et n. 5 ; 495, n. 2.
- TINCRY ; Mos., Château-Salins, Delme ; p. 113 ; 117 ; 120 ; 124, n. 2 ; 132, n. 2 ; 528, n. 2 ; 560 ; 561 ; 563, n. 2 ; 565 ; 566 ; 580 ; 628, n. 3.
- TONNOY ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 347, n. 3.
- Tontigny* ; aujourd'hui Beldon, comm. Moriville ; V., Epinal, Châtel-sur-Moselle ; p. 297 et n. 1 ; 322.
- TOTAINVILLE ; V., arr. et cant. Mirecourt ; p. 154, n. 1 ; 160, n. 1 ; 162 ; 698, n. 7 ; 701, n. 9.
- TOUL ; M. M., ch.-l. arr. ; p. 149, n. 1 ; 194 ; 280, n. 1 ; 374, n. 2 ; 389, n. 7 ; 412, n. 1.

Evêché et évêques ; p. 153, n. 2 ; 194, n. 2 ; 258, n. 3 et 4 ; 269-322 (*passim*) ; 339, n. 1 ; 344 ; 345 ; 360, n. 2 ; 374, n. 2 ; 378, n. 1 ; 389, n. 4 ; 408, n. 4 ; 474, n. 1 ; 492, n. 1 ; 495, n. 2 ; 499, n. 4 ; 501, n. 1 ; 502, n. 1 et 2 ; 506, n. 1 ; 507, n. 3 ; 509, n. 1 ; 594 ; 630, n. 1 ; 635, n. 1 ; 637, n. 1 ; 646, n. 3 ; 694, n. 6.

Chapitre cathédral ; p. 153, n. 2 ; 280, n. 1.

Abbaye St-Evre ; p. 151, n. 1 ; 194, n. 2.

Abbaye St-Léon ; p. 374, n. 2 ; 378, n. 1.

Collégiale St-Gengoul ; p. 389, n. 7 ; 637, n. 1 ; 694, n. 6.

TRAGNY ; Mos., Metz, Pange ; p. 89.

TRANSINNES ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.

TRÈVES ; Pr. rh., ch.-l. gouv. ; p. 29 ; 30 ; 47 ; 66, n. 1 ; 113 ; 323, n. 1 ; 331, n. 1 ; 451 ; 490 ; 520 ; 522 ; 524, n. 2 ; 537, n. 4 ; 539, n. 1 ; 541 ; 542 ; 543 ; 544 ; 545 ; 546 ; 556 ; 558 ; 566, n. 1 ; 577, n. 4 ; 613.

Archevêché et archevêques ; p. 108, n. 1 ; 112 ; 122 ; 123 ; 125 ; 133, n. 1 ; 136 ; 269, n. 1 ; 285 ; 323-338 (*passim*) ; 483, n. 3 ; 512, n. 1 ; 592 ; 599 et n. 3 ; 618 ; 655, n. 4 ; 672, n. 1.

* Abbaye St-Mathias (anciennement St-Eucaire) ; p. 251 ; 323-338 (*passim*) ; 360, n. 3 ; 592 ; 621 ; 655, n. 4 ; 672 ; 673, n. 2.

* Abbaye St-Maximin ; p. 118, n. 1 ; 136, n. 2 ; 267, n. 1 ; 391, n. 2 ; 512-597 ; 601 ; 607, n. 4 ; 612 et n. 1 ; 613 ; 614 et n. 1 ; 617 et n. 2 et 3 ; 618, n. 3 ; 619 ; 622 ; 623 ; 627, n. 4, et 5 ; 628, n. 1 ; 645, n. 2 ; 648, n. 3 ; 653, n. 3 ; 654, n. 3 ; 677, n. 1 ; 686 ; 689, n. 2 ; 690, n. 1.

TRITTENHEIM ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 47, n. 2 ; 50 et n. 2 ; 536, n. 1 ; 542, n. 1 ; 658, n. 2.

TÜNSDORF ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113 et n. 15 ; 120.

UCKANGE ; Mos., Thionville, Hayange ; p. 183 et n. 3.

UERZIG ; Pr. rh., Trèves, Wittlich ; p. 542, n. 1 ; 544 et n. 1 ; 566, n. 1.

UEXHEIM ; Pr. rh., Trèves, Daun ; p. 531 et n. 1 ; 542, n. 2.

Ulc ; localité non identifiée, proche de Villance ; Belgique, Luxembourg, Neufchâteau ; p. 47, n. 8.

Ultrivilla ; localité non identifiée du *pagus Scarponensis* ; p. 642, n. 2.

UNKEL ; Pr. rh., Coblenz, Neuwied ; p. 48, n. 5.

UXEGNEY ; V., arr. et cant. Epinal ; p. 154, n. 1 ; 310, n. 3 ; 699, n. 1.

Vachières ; disparu, à proximité du hameau de Bérup, comm. Secourt ; Mos., Metz, Verny ; p. 234 ; 235, n. 1.

VAHL-LES-BÉNESTROFF ; Mos., Château-Salins, Albestroff ; p. 113 et n. 4 ; 117, n. 2 ; 120 ; 124, n. 2.

VAL-D'AJOL (LE) ; V., Remiremont, Plombières ; p. 154, n. 1.

VAL DE GALILÉE (ou VAL DE ST-DIÉ) ; territoire correspondant à la haute vallée de la Meurthe et de ses affluents en amont de St-Dié ; p. 269-322 (*passim*) ; 344 et n. 2 ; 345 ; 613, n. 3 ; 634, n. 1.

VALFROICOURT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 154, n. 1 ; 162 et n. 2 ; 697, n. 4 ; 701, n. 6.

VALLEROY-LE-SEC ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 697, n. 1.

Vallis Volflani ; localité ou plus vraisemblablement lieu-dit dont l'identification n'a pu être déterminée ; p. 701.

VALMUNSTER ; Mos., arr. et cant. Boulay ; p. 113 ; 120 ; 124, n. 2 ; 136, n. 2 ; 630, n. 1 ; 631, n. 1 ; 632, n. 3.

VAL ST-GRÉGOIRE ; nom donné à la haute vallée de la Fecht en amont de Munster ; H.-R., Colmar, ch.-l. cant. ; p. 166, n. 1.

VANAULT-LE-CHATEL ; Marne, Vitry-le-François, Heiltz-le-Maurupt ; p. 175 et n. 3.

VANCE ; Belgique, Luxembourg, Etalle ; p. 85.

VANY ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 562, n. 2.

VARANGÉVILLE ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 171 ; 173 ; 174, n. 2 et 4 ; 608, n. 2 ; 630, n. 1. — Prieuré ; p. 174, n. 4.

VARCOSÉ, lieu-dit au finage de Robache, comm. St-Dié ; V., ch.-l. arr. ; p. 295, n. 4.

VAUDÉMONT ; M. M., Nancy, Vézelize ; — Comté et comtes ; p. 369 ; 407 et n. 4 ; 501, n. 3.

VAUDICOURT (Ban de) ; ban relevant de l'abbé de Remiremont et comprenant les villages d'Aydoilles, Charmois-devant-Bruyères, Le Roulier et partie de Fontenay et de Nonzéville ; V., Epinal, Bruyères ; p. 154, n. 1.

VAUDRECHING ; Mos., Boulay, Bouzonville ; p. 451.

VAUX ; Mos., Metz, Gorze ; p. 557, n. 1.

VAXY ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 185 et n. 2 ; 186 ; 187. — Seigneurie dite Val de Vaxy ; p. 187.

VELSICQUE-RUDDERSHOVE ; Belgique, Flandre orient., Alost ; p. 248 ; 251 ; 256, n. 5 ; 262 et n. 6 ; 263.

VENNEZEY ; M. M., Lunéville, Gerbéviller ; p. 379, n. 4 ; 390 et n. 5 ; 399, n. 2.

VERDENAL ; M. M., Lunéville, Blâmont p. 292, et n. 5 ; 296 ; 297 ; 298 et n. 3 ; 300, n. 2 ; 311 ; 312 ; 322.

VERDUN ; M., ch.-l. arr. ; p. 103 ; 107 n. 1 ; 243, n. 1 ; 249, n. 4 ; 252 et n. 4 ; 256, n. 1 ; 260 ; 261 ; 266, n. 5 ; 267 ; 324, n. 3 ; 566, n. 1 ; 598, n. 2 et 3. Evêché et évêques ; p. 104, n. 1 ; 131, n. 2 ; 248 ; 250, n. 3 ; 252, n. 3 et 4 ; 263, n. 1 ; 324, n. 3 ; 592 ; 594 ; 608, n. 1 ; 645, n. 2 ; 647, n. 3 ; 673, n. 2.

* Chapitre cathédral ; p. 101-107 ; 598 ; 600 et n. 3 ; 607, n. 2 ; 615, n. 1 ; 617, n. 3.

Abbaye St-Airy ; p. 131, n. 2 ; 244.

Abbaye St-Amand ; p. 265, n. 1.

Abbaye St-Paul ; p. 647, n. 3 ; 666, n. 2.

* Abbaye St-Vanne ; p. 243-268 ; 486, n. 4 ; 590 ; 599 ; 602, n. 1 ; 605, n. 5 ; 610, n. 2 et 4 ; 612, n. 3 ; 614 ; 618 ; 621 ; 623, n. 2 ; 627, n. 2, 4 et 5 ; 628, n. 1, 3 et 6 ; 629, n. 2 ; 630, n. 1 ; 631, n. 1 et 3 ; 632, n. 3 ; 638, n. 5 ; 643 et n. 3 ; 647, n. 1 et 3 ; 654, n. 5 ; 665, n. 2 ; 666, n. 4.

* Collégiale de La Madeleine ; p. 130, n. 6 ; 256, n. 4 ; 322-338 (*passim*) ; 621 ; 654, n. 2.

Comtes épiscopaux ; p. 256 ; 257, n. 1.

Verminium ; localité non identifiée, dans la région de Moyémont ; V., Epinal, Rambervillers ; p. 297 et n. 5 ; 322.

VERNY ; Mos., Metz, ch.-l. cant. ; p. 426, n. 2 ; 721, n. 1.

Vertignécourt ; disparu, dans le voisinage de Puttigny ; Mos., arr. et cant. Château-Salins ; p. 184 et n. 5 et 7 ; 185 ; 187 et n. 2 ; 188 ; 228, n. 2. — Eglise ; p. 186 et n. 3.

VÉSIGNEULES ; quartier de la ville de Metz voisin de l'actuelle place St-Louis ; p. 425, n. 2.

VEXIN (Ban de) à Vaux ; Mos., Metz, Gorze ; p. 557, n. 1.

VEZON, comm. Marioules ; Mos., Metz, Vergy ; p. 555, n. 1.

VICHEREY ; V., Neufchâteau, Châteinois ; p. 630, n. 1.

VIC-SUR-SEILLE ; Mos., Château-Salins, ch.-l. cant. ; p. 86 et n. 1 ; 87 ; 117 ; 162, n. 2 et 3 ; 233 ; 601, n. 3 ; 701, n. 8.

VIEUX-MOUTIER, comm. St-Mihiel ; M., Commercy ; ch.-l. cant. ; prieuré dépendant de l'abbaye de St-Mihiel et établi à l'emplacement primitivement occupé par cette abbaye ; p. 608, n. 1.

VIÉVILLE, comm. Girecourt-lès-Viéville ; V., Mirecourt, Charmes ; p. 300 et n. 2.

VIGY ; Mos., Metz, ch.-l. cant. ; p. 330, n. 1.

VILCEY-SUR-TREY ; M. M., Toul, Thiaucourt ; p. 722, n. 2.

VILLANCE ; Belgique, Luxembourg, Neuf-château ; p. 37 et n. 4 ; 42 ; 47, n. 3 ; 51 ; 96 ; 640 et n. 1 et 2 ; 641 et n. 3 ; 4 et 5.

VILLECEY-SUR-MAD ; M. M., Briey, Chambley ; p. 722, n. 2.

VILLÉCLOYE ; M. ,arr. et cant. Montmédy ; p. 528, n. 2.

VILLE-EN-VERMOIS ; M. M., Nancy, St-Nicolas ; p. 297, n. 4.

Villers ; localité détruite près de Cheminot ; Mos., Metz, Verny ; p. 234.

VILLERS-L'ORME, comm. Vany ; Mos., arr. et cant. Metz ; p. 562 et n. 2.

VILLE-SUR-ILLON ; V., Mirecourt, Dompaire ; p. 379, n. 4 ; 399, n. 2.

VILLEY-ST-ETIENNE ; M. M., Toul, Domèvre-en-Haye ; p. 635, n. 1.

VILLIP ; Pr. rh., Cologne, Bonn ; p. 48, n. 5 ; 70.

VIRTON ; Belgique, Luxembourg, ch.-l. arr. ; p. 84.

VISCHEL, comm. Berg ; Pr. rh., Coblenz, Ahrweiler ; p. 48, n. 2.

VIVIERS ; Mos., Château-Salins, Delme. — Seigneurs ; p. 369 et n. 6 ; 370 ; 379, n. 4 ; 382, n. 4 ; 694, n. 2 ; 707, n. 7.

VIVIERS-LÈS-OFFROICOURT ; V., Mirecourt, Vittel ; p. 702, n. 5.

VOISAGE, comm. Arry ; Mos., Metz, Gorze ; p. 171 ; 173 ; 174, n. 2 et 4.

VOLBERG, comm. Rösrath ; Pr. rh., Cologne, Mülheim-am-Rhein ; p. 48 n. 6.

VOORST ; Pays-Bas ; Gueldre ; p. 48, n. 9.

VOULAINES ; Côte-d'Or, Châtillon-sur-Seine, Recey-sur-Ource ; p. 412 et n. 3.

VY-LE-FERROUX ; Haute-Saône, Vesoul, Scey-sur-Saône ; p. 162, n. 3 ; 701, n. 8.

VY-LÈS-FILAIN ; Hte-Saône, Vesoul, Montbozon ; p. 162, n. 3 ; 701, n. 8.

VY-LÈS-LURE ; Hte-Saône, arr. et cant. Lure ; p. 162, n. 3 ; 701, n. 8.

VY-LÈS-RUPT ; Hte-Saône, Gray, Dampierre-sur-Salon ; p. 162, n. 3 ; 701, n. 8.

WADRILL ; Pr. rh., Trèves, Merzig ; p. 113 ; 124, n. 2 ; 126.

WAHL ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Redange ; p. 534, n. 1 ; 541, n. 4.

WALCOURT ; titre d'une famille seigneuriale, possessionnée dans la région de Thionville-Sierck ; cette famille tire probablement son nom de la localité de Walcourt ; Belgique, Namur, Philippeville ; p. 390, n. 5 ; 731, n. 2.

WALDORF ; Pr. rh., Cologne, Ahrweiler ; p. 562, n. 5 ; 651, n. 1 ; 675, n. 1.

WALFERDANGE ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Luxembourg ; p. 527, n. 1 et 2.

WALHAY, comm. Ohey ; Belgique, Namur, Andenne ; p. 251, n. 2.

WALLERFANGEN ; Sarre, Sarrelouis ; p. 113, n. 5 ; 559, n. 2.

WALLERSHEIM ; Pr. rh., Trèves, Prüm ; p. 46, n. 2 ; 68 ; 94.

WAMEL ; Pays-Bas, Gueldre ; p. 48, n. 9.

WARCQ ; M., Verdun, Etain ; p. 329 et n. 4.

WARDIN ; Belgique, Luxembourg, Bastogne ; p. 44, n. 8. — Eglise ; p. 66, n. 1.

WASSERBILLIG, comm. Merttert ; G.-D. Luxembourg, distr. et cant. Grevenmacher ; p. 527, n. 1 ; 533, n. 1 ; 541, n. 3 ; 574.

WASSERLIESCH-REINIG ; Pr. rh., gouv. et cercle Trèves ; p. 541, n. 3 ; 574.

WAULSORT ; Belgique, Namur, Dinant. — Abbaye, p. 175 et n. 5.

WEHINGEN-BETHINGEN ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 113, n. 15.

WEINGARTEN ; Pr. rh., Cologne, Euskirchen ; p. 48, n. 1.

WEINSHEIM ; Pr. rh., Coblenz, Kreuznach ; p. 47, n. 3.

WEISWAMPACH ; G.-D. Luxembourg, Diekirch, Clervaux ; p. 47, n. 8.

WEITEN ; Pr. rh., Trèves, Saarburg ; p. 542, n. 5 ; 550, n. 1 ; 579.

Wenestre ; détruit près de Schupbach ; Hesse-Nassau, Wiesbaden, Oberlahn ; p. 49, n. 1.

WERDEN ; Pr. rh., Düsseldorf, Essen. — * Abbaye ; p. 591, n. 6.

Wersingen; disparu, territoire de Lorentzen; B.-R., Saverne, Sarre-Union; p. 476, n. 2.

WETTELDORF; Pr. rh., Trèves, Prüm; p. 46, n. 2; 57, n. 3; 94.

WICHTERICH; Pr. rh., Cologne, Euskirchen; p. 21, n. 2; 118, n. 8.

Wilre; sans doute un des Weiler de la région de Kirchheimbolanden; Pal. bav., ch.-l. cercle; p. 49, n. 2.

WILTINGEN; Pr. rh., Trèves, Saarburg; p. 113 et n. 9; 135, n. 1.

WILWISHEIM; B.-R., Strasbourg, Hochfelden; p. 490, n. 1.

WIMMENAU; B.-R., Saverne, La Petite-Pierre; p. 457 et n. 2 et 5; 459; 460 et n. 2; 462, n. 3 et 4; 465, n. 1; 466; 726, n. 2.

WINGEN-SUR-MODER; B.-R., Saverne, La Petite-Pierre; p. 461, n. 2; 729, n. 10.

WINTRICH; Pr. rh., Trèves, Bernkastel; p. 117, n. 2.

WISSEMBOURG; B.-R., ch.-l. arr. — * Abbaye; p. 609, n. 1; 616; 624, n. 2; 627, n. 2 et 4.

WISSERSHEIM; Pr. rh., Aix-la-Chapelle, Düren; p. 48, n. 8.

Witbahr; probablement lieu-dit au territoire de Schalkendorf; B.-R., Saverne, Bouxwiller; p. 460, n. 3.

WITTLICH; Pr. rh., Trèves, ch.-l. cercle; p. 542, n. 1.

WORMELDANGE; G.-D. Luxembourg; distr. et cant. Grevenmacher; p. 451; 469; 473 et n. 1; 476, n. 1; 490; 491 et n. 1.

WORMS; Hesse rhénane, ch.-l. cercle; p. 30; 39; 198; 485; 680. — Evêché; p. 216; 678; 679, n. 4.

Wrenthingen; disparu, comm. Oudrenne; Mos., Thionville, Metzervisse; p. 113, n. 3.

XAFFÉVILLERS; V., Epinal, Rambervillers; p. 347; 356; 358.

XANREY; Mos., Château-Salins, Vic; p. 365-373; 559 et n. 6; 566; 567 et n. 3; 580; 591, n. 2; 595, n. 3 et 4; 615, n. 1; 627, n. 2; 628, n. 3; 707 et n. 4.

XOUSSE; M. M., Lunéville, Blâmont; p. 300 et n. 2.

XUGNEY, comm. Rugnev; V., Mirecourt, Charmes; p. 300 et n. 2. — * Commanderie du Temple; p. 405-421.

XURES; M. M., Lunéville, Arracourt; p. 694, n. 2.

ZEURANGE, comm. Flastroff; Mos., Thionville, Sierck; p. 112; 559, n. 2.

ZINSWILLER; B.-R., Haguenau, Niederbronn-les-Bains; p. 490, n. 1.

ZISSEN; Pr. rh., Coblenz, Ahrweiler; p. 451 et n. 3; 452; 467, n. 1; 476, n. 1; 478; 485 et n. 2; 487; 490, n. 2; 491 et n. 1; 615, n. 1; 629, n. 3; 680; 681; 682, n. 3; 683; 689, n. 3; 732, n. 1.

ZÜLPICH; Pr. rh., Cologne, Euskirchen; p. 30; 48; 49.

ZUTZENDORF; B.-R., Saverne, Bouxwiller; p. 460 et n. 3; 461 et n. 3 et 4; 465, n. 1; 729, n. 5 et 6.

Vu le 11 juin 1934.
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris:
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris:
S. CHARLÉTY.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

- P. 79, n. 4, lire : « Revin, *Fépin*, et Fumay.... ».
- P. 108, n. 1, ligne 7 de la note et lignes suivantes, remplacer le texte imprimé par le suivant : « Pour la période antérieure, Lager cite presque uniquement Browerus-Masenius, *Antiquitatum et annalium Treverensium libri XXV* et des mêmes auteurs *Metropolis ecclesiae Trevericae*. Il ne semble pas, d'une manière générale, que Brower et Masen aient utilisé d'autres sources que celles dont nous disposons aujourd'hui ».
- P. 446, n. 3, corriger la définition qui est donnée du contrat à *tiers meu* au moyen des indications de l'Index, p. 761, v^o *Meu*.
- P. 745, ligne 5, lire : « ...l'abbaye Ste-Croix de *Bouzonville*... ».
- P. 753, v^o EXPENSA, lire : « ...rétribution accordée par le seigneur aux sujets de la seigneurie... ».
- P. 763, v^o OPERA, lire : « fournir une *prestation* en travail au seigneur... ».
- P. 777 et sq. Les renseignements d'ordre administratif qui suivent les noms des différentes localités françaises mentionnées à la Table des noms de lieu (à l'exception, bien entendu, de ceux qui concernent les localités du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ont été empruntés au *Dictionnaire des Postes*, édit. de 1913. Etant donné les remaniements successifs apportés au cours de ces dernières années dans la répartition des circonscriptions administratives françaises, on croit bon de signaler les modifications que ces remaniements ont entraînées pour les localités des départements lorrains.
- MEURTHE-ET-MOSELLE. — Les cantons de Colombey, Domèvre-en-Haye, Thiaucourt et Toul (anciennement arrondissement de Toul) sont rattachés à l'arrondissement de Nancy.
- MEUSE. — Les cantons de Damvillers, Dun-sur-Meuse, Montmédy, Spincourt (anciennement arrondissement de Montmédy) sont rattachés à l'arrondissement de Verdun.
- VOSGES. — Les cantons de Mirecourt et Vittel d'une part, ceux de Bains-les-Bains, Charmes, Darney, Dompierre d'autre part, anciennement compris les uns et les autres dans l'arrondissement de Mirecourt, sont rattachés, les premiers à l'arrondissement de Neufchâteau et les seconds à l'arrondissement d'Épinal.

Les cantons de Remiremont et Saulxures-sur-Moselotte (anciennement arrondissement de Remiremont) sont rattachés à l'arrondissement d'Epinal.

En ce qui concerne les localités étrangères à la Lorraine, qui ont été citées au cours du présent ouvrage, signalons que dans le département des Ardennes, les cantons de Carignan, Mouzon, Sedan (anciennement arrondissement de Sedan) et celui de Fumay (anciennement arrondissement de Rocroi) sont rattachés à l'arrondissement de Mézières ; de plus il y a lieu de tenir compte, pour trois autres localités, des modifications suivantes :

ST-WANDRILLE ; Seine-Inférieure, Rouen (anciennement Yvetot), Caudebec.

VOULAINES ; Côte-d'Or, Montbard (anciennement Châtillon-sur-Seine), Recey-sur-Ource.

VY-LÈS-RUPT ; Haute-Saône, Vesoul (anciennement Gray), Dampierre-sur-Salon.

P. 784, v^o FEPPIN, lire FÉPIN.

P. 793, lire : MIRECOURT ; V., ch.-l. arr. (actuellement arr. Neuf-château, ch.-l. cant.).

P. 798, v^o REIMS, lire : REIMS ; Marne, ch.-l. arr.

P. 799, lire : REVIN ; Ardennes, Rocroi (actuellement Mézières), Fumay.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE	XI
RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES AU COURS DE L'OUVRAGE	XXI

LIVRE I^{er}

LE IX^e SIÈCLE

CENSIER GÉNÉRAL DE L'ABBAYE DE PRUM (893)

(Censier n^o 1)

CHAPITRE I ^{er} . — La copie de Césaire: son exécution matérielle, sa valeur ..	8
CHAPITRE II. — Histoire de la formation du polyptyque de 893. — Exposé et critique de la théorie de Lamprecht	25
CHAPITRE III. — Composition, rédaction et date du censier	46
Annexe I. — Tableau des trois états successifs du polyptyque de Prüm dans l'hypothèse de Lamprecht	93

LIVRE II

LES CENSIERS DU X^e SIÈCLE

CHAPITRE I ^{er} . — Censier général de la mense capitulaire de l'église cathédrale de Verdun (Second quart du X ^e siècle) (Censier n ^o 2)	101
CHAPITRE II. — Censier général de l'abbaye de Metlach (Milieu du X ^e siècle) (Censier n ^o 3)	108
Annexe I. — Tableau comparatif du chap. 9 (<i>Dodonisvillare</i>) et du chap. 10 (<i>Tuotwilre</i>)	140
CHAPITRE III. — Censier de l'office de la secrète rédigé à l'abbaye de Remi- remont (Milieu du X ^e siècle) (Censier n ^o 4)	141
CHAPITRE IV. — Censiers de l'abbaye de Gorze	170
I. Charte-censier du domaine de Quincy (913-914) (Censier n ^o 5)	171
II. Charte-censier du domaine de Brouch (984) (Censier n ^o 6)	180
III. Censier des domaines du Wormsgau inséré dans une fausse charte de l'évêque Chrodegang de 766 (Censier n ^o 7)	196
Annexe I. — Tableau des éléments utilisés par le dispositif de la fausse charte de l'évêque Chrodegang	221

CHAPITRE V. — Charte-censier du domaine de Morville-sur-Nied dépendant de l'abbaye St-Arnoul de Metz (967) (Censier n° 8)	225
Tableau du dispositif de la charte de 967	239

LIVRE III

LES CENSIERS DU XI^e SIÈCLE

CHAPITRE I ^{er} . — Censier général de l'abbaye St-Vanne de Verdun (1040-1050) (Censier n° 9)	243
CHAPITRE II. — Inventaire des revenus du chapitre de Saint-Dié présenté sous forme de notice-censier (975-1092) (Censier n° 10)	269
§ 1 ^{er} . But du censier et conditions de sa rédaction	272
§ 2. Composition, rédaction et date du censier	293
Annexe I. — Tableau des revenus du chapitre dans les domaines du Val de St-Dié (groupe I)	320
Annexe II. — Tableau des revenus du chapitre dans les domaines lorrains extérieurs au Val de St-Dié (groupe II)	322
CHAPITRE III. — Censier du domaine d'Etain, annexé à une fausse charte datée de 706	323
CHAPITRE IV. — Censier du domaine de Doncières dépendant de l'abbaye d'Etival	339

LIVRE IV

LES CENSIERS DU XII^e SIÈCLE

CHAPITRE I ^{er} . — Charte-censier du domaine de Xanrey, dépendant de la Collégiale St-Sauveur de Metz (1096-1103) (Censier n° 13)	365
CHAPITRE II. — Censiers de l'abbaye de Chaumousey	374
I. Censier général de 1109-1128 (Censier n° 14)	375
II. Notice-censier du domaine de Darnieulles (Seconde moitié du XII ^e siècle) (Censier n° 15)	396
CHAPITRE III. — Censier des domaines de l'ordre du Temple à Repel et à Bouzanville (1146-1147) (Censier n° 16)	405
CHAPITRE IV. — Censier général de l'abbaye Ste-Marie-aux-Nonnains de Metz (Première moitié du XII ^e siècle) (Censier n° 17)	422
CHAPITRE V. — Censier général de l'abbaye de Bouzonville (Troisième quart du XII ^e siècle) (Censier n° 18)	450
CHAPITRE VI. — Censier général de l'abbaye de Beaupré (Dernières années du XII ^e siècle) (Censier n° 19)	492
CHAPITRE VII. — Censier général de l'abbaye St-Maximin de Trèves (Fin du XII ^e siècle) (Censier n° 20)	512
§ 1 ^{er} . Histoire du texte du censier. — Date et caractéristiques des différentes rédactions	515
§ 2. Plan et rédaction. — Forme des enquêtes préliminaires à l'établissement du censier	541
Annexe I. — Tableau des chapitres entrés dans la composition du censier	573
Annexe II. — Tableau comparatif des rédactions II et III à partir du chap. 64	583

LIVRE V

LES CENSIERS ET L'HISTOIRE DE LA SEIGNEURIE
RURALE EN LORRAINE DU IX^e AU XII^e SIÈCLE

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . — GÉNÉRALITES SUR LES CENSIERS. — Origine des censiers, leur diffusion dans les différentes seigneuries. — Opérations préliminaires à la rédaction d'un censier; valeur juridique de l'enquête; matière et forme des inventaires particuliers. — Rédaction du censier général, sa forme extérieure, son plan et sa dénomination. — Médiocre valeur pratique des censiers en raison de l'évolution rapide du régime domanial	589
CHAPITRE II. — LES CENSIERS ET L'ÉVOLUTION DU RÉGIME DOMANIAL DU IX ^e AU XII ^e SIÈCLE. — Le régime domanial au IX ^e siècle. — Morcellement de la <i>villa</i> en plusieurs domaines indépendants, causes et conséquences du phénomène. — Fractionnement et désagrégation du manse; les charges des unités fractionnaires nouvelles. — La tenure à cens et sa diffusion à partir du XII ^e siècle. — Introduction de redevances nouvelles et uniformisation du régime domanial	626
CHAPITRE III. — DÉCADENCE DES CENSIERS A LA FIN DU XII ^e SIÈCLE. — Ressources non inscrites au censier: taxes personnelles perçues sur les sujets de la seigneurie et profits du droit de ban. — Tentatives pour rendre au censier son ancienne valeur d'acte exécutoire. — Luites au sujet de l'exercice du droit de ban; les règlements d'avouerie; leur insuffisance pratique. — Les premiers coutumiers seigneuriaux et l'origine du « rapport de droits » (<i>Weistum</i>). — Les destinées du censier après le XII ^e siècle	660

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Appendice I ^{er} . — Censier de l'office de la secrète, rédigé à l'abbaye de Remiremont vers le milieu du X ^e siècle (Essai de reconstitution).....	693
Appendice II. — Charte-censier du domaine de Xanrey (1096-1103).....	707
Appendice III. — Censier général de l'abbaye de Chaumousey (1109-1128)...	711
Appendice IV. — Censier général de l'abbaye de Ste-Marie-aux-Nonnains (Première moitié du XII ^e siècle)	719
Appendice V. — Censier général de l'abbaye de Bouzonville (Troisième quart du XII ^e siècle)	725
Appendice VI. — Censier général de l'abbaye de Beaupré (Dernières années du XII ^e siècle)	737

INDEX DES TERMES TECHNIQUES CONCERNANT L'EXPLOITATION ET L'ADMINISTRATION DE LA SEIGNEURIE RURALE.....	741
TABLE DES NOMS DE LIEU	777
TABLE DES MATIÈRES	807

STRASBOURG
IMPRIMERIE ALSACIENNE
1935
